





# HISTOIRE

# UNIVERSELLE

PUBLIÉE

par une société de professeurs et de savants

SOUS LA DIRECTION

**DE M. V. DURUY**

---

## HISTOIRE DE LA RUSSIE

74905. — Imprimerie Lahure, rue de Fleurus, 9, à Paris.

ALFRED RAMBAUD

# HISTOIRE DE LA RUSSIE

DEPUIS LES ORIGINES JUSQU'A NOS JOURS

Ouvrage couronné par l'Académie française

SIXIÈME ÉDITION
REVUE ET COMPLÉTÉE JUSQU'EN 1913

Par Émile HAUMANT
Professeur-adjoint à la Faculté des lettres de Paris



PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET C^ie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1914

## AVERTISSEMENT DE LA VIe ÉDITION

Cette sixième édition française de *l'Histoire de Russie* arrive longtemps après que la précédente est épuisée. Les causes de ce retard sont, d'abord, la longue maladie et la mort d'Alfred Rambaud; ensuite, la difficulté de juger une crise politique avant qu'elle fût finie. Il semble aujourd'hui que l'on puisse en présenter un tableau d'ailleurs sommaire; tout n'est pas éclairci, en effet, dans les événements récents, et beaucoup peuvent donner lieu à discussion. Nous avons tâché, en tout cas, de rester fidèle à l'esprit qui a inspiré la première rédaction de cet ouvrage.

ÉMILE HAUMANT.

*Paris, Décembre* 1913.

# HISTOIRE

# DE LA RUSSIE

## CHAPITRE PREMIER

## GÉOGRAPHIE DE LA RUSSIE

Contraste de l'Europe orientale avec l'Europe occidentale : mers, montagnes, climat. — Les fleuves russes et l'histoire. — Les quatre zones : unité géographique de la Russie.

### Contraste de l'Europe orientale avec l'Europe occidentale : mers, montagnes, climat.

L'Europe, dans son ensemble, se divise en deux portions inégales. Si on donne à l'Europe tout entière dix millions de kilomètres carrés, 4 500 000 seulement reviennent à la partie ouest, 5 500 000 à la partie est. La première est divisée entre toutes les républiques et monarchies de l'Europe, moins la Russie ; la seconde est unie sous le sceptre russe. La nature, non moins que le régime politique, ou la religion, a opposé fortement l'une à l'autre la région occidentale, ou Europe antérieure, et la région orientale.

Les rivages de la première sont découpés à l'infini par des mers intérieures, creusés de golfes profonds, hérissés de péninsules, de presqu'îles, de caps et de promontoires, semés sur leur pourtour d'îles et d'archipels nombreux La Grande-Bretagne et la péninsule grecque surtout, qui ont un développement de côtes hors de proportion avec leur

superficie territoriale, contrastent avec la masse compacte, impénétrable, de l'Europe orientale; cette configuration articulée des pays d'occident est le trait caractéristique de la géographie européenne, tandis que les immenses espaces dont se compose la Russie semblent la continuation des plaines et des plateaux de l'Asie centrale et septentrionale. Sans doute, la Russie est baignée par plusieurs mers : au nord par l'Océan glacial qui pénètre dans les terres par la vaste échancrure de la mer Blanche; au sud par la mer Caspienne, la mer d'Azof et la mer Noire; au nord-ouest par la mer Baltique avec ses golfes de Bothnie, de Finlande et de Livonie ; mais toutes ces mers ne lui donnent qu'un développement relativement faible de littoral. Tandis que le reste de l'Europe a environ 25.000 kilomètres de côtes, la Russie, avec une superficie beaucoup plus considérable, ne présente que 8880 kilomètres de rivages, et encore l'Océan glacial et la mer Blanche entrent dans ce total pour près de moitié : 4407 kilomètres. Or, ces deux mers ne sont navigables que pendant quelques mois de l'année, tout au plus de juin à septembre. La Baltique, dans ses deux golfes les plus septentrionaux, gèle facilement; des armées ont pu la franchir sur la glace avec tout leur matériel; la navigation y est arrêtée depuis le mois de novembre jusqu'à la fin d'avril. La Caspienne gèle souvent, et surtout dans sa partie septentrionale, celle précisément où se trouve son port le plus fréquenté, Astrakhan. La mer d'Azof tourne par endroits au marécage. On peut dire que les mers russes, à l'exception de la mer Noire, ont un caractère antieuropéen ; elles ne peuvent rendre les mêmes services que nos mers d'Occident; la Russie est à ce point de vue la plus déshéritée des régions européennes: comparée avec les pays privilégiés de l'Occident, elle pourrait se définir l'*Europe continentale*, par opposition à l'*Europe maritime*.

L'Europe antérieure, si découpée dans son contour, est en outre fortement accidentée dans son relief : sans parler du grand massif central des Alpes, il n'est pas une des régions européennes qui n'ait à son centre ou dans sa lon-

gueur un puissant soulèvement orographique, qui constitue comme la charpente ou comme « l'épine dorsale » du pays : l'Angleterre a sa chaîne du Peak et ses Highlands, la France ses Cévennes et son massif d'Auvergne, l'Espagne ses Pyrénées et ses sierras, l'Italie son Apennin, l'Allemagne ses massifs de Souabe, de Franconie, du Hartz, la Suède ses Alpes scandinaves, la péninsule gréco-slave le Balkan et le Pinde. Au contraire, tout ce que la Russie possède de montagnes se trouve relégué aux extrémités de son territoire : elle est limitée au nord-ouest par le massif granitique de Finlande ; au sud-est par les rameaux des Carpathes ; au sud par les plateaux rocheux de Crimée avec la Yaïla et le Tchardyr-Dagh (1580$^{m}$), par le Caucase, avec son développement de 1100 kilomètres, où l'Elbourz (5640$^{m}$) dépasse de plus de 1500 mètres la plus haute montagne de l'Europe, le mont Blanc ; à l'est par l'Oural, la plus longue chaîne de montagnes (2450 kilomètres), en Europe ou en Asie, qui soit parallèle au méridien de longitude : elle a des sommets de 1900 mètres. En langue tatare, le mot *Oural* signifie *ceinture;* mais ce ne sont pas seulement les monts Ourals qui sont des « monts de ceinture » : toutes les montagnes de la Russie mériteraient cette dénomination, car elles la limitent, elles la ceignent, mais n'ont qu'une influence insignifiante sur son relief intérieur et la répartition de ses eaux. Des Carpathes et du Caucase ne descendent que des cours d'eau secondaires, tandis que les quatre grands fleuves russes prennent leur source dans des collines qui n'ont pas 100 mètres de hauteur[1]. Remarquons aussi que ces montagnes ne forment pas un système ; elles sont presque toutes des fragments de systèmes étrangers à la Russie. Elles ne sont pas russes à proprement parler, mais plutôt finlandaises, ougriennes, tatares, arméniennes. L'empire des tsars forme donc comme une immense plaine qui à l'ouest se continuerait par celles de la Pologne et de la Prusse, à l'est par les steppes sans fin de la Sibérie et du

1. 360 mètres au-dessus du niveau de la mer.

Turkestan, et qui est en contraste frappant avec le sol tourmenté de l'Occident. Au point de vue orographique, la Russie pourrait se définir l'*Europe de plaines*, par opposition à l'*Europe de montagnes*.

Toutefois l'uniformité de surface n'est point absolue, dans des proportions beaucoup moins considérables que l'Occident, la Russie présente des elévations et des dépressions de terrain. Dans ce faible modelé du sol russe, on remarque au centre du pays comme un exhaussement quadrangulaire qu'on appelle le *plateau central*, ou encore, du nom de sa partie septentrionale, *plateau d'Alaoune*. L'angle nord-est serait formé par les hauteurs du plateau de Valdaï où les collines atteignent 100 mètres de hauteur; le côté occidental du plateau central, par les faibles collines du Dniéper qui se prolongent jusqu'à ses cataractes; le côté méridional, par les hauteurs qui vont de Koursk à Saratof; le côté oriental, par les falaises sablonneuses qui se dressent sur la rive droite du Volga et de la Kama; le côté nord, par les plis de terrain qui séparent le bassin du Volga du versant de l'Océan glacial. Le plateau central est d'ailleurs partagé en deux parties inégales par les profondes vallées du haut Volga, de l'Oka et de leurs affluents.

A ce renflement central du sol russe correspondent d'assez fortes dépressions : 1° entre le plateau de Valdaï et les pentes nord-est des Carpathes, se creuse comme une grande vallée, dans laquelle, durant l'âge quaternaire, la Baltique et la mer Noire ont confondu leurs flots : elle est parcourue au nord par la Düna ou Dvina méridionale et le Niémen, au sud par le Dniéper et ses affluents ; elle atteint son maximum de dépression dans les vastes marais de Pinsk; 2° entre les falaises de la rive droite du Volga et les rameaux de l'Oural (*obchtchii sirt*) le sol va toujours en se déprimant, tout le long du Volga, et vient affleurer à la Caspienne dont le niveau est de 25 mètres au-dessous de celui de la mer Noire : là sont les steppes de Kirghiz, la région la plus basse de la Russie d'Europe : elle est l'ancien lit d'une vaste mer in-

térieure qui s'est progressivement desséchée et dont la Caspienne, le lac d'Aral et d'autres nappes d'eau ne sont que les débris. Si la Caspienne remontait seulement au niveau de la mer Noire, une notable partie de cette plaine stérile, encore couverte d'efflorescences salines, serait de nouveau inondée; 3° la troisième grande dépression du sol russe, c'est le versant du nord, couvert de lacs et de marécages et dont les *toundra* glacées viennent se confondre avec les glaces de l'Océan polaire et de la mer Blanche; 4° la région des lacs Saïma, Onéga, Ladoga, qui se continue par les grèves de la Baltique et qui forme une série de bas-fonds où les eaux de la mer Blanche et celles de la Baltique ont dû se trouver en communication.

De ce que la Russie dans son ensemble n'est qu'une vaste plaine, il résulte qu'elle est balayée dans son entier par les vents du pôle que n'arrête aucune chaîne de montagnes, celle de l'Oural étant parallèle à leur direction. De ce que la Russie n'est baignée que par des mers relativement fort petites, il s'ensuit que la température n'y est modifiée ni par l'influence des brises marines, qui réchauffent en hiver et rafraîchissent en été l'Occident, ni par le courant aérien et marin du *Gulf-stream*, dont les dernières effluves viennent expirer sur les côtes et sur les montagnes de la Scandinavie, sans pouvoir agir sur les rivages de la Baltique : à latitudes égales, cette barrière de montagnes met entre le climat norvégien et le climat suédois-russe une différence notable.

La Russie, comme l'intérieur de l'Asie, de l'Afrique ou de l'Australie, subit donc toutes les conséquences d'un climat purement continental. La première de ces conséquences, c'est un contraste violent entre les saisons. La plaine russe subit tour à tour les influences des régions polaires et celles de l'Asie centrale et méridionale, des déserts de glace et des déserts de sables brûlants. « Sous la latitude de Paris et de Venise, dit M. Anatole Leroy-Beaulieu, les contrées situées au nord de la mer Noire et de la Caspienne ont en janvier la température de Stockholm, en juillet celle de Madère. A Astrakhan, sous la latitude

de Genève, il n'est pas rare qu'à six mois d'intervalle les variations thermométriques embrassent jusqu'à 70 et même 75 degrés centigrades. Sur les côtes de la Caspienne, sous la latitude d'Avignon, le froid descend jusqu'à 30 degrés au-dessous de la glace; en revanche la chaleur en été peut s'élever jusqu'à 40 degrés et au-dessus. Dans les steppes des Kirghiz, sous la latitude du centre de la France, le mercure reste quelquefois congelé pendant des journées entières et en été le même thermomètre, mal surveillé, éclate au soleil. C'est vers les bords de la mer d'Aral que ces températures excessives atteignent leur maximum: il y a des intervalles de 80, peut-être de 90 degrés centigrades entre les plus grands froids et les plus grandes chaleurs. » Même à Moscou, on a eu des froids de 33 degrés et des chaleurs de 28; à Saint-Pétersbourg, on peut osciller entre les températures extrêmes de 30 à 35 degrés de froid à 31 de chaleur.

La seconde conséquence du climat continental de la Russie, c'est que les vents n'arrivent dans ce pays qu'après avoir perdu en route une partie de leur humidité. La Russie souffre généralement de la sécheresse : à Kazan, il pleut deux fois moins qu'à Paris; c'est pour cela qu'il y a dans ce pays tant de plaines stériles et déboisées, et cette absence de forêts, dans toute la partie méridionale de la Russie, est à son tour un obstacle à la formation des sources et au développement d'une salutaire humidité.

Saint-Pétersbourg, situé par 60 degrés de latitude nord, est la capitale la plus septentrionale du monde entier. Le jour le plus long dans cette ville est de 18 heures 45 minutes; le soleil se lève alors à 2 heures 39 minutes et se couche à 9 heures 24 minutes, mais le crépuscule se prolonge jusqu'au moment où l'aurore se fait apercevoir; il n'y a pas de nuit pendant deux mois. Le jour le plus court est de 5 heures 47 minutes : le soleil se lève alors à 9 heures 5 minutes et se couche à 2 heures 52 minutes. Les aurores boréales sont fréquentes dans le nord de la Russie, tandis que dans les steppes du sud se produit souvent le phénomène du mirage.

La Russie étant un pays de plaine, les couches géologiques dont son sol est formé sont presque partout horizontales : aucun soulèvement n'est venu les rompre, briser violemment les couches de pierres et percer de leurs débris les couches d'humus ou de sable. Il en résulte que, sauf dans le voisinage des montagnes, la pierre manque à la Russie. Ce fait a eu sur son développement économique et artistique de graves conséquences. On a dû bâtir avec d'autres matériaux qu'en Occident : les monuments furent surtout de chêne et de sapin, ou de briques; en bois furent les anciennes églises, les palais des tsars, les remparts des villes antiques; en bois sont aujourd'hui les maisons des bourgeois, les *isbas* des paysans. Les villages russes et la plupart des villes sont des amas de matériaux combustibles: de là ces incendies qui éclatent périodiquement; on a pu dire qu'en moyenne la Russie entière brûlait tous les sept ans. Elevées avec de tels matériaux, les constructions ne pouvaient prendre les colossales proportions de nos châteaux de l'île de France ou de nos cathédrales du Rhin; les anciennes églises en Russie sont petites. C'est depuis la conquête de la Baltique et de la mer Noire que l'empire a des villes de pierre; Pierre le Grand lui a donné sa première capitale de pierre. Au point de vue géologique, la Russie pourrait donc se définir, suivant l'expression de M. Solovief, l'*Europe de bois*, par opposition à l'*Europe de pierre*.

**Les fleuves russes et l'histoire.**

Dans un pays aussi étendu et aussi dénué de littoral que la Russie, les fleuves ont une immense importance. L'Europe orientale est bien partagée au point de vue hydrographique. Ce sont les cours d'eau qui l'empêchent d'être un continent aussi fermé que l'Afrique ou l'Australie. A défaut de bras de mer, elle a des fleuves au large cours : ils la pénètrent jusqu'à son centre, et quelques-uns ont des proportions presque maritimes. Dans ces plaines unies, ils n'ont point le cours impétueux du Rhône; ils circulent paisiblement par de grands lits coupés dans le sable ou

l'argile. Les fleuves furent longtemps les seules voies de communication : quand les princes russes voulaient faire la tournée de leurs domaines ou entreprendre une campagne, il leur fallait profiter de l'hiver qui étendait, du Dniéper à l'Oural, une surface unie sous leurs traîneaux, ou attendre le dégel des fleuves pour en suivre le cours. L'été en barque, l'hiver en traîneau ; il n'y avait que ces deux saisons pour les voyages ; au printemps, c'est le dégel, les inondations, qui transforment la plaine en marécage, c'est la *raspoutitsa* (*la saison des mauvais chemins*). Le commerce a emprunté les mêmes routes que la guerre ou la politique. Les rivières, qui surtout en Russie sont « les chemins qui mar hent », expliquent la rapidité avec laquelle nous voyons les personnages de l'histoire russe franchir d'immenses espaces et se transporter aussi aisément de Novgorod à Kief, de Moscou à Kazan, qu'un roi français de sa bonne ville de Paris à celles de Reims ou d'Orléans. Les fleuves sont les alliés des Russes contre ce qu'ils appelent « leur grand ennemi », la distance. Partout la conquête ou la colonisation russes ont suivi les cours d'eau ; c'est sur les bords de l'Oka, de la Kama, du Don, du Volga, que se trouve surtout groupé l'élément russe, rejetant partout dans l'épaisseur des forêts primitives les races aborigènes.

Le point dominant du système hydrographique de la Russie, c'est le plateau de Valdaï. C'est près de là que prend sa source, au lac Volgo, le Volga ou plutôt *la Volga*, qui descend à la Caspienne ; c'est près de là que naît le Dniéper, qui descend à la mer Noire, le Niémen et la Düna, qui vont à la Baltique, la Vélikaïa, qui se jette dans le Péïpous, les rivières qui forment le lac Ilmen, celles qui alimentent les lacs Ladoga et Onéga, d'où sort la Néva. Le centre hydrographique de la Russie se trouvant à l'angle nord-ouest du plateau central, il s'ensuit que ses grands versants sont tournés vers le sud et vers l'est : cette disposition a eu son influence sur le développement de l'histoire nationale. Cette histoire commence précisément au nord-ouest, près du plateau de Valdaï : sur le Péïpous et

l'Ilmen se sont établies les vieilles cités commerçantes de Pskof et de Novgorod. Quel est leur débouché vers la mer? non pas la Narova, qui sort du lac Péïpous et dont le lit est encombré de cataractes, mais bien ce réseau de rivières et de lacs qui aboutit à la Néva, fleuve de peu d'étendue, mais de largeur énorme, véritable Tamise russe, sur laquelle devait s'élever Saint-Pétersbourg, cette Novgorod du dix-huitième siècle : dans les temps primitifs Novgorod se trouvait plus en sûreté au centre de ce réseau fluvial et lacustre qu'elle ne l'eût été sur la Néva; ses vaisseaux, par le Volkof, se rendaient de l'Ilmen dans le Ladoga, et, par la Néva, du Ladoga dans le golfe de Finlande et la grande mer B ltique. D'autres petits fleuves la mettaient en communication avec le lac Onéga, le lac Blanc (Biéloé ozéro); par la Soukhona et la Dvina septentrionale elle était en relations avec la mer Blanche, où s'éleva plus tard le port d'Arkhangel; par les affluents de la Dvina, les ex lorateurs novgorodiens pénétraient profondément dans les forêts boréales, peuplées de races autochthones qu'ils venaient assujettir au tribut. Les lignes de partage des eaux entre le versant de la mer Blanche, le bassin des lacs novgorodiens et le bassin du Volga, ne sont presque pas marquées. Les cours d'eau semblent hésiter au début entre les directions opposées : certains même ne se décident pas, comme l'inerte Chéksna qui met en communication le lac Blanc avec le Volga. Cet enchevêtrement du système hydrographique qui fait de la Dvina, de la Néva, de la Düna, du Niémen, les prolongements du Dniéper et du Volga, et qui met en communication continue les quatre mers russes, explique suffisamment le grand rôle commercial et l'étendue des conquêtes de Novgorod la Grande.

Sur le Dniéper s'est fondée à l'origine une Russie rivale de la Russie novgorodienne, la *Rouss* de Kief. Elle aussi suit sa pente, qui est le cours du Dniéper et qui la mène fatalement à la mer Noire, vers le monde byzantin. C'est par le Dniéper que sont descendues les flottilles de guerre contre Constantinople; c'est par ce fleuve que sont remontés à Kief la civilisation et le christianisme grecs. Le Dnié-

per, qui a fait la grandeur de Kief, a contribué aussi à sa décadence. Il était une voie de communication trop imparfaite; les célèbres cataractes qui l'encombrent au-dessous de Kief étaient un obstacle trop grand à la navigation pour que cette ville pût rester la métropole commerciale et politique de la Russie.

Le Don, malgré son cours de 1000 kilomètres, a médiocrement influé sur la direction de l'histoire russe : pendant toute la période d'élaboration nationale, il est resté au pouvoir des hordes asiatiques. Plus tard son embouchure est devenue turque avec Azof. D'ailleurs les ensablements de sa partie inférieure ont nui à son importance commerciale. De même la Düna et le Niémen sont restés jusqu'au dix-huitième siècle aux mains des indigènes lithuaniens, ou plutôt de leurs conquérants allemands et suédois.

Le fleuve par excellence de la Russie, c'est le Volga, *la mère Volga.* Il en est le Nil et le Mississipi. Avec ses 3778 kilomètres de cours, il dépasse le Danube de près de 250 lieues; plusieurs de ses affluents comptent parmi les grands fleuves du monde; l'Oka avec ses 1000 kilomètres dépasse la Meuse et l'Oder; la Kama, qui en a 2000, dépasse tous les cours d'eau de l'Europe, sauf le Danube, car l'Elbe n'en a que 1030, la Loire que 1090 et le Rhin que 1300. Le confluent du Volga et de l'Oka, à Nijni-Novgorod, ressemble à la rencontre de deux bras de mer : c'est un spectacle imposant à contempler de la colline où s'élève la ville haute, tandis que la ville basse ou *la foire*, avec ses 100 000 habitants de passage, étale ses constructions sur le rivage des deux fleuves. Le Volga, qui près de Iaroslavl a 639 mètres de large, en a 1400 au-dessus de Kazan; vers Samara, tantôt il se resserre à 746 mètres, tantôt il s'étale, avec ses dérivations et ses branches latérales, sur une largeur de 28 kilomètres. Son delta de la Caspienne, qui embrasse en ses 75 bras d'innombrables îles, a 150 kilomètres de développement. Ce fleuve prodigieux, dans les eaux duquel abondent les poissons énormes comme des poissons de mer, esturgeons, saumons, lamproies, où le sterlet atteint parfois au poids de 488 kilogrammes,

serait la merveille de l'Europe, si les glaces ne le retenaient captif plusieurs mois par an. Mais au dégel les ports, les chantiers, les stations de bateaux, tout s'anime. 200 000 ouvriers accourent sur ses rives de tous les points de la Russie. 15 000 barques et 500 bateaux à vapeur sillonnent ses flots. Kostroma, Nijni-Novgorod, Kazan, Simbirsk, Samara, Saratof, Astrakhan, s'emplissent de mouvement et de bruit. Toute la vie de la Russie semble alors s'être reportée ici.

Le bassin du Volga et de ses affluents embrasse une superficie presque triple de celle de la France; le seul bassin de l'Oka a trois fois l'étendue du bassin de la Loire. Dans son vaste domaine, le Volga comprend l'ancienne Russie du seizième siècle presque tout entière : il a donné au développement de cet État une direction irrésistible. Du jour où les grands-princes établirent leur capitale sur la Moskova, affluent de l'Oka et sous-affluent du Volga, la Russie se tourna vers l'est et commença la lutte avec les nations turques et tatares. Le Dniéper avait fait la Russie byzantine, le Volga la fit asiatique, la Néva devait la rendre européenne. Toute l'histoire de ce pays est celle de ses trois grands fleuves; elle se divise en trois périodes : celle du Dniéper avec Kief, celle du Volga avec Moscou, celle de la Néva avec Novgorod au huitième siècle et Saint-Pétersbourg au dix-huitième. La grandeur de cette création de Pierre I[er] consista précisément à reporter sa capitale sur la Baltique, sans abandonner la Caspienne et le Volga, et à chercher pour ce grand fleuve oriental une issue nouvelle qui le mettrait en communication avec les mers d'Occident. Grâce au canal de la Tikvinka et du Ladoga, la Néva est devenue comme l'embouchure septentrionale, l'estuaire européen du Volga.

**Les quatre zones : unité géographique de la Russie.**

Au point de vue de la production, la Russie peut se partager en quatre bandes inégales qui vont du sud-ouest au nord-est : la zone des forêts, celle du *tchernoziom* ou

terre noire, celle des steppes arables ou prairies, celle des steppes infertiles.

1° La zone la plus septentrionale et la plus vaste, c'est la *poliéssa*, la forêt russe, qui confine d'une part aux marais qui ne dégèlent jamais et aux *toundra* du littoral glacial, d'autre part aux larges éclaircies qu'est venue pratiquer dans cette forêt l'agriculture des régions de Novgorod, Moscou et Iaroslavl. Au nord la forêt commence par le mélèze; au centre, elle fait alterner les arbres résineux, d'une sombre verdure, avec le bouleau au feuillage grêle, à l'écorce blanche; plus au sud, elle admet le tilleul, l'orme et l'érable; vers sa limite méridionale, le chêne apparaît.

2° La terre noire s'étend des bords du Pruth au Caucase, sur la plus large dimension de la Russie; elle dépasse même l'Oural et le Caucase, pour se prolonger en Asie. Ce qui lui a donné son nom, c'est une couche profonde d'humus noirâtre, d'une fertilité inépuisable, qui sans engrais produit d'opulentes moissons et qu'on a pu comparer à une Beauce gigantesque de 600000 kilomètres carrés, à un champ de blé grand comme la France entière : elle nourrit à elle seule 25 millions d'habitants et sa population augmente chaque jour. De tout temps, elle a été le grenier de l'Europe orientale : c'est là qu'Hérodote plaçait les *Scythes laboureurs* et c'est de là qu'Athènes tirait ses provisions de céréales.

3° La zone des *steppes arables* est parallèle à la première : au midi, elle descend presque jusqu'à la mer: c'est une terre fertile encore, quoiqu'elle ne puisse se passer d'engrais; avant le défrichement, elle formait une plaine nue, herbacée, complétement déboisée; avec ses 600000 kilomètres carrés, on ne peut la comparer qu'à la prairie d'Amérique; les herbes de la steppe, où les cavaliers et les troupeaux peuvent se cacher comme dans une forêt, s'élèvent parfois à cinq, six et même huit pieds de hauteur. Cette steppe monotone, sans autres accidents que les *kourganes* ou tertres qui recouvrent les ossements de races antiques, océan de verdure au printemps, lande rousse et brûlée à l'automne, est chère à ses enfants. Elle a été long-

temps la Russie héroïque, le domaine des cavaliers nomades, la patrie des *kosaks*. La *terre noire* et la *prairie*, presque aussi fertile que la terre noire, ont donc ensemble une superficie de 1 200 000 kilomètres carrés, soit 120 millions d'hectares d'excellentes terres, surface égale à celles de la France et de l'Autriche-Hongrie réunies.

4° La quatrième zone, celle des *steppes infertiles*, steppes sablonneuses aux embouchures du Dniéper, argileuses au nord de la Crimée, salines au nord de la Caspienne, sur 400 000 kilomètres carrés ne compte que 1 500 000 habitants. « Impropres à l'agriculture et presque à la vie sédentaire, dit M. Leroy-Beaulieu, ces vastes espaces, comme les parties voisines de l'Asie, ne paraissent convenir qu'à l'élève du bétail et à la vie nomade. Aussi, de toute la Russie d'Europe, sont-ce les seules qui soient demeurées jusqu'à nos jours habitées par les tribus nomades de l'Asie, les Kirghiz et les Kalmouks, et, jusqu'à ces dernières années, par les Tatars de Crimée et les Nogaïs. Sur ces steppes, ces Asiatiques semblent aussi bien chez eux que dans leur patrie originaire. »

Les parties vraiment productives de la Russie sont donc: la *prairie*, la *terre noire*, et, dans la zone des forêts, la région agricole et industrielle de Novgorod, Moscou, Nijni-Novgorod, Kazan. Une élévation du niveau de la mer qui noierait la partie nord de la *poliéssa* et les steppes infertiles du sud n'ôterait rien à la richesse et à la force réelles de la Russie.

Ces alternatives de plaines basses et de plateaux, cette diversité dans la direction des grands fleuves, cette division en forêts, steppes arables et déserts stériles, n'empêchent pas l'Europe orientale de présenter une remarquable unité. Aucune des parties de la Russie ne saurait s'isoler des autres ; la plaine ne laisse entre elles aucune barrière, aucune frontière possible ; celles que les fleuves pourraient opposer s'effaceraient en hiver sous les chariots des armées, lorsque les frimas étendent sur toute la plaine, de la mer Blanche à la mer Noire, comme un glacis uniforme, et que le climat déploie presque la même rigueur à Kief

qu'à Arkhangel. Toutes ces régions, qui dans la belle saison reprennent leur diversité, sont d'ailleurs solidaires au point de vue économique. La zone forestière a besoin des blés du Dniéper, des bestiaux du Volga ; les steppes du sud ont besoin des bois du nord. Le commerce qui par la Düna, la Néva, la Dvina, se faisait avec l'Europe, se complétait par celui qu'on faisait avec le Midi et l'Orient par le Dniéper ou le Volga.

Seule la région moscovite, où les champs alternent avec les forêts, a pu longtemps se suffire à elle-même ; elle ne le peut plus depuis qu'elle est devenue industrielle. Dans les temps anciens, comme elle réunissait les produits du nord et du sud, elle faisait le lien entre le nord et le sud et a fini par les dominer également. Même Novgorod se trouvait dans la dépendance économique des princes établis sur l'Oka : ceux-ci n'avaient qu'à interdire l'envoi des blés du haut Volga vers la région des lacs pour réduire la grande république en leur obéissance.

Les vastes plaines de la Russie sont donc aussi évidemment prédestinées à l'unité que la Suisse au morcellement. Entre les Carpathes et l'Oural, entre le Caucase et le massif de Finlande, la nature avait marqué la place d'un vaste empire dont les *montagnes de ceinture* dessinaient le cadre. Comment ce cadre a-t-il été rempli, c'est ce que l'histoire va nous apprendre.

# CHAPITRE II.

## ETHNOGRAPHIE DE LA RUSSIE.

Les colonies grecques et la Scythie d'Hérodote. — Les Slaves russes de Nestor ; peuplades lithuaniennes, finnoises, turques, au neuvième siècle. — Division des Russes actuels en trois branches : comment s'est faite la colonisation russe.

### Les colonies grecques et la Scythie d'Hérodote.

Les Grecs dans l'antiquité avaient établi des comptoirs et fondé de florissantes colonies sur les côtes septentrionales de la mer Noire. Les Milésiens et les Mégariens avaient bâti *Tomi* ou Kustendjé près du Danube, *Istros* à l'embouchure de ce fleuve, *Tyras* à celle du Dniester, *Odessos* à celle du Boug, *Olbia* à celle du Dniéper, *Chersonesos* ou *Cherson* sur la rade de Sévastopol, *Palakion* qui est devenu Balaklava, *Théodosie* devenue Kaffa, *Panticapée* (Kertch) et *Phanagorie* sur les deux rives du détroit d'Iénikalé, *Tanaïs* à l'embouchure du Don, *Apatouros* dans le Kouban, *Phasis*, *Dioscurias*, *Pityonte* au pied du Caucase, sur la côte de l'ancienne Colchide. Panticapée, Phanagorie et Théodosie formaient, au quatrième siècle avant J. C., une confédération à la tête de laquelle se trouvait un chef héréditaire, *l'archonte du Bosphore*, qui régnait en outre sur un certain nombre de tribus barbares.

Les archéologues russes, entre autres Ouvarof, ont mis au jour de nombreux monuments de cette civilisation hellénique, stèles funéraires, inscriptions, bas-reliefs, statues de dieux et de héros : on sait que les colons conservaient précieusement sur ces rivages barbares la

civilisation grecque, cultivaient les arts de la métropole, répétaient les vers d'Homère en marchant au combat, aimaient, encore au temps de Dion Chrysostome, les beaux discours, et avaient voué à la mémoire d'Achille un culte particulier.

Derrière la ligne des établissements grecs s'agitait un monde de peuplades que les Hellènes désignaient uniformément sous le nom de *Scythes*, avec lesquelles ils étaient en rapports de guerre ou d'alliance et qui leur servaient de facteurs pour le négoce dans les régions plus septentrionales. Hérodote nous a transmis sur ces barbares à peu près tout ce qu'en savaient les Grecs du cinquième siècle avant J. C.

Les Scythes adoraient un glaive fiché en terre comme une image du dieu de la guerre, et l'arrosaient de sang humain : ils buvaient le sang du premier ennemi qu'ils avaient tué à la guerre, scalpaient les chevelures des vaincus et se servaient de leurs crânes en guise de coupe; ils faisaient à leurs rois d'épouvantables funérailles, célébraien leurs anniversaires funèbres en égorgeant des chevaux et des esclaves dont les cadavres empaillés entouraient le *kourgane* royal d'un cercle de cavaliers. Ils honoraient la mémoire du sage Anacharsis qui voyagea chez les Grecs. Leurs hordes nomades défièrent toute la puissance de Darius Hystaspe.

Parmi les Scythes proprement dits, Hérodote distinguait les *Scythes laboureurs*, établis sur le Dniéper, probablement dans le *tchernoziom* de l'Ukraine; les *Scythes nomades* qui s'étendaient sur leur droite à quatorze journées vers l'est; les *Scythes royaux* cantonnés autour de la mer d'Azof et qui regardaient les autres Scythes comme leurs esclaves.

Sous l'influence des puissantes cités d'Olbia et Chersonesos et de l'état gréco-scythe du Bosphore, la barbarie des tribus de l'intérieur s'était légèrement modifiée. Dans les tombeaux des rois scythes du gouvernement actuel d'Ékatérinoslaf comme dans ceux des princes gréco-scythes du Bosphore, on a trouvé des œuvres d'art qui montrent le

génie grec s'accommodant au goût des barbares, des vases précieux que ciselaient pour eux des artistes athéniens et tous ces bijoux qui enrichissent aujourd'hui les musées de Kertch, d'Odessa et de Saint-Pétersbourg.

Le musée de l'Ermitage à Saint-Pétersbourg possède surtout deux vases d'une valeur artistique et archéologique incomparable : c'est le vase d'argent de Nicopol (gouvernement d'Ekatérinoslaf) et le vase d'or de Kertch ; on les fait remonter au quatrième siècle avant notre ère, c'est-à-dire presque à l'époque où Hérodote a composé ses récits, dont ils seraient le vivant commentaire. Les Scythes du vase d'argent, avec leurs longs cheveux, leurs longues barbes, leurs grands traits, leur tunique et leurs braies, reproduisent assez bien la physionomie, la stature et le costume des habitants actuels des mêmes régions : on les voit occupés à dompter, à entraver leurs chevaux par des procédés qui, encore aujourd'hui, s'emploient dans ces campagnes. Les Scythes du vase d'or, avec leurs bonnets pointus, leurs vêtements brodés et piqués dans le goût asiatique, leurs arcs de forme étrange, ont cependant un type aryen très-prononcé. Les uns pourraient bien être les *Scythes laboureurs* d'Hérodote, peut-être les ancêtres des Slaves agriculteurs du Dniéper, les autres les *Scythes royaux*, adonnés à une vie nomade et toute guerrière. Les études philologiques de MM. Bergmann et Müllenhof tendent à rattacher l'idiome des Scythes à la famille des langues indo-européennes. « Ils étaient donc, dit M. Georges Perrot, malgré tant d'apparentes différences de langue, d'usages et de civilisation, de proches parents des Grecs, et cette parenté originelle contribua peut-être, sans que Grecs et barbares en eussent conscience, à rendre faciles et fréquentes les relations entre Hellènes et Scythes. »

Hérodote prend soin de distinguer expressément des Scythes proprement dits un certain nombre de peuples sur lesquels il rapporte d'étranges traditions : les *Mélanchlènes*, habillés de vêtements noirs, les *Neures*, qui une fois par an se métamorphosaient en loups, les *Agathyrses*, qui se paraient de bijoux d'or et avaient les femmes en

commun, les *Sauromates*, nés des amours des Scythes et des Amazones, les *Budins* et les *Gélons*, qui s'étaient légèrement hellénisés, les *Thyssagètes*, les *Massagètes*, les *Jyrx*, qui ne vivaient que de chasse, les *Argippéens*, qui étaient camus et chauves de naissance, les *Issédons*, qui mangeaient solennellement leurs parents défunts, les *Arimaspes*, qui n'avaient qu'un œil, les *Griffons*, gardiens de l'or, les *Hyperboréens*, qui habitaient une région où, en été comme en hiver, tombent, comme des plumes blanches les flocons de neige.

Il semble bien que, parmi tous ces peuples, il y en avait qui depuis ont émigré vers l'Occident et qui pouvaient appartenir aux races germanique et gothique, et d'autres qui ont continué à se maintenir, sous des noms différents, dans l'Europe orientale, tels que les Lithuaniens, les Slaves, les Finnois et même un certain nombre de tribus turques. M. Rittich croit pouvoir identifier les *Mélanchlènes* d'Hérodote avec les Esthoniens, qui affectionnent en effet les vêtements de couleur sombre, les *Androphages* avec les Samoyèdes, dont le nom russe signifie *anthropophages*, les *Issédons* avec les Vogouls, les *Arimaspes* avec les Votiaks, les *Argippéens* avec les Erzes ou Zyrianes, les *Massagètes* avec les Bachkirs, les *Griffons* avec les Mongols. Les *Agathyrses* sont probablement les Khazars.

**Les Slaves russes de Nestor; peuplades lithuaniennes, finnoises, turques au neuvième siècle.**

Les grandes invasions, au quatrième siècle de notre ère, sont pour l'Europe orientale une époque de bouleversements terribles. Les Goths, sous Hermanaric, fondent un vaste empire dans l'ancienne Scythie; il est renversé par les Huns d'Attila, sur les traces desquels se précipitent bientôt une nuée de peuples turko-finnois, les Avars, les Bulgares, que devaient suivre les Magyars, les Khazars, les Petchenègues, etc. Au milieu de cette mêlée de peuples, les Slaves dégagent leur personnalité, apparaissent avec leur nom dans l'histoire, sont décrits par les chroniqueurs

grecs, par les empereurs Maurice et Constantin Porphyrogénète, et bataillent contre l'empire romain d'Orient, inaugurant ainsi l'antagonisme séculaire des deux races hellénique et slave qui se disputent aujourd'hui la prépondérance dans la péninsule des Balkans. Le premier historien russe Nestor, moine de Kief au douzième siècle, indique quelle était, deux siècles avant lui, la distribution géographique des tribus qui, faisant un groupe à part au milieu des autres Slaves, ont reçu le nom de Slaves russes.

Parmi ces derniers, les *Slaves* proprement dits habitaient le bassin de l'Ilmen et la rive occidentale du lac Péïpous : leurs villes de Novgorod, Pskof, Isborsk, apparaissent aux origines mêmes de l'histoire russe; les *Krivitches* étaient établis aux sources de la Düna et du Dniéper, autour de leur ville de Smolensk; les *Polotchanes*, avec Polotsk, sur la haute Düna; les *Drégovitches*, à l'ouest de la Düna et du haut Dniéper, avec Tourof; les *Radimitches* sur la Soja, affluent du Dniéper; les *Viatitches* sur l'Oka supérieur; les *Drévlianes*, ainsi nommés des épaisses forêts qui couvraient leur pays, dans le bassin de la Pripet avec les vieilles cités d'Ovroutch et Korostène; les *Sévérianes* entre la Desna et le Dniéper, avec Loubetch, Tchernigof et Péréiaslavl; les *Polianes* en face des Sévérianes, sur la rive droite du Dniéper, avec Kief; les *Croates blancs* entre le Dniester et les Carpathes; les *Tivertses* et les *Loutitches* sur le bas Dniester et le Pruth; les *Doulèbes* et les *Boujanes* sur le Bug, affluent de la Vistule.

Cette énumération des Slaves russes par Nestor montre qu'au neuvième siècle de notre ère, époque à laquelle commence l'histoire de ce peuple, ils n'occupaient qu'une bien faible partie de la Russie actuelle. Ils étaient resserrés presque entièrement dans les régions de la Düna et du Dniéper supérieur, de l'Ilmen et du Dniester. De l'immense bassin de la Caspienne ils n'occupaient que les sources du Volga et de l'Oka.

Du côté de l'ouest et du nord, ils confinaient à d'autres tribus slaves qui prirent vers cette époque des noms collectifs distincts : les unes réparties sur l'Elbe supérieur et

sur les deux rives de la Vistule, après l'invasion des Tchèques et des Liakhs ou Léchites (du quatrième au septième siècle), se constituèrent en états de Bohême et de Pologne; les autres sur la Marsch ou Morava s'étaient essayées dans le royaume de Moravie à une existence politique (neuvième siècle); d'autres répandues sur le bas Danube formèrent le royaume de Bulgarie après l'invasion des Bulgares d'Asparuch (680); plus loin, sur l'Adriatique, les tribus serbes et croates qui s'organiseront en royaumes de Croatie, de Dalmatie, de Serbie; sur la Baltique, les Slaves de la Poméranie, du Brandebourg (Havéliens) et des bords de l'Elbe (Obotrites et Wiltzes), qui seront un jour absorbés par la conquête allemande.

A cette époque, entre les Slaves russes et les Slaves polonais, il y avait peu de différence : M. Koulich estime que c'est la conquête par deux races d'hommes différentes, l'adoption de deux religions rivales, celle de Byzance et celle de Rome, l'influence de deux civilisations opposées, la grecque et la latine, en même temps que de deux littératures et de deux alphabets, qui, au sein d'une même race, ont créé deux peuples rivaux et frappé sur la matière inerte et inconsciente des tribus slaves la vigoureuse empreinte de deux nationalités ennemies. Le Slave façonné par les Léchites, conquis à l'Église romaine et aux influences occidentales, est devenu le Polonais; le Slave façonné par les Varègues, conquis à l'Église grecque et aux influences byzantines, est devenu le Russe; mais à l'origine, sur la Vistule comme sur le Dniéper, il n'y avait que des Slaves, pratiquant le même paganisme, suivant les mêmes traditions et parlant presque la même langue : l'affinité des idiomes russe et polonais, entre lesquels les dialectes de la Russie Blanche, de la Russie Rouge et de la Petite-Russie, servent d'intermédiaires, prouve assez une fraternité originelle, qui fut détruite par la rivalité des églises et la lutte des gouvernements.

Du côté du nord et de l'est, les Slaves russes, avant de prendre possession de tout le domaine qui leur était assigné par l'histoire, avaient à lutter contre des nations ap-

partenant à trois races : les *Letto-Lithuaniens*, les *Finnois*, les *Turcs* plus ou moins mélangés d'éléments finnois.

La première de ces races fait partie de la famille aryenne : elle est cependant distincte des races germanique et slave : ses dialectes sont, de toutes les langues européennes, ceux qui sont restés les plus voisins du sanscrit. Sur la Narev habitaient les *Iatvagues;* sur le Niémen, les *Jmoudes* et les *Lithuaniens* proprement dits; sur le rivage occidental du golfe de Riga, les *Korses* qui donneront leur nom à la Courlande ; sur la rive gauche de la Düna, les *Sémigales*, et sur sa rive droite, les *Letgoles*, d'où sont descendus les Lettons ou Latiches de la Livonie méridionale.

A la race finnoise se rattachaient : sur les golfes de Livonie et de Finlande, les *Lives*, les *Tchoudes* qui avaient donné leur nom au Péïpous, le *lac des Tchoudes :* ce sont les ancêtres des habitants actuels de la Livonie septentrionale et de l'Esthonie. Les trois provinces dites *allemandes* de la Baltique sont donc lettones au sud, finnoises au nord. Les *Naroviens* étaient établis sur la Narova qui sort du Péïpous, les *Ingriens* et les *Vodes* sur la Néva. Les *Souomes*, divisés en *Kvènes*, *Karéliens*, *Iames* ou *Tavastes*, occupaient et occupent encore la Finlande. Ils confinaient du côté du nord aux *Lop* ou *Lapons*. Les *Vesses* habitaient sur la Chéksna et le lac Blanc, les *Mouromiens* (Mourom) sur l'Oka et ses affluents, la Moskova et la Kliasma, les *Mériens* sur le haut Volga et le lac Kléchtchine, entre les Vesses et les Mouromiens : ces trois peuples ont complétement disparu, absorbés ou transformés par la colonisation russe, et c'est sur leur territoire que s'est constitué le noyau de l'empire moscovite. Les *Tchoudes zavolotchiens* étaient cantonnés sur la Dvina inférieure. Les *Permiens* entre la Dvina et la Kama; les *Erzes* ou *Zyrianes* dans les bassins de la Mezen et de la Petchora; les *Samoyèdes* sur le littoral du nord : ces trois peuples ont vu leurs immenses domaines resserrés par les progrès de la colonisation : ils ont diminué de nombre, car les premiers ne sont plus au nombre que de 50 ou 70 000, les seconds de 80 000, les troisièmes de 5 ou 6 000.

Sur les bords du Volga s'étendaient les *Tchérémisses* qu'on retrouve encore aujourd'hui dans le gouvernement de Kazan, les *Tchouvaches* dans ceux de Kazan et de Nijni-Novgorod, les *Votiaks* dans ceux de Kazan et de Viatka, les *Méchtchéraks* et les *Bachkirs* dans celui d'Oufa, les *Mordves*, dans toute la partie centrale du bassin du Volga. Ces peuples sont aujourd'hui à l'état sporadique dans ces régions qu'au neuvième siècle ils occupaient en masses compactes ; ils ne comptent plus que 1 700 000 têtes : tout le reste est devenu russe. Ces nations tchoudes et finnoises semblent les véritables autochthones de la Russie ; elles ont formé le *substratum* ethnographique sur lequel se sont étendues soit l'invasion tatare, soit la colonisation russe.

Tout est étrange dans ces vieux peuples : le type, qui a quelque chose de fruste et d'inachevé, le costume, qui semble emprunté à quelque mode antédiluvienne, les mœurs et les superstitions, qui conservent la trace de religions primitives, antérieures à tous les paganismes connus, la langue, restée parfois si primitive, que les Tchouvaches, par exemple, n'ont pas mille mots qui ne soient empruntés. Les femmes tchérémisses ont sur la poitrine deux plaques qui forment cuirasse et qu'elles ornent de pièces d'argent, transmises de génération en génération : un numismate ferait de merveilleuses découvertes dans ces médaillers ambulants. Elles s'entourent les jambes d'un morceau de drap étroitement ficelé, et font consister la pudeur à ne jamais montrer leurs jambes, comme les femmes tatares à ne pas montrer leur visage. Les femmes tchouvaches se coiffent d'une calotte surmontée d'une pointe, comme un casque sarrasin, portent sur leurs reins une armure composée de cuir et de métal, comme une croupière de destrier, jettent sur leurs épaules, aux jours de fête, un manteau roide et rectangulaire comme une chasuble de prêtre. Chez ce peuple étrange, *noir* est synonyme de *beau*, et, quand on veut se venger d'un ennemi, on va se pendre à sa porte. Malgré trois siècles de missions chrétiennes, ces populations, au cœur de la Russie actuelle, sur la grande artère du Volga, ne sont pas complétement converties au

christianisme : il y a encore des districts païens; les Tchouvaches idolâtres reconnaissent une quarantaine de divinités qui portent le nom générique de *Thora* ou de *Keremet* : les *Thora* sont plutôt des dieux bienfaisants, les *Keremet* des dieux disposés à être malfaisants, si on ne les désarmait par des présents et des sacrifices d'animaux. C'est le dualisme de l'ancien Orient.

A la race finnoise appartenaient encore deux peuples qui n'existent plus que dans l'histoire. Ils se mélangèrent, comme les Finnois du Volga, d'éléments turcs. Remarquables par leur aptitude à la civilisation, les *Khazars* avaient fondé un vaste empire qui embrassait les régions du bas Dniéper, du Don et de la mer d'Azof : ils avaient bâti sur le Volga Itil, sur le Don Sarkel, la *Ville blanche*, et guerroyaient contre les Slaves et contre les Grecs de Chersonesos. Les Khazars avaient des écoles florissantes. Outre le paganisme national, ils admettaient le christianisme et l'islamisme : le judaïsme, professé par le roi et les grands, était la religion dominante, comme on le voit par la lettre du khagan Joseph au rabbin Hasdaï de Cordoue. (948).

Vers le confluent du Volga et de la Kama, un peuple finno-turc d'une culture assez avancée, sédentaire et commerçant, les *Bulgares* du Volga, avait fondé, en assujétissant les tribus voisines, un vaste empire. Les ruines de sa capitale *Bolgary*, ou la *Grande Ville*, subsistent encore.

Les races turques apparaissent sur le sol russe beaucoup plus tard que les Finnois. Au IXe siècle, le bas Volga et le bas Oural étaient en proie aux *Petchenègues*; derrière eux s'avançaient déjà les *Polovtsi* et les *Ouzes* ou *Torques*. L'invasion dite *tatare*, au XIIIe siècle, sera bien plus turque que mongolique.

### Division des Russes actuels en trois branches : comment s'est faite la colonisation russe.

Au temps de Nestor, les Slaves russes, pressés entre les Lithuaniens à l'ouest, les Finnois au nord, les Turcs à l'est, occupaient à peine la cinquième partie de la Russie

d'Europe. Aujourd'hui nous voyons la race russe s'étendre de la Finlande à l'Oural, de l'Océan glacial au Caucase et à la Crimée, former une masse de 67 millions d'hommes et jeter 5 à 6 millions de colons dans ses provinces asiatiques. En revanche les Letto-Lithuaniens sont réduits à 3 200 000 âmes, les Finnois, y compris ceux de Finlande, à 5 000 000, les Turko-Tatars à 3 500 000 : les Russes forment les sept huitièmes de la population de la Russie : les proportions sont plus que renversées. En dix siècles quel changement !

Les Russes se divisent aujourd'hui en trois branches qui doivent leurs dénominations à certaines circonstances historiques : 1° On donne le nom de *Russie Blanche* à des provinces qui furent, du treizième au quatorzième siècle, conquises par les grands-princes de Lithuanie : ce sont les anciens territoires des Krivitches, Polotchanes, Drégovitches, Drévlianes, Doulèbes, formant les gouvernements de Vitepsk, Mohilef, Minsk. Ceux de Kovno, Grodno et Vilna, inégalement russisés aujourd'hui, sont originairement lithuaniens. Les territoires lithuaniens de Grodno, Novogrodek et Bélostok, ont quelquefois porté le nom de *Russie Noire;* 2° la *Petite-Russie* comprend les territoires des anciens Sévérianes et Polianes, agrandis par la colonisation, c'est-à-dire les gouvernements de Kief, Tchernigof, Poltava, Kharkof, Volynie, Podolie ; elle se continue même hors des frontières actuelles de l'empire dans la *Russie Rouge* ou Vieille Gallicie (Galitch, Iaroslavl, Térébovl, Zvénigorod, Lemberg), qui appartient à l'Autriche et qui est peuplée de 3 millions de Ruthènes ou Russes; 3° la *Grande-Russie* s'est formée autour de l'ancienne Moscovie et occupe l'emplacement d'une quantité de tribus finnoises ou turques du neuvième siècle; il faut lui rattacher la *Russie du Nord* (Arkhangel), la *Russie orientale* (le Volga, Kazan, Astrakhan), la *Nouvelle-Russie* ou *Russie méridionale* (Kherson, Ekatérinoslaf, Odessa, la Crimée). La Grande-Russie dans son ensemble, à part Novgorod et Pskof, est une conquête de la colonisation russe sur les races étrangères. Issue de la primitive Russie kiévienne.

un moment subjuguée par les Tatars, elle a su s'affranchir du joug mongol lorsque celle-là restait encore soumise aux Lithuaniens ; elle n'a cessé d'abord de s'étendre vers l'est, puis, dans son retour offensif vers l'occident, au dix-septième et au dix-huitième siècle, elle a récupéré la Russie Blanche et la Petite-Russie. La colonie a reconquis ses métropoles.

Dans l'empire, les Russes Blancs sont au nombre de 4 600 000,, les Petits-Russes de 18 millions, les Grands-Russes de 44 millions. Il y a entre les idiomes de ces trois familles des différences dialectales qui s'expliquent par les influences historiques et littéraires.

Certains écrivains ont voulu établir entre la Grande-Russie et ses deux voisines une différence plus profonde. Réservant aux Russes Blancs et aux Petits-Russes le nom de Russes et la qualité de Slaves, on n'a prétendu voir dans les « Moscovites » que les descendants des Finnois, des Turcs et même des Tatars, en un mot, des Touraniens qui n'ont de russe que la langue. L'empire moscovite, fondé au milieu des Vesses, des Mouromiens et Mériens, accru aux dépens des Tchouvaches, Mordves, Tatars, Kirghiz, ayant ses deux capitales, Moscou et Saint-Pétersbourg, en pays tchoude, ne serait même pas un état européen.

Une étude plus attentive nous montre que la Moscovie s'est formée, en première ligne, par les migrations des colons russes, en seconde ligne et subsidiairement, par la russification de certaines races étrangères.

1° Quand les steppes du sud furent en proie aux nomades de l'Asie, il y eut des bords du Dniéper vers le haut et moyen Volga un reflux énorme de population russe. Nous voyons alors les princes de Sousdalie appeler à eux les riverains du Dniéper, tandis que dans les forêts du nord les Novgorodiens fondent sans cesse des villes nouvelles. La Russie kiévienne une fois détruite, une Russie nouvelle se constitue, presque des mêmes éléments, à l'autre extrémité de la plaine orientale. Les noms donnés aux villes neuves de la Sousdalie et de la Moscovie sont à

remarquer : il y a un Vladimir sur la Kliazma comme un Vladimir de Volynie, un Zvénigorod sur la Moskova comme sur le Dniester, un Galitch en Sousdalie comme en Gallicie, un Iaroslavl sur le Volga comme sur le San, un Péréïaslavl de Sousdalie et un Péréïaslavl de Riazan comme un Péréïaslavl de Kief : le premier porte l'épithète de *Zaliésski* ou d'outre-forêts. Dans une région si différente et sous un autre ciel, les émigrés tâchaient évidemment de retrouver le nom, sinon l'image de la patrie. N'est ce pas ainsi qu'en Amérique les Anglais ont fondé New-York et les Français la Nouvelle-Orléans ? D'ailleurs, quand on a vu se former dans le Caucase et la Sibérie une population de 5 millions de Russes, quand on voit que les steppes méridionales, désertes au temps de Catherine II, comptent aujourd'hui 6 à 7 millions d'habitants, il est facile de comprendre comment, à une époque plus reculée, s'est colonisé le bassin du Volga. Dira-t-on que les habitants de la Nouvelle-Russie ne sont que des Finnois et des Turcs russisés? Autant prétendre que les 60 ou 70 millions d'Américains du Nord sont des Peaux-Rouges qui ont appris l'anglais et embrassé le protestantisme.

Il faut reconnaître que le Russe possède, à un degré presque aussi éminent que l'Anglo-Saxon, l'instinct d'émigration et de colonisation. Il fait dans le *Far-East* européen ce que l'autre a fait dans le *Far-West* américain. C'est une des grandes races de pionniers et de défricheurs. Toute l'histoire du peuple russe, depuis la fondation de Moscou, est celle de son expansion dans la *Forêt*, dans la *Terre noire* et dans la *Prairie*. Il a ses trappeurs et ses settlers dans les kosaks du Dniéper, du Don, du Téreck, dans les infatigables chasseurs de fourrures de la Sibérie, dans les chercheurs d'or de l'Oural et de l'Altaï, dans ces aventureux moines qui, toujours plus loin, allaient fonder le monastère qui sera le centre d'une ville, dans ces *raskolniks* ou dissidents, sortes de puritains et de mormons russes, traqués par les lois divines et humaines, qui cherchèrent de forêt en forêt la Jérusalem de leurs rêves. Les plaines unies de la Russie étaient un stimulant naturel à

l'émigration; tandis que la montagne garde et rappelle ses enfants, la steppe, en s'étendant à perte de vue, invite à marcher, à courir l'aventure, à aller « du côté où regardent les yeux ». Le sol plat et monotone ne retient guère les habitants : on retrouvera bien partout un paysage aussi nu. Quant à la cabane, quel attachement pourrait-on avoir pour elle : elle brûle si souvent! Que signifie pour le paysan russe cette expression occidentale, « le toit de ses pères »? Le Grand-Russe, habitué à vivre de peu, à braver les extrêmes du froid et du chaud, est né pour affronter les périls et les privations de la vie d'émigrant. Avec un signe de croix, sa hache à la ceinture, ses bottes pendues à une ficelle derrière son dos, il ira au bout du monde oriental. L'élément russe, à quelque faible dose qu'il soit introduit au milieu d'une population asiatique, ne peut ni s'y transformer, ni y périr : forcément il devient dominant.

L'histoire a contribué à rendre ce mouvement irrésistible. Le Russe, réfugié en Sousdalie, a eu d'abord à défricher les plus mauvaises terres de son futur domaine, le *tchernoziom* étant en proie aux nomades. Comment échapper à la tentation d'aller en chercher dans le sud de plus fertiles qui, sans travail, sans engrais, rendraient le quadruple? On a vu dans la Moscovie des villages, des cantons entiers se dépeupler tout à coup, les paysans s'acheminer en corps de nation, comme au temps des invasions, vers les *terres noires*, les *terres chaudes* du sud. Le gouvernement et les propriétaires ont dû employer les moyens les plus terribles pour arrêter ces migrations des cultivateurs. Sans ces mesures répressives, les steppes auraient été colonisées deux siècles plus tôt. Le bruit que le tsar autorisait l'émigration, un faux oukaze, une rumeur, un rien, suffisaient pour arracher du sol des peuples entiers. Cette humeur nomade du paysan russe explique le développement de la vie kosaque dans les plaines du sud; elle explique les mesures législatives qui, à partir du seizième siècle, le fixèrent à la glèbe, l'enchaînèrent au sol natal. Au treizième siècle, au contraire, le paysan était libre, et c'était

le prince qui l'encourageait à émigrer; la colonisation de la Russie orientale sortit de là.

2° Il est vrai que la race russe a la faculté d'absorber certaines races autochthones : les Petits-Russes se sont assimilé des débris de tribus turques; les Grands-Russes ont englouti les nations finnoises de l'est. Il suffit qu'aucune barrière religieuse ne s'élève entre les conquérants et les conquis : car le Tchoude encore païen est facile à absorber; mais, converti à l'islamisme, il constitue un élément réfractaire et irréductible. Un Tchouvache baptisé devient nécessairement un Russe, un Tchouvache islamisé devient un Tatar. Nous avons vu les Vesses, Mouromiens, Mériens, disparaître sans laisser de trace; les Tchouvaches, Mordves, Tchérémisses, se russifient tous les jours; un voyageur anglais, M. Wallace, observait dernièrement les progrès successifs, les phases intermédiaires qui mènent à l'accomplissement de la métamorphose :

« Pendant mes pérégrinations dans ces provinces, j'ai trouvé des villages à tous les degrés de russification. Dans l'un, tout semblait complétement finnois, les habitants avaient la peau rouge olive, les pommettes très-saillantes, les yeux obliques et un costume particulier; aucune femme n'entendait le russe, très-peu d'hommes pouvaient le comprendre, et tout Russe qui visitait la localité était regardé comme un étranger. Dans un second, il y avait déjà quelques habitants russes; les autres avaient perdu quelque chose de leur type finnois, beaucoup d'hommes avaient quitté le vieux costume et parlaient russe couramment. Dans un troisième, le type finnois s'était encore affaibli davantage; tous les hommes parlaient russe et presque toutes les femmes le comprenaient; l'ancien costume masculin avait entièrement disparu, l'ancien costume féminin le suivait de près, et des alliances avec la population russe n'étaient point rares. Dans un quatrième, les alliances avaient fait à peu près complétement leur œuvre, et l'ancien élément finnois ne pouvait être découvert que dans certaines particularités de physionomie et d'accent. » (*La Russie*, traduction française de M. Bellenger.)

Il faut remarquer cependant que ces anciennes populations, répandues sur d'immenses espaces, devaient présenter une assez faible densité : les émigrants, au contraire, arrivaient par flots ou par infiltration incessante. Souvent les autochthones ont dû reculer et se concentrer, laissant la place libre à un élément slave presque pur. Ce mélange plus ou moins considérable a dû avoir cependant sur le type, le caractère et les aptitudes du Grand-Russe, une action particulière. Le Moscovite a le corps plus massif, les traits plus forts que son congénère du Dniéper, le piquant et éveillé Petit-Russe. Il a moins d'imagination, moins de brillant méridional, mais plus de suite dans les idées, de persévérance, de résignation, de patiente énergie. On dirait que la vive nature slave, en s'alourdissant par cet alliage avec des races plus pesantes, y ait gagné en solidité. De tous les peuples slaves, le Grand-Russe est le seul qui, dans les circonstances historiques et physiques les plus défavorables, ait su créer et conserver un grand empire : il s'est même assujetti ceux de ses congénères au sang plus pur, qui semblaient mieux doués. Dans les productions mêmes de l'imagination russe, dans ses chants populaires et héroïques, quelle est la part de l'élément finnois? C'est un point encore discuté que l'origine ouralienne ou aryenne des *bylines* russes. Le héros de cette épopée est un Mouromien, Ilia. On sait que les peuples finnois ne sont pas absolument dépourvus d'imagination : les Finlandais ont leur grande épopée nationale du *Kalévala*, les Esthoniens, celle du *Kalévy-Poeg*. Même dans les motifs des broderies rustiques, dans les dessins qui ornent les tabliers des paysannes russes, M. Stassof croit reconnaître une influence autochthone. En admettant ce mélange du sang des Grands-Russes, il ne faut pas oublier que ce n'est pas en Moscovie seulement que la race aryenne s'est superposée à un élément finnois. Chez plus d'un paysan gaulois ou germain, à la figure large, aux pommettes saillantes, revit peut-être l'ancêtre inconnu et oublié, l'autochthone de l'âge préhistorique.

# CHAPITRE III.

## LA RUSSIE PRIMITIVE : LES SLAVES.

Religion des Slaves : funérailles. — Mœurs domestiques et politiques la famille, le *mir* ou commune, le *volost* ou canton, la peuplade. — Cités, industrie, agriculture.

### Religion des Slaves . funérailles.

Comme chez les autres peuples aryens, la religion des Slaves russes avait pour base la nature et ses phénomènes. C'était un véritable panthéisme qui, mal compris, devenait un polythéisme. De même que les dieux d'Homère sont venus après les dieux d'Hésiode, Ouranos et Demeter, c'est-à-dire le ciel et la terre, les plus anciens dieux des Slaves russes semblent avoir été Svarog, le ciel, et « notre mère, la Terre humide. » Puis des conceptions nouvelles apparaissent au premier plan dans la période historique : 1° Les anciens poëtes et chroniqueurs (la *chanson d'Igor* et Nestor) nous ont conservé les noms de *Dagh-Bog*, dieu du soleil, père de la nature, *Voloss*, dieu solaire, et de plus, comme l'Apollon grec, inspirateur des poëtes, protecteur des troupeaux, *Péroun*, dieu du tonnerre, autre personnification du soleil en lutte avec la nuée, *Stribog*, l'Eole russe, père des vents, protecteur des guerriers, *Khors*, dieu solaire, *Sémargl* et *Mokoch* dont on ignore les attributions ; 2° dans certains hymnes anciens, on chante *Koupalo* ou *Iarilo*, dieu du soleil d'été, et *Did Lado*, déesse de la fécondité ; 3° dans les chansons épiques, on célèbre *Sviatogor*, héros-géant, dont la terre a peine à porter le poids, *Mikoula Sélianinovitch*, le bon laboureur, dont la charrue, heurtant de son soc d'acier les pierres du

sillon, se fait entendre à trois journées de distance, sorte de Triptolème slave, incarnation divine de ce peuple si passionné pour l'agriculture ; *Volga Vseslavitch*, un Protée qui sait prendre toutes les formes, *Polkane*, un centaure, *Dounaï, Don Ivanovitch, Dniéper Korolévitch*, qui sont des fleuves ; puis une série de héros, vainqueurs de dragons, comme *Ilia de Mourom*, et qui semblent des dieux solaires rabaissés à la taille de paladins ; 4° dans les contes qui charment les veillées rustiques, apparaissent *Moréna*, déesse de la mort, *Kochtchéi* et *Moroz*, personnifications du froid terrible de l'hiver, la *Baba-Yaga*, ogresse qui habite à la lisière des forêts dans une cabane posée sur une patte de poule et tournant à tous les vents, le *Roi de la mer*, qui entraîne les navigateurs dans ses palais aquatiques ; 5° les superstitions populaires continuent à peupler la nature d'esprits bons et mauvais : les *roussalki*, fées des eaux, le *vodianoï*, génie des fleuves, le *liéchii*, démon des bois, le *domovoï* (de *dom*, maison), lutin du foyer domestique, les *vampires*, revenants qui sortent la nuit des cimetières et viennent boire le sang des vivants pendant leur sommeil.

Puisque la mythologie reproduit sous tant de formes la lutte des héros de lumière contre les monstres des ténèbres, il est possible qu'elle ait admis un principe mauvais opposé au bon principe, une divinité malfaisante, dont Moréna, Kochtchéi, la Baba-Yaga, le dragon, « le serpent de la montagne », ne seraient que des hypostases. Nous ne trouvons sur ce point aucun renseignement positif pour les Slaves russes, mais Helmold assure que les Slaves de la Baltique reconnaissaient *Biélibog*, le dieu blanc, et *Tchernobog*, le dieu noir.

Les Russes semblent n'avoir eu, dans le sens propre du mot, ni temples, ni prêtres ; on dressait de grossières idoles sur quelque colline, on vénérait quelque chêne consacré à Péroun ; les chefs du peuple accomplissaient les sacrifices. Ils avaient aussi des sorciers, ou devins analogues aux chamans tatars, dont les conseils semblent avoir été fort écoutés.

L'Église russe s'est étudiée à combattre le vieux paganisme en purifiant les superstitions qu'elle ne pouvait entièrement déraciner. Elle a profité de certaines similitudes dans les noms et dans les symboles. Elle a pu honorer saint Dmitri et saint Georges, les tueurs de dragons, saint Jean qui tonne au printemps, saint Élie qui rappelle Ilia de Mourom, saint Blaise ou Vlaise qui a succédé à Voloss comme gardien des troupeaux, saint Nicolas ou Mikoula, patron des laboureurs comme Mikoula Sélianinovitch, saint Cosmas ou Kouzma, protecteur des forgerons et qui a pris la place du *kouznets*, mystérieux forgeron qui, dans *les montagnes du nord*, forgeait les destinées des hommes. Dans certains chants populaires Did-Lado est remplacée par la Vierge Marie, et c'est alors saint Jean qui prend la place de Péroun ou de Iarilo. Comment ne pas reconnaître le mythe du printemps et des pluies fécondantes accompagnées de tonnerre dans cette chanson de la Russie Blanche qu'on répète à la Saint-Jean : « Jean et Marie — se baignaient sur la colline. — Tantôt Jean se baignait, — la terre était ébranlée. — Tantôt Marie se baignait, — l'herbe germait ? » L'Église eut soin de consacrer aux saints de son calendrier ou de purifier par ses solennités les sources mystérieuses, les arbres divins, qui continuaient à provoquer le concours des pèlerins.

Les Slaves russes avaient assurément l'idée d'une autre vie, mais une idée grossière et matérielle comme tous les peuples primitifs. Au septième siècle, chez les Vendes, Slaves de Germanie, les femmes refusaient de survivre à leurs maris et se brûlaient elles-mêmes sur leur bûcher. Ce vieil usage aryen a dû être en vigueur chez les Slaves russes à une époque également ancienne. Au neuvième siècle, l'écrivain arabe Ibn-Foszlan nous fait le récit de funérailles russes dont il avait été le témoin. Pendant dix jours, les amis du défunt pleurèrent et s'enivrèrent auprès de son cadavre. On avait demandé à ses serviteurs qui d'entre eux voulait être enseveli avec le maître ? L'un d'eux répondit affirmativement et fut aussitôt garrotté ; on fit la même question à ses servantes, dont l'une se dévoua éga-

lement. Alors on la traita comme une princesse : elle fut lavée, parée ; elle ne faisait plus que boire et chanter. Au jour marqué, on déposa dans une barque le défunt avec une partie de ses armes, de ses parures ; on égorgea le serviteur, ainsi que le cheval favori et d'autres animaux domestiques, on les mit dans cette barque, on y introduisit la jeune fille. Elle se dépouilla de ses bijoux et, un verre de kvass à la main, entonna une chanson qu'elle eût prolongée volontiers plus longtemps. « Tout à coup, continue le témoin oculaire, la vieille femme qui l'accompagnait et qu'on appelait l'*ange de la mort*, lui ordonna de boire bien vite et d'entrer dans la cabine de la barque où était le corps de son maître. A ces mots, elle changea de couleur, et, comme elle faisait quelques difficultés pour entrer, la vieille la saisit par les cheveux, l'entraîna et entra avec elle. Les hommes se mirent alors à battre leurs boucliers avec leurs massues pour empêcher les autres filles d'entendre les cris de leur compagne, ce qui aurait pu les détourner un jour de mourir pour leurs maîtres. » Pendant que le bûcher flambait, un des Russes disait à notre narrateur : « Vous autres Arabes, vous êtes des sots. Vous enfouissez dans la terre l'homme que vous avez le plus aimé, et il y devient la proie des vers ; nous, au contraire, nous le brûlons en un clin d'œil pour qu'il aille plus vite en paradis. » Nestor aussi constate chez les Slaves russes l'usage de brûler les morts ; les fouilles opérées dans un grand nombre de *kourganes* confirment son témoignage : toutefois celles que M. Ivanovski a dirigées récemment dans les tombes du gouvernement de Novgorod prouvent que les Slaves de l'Ilmen avaient conservé ou adopté l'usage d'inhumer leurs morts. Dans ces tombes on trouve une assez grande quantité d'armes, d'instruments, de bijoux, d'ossements d'animaux, de grains de froment, pour en conclure que les Slaves russes se figuraient la vie future comme une continuation de celle-ci et qu'ils entouraient le défunt de tous les objets qui pourraient là-bas contribuer à son bien-être. L'examen des ossements humains conservés dans les *kourganes* confirme aussi le témoignage

des auteurs et prouve qu'on immolait en effet sur le cadavre des serviteurs et des femmes esclaves.

**Mœurs domestiques et politiques : la famille, le *mir* ou commune, le *volost* ou canton, la peuplade.**

La famille slave était fondée sur le principe patriarcal. Le père en était le chef absolu. Après sa mort, le pouvoir passait *au plus âgé* des membres qui la composaient : d'abord aux frères du défunt, s'il en avait sous sa garde, puis successivement à ses fils en commençant par l'*aîné*. Le chef avait les mêmes droits sur les femmes qu'un mariage amenait dans la famille que sur les membres naturels de celle-ci.

Les mœurs domestiques semblent avoir été très-barbares. Toutefois le moine Nestor peut être suspect d'exagération dans la peinture qu'il nous fait de l'ancienne Russie païenne, que devait régénérer la grâce du baptême. Il n'admet d'exception que pour les Polianes, dont il loue les bonnes qualités. « Les Drévlianes, nous dit-il, vivaient d'une manière bestiale et vraiment comme des animaux sauvages; ils s'égorgeaient entre eux, se nourrissaient de choses impures, ne voulaient point de mariage; ils ravissaient les filles et les enlevaient quand elles venaient aux fontaines.... Les Radimitches, les Viatitches et les Sévérianes vivaient dans les forêts comme des bêtes fauves, se nourrissaient de saletés et prononçaient toutes sortes de mots honteux en présence de leurs parents et de leurs belles-sœurs.... Ils enlevaient les femmes, avec lesquelles ils étaient d'intelligence, et en prenaient parfois deux ou trois. » Ce que Nestor reproche à ces Slaves, c'est surtout le rapt des femmes, et aussi la polygamie. Ce dernier fait est parfaitement établi. Quant au rapt, il pouvait avoir une signification symbolique; dans le texte ci-dessus on voit que les femmes « venaient » aux fontaines et qu'elles étaient « d'intelligence » avec les ravisseurs. Ce rapt, à le prendre pour une simple cérémonie, pourrait d'ailleurs supposer, dans des temps beaucoup plus anciens, un véri-

table enlèvement par violence. Les coutumes nuptiales de la Russie actuelle ont conservé la trace de ces vieux usages : on y trouve encore un enlèvement simulé de la fiancée ; mais il en est de même des coutumes germaniques du huitième siècle, où le mariage s'appelait de ce nom significatif : *Brautlauft*, la fuite de la fiancée. Les chansons de noces russes impliquent aussi l'existence dans les temps anciens d'un achat de la jeune fille ; une de ces chansons accuse d'avarice les parents de la mariée : « Ton frère, le maudit Tatar, — a vendu sa sœur pour une pièce d'argent. »

Certains historiens ont cru, avec Karamzine, que la femme était moins considérée chez les Slaves que chez les Germains, et que chez les premiers elle était « traitée en esclave ». On peut douter qu'entre les deux peuples il y ait eu une si grande différence. Les chroniques nous parlent de Lybed, sœur de Kii, le fabuleux fondateur de Kief, partageant avec ses frères les domaines paternels, et de la princesse Olga devenant l'héritière et le vengeur de son mari, la tutrice de son fils. Les chansons épiques nous présentent d'audacieuses héroïnes mêlées aux héros du cycle kiévien et des mères de héros entourées d'un luxe fabuleux et d'honneurs extraordinaires. Les fouilles pratiquées dans les *kourganes* nous montrent les squelettes de femmes ornés de bijoux et de riches parures.

La commune ou *mir* n'était que la famille agrandie : elle était soumise à l'autorité des anciens ou *aînés* de chaque famille, qui se réunissaient en un conseil ou *vetché*. Les terres d'un village appartenaient en commun à tous les membres de l'association : l'individu ne possédait en propre que sa récolte et le *dvor* ou enclos qui entourait sa maison. Cet état inférieur de la propriété, qui a persisté en Russie jusqu'à nos jours, a existé chez tous les peuples européens à leur origine.

Les communes les plus rapprochées formaient un groupe qu'on appelait *volost* ou *pogost* (canton, paroisse) : le volost était gouverné par un conseil formé des anciens des communes : l'un de ces anciens, soit par droit héréditaire,

soit à l'ancienneté, soit à l'élection, se trouvait avoir plus d'autorité que les autres et devenait le chef du canton : son pouvoir devait ressembler beaucoup à celui d'Ulysse au milieu des nombreux *rois* de la petite Ithaque. En cas de péril, les *volosts* d'une même peuplade pouvaient se confédérer sous un chef temporaire, mais ils se refusaient à constituer au-dessus d'eux une autorité commune et permanente. L'empereur Maurice avait déjà remarqué chez les Slaves cette passion pour la liberté qui leur faisait haïr toute souveraineté. Les Slaves russes ont bien pu s'élever de l'idée de la commune à celle du canton, ayant pour chef un *aîné* choisi entre les *aînés* de famille ; à la rigueur ils ont pu admettre une confédération momentanée de tous les cantons d'une peuplade (*plémia*), mais on ne voit pas qu'il y ait eu un prince des Sévérianes, des Polianes ou des Radimitches : il n'a jamais pu exister chez eux que des princes de volost, comme par exemple celui de Korostène dans la légende d'Olga. L'idée de l'unité d'une peuplade, et, à plus forte raison, celle de l'unité de la nation russe, était absolument étrangère à cette race : l'idée de gouvernement et d'Etat devait être importée du dehors.

**Cités, industrie, agriculture.**

Nestor prétend que les Slaves russes, pour la plupart, « vivaient dans les forêts comme des bêtes fauves ». Karamzine et Schlœzer en ont conclu qu'ils n'avaient point de villes. Or, il y a dans la Russie une multitude de monuments dont les archéologues ont été longtemps à chercher la destination. Ce sont les *gorodichtché* (de *gorod*, ville), enceintes formées d'une levée de terre et qu'on rencontre habituellement sur le bord escarpé d'un cours d'eau ou sur quelque éminence. M. Samokvassof, qui a précisément exploré le pays des Sévérianes, désignes par Nestor comme vivant exclusivement dans les forêts, a pu démontrer que ces *gorodichtché* sont les oppida, les cités primitives de la Russie. Rien que dans le gouvernement de Tchernigof, M. Samokvassof en a compté 160 ; dans celui de Koursk,

50 ; on doit estimer qu'il en existe des milliers en Russie, et que chaque *volost* au moins avait la sienne. Près de ces enceintes de terre, sur lesquelles on élevait des palissades de pieux ou des haies d'osier, et qui constituaient les moyens communs de défense pour chaque réunion de familles, on trouve ordinairement groupés, comme en une espèce de cimetière, les kourganes ou tertres funéraires.

Les fouilles pratiquées soit dans les kourganes, soit dans le sol des *gorodichtché*, ont montré que les Slaves russes avaient une civilisation plus perfectionnée que Nestor ne le supposait. Des poteries assez soignées, des objets de fer et de bronze, d'or et d'argent, des verroteries, des perles fausses, des grelots, prouvent qu'ils avaient une certaine industrie ou qu'ils entretenaient des relations commerciales assez étendues surtout avec l'Asie. On a déterré des monnaies orientales qui remontaient à l'année 699, c'est-à-dire à près de deux siècles avant l'arrivée des Varègues. Il y avait même assez de numéraire dans le pays : en une seule fois on a découvert dans un vase auprès de Novgorod pour environ 7000 roubles de ces anciennes monnaies. Les glaives fabriqués chez les Slaves russes avaient de la réputation jusque chez les Arabes. Nestor raconte que les Khazars avaient imposé un tribut de glaives aux Polianes. Quand ceux-ci apportèrent ces armes à leurs conquérants, les Khazars furent effrayés : « Nos sabres, dirent-ils à leurs princes, n'ont qu'un tranchant, et ces glaives en ont deux. Il est à craindre qu'un jour ce peuple ne lève le tribut sur nous et sur d'autres peuples. »

L'occupation favorite des Slaves, c'était l'agriculture. Presque toutes leurs divinités ont un caractère agricole; les héros favoris de leur épopée, Mikoula et Ilia, sont des fils de cultivateurs. Ils avaient d'autant plus de goût pour la vie des champs que le servage de la glèbe était encore inconnu chez eux. On prétend que les Allemands ont emprunté aux Slaves la charrue, et que le nom germain de *pflug* vient du slave *ploug*. Du miel et de la cire de leurs ruches, des blés du *tchernoziom* et des fourrures du nord, les Russes faisaient un grand commerce. Le besoin qu'ils avaient

des étrangers, en même temps qu'un instinct de sociabilité naturelle chez les peuples primitifs, les rendaient très-hospitaliers : il était permis de voler pour nourrir l'hôte que le hasard vous envoyait. Pacifiques, passionnés pour la liberté, pour les chants, pour la danse, telle est la peinture idyllique qu'on nous fait des Slaves primitifs. L'empereur Maurice, qui a eu affaire surtout à des bandes d'aventuriers, nous les montre, au contraire, belliqueux, cruels à la guerre, d'une ruse de sauvages, capables de se dissimuler dans une cachette qui semble ne pouvoir contenir leur corps, ou de rester en embuscade des heures entières, plongés dans l'eau jusque par-dessus la tête, et respirant au moyen d'un roseau. Leur armement était assez défectueux ; ils ne portaient pas de cuirasse, combattaient à pied, nus jusqu'à la ceinture, et avaient pour armes des piques, de grands boucliers, des arcs en bois, des flèches empoisonnées, des *lassos* pour entraîner leurs victimes. Ce tableau s'applique surtout aux envahisseurs des provinces romaines du Danube. Il est probable que ces peuplades agricoles avaient en général une organisation militaire inférieure à celle de leurs voisins turcs ou scandinaves qui vivaient de proie. L'imperfection de leur état politique, leur extrême morcellement en peuplades et même en *volosts*, leurs guerres incessantes de canton à canton les livrèrent sans défense aux envahisseurs. Tandis que les Slaves du sud payaient tribut aux Khazars, les Slaves de l'Ilmen, épuisés par leurs divisions, se décidèrent à appeler eux-mêmes les Varègues. « Cherchons, se dirent ils, un prince qui nous gouverne et nous parle selon la justice. » Alors, continue Nestor, « les Tchoudes[1], les Slaves (Novgorod), les Krivitches et d'autres peuples réunis dirent aux princes de la Varégie : Notre pays est grand et tout y est en abondance, mais l'ordre et la justice y manquent : venez en prendre possession et nous gouverner. »

1. Les Tchoudes dont il est ici question sont plutôt les Slaves colonisés dans le pays des Tchoudes, autour de Pskof et d'Isborsk.

## CHAPITRE IV.

### LES VARÈGUES : FORMATION DE LA RUSSIE; PREMIÈRES EXPÉDITIONS CONTRE CONSTANTINOPLE (862-972).

Les Normands de Russie : origine et mœurs des Varègues. — Les premiers princes russes : Rourik, Oleg, Igor; expéditions contre Constantinople. — Olga : le christianisme en Russie. — Sviatoslaf : le Danube disputé entre les Russes et les Grecs.

**Les Normands en Russie : origine et mœurs des Varègues.**

Qu'était-ce donc que les Varègues? A quelle race d'hommes appartiennent-ils? C'est une des questions les plus controversées que puisse présenter l'histoire des antiquités russes. Après plus d'un siècle, trois opinions sont restées en présence :

1° Les Varègues sont d'origine scandinave, et ce sont eux qui ont imposé le nom de Russie aux pays slaves. Un argument des plus sérieux à l'appui de cette thèse, c'est le grand nombre de noms scandinaves que l'on trouve dans la liste des princes varègues qui régnèrent en Russie. L'empereur Constantin Porphyrogénète distingue, en Russie, les *Russes* proprement dits et les Slaves. Décrivant les cataractes du Dniéper, il donne le nom de chacune d'elles en *russe* et en slave. Or, les dénominations *russes* s'expliquent presque toutes par les racines scandinaves. Luitprand, parlant des Russes, s'exprime en ces termes : « *Græci vocant Russos.... nos vero Normannos.* » Les *Annales de Saint-Bertin* disent que l'empereur Théophile avait recommandé à Louis le Débonnaire des ambassadeurs *russes*, mais que celui-ci, les reconnaissant pour des es-

pions northmans, les fit mettre en prison. Enfin les premières lois russes, sous Iaroslaf, presentent une frappante analogie avec les lois scandinaves. Les partisans de cette opinion placent la patrie primitive des *Russes* en Suède, où ils signalent une localité appelée *Roslog*, et des associations de rameurs appelées *Roslagen;* les Suédois, encore aujourd'hui, sont appelés par les populations finnoises *Rootzi.*

2° Les Varègues sont des Slaves : ils sont venus soit des rivages slaves de la Baltique, soit d'une région scandinave, où les Slaves auraient établi une colonie. Le mot de *Russie* n'est pas originaire de Suède : il s'est appliqué très-anciennement au pays du Dniéper. Venir de la *Rouss* ou aller à la *Rouss* sont des expressions qui se rencontrent dans les anciens documents, et *Rouss* signifie ici le pays de Kief. Les écrivains arabes donnent le nom de Russes à une nation qu'ils considèrent comme très-nombreuse, ce qui ne serait pas le cas des Scandinaves, mais des indigènes slaves.

3° Les Varègues ne seraient pas une nation, mais une bande guerrière formée d'aventuriers expatriés, les uns Slaves, les autres Scandinaves. Les partisans de cette opinion nous montrent les deux races slave et scandinave en rapports commerciaux ou politiques fréquents et très-anciens. Les chefs de ces bandes étaient ordinairement scandinaves, mais une partie des guerriers étaient slaves. Cette hypothèse, qui diminue chez les Varègues la part de l'élément normand, permet d'expliquer comment l'établissement de ces aventuriers a fort peu modifié les Slaves de l'Ilmen et du Dniéper, et pourquoi les nouveaux arrivants se sont promptement absorbés dans la masse conquise, à tel point que le petit-fils de Rourik, Sviatoslaf, porte déjà un nom slave, et que son arrière-petit-fils, Vladimir, est resté dans la mémoire du peuple comme le type du prince slave par excellence.

Que les Varègues aient été de purs Scandinaves ou qu'ils aient été mélangés d'aventuriers slaves, il paraît certain que c'était le premier élément qui prédominait

chez eux et que l'on est en droit d'assimiler ces hommes du Nord aux *rois de mer*, aux Northmans ou *wikings*, si célèbres en Occident dans la décadence carolingienne. M. Samokvassof a ouvert dernièrement près de Tchernigof la *tombe noire* où se trouvaient les ossements et les armes d'un prince inconnu qui vivait au dixième siècle et pourrait être un de ces Varègues. Or la cotte de maille, le casque pointu, rappellent tout à fait l'armure des guerriers normands. Les princes russes que nous trouvons dans les anciennes miniatures sont vêtus et armés comme les chefs normands que nous voyons représentés sur la tapisserie de la reine Mathilde à Bayeux. Il n'est pas étonnant qu'on ait en notre siècle reproduit à peu près de la même manière Rourik sur le monument de Novgorod et Guillaume le Conquérant sur celui de Falaise. Les Varègues, comme les Normands, étonnèrent les peuples du Midi par leur bravoure téméraire et leur taille gigantesque : « Ils étaient hauts comme les palmiers, » disent les Arabes. Audacieux marins, admirables fantassins, les Varègues différaient profondément des peuples cavaliers et nomades de la Russie méridionale, Hongrois, Khazars, Petchenègues, qui ne savaient combattre qu'en fuyant. Les Russes, au dire de Léon le Diacre, qui les a vus à l'œuvre, combattaient en masse compacte et présentaient comme une muraille d'airain, hérissée de lances, resplendissant de l'éclat des boucliers, d'où s'échappait une clameur soutenue, un mugissement semblable à celui de la mer, le fameux *barditus* ou *barritus* des Germains de Tacite. Un immense bouclier les couvrait jusqu'aux pieds, et quand ils battaient en retraite, ils rejetaient ce pavois énorme sur leurs épaules et devenaient invulnérables. Comme les Northmans, la fureur du combat finissait par les mettre hors d'eux-mêmes; jamais dans une défaite, dit le même auteur, on ne les a vus se rendre. Quand ils désespéraient de la victoire, ils se déchiraient eux-mêmes les entrailles. Ils prétendaient que ceux qui meurent sous les coups d'un ennemi sont condamnés à le servir dans une autre vie. Les Grecs depuis longtemps estimaient la valeur de ces héros dignes

de l'Edda. Sous le nom de *Ros* ou de *Varangiens* ils formaient la garde particulière de l'empereur et figurent dans toutes les armées byzantines. Dans l'expédition de 902 contre la Crète, il y avait sept cents *Russes;* dans celle de Lombardie en 925, quatre cent quinze ; dans celle de Grèce en 949, cinq cent quatre-vingt-quatre.

Les Varègues de Russie se mettaient volontiers à la solde des nations étrangères, Novgorod ou Byzance. C'est une ressemblance de plus avec les Normands de France que les empereurs grecs employaient aussi dans leurs guerres contre les Sarrasins d'Italie. Quelquefois, à force de combattre pour les autres, ils s'avisaient de conquérir pour leur propre compte. Ainsi firent les Danois en Angleterre, les Normands en Neustrie, les descendants de Tancrède à Naples et en Sicile; ainsi firent sans doute les compagnons de Rourik en Russie. Comme ils étaient ordinairement peu nombreux, ils se fondaient très-rapidement avec les nations conquises. Ainsi les descendants de Rollon deviennent très-vite des Français et ceux de Robert Guiscard, des Siciliens. Dans les bandes varègues, des Slaves étaient mêlés aux Scandinaves; mais nous savons aussi que dans les bandes de Northmans qui infestaient les campagnes de France, il y avait un fort grand nombre de Gallo-Romains, renégats du christianisme, et qui étaient plus acharnés au pillage et au meurtre que les véritables wikings. Ce mélange avec les aventuriers de race indigène explique la promptitude avec laquelle les Normands de Russie comme les Normands de France perdirent leur religion, leur langue et leurs coutumes. Les Varègues ne retinrent qu'une chose, c'est leur supériorité militaire, l'habitude d'obéir à un chef élu ou héréditaire. Dans l'anarchie slave, ils apportaient cet élément de force guerrière et disciplinée sans laquelle il n'y a pas d'Etat. Ils imposèrent aux indigènes le degré de contrainte nécessaire pour les arracher à l'isolement et à la dispersion en *gorodichtché* et en *volosts*. Les Slaves du Danube durent également leur constitution à une bande de guerriers turcs-bulgares sous Asparuch; les Slaves polonais, à l'invasion des Liakhs

ou Léchites, les Tchèques, au Franc Samo, qui les affranchit du joug des Avars.

L'appel spontanément adressé par les Slaves aux princes varègues peut sembler étrange : on croirait que l'annaliste a voulu, comme nos vieux historiens français, dissimuler le fait brutal d'une conquête, en imaginant que les Slaves se donnèrent volontairement aux Varègues de Rourik, comme les Gaulois se seraient donnés aux Francs de Clovis. En réalité il n'y a pas eu de conquête : ce qui le prouve, c'est que l'organisation municipale est restée intacte, que la *vetché* a continué à délibérer à côté du prince, les milices locales à combattre aux côtés de sa bande d'aventuriers. Dans les lois de Iaroslaf qui détermineront le taux du rachat pour le meurtre, on ne voit pas de différence entre le Slave et le Varègue, tandis que les lois mérovingiennes en établissent une notable entre le Gallo-Romain et le Franc. Le prince avait surtout trois attributions : la défense du pays, la justice, la perception du tribut : ce dernier droit était comme la récompense de ses services. Il jouait dans les villes slaves un rôle analogue à celui des podestats que les villes italiennes du quinzième siècle appelaient pour leur distribuer une justice impartiale, ou des chefs condottieri auxquels elles se confiaient pour leur défense.

En 859 déjà, les Varègues faisaient payer le tribut aux Slaves de l'Ilmen et aux Krivitches ainsi qu'aux Tchoudes, aux Vesses et aux Mériens. Les indigènes les avaient une fois déjà expulsés; mais, comme ils étaient retombés dans leurs divisions et que décidément ils avaient besoin d'être gouvernés, ils rappelèrent les Varègues en 862.

Que le nom de *Russie* ou de *Rouss* soit originaire d'un canton de la Suède ou des bords du Dniéper, il n'en est pas moins vrai que c'est à l'arrivée des Varègues en Slavie que commence réellement l'histoire de Russie : c'est cet événement dont on célébrait le millième anniversaire à Novgorod en 1862. Avec les Varègues, le nom russe devient fameux dans l'Europe orientale. C'est l'époque de

brillantes et aventureuses expéditions; c'est l'âge héroïque de la Russie.

Les Varègues de Novgorod et de Kief ne sont pas indignes des Normands d'occident, ces hardis conquérants qui promenèrent leur fortune des côtes de l'Angleterre à celles de la Sicile et de la Syrie. On les trouve presque à la fois sous les murs de Constantinople et au pied du Caucase, où ils enlèvent aux Arabes la ville de Berdaa (944). Nestor, le moine du couvent Petcherski à Kief, qui écrivit cette histoire jusqu'à l'année 1110, ajoute à ses consciencieux récits bien des circonstances légendaires, qui semblent un écho des *sagas* scandinaves ou des premières *bylines* russes. Ses annales, que les sources grecques et franques nous permettent de contrôler et qui sont assez exactes pour les faits essentiels, semblent parfois, comme les premiers livres de Tite Live, de la poésie épique mise en prose.

#### Les premiers princes russes : Rourik, Oleg, Igor; expéditions contre Constantinople.

A l'appel des Slaves, trois frères varègues, Rourik, Sinéous et Trouvor, dont les noms scandinaves signifient le *Pacifique*, le *Victorieux* et le *Fidèle*, ayant réuni « leurs frères et leurs familles », c'est à-dire leurs bandes guerrières ou *droujines* (analogues à la *truste* des rois francs), passèrent la Baltique et prirent position sur les limites du territoire qu'ils avaient à défendre. L'aîné, Rourik, s'établit au sud du lac Ladoga, en face des Finnois de Finlande ; Sinéous, sur le lac Blanc, en plein pays vesse; Trouvor, à Isborsk, pour tenir en respect les peuplades livoniennes. Les deux derniers étant morts, Rourik vint s'établir à Novgorod, où il bâtit, non pas une ville, comme le ferait supposer le texte de Nestor, mais un château princier. C'est ainsi qu'il faut expliquer la prétendue fondation par ses ordres de Polotsk et de Rostof qui existaient bien avant l'arrivée des Varègues : il est probable qu'il transforma d'antiques *gorodichtché* aux remparts de boue en véritables forteresses. Deux autres Varègues, Askold et Dir, qui

n'étaient pas du sang de Rourik, descendirent jusqu'à Kief et régnèrent sur les Polianes. Ce sont eux qui commencent les expéditions contre *Tsargrad* (Byzance), la *ville-reine.* Avec deux cents vaisseaux, dit Nestor, ils entrèrent dans le *Sund* (le Bosphore) et firent le siége de Constantinople. Mais le patriarche Photius, suivant les récits byzantins, prit la robe miraculeuse de Notre-Dame de Blachernes et la plongea dans les flots. Aussitôt il s'éleva une formidable tempête et la flotte russe fut entièrement détruite.

Rourik eut pour successeur, non pas son fils Igor, alors en bas âge, mais l'*aîné* de la famille, son frère Oleg. A la tête d'une armée composée de Varègues, de Slaves et de Finnois, il se mit en route vers le sud, reçut la soumission de Smolensk et de Loubetch, puis arriva sous les murs de Kief. Il fit prisonniers en trahison Askold et Dir, et leur dit : « Vous n'êtes pas princes, ni du sang des princes. Voici le fils de Rourik, » ajouta-t-il en désignant Igor, et il les fit mettre à mort. On montre encore aujourd'hui, près de Kief, la *tombe d'Askold.* Oleg fut enchanté de sa conquête et, s'établissant à Kief, il dit : « Cette ville sera la mère des villes russes. » Par Novgorod, Smolensk et Kief, le chef varègue tenait la grande route fluviale de la Baltique à la mer Noire. Il assujettit les Novgorodiens, les Krivitches, les Mériens, les Drévlianes, les Sévérianes, les Polianes, les Radimitches, et reunit ainsi presque toutes les peuplades de la Russie sous sa domination. C'est vers cette époque que les Hongrois passèrent le Dniéper, près de Kief, pour aller envahir la Pannonie. Les chroniques magyares parlent d'une défaite infligée par eux à Oleg. Nestor n'en dit rien.

En 907, Oleg rassembla une immense multitude de guerriers appartenant à toutes les peuplades de son obéissance, équipa une flottille de deux mille barques, et, par terre et par eau, s'achemina contre Tsargrad. Les légendes russes ont embelli cette campagne de merveilleux détails. Oleg fait adapter des roues à ses vaisseaux et déployer leurs voiles ; poussés par le vent, ils arrivent à travers les champs jusqu'aux portes de la ville. Léon VI le Sage, épouvanté,

consent à payer tribut; mais les Grecs essayent de se défaire des Russes en leur offrant des mets empoisonnés. Oleg devine leur perfidie. Il leur impose une lourde contribution, un traité de commerce avantageux, et suspend son bouclier, comme un trophée, à la fameuse Porte d'Or. Pour les Russes, Oleg n'était pas seulement un héros; émerveillés de sa sagesse, ces « gens idiots et idolâtres » l'appelaient le *sorcier :* dans les sagas scandinaves nous voyons déjà Odin, Gylf, Raude et d'autres chefs être en même temps de grands guerriers et de grands magiciens. Il est étrange que les historiens grecs, francs et vénitiens, ne fassent même pas mention de cette campagne. Nestor cite le nom des députés russes qui négocièrent la paix et donne même le texte du traité.

Un devin avait prédit à Oleg qu'il mourrait par son cheval favori. Il le fit nourrir loin de lui, et quand l'animal périt, cinq ans après, il se fit conduire auprès de sa carcasse pour triompher de l'ignorance et de l'imposture des devins; mais du crâne du cheval sortit un serpent qui fit au pied du héros une piqûre mortelle.

Igor dirige une troisième expédition contre Tsargrad. Le Dniéper conduisait comme de lui-même les flottilles russes dans les mers de Grèce. Igor aurait eu 10 000 navires, suivant les historiens grecs, et 1000 vaisseaux suivant le chiffre plus probable de Luïtprand; ce qui lui supposerait environ 400 000 hommes dans le premier cas et seulement 40 000 dans le second. Au lieu d'attaquer la ville, il ravagea cruellement les provinces grecques. Les généraux et les amiraux byzantins se réunirent, et dans une série d'engagements où le feu grégeois aurait décidé de la victoire, l'armée russe fut entièrement détruite. Les Byzantins donnent sur la bataille de nombreux détails que Nestor ne leur a pas tous empruntés; nous avons encore un autre témoignage, celui de Luitprand, évêque de Crémone; il tient les détails de son beau-père, alors ambassadeur du roi d'Italie à Constantinople, qui avait vu de ses propres yeux la défaite d'Igor et assisté au supplice des prisonniers, que l'empereur Romain Lécapène fit décapi-

ter. Pour se venger, Igor aurait tenté en 944 une nouvelle expédition, pour laquelle il s'assura le secours des redoutables Petchenègues. L'empereur grec, sérieusement effrayé cette fois, aurait offert de payer tribut et signé un nouveau traité de commerce dont Nestor donne encore le texte. Les Byzantins et les Occidentaux ne font pas mention de cette seconde expédition d'Igor. De retour en Russie, ce prince fut assassiné par les Drévlianes sur lesquels il était venu lever le tribut. Un écrivain grec, Léon le Diacre, prétend qu'ils l'écartelèrent au moyen de deux jeunes arbres courbés de force jusqu'à terre, puis rendus à leur direction naturelle. (945).

### Olga : le christianisme en Russie.

La veuve d'Igor, Olga, prit la régence au nom de son fils Sviatoslaf alors en bas âge. Son premier soin fut de se venger des Drévlianes. Dans le récit de Nestor, il est impossible de faire la part de l'histoire et de l'épopée. Le chroniqueur russe raconte en détail comment les Drévlianes envoyèrent deux députations à Olga pour l'apaiser et lui offrir la main de leur prince; comment elle les fit périr par ruse, les uns en les enterrant vifs, les autres en les étouffant dans une salle de bains; comment, assiégeant leur ville de Korostène, elle offrit de leur accorder la paix moyennant un tribut de trois pigeons et de trois moineaux par maison; comment elle attacha à ces oiseaux des étoupes allumées et les lâcha ensuite vers cette ville de bois, où les granges et les toits de chaume s'enflammèrent aussitôt; comment enfin elle massacra une partie des Korosténiens et réduisit le reste en esclavage.

C'est pourtant cette vindicative barbare qui allait être le premier apôtre de la Russie. Nestor raconte qu'elle se rendit à Tsargrad auprès de l'empereur Constantin Porphyrogénète, l'étonna par sa finesse et sa fermeté, et fut baptisée sous le nom d'Hélène : le *tsar* grec fut son parrain. Il n'y a dans tout le récit de Nestor que deux faits historiques : la réception d'Olga au palais impérial de

Constantinople, qui est racontée en détail dans le *Livre des cérémonies*, et peut-être aussi le baptême de cette princesse. Si les historiens byzantins n'en parlent pas dans les chroniques contemporaines, c'est que les Grecs ont bien pu ne pas apercevoir tout de suite l'importance de cet événement. S'ils en parlent dans les chroniques du onzième et du douzième siècle, c'est que les conséquences de ce fait avaient pris alors tout leur développement [1].

En Russie même, la conversion d'Olga passa d'abord presque inaperçue. Le christianisme dans ce pays n'avait encore fait que peu de progrès. Sans doute, depuis que Cyrille et Méthode avaient créé pour les Bulgares l'alphabet slavon et traduit pour eux les Saintes Ecritures, le christianisme, déjà triomphant chez quelques peuples slaves, se propageait de proche en proche chez tous les autres. Chez les Russes, il y avait deja eu quelques missions. Les Byzantins disent qu'effrayés de la défaite miraculeuse d'Askold et Dir, pris d'une crainte respectueuse pour les talismans chrétiens du patriarche Photius, ils auraient « envoyé des ambassadeurs à Constantinople pour demander le baptême ». C'est alors que l'empereur Basile le Macédonien leur donna un archevêque qui fit devant eux un miracle : après avoir jeté un Evangile dans un brasier, il l'en retira intact. Askold aurait donc été le premier prince russe chrétien : de là le culte rendu à sa *tombe* et à sa mémoire. Déjà sur les listes d'éparchies byzantines, sous Léon VI, figure l'*évêché de Russie* dont Kief, sans doute, était la métropole. Pourtant ces missions ne semblent pas avoir eu beaucoup de succès : lors du traité conclu par Oleg avec Léon VI, les Russes jurèrent par leurs épées, par Voloss et par Péroun. Au traité conclu par Igor, lorsque les Russes prêtèrent serment à Kief, devant les envoyés de l'empereur, les uns se rendirent sur la colline de Péroun et jurèrent à la manière antique; les autres allèrent à la chapelle de Saint-Elie et mirent la main sur l'Évangile. Il y avait donc dans la « mère de villes russes », une

1. A. Rambaud, *l'Empire grec au dixième siècle*, p. 383.

communauté chrétienne, mais bien faible encore, s'il est vrai qu'Olga n'ait pas voulu recevoir le baptême dans cette ville « par crainte des païens ». La masse des guerriers n'avait que de l'éloignement pour le christianisme : dans leurs expéditions contre les provinces byzantines, nous les voyons s'attaquer de préférence aux églises et aux monastères qu'ils livraient aux flammes, trouvant un plaisir particulier à martyriser les prêtres et les moines et à leur enfoncer des clous dans la tête. C'est ainsi que les Normands de France, fanatisés par l'odinisme, traitaient les ecclésiastiques avec des raffinements de cruauté, se vantant « de leur chanter la messe des lances ». « Quand un des guerriers du *grand-prince* voulait se convertir, dit Nestor, on ne l'en empêchait pas, mais on se moquait de lui. » Les efforts d'Olga auprès de son fils Sviatoslaf, qui à sa majorité avait pris le pouvoir, restèrent inutiles. Il ne voulait pas se donner un ridicule devant ses guerriers en embrassant une religion étrangère. « Mes hommes se moqueraient de moi ! » répondait-il aux supplications de sa mère, et souvent, Nestor le constate avec douleur, « il s'emportait contre elle ». Vainement Olga disait-elle que « s'il voulait se faire baptiser, tous ses sujets feraient bientôt de même ». L'opinion n'était pas encore assez bien préparée, pour que l'exemple du prince eût une telle puissance. La chrétienne Olga, dont l'église orthodoxe a fait une sainte, « la première qui de la Russie soit montée au royaume céleste », resta donc une exception, peu remarquée ou peu considérée, au milieu de l'aristocratie païenne.

### Sviatoslaf : le Danube disputé entre les Russes et les Grecs.

Le gouvernement de Sviatoslaf (964-972), quoique fort court, fut signalé par deux événements mémorables : d'abord la défaite des Khazars, puis la grande guerre contre l'empire byzantin pour la possession de la Bulgarie. Sur le premier fait, l'annaliste ne donne que peu de détails :

la victoire de Sviatoslaf dut être complète s'il est vrai qu'il se soit emparé de la *Ville Blanche*, capitale de l'empire Khazar sur le Don, et qu'il ait soumis au tribut les Iasses ou Ossétiens du Caucase et les Kassogues ou Tcherkesses. Les Russes n'eurent pas à se féliciter de leur succès : l'affaiblissement des Khazars, qui était un peuple relativement civilisé, favorisa le progrès des Petchenègues qui étaient les plus farouches de tous les barbares. Ce sont eux que les Arabes traitent de « bêtes féroces » et que Mathieu d'Édesse appelle « un peuple avide de dévorer les cadavres, scélérat et immonde, bêtes cruelles et sanguinaires ». Pendant une des absences de Sviatoslaf, toujours en expédition, les Petchenègues parurent inopinément sous les murs de Kief où s'étaient réfugiés la mère et les enfants du prince russe et réduisirent la ville à la dernière extrémité. Une manœuvre hardie d'un voiévode sauva les Kiéviens, qui commençaient à mourir de faim. Sviatoslaf de retour dans sa capitale fut effrayé des dangers qu'elle avait courus. C'était par ces mêmes Petchenègues qu'un jour il devait périr.

Sur la guerre de Bulgarie, le récit de Nestor est confus et incomplet ; il dissimule les échecs des Russes. La fable épique s'y mêle aux faits historiques. Nestor raconte que les Grecs voulurent démêler quel homme c'était que Sviatoslaf ; ils lui envoyèrent d'abord de l'or et des tissus, mais le prince considéra ces présents avec mépris et dit à ses gens : « Prenez cela ! » Puis ils lui envoyèrent une épée et des armes, et le héros s'en saisit et les baisa avec enthousiasme. Les Grecs furent terrifiés et dirent : « Ce doit être un homme farouche puisqu'il méprise les richesses et accepte un glaive comme tribut. » Heureusement le récit du Byzantin Léon le Diacre, fort circonstancié, semble exact et même impartial ; il nous permettra de suivre cette campagne où un chef de la Russie naissante franchit ce même Danube que les armées russes ne devaient pas revoir avant les règnes de Catherine II et Nicolas I^er^. L'empereur grec, Nicéphore Phocas, pour se venger de Pierre, le tsar de Bulgarie, eut recours à ce dangereux moyen si souvent

employé par la politique byzantine : l'appel aux barbares. Il députa à Sviatoslaf un certain Kalokyr qui devait lui remettre une somme d'argent pour son entrée en campagne. C'est ainsi que ces deux peuples slaves qui devaient leur constitution, l'un à la *droujina* varègue de Rourik, l'autre à la *droujina* touranienne d'Asparuch, furent mis aux prises par la diplomatie grecque. Sviatoslaf descendit en Bulgarie avec une flotte montée, assurent les Byzantins, par 60 000 hommes, s'empara de Péréiaslaf ou Prislaf, la capitale des Bulgares, et de toutes leurs forteresses. Le tsar Pierre succomba à son infortune C'est à ce moment que les Petchenègues faillirent prendre Kief. Cette leçon fut perdue pour Sviatoslaf. Il était enthousiaste de sa conquête et voulait transporter sa capitale à Péréiaslavets. « Cet endroit, disait-il à sa mère, est le point central de mes Etats et tous les biens y abondent. De la Grèce y viennent les étoffes précieuses, le vin, l'or et les fruits de toute espèce; du pays des Tchèques et des Hongrois, des chevaux et de l'argent; de la Russie des fourrures, de la cire, du miel et des esclaves. » Cette résolution de Sviatoslaf constituait pour l'empire grec un immense danger. Si Byzance avait redouté le voisinage de la Bulgarie affaiblie, comment pourrait-elle résister à une puissance qui s'étendrait de la Baltique aux Balkans et qui aux légions bulgares, disciplinées à la romaine par leur tsar Siméon, pouvait joindre les Varègues de Scandinavie, les Slaves russes, les hordes finnoises des Vesses, des Tchoudes et des Mériens, et même la cavalerie légère des Petchenègues?

La formation d'un grand empire slave si près de Constantinople était rendue plus redoutable encore par la constitution ethnographique de la péninsule. L'ancienne Thrace et l'ancienne Macédoine étaient peuplées de tribus slaves dont quelques-unes étaient issues des tribus russes : on y trouvait par exemple des Drégovitches et des Smolènes, comme aux environs de Minsk et de Smolensk. La Thessalie, l'Attique même et le Péloponèse sont envahis par ces émigrants devenus les sujets de l'empire grec. Sur le fameux mont Taygète de Laconie habitent deux

tribus slaves encore insoumises, les Milinges et les Ezérites. Il ne faut pas oublier que la Bulgarie s'étendait jusqu'à l'Ochride et que les anciennes provinces romaines du nord-ouest étaient devenues, sous le nom de Croatie, Serbie, Dalmatie, presque entièrement slaves. Cette grande race s'étendait donc presque sans interruption du Péloponèse, qui s'appelait déjà du nom slave de Morée, jusqu'à Novgorod. Si la ville de Péréiaslavets sur le Danube devenait en effet, comme le disait le prince russe, le centre de ses États, c'en était fait de la race hellénique et de la domination romaine dans la péninsule des Balkans. Les empereurs grecs avaient bien pu résister aux Askold, aux Oleg, aux Igor : les Russes à cette époque habitaient loin de l'empire; ils étaient obligés d'aller par eau, ce qui restreignait singulièrement le chiffre de leurs armées; avec leurs canots formés d'un seul tronc d'arbre, comme on en voit encore dans les villages russes, il leur fallait descendre le Dniéper, débarquer à chacune de ses sept cataractes, opérer le portage de leurs *monoxyles* pour se rembarquer plus loin, et pendant ce temps livrer bataille aux Petchenègues toujours en embuscade dans les rochers. Échappés à ce péril, il leur fallait, avec ces frêles esquifs, braver les tempêtes de la mer Noire, les puissantes galères romaines que manœuvraient les meilleurs marins de l'Orient, enfin ce mystérieux feu grégeois qui les frappait d'épouvante. Bien peu arrivaient sous les murs de Constantinople, et là leur échec était certain. Maintenant au contraire, maîtres du Danube, maîtres de la voie de terre, ils pouvaient précipiter sur Constantinople toutes les hordes de la Scythie.

Heureusement pour l'empire grec, il était alors dans une veine de rajeunissement. Une série de grands capitaines se succédaient sur ce trône ébranlé. Dans Jean Zimiscès, le prince russe allait trouver un adversaire digne de lui. Sviatoslaf, revenu en Bulgarie, avait été obligé d'en opérer une seconde fois la conquête. C'est à ce moment que Zimiscès le somma d'avoir à exécuter les conditions du traité conclu avec son prédécesseur, c'est-à-dire d'avoir à évacuer le pays. Sviatoslaf, qui venait d'enlever

Philippopolis et d'en exterminer les habitants, répondit avec hauteur, menaçant d'être bientôt à Constantinople. Zimiscès fit alors de grands préparatifs ; au commencement de mars 972, il envoya sa flotte aux bouches du Danube et se rendit lui-même à Andrinople au milieu de son armée. Comme les Russes ne l'attendaient pas si tôt, il surprit les défilés des Balkans, parut à l'improviste sous les murs de Péréiaslaf, battit un corps de plusieurs mille Russes et l'obligea à se renfermer dans la place ; puis il donna l'assaut et enleva la ville par escalade. Huit mille Russes enfermés dans le château royal firent une résistance désespérée, refusèrent toute capitulation et périrent dans les flammes. Quand la nouvelle de ce désastre parvint à Sviatoslaf, il courut avec le gros de sa troupe au-devant de l'empereur et le rencontra auprès de Dorostol (Silistrie). Les historiens grecs donnent au prince russe au moins 60 000 hommes, Nestor seulement 10 000. Il se livra là une bataille acharnée et douze fois, dit-on, la fortune parut changer de parti. La solidité de l'infanterie russe défiait les charges de la cavalerie *cataphracte*, toute bardée de fer ; à la fin ils plièrent sous un dernier effort et se retirèrent dans Dorostol. L'empereur les y assiégea ; les Russes déployèrent dans leurs sorties une bravoure fanatique. Leurs femmes elles-mêmes, comme les anciennes amazones ou comme les héroïnes des *sagas* scandinaves et des *bylines* russes, se précipitaient dans la mêlée. Les Russes se tuaient plutôt que de demander merci ; la nuit qui suivait une action, à la clarté de la lune, on les voyait sortir de la ville pour brûler leurs morts. Ils immolaient sur leurs cendres les prisonniers de guerre et noyaient dans le Danube des coqs et de petits enfants. Les vivres manquaient ; Sviatoslaf pendant une nuit d'orage s'échappa audacieusement sur ses canots avec 2000 guerriers, fit le tour de la flotte grecque, alla ramasser du millet et du blé dans les villages voisins, et, tombant à l'improviste sur les Grecs, rentra heureusement dans la ville. Zimiscès prit alors des mesures pour qu'aucune barque désormais n'en pût sortir. Ce siége épique fut signalé par des combats singuliers. Un

des plus braves chefs russes fut tué par Apémas, un Arabe baptisé, fils d'un émir de Crète et l'un des gardes de Zimiscès.

Sviatoslaf résolut de tenter un dernier effort, et sortit de la ville avec toutes ses forces. Avant la bataille, Zimiscès proposa à Sviatoslaf de terminer la guerre par un combat singulier entre le prince et l'empereur. Ce fut le barbare qui refusa : « Je sais mieux que mon ennemi ce que j'ai à faire, dit Sviatoslaf; s'il est si fort ennuyé de la vie, il a mille moyens de terminer ses jours. » Cette bataille fut aussi opiniâtre et aussi meurtrière que la première. Sviatoslaf faillit être tué par Apémas. A la fin, les Russes succombèrent, et, laissant sur le champ de bataille, assure Léon le Diacre, 15 500 morts et 20 000 boucliers, ils rentrèrent dans la ville. Il fallut traiter. Zimiscès leur accorda la libre sortie de la Bulgarie; ils jurèrent par Péroun et Voloss de ne plus rien entreprendre contre l'empire et de le défendre au contraire contre ses ennemis. S'ils manquaient à leurs serments, ils devaient « devenir jaunes comme de l'or et périr par leurs propres armes ». Nestor nous a conservé le texte de cette convention, qui est au fond une capitulation et qui donne raison contre lui aux historiens grecs. Ceux-ci racontent que Zimiscès envoya des députés aux Petchenègues pour les prier d'accorder un libre passage aux débris de l'armée russe. Ce qu'il y a de certain, c'est que ces barbares attendaient les Russes au passage des cataractes ou *porogues* du Dniéper. Ils tuèrent Sviatoslaf, coupèrent la tête à son cadavre et leur prince Kouria se servit de son crâne en guise de coupe. Sviatoslaf, malgré son nom slave, semble le véritable type du prince varègue, du Northman intrépide, rusé, aux vastes ambitions. Nestor vante sa loyauté. Quand il voulait faire la guerre à un peuple, il l'envoyait prévenir : « Je marche contre vous, » disait-il.

Après la capitulation de Dorostol, il avait eu une entrevue avec son ennemi Zimiscès; Léon le Diacre en profite pour faire son portrait. L'empereur étant à cheval sur le rivage, Sviatoslaf s'approcha de lui en barque, maniant la

rame comme ses compagnons. Il paraissait de taille moyenne, mais très-robuste ; il avait une large poitrine, le cou gros, les yeux bleus, les sourcils épais, le nez epaté, de longues moustaches, une barbe légère et sur sa tête rasée une touffe de cheveux, marque de sa noblesse ; à une de ses oreilles pendait un anneau d'or orné d'un rubis et de deux perles. Remarquons ce portrait ; il nous faudra aller loin dans les annales de la Russie pour en retrouver un autre. Entre les descriptions des chroniqueurs russes et celle de Léon le Diacre, il y a la même différence qu'entre une image de sainteté et un portrait authentique.

---

## CHAPITRE V.

### LE CLOVIS ET LE CHARLEMAGNE DES RUSSES. SAINT VLADIMIR ET IAROSLAF LE GRAND (972-1054).

Vladimir (972-1015) : conversion des Russes. — Iaroslaf le Grand (1016-1054) : union de la Russie, splendeur de Kief. — La société varègue-russe à l'époque de Iaroslaf. — Progrès du christianisme : conséquences sociales, politiques, littéraires, artistiques.

#### Vladimir (972-1015) : conversion des Russes

Les tribus slaves durent leur organisation à deux conquêtes, l'une militaire, venue du nord, l'autre ecclésiastique, venue du sud. Les Varègues leur envoient des chefs de guerre qui unissent leurs peuplades en un corps de nation ; les Byzantins envoient des missionnaires qui les unissent entre eux et avec leurs voisins civilisés, par le lien d'une religion commune.

L'homme qui devait mener à bien l'œuvre de propagande inaugurée par Olga, ne semblait pas d'abord prédes-

tiné à cette grande œuvre. Vladimir, comme notre Clovis, n'est d'abord qu'un barbare rusé, débauché et sanguinaire. Seulement, tandis que Clovis, même après son baptême, ne présente pas une grande amélioration morale et que c'est justement dans ses dernières années qu'il se fait l'assassin des rois francs ses parents, il semble que l'annaliste russe ait voulu établir un contraste entre la vie de Vladimir avant sa conversion et celle qu'il mena après sa régénération. Sviatoslaf avait laissé trois fils : Iaropolk à Kief, Oleg chez les Drévlianes, Vladimir à Novgorod. Dans les guerres civiles qui suivent et qui rappellent notre sanglante anarchie mérovingienne, Iaropolk fait périr Oleg, et Vladimir à son tour fait périr Iaropolk. Amoureux de Rognéda, la fiancée de Iaropolk, il avait demandé sa main au Varègue Rogvolod qui régnait à Polotsk. La princesse avait répondu qu'elle n'aurait jamais pour époux le fils d'une esclave. Vladimir en effet avait pour mère une servante, ce qui n'avait pas empêché son père de lui faire une part égale à ses frères. Furieux de cette injure, Vladimir saccagea Polotsk, tua Rogvolod et ses deux fils, épousa de force Rognéda. Après le meurtre d'Iaropolk, il prit encore l'épouse que celui-ci laissait enceinte et qui était une belle religieuse grecque, ramenée autrefois captive d'une expédition contre Byzance. De ces deux femmes, il avait donc privé l'une de son père et de ses frères, l'autre de son mari. Il avait en outre une femme bohémienne, une Bulgare et une autre qui lui donna également des fils. Enfin ce bâtard, ce « fils de l'esclave », était tellement adonné à la débauche qu'il entretenait 300 concubines à Vychégorod, 300 à Bielgorod près de Kief, et 200 au bourg de Bérestof. Également passionné pour la guerre et le butin, il reconquit la Russie Rouge sur les Polonais, dompta une révolte des Viatitches et des Radimitches, assujettit au tribut les Iatvagues de Lithuanie et les peuplades lettones ou finnoises de Livonie.

Ce barbare tout sensuel, adonné aux plus violentes passions, avait cependant l'âme troublée d'aspirations religieuses. D'abord il se tourna vers les dieux slaves et son

règne fut inauguré par une recrudescence de paganisme. Sur les hautes falaises sablonneuses qui à Kief dominent le Dniéper, il avait érigé des idoles, entre autres un Péroun de bois qui avait une tête d'argent et une barbe d'or. Deux Varègues, le père et le fils, tous deux chrétiens, furent égorgés au pied de Péroun. Mais le temps des anciens dieux était passé : Vladimir souffrait de la crise religieuse qui travaillait alors la Russie. Il sentait qu'il lui fallait d'autres croyances. Alors suivant le témoignage de Nestor, il imagina, comme fait aujourd'hui le Japon, d'instituer une enquête sur la meilleure des religions. On entendit, on visita par ambassadeurs les musulmans, les juifs, les catholiques, représentés les premiers par les Bulgares du Volga, les seconds sans doute par les Khazars ou les juifs kharaïtes, les troisièmes par les Polonais et les Allemands. Vladimir ne voulait ni de l'islamisme qui prescrivait la circoncision et défendait « le vin qui fait la joie des Russes, » ni du judaïsme dont les sectateurs chassés de leur patrie erraient dispersés par le monde, ni du catholicisme qui lui paraissait manquer de magnificence dans ses cérémonies. Au contraire, les députés qu'il envoya à Constantinople revinrent émerveillés. Les splendeurs de Sainte-Sophie, l'éclat des vêtements sacerdotaux, la magnificence des cérémonies rehaussée par la présence de l'empereur et de toute sa cour, du patriarche et d'un nombreux clergé, l'encens, les chants religieux, avaient fortement agi sur l'imagination des barbares. Un dernier argument triompha des scrupules de Vladimir : « Si la religion grecque n'était pas la meilleure, lui dirent ses boïars, Olga, votre aieule, la plus sage des mortelles, n'aurait pas songé à l'embrasser. » Le fier Vladimir n'entendait pas mendier le baptême chez les Grecs ; il entendait le conquérir les armes à la main et le ravir comme une proie. Il descendit donc en Tauride et assiégea Chersonesos, la dernière ville qui dans cette région fût restée soumise aux empereurs. Un certain Anastase, peut-être par zèle religieux, lui livra sa patrie. Rendu plus orgueilleux par une conquête si fameuse, Vladimir envoya déclarer aux empereurs grecs, Basile et Cons-

tantin, qu'il voulait épouser leur sœur Anne et que sur leur refus il marcherait sur Constantinople. Ce n'était pas la première fois que des barbares faisaient aux Césars grecs cette proposition, et Constantin Porphyrogénète enseigne même à ses successeurs le moyen d'écarter ces demandes inconvenantes. Cette fois les deux empereurs, qui se trouvaient aux prises avec des révoltes intérieures, crurent devoir consentir, à condition que Vladimir se ferait baptiser. Ce fut dans sa conquête que le prince russe reçut le baptême et qu'il célébra son mariage avec l'héritière des empereurs de Rome. Les prêtres qu'il emmenait à Kief, c'étaient ses captifs; les ornements d'église, les reliques des saints dont il allait enrichir et sanctifier sa capitale, c'était son butin. Quand il revint à Kief, ce fut en apôtre (*Isapostolos*), mais en apôtre armé qu'il catéchisa son peuple. Les idoles furent renversées au milieu des pleurs et de l'épouvante des Russes. Péroun fut fouetté et précipité dans le fleuve. On montre encore sur le flanc des falaises kieviennes la *Dégringolade du diable* et plus loin l'endroit où Péroun, porté par les eaux, échoua sur le rivage : là le peuple se remit à l'adorer, mais les soldats de Vladimir le rejetèrent dans les flots. Puis sur l'ordre du prince, on vit les Kiéviens, hommes et femmes, maîtres ou esclaves, vieillards ou petits enfants, se plonger nus dans les ondes sacrées du vieux fleuve païen, tandis que les prêtres grecs, debout avec Vladimir sur le rivage, lisaient sur eux les prières du baptême. Après avoir beaucoup résisté, les Novgorodiens à leur tour furent obligés de précipiter Péroun dans les flots du Volkhof et de s'y plonger eux-mêmes.

Nous avons déjà vu que les Russes ne perdirent pas tout souvenir de leurs anciennes divinités, et que, dans la nature, continua à respirer tout un peuple de dieux. Il fallut bien du temps avant que le christianisme pénétrât dans les cœurs et dans les mœurs Au douzième siècle encore, assure M. Bouslaef, les usages chrétiens pour le mariage n'étaient en pratique que dans les hautes classes : les paysans conservaient leurs vieux rites païens et continuaient à con-

tracter leurs mariages « autour du buisson de cytise ». Ils gardèrent plus longtemps encore la croyance aux devins et aux sorciers, souvent plus écoutés que le prêtre.

Vladimir du moins veut préparer la transformation. On ne voit pas qu'il persécute les idolâtres; mais il s'occupe à orner d'églises sa capitale veuve d'idoles. Sur le lieu où s'élevait Péroun, il bâtit l'église de Saint-Basile, nom grec qu'il avait pris à son baptême · sur le lieu où les deux martyrs varègues avaient été égorgés par ses ordres, il construit celle de la Déciatine ou de la Dîme, embellie et ornée d'inscriptions grecques par les artistes venus du sud. Il fonde des écoles où les jeunes garçons viendront étudier les livres saints traduits en slavon : mais il est obligé d'y traîner les enfants, dont les parents, convaincus que l'écriture est une dangereuse espèce de sorcellerie, versent des larmes de désespoir Nestor ne peut assez vanter l'amélioration qui s'opère dans Vladimir après son baptême. Il est fidèle à sa femme grecque; il n'aime plus la guerre; il distribue son revenu aux églises, aux pauvres, et, bien que les criminels se multiplient, il hésite à leur appliquer la peine capitale. « Je crains le péché, » répond-il à ses conseillers. Ce sont les évêques qui sont obligés de lui rappeler « qu'il faut châtier le criminel, quoique avec discernement », et qu'il ne faut pas laisser le pays en proie aux Petchenègues. Vladimir, qui rappelait d'abord assez bien le type northman de Robert le Diable, se trouve être devenu tout d'un coup le bon roi Robert.

Ses guerres contre les Petchenègues sont racontées par Nestor avec toutes sortes d'épisodes empruntés à l'épopée. C'est le champion russe qui déchire un buffle furieux et qui étouffe dans ses bras un géant petchenègue ; ce sont les habitants de Bielgorod qui, réduits à la famine par les barbares, imaginent de descendre au fond de deux puits deux cuves pleines, l'une d'hydromel, l'autre de farine, afin de faire croire aux Petchenègues que ces produits jaillissent naturellement de leur sol. Nous verrons de quel cycle merveilleux de légendes Vladimir est devenu le centre dans les chansons populaires : dans ces bylines il est à remar-

quer qu'il n'est ni Vladimir le Baptiseur, ni le saint Vladimir de l'église orthodoxe, mais presque un héros solaire, le successeur de ces divinités qu'il a détruites. Pour le peuple, au fond resté païen, Vladimir est toujours le *Beau Soleil* de Kief.

### Iaroslaf le Grand (1016-1054) : union de la Russie, splendeur de Kief.

Vladimir, mort en 1015, laissait de ses nombreuses femmes un grand nombre d'héritiers. Le partage qu'il fit entre eux de ses États nous fait connaître quelle était à cette époque l'étendue de la Russie. A Iaroslaf il avait donné Novgorod; à Isiaslaf, fils de Rognéda et petit-fils du Varègue Rogvolod, Polotsk; à Boris, Rostof; à Glèbe, Mourom (ces deux dernières principautés en pays finnois); à Sviatoslaf, les Drévlianes; à Vsévolod, Vladimir en Volynie; à Mstislaf, Tmoutorakan, la Tamatarque des Grecs; à son neveu Sviatopolk, la principauté de Tourof, dans le pays de Minsk, fondée par un Varègue nommé Tour et qui, pas plus qu'Askold ou Rogvolod, n'était « du sang des princes ». L'histoire des successeurs de Vladimir rappelle à s'y méprendre celle des héritiers de Clovis. Un crime aussi fameux que le meurtre des fils de Clodomir fut l'assassinat de deux fils de l'*Isapostolos*, Boris et Glèbe, par ordre de Sviatopolk, le neveu de Vladimir, qui usurpa le trône de Kief. De ces deux victimes l'Église fit deux saints, désormais inséparables, et qui sont comme les Dioscures de l'orthodoxie Un troisième prince, celui des Drévlianes, périt de la même main. Iaroslaf résolut de venger ses frères, et de se sauver lui-même. Mais à ce moment il s'était aliéné ses sujets, les Novgorodiens : il avait fait venir les principaux citoyens dans son château et les avait fait égorger en trahison. Quand il apprit les crimes de Sviatopolk, tremblant pour sa propre vie, il osa recourir à la générosité de ceux qu'il avait si cruellement offensés. Devant eux il pleura ses victimes, il demanda leur appui. « Prince, répondirent tout d'une voix les Novgorodiens, tu as fait

périr nos frères, mais nous sommes prêts à combattre pour toi. » Après une guerre sanglante, dans laquelle intervint le roi de Pologne, Boleslas le Brave, l'usurpateur s'enfuit et mourut misérablement dans l'exil. Iaroslaf eut encore à se défendre contre le prince de Polotsk et contre Mstislaf de Tmoutorakan. Celui-ci s'était acquis une grande renommée par ses guerres contre les Khazars, dont il anéantit les restes avec l'alliance de l'empereur grec Basile II, et contre les Tcherkesses dont il avait tué le Goliath, nommé Rédédia, en combat singulier. A la fin Iaroslaf resta seul maître de la Russie et régna glorieusement dans Kief. Il rappelle notre Charlemagne par quelques guerres heureuses, mais surtout par ses publications législatives, par son goût pour les bâtiments et son amour des lettres en un siècle barbare; il doit une partie de son éclat à l'anarchie qui suivit sa mort et qui fit regretter son règne comme l'apogée de la grandeur kiévienne.

En Pologne, Iaroslaf vengea sur le fils de Boleslas le Grand les invasions du père et lui reprit les villes de la Russie Rouge. Sous les murs de Kief, il livra une sanglante bataille aux Petchenègues et poursuivit les vaincus dont une partie se noya au passage des rivières. Ce fut pour les Petchenègues un coup aussi terrible que celui dont Sviatoslaf avait frappé autrefois les Khazars. Jamais ils ne s'en relevèrent. Mais, de même que la défaite des Khazars avait frayé le chemin aux Petchenègues, la ruine de ces derniers fraya le chemin aux Polovtsi. Les steppes du Don s'emplissaient sans relâche de nouvelles hordes arrivées d'Asie. Iaroslaf guerroya aussi contre les peuplades lithuaniennes et finnoises. Chez les Tchoudes, il fonda Iourief (Saint-Georges), sur l'Embach, près du Peipous (les Allemands en ont fait Dorpat); chez les Mériens, il fonda Iaroslavl sur le haut Volga. Enfin son règne fut marqué par une nouvelle guerre contre la Grèce, amenée par une rixe entre des marchands. Son fils Vladimir, chargé du commandement de l'expédition, rejeta orgueilleusement les propositions de l'empereur Constantin Monomaque. Une bataille navale s'engagea dans le Bosphore : le feu grégeois

et les tempêtes de la mer Noire dispersèrent l'armement des Russes. Un de leurs corps, fort de 8000 hommes, qui regagnait la Russie par la voie de terre, fut attaqué et exterminé par une armée grecque. 800 prisonniers, conduits à Constantinople, eurent les yeux arrachés. Malgré les liens religieux qui s'étaient établis entre les Byzantins et leurs néophytes du Dniéper, les Russes étaient toujours redoutables pour Constantinople. Une inscription cachée dans le sabot d'une des statues équestres de Byzance annonçait, dit-on, que les hommes du Nord devaient s'emparer un jour de la capitale de l'empire. L'affaiblissement où tomba la Russie kiévienne après Iaroslaf devait détourner ou ajourner l'effet de cette prédiction.

La législation du Charlemagne russe, c'est le recueil intitulé *Rousskaïa Pravda*, le *droit* ou la *vérité* russe. Cette législation rappelle singulièrement celle de la Scandinavie. Elle consacre les vengeances privées, poursuivies contre un assassin par les plus proches parents du mort; elle détermine le tarif du rachat pour les différents crimes, ainsi que l'amende à verser au trésor du prince. D'autres documents prouvent que les Russes admettaient le duel judiciaire, l'épreuve par le fer rouge et l'eau bouillante, le serment corroboré par celui des *cojuratores*, le jugement par un jury assistant le délégué du prince. Leur droit criminel s'inspirait donc des mêmes principes que celui de l'ancienne Germanie; ils ne connaissaient encore ni la peine de mort, ni les supplices raffinés, ni les châtiments corporels, ni la torture pour faire avouer les crimes, ni même la prison publique. La Russie avait alors presque les mêmes lois que l'Occident.

Iaroslaf occupa un rang glorieux parmi les princes de son temps. Il maria sa sœur à Casimir, roi de Pologne, ses trois filles, Élisabeth à Harold le Brave, roi de Norvége, Anne à Henri Ier, roi de France, Anastasie à André Ier, roi de Hongrie. De ses fils, l'un épousa, dit-on, une fille de Constantin Monomaque. On parle aussi de mariages polonais et allemands. Iaroslaf donnait asile aux princes proscrits d'Angleterre, de Suède, de Norvége. La dynastie

des Varègues était donc entrée dans la famille des princes chrétiens et on peut dire de la Russie du onzième siècle ce qu'on ne pourra plus dire de la Russie du seizième siècle, qu'elle était un État européen.

Kief devait avoir le sort d'Aix-la-Chapelle, cette capitale de Charlemagne qui, glorieuse avec lui, fut après lui abandonnée. Sous Iaroslaf, Kief atteignit le plus haut degré de splendeur. Il voulut faire de sa capitale une rivale de Constantinople : comme Byzance, elle eut sa cathédrale de Sainte-Sophie et sa Porte d'Or. Le grand prince fonda le monastère de Sainte-Irène, dont il ne reste aujourd'hui que quelques débris, ainsi que celui de Saint-Georges et celui des Catacombes, illustré par les vertus de ses premiers fondateurs, saint Théodose et saint Antoine. Il répara l'église de la Dîme, bâtit le château princier, entoura la cité de remparts. La population allait s'augmentant et au pied de la ville haute commençait à se former la ville basse. Kief, située sur le Dniéper, cette grande route de Byzance, semble alors faire partie de la Grèce. Adam de Brème l'appelle *aemula sceptri Constantinopolitani et clarissimum decus Graeciae.* Elle est le rendez-vous des marchands de la Hollande, de la Hongrie, de l'Allemagne, de la Scandinavie, qui habitent des quartiers séparés. Elle a huit marchés et le Dniéper est constamment sillonné de flottilles marchandes. Iaroslaf n'a pas assez d'artistes grecs pour décorer tous ces temples, pas assez de prêtres grecs pour les desservir. Kief est alors la ville aux quatre cents églises qu'admiraient les écrivains d'Occident. Ce qu'elle était alors, on peut l'imaginer par ce qu'elle est aujourd'hui à certaines époques de l'année : le monastère des Catacombes, avec les corps incorruptibles de ses ascètes et de ses thaumaturges, dont quelques-uns se murèrent vivants dans la cellule qui devait leur servir de sépulcre, attire annuellement, à l'Assomption, par exemple, 50 000 pèlerins. La merveille de Kief, c'était Sainte-Sophie : les mosaïques de l'époque d'Iaroslaf subsistent encore et l'on peut admirer sur le « mur indestructible » la colossale image de la Mère de Dieu, la Cène où le Christ apparaît

double, présentant à six de ses disciples son corps et aux six autres son sang, les images des saints et des docteurs, l'ange de l'Annonciation et la Vierge. Les fresques conservées ou soigneusement restaurées sont encore nombreuses et couvrent de toutes parts les piliers, les murailles et les voûtes à fond d'or. Toutes les inscriptions sont non pas en langue slavonne, mais en grec. Iaroslaf n'oublia pas Novgorod sa première résidence et où son fils Vladimir allait construire une Sainte-Sophie qui est un des plus précieux monuments du passé russe. Comme Charlemagne, il créa des écoles : Vladimir avait fondé celle de Kief, Iaroslaf institua celle de Novgorod pour trois cents jeunes gens. Il appella de Byzance des chantres grecs qui instruisirent le clergé russe. Ce furent aussi des artistes grecs qui sûrement frappèrent pour lui les premières monnaies russes, avec son nom slave en slavon sur une des faces, et son nom chrétien (Georgios) en grec sur l'autre face. Comme tous les néophytes barbares, Iaroslaf poussait la dévotion jusqu'à la superstition. Il fit déterrer les ossements de ses oncles, morts sans s'être convertis, et leur fit administrer un baptême posthume. Il mourut en 1054 et son cercueil de pierre est un des plus précieux ornements de Sainte-Sophie de Kief.

### La société varègue-russe à l'époque de Iaroslaf.

La société varègue-russe présente plus d'une analogie avec l'état social qui se forma en Gaule après la conquête franque. Le gouvernement des princes varègues rappelle un peu celui de nos rois mérovingiens. Le germe de l'Etat futur était la *droujina*, cette bande de guerriers qui entourait le prince, comme en Gaule c'était la *truste* : les *droujinniki*, comme chez nous les *antrustions*, étaient les fidèles, les hommes du prince : ils formaient sa garde, ils étaient son conseil naturel dans les affaires publiques ou privées; il pouvait les constituer en cour de justice, les déléguer individuellement comme *voïévodes* ou gouverneurs de forteresses, comme *possa-*

*dniki* ou lieutenants dans les bonnes villes. De même que l'entourage des rois mérovingiens ne se composait pas uniquement de Francs, et que bientôt figurent parmi leurs antrustions des Gallo-Romains, la *droujina* des princes russes admettait des éléments fort divers: non-seulement des Varègues, mais des Slaves. Mstislaf, prince de Tmoutorakan, avait enrôlé des Iasses et des Kassogues ; on cite un Lithuanien-Iatvague dans la droujina d'Igor, un Hongrois dans celle de Boris. La classe militaire ne formait pas à cette époque, en Russie pas plus qu'en Gaule, une caste fermée : saint Vladimir prend à son service le fils d'un corroyeur qui a vaincu le géant Petchenègue; son oncle maternel Dobryna n'était pas même de condition libre.

Le prince, au milieu de sa *droujina*, semblait n'être que le premier parmi ses égaux; tout ce qui était à lui semblait être à ses hommes; nous les voyons manger à la même table et écouter ensemble les chansons des poëtes aveugles qui s'accompagnaient sur la *gouzzla*. C'était comme une famille guerrière d'où devait sortir un jour l'administration russe. Le prince tenait grand compte des réclamations de ses hommes : ceux de Vladimir se plaignirent un jour qu'on les fît manger dans des cuillers de bois; il leur en fit donner d'argent et ajouta : « Avec de l'or et de l'argent, je ne pourrais me procurer une droujina; mais avec une droujina, je pourrai acquérir de l'or et de l'argent, comme ont fait mon père et mon aïeul. » Le prince ne faisait rien sans consulter ses *droujinniki* : ce qui empêchait surtout Sviatoslaf de prêter l'oreille aux exhortations d'Olga, c'est qu'il pensait que « sa droujina se mettrait à rire de lui » s'il se faisait chrétien.

L'administration des princes varègues était fort élémentaire. Voici ce que raconte l'écrivain arabe Ibn-Dost sur la façon dont se rendait la justice : « Lorsqu'un Russe est en procès avec un autre, il le cite au tribunal du prince et tous deux se présentent devant lui; lorsque le prince a rendu sa sentence, on exécute ses ordres; si les deux parties sont mécontentes de son jugement, alors elles sont

obligées par lui de décider l'affaire par les armes; c'est celui dont le sabre est le plus tranchant qui a gain de cause; au moment du combat, les proches des deux adversaires arrivent en armes et entourent le champ clos; les combattants en viennent alors aux mains et le vainqueur peut imposer au vaincu telles conditions qu'il lui plaît. »

Avec la justice, la plus importante des attributions princières, c'était la perception des tributs. Le prince lui-même en fixait le montant : Oleg avait imposé aux Drévlianes une peau de martre par feu. Il y avait toujours beaucoup d'arbitraire dans la levée de l'impôt. Le récit de Nestor sur le trépas du prince Igor est une vive peinture des mœurs politiques de l'époque : on croirait lire une page de Grégoire de Tours sur les fils de Clovis, par exemple l'expédition de Thierry en Arvernie : « En l'année 945, la droujina d'Igor lui dit : « Les hommes de Sventeld sont « richement pourvus d'armes et de vêtements, tandis que « nous sommes nus; conduis-nous, prince, lever le tribut, « afin que toi et nous, nous soyons riches. » Igor y consentit et se rendit chez le Drévlianes pour lever le tribut; il augmenta les premiers impôts et leur fit violence, ainsi que ses hommes; après avoir pris ce qu'il voulait, il revint vers sa ville. En chemin il se ravisa et dit à sa droujina : « Continuez la route avec le tribut, moi je retourne « là-bas, pour tâcher d'avoir encore quelque chose. » Laissant donc ses hommes poursuivre leur chemin, il revint avec un petit nombre d'entre eux, afin d'accroître encore sa richesse. Les Drévlianes, apprenant qu'Igor revenait, tinrent conseil avec leur prince Mal : « Quand le loup se jette « sur la bergerie, il égorge tout le troupeau, à moins « qu'on ne le tue lui-même; il en est ainsi de nous et « d'Igor; si nous ne le faisons périr, nous sommes tous « perdus. » Ils lui envoyèrent des députés qui lui dirent : « Pourquoi viens-tu de nouveau? n'as-tu pas levé tout le « tribut? » Igor refusa de les écouter, et alors les Drévlianes, sortant de la ville de Korostène, massacrèrent Igor et ses hommes, car ils étaient en petit nombre. »

Pour contenir et défendre le pays, le prince établissait

les principaux de ses *droujinniki* avec des forces suffisantes dans les diverses cités ; c'est ainsi que Rourik distribua les villes de son apanage : à l'un de ses *hommes*, Polotsk, à l'autre, Rostof, à un troisième, Biélozersk ; une principauté se trouvait en quelque sorte divisée en fiefs, mais en fiefs temporaires et toujours révocables. Pour la défense des frontières, on bâtissait des villes nouvelles où les milices indigènes venaient faire le guet.

L'état social, du neuvième au douzième siècle, présentait autant d'inégalité qu'en Occident. La *droujina* du prince, dans laquelle s'absorbèrent bientôt les chefs slaves ou finnois, constituait comme une aristocratie : encore faut-il distinguer dans son sein les simples gardes ou *gridi* (*girdin* chez les Scandinaves), les *mouges* ou les hommes (*vir* en latin, *baron* en français), et les *boiars*, qui étaient les plus considérables de tous. Les hommes libres de la terre russe étaient « les gens » ou *lioudi*. Les *gosti* ou marchands ne formaient pas à cette époque une classe à part : c'étaient les guerriers, même les princes qui, la lance à la main, se livraient au commerce. Oleg était en équipage de négociant quand il surprit Kief et tua Dir et Askold ; les Byzantins se défiaient de ces terribles *hôtes* et leur assignaient un quartier à part, étroitement surveillé, dans Constantinople.

Les masses rurales sur lesquelles commençait à porter le poids de l'État naissant n'étaient déjà plus aussi libres qu'à l'âge primitif. Le paysan s'appelait *smerde* (de *smerdiet*, sentir mauvais?) ou *mougik*, diminutif injurieux de *mouge*, homme ; plus tard il sera le *chrétien* par excellence (*krestianine*).

Au-dessous du paysan, dont la situation rappelait celle du *colonus* romain, étaient les esclaves proprement dits, *rabi* ou *kholopy*. L'esclave pouvait avoir été pris à la guerre, acheté sur un marché, ou bien être né dans la maison du maître, ou enfin avoir perdu sa liberté par le fait même qu'il remplissait certains offices, comme celui de sommelier. La guerre était encore la source principale de l'esclavage. Ibn-Dost raconte que les Russes, « lorsqu'ils tombaient

sur un autre peuple, ne s'en allaient pas avant d'avoir tout détruit ; ils s'appropriaient les femmes captives et réduisaient les hommes en esclavage. » Ils en faisaient grand commerce au dehors : « De Russie, disait Sviastoslaf, le conquérant de la Bulgarie, on amènera ici des peaux, de la cire, du miel *et des esclaves.* »

### Progrès du christianisme : conséquences sociales, politiques, littéraires, artistiques.

La Russie avait reçu le christianisme : c'est l'événement le plus considérable de son histoire primitive. Une circonstance grave, c'est qu'elle l'avait reçu, non pas de Rome comme les Polonais et les autres Slaves occidentaux, mais de Constantinople. Bien que la séparation ne fût pas encore consommée entre les deux Églises d'Orient et d'Occident, il était dès lors évident que la Russie serait engagée dans ce que les Latins appellent « le schisme ». On estime généralement en Occident que ce fait exerça sur le développement de la Russie une influence fâcheuse. Or, voici comme il est apprécié par un historien russe, M. Bestoujef-Rioumine : « Ce qui est important aussi, c'est que le christianisme nous vint de Byzance, où l'on n'affichait aucune prétention à la prépondérance de l'Église sur l'État, ce qui nous mit à l'abri des luttes soulevées entre la puissance séculière, nationale, et la puissance spirituelle, étrangère. Exclus de l'unité religieuse du monde romain-germanique, nous y avons peut-être plus gagné que nous n'y avons perdu. L'Église romaine a fait son apparition dans les pays slaves avec les missionnaires de race germanique, et, si elle n'y a pas apporté partout une servitude matérielle, comme cela eut lieu pour certains peuples slaves, elle apporta du moins une servitude intellectuelle, en les entraînant à soutenir des intérêts étrangers, en introduisant chez eux des éléments étrangers et en y établissant comme partout une séparation tranchée entre les classes supérieures, qui parlaient et écrivaient en latin, et les

classes inférieures, qui parlaient l'idiome national et qui se trouvaient privées de toute littérature. »

Sans doute une langue d'église qui, grâce à Cyrille et Méthode, se confondait avec la langue nationale et devenait intelligible à toutes les classes de la société, une église purement nationale qui ne recevait pas le mot d'ordre d'un chef étranger, une indépendance absolue des pouvoirs civils et du développement national, étaient d'inappréciables avantages que le christianisme byzantin apportait à la Russie. Mais, si l'État russe était affranchi de toute subordination vis-à-vis de Rome, il n'avait aucun secours à en espérer. Il n'en eut pas, aux jours de péril, l'appui que l'Espagne en reçut dans sa lutte contre les Maures, l'Allemagne dans ses croisades contre les Slaves et les Finnois, la Hongrie dans sa guerre nationale contre les Turcs. Séparée de l'Occident par la différence de confession, la Russie, au temps des Mongols, comme la Grèce, à l'époque de l'invasion ottomane, ne vit pas d'armée se lever en Europe pour sa défense

Ses princes ne furent pas frappés de l'interdit pontifical comme Robert de France, ni réduits à implorer leur grâce aux pieds d'un Grégoire VII comme Henri IV d'Allemagne : humiliations qui d'ailleurs étaient suivies d'éclatantes revanches, comme le jour où Barberousse chassait Alexandre III d'Italie et où Philippe le Bel faisait arrêter Boniface dans Anagni. Des humiliations plus cruelles les attendaient à la cour de khans de Mongolie. Un autre inconvénient de l'entrée des Russes dans l'Église grecque, c'est qu'ils se trouvèrent séparés par la religion de ces peuples auxquels les unissait une origine commune et qui parlaient presque leur langue. C'est la différence de religion qui rendit si ardente leur longue rivalité avec les Polonais et qui leur ôte encore beaucoup de leurs moyens d'influence sur une partie des Slaves. Cette même différence de religion ajourna pour eux le bienfait de la civilisation nouvelle issue de la Renaissance occidentale : par contre, elle leur épargna la terrible crise des guerres de la Réforme.

Le christianisme oriental, avec la civilisation byzantine qui en était inséparable, devait avec le temps apporter en Russie une transformation considérable. Le premier effet du christianisme, c'était de réformer la société, de resserrer les liens de la famille. Il condamnait la polygamie, il repoussait l'assimilation des enfants issus de la servante avec ceux de la femme légitime. La société résista quelque temps à ce principe nouveau : saint Vladimir, même après sa conversion, partagea également entre les enfants que l'Eglise regardait comme naturels, et ceux qu'elle regardait comme légitimes. A la longue, ce principe prévalut, et, par l'abolition de la polygamie, la famille russe cessa d'être une famille asiatique pour devenir une famille européenne.

Le christianisme prescrivit des vertus nouvelles et donna un caractère plus élevé aux anciennes vertus des barbares, l'hospitalité et la bienfaisance.

Vladimir Monomaque recommandait à ses enfants de bien accueillir les étrangers parce que, disait-il, des récits qu'ils feront chez eux dépendra votre bonne ou votre mauvaise réputation. L'hospitalité des peuples primitifs s'explique souvent par le besoin qu'ils ont des marchands et des étrangers. L'assistance chez les Slaves païens n'était obligatoire qu'entre les membres d'une même association : guerriers d'une même *droujina*, paysans d'une même *commune*, marchands ou industriels d'une même *artel*. Le christianisme fit de la bienfaisance envers tout le monde, sans espoir de récompense que dans une autre vie, une obligation. Il rendit respectable la faiblesse, la pauvreté, la mendicité, le travail des mains. S'il y avait excès dans ses prescriptions d'humilité, elles étaient utiles, au moins comme réaction contre la brutalité des préjugés. Entre ces deux sociétés qui reposent sur des principes opposés et également excessifs, la société aristocratique et la société religieuse, il y aurait place un jour pour la société civile et laïque.

L'action des préceptes chrétiens fut lente d'abord sur ces natures ardentes et emportées ; à la fin on vit, en Russie comme en Occident, les princes abjurer plus souvent leur

orgueil, et, comme le bon roi Robert ou Henri le Saint, aspirer à la paix des cloîtres. Un usage s'établit à la fin parmi les souverains russes; à l'article de la mort, ils se faisaient tonsurer, changeaient leur nom mondain contre un nom de moine et mouraient en habit de religieux.

Au point de vue politique, l'influence du christianisme byzantin devait à la longue opérer toute une révolution. Qu'était-ce qu'un prince russe? Un chef de bande, entouré des gens de sa *droujina*, étranger en quelque sorte à la terre qu'il gouvernait et sur laquelle il levait le tribut. Un prince russe n'avait pour ainsi dire pas de sujets : les indigènes pouvaient toujours le chasser, ses *droujinniki* étaient toujours libres de le délaisser.

Les princes de Kief n'étaient pas plus des souverains, dans le sens romain ou dans le sens moderne de ce mot, que Mérovée ou Clodion le Chevelu. Mais les prêtres venus de Constantinople apportaient avec eux un idéal de gouvernement : il fut bientôt celui des Russes qui entrèrent à leur tour dans le clergé. Cet idéal, c'était l'empereur, le *tsar* de Constantinople, l'héritier d'Auguste et du grand Constantin, vicaire de Dieu sur terre, le monarque-type sur lequel les barbares des Gaules comme ceux de la Scythie avaient les yeux fixés. Celui-là était un souverain dans la pleine acception du mot, car une fiction légale voulait que le peuple, par la *Lex Regia*, eût cédé toute sa souveraineté à l'*imperator*. Celui-là avait des sujets et n'avait que des sujets. Seul il faisait la loi, il était la loi vivante. Il n'avait pas des *droujinniki*, des antrustions qu'il mettait en subsistance dans telle ou telle ville, mais une armée de fonctionnaires révocables, la sacro-sainte hiérarchie romaine, par le canal de laquelle il faisait pénétrer sa volonté toute-puissante jusque dans les derniers recoins du pays. Il n'était pas le chef d'une bande de guerriers exigeants et toujours libres de quitter son service pour celui d'un autre, mais le maître d'une armée permanente qui gardait sa capitale et ses frontières. Il ne considérait pas ses Etats comme un patrimoine qu'on peut diviser entre ses enfants, mais il transmettait à son successeur

l'empire romain dans son intégrité. Sa puissance lui venait non-seulement du peuple, mais de Dieu même ; ses ornements impériaux avaient comme sa personne un caractère sacré, et quand les rois barbares demandaient à Constantinople soit une de ses couronnes enrichies de pierreries, soit le manteau de pourpre, soit le sceptre ou les brodequins, on leur répondait que, lorsque Dieu donna l'empire à Constantin, il lui envoya par des anges ces vêtements sacrés, qu'ils ne sont pas l'œuvre des hommes, que déposés sur l'autel, l'empereur même ne peut les revêtir qu'aux jours de solennité et que Léon le Khazar fut frappé d'un ulcère mortel pour avoir ceint la couronne sans la permission du patriarche.

Un empire unitaire, indivisible, appuyé sur une armée permanente, une hiérarchie de fonctionnaires, un clergé national et un corps de jurisconsultes, tel était l'État romain, tel il revivait dans les monarchies du dix-septième siècle. C'est cette idée de l'État, inconnue aux Slaves comme aux Varègues, que les prêtres grecs apportaient en Russie. La réalité pendant longtemps répondit peu à cet idéal ; les princes continuaient dans leur testament à partager leurs guerriers et leurs terres entre leurs enfants; mais l'idée ne périt pas, et si elle ne put se réaliser dans la Russie kiévienne, elle devait trouver un jour dans la Russie moscovite un terrain plus propice.

Le christianisme eut aussi son influence sur la législation. Le vol, le meurtre, l'assassinat n'étaient plus pour lui des offenses privées, que les intéressés pouvaient venger par des représailles, ou pour lesquelles il pouvait accepter le *wehrgeld*. C'étaient des crimes qui devaient être châtiés au nom de Dieu par la justice humaine.

A la vendetta particulière, l'influence byzantine substitua la vindicte publique; au rachat pécuniaire, elle substitua ces peines corporelles et coercitives, qui répugnent à la liberté du barbare, au sentiment qu'il a de la dignité humaine. L'emprisonnement, les travaux forcés, la flagellation, les tortures, les mutilations, la peine de mort graduée elle-même par la variété de supplices plus ou moins

cruels, voilà le code pénal des Byzantins. Les évêques grecs, au temps de saint Vladimir, veulent déjà qu'on livre les brigands au supplice : les mœurs résistent et résisteront longtemps encore. Vladimir, après avoir employé ce suprême moyen de répression, en revient au système du *wehrgeld*, qui offre d'ailleurs une ressource pour le trésor. La procédure byzantine repoussait également le duel judiciaire, le jugement de Dieu, les *cojuratores*, que les mœurs défendirent longtemps. Mais, de même que dans la Gaule le droit romain subsiste pour les gens d'église et pour une partie des indigènes à côté du droit frank ou burgonde, de même, en Russie, à côté du code scandinave de Iaroslaf, s'établirent les codes byzantins de Justinien et de Basile le Macédonien.

Longtemps les deux systèmes de législation subsistèrent parallèlement, non sans se pénétrer réciproquement, jusqu'au moment où ils se fondirent dans la rédaction de nouveaux codes, ceux d'Ivan le Grand, Ivan le Terrible et Alexis.

La littérature byzantine importée en Russie ne se composait pas seulement des livres sacrés, mais encore des pères de l'Église, parmi lesquels figurent des écrivains de premier ordre comme saint Basile et saint Jean Chrysostome, des vies de saints, source inépuisable d'une poésie nouvelle, des chroniques, qui allaient servir de modèles aux chroniqueurs russes, des livres philosophiques et scientifiques, même des romans comme *Barlaam et Josaphat*, *Salomon et Kitovras*, etc. Quoique cette littérature fût en partie un fruit de la décadence byzantine, on conçoit que dans l'esprit d'un peuple neuf elle ait jeté une masse énorme d'idées, qui devaient avoir sur la vie morale de l'individu, la vie de famille, la vie publique, une influence considérable. Nous verrons à quel point la société russe du moyen âge s'est modelée sur les exemples offerts par cette littérature. Il ne faut pas oublier enfin que le christianisme byzantin apportait avec lui une musique, chez un peuple qui en avait une fort primitive, et une architecture chez un peuple qui n'en avait pas. C'est lui qui, pour emprunter une expression occidentale, *enlumina*

les cités russes de magnifiques églises et qui dans les villes aux remparts de boue fit surgir comme premiers monuments les églises aux coupoles d'or.

---

# CHAPITRE VI

## LA RUSSIE DIVISÉE EN PRINCIPAUTÉS. SUPRÉMATIE, PUIS CHUTE DE KIEF (1054-1169).

Distribution de la Russie en principautés : l'unité dans la division Les successeurs de Iaroslaf le Grand : guerres pour le droit d'aînesse et le trône de Kief : Vladimir Monomaque. — Guerres entre les héritiers de Vladimir Monomaque : chute de Kief.

### Distribution de la Russie en principautés: l'unité dans la division.

La période qui s'étend de 1054, année de la mort de Iaroslaf, à 1224, année de l'apparition des Tatars, ou, pour prendre notre chronologie française, du règne d'Henri Ier à la mort de Philippe-Auguste, est une des plus confuses et des plus troublées de l'histoire de Russie. Comme la coutume scandinave des partages continue à prévaloir sur l'idée byzantine de l'unité politique, le territoire national est sans cesse morcelé.

L'anarchie princière de l'Europe orientale fait le pendant de notre anarchie féodale en Occident. M. Pogodine énumère, pour cette période, 64 principautés qui eurent une existence plus ou moins longue, 293 princes qui pendant ces deux siècles se disputèrent Kief ou les autres domaines russes, 83 guerres civiles, dans quelques-unes desquelles le pays tout entier se trouva engagé. Les guerres étrangères viennent encore augmenter cette masse énorme de faits historiques : rien que contre les Polovtsi, les chroni-

ques mentionnent 18 campagnes et ces barbares firent sur le territoire chrétien 46 invasions. Nous ne pouvons suivre les chroniqueurs nationaux dans les mille détails de leurs annales ; nous ne nous occuperons que des principautés qui ont eu quelque durée et ne signalerons que les faits qui ont présenté quelque importance.

Les anciens noms des tribus slaves ont partout disparu, ou ne se sont conservés que dans quelques noms de villes, comme par exemple celui des Polotchanes dans Polotsk, celui des Sévérianes dans Novgorod-Séverski. Les éléments dont se compose la Russie d'alors, ce ne sont plus les peuplades, ce sont les principautés. On ne parle plus des Krivitches ou des Drévlianes, mais des principautés de Smolensk ou de Volynie. Ces petits États se démembrent sans cesse à chaque nouveau partage entre les enfants d'un prince, puis se reconstituent pour se diviser de nouveau en apanages.

Quelques-uns cependant eurent, à travers toutes ces variations, une existence durable qui semble répondre à certaines conditions topographiques ou ethnographiques. Sans parler de la principauté lointaine de Tmoutorakan, établie presque au pied du Caucase au milieu des peuplades turques et circassiennes, et qui compta huit règnes de princes, voici quelles furent, du onzième au treizième siècle, les grandes divisions de la Russie.

1° La principauté de *Smolensk* occupait l'important territoire qui est comme le point central de tout le système orographique de la Russie; elle renfermait cette antique forêt d'Okof, où prenaient leur source trois des plus grands fleuves de la Russie, le Volga, le Dniéper, la Düna. De là l'importance politique de Smolensk, attestée par tant de guerres dont cette ville fut l'objet ; de là aussi la prospérité commerciale de cette principauté. On remarque que toutes ses villes étaient bâties sur quelqu'un de ces trois grands fleuves : tout le commerce de la Russie ancienne passait donc par ses mains. Outre Smolensk, il faut citer Mojaïsk, Viasma et Toropetz, qui fut la capitale d'une principauté secondaire, domaine de deux princes

fameux, Mstislaf le Brave (*Khrabryi*) et Mstislaf le Téméraire (*Oudaloï*).

2° La principauté de *Kief*, c'était la *Rouss*, la Russie dans le sens étroit du mot. Sa situation sur le Dniéper, le voisinage de la Grèce, la fertilité de sa *terre-noire*, assurèrent longtemps à cet État la suprématie sur toutes les autres principautés russes. Au sud, elle confinait directement aux peuplades nomades de la steppe, contre lesquelles ses princes durent élever des places frontières. Souvent ils prirent ces barbares à leur solde, leur accordèrent des terres et les constituèrent en véritables colonies militaires. La principauté de *Péréiaslavl* dépendait de celle de Kief; Vychégorod, Bielgorod, Tripoli, Tortchesk furent parfois érigés en apanages pour des princes de la même famille.

3° Sur les affluents de gauche du Dniéper, la Soja et la Desna grossie de la Séïme, s'étendaient les deux principautés de *Tchernigof*, avec Starodoub et Loubetch, et de *Novgorod-Séverski*, avec Poutivle, Koursk et Briansk. La principauté de Tchernigof, qui s'étendait vers le haut Oka, avait donc un pied dans le bassin du Volga: ses princes, les Olgovitchs, furent les plus redoutables rivaux de ceux de Kief. Quant aux princes de Séverski, ils étaient tout occupés de leur guerre sans relâche contre leurs dangereux voisins du sud, les Polovtsi. C'est un prince de Séverski dont les exploits contre ces barbares font le sujet d'une espèce de chanson de geste, la *chanson d'Igor* ou le *Dit de l'expédition d'Igor* (*Slovo o polkou Igorévié*).

4° Un autre État dont l'existence fut également une guerre perpétuelle contre les nomades, c'est la double principauté de *Riazan* et de *Mourom*. Ses principales villes étaient Riazan, Mourom, Péréiaslavl-Riazanski, situées sur l'Oka, Kolomna au confluent de la Moskova et de l'Oka, Pronsk sur la Prona. Le Don supérieur formait à l'ouest sa limite. Cette principauté s'était constituée au milieu de tribus finnoises, les Mouromiens et les Mechtchéraques : le caractère belliqueux, les mœurs grossières et rudes qu'on attribuait aux habitants de cette principauté,

tenaient sans doute au mélange de la race russe avec les anciens habitants du pays, non moins qu'à leurs luttes acharnées et perpétuelles contre les nomades.

5° Les principautés de la *Sousdalie*, avec leurs métropoles de Tver, de Sousdal, de Rostof, de Iourief-Polski, de Vladimir sur la Kliazma, de Iaroslavl, de Péréiaslavl-Zaliésski, étaient situées sur le Volga et sur l'Oka, au plus épais des forêts du nord, au milieu des tribus finnoises, Mouromiens, Mériens, Vesses, Tchérémisses. Bien que situées à l'extrême limite du monde russe, elles avaient pourtant sur lui une puissante action. Nous verrons leurs princes tantôt amener Novgorod et la Russie des lacs à une certaine dépendance politique, conséquence d'une double dépendance économique; tantôt intervenir victorieusement dans les démêlés de la Russie du Dniéper. Les Sousdaliens présentaient le même caractère âpre et guerrier que les Riazanais. On voit déjà percer chez ces deux peuples les caractères distinctifs d'une nationalité nouvelle. Ce qui les distingue des Kiéviens et des hommes de Novgorod-Séverski, occupés comme eux à la grande guerre contre les barbares, c'est que les Russes du Dniéper, s'ils ont quelquefois mêlé leur sang à celui de leurs ennemis, se sont fusionnés avec des peuplades turques, nomades, essentiellement mobiles, tandis que les Russes de l'Oka et du Volga se sont unis à des peuplades finnoises, agricoles, essentiellement sédentaires. Cette différence entre les deux éléments étrangers qui ont pu entrer dans le sang slave a contribué sans doute à cette différence de caractère que l'on remarque entre les deux branches de la race russe. Du onzième au treizième siècle, en passant du bassin du Dniéper dans le bassin du Volga, on pouvait déjà voir se former la Petite-Russie et la Grande-Russie.

6° Les principautés de Kief, Tchernigof, Novgorod-Séverski, Riazan, Mourom, Sousdalie, formaient du côté de la steppe et de ses hordes dévastatrices, comme les États frontières, les *marches* de la Russie. Le même rôle était dévolu sur les confins du nord-ouest, vis-à-vis des Lithua-

niens, des Lettons et des Tchoudes, à la principauté de *Polotsk*, qui occupait le bassin de la Düna, et aux principautés républicaines de *Novgorod* et de *Pskof* sur les lacs Ilmen et Péïpous. A la principauté de Polotsk, se rattachait celle de *Minsk*, située dans le bassin du Dniéper, et qui, grâce à cette circonstance, lui fut souvent disputée par les grands-princes de Kief. A celle de Novgorod, se rattachaient les villes de Torjok, Volok-Lamski, Isborsk, Véliki Louki, qui furent parfois capitales d'Etats particuliers.

La Russie du sud-ouest comprenait : 1° dans l'éventail de rivières formé par la Pripet et ses affluents, la *Volynie*, avec Vladimir-en-Volynie, Loutsk, Tourof, Brest, et même Lublin qui est certainement polonais; 2° dans les bassins du San, du Dniester et de la Pripet, la *Gallicie* propre ou Russie Rouge, dont les anciens habitants, les Croates blancs, semblent se rattacher au rameau des Slaves danubiens. Ses principales villes étaient Galitch, fondée par Vladimirko, vers 1144, Pérémysl, Térébovl, Zvénigorod. Le voisinage de la Hongrie et de la Pologne devait donner à ces deux principautés un caractère tout particulier en même temps qu'une civilisation plus avancée. Les chansons épiques font de la Gallicie, le pays du héros Diouk Stépanovitch, une contrée fabuleusement riche. Le *Dit de l'expédition d'Igor* donne une haute idée de la puissance de ses princes : « Iaroslaf Osmomysl de Gallicie ! s'écrie le poëte en s'adressant à l'un d'eux. Tu es assis bien haut sur ton trône d'or forgé; avec tes régiments de fer, tu soutiens les montagnes des Carpathes, tu fermes les portes du Danube, tu barres le chemin au roi de Hongrie, tu ouvres à volonté les portes de Kief, et de tes flèches tu frappes au loin. »

La disposition de ces quinze ou seize principautés confirme ce que nous avons dit de la configuration essentiellement unitaire du sol russe. Aucun de ses bassins fluviaux ne forme une région isolée et fermée. Pas de ligne de hauteurs qui établisse entre eux des barrières, des frontières politiques. Le plus grand nombre des princi-

pautés russes se rattachent au bassin du Dniéper, mais elles débordent partout ses limites. La principauté de Kief, avec Péréiaslavl, est presque la seule qui y soit comprise tout entière; mais celle de Volynie met le bassin du Dniéper en communication avec ceux du Boug méridional et de la Vistule; celle de Polotsk, avec les bassins du Niémen et de la Dvina; celle de Novgorod-Séverski, avec le bassin du Don; celles de Tchernigof et Smolensk, avec le bassin du Volga. Entre ces principautés, partout les cours d'eau établissent des communications. La Russie, même morcelée en apanages, annonce déjà un grand empire unitaire. Le peu de consistance de presque tous ces Etats, leurs fréquents démembrements, empêchent qu'ils ne deviennent l'expression de véritables nationalités. Les principautés de Smolensk, de Tchernigof, de Riazan n'ont jamais possédé une existence historique aussi définie qu'en France le duché de Bretagne ou le comté de Toulouse, en Allemagne, les duchés de Saxe, de Souabe ou de Bavière.

Les intérêts des princes, leur désir de faire un apanage à chacun de leurs enfants, amenaient à chaque mort de souverain un nouveau morcellement du territoire russe. Une certaine cohésion se manifestait au milieu de toutes ces vicissitudes. Il y avait unité de race et de langage, d'autant plus sensible, malgré les différences dialectales, que la race slave-russe, sauf au sud-ouest, confinait partout à des peuples qui lui étaient entièrement étrangers : Lithuaniens, Tchoudes, Finnois, Turcs, Magyars. Il y avait unité de religion; les Russes différaient de presque tous leurs voisins, car, même vis-à-vis des Slaves de l'ouest, Polonais, Tchèques et Moraves, ils représentaient une forme particulière du christianisme, n'admettant aucun lien avec Rome et rejetant le latin comme langue d'église. Il y avait unité de développement historique, puisque jusqu'alors les Slaves russes avaient tous suivi les mêmes destinées, accepté également la civilisation grecque, subi la conquête varègue, poursuivi en commun certaines grandes entreprises, comme les expéditions contre Byzance ou la

guerre contre les nomades. Il y avait enfin unité politique, puisqu'après tout, dans la Gallicie comme à Novgorod, sur le Dniéper comme dans les forêts de la Sousdalie, c'était la même famille qui occupait tous les trônes. Tous les princes russes descendaient de Rourik, de saint Vladimir et de Iaroslaf le Grand. Les guerres civiles qui désolaient le pays étaient une nouvelle affirmation de cette unité. Les diverses parties de la Russie ne pouvaient se croire étrangères l'une à l'autre, quand on voyait les princes de Tchernigof et de Sousdalie prendre les armes uniquement pour savoir lequel d'entre eux était l'*aîné*, lequel avait le plus de droit au titre de *grand-prince* et au trône de Kief. Il y eut des descendants de Rourik qui gouvernèrent successivement les États les plus éloignés de la Russie, et qui, après avoir régné à Tmoutorakan sur le détroit d'Iénikalé, à Novgorod la Grande, à Toropetz dans le pays de Smolensk, finirent par faire reconnaître leur droit à régner sur Kief. Malgré la division en apanages, Kief continuait donc à être le centre de la Russie. C'est là qu'avaient régné les Oleg et les Igor, c'est là que Vladimir avait baptisé son peuple, c'est là qu'Iaroslaf avait établi la métropole de la religion, des arts et de la civilisation nationale. Il n'est pas étonnant qu'elle ait été la plus âprement disputée de toutes les villes russes. La Russie avait beaucoup de *princes*, mais elle n'avait qu'un seul *grand-prince* (*vélikii kniaz*), celui de Kief. On lui reconnaissait sur tous les autres une suprématie qu'il devait non-seulement à l'importance de sa capitale, mais à sa qualité d'*aîné* de la famille princière. Kief, la mère des villes russes, devait donc toujours appartenir à l'*aîné* des descendants de Rourik : c'était une conséquence du système patriarcal des Slaves, au même titre que la coutume des partages. Quand le grand-prince de Kief venait à mourir, ce n'était pas son fils qui avait le droit de lui succéder, mais celui des autres princes de la famille, oncle ou frère du défunt, qui se trouvait alors l'*aîné* de tous. Alors la Russie entière, de la Baltique à la mer Noire, se tenait prête à appuyer par les armes les

revendications de tel ou tel prétendant. Il en était de même dans les autres principautés, où les possesseurs des divers apanages aspiraient à trôner dans la métropole de la région. Les guerres civiles elles-mêmes fortifiaient donc le sentiment de l'unité russe : qu'étaient-elles, après tout, sinon des discordes d'héritiers et des querelles de famille?

**Les successeurs de Iaroslaf le Grand : guerres pour le droit d'aînesse et le trône de Kief; Vladimir Monomaque.**

Le conflit persistant entre le droit public byzantin, qui assurait au fils l'héritage du défunt, et le vieux droit national des Slaves, qui le faisait passer à l'*aîné* de toute la famille, était une source intarissable de guerres civiles. Le droit eût-il été parfaitement clair, les princes n'étaient pas toujours disposés à le reconnaître. Ainsi, bien que l'aîné des fils de Iaroslaf eût en outre pour lui la volonté formelle de son père, qui lui avait donné le trône de Kief, bien qu'au lit de mort Iaroslaf eût recommandé à ses autres fils de le respecter comme lui-même et de le regarder comme *leur père*, Isiaslaf n'en vit pas moins son frère Sviatoslaf s'armer contre lui et le renverser (1073). Il fut obligé de s'enfuir à la cour de l'empereur d'Allemagne Henri IV. Celui-ci envoya une ambassade à Kief pour sommer Sviatoslaf de restituer le trône d'Isiaslaf : Sviatoslaf reçut les députés allemands avec tant de courtoisie, leur fit un tel étalage de son trésor et de toutes ses richesses, que ceux-ci, éblouis à la vue de tant d'or, se montrèrent prudents. Henri IV lui-même, désarmé par les libéralités du prince russe, ne parla plus de châtier un usurpateur. Isiaslaf ne rentra dans Kief qu'après la mort de son rival (1076.)

Quand il mourut lui-même (1078), son fils Sviatopolk ne lui succéda pas immédiatement. Il fallut d'abord que la série des fils du grand Iaroslaf fût épuisée. Un frère du défunt, Vsévolod, dont une fille épousa l'empereur d'Allemagne Henri IV, régna pendant quinze ans (1078-1093). En vertu du même principe, ce ne fut pas le fils de Vsévo-

lod, Vladimir Monomaque, qui succéda à celui-ci : la couronne étant dévolue à une nouvelle génération de princes, elle revenait au sang d'Isiaslaf; Vladimir Monomaque ne fit pas difficulté de reconnaître les droits de Sviatopolk Isiaslavitch : « Son père était plus âgé que le mien, disait-il, et a régné le premier dans Kief. » Et il quitta cette principauté où cependant il avait partagé le pouvoir avec son père et qu'il avait vaillamment défendue contre les barbares. Mais tout le monde n'était pas aussi respectueux pour le droit national que Vladimir Monomaque.

Sous le grand-prince Sviatopolk (1093-1113), deux guerres civiles terribles désolèrent la Russie : l'une au sujet de la principauté de Tchernigof, l'autre à propos de la Volynie et de la Russie Rouge. Sviatoslaf avait eu d'abord en partage Tchernigof, dont la principauté lointaine de Tmoutorakan et celles de Mourom et de Riazan, créées en plein pays finnois, n'étaient alors que des annexes. Isiaslaf et Vsévolod, grands-princes de Kief, avaient dépouillé les fils de leur frère, leur enlevant le riche territoire de Tchernigof, pour ne leur laisser que Tmoutorakan et les colonies finnoises. Ce même Vladimir Monomaque, que nous venons de voir si désintéressé, avait accepté la dépouille des orphelins. Ceux-ci n'étaient pas gens à se résigner, surtout Oleg Sviatoslavitch, leur aîné, un des princes les plus énergiques du onzième siècle. Il appela à son aide les redoutables Polovtsi et voua la Russie à d'affreux ravages. Vladimir Monomaque fut touché de ces malheurs : il écrivit une lettre émue à Oleg pour lui exprimer le regret qu'il éprouvait d'avoir accepté Tchernigof. Sous son inspiration, un congrès de princes russes se tient à Loubetch sur le Dniéper (1097) : assis sur le même tapis, les princes résolurent de mettre fin à des guerres civiles qui livraient le pays aux barbares. Oleg recouvra Tchernigof et s'engagea à s'unir au grand-prince de Kief et à Vladimir Monomaque contre les Polovtsi. Ce traité fut ratifié par le serment de chacun des princes qui, en *baisant la croix*, disait : « Que désormais les pays russes soient con-

sidérés comme notre patrie à tous et que celui qui osera s'armer contre son frère s'attende à devenir l'ennemi de tous les autres ! »

Dans la Volynie, le prince David était en lutte avec ses neveux Vassilko et Volodar. Le congrès de Loubetch avait partagé entre eux les territoires contestés. A peine le traité fut-il ratifié, que David se rendit auprès du grand-prince Sviatopolk et lui persuada que Vassilko en voulait à ses jours. Avec la légèreté habituelle aux hommes de ce temps, le grand-prince s'entendit avec David pour attirer Vassilko dans Kief, à l'occasion d'une fête religieuse. Là il fut chargé de chaînes et le grand-prince convoqua les boïars et les citoyens de Kief pour leur dénoncer les prétendus projets de Vassilko : « Prince, répondirent les boïars fort embarrassés, ta tranquillité nous est chère : Vassilko mérite la mort, s'il est vrai qu'il soit actuellement ton ennemi ; mais s'il est calomnié par David, Dieu vengera sur David le sang de l'innocent. » Alors le grand-prince livra Vassilko à son ennemi David et celui-ci lui fit arracher les yeux. Les autres descendants de Iaroslaf Ier furent indignés de ce crime. Vladimir Monomaque s'unit à Oleg de Tchernigof, son ancien ennemi ; ils marchèrent contre Sviatopolk. Le peuple et le clergé de Kief réussirent à empêcher une guerre civile entre le grand-prince et les confédérés de Loubetch. Sviatopolk dut désavouer David et jurer de s'unir aux vengeurs de Vassilko. David se défendit avec acharnement et appela successivement à son secours les Polonais, puis les Hongrois. A la fin un nouveau congrès se réunit à Vititchévo (1100), dont il ne reste plus aujourd'hui qu'un *gorodichtché* désert sur la rive gauche du Dniéper. David, en punition de son crime, fut dépouillé de sa principauté de Vladimir-en-Volynie et dut se contenter de quatre petites villes. Après le règlement de cette nouvelle affaire, Monomaque entraîna les autres princes contre les Polovtsi et infligea une sanglante défaite à ces nomades : dix-sept de leurs khans restèrent sur le champ de bataille. Un des khans, fait prisonnier, offrait une rançon à Monomaque : celui-ci montra combien il ressentait les malheurs

du peuple chrétien ; il refusa l'argent et fit couper en morceaux ce chef de brigands.

Quand Sviatopolk mourut, les Kiéviens déclarèrent unanimement qu'ils ne voulaient d'autre grand-prince que Vladimir Monomaque. Celui-ci se refusait à cet honneur, alléguant les droits qu'avaient au trône de Kief Oleg de Tchernigof et ses frères. Sur ces entrefaites, une sédition éclata dans la ville et le peuple pilla les Juifs, dont Sviatopolk avait fait l'instrument de ses exigences fiscales. Monomaque dut céder aux prières des citoyens. Pendant son règne (1113-1125), il eut de grands succès contre les Polovtsi, les Petchenègues, les Torques, les Tcherkesses et autres nomades. Il donna asile aux débris de la nation khazare qui bâtit sur l'Oster, non loin de Tchernigof, la ville de Bélovège, dont les ruines montrent aujourd'hui que ce peuple finnois, éminemment perfectible, civilisé d'ailleurs par les Grecs, était plus avancé dans les arts de la construction et de la fortification que les Russes eux-mêmes. Suivant une tradition, Monomaque aurait aussi fait la guerre à l'empereur Alexis Comnène; une armée russe aurait envahi la Thrace. C'est alors que l'évêque d'Éphèse, envoyé d'Alexis, aurait apporté à Kief des présents : entre autres une coupe de cornaline ayant appartenu à l'empereur romain Auguste, une couronne, un trône. Il est aujourd'hui certain que les objets conservés au musée de Moscou, sous le nom de *couronne* et de *trône de Monomaque*, n'ont jamais appartenu à Vladimir. C'est la politique des tsars de Moscou, descendants de ce prince, qui favorisa cette légende. Il leur importait que ces insignes de leur pouvoir remontassent jusqu'à leur ancêtre kiévien et que le Monomaque russe, petit-fils de l'empereur grec Constantin Monomaque, ait été solennellement couronné par l'évêque d'Éphèse comme souverain de la Russie.

Le grand-prince de Kief fit sentir son autorité dans les autres parties de la Russie. Un prince de Minsk, qui avait osé allumer une guerre civile, fut détrôné et mourut en captivité à Kief. Les Novgorodiens virent plusieurs de

leurs boïars retenus en otage ou exilés. Le prince de Vladimir-en-Volynie fut déposé et ses États donnés à un fils du grand-prince.

On a de Monomaque une curieuse *instruction* qu'il rédigea pour ses fils et où il leur donne de sages conseils qu'il appuie ordinairement d'exemples tirés de sa vie. « Ce n'est ni le jeûne, ni la solitude, ni la vie monastique qui vous procureront la vie éternelle, c'est la bienfaisance. N'oubliez point les pauvres, nourrissez-les. N'enfouissez pas vos richesses dans le sein de la terre : cela est contraire aux préceptes du christianisme[1]. Servez de père aux orphelins, jugez vous-mêmes les veuves.... Ne faites mettre à mort *ni innocent ni coupable*, car rien n'est plus sacré que la vie et l'âme d'un chrétien.... Aimez vos femmes, mais ne leur laissez aucun pouvoir sur vous. Lorsque vous aurez appris quelque chose d'utile, tâchez de le conserver dans votre mémoire et cherchez sans cesse à vous instruire. Sans être sorti de son palais, mon père parlait cinq langues, *chose que les étrangers admirent en nous*.... J'ai fait en tout quatre-vingt-trois campagnes, sans parler de celles qui ont une moindre importance. J'ai conclu dix-neuf traités de paix avec les Polovtsi, fait prisonniers au moins cent de leurs princes, auxquels j'ai rendu la liberté, et mis à mort plus de deux cents en les précipitant dans les rivières. Personne ne voyageait plus rapidement que moi : en partant de grand matin de Tchernigof, j'arrivais à Kief avant les vêpres. Quelquefois, au milieu des plus épaisses forêts, j'attrapais moi-même des chevaux sauvages et je les attachais ensemble de mes propres mains. Que de fois je fus renversé par les buffles, frappé du bois des cerfs, foulé aux pieds par les élans! un sanglier furieux m'arracha mon épée de ma ceinture; ma selle fut déchirée par un ours qui renversa mon coursier sous moi.

1. Enfouir des richesses dans la terre est une coutume que l'empereur grec Maurice reproche déjà aux Slaves de son temps, et qui s'est conservée jusqu'à ce jour chez les paysans russes. Souvent, le père de famille meurt avant d'avoir révélé la cachette à ses enfants. Les trouvailles sont fréquentes en Russie.

Que de chutes de cheval n'ai-je pas faites dans ma jeunesse où, sans songer aux dangers auxquels je m'exposais, je me brisais la tête, je me blessais aux bras et aux jambes! mais le Seigneur veillait sur moi! » Vladimir compléta l'établissement de la race slave en Sousdalie et fonda sur la Kliazma une ville qui porta son nom et qui devait être appelée à un grand rôle. Tel était au commencement du douzième siècle, vers l'époque où Louis VI guerroyait contre les barons de l'Ile-de-France, l'idéal d'un grand-prince de Russie.

### Guerres entre les héritiers de Vladimir Monomaque : chute de Kief.

Des fils de Vladimir Monomaque, l'un, Georges Dolgorouki, devint la souche des princes de Sousdalie et de Moscou, l'autre, Mstislaf, la souche des princes de Kief et de Gallicie. Ces deux branches furent souvent ennemies et c'est surtout leur rivalité qui porta le dernier coup à la prospérité de Kief. Lorsque Isiaslaf, fils de Mstislaf (1146-1154), fut appelé au trône par les habitants de la capitale, son oncle, Georges Dolgorouki, prince de Sousdal, fit valoir ses droits comme *aîné* de la famille. Kief, qui avait déjà été plusieurs fois prise et reprise dans la rivalité des *Olgovitchs* (descendants d'Oleg de Tchernigof) et des *Vladimirovitchs* (descendants de Vladimir Monomaque), allait être disputée de nouveau entre les membres de cette dernière branche, entre le neveu et l'oncle. C'était presque une guerre entre l'ancienne Russie et la nouvelle, celle du Dniéper et celle du Volga. Les princes de Sousdalie, retirés dans les forêts du nord-est, fondant leur domination sur les débris des races finnoises, allaient devenir de plus en plus étrangers à la Russie kiévienne. S'ils convoitaient encore la « mère des villes russes » parce que le titre de grand-prince y était attaché, ils commençaient à ne plus avoir pour elle autant de vénération, ni de ménagements que les autres princes.

Georges Dolgorouki trouva un allié contre Isiaslaf dans

un des Olgovitchs, Sviatoslaf, qui voulait venger son frère Igor détrôné et retenu prisonnier dans Kief par le nouveau grand-prince. Les Kiéviens hésitaient à soutenir le souverain qu'ils s'étaient donné : sans doute ils haïssaient les Olgovitchs, mais, dans leur attachement pour le sang de Monomaque, ils avaient un égal respect pour le petit-fils et pour le fils de ce prince. « Nous sommes prêts, disaient-ils à Isiaslaf, nous et nos enfants, à faire la guerre aux fils d'Oleg; mais Georges est ton oncle. Oserons-nous, prince, lever le glaive contre le fils de Monomaque? » Après une guerre assez longue, on en vint à une action décisive. Au combat de Péréiaslavl, Isiaslaf fut complétement battu et se réfugia, lui troisième, dans Kief. Les habitants, qui avaient perdu beaucoup de monde dans cette guerre, déclarèrent ne pas pouvoir soutenir un siége. Le grand-prince abandonna donc sa capitale à Georges Dolgorouki et se retira à Vladimir-en-Volynie, où il demanda des secours au roi de Hongrie, son beau-frère, et aux rois de Pologne et de Bohême. Avec ces renforts, il rentra par surprise dans Kief et même manqua d'y faire prisonnier son ennemi. Comprenant que le droit national était contre lui, il imagina d'opposer *aîné* à *aîné*, et contre son oncle Georges il se déclara le partisan d'un autre fils de Monomaque, le vieux Viatcheslaf, prince de Tourof. Celui-ci fut proclamé grand-prince de Kief (1150-1154), déclara adopter son neveu Isiaslaf et donna des fêtes magnifiques aux Russes et aux Hongrois. Georges étant revenu à la charge fut battu sous les murs de Kief : chacun des deux princes avait pris des barbares à sa solde, Georges, les Polovtsi, et Isiaslaf, les *Bonnets noirs*, c'est-à-dire des Torques, des Petchenègues, des Bérendiens.

L'obstiné prince de Sousdalie ne se laissa pas décourager par cet échec. Vainement le vieux Viatcheslaf, qui ne désirait que la paix et sa tranquillité, lui adressait des lettres suppliantes, invoquant son droit d'*aînesse*. « J'avais déjà de la barbe au menton quand tu es venu au monde, » lui disait-il. Georges se montra intraitable et se dirigea sur la Gallicie pour y opérer sa jonction avec son allié

Vladimirko, prince de Galitch. Ce Vladimirko avait violé le serment de paix qu'il avait prêté, en *baisant la croix*. Comme on lui en faisait des reproches : « Elle était si petite ! » répondit-il en se moquant. Pour prévenir cette jonction dangereuse, Isiaslaf, sans même attendre l'arrivée des Hongrois qu'on lui annonçait, se mit à la poursuite de Georges et l'atteignit sur les bords du Rout, petit affluent du Dniéper. Après une bataille acharnée, où lui-même fut blessé et renversé de cheval, il infligea aux Sousdaliens et aux Polovtsi une défaite complète (1151). Il survécut seulement trois ans à sa victoire. Après sa mort et celle de Viatcheslaf, Kief passa quelque temps de mains en mains Georges finit par atteindre l'objet suprême de ses vœux ; il fit son entrée dans la capitale en 1155 et, au moment où une ligue se formait pour l'en chasser, il eut du moins la consolation de mourir grand-prince de Kief (1157). « Je te remercie, grand Dieu, s'écria un des confédérés en apprenant cette nouvelle, de nous avoir épargné par la mort subite de notre ennemi l'obligation de verser son sang ! »

Les confédérés entrèrent dans la ville. L'un d'eux prit le titre de grand-prince, les autres se partagèrent les territoires. Dès lors, il n'y eut plus à proprement parler de grande-principauté, et, en face de la puissance croissante de la Sousdalie, Kief cessa d'être la capitale de la Russie. Un dernier désastre lui était réservé.

En 1169, André Bogolioubski, fils de Georges Dolgorouki et prince de Sousdalie, mécontent de Mstislaf, souverain de Kief, forma contre lui une coalition de onze princes. Il chargea son fils Mstislaf et son voiévode Boris de conduire contre Kief une immense armée de Rostoviens, de Vladimiriens, de Sousdaliens. Cette fois la Russie des forêts écrasa la Russie de la steppe. Après trois jours de siége, Kief fut enlevée d'assaut. « Cette mère des villes russes, dit Karamsine, avait plusieurs fois été assiégée et opprimée ; elle avait quelquefois ouvert sa Porte d'Or à ses ennemis ; mais jamais encore personne n'y était entré de force. A leur honte éternelle, les vainqueurs oublièrent qu'ils étaient Russes ! Pendant trois jours, non-seulement les maisons,

mais encore les monastères, les églises, et jusqu'aux temples de Sainte-Sophie et de la Dîme furent livrés au pillage : ils en enlevèrent les précieuses images, les ornements sacerdotaux, les livres et les cloches. »

A partir de ce moment, le sort de la capitale de saint Vladimir, pillée et déshonorée par ses descendants, cesse d'être pour la Russie d'un intérêt général. Comme les autres parties de la Slavie, elle a ses princes, mais les chefs des familles princières à Smolensk, à Tchernigof, à Galitch vont prendre le titre, autrefois unique, de grands-princes. Le centre de la Russie s'est déplacé. Il est maintenant dans le bassin du Volga, dans la Sousdalie. Plusieurs causes achevèrent de rendre irrémédiable le désastre de 1169. Les luttes civiles, décidément endémiques dans cette partie de la Russie, surtout la multitude et la puissance toujours croissantes des hordes nomades, rendirent les bords du Dniéper inhabitables. En 1203, Kief fut encore saccagée par les Polovtsi, que les Olgovitchs de Tchernigof avaient pris à leur solde. Sur ce sol, sans cesse visité par la guerre et l'invasion, il était impossible qu'il se fondât un ordre de choses durable; il était impossible qu'un système de gouvernement régulier s'y établît, que la civilisation pût s'y maintenir et s'y développer. Moins richement douée par la nature, moins civilisée, la Russie des forêts était du moins plus tranquille. C'est là que se forma une grande-principauté, appelée à de hautes destinées, mais que malheureusement les steppes du sud, en proie aux nomades, allaient séparer pour trois siècles de la mer Noire, c'est-à-dire de la civilisation byzantine et occidentale.

# CHAPITRE VII.

## LA RUSSIE APRÈS LA CHUTE DE KIEF. PUISSANCE DE LA SOUSDALIE ET DE LA GALLICIE (1169-1224).

André Bogolioubski de Sousdalie (1157-1174) et le premier essai d'autocratie. — Georges II (1212-1238) : guerres contre Novgorod, bataille de Lipetsk (1216), fondation de Nijni-Novgorod (1220). — Roman (1188-1205) et son fils Daniel (1205-1264) en Gallicie.

### André Bogolioubski de Sousdalie (1157-1174) et le premier essai d'autocratie.

Après la chute de la grande-principauté de Kief, la Russie cesse d'avoir un centre autour duquel elle gravite tout entière. La vie semble s'être retirée à ses extrémités, et, pendant les cinquante-quatre ans qui précèdent l'apparition des Mongols, tout l'intérêt de l'histoire russe se concentre sur la principauté de Sousdalie, sur celle de Gallicie et sur les deux républiques de Novgorod et de Pskof.

Le fondateur de la principauté de Sousdalie avait été Georges Dolgorouki, mais nous le voyons dépenser toute son énergie à s'assurer le trône de Kief. Son fils André Bogolioubski est au contraire un véritable prince sousdalien. C'est de lui que procèdent les tsars de Moscou; avec lui apparaît dans l'histoire russe un type tout nouveau de prince. Ce n'est plus le *kniaz* chevaleresque, léger, insouciant, en proie tour à tour aux passions les plus opposées, le *kniaz* bon vivant du joyeux pays de Kief; c'est un souverain politique, ambitieux, d'humeur inquiète et impérieuse, marchant à son but sans scrupule et sans pitié. André avait pris en aversion les turbulentes cités du Dniéper, où l'assemblée des citoyens tenait parfois en échec

le pouvoir du prince. Dans la sévère Sousdalie du moins, il se trouvait au milieu de colons appelés par le prince et qui ne songeaient point à contester son autorité ; il régnait sur des villes qui pour la plupart devaient leur existence à ses ancêtres ou à lui-même. Du vivant de son père Georges, il avait quitté le Dniéper et sa résidence de Vychégorod, emportant avec lui une image grecque de la Mère de Dieu, s'était établi sur la Kliazma, y avait agrandi et fortifié Vladimir, puis fondé une bourgade qu'il appela Bogoulioubovo.

Lorsqu'à la mort de Georges, la grande-principauté de Kief devint vacante, il laissa les princes du sud se la disputer les armes à la main. Il ne voulut d'abord se mêler de leurs querelles que pour faire reconnaître son autorité, non pas à Kief, mais à Novgorod la Grande, que des liens d'intérêt plus étroits rattachaient à la Sousdalie. Il établit comme son lieutenant dans Novgorod un de ses neveux. Une glorieuse campagne contre les Bulgares du Volga accrut sa réputation en Russie. Il méritait plus que personne d'être grand-prince de Kief : nous avons vu qu'il aima mieux la faire saccager, et qu'il préféra un butin sacrilége au trône de Monomaque.

Après avoir détruit la splendeur et la puissance de Kief, guidé par ce sûr instinct qui poussa plus tard contre Novgorod Ivan le Grand et Ivan le Terrible, il voulut assujettir la grande république à une dépendance plus étroite « La chute de Kief, dit Karamsine, semblait présager la perte de la liberté novgorodienne : c'était la même armée et c'était le même prince (Mstislaf, fils d'André) qui la commandait. Mais les Kiéviens accoutumés à changer de maîtres, à sacrifier les vaincus aux vainqueurs, combattaient uniquement pour l'honneur de leurs princes ; tandis que les Novgorodiens allaient verser leur sang pour la défense de leurs droits et des institutions établies par leurs ancêtres. » Mstislaf, auquel avaient dû se joindre les princes de Smolensk, de Riazan, de Mourom et de Polotsk, mit à feu et à sang les campagnes de la république et acheva d'exaspérer ces courageux citoyens. Quand on en vint aux mains sous

les murs de la ville, les Novgorodiens, pour s'exciter à bien combattre, se rappelèrent les uns aux autres le pillage et les sacrilèges dont leurs adversaires venaient de souiller la sainte cité de Kief. Tous jurèrent de mourir pour Sainte-Sophie de Novgorod : leur archevêque Jean prit l'image de la Mère de Dieu et la promena en grande pompe autour des murailles. On raconta qu'une flèche lancée par un soldat sousdalien ayant frappé l'image de la Vierge, sa face se tourna du côté de la ville, inondant de larmes miraculeuses les vêtements de l'archevêque. C'est alors qu'une panique se serait emparée des assiégeants. La victoire des Novgorodiens fut complète : ils passèrent au fil de l'épée une multitude d'ennemis, et firent tant de prisonniers que, suivant l'expression méprisante de leur chroniqueur, « on donnait dix Sousdaliens pour une *grivna* (1170). » La dépendance où ils étaient de la Sousdalie pour ses blés, les amena peu de temps après à conclure la paix. Ils n'abandonnèrent aucun des droits de la république, mais, « de leur plein gré, » suivant l'expression consacrée, ils acceptèrent le prince que leur désigna le souverain de Sousdalie.

André, vers ce temps, perdit son fils, son héritier Mstislaf. La certitude de travailler maintenant pour des collatéraux ne lui ôta rien de son ambition, ni de son arrogance. Les princes de Smolensk, Rourik, David et Mstislaf le Brave, ne purent supporter ses façons despotiques, et, malgré ses menaces, s'emparèrent de Kief. Les Olgovitchs de Tchernigof, heureux de voir s'allumer la discorde entre les descendants de Monomaque, excitèrent André à venger cette injure. Alors il dépêcha aux princes de Smolensk un de ses hérauts pour leur dire : « Vous êtes des rebelles, la principauté de Kief m'appartient. J'ordonne à Rourik de retourner dans son patrimoine de Smolensk, et à David de se retirer à Berlad. Je ne puis supporter plus longtemps en Russie, ni sa présence, ni celle de Mstislaf, le plus coupable de vous. »

Mstislaf le Brave, disent les chroniques, « n'avait d'autre crainte que celle de Dieu. » Quand il reçut le

message d'André, il fit raser la barbe et les cheveux du messager : « Va, lui dit-il, retrouver ton prince et répète lui ces paroles : Jusqu'ici nous avons bien voulu te respecter comme un père ; mais puisque tu ne rougis pas de nous traiter comme tes vassaux et des gens du commun, puisque tu as oublié que tu parlais à des princes, nous rions de tes menaces. Exécute-les, nous en appelons au jugement de Dieu. » Le jugement de Dieu fut une rencontre sous les murs de Vychégorod, que plus de vingt princes, alliés ou vassaux d'André de Sousdal, vinrent assiéger. Mstislaf réussit à jeter la division dans les assaillants et compléta leur défaite par une sortie victorieuse (1173).

Lorsque André était venu s'établir dans le pays de Sousdal, c'étaient les habitants eux-mêmes qui l'avaient élu pour leur prince à l'exclusion de tout autre membre de la famille. Mais cet ennemi des libertés municipales n'entendait établir sa résidence ni à Rostof, ni à Sousdal, les deux vieilles cités de la Sousdalie, qui elles aussi avaient leurs assemblées de citoyens, leurs *vetché*. Dès le début, il avait conçu le dessein d'élever au-dessus d'elles une ville nouvelle, Vladimir-sur-Kliazma, que Rostof et Sousdal considéraient jusqu'alors comme un simple bourg de leur obéissance. Pour donner à cette résolution un prétexte plausible, il avait fait déployer sa tente à dix verstes de Vladimir, sur la route de Sousdal, et s'y était installé avec son image miraculeuse de la Vierge, qui venait de Constantinople et qui était, assurait-on, l'œuvre de saint Luc. Le lendemain, il annonça que la Mère de Dieu lui était apparue en songe et lui avait ordonné de placer son image non à Rostof, mais à Vladimir. En outre, il devait, sur le lieu de cette apparition, élever une église et un monastère à la Vierge : ce fut l'origine du village de Bogolioubovo. André préférait Vladimir aux vieilles cités, mais c'était surtout dans sa villa de Bogolioubovo qu'il aimait à résider. Cependant il essaya de faire de Vladimir une nouvelle Kief, comme Kief elle-même était une nouvelle Byzance. On retrouvait à Vladimir une Porte d'Or, une église dite de la Dîme consacrée à la Vierge, et de nombreux monastères

qu'André y éleva avec le concours d'artistes appelés de l'Occident.

André recherchait l'amitié des prêtres, dans lesquels il pressentait une des grandes forces de l'avenir. Il vivait en prince pieux, se relevant parfois la nuit pour aller brûler des cierges dans les églises et distribuait en public d'abondantes aumônes. Après une victoire sur les Bulgares du Volga, il obtint du patriarche de Constantinople l'établissement d'une fête commémorative : or, le même jour où André triomphait des Bulgares, grâce à l'image de la Vierge, l'empereur Manuel avait battu les Sarrasins, grâce à la vraie croix et à l'image du Christ représentée sur son étendard. Un même anniversaire célébra ces deux victoires de l'orthodoxie : Vladimir se mit à l'unisson de Byzance. André aurait voulu aussi ériger Vladimir en ville métropolitaine : en même temps qu'il dépouillait Kief de la grande-principauté, il l'aurait dépouillée de la suprématie religieuse en Russie, et fait passer à sa nouvelle cité la puissance spirituelle comme la puissance temporelle. Le patriarche cette fois refusa; cette tentative d'André devait être reprise un jour par les grands-princes de Moscou.

Ce qui montre surtout dans ce prince un homme supérieur à son siècle, guidé par un sûr pressentiment de l'avenir, qui de l'idée des apanages s'élevait déjà à l'idée moderne de l'État, c'est qu'il refusa de partager les domaines paternels avec ses frères ou ses neveux. Malgré les dispositions du testament de Georges, il expulsa de la Sousdalie ses trois frères, qui se retirèrent, avec leur mère, une princesse grecque, à la cour de l'empereur Manuel. Il paraît que cette mesure lui fut conseillée par les hommes du pays de Sousdal. Les sujets auraient donc eu les mêmes instincts d'unité que le prince. S'il rompait avec la coutume patriarcale des partages, voulant régner seul dans Vladimir, il rompit également avec la tradition varègue de la *droujina ;* il traita ses hommes, ses boïars, non en compagnons, mais en sujets. Ceux qui refusèrent de plier sous sa volonté durent quitter le pays. On peut dire qu'André Bogolioubski fut trois cents ans à l'avance

le créateur de l'autocratie. Dès le douzième siècle il indique tout ce que devront faire au quinzième et au seizième siècle les grands-princes de Moscou pour arriver au pouvoir absolu. Sa défiance des libertés municipales, son despotisme avec les boïars, ses efforts pour supprimer les apanages, son orgueil avec les autres princes russes, ses tentatives contre l'indépendance de Novgorod, son alliance avec le clergé et son projet de transporter dans le bassin de l'Oka la métropole religieuse de toutes les Russies, sont l'indication d'un programme politique que dix générations de princes ne suffiront pas à remplir. Les temps n'étaient pas encore venus ; André n'avait pas encore assez de puissance, ni la Sousdalie assez de ressources pour subjuguer le reste de la Russie. André réussit contre Kief, mais il éprouva un double échec contre Novgorod la Grande, contre Mstislaf le Brave et les princes du sud. Son despotisme lui fit de terribles ennemis. Ses boïars, qu'il voulait réduire à l'obéissance, l'assassinèrent dans sa résidence favorite de Bogolioubovo (1174).

**Georges II (1212-1238) : guerres contre Novgorod, bataille de Lipetsk (1216) ; fondation de Nijni-Novgorod (1220).**

La mort de cet homme remarquable fut suivie de grands troubles. Le bas peuple assaillit les maisons des riches et des magistrats, les livra au pillage et commit tant de meurtres que le clergé fut obligé, pour rétablir le calme, de promener processionnellement les saintes images. Ce qui montre combien la tentative autocratique d'André était prématurée, c'est que ses meurtriers restèrent impunis. Sa succession fut disputée entre son fils, ses neveux et ses frères, Michel et Vsévolod, revenus de Grèce. Les neveux étaient soutenus par les vieilles cités de Rostof et Sousdal, animées d'une haine violente contre cette cité parvenue de Vladimir, qui leur avait enlevé le titre de capitales et qui soutenait la cause de Michel et Vsévolod. « Les Vladimiriens, disaient les Rostoviens, sont nos esclaves, nos ma-

çons; allons brûler leur ville, nous y établirons de nouveau un gouverneur à nous. » Les Vladimiriens eurent l'avantage dans une première guerre et firent reconnaître, comme grand-prince de Sousdalie, l'aîné des frères d'André, Michel. A la mort de celui-ci, les Rostoviens refusèrent de reconnaître l'autre frère, Vsévolod, surnommé le *Grand-Nid* à cause de sa nombreuse postérité. Ils résistèrent à toute proposition d'accommodement, déclarant que « leurs armes seules leur feraient justice de la vile populace de Vladimir. » Ce fut au contraire la vile populace de Vladimir qui ramena enchaînés les boïars de Rostof. Les deux vieilles cités durent se soumettre: Vladimir resta capitale de la Sousdalie. Vsévolod (1176-1212) acheva de s'affermir en battant les princes de Riazan et de Tchernigof. Il étendit son influence jusque dans la lointaine Gallicie et contracta des alliances matrimoniales avec les princes de Kief et de Smolensk. Il amena les Novgorodiens à lui demander un de ses fils pour prince : « Seigneur et grand prince, lui dirent les envoyés de la république, notre pays est votre patrimoine : nous vous prions de nous accorder pour nous gouverner le petit-fils de Georges Dolgorouki, arrière-petit-fils de Monomaque. » Les princes de Riazan s'étant attiré sa disgrâce, il réunit leurs États à sa principauté; Riazan s'étant révoltée, il la réduisit en cendres et en transporta les habitants dans les solitudes de la Sousdalie. Ce prince, à qui l'on a donné aussi le surnom de *grand*, montra la prudence, l'esprit d'épargne, la constance et la fermeté dans les desseins, qui caractérisent les princes de la Russie des forêts.

A sa mort (1212) les troubles recommencèrent. Mécontent de son fils aîné Constantin, prince de Novgorod, Vsévolod avait donné la grande-principauté de Vladimir à son second fils Georges II. Constantin avait dû se contenter de Rostof; un troisième frère, Iaroslaf, prince de Péréiaslavl-Zaliésski, avait été appelé à Novgorod.

Iaroslaf se brouilla avec ses turbulents sujets, quitta leur ville, s'installa à Torjok, une cité de leur territoire, et se mit à arrêter au passage les boïars et les marchands

de Novgorod ; interceptant leurs communications avec le Volga, il empêcha les arrivages de blé et affama la grande république. Les Novgorodiens en étaient déjà réduits à manger l'écorce des sapins, la mousse, les feuilles de tilleul. Les cadavres des malheureux encombraient les routes et les chiens les dévoraient. Iaroslaf se montra implacable : il persista à se maintenir à Torjok, refusant de retourner à Novgorod, arrêtant les ambassadeurs qu'on lui dépêchait. Il traitait Novgorod comme son père avait traité Rostof et Sousdal. Mais un secours arriva aux citoyens désespérés : un prince de Smoslenk, Mstislaf le Téméraire, fils de Mstislaf le Brave. « Torjok ne s'élèvera pas au-dessus de Novgorod ! s'écria-t-il ; je délivrerai vos terres et vos citoyens, ou j'y laisserai ma tête. » Mstislaf, devenu prince de Novgorod, vit bien que le grand-prince de Vladimir soutiendrait son frère; alors, contre le grand-prince, il se chercha un allié dans Constantin de Rostof, mécontent de son héritage. La querelle novgorodienne devint une guerre générale; Mstislaf trouva moyen d'en transporter le théâtre dans la Sousdalie même. Avant la bataille, *le Téméraire* essaya d'amener un accommodement entre les deux princes de Vladimir et de Rostof. Mais Georges répondit : « Si notre père n'a pu m'accorder avec Constantin, est-ce donc à Mstislaf qu'il appartient de nous juger? Que Constantin soit victorieux et tout sera à lui. » Cette guerre où les trois fils du *Grand-Nid* s'armaient les uns contre les autres avait tout l'acharnement d'une guerre de frères. Avant la bataille, Georges et Iaroslaf avaient donné l'ordre formel de n'épargner personne dans le combat, de tuer « ceux mêmes qui porteraient des broderies d'or sur l'épaule, » c'est-à-dire les princes de leur sang. Déjà ils se partageaient d'avance la Russie. Mais les troupes de Novgorod, de Pskof, de Smolensk assaillirent avec un tel acharnement celles de Sousdalie et de Mourom que celles-ci durent plier. Ce furent les soldats de Mstislaf qui à leur tour ne firent point de quartier. Ils tuèrent neuf mille hommes et ne conservèrent que soixante prisonniers. Georges, jetant ses habits de prince, creva trois

chevaux sous lui et sur le quatrième arriva tout éperdu à Vladimir. (Bataille de Lipetsk, près de Péréiaslavl-Zaliésski, 1215.) Constantin devint alors grand-prince de Vladimir et accorda Sousdal à son frère Georges : Iaroslaf dut renoncer à Novgorod et rendre les citoyens prisonniers.

A la mort de Constantin (1217), Georges remonte sur le trône de Vladimir. Sous son règne, on continua les expéditions contre les Bulgares du Volga et contre les Mordves. Ces expéditions avaient lieu à la fois par eau et par terre : l'infanterie descendait l'Oka et le Volga dans des barques, la cavalerie suivait sur le rivage. On assaillait, on brûlait les citadelles de bois élevées par les Bulgares, on en détruisait la population.

Dans une expédition conduite le long du Volga par le grand-prince Georges en personne, celui-ci remarqua sur la rive droite du Volga, près de son confluent avec l'Oka, une haute colline. C'est là qu'au milieu des peuplades mordves, il jeta les fondations de Nijni-Novgorod (vers 1220). Une tradition mordve raconte à sa manière cet important événement : « Le prince des Russes naviguait sur le Volga; sur la montagne, il aperçut la Mordva, en souquenille blanche, qui adorait son dieu, et il dit à ses guerriers : Quel est donc ce blanc bouleau qui se secoue et s'agite là-haut et qui sur la terre nourricière s'incline vers l'Orient? Il envoya des gens regarder de plus près; ils revinrent et lui dirent : Ce n'est pas un bouleau qui se secoue et s'agite; c'est la Mordva qui adore son dieu. Dans des seaux ils ont une bière délicieuse; à des bâtons pendent des galettes d'œufs; dans des chaudrons leurs prêtres font cuire de la viande. Les anciens de la Mordva, apprenant l'arrivée du prince russe, envoyèrent des jeunes gens lui porter de la bière et de la viande. Mais en chemin les jeunes gens mangèrent la viande et burent la bière et au prince russe ils n'apportèrent que de la terre et de l'eau. Le prince se réjouit de ce présent, qu'il considéra comme une marque de soumission de la Mordva. Il continua à descendre le Volga : lorsqu'il jetait sur la rive une poignée

de cette terre, il y naissait une ville; lorsqu'il jetait une pincée de cette terre, il y naissait un bourg. C'est ainsi que la terre des Mordves fut soumise aux Russes. »

### Roman (1188-1205) et son fils Daniel (1205-1264) en Gallicie.

La Gallicie offrait un contraste remarquable avec la Sousdalie. Peuplée de Khorvates ou Croates Blancs, elle avait conservé, malgré sa conquête par les princes varègues, un caractère purement slave. Le prince, dit M. Kostomarof, y était prince suivant les vieilles idées slaves. Il était élu par l'assemblée des hommes du pays, il en dépendait.

L'assemblée elle-même était sous la main des riches et des puissants du pays, les boïars. Sous l'influence des idées hongroises et polonaises, les boïars s'étaient élevés au-dessus de la masse du peuple et formaient une puissante aristocratie qui était la vraie maîtresse du pays. Lorsque Iaroslaf Osmomysl, glorifié par la *Chanson d'Igor*, négligea sa femme légitime Olga pour se livrer à sa maîtresse Anastasie, les grands se soulevèrent, brûlèrent vive Anastasie, obligèrent le prince à éloigner son fils illégitime et à reconnaître comme héritier son fils légitime Vladimir.

Celui-ci, devenu prince, ne tarda pas à s'attirer leur inimitié. On l'accusait de s'adonner à la débauche et à l'ivrognerie, de mépriser les conseils des sages, de déshonorer les filles et les femmes des nobles, d'avoir épousé en secondes noces la femme d'un prêtre. Il n'en fallait pas tant pour épuiser la patience des Galliciens : ils sommèrent Vladimir de leur livrer cette femme pour qu'elle fût punie. Vladimir prit peur et s'enfuit en Hongrie avec sa famille et ses trésors. C'était tout ce que voulaient les boïars : ils offrirent alors le trône à Roman, prince de Volynie (1188). Mais Béla, roi de Hongrie, ramena le prince fugitif avec une armée et entra dans Galitch. Là il changea tout à coup d'idée, se prit à convoiter ce beau pays, riche en salines

et en minéraux. Il jeta en prison son protégé Vladimir et proclama son propre fils André. Le joug hongrois parut naturellement plus pesant aux Galliciens que l'autorité de leurs princes débonnaires. Ils chassèrent les étrangers, rappelèrent Vladimir qui avait trouvé moyen de s'évader et s'était réfugié auprès de l'empereur d'Allemagne Frédéric Barberousse.

Quand Vladimir mourut, Roman de Volynie résolut de rentrer à tout prix dans Galitch. Son rival avait autrefois appelé les Hongrois; il s'adressa aux Polonais, et, avec une armée auxiliaire que lui prêta Casimir le Juste, il reconquit la Gallicie. Les turbulents boïars trouvèrent enfin leur maître.

Roman tenait cette fois sa couronne non de l'élection, mais de la conquête. Il résolut de dompter cette fière aristocratie. L'évêque polonais Kadloubek, écrivain contemporain, qui d'ailleurs sympathisait avec les oligarques, fait un tableau effrayant des vengeances qu'exerça Roman contre ses ennemis. Il les faisait écarteler, enterrer vifs, cribler de flèches, livrer à des supplices raffinés. Il promit de pardonner à ceux qui s'étaient enfuis; mais quand ils revinrent, il les accusa de conspiration et les fit périr pour s'emparer de leurs biens : « Pour manger tranquillement un rayon de miel, disait-il cyniquement, il fallait écraser les abeilles. » Les chroniqueurs russes, au contraire, font son éloge. C'était un autre Monomaque, un héros invincible et redoutable qui « marchait dans les voies de Dieu, exterminait les païens, se ruait comme un lion sur les infidèles, furieux comme un loup-cervier, destructeur comme un crocodile, fondant sur sa proie comme un aigle. » Plus d'une fois, il vainquit les peuplades lithuaniennes et les Polovtsi; dans les guerres civiles de la Russie, il fut également victorieux et donna à l'un de ses parents le trône de Kief. Il attira l'attention du grand pape Innocent III qui lui envoya des missionnaires pour le convertir à la foi catholique, promettant de faire de lui un grand roi par l'épée de saint Pierre. Tirant sa propre épée, Roman répondit fièrement aux envoyés d'Innocent : « Le pape en

a-t-il une semblable? Tant que je la porterai à mon côté, je n'aurai besoin de celle de personne. » En 1205, comme il était engagé dans une guerre avec la Pologne, il s'aventura imprudemment loin de son armée sur les bords de la Vistule et périt dans un combat inégal. Le souvenir de ses exploits se conserva longtemps en Russie et la chronique de Volynie lui décerne le surnom de *grand* et d'*autocrate de toute la Russie.* Un historien de Lithuanie raconte qu'après ses victoires sur les barbares habitants de ce pays, il faisait attacher les prisonniers à la charrue. De là ce dicton populaire : « Tu es terrible, Roman; les Lithuaniens pour toi sont des bœufs de labour. » Roman de Volynie est un digne contemporain de l'*autocrate* du nord-est, André de Sousdalie.

Roman laissait deux fils en bas âge. L'aîné, Daniel, fut reconnu prince de Gallicie (1205-1264). Mais ce n'est pas dans un pays aussi turbulent, aussi déchiré par les factions, qu'un enfant pouvait régner sous la tutelle d'une femme. La Russie Rouge fut en proie à une série de guerres civiles, compliquées d'interventions hongroises et polonaises. La férocité que les Galliciens déployèrent dans ces luttes intestines leur a valu dans les chroniques kiéviennes le surnom d'*athées*. Des princes du sang de saint Vladimir furent torturés et pendus par les boïars. Daniel fut replacé sur le trône, puis chassé, puis rappelé de nouveau. Son enfance fut le jouet d'intrigants factieux. Mstislaf le Téméraire vint chercher aussi aventure de ce côté : il chassa les Hongrois de Galitch, prit le titre de prince et fit épouser sa fille à Daniel. Tous deux furent ensuite obligés de tourner leurs armes contre les Polonais; Daniel, dont le caractère avait été trempé dans de si rudes épreuves, déploya dans ces campagnes une bravoure et une énergie remarquables. Contre les ennemis de l'Occident, les Hongrois et les Polonais tantôt rivaux, tantôt alliés, il fallut invoquer les ennemis de l'Est, les Polovtsi. A la mort du *Téméraire* (1228), Daniel, qui cinq ans auparavant avait pris part à la bataille de la Kalka contre les Tatars, devint enfin prince de Gallicie. Contre les boïars

dont la turbulence avait causé la ruine du pays, il reprit la politique salutaire de son père Roman, mais sans déployer les mêmes rigueurs.

La grande invasion mongole le chassa encore une fois de la Gallicie qu'elle couvrit de ruines. Daniel, qui avait dû fuir en Hongrie, fit tous ses efforts pour relever ce malheureux pays. Pour combler les vides que les Mongols avaient faits dans la population, il y appela des Allemands, des Arméniens, des Juifs, qu'il combla de priviléges. La conséquence économique de cette mesure fut un développement rapide du commerce et de l'industrie; la conséquence ethnographique fut l'introduction en Gallicie d'un élément juif, très-tenace et très-résistant, mais étranger à la nationalité dominante et qui forma comme un peuple à part au milieu du peuple russe. Daniel fut l'un des derniers princes russes qui firent leur soumission à la Horde : « Tu as bien fait de venir enfin! » lui dit le khan des Mongols : Baty le traita avec distinction, le dispensa des humiliations ordinaires, et, voyant que le lait fermenté que buvaient les Tatars n'était pas de son goût, lui fit donner une coupe de vin. Cependant Daniel ne supportait qu'avec peine le joug de ces barbares.

Se sentant isolé au milieu de l'abaissement général du monde orthodoxe, le prince de Gallicie se tourna vers Rome, promit de faire ses efforts pour la réunion des deux Eglises et de joindre son contingent à la croisade que l'on prêchait en Europe contre les Mongols. Innocent IV l'appela son cher fils, lui accorda le titre de roi, lui envoya la couronne et le sceptre. Daniel fut solennellement couronné à Droguitchine par l'abbé de Messine, légat du pape (1254). La croisade contre les Asiatiques, la réconciliation des deux Églises échouèrent également. Daniel brava les reproches et les menaces d'Alexandre IV, mais conserva le titre de roi. Il se mêla aux guerres européennes et remporta de grands succès. « Les Hongrois, dit un chroniqueur, admiraient l'ordre qui régnait parmi ses troupes, leurs armes tatares, la magnificence du prince, son habit grec brodé d'or, son sabre et ses flèches, sa selle enrichie de

pierreries et de métaux précieux, richement ciselés. » Encouragé par les Hongrois et les Polonais, il essaya de secouer le joug des Mongols et les chassa de quelques places; bientôt, devant des forces supérieures, il fut obligé de s'humilier et de démanteler ses forteresses. Nul prince n'eût été plus digne d'affranchir la Russie méridionale; son activité et ses talents échouèrent contre la fatalité des circonstances. Il termina en 1266 une des carrières les plus agitées dont les annales russes nous conservent la mémoire. Les guerres civiles dans sa jeunesse, l'invasion tatare dans son âge mûr, les négociations et les guerres avec l'Europe occidentale, ne lui laissèrent jamais de repos. Après lui la Gallicie russe passa à divers princes de sa famille; au quatorzième siècle elle fut englobée dans le royaume de Pologne. Elle était perdue pour la Russie.

---

## CHAPITRE VIII.

### LES RÉPUBLIQUES RUSSES : NOVGOROD, PSKOF ET VIATKA (JUSQU'EN 1224).

Novgorod la Grande : luttes contre les princes. — Institutions novgorodiennes, commerce, église nationale, littérature. — Pskof et Viatka.

#### Novgorod la Grande : luttes contre les princes.

Novgorod est, dès la plus haute antiquité, le centre politique de la Russie du nord-ouest. L'origine des Slaves de l'Ilmen qui la fondèrent n'est pas encore bien certaine. Parmi les savants russes, les uns, comme M. Kostomarof, les rattachent aux Slaves du sud; d'autres, aux Slaves de la Baltique; d'autres encore, comme MM. Biélaef et Ilovaïski, en font une branche des Slaves Krivitches ou de

Smolensk. Aux débuts de l'histoire russe, nous trouvons les Novgorodiens à la tête de cette confédération de peuples qui d'abord chassa les Varègues, puis les appela à régner sur la Russie.

Novgorod, dès les temps anciens, est divisée en deux parties, séparées par le cours du Volkhof qui sort du lac Ilmen pour se jeter dans le Ladoga, sur la rive gauche était le *côté de Sainte-Sophie*, où Vladimir Iaroslovitch bâtit la célèbre cathédrale, où s'éleva le Kremlin de Novgorod, qui renfermait le palais archiépiscopal et le palais du prince, et où l'on a consacré en 1862 le fameux monument de l'histoire russe; sur la rive droite, le *côté du Commerce*, avec sa *Cour de Iaroslaf;* le pont qui sépare les deux côtés est célèbre dans les annales de Novgorod. Le côté de Sainte-Sophie comprenait les quartiers Nérévien, d'Outre-Ville, des Potiers (*Nérevski*, *Zagorodnii*, *Gontcharnii*) ; le côté du Commerce comprenait les quartiers des *Charpentiers* et des *Slaves*. D'anciens documents parlent aussi d'une rue des *Prussiens* (Lithuaniens). Quelques-uns de ces noms sembleraient indiquer que plusieurs races ont concouru, comme pour la ville de Rome, à former l'ancienne population de Novgorod. Gilbert de Lannoy, qui a visité cette république vers 1413, nous en a laissé cette description : « Novgorod est une ville prodigieusement grande, située dans une belle plaine, entourée de vastes forêts ; le sol en est bas, sujet aux inondations, marécageux par endroits ; la ville est entourée de mauvais remparts, formés de claies qu'on a remblayées de terre ; les tours sont en pierres. » Une partie de ces remparts subsistent encore et permettent de se faire une idée de la vaste étendue de l'antique cité. Le Kremlin en forme comme l'acropole. La cathédrale a conservé ses fresques du douzième siècle, les piliers à fond d'or avec les images des saints, le Christ imposant de la coupole, la bannière de la Vierge qui allait ranimer sur les remparts le courage des assiégés, les tombeaux de saint Vladimir Iaroslavitch, de l'archevêque Nikita dont les prières éteignirent un incendie, de Mstislaf le Brave, le dévoué dé-

fenseur de Novgorod, et de beaucoup d'autres saints ou personnages illustres. Sans parler des cités tributaires de Novgorod, telles que Pskof, Isborsk, Ladoga, Véliki Louki, Staraïa Roussa (Vieille Russie), Torjek, Biéjitchi, le territoire primitif, l'ager romanus de la république, se divisait en cinq *cinquièmes* (*piatines*), la *Vodskaïa*, la *Chélonskaïa*, l'*Obonéjskaïa*, la *Biéjétskaïa*, la *Dérévskaïa*, qui comprenaient le territoire au midi des lacs Ladoga et Onéga. Ses conquêtes formaient cinq bailliages ou *volosts* qui occupaient toute la Russie septentrionale et s'étendaient jusque dans la Sibérie. Ces bailliages étaient la *Zavolotchié*, entre l'Onéga et la Mezen, la *Tré* ou Laponie russe, la *Permie* sur la haute Kama, la *Petchora* sur le fleuve de ce nom, la *Iougrie*, de l'autre côté des monts Ourals. Il faut y ajouter l'Ingrie, la Carélie et une partie de la Livonie et de l'Esthonie.

Novgorod, qui avait appelé les princes varègues, était trop puissante, avec ses cent mille habitants et ses trois cent mille sujets pour se laisser tyranniser. Une vieille tradition parle vaguement d'une révolte contre Rourik l'Ancien, sous la conduite du héros Vadim. Sviatoslaf, le conquérant de la Bulgarie danubienne, prétendait la gouverner par de simples agents; mais Novgorod entendait avoir pour prince l'un de ses fils : « Si vous ne venez pas régner sur nous, dirent les citoyens, nous saurons nous trouver d'autres princes. » Iaroslaf le Grand, en récompense de leur dévouement, leur aurait accordé d'immenses privilèges, dont le texte ne se trouve nulle part, mais qui est constamment invoqué par les Novgorodiens, comme les chartes vraies ou fausses de Charlemagne par les cités allemandes. Ces républicains ne pouvaient se passer d'un prince, mais il était rare qu'ils conservassent le même bien longtemps. C'était l'assemblée des citoyens, la *vetché*, convoquée au son du beffroi, dans la *Cour de Iaroslaf*, qui était la véritable souveraine. Cette république s'intitulait elle-même *Monseigneur Novgorod la Grande* (Gospodine Vélikii Novgorod). « Qui peut s'égaler à Dieu et à Novgorod la Grande? » était un dicton populaire. Comme cette cité

était loin de la Russie du Dniéper, et qu'elle était tournée vers la Baltique et l'Europe occidentale, elle prit une faible part aux guerres civiles dont Kief était l'objet et le centre. Elle en profitait en un certain sens, car, au milieu de ces démêlés princiers et des fréquents changements dans la grande-principauté, aucun souverain n'avait assez d'autorité pour lui donner un maître. Elle avait le choix entre les princes des familles rivales. Elle pouvait faire ses conditions à celui qu'elle appelait à régner sur elle. Mécontente de sa gestion, elle expulsait le prince et sa bande d'autrustions. Suivant l'expression consacrée, elle « le saluait et lui montrait le chemin » pour sortir de Novgorod. Quelquefois, pour prévenir ses mauvais desseins, elle le retenait prisonnier dans le palais du prélat, et c'était son successeur qui devait lui rendre la liberté. Fort souvent une révolution était accompagnée d'un pillage général chez tous les partisans du prince déchu, même de noyades dans le Volkhof. Un grand-prince de Kief, Sviatopolk, prétendait leur imposer son fils : « Envoie-le ici, lui dirent des Novgorodiens, s'il a une tête de rechange! » Les princes eux-mêmes contribuèrent à multiplier les changements de règne : comme ils ne se sentaient dans Novgorod souverains qu'à moitié, ils échangeaient avec joie ce trône instable contre un autre apanage. Ainsi fit en 1132 Vsévolod-Gabriel, qui abandonna Novgorod pour régner à Péréiaslavl. Quand ses espérances sur Kief furent déçues et qu'il voulut revenir à Novgorod, les citoyens le repoussèrent. « Tu as oublié le serment que tu avais fait de mourir avec nous; tu as cherché une autre principauté; va donc où tu voudras. » Puis ils se ravisèrent et le reprirent. Quatre ans après, ils le chassèrent de nouveau; dans une grande *vetché* où ils convoquèrent les citoyens de Pskof et de Ladoga, ils le condamnèrent solennellement à l'exil après lecture de chefs d'accusation fort caractéristiques : « Il ne prenait aucun souci du petit peuple; il avait voulu s'établir à Péréiaslavl; au combat du mont Idanof contre les Sousdaliens, il s'était retiré le premier du champ de bataille avec sa *droujina;* il était versatile dans les querelles

entre princes, s'était d'abord uni au prince de Tchernigof, puis avait embrassé le parti contraire. »

Le pouvoir d'un prince de Novgorod s'appuyait non-seulement sur sa *droujina* qui suivait toujours sa destinée, sur ses relations de famille avec telle ou telle principauté puissante, mais encore sur un parti qui se formait en sa faveur au sein de la république. C'était lorsque le parti contraire l'emportait qu'il était détrôné, et que les vengeances populaires s'exerçaient sur ses adhérents. Novgorod étant avant tout une grande cité commerçante, ces divisions avaient fréquemment pour cause les divergences d'intérêts économiques. Parmi les citoyens, les uns étaient plus engagés dans le commerce du Volga et de l'Orient, les autres dans celui du Dniéper et de la Grèce. Les premiers recherchaient naturellement l'alliance des princes de Sousdalie, maîtres de la grande artère orientale; les autres, celle des princes de Kief ou de Tchernigof, maîtres de la route du sud. Chacun des deux partis s'efforçait d'établir un prince de la famille dont il recherchait la protection. Quand le prince déchu réussissait à s'échapper de la ville, il tâchait de se rétablir par les armes de sa famille, ou s'installait avec sa *droujina* soit à Pskof, comme fit Vsévolod-Gabriel qui devint prince de cette ville, soit à Torjok, comme Iaroslaf de Sousdalie, et de là bloquait et affamait la grande cité. Le plus redoutable voisin de Novgorod fut bientôt le souverain de Sousdalie : nous avons vu André Bogolioubski envoyer une armée contre elle; puis son neveu Iaroslaf bloquer ses anciens sujets, jusqu'au moment où Mstislaf le Téméraire les affranchit par la bataille de Lipetsk (1215). Celui-ci était le fils de Mstislaf le Brave, qui une fois déjà était venu à leur secours contre Vsévolod le *Grand-Nid* et qui les avait défendus contre la Sousdalie et contre les Tchoudes. Ce sont les restes du *Brave* qui reposent à Sainte-Sophie dans un sarcophage de bronze. Son fils *le Téméraire* était d'humeur trop nomade pour laisser aussi ses os à Novgorod. Il rétablit l'ordre dans la principauté, puis il réunit les citoyens dans la *Cour de Iaroslaf* et leur dit : « Je salue Sainte-Sophie,

le tombeau de mon père et vous, Novgorodiens. Je veux reconquérir Galitch sur les étrangers. Toutefois je ne vous oublierai pas. Puissé-je reposer auprès du tombeau de mon père, à Sainte-Sophie! » Les Novgorodiens le conjurèrent vainement de rester (1218). Nous l'avons vu usant ses dernières armées dans les troubles du sud-est et mourant prince de Galitch.

Après son départ, la république appela au trône son neveu Sviatoslaf de Smolensk. Il ne put s'accommoder avec des magistrats et un peuple également turbulents. Le *possadnik* Tverdislaf fit arrêter un des boïars de Novgorod. Cette mesure fut le signal d'un soulèvement : les uns prirent parti pour le boïar, les autres pour le possadnik. Pendant huit jours le beffroi retentit dans le Kremlin. A la fin les factieux endossèrent les cuirasses et tirèrent l'épée. Tverdislaf, levant les yeux vers Sainte-Sophie, s'écria : « Je tomberai le premier dans le combat, ou bien Dieu me justifiera en accordant la victoire à mes frères. » Dix hommes seulement périrent dans cette échauffourée, puis le calme se rétablit. Le prince, qui accusait Tverdislaf de tout le mal, exigea sa déposition. La *vetché* voulut connaître quel était le crime de Tverdislaf. « Aucun, répondit le prince : je le veux. — Je suis satisfait, s'écria alors le possadnik, puisqu'on ne m'accuse d'aucune faute; quant à vous, frères, vous disposez des possadniks et des princes. » L'assemblée rendit alors cette décision : « Prince, puisque tu n'accuses d'aucune faute le possadnik, rappelle-toi que tu nous as juré de ne déposer aucun magistrat sans jugement. Il restera notre possadnik, et nous ne voulons pas te le livrer. » Sviatoslaf alors quitta Novgorod (1219); il y fut remplacé par un de ses frères, Vsévolod, qui fut chassé deux ans après (1221).

Le parti sousdalien ayant fait des progrès, on rappela ce même prince Iaroslaf qui avait été vaincu à Lipetsk : mais les princes de Sousdalie étaient trop imbus d'idées absolutistes pour faire bon ménage avec les Novgorodiens. Iaroslaf fut chassé de nouveau, remplacé par Vsévolod de Smolensk, qui fut chassé à son tour. Le grand-prince de

Sousdalie intervient alors, impose une contribution à Novgorod, lui prescrit de prendre un prince de Tchernigof, qui s'empresse de repartir pour la Russie du sud en 1225. En sept ans les Novgorodiens venaient de changer cinq fois de souverains. Iaroslaf lui-même fut rappelé une troisième, puis une quatrième fois. Une famine emporta tant de Novgorodiens que dans deux cimetières seulement on entassa 42 000 cadavres, et que ces fiers citoyens suppliaient les étrangers de les accepter comme esclaves pour un morceau de pain. Un incendie détruisit la même année tout un quartier de Novgorod. Ces calamités domptèrent leur turbulence. Iaroslaf réussit à les gouverner autocratiquement jusqu'au moment où il fut appelé au trône de grand-prince (1236). Il leur laissa pour prince son fils Alexandre Nevski.

### Institutions novgorodiennes, commerce, église nationale, littérature.

De ce qu'aucune dynastie de princes ne put s'affermir à Novgorod, de ce qu'aucune bande princière ne put prendre place dans l'aristocratie indigène, il résulte que cette république garda intactes, sous le règne éphémère de ses princes, ses anciennes libertés et coutumes. Sans doute, dans toutes les villes russes, subsistaient le *pays* vis-à-vis du prince, les *boïars* et l'*assemblée* des citoyens vis-à-vis des hommes du prince, la *milice* indigène vis-à-vis de la *droujina* étrangère; mais à Novgorod, le *pays*, la *vetché*, la *milice* municipale avaient conservé bien plus de force qu'ailleurs. La ville était plus puissante que le prince. Celui-ci ne régnait qu'en vertu d'un pacte, pacte dont on retrouve sans doute la trace dans d'autres pays russes, mais qui à Novgorod apparaît au premier plan. Chaque nouveau venu est tenu de prêter un serment, de s'engager à observer les lois et priviléges d'Iaroslaf le Grand. Ce pacte, comme les *pacta conventa* de la Pologne, est un acte de défiance, destiné à limiter le pouvoir du prince et de ses hommes.

Les revenus auxquels il a droit et qui forment sa liste civile sont soigneusement déterminés, ainsi que ses pouvoirs judiciaires et politiques. Il lève un tribut sur certains *volosts*, perçoit la *vira* (*wehrgeld* des Germains) ainsi que certaines amendes. Dans quelques bailliages, il a son *tioune* ou lieutenant à lui, et Novgorod a le sien. Il ne peut rendre la justice sans l'assistance du possadnik, ni revenir sur la chose jugée, ni surtout évoquer les causes hors de Novgorod. C'est ce que les Novgorodiens redoutaient le plus, et avec raison : le jour où le petit peuple de Novgorod s'avisa qu'on pouvait réclamer au tribunal du grand-prince de Moscou, l'indépendance de la république fut perdue. Dans les conflits entre les hommes du prince et ceux de la ville, c'était un tribunal mixte qui jugeait. Le prince, pas plus que ses hommes, ne pouvait ni acquérir des villages sur le territoire de Novgorod, ni créer de colonies. Il ne pouvait chasser dans les bois de Staraïa Roussa qu'à l'automne, couper ses foins qu'à une certaine saison. Tout en se défiant du prince, les Novgorodiens avaient besoin de ses services pour modérer l'antique anarchie slave. Comme au temps de Rourik, « les familles s'armaient contre les familles, et il n'y avait pas de justice. »

La *vetché* avait des pouvoirs plus étendus et fonctionnait plus régulièrement que dans n'importe quelle autre cité russe. C'était elle qui appelait les princes, qui les chassait, qui les enfermait dans la maison archiépiscopale, qui les mettait en accusation, qui élisait et déposait les archevêques, décidait de la paix et de la guerre, jugeait les criminels d'Etat. Suivant l'antique principe slave qui s'est conservé chez les Polonais jusqu'à la chute de leur république, les décisions se prenaient, non à la majorité, mais à l'unanimité des voix. C'était une sorte de *liberum veto*. La majorité avait la ressource de noyer les dissidents dans le Volkhof. Le prince comme le possadnik, les boïars comme le peuple, avaient droit de convoquer la *vetché*. On se réunissait soit dans la *Cour de Iaroslaf*, soit à Sainte-Sophie. De même que la Pologne eut ses confédérations, ses diètes sous le bouclier, Novgorod vit quelquefois se

réunir sur les deux rives de son fleuve deux *vetchés* rivales et ennemies qui parfois en venaient aux mains sur le pont du Volkhof. Avant d'être soumises à l'assemblée générale, les questions étaient quelquefois délibérées dans une sorte de conseil étroit, composé des citoyens notables, des magistrats en exercice ou des anciens magistrats.

Les principales magistratures novgorodiennes étaient : 1° le *possadnik*, que les écrivains allemands de l'époque appelaient le *bourgmestre*, et qui était remplacé presque aussi souvent que le prince. Le possadnik était choisi dans certaines familles influentes : une seule d'entre elles en fournit douze à Novgorod. Le premier magistrat de la cité était chargé de défendre les priviléges de Novgorod ; il partageait avec le prince le pouvoir judiciaire et le droit de distribuer les charges. Il administrait la cité, commandait sa milice, dirigeait sa diplomatie, scellait les actes de son sceau ; 2° le *tysatski* (de *tysatch*, mille) porte dans les documents allemands le titre de *dux* ou *heerzog :* c'était donc un chef militaire, un chiliarque qui avait sous ses ordres les *centeniers* de la milice bourgeoise. Il avait un tribunal particulier, et semble avoir eu pour mission de défendre les droits du peuple; il rappelait ainsi les tribuns de Rome; 3° outre les *centeniers*, il y avait un *staroste*, sorte de maire d'arrondissement, pour chacun des quartiers de la ville.

Le droit novgorodien, qu on connaît principalement par la *Lettre de justice* (*Soudnaïa gramota*), dont la rédaction définitive remonte à 1471, reposait presque sur les mêmes principes que la *Rousskaïa Pravda* de Iaroslaf le Grand. Comme les anciennes lois germaniques et scandinaves, il admettait le droit de vindicte privée, la fixation du prix du sang, le rachat du dommage, le serment admis comme preuve, le jugement de Dieu, le duel judiciaire, qui se maintint à Novgorod, même après sa décadence, jusqu'au seizième siècle. On y voit cependant apparaître les châtiments corporels : le voleur sera marqué; à la seconde récidive, il sera pendu. La propriété territoriale y acquiert une plus grande importance, et, trace évidente de l'in-

fluence moscovite, on admet une seconde instance judiciaire, l'appel au tribunal du grand-prince.

La constitution de Novgorod présente, au point de vue social, d'autres analogies avec la constitution polonaise : d'abord une grande inégalité entre les diverses classes de la société. Une aristocratie des boïars avait fini par se constituer, et c'était ses querelles intestines qui agitaient la ville. Au-dessous des boïars, venaient les *enfants-boïars*, sorte de petite noblesse, puis les différentes classes de bourgeois, les marchands, le *noir peuple* et les *smerdes* ou paysans. Les marchands formaient une association particulière, une sorte de *ghilde*, autour de l'église de Saint-Jean. Il existait aussi des sociétés militaires, bandes d'aventuriers indépendants ou *droujines* de quelque boïar, qui, poussées par la faim ou l'inquiétude d'esprit, allaient au loin courir les aventures sur les grands fleuves de la Russie septentrionale, pillant parfois amis et ennemis, ou s'établissant en colonies militaires au milieu des tribus tchoudes ou finnoises.

Le sol de Novgorod était sablonneux, marécageux, improductif. De là ces famines et ces pestes qui dépeuplent si souvent le pays. Pour vivre, Novgorod était obligée de s'étendre : elle fut donc un peuple de commerçants et de colonisateurs. Dès le dixième siècle, Constantin Porphyrogénète nous montre les Slaves partant de *Nemogard* (Novgorod) descendant le Dniéper par *Milinisca* (Smolensk), *Telioutza* (Loubetch), Tchernigof, Vychégorod, Kief, Vititchévo, franchissant les cataractes du Dniéper, dépassant les stations navales de Saint-Grégoire et Saint-Éthère, aux embouchures de ce fleuve, et se répandant sur tous les rivages de l'empire grec. Les monnaies orientales, les bijoux trouvés dans les *kourganes* de l'Ilmen montrent que les Novgorodiens faisaient anciennement un commerce étendu avec l'Orient. Nous les voyons échanger du fer et des armes contre les métaux précieux que les Iougres extrayaient des mines de l'Oural. Ils commerçaient avec les Slaves de la Baltique : lorsque ceux-ci perdirent leur indépendance et qu'un centre florissant, Visby, se forma dans

l'île de Gothland, les Novgorodiens se tournèrent de ce côté. Au douzième siècle, il y a un comptoir gothique et une église varègue à Novgorod; à Gothland il y a une église novgorodienne. Quand les Allemands commencèrent à disputer aux Scandinaves le commerce de la Baltique, Novgorod eut un comptoir allemand qui finit par absorber le comptoir gothique. Quand la Hanse germanique devient la maîtresse du Nord, on trouve des Allemands établis non-seulement à Novgorod, mais à Pskof et à Ladoga, à tous les débouchés du réseau des lacs novgorodiens. Ils y obtiennent des priviléges considérables, même le droit d'acquérir des prairies. Ils sont les maîtres chez eux, dans leur comptoir fortifié, dans leur enceinte d'épais madriers, où aucun Russe n'a le droit de pénétrer sans leur permission. Cette association de commerce allemande est dirigée par les idées les plus étroites et les plus exclusives . aucun Russe ne peut faire partie de la compagnie, ni transporter les marchandises d'un Allemand, d'un Anglais, d'un Wallon ou d'un Flamand. La compagnie n'autorise le commerce qu'en gros : pour maintenir ses marchandises à haut prix, elle défend d'en importer au delà d'une certaine somme. En un mot, dit un écrivain allemand, « pendant trois siècles, la Hanse concentra en ses mains tout le commerce extérieur de la Russie septentrionale. Si l'on demande quel profit ou quel dommage elle a apporté à ce pays, il faut bien reconnaître que, grâce à elle, Novgorod et Pskof furent privées d'un libre commerce avec l'Occident. La Russie, pour satisfaire à ses premiers besoins de civilisation, tomba dans une dépendance complète. Elle fut livrée au bon plaisir, à l'égoïsme impitoyable des marchands allemands. » (Riesenkampf, *Der deutsche Hof.*)

La constitution ecclésiastique de Novgorod présente un caractère tout particulier. Dans le reste de la Russie, le clergé est russe-orthodoxe. A Novgorod, il est novgorodien avant tout. C'est au douzième siècle seulement que les Slaves de l'Ilmen, qui avaient été les derniers à se convertir, purent avoir un archevêque sorti, non de la Grèce ou de la Russie kiévienne, mais de leur propre race. Dès lors

l'archevêque de Novgorod est élu par les citoyens, par la *vetché :* sans attendre l'investiture du métropolite de Kief, on installe le nouvel élu dans son palais archiépiscopal. Il est un des grands personnages, le premier en dignité, de la république. Dans les actes publics son nom est cité avant tous les autres : « Bénédiction de la part de l'archevêque Moïse, dit une lettre patente ; salut du possadnik Daniel et du *tysatski* Abraham. » Sur le prince il a cette supériorité d'être un enfant du pays, tandis que le descendant de Rourik est un étranger. En revanche les revenus du prélat, le trésor de Sainte-Sophie, sont au service de la république. Au quatorzième siècle, nous voyons deux archevêques élever à leurs frais, l'un des tours, l'autre un kremlin de pierre. Au quinzième siècle, les richesses de la cathédrale sont employées au rachat des prisonniers russes enlevés par les Lithuaniens. C'est une église essentiellement nationale que celle de Novgorod : les ecclésiastiques se mêlent des affaires temporelles, et les laïques des affaires spirituelles. Au quatorzième siècle, la *vetché* fait mettre à mort les hérétiques *strigolniks*, proscrit d'anciennes superstitions, fait brûler des sorciers. Comme elle élevait l'archevêque, elle pouvait le déposer. Avec la colonisation novgorodienne s'étendait parmi les tribus païennes la propagande orthodoxe : vis-à-vis des Finnois, l'Église et la république avaient des intérêts identiques. C'était la religion qui contribuait à la splendeur de la cité et qui profitait surtout de ses richesses. Novgorod était pleine d'églises et de monastères fondés par la piété des particuliers. Novgorod, qui s'était affranchie de la suprématie politique de Kief, aurait voulu secouer aussi sa suprématie religieuse, se dispenser de chercher sur le Dniéper l'investiture de son archevêque, faire de celui-ci un métropolite indépendant. Elle n'y réussit pas. Quand Moscou commença à grandir, ce n'était pas seulement l'indépendance politique, mais l'indépendance spirituelle de Novgorod qu'elle menaça. La religion était dans les mains des princes moscovites un instrument de règne. Le prélat novgorodien fit toujours cause commune avec ses concitoyens et partagea avec eux les éclats de la colère du maître.

La littérature dans cette cité est nationale comme l'Église elle-même. Les pieux chroniqueurs des couvents novgorodiens épousent toutes les passions, toutes les querelles de leurs concitoyens. Leur style même, dit M. Bestoujef, reflète vivement le caractère actif, négociant des Novgorodiens. C'est court, économe de mots; mais leurs récits embrassent plus complétement que ceux des autres pays russes toutes les faces de la vie réelle. Ils sont les historiens non pas seulement des princes et des boïars, mais de la cité tout entière. Les vies de saints sont des vies de saints novgorodiens. Les miracles qu'ils racontent sont à la gloire de la cité. On racontera, par exemple, que le Christ est apparu à l'artiste chargé de le peindre sous la coupole de Sainte-Sophie et lui a dit : « Ne me représente pas avec la main étendue pour bénir, mais avec la main fermée, parce que dans cette main je tiens Novgorod, et quand elle s'ouvrira, ce sera la fin de la ville. » On propagera le récit de la panique jetée parmi les soldats d'André Bogolioubski par l'image de la Vierge, blessée d'une flèche sousdalienne. Novgorod a son cycle particulier de chansons épiques, de *bylines*. Ses héros ne sont pas ceux de l'épopée kiévienne. C'est d'abord Vassili Bouslaévitch, ce boïar téméraire qui, avec sa fidèle droujina, tient en échec au pont du Volkhof, ayant du sang jusqu'aux genoux, tous les mougiks de Novgorod, qu'il a défiés au combat. Vassili Bouslaévitch est le vrai type de ces orgueilleux aventuriers, qui ne connaissent ni ami ni ennemi, un véritable oligarque novgorodien, un héros de guerre civile. Plus populaire encore est Sadko, le riche marchand, espèce d'Ulysse ou de Sindbad novgorodien, digne représentant d'un peuple de négociants et d'aventuriers, qui va chercher fortune sur les flots. Une tempête s'élève; on tire au sort pour savoir qui l'on sacrifiera au courroux des dieux. Ses compagnons jettent à l'eau des baguettes de fer, Sadko une baguette de bois : ô prodige! les autres surnagent, c'est la sienne qui s'enfonce. Il obéit à la destinée et se précipite dans les flots; mais il est accueilli dans les palais du Roi de la mer, qui le soumet à diverses épreuves et veut

lui faire épouser sa fille. Puis Sadko se retrouve tout d'un coup sur le rivage avec d'immenses trésors. Mais qu'est-ce que cela auprès des trésors de la cité? « On voit bien que je suis un riche marchand de Novgorod, — mais Novgorod est encore plus riche que moi[1]. »

### Pskof et Viatka.

Des villes sujettes de Novgorod, la plus considérable était celle de Pskof : sur la pointe formée par le confluent de la Pskova et de la Vélikaïa, s'élève son Kremlin, aux remparts croulants, aux tours et aux portes ruinées. Ces murailles fameuses autrefois sont aujourd'hui des amas de décombres, et les gamins de la ville s'amusent à en faire dégringoler les moellons dans la Pskova pour effrayer les lavandières. Pskof n'est plus qu'une pauvre bourgade de 10000 âmes. De sa splendeur passée, il ne lui reste guère que sa cathédrale de la Trinité à l'une des extrémités du Kremlin, où reposent, dans des châsses métalliques, les restes des princes les plus aimés : Vsévolod-Gabriel, Dovmont, un Lithuanien converti qui au treizième siècle vint défendre la république contre ses propres compatriotes. Comme cette vieille ville a conservé beaucoup d'églises et de monastères, elle offre encore de loin un aspect imposant, et, les jours de fête, cette cité morte semble s'éveiller au carillon de ses cloches innombrables, qui retentissent avec autant d'éclat que dans les jours de sa gloire passée.

Nestor fait de Pskof la patrie de sainte Olga. Toute son histoire se résume en ces deux faits : lutte contre les Tchoudes, puis contre les Allemands de Livonie; efforts pour s'affranchir de Novgorod. C'est le développement de son commerce et de ses richesses qui finit par assurer son indépendance. Son premier prince particulier fut Vsévolod-Gabrïel, qui, chassé par les Novgorodiens, fut accueilli avec d'autant plus d'enthousiasme par les Pskoviens. Quand le

1. A. Rambaud, *la Russie épique*, p. 130.

parti sousdalien domine à Novgorod, c'est ordinairement le parti contraire qui triomphe dans Pskof. Vers 1214, la petite république contracte avec les Allemands une alliance offensive et défensive : elle devait les secourir contre les Lithuaniens, et ils devaient la soutenir contre Novgorod. Elle jouait là un jeu assez dangereux : en 1240, un certain Tverdillo livra Pskof aux chevaliers porte-glaive. Elle ne fut affranchie qu'en 1242. A partir de ce moment Pskof cesse de se mêler aux guerres civiles de Novgorod. Elle avait assez de ses propres affaires et de sa lutte contre les Allemands, les Suédois, les Lithuaniens. Elle s'intitule aussi « Monseigneur Pskof la Grande » ; mais c'est seulement en 1348 que les Novgorodiens, ayant besoin de son secours contre Magnus, roi de Suède, reconnaissent formellement son indépendance par le traité de Bolotof et concluent avec elle un lien fraternel : Novgorod devient le *frère aîné*, et Pskof le *jeune frère.* L'organisation de Pskof est à peu près celle de son ancienne métropole. On y retrouve le prince, la *vetché*, et la division en *quartiers*, au nombre de six, qui avaient chacun leur staroste.

Au douzième siècle, entre la Kama et son affluent la Viatka, se forme une nouvelle colonie novgorodienne, qui resta en république jusqu'au milieu du quinzième siècle. Cette contrée lointaine, dit M. Bestoujef-Rioumine, encore aujourd'hui est toute novgorodienne : « Quand le voyageur a passé la Viatka, il rencontre un mode particulier de construction des chaumières. Ce ne sont plus ces longues lignes d'*isbas* ajoutées l'une à l'autre, comme de ce côté-ci du fleuve : c'est une haute maison, où la cour et les corps d'habitations sont entourés d'un rempart de madriers et sont réunis sous le même toit : en un mot c'est la maison novgorodienne. On entend le patois de Novgorod, on revoit le bonnet novgorodien. C'est la colonisation de Novgorod toute vivante encore. » En 1174, des aventuriers de la grande république vinrent de la Kama vers la Viatka, en s'avançant de l'est à l'ouest, et sur cette rivière fondèrent une première colonie, qui est aujourd'hui le village de Nikoulitsyne. Une autre bande battit les Tchérémisses et sur

leur territoire éleva Kochkarof, aujourd'hui Kotelnitch. Puis les deux bandes se réunissant pénétrèrent dans le pays des Votiaques; sur la rive droite de la Viatka, au sommet d'une haute montagne, ils aperçurent une cité, entourée d'un rempart et d'un fossé et où se trouvait un des sanctuaires de ce peuple. Aussi pieux que les compagnons de Cortez ou de Pizarre, les aventuriers russes se préparèrent à l'assaut par un jeûne de plusieurs jours, puis invoquant saints Boris et Glèbe, ils enlevèrent la ville. Alors, non loin de là, à l'embouchure de la Khlynovitsa dans la Viatka, ils bâtirent la cité de Khlynof, qui, sous le nom de Viatka, devint la capitale de tous leurs établissements. Elle n'avait pas de murailles : c'étaient les maisons qui serrées l'une contre l'autre présentaient à l'ennemi comme un rempart continu, leur mur de derrière. A la nouvelle de leurs succès, d'autres colons accoururent de Novgorod et des forêts du nord et fondèrent d'autres centres de population. Ces hardis pionniers durent se réunir plus d'une fois, tantôt contre les indigènes finnois ou les envahisseurs tatars, tantôt contre les prétentions de Novgorod ou du grand-prince de Moscou. On retrouvait chez eux, comme dans la métropole, des boïars, des marchands et des bourgeois. Ils avaient pour chefs militaires des voiévodes ou des *atamans*. Leur esprit d'indépendance religieuse égalait leur indépendance politique. Le métropolite de Moscou Jonas constatait avec dépit l'indocilité de leur clergé et s'en vengeait en accusant leurs mœurs : « Vos fils spirituels, écrivait-il aux prêtres de Viatka, vivent contre la loi : ils ont jusqu'à cinq, jusqu'à six, jusqu'à sept femmes. Et vous osez bénir de tels mariages! »

---

## CHAPITRE IX.

### LES PORTE-GLAIVE, CONQUÊTE DES PROVINCES BALTIQUES PAR LES ALLEMANDS.

Trois races d'hommes nouvelles, trois invasions, du douzième au treizième siècle, allaient modifier le développement historique des diverses parties de la Slavie : la Russie du nord-ouest allait faire connaissance avec les Allemands, celle de l'est et du midi avec les Tatars-Mongols, celle de l'ouest avec les Lithuaniens.

Une partie des peuples tchoudes ou lettons de la Baltique étaient considérés par les princes et les républiques russes du nord-ouest comme leurs sujets ou leurs tributaires. Si le Danois Canut le Grand avait conquis l'Esthonie, Iaroslaf le Grand avait fondé Iourief (Dorpat) sur l'Embach, qui se jette dans le Péïpous et qui séparait alors les possessions danoises et russes : il sépare aujourd'hui le pays de langue finnoise en deux dialectes, celui de Revel et celui de Dorpat. Un Mstislaf, fils de Vladimir Monomaque, avait conquis sur les Tchoudes la ville d'Odenpaeh (*tête d'ours*, en finnois). Au pays letton, les princes de Polotsk s'étaient emparés des forteresses indigènes de Gersiké et Kokenhusen sur la Düna, et, le long de ce fleuve, étendu leur influence jusqu'à Thoréïda et Ascheraden.

Avec les marchands allemands arrivent bientôt sur la Baltique les missionnaires latins. Le moine Meinhard, envoyé par l'archevêque de Brême, évangélisa les Lives et fut nommé évêque de Livonie. Ce que les Allemands apportaient aux Lettons et aux fils du héros tchoude Kalévy, comme à tant de peuples slaves, lithuaniens ou finnois

aujourd'hui disparus, c'était, sous prétexte de christianisme, la ruine de leur indépendance nationale et la servitude. Le marchand allemand, le missionnaire allemand, le guerrier allemand apparurent presque en même temps sur la Düna. L'apôtre Meinhard construisit à Uexküll une église, et aussitôt après, autour de l'église, s'éleva une forteresse (1187). C'est de ce jour fatal que date pour ces braves populations la perte de leurs terres et de leur liberté. Les Lives virent bientôt à quoi tendait cette propagande. Ils se soulevèrent contre les missionnaires, et en 1 98 le second évêque de Livonie périt dans une bataille. Les indigènes retournèrent à leurs dieux, se plongèrent dans la Düna afin de laver le baptême qu'ils avaient reçu et de le renvoyer en Allemagne. Alors Innocent III prêcha contre eux une croisade et Albert de Buxhœwden (1198-1229) leur troisième évêque, le véritable fondateur de la domination tudesque en Livonie, entra dans la Düna avec une flotte de 23 navires et bâtit la ville de Riga, dont il fit sa capitale (1200). L'année suivante il installa l'ordre des *Frères de la milice du Christ* ou des *Porte-glaive*, auxquels le pape donna les statuts des Templiers. Ils portaient le manteau blanc avec une croix rouge et un glaive pour insigne. Le plus grand nombre étaient originaires de la Westphalie et de la Saxe. Winno de Rohrbach fut leur premier *ordensmeister*. Les Lives, après avoir demandé le secours du prince de Polotsk, marchèrent sur Riga et éprouvèrent une défaite complète (1206). Le prince de Polotsk, à son tour, assiégea la ville pendant une absence de l'évêque, mais elle fut sauvée par l'arrivée d'une flottille allemande.

Trois circonstances surtout favorisèrent les succès des Porte-glaive : la faiblesse des princes de Polotsk, les querelles intestines de Novgorod, qui ne lui permettaient pas de veiller à la sauvegarde des intérêts russes, enfin les divisions des indigènes qui n'avaient pu encore s'élever de l'idée de tribu à celle de nation. Les chevaliers leur étaient d'ailleurs fort supérieurs par leur armement, leur tactique. Les forteresses germaniques étaient solidement bâties de pierres cimentées, tandis que celles

des indigènes étaient des remparts de terre, de bois ou de pierres sèches. Ceux-ci essayaient vainement, avec leurs cordes, d'arracher la crête des remparts allemands. Les Porte-glaive dirigèrent une série de campagnes d'abord contre les Lives et les Sémigalles de la Düna, puis contre les Tchoudes au nord et les Lettons au sud-est.

Tant que la tribu refusait le baptême et l'obéissance, on mettait chez elle tout à feu et à sang; quand elle se soumettait, on lui prenait des otages et on bâtissait sur son territoire des châteaux, qui n'étaient souvent que les anciennes forteresses des indigènes, reconstruites à la manière allemande.

C'est ainsi que s'élevèrent sur la Düna, Riga, Kirchholm, Uexküll, Lennewarden, Ascheraden, Kreuzburg; sur l'Aa, Volmar, Venden, Segevold, Kremon; Neuhausen près du Péipous; Fellin, Weissenstein chez les Tchoudes du nord. Aux princes de Polotsk, ces étrangers enlevèrent Kokenhusen et Gersiké, aux Novgorodiens Odenpaeh et Dorpat; Pskof fut menacé. Au nord, après de vives querelles avec le roi de Danemark, ils lui achetèrent Kolyvan, sous le rocher duquel repose Kolyvan, un titan de la mythologie finnoise : c'est la ville qui s'appela Revel.

Le pays conquis fut divisé en fiefs : les uns appartenaient à l'Ordre, qui les distribuait à ses chevaliers, les autres formaient la part de l'évêque qui les inféodait à des hommes à lui. Les villes nouvelles reçurent la constitution des cités marchandes de Lübeck, Brême ou Hambourg : Riga resta la plus puissante d'entre elles. L'archevêque de Riga, son chapitre, la ville et le grand-maître de l'Ordre, étaient souvent en conflit pour leurs droits respectifs; leurs divisions devaient amener un jour la décadence de l'institution.

Vers 1230, s'établit chez les Prussiens-Lithuaniens une autre confrérie militaire, l'*Ordre Teutonique*, qui, sur les débris des tribus païennes asservies, éleva Thorn, Marienberg, Elbing, Kœnigsberg. Les Teutoniques de Prusse et les Porte-glaive de Livonie étaient faits pour s'entendre : la croix noire fraternisa avec la croix rouge, et en 1237 les

deux ordres se réunirent en une seule association. Le *landmeister* prussien Hermann de Balk devint *landmeister* de Livonie. Au-dessus des divers *landmeister* s'élevait le *grand-maître* de l'Ordre Teutonique. Fortifiés par cette alliance, les « frères de la milice du Christ » purent faire peser sur les indigènes lettons, lives et finnois la plus cruelle servitude. Ces vaillants barbares devinrent bientôt des paysans attachés à la glèbe. La noblesse allemande leur a bien rendu au commencement de ce siècle la liberté personnelle ; elle ne leur a pas restitué leurs terres.

La race conquérante et les races conquises sont toujours séparées. Pour le Tchoude le mot *saxa* (Saxon, Allemand) signifie toujours *le maître*. Une chanson du pays tchoude de Pskof, intitulée *les Jours d'asservissement*, déplore le temps où « flottèrent les bannières des étrangers, où les intrus firent de nous des esclaves, nous enchaînèrent comme les serfs des tyrans, nous forcèrent à être leurs valets. Frère, que dois-je chanter ? Tristement retentit le chant des larmes. Le sort de l'esclave est par trop dur. » Un autre chant originaire du Wierland (Esthonie) est intitulé *les Jours du passé*. « Le passé, ce fut le temps du massacre, un long temps de souffrance.... Les esprits exterminateurs étaient déchaînés contre nous ; les prêtres nous étranglaient avec leurs chapelets, les avides chevaliers nous pillaient, les troupes de brigands sévissaient, les glaives meurtriers taillaient en pièces.... Le *père de la croix* ravissait nos richesses, enlevait le trésor de sa cachette, s'attaquait à l'arbre, à l'arbre sacré, à la source, à la fontaine de salut. La hache s'abattait sur le chêne de Tara, la cognée plaintive sur l'arbre de Kiro. » (Richter, *Geschichte der deutschen Ostseeprovinzen*.

---

# CHAPITRE X.

## LES TATARS-MONGOLS : ASSERVISSEMENT DE LA RUSSIE.

Origine et mœurs des Mongols. — Batailles de la Kalka, de Riazan, de Kolomna et de la Sita : conquête de la Russie. — Alexandre Nevski. — Le joug mongol : influence des Tatars sur le développement russe.

### Origine et mœurs des Mongols.

Jusqu'alors les destinées de la Russie avaient présenté quelque analogie avec celles de l'Occident : la Slavie, comme la Gaule, avait reçu des pays du midi la civilisation romaine avec le christianisme ; des hommes du nord y avaient apporté une organisation qui rappelait celle des Germains ; elle avait eu sous Iaroslaf, comme l'Occident sous Charlemagne, une certaine unité factice ; elle s'était ensuite démembrée et morcelée, comme la France à l'époque féodale. Mais au treizième siècle, la Russie éprouva une infortune inouïe : elle fut envahie et subjuguée par les hordes asiatiques. Ce funeste événement contribua tout autant que les désavantages du sol et du climat à retarder de plusieurs siècles son développement. La nature, comme l'a dit M. Solovief, avait été une marâtre pour la Russie : l'histoire fut une autre marâtre.

En ces temps-là, disent les chroniqueurs russes, « pour nos péchés arrivèrent des nations inconnues : personne ne savait quelle était leur origine, d'où elles venaient, ni quelle religion elles professaient.... Dieu seul les connaît, et peut-être encore les sages hommes qui sont versés dans les livres. » Quand on songe de quel effroi

l'Europe tout entière tressaillit à l'arrivée des Mongols, et de quelle angoisse furent saisis un Frédéric II, un saint Louis, un Innocent IV, on peut s'imaginer la terreur des Russes. Ils étaient les premiers exposés aux coups de ces ennemis inconnus, qu'on disait être Gog et Magog, lesquels « doivent venir à la fin dou monde quant Antechrist venra pour tout destruire. » (Joinville.)

Les *Ta-ta* ou *Tatars* semblent avoir été une peuplade de la grande race mongole, établis au pied de l'Altaï, et qui, malgré leurs discordes séculaires, trouvèrent moyen, à plusieurs reprises, de désoler la Chine par leurs invasions. Le portrait qu'on fait d'eux rappelle assez bien celui que les auteurs chinois, latins ou grecs nous ont déjà tracé des Huns, des Avars et autres peuples nomades des premières invasions. « Les *Ta-tzi* ou les *Da*, dit un écrivain chinois du treizième siècle, s'occupent exclusivement de leurs troupeaux ; ils se transportent sans cesse de pâturages en pâturages, de rivière en rivière. Ils ne savent ce que c'est qu'une ville ou qu'une muraille. Ils ne connaissent ni l'écriture, ni les livres : ils concluent les traités de vive voix. Dès l'enfance, ils s'exercent à monter à cheval, à tirer des flèches contre les oiseaux et les rats, et acquièrent ainsi la bravoure qui leur est nécessaire dans cette vie de guerres et de rapines. Ils n'ont ni cérémonies religieuses, ni institutions judiciaires. Depuis le prince jusqu'au dernier des hommes du peuple, tous se nourrissent de la chair des animaux qu'ils écorchent et dont ils revêtent la peau et les fourrures. Les plus forts reçoivent dans les festins les plus gros morceaux et les plus gras : les vieillards mangent et boivent leurs restes. Ils n'ont de considération et de respect que pour la force et la bravoure; ils méprisent la vieillesse et la faiblesse. Quand le père meurt, son fils épouse ses plus jeunes femmes. » Un écrivain musulman nous les montrent adorant le soleil à son lever, pratiquant la polygamie et la communauté des femmes. Ce peuple pasteur ne connaissait d'autre phénomène intéressant dans la nature que la pousse de l'herbe; les noms qu'ils donnaient aux mois leur étaient inspirés

par les divers aspects de la prairie. Nés cavaliers, à la guerre ils n'avaient pas d'infanterie. Ils ignoraient l'art des siéges. Mais, dit un auteur chinois, « quand ils veulent prendre une ville, ils tombent sur les villages des environs. Chaque cavalier s'empare d'une dizaine d'hommes ; chacun des prisonniers est tenu de porter une certaine quantité de bois, de pierres et d'autres matériaux. Ils s'en servent pour combler les fossés ou creuser des tranchées. Pour enlever une ville, ils ne regardent pas à perdre dix mille hommes. Aussi aucune place ne leur résiste. Après l'avoir prise, ils massacrent toute la population, sans distinguer ni vieux ni jeunes, ni riches ni pauvres, ni beaux ni laids, ceux qui résistent ou ceux qui se rendent. Aucune personne de distinction n'échappe à la mort si on a tenté de faire une défense. »

Ce sont ces tribus grossières que Témoutchine, dit Gengis-Khan (1154-1227), après quarante années de luttes obscures, parvint à réunir en un corps de nation. Alors, dans un congrès général de leurs princes, il se proclama empereur et déclara que, comme il n'y avait qu'un soleil dans le ciel, il ne devait y avoir qu'un empereur sur la terre. A leur tête, il conquit la Mandchourie, le royaume de Tangout, la Chine septentrionale, le Turkhestan et la Grande Boukharie, qui ne s'est jamais relevée de ce désastre, les plaines de l'Asie occidentale jusqu'à la Crimée. En mourant, il partagea entre ses quatre fils le plus vaste empire qui ait jamais existé.

Ce fut pendant sa conquête de la Boukharie que ses lieutenants, Tchépé et Souboudaï-bagadour, entraînant sur leur passage ou poussant devant eux une multitude de peuplades turques, tournèrent la mer Caspienne par son rivage méridional, envahirent la Géorgie et le Caucase, et, dans les steppes méridionales de la Russie actuelle, vinrent se heurter aux Polovtsi.

**Batailles de la Kalka, de Riazan, de Kolomna et de la Site : conquête de la Russie.**

Les Polovtsi, ces ennemis héréditaires des peuples russes, demandèrent secours aux princes chrétiens contre ces Mongols et ces Turcs qui étaient leurs frères d'origine. « Ils ont pris notre pays, dirent-ils aux descendants de saint Vladimir; demain ils prendront le vôtre. » Mstislaf le Téméraire, alors prince de Galitch, décida tous les dynastes de la Russie méridionale à prendre les armes contre les Tatars : son gendre Daniel, prince de Volynie, Mstislaf Romanovitch, grand-prince de Kief, Oleg de Koursk, Mstislaf de Tchernigof, Vladimir de Smolensk, Vsévolod, naguère prince de Novgorod, répondirent à son appel. Pour cimenter son alliance avec les Russes, Basti, khan des Polovtsi, embrassa l'orthodoxie. L'armée russe était déjà arrivée sur le bas Dniéper, lorsque se présentèrent dix ambassadeurs tatars : « Nous sommes venus poussés par Dieu, contre nos esclaves et nos palefreniers, les maudits Polovtsi. Acceptez donc notre paix; nous n'avons aucune guerre avec vous. » Les Russes, avec l'irréflexion et la soudaineté qui caractérisent les hommes de ce temps, mirent à mort les ambassadeurs. Ils continuèrent à s'enfoncer dans la steppe et rencontrèrent les hordes asiatiques sur le Kalka, petite rivière qui se jette dans la mer d'Azof. La chevalerie russe, dans cette mémorable journée, montra le même désordre et le même élan déraisonnable que la chevalerie française au début de nos guerres anglaises. Mstislaf le Téméraire, Daniel de Galitch et Oleg de Koursk se lancèrent les premiers au milieu des infidèles, sans attendre les princes de Kief et sans même leur en donner avis, uniquement pour s'assurer tout l'honneur de la victoire. Au milieu du combat, les Polovtsi, saisis de panique, se rejetèrent sur les rangs des Russes et y portèrent le désordre. La déroute du premier corps d'armée entraîna un désastre général. Les chefs essayèrent de regagner le Dniéper de toute la vitesse de leurs cour-

siers. Six princes et soixante-dix des plus illustres boïars ou voiévodes restèrent sur le champ de bataille. Ce fut comme le Crécy et le Poitiers de la chevalerie russe. Un dixième à peine de l'armée put se sauver : les Kiéviens, à eux seuls, eurent dix mille morts. Cependant le grand-prince de Kief, Mstislaf Romanovitch, était resté dans un camp fortifié sur les rives de la Kalka. Abandonné par le reste de l'armée, il essaya de s'y défendre. Les Tatars lui firent offrir une capitulation : le grand-prince pourrait se retirer librement à condition de payer une rançon pour lui et pour sa droujina. Il se rendit, la capitulation fut violée. Sa garde fut massacrée; lui-même et ses deux gendres étouffés sous des planches. Les Tatars célébrèrent leur festin de victoire sur leurs corps inanimés (1224).

Après ce coup de foudre qui épouvanta la Russie tout entière, les Tatars s'arrêtèrent et retournèrent vers l'Orient. On n'entendit plus parler d'eux. Treize ans se passèrent, pendant lesquels les princes revinrent à leurs éternelles discordes. Ceux du nord-est n'avaient donné aucun secours à la Russie du Dniéper; peut-être que le grand-prince Georges II de Sousdalie se félicitait de l'humiliation des Kiéviens et des Galliciens. On oubliait les Mongols; toutefois les chroniques de ce temps sont remplies de funestes présages : au milieu des disettes, des famines, des maladies contagieuses, des incendies dans les villes et de fléaux de toutes sortes, on remarqua la comète de 1224, le tremblement de terre et l'éclipse de soleil de 1230.

Les Tatars étaient occupés à achever la conquête de la Chine; puis un des fils de Genghis, Ougoudeï ou Oktaï, reconnu comme le khan suprême des Mongols, envoya son neveu Baty dans les régions de l'Occident. Comme le reflux des Polovtsi avait annoncé l'invasion de 1224, celui des Saxins, nomades apparentés aux Kirghiz, qui se réfugièrent sur les terres des Bulgares du Volga, fit prévoir la nouvelle irruption des Tatars, et en indiqua la direction. Ce n'était plus la Russie méridionale, mais la Russie sousdalienne qui était directement menacée. Baty en 1237 conquit la *Grande Ville*, capitale de ces Bulgares à demi ci-

vilisés, qui étaient comme les Polovtsi de vieux ennemis de la Russie et qui allaient être enveloppés avec elle dans une même ruine : Bolgary fut donc livrée aux flammes et les habitants passés au fil de l'épée. Les Tatars s'enfoncèrent alors dans les profondes forêts du Volga et envoyèrent aux princes de Riazan, en manière d'ambassadeurs, une sorcière et deux officiers. Les trois princes de Riazan, ceux de Pronsk, de Kolomna, de Moscou, de Mourom, s'avancèrent au-devant d'eux. « Si vous voulez la paix, dirent les Tatars, donnez-nous la dîme de vos biens. — Quand nous serons morts, répondirent les princes russes, vous pourrez les prendre tout entiers. » Quoique abandonnés par les princes de Tchernigof et le grand-prince Georges II, auxquels ils avaient demandé du secours, les dynastes de Riazan acceptèrent une lutte inégale. Ils furent écrasés : presque tous ces princes restèrent sur le champ de bataille. La légende a embelli leur chute : on raconte que Feodor aima mieux mourir que de laisser voir sa jeune épouse à Baty, et que sa femme Euphrasie en apprenant sa mort se précipita des fenêtres de son *terem* avec son fils ; qu'Oleg le Beau, retrouvé sur le champ de bataille encore vivant, repoussa les caresses, les soins et la religion du khan et fut aussitôt mis en pièces. Riazan fut ensuite prise d'assaut, saccagée, brûlée ; toutes les villes de la principauté eurent le même sort.

C'était maintenant le tour du grand-prince : car la Russie du nord-est n'eut même pas l'honneur de succomber dans une bataille générale comme la Russie du sud-ouest, en se réunissant une fois au moins contre l'ennemi commun. L'armée sousdalienne, commandée par un fils de Georges II, fut battue dans la journée de Kolomna, sur l'Oka. Les Tatars brûlèrent Moscou, puis assiégèrent Vladimir-sur-Kliazma, que Georges II avait abandonnée pour aller chercher du secours dans le nord. Ses deux fils étaient chargés de défendre la capitale. Princes et boïars, sentant qu'il n'y avait pas d'autre alternative que la mort ou la servitude, se préparèrent à mourir. Les princesses et tous les grands prièrent donc l'évêque Mitrophane de

leur accorder la tonsure monacale, puis lorsque les Tatars se furent rués dans la ville par toutes les portes, les vaincus se retirèrent dans la cathédrale où ils périrent, hommes et femmes, dans une conflagration générale. Sousdal, Rostof, Iaroslavl, quatorze villes, une multitude de villages, dans la grande-principauté, furent également livrés aux flammes (1238). Les Tatars allèrent ensuite chercher le grand-prince qui était campé sur la Site, presque à la frontière des possessions novgorodiennes. Georges II ne put venger ni son peuple ni sa famille: après la bataille, l'évêque de Rostof releva son cadavre décapité (1238). Son neveu Vassilko, fait prisonnier, fut égorgé pour avoir refusé de servir Baty. L'immense armée tatare, après avoir saccagé Tver, prit Torjok; là « les têtes russes tombaient sous l'épée des Tatars comme l'herbe des champs sous la faux. » Le territoire de Novgorod était entamé : la grande république trembla, mais les forêts profondes, le débordement des fleuves, arrêtèrent Baty : le flot envahisseur arriva jusqu'à la *croix d'Ignace*, à environ cinquante lieues de Novgorod, puis reflua vers le sud-est. En chemin, la petite place de Kozelsk (près de Kalouga) arrêta si longtemps les Tatars et leur fit éprouver tant de pertes qu'ils la surnommèrent la *méchante ville*. Sa population fut exterminée et son prince Vassili, encore enfant, fut « noyé dans le sang. »

Les deux années suivantes (1239-1240) furent employées par les Tatars à ravager la Russie méridionale. Ils brûlèrent Péréiaslaf, Tchernigof, que ses princes défendirent avec une énergie désespérée. Puis Mangou, petit-fils de Genghis-Khan, marcha contre cette fameuse ville de Kief, dont le nom retentissait dans tout l'Orient et dans les livres des écrivains arabes. De la rive gauche du Dniéper, le barbare admira cette grande cité qui se dressait sur les hauteurs de la rive droite, dominant le large fleuve de ses blanches murailles, de ses tours embellies par les artistes byzantins, de ses innombrables églises aux coupoles d'or et d'argent. Mangou proposa aux Kiéviens une capitulation : le sort de Riazan, de Vladimir, de Tchernigof capi-

tales de puissants États, annonçait aux habitants ce qui les attendaient s'ils refusaient, et cependant les Kiéviens massacrèrent les envoyés du khan. Leur grand-prince Michel s'enfuit; son compétiteur Daniel de Galitch n'osa rester. Sur le rapport de Mangou, Baty vint assaillir Kief avec le gros de son armée. Le grincement plaintif des chariots de bois, le mugissement des buffles, le cri des chameaux, le hennissement des chevaux, les hurlements des Tatars permettaient à peine, assure l'annaliste, de s'entendre dans la ville. Les Tatars assaillirent la porte de Pologne et brisèrent les murailles à coups de bélier. « Les Kiéviens, soutenus par le brave Dmitri, un boïar gallicien, défendirent jusqu'à la fin du jour les remparts ébranlés, puis ils firent retraite sur l'église de la Dîme qu'ils entourèrent d'une palissade. Les derniers défenseurs de Kief se trouvèrent groupés autour du tombeau de Iaroslaf. Ils périrent le lendemain. Le khan fit au boïar Dmitri grâce de la vie, mais « la mère des villes russes » fut saccagée : ce troisième sac fut le plus terrible. Les tombeaux mêmes ne furent pas respectés. De l'église de la Dîme, il ne reste aujourd'hui que quelques fragments de mosaïque dans les musées de Kief. Sainte-Sophie et le monastère des Catacombes furent livrés au pillage (1240).

Restaient la Volynie et la Gallicie : leurs princes ne purent les défendre. La Russie se trouva alors tout entière, sauf Novgorod et le pays du nord-ouest, sous le joug tatar. Les princes étaient morts ou en fuite; des centaines de mille hommes étaient traînés en captivité. On voyait des femmes de boïars « qui jamais n'avaient connu le travail, qui naguère étaient couvertes de riches vêtements, parées de colliers d'or et de bijoux, entourées d'esclaves, réduites maintenant à être les esclaves des barbares et de leurs femmes, tournant la meule du moulin et apprêtant leur grossière nourriture. »

Si l'on cherche les causes qui valurent à la brave nation russe une défaite aussi complète, on peut avec Karamsine indiquer les suivantes : 1° Les Tatars n'étaient pas plus avancés au point de vue militaire que les Russes : ceux-ci

avaient fait leurs preuves en Grèce et en Occident contre les peuples les plus belliqueux et les plus civilisés de l'Europe; mais les Tatars avaient la supériorité numérique sur chacune des armées russes qu'ils rencontrèrent. 2° Leur armée agissait comme un seul homme : elle put écraser successivement les *droujines* des princes ou les *milices* des villes, qui ne se présentèrent que successivement à ses coups. 3° Les Tatars avaient trouvé la Russie divisée contre elle-même. Quand même elle aurait eu l'intention de se confédérer, la soudaineté des irruptions d'une armée entièrement composée de cavaliers ne lui en aurait pas laissé le temps. 4° Dans les peuples que commandait Baty, tout homme était soldat; en Russie, les nobles et les bourgeois seuls avaient des armes; les paysans, qui formaient la masse de la population, se laissaient égorger ou enchaîner sans résistance. 5° Ce n'était point par un peuple méprisable que les Russes furent vaincus : les Tatars-Mongols, sous Genghis-Khan, avaient rempli l'Orient de la gloire de leur nom, conquis l'Asie presque entière; ils arrivaient orgueilleux de leurs exploits, animés par le souvenir de cent victoires, renforcés d'innombrables peuples qu'ils avaient vaincus et qu'ils précipitaient avec eux vers l'Occident.

Lorsqu'en Pologne et en Hongrie on vit arriver, en fugitifs, les princes de Gallicie, de Volynie, de Kief, l'Europe fut épouvantée. Le pape, dont le prince de Gallicie avait réclamé l'appui, appela aux armes la chrétienté. Louis IX se préparait à la croisade. Frédéric II, en sa qualité d'empereur, écrivait aux souverains de l'Occident : « Voici le moment d'ouvrir les yeux de l'esprit et du corps, maintenant que les braves princes sur lesquels nous comptions sont morts ou esclaves. » Les Tatars envahirent la Hongrie, livrèrent la bataille de Liegnitz, en Silésie, contre les princes polonais, furent retenus longtemps par la courageuse défense du voiévode tchèque Iaroslaf dans Olmütz (Moravie) et s'arrêtèrent en apprenant qu'une grande armée, commandée par le roi de Bohême et les ducs d'Autriche et de Carinthie, approchait. La nouvelle du trépas

d'Oktaï, second empereur de tous les Tatars, qui mourut en Chine, rappela Baty de l'Occident. D'ailleurs, en approchant de l'Allemagne, son armée diminuait nécessairement de nombre; on n'y retrouvait plus les grandes plaines et les pâturages de l'Asie et de l'Europe orientale; on se voyait dans un pays coupé, accidenté, hérissé de forteresses, défendu par une population plus dense et une chevalerie plus nombreuse qu'en Russie. En somme, toute la fureur de l'ouragan mongol s'abattit sur les peuples slaves : c'étaient des Russes qui combattaient à la Kalka, à Kolomna, à la Sita, des Polonais et des Silésiens à Liegnitz, des Bohémiens et des Moraves à Olmütz. De l'invasion mongole, les Allemands n'eurent que la peur; elle sévit principalement sur ces plaines de la Russie qui semblent une continuation des grandes steppes de l'Asie. C'est dans l'histoire russe seulement qu'elle eut des conséquences historiques considérables.

Vers ce temps, Baty éleva sur un des bras du bas Volga, l'Aktouba, une cité qu'il appela Saraï (le château) et qui devint la capitale d'un puissant empire tatar, la *Horde d'or*, qui s'étendait de l'Oural et de la Caspienne aux embouchures du Danube. La Horde d'or était peuplée non-seulement de Tatars-Mongols qui ont un moment donné leur nom à ce ramas de peuples, mais aussi de débris des anciens nomades, tels que les Petchenègues et les Polovtsi, dont les Nogaïs et les Kirghiz semblent aujourd'hui les héritiers, et surtout de populations turques, qui tendaient quelquefois à devenir sédentaires, comme aujourd'hui les Tatars de Kazan et d'Astrakan et à se mélanger avec les populations finnoises déjà établies dans le pays. Ce vaste empire barbare, qui enserrait la Russie au sud et à l'est, pendant deux siècles la tint sous la terreur et dans la servitude. Les trois premiers successeurs de Genghis-Khan, Oktaï, Kouïouk, Mangou, élus par tous les princes mongols, avaient le titre de grands-khans, et la Horde d'or reconnaissait leur autorité; mais sous son quatrième successeur, Khouboulaï, qui usurpa le pouvoir et s'établit en Chine, ce lien de vassalité fut rompu. La Horde

d'or devint un État indépendant (1260). Unie et puissante sous le terrible Baty, qui mourut en 1255, elle se démembre sous ses successeurs; mais au quatorzième siècle encore, le khan Ousbek, en réunissant de nouveau toutes ses tribus, devait donner à la Horde une seconde période de prospérité. Les Tatars, arrivés païens en Russie, embrassèrent, vers 1272, la foi de l'islam, et en devinrent de redoutables apôtres.

### Alexandre Nevski (1252-1263).

Iaroslaf, le vaincu de Lipetsk, était entré dans la Sousdalie, après la mort tragique de son frère, le grand-prince Georges II. Iaroslaf (1238-1246) trouva son héritage dans la plus déplorable situation : les villes et les villages étaient brûlés, les campagnes et les routes couvertes de cadavres sans sépulture; les survivants se cachaient dans les bois. Il rappela les fuyards, commença à rebâtir. Baty, qui avait complété la dévastation de la Russie méridionale, somma Iaroslaf de venir lui présenter ses hommages dans sa capitale de Saraï sur le Volga. Iaroslaf y fut accueilli avec distinction : Baty lui confirma le titre de grand-prince, mais l'invita à se rendre en personne à la cour du grand-khan, chef suprême de la nation mongole, qui avait sa résidence sur les bords du fleuve Sakhalian ou Amour. C'était la Russie et l'Asie tout entières à traverser. Iaroslaf plia les genoux devant le nouveau maître du monde, Oktaï, réussit à se disculper des accusations portées contre lui par un boïar russe, et obtint une nouvelle confirmation de son titre. Au retour, il mourut d'épuisement dans le désert et ses fidèles rapportèrent son corps dans Vladimir. Iaroslaf eut pour successeur dans la Sousdalie son fils André (1246-1252). Son autre fils Alexandre régnait à Novgorod la Grande.

Alexandre était aussi brave qu'intelligent; il fut le héros du nord, et pourtant, mieux que personne, il sut accepter les humiliantes nécessités d'une situation terrible. Dans sa jeunesse, nous le voyons bataillant contre

tous les ennemis de Novgorod, Porte-glaives et Tchoudes, Suédois et Finnois. Les Novgorodiens se trouvaient en conflit avec les Scandinaves, à cause de leurs possessions de la Néva et du golfe de Finlande. Comme ils aidaient les indigènes à résister à la propagande latine, le roi Jean obtint du pape Grégoire IX qu'une croisade, avec promesse d'indulgences, serait prêchée contre la grande république russe et contre ses protégés, les païens de la Baltique. Son gendre Birger, avec une armée de Scandinaves, de Finlandais et de croisés occidentaux, prit le commandement de l'armée et envoya dire au prince de Novgorod : « Défends-toi, si tu le peux. Sache que je suis déjà dans tes provinces. » Les Russes, de leur côté, entendaient combattre pour la défense de l'orthodoxie, opposer une croisade grecque à la croisade latine. Alexandre s'humilia dans Sainte-Sophie, reçut la bénédiction de l'archevêque Spiridon et adressa une harangue énergique à ses guerriers. Il n'avait pas le temps d'attendre les secours de la Sousdalie. Il assaillit le camp suédois, établi sur l'Ijora, un des affluents méridionaux de la Néva, qui a donné son nom à l'Ingrie. Il remporta une éclatante victoire, qui lui valut son surnom de Nevski et l'honneur de devenir sous Pierre le Grand, cet autre vainqueur des Suédois, un des patrons de Saint-Pétersbourg, où ses ossements, par les soins du grand empereur, reposèrent dans le monastère d'Alexandre Nevski. La bataille de la Néva fut dramatisée par la légende. Un chef ingrien racontait à Alexandre que la veille du combat il avait vu glisser dans la nuit un canot mystérieux, monté par deux guerriers au front radieux. C'étaient Boris et Glèbe qui venaient au secours de leur jeune parent. D'autres récits nous ont conservé les exploits individuels des héros russes, Gabriel, Skylaf de Novgorod, Jacques de Polotsk, Sabas, qui abattit la tente de Birger, Alexandre Nevski lui-même, qui, d'un coup de lance, lui « imprima son sceau sur la figure » (1240). Malgré l'éclat d'un tel service, Alexandre ne put s'accommoder avec les Novgorodiens ; peu de temps après, il se retira à Péréiaslavl-Zaliésski.

Les fiers républicains eurent bientôt à regretter l'exil de cet autre Camille. L'ordre des Porte-glaives, infatigable ennemi de l'orthodoxie, s'était emparé de Pskof, leur alliée. Les Allemands imposèrent un tribut aux Vojanes, vassaux de Novgorod, construisirent la forteresse de Koporié sur ses domaines de la Néva, prirent la ville russe de Tessof en Esthonie, pillèrent les marchands de Novgorod jusqu'à trente verstes de leurs remparts. Pendant ce temps, les Tchoudes et les Lithuaniens enlevaient les paysans et le bétail des citadins. Alexandre se laisse fléchir enfin par les prières de l'archevêque et des citoyens, rassemble une armée, chasse les Allemands de Koporié, puis de Pskof, fait pendre comme traîtres les Vojanes et les Tchoudes pris dans les rangs ennemis et mettre à mort six chevaliers qui lui sont tombés entre les mains. C'était une guerre cruelle et impitoyable qui se poursuivait entre les deux races et les deux religions. A peine si on reconnaissait encore un droit des gens. Plus d'une fois, Allemands et Russes égorgèrent les ambassadeurs de l'autre parti. Alexandre Nevski livre enfin bataille aux Porte-glaives sur la glace même du lac Péïpous, leur tue quatre cents chevaliers, en prend cinquante, extermine une multitude de Tchoudes. Telle fut la *bataille des Glaces* (1242). Il rentra en triomphe dans Novgorod traînant après lui ses prisonniers bardés de fer. Le grand-maître croyait voir Alexandre aux portes de Riga et implorait le secours du Danemark. Le prince de Novgorod, satisfait d'avoir délivré Pskof, conclut la paix moyennant la restitution de quelques districts et consentit à l'échange des prisonniers. A cette époque, Innocent IV, trompé par de faux renseignements, adressa une bulle à Alexandre comme à un fils dévoué de l'Église, lui assurant que son père Iaroslaf en mourant à la Horde avait désiré se soumettre au trône de saint Pierre. Deux cardinaux lui apportèrent cette lettre du pape (1251).

C'est pourtant ce héros de la Néva et du lac Péïpous, ce vainqueur des Scandinaves et des Porte-glaives, que nous allons voir ramper aux pieds d'un barbare. Alexandre Nevski avait compris qu'en présence de cette force brutale

et énorme des Mongols toute résistance était folle, tout orgueil pernicieux. Les braver, c'était compléter la ruine de la Russie. Cette conduite pouvait n'être pas chevaleresque : elle fut sage et humaine. Alexandre dédaigna de faire le brave aux dépens de son peuple, comme son frère André de Sousdalie, qui ensuite dut s'enfuir, abandonnant ses sujets aux vengeances des Asiatiques. Le prince de Novgorod était le seul de la Russie qui eût gardé son indépendance, mais il savait que Baty pouvait bien étendre ses mains jusqu'à l'Ilmen. « Dieu m'a soumis beaucoup de peuples, lui écrivait le barbare ; toi seul refuseras-tu de reconnaître mon pouvoir? Si tu veux conserver ta terre, viens à moi ; tu verras la splendeur et la gloire de mon empire. » Alexandre se rendit donc à Saraï avec son frère André, qui disputait à leur oncle Sviatoslaf la grande-principauté de Vladimir. Baty déclara que la renommée n'avait point exagéré le mérite d'Alexandre et qu'il sortait en effet du commun des princes russes. Toutefois il enjoignit aux deux frères de se rendre, comme avait fait leur père Iaroslaf, à la grande Horde : ils en revinrent en 1257. Kouïouk avait confirmé l'un dans la possession de Vladimir, l'autre dans celle de Novgorod, en y ajoutant même toute la Russie méridionale avec Kief.

L'année 1260 mit à l'épreuve la patience d'Alexandre et sa politique de résignation vis-à-vis des Tatars. Oulavtchi, auquel le khan Berkaï avait confié les affaires de la Russie, exigea que Novgorod se soumît au dénombrement et payât le tribut. C'était le héros de la Néva qu'il chargeait de l'humiliante et dangereuse mission de décider les Novgorodiens. Quand le possadnik de Novgorod émit, dans la *vetché*, l'avis qu'il fallait se soumettre à la loi du plus fort, le peuple poussa un cri terrible et massacra le possadnik. Vassili même, le fils d'Alexandre, se déclara contre un père « qui apportait la servitude à des hommes libres » et se retira chez les Pskoviens. Il fallait une âme énergiquement trempée pour résister à l'universelle désapprobation et conseiller aux Novgorodiens une lâcheté nécessaire. Alexandre fit arrêter son fils et punit de mort ou de muti-

lation les boïars qui l'avaient engagé à la révolte. La *vetché* avait décidé qu'on refuserait le tribut et renvoyé les ambassadeurs mongols avec des présents. Pourtant, sur le bruit qu'une armée tatare approchait, il y eut un revirement, et Alexandre put annoncer aux Mongols que les Novgorodiens se soumettaient au dénombrement. Puis, quand on vit à l'œuvre les fonctionnaires du khan, la population se souleva de nouveau, et le prince fut obligé de les faire garder jour et nuit. Vainement les boïars conseillaient aux bourgeois de se soumettre : rassemblé autour de Sainte-Sophie, le peuple déclarait qu'il voulait mourir pour la liberté et l'honneur. Alexandre alors fit mine de quitter la ville avec ses hommes et de l'abandonner aux vengeances du khan. Cette menace dompta la fierté des Novgorodiens. Les Mongols et leurs agents, un registre à la main, purent aller de maison en maison dans la cité humiliée et silencieuse, pour faire le relevé des habitants. « Les boïars, dit Karamsine, pouvaient encore tirer vanité de leur rang et de leurs richesses, mais les simples citoyens avaient perdu, avec l'honneur national, leur bien le plus précieux » (1260).

Dans la Sousdalie aussi, Alexandre se trouvait en présence de vainqueurs insolents et de vaincus exaspérés. En 1262, les habitants de Vladimir, de Sousdal, de Rostof, se soulevèrent contre les collecteurs de l'impôt tatar : ceux de Iaroslavl massacrèrent un renégat, nommé Zozime, ancien moine qui était devenu un musulman fanatique. On pouvait s'attendre à de terribles représailles. Alexandre courut à la Horde avec des présents, au risque d'y laisser sa tête. Il avait d'ailleurs à s'excuser d'avoir refusé aux Mongols un corps d'auxiliaires russes, voulant du moins ménager le sang et les scrupules religieux de ses sujets. Chose remarquable, sur les plus profondes humiliations de la nationalité russe, l'histoire de ce temps laisse toujours tomber un reflet de gloire : au moment où Alexandre allait se prosterner à Saraï, l'armée de Sousdalie, réunie à celle de Novgorod et conduite par son fils Dmitri, battait les Portes-glaives et enlevait d'assaut Dorpat. Le khan

Berkaï reçut bien Alexandre, agréa ses explications, le dispensa de fournir un contingent, mais le retint près d'une année à sa cour. La santé d'Alexandre était épuisée : au retour, il mourut avant d'avoir atteint Vladimir. Quand cette nouvelle parvint dans sa capitale, le métropolite Cyrille, qui achevait la liturgie, se tourna vers les fidèles : « Mes chers enfants, apprenez qu'il s'est couché, le soleil de la terre russe ! ». — « Nous sommes perdus ! » s'écria le peuple qui éclata en sanglots. Alexandre, par cette politique de résignation, que son héroïsme chevaleresque ne permet pas de mépriser, avait rendu un peu de repos à la Russie épuisée. Par ses victoires sur les ennemis d'Occident, il lui avait donné un peu de gloire et l'avait empêchée de désespérer d'elle-même sous le plus formidable écrasement matériel et moral qu'ait jamais subi un peuple européen.

### Le joug mongol : influence des Tatars sur le développement russe.

Les khans mongols, après avoir dévasté et maté la Russie, n'y introduisirent directement aucun changement politique. A chaque pays ils laissèrent sa constitution, ses lois, ses cours de justice, ses chefs naturels. La maison d'André Bogolioubski continue à régner en Sousdalie, celle de Daniel Romanovitch en Gallicie et Volynie, les Olgovitchs à Tchernigof, les descendants de Rogvolod le Varègue à Polotsk ; Novgorod put continuer à chasser et à rappeler ses princes et les dynastes du sud à se disputer le trône de Kief. Les États russes se trouvèrent sous le joug mongol à peu près dans la même situation que, trois siècles plus tard, les états chrétiens de la péninsule gréco-slave sous le joug ottoman. Les Russes restèrent en possession de toutes leurs terres, que dédaignaient leurs vainqueurs nomades, cantonnés dans les steppes de l'est et du sud ; ils furent, comme leurs congénères danubiens, des espèces de raïas, sur lesquels s'exerçaient avec plus ou moins d'intensité l'autorité des khans, mais que leurs conquérants

ne cherchaient en aucune façon à *tatariser*. Voyons en quoi consistaient précisément les obligations des vaincus et leurs rapports avec les vainqueurs, pendant la période du *joug mongol* ou *tatarchtchina*.

1° Les princes russes étaient tenus de se rendre à la Horde, soit pour témoigner de leur soumission, soit pour soumettre aux khans le jugement de leurs différends. Nous avons vu qu'il leur fallait visiter non-seulement le khan de la Horde d'or, mais souvent aussi le grand-khan à l'extrémité de l'Asie, sur les bords du Sakhalian ou Amour. Là, ils se rencontraient avec les chefs des hordes mongoliques, tatares, thibétaines, boukhariennes, parfois avec les ambassadeurs du khalife de Bagdad, du pape romain ou du roi de France. Les grands-khans essayaient de terrifier l'un par l'autre les envoyés de tous ces peuples, étonnés de se rencontrer à sa cour. Mangou-Khan enjoignait à saint Louis de le reconnaître pour maître du monde, car, disait-il, « lorsque l'univers m'aura salué comme souverain, on verra renaître sur la terre une heureuse tranquillité »; en cas de refus, « ni les mers profondes ni les montagnes inaccessibles » ne mettraient le roi de France à l'abri de son courroux. Aux princes de l'Asie et de la Russie il montrait les présents du roi de France, affectant de les considérer comme un tribut de soumission. « Nous l'enverrons chercher pour vous confondre », leur disait-il, et Joinville assure que cette menace et la « paour du roy de France » en décidèrent beaucoup à se rendre à merci. C'était un terrible voyage que celui de la grande Horde : la route ne traversait que des déserts ou des pays jadis opulents que les Tatars avaient changés en déserts. Bien peu en revenaient : Plan Carpin, l'envoyé du pape Innocent IV, a vu dans les steppes des Kirghiz les ossements desséchés des boïars du malheureux Iaroslaf, morts de soif dans les sables. Plan Carpin nous décrit ainsi la cour de Baty sur le Volga : « Elle est brillante et nombreuse. Son armée compte 600 000 hommes, dont 150 000 Tatars et 450 000 étrangers, tant chrétiens qu'infidèles. Le vendredi de la semaine sainte, nous fûmes conduits à

sa tente entre deux feux, parce que les Tatars prétendent que le feu purifie tout et ôte même la force à un poison caché. Il nous fallut faire plusieurs prosternations et entrer dans la tente sans en toucher le seuil. Baty était sur son trône, avec une de ses femmes ; ses frères, ses enfants et les seigneurs tatars étaient placés sur des bancs : le reste de l'assemblée assis par terre, les hommes à droite, les femmes à gauche... Le khan et les seigneurs de sa cour vidaient de temps en temps des coupes d'or et d'argent, tandis que des musiciens faisaient retentir les airs de leurs mélodies Baty a le teint animé ; il met de l'affabilité dans ses relations avec les siens, mais il inspire une terreur générale. » La cour du grand-khan était encore plus magnifique. Plan Carpin y retrouva un Russe nommé Koum qui était le favori et l'orfévre de Gaïouk ou Kouïouk, et Rubruquis un orfévre parisien nommé Guillaume. Pour réussir soit à la cour de Baty, soit à celle du grand-khan, il fallait beaucoup d'argent. Il fallait d'abord distribuer des présents aux princes tatars, aux favoris, surtout aux femmes et à la mère du khan. A ce terrible tribunal les princes russes venaient lutter d'intrigues et de corruption : la tête des plaideurs était souvent leur enjeu dans ce procès redoutable. Les plus dangereux ennemis qu'ils rencontraient à la cour tatare, ce n'étaient pas les barbares, mais les Russes, leurs concurrents et leurs envieux. C'est une tragique histoire que celle des princes russes à la Horde : ainsi périrent à la Horde de Saraï, en 1246, le prince Michel de Tchernigof, et en 1319 le prince Michel de Tver, assassinés, l'un par le renégat Doman, l'autre par le renégat Romanetz, ce dernier à l'instigation et sous les yeux du grand-prince de Moscou.

2° Les vaincus étaient astreints à payer un impôt par tête ou capitation qui pesait aussi lourdement sur les pauvres que sur les riches. Le tribut se soldait soit en argent, soit en fourrures : ceux qui ne pouvaient payer devenaient esclaves. Les khans avaient d'abord affermé ce revenu à des marchands de Khiva qui le percevaient avec la dernière rigueur, et qu'ils protégeaient en les faisant soutenir d'a-

gents supérieurs appelés *baskaks* et accompagnés ordinairement d'une force imposante. Les excès de ces publicains excitèrent plusieurs fois des révoltes : en 1262, celle de la Sousdalie; en 1284, celle de Koursk; en 1318, celle de Kolomna; en 1327, celle de Tver, dont les habitants massacrèrent le *baskak* Chevkal et attirèrent sur eux d'effroyables représailles. Plus tard, les princes de Moscou prirent à forfait l'impôt non-seulement de leurs propres sujets, mais encore des pays voisins. Ils se firent les fermiers-généraux des envahisseurs. Ce fut l'origine de leurs richesses et de leur puissance.

3° Outre le tribut, les vaincus devaient à leurs maîtres l'impôt du sang, un contingent militaire. Au temps des Huns et des Avars, on avait déjà vu les Slaves et les Goths accompagner les hordes asiatiques, former leur avant-garde, être comme les chiens de chasse de Baïan. Au treizième siècle, les princes russes fournissaient aux Tatars des troupes d'élite, surtout une solide infanterie, et marchaient dans leurs armées à la tête de leurs *droujines*. C'est ainsi qu'en 1276 Boris de Rostof, Glèbe de Biélozersk, Feodor d'Iaroslavl, André de Gorodetz, suivirent le khan Mangou dans une guerre contre les peuples du Caucase, saccagèrent Dédiakof, la capitale des Iasses, dans le Daghestan. Les Mongols leur réservèrent scrupuleusement leur part de butin. Les mêmes princes russes prirent part à l'expédition contre un aventurier nommé Lachanas, un ancien gardeur de pourceaux, qui avait soulevé la Bulgarie du Danube. Plus déshonorante était la conduite des descendants de Monomaque dans les troubles intérieurs de la Russie. C'était contre leurs compatriotes qu'ils accompagnaient, qu'ils excitaient les Mongols. Le prince André, fils d'Alexandre Nevski, saccagea, en 1281, de concert avec les Tatars, les provinces de Vladimir, Sousdal, Mourom, Moscou, Péréiaslavl, qu'il disputait à Dmitri, son frère aîné. Il aida les barbares à profaner les églises et les monastères de femmes. En 1327, ce sont les princes de Moscou et de Sousdal qui dirigent l'exécution militaire contre Tver. En 1284, deux Olgovitchs régnaient au pays

de Koursk : l'un d'eux, Oleg, fait mourir l'autre au nom du khan. La servitude avait tellement abaissé les caractères que l'aplatissement général se communique aux annalistes : celui qu'ils blâment, ce n'est pas Oleg, le meurtrier, mais Sviastoslaf, la victime : n'était-ce pas sa conduite peu mesurée qui avait attiré sur lui la colère du khan?

4° Aucun prince ne pouvait monter sur le trône sans avoir reçu l'investiture et le *iarlikh* ou lettres patentes du khan. Les fiers Novgorodiens eux-mêmes, en 1304, repoussaient leur prince Michel en disant : « Nous avons choisi Michel, il est vrai, mais à condition qu'il nous montrerait le *iarlikh* ».

5° Aucun État russe n'osait entreprendre une guerre sans en avoir obtenu l'autorisation. En 1269, les Novgorodiens demandent la permission de marcher contre Revel. En 1303, dans une assemblée des princes, en présence du métropolitain Maxime, on lut un décret du khan Tokhta qui enjoignait aux princes de mettre un terme à leurs dissensions et de se contenter de leurs apanages, la volonté du khan étant que la grande-principauté jouît de la paix. Quand les ambassadeurs mongols apportaient une lettre de leur souverain, les princes russes étaient obligés de se rendre à pied au-devant d'eux, de se prosterner, d'étendre sous leurs pieds des tapis précieux, de leur présenter une coupe pleine de pièces d'or, d'écouter à genoux la lecture du *iarlikh*.

6° Les Tatars, tout en assujettissant les Russes, estimaient leur bravoure. Ils contractèrent avec leurs princes des alliances matrimoniales. Vers 1272, Glèbe, prince de Biélozersk, épouse une femme de la famille du khan, qui professait déjà le christianisme, et Feodor de Riazan devient le gendre du khan Nogaï, qui assigne au jeune couple un palais dans Saraï. En 1318, le grand prince Georges épouse Kontchaka, sœur du khan Ouzbek, qui prend au baptême le nom d'Agathe. Vers la fin du quatorzième siècle, les Tatars n'étaient déjà plus les grossiers pasteurs des steppes. Mêlés à des populations sédentaires

et plus cultivées, ils avaient bâti des villes sur les ruines de celles qu'ils avaient détruites : Krym en Crimée, Kazan, Astrakhan, Saraï. Ils avaient pris goût pour le luxe et la magnificence, honoraient les poëtes nationaux qui chantaient leurs exploits, se piquaient de chevalerie et même de galanterie. Malgré la différence de religion, un rapprochement s'opéra entre l'aristocratie des deux pays, entre les *kniazes* russes et les *mourzas* tatars.

Les historiens russes ne sont pas entièrement d'accord sur la nature et le degré d'influence exercée par le joug mongol sur le développement russe. Karamsine et M. Kostomarof croient qu'elle fut considérable : « Peut-être, dit le premier, notre caractère national présente-t-il encore aujourd'hui des taches qui lui sont venues de la barbarie mongole ». M. Solovief affirme au contraire que ces nomades eurent à peine plus d'influence que les Petchenègues et les Polovtsi. M. Bestoujef-Rioumine estime que cette influence s'exerça surtout sur l'administration financière et l'organisation militaire. D'une part, les Tatars établirent l'impôt par tête ou capitation, qui est resté dans le système financier de la Russie; d'autre part, les vaincus eurent une tendance naturelle à adopter l'armement de leurs vainqueurs. Les princes russes ou mongols formèrent comme une même caste militaire, désormais séparée de la chevalerie occidentale, à laquelle se rattachaient les héros russes du douzième siècle. Les guerriers de Daniel de Gallicie étonnèrent, dit-on, les Hongrois et les Polonais par le caractère oriental de leur équipement. Courts étriers, selle très-élevée, long cafetan ou robe flottante, une sorte de turban surmonté d'une aigrette, des sabres et des poignards à la ceinture, un arc et des flèches, tel est le costume militaire d'un prince russe du quinzième siècle.

En revanche, beaucoup des particularités dans lesquelles on a cru voir la trace d'une influence mongole peuvent s'attribuer aussi bien, et même beaucoup mieux, à des traditions purement slaves ou à des imitations byzantines. Si les princes moscovites visent à l'autocratie, ce n'est pas pour se modeler sur les grands-khans, mais par le déve-

loppement naturel des idées absolutistes importées de Constantinople : c'est toujours l'empereur romain de *Tsargrad* et non le chef des pasteurs de l'Asie qui reste le monarque-type. Si, à partir de cette époque, la pénalité russe fait un usage plus fréquent de la peine de mort et des châtiments corporels, ce n'est pas uniquement à l'imitation des Tatars, mais sous l'influence chaque jour plus grande des lois byzantines, par le triomphe progressif de leurs principes sur ceux de l'ancien droit de Iaroslaf; or, ces lois admettent trop aisément la torture, la flagellation, les mutilations, le bûcher, etc., pour qu'il soit nécessaire d'invoquer les usages mongols. L'habitude de se prosterner, de *battre du front*, d'affecter une soumission servile, est sûrement orientale, mais elle est aussi bien byzantine. La réclusion des femmes était en vigueur dans l'ancienne Russie, façonnée par les missionnaires grecs, et le *terem* russe procède plus certainement du *gynécée* hellénique que du *harem* oriental : d'autant plus que les femmes tatares, avant la conversion des Mongols à l'islamisme, ne semblent pas avoir été soumises à la réclusion. Si les Russes nous paraissent étranges au dix-septième siècle avec leurs longs vêtements et leurs modes orientales, il faut se souvenir que les Français et les Italiens du quinzième siècle, habillés par les marchands de Venise, étaient vêtus dans le même goût : seulement la mode avait progressé chez nous, tandis que dans la Russie, isolée du reste de l'Europe, elle était restée stationnaire.

Au point de vue social, deux expressions russes semblent remonter à l'invasion tatare : *tcherne* ou le *peuple noir* pour désigner le bas peuple, et *krestianine* pour désigner le paysan, c'est-à-dire le *chrétien* par excellence, qui restait étranger à tous les usages mongols, un moment adoptés par l'aristocratie. Quant à la quantité de sang mongol ou tatar mêlé au sang russe, elle a dû être très faible : l'aristocratie des deux pays peut avoir contracté des mariages, un certain nombre de *mourzas* ont pu devenir des princes russes par leur conversion à l'orthodoxie, mais les deux peuples sont, en masse, restés étrangers l'un à l'au-

tre. Aujourd'hui encore, si les autochthones finnois continuent à se russiser, les cantons tatars, même convertis au christianisme, restent tatars.

Si le joug mongol a influé sur le développement russe, c'est surtout indirectement : 1° En séparant la Russie de l'Occident, en faisant d'elle une dépendance politique de l'Asie, elle a perpétué dans le pays cette demi-civilisation byzantine dont l'infériorité vis-à-vis de la civilisation européenne s'accusait chaque jour davantage : si les Russes du dix-septième siècle sont si différents des Occidentaux, c'est surtout parce qu'ils en sont restés au commun point de départ. 2° Indirectement encore la conquête tatare a favorisé l'établissement du pouvoir absolu : les princes moscovites, responsables, vis-à-vis du khan, de la tranquillité publique et de la perception de l'impôt, à la fois surveillés et soutenus par les *baskaks*, ont pu anéantir plus facilement l'indépendance des villes, la résistance des princes de second ordre, la turbulence des boïars, les priviléges des paysans libres. Le grand-prince de Moscou fut sans ménagements pour ses sujets parce qu'on n'aurait pas eu de ménagements pour lui et qu'il y allait de sa tête. La terreur mongole pesa d'un poids épouvantable sur toute la hiérarchie russe pour assujettir plus étroitement les nobles au prince et les paysans aux seigneurs. Les princes de Moscou, dit Karamsine, « prirent l'humble titre de serviteurs des khans, et c'est par là qu'ils devinrent de puissants monarques. » Sans doute, les principautés russes auraient toujours fini par se fondre dans une même domination, mais l'unité russe se serait faite, comme l'unité française, sans détruire entièrement les autonomies locales, les priviléges des villes et les droits des sujets : c'est l'écrasement de la domination mongole qui a étouffé tout germe de liberté politique. On peut dire avec M. Wallace que « les premiers tsars de Moscovie furent les descendants politiques, non des princes russes, mais des khans tatars. » 3° Un troisième résultat indirect de la conquête fut l'accroissement de la puissance et des richesses de l'Eglise. En dépit des légendes hagiographiques sur le mar-

tyre de certains princes, les Tatars étaient un peuple tolérant. Rubruquis a vu, en présence du grand-khan Mangou, des nestoriens, des musulmans et des chamans célébrer chacun leur culte particulier.

Kouïouk avait une chapelle chrétienne près de son palais; Khoubilaï assistait régulièrement aux fêtes de Pâques. En 1261, le khan de Saraï autorisa l'érection d'une église et d'un évêché orthodoxes dans sa capitale. Les Mongols n'avaient aucune haine de sectaires contre les évêques et les prêtres. Avec un sûr instinct politique, les khans tatars, comme les sultans de Stamboul, comprirent que ces hommes étaient les plus propres à agiter le peuple, ou à le calmer. Dès que la première furie de la conquête fut passé, ils s'appliquèrent à les ménager. Ils exceptèrent de la capitation les prêtres et les moines; ils les accueillaient bien à la Horde et accordaient des grâces à leur intercession. Ils jugeaient les différends des prélats orthodoxes et mirent la paix dans l'Église comme ils l'imposaient dans l'Etat. En 1313, le khan Ousbek, à la prière de Pierre, métropolite de Moscou, confirma tous les priviléges de l'Église et défendit de l'inquiéter dans ses biens, « car, disait le rescrit, ces biens sont sacrés, puisqu'ils appartiennent à des hommes dont les prières nous conservent la vie et fortifient notre armée. » Le droit de justice était formellement reconnu à l'Église. Le sacrilége était puni de mort.

Aussi voyons-nous les couvents croître en nombre et en richesse. Ils se peuplèrent immensément : n'étaient-ils pas les plus sûrs asiles? ils virent se multiplier leurs paysans et leurs serviteurs : leur protection n'était-elle pas la plus efficace? Les donations de terres pleuvent en leur faveur, comme en Occident, sous la terreur de l'an Mil. C'est alors que se constitua le grand patrimoine ecclésiastique de la Russie, opulente réserve de revenus et de capitaux, où plus d'une fois les souverains, dans les grandes crises nationales, furent heureux de puiser. L'Église qui, même lorsqu'elle était faible, avait constamment tendu à l'établissement de l'unité et de l'autocratie, allait mettre au service de cette cause une puissance devenue énorme. Les métro-

polites de Moscou seront presque constamment les plus fidèles alliés des grands princes.

---

## CHAPITRE XI.

### LES LITHUANIENS : CONQUÊTE DE LA RUSSIE OCCIDENTALE (1240-1430).

Les Lithuaniens : conquêtes de Mindvog (1240-1263), de Gédimine (1315-1340) et d'Olgerd (1345-1377). — Jagellon : union de la Lithuanie avec la Pologne (1386). — Le grand-prince Vitovt (1392-1430) : batailles de la Vorskla (1399) et de Tannenberg (1410).

**Les Lithuaniens : conquêtes de Mindvog (1240-1263), de Gédimine (1315-1340) et d'Olgerd (1345-1377).**

Les tribus lithuaniennes avaient déjà été fortement entamées par la conquête allemande : Prusses, Korses, Sémigalles, Lettons, avaient été asservis soit par les chevaliers teutoniques, soit par les Porte-glaives. Deux de leurs nations, les Jmoudes et les Lithuaniens proprement dits, avaient conservé, dans les profondes forêts et les marécages du Niémen, leur fière indépendance, leur férocité, leurs anciens dieux. Une tradition russe affirme seulement qu'autrefois ils avaient payé aux Russes le seul tribut qu'on pût prélever sur leur pauvreté : des balais et de la tille. Jmoudes et Lithuaniens étaient divisés, comme les anciens Slaves, en tribus rivales et ennemies. Bien que plus d'une fois ils fussent sortis de leurs forêts, soufflant dans de longues trompettes, chevauchant de rudes bidets du pays, et qu'ils eussent fait nombre d'incursions sur le territoire russe, ils n'étaient point dangereux. Ce vieux peuple aryen, que n'avaient point modifié les influences européennes, avait conservé de l'Asie une puissante caste sacer-

dotale, les *vaïdelotes*, au-dessus desquels s'élevaient les *krivites*, dont le chef, le *krive-krivéïto*, était grand-prêtre de toute la nation. Leur principale divinité était Perkoun, le dieu du tonnerre, analogue au Péroun des Russes. Devant son idole brûlait constamment le feu sacré, le *znitch*. Ils avaient aussi des prêtresses, de sauvages Velédas, comme cette Birouta qui, enlevée par Kestout, devint la mère du grand Vitovt. Les temps étaient venus où les Lithuaniens allaient périr comme les Prusses ou les Lettons, s'ils ne parvenaient à se réunir contre l'Allemand. Les émigrés des pays déjà conquis vinrent sans doute leur apporter des forces et une énergie nouvelle. Un rusé barbare, Mindvog, au commencement du treizième siècle, créa l'unité lithuanienne par des moyens à la Clovis, l'extermination des princes. « Il commença, dit une chronique, à exterminer ses frères et ses neveux, chassa du pays les survivants et régna seul sur la terre de Lithuanie. » Puis il mena ses féroces guerriers contre les principautés russes, affaiblies par l'invasion mongole, et conquit Grodno et Novogrodek. La Russie occidentale avait heureusement deux grands hommes à sa tête : Alexandre Nevski et Daniel de Volynie. Menacé d'un côté par eux, de l'autre par les Porte-glaives de Livonie, il s'avisa de recourir au pape et d'embrasser la foi catholique. Un légat d'Innocent IV et le *landmeister* de l'Ordre teutonique vinrent à Grodno, escortés d'une suite brillante de chevaliers; en présence d'un immense concours de peuple, Mindvog reçut le baptême avec sa femme et fut consacré roi de Lithuanie (1252). Le danger passé, il oublia Rome. Ses nouveaux coreligionnaires ne le ménageaient guère : il fut contraint de céder aux Porte-glaives le pays des Jmoudes. Partageant l'irritation de ses sujets, il lava son baptême comme avaient fait les malheureux Lives, rétablit le paganisme, envahit la Mazovie, ravagea les terres de l'Ordre et battit le *landmeister* en personne. Il avait enlevé la femme d'un de ses princes, nommé Dovmont, et l'avait épousée. Celui-ci l'attendit sur un chemin et l'assassina (1263). Fuyant la vengeance du fils de la victime, Dovmont s'enfuit chez

les Pskoviens, fut nommé leur prince, devint chrétien et les défendit énergiquement contre ses compatriotes païens, jusqu'au moment où il mourut et fut enseveli à l'église de la Trinité. Le fils de Mindvog, Voïchel, dans la première ferveur d'un christianisme éphémère, s'était fait moine : en apprenant le meurtre de son père, il jeta le froc aux orties et fit aux conjurés une guerre d'extermination. La Lithuanie retomba dans l'anarchie pendant les luttes des descendants de Mindvog contre les autres princes qui refusaient d'accepter leur suprématie.

Elle se releva sous l'entreprenant et énergique Gédimine (1315-1340), le véritable fondateur de sa puissance. Il mit à profit l'épuisement et les divisions de la Russie méridionale, et aux conquêtes de ses prédécesseurs, Grodno, Pinsk, Brest, Polotsk, ajouta bientôt Tchernigof, la Volynie tout entière avec Vladimir ; sur la rivière Irpène, il battit les Russes, bien qu'appuyés par une armée d'auxiliaires tatars (1321). Quant à Kief, on ne sait pas en quelle année elle tomba en son pouvoir : dans le désordre universel, ce mémorable événement passa presque inaperçu. Pourtant la vieille capitale de la Russie allait rester pour quatre cents ans, jusqu'à Alexis Romanof, en des mains étrangères. Les populations russes accueillirent volontiers ce nouveau maître qui les affranchissait du pesant joug des Mongols et de guerres civiles sans cesse renaissantes. Comme il respectait leur constitution intérieure et les droits du clergé orthodoxe, il paraît que beaucoup de villes lui ouvrirent volontairement leurs portes. Gédimine chercha à légitimer ses conquêtes en contractant des alliances avec la maison de saint Vladimir, permit à ses fils d'embrasser la foi orthodoxe, autorisa la construction d'églises grecques dans ses résidences de Vilna et de Novogrodek. Au nord, il soutenait une lutte sans relâche contre les mortels ennemis de sa race, les moines militaires de Prusse et de Livonie. Comme Mindvog, il s'adressa au pape, alors Jean XXII, lui exposa qu'il voulait conserver son indépendance, qu'il ne demandait qu'à protéger la religion, qu'il était entouré de franciscains et de dominicains auxquels il laissait

pleine liberté d'enseigner leur doctrine, qu'il était prêt à reconnaître le pape comme le chef suprême de l'Eglise, s'il voulait arrêter les déprédations des Allemands. Le pape français lui dépêcha Barthélemy, évêque d'Alais, et Bernard, abbé du Puy. Dans l'intervalle, de nouvelles attaques des Teutoniques l'avaient exaspéré; il chassa outrageusement ces deux légats. Il avait transporté sa capitale à Vilna, sur la Vilia : ce sont les ruines de son château royal qu'on aperçoit encore sur la hauteur qui domine la citadelle. Il y attira par des immunités des artistes et des artisans d'Allemagne et leur donna le droit civil de Riga et des villes hanséatiques. Un quartier russe se forma aussi dans sa capitale. Il mourut et fut enseveli suivant le rite païen : son corps fut brûlé dans une chaudière avec son coursier de guerre et son écuyer favori.

Après sa mort, ses fils Olgerd (1345-1377) et Kestout chassèrent deux de leurs frères qui avaient reçu des apanages et gouvernèrent ensemble la Lithuanie réunie en un seul Etat. Olgerd humilia Novgorod la Grande qui avait accueilli un autre de ses frères fugitifs, ravagea son territoire et l'obligea à faire périr le possadnik qui avait été l'auteur de cette guerre. Il arrondit ses Etats à l'est et au sud, conquit Vitepsk, Mohilef, Briansk, Novgorod-Séverski, Kamenetz et la Podolie, se rendit maître ainsi de presque tout le bassin du Dniéper et prit pied sur la mer Noire entre l'embouchure de ce fleuve et celle du Dniester. Avec la république de Pskof, il fut en relations tantôt amicales, tantôt hostiles, lui donna du secours contre les Allemands, envoya pour la gouverner son fils André, quelquefois aussi arrêta ses marchands et dévasta son territoire. Les Polonais lui disputaient la Volynie, opprimaient la religion orthodoxe et changeaient les églises grecques en églises latines. Olgerd se rapprocha alors du grand-prince de Moscou, Siméon le Superbe, et, quoique païen, épousa Julienne, princesse de Tver. Sous les successeurs de Siméon, trois fois les armées lithuaniennes prirent le chemin de Moscou, et, sans les embarras que lui causaient les Polonais et les deux Ordres germaniques, Olgerd aurait

peut-être fait la conquête de la Russie orientale. En 1368, il avait détruit les hordes mongoles qui infestaient le bas Dniéper et, plus destructeur encore que ces barbares, achevé la ruine de Chersonésos en Crimée.

**Jagellon : union de la Lithuanie avec la Pologne (1386).**

Olgerd, qui avait pourtant reconstitué l'unité lithuanienne, retomba dans les vieux errements et partagea ses États entre ses fils et son frère, le brave Kestout qui avait été son fidèle associé. L'un de ses fils, *Iagaïlo* ou *Jagellon* (1377-1434), répara cruellement la faute paternelle. Il fit prisonnier en trahison son oncle Kestout, fit périr ce héros de la Lithuanie. Ses frères et ses parents n'échappèrent à la mort qu'en fuyant dans les États voisins. Ce sanguinaire païen fut pourtant l'apôtre de la Lithuanie. Depuis longtemps le christianisme cherchait à y pénétrer par deux voies différentes, de Pologne sous la forme latine, de Russie sous la forme grecque. La guerre acharnée que les Lithuaniens soutenaient contre les moines militaires du nord leur avait rendu le catholicisme particulièrement odieux. Sous Olgerd, le peuple de Vilna s'était soulevé et avait égorgé quatorze franciscains. D'autre part, la plus grande partie des conquêtes lithuaniennes se composant de pays russes, la Lithuanie subissait l'influence de leur religion comme de leur langue. Le russe devenait langue officielle ; il semblait bien que l'orthodoxie allait devenir la foi dominante et que les vainqueurs allaient être absorbés par les vaincus, russisés par leur conquête. Un événement imprévu détourna le cours naturel de l'histoire. En Pologne, la dynastie angevine et française venait de s'éteindre en la personne de Louis de Hongrie, qui ne laissait après lui que sa fille Edvige. Les grands de la Pologne imaginèrent que le meilleur moyen d'en finir avec les éternelles guerres lithuaniennes était de faire épouser à leur reine le puissant prince de Vilna. Le cœur d'Edvige était, dit-on, engagé ailleurs ; le clergé catholique lui fit un devoir de consentir à cette union qui allait assurer, dans la

Lithuanie propre, le triomphe de la foi latine et la séparer ainsi de ses provinces russes-lithuaniennes, restées orthodoxes.

En 1386, Jagellon se rendit à Cracovie, et y reçut avec le baptême la couronne royale.

Les Lithuaniens furent alors convertis d'une façon aussi sommaire que l'avaient été les Russes au temps de Vladimir. On les rangeait par groupes qu'un prêtre aspergeait d'eau bénite en prononçant un nom du calendrier latin : à une troupe entière on donnait le nom de Pierre, à une autre celui de Paul ou de Jean. Jagellon renversa l'idole de Perkoun, fit éteindre le feu divin qui brûlait dans le château de Vilna, tuer les serpents sacrés et couper les bois fatidiques. Le peuple conserva plus longtemps le culte de ses dieux; comme les Northmans que catéchisaient nos Carolingiens, beaucoup de Lithuaniens se présentèrent plusieurs fois au baptême, afin de recevoir plusieurs fois la tunique blanche du néophyte. Jagellon, en transférant sa capitale à Cracovie par complaisance pour ses nouveaux sujets, devait mécontenter les anciens. Aux païens obstinés se joignaient les orthodoxes qu'irritait la propagande du roi en faveur du catholicisme. La Lithuanie croyait, en s'unissant avec la Pologne, avoir perdu son indépendance.

### Le grand-prince Vitovt (1392-1430) : batailles de la Vorskla (1399) et de Tannenberg (1410).

Vitovt, fils du héros Kestout et de la prêtresse Birouta, se mit à la tête des mécontents. Il s'allia avec les Teutoniques et deux fois assiégea, dans le château de Vilna, la garnison polonaise. De guerre lasse, Jagellon finit par lui céder la Lithuanie avec le titre de grand-prince (1392).

Vitovt (1392-1430), beau-père d'un grand-prince de Moscou (Vassili Dmitriévitch), reprit cependant contre la Russie du nord-est les plans de conquête d'Olgerd. Sviatoslaf, avant-dernier prince de Smolensk, s'était rendu odieux, même dans ce siècle de fer, par ses cruautés. Guer-

royant dans les pays russes, il prenait plaisir à empaler, à brûler vifs des femmes et des enfants. Il avait été tué en 1387 dans un combat contre les Lithuaniens, et son fils Iouri n'était que l'ombre d'un grand-prince de Smolensk, sous la tutelle de Vitovt. Celui-ci, qui à la bravoure et à l'énergie de son père savait joindre la perfidie, se rendit maître de cette ville par un stratagème digne de César Borgia. Il engagea le prince et ses frères à venir le trouver dans sa tente, les embrassa et les serra dans ses bras, puis les déclara prisonniers de guerre, tandis que son armée surprenait et pillait Smolensk. Cette cité-reine du haut Dniéper était perdue pour la Russie. L'empire lithuanien confinait maintenant à l'ancienne Sousdalie et à la principauté de Riazan. Ces deux pays étaient les seuls avec Novgorod et Pskof, qui eussent conservé leur indépendance. Il suffisait d'une campagne pour anéantir le nom russe. Mais Vitovt nourrissait d'immenses projets, dans lesquels la conquête de Moscou n'était qu'un incident. Il avait déjà guerroyé contre les Mongols, et de prisonniers, amassés aux environs d'Azof, il avait peuplé plusieurs villages auprès de Vilna, où leur postérité a subsisté. Il prit sous sa protection le khan Tokhtamych, que Timour Koutlouï avait chassé de Saraï, et résolut de subjuguer la Horde d'or, d'y installer un vassal, puis d'ajouter à la conquête de l'empire tatar celle de Moscou et Riazan. L'armée qu'il rassembla sous les murs de Kief était peut-être la plus importante qu'on eût vue, depuis la première croisade, marcher contre des infidèles. A ses troupes lithuaniennes il avait réuni les forces polonaises que lui avait confiées Jagellon sous les fameux voiévodes Spitko de Cracovie, Jean de Mazovie, Sandivog d'Ostorog, Dobrogost de Samotoul, puis les droujines des princes russes ses vassaux, Glèbe de Smolensk, Michel et Dmitri de Volynie, les Mongols de Tokhtamych et enfin cinq cents chevaliers, richement armés, des hommes de fer qui lui avaient envoyé le grand-maître de l'Ordre teutonique. Il rencontra l'armée ennemie sur les bords de la Vorskla, un affluent du Dniéper qui coule près de Poltava.

C'était presque le champ de bataille où se heurtèrent en 1709 les deux héros du nord. Aux propositions de paix de Timour, il répondit que Dieu l'avait désigné pour être le maître du monde et que le khan devait le reconnaître pour *son père*, lui payer tribut et mettre ses armes sur les monnaies mongoles. Le khan ne négociait que pour gagner du temps, jusqu'à l'arrivée de la grande armée tatare commandée par Édigée. Celui-ci à son tour somma ironiquement Vitovt de le reconnaître pour son père et de mettre ses armes sur les monnaies lithuaniennes. Vitovt, qui espérait l'emporter sur le nombre, grâce à ses bombardes et à ses arquebuses, donna le signal du combat. Une manœuvre des Tatars sur les derrières de l'ennemi leur assura la victoire. Les deux tiers de l'armée lithuanienne, avec les princes de Smolensk et de Volynie, restèrent sur le champ de bataille. Timour en poursuivit les débris jusqu'au Dniéper et frappa une contribution de guerre sur Kief et le monastère des Catacombes (1399.) Ainsi tomba le prestige de Vitovt : les princes de Riazan eux-mêmes crurent pouvoir insulter ses frontières. Il restait encore redoutable et le grand-prince de Moscou, après avoir essayé de l'attaquer, jugea plus prudent de rétablir la paix.

Lorsque Vitovt commença à se relever de ce désastre, il dirigea contre l'Ordre teutonique une expédition plus fameuse encore. Le grand-prince de Lithuanie s'était trouvé plus d'une fois aux prises avec les deux chevaleries allemandes. L'Ordre teutonique vers cette époque avait perdu de son énergie première, grâce au développement du système des fiefs et au progrès des villes commerçantes. En 1409, les Jmoudes de la Prusse orientale, après avoir lancé une protestation contre la dureté du joug que l'on faisait peser sur eux, comptant sur l'appui de Vitovt, se soulevèrent. Un nouveau grand-maître, le belliqueux Ulrich de Jungingen, refusa la médiation du roi de Pologne, suzerain de Vitovt. Alors les forces réunies de Pologne et de Lithuanie, avec 40000 Tatars et 21000 guerriers soldés de Bohême, Hongrie, Moravie, Silésie, au total 97000 fantassins, 66000 cavaliers et 60 canons entrèrent en Prusse. Le

grand-maître ne put leur opposer que 57 000 fantassins et 26 000 cavaliers. La bataille de Tannenberg (1410), principalement gagnée par Vitovt, qui enfonça la gauche et le centre des Allemands, brisa pour toujours la puissance des Teutoniques. Le grand-maître et presque tous les grands dignitaires, 200 chevaliers de l'ordre, 400 chevaliers étrangers, restèrent sur le champ de bataille avec 4000 soldats. Presque tous les princes de la Russie occidentale avaient pris part au combat : le contingent de Smolensk s'y distingua tout particulièrement. Le pays des Jmoudes fut affranchi de la domination tudesque et réuni à la Lithuanie.

Trois ans après (1413) eut lieu, entre Jagellon, accompagné des *pans* polonais, et Vitovt, accompagné des nobles lithuaniens, le congrès de Horodlo sur le Bug. Les Lithuaniens catholiques y reçurent les droits et priviléges de la *schliachta* polonaise : il fut convenu que les représentants des deux pays se réuniraient dans une diète commune pour y élire les rois de Pologne, les grands-ducs de Lithuanie, et décider sur les affaires les plus importantes. Vitovt eut bientôt maille à partir avec ses propres sujets : les Jmoudes, si réfractaires à la puissance teutonique, étaient restés païens et lithuaniens dans l'âme. Ils haïssaient le catholicisme et la domination polonaise. Ils se soulevèrent et chassèrent les moines. Vitovt ne put les dompter que par la force.

Les provinces russes de la Lithuanie étaient orthodoxes. Elles dépendaient du métropolite de Moscou. Vitovt voulut s'affranchir de cette suprématie religieuse et demanda au patriarche de Constantinople un métropolite particulier pour cette Russie occidentale. Malgré le refus du patriarche, il convoqua un concile de ses évêques orthodoxes : un savant moine bulgare, Grégoire Tsamblak, fut élu métropolite de Kief. La Russie eut ainsi deux chefs religieux, comme elle avait deux grands-princes, celui de la Russie orientale et celui de la Russie occidentale, l'un à Moscou, l'autre à Kief. Vitovt voulait aussi s'affranchir du côté de l'Occident et soustraire la Lithuanie à la suprématie politique de la Pologne. Il eut en 1429 une entrevue avec

l'empereur d'Allemagne Sigismond, qui promit de le créer roi de Lithuanie. Vitovt, âgé de quatre-vingts ans, était alors à l'apogée de sa puissance. On voyait réunis, dans ses fêtes de Troki et de Vilna, son petit-fils Vassili Vassiliévitch, grand-prince de Moscou, qu'accompagnait le métropolite moscovite Photius, les princes de Tver et de Riazan, le roi de Pologne Jagellon, le khan de Crimée, l'hospodar exilé de Valachie, le grand-maître de Prusse et le *landmeister* de Livonie, les ambassadeurs de l'empereur d'Orient. On y dévorait par jour 700 bœufs, 1400 moutons et du gibier à proportion. Au milieu de ces fêtes, l'ambitieux vieillard eut un amer déboire : les Polonais avaient intrigué auprès du pape, qui lui défendit de songer à la royauté; ils arrêtèrent les ambassadeurs de Sigismond qui lui apportaient le sceptre et la couronne. De dépit, Vitovt tomba malade et mourut (1430).

Après lui la Lithuanie perdit de sa redoutable puissance Tour à tour nous la voyons gouvernée par un grand-prince particulier, réunie à la Pologne sous Vladislas, séparée de nouveau, puis réunie définitivement sous le même sceptre que la Pologne à partir de 1501. Quoiqu'elle eût dès lors le même souverain que la Pologne, elle forma toujours un État à part : la grande-principauté ou le grand-duché de Lithuanie. Toutefois, ses provinces lithuaniennes et russes se polonisaient peu à peu, et les princes issus de Rourik et de saint Vladimir, ou de Mindvog et Gédimine, prenaient les manières et le langage de l'aristocratie polonaise.

---

---

# CHAPITRE XII.

## LES GRANDS-PRINCES DE MOSCOU : ORGANISATION DE LA RUSSIE ORIENTALE (1303-1462).

Origines de Moscou : Daniel. — Georges Danilovitch (1303-1325) et Ivan Kalita (1328-1341) : lutte contre la maison de Tver. — Siméon le Superbe et Ivan le Débonnaire (1341-1359). — Dmitri Donskoï (1363-1389) : bataille de Koulikovo. — Vassili Dmitriévitch et Vassili l'Aveugle (1389-1462).

### Origines de Moscou : Daniel.

Tandis que la Russie occidentale se groupe autour de l'État lithuanien qui donne aux provinces russes conquises une capitale étrangère, Vilna, et les entraîne bientôt dans sa propre réunion avec la Pologne, la Russie orientale se groupe autour de Moscou. Quand ce double travail de concentration, sur la Moskova et sur la Vilia, se sera accompli, alors se dresseront l'une en face de l'autre la Grande-Russie, fière de son unité nationale et religieuse, et la Russie lithuanienne, ou plutôt un Etat étrange composé de trois races (Russie, Lithuanie, Pologne) et de trois religions (orthodoxie, catholicisme, protestantisme, sans compter les Juifs). La lutte de ces deux sœurs ennemies remplira plusieurs siècles de l'histoire du nord. A d'autres souverains, à d'autres siècles reviendra la tâche de reconstituer l'unité russe dans sa plus grande extension. L'honneur des princes de Moscou, c'est d'avoir créé ce noyau vivace, qui fut la Grande-Russie.

Autour de Moscou, acheva de se former, sous le joug mongol, une race résignée, patiente, énergique, entreprenante, faite pour endurer la mauvaise fortune et profiter

de la bonne, et qui à la longue devait avoir le dessus sur la Russie occidentale et sur la Lithuanie. Là grandit une dynastie de princes politiques et persévérants, prudents et impitoyables, de triste et terrible mine, marqués au front du sceau de la fatalité. Ils furent les fondateurs de l'empire russe, comme les Capétiens le furent de la monarchie française.

Leurs moyens furent tout autres. Là nous ne retrouverons pas les figures sympathiques d'un Louis VI, chevauchant fièrement dans les étroits domaines de France, enlevant les châteaux rebelles à la face du soleil, d'un Louis IX, vrai miroir de chevalerie, la plus noble incarnation de l'idée royale. Les princes de Moscou ont surtout agi par l'intrigue, la corruption, l'achat des consciences, la bassesse devant les khans, la perfidie avec leurs égaux, le meurtre et la délation. Ils furent à la fois les publicains et les policiers des khans. Mais ils ont créé et fait grandir le germe d'une Russie nouvelle. Désormais nous avons un centre fixe autour duquel va se rassembler cette histoire si dispersée de la Russie, que nous avons dû suivre en tant de lieux divers, à Novgorod et à Pskof, en Livonie et en Lithuanie, à Smolensk et en Gallicie, à Tchernigof et à Kief, à Vladimir et à Riazan. La mutilation de la Russie, conquise à l'ouest par les Lithuaniens, asservie à l'est par les Mongols, va faciliter l'œuvre de réorganisation. Dans cette patrie amoindrie, les souverains de Moscou rempliront plus aisément leur rôle de grands-princes.

Ce qui avait échappé à la conquête lithuanienne se réduisait, vers le milieu du quinzième siècle, à bien peu de chose. En négligeant Smolensk dont les jours étaient comptés, c'étaient les principautés : 1° de *Riazan*, avec les apanages de Pronsk et Péréïaslavl-Riazanski; 2° de *Sousdalie*, avec les villes de Vladimir, Nijni-Novgorod, Sousdal, Galitch-de-Sousdalie, Kostroma, Gorodetz; 3° de *Tver*, située sur le haut Volga, constituée en majeure partie de bailliages enlevés à Novgorod par les grands-princes de Sousdalie, avec les villes de Rjef, Kachine, Zoubtsof; 4° de Moscou resserrée, au nord par Tver, à l'est par la

Sousdalie, au sud par Riazan, étouffant presque entre ces puissants voisins, comme la petite France des Capétiens entre les redoutables États de Normandie-Angleterre, de Flandre et de Champagne.

Le nom de *Moscou* apparaît pour la première fois dans les chroniques à la date de 1147. Il y est dit que le grand-prince, Georges Dolgorouki, étant arrivé sur le domaine d'un boïar nommé Etienne Koutchko, le fit périr pour quelque faute, et que, frappé du site d'un de ses villages qui se trouvait sur la hauteur baignée par la Moskova, là où se dresse aujourd'hui le Kremlin, il bâtit la ville de Moscou. Dans le Capitole de la Rome ancienne, son fondateur Romulus aurait trouvé une tête d'homme ; celui de Moscou, destiné à devenir le centre d'un empire plus vaste que l'empire romain, fut arrosé de sang humain à ses origines. Le nom d'une église, qui subsiste encore, celle du Sauveur-des-Pins (*Spass na Borou*), conserve le souvenir des profondes forêts qui couvraient alors les deux rives de la Moskova, et sur l'emplacement desquelles s'élève aujourd'hui une immense capitale. Pendant le siècle qui suivit sa fondation, Moscou resta une médiocre et obscure bourgade de la Sousdalie. Les chroniqueurs ne s'en occupent que pour nous dire qu'elle fut brûlée par les Tatars (1237), ou qu'un frère d'Alexandre Nevski, Michel de Moscou, y fut tué dans un combat contre les Lithuaniens (1248). Le véritable fondateur de la principauté de ce nom fut un fils d'Alexandre Nevski, Daniel, qui avait reçu en apanage cette bourgade avec quelques villages. Il agrandit son État d'une ville importante qu'il trouva dans l'héritage d'un de ses neveux, Péréiaslavl-Zaliésski, et de Kolomna qu'il conquit sur les Riazanais. A sa mort (1303) il fut enseveli dans le monastère Danilovski qu'il avait fondé. Il eut pour successeurs, l'un après l'autre, ses deux fils Georges et Ivan.

**Georges Danilovitch (1303-1325) et Ivan Kalita (1328-1341) : lutte contre la maison de Tver.**

Le début de Georges Danilovitch (1303-1326) fut d'enlever Mojaïsk au prince de Smolensk : il emmena prisonnier le possesseur de cet apanage. Presque aussitôt après commença contre la maison de Tver cette lutte acharnée qui, transmise par les pères aux fils, dura vingt-quatre ans. Lorsqu'André Alexandrovitch, grand-prince de Sousdalie, mourut en 1304, deux compétiteurs se présentèrent : l'un cousin germain du défunt, Michel de Tver, l'autre son neveu, Georges de Moscou. Le droit de Michel était incontestable : n'était-il pas l'*aîné* de toute la famille? Les boïars de Vladimir, les citoyens de Novgorod n'hésitèrent pas à le reconnaître comme grand-prince; à Saraï le khan Tokhta se déclara pour lui et ordonna de procéder à son installation. Michel, qui avait pour lui le droit national, la volonté souveraine des Mongols, sut également employer la force, assiégea deux fois Moscou et contraignit le fils de Daniel à le laisser en repos; mais il avait dans ce jeune homme un ennemi implacable. Les chroniqueurs, indignés de cette révolte de Georges contre la vieille coutume héréditaire, se sont prononcés unanimement contre lui. En tenant compte de leurs efforts pour le noircir, on voit qu'il était homme à ne reculer devant aucun crime. Son père avait fait prisonnier le prince de Riazan; il le fit assassiner dans son cachot et se serait emparé de ses États, si le khan n'avait fait respecter les droits du jeune prince son fils Puis Georges se fit, au préjudice de Michel, reconnaître prince de Novgorod; mais l'armée de Tver et de Vladimir battit celle de la république. Un événement imprévu vint changer la face des choses. Le khan Tokhta mourut : Georges sut gagner à tel point les bonnes grâces de son successeur Ouzbek que celui-ci lui donna en mariage sa sœur Kontchaka, et, revenant sur la décision de Tokhta, lui adjugea la grande-principauté. Le fils de Daniel revint en Russie avec une armée mongole, commandée par le

baskak Kavgadi. Michel consentait, assurent les chroniqueurs, à sortir de Vladimir pourvu qu'on respectât son apanage héréditaire; mais Georges se mit à ravager les campagnes de Tver et il fallut en venir aux mains. Michel fut complétement vainqueur : la femme tatare de Georges, son frère Boris, le général mongol Kavgadi et presque tous les officiers du khan tombèrent entre ses mains. Michel combla ses prisonniers d'égards dictés par la prudence; Kavgadi, remis en liberté avec des présents, jura d'être son ami ; mais la sœur du khan étant venue à mourir, les ennemis du prince de Tver firent courir le bruit qu'elle avait été empoisonnée. La cause des deux princes ennemis fut évoquée de nouveau au tribunal du khan. Tandis que le remuant Moscovite courait en personne à la Horde les mains pleines de présents, Michel eut l'imprudence d'y envoyer son fils, un enfant de douze ans. Pendant que Georges accuse, intrigue, corrompt, Michel se décide enfin à partir. Sentant peut-être le sort qui l'attendait, il avait fait son testament et distribué des apanages à ses enfants. Il était prévenu d'avoir tiré l'épée contre un baskak, un envoyé du khan, et d'avoir empoisonné Kontchaka. Ces accusations étaient si absurdes qu'Ousbek laissait traîner les choses en longueur. Ce n'est pas ainsi que l'entendait Georges : à force de démarches, il obtint qu'on arrêtât son parent. Le khan partit à cette époque pour une grande chasse de plusieurs mois dans le Caucase; Michel fut traîné à la suite de la cour, chargé de fers, depuis Saraï jusqu'auprès de Dédiakof dans le Daghestan. Un jour il fut mis au carcan, sur le marché d'une ville populeuse, et les spectateurs s'attroupaient en disant : « Ce prisonnier était, il n'y a pas longtemps, un prince puissant dans son pays. » Des boïars de Michel lui avaient proposé de fuir : il refusa, ne voulant pas exposer son peuple à payer pour lui. Georges se donna tant de mouvement, répandit tant d'argent, qu'enfin l'ordre de mort arriva. Un des pages de Michel entra tout effrayé dans la tente qui lui servait de cachot, pour lui dire que Georges et Kavgadi approchaient, suivis d'une multitude de peuple. « Je sais

pourquoi, » répondit le prince, et il envoya son jeune fils Constantin chez l'une des femmes du khan qui devait le prendre sous sa sauvegarde. Ses deux ennemis mirent pied à terre près de la tente, dispersèrent les boïars de Tver et envoyèrent leurs sicaires assassiner le prince. On le terrassa, on le foula aux pieds; comme pour Michel de Tchernigof, ce ne fut pas un Mongol qui le poignarda et lui arracha le cœur, mais un renégat nommé Romanetz. Alors Georges et Kavgadi entrèrent et contemplèrent le cadavre complètement nu : « Eh quoi! dit le Tatar au prince de Moscou, laisserez-vous outrager le corps de celui qui fut votre oncle? » Un serviteur de Georges jeta un manteau sur la victime (1319). Michel fut pleuré par les Tvériens. Son corps, incorrompu comme celui d'un martyr, fut plus tard déposé à la cathédrale de Tver dans une châsse d'argent. Il est devenu un bienheureux et le patron de sa cité. Sur les murailles de la cathédrale, des peintures anciennes et modernes rappellent son martyre et flétrissent le crime du Moscovite. Tous les chroniqueurs du temps ont pris avec passion son parti contre l'assassin. Karamsine s'est fait l'écho de leurs apologies et de leurs anathèmes. Mais, en même temps que Michel devenait un saint, Georges devenait le souverain tout-puissant de Moscou, de la Sousdalie et de Novgorod. Le sort tragique de Michel annonçait la ruine de Tver.

Quelques années après, il y eut à la Horde un revirement; Dmitri *aux yeux terribles*, fils du malheureux Michel, obtint le titre de grand-prince, et le baskak Séventch Bonga fut chargé de l'installer sur le trône de Vladimir. Georges se vit obligé de courir encore une fois à Saraï : là les deux rivaux, Dmitri de Tver et Georges de Moscou, se rencontrèrent. Dmitri avait un père à venger : l'épée sortit toute seule du fourreau et le prince de Moscou tomba blessé à mort (1325). Tout ce que purent obtenir ses amis, ce fut une condamnation à mort contre Dmitri. Celui-ci eut pour successeur, dans Vladimir, son frère Alexandre.

Par malheur pour la maison de Tver, l'année suivante

les Tvériens, exaspérés par le baskak Chevkal, se soulevèrent et l'égorgèrent avec toute sa suite. Alexandre, au lieu d'imiter la ferme prudence de ses voisins de Moscou, se laissa entraîner par la passion populaire. C'est lui qui donna l'assaut au palais du baskak et qui y alluma l'incendie. Après un tel coup, il n'y avait plus de pitié à attendre du khan. Si Ousbek eût oublié de venger sa majesté insultée, les princes de Moscou l'en auraient fait souvenir. Le frère de Georges, Ivan Kalita, s'offrit à compléter la ruine de Tver. Ousbek lui promit le titre de grand-prince et lui donna une armée de 50 000 Tatars, à laquelle se joignirent les contingents de Moscou et de Sousdal. Alexandre, qui n'avait pas eu la sagesse de résister à son peuple, n'eut pas le courage de le défendre ou de mourir avec lui. Ses frères et lui s'enfuirent à Pskof et à Ladoga. Cruelle fut la vengeance du khan, la vengeance de Moscou. Tver, Kachine, Torjok furent saccagés. Novgorod même dut se racheter par une contribution de guerre. Non content de l'extermination de Tvériens, Ousbek fit périr à la même époque le prince de Riazan, fils de ce prince Iaroslaf que Georges Danilovitch avait fait tuer en prison. La Horde et Moscou semblaient avoir mêmes ennemis : elles frappaient de concert. Il est remarquable que c'est dans le sang des martyrs, Michel de Tver et Dmitri aux *yeux terribles*, qu'a grandi la « sainte Russie ».

Ivan Kalita (1328-1340), devenu grand-prince, fit le voyage à la Horde avec Constantin, fils de Michel, qui venait de remplacer sur le trône de Tver Alexandre fugitif. Ivan fut bien reçu, mais Ousbek lui enjoignit de faire comparaître devant lui Alexandre. Les ambassadeurs du grand-prince se rendirent à Pskof pour conjurer Alexandre de comparaître ou sommer les Pskoviens de le livrer. « N'exposons pas, disaient-ils, le peuple chrétien au courroux des infidèles ! » Mais les Pskoviens, touchés des prières du Tvérien, s'écrièrent : « Ne va pas à la Horde, seigneur, quoi qu'il advienne nous mourrons avec toi ! » Magnanimes comme les Novgorodiens au temps d'Alexandre Nevski, héroïquement absurdes, ils ordonnèrent aux am-

bassadeurs de s'éloigner, prirent tous les armes et élevèrent une nouvelle forteresse à Isborsk. Ivan rassembla une armée ; en même temps, il engagea le métropolite Théognoste à jeter l'interdit sur Alexandre et les Pskoviens. On voyait un prince russe poursuivre un de ses parents sur l'ordre des Tatars et un métropolite excommunier des chrétiens pour les obliger à obéir au khan. Les Pskoviens, quoique effrayés, ne cédèrent point. C'est Alexandre qui les quitta pour se réfugier en Lithuanie. Alors ils firent dire au grand-prince : « Alexandre est parti ; Pskof tout entière t'en fait serment, du plus petit au plus grand, les popes, les moines, les religieuses, les orphelins, les femmes et les petits enfants » (1329).

Alexandre revint plus tard chez eux et fut reconnu comme leur prince. Pourtant il avait regret de sa bonne ville de Tver. La protection du Lithuanien Gédimine était trop dangereuse et trop pesante. Il crut plus facile de fléchir le terrible Ousbek. Il se rendit à la Horde avec ses boïars. « Seigneur, tout-puissant tsar ! dit-il à Ousbek, si j'ai fait quelque chose contre toi, voici que je viens recevoir de toi, ou la vie, ou la mort. Fais comme Dieu t'inspirera : je suis prêt à tout. » Le khan pardonna, Alexandre revint à Tver. Ivan Kalita avait compté être pour jamais débarrassé de lui. En son absence, il était le maître de la Russie, avait mis la main dans les affaires de Tver, marié une de ses filles à Vassili de Iaroslavl, une autre à Constantin de Rostof, frère du prince banni ; il affectait la suprématie sur tous les États russes. Le retour d'Alexandre donna contre lui un chef à tous les mécontents. Au lieu de lui déclarer la guerre, il préféra recourir à ses armes ordinaires. Ivan se rendit à la Horde et y représenta Alexandre comme le plus dangereux ennemi des Mongols. La conséquence de ces insinuations fut qu'Alexandre fut sommé d'y comparaître : cette fois, il fut décapité avec son fils Feodor. La rivalité avec Moscou avait déjà coûté la vie à quatre princes de la maison de Tver. Ousbek, qui n'avait de confiance que dans Moscou et qui voulait contenir le reste de la Russie par la terreur, fit périr vers cette époque

le prince de Starodoub. Les princes Constantin et Vassili de Tver, fils, frères et oncles des victimes, sentirent bien qu'ils ne se maintiendraient qu'à force de complaisance pour leur terrible beau-père. En témoignage de soumission, ils envoyèrent à Kalita la grosse cloche de la cathédrale de Tver. Les princes de Riazan et de Sousdal furent également obligés de combattre sous ses étendards. Novgorod, menacée par lui, s'engagea dans la voie qui devait lui être si funeste, et qui pouvait être la ruine de la Russie : l'alliance avec la Lithuanie. Elle accepta pour prince un fils de Gédimine, Narimant, et lui constitua en apanage héréditaire les possessions novgorodiennes du Ladoga et de la Carélie. Elle essaya aussi de se rapprocher du grand-prince de Moscou ; mais Ivan n'aspirait qu'à restreindre ses libertés et prétendit, au nom du khan, doubler le chiffre de sa capitation.

Ce prince peu belliqueux, en même temps qu'il affirmait sa suprématie, acquérait à prix d'argent les villes d'Ouglitch, Galitch, Biélozersk et des territoires aux environs de Kostroma, Vladimir et Rostof. Il était à la fois prince de Moscou et grand-prince de Vladimir : mais Moscou était son héritage, dont le khan ne pouvait légalement le dépouiller, tandis que Vladimir pouvait être transporté à une autre maison. C'est ainsi qu'en Allemagne, au quatorzième siècle, l'archiduché d'Autriche était héréditaire, tandis que le titre d'empereur pouvait légalement passer à une autre famille. On conçoit alors que Kalita ait sacrifié Vladimir à Moscou, comme les Hapsbourg ont sacrifié Francfort à Vienne. Ses rivaux tvériens, les deux grands-princes ses prédécesseurs, avaient agi de même : Michel et Dmitri de Tver n'avaient guère paru à Vladimir que pour s'y faire couronner dans la cathédrale : ils résidaient habituellement dans leurs villes d'apanage, l'un à Tver, l'autre à Péréiaslavl. Sous Kalita, Vladimir resta la capitale légale de la Russie : Moscou fut la capitale de fait; Kalita prépara les voies pour qu'elle fût bientôt capitale de droit comme de fait. Le métropolite de Vladimir, Pierre, qui avait pris Moscou en affection, y

résidait souvent : son successeur Théognoste s'y établit complétement. Alors la suprématie religieuse, qui avait appartenu jadis à Kief, puis à Vladimir, passa à Moscou. Kalita fit tous ses efforts pour lui donner tout le prestige d'une métropole. Il bâtit dans le Kremlin de magnifiques églises, entre autres l'Assomption, l'*Ouspienski sobor*. Les premiers métropolites de Moscou, grâce à ses successeurs et à lui, devinrent des bienheureux : saint Pierre et saint Alexis comptent parmi les patrons de la Russie. On raconte que le métropolite Pierre avait lui-même désigné la place de son cercueil dans la nouvelle église et qu'il avait dit à Ivan : « Dieu te bénira, t'élèvera au-dessus de tous les autres princes, et agrandira cette ville au-dessus de toutes les autres villes. Ta race régnera sur ce lieu pendant de longs siècles; ses mains dompteront tous ses ennemis; les saints feront ici leur demeure et mes os y reposeront. »

Ce qui avait fait la gloire de Kief, l'ancienne métropole, c'était cet illustre monastère de Petcherski, avec ses saintes catacombes et les tombeaux de tant d'ascètes et de thaumaturges. Cet héritage de vertus et de glorieuse austérité, Moscou l'eut aussi en partage. Sous le successeur de Kalita, non loin de la capitale, dans une profonde forêt où il n'eut d'abord pour compagnon qu'un ours, sur des cours d'eau qui n'avaient d'autres riverains que les castors, saint Serge fonda ce monastère de Troïtsa (*la Trinité*), qui devait devenir l'un des plus vénérés et des plus opulents de la Russie orientale. Par la suite, en effet, ses richesses s'accroissant, il dut s'entourer de remparts; et ses épaisses murailles de briques, avec un triple étage d'embrasures, ses neuf tours de guerre, toutes ses fortifications encore aujourd'hui subsistantes devaient braver plus tard les assauts des catholiques et des infidèles. Les princes de Moscou, malgré leur politique perfide et impitoyable, étaient des princes aussi pieux que le bon roi Robert, dévots, aumôniers, infatigables à bâtir des églises et des monastères, à honorer les ecclésiastiques, à secourir les indigents. Le surnom de *Kalita* donné à Ivan,

vient de la *kalita* ou aumônière, qu'il portait toujours à sa ceinture : cette *kalita* pourrait être aussi bien la bourse de Shylock, le sac de ce prince fermier et usurier, qui demandait à Novgorod le double de ce qu'il comptait payer pour elle à Ousbek. Ivan aimait à converser avec les moines de son couvent de la Transfiguration. Comme tous les princes de sa maison, il eut soin, étant sur le point de mourir, de se faire donner la tonsure monacale, une robe de religieux et un nom nouveau.

Si les princes de Moscou travaillaient énergiquement et âprement à *rassembler la terre russe*, ils continuaient cependant à la partager de nouveau en apanages entre leurs fils. Plusieurs causes empêchèrent le retour de l'ancienne anarchie : ces princes avaient presque tous très-peu de fils ; ils s'habituèrent peu à peu à ne donner aux cadets que de très-faibles apanages, sous la condition d'une dépendance absolue vis-à-vis de leur aîné. Ivan, par exemple, n'eut que trois fils : il donna la plus forte part (Mojaïsk et Kolomna) à Siméon et disposa que Moscou resterait indivise. L'idée de l'État impartageable devait finir par se faire jour.

### Siméon le Superbe et Ivan le Débonnaire (1340-1359).

A Kalita succédèrent l'un après l'autre ses deux fils, Siméon le Superbe (1340-1353) et Ivan II (1353-1359). Ils sont avec leur père les contemporains de nos deux premiers Valois. A la nouvelle de la mort d'Ivan, plusieurs princes entreprirent de disputer à ses fils le trône de Vladimir. Constantin de Tver et Constantin de Sousdal surtout étaient appuyés par tous les autres princes, qui ne se souciaient pas de voir le titre de grand-prince se perpétuer dans la maison de Moscou. Ils allèrent à la Horde tandis que Siméon s'y rendait de son côté avec ses deux frères. Ce ne furent ni l'éloquence, ni les raisons de Siméon qui lui assurèrent le succès : il avait trouvé dans l'épargne de son père de plus puissants arguments pour séduire les infidèles.

Après avoir pris le diadème dans la cathédrale de Vladimir, il jura de vivre en bonne harmonie avec ses deux cadets, exigea d'eux le même serment. Tout en poussant jusqu'à la bassesse la soumission envers les khans, il commandait aux princes russes avec une fierté qui lui valut son surnom de *Superbe* ou d'*Orgueilleux*. Il contraignit Novgorod à lui payer une contribution, et, en sa qualité de chef suprême de la Russie, il confirma les libertés de la république. C'est lui le premier qui osa prendre le titre de *grand-prince de toutes les Russies*, que l'état réel de la Russie justifiait très-peu, car, en 1341, Olgerd de Lithuanie vint assiéger la ville de Mojaïsk, apanage particulier de Siméon. L'amitié de saint Alexis, troisième métropolite de Moscou, lui donna une grande puissance d'opinion. Sous son règne, un artiste russe, Boris, fond des cloches pour les cathédrales de Moscou et de Novgorod; trois églises du Kremlin sont ornées de peintures nouvelles : l'*Assomption*, par des artistes grecs; *Saint-Michel-Archange*, par les *peintres de la cour;* la *Transfiguration*, par un étranger nommé Goïten. Le papier remplace le parchemin; c'est sur du papier qu'est écrit le testament de Siméon. La Russie restait donc en rapports avec Byzance et commençait à entrer en relations avec l'Europe. Siméon mourut de cette fameuse *mort noire* ou *peste noire* qui, à cette époque, désolait la France et l'Occident.

Ivan II, frère et successeur du *Superbe*, mérite au contraire le surnom de *Débonnaire*. On ne retrouve plus chez lui le type sinistre des princes de Sousdal. C'est un homme pacifique et doux. Ce qui montre combien ces vertus étaient peu de ce siècle, c'est l'anarchie dans laquelle retomba la Russie pendant ses six années de règne. Sans en tirer vengeance, Ivan laisse Oleg de Riazan insulter son territoire, incendier ses villages de la Lopasnia, maltraiter son lieutenant; il laisse les Novgorodiens méconnaître son droit et obéir à Constantin de Sousdal; il laisse le grand-prince Olgerd occuper Rjef et André de Lithuanie insulter Pskof. Il n'intervient ni dans les guerres civiles des princes de Riazan, ni dans celles de la principauté de Tver, ni

dans les troubles suscités à Novgorod par la rivalité des quartiers slavons et de Sainte-Sophie, ni dans les dissensions excitées dans l'Église par le patriarche de Constantinople, qui ose consacrer métropolite un rival de saint Alexis Le meurtre d'un de ses officiers, Alexis, *tyssatski* ou gouverneur de Moscou, reste impuni. Dans cette faiblesse du prince, les hommes d'Eglise apparaissent naturellement au premier plan et reprennent le rôle abandonné par lui : Moïse, archevêque de Novgorod, apaise une émeute dans la république; saint Alexis s'emploie à réconcilier les princes de Tver et acquiert, par une guérison miraculeuse, une grande considération à la Horde : il en profite pour protéger son peuple et son prince. A la mort d'Ivan II, le titre de grand-prince, que ses trois prédécesseurs avaient maintenu avec tant d'efforts dans la maison de Moscou, passe à celle de Sousdalie. Dmitri de Sousdal (1359-1362), muni du *iarlikh*, fait son entrée solennelle dans Vladimir. C'est encore saint Alexis qui sauva la suprématie de Moscou : après avoir béni le grand-prince dans Vladimir, fidèle au vœu de saint Pierre, il retourna dans Moscou un moment décapitalisée, auprès des enfants en bas âge d'Ivan II. C'est par ses conseils que Dmitri Ivanovitch, lorsqu'il fut âgé de douze ans, osa se déclarer le concurrent de Dmitri de Sousdal et l'assigna au tribunal du khan. La Horde d'or était alors déchirée par les guerres civiles : le féroce Mamaï harcelait Mourout; comme celui-ci trônait dans Saraï, et qu'il semblait le légitime successeur de Baty, c'est à lui que s'adressèrent les boïars moscovites et sousdaliens. Mourout adjugea la grande-principauté au petit-fils de Kalita, qu'une armée moscovite mena couronner dans Vladimir.

### Dmitri Donskoï (1363-1389) : la bataille de Koulikovo.

Dmitri Ivanovitch (1363-1389) se distingue de presque tous les princes sousdaliens par une humeur batailleuse et un caractère chevaleresque qui rappelle l'Occident. Il montra que l'âme russe avait été seulement comprimée, mais

non dépravée et asservie par la terreur tatare, et que la chevalerie slave n'attendait qu'une occasion pour pousser le cri de guerre et faire luire les épées comme les preux de Louis IX ou de Jean le Bon. Dmitri eut d'abord à soutenir une série de guerres contre les princes voisins, notamment contre Dmitri de Sousdal, Michel de Tver et Oleg de Riazan. Comme les changements se succédaient à la Horde, Dmitri de Sousdal obtint du khan Mourout une décision tout opposée à la première et rentra dans Vladimir : le prince de Moscou, qui ne craignait plus ce faible khan, n'hésita pas à prendre les armes pour chasser de Vladimir son rival. Un traité intervint entre eux. L'apanage sousdalien de Nijni-Novgorod étant venu à vaquer, Dmitri soutint son ancien ennemi contre son compétiteur Boris. Comme son aïeul Kalita, qui fit excommunier Novgorod, Dmitri Ivanovitch pria saint Serge, le fondateur du monastère de Troïtsa, d'aller jeter l'interdit sur Nijni-Novgorod. Alors Boris céda, et Dmitri de Sousdal, devenu prince de Nijni-Novgorod, donna au prince de Moscou la main de sa fille Eudoxie et resta son ami jusqu'à la fin. Dmitri Ivanovitch dépouilla de leurs apanages les princes rebelles de Starodoub et de Galitch, força Constantin de Borovsk à reconnaître sa suprématie. Il fit, sous la garantie de saint Alexis, un traité avec son cousin germain, Vladimir Andréévitch, par lequel il lui garantissait l'apanage que Kalita avait assuré au père de ce prince, et par lequel Vladimir s'engageait à le reconnaître comme *son père* et son grand-prince. Vladimir tint parole et fut toujours le plus brave lieutenant et le bras droit de Dmitri.

La lutte recommençait avec la maison de Tver. Michel, fils d'Alexandre, tué à la Horde, disputait le trône à un de ses oncles. Le grand-prince, le métropolite de Moscou s'étaient déclarés pour ce dernier. Michel ne tint compte de cette décision, s'empara de Tver avec une armée lithuanienne, assiégea son oncle dans Kachine et l'obligea de renoncer à ses prétentions. Il prit alors le titre de grand-prince de Tver : c'était surtout son alliance avec Olgerd de Lithuanie, mari de sa sœur Juliane, qui le rendait redouta-

ble. Trois fois, en 1368, en 1371, en 1372, il amena son beau-frère, pillant et brûlant tout sur son passage, jusque sous les murs du Kremlin de Moscou. Les deux armées lithuanienne et moscovite, aucune de ces trois fois, n'en vinrent à une action décisive. Les boïars de Dmitri sentaient bien qu'une bataille perdue serait la ruine de la Russie : Olgerd avait trop d'âge et d'expérience pour livrer sa fortune au hasard d'un combat. Enfin en 1375, après la mort de son beau-frère, Michel se vit assiégé dans Tver par les forces réunies de tous les vassaux et alliés de Dmitri et par les Novgorodiens qui avaient à venger sur lui le sac de Torjok et le ravage de leur territoire. Réduit aux extrémités, abandonné par la Lithuanie, il fut contraint de signer un traité par lequel il s'engageait à regarder Dmitri comme son *frère aîné*, à renoncer à toute prétention sur Novgorod et sur Vladimir, à ne pas inquiéter les alliés de Moscou, à imiter en tout la conduite de Dmitri à l'égard des Tatars, soit que celui-ci continuât à leur payer tribut, soit qu'il leur déclarât la guerre.

Un autre ennemi non moins dangereux, c'était Oleg de Riazan, qui avait déjà commencé à braver Ivan le Débonnaire. En 1371, les Moscovites battirent Oleg et installèrent dans sa capitale un prince de Pronsk, qui d'ailleurs ne réussit pas à s'y maintenir. Si Tver s'appuyait parfois sur la Lithuanie, Riazan avait souvent la Horde pour alliée.

L'empire du Kiptchak se disloquait de plus en plus. Plusieurs compétiteurs se disputaient le trône de Saraï. Les chefs tatars agissaient à leur guise et envahissaient sans ordre les territoires russes. Il est vrai que les princes chrétiens ne se faisaient plus scrupule de leur résister. Oleg de Riazan lui-même, réuni aux princes de Pronsk et de Kozelsk, défit le mourza Tagaï, qui avait brûlé Riazan. Dmitri de Sousdal, prince de Nijni-Novgorod, avait battu Boulat-Témir qui, à son retour à la Horde, fut désavoué et mis à mort. Dmitri de Moscou, enfin, avait plusieurs fois désobéi au terrible Mamaï. Il eut pourtant le courage de se rendre à la sommation du khan et la bonne fortune

ou l'habileté de revenir à Moscou sain et sauf (1371). En 1376, il envoya par le Volga une grande expédition contre Kazan, et deux princes tatars durent se soumettre au tribut. Entre les chrétiens et les infidèles se multipliaient les conflits. Ainsi les princes de Sousdal exterminèrent une bande de Mordves et donnèrent leurs chefs à déchirer aux chiens dans Nijni-Novgorod; sur quoi, Mamaï envoya brûler cette ville. En 1378, Dmitri de Moscou en personne remporta sur les bords de la Voja, dans le pays de Riazan, une brillante victoire sur un lieutenant de Mamaï; dans la première ivresse de son succès il s'écria : « Leur temps est passé et Dieu est avec nous ! » Le khan, dans sa fureur aveugle, fit tomber sa colère sur le rival de Dmitri Ivanovitch, Oleg de Riazan, qui s'enfuit abandonnant ses campagnes aux ravages de l'ennemi.

Mamaï mit deux années à mûrir une vengeance plus complète et rassembla en silence une immense multitude de Tatars, de Turcs, de Polovtsi, de Tcherkesses, de Iasses, de Bourtaniens ou Juifs du Caucase. Même les Génois de Kaffa, établis en Crimée et sur les terres du khan, lui envoyèrent un contingent. Ce fut dans ces circonstances critiques pour la Russie qu'Oleg de Riazan, oubliant ses griefs contre les Tatars, ne gardant que ses défiances et sa jalousie contre Moscou, trahit la cause commune. Tout en faisant bonne mine à Dmitri, en l'avertissant même de ce qui se préparait, il négociait secrètement une alliance entre les deux plus formidables ennemis de la Russie, Jagellon de Lithuanie et Mamaï. L'armée du grand-prince devait être écrasée entre ces deux colosses. Dmitri ne perdit pas courage. Le désir de la vengeance se réveillait dans le cœur des Russes avec l'enthousiasme religieux. A l'appel du grand-prince, les princes de Rostof, de Biélozersk, de Iaroslavl, de Starodoub, de Kachine, avec leurs droujines, les boïars de Vladimir, de Nijni-Novgorod, de Sousdal, de Péréiaslavl-Zaliésski, de Kostroma, Mourom, Dmitrof, Mojaïsk, Zvénigorod, Ouglitch, Serpoukhof, à la tête de leurs contingents, firent successivement leur entrée dans le Kremlin aux acclamations des Mosco-

vites. A Kostroma, Dmitri devait être rejoint par deux princes lithuaniens, André et Dmitri, fils d'Olgerd, qui lui amenaient les troupes de Pskof et de Briansk. Le grand-prince, avec son cousin Vladimir, se rendit à l'ermitage de Troïtsa pour demander la bénédiction de saint Serge. Celui-ci lui aurait prédit qu'il remporterait la victoire, mais que cette victoire serait sanglante. Il lui donna pour l'accompagner deux de ses moines, Alexandre Péresvet et Osliaba, qui avait été un brave boïar de Briansk. Sur leurs bonnets de religieux il fit le signe de la croix. « Voilà, dit-il, une arme qui ne périt pas. » Le prince de Tver s'était bien gardé d'envoyer son contingent, et l'on venait d'apprendre la trahison du prince de Riazan. Le cœur de tous les autres Russes tressaillait de joie et d'enthousiasme à l'idée d'une revanche. Malgré les jalousies particulières, les princes étaient animés de la même ardeur que les rois d'Espagne marchant contre les Maures, ou les compagnons de Godefroi de Bouillon en route pour la Terre-Sainte. Jamais on n'avait vu une si belle armée : Dmitri avait, dit-on, cent cinquante mille hommes.

On traversa les terres de Riazan, dont le prince trembla, et l'on arriva sur les bords du Don. Les princes discutèrent pour savoir s'il fallait immédiatement passer le fleuve ; mais il était urgent de se débarrasser des Mongols avant d'avoir sur les bras Jagellon qui était déjà arrivé à Odoef, à quinze lieues de là. Une lettre que Dmitri reçut de saint Serge, et où celui-ci lui recommandait « d'aller en avant », acheva de le décider. On passa le Don et l'on se trouva dans la plaine de Koulikovo (le *Champ des Bécasses*), arrosé par la Népriadva. Au centre se trouvaient les princes de Lithuanie et celui de Smolensk, avec la droujina de Dmitri ; la droite était formée par les princes de Rostof et de Starodoub ; la gauche par ceux de Iaroslavl et de Vologda ; la réserve par le prince Vladimir, le brave Dmitri de Volynie, les princes de Briansk et de Kachine. Les Mongols furent bientôt en présence et la bataille commença. Elle fut sanglante et disputée : l'ennemi avait déjà entamé la droujina du grand-prince, lorsque Vladimir et

Dmitri de Volynie, qui se tenaient en embuscade, assaillirent tout à coup les Mongols. Mamaï, du haut d'un kourgane, put contempler la fuite de son armée. On prit son camp, ses chariots, ses chameaux: on poursuivit les Mongols jusqu'à la Métcha, où un grand nombre se noyèrent. Si les barbares perdirent, à ce qu'on raconte, cent mille hommes, les pertes des Russes furent cruelles. On ramassa parmi les morts les deux moines de saint Serge : l'un d'eux, Péresvet, se retrouva dans les bras d'un géant petchenègue, qui, luttant corps à corps avec lui, avait rendu en même temps le dernier soupir. Dmitri fut quelque temps introuvable : on le découvrit enfin, évanoui, l'armure sanglante et fracassée. Il avait bien fait son devoir de preux; la vue des drapeaux conquis le fit revenir à lui. Cette mémorable bataille de Koulikovo a été racontée par les historiens russes de plus d'une manière. Chez les annalistes proprement dits, historiographes officiels du grand-prince, c'est Dmitri qui est le héros. Dans les récits poétiques qui se sont inspirés de la relation du pope Sophronii, le héros du Don, c'est saint Serge qui, à chaque pas, a besoin de relever le courage de Dmitri, qu'on représente avec un peu trop d'humilité pour un général en chef. La bataille du Don, qui valut à Dmitri le surnom de *Donskoï* et à Vladimir celui de *Brave*, est restée aussi fameuse en Russie que celle de Las Navas de Tolosa en Espagne. Elle montra aux Russes qu'ils pouvaient vaincre les invincibles; et le joug mongol, même après qu'il fut retombé sur eux, ne leur parut plus inéluctable. Dmitri avait héroïquement brisé la prescription de l'esclavage; il annonçait l'affranchissement définitif (1380).

Malheureusement, l'événement donna tort à la politique chevaleresque contre la politique de résignation, à la bravoure du héros du Don contre la patience du héros de la Néva. A la tête des Mongols venait d'apparaître un homme aussi redoutable que Genghis-Khan : Tamerlan, le conquérant des deux Boukharies, de l'Indoustan, de l'Iran et de l'Asie Mineure. Tokhtamych, un de ses généraux, fit périr Mamaï, et annonça à Dmitri qu'il venait de triompher de

leur ennemi commun : puis il envoya sommer les princes russes d'avoir à se rendre à la Horde. Dmitri refusa. Était-ce donc en vain que le sang des chrétiens avait coulé à Koulikovo? Le khan rassembla une immense armée. Dmitri ne retrouva plus chez ses conseillers la même sagesse ou la même énergie. Ne sachant que faire, il sortit de Moscou et alla rassembler une armée à Kostroma. Tokhtamych marcha droit sur la capitale et pendant trois jours donna l'assaut aux murs du Kremlin. Puis il usa de ruse et affecta d'entrer en négociation. Enfin les Tatars surprirent les portes et mirent tout à feu et à sang dans Moscou. Un calcul assez précis établit qu'il mourut vingt-quatre mille hommes. Là périrent de précieux documents et les premières archives de la principauté. Vladimir, Mojaïsk, Iourief et d'autres villes de Sousdalie éprouvèrent le même sort. Quand Tokhtamych se fut retiré, Dmitri vint pleurer sur les ruines de la capitale : « Nos pères, s'écria-t-il, qui n'ont pas triomphé des Tatars, furent moins malheureux que nous. » Amer lendemain de la victoire! Pourtant, quoique la Russie dût se résigner à revoir les percepteurs tatars, on sentait que la Horde ne recouvrerait jamais son ancienne puissance.

Dmitri voulut du moins se venger du perfide Oleg. Celui-ci s'échappa; mais Riazan, qu'on regardait comme un repaire de traîtres, fut saccagée. Michel de Tver aurait mérité le même châtiment; il avait refusé de combattre Mamaï et fut l'un des premiers à courir à la horde de Tokhtamych. La guerre continuait avec Oleg de Riazan, qui ravageait le territoire de Kolomna. Saint Serge intervint cette fois encore, alla trouver Oleg, pria et menaça, l'amena enfin à conclure avec Dmitri une paix *éternelle*, cimentée par le mariage de son fils Feodor avec Sophia, fille de Dmitri.

Les aventuriers novgorodiens, les *bons compagnons*, commirent à cette époque de nombreux dégâts sur les terres de la grande principauté; ils insultèrent Nijni-Novgorod en 1366, Iaroslavl et Kostroma en 1371 et 1375, poussant leurs ravages jusqu'à Saraï et Astrakhan, ne con-

naissant ni infidèles ni chrétiens. Novgorod continuait à fournir des apanages aux princes lithuaniens, à méconnaître l'autorité politique du grand-prince, la suprématie religieuse du métropolite. Dmitri marcha contre la république avec les contingents de vingt-cinq provinces. Novgorod dut payer des indemnités pour les hauts faits des *bons compagnons* et s'engager à verser le tribut annuel.

Quand Dmitri mourut, la principauté de Moscou était de beaucoup la plus considérable des États du nord-est, puisqu'elle comprenait au nord-est Biélozersk et Galitch, et qu'au sud elle s'étendait jusqu'à Kalouga et Kasimof. Quant à Vladimir, Dmitri, dans son testament, l'appelle déjà *son patrimoine*. On lui a reproché de s'être borné à saccager les principautés de Tver et de Riazan, sans avoir su hâter leur annexion définitive. Si Dmitri ne renonça pas au système des apanages pour ses cinq fils cadets, du moins il substitua le principe de l'hérédité en ligne directe à l'ancien principe des successions collatérales. Il avait signé un traité avec son cousin germain Vladimir, par lequel celui-ci renonçait à ses droits comme *aîné de la famille*, s'engageant au contraire à considérer Vassili, le fils aîné de Dmitri, comme son *frère aîné*. Sous le règne du *Donskoï*, le moine Étienne fonda la première église dans le pays des Permiens, confondit leurs prêtres et leurs sorciers, renversa les idoles de Voïpel et de la *Vieille femme d'or*, qui tenait deux enfants sur ses bras, fit cesser les sacrifices de rennes, créa des écoles et mourut évêque de Permie. Un certain André, probablement Génois d'origine, s'établit dans la Petchora. La Russie entre en rapport avec l'Occident par les Génois de Kaffa et d'Azof. Des monnaies d'argent et de cuivre, avec un cavalier en effigie, remplacent les *kounis* ou peaux de martres. Vers 1389 apparaissent les premiers canons dans l'armée russe. Moscou continue à s'embellir, et l'on voit s'élever les monastères du Miracle, d'Andronii et de Siméon.

**Vassili Dmitriévitch et Vassili l'Aveugle (1389-1465).**

Vassili Dmitriévitch (1389-1425), contemporain de Charles VI de France, succéda sans contestation à son père comme grand-prince de Moscou et de Vladimir. La prépondérance de la première de ces villes sur la seconde s'accusait de plus en plus La situation de toutes deux était également avantageuse : l'une sur la Moskova, l'autre sur la Kliazma, deux affluents de l'Oka. Vladimir, comme Moscou, avait son kremlin sur une haute colline d'où l'on découvre également une vaste étendue de pays. Les deux cités étaient en communication avec la grande artère russe, le Volga ; elles en étaient assez éloignées pour n'être pas exposées directement aux pirateries des *bons compagnons*. Vladimir avait d'abord été aussi favorisée que Moscou : André Bogolioubski s'était appliqué à embellir la première, comme Ivan Kalita à embellir la seconde. Vladimir, à laquelle était attaché le titre de la grande-principauté, semblait même mieux indiquée que Moscou pour devenir la capitale de la Russie. C'est presque un hasard historique qui a décidé en faveur de la seconde; Vladimir n'en est pas moins aujourd'hui un simple chef-lieu de gouvernement, avec quatorze mille habitants, tandis que Moscou est une métropole de huit cent mille âmes.

Vis-à-vis de Novgorod, le grand-prince de Moscou commençait à se considérer comme un souverain et appelait volontiers cette ville *son patrimoine;* de leur côté, les Novgorodiens invoquaient la charte de Iaroslaf le Grand, qui leur concédait le droit formel de choisir leurs princes. Sous les derniers règnes, on avait pris l'habitude de recourir à une transaction. Ces républicains reconnaissaient le souverain de Moscou comme leur prince, mais celui-ci consentait à se laisser faire certaines conditions, dernier hommage rendu à l'ancienne liberté slave. Depuis la chute d'Alexandre de Tver (1328), aucun prince russe ne pouvait rivaliser avec la maison de Moscou pour le trône de Novgorod. Les seuls concurrents possibles, c'é-

taient les grands-princes de Lithuanie Or, avec la Lithuanie, ce n'était plus seulement une compétition de prétendants, c'était un grand débat national et religieux. Pour Moscou, il valait mieux ruiner Novgorod que de la laisser passer aux mains du plus dangereux ennemi de la Russie orthodoxe. On peut dire que Novgorod, depuis 1328, n'avait plus de prince à elle : c'était un boïar de Moscou qui y tenait la place du grand-prince. Le pouvoir de celui-ci s'exerçait parfois avec rigueur. Novgorod s'étant soulevée contre Moscou, en 1393, Vassili fit marcher des troupes, et soixante-dix habitants de Torjok, accusés d'avoir massacré un de ses hommes, furent coupés tout vifs en morceaux.

Vassili Dmitriévitch arrivait donc au pouvoir avec un accroissement de pouvoir très-considérable, puisque Vladimir-sur-Kliazma et Novgorod la Grande, ces deux objets de tant de luttes sanglantes entre les princes russes, faisaient en quelque sorte parties intégrantes de sa domination. S'il se rendit à la Horde, en 1392, ce fut moins pour se faire confirmer cette triple couronne que pour acquérir des territoires nouveaux. Au khan Tokhtamych il acheta un *iarlikh* qui le mettait en possession des trois apanages de Mourom, Nijni-Novgorod et Sousdal. Les boïars de Moscou et l'ambassadeur du khan se rendirent à Nijni. Boris, dernier titulaire de ces deux derniers apanages, fut trahi par ses hommes, qui lui persuadèrent d'ouvrir les portes et le livrèrent aux gens du grand-prince. Alors, au son de toutes les cloches de la ville, Vassili de Moscou fut proclamé prince de Nijni et de Sousdal.

Ce prince, qui vivait en si bonne intelligence avec la Horde, vit cependant deux fois les Tatars envahir la Russie. Tamerlan, vainqueur à Ancyre des Turcs Ottomans, venait d'attaquer son ancien favori Tokhtamych et de saccager la Horde d'or. Il continua son chemin vers l'occident, mettant les campagnes russes à feu et à sang. Moscou était menacée d'une invasion aussi terrible que celle de Baty. On fit venir solennellement à Moscou cette fameuse vierge de Vladimir, qu'André Bogolioubski avait rapportée de

Vychégorod. Les Tatars arrivèrent jusqu'à Eletz, sur le Don, dont ils firent les princes prisonniers. Là ils s'arrêtèrent et tout à coup rebroussèrent chemin vers la mer d'Azof. Habitués au riche butin de la Boukharie et de l'Indoustan, rêvant de Constantinople et de l'Egypte, ils trouvaient sans doute que les steppes désertes et les profondes forêts de la Russie n'offraient qu'une maigre proie. Ils se dédommagèrent par le sac d'Azof, où les marchands égyptiens, vénitiens, génois, catalans, biscayens avaient accumulé de grandes richesses, et détruisirent Astrakhan et Saraï (1395).

L'irruption de Tamerlan eut pour résultat de hâter la désorganisation de la Horde d'or. Nous avons vu que Vitovt en profita pour organiser contre les Mongols sa grande croisade de la Vorskla (1399). Vassili Dmitriévitch s'était bien gardé d'intervenir dans la guerre entre la Lithuanie et le Kiptchak. Ses voisins de l'ouest lui semblaient même plus dangereux que ceux de l'est : avec ceux-ci, on s'en tirait encore en payant le tribut; ceux-là en voulaient à l'existence même de la Russie. Vassili profita de la défaite des uns, de la désorganisation des autres, prenant soin de n'irriter aucun des deux partis. Comme la Horde était alors disputée entre plusieurs prétendants, il se dispensait de payer le tribut, affectant d'ignorer quel était le khan légitime. Édigée, le vainqueur de Vitovt, résolut de faire rentrer les vassaux russes dans l'obéissance. Il endormit la prudence des Moscovites, en faisant répandre que s'il rassemblait des troupes, c'était contre la Lithuanie. On apprit tout à coup qu'il était entré sur les terres de la grande-principauté. Vassili imita la conduite de son père en pareille occurrence. Il se retira à Kostroma pour assembler une armée, et confia la défense de Moscou à son oncle Vladimir le Brave. Défendu par de l'artillerie, le Kremlin pouvait braver une attaque de vive force ; mais l'entassement de la population faisait craindre la famine. Édigée brûlait les villes du plat pays tout en bloquant Moscou. Le prince de Tver, Ivan, montra, en cette occasion, plus de grandeur d'âme ou de sagesse politique que son père Michel; il s'abstint de venir en aide aux Tatars contre son

redoutable suzerain. Sur ces entrefaites, Édigée apprit que son maître Boulat craignait d'être attaqué lui-même à la Horde par ses ennemis orientaux. Pour couvrir une retraite nécessaire, il adressa au grand-prince une lettre orgueilleuse, où il le sommait de payer tribut; il obtint des boïars moscovites une contribution de guerre de trois mille roubles (1408).

Un ennemi plus dangereux, c'était Vitovt de Lithuanie, dont Vassili avait épousé la fille Sophie. C'était envers lui surtout qu'il fallait user de politique. Vassili retrouvait partout la main de son dangereux beau-père, dans les troubles de Novgorod, à Pskof, où Vitovt avait pris le titre de prince, à Smolensk, qu'il réunissait à la Lithuanie, à Tver, où il soutenait Michel contre le grand-prince. Trois fois, comme avait fait Olgerd, Vitovt se mit en marche contre Moscou. Chacun des deux rivaux avait trop d'autres ennemis sur les bras pour risquer, sur une bataille, la fortune de Moscou ou de la Lithuanie. En 1408, ils signèrent un traité qui fixait à l'Ougra la limite des deux grandes-principautés, laissant Smolensk à Vitovt, restituant Kozelsk à la Russie.

Vassili, outre Mourom et la Sousdalie, avait réuni à ses domaines plusieurs apanages du pays de Tchernigof, tels que Toroussa, Novossil, Kozelsk, Pérémysl. Dans ses démêlés avec Novgorod, dont les exploits des *bons compagnons* ou la rivalité commerciale étaient ordinairement l'occasion, il s'était approprié de vastes territoires sur la Dvina, entre autres Vologda. Dans une expédition contre la république de Viatka, il l'avait obligée à la soumission et lui avait donné pour prince un de ses frères. Il avait imposé à Feodor, prince de Riazan et fils d'Oleg, un traité par lequel celui-ci s'engageait à le regarder comme *son père*, à n'avoir pas d'alliances à son insu; Vassili, de son côté, lui cédait Toula et lui reconnaissait le titre de grand-prince. L'Oka formait la limite des deux États. Il avait sans doute un traité analogue avec Ivan, prince de Tver. Une de ses filles avait épousé l'empereur Jean Paléologue.

Le règne de Vassili l'Aveugle (1425-1462), contempo-

rain de Charles VII, marque un temps d'arrêt dans le développement de la grande-principauté. Une guerre civile de vingt années s'allume au sein même de la famille du *Donskoï*. Un des fils de celui-ci, Georges ou Iouri, qu'il avait fait prince de Roussa et de Zvénigorod, prétendit revenir à l'ancien droit national, et, contre son neveu Vassili Vassiliévitch, invoqua le droit de l'*aîné*. Tous les autres oncles de Vassili se déclarèrent en faveur du jeune prince. En 1431, il fallut porter à la Horde cette contestation. Chacune des deux parties fit valoir son droit devant le khan Oulou-Makhmet. Vsévolojski, boïar du prince de Moscou, trouva en faveur de son maître le meilleur des arguments : « Seigneur tsar ! dit-il à Makhmet, accorde-moi la parole, à moi l'esclave du grand-prince. Mon maître le grand-prince demande le trône de la grande-principauté, qui est ton domaine à toi, sans autre titre que ta protection, ton investiture et ton *iarlikh;* tu es maître d'en disposer suivant ton bon plaisir. Monseigneur le prince Georges Dmitriévitch, son oncle, réclame au contraire la grande-principauté d'après l'acte et le testament de son père, mais non pas comme une faveur de ta toute-puissance. » Dans ce concours de bassesse, le prix fut adjugé au prince de Moscou. Le khan ordonna à Georges de mener le cheval de son neveu par la bride. Un baskak mongol assista au couronnement du grand-prince qui pour la première fois eut lieu, non à Vladimir, mais à l'Assomption de Moscou. Dès ce moment, Vladimir perdit ses droits de capitale, quoique, dans l'énumération de leurs titres, les grands-princes continuassent à inscrire celui de Vladimir avant celui de Moscou.

Vassili était surtout redevable de son trône à l'habile boïar Vsévolojski. Il avait promis d'épouser sa fille, mais sa mère Sophie, l'orgueilleuse Lithuanienne, la fille du grand Vitovt, lui fit contracter mariage avec la princesse Marie, petite-fille de Vladimir le Brave. Le boïar irrité quitta le service du prince et se retira chez son ennemi Georges, dont il excita le ressentiment contre son neveu. Une autre circonstance acheva d'exaspérer Georges : ses

deux fils Vassili le Louche et Chémiaka assistaient au festin de noces du grand-prince. La princesse Sophie reconnut autour des reins de Vassili le Louche une ceinture d'or qui avait appartenu à Dmitri Donskoï. Elle eut l'imprudence de l'arracher avec éclat et scandale au fils de Georges. Les deux princes, sur cet affront, quittèrent aussitôt la salle du banquet et se retirèrent chez leur père. Celui-ci prit aussitôt les armes et arriva d'emblée à Péréiaslavl. Le prince de Moscou put à peine rassembler quelques troupes; à Kostroma, il tomba entre les mains de son oncle (1433). Vassili essaya vainement de l'attendrir par ses larmes : le *Louche* et Chémiaka voulaient qu'on fît périr le prisonnier; sur les conseils intéressés de son boïar Morozof, Georges laissa la vie à son neveu avec l'apanage de Kostroma et s'empara de la grande-principauté. Les Moscovites avaient tant d'affection pour leur prince qu'ils abandonnèrent en masse leur cité et allèrent encombrer Kostroma. Georges vit que son ennemi était resté bien puissant : il reprocha à Morozof son perfide conseil et le laissa égorger par ses deux fils. « Tu as perdu notre père ! » lui dirent-ils. L'usurpateur, en effet, ne put se maintenir à Moscou ; il fit dire à son neveu qu'il pouvait en reprendre possession. Autour de Vassili rentré dans sa capitale, on vit les boïars et le peuple s'empresser « comme les abeilles s'empressent autour de leur reine. » La guerre continua; grâce à la pusillanimité de Vassili, Georges reprit encore une fois le Kremlin, y fit prisonnières la mère et la femme du grand-prince, tandis que le *Louche* et Chémiaka occupaient Vladimir et marchaient sur Nijni-Novgorod.

Georges venait d'arriver à se faire reconnaître comme grand-prince de Moscou lorsqu'il mourut subitement. Ses fils firent alors leur paix avec Vassili, mais presque aussitôt reprirent les armes. Dans une des nombreuses surprises de cette guerre civile, Vassili le Louche tomba entre les mains du grand-prince et celui-ci, dans un accès de fureur, lui fit crever les yeux (1436). Ensuite, par un de ces revirements familiers à ces natures violentes et irréflé-

chies, il passa de la colère à la stupeur, et, pour se faire pardonner son crime envers son cousin, remit en liberté Chémiaka qu'il avait également fait prisonnier. Chémiaka promit de le servir, mais le servit fort mal; dans un combat contre des Tatars, sa défection entraîna la déroute de l'armée russe (siége de Biélef, en Lithuanie).

En 1441, la guerre se ralluma entre le grand-prince et Chémiaka. Celui-ci, avec quelques milliers de *vagabonds* et de *bons compagnons*, vint tout à coup assiéger Moscou : Zénobii, supérieur du monastère de Troïka, parvint encore une fois à les réconcilier. Chémiaka montra sa duplicité ordinaire à l'occasion d'une algarade des Tatars de Kazan : le grand-prince attendit vainement le secours qu'on lui avait promis et c'est avec 1500 hommes seulement qu'il put se mesurer avec les agresseurs : tant les discordes entre les descendants de Dmitri Donskoï avaient affaibli la grande-principauté, relâché les liens de l'obéissance parmi ses vassaux, et fait déchoir cette Russie qui avait armé 150 000 hommes contre Mamaï ! Vassili, couvert de quinze blessures, tomba aux mains des barbares et fut emmené prisonnier à Kazan.

Moscou était dans la désolation : le prince de Tver insultait son territoire, Chémiaka intriguait à la Horde pour se faire nommer grand-prince. Le *tsar* de Kazan s'avisa tout à coup de relâcher son prisonnier moyennant une faible rançon; Vassili put rentrer dans sa capitale aux acclamations du peuple. Chémiaka en avait assez fait pour redouter la vengeance du grand-prince; dans l'intérêt de sa sûreté, il n'était que temps de le renverser. Vassili, à l'exemple de son père et de son aïeul, était allé au monastère de Troïtsa rendre grâce à saint Serge de sa délivrance. Il était faiblement accompagné. Chémiaka avec d'autres conjurés surprend, en son absence, le Kremlin, s'empare de sa femme, de sa mère et de ses trésors. Puis il court à Troïtsa, où son complice Ivan de Mojaïsk découvre le prince qui s'était caché dans l'église principale, auprès du tombeau de saint Serge. On l'emmène à Moscou et, dix ans après le supplice de Vassili le Louche, Chémiaka venge

son frère en faisant crever les yeux au grand-prince (1446).

Pendant son court règne à Moscou, Chémiaka se fit haïr du peuple et des boïars, restés fidèles au fond du cœur à leur malheureux prince. Dans le langage populaire, un « jugement à la Chémiaka » devint synonyme d'iniquité criante. Bientôt les partisans de Vassili réunirent des troupes en Lithuanie, y joignirent celles de deux *tsarévitchs* tatars et marchèrent contre l'usurpateur. A cette époque, la Russie était infestée de bandes armées, débris des grandes guerres tatares et lithuaniennes, aventuriers lithuaniens, *tsarévitchs* bannis de la Horde, *bons compagnons* novgorodiens, *vagabonds* de toute origine. Ils ravageaient le plat pays, s'attaquaient aux plus fortes villes, et parfois leurs chefs se créaient quelque principauté éphémère. Comme l'élément asiatique y dominait, on pourrait les appeler les *grandes compagnies mongoles*, analogues à ces *grandes compagnies anglaises*, ou françaises, que, vers ce même temps, en l'an 1444, Charles VII expédiait en Alsace et en Suisse. Comme elles servaient indifféremment toutes les causes, tantôt Chémiaka et tantôt le grand-prince, elles ont sûrement contribué à éterniser leur querelle. Chémiaka voulut marcher contre ses ennemis; à peine sorti de Moscou, il vit cette ville se révolter et recevoir Vassili en triomphe. Chémiaka s'enfuit, accepta une réconciliation avec sa victime (1447). Incapable de repos, il reprit les armes, fut complétement battu auprès de Galitch par les Moscovites et les Tatars (1450) et s'enfuit à Novgorod, où trois ans après il mourut, empoisonné, dit-on. Tous ses apanages furent réunis au domaine

Débarrassé de ce dangereux ennemi, Vassili l'Aveugle s'empressa de reprendre l'œuvre de ses prédécesseurs. Novgorod n'avait cessé de donner asile à ses ennemis, de mépriser l'autorité de ses lieutenants, de contester son droit d'appel ainsi que la suprématie du métropolite. Une armée moscovite la mit à la raison : elle dut annuler tous les actes de la *vetché* qui tendait à limiter l'autorité du grand-prince, lui payer une forte indemnité et promettre

de n'apposer sur ses actes que le sceau de Vassili. Pskof reçut pour prince un de ses fils. La république de Viatka dut payer le tribut et fournir le contingent militaire. Le prince de Riazan venait de mourir : Vassili amena son jeune héritier à Moscou sous prétexte de le faire élever, et envoya ses lieutenants gouverner l'apanage. Vassili de Borovsk, petit-fils de Vladimir le Brave, lui avait rendu d'importants services : il ne l'en fit pas moins emprisonner pour s'emparer de ses possessions. L'autorité du grand-prince commença à s'exercer sur ses subordonnés avec une rigueur toute nouvelle : contre les rebelles ou prétendus tels, on employa le knout, les tortures, les mutilations et les supplices raffinés. Vassili, qui avait tant souffert des princes apanagés Georges et Chémiaka, qui mettait tant d'énergie à détruire les apanages autour de lui, ne put secouer le joug de la coutume et recommença à démembrer la principauté, agrandie par lui, en faveur de ses quatre fils cadets. Toutefois, pour empêcher toute contestation à propos du titre de grand-prince et en assurer l'hérédité en ligne directe, dès l'année 1449, il avait associé au trône son fils aîné Ivan.

Sous son règne, de mémorables événements avaient agité le monde orthodoxe. En 1439, le pape Eugène IV réunissait le concile de Florence pour aviser à la réunion des deux Églises. L'empereur grec, Jean Paléologue, qui espérait avoir le secours du pape contre les Ottomans, y avait appelé les prélats de sa communion. Isidore, métropolite de Moscou, s'y était également rendu. Ce fut en vain que l'empereur de Constantinople signa l'acte d'union, ainsi que trois vicaires des patriarcats d'Orient, dix-sept métropolites et une multitude d'évêques. Le monde grec donna raison à l'énergique protestation du vieux Marc, évêque d'Éphèse, et repoussa l'accord avec Rome. Isidore vint annoncer à Kief et à Moscou qu'il avait signé l'acte de réconciliation : l'apparition de la croix latine à l'Assomption du Kremlin, le nom du pape Eugène dans les prières publiques, la lecture de l'acte d'union étonnèrent les Russes. Vassili, qui se piquait de théologie, éleva aussitôt la voix,

entama une polémique avec Isidore et l'accabla de tant d'injures que le « faux pasteur » crut prudent de fuir à Rome. L'échec de l'union annonçait un désastre à l'empire grec. En 1453, Mahomet II entrait à Constantinople. Il n'y avait plus de *tsar* chrétien : Moscou devenait la grande métropole de l'orthodoxie. Elle héritait de Constantinople. Bientôt les moines, les artistes, les lettrés de Byzance allaient lui apporter, comme au reste de l'Europe, la Renaissance.

---

# CHAPITRE XIII.

## IVAN LE GRAND, LE RASSEMBLEUR DE LA TERRE RUSSE (1462-1505).

Soumission de Novgorod; réunion des principautés de Tver, Rostof, Iaroslavl. — Guerres contre la Grande Horde et contre Kazan : fin du joug tatar. — Guerres contre la Lithuanie : la Russie occidentale reconquise jusqu'à la Soja. — Mariage avec Sophie Paléologue : les Grecs et les Italiens à la cour de Moscou.

### Soumission de Novgorod ; réunion des principautés de Tver, Rostof, Iaroslavl.

A la mort de Vassili l'Aveugle, la Russie est comme comprimée entre le grand empire lithuanien et les vastes possessions des Mongols. Au nord, elle a deux voisins inquiétants : l'Ordre livonien et la Suède. Malgré les travaux des huit premiers princes moscovites, le petit État russe n'a pas encore pu réaliser son unité : Riazan et Tver, quoique affaiblis, subsistent. Novgorod et Pskof hésitent entre le grand-prince de Moscou et celui de Lithuanie. Les héritiers de Kalita détruisent sans cesse par de nouveaux apanages l'unité qu'ils réalisent par une impitoyable politique. La Moscovie, qui ne touche à aucune mer, n'a que

des rapports intermittents avec les foyers de la civilisation européenne. Et pourtant, c'est le temps où les nations de l'Occident commencent à s'organiser : Charles VII et Louis XI en France, Ferdinand et Isabelle en Espagne, les Tudors en Angleterre, Frédéric III et Maximilien en Autriche, travaillent à constituer de puissants États sur les ruines de l'anarchie féodale. La civilisation européenne prend un essor inouï : la Renaissance commence, l'imprimerie se répand, Christophe Colomb et Vasco de Gama découvrent des mondes nouveaux. La Russie n'allait-elle pas, elle aussi, achever son unité, se mêler au grand mouvement européen? L'homme qui la rendrait à elle-même, l'affranchirait du joug mongol, la mettrait en relations avec l'Occident, cet homme était attendu. On l'avait même prédit. Quand un fils nommé Ivan naquit en 1440 à Vassili l'Aveugle, un vieux moine en eut la révélation à Novgorod la Grande : il vint dire à son archevêque : « C'est véritablement aujourd'hui que le grand-prince triomphe. Dieu lui a donné un héritier. Je vois cet enfant s'illustrer par des faits d'armes glorieux. Il soumettra les princes et les peuples. Mais malheur à nous! Novgorod tombera à ses pieds et ne se relèvera plus. »

Ivan III, à qui un règne de quarante-trois ans allait permettre de réaliser ce que la Russie attendait de lui, était un prince impérieux, froid, calculateur, le type accompli des princes sousdaliens et moscovites. Nullement belliqueux, il laissa douter s'il avait du courage. Il fut victorieux en Lithuanie, en Livonie et jusqu'en Sibérie, sans presque sortir de son Kremlin. Son père avait couru les grandes routes et y avait rencontré maintes fâcheuses aventures ; mais Étienne de Moldavie disait d'Ivan : « Ivan est un homme étrange; il est tranquille chez lui et triomphe de ses ennemis, et moi, continuellement à cheval, je ne puis défendre mon pays. » C'est le mot d'Édouard III à propos de notre Charles V. Ivan lassait, épuisait ses ennemis par les négociations et par l'attente, n'employait la force qu'au dernier moment. Sa dévotion se mélangeait d'une bonne dose d'hypocrisie. Il pleura sur ses parents mis à mort par lui,

comme Louis XI sur la mort du duc de Guyenne. Né despote, il « avait, dit Karamsine, pénétré le secret de l'autocratie et devint comme un dieu redoutable aux yeux des Russes. » Un regard de lui faisait évanouir les femmes. Quand il s'endormait après son repas, c'était merveille de voir le respect effrayé des boïars pour le sommeil du maître. Il était prodigue de supplices et de tortures pour les rebelles, même du plus haut rang : il fit mutiler les conseillers de son fils, fouetter en place publique l'archimandrite d'un puissant monastère et le prince Oukhtomski, brûler vifs dans une cage de fer sur la Moskova deux Polonais qui avaient conspiré contre lui. On lui donnait déjà ce surnom de *Terrible* que son petit-fils devait porter encore plus justement

Son premier effort fut dirigé contre Novgorod la Grande. La république de l'Ilmen se mourait dans l'anarchie aristocratique, dans les dissensions du peuple, de l'Église et surtout des boïars. C'est de cette époque que M. Biélaef a pu dire que « les partis novgorodiens étaient arrivés à une telle complication que souvent il est difficile d'apercevoir pour quel motif telle ou telle faction suscite le trouble et la révolte. » On crut pouvoir mépriser l'autorité d'un nouveau prince, on eut l'imprudence de négliger les plaintes et les réclamations faites sur un ton assez mesuré par Ivan III. Alors il fit prévenir les Pskoviens qu'ils eussent à le seconder dans une expédition contre les rebelles. Les Pskoviens ne se souciaient point de l'aider, prévoyant que la chute de Novgorod entraînerait celle de leur liberté Ils offrirent leur médiation à leur *sœur aînée;* elle la rejeta et ils furent obligés de marcher. Ivan III reçut cependant plusieurs fois à Moscou l'archevêque novgorodien Théophile; il continuait à négocier. Il avait à Novgorod un parti nombreux; mais le parti opposé était plus audacieux. La veuve du possadnik Boretski, Marfa, mère de deux fils d'un âge mûr, s'était mise hardiment à la tête de la faction antimoscovite. Une parole facile, d'immenses richesses, une audace à toute épreuve, lui avaient assuré une grande influence sur le peuple et les boïars.

Cette femme intrépide fut la dernière incarnation de la liberté novgorodienne. Pour la sauver, elle voulait jeter la république dans les bras du roi de Pologne, Casimir IV. Elle entendait aussi que l'archevêque de Novgorod fût nommé par le métropolite de Kief, et non par celui de Moscou. Par dévouement pour la patrie novgorodienne, elle trahissait ainsi la cause de la Russie et de l'orthodoxie. Les séances de la *vetché*, sous la pression des deux partis, dégénéraient en violents tumultes. Les uns criaient : « Vive le roi ! » les autres : « Vive l'orthodoxe Moscou ! vive le grand-prince Ivan et notre père le métropolite Philippe ! » Les amis de Marfa finirent par l'emporter. Novgorod se donna au roi de Pologne par un acte formel, où elle stipulait les mêmes *conditions* que dans les pactes avec ses anciens princes. Ivan III essaya encore de ramener les citoyens à l'obéissance et leur dépêcha un ambassadeur : le parti de Marfa se trouva toujours ou le plus nombreux ou le plus bruyant. Ivan se décida enfin à commencer la guerre : les contingents d'Oustiougue et de Viatka firent la conquête du territoire de la Dvina; les Moscovites, appuyés par la cavalerie tatare, ravagèrent cruellement le territoire des *perfides* Novgorodiens; après le combat de Korostyne, ils coupèrent le nez et les lèvres à leurs prisonniers. Les républicains étaient déchus de leur ancienne valeur : Marfa avait enrôlé tumultuairement des artisans mal exercés. Au combat de la Chélona, 5000 Moscovites battirent 30 000 Novgorodiens. A Roussa, le grand-prince fit décapiter plusieurs de leurs boïars, dont un fils de Marfa, et déporta les autres prisonniers dans la Moscovie. Ivan III avançait toujours, combattant et négociant. Les Novgorodiens se soumirent, payèrent une contribution de guerre, et, s'ils restèrent encore une république, ce fut une république dépendante du bon plaisir du prince (1471).

Dès lors Ivan travailla à l'entière réduction de cette ville; son parti augmentait dans Novgorod. Si l'on se plaignait des dénis de justice de ses lieutenants, il en accusait l'insuffisance des anciennes lois de la cité. Il s'appliquait à entretenir contre les boïars l'animosité des autres

classes. C'est à l'invitation de celles-ci qu'en 1475 il vint tenir solennellement sa cour à Novgorod. Aussitôt grands et petits accoururent à son tribunal pour y demander justice les uns contre les autres. Il vit combien ces divisions le rendaient fort. Un acte d'autorité qu'il tenta lui réussit complétement : le second fils de Marfa, le possadnik et plusieurs boïars furent chargés de chaînes et envoyés à Moscou. Personne n'osa protester. De retour dans sa capitale, il y vit accourir une infinité de plaignants : il obligea les parties à comparaître devant lui. Depuis Rourik, assurent les annalistes, on n'avait jamais vu pareille violation des libertés novgorodiennes. Profitant d'une erreur de chancellerie des envoyés de la ville, il se déclara *souverain* (*goçoudar*) de Novgorod et non plus seulement son *seigneur* (*gospodine*). Or, si l'on acceptait cette interprétation, l'assujettissement de la république, qui n'était que de fait, devenait de droit. Le parti de Marfa tenta un dernier effort pour rejeter cette *souveraineté;* les amis du grand-prince furent massacrés. Ivan déclara que les Novgorodiens, après lui avoir accordé dans un acte le titre de *gospodine*, osaient lui donner un démenti. Alors le métropolite, les évêques, les boïars, tout Moscou, lui conseillèrent de faire la guerre. Elle fut prêchée comme une guerre sainte contre les alliés du pape et de la Lithuanie. Toutes les forces de la Russie se mirent en mouvement : plusieurs boïars novgorodiens se rendirent au camp du grand-prince. La ville fut bloquée et affamée. Vainement les partisans de Marfa poussèrent-ils le vieux cri de guerre : « Mourons pour la liberté et pour Sainte-Sophie! » Il fallut capituler. Ivan n'accorda à ses sujets que la garantie de leurs biens et de leurs personnes, leur ancienne juridiction, l'exemption du service moscovite. Mais il n'y eut plus ni *vetché*, ni possadnik. Le beffroi fut réduit au silence. La république de Novgorod avait cessé d'exister (1478). Marfa et les principaux oligarques furent transportés à Moscou et leurs biens confisqués. Plusieurs fois, par la suite, les partis s'agitèrent. Ivan III et son successeur les domptèrent par de nouvelles transportations. En l'année 1481, des boïars

furent torturés et suppliciés. 8000 Novgorodiens furent transplantés dans les villes de la Sousdalie. Ivan III porta un coup plus funeste encore à la prospérité de sa nouvelle ville lorsqu'en 1495, à la suite d'un démêlé avec les gens de Revel, il fit arrêter à Novgorod les marchands de quarante-neuf villes hanséatiques, piller le *marché des Allemands* et transporter pour un million de marchandises à Moscou. L'avide grand-prince ne vit pas sans doute qu'il tuait la poule aux œufs d'or. Il fallut bien des années avant que les marchands d'Occident reparussent à Novgorod. Pskof, plus docile que Novgorod, avait conservé sa *vetché* et ses anciennes institutions.

Pendant qu'il détruisait la liberté de Novgorod, Ivan lui enlevait ses colonies ou reprenait pour son propre compte la conquête de la Russie septentrionale. La Moscovie s'étendait maintenant jusqu'à la Finlande, à la mer Blanche, à l'océan Glacial, et déjà prenait pied en Asie. En 1472, Ivan avait conquis la Permie : il devint alors maître de « l'argent d'au delà de la Kama », que les Novgorodiens se procuraient jusqu'alors par le commerce. En 1489, Viatka, qui un moment était tombée au pouvoir des Tatars de Kazan, fut conquise et perdit son organisation républicaine. En 1499, les voïévodes d'Oustiougue, de la Dvina et de Viatka s'avancèrent jusqu'à la Petchora, sur les bords de laquelle ils bâtirent une forteresse. En plein hiver, sur des traîneaux attelés de chiens, ils passèrent, malgré les vents et les ouragans de neige, les défilés de l'Oural, tuèrent cinqaunte hommes aux Samoyèdes et leur prirent deux cents rennes, envahirent le territoire des Vogouls et Ougres, ces frères finnois des Magyars, enlevèrent quarante enceintes de palissades firent prisonniers cinquante princes, et revinrent à Moscou, après avoir réduit ce pays inconnu, où les géographes de l'antiquité plaçaient tant de monstres et de merveilles. La Russie, comme les nations maritimes de l'Occident, avait découvert un Nouveau-Monde.

Les provinces cultivées de la Russie centrale avaient une autre importance que les déserts du Nord. Ici on ne

conquérait pas d'immenses territoires, mais on cherchait à réunir l'un après l'autre les États des petits princes apanagés. Ivan III aurait pu détrôner le jeune prince de Riazan que son père avait amené à Moscou : il préféra le renvoyer dans ses États en lui donnant la main de sa sœur Anna (1464). La réunion des principautés de Riazan et de Novgorod-Séverski était réservée à son successeur. Il montra d'abord la même modération vis-à-vis de Tver ; mais en 1482, le prince Michel, qui ne s'était jusqu'alors maintenu qu'à force de déférence, eut l'imprudence de s'allier à la Lithuanie. Ivan saisit ce prétexte avec joie et marcha en personne contre Tver avec le fameux Aristote Fioraventi de Bologne, le grand-maître de son artillerie. Michel prit la fuite ; Ivan ordonna de ménager ses nouveaux sujets. Une principauté qui pouvait armer jusqu'à 40 000 hommes fut réunie sans coup férir à ses États. Il réunit de même les apanages de Véréia, de Biélozersk, dépouilla de leur droit de souveraineté les princes de Rostof et de Iaroslavl.

Son père, en apanageant ses frères, lui avait préparé une nouvelle et ingrate besogne. Il s'en chargea sans aucun scrupule. Quand son frère Georges mourut, il le pleura beaucoup, mais il mit la main sur ses villes de Dmitrof, Mojaïsk et Serpoukhof, et laissa murmurer ses autres frères qui avaient compté partager avec lui (1468). André, accusé d'intelligence avec la Lithuanie, fut jeté dans une prison où il mourut (1494). Le grand-prince convoqua dans son palais le métropolite et les évêques, se présenta à eux les yeux baissés, le visage triste et baigné de larmes, s'accusa humblement d'avoir été trop cruel envers son malheureux frère, se soumit à leurs remontrances pastorales; mais il s'empara de l'apanage d'André, et, à la mort de son frère Boris, peu de temps après, se trouva réunir tous les domaines de son père. Il acquit le surnom de *rassembleur de la terre russe*, surnom également mérité par ses huit prédécesseurs. C'est à leurs travaux antérieurs qu'Ivan dut peut-être d'être le plus grand et le plus puissant de ces *rassembleurs*. Il ne tomba plus dans

les mêmes errements ; si plus tard il apanagea ses enfants, ce fut à condition qu'ils resteraient les sujets de leur aîné et qu'ils n'auraient ni le droit de battre monnaie, ni une diplomatie séparée.

### Guerres contre la Grande Horde et contre Kazan. Fin du joug tatar.

L'empire de la Horde était enfin dissous. Les principaux États qui s'élevèrent sur ses débris furent le tsarat de Kazan, celui de Saraï ou d'Astrakhan, la horde des Nogaïs, et le khanat de Crimée. Kazan et la Crimée surtout présentent un amalgame ethnographique fort remarquable. Le tsarat de Kazan avait été fondé sur les ruines de l'ancienne Bulgarie du Volga, autrefois florissante et civilisée, par un prince banni de la Horde sous le règne de Vassili l'Aveugle. C'était ce même Makhmet, qui avait essayé de s'établir à Bélef en Lithuanie et qui y avait battu Chémiaka. Les Mongols s'étaient mélangés avec les anciens Bulgares et avaient reconstitué un centre important de commerce et de civilisation. Le tsarat étendait son empire sur les tribus finnoises des Mordves, des Tchérémisses, des Tchouvaches, ainsi que sur les Bachkyrs et les Méchtchéraks. Le khanat de Crimée avait été fondé, presque à la même date, par un descendant de Genghis-Khan nommé Asi. Arraché à la mort par un paysan, il avait, dit-on, ajouté à son nom celui de son bienfaiteur, Ghiréi, nom qui s'ajouta désormais à celui de tous les khans de Crimée. Les Mongols, en arrivant dans la péninsule, y trouvèrent les débris des anciennes peuplades tauriques, gothiques, helléniques, des Arméniens, des Juifs, les Juifs kharaïtes surtout, qui prétendent s'être établis, cinq cents ans avant Jésus-Christ, sur les rochers et dans les cités troglodytes de Tchoufout-Kalé et Mangoup-Kalé, enfin les Génois établis à Kaffa. A part les Juifs et les Italiens, une grande partie de l'ancienne population se laissa absorber par les envahisseurs asiatiques. Aussi, tandis que les Tatars des steppes de la Crimée septentrionale sont de purs Nogaïs,

ceux des montagnes du sud semblent être surtout des Taures, des Goths et des Grecs islamisés. Quant à la grande Horde de Saraï, elle se composait presque uniquement de nomades, tels que les Nogaïs et autres peuplades turques-tatares.

Au sein de chacun de ces Etats régnaient les compétitions et l'anarchie. Des princes de Kazan, de Saraï, de Crimée venaient demander asile au grand-prince de Moscou, qui se servait d'eux pour perpétuer les divisions. En 1473, Ivan III constituait en fief pour un Moustapha la ville de Novgorod-de-Riazan. D'autres servaient dans ses armées et l'aidèrent contre Novgorod et la Lithuanie. Vis-à-vis des khans et des tsars, surtout ceux de la grande Horde ou de Saraï, le souverain de Moscou se tenait sur la défensive, repoussant les attaques des aventuriers, mais se gardant de les provoquer ; se dispensant de payer le tribut, mais disposé à envoyer quelques présents. En même temps il se ménageait des alliances contre le khan de Saraï et envoyait au Turcoman Oussoun-Hassan, maître de la Perse et ennemi des Mongols, son ambassadeur italien Marco Ruffo (1477). Une amitié plus efficace fut celle qui l'unit à Mengli-Ghiréi, khan de Crimée, et qui dura toute leur vie. Mengli lui était aussi utile contre la Lithuanie que contre la grande Horde.

Une chronique raconte que lorsque le khan Akhmet, de la grande Horde, envoya ses ambassadeurs, avec son image, pour réclamer le tribut, Ivan III foula aux pieds l'image du khan et fit périr tous les envoyés, sauf un seul qui devait porter cette nouvelle à la Horde (1476). Ce récit, qui ne s'accorde guère avec la prudence bien connue d'Ivan, n'est pas reproduit par les autres chroniqueurs. Quand Akhmet se mit en campagne, Ivan prit une forte position sur l'Oka avec une armée plus nombreuse et mieux organisée qu'au temps de Dmitri Donskoï. Ses 150 000 hommes et sa puissante artillerie ne l'empêchaient pas de réfléchir beaucoup sur le hasard des batailles. Il revint même réfléchir à Moscou ; il fallut les clameurs du peuple pour l'en faire sortir. « Comment ! s'écriaient les Mosco-

vites, il nous a surchargés d'impôts sans payer le tribut à la Horde et maintenant qu'il a irrité le khan, il refuse de combattre! » Ivan voulut consulter sa mère, ses boïars, ses évêques : « Marche donc courageusement à la rencontre de l'ennemi! » fut la réponse unanime. « Convient-il aux mortels de redouter la mort? lui dit le vieil archevêque Vassian : on ne peut échapper à sa destinée. » Il voulut du moins rappeler son fils Jean dans Moscou ; mais le jeune prince désobéit héroïquement. Le grand-prince se décida enfin à retourner à l'armée, béni par sa mère, béni par le métropolite, qui lui promettait la victoire comme à un David ou à un Constantin, lui rappelant « qu'un bon pasteur doit sacrifier ses jours pour ses brebis. » Ivan, qui ne se sentait pas l'étoffe d'un Constantin, maintenait l'armée immobile sur l'Oka et l'Ougra : d'une rive à l'autre on se contentait de se lancer des flèches et des injures. Ivan fermait l'oreille aux conseils belliqueux de ses boïars, écoutait plutôt les conseils prudents de deux favoris, « seigneurs gras et puissants, » dit la chronique. Toutefois il refusa les propositions du khan qui offrait de pardonner s'il venait baiser son étrier ou si seulement il envoyait quelqu'un des siens. A la fin, les moines et les évêques à cheveux blancs perdirent patience. Vassian adressa au grand-prince une lettre belliqueuse, invoquant le souvenir des Igor, des Sviatoslaf, des Vladimir Monomaque, des Dmitri Donskoï. Ivan assura que cette lettre « lui remplissait le cœur de joie, de courage et de force; » mais quinze jours se passèrent encore dans l'inaction. Au quinzième jour, les fleuves s'étant couverts de glace, le grand-prince donna l'ordre de se reporter en arrière. A ce moment une panique inexplicable s'empara des deux armées; la russe et la tatare fuyaient l'une devant l'autre sans être poursuivies (1480). Le khan se sauva jusqu'à la Horde. Telle fut la dernière grande invasion des cavaliers du Kiptchak Ce fut de cette façon peu héroïque que se brisa le joug mongol, sous lequel la Russie avait gémi pendant près de trois siècles. Ivan III avait eu comme Louis XI sa bataille de Montlhéry. Il y combattit beaucoup moins que

lui, mais sut en tirer bien plus d'avantages. La Horde, attaquée par les khans de Crimée, devait survivre bien peu de temps à sa déchéance. Akhmet fut massacré par un des siens.

Entre Kazan et Moscou, les hostilités se multipliaient. En 1467 et en 1469, Ivan III avait ordonné deux expéditions contre la *Bulgarie.* En 1487, sept ans après avoir secoué la suprématie de la grande Horde, les voiévodes moscovites marchèrent contre cette même Kazan, où le père de leur grand-prince avait été captif; après sept semaines de siége, ils enlevèrent la cité et firent prisonnier le souverain Alégam. On vit alors prisonnier dans Moscou un tsar de Kazan! Ivan III ajouta à ses titres celui de *prince de Bulgarie;* mais, ne croyant pas que la cité musulmane fût déjà mûre pour l'annexion, il donna la couronne à un neveu de son ami le khan de Crimée. Le peuple dut lui prêter un serment de fidélité. La conquête du pays d'Arsk, dans la Bulgarie même, l'établissement d'une garnison russe dans cette forteresse, lui permirent de surveiller de plus près ce qui se passait à Kazan. Le khan de Crimée n'avait garde de réclamer contre la captivité du tsar Alégam, l'ennemi de son frère. Mais les princes du Chiban et des Nogaïs, qui se trouvaient en relations de parenté avec Alégam et qui voyaient l'islamisme humilié en sa personne, envoyèrent des ambassadeurs au grand-prince. Celui-ci refusa à la vérité de relâcher son prisonnier, mais il répondit si gracieusement qu'on ne pouvait guère s'en fâcher. Il envoya à ces parents zélés des draps de Flandre, des gerfauts, des dents de morse, et n'oublia pas les femmes des mourzas, qu'il appelait ses sœurs. En même temps, voulant faire sentir à ces Asiatiques que les temps étaient changés, il eut soin de ne jamais se compromettre personnellement avec les envoyés des Nogaïs, ne leur adressant jamais la parole que par l'organe de trésoriers, secrétaires, et autres officiers de second ordre.

### Guerres contre la Lithuanie : la Russie occidentale reconquise jusqu'à la Soja.

La Lithuanie, réunie à la Pologne, restait toujours le grand ennemi. Cet État composite joue le même rôle dans l'histoire de Russie que, dans la nôtre, la Bourgogne de Philippe le Bon et de Charles le Téméraire. Formé de populations russes, en même temps que de populations polonaises et lithuaniennes, il faillit plusieurs fois anéantir la Russie, de même que la Bourgogne, composée de populations françaises en même temps que de provinces allemandes ou bataves, faillit détruire la nationalité française. La Lithuanie se souda à la Pologne, comme les États de Bourgogne se sont soudés, pour notre malheur, à la maison d'Autriche.

Le roi Casimir IV était, au commencement du règne d'Ivan, souverain des deux États réunis, et ne négligeait rien pour inquiéter le grand-prince : celui-ci, de son côté, excitait son allié Mengli à envahir les possessions lithuaniennes ; les Tatars de Crimée pillèrent en effet Kief et le monastère des Catacombes (1482). Lorsque, dix ans après (1492), Casimir mourut, laissant la Pologne à son fils aîné Albert, et qu'Alexandre, son second fils, devint grand-prince de Lithuanie, Ivan III résolut de profiter de ce que ce dernier pays était abandonné à lui-même. Il s'était ménagé l'amitié du sultan des Turcs, Bajazet II, de Mathias Corvin, roi de Hongrie, enfin l'alliance plus active d'Étienne de Moldavie, ennemi déterminé des Lithuaniens ; avant tout il comptait sur Mengli. Mengli avait tenu la Lithuanie en arrêt, pendant qu'Ivan se débarrassait des Mongols ; il allait tenir la Horde en échec, pendant que le grand-prince réglerait ses comptes avec Alexandre : sans préjudice des incursions tatares en Ukraine. La découverte, à Moscou, d'un complot polonais contre la vie du grand-prince, fit courir les premiers bruits de guerre. De même qu'Ivan III avait pu utiliser contre la Horde les transfuges mongols, il vit les princes vassaux de la Lithuanie et d'autres per-

sonnages considérables entrer en relations avec lui. C'est alors que les Belski, les Vorotinski, se donnent à la Russie, que le prince de Mazovie envoie une ambassade à Ivan III, que les princes de Viasma, Bélef, Mézetsk, lui transportent leur hommage.

Cette guerre était populaire en Moscovie : il s'agissait de briser le joug que les Polonais catholiques faisaient peser sur des populations russes et orthodoxes. Dans la Russie Blanche, les Moscovites allaient réveiller d'anciennes sympathies nationales et religieuses. « La Lithuanie, disaient les ambassadeurs d'Ivan III aux plénipotentiaires d'Alexandre, la Lithuanie a profité des malheurs de la Russie pour s'emparer de nos pays, mais les circonstances sont changées aujourd'hui ! » Après une courte guerre une paix s'ensuivit (1494). La frontière de la Moscovie fut portée jusqu'à la Desna, et comprit les apanages des princes qui avaient passé au service d'Ivan, avec Mstislavl, Obolensk, Kozelsk, Vorotinsk, Pérémysl, etc.

La paix parut cimentée par le mariage d'Alexandre avec Hélène, fille d'Ivan III. Cette union princière était au contraire le germe d'une nouvelle guerre. Le souverain de Moscou avait stipulé que sa fille ne pourrait dans aucun cas changer de religion, qu'elle aurait une église grecque dans le palais et un aumônier orthodoxe. Ivan lui-même fit à sa fille les recommandations les plus pressantes, lui défendant de paraître à l'église catholique, lui faisant les descriptions les plus détaillées sur sa toilette, sa table, sa façon de voyager, sa manière d'être avec ses nouveaux sujets. Il lui remit à son départ un assortiment de livres de piété. Sa politique était d'accord avec sa conviction. Il fallait que l'orthodoxie, en Lithuanie, relevât sa tête humiliée et régnât avec sa fille. Peu de temps après, il se plaignit que sa fille fût contrainte dans sa conscience, qu'on lui imposât le costume polonais, qu'on éloignât ses domestiques et son aumônier orthodoxe pour l'entourer de catholiques, que la religion grecque fût persécutée, que l'assassinat du métropolite de Kief fût resté impuni, qu'on voulût lui donner pour successeur un homme dé-

voué au pape. La Lithuanie, à l'approche de la guerre, fut affaiblie par de nouvelles défections. Les princes de Bielsk, de Mossalsk, de Khotatof, les boïars de Mtsensk et de Serpéïsk, puis les princes de Tchernigof et Starodoub, de Rylsk et de Novgorod-Séverski se déclarèrent pour le grand-prince de Moscou. Tout le pays, entre la Desna et la Soja, passa entre les mains des Russes, avec Briansk, Poutivle et Dorogobouge. Ils n'eurent qu'à se montrer pour tout conquérir. Alexandre ne pouvait abandonner sans coup férir les conquêtes d'Olgerd, de Vitovt, de Gédimine; mais à la bataille de Dorogobouge son armée fut taillée en pièces; son voiévode, Constantin Ostrojski, tomba aux mains des Moscovites, qui cherchèrent à le gagner à leur cause. Les Lithuaniens se maintinrent du moins dans les fortes places de Vitepsk, Polotsk, Orcha, Smolensk (1500).

Cette lutte prolongée entre Alexandre et Ivan III avait mis en feu toute l'Europe orientale. Alexandre avait fait alliance avec l'Ordre livonien et la grande Horde. Le khan de Crimée dévastait impitoyablement la Gallicie et la Volynie. Les Russes battirent encore une fois les troupes lithuaniennes auprès de Mstislavl, mais échouèrent au siége de Smolensk. Au nord, le grand-prince de Moscou avait arrêté les Allemands de Livonie en bâtissant la forteresse d'Ivangorod en face de Narva : il avait saisi à Novgorod les marchandises hanséatiques. Le grand-maître Hermann de Plettenberg répondit avec joie à l'appel des Lithuaniens et à la bataille de la Siritsa, près d'Isborsk, écrasa de sa formidable artillerie allemande une armée de quarante mille Russes (1501). Ceux-ci, l'année suivante, prirent leur revanche sur les *hommes de fer* auprès de Pskof. Schig-Akhmet, khan de la grande Horde, voulut faire une diversion; mais le khan de Crimée l'assaillit avec fureur, et en 1502 anéantit si complétement cette domination que les ruines de Saraï, la capitale de Baty, où les princes russes avaient rampé devant les khans, sont depuis ce temps abandonnées aux reptiles.

Alexandre venait d'être élu roi de Pologne; il eût voulu

en finir avec une guerre ruineuse. Le fameux pape Alexandre VI et le roi de Hongrie interposèrent leur médiation. Comme aucun des deux partis ne voulait rien céder de ses prétentions, on convint seulement d'une trêve de six ans, pendant laquelle la Soja servirait de frontière, laissant à la Russie les territoires des princes et des villes qui s'étaient donnés à elle (1503). Ce qui montre la bonne foi d'Ivan III, c'est qu'après la signature de cette trêve il engagea le khan de Crimée à poursuivre ses attaques contre la Lithuanie.

### Mariage avec Sophie Paléologue (1472) : les Grecs et les Italiens à la cour de Moscou.

L'acquisition des possessions novgorodiennes, la réunion des apanages, la prise de Kazan, la chute de la Horde, la conquête de la Lithuanie jusqu'à la Soja avaient doublé l'étendue de la grande-principauté, sans parler des immenses possessions boréales. Un événement non moins important par ses suites fut le mariage d'Ivan III avec une princesse byzantine. Un frère du dernier empereur, Thomas Paléologue, s'était réfugié à la cour de Rome. Il y mourut, laissant une fille nommée Sophie. Le pape lui cherchait un époux. Le cardinal grec Bessarion, qui était du rite oriental, conseilla à Paul II de proposer sa main au grand-prince russe. Un Grec nommé Iouri et les deux Friazini, parents de Friazine, monnayeur d'Ivan III, furent chargés de l'ambassade à Moscou. Ivan et ses boïars acceptèrent avec enthousiasme cette proposition : c'était Dieu sans doute qui lui envoyait une si illustre épouse, « ce rejeton d'un arbre impérial qui couvrait jadis toute la chrétienté orthodoxe de son ombre. » Sophie, dotée par le pape, qui avait toujours ses deux préoccupations, la croisade contre le Turc et la réunion des deux Églises, se rendit de Rome à Lübeck, de Lübeck par mer à Revel, et fut reçue en triomphe à Pskof, Novgorod et autres villes de l'obéissance de Moscou. Cette fille des empereurs devait avoir sur Ivan une influence énorme. C'est elle sans doute qui lui apprit

à « pénétrer le secret de l'autocratie. » Elle supportait plus impatiemment que les Russes, habitués à la servitude, l'humiliation du joug mongol. Elle poussait Ivan à le secouer : « Serai-je longtemps encore l'esclave du khan des Tatars ? » lui disait-elle souvent. Avec Sophie, une multitude d'émigrés helléniques accoururent à Moscou, non-seulement de Rome, mais de Constantinople et de la Grèce. Tels furent Démétrios Ralo, Théodore Lascaris, Démétrios Trakhaniote. A la Russie ils donnèrent des hommes d'État, des diplomates, des ingénieurs, des artistes, des théologiens. Ils lui apportaient les livres grecs, précieux héritage de la civilisation antique : ces manuscrits formèrent le premier fonds de la bibliothèque actuelle des patriarches.

Ivan III était l'héritier des empereurs de Byzance et des Césars romains : il prit pour armes nouvelles de la Russie l'aigle à deux têtes que, sous sa forme archaïque, on retrouve encore au « Palais à facettes » du Kremlin. Moscou succédait à Byzance, comme Byzance avait succédé à Rome. Devenue l'unique métropole de l'orthodoxie, il lui incombait la mission de protéger les chrétiens grecs dans l'Orient tout entier et de préparer la revanche de 1453 contre l'islamisme. Avec les Grecs, étaient venus les Italiens : Aristote Fioraventi de Bologne, qui fut l'architecte, l'ingénieur militaire, le maître de l'artillerie d'Ivan III; Marco Ruffo, son ambassadeur en Perse; Piétro Antonio, qui construisit son palais impérial; le fondeur Paul Bossio, des architectes, des arquebusiers.

Ivan entra en relations avec Venise à l'occasion de Trévisani, envoyé de la république, qui, se rendant à la Horde, ayant essayé de traverser incognito les États du grand-prince, fut arrêté et condamné à mort. Le sénat intervint et obtint la mise en liberté de l'imprudent diplomate. Ivan à son tour lui envoya un ambassadeur russe, Siméon Tolbouzine, chargé de lier amitié et de ramener d'Italie quelque habile architecte; plus tard, en 1499, Démétrios Ralo et Golokhvastof. Contarini, ambassadeur vénitien, revenait de Perse avec un ecclésiastique français nommé Louis, qui se disait ambassadeur du duc de Bourgogne et

patriarche d'Antioche : il s'arrêta à Moscou et fut très-bien reçu par Ivan. Lui-même fut frappé du mérite de ce prince. « Lorsqu'en parlant je me reculais par respect, raconte Contarini, le grand-prince s'approchait toujours de moi et prêtait une attention singulière à tout ce que je disais. » Ivan III, soit pour s'assurer des alliés contre la Pologne, soit pour obtenir qu'on lui envoyât des artistes et des maîtres de métiers, échangea plus d'une fois des ambassades avec Frédéric III et Maximilien d'Autriche, Mathias de Hongrie, le pontife de Rome. Attaqué un moment par la Suède, il négocia une alliance avec le Danemark. Pléchtchéef fut le premier ambassadeur de Russie à Constantinople sous Bajazet II. De l'Orient, il vint à Ivan III des envoyés de la Géorgie et même du Djagataï (Turkestan et Sibérie tatares).

Ce prince qui, né vassal d'un peuple nomade, fonda la grandeur de la Russie, peut se comparer à l'un de nos plus grands rois, Louis XI. Ce que celui-ci avait fait contre la féodalité apanagée, Ivan le fit contre les apanages princiers, et, comme lui, frappa l'ancien système dans sa propre famille. Il fut impitoyable pour les petits dynastes russes, comme le roi de France pour les Armagnac ou les Saint-Pol. Il réussit à entamer la Lithuanie, comme son contemporain d'Occident à entamer la Bourgogne. Il mit fin aux invasions mongoles, comme celui-ci aux guerres anglaises ; il repoussa sans coup férir la dernière incursion des khans, comme Louis XI éconduisit avec des caresses le dernier débarquement des Anglais sous Édouard IV. Ils eurent le même goût pour les étrangers, surtout pour les industrieux Italiens, pour les arts utiles. Tous deux firent rechercher les richesses métalliques de leurs États. Ils créèrent également une diplomatie, l'un avec Comynes, l'autre avec des Grecs et des Russes aussi souples que les Grecs. Ils fortifièrent l'armée nationale et lui donnèrent un caractère permanent : ils durent à leur artillerie leurs succès contre les petits princes : Ivan III eut ses frères Bureau dans Aristote Fioraventi. Louis XI, qui voulait mettre fin à l'anarchie des lois et aux pilleries de la chi-

cane, méditait un véritable code, un *grand coustumier*, qui eût mis les anciennes lois en harmonie avec l'ordre de choses nouveau : c'est précisément ce que fit Ivan III dans son *Oulojénié* (1497), dont la comparaison avec la *Rousskaïa Pravda* de Iaroslaf donna la mesure de la transformation apportée dans le droit national par l'influence des lois byzantines, l'exemple des Tatars, les progrès de l'autocratie : les peines corporelles notamment ont pris un grand développement : pour les homicides, la mort; pour le vol, la flagellation en place publique. La torture fait son chemin dans la procédure. Le duel judiciaire est encore admis, seulement il ne peut guère être mortel : chacun des combattants a une cuirasse et n'est armé que d'un gourdin. Les femmes, les mineurs, les ecclésiastiques peuvent se faire remplacer par un champion. De même que la politique d'Ivan III a eu pour but la suppression des apanages, son code a pour objet d'effacer les priviléges, les particularités légales et judiciaires des diverses provinces.

L'hérédité du trône était établie depuis trois générations en ligne directe. Pourtant lorsque Jean, le fils aîné d'Ivan III, mourut, celui-ci hésita longtemps entre son petit-fils Dmitri, né de Jean, et son second fils Vassili. Sa femme tenait pour Vassili; sa bru Hélène, veuve de Jean, tenait naturellement pour son fils. La cour était partagée et les deux partis faisaient assaut d'intrigues. Ivan III avait d'abord fait proclamer Dmitri, jeté Vassili en prison, disgracié sa femme. Puis il s'était ravisé; il avait emprisonné à leur tour sa bru et son petit-fils et déclaré Vassili son héritier. Le droit héréditaire de l'Occident ne s'établissait pas en Russie sans beaucoup de luttes.

---

# CHAPITRE XIV.

## VASSILI IVANOVITCH (1505-1533).

Réunion de Pskof, Riazan et Novgorod-Séverski ; guerres contre la Lithuanie ; acquisition de Smolensk; — Guerres contre les Talars; relations diplomatiques avec l'Europe.

### Réunion de Pskof, Riazan, Novgorod-Séverski. Guerres contre la Lithuanie, acquisition de Smolensk (1526).

Le règne de Vassili Ivanovitch pourra sembler un peu pâle entre celui des deux Ivans, des deux *Terribles*, son père et son fils. Il eut d'ailleurs une durée moindre, vingt-huit années seulement (1505-1533). Mais il fut la continuation de celui-là et la préparation de celui-ci : le mouvement qui emportait la Russie vers l'unité et l'autocratie ne se ralentit pas sous Vassili Ivanovitch.

Il ne restait plus que trois États qui eussent gardé en Russie une certaine indépendance : la république de Pskof, les principautés de Riazan et de Novgorod-Séverski. Les discordes continuaient à Pskof entre l'aristocratie et les classes inférieures, entre les citadins et les paysans : Pskof était en conflit avec le *namiéstnik* ou lieutenant du prince. Vassili vint tenir sa cour à Novgorod la Grande et somma les magistrats de Pskof d'avoir à comparaître devant lui. Une fois arrivés, il les fit garder prisonniers. Un marchand de Pskof qui était en route vers Novgorod courut porter cette nouvelle à ses compatriotes. On sonna aussitôt la cloche de la *vetché* et l'on commença à crier : « Levons le bouclier contre le grand-prince ! Fermons les portes de la ville ! » Les plus prudents continrent le peuple : « Que faire ? Nos frères, nos magistrats et nos boïars et tous les

notables sont entre les mains du prince! » Les Pskoviens arrêtés à Novgorod envoyèrent un messager pour conjurer leurs concitoyens de ne pas tenter une résistance inutile et d'éviter l'effusion du sang. Ceux-ci dépêchèrent alors au grand-prince un des leurs, chargé de lui dire : « Nous ne sommes pas tes ennemis, seigneur! Après Dieu, c'est toi, seigneur, qui as tout pouvoir sur tes sujets. » Vassili Ivanovitch leur envoya un de ses *diaks* ou secrétaires qui, admis dans l'assemblée des citoyens, les salua au nom du grand-prince et leur dit que son maître leur imposait deux conditions : la première était que les villes de l'obéissance de Pskof recevraient ses *namiéstniks;* la seconde, c'était la suppression de l'assemblée et l'enlèvement de la cloche de la *vetché.* Il fut longtemps sans recevoir de réponse : les larmes et les sanglots des citoyens, amoureux de leur liberté, leur coupaient la parole. A la fin ils lui dirent qu'ils demandaient vingt-quatre heures pour délibérer sur cette proposition. La journée et la nuit se passèrent en lamentations : « Les enfants à la mamelle, dit l'annaliste, étaient seuls à ne pas verser des larmes. » On s'assembla encore le lendemain, pour la dernière fois, et le premier magistrat de la cité parla ainsi au *diak* du grand-prince, Dalmatof : « Il est écrit dans nos chroniques que nos aïeux ont prêté serment au grand-prince. Les Pskoviens s'engageaient à ne jamais faire défection à notre seigneur qui est à Moscou, à ne se liguer ni avec la Lithuanie, ni avec la Pologne, ni avec les Allemands ; autrement la colère de Dieu serait sur nous, et avec elle la famine, les incendies, les inondations, l'invasion des infidèles. Si le grand-prince n'observait pas son serment, les mêmes imprécations pesaient sur lui. Maintenant notre ville, notre cloche sont en la puissance de Dieu et du prince. Pour nous, nous n'avons pas forfait à notre serment. » Dalmatof fit descendre la grande cloche, symbole de l'indépendance républicaine, et l'emmena à Novgorod, au milieu de la désolation générale. Alors Vassili Ivanovitch vint rendre visite à *son patrimoine de Pskof.* Il installa ses hommes et ses boïars dans la ville haute, déporta trois cents familles de l'aris-

tocratie dans les villes de l'intérieur et établit à leur place trois cents familles moscovites. En partant, il laissa à Pskof une garnison de 5000 *enfants-boïars* et de 500 artilleurs novgorodiens (1510). « Hélas! s'écrie l'annaliste, glorieuse cité de Pskof la Grande! pourquoi cette désolation et ces larmes? » Et la noble ville de Pskof répond : « Comment ne pas s'abandonner à la désolation et aux larmes? Un aigle aux ailes nombreuses, aux griffes de lion, a fondu sur moi. Il m'a enlevé ces trois cèdres du Liban : ma beauté, ma richesse, mes enfants. Notre terre est déserte, notre ville ruinée, nos marchés détruits. On a emmené nos frères là où n'ont jamais vécu ni nos pères, ni nos grands-pères, ni nos aïeux. »

Ivan, prince de Riazan, fut accusé, vers 1521, d'avoir contracté alliance avec le khan de Crimée. Il fut appelé à Moscou et emprisonné. Il réussit à fuir en Lithuanie où il mourut obscurément. Ce pays fertile, dont les riches moissons « offraient l'aspect de forêts touffues, » se trouva réuni au domaine. Un certain nombre de Riazanais furent déportés aux pays moscovites. Vassili Chémiakine régnait à Novgorod-Séverski : c'était le petit-fils de ce Chémiaka qui avait crevé les yeux à l'aïeul de Vassili. Vers 1523, accusé d'intelligences avec la Pologne, il fut jeté en prison. Il y périt. Il n'y avait maintenant plus qu'une Russie. Un bouffon du grand-prince avait prédit la chute du dernier prince apanagé. On l'avait vu parcourir les rues de Moscou, armé d'un balai, criant « qu'il était temps de nettoyer l'empire de ce qui restait de cette ordure. » Vassili, comme tous ses prédécesseurs, ne fut pas tendre pour sa famille Son neveu Dmitri, à qui son grand-père avait un moment destiné le trône et à qui les lois occidentales l'eussent assuré, mourut en prison. Un frère de Vassili, trouvant trop dur le joug de son aîné, essaya de s'enfuir et fut repris.

Le fils d'Ivan le Grand continua la lutte contre la Lithuanie. Il avait essayé, à la mort d'Alexandre, de se faire nommer grand-prince à Vilna : la réconciliation de la Russie moscovite et de la Russie lithuanienne eût changé

les destinées du Nord. Sigismond Ier réunit les deux couronnes de Vilna et de Pologne. Une première guerre sans importance se termina en 1509 par une *paix éternelle;* Vassili renonça à toutes prétentions sur Kief et Smolensk. La paix éternelle dura trois années, que remplirent les récriminations des deux parties. Vassili accusait Sigismond de n'avoir pas rendu tous les prisonniers, de dépouiller les marchands moscovites, de maltraiter la veuve d'Alexandre, fille d'Ivan III, d'avoir engagé Siméon, frère du grand-prince, à fuir en Pologne, d'avoir excité les Tatars de Crimée à ravager la Russie. Il déclara que « tant que son cheval serait en état de marcher, tant que son glaive ne serait pas émoussé, il ne laisserait ni paix ni trêve à la Lithuanie. » Smolensk fut aussitôt attaquée : une partie de ses habitants tenaient pour la Russie et criaient au grand-prince qu'ils voulaient se soumettre. Une artillerie imposante écrasa les remparts de son kremlin qui domine de si haut le Dniéper. Le voiévode polonais fut contraint par les bourgeois à capituler. « Épargne ton patrimoine! » dirent ceux-ci au grand-prince. L'évêque de Smolensk bénit Vassili et les habitants lui prêtèrent le serment de fidélité (1514). « La prise de Smolensk, dit un chroniqueur russe, fut pour la Russie comme un brillant jour de fête; car s'emparer du bien d'autrui ne peut flatter qu'un prince ambitieux; mais on peut se livrer à la joie quand on reprend son bien. » Toutefois, beaucoup de Lithuaniens restaient hésitants : le nom de Russes et la foi orthodoxe les rapprochaient de Moscou; mais les Moscovites leur semblaient bien barbares à côté des Polonais, et leur turbulente noblesse s'accommodait mieux de l'anarchie polonaise que de l'autocratie russe. Un Glinski, d'une famille podolienne qui s'était donnée à Vassili, fit défection. Constantin Ostrojski, qu'on avait voulu gagner à la cause orthodoxe, s'était enfui de Moscou : c'est lui qui en 1514 infligea aux voiévodes russes la sanglante défaite d'Orcha. « Le lendemain, dit Karamsine, il célébra la victoire qu'il venait de remporter sur un peuple de même religion que lui et c'est en langue russe qu'il rendit

grâce à Dieu d'avoir détruit des Russes. » Même les contemporains sentaient vaguement qu'une lutte entre la Russie lithuanienne et Moscou était une sorte de guerre civile. Vassili n'avait-il pas essayé de réunir les deux grandes-principautés?

Comme au temps d'Ivan III, le duel des deux États ébranlait l'Europe et donnait lieu à un grand mouvement diplomatique. Sigismond avait cette fois pour lui les Tatars de Crimée : Vassili leur opposait ceux d'Astrakhan. Sigismond comptait sur la Suède : Vassili négociait avec le Danemark. Le roi avait gagné à sa cause les Kosaks du Dniéper, dont le nom commence à retentir dans l'histoire et que leur chef Dachkovitch avait puissamment organisés : mais Vassili s'assurait l'amitié de l'Ordre teutonique, qui un moment consentit à envahir la Prusse polonaise, de Maximilien d'Autriche, qui signa un traité de partage des possessions polonaises, de l'hospodar valaque, et enfin du sultan Sélim auquel il envoyait ambassade sur ambassade. Constantin Ostrojski ayant échoué devant Smolensk et ayant été battu dans le combat d'Opotchka, on en vint à des négociations. Maximilien d'Autriche se porta médiateur : son ambassadeur Herberstein, le même qui nous a laissé le curieux livre intitulé *Rerum Moscovitarum commentarii*, engagea Vassili à céder Smolensk : il lui cita en exemple le désintéressement du roi Pyrrhus et d'autres grands hommes de l'antiquité. Le pape Léon X intervint sans plus de succès, bien qu'il conseillât à Vassili de laisser en paix la Lithuanie et de songer plutôt à Constantinople, l'héritage de sa mère Sophie Paléologue. Enfin en 1522 des négociations s'ouvrirent et aboutirent à la trêve de 1526. Vassili prononça à ce sujet un discours où il exprimait son amitié pour ses hauts médiateurs, le pape, l'empereur d'Allemagne et l'archiduc d'Autriche (Clément VII, Charles-Quint et Ferdinand); mais la Russie gardait Smolensk.

**Guerres contre les Tatars; relations diplomatiques avec l'Europe.**

Les Tatars étaient encore dangereux. Mengli-Ghiréi, l'ancien allié d'Ivan III, s'était prononcé pour la Lithuanie contre Vassili. Peut-être aussi le khan vieilli n'avait-il plus l'autorité nécessaire pour contenir ses fils et ses mourzas, qui ne demandaient qu'à piller la terre russe. Avec Makhmet-Ghiréi, son successeur, la Crimée devint pour la Russie un ennemi irréconciliable. Kazan, chassant le protégé d'Ivan III, s'était donné un prince hostile à Moscou. Deux expéditions dirigées contre la cité rebelle échouèrent complétement. A la mort du tsar de Kazan, cette principauté devint la pomme de discorde entre le khan de Crimée et le grand-prince. Les Russes avaient d'abord réussi à y installer leur client, Chig-Aleï, un musulman abruti d'oisivité et de plaisirs, auquel son ventre énorme donnait un air grotesque; mais les intrigues du khan de Crimée l'en chassèrent, un parent de Ghiréi fut porté au trône. Pour appuyer leur candidat, les *Tauriens* firent en 1521 une immense invasion en Russie. Ils écrasèrent les voiévodes russes sur les bords de l'Oka, ravagèrent la grande-principauté, contemplèrent Moscou du haut de la colline des Moineaux et s'enivrèrent d'hydromel trouvé dans les caves du grand-prince. Au Kremlin, on avait une formidable artillerie, mais pas de poudre. Herberstein assure que le puissant fils d'Ivan III s'humilia, comme au temps d'Ivan Kalita, pour sauver sa capitale, envoya des présents au khan, signa un traité par lequel il se reconnaissait son tributaire; mais dans sa retraite, Makhmet-Ghiréi fut reçu à coups de canon par un voiévode de Riazan, qui lui reprit l'humiliant traité. Si l'honneur russe était sauvé par la canonnade de Riazan, cette invasion coûtait cher à la Russie. Tout le pays plat avait été livré aux flammes. Une multitude d'habitants, surtout des femmes et des enfants, avaient été emmenés par les barbares. Beaucoup périrent en chemin : le reste fut vendu

par troupes entières sur les marchés de Kaffa et d'Astrakhan. L'année suivante Vassili réunit sur l'Oka une armée formidable avec une imposante artillerie et envoya son défi au khan de Crimée, le sommant d'accepter un combat honorable en rase campagne. Le Tatar répondit qu'il connaissait le chemin de la Russie et qu'il ne consultait jamais ses ennemis pour savoir quand il fallait combattre. Makhmet, peu de temps après, s'empara du tsarat d'Astrakhan, mais fut assassiné par Mamaï, prince des Nogaïs.

Les Tatars de Crimée étaient, grâce aux steppes immenses du sud, presque à l'abri des entreprises de la Russie : mais on pouvait atteindre Kazan. Pour profiter des dissensions des hordes méridionales, deux nouvelles expéditions furent dirigées en 1523 et 1524 contre cette ville : elles furent encore infructueuses. Vassili trouva un moyen plus sûr de ruiner ses ennemis : il établit une foire à Makarief sur le Volga et par là fit tomber celle de Kazan. C'est cette foire de Makarief qui fut transportée par la suite à Nijni-Novgorod et qui attire d'Europe ou d'Asie plus de cent mille étrangers. En 1523 fut fondé Vassilkoursk.

La Russie prenait chaque jour plus d'importance en Europe. Vassili échangea des ambassades avec les cours de l'Occident, écrivit à François I[er], « grand roi des Gaulois ». Il fut le correspondant de Léon X et de Clément VII, de Maximilien et de Charles-Quint, de Gustave Wasa, fondateur d'une dynastie nouvelle, du sultan Sélim, conquérant de l'Égypte, et de Soliman le Magnifique. En Orient, le grand-mogol des Indes, Babour, descendant de Tamerlan, rechercha son amitié. L'autocratie s'affirmait chaque jour plus énergiquement. Vassili gouvernait sans consulter son conseil de boïars. *Moltchi, smerd!* (Tais-toi, rustre !) disait-il à un grand seigneur qui osait lui faire une objection. Le prince Vassili Kholmski, marié à une de ses sœurs, fut jeté en prison pour cause d'indocilité. Le boïar Béklémychef s'étant plaint que le grand-prince décidât seul de toutes les questions, « enfermé lui troisième dans sa chambre à coucher, » eut la tête tranchée. Le métropo-

lite Varlaam fut déposé et relégué dans un monastère. Herberstein constate déjà que nul souverain en Europe n'est obéi comme le grand-prince de Moscou. Cette puissance croissante se manifestait extérieurement par la splendeur de la cour, qui naturellement n'excluait pas le mauvais goût le plus barbare. Dans les réceptions d'ambassadeurs, Vassili déployait un luxe inouï. A la chasse, plusieurs centaines de cavaliers l'accompagnaient. Le trône du prince était gardé par de jeunes nobles, les *ryndis*, coiffés de hauts bonnets de fourrures blanches, vêtus de longs cafetans de satin blanc, armés de haches d'argent. Longue est déjà la nomenclature de ses écuyers, échansons, chambellans, etc. Les étrangers, quoique en petit nombre, continuaient à venir à Moscou. Le plus illustre de tous fut un moine du mont Athos, Maxime, surnommé le Grec, originaire d'Arta en Albanie. Dans sa jeunesse, il avait étudié à Venise et à Florence, avait été l'ami de Lascaris et d'Alde Manuce. Il était resté le sincère admirateur de Jérôme Savonarole. Vassili l'avait appelé avec d'autres Hellènes pour traduire en slavon les livres grecs et mettre en ordre sa bibliothèque. Maxime s'étonna, dit-on, de voir au Kremlin un si grand nombre de manuscrits anciens, assurant que ni en Italie, ni en Grèce, on n'en trouverait une si riche collection. Après avoir achevé la traduction du Psautier, il voulait retourner au mont Athos : Vassili le retint, fit de lui son favori, lui accorda souvent la grâce de boïars condamnés. Ses travaux, sa science, aussi bien que son crédit, excitèrent la haine de moines ignorants et fanatiques. Le métropolite Daniel se déclara contre lui. Quand Vassili répudia malgré elle, pour cause de stérilité, sa femme Solomonie, le *philosophe* se permit, semble-t-il, de blâmer le prince, qui alors l'abandonna à ses ennemis. Traduit devant un tribunal ecclésiastique, accusé d'hérésie et de fausse interprétation des livres saints, il fut relégué dans un monastère de Tver. Plus tard il obtint de se retirer à celui de Troïtsa, où l'on montre aujourd'hui le tombeau de l'homme qui fut en Russie un des apôtres de la Renaissance.

# CHAPITRE XV.

## IVAN LE TERRIBLE (1533-1584).

Minorité d'Ivan IV : il prend le titre de tsar (1547). — Conquête de Kazan (1552) et d'Astrakhan (1554). — Lutte contre l'ordre livonien, la Pologne, les Tatars, la Suède et l'aristocratie russe. — Les Anglais en Russie; conquête de la Sibérie.

### Minorité d'Ivan IV. Il prend le titre de tsar (1547).

Le rôle et le caractère d'Ivan ont été et sont encore très-diversement appréciés par les historiens russes. Karamsine, qui d'ailleurs n'a pas soumis à une critique assez sévère les récits et les documents dont il s'est inspiré, a vu en lui un prince qui, né vicieux et cruel, ramené miraculeusement dans le chemin de la vertu, donna, sous la tutelle de deux ministres vertueux, quelques années de repos à la Russie, puis, s'abandonnant à la fureur de ses passions, épouvanta l'empire et l'Europe de ce que l'historien appelle les « sept époques des massacres. » M. Kostomarof en revient aux appréciations de Karamsine. Une autre école, représentée par MM. Solovief et Zabiéline, a montré plus de défiance à l'égard des récits partiaux d'un Kourbski, chef du parti oligarchique, d'un Guagnini, courtisan du roi de Pologne, d'un Taube et d'un Kruse, traîtres au souverain qui les avait pris à son service. Surtout, ils ont tenu compte du temps et du milieu où a vécu Ivan le Terrible. Ils se sont préoccupés moins de sa moralité comme individu que de son rôle comme agent dans le développement historique de la Russie. Nos historiens nationaux n'ont-ils pas longtemps méconnu les immenses services rendus par Louis XI dans le grand œuvre de l'unité française et de la

création de l'État moderne? Sa justification est sortie enfin d'un examen plus attentif des documents et des circonstances.

Au moment où Ivan IV succède à son père, la lutte du pouvoir central contre les forces du passé a changé de caractères. Les vieux États russes, qui avaient si longtemps tenu en échec la puissance nouvelle de Moscou, les principautés de Tver, Riazan, Sousdalie, Novgorod-Séverski, les républiques de Novgorod, Pskof, Viatka, ont perdu leur indépendance : leurs possessions sont venues agrandir celles de Moscou. Toute la Russie du nord et de l'est est donc unifiée sous le sceptre du grand-prince. Aux luttes sans cesse renaissantes contre Tver, Riazan, Novgorod, va succéder la grande guerre étrangère, la guerre sainte contre la Lithuanie, les Tatars, les Suédois, les Porte-glaives.

Précisément parce que l'œuvre de l'unité grande-russienne est accomplie, les résistances que l'autorité du prince rencontrait à l'intérieur vont devenir plus vives. Les descendants des familles souveraines dépossédées à prix d'argent ou par la force des armes, les serviteurs de ces anciennes maisons régnantes, sont venus servir le maître de Moscou. La cour de celui-ci est pleine de princes sans couronne, les Belski, les Chouïski, les Kourbski, les Vorotinski, descendants des anciens princes apanagés, fiers du sang de Rourik qui coule dans leurs veines. D'autres princes descendent du Lithuanien Gédimine ou des mourzas tatars baptisés. Tous ces princes, ainsi que les puissants boïars de Tver, Riazan, Novgorod, sont devenus les boïars du grand-prince. Pour tous, il n'y a plus qu'une cour où ils puissent servir : celle de Moscou. Quand la Russie était divisée en États souverains, les boïars mécontents étaient libres de changer de maître, de passer du service de Tchernigof à celui de Kief, ou du service de Sousdal à celui de Novgorod. Maintenant où pourraient-ils aller? En dehors de Moscou, il n'y a plus que les souverains étrangers, ennemis de la Russie. User de l'ancien droit de *changer de maître*, c'est passer à l'ennemi, c'est trahir. *Changer* et trahir sont devenus synonymes : du mot russe *izmiénit*

changer, est venu le mot *izmiénik* qui veut dire traître. Le boïar russe ne peut aller ni chez les Allemands, ni chez les Suédois, ni chez les Tatars ; il ne peut aller que chez le souverain de la Lithuanie ; mais cela précisément est la pire espèce de *changement*, la plus pernicieuse des *trahisons*. Le prince de Moscou sait fort bien que la guerre avec la Lithuanie, cet État qui, polonais à l'ouest, par ses provinces russes de l'est, exerce une dangereuse attraction sur les sujets de Moscou, est une guerre pour l'existence. La Lithuanie n'est pas seulement un ennemi extérieur, c'est un ennemi intérieur, qui a des intelligences et des sympathies au cœur de l'État russe, dans le palais même du tsar, et dont la main redoutable se trouve dans toutes les intrigues et toutes les conspirations. La lutte extérieure contre la Lithuanie, la lutte intérieure contre l'oligarchie russe, sont les deux faces différentes d'une même lutte, la plus lourde et la plus périlleuse de toutes celles que soutient le grand-prince de Moscou. Les princes dépossédés, les boïars des anciens États indépendants ont renoncé à lutter contre lui sur les champs de bataille ; ils continuent à lutter contre son autorité dans sa propre cour. Ce ne sont plus des guerres d'État à État : c'est une guerre intestine, celle de l'oligarchie contre le pouvoir autocratique. Résignés à n'être plus des princes souverains, les nouveaux *princes-boïars* de Moscou ne se résignent pas encore à n'être que des sujets. La lutte s'est donc circonscrite dans un terrain plus étroit : elle n'en est que plus acharnée. La cour de Moscou est un champ clos, dont on ne peut plus sortir sans *changer* le maître moscovite pour le maître lithuanien, sans trahir : de là le caractère passionné de la lutte des deux principes sous Ivan IV. En outre, les souverains de Moscou, après avoir détruit, au prix de tant d'efforts, les États russes qui tenaient Moscou en échec, ont commis la même faute que nos Capétiens et nos premiers Valois : en constituant des apanages à leurs fils cadets, ils réédifiaient d'une main ce qu'ils anéantissaient de l'autre : aux princes souverains du onzième siècle succèdent les princes du sang, les princes apanagés du quinzième et du seizième siècle. Eux aussi ont leurs

domaines, leurs boïars, leurs enfants-boïars (hommes d'armes). Contre le grand-prince, ce sont ses propres frères, oncles, cousins, qui se font les chefs de l'oligarchie vaincue, organisent la coalition des forces du passé. A son égard ils jouent le même rôle que les Capétiens de Bourgogne, de Berry, de Bourbon, d'Orléans, à l'égard des rois capétiens, Charles VII, Louis XI, Charles VIII.

Vassili Ivanovitch laissait après lui deux fils, Ivan et Iouri, sous la tutelle de sa seconde femme Hélène Glinska. Elle était venue en Russie avec une famille de nobles podoliens, proscrits par Sigismond, et accusés d'avoir comploté contre sa vie. Hélène Glinska avait séduit son vieux mari Vassili non-seulement par sa beauté, mais par une liberté d'allures, une fermeté d'esprit et de caractère, une variété de connaissances qu'on ne pouvait rencontrer chez des femmes russes de ce temps, condamnées à la reclusion. Elle était presque une Occidentale. Vassili pouvait lui laisser en mourant, avec la tutelle de ses fils, le soin d'affermir son œuvre et celle de ses ancêtres : cette régente énergique sut dompter toute tentative de réaction princière et oligarchique contre l'autocratie du grand-prince. Un frère de son mari, Iouri Ivanovitch, convaincu de rébellion, fut arrêté et jeté en prison : il y mourut. L'oncle même d'Hélène, Michel Glinski, ambitieux et remuant Lithuanien, après avoir joui quelque temps de sa confiance, fut arrêté et mourut également en prison. Un autre frère du feu tsar, André Ivanovitch, essaya de fuir en Pologne pour y demander l'appui de Sigismond : il fut repris en chemin et emprisonné. La Lithuanie essaya de venir en aide par une prise d'armes aux rebelles de l'intérieur : cette guerre, peu importante d'ailleurs, se termina en 1537 par une trêve. Les Tatars de Crimée et de Kazan furent battus à plusieurs reprises. Pour mettre Moscou à l'abri d'un coup de main, Hélène fit enclore de remparts le quartier qu'on appela le *Kitaï-gorod*. Comme elle ne pouvait se fier complétement ni aux boïars, ni aux princes, ni même à ses propres parents, elle donna toute sa confiance au grand-écuyer Télépnef, que la voix publique lui assignait pour

amant. Un gouvernement aussi énergique contre ses ennemis du dedans que contre ceux du dehors donnait peu de satisfaction au parti oligarchique : en 1538 Hélène mourut empoisonnée.

Ce furent les boïars qui s'emparèrent du gouvernement, après avoir fait périr le grand-écuyer et enfermé sa sœur Agraféna, nourrice du jeune Ivan. Deux familles surtout se disputèrent le pouvoir, les Chouïski et les Belski. La Russie fut alors en proie à l'anarchie, les gouvernements et les voiévodies donnés tour à tour aux créatures des deux maisons, le peuple cruellement foulé; les factieux élevèrent et déposèrent à leur gré le métropolite même de Moscou. A la fin, André Chouïski pénétra à main armée dans la ville sainte et dans le Kremlin, renversa le gouvernement des Belski et déposa encore une fois le métropolite.

Pendant que les nobles s'arrachaient ainsi le pouvoir, les deux fils de Vassili se trouvaient livrés à eux-mêmes. Le cadet Iouri était faible d'esprit; mais Ivan était, comme plus tard Pierre le Grand, admirablement doué. Il souffrait du mépris où de turbulents sujets osaient le tenir. « Nous et notre frère Iouri, écrivait-il plus tard, nous étions traités comme des étrangers, comme des enfants de mendiant. Nous étions mal vêtus, nous avions faim et froid. » Ils voyaient les boïars piller le trésor et le mobilier de la couronne; Chouïski se permettait en sa présence d'étendre ses jambes sur le lit du feu tsar. L'empire était à sac comme le palais. « Ils se jetèrent partout, continue Ivan IV, sur les villes et sur les villages, tourmentant cruellement les gens, leur infligeant toutes sortes de maux, rançonnant sans miséricorde les habitants. De tous nos sujets, ils avaient fait leurs esclaves; de leurs esclaves, les grands de l'État. » Il avait vu arracher de ses bras ceux qu'il aimait, sa nourrice Agraféna, l'écuyer Télépnef, qu'on fit périr. Son favori Voronzof fut souffleté et presque assommé par les boïars. Il suffisait qu'un courtisan prît soin de lui plaire pour qu'il fût aussitôt victime de la méfiance des oligarques. Ivan, comme un enfant abandonné, mal instruit, point élevé, fut à lui-même son propre maître. Il lisait beaucoup,

au hasard, la Bible, les Vies des saints, les chroniqueurs byzantins traduits en slavon. Surtout il réfléchissait. Il avait puisé dans ses lectures une haute idée de ce que c'était qu'un roi, et il savait bien qu'il était le maître légitime. Ces mêmes boïars, si insolents avec lui dans l'intimité, ne les voyait-il pas, dès qu'il s'agissait d'une cérémonie publique, d'une réception d'ambassadeurs, rivaliser devant lui de respects affectés et d'empressement servile? C'était lui qui assis sur son trône recevait le compliment des envoyés étrangers : on lui demandait sa signature pour donner force de loi aux actes les plus contraires à sa volonté. Ce n'étaient point là de vaines formes, elles supposaient une puissance réelle. Ivan cependant dissimulait. Après les fêtes de Noël 1543, tout à coup il fit appeler devant lui les boïars, leur parla sur un ton menaçant, leur fit de sanglants reproches sur leur manière de gouverner. Parmi eux, ajouta-t-il, il y avait beaucoup de coupables : pour cette fois il se contenterait d'un exemple. Il fit aussitôt saisir par ses piqueurs André Chouïski, le chef du gouvernement, et séance tenante le fit déchirer par les chiens de chasse. Quelques-uns des plus turbulents et des plus compromis furent relégués dans « les villes éloignées. » L'auteur de ce coup d'État avait treize ans.

Suivant l'usage invariable des souverains moscovites, Ivan s'entoura de ses parents du côté maternel, les parents paternels étant naturellement suspects. Alors commença ce qu'on appelait un *vrémia*, c'est-à-dire un *temps* de faveur. Les *proches* du prince, les hommes du *temps* (*vrémenchtchiki*), c'est-à-dire les Glinski, furent chargés de pourvoir à l'administration de l'empire. En janvier 1547, Ivan requit le métropolite Makarie de procéder à son couronnement. Il y prit non-seulement le titre de grand-prince, mais celui de *tsar*. Le premier titre ne répondait plus à la puissance nouvelle du souverain de Moscou qui avait parmi ses *domestiques* des princes et même des grands-princes. Le nom de *tsar* est celui que les livres en langue slavonne, lecture habituelle d'Ivan IV, donnent aux rois de la Judée, de l'Assyrie, de l'Égypte, de Babylone, aux empereurs de Rome

et de Constantinople. Or, Ivan n'était-il pas en quelque sorte l'héritier du *tsar* Nabuchodonosor, du *tsar* Pharaon, du *tsar* Assuérus, du *tsar* David, puisque la Russie était le sixième empire dont il est question dans l'Apocalypse? Par son aïeule Sophie Paléologue, il était entré dans la famille des *tsars* de Byzance. Par son ancêtre Vladimir Monomaque, il se rattachait aux Porphyrogénètes et par Constantin le Grand à César. Si Constantinople avait été la seconde Rome, Moscou était la troisième Rome, l'héritière actuelle de la Ville Éternelle. On peut imaginer quel prestige ajoutait à la dignité du souverain russe ce titre éblouissant, emprunté à l'antiquité biblique, à la majesté romaine, aux souverains orthodoxes de Byzance. Il rappelait en même temps l'affranchissement récent de la Russie : les auteurs slavons donnaient également ce titre auguste aux khans mongols, suzerains des princes moscovites. Maintenant que la fortune revenait à la Russie, c'était à son prince à porter le titre de *tsar*. Peu de temps après, Ivan, dont la jeunesse abandonnée avait été souillée de débauches, affirmait son retour à la vertu par son mariage avec Anastasie, de cette famille des Romanof qu'attendaient de si brillantes destinées. Sa cour s'augmenta de *vrémenchtchiki* choisis parmi les parents de la tsarine.

Il était impossible que le parti vaincu n'essayât pas de prendre une revanche. La fortune vint bientôt la lui offrir. Depuis quatre ans Ivan gouvernait autocratiquement, appuyé sur ses parents, les Glinski et les Romanof, et, depuis longtemps, la Russie n'avait été aussi tranquille. Tout à coup, en 1547, éclata un formidable incendie qui détruisit la plus grande partie de Moscou, et coûta la vie à 1700 personnes. Le tsar dut s'enfuir à Vorobief, et de là contempla avec terreur la destruction de sa capitale. On ouvrit une enquête : les boïars en profitèrent pour insinuer au peuple que c'étaient les Glinski qui avaient brûlé Moscou. « C'est la princesse Anne Glinska, répétaient des voix dans la foule, qui, avec ses deux fils, a fait des enchantements : elle a pris des cœurs humains, les a plongés dans l'eau; avec cette eau elle a aspergé les maisons :

voilà pourquoi Moscou a brûlé. » La multitude enragée se rua sur les palais des Glinski. L'un d'eux, Iouri, fut égorgé sur le parvis même de l'Assomption. Puis les émeutiers se portèrent à Vorobief et demandèrent que le tsar livrât son aïeul, le vieux Glinski. La vie même du souverain était en danger; on dut employer la force pour dissiper les rebelles.

Les événements qui suivent sont inintelligibles dans le récit dramatisé de Karamsine, fort clairs si l'on tient compte de la logique des faits. Ivan ne pouvait guère ignorer quelles mains avaient soulevé cette émeute : il n'était pas homme à se livrer à ses anciens tuteurs. Mais sa nature nerveuse, impressionnable, avait été vivement frappée du spectacle qu'il avait eu sous les yeux. Sous l'empire de cette terreur, il fit son examen de conscience et résolut de s'amender personnellement. Il prit pour son directeur spirituel le pope Silvestre, qui habitait le palais depuis plus de neuf années, et qui avait une grande réputation de vertu : en même temps il lui donna l'administration des affaires ecclésiastiques. Un homme de petite noblesse, Alexis Adachef, fut chargé de recevoir les requêtes et de veiller à l'intérieur et à la guerre. Tant que les deux nouveaux favoris surent se renfermer dans leurs attributions, la cour fut paisible. C'est l'époque la plus heureuse du règne d'Ivan IV. A l'intérieur, on réunit les premiers états généraux composés des divers ordres de l'Etat (1549 et 1550) ; on prépare un nouveau Code (*Soudebnik*); on assemble un concile qui, dans les *Cent Articles* (*Stoglaf*), s'attache à la réforme de l'Église; des chartes (*oustavnyia gramoty*) sont accordées à des villes et aux paysans de certains cantons.

### Conquête de Kazan (1552) et d'Astrakhan (1554).

Le royaume de Kazan continuait à être tiraillé entre deux influences ennemies : celle de la Russie, celle du khan de Crimée. Cette dernière semblait l'emporter, et Safa-Ghiréi, candidat de la Crimée, inaugurait sa prise de possession en ravageant les pays russes ; le khan concou-

rait à ces incursions en s'avançant lui-même avec toute la horde de Crimée jusqu'à l'Oka. Quand Safa mourut, laissant un fils en bas âge, le parti moscovite reprit le dessus dans Kazan et donna la couronne à Chig-Alei. Celui-ci se fit détester de ses nouveaux sujets : les choses en vinrent au point que les Kazanais parurent préférer la domination directe de Moscou à cette subordination déguisée. Ivan, sur la demande des habitants, rappela Chig-Alei et leur envoya un vice-roi moscovite, Mikoulinski. Tout à coup le bruit se répand dans Kazan que Mikoulinski arrive avec des troupes russes, dans le dessin d'exterminer la population. Une émeute éclate : on ferme les portes aux Moscovites et l'on demande un prince aux Tatars Nogaïs. Édiger-Makhmet est proclamé tsar de Kazan.

Ivan résolut d'en finir avec la cité musulmane. En juin 1552, l'année même où Henri II s'emparait des Trois-Évêchés, le tsar se mit en campagne. Au début il fut arrêté par la nouvelle que le khan de Crimée, voulant sauver Kazan par une diversion, avait envahi la Moscovie. Ivan s'avança contre lui jusqu'à l'Oka; là il apprit que les barbares, n'ayant pu prendre Toula, s'étaient retirés précipitamment. Alors, avec 150 000 hommes et 150 pièces de canon, l'infanterie descendant le Volga sur des barques, la cavalerie suivant les rives du fleuve, il se dirigea sur Kazan. Des créations successives de postes avancés avaient diminué la distance qui séparait Kazan de Nijni-Novgorod; son père avait fondé sur le Volga Makarief et Vassilsoursk; lui-même avait établi en 1551 la belliqueuse colonie de Sviajsk sur la Sviaga. Plus tard il constituera celles de Kosmodémiansk et Tchéboksary.

Au commencement de septembre, Ivan campait sous Kazan et l'entourait d'une ligne de circonvallation pour couper toute communication entre la ville et la cavalerie du mourza Iapantcha qui tenait la campagne. Les défenseurs de Kazan, au nombre de 30 000 Tatars et 2500 Nogaïs, se défendirent énergiquement et ne cessèrent, par leurs sorties, d'inquiéter les travaux des assiégeants. Plusieurs fois le tsar leur offrit une capitulation honorable : il fit même

attacher ses prisonniers à des poteaux pour qu'ils décidassent les Kazanais à rendre la ville; mais les assiégés lancèrent aussitôt des flèches contre ces malheureux, criant qu'il « valait mieux pour eux recevoir la mort des mains pures de leurs compatriotes que de périr par les mains impures des chrétiens. » L'armée russe eut à lutter non-seulement contre ses ennemis, mais contre les éléments déchaînés. Une tempête engloutit la flottille qui portait les provisions et le matériel des Russes : les voiévodes voulaient lever le siége ; ce fut Ivan qui ranima leur courage. Des pluies prolongées inondèrent le camp moscovite : c'était, assurait-on, les sorciers de Kazan qui, debout sur les murailles, leurs robes retroussées, insultant de leurs paroles et de leurs gestes les assiégeants, appelaient sur eux tous ces fléaux : Ivan fit venir de Moscou une croix miraculeuse : son apparition détruisit aussitôt la force de leurs enchantements.

Ivan s'était assuré les services d'un ingénieur allemand : celui-ci creusa des mines sous les murailles mêmes de la ville. Les remparts de bois et de briques sautèrent sur plusieurs points avec fracas, et l'armée russe se précipita dans la ville par plusieurs brèches. Une lutte acharnée s'engagea dans les rues et autour du palais. Les plus braves des Kazanais, après avoir essayé de défendre leur prince, firent une trouée : poursuivis par la cavalerie légère, bien peu échappèrent. Le massacre fut grand dans la ville : on n'épargna que ce qui pouvait se vendre aux marchands d'esclaves. Quand le tsar fit au milieu de ces ruines sanglantes son entrée triomphale, il éprouva, comme Scipion à Carthage, un mouvement de pitié pour ce grand désastre : « Ils ne sont pas chrétiens, dit-il en pleurant, et pourtant ce sont des hommes. » La ville fut repeuplée de Russes : aujourd'hui encore la population tatare est reléguée dans les faubourgs. Dans le kremlin, Ivan anéantit tous les monuments du passé mongol : il les remplaça par des églises et des monastères qui attestaient sa reconnaissance envers Dieu et le triomphe de la croix sur l'islam.

Ces faits sont déjà lointains : ils se sont pourtant conservés vivants dans la mémoire du peuple russe. Maintes chansons épiques sont consacrées à célébrer cette grande victoire. Ce n'est pas seulement, comme le dit Karamsine, parce que Kazan est la première forteresse que les Russes aient prise après un siége en règle : c'est parce que la prise de Kazan marque le point culminant dans l'histoire de la longue lutte des Slaves contre les Tatars, lutte qui avait commencé par l'asservissement total de la Russie aux Mongols, lutte qui se continue encore de nos jours, et qui ne se terminera vraisemblablement que par l'asservissement des races tatares à l'empire russe. La victoire d'Ivan le Terrible est la première grande revanche des vaincus contre les vainqueurs, la première conquête aux dépens des conquérants, la première étape accomplie par la civilisation européenne reprenant enfin l'offensive contre l'Asie. Dans les annales russes, l'expédition de Kazan occupe la même place glorieuse que la défaite d'Abdérame dans l'histoire des Francs ou Las Navas de Tolosa dans les chroniques d'Espagne. C'était plus qu'une conquête, c'était une croisade. Pendant l'assaut, Ivan ne cessa de tenir déployé l'étendard de la sainte foi. On remarqua que, lorsque les remparts sautèrent, le tsar était à l'église, et que le diacre lisait ce verset de l'Évangile du jour : « Il ne doit plus exister qu'un troupeau et qu'un pasteur. » C'est au cri de *Dieu est avec nous!* que les Russes se précipitèrent dans la ville. Le triomphe de Moscou se confondit avec celui du christianisme et de l'orthodoxie.

Les conséquences politiques de la prise de Kazan furent considérables. Les cinq peuples finnois ou mongoliques qui avaient obéi à cette cité royale, les Tchérémisses, les Mordves, les Tchouvaches, que M. Radlow considère comme les descendants des Bulgares de Bolgary, les Votiaks, les Bachkyrs, après une résistance de plusieurs années, furent obligés de se soumettre à Moscou. Ivan envoyait chez eux ses missionnaires en même temps que ses voiévodes.

La chute du royaume d'Astrakhan suivit de près celle de Kazan. Cette grande cité était également partagée entre

deux partis : en 1554, le prince Iouri Pronski descendit le Volga avec 30 000 hommes et établit sur le trône Derbych, le protégé de la Russie. Celui-ci, peu de temps après, fut accusé d'entretenir des intelligences avec la Crimée : Astrakhan fut conquise une seconde fois et définitivement réunie à la Russie (1556). Les Nogaïs, nomades qui parcouraient les steppes des environs, durent accepter le protectorat moscovite. Ainsi le Volga, ce fleuve fameux, sur les bords duquel tant de cités en ruine, Itil, capitale des Khazars, Bolgary, capitale des Bulgares, Saraï, capitale de la Horde d'Or, conservent le souvenir des anciens peuples disparus de l'histoire, le Volga, cette grande artère du commerce oriental, coulait maintenant tout entier, de ses sources à son embouchure, sous les lois du tsar.

Par la Caspienne, l'Asie persane était ouverte à l'influence russe, et déjà les petits princes du Caucase, en luttes continuelles soit entre eux, soit avec les Tatars de Crimée, briguaient à l'envi l'alliance du successeur des Césars grecs. Pour mieux tenir en bride la horde de Tauride, Ivan prenait sous sa protection une des deux républiques guerrières qui s'étaient constituées dans le voisinage de la Crimée : les Kosaks du Don se reconnaissaient sujets de Moscou ; les Kosaks du Dniéper restaient soumis à la Pologne.

### Lutte contre l'ordre livonien, la Pologne, les Tatars, la Suède et l'aristocratie russe.

La Russie, qui sentait croître ses forces, sentait également la nécessité de s'ouvrir la Baltique en même temps que la mer Noire. La Baltique était même plus nécessaire aux Russes : par elle seulement ils pouvaient communiquer avec l'Europe occidentale, recevoir ses vaisseaux, ses artisans, ses ingénieurs. C'est de là que la Moscovie attendait l'accroissement de puissance que la civilisation pouvait seule lui donner. Entre la Baltique et la Moscovie, il y avait plus d'un ennemi : la Suède, les Porte-glaive , la

Lithuanie, la Pologne. En 1554 une guerre éclatait entre Ivan le Terrible et le grand Gustave Wasa à propos d'un règlement de frontières. Le fondateur de la dynastie suédoise n'étant pas soutenu par ses voisins, la guerre dura peu. Elle se termina par un traité de commerce qui ouvrait aux marchands suédois l'Inde et la Chine par la Russie, aux marchands russes les Flandres, l'Angleterre et la France par la Suède. La Moscovie ne communiquait encore avec l'Occident que par un jaloux intermédiaire.

Ivan le Terrible, s'inspirant de la même pensée politique et civilisatrice que Pierre le Grand, voulait comme lui *ouvrir une fenêtre* sur l'Europe, convoitait les ports de Narva, Revel et Riga. Ils étaient aux mains de l'Ordre livonien. Celui-ci donnait au tsar de sérieux griefs. Ivan avait envoyé vers 1547 le Saxon Schlitte en Allemagne, avec mission d'y engager un certain nombre d'ingénieurs et d'artisans. Schlitte avait ainsi réuni une colonie de près de cent personnes. La jalousie des Allemands s'éveilla : ils craignirent que la Russie ne devînt forte en devenant civilisée. L'Ordre livonien demanda à l'empereur Charles-Quint l'autorisation d'arrêter au passage ces étrangers. Aucun ne parvint à Moscou. Ivan, occupé alors contre Kazan, ne put se venger ; mais en 1554 lorsque les envoyés de l'Ordre vinrent à Moscou solliciter le renouvellement de la trêve, il les somma de lui payer tribut pour Iourief (Dorpat), antique patrimoine des princes russes. Une telle demande conduisait à la guerre. En 1558, l'armée russe envahit la Livonie, enleva Narva, Neuhausen, Dorpat et dix-sept autres places. Le grand-maître Kettler demanda secours à ses voisins : la Pologne seule répondit à son appel ; Sigismond II Auguste conclut avec l'Ordre livonien un traité d'alliance offensive et défensive.

A ce moment une révolution importante s'opérait dans le palais du tsar. Les rapports de celui-ci avec ses deux conseillers Silvestre et Adachef s'étaient singulièrement altérés. Il était en désaccord avec eux au sujet de la guerre de Livonie : ils auraient voulu qu'après la prise de Kazan et d'Astrakhan on se tournât de préférence contre le troi-

sième État musulman, le khanat de Crimée. M. Kostomarof donne d'excellentes raisons de cette préférence : mais les raisons qui militaient en faveur de l'autre opinion ne sont pas moins bonnes. En conquérant la Crimée, on assurait la sécurité de l'empire, on vengeait trois siècles de brigandages, on empêchait l'entière conversion à l'islamisme, la complète *tatarisation* des anciennes tribus de la presqu'île qui professaient encore le christianisme ; mais en conquérant la Livonie, on recouvrait un ancien patrimoine des princes russes, on entrait en relations directes avec l'Europe civilisée. Égales étaient les chances de succès : la horde était alors décimée par une épidémie, mais l'Ordre livonien était en pleine dissolution par suite de la lutte entre le catholicisme et le protestantisme. Egales étaient les difficultés des deux entreprises : en attaquant la Livonie on allait se heurter à la Suède, au Danemark, à la Pologne, à l'Allemagne; mais derrière la Crimée on allait trouver l'hostilité des Turcs alors à l'apogée de leur puissance et fort irrités déjà par la conquête de Kazan et d'Astrakhan. Pierre le Grand n'a conquis la Livonie qu'après vingt années d'une guerre terrible contre les puissances du nord; mais combien d'expéditions russes contre la Crimée n'ont pas été arrêtées par la distance, la difficulté des communications, les déserts de sable, les températures extrêmes ! Catherine la Grande n'a conquis la Tauride que dans la décadence de l'empire turc, après maintes campagnes, où elle eut non-seulement à déployer des armées sur le Danube, mais à faire apparaître une flotte dans l'Archipel. Au fond les deux entreprises étaient également prématurées : la Russie n'était pas encore de force à les mener à bien. Ni le tsar, ni ses conseillers n'avaient complétement raison, mais l'obstination de ceux-ci eut une conséquence fatale : pour contenter tout le monde on fit les deux guerres à la fois : c'était courir plus certainement à un double échec.

La mésintelligence du tsar et de ses deux ministres datait de plus loin. Silvestre abusait de son influence spirituelle sur le tsar pour multiplier ses ingérences. Il avait

fini par ne lui laisser aucune liberté; quand son fils favori mourut, il lui dit brutalement que c'était un châtiment du ciel pour son indocilité. Il s'était rapproché des boïars les plus justement suspects à Ivan ; il prenait leur parti contre la tsarine Anastasie, qu'il représentait comme une autre impératrice Eudoxie, persécutrice de Chrysostome, contre les Glinski, contre les Romanof. Adachef suivait les mêmes errements. Comme les Barmécides, favoris d'Haroun-Al-Raschid, ces deux ministres avaient fini par s'approprier toute la puissance de leur maître. Ivan patientait, croyant du moins à leur fidélité. En 1553 il tomba dangereusement malade ; on crut qu'il allait mourir. Alors les boïars reprirent leur arrogance ; ils refusèrent obstinément de prêter serment au fils du tsar, au jeune Dmitri, déclarant qu'ils ne voulaient pas obéir à ses parents maternels les Romanof. Des discussions bruyantes s'élevèrent jusque dans la chambre du malade : ses prières furent méprisées. On vit les boïars se rapprocher de Vladimir, cousin d'Ivan IV, qui refusait également le serment, et l'on apprit que la mère de cet ambitieux prince faisait à ses hommes d'armes des distributions d'argent. Silvestre prenait contre les boïars fidèles le parti du prince Vladimir et la famille d'Adachef se joignait aux mutins. Les boïars fidèles craignirent même pour la vie du tsar ; Ivan ne put conserver aucune illusion sur le sort qui attendait son fils et sa femme s'il venait à mourir :

« Quand Dieu aura fait de moi sa volonté, disait Ivan aux boïars restés fidèles, je vous en prie, n'oubliez pas que vous avez prêté serment à mon fils et à moi ; ne le laissez pas tomber entre les mains des boïars ; fuyez avec lui en terre étrangère, n'importe où Dieu vous conduira. » — « Et vous, continuait-il en s'adressant aux Romanof, pourquoi ces terreurs? Pensez-vous que les boïars vous épargneront? Vous serez les premiers assassinés. Mourez donc plutôt pour mon fils et pour sa mère, n'abandonnez pas ma femme aux fureurs des boïars. » Ivan IV guérit, mais il conserva de ces jours d'angoisse une indélébile impression. Quand on le verra, dans la suite de son règne, se livrer

à des vengeances, à des fureurs qui semblent inexplicables, souvent il faut se reporter à ses terribles insomnies de 1553, aux scènes de violence et de rébellion qui troublèrent la paix de sa chambre de malade, aux refus obstinés de serment, aux déclarations de haine contre la tsarine et ses parents, aux intrigues ourdies autour de Vladimir contre le tsarévitch Dmitri.

Il n'avait plus confiance en ses favoris. Tous deux furent éloignés de la cour : Silvestre se retira au monastère de Saint-Cyrille et fut plus tard envoyé à Solovetski ; Adachef fut nommé voiévode à Fellin en Livonie et plus tard interné à Dorpat (1560). Ils laissaient derrière eux toute une administration, toute une armée de clients. Ils avaient peuplé de leurs créatures la cour, les gouvernements, les voiévodies. Leurs partisans ne pouvaient manquer de s'agiter, de comploter pour assurer le retour de leurs chefs. Jusqu'où allèrent ces complots? Peu après la disgrâce d'Adachef, cette Anastasie qu'il avait détestée mourut tout à coup. Ivan a prétendu plus tard qu'on l'avait empoisonnée. Depuis les belles études de M. Zabiéline sur la *Vie privée des tsarines de Russie*, cette allégation et d'autres pareilles ne paraissent plus aussi invraisemblables qu'elles ne le parurent à Karamsine. Les intrigues des amis d'Adachef obligèrent plusieurs fois Ivan IV à sévir : mais à cette époque il est relativement clément :

« Lorsque se découvrit la trahison de ce chien d'Alexis Adachef et de ses complices, écrivait plus tard Ivan IV, nous n'avons fait sentir notre colère qu'avec miséricorde ; nous n'avons pas édicté de peines capitales contre les coupables ; nous les avons seulement relégués dans différentes villes.... D'abord nous n'avons infligé à personne le dernier supplice. Ceux qui étaient du parti de Silvestre et d'Adachef, nous leur avons ordonné de se séparer d'eux et de ne plus les reconnaître pour chefs. Cette promesse, nous la leur avons fait confirmer par serment; mais ils ne tinrent aucun compte de notre injonction, foulèrent aux pieds leur serment; non-seulement ils ne se séparèrent pas des traîtres, mais les aidèrent par tous les moyens possi-

bles et mirent tout en œuvre pour leur rendre leur ancien pouvoir et oudir contre nous la plus perfide conjuration. Alors seulement, voyant leur méchanceté opiniâtre et leur indomptable esprit de rébellion, j'infligeais aux coupables la peine de leurs fautes. » En effet, les exécutions capitales sont encore rares à cette époque. Ivan se contente le plus souvent d'exiger un nouveau serment de ceux qu'on a rattrapés sur la route de Lithuanie ; il se fait donner caution par eux et par leurs amis qu'ils ne chercheront plus à passer en Pologne. Quelquefois il condamne les coupables à la reclusion peu rigoureuse des monastères.

Ce qui poussa le tsar dans une voie nouvelle de rigueurs, ce fut la défection du prince André Kourbski. Celui-ci était le rejeton d'une famille autrefois souveraine et descendait de Rourik. Sur l'Oka et à Kazan, il s'était distingué contre les Tatars. Zélé partisan d'Adachef et de Silvestre, leur chute lui causa une vive irritation. Nommé général en chef de l'armée de Livonie, il essuya par sa faute une défaite honteuse : 15 000 Russes furent battus par 4000 Polonais et même, si on en croit l'historien polonais Martin Belski, 40 000 Russes par 1500 Polonais. Kourbski avait lieu de craindre le courroux du tsar. Depuis quelque temps déjà il négociait avec le roi de Pologne, désireux d'obtenir en Lithuanie un commandement, des domaines et des avantages égaux à ceux qu'il quittait. Enfin, abandonnant sa femme et ses enfants à la vengeance du tsar, il s'enfuit de Venden et passa dans le camp polonais. De là, il adressa à Ivan IV une lettre par son serviteur Chibanof, dont le tsar suivant la tradition, avec son épieu à pointe de fer, cloua le pied sur une marche de l'*Escalier rouge*, tandis qu'il écoutait la lecture du message :

« Tsar autrefois glorifié par Dieu ! écrivait Kourbski ; tsar qui autrefois resplendissais comme un flambeau de l'orthodoxie, mais qui aujourd'hui, à cause de nos péchés, t'es révélé sous un aspect tout opposé, avec une conscience souillée et lépreuse comme il ne s'en rencontre pas chez les barbares infidèles ! En butte à ta cruelle persécution, le cœur tout pénétré d'amertume, je veux cependant te

faire entendre quelques mots. O tsar! pourquoi as-tu fait périr les forts d'Israël? Pourquoi as-tu fait mourir de divers supplices les vaillants voiévodes que Dieu t'avait donnés? Pourquoi as-tu répandu leur sang victorieux, leur sang sacré, sur le pavé profané des églises de Dieu, pendant les cérémonies augustes? Pourquoi as-tu rougi du sang des martyrs les parvis du temple? De quoi étaient-ils coupables devant toi, ô tsar? N'est-ce pas leur intrépidité qui a renversé, qui a mis à tes pieds les royaumes orgueilleux du Volga, où nos ancêtres furent esclaves? N'est-ce pas à leur zèle, à leur intelligence qu'après Dieu tu dois les fortes villes des Allemands? Et la voilà, ta reconnaisnaissance envers ces infortunés! Tu nous extermines par familles entières. Te crois-tu donc immortel, ô tsar? Ou penses-tu, séduit par quelque hérésie, que tu pourras échapper au Juge incorruptible, à Jésus notre Dieu? Non! il entend juger l'univers entier, à plus forte raison un orgueilleux persécuteur. Mon sang, qui pour toi a jadis coulé comme de l'eau, criera contre toi auprès de notre Seigneur. Dieu voit les consciences! » Kourbski évoquait ensuite les victimes d'Ivan, les montrait debout auprès du trône de Dieu, demandant justice contre leur bourreau. « Est-ce que, dans ton orgueil, tu te rassures sur tes légions pour continuer, en cette vie éphémère, à inventer contre le genre humain des engins nouveaux de supplices, afin de déchirer et défigurer le corps de l'homme, cette image des anges? Comptes-tu sur tes flatteurs serviles, sur tes compagnons d'orgie, sur tes boïars querelleurs, qui perdent ton âme et ton corps, te poussent aux débauches de Vénus, te font, avec leurs enfants, des sacrifices dignes de Saturne? Quand viendra mon dernier jour, j'entends que cette lettre, trempée de mes larmes, soit placée avec moi dans mon cercueil. Avec elle, je paraîtrai devant le tribunal de Dieu. » Il finissait en se déclarant le sujet du roi Sigismond-Auguste, « *mon souverain*, qui, je l'espère, me comblera de faveurs et de consolations dans mes infortunes. » Ainsi, Kourbski parlait au nom des forts d'Israël, des vivants et des morts, c'est-à-dire au nom de tous

les amis d'Adachef; il se faisait l'organe de leurs colères et de leurs revendications; il formulait, en les exagérant, leurs griefs; il demandait compte au tsar de sa conduite envers eux, le menaçait d'une justice plus haute que la sienne et osait lui demander *s'il se croyait immortel;* il refusait toute part à Ivan dans la gloire acquise à Kazan et en Livonie, diffamait son entourage de boïars et se faisait gloire du crime le plus impardonnable aux yeux de ce prince : la reconnaissance de la souveraineté polonaise.

La lettre de Kourbski était un véritable manifeste. Elle contribua à irriter les soupçons du tsar, déjà disposé à ne voir partout que des complots. Ivan, qui se piquait de bel esprit et qui était en effet un des hommes les plus instruits de son empire, crut devoir répondre à la lettre de Kourbski par une longue apologie, émaillée de citations, tant des livres saints que des auteurs profanes. Plusieurs fois le tsar et le sujet rebelle échangèrent des messages de ce genre. Ivan, qui commence dès lors à justifier son surnom de *Terrible*, fit au manifeste de Kourbski une autre réponse : le châtiment de ses complices présumés.

Ivan comprit qu'il ne pouvait plus gouverner avec une cour, un conseil d'État (*douma*), une administration, qui étaient remplis des amis d'Adachef et de Kourbski. La conduite de Kourbski montrait jusqu'à quel excès de trahison pouvait se porter leur rancune : il devait revenir dévaster la Russie avec une armée polonaise. La vie du tsar était-elle en sûreté au milieu d'eux? En décembre 1564, Ivan quitta Moscou avec tous ses amis, ses domestiques, ses trésors, et se retira à la Slobode Alexandrof. Il écrivit ensuite à Moscou deux lettres : l'une au patriarche, dans laquelle il se plaignait des conspirations et de l'infidélité des grands, de la complicité du clergé, qui, abusant du *droit d'intercession*, empêchait le souverain de châtier les coupables; l'autre dans laquelle il rassurait les bourgeois et le peuple de Moscou en leur disant qu'ils n'étaient pas compris dans sa disgrâce. La terreur fut grande dans la capitale : le peuple trembla à l'idée de retomber sous le gouvernement des oligarques; les boïars furent effrayés à

l'idée de ce que pouvait oser le peuple contre eux. Ni les uns, ni les autres ne pouvaient se résigner à la disgrâce du souverain. Les boïars et le clergé résolurent alors de demander grâce et s'il le fallait d'*apporter leurs têtes* au tsar. On se rendit en procession à la Slobode Alexandrof pour le supplier de revenir sur son abdication. Ivan consentit à régner, mais il fit ses conditions. Comme il ne pouvait ni gouverner avec l'administration actuelle, ni détruire cette administration, puisqu'il était tenu de respecter les droits acquis, il opéra une sorte de partage de la monarchie. La majeure partie de l'empire continuait à être administrée par la *douma* des boïars et constitua la *zemchtchina*, c'est-à-dire le *régime du pays :* sur cette partie de la Russie, Ivan ne se réservait que la haute surveillance et le droit de châtier les trahisons; l'autre partie fut placée sous le *gouvernement personnel et particulier* du tsar et constitua l'*opritchina*. Laissant subsister l'ancienne cour, l'ancienne *douma*, l'ancienne administration, Ivan IV se forma, de créatures à lui, une nouvelle cour, un nouveau conseil et une nouvelle administration à laquelle il confia les villes et les provinces qui lui étaient tombées en partage. Il s'entoura d'une garde particulière, qu'on appela le *millier du tsar* ou les *opritchniki*, qui avaient adopté pour armes parlantes une tête de chien et un balai suspendus à l'arçon de leur selle : ils étaient prêts à mordre les ennemis du tsar et à *balayer la trahison de la terre russe.* Cet étrange régime dura sept années (1565-1572).

Ivan usa largement de son droit de châtier les traîtres ou ceux qu'il regardait comme tels. Une véritable terreur plana sur l'aristocratie russe, avec des alternatives d'accalmie et de fureurs nouvelles. Les noms de ses victimes nous sont connus : mais nous ne savons pas toujours pour quels crimes elles furent frappées. Les écrivains hostiles à Ivan IV, Kourbski, l'Italien Guagnino, alors au service du roi de Pologne, les transfuges allemands Taube et Kruse, ne sont pas toujours d'accord entre eux.

Pour les faits dont nous pouvons clairement nous rendre compte, nous voyons qu'Ivan avait contre les nobles sup-

pliciés de réels griefs. Du côté des oligarques, la lutte, pour être sourde et silencieuse, n'en était pas moins acharnée. Leurs démonstrations d'humilité et de soumission ne doivent pas nous faire illusion : le front dans la poussière, ils pouvaient conspirer. Il faut se garder de croire que les ennemis d'Ivan fussent meilleurs que lui : ils étaient aussi cruels pour leurs inférieurs que le tsar pouvait être cruel pour eux-mêmes; cette aristocratie de maîtres d'esclaves, habitués sous le joug tatar à un insolent mépris de la vie et de la sensibilité humaine, ne devait pas être supérieure en moralité à son tyran. Elle devait présenter plus d'un type analogue aux types français de Gilles de Retz ou du sire de Giac. Sous des apparences fort diverses, en Russie comme en France, c'est le même combat qui se livrait : mais en France on luttait à ciel ouvert sur les champs de bataille de la Praguerie ou de la Ligue du Bien public : en Russie aux sourds complots, aux silencieux attentats par le poison et le sortilége répondait la hache du bourreau. Dans ce sinistre dialogue entre le maître et les sujets, c'est le maître naturellement qui parle le plus haut. En l'absence d'un nombre suffisant de documents authentiques, on ne risque rien à se montrer un peu plus sceptique que ne l'a été Karamsine.

Les principaux épisodes de cette terreur autocratique sont : 1° la déposition et peut-être le meurtre de saint Philippe, archevêque de Moscou, noblement coupable d'avoir intercédé pour les condamnés et d'avoir haï les *opritchniki*; — 2° l'exécution d'Alexandra, veuve d'Iouri et belle-sœur d'Ivan, du prince Vladimir et de sa mère l'ambitieuse Euphrosyne qui expièrent ainsi leurs intrigues de 1553 : il est à remarquer qu'Ivan, quoi qu'en dise Kourbski, épargna les enfants de Vladimir et les pourvut largement. — 3° le châtiment de Novgorod, où le parti aristocratique avait, semble-t-il, projeté d'ouvrir les portes au roi de Pologne et où le tsar, d'après son propre témoignage, fit périr 1505 personnes; — 4° la grande exécution sur la Place Rouge en 1570, où un certain nombre de Novgorodiens et de Moscovites furent suppliciés et où plusieurs des nouveaux fa-

voris d'Ivan, notamment Viazemski et les Basmanof, subirent le même sort que ses vieux ennemis.

Des vengeances du *Terrible* nous est resté un très-curieux monument : c'est le *synodique* du monastère de Saint-Cyrille, dans lequel il demande nominativement pour chacune de ses victimes les prières de l'Église. Cette liste donne un total de 3470 victimes dont 986 noms propres. Plusieurs des noms sont suivis de cette mention sinistre : « avec sa femme », — « avec sa femme et ses enfants », — « avec ses filles », — « avec ses fils ». C'est ce que Kourbski appelait « des exterminations par familles entières », *vsiorodno*. La constitution de la famille russe était si forte à cette époque que la mort du chef devait fatalement entraîner celle de tous les siens. D'autres indications collectives ne donnent pas moins à penser. Par exemple : « Kazarine Doubrovski et ses deux fils, plus dix hommes qui étaient venus à son secours », — « vingt hommes du village de Kolomenskoé », — « quatre-vingts de Matvéiché » : c'étaient sans doute des paysans ou des enfants-boïars qui avaient voulu défendre leurs seigneurs. Voici la mention relative à Novgorod : « Souviens-toi, Seigneur, des âmes de tes serviteurs, au nombre de 1505 personnes, Novgorodiens ». Louis XI n'avait-il pas des tendresses de ce genre? il priait avec ferveur pour l'âme de son frère le duc de Berry.

D'autres monuments prouvent qu'Ivan le Terrible croyait avoir des motifs sérieux de craindre pour sa vie. C'est d'abord sa curieuse correspondance avec la reine Élisabeth d'Angleterre, où il obtient de celle-ci promesse formelle qu'en cas de malheur il trouvera en Angleterre un asile assuré et le libre exercice de son culte (1570). C'est ensuite son testament de 1572, qui prévoit le cas où « proscrit par ses boïars, chassé par leur révolte de son trône, il sera obligé d'errer de pays en pays », et qui recommande à ses fils de vivre en bon accord après lui, d'apprendre à contenir et à récompenser leurs sujets, et surtout *de se garder d'eux*.

Pendant cette terrible lutte intestine, la guerre continuait contre la Livonie et son allié le roi de Pologne.

Malgré le secours de celui-ci, les Porte-glaive étaient partout battus, leurs forteresses enlevées par les troupes russes.

A la fin, sous tant de coups, cet ordre fameux se disloqua. L'île d'Œsel se vendit au Danemark; Revel se donna aux Suédois; la Livonie fut cédée par le grand maître à la Pologne; Kettler lui-même se réserva la Courlande et la Sémigallie, érigées en duché héréditaire. Il n'y avait plus de Porte-glaive: mais la Pologne, nantie de la Livonie, était devenue plus ardente à la lutte. Les Russes soutinrent leur réputation nouvelle. En 1563 Ivan le Terrible en personne, avec une nombreuse armée et beaucoup d'artillerie, assiégea et prit Polotsk, point fort important par sa proximité de la Livonie et sa situation sur la Düna, la grande voie commerciale de Riga. Malgré une victoire à Orcha, le roi de Pologne demanda une trêve (1566).

Pour délibérer sur la demande de Sigismond, Ivan réunit un conseil composé du haut clergé, des boïars, des nobles possessionnés sur les frontières de la Lithuanie et bien au fait de la topographie locale, enfin des marchands de Moscou et de Smolensk. Ce despote, qui fonda dans le sang l'autocratie, convoquait de véritables états généraux; il faisait appel à l'opinion comme il l'avait fait plusieurs fois déjà, lorsque, du haut de la tribune de pierre du *Lobnoé miésto*, il haranguait ses sujets. L'assemblée décida que les conditions du roi de Pologne étaient inacceptables et offrit de l'argent et des hommes pour continuer les hostilités.

La guerre se prolongea quatre ans encore et aboutit à une trêve. Le tsar, qui voyait s'accumuler les difficultés en Livonie, imagina un expédient: n'espérant plus réunir directement à son empire les ports de la Baltique, il offrit au prince danois Magnus le titre de roi de Livonie et lui fit épouser une fille de ce même prince Vladimir qu'il avait fait périr. Magnus, roi nominal de Livonie, s'aperçut bientôt qu'il n'était qu'un instrument de la politique moscovite. Il intrigua contre le tsar et fut détrôné; Ivan le Terrible en personne prit Venden, où Magnus avait

mis garnison, et fit massacrer jusqu'au dernier homme ses soldats allemands.

Malheureusement la guerre avec la Pologne se compliquait des incursions des Tatars de Crimée. Sigismond ne cessait d'exciter le khan : celui ci comprenait d'ailleurs que sa cause était liée à celle du roi de Pologne : le tsar accablerait d'abord celui-ci, s'emparerait de Kief, établirait des villes sur le Dniéper, et qu'y gagneraient les Tatars ? Ivan n'avait-il pas déjà renversé deux royaumes mongols ? Le sultan de Stamboul, Sélim II, était prêt à s'associer à la guerre sainte pour Kazan et Astrakhan. En 1569, 17,000 Turcs sous la conduite de Kassim-Pacha et 50,000 Tatars commandés par le khan mirent le siége devant Astrakhan. Les opérations traînèrent en longueur : le pacha entendait passer l'hiver, mais une sédition éclata dans l'armée. Il fut obligé de lever le siége et perdit beaucoup d'hommes dans les steppes désertes. Deux ans après, le khan Dévlet-Ghiréi envahissait la Russie avec 120,000 hommes. La trahison des voiévodes lui vint-elle en aide ? Il franchit l'Oka, apparut tout à coup sous les murs de Moscou. Des faubourgs, l'incendie allumé par lui gagna la ville. Elle brûla tout entière à l'exception du Kremlin. Un auteur étranger donne le chiffre évidemment exagéré de 800,000 victimes. Le khan se retirait avec plus de 100,000 prisonniers et adressait à Ivan cet insolent message : « Je brûle, je ravage tout à cause de Kazan et d'Astrakhan. Je suis allé à toi, j'ai brûlé ta ville de Moscou. Je voulais ta couronne et ta tête, mais toi, tu ne t'es pas montré, tu n'as pas accepté le combat et tu oses te donner pour un tsar de Moscou ! Veux-tu vivre en paix avec moi ? rends-moi mon Kazan et mon Astrakhan. Si tu n'as que de l'argent à m'offrir, eusses-tu les richesses du monde entier, c'est inutile. Ce que je veux, c'est Kazan et Astrakhan. Quant aux routes de ton empire, je les ai vues, je les sais. » Il revint l'année suivante (1572) ; mais le prince Michel Vorotinski l'arrêta sur les bords de la Lopasnia et lui infligea une défaite complète.

La même année, — celle de la Saint-Barthélemy, — mourut le roi de Pologne Sigismond II Auguste. Son

règne fut mémorable surtout par l'union de Lublin (1569) en vertu de laquelle la Pologne et la Lithuanie ne formèrent plus qu'un seul État sous un prince désormais électif. Ainsi la Pologne affaiblissait chez elle le pouvoir souverain au moment où il arrivait en Russie à un degré extrême d'énergie. A Varsovie s'était formé un parti de seigneurs disposés à élire roi de Pologne le fils même d'Ivan le Terrible. C'était préparer la réunion des deux grands empires slaves, divisés bien moins par la langue que par la religion, et dont l'antagonisme croissant ne devait se terminer que par la ruine de l'un d'eux, au grand profit de la race allemande. Ivan voulait la couronne non pour son fils, mais pour lui-même. Nous le voyons courtiser les ambassadeurs polonais, essayer de se défendre contre les accusations de cruauté et de tyrannie que les bannis moscovites colportaient partout contre lui :

« Si vos *pans*, qui sont maintenant sans roi, disait-il à l'ambassadeur polonais Voropaï, veulent de moi pour leur souverain, ils verront quel protecteur et quel bon maître ils trouveront en moi. Beaucoup disent chez vous que je suis cruel ; c'est vrai que je suis cruel et irascible, je ne le nie pas; mais pour qui, je vous prie, suis-je cruel? Je suis cruel pour celui qui est cruel pour moi. Les bons, ah! je leur donnerais sans balancer et la chaîne et l'habit que je porte! Rien d'étonnant si vos princes aiment leurs sujets, c'est que leurs sujets les aiment. Les miens, ils m'auraient livré aux Tatars de Crimée. Mes voiévodes ne m'ont même pas averti de l'arrivée de l'ennemi. Peut-être leur était-il difficile de vaincre un ennemi à ce point supérieur en nombre, mais s'ils avaient perdu quelques milliers d'hommes et qu'ils m'eussent apporté un fouet ou une cravache des Tatars, je leur en aurais été reconnaissant. Ce n'est pas l'ennemi que je craignais, c'était la trahison des miens. Ils ont laissé brûler Moscou; on eût pu la défendre avec un millier d'hommes; mais quand les grands ne veulent pas se défendre, comment les petits le pourraient-ils? Songe à l'énormité de leur trahison envers moi. Si quelqu'un a été châtié ensuite, c'est pour son

crime qu'il a été châtié. Je te le demande à toi-même : est-ce chez vous qu'on épargne les traîtres? » Ivan revenait ensuite sur ses griefs contre Kourbski, sur l'empoisonnement de sa première femme et terminait en promettant « d'observer les lois, de respecter et même d'étendre les libertés et franchises de la Pologne ».

Enfin l'ambassadeur de France à Varsovie l'emporta à force de présents et de promesses et ce fut Henri de Valois, duc d'Anjou, qui fut proclamé roi (1573). Il ne resta qu'une année en Pologne : après sa fuite en Occident, une nouvelle diète se réunit, les intrigues des cours rivales recommencèrent (1575).

Étienne Batory, voiévode de Transylvanie, fut élu. C'était un prince jeune, énergique et ambitieux. On ne pouvait susciter à Ivan le Terrible, vieilli, un ennemi plus redoutable. Non seulement la conquête de la Livonie, qui se poursuivait si péniblement au milieu de tant de traverses, était remise en question, mais Batory, en ceignant la couronne, avait juré de rendre à la Pologne les villes conquises par les grands-princes moscovites. On allait voir aux prises l'armée demi-barbare de la Russie, ses milices quasi féodales, sa cavalerie tatare, sa tactique routinière, sa faible artillerie, avec une armée vraiment européenne, une artillerie savamment dirigée, les solides régiments de mercenaires allemands, les vieilles bandes hongroises aguerries dans maints combats. Ivan attendait son ennemi en Livonie, lorsque Batory apparut tout à coup sous Polotsk et l'enleva, malgré une vigoureuse résistance et seulement à un deuxième assaut (1579).

Cette année et les suivantes furent marquées par la prise d'une multitude de forteresses russes. Le héros du Nord, Batory, ce Charles XII du siècle d'Ivan le Terrible, semblait près d'anéantir tous les résultats d'un long règne et de briser le premier effort de la Russie pour sortir de l'état barbare. Les Suédois de leur côté, commandés par de la Gardie, prenaient Kexholm en Carélie et envahissaient l'Esthonie. La vieille Russie pskovienne et novgorodienne était entamée : en 1581, Batory assiégeait

Pskof, tandis que de la Gardie enlevait Narva, Ivangorod, Iam, Koporié. Mais Pskof marqua le terme des succès de Batory : cette petite ville fut défendue avec tant d'énergie par Ivan Chouïski qu'après trois mois de siége et maint assaut repoussé Hongrois et Polonais durent s'avouer vaincus.

Ivan avait cessé de paraître à la tête de ses troupes, estimant qu'un prince qui n'est pas sûr de sa noblesse a tort de se risquer dans une bataille ; Louis XI l'avait déjà éprouvé à Montlhéry. Il lui restait sa diplomatie à diriger. Menacé par Batory, il s'avisa d'un expédient. Il implora la médiation du pape Grégoire XIII entre le roi catholique et lui. Le pontife dépêcha à Moscou le jésuite Antoine Possevino, avec mission de négocier en même temps l'union des deux Églises. La relation de Possevino nous présente Ivan le Terrible sous son vrai jour: avec un esprit libre, curieux et parfois humoristique, avec des idées de tolérance remarquables pour le temps. Si l'envoyé du pape échoua dans la partie religieuse de sa mission, il réussit du moins à faire conclure une trêve entre les deux souverains : Ivan dut rendre Polotsk et toutes ses conquêtes en Livonie. Cette audacieuse entreprise pour s'ouvrir la mer Baltique, qui devançait de 150 ans celle de Pierre le Grand, avait donc échoué misérablement. Le fruit de trente ans d'efforts et de sacrifices était perdu (1582).

### Les Anglais en Russie ; conquête de la Sibérie.

Les écrivains hostiles à Ivan IV opposent volontiers la fin de son règne, son gouvernement personnel, à ses premières années, c'est-à-dire au gouvernement de Silvestre et Adachef Dans la première période, rien que des succès : Kazan, Astrakhan, sont conquis. Dans la seconde période, la Russie est vaincue par les Polonais et les Suédois ; on est chassé de la Livonie, on perd Polotsk, le khan de Crimée vient brûler Moscou. Cela revient à dire en somme que sous Ivan IV les armes russes furent heureuses en Orient, contre des barbares ignorants de la

science militaire, malheureuses en Occident, quand elles eurent à combattre l'artillerie, la tactique, la discipline de troupes européennes. Il fallut plus de talents à Ivan pour être vaincu en Livonie, qu'il ne lui en avait fallu pour être vainqueur à Kazan. Il n'est pas déshonorant pour la Russie du seizième siècle d'avoir échoué dans cette tâche, puisque Pierre le Grand, avec tout son génie, y consuma vingt-cinq années de sa vie.

Cette période malheureuse du règne d'Ivan ne fut pas inféconde pour la grandeur et la civilisation de la Russie. Les Allemands lui fermaient la mer Baltique : les Anglais lui ouvrirent la mer Blanche. En 1553, un vaisseau britannique, l'*Édouard Bonne-Aventure*, parti pour un voyage de découverte dans les régions polaires, abordait à l'embouchure de la Dvina, après avoir perdu les deux vaisseaux qui l'accompagnaient : son capitaine, Chancellor, partait pour Moscou avec une lettre d'Edouard VI et nouait les premières relations commerciales entre les deux États. Le tsar les entretint avec le plus grand soin.

En 1568, Ivan recherchait l'alliance de la grande Élisabeth contre la Pologne et la Suède ; il lui offrait en échange le droit exclusif pour les marchands anglais de commercer avec la Russie, bien que ce droit, suivant sa propre appréciation, fût plus onéreux à son empire qu'un véritable tribut. Mais ni l'alliance ni le traité de commerce ne se réalisèrent : Ivan fut privé du concours des vaisseaux anglais pour la conquête de Riga. Des négociants français parurent également en Moscovie et y firent, paraît-il, un grand commerce. D'autres marchands arrivèrent de Hollande, d'Espagne et d'Italie.

En 1558, le tsar avait concédé à Grégori Strogonof 146 verstes de terres désertes sur les bords de la Kama. Les Strogonof y créèrent une multitude de centres de population et commencèrent l'exploitation des richesses minérales de l'Oural. Leurs colons passèrent même les *monts de la ceinture* et vinrent se heurter au royaume tatar de Sibérie. Les Strogonof, audacieux comme des Espagnols, rêvèrent la conquête de ce vaste empire et demandèrent au

tsar l'autorisation de prendre l'offensive contre les Tatars. Pour guerroyer, il fallait une armée. La Russie était si pleine de séve que ses éléments les plus impurs devenaient à l'occasion les agents de sa sécurité et de son progrès. Les *bons compagnons* du Don avaient plus d'une fois excité le courroux du tsar en détroussant les voyageurs et les bateaux sur la voie tsarienne du Volga : ils n'avaient pas toujours respecté le bien de la couronne. Un chef de ces brigands, le kosak Irmak Timoféévitch, obtint le pardon du tsar et passa au service des Strogonof. A la tête de 850 hommes, Russes, Kosaks, Tatars, prisonniers allemands et polonais, il franchit l'Oural, terrifia les indigènes par la nouveauté des armes à feu, traversa les immenses forêts vierges de la Tobol, battit le khan Koutchoum en plusieurs rencontres, s'empara de Sibir, sa capitale, fit prisonnier son cousin Mametkoul (1582). Il subjugua les bords de l'Irtych et de l'Obi et consola les dernières années du tsar par la nouvelle qu'il lui avait conquis un royaume et ajouté à toutes ses couronnes celle de Sibérie. Ivan envoya aussitôt des évêques et des prêtres dans ses nouveaux États. Irmak, après avoir achevé la conquête et ouvert les communications avec la riche Boukharie, survécut peu à Ivan : un jour il se laissa surprendre par ses ennemis, et, en voulant traverser l'Irtych à la nage, il fut entraîné au fond des eaux par le poids de la cuirasse de fer qu'il devait à la libéralité du tsar (1584). Cet émule des Pizarre et des Cortez, le *conquistador* d'un monde nouveau, est resté un héros pour l'Eglise orthodoxe et pour le peuple : des miracles s'accomplirent sur sa tombe ; des chansons épiques célèbrent ses exploits ; les Tatars eux mêmes lui ont créé toute une légende.

Nous avons vu le tsar terrible réunir en 1566 les états généraux de la Russie et continuer ainsi la tradition nationale d'Adachef. La réforme de l'Eglise commencée par Sil vestre pendant les premières années d'Ivan fut complétée par le concile de 1573 qui défendit aux couvents riches d'acquérir de nouvelles terres et par le concile de 1580 qui étendit cette défense à tous les couvents : l'extension des biens d'église

était arrêtée. Ivan le Terrible restreignit un abus qui troublait toutes les cérémonies publiques, perpétuait les haines de familles et compromit plus d'une fois le succès des batailles : on sait combien puissante était, dans la Russie du seizième siècle, la constitution de la famille. Quand un noble venait à s'élever ou à déchoir, tous les siens s'élevaient ou tombaient avec lui : la mémoire même des ancêtres et l'avenir des derniers neveux s'y trouvaient intéressés. Voilà pourquoi un noble russe ne consentait jamais à occuper une place inférieure à celle d'un autre, s'il n'existait pas de précédents sur ce point. La cour et les camps étaient constamment troublés par les *querelles de préséance* (*miéstnitchestvo*). Ni les verges, ni la hache du bourreau, ne pouvaient venir à bout des résistances : on aimait mieux mourir que de déshonorer ses ancêtres. En toute occasion on consultait *les livres des rangs* pour savoir qu'elle était la situation respective des diverses familles. Ivan IV défendit de *disputer sur les rangs* en campagne à tout noble qui n'était pas chef de corps : c'était restreindre le mal, en attendant qu'on pût l'extirper.

Le *Terrible* peut être considéré comme le fondateur des milices nationales des *streltsi* ou *strélitz* qui pendant cent années devaient rendre tant de services à l'empire. Il organisa également, sur les frontières menacées par les Tatars, une série de postes et de camps, où les milices du pays venaient s'exercer.

Il appela les étrangers auprès de lui. Il autorisa à Moscou les prédications du ministre Wettermann de Dorpat, écouta celles d'Eberfeld, refusa de discuter avec Rokita, alléguant ce texte des Écritures : « Ne jetez pas des perles au nez des pourceaux. » Il permit d'abord l'érection à Moscou d'un temple calviniste et d'un temple luthérien, annonçant ainsi la tolérance du dix-huitième siècle; puis, devant l'émotion du peuple, il les fit transporter à deux verstes de la capitale.

Le caractère d'Ivan était un étrange composé de grandeur et de barbarie. Cruel, débauché, superstitieux, on le voyait tour à tour avec ses favoris se livrer aux plus hon-

teuses orgies ou revêtu d'une soutane de moine les diriger dans des processions et autres exercices de piété. Comme Henri VIII, il eut plusieurs femmes : après Anastasie Romanof, il épousa une barbare, la Tcherkesse Marie ; puis deux autres femmes légitimes ; puis deux autres dont l'Église refusa de sanctionner l'union. De sa septième femme, Marie Nagoï, il eut le tsarévitch Dmitri, le deuxième de ce nom. Sur la fin de ses jours, nous le voyons chercher une alliance à l'étranger et demander tantôt une sœur du roi de Pologne, tantôt une cousine d'Élisabeth d'Angleterre. Ses habitudes de brutalité, la facilité avec laquelle il se servait de son épieu de fer, amenèrent une scène tragique. Dans une altercation avec son fils aîné Ivan, il le frappa de son bâton ; le coup se trouva être mortel. Immense et farouche fut la douleur du tsar. En tuant son fils bien-aimé, c'était son œuvre qu'il avait tuée. Il n'avait plus de successeur, puisque de ses deux autres fils, l'un Feodor était faible d'esprit et de corps, l'autre Dmitri n'était qu'un petit enfant. C'était pour des successeurs étrangers, pour quelqu'un de ces boïars détestés, qu'au prix de tant de sang versé et de périls encourus il avait fondé l'autocratie. Il ne survécut que trois années à son fils et mourut en 1584. Sans se laisser effrayer par tant d'actes de cruauté, l'historien, pour bien juger Ivan, doit le comparer aux hommes de son temps ; il ne doit pas oublier que le seizième siècle est celui de Henri VIII, de Ferdinand le Catholique, de Philippe II, de Catherine de Médicis, celui de l'Inquisition, de la Saint-Barthélemy et des estrapades. Encore l'Europe de ce temps est-elle fort en avance sur cette Russie asiatique, à peine échappée au joug mongol. Du moins Ivan le Terrible, en décimant, en matant, en terrorisant l'aristocratie, rendit impossible même après lui l'établissement de cette anarchie nobiliaire, écueil des peuples slaves, qui, en Pologne, après avoir affaibli la royauté, finit par anéantir la nation.

# CHAPITRE XVI.

## LA RUSSIE MOSCOVITE ET LA RENAISSANCE.

Gouvernement moscovite : les *proches* et les *gens* du tsar, les *prikazes* — Classes rurales, bourgeoisie des villes, commerce. — Esclavage domestique, reclusion des femmes.—La Renaissance : littérature, chants populaires, cathédrales. Moscou au XVI[e] siècle.

### Gouvernement moscovite : les *proches* et les *gens* du tsar, les *prikazes*.

La Russie du seizième et du dix-septième siècle est un État oriental, presque sans relations avec l'Europe. Les chevaliers livoniens, les Polonais, les Suédois et les Danois, comprenant que sa barbarie seule assurait son infériorité vis-à-vis de voisins plus faibles, faisaient bonne garde pour empêcher que les hommes, les armes et les sciences de l'Occident ne pussent y pénétrer. Sigismond menaçait de mort les navigateurs anglais de la Baltique, n'entendant pas que « le Moscovite, qui n'est pas seulement notre adversaire d'aujourd'hui, mais l'éternel ennemi de toutes les nations libres, pût s'approvisionner de canons, de boulets et de munitions, mais surtout d'artisans qui continuent à lui fabriquer ces armes, jusqu'alors inconnues dans cette barbarie ». La Moscovie, grâce à ces jalouses précautions, grâce aussi à la haine des Russes pour les *musulmans* et les *hérétiques* de l'Occident, restait ce que l'avaient faite les invasions tatares, un empire asiatique. Le régime patriarcal de l'ancienne Slavie et l'exemple des souverains orientaux contribuaient à y maintenir le principe despotique dans toute sa force. Le tsar était à la fois le père et le maître de ses sujets, plus absolu que les khans des Tatars ou le sul-

tan de Constantinople. La personne et les biens de ses sujets étaient sa propriété; les plus grands seigneurs, les princes issus de Rourik, n'étaient que ses esclaves, *kholopy*. Une pétition s'appelait en russe « un battement de front » (*tchélobitié*). Les grands de l'empire signaient leurs suppliques, non de leur nom, Ivan ou Pierre, mais d'un nom de laquais, d'un diminutif servile, Vania ou Pétrouchka. La formule byzantine : « Puis-je parler et vivre? » se retrouvait dans celle-ci : « N'ordonne pas de me châtier, ordonne-moi de dire un mot. » On n'approchait du tsar qu'en tremblant; on se prosternait sous les coups du terrible épieu de fer dont Ivan marchait toujours armé. L'empire était considéré comme sa chose domestique; il l'administrait avec ses *gens* à lui, qui avaient succédé à la droujina des anciens grands-princes; il le gouvernait avec ses proches ou les parents de sa femme. Les fils des plus puissants seigneurs se faisaient gloire de le servir en qualité de *spalniki*, ou gens de la chambre à coucher, de *stolniki*, gens de la table tsarienne, *striaptchié*, pages, etc. Ces fonctions domestiques conduisaient au rang d'*okolnitchié* (entours du prince) qui était le premier après celui des boïars. Les principaux boïars formaient la *douma* ou conseil de l'empire, réuni dans la chambre du prince et présidé par lui. Dans les graves occasions on convoquait le *Sobor* ou assemblée générale, composée de députés de tous les ordres, espèce d'états généraux de l'ancienne Russie. Ce n'était pas sans résistance que la fière aristocratie russe s'était laissé réduire à cette dépendance; mais les *kniazes*, dispersés comme gouverneurs de provinces ou de villes, à Kazan et Astrakhan, jusqu'en Sibérie, ou soumis dans la capitale à une rigoureuse surveillance, étaient devenus impuissants. Les successeurs d'Ivan IV, pour assurer les résultats de sa cruelle politique, en vinrent à défendre le mariage aux porteurs de certains noms trop illustres.

Lorsque le tsar voulait se marier, il adressait aux gouverneurs des villes et des provinces une circulaire qui leur enjoignait d'envoyer à Moscou les plus belles filles de l'empire, celles du moins qui appartenaient à la noblesse.

Comme Assuérus dans la Bible, comme l'empereur Théophile dans les chroniques de Byzance, comme Louis le Débonnaire dans le récit de l'*Astronome*, il faisait son choix entre toutes ces beautés. Pour Vassili Ivanovitch on réunit 1500 jeunes filles; après un premier concours, 500 furent envoyées à Moscou; le grand-prince fit un nouveau triage de 300, puis de 200, puis de 100, puis de 10, qui furent d'ailleurs examinées par des médecins et des sages-femmes. La plus belle de toutes et la plus saine devenait la souveraine: elle prenait un nouveau nom, en signe qu'elle commençait une nouvelle existence; son père, devenu beau-père du tsar, changeait aussi de nom ; ses parents devenaient les *proches* du prince, constituaient son *entourage*, s'emparaient de toutes les charges et gouvernaient les États comme la maison de leur impérial allié. Les ministres et les entours évincés essayaient en secret de reconquérir le pouvoir en faisant périr la nouvelle souveraine et n'hésitaient pas à recourir au poison et à la magie. Beaucoup de ces fiancées impériales ne survécurent pas à leur triomphe et, attaquées tout à coup de maladies mystérieuses, moururent avant le jour du couronnement. Tous les successeurs de Vassili Ivanovitch, jusqu'à Alexis Mikhaïlovitch inclusivement, instituèrent ces concours de beauté pour choisir leurs épouses. C'était le privilége des souverains de Moscou et des princes de leur sang.

Les hommes de la *droujina* ou de l'*entourage* du prince regardaient comme au-dessous de leur dignité, ou au-dessus de leur science, de le servir autrement que dans la guerre ou dans la justice. Le travail de plume dut être confié à des fils de prêtres ou de marchands, les *diaks*, qui eurent des commencements aussi humbles que nos légistes capétiens, assis aux pieds des pairs de France; ils finirent comme eux par prendre la place des grands seigneurs. L'administration de l'État était confiée à trente ou quarante *prikazes* ou bureaux dont le nombre et les attributions variaient suivant les époques. Il y avait notamment le *prikaz* des vivres, celui des boissons, celui de la panneterie, qui veillaient à l'entretien de la cour; c'était une

grosse affaire, car non-seulement le tsar, la tsarine et les princes du sang tenaient table ouverte, mais le tsar était censé nourrir de sa table les nobles et les dignitaires logés hors du palais : il fallait donc leur envoyer quotidiennement des mets tout préparés, des vins, des fruits. Il y avait la cour (*dvor*) des boissons, celles des mets, du pain, des grains, des écuries, de la fauconnerie. Il y avait le palais (*palata*, chambre) des jeux, auquel ressortissaient les comédiens, les bouffons, les nains, les fous, les montreurs d'ours et les chiens dressés aux combats d'ours, la ménagerie d'animaux curieux, les échiquiers, les jeux de cartes et en général tout ce qui servait à l'amusement du tsar. Le *dvor* ou *prikaz kazennyi* ou de la couronne avait en sa dépendance les manufactures où se fabriquaient les étoffes d'or et de soie, dont le prince avait le monopole, le dépôt des fourrures précieuses venues de Sibérie ; on s'adressait à lui pour les cadeaux à distribuer au clergé, aux boïars, aux ambassadeurs des puissances étrangères, aux moines grecs venus de Byzance ou du mont Athos pour demander des aumônes. Le *prikaz* du grand palais, celui de la grande caisse, celui des comptes, celui du grand revenu, celui du *quart* ou impôt sur les boissons, s'occupaient des finances. Il y avait ceux des messes pour la famille impériale, des affaires secrètes, des pétitions, des postes, de la police, des bâtiments tsariens, des esclaves, des monastères, des streltsi, des ambassades, de l'artillerie, etc. Les *prikazes* d'Oustiougue, du château de Kazan, de Galitch, de Kostroma, de la Petite-Russie, de la Sibérie, avaient une compétence territoriale. Ordinairement, pour subvenir aux dépenses de tel ou tel bureau, on lui assignait le produit des impôts de telle ville ou de telle province.

Les revenus de l'Etat se composaient : 1° de celui du *domaine*, qui comprenait trente-six villes et leur territoire et dont les habitants payaient leur redevance en nature ou en argent ; 2° de la *tagla*, impôt annuel sur chaque soixante mesures de blé ; 3° de la *podate*, somme fixe établie sur chaque *dvor* ou feu ; 4° du produit des douanes et de l'excédent des octrois municipaux ? 5° de la taxe sur les bains

publics; 6° de la ferme des cabarets de la couronne; 7° des amendes, des frais de justice, des confiscations prononcées par le *tribunal des brigands*. Fletcher, qui visita la Russie au temps de Boris Godounof, évalue l'ensemble de ces revenus à 1 223 000 roubles du temps. En outre le tsar recevait chaque année de Sibérie, de la Permie, de la Petchora, des fourrures et d'autres objets : il les échangeait lui-même avec les marchands turcs, persans, arméniens, boukhariens ou occidentaux, qui venaient dans les foires ou abordaient aux ports de l'empire. De plus, la couronne, après avoir laissé les fonctionnaires se gorger quelque temps aux dépens du peuple, se réservait de les appeler en justice et de leur reprendre tout ou partie de leur butin. Le tsar, qui avait déjà monopolisé certaines branches de commerce, comme les anciens despotes de l'Égypte ou de l'Orient, faisait à ses propres sujets une déloyale concurrence. Il envoyait dans certaines provinces des agents qui accaparaient toutes les productions du pays, les fourrures, la cire, le miel, contraignait les propriétaires à les leur vendre à vil prix, forçait ensuite les Anglais d'Arkhangel ou les marchands de l'Asie à les acheter à une très-haute estimation; de même, on accaparait les denrées apportées par ces marchands et on obligeait les négociants russes à les payer fort cher, avec défense de s'adresser à d'autres, avant que les magasins du tsar ne fussent vidés. Fletcher expose bien d'autres procédés d'extorsion, auxquels recourait périodiquement le gouvernement tsarien.

Pour la justice civile, il y avait trois instances : 1° les tribunaux du staroste de district, du centenier, magistrat établi pour chaque centaine de charrues; 2° le tribunal du voiévode dans chaque chef-lieu de province; 3° la cour suprême de Moscou. Malgré les codes d'Ivan III et d'Ivan IV, la loi était si confuse et si incertaine que Fletcher a pu dire : « qu'il n'y a pas de loi écrite en Russie ». La procédure était celle de notre moyen âge carolingien : si l'on ne pouvait produire de témoins ou de preuves par écrit, le juge pouvait déférer le serment à l'une des parties. Souvent la valeur du serment devait être confirmée par le duel

judiciaire. Les champions, dit Herberstein, se surchargeaient d'armes et d'armures pesantes Ils étaient si embarrassés de toute cette ferraille qu'un Russe était toujours vaincu par un étranger: aussi Ivan III fit-il défense de laisser les étrangers combattre contre ses sujets. Souvent les parties se faisaient représenter par des champions à gages et alors le combat devenait une comédie, ces mercenaires ne songeant qu'à s'épargner.

La législation en matière de dettes égalait en rigueur la loi romaine des Douze Tables. Le débiteur insolvable était soumis au *pravége*, c'est-à-dire attaché demi-nu sur une place publique et battu trois heures par jour ; ce supplice pouvait se répéter pendant trente ou quarante jours : si personne n'était ému par ses cris lamentables et ne se décidait à payer pour lui, on l'autorisait à vendre, à louer ou à mettre en gage sa femme et ses enfants : s'il n'en avait pas, il devenait l'esclave du débiteur. La législation pénale était atroce Dans les accusations de vol, de meurtre, de lèse-majesté, l'accusé était soumis à toutes les tortures qu'aurait pu rêver un inquisiteur espagnol. Les supplices étaient infiniment variés : on pouvait être pendu, décapité, roué, empalé, noyé sous la glace, knouté à mort. La femme qui avait tué son mari était enterrée vive jusqu'au cou ; les hérétiques montaient sur le bûcher, les sorciers étaient brûlés vifs dans une cage de fer, les faux monnayeurs avaient le gosier arrosé de métal fondu. N'oublions pas le supplice des dix mille morceaux, les côtes arrachées avec des crochets de fer et toutes les variétés de mutilations. En revanche, le noble qui tue un mougik en est quitte pour une amende ou pour les verges. Le noble qui tue son esclave n'encourt aucune peine : l'esclave est sa propriété.

Avant l'érection du patriarcat, la plus haute dignité ecclésiastique de l'empire était celle du métropolite de Moscou ; quand le patriarcat fut fondé (1589), on éleva à la dignité de métropolite les archevêques de Novgorod, Kazan, Rostof, Saraï, à celle d'archevêque les évêques de Vologda, Sousdal, Nijni-Novgorod, Smolensk, Riazan, Tver. Cette Église était aussi dépendante du tsar que celle de Byzance l'a-

vait été de ses empereurs : il n'en coûtait que quelques formalités pour faire ou défaire un prélat, ou pour ériger un nouveau siége. Les évèques étaient choisis dans le *clergé noir*, c'est-à-dire parmi les moines du monastère, astreints au vœu de chasteté. Leurs revenus étaient considérables, leurs cérémonies imposantes : «Quant à exhorter et instruire leurs ouailles, dit Fletcher, ils n'en ont ni l'habitude, ni le talent, car tout le clergé est profondément ignorant de la parole de Dieu et de toute autre science. » Pour le *clergé blanc* ou les prêtres des paroisses, le mariage était non-seulement un droit, mais un devoir ; leurs mœurs et leur éducation les distinguaient à peine des paysans, et ils étaient à l'occasion soumis comme eux aux châtiments les plus dégradants. Les couvents étaient nombreux, très-peuplés, très-riches : celui de Saint-Serge, à Troïtsa, possédait 110000 *âmes* ou paysans mâles. Tous les misérables y cherchaient un refuge : en revanche les conciles fulminent contre les moines vagabonds qui courent le pays. Les monastères, plus d'une fois, servirent de prisons aux nobles disgraciés qui y menaient joyeuse et bruyante vie, comme autrefois les nobles francs dans les cloîtres de nos églises mérovingiennes. De la table du tsar, on leur envoyait des mets recherchés : des esturgeons, des sterlets, des figues, du raisin sec, des oranges, du poivre, du safran, des clous de girofle. Dans sa lettre aux moines de Saint-Cyrille sur le lac Blanc, Ivan IV blâme avec un mélange de sévérité et d'ironie leurs complaisances pour les boïars détenus : « Dans ma jeunesse, leur écrit-il, lorsque nous étions à Saint-Cyrille, s'il nous arrivait d'être en retard pour le dîner et si l'intendant demandait au cellérier un sterlet ou quelque autre poisson, le cellérier répondait : « Je n'ai pas d'or-« dre à ce sujet ; j'ai préparé ce qu'on m'a ordonné ; main-« tenant c'est la nuit, et je ne dois rien vous donner ; je « crains le souverain, mais je crains Dieu plus encore. » Voilà, continue Ivan, quelle était la rigueur de la règle. On accomplissait la parole du prophète : « Dis la vérité, et « n'aie pas honte devant le tsar. » Aujourd'hui, mon boïar Chérémétief trône dans sa cellule, comme un tsar ; mon

boïar Khabarof lui rend visite avec les moines; ils boivent, comme dans le monde. Est-ce une noce? est-ce un baptême? Le captif distribue des tablettes de gelée aux fruits, des pains épicés, des confitures. Hors du monastère, il a une maison remplie de provisions. Quelques-uns disent qu'on s'est mis peu à peu à porter des liqueurs fortes dans la cellule de Chérémétief. Or, dans les monastères, s'il est blâmable d'avoir des vins étrangers, à plus forte raison des liqueurs fortes. »

La religion orthodoxe, privée du stimulant de la liberté et de l'instruction, tendait à devenir toute de pratique : on faisait son salut en entendant de longues liturgies, en multipliant les oraisons slavonnes, en faisant des centaines de prosternations et de génuflexions, en égrenant des chapelets, en fréquentant les pèlerinages. De ces derniers, les plus célèbres étaient celui des catacombes de Kief, où dorment les corps incorruptibles des saints et où vivent, sans jamais voir la lumière du jour, leurs successeurs; ceux du monastère de Saint-Cyrille, sur le lac Blanc; de Saint-Serge à Troïtsa; de Sainte-Sophie à Novgorod. On allait se prosterner aux tombeaux de saint Pierre et saint Alexis de Moscou, devant les vierges thaumaturges de Vladimir, Smolensk, Tischvin et Pskof. Les plus pieux poussaient jusqu'à la sainte montagne de l'Athos, à la cité-reine de Constantinople, pleine de reliques bienheureuses, mais souillée par la présence du Turc; plus loin encore, au tombeau du Christ, au Golgotha, au mont Sinaï, partout où les communautés orthodoxes disputaient la place aux communautés catholiques.

L'armée nationale se composait principalement, comme les armées tatares, de cavalerie. Les *stolniki*, *spalniki* et autres jeunes courtisans formaient une garde impériale d'environ 8000 hommes. Tous les gentilshommes de l'empire, *dvorianes* ou *enfants-boïars*, étaient tenus au service à cheval : le revenu de leurs terres était censé servir de solde à ces *gens de service* (*sloujilié lioudi*); l'ancienne distinction entre les *pomiestié* (fiefs) et les *votchiny* (francs-alleux) était presque abolie. C'était à peu près le

régime des fiefs d'Occident ou des *ziams* et *timars* de Turquie. Cette chevalerie noble pouvait former 80 000 cavaliers; avec l'appel des paysans libres, elle s'élevait à 300 000. Il faut y joindre la cavalerie irrégulière, composée de kosaks du Don et du Térek, de Tatars, de Bachkyrs. L'infanterie nationale était constituée : 1° par les *datotchnié lioudi*, paysans des monastères, des églises, des domaines; 2° par les *streltsi*, francs archers ou milices communales, organisées dès le temps d'Ivan IV, et qui, pour Moscou seulement, formaient un corps de 12 000 hommes. Puis venaient l'artillerie et les soldats préposés au *gouliaï-gorod*, la *ville qui marche*, remparts mobiles en bois qui servaient dans les siéges et même en rase campagne, où les troupes russes, quand elles n'étaient pas abritées, montraient peu de solidité. Au quinzième siècle, on commença à enrôler des mercenaires étrangers, armés et disciplinés à l'européenne, Polonais, Hongrois, Grecs, Turcs, Écossais, Scandinaves, sous le nom de *reîtres*, *soldats*, *dragons*. L'histoire a conservé les noms de quelques-uns de leurs chefs, l'Allemand Rosen, le Français Margeret, qui a laissé de curieux mémoires sur le faux Dmitri.

L'armement des troupes nationales était tout oriental : longs vêtements, hautes selles, courts étriers, riches caparaçons, armures formées de pièces de fer articulées. Le tsar lui-même allait en guerre avec la lance, l'arc et le carquois. L'armée se divisait habituellement en cinq divisions, la *grosse bataille*, l'*aile gauche*, l'*aile droite*, l'*avant-garde*, l'*arrière-garde*, à la tête de chacune desquelles se trouvaient deux voiévodes de dignité inégale, sans compter le voiévode de l'artillerie, celui du camp mobile, les *atamans* des streltsi et des kosaks. Les grades de l'armée régulière étaient ceux de *tyssatski* ou chiliarque, de centenier, cinquantenier, *déciatski* ou dizainier. Tous obéissaient au *grand voiévode* ou général en chef. Chaque soldat apportait des vivres pour quatre mois, le tsar ne lui fournissant rien, sauf quelquefois du blé. Il subsistait presque uniquement de biscuit, de poisson sec ou de lard, et se montrait dur à la fatigue. Les campagnes ne se prolongeaient

jamais bien longtemps, une partie de l'armée seulement étant permanente.

La Russie cherchait dès lors à entretenir des relations régulières avec les autres puissances; ses traditions diplomatiques étaient celles de l'Orient ou de Byzance. Ses premiers ambassadeurs furent le Grec Dmitri Trakhaniote, l'Italien Marco Ruffo, envoyé en Perse. Ce n'étaient pas les États les plus puissants que l'on traitait avec le plus de déférence, mais bien les plus voisins. Tandis qu'on n'expédiait qu'un simple courrier (*gonèts*) à l'empereur d'Allemagne, aux rois de France, d'Angleterre et d'Espagne, on envoyait en Suède, en Danemark, en Pologne, des boïars accompagnés de *diaks*. Le *prikaz* des ambassades, sous les ordres duquel on trouvait 50 traducteurs et 70 interprètes en toutes langues, leur remettait le sauf-conduit, des instructions détaillées, les lettres pour le souverain étranger, les présents, deux années de traitement, plus un certain nombre de fourrures ou de draps précieux du *prikaz* de la couronne, qu'ils devaient tâcher de vendre de leur mieux. L'ambassadeur russe, comme ceux de Byzance et des Tatars, était doublé d'un commis-voyageur pour le compte du tsar. Il était recommandé aux envoyés d'éviter toute insolence, de surveiller leurs gens, mais de déployer le plus grand faste, d'exiger que tous les honneurs leur fussent rendus, et, sur leur tête, de ne jamais souffrir qu'on *diminuât les titres* du tsar : titres assez compliqués puisqu'ils énuméraient tous les États soumis à sa domination. Les préoccupations mercantiles des ambassadeurs moscovites et leurs éternelles chicanes d'étiquette les rendaient insupportables à toutes les cours européennes. A leur retour ils étaient appelés devant le tsar, lui rendaient un compte détaillé de leur mission, lui remettaient le journal de leur voyage et la note de tout ce qu'ils avaient observé dans les pays lointains. Dès le seizième siècle on trouve dans leurs relations un esprit sagace et observateur qui n'est pas indigne de la sagesse de leurs maîtres, les Byzantins et les Vénitiens.

Quand les ambassadeurs étrangers venaient en Russie, on

les traitait avec magnificence et défiance. Dès qu'ils avaient passé la frontière, ils étaient nourris, défrayés, voiturés, eux et leurs gens; mais un *pristaf*, attaché à leurs personnes, veillait à ce qu'ils ne pussent s'entretenir avec aucun indigène, ni se renseigner sur l'état du pays. On les faisait passer par les provinces les plus riches et les villes les plus populeuses : les citadins étaient partout requis de se trouver sur leur passage dans leurs plus riches costumes. A Moscou, on leur assignait pour résidence un palais et le tsar leur envoyait des plats de sa table. Leur première audience avait lieu en grande pompe dans le *Palais à facettes* (*Granavitaïa palata*). Les murs de la salle étaient tendus de magnifiques tapisseries; la vaisselle d'or et d'argent, aux formes fantastiques, resplendissait sur des estrades de velours; le tsar, couronne en tête, sceptre en main, assis sur le trône de Salomon, dont les lions mécaniques faisaient entendre des rugissements, entouré de ses *ryndis* en longs cafetans blancs et armés de la grande hache d'argent, de ses boïars somptueusement vêtus, de son clergé au costume sévère, recevait les lettres de créance. Il demandait à l'ambassadeur des nouvelles de son maître et comment s'était passé le voyage Si l'on était mécontent de lui, son palais devenait une prison où nul indigène n'osait pénétrer et l'on s'étudiait par des avanies calculées à lui arracher des concessions ou à lui faire abréger son séjour.

**Classes rurales, bourgeoisie des villes, le commerce.**

Les basses classes de la Moscovie se composent de trois éléments : 1° l'esclave proprement dit ou *kholop*, le *mancipium* des Latins, l'homme pris à la guerre, vendu par lui-même ou par autrui, ou né d'un *kholop;* 2° le *paysan inscrit* sur le domaine d'un noble, le *colonus adscriptius* de l'empire romain, légalement libre de sa personne, mais qu'une législation de plus en plus rigoureuse va réduire à la condition de *krépostnyi* ou serf de la glèbe; 3° le cultivateur libre qui vit comme fermier sur

la terre d'autrui, conserve le droit de changer de maître, mais qui ne tardera pas à être confondu dans la classe précédente.

C'étaient les *paysans inscrits* qui constituaient la presque totalité des masses rurales. Dans les anciennes provinces, le paysan pouvait se considérer comme l'habitant primitif du sol. On ne l'avait soumis au gentilhomme qu'afin d'assurer à celui-ci un revenu suffisant pour qu'il pût faire le service militaire; il continuait donc à se regarder comme le vrai propriétaire. Dans ces masses rurales, s'étaient conservés dans toute leur vigueur les traits primitifs de l'organisation slave. C'était la commune ou *mir* qui possédait la terre, et non les individus; c'était la commune qui était responsable de l'impôt vis-à-vis du tsar, de la corvée et des redevances vis-à-vis du seigneur. Cette responsabilité armait la commune d'un pouvoir énorme sur la totalité de ses membres et cette puissance s'incarnait dans le *staroste*, assisté des anciens. Au sein de la commune, la famille n'était pas organisée moins sévèrement, moins tyranniquement que le *mir;* le père de famille avait sur sa femme, sur ses fils même mariés, sur les femmes de ses fils, une autorité presque aussi absolue que le staroste sur la commune ou le tsar sur l'empire. L'autorité paternelle s'endurcissait, se dépravait au contact du servage et du régime despotique. L'antique barbarie était encore intacte dans ces populations ignorantes : les coutumes gracieuses ou les mœurs sauvages, les superstitions poétiques ou atroces des anciens Slaves s'y perpétuaient. Le paysan russe restait païen sous son écorce d'orthodoxe. Ses chants de funérailles semblent destitués de toute espérance chrétienne. Ses chants de mariage conservent la tradition de l'achat ou du rapt de la fiancée. Le triste sort du paysan allait s'aggraver pendant trois siècles encore du progrès même accompli par les classes supérieures. Pour l'État comme pour le propriétaire, il tend de plus en plus à n'être qu'une bête de somme, une force productrice dont on peut user et abuser.

Les villes russes se composaient, d'abord d'une forteresse ou *kreml* où l'on envoyait au besoin une garnison de *gens de service* et dont les murailles étaient en bois le plus souvent, puis de faubourgs ou *possads* habités par les bourgeois ou *possadskié*. Elles étaient administrées par des voiévodes nommés par le prince ou par un *staroste* ou maire, élu par la réunion des habitants, nobles, prêtres ou bourgeois, mais qui était toujours un gentilhomme. Le staroste gouvernait la ville et le district qui en dépendait. Comme c'étaient les bourgeois qui payaient le plus d'impôts, il leur était défendu de quitter leur ville; ils étaient, comme aux derniers jours de l'empire romain, attachés à la glèbe de la cité; Alexis Mikhaïlovitch allait donner à cette défense la peine de mort pour sanction. Pour établir l'assiette de l'impôt, le staroste convoquait à la fois les députés de la ville et ceux des communes rurales. Les impôts de la *tagla* et de la *podate* se payaient en bloc par la ville ou le village, à raison du nombre de feux, et tous les habitants étaient solidaires vis-à-vis du fisc.

Dans la classe des bourgeois, se distinguaient les marchands, dont le nom russe *gosti* (hôtes et étrangers) montre combien le commerce se sentait encore dépaysé sur cette terre et sous ce régime. La Moscovie produisait en abondance les cuirs de bœuf, les fourrures de renard bleu et de renard noir, de zibeline, de castor, d'hermine, la cire, le miel, le chanvre, le suif, l'huile de phoque, les poissons secs. De la Chine, de la Boukharie, de la Perse, elle recevait les soieries, le thé, les épices. Le peuple russe est naturellement intelligent et industrieux, et cependant le commerce languissait. L'Anglais Fletcher donne pour raison de ce marasme l'insécurité créée par l'anarchie et le despotisme. Le mougik ne se souciait ni d'amasser, ni d'épargner. Il affectait d'être pauvre et misérable pour échapper aux exactions du prince et aux rapines de ses agents. S'il avait de l'argent, il l'enfouissait comme lorsque l'on craint une invasion. Souvent, dit l'écrivain anglais, « vous les verrez trembler de crainte qu'un boïar ne sache ce qu'ils ont à vendre. J'en ai vu quelquefois,

quand ils avaient étalé leurs marchandise pour qu'on fît son choix, regarder derrière eux et du côté des portes, comme s'ils craignaient qu'un ennemi ne les surprît et ne mît la main sur eux. Si je leur en demandais la cause, ils me disaient : « J'avais peur qu'il n'y eût ici quelque no- « ble ou quelque enfant-boïar ; il me prendrait de force ma marchandise. » — « Les marchands et les bourgeois, dit M. Leroy-Beaulieu, pouvaient difficilement être une classe influente dans un pays coupé de l'Europe et de la mer, coupé de toutes les grandes voies commerciales par la Lithuanie, l'Ordre teutonique et les Tatars. » Le bourgeois, comme l'habitant de nos villes du onzième siècle, n'était qu'une variété de manant ; il portait le costume du paysan et vivait presque comme lui. Les marchands n'étaient guère, suivant l'expression d'Ivan le Terrible, que des *mougiks de commerce.*

**L'esclavage domestique, la reclusion des femmes.**

Deux faits achevaient de donner à la société russe le même caractère asiatique qni se manifeste déjà dans le despotisme tsarien et dans le communisme rural : c'était l'esclavage domestique et la reclusion des femmes.

En dehors des paysans plus ou moins attachés à la glèbe, tout propriétaire russe entretenait, dans son château domanial ou dans son hôtel de Moscou, une multitude de serviteurs comme ceux qui encombraient les palais des sénateurs de la Rome impériale. Un grand seigneur avait toujours autour de lui plusieurs centaines de ces *dvorovié*, hommes et femmes, enlevés à la culture de la terre ou nés dans la maison, qu'il ne payait pas, qu'il nourrissait médiocrement, qui faisaient un mauvais service, mais dont la multitude donnait une idée de l'opulence du maître. Le cortége d'un noble qui se rendait au Kremlin peut se comparer à celui d'un daïmio japonais : une longue file de traîneaux ou de chariots, une centaine de chevaux, des estafettes en avant du cortége, qui faisaient ranger le peuple à coups de fouet, un gros de gentilshommes armés

qui lui faisaient cortége, et en arrière une nuée de *dvorovié*, souvent pieds nus sous leur magnifique livrée, emplissaient de leur vacarme les rues du *Biélyi gorod*. Ces esclaves domestiques étaient astreints, sans distinction de sexe, à la plus rigoureuse discipline, soumis à tous les caprices cruels ou voluptueux de leurs maîtres, exposés, comme ceux de l'antiquité, aux plus affreux châtiments : tandis que le colon *inscrit* était un immeuble par destination, les *kholopy* étaient des meubles que l'on pouvait vendre par famille ou par tête, sans souci de séparer les femmes de leurs maris ou les enfants de leurs parents.

L'usage d'enfermer les femmes est antérieur à l'invasion tatare; les Slaves russes étaient des Asiatiques avant même d'avoir été soumis par les Mongols. D'ailleurs Byzance avait eu sur les mœurs russes bien plus d'influence que Kazan ; or, dans l'ancienne Athènes et dans la Constantinople du moyen âge, la matrone ou la jeune fille devait rester dans le gynécée, qui, à Moscou, est devenu le *terem* ou le *verkh* (appartement supérieur). En Russie, comme dans la Rome des Douze Tables, la femme était une mineure perpétuelle : c'était là une conséquence de l'organisation patriarcale de la famille; elle vivait sous la tutelle de son père, du père de son mari, d'un oncle, d'un frère aîné, d'un aïeul. Les moines russes traduisirent à son usage les sermons des moines du Bas-Empire qui enjoignaient à la femme « d'obéir à son mari comme l'esclave obéit à son maître, » de se considérer comme « la chose de l'homme », de ne pas se laisser appeler *gospoja* ou maîtresse, mais de considérer son époux comme son *gospodine* ou seigneur. Le père de famille a droit de correction sur elle comme sur ses enfants ou des esclaves ; le prêtre Silvestre, dans son *Domostroï*, recommande seulement de ne pas employer de bâtons, ni d'instruments de bois ou de fer, de ne pas l'humilier en la frappant devant ses gens, mais de la prendre en particulier et de lui appliquer, sans colère ni violence, une correction modérée. Aucune femme n'aurait osé se soustraire à ce châtiment; la plus robuste se laissait battre par un mari

débile. Le proverbe russe disait : « Je t'aime comme mon âme et je te bats comme ma pelisse. » Herberstein cite une Moscovite qui, ayant épousé un étranger, ne s'en croyait pas aimée parce qu'elle n'en était pas battue. Chez elle, la femme russe était cachée par les voiles du *terem;* dans la rue, par ceux de sa litière; sur son visage tombait la *fata*, semblable au voile des religieuses. C'était un outrage que de lever les yeux sur la femme d'un noble et un crime capital que d'apercevoir le visage de la femme du tsar : on se serait cru à Stamboul ou à Ispahan. Il paraissait tellement indispensable que cet être fragile restât à la maison, qu'on la dispensait d'aller à l'église. Son église, c'est sa propre maison, où elle doit être occupée de prières, de pieuses lectures, de prosternations, de génuflexions, d'aumônes, entourée de mendiants, de moines et de religieuses. Le prêtre Silvestre entend aussi qu'elle veille au bon ordre de la maison, qu'elle se lève la première, qu'elle éveille ses serviteurs et ses servantes, qu'elle leur distribue la tâche et travaille de ses propres mains, comme la Lucrèce antique ou la femme forte de l'Écriture. En réalité, elle avait encore d'autres manières d'employer son temps. La toilette des boïarines russes était fort compliquée : « Elles se peignent de toutes les couleurs, dit Pétréï, non-seulement le visage, mais les yeux, le cou et les mains. Elles mettent du blanc, du rouge, du bleu, du noir. Les cils noirs, elles les teignent en blanc, les blonds en noir ou autre couleur sombre. Elles s'appliquent le fard si maladroitement que cela saute aux yeux de tout le monde. A l'époque de mon séjour à Moscou, la femme d'un boïar illustre, qui était admirablement belle, ne voulait d'abord pas se farder, mais elle fut en butte aux censures des autres dames. Elle méprise donc les coutumes de son pays! disaient-elles. Les maris portèrent plainte au tsar et obtinrent un ordre impérial pour l'obliger à se farder. » L'idéal de la beauté turque et tatare étant l'embonpoint, elles mettaient tous leurs efforts à déformer leur taille élancée : elles y parvenaient à force d'oisiveté et de médicaments. Quant aux hommes, ils portaient toute leur

barbe : longue barbe et longs vêtements. Raser sa barbe comme le faisaient les gens d'Occident, c'était, assurait Ivan le Terrible, un péché que le sang de tous les martyrs ne pouvait effacer. N'était-ce pas défigurer le visage de l'homme créé à l'image de Dieu?

L'influence du monachisme byzantin se retrouve encore dans l'interdiction des amusements les plus innocents : le jeu de cartes, même le jeu d'échecs étaient proscrits; la musique, les chansons à la gloire des anciens héros de la Russie, condamnées comme « chansons et mélodies diaboliques »; le noble exercice de la chasse défendu tout aussi bien que la danse. « Si l'on se livre à table à de vilains discours, dit le *Domostroï*, si l'on joue du rebec, de la goussla, si l'on danse, si l'on saute, si l'on bat des mains; alors, comme la fumée chasse les abeilles, les anges de Dieu sont chassés d'une telle table, par de tels propos démoniaques, et ce sont les démons qui prennent leur place. Ceux qui se livrent à des chansons diaboliques, ceux qui jouent du rebec, du tambourin, de la trompette, ceux qui se plaisent aux ours, aux chiens, aux faucons, ceux qui s'amusent aux dés, aux échecs, au tric-trac, iront tous ensemble aux enfers, tous ensemble seront damnés. »

Grâce à l'ignorance générale, il n'y avait pas en Russie de vie intellectuelle; grâce à la réclusion des femmes, pas de vie de société. Comparée à la galante et spirituelle société polonaise, la Russie semblait un vaste monastère. Le diable au fond n'y perdait rien : les nobles, vivant au milieu d'esclaves soumis à leurs caprices, se dépravaient en les dépravant; la débauche et l'ivrognerie étaient des vices nationaux. Riches ou pauvres, jeunes ou vieux, femmes et enfants se vautraient parfois ivres-morts dans les boues de la rue, sans que personne s'en étonnât. Les prêtres, dans leurs tournées chez leurs ouailles, buvaient théologalement. Même chez les grands seigneurs, dit M. Zabiéline, « un festin n'était gai et joyeux que lorsque tout le monde était ivre. C'était précisément dans l'ivresse que consistait la gaieté. Les hôtes n'étaient pas gais, donc ils n'étaient pas ivres. Encore aujourd'hui, être en gaieté, signifie avoir

bu. » Les sermonnaires, tout en prenant corps à corps ce vice national, le traitent cependant avec des ménagements visibles. « Mes frères, dit l'un d'eux, qu'y a-t-il de plus vilain que l'ivrognerie? Vous êtes là ayant perdu le souvenir et la raison, comme un furieux qui ne sait ce qu'il fait. Est-ce là de la gaieté, mes frères, cette gaieté selon la loi et à la gloire de Dieu? L'ivrogne n'a plus de sentiment, il est couché comme un cadavre; si vous lui parlez, il ne répond pas. Il bave, il sent mauvais, il pousse des soupirs comme une brute. Songez à cette pauvre âme qui se salit dans ce corps souillé comme dans une prison ténébreuse. L'ivrognerie fait fuir notre ange gardien tout en pleurs et met le diable en gaieté. S'enivrer, c'est faire des sacrifices à Satan. Le diable se réjouit et dit : Non, jamais les sacrifices des païens ne m'ont causé autant de joie et de félicité que l'ivresse d'un chrétien. Fuyez donc, mes frères, la malédiction de l'ivrognerie! Boire est selon la loi, boire est à la gloire de Dieu, car Dieu nous a donné le vin pour nous réjouir. Il s'en faut que le vin ait été défendu par les Pères, mais il ne faut pas boire jusqu'à être ivre. »

Les seuls divertissements étaient, en dépit du *Domostroï*, les lazzis des bouffons, qui, pas plus que nos fabliaux, n'épargnaient les gens d'Église, les grossières plaisanteries des fous et des folles, inséparables compagnons des grands, que l'on retrouvait jusque dans les monastères, les chasses aux faucons et aux chiens, les combats d'ours. La musique accompagnait tous les festins; parfois un chanteur aveugle venait y célébrer les *bogatyrs* de la vieille Russie. Les gens riches ne s'endormaient volontiers que lorsque quelque conteur populaire les berçait de ses histoires : Ivan le Terrible en avait toujours trois qui se relayaient auprès de son lit. Bientôt vont commencer, sous Alexis Mikhaïlovitch, les représentations théâtrales à l'imitation de l'Europe.

Toutes les superstitions de l'Occident avaient cours dans la Russie, qui d'ailleurs y ajoutait du sien. On croyait aux horoscopes, aux devins, à la sorcellerie, à la magie, à la vertu miraculeuse de certaines herbes ou de certaines formules, aux maléfices produits en relevant *la trace des*

*pas* de son ennemi, à l'ensorcellement des épées, aux philtres qui font aimer, aux loups-garous, aux revenants, aux vampires, qui jouent un rôle si terrible dans les contes populaires de la Russie. La terreur qu'on avait des sorciers se manifeste dans les atroces supplices qu'on leur infligeait. Les tsars les plus éclairés partageaient cette faiblesse et Boris Godounof faisait jurer à tous ses serviteurs « de ne pas recourir aux sorciers, aux sorcières, ou à tout autre moyen qui puisse nuire au tsar, à sa tsarine ou à ses enfants, de ne pas faire de conjuration avec *la trace de leurs pas ou de leur voiture* ». On avait plus de confiance dans les recettes de bonne femme, dans l'eau bénite où l'on faisait infuser des reliques, que dans les médecins, que l'on regardait d'ailleurs comme une variété de sorciers. Rien n'était plus difficile et dangereux à ses débuts que l'exercice de cette profession. Si le médecin ne guérissait pas son malade, on le punissait comme un enchanteur malveillant. Sous Ivan III, l'un d'eux, un Juif, fut exécuté en place publique pour avoir laissé mourir un tsarévitch. Un autre, Antoine, Allemand de nation, fut accusé d'avoir fait périr un prince tatar et livré à ses parents pour subir la peine du talion : il fut égorgé. La situation des médecins s'améliore à la fin du seizième siècle : mais quand on avait une tsarine ou quelque grande dame à soigner, qu'on n'était pas même admis à voir son visage et qu'on ne pouvait lui tâter le pouls qu'à travers une mousseline, quel moyen d'établir sûrement un diagnostic?

Telle était l'ancienne Russie, cette Chine européenne qu'ont découverte et décrite les voyageurs européens du seizième et du dix-septième siècle, Herberstein, Mayerberg, Cobenzel, envoyés d'Autriche, Chancellor, Jenkinson, Fletcher, envoyés d'Angleterre, les Vénitiens Contarini et Marco Foscarini, le marchand romain Barberini, le Danois Ulfeld, le Suédois Pétréï, les Allemands Heidenstein, Éric Lassota, Oléarius, le jésuite Possevino, le capitaine français Jacques Margeret, le médecin anglais Collins, etc. Il nous reste à parler de la littérature et des arts.

**La Renaissance : littérature, chants populaires, cathédrales, Moscou au XVIe siècle.**

La littérature ecclésiastique se composait surtout de recueils d'enseignements empruntés aux Pères, de « lectures pour tous les jours de l'année » et qu'on appelait *Flots d'or*, *Bouches d'or*, *Émeraudes*, etc., ou bien de collections de *Vies des Saints* de l'Église grecque et russe : le monument le plus considérable appartenant à ce dernier groupe sont les *Tchétiminéi*, vaste compilation due au métropolite Makarie, un des directeurs de la conscience d'Ivan le Terrible. On continuait à rédiger des chroniques, parmi lesquelles les *Stepenyia knigy* , histoires des souverains russes depuis Vladimir. Outre les grands monuments législatifs du *Code* et du *Stoglaf*, il faut nommer le *Domostroï* du pope Silvestre, le ministre d'Ivan IV. C'est un recueil de préceptes pour bien tenir sa maison et pour assurer le salut de son âme. Il indique à quel jour il convient de servir les cygnes, les grues, les chapons, les pâtés aux œufs et au fromage; il donne des recettes pour faire l'hydromel, le kvass, la bière, pour préparer le gruau, les confitures; il rédige des menus, et en même temps il enseigne au maître de maison comment il doit gouverner sa femme, ses enfants, ses gens, éviter le péché et les mauvais propos, plaire à Dieu, honorer le tsar, les princes et tous les gens en dignité, se bien tenir à table, « se moucher et cracher sans bruit, en ayant soin de se détourner des gens et d'essuyer avec son pied ». Le *Domostroï* donne la caractéristique de la civilisation russe comme le *De re rusticâ* du vieux Caton donne celle de la vieille civilisation romaine. De Caton à Silvestre, il y a un progrès évidemment. Tandis que le Romain recommande de vendre les vieux bœufs, la vieille ferraille et les vieux esclaves, le pope Silvestre conseille « de continuer à nourrir et vêtir les vieux serviteurs, qui ne sont plus bons à rien, en considération de leurs anciens services : c'est utile au salut de l'âme et il faut craindre la vengeance

de Dieu » — « Les maîtres, dit-il encore, doivent avoir de la bienveillance pour leurs gens, leur donner à boire, à manger, les chauffer convenablement; car s'ils retiennent par force leurs *dvorovié* auprès d'eux, s'ils ne les entretiennent pas suffisamment, ils en font de mauvais serviteurs qui mentent, volent, se débauchent, gâtent tout et s'enivrent au cabaret. Ces maîtres insensés pèchent contre Dieu, sont méprisés de leurs esclaves, sont mal avec leurs voisins. »

« Lorsqu'on envoie son serviteur chez d'honnêtes gens, il doit frapper doucement à la grande porte; lorsque l'esclave viendra lui demander ce qu'il veut, il répondra : Ce n'est pas à toi que j'ai affaire, mais à celui auprès duquel on m'envoie. Il dira seulement de la part de qui il vient, afin qu'on le dise au maître. Sur le seuil de la chambre, il essuiera ses pieds sur la paille; avant d'entrer, il se mouchera, crachera, et fera une prière. Si on ne lui répond *amen*, il fera une seconde prière; si l'on se tait, une troisième, d'une voix plus haute que les précédentes. Si l'on se tait encore, il frappera à la porte. En entrant, il s'inclinera devant les saintes images, puis il exposera au maître sa mission, et, pendant ce temps, il aura soin de ne pas fourrer ses doigts dans son nez, de ne pas tousser, ni cracher, ni se moucher; il se tiendra convenablement, sans regarder à droite ni à gauche; si on le laisse seul, il ne fouillera pas dans les effets du maître de la maison, ne touchera à rien, ne goûtera ni à la nourriture ni à la boisson. Si on l'envoie porter quelque chose, il ne découvrira pas ce qu'il porte et, si cela se mange, il n'y portera ni la langue ni les doigts. »

A la tête du mouvement littéraire du temps, Ivan le Terrible et son ennemi Kourbski occupent une place d'honneur. Ils échangèrent plusieurs lettres, où ils déployèrent l'un une grande connaissance des lettres sacrées et profanes, une dialectique serrée, une ironie sanglante, l'autre une éloquence indignée et tragique. Ivan adressa en outre une admonestation pleine de verve et de gravité moqueuse aux moines du monastère de Saint-Cyrille. Le même Kourbski a écrit en huit livres une histoire pas-

sionnée du tsar qui persécuta « les forts d'Israël, » les héros aristocratiques de la Russie; dans son exil en Lithuanie, il défendit l'orthodoxie contre les envahissements du protestantisme et du jésuitisme, rédigea l'histoire du concile de Florence et apprit le latin pour traduire en russe les Pères de l'Église.

Ivan le Terrible fut en Russie, comme en France son émule Louis XI, le protecteur de l'imprimerie, que le peuple abhorrait comme un art impie et sacrilége. Mstislavets et le diacre Feodorof imprimèrent les *Actes des Apôtres* et un *livre d'Heures;* plus tard ils durent, devant la haine de la populace et les accusations d'hérésie, s'enfuir en Lithuanie.

Il y avait une littérature qui pouvait se passer de l'art de Gütenberg et qui atteignait à ce moment son plus splendide développement : c'était celle qui, depuis les premiers siècles de la Russie, se conservait vivante sur les lèvres du peuple, dans la mémoire des paysans, et qui, perpétuée par la tradition orale, n'a été recueillie que de nos jours par les Rybnikof, les Afanasief, les Schein, les Sakharof, les Kiriéevski, les Bezsonof, les Hilferding, les Kostomarof, les Koulich, les Tchoubinski, les Dragomanof. Le peuple avait sa poésie lyrique, chansons de mariage, complaintes de funérailles, ses rondes champêtres, ses hymnes de Noël ou *koliadki*, de l'Épiphanie, de Pâques, de la S. Georges, de la S. Jean, celles où il célébrait la mort de l'hiver, la naissance du printemps, la moisson, et où se conservait le souvenir des anciennes religions et des anciennes divinités des Slaves. Il avait ses chansons épiques où il exaltait les exploits légendaires des anciens héros de la Russie, demi-dieux du paganisme primitif; Volga Vséslavitch, Sviatogor, Mikoula Sélianinovitch, Polkane, Dounaï, etc. Dans ces chansons, le prince Vladimir, le *Beau Soleil* de Kief, groupe autour de soi, comme le Charlemagne des chansons de gestes, comme le roi Arthur des romans bretons, toute une pléiade de bogatyrs. Elles ont immortalisé Ilia de Mourom, le héros-paysan, Dobryna Nikititch, le héros-boïar, Alécha Popovitch, vainqueur du dragon gigan-

tesque Tougarine, Solovéï Boudimirovitch, qui navigua sur le vaisseau-faucon, Potyk, que la perfidie d'une enchanteresse fit descendre tout vivant dans le tombeau, Diouk Stépanovitch, qui franchissait le Dniéper d'un seul bond de son cheval, Stavre Godinovitch, le guerrier musicien que sa femme tira par ruse des prisons de Vladimir, Thomas Ivanovitch, que la princesse Apraxie calomnia comme un autre Joseph, mais pour qui Dieu fit un miracle, Vassili, le héros-ivrogne qu'il fallait chercher au cabaret pour sauver la Russie, Sadko, le riche marchand de Novgorod, dont les aventures maritimes forment une odyssée, la princesse Apraxie, qui trône à côté de son époux Vladimir, les héroïnes Nastasia et Marina, qui furent la Pénélope et la Circé de l'épopée russe, Maria le Blanc-Cygne, qui appartient au cycle des femmes-oiseaux, Vassilissa qui se fait passer pour un bogatyr et qui estropie tous les athlètes de Vladimir. Tels étaient les héros des cycles de Kief et de Novgorod.

Au cycle de Moscou se rattachaient des héros historiques : Dmitri, le vainqueur des Tatars, Michel de Tchernigof, Alexandre Nevski, Ivan le Terrible, autour duquel se groupent les chansons sur la prise de Kazan, la conquête de la Sibérie, et les fameuses bylines intitulées : *le tsar veut tuer son fils*, *le tsar envoie la tsarine au couvent* et *comment la trahison s'est introduite en Russie*. Ce courant épique se continue jusqu'au dix-neuvième siècle et d'autres chansons, nées du choc des événements sur l'imagination populaire, célébreront les exploits de Skopine Chouïski, les guerres de Pierre le Grand, les victoires d'Élisabeth et de Catherine II, les campagnes de Souvorof, même l'invasion en Russie du « roi Napoléon ».

Des récits tantôt en prose et tantôt en vers glorifiaient les héros des épopées orientales, Akir de Ninive, Salomon le Sage, Alexandre de Macédoine, Rousslan Lazarévitch. Des contes merveilleux entretenaient le paysan d'Hélène la Belle, du Tsar de la mer et de Vassilissa la Sage, des Sept Siméons, des aventures d'Ivan le fils de roi et de la belle Nastasia, de la Baba-Yaga, du Roi des serpents.

Des vers pieux, que les *kaliéki* aveugles colportaient de village en village, chantaient les louanges des saints de la Russie : saint Georges le Brave, saint Dmitri de Solun, vainqueurs des dragons et des infidèles, Boris et Glèbe, fils de Vladimir le Baptiseur, saint Théodose, le créateur des catacombes de Kief, Daniel le Pèlerin, qui visita Jérusalem, et d'autres personnages qui appartiennent presque autant à la mythologie slave qu'à l'hagiographie chrétienne. Des contes satiriques, lestes et mordants comme nos fabliaux, tournaient en ridicule l'avidité des popes et les calculs intéressés de leurs femmes.

Du quinzième au dix-septième siècle, sous les mêmes influences que l'Occident, grâce aux Grecs chassés de Constantinople et aux Italiens leurs élèves, qui furent nos maîtres à tous, la Russie a une sorte de Renaissance artistique. La révolution fut cependant moins complète en Moscovie qu'en Russie; on n'eut pas à substituer en architecture le plein-cintre à l'ogive, puisque la Russie n'a jamais eu d'églises gothiques et que le style roman-byzantin, emprunté au onzième siècle par Sainte-Sophie de Kief ou de Novgorod à Sainte-Sophie de Constantinople, s'est perpétué sous l'empire d'idées religieuses, comme un legs de Byzance et par une tradition non interrompue. On n'eut pas à innover en peinture, car les exigences hiératiques font qu'aujourd'hui encore, dans les couvents de la Russie, on peint les images des saints et de la Mère de Dieu comme Pansélinos eût pu les peindre dans les églises du mont Athos au dixième siècle. La Renaissance se manifesta surtout par le nombre et la magnificence des temples orthodoxes dont les artistes italiens *enluminèrent* alors la vieille Russie et par une perfection plus grande des procédés de construction. C'est alors que Moscou devint digne, par ses nouvelles splendeurs monumentales, d'être la capitale d'un grand empire; c'est alors qu'elle fut « la ville sainte », aux « quarante fois quarante églises », aux innombrables coupoles d'or, d'argent et d'azur, que le pèlerin russe salue de loin, agenouillé sur la *Colline des Prosternations*.

Moscou se composait alors : 1° du Kreml ou Kremlin, enceinte fortifiée, ayant la forme d'un triangle dont le plus petit côté s'appuie sur la Moskova et dont la pointe est tournée vers le nord; 2° du *Kitaï-gorod*, nom emprunté à la ville natale d'Hélène Glinska, sa fondatrice, renfermant le bazar et les palais des seigneurs, séparée du Kremlin par un vaste espace qu'on appelle la Place-Rouge ou la Place-Belle; 3° du *Biélyi-gorod*, ou ville blanche, qui entoure ce double noyau du Kremlin et du Kitaï-gorod, comme l'enveloppe d'une amande enserre ses deux cotylédons; 4° du *Zemlianyi-gorod*, ou ville aux remparts de terre, qui enveloppe à son tour la ville blanche, renfermant des faubourgs, des jardins, des bois, des étangs, de vastes espaces non construits, où se trouvaient alors les *slobodes* des streltsi; 5° sur le pourtour extérieur de Moscou, comme des forts détachés, s'élevaient des couvents fortifiés, aux blanches murailles, qui soutinrent plus d'une fois l'assaut des Polonais et des Tatars. Cette vaste cité asiatique était la ville des contrastes; les constructions s'y groupaient presque au hasard, le long de rues immenses, larges, fangeuses, tortueuses, à peine dessinées. A côté des palais des nobles, s'élevaient des *isbas* de sapin, semblables à celles des villages russes : on allait les choisir soi-même dans les chantiers ou les commander sur mesure : les charpentiers les reconstruisaient en deux jours sur l'emplacement désigné; elles ne coûtaient que quelques roubles.

Moscou est située dans la région de la Russie où la pierre manque totalement, où les forêts étaient alors les plus épaisses. En somme, c'était une ville de bois, qu'une étincelle pouvait allumer. Elle avait été brûlée presque totalement sous Dmitri Donskoï, deux fois sous Ivan le Terrible; elle brûlera encore pendant l'invasion polonaise de 1612 et l'invasion française de 1812. Les oukazes des tsars prescrivaient certaines précautions sous les peines les plus graves : tous les feux devaient être éteints une fois la nuit tombée; en été, défense absolue d'en allumer dans les maisons, on devait cuire les aliments en plein air; les

moyens d'éteindre les incendies manquaient et, quand un désastre se produisait, les Moscovites montraient l'impassibilité fataliste des Orientaux.

C'est surtout le Kremlin qui profita des embellissements entrepris par les deux Ivans et leurs successeurs. L'enceinte, de bois avant l'incendie de Tokhtamych, était maintenant de solides pierres blanches, taillées en facettes (de là le nom poétique de la « sainte mère Moscou aux blanches murailles ») ; de hauts et étroits créneaux en forme de dents la surmontaient : dix-huit tours la protégeaient et cinq portes donnaient accès à l'intérieur. Ces cinq portes présentent beaucoup d'originalité et de variété. Celle du Sauveur fut construite en 1491 par Piétro Solario de Milan : c'est la porte sacrée, qu'on ne peut franchir qu'en se découvrant : autrefois on faisait agenouiller de force cinquante fois les récalcitrants ; c'est devant l'image du Sauveur que les criminels étaient admis à faire leur dernière prière ; c'est par là que le nouvel empereur fait son entrée pour aller se faire couronner à l'Assomption. Un autre Italien, à la même époque, éleva la porte de saint Nicolas de Mojaïsk, le punisseur des parjures, devant l'image duquel les plaideurs venaient prêter serment. Celle de la Trinité fut élevée, au dix-septième siècle, par Christophe Galloway.

L'enceinte du Kremlin, comme celle de l'ancien palais impérial de Byzance, renferme quantité d'églises, de palais, de monastères. La plus célèbre de ces églises est l'*Ouspienski Sobor* ou cathédrale de l'Assomption, où depuis le quinzième siècle les tsars et les empereurs de Russie ont toujours tenu à honneur de se faire couronner. C'est leur cathédrale de Reims. Son architecte fut Aristote Fioraventi qui avait déjà travaillé pour Cosme de Médicis, François I^er, Jean Galéas de Milan, Mathias Corvin, le pape Sixte IV et que Tolbousine, ambassadeur d'Ivan III, rencontra à Venise et engagea au service du tsar. On a peine à croire que l'Assomption soit de la même époque et des mêmes artistes que les lumineuses églises de la Renaissance. L'architecte ou ceux qui l'ont inspiré ont cherché à

reproduire ici la mystérieuse obscurité des vieux temples d'Égypte et d'Orient. Cette cathédrale n'a pas de fenêtres, mais plutôt des meurtrières, d'étroites fentes grillées, qui ne laissent tomber dans l'intérieur qu'un jour douteux comme celui qui filtre par le soupirail d'un cachot. Cette pâle lumière vient effleurer alors les massifs piliers couverts d'un or bruni sur le sombre éclat duquel se détachent, sévères et graves, des figures de saints et de docteurs ; elle accroche çà et là les saillies de l'*iconostase* d'or, couverte d'images miraculeuses, parsemée de diamants et de pierreries ; elle éclaire à peine les représentations du Jugement dernier et de la Fin du monde qui occupent les parois de l'église. Toute la partie supérieure du temple est en quelque sorte enveloppée d'ombres comme les hypogées pharaoniques ; on ne distingue que vaguement les peintures qui décorent la voûte ; l'artiste évidemment les a faites pour l'œil de Dieu, non pour celui de l'homme ; car l'œil de l'homme ne peut guère les contempler que dans les rares occasions, comme le jour de l'Assomption ou un jour de couronnement, lorsque l'église s'illumine tout entière et se laisse pénétrer jusque dans ses derniers recoins par la lumière des cierges innombrables. Il paraît bien que c'est sur un plan antérieur à lui qu'Aristote bâtit cette église ; on dit seulement qu'il ne trouva pas assez solides les constructions déjà commencées, qu'avec un bélier perfectionné par lui il en renversa les murailles, qu'il fit creuser plus profondément de nouvelles fondations, et qu'enfin il enseigna aux Russes une meilleure manière de cuire les briques. A l'Assomption est le tombeau de saint Pierre, qui fut le premier métropolite de Moscou, et l'on y vient s'incliner devant les vierges miraculeuses de Vladimir et de Iaroslavl. La cathédrale de Michel Archange, élevée en 1505, est le Saint-Denis des tsars de Russie : c'est là que, dans un cercueil de sapin recouvert de drap rouge, dort Ivan le Terrible entre ses deux fils. Dans l'église de l'Annonciation, au pavé d'agate, se célébraient les mariages des princes. Dans celle de l'Ascension sont les tombeaux des souveraines. La tour

d'Ivan le Grand, de 325 pieds de haut, coiffée d'une coupole d'or et que des inscriptions slavonnes en lettres d'or signalent au loin, dont 34 cloches forment le carillon, fut bâtie en 1600 par Boris Godounof.

De la demeure impériale élevée en 1487, il ne reste que quelques bâtiments : le petit *Palais d'or* où les tsarines recevaient les membres du clergé ; le *Palais à facettes*, où se donnaient les audiences solennelles aux ambassadeurs ; l'*Escalier rouge* du haut duquel le tsar admettait le peuple à contempler « la lumière de ses yeux » ; enfin le *Terem* au toit bigarré, où l'on retrouve encore la salle à manger, la salle du conseil, celle de l'oratoire : salles voûtées, assez petites, où resplendissent partout sur les fonds d'or les images des saints qui protégeaient le tsar. Le palais à facettes fut commencé en 1487, par l'Italien Mario et achevé par Piétro Antonio. Les autres palais sont l'œuvre du Milanais Aleviso. Dans les appartements tsariens se mêlaient déjà aux anciens meubles russes les raretés importées d'Occident. En 1594, l'ambassadeur d'Allemagne offrait au tsar Feodor une horloge en bronze doré où l'on voyait les planètes et le calendrier, et en 1597 une autre horloge où de petits personnages, munis de trompettes, de nacaires et de guimbardes, jouaient de leurs instruments chaque fois que sonnait l'heure.

L'édifice le plus étrange de Moscou est peut-être l'église de Vassili le Bienheureux sur la Place Rouge et qu'Ivan le Terrible fit construire en 1554 par un architecte italien en mémoire de la prise de Kazan. La légende veut qu'il ait fait crever les yeux à l'artiste pour l'empêcher de bâtir pour d'autres une semblable merveille. Qu'on imagine une église surmontée de huit ou dix coupoles bulbeuses, dont pas une n'a la même hauteur, la même forme, « les unes martelées à facettes, les autres côtelées, celles-ci taillées en pointe de diamant comme des ananas, celles-là rayées de stries en spirale, d'autres enfin imbriquées d'écailles, losangées, gaufrées en gâteau d'abeille[1]. » Une

1. Théophile Gautier, *Voyage en Russie*.

fantaisie puissante a bravé toute symétrie ; de la base au sommet, l'église est enluminée de couleurs voyantes et même criardes. Ce monstre polychrome a le don de stupéfier le voyageur le plus blasé. « On pourrait la prendre, dit Haxthausen, pour un immense dragon aux écailles brillantes, accroupi et dormant. » Supposez l'oiseau le plus bigarré des forêts tropicales prenant tout à coup figure de cathédrale, et vous aurez *Vassili-Blagennoï*.

Ce n'est pas seulement des architectes que l'Italie envoyait à la Russie. Aristote Fioraventi frappa des monnaies pour Ivan III, lui construisit un pont de bateaux sur le Volkhof lors de l'expédition contre Novgorod, fondit les canons qui tonnèrent contre Kazan, organisa son artillerie. Paul Bossio de Gênes fondit pour lui le *tsar-pouchka*, le roi des canons, la pièce géante du Kremlin. Piétro de Milan lui fabriqua des arquebuses. L'art du fondeur jeta son plus grand éclat sous Boris Godounof : alors fut coulée en bronze la *reine des cloches* (*tsar-kolokol*), que des refontes successives ont portée au poids de 288 000 livres, que nul clocher ne peut contenir, qui a brisé tous les échafaudages et qui repose sans voix, comme une pyramide d'airain, sur le piédestal de maçonnerie construit au début de ce siècle par Montferrand.

---

## CHAPITRE XVII.

### LES SUCCESSEURS D'IVAN LE TERRIBLE : FEODOR IVANOVITCH ET BORIS GODOUNOF (1584-1605).

Feodor Ivanovitch (1584-1598). Le paysan attaché à la glèbe. Le patriarcat. — Boris Godounof (1598-1605). Apparition de Demétrius.

#### Feodor Ivanovitch (1584-1598). Le paysan attaché à la glèbe. Le patriarcat.

Feodor, fils d'Ivan IV et d'Anastasie Romanof, n'avait rien du père auquel il succédait : il n'avait ni ses instincts

de débauche et de cruauté, ni sa vive intelligence, ni sa volonté de fer. Sur le trône du *Terrible*, c'était un saint, un moine qui venait s'asseoir. Le pouvoir passait naturellement à la *douma* des boïars. Cinq d'entre eux, surtout, allaient avoir de l'influence sur le gouvernement : le prince Ivan Mstislavski, un descendant de Gédimine; le prince Ivan Chouïski, un descendant de Rourik, rejeton d'une famille disgraciée dans les premières années d'Ivan IV, célèbre lui-même par la défense de Pskof; le prince Bogdan Belski, autre descendant de Gédimine. Après ces trois chefs de familles princières venaient immédiatement les chefs de deux familles de boïars. Toutes deux allaient devenir souveraines, toutes deux durent leur élévation à des femmes : l'importance de Nikita Romanof venait de sa sœur, première épouse du *Terrible;* Boris Godounof devait sa situation à sa sœur Irène, femme du tsar Feodor. Ministre d'Ivan IV, beau-frère du souverain actuel, Godounof était dévoré d'une ambition insatiable. Des sorciers échappés aux persécutions d'Ivan IV lui avaient, dit-on, prédit qu'il serait tsar, mais qu'il ne régnerait que sept ans. Son rôle consista dès lors à écarter tous ses rivaux, à renverser ou à tourner les obstacles qui le séparaient du trône.

Le tsar Feodor avait un frère, Dmitri, fils de la septième femme d'Ivan. La *douma* des boïars craignit les intrigues dont cet enfant pouvait devenir le centre : sur le conseil de Godounof, on le relégua à Ouglich, son apanage, avec sa mère et tous ses parents maternels, les Nagoï. L'un des régents, Belski, intelligent et ambitieux, indisposa le peuple qui se souleva et assiégea le Kremlin pour demander sa tête : Boris profita d'une si bonne occasion pour reléguer ce rival à Nijni-Novgorod. Lorsque Feodor, à son avénement, eut pris possession des couronnes de Russie, de Kazan, d'Astrakhan et de Sibérie, ce fut son oncle maternel, Nikita Romanof, qui gouverna sous son nom; mais à sa mort tout le pouvoir passa au chef naturel d'un *vrémia* nouveau, à Boris Godounof. Il restait à celui-ci deux rivaux dans le conseil : Mstislavski se laissa impliquer dans un complot et fut obligé de se faire moine;

le prince Chouïski, qui avait essayé de se créer un parti parmi les marchands, fut accusé de trahison, arrêté avec tous les siens et relégué en différentes villes *éloignées*. Le métropolite Dionysii, qui avait pris son parti, fut déposé et remplacé par Job, qui était à la dévotion de Godounof. Celui-ci restait seul au pouvoir; il se fit attribuer par son beau-frère le titre de *grand-boïar allié*, les vice-royautés de Kazan et d'Astrakhan, d'immenses domaines sur la Dvina et la Moskova. Il avait d'énormes revenus et pouvait mettre, dit-on, cent mille hommes en campagne. On n'obtenait rien du souverain que par Boris : plus puissant que ne fut jamais Adachef, il avait une armée de clients. C'était lui qui répondait aux ambassadeurs et qui recevait les présents de l'empereur d'Allemagne, de la reine d'Angleterre, du khan de Crimée. Ses ennemis étaient traités en ennemis du prince. Il ne lui manquait de la royauté que le titre.

A l'extérieur, la régence de Godounof accrut le prestige de la Russie. Batory, qui n'avait jamais cessé de la menacer d'une revanche, mourut en 1586. Un nouveau danger apparut de ce côté : Sigismond, fils du roi de Suède, briguait les suffrages des électeurs polonais. Il était à craindre qu'il ne réunît un jour sous le même sceptre les deux nations que la Russie avait le plus à redouter en Europe. L'autre candidat, Rodolphe d'Autriche, était moins dangereux : l'Autriche et la Russie avaient les mêmes intérêts vis-à-vis du Turc et du Tatar, et cette communauté d'intérêt devait fonder un jour l'alliance presque séculaire des deux puissances. Boris remit en avant la candidature de Feodor au trône de Pologne et l'idée de la réunion sous un même prince des deux monarchies slaves. Les Polonais ne voulaient point obéir à un prince non catholique; ils craignaient qu'au lieu d'une réunion fraternelle, le Moscovite ne voulût que « joindre leur monarchie à celle de Moscou, comme une manche à un habit ». Les intérêts de caste se joignirent aux préjugés religieux et nationaux; les nobles qui n'avaient en vue que l'affaiblissement du pouvoir royal pouvaient-ils se donner pour maître un sou-

verain aussi absolu que le tsar moscovite? Enfin, sans l'argent, on ne pouvait rien dans les diètes polonaises : Boris eut le tort de l'épargner. Les négociations échouèrent, et c'est le prince de Suède qui fut élu.

La guerre recommença de plus belle avec les Suédois; la Russie leur reprit ce qu'ils avaient enlevé à Ivan le Terrible : Iam, Ivangorod et Koporié. Les Polonais qui, depuis qu'ils avaient un roi suédois, ne se souciaient pas d'augmenter la puissance de la Suède, ne lui prêtèrent aucun secours. A la vérité, Sigismond Wasa succéda, en 1592, à son père et se vit un moment roi des deux pays; mais son zèle pour le catholicisme, qui le rendait supportable aux Polonais, le fit haïr des Suédois. Ceux-ci voulurent une administration séparée sous la régence de Charles Wasa, et bientôt après ils offrirent à celui-ci la couronne. Cette union, tant redoutée des Russes, aboutissait à une rupture : jamais la Suède et la Pologne n'avaient été à ce point ennemies; l'inimitié des deux peuples et des deux religions se compliquait encore de la haine personnelle que se portaient les deux rois. L'occasion était bonne pour la Russie de reprendre la Livonie. Boris Godounof n'avait point abandonné cette grande idée d'Ivan le Terrible; seulement il s'y prit mal pour la réaliser : au lieu de s'allier franchement à la Suède contre la Pologne, ou à la Pologne contre la Suède, il négocia avec toutes deux, chercha à les effrayer l'une par l'autre et réussit à se les aliéner également. L'ancien ministre du *Terrible*, l'intrigant *grand-boïar*, aimait trop les voies couvertes.

Pour se frayer le chemin du trône, il ne suffisait pas d'être le maître du palais et de la cour, il fallait se créer un grand parti dans la nation. Boris, qui se sentait haï des princes et des boïars, chercha à s'appuyer sur la petite noblesse et sur le clergé. De là les deux actes législatifs les plus graves du règne de Feodor : le paysan attaché à la glèbe et l'institution du patriarcat.

Le paysan russe était, en fait, livré à l'arbitraire du maître. En droit, il restait un homme libre, puisqu'on lui permettait de passer du service d'un propriétaire à celui d'un

autre. Ce droit de passage entraînait un abus. Les grands propriétaires, qui, étant les plus riches, pouvaient être les plus généreux, tâchaient d'attirer sur leurs terres les paysans des petits propriétaires, en leur assurant toutes sortes de priviléges et d'immunités. Il faut se rappeler qu'à cette époque la population était encore très clair-semée et que la terre n'avait par elle-même aucune valeur; elle valait par le nombre de travailleurs qu'on pouvait y coloniser. Les terres des petits propriétaires risquaient de se dépeupler au profit des grands seigneurs; s'ils perdaient leurs travailleurs, leurs revenus diminuaient d'autant : or la classe des petits propriétaires, à cette époque, était presque la seule classe militaire de la Russie; c'était d'eux presque uniquement que se recrutait la cavalerie nationale. Si la source de leurs revenus était tarie, où prendraient-ils l'argent pour s'équiper, pour se rendre à l'appel du tsar, suivant le texte des ordonnances, « montés, armés, accompagnés? » Leur intérêt se confondait ainsi avec celui de l'empire, qui allait bientôt ne plus pouvoir faire vivre ses armées. Boris Godounof trouva moyen de sauver les droits de l'État, tout en s'assurant la reconnaissance d'une classe nombreuse et puissante. Les convenances du paysan ne préoccupaient personne à cette époque; il était une force, un instrument d'agriculture, rien de plus. Un oukaze de Feodor interdit aux paysans de passer désormais d'une terre sur une autre. Le libre *krestianine* russe était maintenant attaché à la glèbe comme le serf d'Occident. Au nom de l'intérêt de l'État et des militaires nobles, on portait atteinte à l'un de ses droits imprescriptibles. Il ne faut pas croire que ces masses silencieuses fussent insensibles : la liberté des anciens jours a été longtemps regrettée par le paysan russe; longtemps il a maudit les auteurs de cet oukaze, et à l'occasion, ne s'est pas fait faute de protester. Il protestait plutôt par la fuite que par la révolte. Le développement de la *vie kosaque* est en relation intime avec l'aggravation du régime rural; et plus celui-ci pesait sur le paysan pour le clouer au sol, plus l'esprit de révolte s'aigrissait, plus les campements du Don et du

Dniéper se remplissaient. Le paysan russe n'a jamais laissé s'établir la prescription de ce nouvel esclavage ; sous une forme ou sous une autre, il a constamment résisté. Boris Godounof revint plus tard sur cet oukaze ; tout en maintenant la défense de passer du service d'un petit propriétaire à celui d'un grand propriétaire, il rendit au cultivateur le droit de passer d'un petit propriétaire à un autre petit propriétaire. Le courant de l'époque n'allait pas à la liberté ; plus la Russie tendait à devenir un État moderne, plus ses dépenses augmentaient, plus aussi le gouvernement sentait le besoin d'assurer ses revenus en fixant au sol la population contribuable et corvéable. C'est sur le paysan écrasé que portait tout le poids de la réforme, en attendant le jour, bien éloigné encore, où lui aussi profiterait des progrès accomplis.

L'autre innovation faite sous le nom de Feodor, fut l'établissement du patriarcat. Les ecclésiastiques russes se plaignaient avec raison d'obéir à des patriarches qui étaient eux-mêmes les esclaves des infidèles. L'ancienne Rome était souillée par le papisme ; Constantinople, la seconde Rome, était profanée par le Turc : Moscou, la troisième Rome, n'était-elle pas en droit d'avoir au moins l'indépendance ? Boris encourageait ces réclamations ; il était de son intérêt qu'à la mort du tsar une grande autorité ecclésiastique restât debout, et que cette grande autorité lui dût tout. Il profita du passage à Moscou de Jérémie, patriarche de Constantinople, pour l'engager à fonder le patriarcat russe, et à consacrer l'archevêque Job, une créature de Boris. Celui-ci avait maintenant un ami puissant.

Boris avait beau se créer une grande clientèle : bien des regards se tournaient vers le second fils du *Terrible*, Dmitri. Relégués à Ouglitch, ses parents maternels, les Nagoï, suivaient de l'œil toutes les variations de la santé du tsar et tous les mouvements de Boris. La mort de Feodor rendrait le trône à Dmitri et assurerait le pouvoir à ses parents, le pouvoir de se venger surtout, elle livrerait Boris aux represailles de ses ennemis. Il ne le comprenait que trop bien. En 1591, on apprit que le jeune Dmitri venait

d'être égorgé. La voix publique dénonça Boris. Pour l'étouffer, il ordonna une enquête. Ses émissaires eurent l'audace de déclarer que le jeune prince s'était coupé la gorge dans un accès de folie et que les Nagoï et les gens d'Ouglitch avaient fait périr comme meurtriers des hommes innocents. Le résultat du procès fut l'extermination des Nagoï et la dépopulation d'Ouglitch. Sept années après mourait le pieux Feodor : en la personne de ce pâle et vertueux souverain s'éteignait la race violente et sanguinaire d'hommes de proie qui avait fait la Russie. La dynastie issue d'André Bogolioubski avait accompli sa mission; elle avait fondé l'unité russe. La tâche de faire rentrer cet État semi-asiatique dans le sein de l'Europe civilisée était dévolue à une autre dynastie.

### Boris Godounof (1598-1603). Apparition de Démétrius.

Boris Godounof touchait au but de ses désirs, mais à quel prix? Le meurtre de Dmitri, ce dernier rejeton de saint Vladimir, du Monomaque, des Georges, des Ivan, n'était pas un crime ordinaire. La Russie avait vu bien des horreurs; jamais elle n'avait rien vu de semblable. Le tsar avait pu faire périr des princes russes, mais ils étaient ses ennemis, ils étaient coupables souvent, enfin il était le tsar. Maintenant un simple boïar immolait à son ambition le fils de son bienfaiteur, l'héritier de son maître, l'unique descendant des fondateurs de la Russie. C'était un de ces crimes qui laissent dans les masses un ébranlement profond : Boris s'imagina vainement l'avoir enfoui dans la terre avec le cadavre du tsarévitch.

Après la mort de Feodor, sa veuve Irène entra au *Diévitchi monastyr* et y prit le voile, accusant sa stérilité, pleurant de ce que « par elle avait péri la race souveraine ». Les grands et le peuple lui prêtèrent serment pour qu'il n'y eût pas d'interrègne. C'était une femme qui allait disposer de la couronne, et cette femme était la sœur de Godounof. Comme elle refusait de gouverner, la *douma* dut

expédier les affaires sous la présidence du patriarche Job, qui devait tout à Godounof. Il était impossible que le trône échappât à Boris, et il semblait étrange cependant qu'un simple boïar, une créature d'Ivan IV, passât avant tant de princes qui descendaient en ligne directe de Rourik. Pourtant le patriarche se rendit avec son clergé, les boïars et les bourgeois de Moscou au *Diévitchi monastyr*, dans lequel s'était enfermé Godounof avec sa sœur. Il le supplia d'accepter la couronne : Godounof refusa, en apparence par un excès de modestie, en réalité parce qu'il voulait tenir le trône des mandataires de la nation. On réunit donc les États-généraux : la petite noblesse et le clergé, c'est-à-dire les amis de Boris, y formaient la majorité. Après le despotisme d'Ivan, c'était un spectacle étrange que celui de cette assemblée qui disposait de la couronne. La Russie du *Terrible* avait, comme la Pologne, sa diète d'élection : mais le pli de l'obéissance était si bien pris qu'on n'avait point à craindre l'anarchie. On raconta qu'Ivan IV, en mourant, avait confié à Boris sa famille et son empire, que Feodor lui avait passé au cou une chaîne d'or. On fit valoir cette expérience du gouvernement qu'il avait acquise sous deux règnes, on vanta son habile politique avec la Suède, la Pologne et la Crimée. L'acclamation nationale lui décerna la couronne et les États lui envoyèrent une députation. Il feignit encore de se dérober, de vouloir chasser les *tentateurs :* mais sa sœur le *bénit pour le trône* et sanctionna ainsi le vœu de la nation : Boris régna.

Ce règne ne fut pas sans gloire. Il reprit les desseins de son maître Ivan IV sur la Livonie et, comme le *Terrible* avait eu son fantôme de roi dans Magnus, Boris chercha d'abord un prince suédois, Gustave, puis un prince danois, Jean, pour jouer le rôle de roi de Livonie. Jean allait épouser Xénie, la fille du nouveau tsar, lorsqu'il mourut subitement. Le Danemark publia qu'on l'avait empoisonné : dans la Russie de ce temps tout est croyable. Le khan de Crimée, qui venait de tenter inutilement deux nouvelles incursions et qui d'ailleurs vivait en mauvaise intelligence avec le Turc, rechercha l'amitié de

Boris. On fut moins heureux dans le Caucase : le prince de Kachétie, Alexandre, qui s'était reconnu vassal de Boris, fut assassiné et remplacé par son fils, qui tenait pour le roi de Perse Schah-Abbas et pour l'islamisme. Dans le Daghestan, un corps d'occupation russe fut exterminé par les Turcs. La Russie ne s'était pas encore assez rapprochée de la mer Noire pour agir avec quelque assurance en ces régions lointaines. Dans la Sibérie, le khan détrôné Koutchoum était vaincu : ce fut une bataille décisive, et pourtant les voiévodes russes n'avaient que quatre cents hommes et Koutchoum que cinq cents. Elle n'en régla pas moins le sort de l'Asie. Boris continuait à être recherché par les puissances de l'Occident, l'Autriche, l'Angleterre ; la Suède et la Pologne étaient impuissantes à lui nuire. Son ferme gouvernement donnait confiance aux étrangers qui accouraient auprès de lui. Il s'entourait de leurs militaires, de leurs savants, de leurs artistes. Avec leur aide, il élevait des monuments, bâtissait au Kremlin la tour d'Ivan le Grand, faisait fondre la *reine des cloches*. C'est lui le premier qui envoya de jeunes Russes à Lübeck, en Angleterre, en France, en Autriche, pour y étudier les arts de l'Europe. Les modes d'Occident pénétraient à Moscou et quelques nobles commençaient à se raser la barbe.

Toute cette prospérité était factice. Ses services, ses charités même tournaient contre lui. « Il présentait aux pauvres, dit un contemporain, dans un vase d'or, le sang des innocents; il les nourrissait d'aumônes impures. » Le parti oligarchique, honteux d'obéir à un simple boïar, s'agitait. Après avoir pardonné à son ancien rival Belski, Boris fut obligé de le jeter en prison. Il sévit avec rigueur contre les Romanof, qui furent exilés, plusieurs après avoir été torturés. L'un d'eux, Feodor, dut se faire moine sous le nom de Philarète et sa femme prit le voile sous le nom de Marfa : le fils de ce moine et de cette béguine devait faire souche d'empereurs.

Se sentant environné de complots, Boris Godounof ne recula devant aucun moyen de police et accueillit les dénonciations des esclaves contre leurs maîtres. De 1601 à

1604, une famine inouïe désola la Russie et fut suivie d'une peste. Les paysans affamés s'organisèrent en bandes de brigands. Il fallut envoyer contre eux toute une armée. A ces malheurs se joignait le pressentiment universel de malheurs encore plus grands. On approchait du terme de sept années assigné au règne de Boris par les astrologues. Le crime d'Ouglitch, encore inexpié, avait laissé dans toute la Russie un malaise étrange. Tout à coup le bruit se répandit que Dmitri l'assassiné était vivant et que, les armes à la main, il se préparait à reconquérir l'empire.

Quel est le personnage que les historiens russes ont appelé le « faux Dmitri » ? Était-ce vraiment le fils d'Ivan le Terrible, dérobé par la prévoyance des Nagoï au couteau des assassins, et remplacé dans le cercueil, comme il le raconta, par un fils de pope? Était-ce, comme le tsar et le patriarche le proclamaient, un certain Grégori Otrépief, un moine vagabond, qui fut quelque temps secrétaire du patriarche Job et put ainsi surprendre des secrets d'État; qui, dans sa vie nomade, parvint ensuite chez les Zaporogues, où il serait devenu un cavalier accompli et un kozak intrépide? A toutes ces questions, dans l'état actuel des informations, on ne peut faire aucune réponse absolument certaine. Kostomarof a comparé l'écriture du prétendant à celle du moine Otrépief, et affirme qu'elles ne se ressemblent pas. Le capitaine Margeret a connu des gens qui s'entretinrent avec Otrépief après la mort du prétendant. Pour ne point préjuger la solution, nous donnerons à celui-ci, non pas le nom de Dmitri, mais celui de Démétrius, dont il signait ses lettres au pape.

Vers 1603 un jeune homme entrait au service du *pan* polonais Adam Vichnévetski. Là il tomba ou feignit de tomber malade, fit appeler un prêtre catholique et, sous le sceau du secret professionnel, lui révéla qu'il était le tsarévitch Dmitri, échappé aux assassins d'Ouglitch. Il montrait à son cou une croix enrichie de pierreries qu'il tenait, assurait-il, du prince Mstislavski, parrain de Dmitri. Le prêtre n'ose garder un tel secret pour lui. Démétrius est reconnu par son maître Vichnévetski comme le légitime

héritier du *Terrible*. Mniszek, palatin de Sandomir, lui promet son appui. Démétrius est déjà tombé amoureux de la fille aînée de Mniszek, Marina, lui jure de la faire tsarine de Moscou; le père et la jeune fille acceptent le projet de mariage. Cependant l'étrange nouvelle de Dmitri ressuscité se répand dans tout le royaume de Pologne. Mniszek et les Vichnévetski conduisent Démétrius à Cracovie et le présentent au roi. Le nonce du pape s'intéresse en sa faveur : les jésuites et les franciscains travaillent de concert à sa conversion ; en secret, il abjure l'orthodoxie et promet de ramener la Moscovie dans le giron de l'Eglise romaine. Il correspond avec Clément VIII, dont il se déclare l'*infimus cliens*. Ainsi donc, il est reconnu par le roi, le nonce, les jésuites, le pape. Crurent-ils vraiment à sa légitimité? Il est probable qu'ils virent en lui un redoutable instrument de troubles : le roi se flatta de pouvoir le tourner contre la Russie, et les jésuites contre l'orthodoxie. Sigismond n'osait prendre sur lui de rompre la trêve conclue avec Boris et de s'exposer aux vengeances moscovites. Il traita Démétrius en tsarévitch, mais seulement en particulier : il refusa de mettre les troupes royales à sa disposition, mais autorisa les nobles que toucherait l'infortune du jeune prince à le secourir comme ils l'entendraient. Les *pans* n'avaient pas besoin d'une autorisation royale ; beaucoup d'entre eux, avec la légèreté et le goût d'aventures qui caractérisaient la noblesse polonaise, prirent les armes.

Aucune révolution, fût-elle la plus sage et la plus nécessaire, ne s'accomplit sans mettre en mouvement les bas-fonds d'une société, sans froisser une masse d'intérêts et créer une multitude de déclassés. La transformation qui s'accomplissait alors en Russie, pour la création de l'État unitaire moderne, y avait éveillé de redoutables éléments de désordre. Le paysan, que les lois de Boris venaient d'attacher à la glèbe, était partout sourdement hostile. La petite noblesse, au profit de laquelle avait eu lieu cette innovation, ne vivait qu'à grand'peine de sa terre : le service du tsar était devenu ruineux : beaucoup étaient enclins à corriger l'insuffisance de leurs revenus par le

brigandage. Les boïars et la haute noblesse étaient profondément démoralisés : ils étaient prêts à toutes les trahisons. Les républiques guerrières des kozaks du Don et du Dniéper, les bandes de serfs, de paysans fugitifs, qui infestaient les campagnes russes, n'attendaient qu'une occasion pour dévaster la Moscovie. L'ignorance des masses était profonde, leur esprit avide de merveilleux et de changement : aucune nation ne s'est laissé prendre aussi souvent à la même fable, la soudaine réapparition d'un prince que l'on croyait mort. Les archives de la chancellerie secrète nous montrent qu'il y a eu en Russie, au dix-septième et au dix-huitième siècle, des centaines d'imposteurs, de faux Dmitri, de faux Alexis, de faux Pierre II, de faux Pierre III. On dirait que le peuple russe, le plus asiatique des peuples européens, n'a pas renoncé au dogme oriental des réincarnations et des *avatars*.

Tant que le pouvoir fut aux mains de l'habile et énergique Godounof, on réussit à maintenir l'ordre, à contenir les artisans de troubles, à décourager Démétrius. Le patriarche Job, Vassili Chouïski, qui avait dirigé l'enquête à Ouglitch, firent des proclamations au peuple et affirmèrent que Dmitri était bien mort, que le prétendant n'était autre qu'Otrépief. On fit porter au roi et à la diète de Pologne les mêmes affirmations. Enfin on mit des troupes sur pied et on établit un cordon sur la frontière occidentale. Mais déjà les villes de la Sévérie s'agitaient à l'approche du « tsarévitch » ; les boïars osaient dire publiquement « qu'il était difficile de porter les armes contre son souverain légitime »; à Moscou, on portait dans les festins la santé du tsar Dmitri. En octobre 1604, Démétrius franchit la frontière avec une troupe de Polonais, de bannis russes, de mercenaires allemands, de Zaporogues. La Sévérie se mit aussitôt en insurrection, mais Novgorod-Séverski résista. Après la Sévérie, voici les villes de l'Ukraine qui font défection. Le prince Mstislavski essaya d'arrêter Démétrius par une bataille; mais ses soldats étaient frappés de cette idée que l'homme qu'ils combattaient était le vrai Dmitri. « Ils n'avaient point de bras pour frapper », dit Margeret.

Douze mille kozaks petits-russiens accoururent sous les drapeaux du prétendant. Vassili Chouïski, successeur de Mstislavski, fit son possible pour relever leur moral : cette fois, Démétrius fut vaincu aux Dobrynitchi. Boris croyait que la guerre était finie : elle ne faisait que commencer. Quatre mille kozaks du Don vinrent rejoindre le *brigand*. L'inaction des voïévodes moscovites annonçait que l'esprit de trahison gagnait la haute noblesse.

En 1605, Boris mourait, après avoir recommandé son fils innocent à Basmanof, aux boïars, au patriarche, au peuple de Moscou. Tout le monde prêta serment à Feodor Borissovitch. Mais à peine Basmanof eut-il pris le commandement de l'armée de Sévérie qu'il put se convaincre que ni les soldats, ni les chefs n'entendaient se battre pour un Godounof. Plutôt que d'être victime d'une trahison, il préféra en être l'artisan ; l'homme en qui Boris mourant avait mis toute sa confiance se réunit aux Galitsyne et aux Soltykof, partisans secret de Démétrius. Il annonça solennellement aux troupes que celui-ci était bien le fils d'Ivan le Terrible et le maître légitime de la Russie : le premier il se jeta aux pieds du prétendant, qui fut aussitôt proclamé par les troupes. Démétrius marcha sur Moscou. A son approche, ses partisans se soulevèrent : le fils et la femme de Godounof furent massacrés. Telle fut la fin sanglante de la dynastie que Boris avait cru fonder dans le sang d'un tsarévitch.

Rappelons qu'en 1586 parut la relation de Jehan Sauvage, marin et négociant de Dieppe, qui était venu reconnaître les ports de la mer Blanche et préparer les voies au trafic français. La même année le tsar Feodor Ivanovitch envoya à Henri III un Français de Moscou, Pierre Ragon, pour lui notifier son avènement; à Moscou parut le premier ambassadeur qu'y ait envoyé notre pays, François de Carle. En 1587 une compagnie de marchands parisiens obtint du même tsar une charte de commerce. Henri IV fut en correspondance avec les tsars Feodor Ivanovitch et Boris.

# CHAPITRE XVIII.

## LE TEMPS DES TROUBLES (1606-1613)

Meurtre de Démétrius. Vassili Chouïski. Le brigand de Touchino. — Vladislas de Pologne. Les Polonais au Kremlin. — Soulèvement national : Minine et Pojarski. Élection de Michel Romanof.

### Meurtre de Démétrius. Vassili Chouïski. Le brigand de Touchino.

Ce qui se passe alors en Russie est un des événements les plus extraordinaires dont fassent mention les annales du monde. Un inconnu faisait son entrée triomphale dans Moscou et dans le Kremlin (20-30 juin). Tout le peuple pleurait de joie, croyant revoir le rejeton de tant de princes. Un seul homme osa affirmer qu'il avait vu Dmitri assassiné et que le nouveau tsar était un imposteur : c'était Vassili Chouïski, un de ceux qui avaient dirigé l'enquête d'Ouglitch, et qui, à la bataille de Dobrynitchi, avait vaincu le prétendant. Dénoncé par Basmanof, il fut condamné à mort par une assemblée des trois ordres. Il avait déjà la tête sur le billot, quand le tsar envoya un exprès porteur de la grâce. On ne reconnaissait pas, dans cet acte de clémence, le fils du *Terrible*. Démétrius eut plus tard à s'en repentir. Job, la créature de Godounof, fut remplacé dans le patriarcat par une créature du nouveau prince, le Grec Ignace. Le tsar eut une entrevue avec sa prétendue mère Marie Nagoï, veuve d'Ivan IV; soit qu'elle voulût achever l'œuvre vengeresse, soit qu'elle fût heureuse de recouvrer tous ses honneurs, Marie reconnut Démétrius pour son fils et l'embrassa

publiquement. Il combla de faveurs les Nagoï comme étant ses parents maternels : les Romanof furent également rappelés de l'exil et Philarète fait métropolite de Rostof.

Le tsar présidait régulièrement la *douma*; les boïars admiraient la justesse de son esprit et la variété de ses connaissances. Démétrius était un homme lettré, valeureux, habile à tous les exercices du corps. Il avait du goût pour les étrangers et parlait d'envoyer les nobles russes s'instruire en Occident. Ce goût pour les étrangers n'allait pas sans un certain mépris pour l'ignorance et la grossièreté nationales. Il offensait les boïars par ses railleries ; il s'aliénait le peuple et le clergé par son mépris pour les rites religieux et les usages russes. Il mangeait du veau, ne dormait pas après dîner, n'allait pas aux étuves, empruntait de l'argent aux couvents, tournait les moines en ridicule, luttait à la chasse avec des ours, visitait familièrement les bijoutiers et les artisans étrangers, ne tenait aucun compte de la sévère étiquette du palais, pointait lui-même des canons, organisait de petites guerres entre les troupes nationales et les troupes étrangères, prenait plaisir à voir les Russes battus par les Allemands, s'entourait d'une garde européenne à la tête de laquelle on voyait les Margeret, les Knutsen, les Van Dennen. Un conflit ayant éclaté entre le clergé et le légat du pape, lors de son entrée à Moscou, deux évêques furent exilés. On ne lui savait aucun gré de résister au pape et au roi de Pologne, refusant à l'un de s'employer à la réunion des deux Églises, déclarant à l'autre qu'il ne céderait pas un pouce de la terre russe. L'arrivée de sa femme, la catholique Marina, avec une suite de gentilshommes polonais qui affectaient l'insolence envers les Russes, acheva d'irriter les Moscovites. Moins d'un an après l'entrée de Démétrius au Kremlin, les esprits se trouvaient mûrs pour une révolution.

Vassili Chouïski, gracié par Démétrius, était à la tête du complot. L'extrême confiance du tsar le perdit. Une nuit, les boïars assaillirent le Kremlin que personne ne gardait. Démétrius fut précipité d'une fenêtre et égorgé dans la cour du palais. Basmanof, qui avait essayé de le défendre, fut

tué à côté de lui. On prit le cadavre de Démétrius, on lui mit un masque de fou sur le visage et on l'exposa sur la place des exécutions entre une musette et un chalumeau. Le beau-père et la veuve de Démétrius, les envoyés du roi et les Polonais venus pour assister aux noces impériales furent épargnés, mais retenus prisonniers par les boïars. Le cadavre du « sorcier » fut brûlé; on chargea de ses cendres un canon qui fut pointé dans la direction de la Pologne et qui les dispersa au vent (mai 1606).

Restait à élire un nouveau tsar. Deux candidats, deux chefs de familles princières, étaient en présence: Vassili Chouïski et Vassili Galitsyne. Chouïski s'était signalé par sa haine contre Démétrius, l'avait vaincu en bataille, avait été condamné à mort, enfin avait joué le premier rôle dans la conjuration. Les boïars auraient désiré réunir, comme on l'avait fait en 1598, les états généraux ; Vassili ne voulut pas attendre leur décision ; plus impatient, moins sage que ne l'avait été Boris Godounof, il préféra devoir sa couronne aux seuls Moscovites, et non pas aux délégués de toute la nation. Ce fut le vice originel de la royauté nouvelle : Vassili n'avait pour lui, ni le droit héréditaire, comme les anciens tsars, ni le vote des trois ordres, comme Boris. Au milieu de périls inouïs, son droit à la couronne restait contestable. Le patriarche élevé par Démétrius, Ignace, fut remplacé par Hermogène. Ainsi à chaque nouveau changement de régime politique répondait un changement dans la première dignité de l'Église.

Vassili, en montant sur le trône, jura solennellement de ne plus mettre aucun boïar à mort sans jugement, de ne plus confisquer les biens des criminels, de châtier les calomniateurs. Les vrais Russes éprouvèrent une douleur profonde en voyant le tsar se dépouiller ainsi de ses droits souverains, aliéner une partie de ses pouvoirs autocratiques au profit des boïars. C'était entrer en effet dans la voie des *pacta conventa* qui, en Pologne, à chaque élection nouvelle, dépouillaient la royauté de quelqu'une de ses attributions et qui amenèrent l'affaiblissement de la couronne et le triomphe de l'anarchie nobiliaire.

Les provinces étaient mécontentes de n'avoir pas été consultées pour le choix d'un souverain ; elles apprenaient presque en même temps que Dmitri était remonté sur le trône de ses pères, puis que ce Dmitri était un imposteur qui avait usurpé le trône avec l'aide du diable, enfin qu'un nouveau tsar régnait sur la Russie. On ne savait plus que croire, ni à qui se fier : tout droit paraissait douteux. Un trouble profond s'empara de la conscience russe, et, dans la démoralisation universelle, la voie resta ouverte aux aventuriers.

Vassili, qui avait cinquante ans, manquait d'énergie et de prestige. Il s'était distingué surtout par ses talents d'intrigue. Ses partisans mêmes lui reprochaient son avarice. Les éléments de désordre mis en mouvement par les deux dernières révolutions ne s'étaient pas encore apaisés. Ni les boïars ambitieux, ni les nobles félons, ni les paysans insurgés, ni les brigands, ni les kosaks et les Zaporogues, ni les écorcheurs et les mercenaires étrangers ne se tenaient encore pour satisfaits. Dans une telle situation, il était inévitable qu'un nouveau prétendant prît la place du premier, pour rouvrir la carrière aux passions mauvaises. Au lieu d'un, on en eut deux : d'une part, un kozak du Térek se donnait pour le tsarévitch Pierre, un prétendu fils de Feodor Ivanovitch ; d'autre part, on annonçait que Dmitri avait une seconde fois échappé à ses meurtriers. La même fable grossière rencontrait toujours la même crédulité, feinte ou réelle. A Moscou, le peuple se rappela qu'on avait couvert d'un masque le visage du cadavre exposé sur la Place Rouge. C'en fut assez pour qu'il crût à Démétrius ressuscité. Vassili fit de vains efforts pour ramener les esprits ; il ne fut pas plus heureux que Godounof. La Sévérie et les turbulentes villes des frontières méridionales se mirent une seconde fois en insurrection : contre un nouveau Godounof, les masses mécontentes s'armaient pour un nouveau Démétrius. Dans le sud, un certain Bolotnikof, serf d'origine, appelle sous ses étendards tous les brigands, tous les esclaves et paysans fugitifs, et commence la guerre servile. A côté de lui,

le prince Chakovskoï, l'enfant-boïar Pachkof, le voiévode Soundoulof, le noble Procope Lapounof organisent la guerre nobiliaire. Sur les bords du Volga, les tribus tatares et finnoises, sous prétexte de soutenir le fils d'Ivan le Terrible, revendiquent leur indépendance nationale. L'empire est menacé d'une dissolution totale par la réaction de toutes les forces comprimées jusqu'alors sous la main formidable des tsars.

On annonçait dans toute la Russie la réapparition de Démétrius ; en réalité, personne n'avait encore osé prendre ce rôle ; mais l'imposteur était à ce point nécessaire qu'il était reconnu partout avant d'exister. Bolotnikof avec ses paysans menaçait la capitale, agitait le petit peuple de Moscou. Le tsar Chouïski semblait perdu : son neveu Skopine Chouïski le sauva par ses talents militaires. Lapounof et deux autres chefs nobles eurent peur et dégoût de leurs alliés populaires : ils se séparèrent de Bolotnikof, offrirent leur soumission au tsar et furent accueillis à Moscou avec toutes sortes de caresses. Bolotnikof, resté seul, fut rejeté dans Toula et serré de si près qu'il écrivit à Mniszek que tout était perdu si l'on ne trouvait pas le faux Dmitri annoncé. L'homme désiré, attendu par tous les rebelles, parut enfin. Son vrai nom, on l'ignore ; son origine est incertaine ; il est connu dans l'histoire sous le nom du « deuxième faux Dmitri ». On sait seulement que c'était un homme intelligent, habile, assez lettré et fort brutal. Il parut trop tard pour sauver Toula. Bolotnikof fut noyé et le faux Pierre pendu.

Au secours du faux Dmitri accoururent bientôt Adam Vichnévetski, Lissovski et Rojinski, avec 9000 guerriers. Les Zaporogues, les kozaks du Don sous Zaroutski, s'empressèrent de venir prendre part à la curée. Détail curieux : il y avait dans leurs rangs cinq ou six imposteurs, qui se donnaient tous pour des fils ou des petits-fils du *Terrible*. Avec toutes ces forces, l'imposteur s'avança sur Moscou, battant les détachements de l'armée tsarienne, et s'établit à douze verstes de la capitale, au village de Touchino. Ce campement est resté célèbre dans l'histoire des troubles :

c'est ce qui a valu au deuxième imposteur le surnom du *brigand de Touchino* et à ses partisans russes ou polonais la désignation de *touchinistes*. Alors, en face du tsar de Moscou, qui n'avait voulu devoir son élévation qu'aux seuls Moscovites, qui ne semblait pas être le tsar de la Russie, s'éleva le tsar de Touchino. Celui-ci avait, comme son rival, sa cour, son armée, son administration : il distribuait des titres et des dignités; et, ce qui montre combien profonde était la démoralisation, on vit une multitude d'ambitieux passer d'une cour à l'autre, solliciter aux pieds des deux tsars, toucher un double traitement et, rassasiés d'honneurs par Vassili, courir chez Dmitri, pour revenir à Vassili. On inventa un sobriquet pour désigner ces transfuges : les *oiseaux de passage* (*péréléti*).

Pendant que Touchino menaçait et bravait Moscou, malgré les promesses et les assurances perfides de Sigismond, les renforts polonais affluaient au camp du *brigand*. Le célèbre voiévode Jean Sapiéha venait y rejoindre Lisovski : à eux deux ils essayèrent d'enlever le couvent de Troïtsa; ce monastère fameux les tentait par ses richesses; avec ses remparts et ses tours, il était une place d'armes pour les partisans du tsar : ses moines, qui eurent alors la conscience très-nette de ce qu'il fallait pour sauver la patrie, ne cessaient d'appeler aux armes « pour la foi et pour le tsar » toutes les cités environnantes. Ces belliqueux moines, semblables à l'*église militante* de notre Ligue, mais qui défendaient la cause nationale avec celle de l'orthodoxie, repoussèrent tous les assauts des aventuriers catholiques. Après un siège de seize mois (1608-1610), Sapiéha dut s'avouer vaincu. Abraham Palitsyne, trésorier du couvent, nous a raconté les exploits de ses frères. Sousdal, Vladimir, Péréiaslavl, Rostof, dix-huit autres villes du nord, ne pouvant décider qui était le souverain légitime, ouvrirent leurs portes aux *touchinistes*. A Moscou on continuait à ne pas aimer Chouïski ; mais on savait à quoi s'en tenir sur le compte du *brigand* ; les honnêtes gens, qui redoutaient le triomphe de ses bandits et qui ne voyaient d'autre tsar possible que Vassili, s'efforçaient de le soute-

nir. Ce qui sauva la capitale, ce fut l'indiscipline qui régnait au camp ennemi : contre le rebelle s'élevaient sans cesse de nouvelles rébellions; les serfs et les mougiks menaçaient leurs maîtres, ravageaient le pays: le *brigand* fut obligé d'employer une partie de ses forces à réprimer ces brigandages.

Le tsar Chouïski s'avisa vers ce temps de demander secours à la Suède : il cédait à Charles IX la ville de Karéla, contractait avec lui une alliance offensive et défensive contre la Pologne, recevait de lui un corps de cinq mille Suédois sous le commandement de de la Gardie. Avec ce renfort, Skopine Chouïski chassa les *touchinistes* des villes du nord, s'avança sur Moscou et obligea l'imposteur à évacuer Touchino. La perfide politique du gouvernement polonais, qui armait les imposteurs contre le tsar, qui laissait ses voiévodes attaquer un pays ami, autorisait amplement Chouïski à chercher un appui dans la Suède. Mais cette intervention étrangère en appelait une autre: le roi de Pologne, affectant de se croire menacé par l'alliance du tsar avec son plus dangereux ennemi, se décida à lever le masque et à intervenir ouvertement. C'est ainsi que s'ouvrit, sous les plus funestes auspices, la longue rivalité entre deux peuples slaves qu'on avait essayé naguère de réunir sous le même sceptre. La Pologne, gouvernée par un instrument des jésuites, fit alors à la Russie un mal effroyable : Sigismond affectait déloyalement du zèle pour un prétendant qu'il savait être un imposteur ; il violait les traités et toutes les règles du droit des gens, laissait attaquer la Russie par ses armées tout en protestant de son humeur pacifique; son invasion en Russie combla la mesure. Cette conduite devait laisser dans le cœur ulcéré des Russes d'ineffaçables souvenirs.

Sigismond, en prenant les armes, déclarait vouloir assurer à son fils le trône de Russie et restituer à la Pologne les places qu'elle avait perdues au seizième siècle. Il mit le siège devant Smolensk et écrivit aux habitants pour leur déclarer qu'il ne venait pas pour faire couler le sang des Russes, mais au contraire pour les protéger, et qu'il était

prêt à leur garantir le maintien de leur culte et de leurs libertés. Les habitants de Smolensk, qui savaient de quel zèle Sigismond persécutait chez lui l'orthodoxie, repoussèrent toutes ses avances et le voiévode Cheïn se prépara à défendre la ville à outrance. De son camp de Smolensk Sigismond écrivit aux chefs polonais qui servaient sous les ordres de l'imposteur d'avoir à l'abandonner. Les *touchinistes* polonais obéirent à regret, se plaignant que le roi vînt ravir le prix de leurs travaux ; les *touchinistes* russes, ne sachant que faire, suivirent leurs alliés et, rompus déjà à toutes les trahisons, firent leur soumission et s'offrirent à reconnaître le fils du roi, Vladislas, comme tsar de Russie. A la tête de ces transfuges, se trouvaient le boïar Michel Soltykof et le corroyeur Andronof.

Chouïski avait maintenant deux ennemis également redoutables : le roi de Pologne et le faux Dmitri qui, menacé lui-même par l'ambition de ce royal concurrent, avait dû faire retraite vers le sud. Son neveu Skopine, qui le sauvait par ses victoires, le faisait aimer par son affabilité, mourut au milieu de ses succès. Le peuple se reprit à haïr le vieux tsar et l'accusa même d'avoir empoisonné son neveu. Certains accusaient un autre des Chouïski, l'ambitieux Dmitri. Dmitri Chouïski, aussi impopulaire à l'armée que dans la capitale, fut trahi à Klouchino (1610) par les régiments étrangers, et cette défaite acheva la ruine de Vassili. Le peuple se souleva dans Moscou : une grande assemblée des boïars et des bourgeois se tint dans la plaine de Serpoukhof : on signifia au tsar, par une *humble requête*, qu'il eût à quitter le trône, parce qu'il causait l'effusion du sang chrétien, qu'il n'était pas heureux dans son gouvernement et que les villes des frontières méridionales refusaient de lui obéir. Vassili Chouïski se résigna, abdiqua : peu de temps après, on l'obligea à se faire moine.

### Vladislas de Pologne. Les Polonais au Kremlin.

Tout le monde dut prêter à la *douma* des boïars, qui

ressaisissait naturellement le pouvoir, le serment d'obéissance. On songea ensuite à élire un nouveau tsar. Deux candidats s'imposaient au choix des électeurs : Vladislas, fils du roi de Pologne, et le faux Dmitri. Celui-ci était manifestement un imposteur : il effrayait les classes supérieures et moyennes et n'avait pour lui que la populace. Comme on ne pouvait se débarrasser à la fois des Polonais et du *brigand de Touchino*, entre deux maux on choisit le moindre.

Une armée polonaise sous l'hetman Jolkievski était arrivée à Mojaïsk ; l'imposteur occupait Kolomenskoé. Les boïars invitèrent Jolkievski à s'approcher de Moscou et l'on commença à négocier. L'hetman promit au nom du jeune prince le maintien de l'orthodoxie, des libertés et priviléges des ordres, le partage du pouvoir législatif entre le roi et la *douma* ; personne ne serait exécuté sans jugement, ni dépouillé de ses dignités sans motif ; tout Moscovite pourrait aller s'instruire librement à l'étranger. Les Russes commençaient à goûter le système polonais des *pacta conventa*. Les habitants de Moscou jurèrent obéissance au tsar Vladislas. Il restait un point à débattre : les Russes entendaient que Vladislas embrasserait l'orthodoxie ; Jolkievski réserva la décision au roi de Pologne. Il engagea les boïars à envoyer des ambassadeurs à Sigismond : le prince Vassili Galitsyne et le métropolite Philarète Romanof partirent immédiatement pour son camp sous Smolensk. Cette crise terrible semblait sur le point de se dénouer d'une façon assez avantageuse pour la Russie : elle allait avoir un souverain étranger, mais un Slave après tout ; sa qualité d'étranger était même un gage pour les partisans des réformes et de la civilisation occidentale. La Pologne et la Russie, qui avaient failli un moment se réunir sous le sceptre d'Ivan ou de Feodor, pouvaient se réunir sous un prince polonais. Telle était la confiance des boïars que, trouvant la sécurité de Moscou troublée par le voisinage de l'imposteur, ils proposèrent à Jolkievski d'entrer dans la ville et dans le Kremlin. Résolution peu patriotique, dictée aux nobles par leur défiance des classes

inférieures et qui allait attirer sur Moscou d'immenses malheurs ! Jolkievski voulut prendre ses garanties contre les chefs de la nation : Galitsyne et Philarète étaient déjà sous Smolensk à la discrétion du roi ; il se fit remettre en otages le tsar déchu et ses deux frères.

Sigismond méditait contre la Russie une nouvelle trahison. Il entendait avoir conquis la Moscovie, non pour son fils, mais pour lui. Il exigea des ambassadeurs que Smolensk se rendît d'abord au roi de Pologne : ils repoussèrent courageusement cette proposition. Ils demandèrent en outre que Vladislas partît immédiatement pour Moscou : c'était le seul moyen de calmer les défiances que la conduite du roi commençait à faire naître. Sigismond refusa : c'était lui qui voulait être le tsar. Désespérant de vaincre les scrupules des deux ambassadeurs principaux, il s'adressa à ceux de leurs collègues qui avaient un rang inférieur : le secrétaire Tomila, sollicité de faire ouvrir les portes de Smolensk, répondit : « Si je le faisais, non-seulement Dieu et les Moscovites me maudiraient, mais la terre refuserait de me porter; nous sommes envoyés pour négocier les intérêts du pays, non les nôtres. » Tous les Russes ne montrèrent pas cette probité. On revit au camp de Smolensk le même spectacle écœurant qu'à celui de Touchino. On s'empressait auprès du roi, comme naguère auprès du *brigand*, pour obtenir de lui des charges, des dignités, des terres, de l'argent. Soltykof, Mstislavski et le corroyeur Andronof se distinguèrent par leur bassesse. A Moscou, les boïars se dénonçaient les uns les autres au commandant de la garnison polonaise. Sur l'invitation de Soltykof ils écrivirent au roi pour l'engager à faire son entrée dans Moscou. Le patriarche Hermogène refusa de signer la lettre; le peuple, plus patriote que les grands, soutint le patriarche. Le commandant polonais dut interdire à tout Russe de paraître dans la rue avec une arme, fût-ce un simple couteau; on enleva les haches chez les marchands de fer et même aux charpentiers. En livrant aux Polonais l'entrée de la ville, les oligarques avaient mis la Russie à la discrétion du roi Sigismond.

Vers ce temps le brigand de Touchino mourut assassiné par un de ses ennemis particuliers. Cette mort eut de graves conséquences. Elle permit de dissiper les malentendus. Puisque l'imposteur était mort, Sigismond n'avait plus de prétexte pour faire entrer ses troupes en Russie. Les nobles n'avaient plus motif de redouter le peuple et pouvaient s'unir à lui contre l'étranger. On commença à dire dans les rues de Moscou qu'il fallait s'entendre contre les Lithuaniens. Soltykof et Andronof dénoncèrent à l'ennemi ces velléités généreuses. Le patriarche Hermogène, suspect de patriotisme, fut jeté dans une prison où plus tard il mourut de faim. Les provinces s'agitaient : les habitants de Smolensk et de Moscou écrivaient à toutes les villes de ne pas accepter pour prince le perfide ennemi de l'orthodoxie. Les bourgeois se cotisaient, les enfants-boïars faisaient leurs préparatifs de guerre, Lapounof réunissait une armée à Riazan. A son approche, Moscou commença à se remplir de rassemblements, les Polonais armèrent les remparts du Kremlin. Tout à coup une rixe éclata entre le peuple et les soldats : du premier coup les Polonais et les Allemands massacrèrent, dit-on, 7000 hommes ; mais la résistance s'organisa dans les rues du *Biélyi-gorod*, et les étrangers, repoussés par le prince Pojarski, durent se retrancher dans le Kremlin et le *Kitaï-gorod :* pour en dégager les abords, ils mirent le feu aux rues voisines. Moscou brûla presque entièrement.

En apprenant les armements de Lapounof et l'émeute de Moscou, Sigismond fit arrêter les ambassadeurs moscovites, Galitsyne et Philarète, et les envoya prisonniers à Marienbourg en Prusse. Peu après, Smolensk succomba après une résistance que les Polonais eux-mêmes ont comparée à celle de Sagonte. Le roi n'eut pas honte de torturer le brave voiévode Cheïn qui avait osé lui résister. Il rentra en triomphe dans Varsovie, et l'on vit traîner dans les rues de cette capitale un tsar de Russie prisonnier, le malheureux Vassili Chouïski.

A Lapounof étaient venus se joindre le prince Troubetskoï et Ivan Zaroutski à la tête des kozaks du Don. 100 000

hommes assiégèrent les Polonais enfermés dans le Kremlin; mais il y avait trop d'éléments impurs dans cette grande armée pour que l'entreprise réussît. Les trois chefs se jalousaient mutuellement; Lapounof avait commis plus d'une trahison : Zaroutski avait été un des premiers à se déclarer pour Démétrius : les autres n'étaient guère sûrs. Les milices de Lapounof haïssaient les kozaks, qui, de leur côté, ne cherchaient que les occasions de pillage. Les Polonais réussirent à soulever les hommes du Don en inventant une prétendue lettre de Lapounof, où celui-ci aurait écrit : « Partout où vous les prendrez, il faut les tuer ou les noyer. » Une émeute éclata dans le camp, Lapounof périt assassiné. Beaucoup des siens furent massacrés et ce grand armement se dissipa misérablement.

La Russie, en proie à la guerre civile, comme la France du seizième siècle aux guerres de religion, souffrait également de l'intervention étrangère. Chez nous on avait vu les Anglais et les Espagnols suivre le jeu des partis et profiter de toutes les occasions pour s'assurer de quelque place ou de quelque province. La Russie devenait le théâtre où deux puissances rivales, la Pologne catholique, la Suède luthérienne, étaient aux prises. Lorsque Vladislas fut reconnu tsar, la Suède se considéra comme offensée et agit en ennemie : de la Gardie enleva les places de la Baltique : les boïars de Novgorod la Grande, imitant ceux de Moscou, livrèrent la ville à l'étranger. C'était sous la protection de la Pologne que s'étaient élevés dans l'ouest et le sud Démétrius et le *brigand* : sous la protection de la Suède, s'éleva au pays de Pskof un nouveau faux Dmitri. De son côté, Marina Mniszek, qui après la mort de Démétrius était passée dans les bras du *brigand de Touchino* et en avait eu un fils, reconnut le kozak Zaroutski comme tuteur de son enfant.

### Soulèvement national. Minine et Pojarski. Élection de Michel Romanof.

La Russie se trouvait dans une affreuse situation, celle

de la France pendant les guerres anglaises ou les guerres de la Ligue. Le tsar était prisonnier, le patriarche captif, les Suédois à Novgorod la Grande, les Polonais au Kremlin de Moscou, la haute noblesse vendue à l'étranger. Partout des bandes de brigands et de routiers : on pillait les villes, on torturait le paysan, on souillait les églises. La famine sévissait : dans certains cantons, on mangea de la chair humaine. Ce pays habitué à être gouverné autocratiquement n'avait plus de gouvernement. Dans sa détresse suprême, qui sauva la Russie? Ce fut le peuple, par un mouvement semblable à celui qui chez nous produisit Jeanne d'Arc; ce fut le peuple, dans la plus large acception du mot, en y comprenant la noblesse honnête et le clergé patriote. Déjà des bruits miraculeux montraient quelle surrexcitation s'était emparée des esprits : à Nijni-Novgorod, à Vladimir, on eut des apparitions. Les moines de Troïtsa, à leur tête l'igoumène Dionysii et le trésorier-historien Palitsyne, envoyaient lettres sur lettres à toutes les cités russes. Les bourgeois de Kazan soulevaient la lointaine Russie de la Kama. Quand les lettres de Troïtsa arrivèrent à Nijni et que le protopope en fit lecture devant le peuple assemblé, un bourgeois de cette ville, le marchand boucher Kouzma Minine, se leva : « Si nous voulons, dit-il, sauver l'empire de Moscovie, il ne faut épargner ni nos terres, ni nos biens : vendons nos maisons, engageons nos femmes et nos enfants; cherchons un homme qui veuille combattre pour la foi orthodoxe et marcher à notre tête.
Tout donner, s'armer soi-même, tel fut le mot qui courut partout. Minine et d'autres donnèrent le tiers de leurs biens : une femme qui avait 12 000 roubles en donna 10 000. Ceux qui hésitèrent à contribuer furent imposés de force. Minine n'avait accepté d'être le trésorier de l'insurrection qu'à la condition que ses concitoyens se mettraient absolument à sa discrétion. Il fallait un chef : les bourgeois reconnurent que ce chef devait être un noble. Près Starodoub vivait le prince Dmitri Pojarski, encore malade des blessures qu'il avait reçues dans l'émeute de Moscou. Minine alla le trouver et lui *battit du front* pour qu'il

prît le commandement de l'armée. Les préparatifs commencèrent aussitôt. On se prépara à la croisade par la prière. La Russie se sentait en état de péché : on avait prêté et violé tant de serments, à Godounof, à son fils Feodor, à Démétrius, à Chouïski, à Vladislas ! Trois jours de jeûne furent ordonnés : tout le monde y fut soumis, même les enfants à la mamelle. Avec l'argent recueilli, on leva des streltsi, on équipa des enfants-boïars. On refusa le concours des éléments impurs qui avaient compromis la cause nationale : on ne voulut du secours ni de Margeret, le mercenaire tant de fois infidèle, ni des kozaks pillards et meurtriers : on se souvenait de l'assassinat de Lapounof.

Avec l'armée, marchaient des moines et des évêques : des images saintes étaient portées en tête des colonnes. Cette ardeur enthousiaste n'excluait pas la sagesse politique : contre la Pologne on voulut du moins s'assurer l'appui de la Suède ; on amusa de la Gardie en négociant pour l'élection d'un prince suédois. Quand les troupes furent complétement réunies à Iaroslavl, on marcha sur Moscou : sous ses murs se tenaient déjà les kosaks de Zaroutski et de Troubetskoï ; mais les deux armées, quoique poursuivant le même but, ne voulurent pas frayer ensemble. Une tentative de meurtre contre Pojarski avait encore aigri les défiances contre les hommes du Don. Pourtant, quand l'hetman Chodkiéwicz voulut jeter du secours dans Moscou, il fut battu sur la rive gauche de la Moskova par Pojarski, sur la rive droite par les kosaks. Il est vrai que ceux-ci, au moment décisif, refusèrent de combattre : il fallut les prières d'Abraham Palitsyne pour les ramener en ligne et l'intervention de Minine et de ses troupes pour décider la victoire. La garnison polonaise du Kremlin fut alors serrée de si près qu'elle fut réduite à manger de la chair humaine. Elle capitula, à condition d'obtenir la vie sauve et rendit ses prisonniers, parmi lesquels était le jeune Michel Romanof.

Le Kremlin et le *Kitaï-gorod* venaient d'ouvrir leurs portes, lorsqu'on apprit que Sigismond accourait au secours de la garnison polonaise. C'était trop tard : à la

nouvelle des événements, il dut rebrousser chemin. Le dévouement du peuple russe avait affranchi la patrie. Cette année 1612 est restée longtemps dans le souvenir de la nation, et, quand l'invasion de 1812 fut venue en renouveler la mémoire, on éleva sur la Place Rouge un monument colossal aux deux libérateurs : le boucher Minine et le prince Pojarski.

La Russie, rendue à elle-même, pouvait proceder librement à l'élection du tsar. Une grande assemblée nationale se réunit à Moscou : elle se composait des grands dignitaires ecclésiastiques, de délégués nommés par les nobles, les enfants-boïars, les marchands, les villes et les districts : les délégués devaient être munis de pouvoirs en règle. On tomba d'accord sur ce point qu'on n'élirait pas un étranger : ni Polonais, ni Suédois. Quand il fallut choisir parmi les Russes, les rivalités et les brigues commencèrent ; mais un nom fut prononcé qui rallia tous les suffrages : celui de Michel Romanof. Il fut élu, non pour lui-même, car il n'était alors qu'un enfant de quinze ans, mais pour ses ancêtres les Romanof, pour son père le métropolite Philarète, alors prisonnier à Marienbourg. Le nom des Romanof, alliés d'ailleurs à la maison d'Ivan IV, était alors la plus haute expression du sentiment national (1613).

La nouvelle royauté avait des chances de stabilité que n'avaient eues ni celle de Godounof, ni celle de Chouïski. On n'avait pas de crimes à lui reprocher : elle avait pour origine un admirable mouvement national ; elle datait de la libération et ne rappelait que de glorieux souvenirs. Aucun fantôme, aucun souvenir, aucun regret du passé ne se dressait devant elle : la maison d'Ivan le Terrible avait été la cause ou l'occasion de trop de souffrances pour la Russie : les faux Dmitri avaient tué le regret du véritable. L'avénement des Romanof coïncidait avec un puissant réveil de patriotisme, avec la passion pour l'unité, avec un désir universel d'ordre et d'apaisement. Déjà ils inspiraient les mêmes dévouements que la plus vieille dynastie. On raconte que les Polonais, apprenant l'élection de Michel, envoyèrent des gens armés pour le saisir dans

Kostroma : un paysan, Ivan Soussanine, égara les Polonais dans l'épaisseur des bois et mourut sous leurs coups pour sauver son prince. C'est le sujet du bel opéra de Glinka, *la Vie pour le tsar*. Le *temps des troubles* était fini.

---

# CHAPITRE XIX.

## LES ROMANOF. — MICHEL FEODOROVITCH ET LE PATRIARCHE PHILARÈTE (1613-1645).

Mesures réparatrices : fin de la guerre polonaise. — Relations avec l'Europe. États généraux.

### Mesures réparatrices : fin de la guerre polonaise.

La Russie avait un souverain; mais elle était dans la situation où Henri IV trouva la France à son avénement. La grande guerre civile et étrangère était finie, mais il en restait partout d'impurs débris. Henri IV, devenu roi, avait été obligé de reconquérir son royaume, province par province, ville par ville, moitié par les armes, moitié par des négociations, sur les chefs de bande, les Ligueurs, les grands gouverneurs devenus indépendants, sur les étrangers. De même, en Russie, le chef des kozaks du Don, Zaroutzki, vivait en maître dans Astrakhan, avec Marina et le fils qu'elle avait eu du *brigand de Touchino;* le partisan polonais Lissovski ravageait les campagnes du sud-ouest; les kozaks Zaporogues infestaient les régions de la Dvina; presque chaque province était en proie à quelque bande. Sans doute les Polonais étaient sortis du Kremlin, comme les Espagnols de Paris reconquis; mais on devait s'attendre à un retour offensif, et d'ailleurs ils retenaient plusieurs places, notamment l'importante ville de

Smolensk. La Suède avait profité des embarras de la Russie pour mettre la main sur les villes de la Carélie et sur Novgorod la Grande. A l'intérieur, les cités et les villages étaient en ruine, la population diminuée et appauvrie, le brigandage passé à l'état endémique. A la cour, les seigneurs russes avaient désappris l'obéissance; ils n'étaient pas moins turbulents que ces Ligueurs dont Henri IV avait dû s'entourer. Ce qu'il fallait d'abord à la Russie, c'était un règne réparateur.

Michel Romanof n'avait pas le génie du restaurateur de la France : il était presque un enfant : les boïars abusaient de son autorité contre lui-même; on voyait reparaître à sa cour ces sourdes et sanglantes intrigues qu'Ivan IV n'avait contenues qu'à force de supplices; leur féroce dépravation était la honte de la Russie : les hommes pacifiques et les étrangers regrettaient le *Terrible :* « Que Dieu ouvre les yeux du tsar comme il les a ouverts à Ivan, écrivait à cette époque un résident hollandais, autrement la Moscovie est perdue. » Heureusement la bonne volonté de la nation suppléait à tout. Le jour du couronnement, les hommes d'armes présentèrent requête pour se plaindre de n'avoir pas reçu leur solde : leurs fiefs dévastés ne leur donnaient plus aucun revenu. Le tsar et le clergé envoyèrent des lettres aux villes russes pour les supplier de venir en aide à l'État pour payer les troupes, de le secourir d'hommes et d'argent contre l'ennemi du dedans et du dehors. Ce fut Zaroutzki qu'on attaqua le premier : les habitants d'Astrakhan, outrés de ses barbaries, s'étaient soulevés et l'avaient enfermé dans le kremlin, d'où il dut déguerpir à l'approche des voiévodes moscovites. Il fut pris et condamné au supplice du pal; le fils du *brigand de Touchino*, malgré son jeune âge, fut pendu; sa mère, Marina la Polonaise, mourut en prison. Sur le conseil du clergé et des boïars, le tsar essaya de négocier avec Baloven, un autre chef de brigands; pour toute réponse celui-ci attaqua Moscou; mais il fut battu et sa bande détruite. Les habitants de la Dvina firent eux-mêmes justice des Zaporogues. Lissovski était poursuivi à outrance par Pojarski; mais cet habile

partisan déjouait tous les efforts du *libérateur*. On ne pouvait en venir à bout qu'en faisant la paix avec la Pologne.

En 1615, un congrès se réunit sous les murs de Smolensk, sous la médiation d'Erasme Handélius, envoyé de l'empereur d'Allemagne. Il fut impossible de s'entendre : les Polonais refusaient d'admettre l'élection de Michel Romanof et voulaient qu'on reconnût d'abord Vladislas comme tsar de Russie. « Autant valait, comme le disait Handélius, vouloir réconcilier le feu avec l'eau. » Les négociations furent rompues. Avec la Suède on eut plus de succès : ici, d'ailleurs, les médiateurs montrèrent plus de zèle et d'énergie que n'avait fait la maison d'Autriche. Ce furent les puissances maritimes, Angleterre et Hollande, qui s'entremirent pour négocier cette paix. Les troubles et l'appauvrissement de la Moscovie étaient une occasion de pertes pour leur commerce; en pacifiant le Nord, elles voulaient surtout rouvrir la Russie à leurs marchands et s'assurer des avantages plus considérables. Le négociant John Merrick vint à Moscou en qualité de plénipotentiaire de Jacques Ier et proposa sa médiation. Gustave-Adolphe, roi de Suède, avait obtenu quelques succès sur les voiévodes, mais il avait mécontenté les Novgorodiens et n'avait pas réussi à prendre Pskof; il avait pour ennemis les rois de Danemark et de Pologne; il pouvait avoir le pressentiment du prodigieux rôle qui l'attendait en Allemagne. Il consentit à ouvrir un congrès, et, en 1617, conclut avec la Russie la paix de Stolbovo : il rendait Novgorod, Roussa, Ladoga, etc., mais gardait Ivangorod, Iam, Koporié, Oréchek (Schlüsselbourg), et recevait 20 000 roubles.

La Russie put tourner toutes ses forces contre son ennemi le plus dangereux, contre l'Espagne slave, instigatrice de tous ses troubles. Les Polonais prirent l'offensive, sous la conduite de Vladislas et de l'hetman Chodkiéwicz; Dorogobouge et Viasma furent livrées par la trahison ou la faiblesse de leurs voiévodes; mais Kalouga, défendue par Pojarski, mais Mojaïsk, résistèrent et arrêtèrent l'ennemi. Vladislas, en véritable homme de guerre, résolut en 1618

de marcher droit sur Moscou. Michel Romanof, comme autrefois Ivan le Terrible, redoutait plus la trahison des siens que les armes de l'ennemi. Il résolut d'exiger un nouveau serment de ses sujets. Il réunit donc les Etats, leur dit qu'il était prêt à souffrir encore une fois la faim dans Moscou assiégée et à combattre la Lithuanie; mais il demandait que les grands prissent l'engagement d'en faire autant et de repousser les séductions du *fils du roi*. Tout le monde jura, et de Moscou partirent de nouveau des lettres pour appeler toutes les villes à la guerre sainte. Cependant Vladislas s'était arrêté à Touchino : l'hetman de la Petite-Russie, après avoir ravagé les frontières du sud-ouest, était venu le rejoindre avec ses kosaks. Les jours du second imposteur et du *touchinisme* semblaient revenus. Les Polonais, après avoir échoué dans une attaque sur Moscou, proposèrent un congrès. Il se réunit à Déoulino, non loin du monastère de Troïtsa, qui dans cette campagne avait eu à soutenir un nouveau siége. On convint d'une trêve de quatorze ans et six mois : la Pologne gardait Smolensk et la Sévérie. Vladislas ne renonçait même pas à son titre de tsar de Russie : on laissait au jugement de Dieu la solution de cette difficulté. Une telle paix n'était qu'une trêve (1618). Cependant il y eut un échange de prisonniers : le brave voiévode Cheïn et le métropolite Philarète rentrèrent en Russie : ce dernier fut aussitôt nommé patriarche.

Par le retour de son père, le jeune tsar retrouvait enfin le conseiller qui avait jusqu'alors manqué à son inexpérience : c'était plus qu'un conseiller, c'était un collègue et presque un maître. Philarète fut en quelque sorte associé au trône; l'empire eut deux *grands-seigneurs*, deux souverains : le tsar de toutes les Russies et le patriarche de toutes les Russies. Ensemble ils figurèrent sur les actes publics, ensemble ils reçurent les rapports des boïars et les ambassadeurs étrangers. Il n'était que temps que les boïars eussent un maître. Les Soltykof, favoris de Michel, avaient distribué l'empire à leurs créatures, pillé le trésor et la nation. On reconnut qu'ils avaient faussement accusé la première fiancée de Michel, qui fut, avec toute

sa famille, exilée à Tobolsk. C'était d'ailleurs un jeu habituel aux grands de Moscovie, ceux qui étaient en faveur craignant par-dessus tout une nouvelle tsarine. Ils ne reculaient devant aucun moyen : leur réputation de scélérats était si bien établie que le roi de Danemark avait refusé à Michel la main de sa nièce, parce que « sous Boris Godounof on avait empoisonné son frère, fiancé à la princesse Xénie, et qu'on empoisonnerait de même la jeune fille. » Philarète fit sentir enfin aux boïars une main tsarienne et exila les plus coupables.

### Relations avec l'Europe. États généraux.

La Russie commençait cependant à devenir un État européen De toutes parts on cherchait à contracter avec elle des alliances politiques ou commerciales. Gustave-Adolphe, qui se préparait à son rôle de champion du protestantisme en Allemagne, aurait voulu s'assurer de la Russie contre la Pologne. Il représentait à Michel, avec beaucoup de raison, que l'alliance catholique du pape, du roi de Pologne et de la maison de Hapsbourg était aussi menaçante pour la Russie que pour la Suède, que si le protestantisme succombait, ce serait le tour de l'orthodoxie, que l'armée suédoise était comme la sentinelle avancée de la sécurité russe. « Quand la maison du voisin brûle, écrivait le roi, il faut apporter de l'eau et tâcher de l'éteindre pour garantir la sienne : que Votre Majesté tsarienne songe à aider ses voisins pour se protéger elle-même. » Les terribles événements des dernières années ne donnaient que trop raison au roi de Suède : les intrigues des jésuites avec Démétrius et l'incendie de Moscou par les Polonais étaient présents à la mémoire des Russes. On eut avec la Suède des relations d'amitié et de commerce ; des ambassadeurs suédois parurent à la cour.

L'Angleterre avait rendu plus d'un service à la Russie : dans un besoin pressant, Jacques Ier lui avait prêté 20000 roubles : la médiation britannique avait amené la paix de Stolbovo. John Merrick se croyait le droit de demander que

la Russie ouvrît au commerce anglais la route de la Perse par le Volga et de l'Indoustan par la Sibérie. Le tsar consulta les marchands de Moscou. Ils répondirent unanimement qu'une telle concession serait la ruine pour eux, car jamais ils ne pourraient rivaliser avec les Anglais, plus entreprenants et plus riches : ils étaient prêts cependant à sacrifier leurs intérêts à ceux de l'empire, dans le cas où les droits payés par les étrangers seraient nécessaires au trésor. John Merrick n'entendait payer aucun droit et les négociations furent rompues.

En 1615, le tsar dépêcha en France Kondyref pour annoncer à Louis XIII son avènement, et lui demander secours contre la Pologne et la Suède. En 1629 parut à Moscou l'ambassadeur Deshayes-Courmenin, qui venait solliciter pour le commerce français ce qu'on avait refusé aux Anglais, le libre passage pour aller en Perse. Il parla également d'alliance politique. « Sa Majesté tsarienne, disait-il, est la tête des pays orientaux et de la foi orthodoxe. Louis, roi de France, est la tête des pays méridionaux ; que le tsar contracte avec le roi amitié et alliance, il affaiblira d'autant ses ennemis. Puisque l'Empereur ne fait qu'un avec le roi de Pologne, il faut que le tsar ne fasse qu'un avec le roi de France. Ces deux princes sont partout glorieux ; ils n'ont pas leur égal en force et en puissance ; leurs sujets leur obéissent aveuglément, tandis que les Anglais et les Brabançons n'en font qu'à leur tête. Ceux-ci achètent les marchandises en Espagne et les revendent aux Russes à très-haut prix ; les Français leur fourniront tout à bon marché. » Cette négociation pour une alliance franco-russe, la première dont parle l'histoire, n'eut pas de suite. Quant à la route de Perse, les boïars refusèrent, disant que les Français pouvaient bien acheter aux Russes les marchandises de Perse.

Contre la Pologne, un autre allié s'offrit à la Moscovie. Le sultan Osman envoyait à Moscou le prince Thomas Cantacuzène, pour annoncer que la Turquie avait déjà commencé la guerre contre le roi. Les Russes ne demandaient qu'à l'aider. Philarète et Michel réunirent les États géné-

raux pour leur proposer la question : les députés *battirent du front* aux souverains, les priant de « se tenir fermement pour les saintes Églises de Dieu, pour leur honneur tsarien, pour leur État contre ses ennemis : les hommes de guerre étaient prêts à s'armer, les marchands à donner leur argent. » Déjà les troupes se rassemblaient, quand on reçut la nouvelle que la Turquie avait été battue. On ajourna à une meilleure occasion. Les préparatifs de guerre avaient révélé certains vices de l'armée nationale. On résolut d'embaucher des mercenaires étrangers et d'instruire les nationaux dans la tactique occidentale ; on donna ordre au dehors d'acheter des armes, d'enrôler des fondeurs, des canonniers. La Russie de Michel et de Philarète annonce déjà la Russie de Pierre le Grand : l'ère de la Réforme est déjà commencée : chaque jour la Moscovie se fortifie contre ses ennemis européens de leur propre civilisation.

On attendit encore onze ans. En 1632, Sigismond III mourait et une diète d'élection se rassemblait à Varsovie. On décida de ne pas laisser échapper cette nouvelle occasion. La seconde guerre de Pologne commença ; elle ne tourna pas aussi bien qu'on eût pu l'espérer. Les vices de l'organisation et des institutions anciennes se montrèrent de nouveau. Les deux voiévodes qui commandèrent d'abord l'armée revinrent à la funeste manie de *disputer sur la préséance*. On les destitua, on les remplaça par Cheïn et Ismaïlof. Ceux-ci passèrent la frontière avec trente-deux mille hommes et cent cinquante-huit canons. Vingt-trois villes se rendirent aux Moscovites ; mais Smolensk les arrêta huit mois, et, comme elle se disposait à capituler, l'armée polonaise apparut sous la conduite de Vladislas, élu enfin roi de Pologne. A la nouvelle d'une invasion tatare dans le sud, une partie des nobles russes se dispersèrent pour courir au secours de leurs domaines. Cheïn affaibli fut attaqué par le roi, coupé de ses communications. La famine l'obligea à capituler en rase campagne : il obtint une libre retraite en abandonnant son bagage et toute son artillerie. Il n'était coupable que de n'avoir pas su, aussi bien que ses adversaires occidentaux, la stratégie et la guerre moderne.

Il n'était coupable que d'être un Russe, de la Russie non réformée. Ses ennemis le firent cependant traduire en conseil de guerre sous l'accusation de trahison : il eut la tête tranchée ainsi que son collègue. Philarète, mort en 1633, n'était plus là pour obliger les boïars à vivre en paix entre eux. Vladislas, victorieux sous Smolensk, échoua ensuite sous Biélaïa. Un congrès se réunit alors sur la Polianka : les conditions de la trêve de Déoulino furent confirmées; les Russes payèrent 20 000 roubles, Vladislas renonça au trône de Moscou et reconnut, ce que la Pologne n'avait pas encore fait, le titre tsarien des grands-princes (1634).

A quelque temps de là, une nouvelle occasion de guerre s'offrit. Malgré les traités de paix conclus par la Pologne ou par la Russie avec la Turquie, les kozaks du Dniéper qui dépendaient de la Pologne, ceux du Don, qui dépendaient de la Russie, ne discontinuaient pas la guerre contre l'islam : pour eux, elle était une guerre sainte, elle était aussi le moyen de se procurer des *zipouns*, de larges pantalons en beau drap écarlate. Partisans et pirates déterminés, sur terre et sur mer, ils inquiétaient le khan de Crimée et le Grand-Turc, assaillant avec leurs barques légères les lourdes galères ottomanes, insultant les côtes du Bosphore et de l'Anatolie. Les gouvernements respectifs avaient beau les désavouer, ils étaient l'occasion de récriminations continuelles entre la Porte et les deux États slaves : ils étaient les brigands et les forbans de la chrétienté, comme les Tatars de Crimée étaient ceux de l'islamisme.

En 1627, quatre mille quatre cents kosaks du Don, aidés de mille Zaporogues du Dniéper, surprirent Azof et offrirent d'en faire hommage au tsar de Moscou. Acquérir une place si importante, qui livrait à la Russie les embouchures du Don et l'accès de la mer Noire, était bien tentant. Michel Romanof réunit de nouveau les États. Il est à remarquer que depuis l'assemblée tenue sous Ivan IV, ces réunions d'états devenaient de plus en plus fréquentes : la période parlementaire de l'histoire russe date du *Terrible*. Cette fois, les nobles se déclarèrent disposés à com-

battre, si on leur donnait l'argent nécessaire pour s'équiper, et prièrent le tsar d'en demander au clergé et aux marchands. Les marchands alléguèrent que le brigandage des fonctionnaires, la prolongation des guerres, la concurrence des Allemands et des Persans, les avaient ruinés. Des militaires envoyés par le tsar à Azof affirmèrent que la place était en trop mauvais état pour qu'on pût la défendre. D'ailleurs la conquête d'Azof, comme au temps d'Ivan celle de la Crimée, était une entreprise prématurée : la colonisation russe n'avait pas encore fait assez de progrès vers le sud. Le tsar ordonna donc aux *Dontsi* d'évacuer Azof : ils n'y laissèrent pas pierre sur pierre.

L'influence occidentale fit sous ce règne des progrès considérables. Les marchands russes demandaient qu'on interdît l'accès de l'intérieur de l'empire à ces étrangers dont la concurrence les ruinait. Ces derniers étaient trop nécessaires à l'État, au progrès général, pour qu'on ne s'efforçât pas au contraire de les attirer par tous les moyens possibles. Sous Michel, on vit à Moscou plus d'étrangers que jamais. Le Hollandais Vinius établit à Toula des fonderies de canons, de boulets et autres objets de fer. L'Allemand Marselein en établit de semblables sur la Vaga, la Kostroma et la Chéksna. On accorda des privilèges à bien d'autres négociants ou industriels étrangers : à tous on leur imposa comme condition de ne rien cacher aux nationaux des secrets de leurs industries. C'est un nouveau point de ressemblance entre ce règne réparateur et celui de Henri IV, qui, lui aussi, dut appeler dans ses États les industriels des Flandres, de l'Angleterre et de Venise. Pourtant il est une importation européenne qui ne trouva pas grâce en Russie : l'usage du tabac y était interdit : on coupait le nez aux priseurs.

On accueillait aussi les savants de l'Europe. Adam Oléarius de Holstein, célèbre comme astronome, géographe et géomètre, visita par deux fois la Moscovie, et nous a laissé une curieuse description de l'état social, de la situation économique, des usages religieux et des mœurs. On traduisit du latin en russe un traité de cosmographie. Le patriarche Phila-

rète établit à Moscou, au monastère du Miracle (vers 1633), la première école supérieure, qu'on appela *École patriarcale*. Avant Nicon, il se préoccupa de corriger le texte vicieux des livres d'église, notamment du Missel : il confia ce travail à l'archimandrite Dionysii de Troïtsa et au moine Arsène Gloukoï. Les historiens indigènes continuaient à rédiger leurs chroniques : Abraham Palitsyne, cellerier de Troïtsa, racontait le siège fameux du couvent

---

# CHAPITRE XX.

## LA RUSSIE OCCIDENTALE AU XVII[e] SIÈCLE.

L'union politique de Lublin et l'*union* religieuse. — Plaintes de la Russie Blanche ; soulèvements de la Petite-Russie.

### L'union politique de Lublin (1569) et l'*union* religieuse (1595).

L'Espagne, au seizième siècle, avait eu la main dans tous les troubles de la France ; la France, au dix-septième siècle, démembra l'empire espagnol. De même la Pologne expia, elle aussi, sa part dans les guerres civiles de la Russie. Après le règne réparateur de Michel Romanof, son fils Alexis devait inaugurer l'ère des représailles. La Russie avait failli périr par la Pologne, comme la France par la maison de Bourgogne ou d'Autriche ; mais elle s'agrandit, fortifiée à ses dépens, et sur sa ruine fonda sa puissance. Un coup d'œil sur la constitution de l'empire polonais nous montrera quelles difficultés intérieures préparèrent les progrès de l'ennemi extérieur : le Moscovite, le *Moskal*, comme l'appelaient les hommes de l'Ouest.

La Russie Blanche et la Petite-Russie avaient été conquises par les Lithuaniens : avec eux, elles étaient entrées

dans l'Etat polono-lithuanien. Elles gardèrent longtemps cependant les mœurs russes. La langue russe se maintint dans les actes administratifs jusqu'au seizième et même jusqu'au dix-septième siècle. Un moment, sous les premiers Jagellons, elle avait été la langue de la cour lithuanienne. Bientôt l'influence polonaise devint prépondérante sur la classe nobiliaire. Dans celle-ci, à la différence du régime social polonais, tout le pouvoir appartenait aux *magnats*, quelques-uns héritiers des anciens princes souverains. Ils possédaient d'immenses domaines, occupaient toutes les grandes charges, et, dans les *diètes* et *diétines*, décidaient sans consulter la *schliachta* ou petite noblesse. Officiers du roi, ils portaient les titres de *voiévodes*, *castellans* et *starostes*. Les villes russes-lithuaniennes, comme celles de Pologne, reçurent ce qu'on appelait le « droit de Magdebourg ». Elles étaient gouvernées par un *vogt* du roi qui rendait la justice, assisté du *bourgmestre* et des *rathmænner*. Les gens de métier s'organisèrent à la mode germanique en *zéche*, tribus ou corporations.

Jusqu'alors la Russie-Lithuanie et la Pologne avaient formé, en droit, deux Etats distincts : à l'extinction des Jagellons qui les avaient maintenues dans une union personnelle, on pouvait craindre de les voir se séparer de nouveau. Ivan IV fondait même sur cette séparation de grandes espérances. Mais les Polonais, sous le règne de Sigismond II, firent un grand effort pour réaliser l'union définitive. Une diète se réunit à Lublin. L'aristocratie russe-lithuanienne répugnait énergiquement à l'union ; la différence de religion, l'amour-propre national, l'intérêt de corporation, tout l'éloignait de la Pologne. Pour vaincre les résistances, le gouvernement ne recula devant aucun moyen : on menaça la Lithuanie de ne pas la défendre contre les incursions du tsar et de reprendre aux récalcitrants les terres qu'ils tenaient de la couronne. Le parti polonais se vit pourtant bien près d'un échec : plutôt que de céder, les députés lithuaniens désertaient en masse la diète. A la fin, le roi parvint à gagner deux des membres les plus influents, Constantin Ostrojski, voiévode de Kief,

et Alexandre Czartoryski, voiévode de Volynie. Nicolas Radziwill, qui avait tenu si longtemps en échec les tendances polonaises et qui fut le dernier représentant de la Lithuanie indépendante, était mort. Le roi réussit en outre à entraîner la noblesse petite-russienne, moins hostile à la Pologne catholique que la noblesse protestante de Lithuanie. L'*union de Lublin* établissait que les deux couronnes seraient réunies sur la même tête avec des droits égaux; qu'il n'y aurait qu'une diète générale et un sénat; qu'ils siégeraient à Varsovie, ville mazovienne, qui devenait ainsi la capitale du nouvel État; que la Pologne et la Lithuanie conserveraient chacune leurs grands dignitaires, chancelier, vice-chancelier, maréchaux, hetmans, leur armée particulière et leurs lois. Les pays russes proprement dits subissaient un nouveau démembrement : la Petite-Russie fut spécialement réunie à la Pologne (1569).

L'union de Lublin eut pour conséquence naturelle d'accroître encore l'influence polonaise dans les pays russes : d'une part, les nobles polonais avaient obtenu le droit d'acquérir des terres et d'obtenir des charges en Lithuanie; d'autre part, la noblesse russe, en se mêlant plus entièrement à la noblesse du pays voisin, adopta ses idées, ses règles de conduite, ses modes, sa langue même. Elle commença à se *poloniser*, agrandissant ainsi l'abîme qui la séparait des masses populaires, profondément attachées à leur langue, à leur nationalité. La séparation entre l'aristocratie et le peuple s'accrut encore lorsque la propagande catholique pénétra dans l'aristocratie des pays russes

Un des articles de l'union de Lublin assurait le respect de la religion orthodoxe. Cependant la Pologne et la Lithuanie n'avait pu échapper aux grandes luttes religieuses qui divisaient alors l'Europe occidentale et dont nous retrouverons le contre-coup même en Pologne. Un certain nombre de seigneurs avaient embrassé le protestantisme (luthéranisme, calvinisme, socinianisme). Les jésuites, qui dans toute l'Europe étaient à la tête de la réaction contre la Réforme, et dont on retrouve la main dans toutes les guerres civiles et dans toutes les grandes calamités du

seizième et du dix-septième siècle, apparurent bientôt en Pologne. Le protestantisme, qui n'avait que de faibles racines dans le pays, ne les retint pas longtemps; aussitôt ils tournèrent leurs efforts contre la religion véritablement nationale dans les provinces russes-lithuaniennes, l'orthodoxie. Ils employèrent les moyens qui leur avaient partout réussi en Europe, fondant des colléges, s'emparant de la jeunesse, s'insinuant auprès des femmes, occupant l'oreille des rois, comptant encore plus sur les habiletés mondaines que sur les moyens purement ecclésiastiques de la prédication, de la confession, des pèlerinages. Le brave Batory, qui se préoccupait avant tout de la paix publique et de la grandeur nationale, les tint à l'écart. Ils trouvèrent un roi à leur gré dans Sigismond III, médiocre émule des Philippe d'Espagne et des Ferdinand d'Autriche, très-propre à attirer sur l'Orient les calamités qui désolèrent la Germanie et l'Occident. Il protégea les jésuites; il usa de toute l'influence et de toutes les séductions que le trône mettait à sa disposition pour amener au catholicisme la noblesse orthodoxe de ses provinces orientales. Pour agrandir le champ des conversions, les jésuites imaginèrent un compromis : c'était d'obtenir du clergé et du peuple russe la soumission au saint-siége, tout en leur garantissant le maintien de la liturgie en slavon et des usages particuliers à l'Église orientale : c'est ce qu'on appelle l'*union* des deux Églises. Au reste, l'*union* une fois obtenue, n'était dans leur esprit qu'une transition à l'unité et même à l'uniformité complète : Pierre Skarga, le jésuite qui publia le livre *De l'unité de l'Église de Dieu*, voulait exclure la langue slavonne de l'enseignement et n'admettait que le grec et le latin. Pour mieux faire accepter leur plan par le gouvernement, ils lui représentaient que cette *union* religieuse aurait pour effet de consolider l'*union* politique de Lublin et qu'il n'existerait vraiment un État polonais que lorsque tous les sujets auraient la même foi que le prince.

D'abord l'orthodoxie, menacée par le roi de Pologne, trouva un soutien énergique dans les princes russes, descendants de Rourik ou de Gédimine. Nous voyons le prince

Kourbski, au temps d'Ivan IV, plus tard Constantin Ostrojski défendre de leur plume, de leur parole, de leur influence, la foi de leurs pères, traduire, éditer, répandre les livres en faveur de l'orthodoxie. Peu à peu, la noblesse cède aux influences de la cour : dans sa lutte contre la religion romaine, le peuple se voit abandonner presque entièrement par ses chefs naturels, même par les évêques. Le roi remplissait les siéges lithuaniens de prélats grands seigneurs, fort indifférents aux questions théologiques, fiers surtout de leurs immenses richesses, de leurs nombreux villages et de leurs châteaux forts garnis d'artillerie. Le peuple ne s'abandonna pas. De Novgorod la Grande, de Pskof, de l'Allemagne, le principe d'association s'était répandu surtout dans les villes de la Russie occidentale. Il se forma des sociétés d'assistance mutuelle, qui avaient leurs racines dans le plus lointain passé slave, germain ou scandinave : elles étaient en même temps des confréries religieuses et prirent une part énergique à la lutte contre les jésuites. Ayant leurs chefs élus, leur caisse commune, elles se mirent à fonder des écoles, à créer des imprimeries, à répandre des livres de piété ou de polémique. Elles entrèrent en relation entre elles et avec les patriarches des églises d'Orient : aux évêques du roi, elles opposèrent la force démocratique, les surveillant, les morigénant, dénonçant leur tiédeur religieuse ou leurs déportements à toute la chrétienté orthodoxe. Les plus célèbres de ces confréries furent celles de Lemberg en Gallicie, de Vilna en Lithuanie, de Loutsk en Volynie; celle de Kief fonda la grande académie ecclésiastique de la Petite-Russie.

Sous le stimulant des sociétés populaires, les évêques ne pouvaient plus rester indifférents. Il fallait reprendre leur poste à la tête des croyants ou passer à l'ennemi. Les prélats orthodoxes étaient dans une situation fort difficile : ils étaient en disgrâce près du gouvernement comme défenseurs de l'orthodoxie, et en même temps, comme tièdes, ils étaient harcelés par la démagogie orthodoxe. Terletski, évêque de Loutsk, était précisément dans ce cas : le staroste de Loutsk, converti au catholicisme, dirigeait contre

son ancien évêque une persécution acharnée : Terletski fut enlevé, emprisonné, affamé dans son cachot; il se plaignit, mais pour un évêque orthodoxe, nulle justice à espérer. Il ne vit qu'un moyen de sortir de cette humiliation, de désarmer les violences des seigneurs catholiques, de se débarrasser des confréries orthodoxes, de jouir en paix des revenus de son évêché. Il passa à l'*union*. Son voisin Ignace Potiéï, évêque de Vladimir-en-Volynie, et Michel Ragoza, métropolite de Kief, primat de la Russie occidentale, qui croyait avoir à se plaindre du patriarche de Constantinople, suivirent son exemple. Sigismond III accueillit avec joie ces premières défections : Terletski et Potiéï partirent pour Rome et mirent aux pieds du pape Clément VIII l'Eglise de Russie. Le pape fit célébrer ce succès par des solennités pompeuses (1595) ; mais l'*union* annoncée ne pouvait se réaliser que du consentement de tous les évêques russes : or il n'y en avait encore que trois, le métropolite et les deux Volyniens, qui eussent fait défection. Balaban, évêque de Lemberg, qui cependant soutenait une lutte acharnée contre la confrérie, n'avait point sacrifié la cause nationale à ses haines particulières : avec un laïc, Constantin Ostrojski, il restait l'âme de l'orthodoxie. Un concile se réunit à Brest en Lithuanie (1596) sous la présidence de Nicéphore, envoyé du patriarche de Constantinople. Les trois dissidents refusèrent d'y comparaître. Alors les évêques réunis formulèrent contre eux l'anathème et la sentence de déposition. Les *uniates* ne se firent pas faute de riposter par une excommunication ; mais leur tentative pour faire triompher légalement la cause de Rome venait d'échouer piteusement. Partout le peuple se déclarait contre eux. A Vilna, l'évêque Potiéï faillit être assassiné par les citoyens. A Vitepsk, l'évêque Kountsévitch, qui persécutait les orthodoxes, souleva une émeute terrible ; il fut égorgé et jeté dans la Düna. Plusieurs citoyens furent punis et la cité privée du droit de Magdebourg. Les uniates repêchèrent dans le fleuve le cadavre du prélat : son tombeau eut bientôt la réputation d'opérer des miracles. A Kief, un successeur de Ragoza, Véniamine Routski,

réorganisa les couvents sur le modèle des monastères latins : les moines prirent le nom de Basiliens. Ils étaient peu populaires : un dicton petit-russien leur attribue le catéchisme suivant : « Pourquoi Dieu t'a-t-il créé et mis au monde ? — Pour faire la corvée seigneuriale. »

L'Église d'Orient ne se laissait pas abattre aussi facilement que l'avaient espéré les jésuites. Elle opposait écoles à écoles, propagande à propagande : elle prêchait, imprimait. L'*uniate* Routski fut remplacé à Kief même par Pierre Mohila, orthodoxe zélé. C'était un rude prélat, comme il en fallait dans ces temps durs, un ancien militaire, prêt à opposer au besoin la force à la force. Un monastère du diocèse résistait à son autorité : il s'y rendit avec des troupes et du canon et fit fouetter les rebelles. Il releva l'école fondée par la *confrérie*, en fit un collége sur le modèle de ceux des jésuites, y appela des professeurs de grec, de latin, de philosophie, en fit le centre intellectuel de la Russie occidentale et l'un des points de départ de la Renaissance russe (1633).

### Plaintes de la Russie Blanche ; soulèvements de la Petite-Russie.

Dans les diètes de Varsovie, les plaintes du clergé orthodoxe, du peuple des campagnes, plus durement asservi, plus cruellement opprimé depuis qu'il n'avait pas la religion de ses maîtres, ne restaient pas sans écho. Un député de la Volynie, Laurent Drevninski, s'écriait à la diète de 1620 : « Quand Votre Majesté fait la guerre à la Turquie, à qui demande-t-elle la majeure partie de ses troupes? à la nation russe qui pratique la foi orthodoxe, à cette nation qui, si elle n'obtient pas satisfaction pour ses souffrances et ses prières, ne pourra plus opposer sa poitrine comme un rempart de votre État. Comment pourrait-on lui demander de tout sacrifier pour assurer à la patrie les bienfaits de la paix lorsque, dans nos maisons, elle ne jouit pas de la paix domestique? Tout le monde voit clairement quelles persécutions souffre pour sa religion cette vieille nation russe.

Dans les grandes villes, on a mis les scellés sur nos églises, leurs biens sont pillés : dans les monastères, plus de moines, on y enferme le bétail. Les enfants meurent sans baptême; les restes des défunts, privés des prières de l'Église, sont emportés hors des villes comme des bêtes mortes; les hommes et les femmes vivent ensemble sans la bénédiction du prêtre; on meurt sans confession, sans communion. N'est-ce pas offenser Dieu même, et Dieu ne vengera-t-il pas ces attentats? A Lemberg, quiconque n'est pas *uniate* ne peut vivre dans la cité, commercer librement, entrer dans les *zéche* d'artisans.... Voilà vingt ans que dans chaque diétine, dans chaque diète, nous demandons avec des larmes amères, voilà vingt ans que nous ne pouvons obtenir qu'on respecte nos droits et nos libertés. Nous serons forcés de nous écrier avec le prophète : Mon Dieu, juge-moi et juge mes actions. » La situation des serfs surtout était devenue intolérable : au seigneur polonais ou polonisé, au missionnaire latin, se joignait un troisième fléau : le *juif-arendateur*, auquel le seigneur avait confié l'intendance de ses domaines, donné droit de vie et de mort sur ses sujets, amodié la pêche, la chasse, les routes, les cabarets, amodié même l'église orthodoxe, si bien que le paysan ne pouvait ni se marier, ni baptiser son enfant, sans avoir acheté au mécréant l'accès du sanctuaire.

Les populations de la Russie Blanche souffraient et devaient souffrir longtemps encore sans révolte. Il n'en était pas de même des populations petites-russiennes des Ukraines. Elles avaient colonisé les steppes du sud et conquis le désert sur les Tatars. Pour les attirer sur les concessions royales, les seigneurs polonais avaient offert aux émigrants de l'intérieur vingt ou trente années de liberté absolue. Grâce à la liberté, le désert se peupla avec une rapidité inouïe, et, sur cette terre vierge, se forma une nation nouvelle qui ne connaissait pas le servage, qui ne voulait pas entendre parler de liberté trentenaire, mais bien de liberté perpétuelle. Le roi de Pologne favorisait cette race de hardis pionniers, d'intrépides soldats. Les Ukraines étaient pour lui des espèces de *confins militaires*, le vé-

ritable rempart de la Pologne contre le Tatar et le Turc.

Ces populations guerrières étaient organisées en vingt *polks* de kosaks, ceux de Péréiaslaf, de Tcherkask, de Mirgorod, de Poltava, etc. Chaque *polk* avait son *polkovnik* ou colonel : tous obéissaient à un chef suprême, l'*hetman* de la Petite-Russie, nommé par le roi et assisté de la *starchina* ou conseil des anciens[1]. Avec le temps, les kosaks devinrent redoutables à la Pologne elle-même; ils ne cessaient de la brouiller avec son redoutable voisin, l'empire ottoman. Batory dut punir de mort plus d'un chef kosak pour avoir violé une trêve ou un traité de paix; surtout il s'efforça de restreindre le chiffre de la population militaire, ne reconnaissant comme kosaks que ceux qui étaient inscrits sur le *registre* au nombre de six mille, renvoyant les autres à la culture, c'est-à-dire au servage. Mais les kosaks ne voulaient ni faire la corvée des *pans*, ni admettre les limitations du roi. En dépit du *registre*, ils restaient en armes, force redoutable, qui, dans la lutte religieuse, était tout acquise à l'orthodoxie, et qui faisait trembler la royauté, l'épiscopat et l'oligarchie uniates.

Outre les kosaks de la population sédentaire ou *kosaks des villes*, il y avait encore les kosaks d'au delà des *porogs* ou cataractes du Dniéper : les Zaporogues. Ils étaient aux kosaks petits-russiens ce que ceux-ci étaient au reste de la population russe-lithuanienne : ils étaient l'avant-garde de l'avant-garde, les enfants-perdus de la nationalité russe. Retranchés dans une île fortifiée du Dniéper, le Grand-Pré, ils y avaient établi une forteresse palissadée, la *sitcha*. On peut dire qu'ils ne reconnaissaient aucune autorité : comme les chevaliers de Rhodes ou de Malte, ils étaient cantonnés sur le territoire enlevé aux musulmans et continuaient la guerre sainte contre le Turc et le Tatar, lors même que toute la chrétienté était en paix avec lui. Ils n'espéraient

1. La *starchina* se composait de l'*oboznyi*, préposé au bagage, du juge, du *pisar* ou chancelier, de l'*ésaoul*, du porte-étendard, des *polkovniks*, des *sotniks* ou centeniers, des *atamans*. Quand le roi investissait l'*hetman*, il lui remettait le *boundchouk* ou étendard à queue de cheval, le *bâton* ou masse, et le *sceau*.

pas de quartier et n'en faisaient pas, ne vivaient que du butin fait sur l'infidèle, couraient au-devant des dangers et du « martyre », ne recevaient aucune femme dans leur camp. Ils étaient une sorte de moines guerriers, d'Église militante : les Templiers ou les Hospitaliers du Dniéper. Plus d'un seigneur polonais de grande famille vint vivre avec eux de cette vie d'aventure et de misère héroïque, et prendre chez eux des leçons de vaillance et de chevalerie. Ils étaient tous égaux, tous frères, vivaient comme les Spartiates à des tables communes : le bâton d'*ataman du camp* et ceux d'*atamans des kourènes*, au nombre de dix, étaient à l'élection. En union étroite avec les kosaks du Don, ils étaient sur terre et sur mer le fléau de l'islamisme, les Barbaresques chrétiens de la mer Noire.

La mésintelligence grandissait entre le gouvernement aristocratique de Pologne et la population orthodoxe de la Petite-Russie. Quand les seigneurs polonais voulurent traiter en serfs ces libres colons, ils désertèrent en foule les campagnes de l'Ukraine; les plus hardis allèrent recruter les campements des kosaks du Dniéper ou la *sétcha* des Zaporogues; les *kobzars*, chanteurs aveugles, parcoururent les villages en chantant la chanson de la *Pravda* (*la justice*) : « Dans le monde, il n'est point de justice; de justice on ne trouvera point; maintenant la justice vit sous les lois de l'injustice. — Aujourd'hui la justice est en prison chez les seigneurs; l'injustice est assise à son aise avec les *pans* dans la salle d'honneur. — Aujourd'hui la justice reste debout près du seuil; l'injustice trône avec les *pans*, et l'on verse à l'injustice l'hydromel dans les coupes. — Oh! justice, notre mère aux ailes d'aigle, où te trouver? — L'homme qui veut encore accomplir la justice, que Dieu lui envoie de là-haut des jours de bonheur! » Ils chantèrent tant, ces poëtes errants, que les villages se dépeuplèrent au profit des camps kosaks, que la justice finit par « déployer ses ailes d'aigle » et que les hommes *qui voulaient accomplir la justice* se montrèrent.

La religion orthodoxe persécutée par les *uniates*, le servage menaçant l'insolence des seigneurs, les rapines du

*juif-arendateur*, le *registre* et sa limitation, amenèrent du seizième au dix-septième siècle une série de soulèvements. Les Zaporogues, zélés orthodoxes malgré leurs brigandages, y jouèrent un grand rôle. Parmi les chefs kosaks se distinguèrent surtout Nalivaïko, Tarass Boulba, Pavliouk, Ostranitsa, et tant d'autres dont les chanteurs errants de l'Ukraine ont gardé la mémoire. Le gouvernement aurait voulu après chaque victoire donner satisfaction aux Petits-Russiens : mais il n'avait aucune autorité et ne pouvait contenir ni les exigences des *pans*, ni l'intolérance des jésuites. Aux rigueurs atroces déployées contre les insurgés, ceux-ci répondaient à chaque insurrection nouvelle par des atrocités encore plus grandes. Le gouvernement était chaque fois victorieux, le joug pesait après chaque défaite plus lourdement sur la Petite-Russie. De ces succès mêmes naissait pour la Pologne un danger nouveau. Les regards des opprimés et des vaincus se tournaient vers le tsar orthodoxe, le tsar russe : les populations démocratiques des Ukraines surmontaient leur répugnance pour l'autorité, en voyant quelle violence anarchique entraînaient avec elles les libertés polonaises. Les kosaks pensaient qu'ils pourraient vaincre s'ils avaient un allié; or, cet allié ne pouvait être qu'à Moscou.

---

# CHAPITRE XXI.

## ALEXIS MIKHAILOVITCH (1645-1676) ET SON FILS FEODOR.

Premières années d'Alexis : séditions. — Khmelnitski : conquête de Smolensk et de l'Ukraine orientale. Stenko Razine. — Réforme ecclésiastique de Nicon ; les précurseurs de Pierre le Grand. — Règne de Feodor Alexiévitch (1676-1682).

### Premières années d'Alexis : séditions.

Le règne d'Alexis Mikhaïlovitch peut se résumer dans ces trois faits : la revanche contre la Pologne et la réunion de la Petite-Russie, — la lutte entre l'empire et les kosaks — la première tentative de réforme religieuse et l'accroissement de l'influence européenne.

Le nouveau tsar, fils de Michel et d'Eudoxie Stréchnef, avait le caractère bon et facile comme son père : dans ses plus grandes colères, disent les contemporains, il ne se laissait pas emporter au delà des coups de pied et des coups de poing. Avec l'esprit plus vif que son père, il appartenait tout entier à ceux qui l'approchaient, au point de s'en laisser dominer entièrement. Nous avons vu, au contraire, qu'Ivan le Terrible ne laissa jamais longtemps le pouvoir aux mêmes favoris. La complaisance extrême d'un prince pour ses *proches* avait de graves inconvénients : l'exploitation du peuple se poursuivait alors impunément et la plainte même était interdite aux opprimés. Alexis donna toute sa confiance au boïar Morozof, qui avait été chargé de son éducation et qui pendant trente ans ne l'avait pas quitté. Morozof était un homme fier, ambitieux, sans scrupule, mais instruit, intelligent et fort délié : il excella

surtout à débrouiller les complications diplomatiques léguées par le dernier règne. Quand Alexis dut se marier, Morozof ne s'effraya point de voir arriver avec la jeune épouse, Maria Ilinitchna Miloslavski, toute une dynastie nouvelle de *proches* et d'*hommes du temps :* au lieu de conspirer, comme on le faisait en pareil cas, contre la santé ou la beauté de la tsarine, il aima mieux associer ses parents à son pouvoir et prendre d'eux une garantie : il épousa une sœur de Maria Ilinitchna, devint le beau-frère de son souverain ; il joignit ainsi au titre de favori ancien le titre nouveau d'un de ses *proches* par sa femme, s'affermit dans le pouvoir au lieu de s'en voir précipité. Plus puissant auprès de son maître que Richelieu auprès de Louis XIII, il eut l'honneur de commencer la revanche des guerres civiles, la guerre contre la Pologne.

Toutefois les débuts d'Alexis furent trop difficiles à l'intérieur pour qu'on pût agir bien énergiquement au dehors. Le peuple russe, pendant le *temps des troubles*, avait désappris l'obéissance passive et résignée qui le distinguait autrefois : on ne savait plus souffrir sans se plaindre, et la plainte menait souvent à la révolte. Il faut reconnaître aussi que l'on souffrait plus qu'autrefois : la Russie était sortie épuisée des guerres civiles, ruinée dans son agriculture et dans son commerce, diminuée dans sa population qu'avaient éclaircie les émigrations, la fuite des paysans au pays kosak. L'État, qui commençait à connaître toutes les charges d'un empire moderne, qui avait à entretenir une armée, des troupes étrangères, un matériel nouveau de guerre, une diplomatie, une administration, se voyait obligé d'accroître sans cesse les impôts, et ceux-ci paraissaient d'autant plus lourds à chacun que le nombre des contribuables avait diminué. L'administration russe avait, en même temps que les exigences modernes, les vices du passé ; la corruption des agents, l'impunité des favoris et de leurs créatures, l'organisation défectueuse de la justice poussaient à bout des populations moins patientes qu'autrefois.

A Moscou, en cette même année 1648 qui vit chez nous

les débuts de la Fronde, une émeute terrible éclata. Le tsar impuissant fut obligé de livrer le juge Pléchtchéef au peuple qui en fit justice sommaire; le peuple mis en goût demanda ensuite l'*okolnitchii* Trakhaniote, qui lui fut également livré; enfin sa fureur se tourna contre Morozof, mais le tsar fit évader son beau-frère, qui se réfugia au couvent de Saint-Cyrille d'où il revint tranquillement, comme un autre Mazarin, quand l'émotion publique fut apaisée. A Pskof, le peuple s'insurgea sous prétexte qu'on faisait passer de l'argent et du blé aux *Niémtsi* (Allemands), c'est-à-dire aux Suédois, en vertu du dernier traité avec cette puissance. Le Suédois Nummens fut maltraité et emprisonné par la populace : le voiévode et le prince Volkonski, envoyé de Moscou, pensèrent être massacrés ; l'archevêque Makarie fut deux fois mis à la chaîne. A Pskof l'émeute gagna Novgorod, où un ambassadeur danois fut arrêté par le peuple et laissé pour mort sur la place; le métropolite Nicon, qui voulut employer contre la rébellion les armes spirituelles, fut roué de coups : les streltsi firent cause commune avec le peuple. Novgorod ne se soumit qu'à l'approche du prince Khovanski à la tête d'un corps de troupes. Ces troupes furent insuffisantes pour réduire Pskof qui, derrière des remparts éprouvés, se prépara à résister aux Moscovites, comme elle avait résisté aux Polonais. Les Pskoviens firent plusieurs sorties heureuses et ne capitulèrent que sous promesse d'une amnistie générale. Khovanski avait trop peu de troupes pour ne pas accepter leurs conditions. Il était temps de tourner contre l'ennemi du dehors cet esprit de turbulence que la guerre civile avait laissé dans les masses.

Heureusement pour la Russie, la Pologne était encore plus profondément agitée, et une révolte, autrement considérable que celles de Moscou, Pskof ou Novgorod, allait ouvrir aux armées moscovites l'entrée de l'Ukraine.

### Khmelnitski. Conquête de Smolensk et de l'Ukraine orientale. Stenko Razine.

Nous avons vu que la Petite-Russie, après tant de soulèvements partiels, n'attendait qu'un chef pour commencer le soulèvement général. Ce chef fut Bogdan Khmelnitski, un kosak brave, habile, énergique et même lettré. Il était propriétaire de Soubbotovo près de Tchighirine. Il fut maltraité et emprisonné par un de ses voisins, le Polonais Tchaplinski : celui-ci s'était en outre emparé du fils de Khmelnitski, âgé de dix ans, et l'avait fait fouetter sur la place publique par ses valets. Khmelnitski ne put obtenir justice ni pour lui, ni pour les plaintes de ses compatriotes contre les juifs et les impôts. Le roi Vladislas lui aurait même dit que les sénateurs ne voulaient plus obéir, et, dessinant un sabre sur un papier, il l'aurait remis à Bogdan en disant : « Voici le signe royal ; si vous avez des sabres au côté, résistez à ceux qui vous insultent et vous pillent : redressez les torts avec vos sabres ; et, quand le temps viendra, vous m'aiderez contre les païens et contre les rebelles de mon royaume. » Dans l'anarchie polonaise de cette époque, il est très-naturel qu'un roi ait pu tenir ce langage et mis lui-même le sabre en main à ceux qu'il était impuissant à protéger. Vladislas reconnut Bogdan ataman des Zaporogues et celui-ci lui promit pour l'année suivante un corps de 12 000 hommes. Le gonfalonier de la couronne, Konétspolski et Potoçki essayèrent de se défaire de Bogdan, mais il s'enfuit chez les Zaporogues, passa de là chez le khan de Crimée et revint chez les héros du Dniéper avec une armée musulmane. Aux Tatars et aux Zaporogues se joignirent bientôt tous les mécontents de la Petite-Russie : les kosaks et le peuple étaient également résolus d'en finir. Bodgan battit les généraux polonais, Potoçki et Kalinovski, d'abord aux *Eaux-Jaunes*, où les kosaks *enregistrés* abandonnèrent les drapeaux polonais après avoir égorgé leur hetman Barabas, puis à Korsoun, où les Polonais perdirent 8000 hommes et 41 canons. Les deux généraux tom-

bèrent entre les mains de Bogdan, qui les livra au khan de Crimée. Cette double victoire fut le signal d'une insurrection générale : partout le clergé orthodoxe prêcha la guerre sainte contre les jésuites et les uniates ; partout les paysans se soulevèrent contre les pans polonais ou polonisés ; on démolit les châteaux, on massacra les châtelains. Les juifs surtout passèrent un mauvais moment : une chanson populaire conte qu'ils ne demandèrent qu'une chose, « de se sauver en chemise au delà de la Vistule, abandonnant toutes leurs richesses aux kosaks, promettant d'instruire leurs enfants à vivre honnêtement et à ne plus convoiter la terre d'Ukraine » (1648).

A cet instant critique pour la Pologne, le roi Vladislas mourait, et à Varsovie se réunissait, dans toute sa turbulence accoutumée, la diète d'élection. La révolte à cette nouvelle grandit encore dans la Petite-Russie. Où les nobles purent se défendre, ils rendirent cruauté pour cruauté : Jérémie Vichnévétski, un puissant seigneur russe polonisé, prit d'assaut une ville qui lui appartenait et exerça contre les révoltés d'affreuses représailles. « Faites-les souffrir, criait-il aux bourreaux ; il faut qu'ils se sentent mourir ! » Il empalait ses prisonniers kosaks. Les kosaks, qui en l'absence d'un roi n'espéraient justice de personne, faisaient rage. Khmelnitski poursuivait le cours de ses succès : il battit encore les Polonais sur la Pilavka, s'enfonça dans la Gallicie jusqu'à Lemberg, riche cité à moitié juive, qui dut payer une contribution de guerre. Il assiégeait Podmostié lorsqu'il apprit que Jean Casimir venait d'être élu successeur de son frère Vladislas. Le nouveau roi lui envoya aussitôt des commissaires pour négocier sa soumission. Les commissaires lui promettaient satisfaction à ses griefs et à ceux des kosaks ; mais il fallait qu'ils abandonnassent la plèbe insurgée à leur appel : « Que les paysans retournent à leurs charrues, aux kosaks seuls de porter les armes ! » disaient les Polonais. Bogdan ne pouvait abandonner ni les kosaks, qui ne voulaient plus entendre parler de *registre*, ni le peuple des campagnes, dont le soulèvement lui avait donné la victoire et qu'on se proposait de replacer sous le joug

des pans. « Le temps de négocier est passé, répondit-il aux commissaires; il faut que j'affranchisse la nation russe tout entière du joug polonais. D'abord j'ai pris les armes pour mon injure; maintenant je combats pour la foi orthodoxe. Tout le peuple sera pour moi jusqu'à Lublin, jusqu'à Cracovie, et je ne le trahirai pas. » La guerre continua: Bogdan appela à son secours le khan de Crimée et marcha à la rencontre de l'armée polonaise commandée par le roi en personne. Jean Casimir se vit à Zborovo complétement cerné par l'innombrable cavalerie ennemie. C'en était fait de lui, sans la défection du khan de Crimée qui accepta une forte somme et la promesse d'un tribut annuel et qui se retira après avoir recommandé son allié à la clémence du roi. Khmelnitski fut réduit à traiter : le *registre* fut rétabli, mais le nombre des kosaks élevé à 40000; Bogdan fut reconnu hetman de la Petite-Russie; on lui assigna pour résidence la ville de Tchighirine; il fut convenu qu'il n'y aurait pas de troupes de la couronne, ni de juifs dans les localités où vivraient les kosaks, qu'il n'y aurait pas de jésuites dans celles où il existerait des écoles orthodoxes. Le métropolite de Kief aurait un siége au sénat de Varsovie (1649).

Ce que Bogdan avait prévu lorsqu'il refusait de négocier arriva le traité était inexécutable. Le nombre des guerriers qui avaient pris part à l'insurrection était supérieur à 40 000: fallait-il donc renvoyer le surplus aux travaux des champs, à la corvée seigneuriale? Le peuple avait aidé les kosaks : fallait-il rendre les paysans à leurs pans? Bogdan se vit bientôt aux prises avec des difficultés inextricables: d'une part il violait le traité en dépassant le chiffre de 40 000 dans ses inscriptions ; d'autre part, pour l'exécuter, il lui fallait terrifier les récalcitrants par des exécutions capitales. Il usait sa popularité à cette tâche ingrate. Il préféra reprendre les armes, accusant les Polonais eux-mêmes d'avoir violé certaines clauses du traité. Cette seconde guerre fut moins heureuse: le khan de Crimée, appelé une seconde fois au secours des kosaks, les trahit une seconde fois, et les kosaks furent battus à Bérés-

téchtko. La paix de la Blanche-Église (Bélaïa Tcherkov) fut plus rigoureuse que la première : le nombre des kosaks enregistrés fut réduit à 20 000 : un nombre égal de kosaks se trouvait donc exclu de la milice, rejeté dans le peuple. La plupart préférèrent émigrer sur les terres moscovites, poussèrent jusqu'au Don, allèrent vivre de brigandage sur le Volga (1651).

Une telle paix n'était qu'une trêve ; pour oser la rompre, les kosaks avaient besoin d'un allié. Bogdan envoya supplier le tsar de prendre la Petite-Russie en son obéissance. Le gouvernement d'Alexis avait depuis longtemps un prétexte de rupture tout trouvé avec la Pologne : la chancellerie polonaise en écrivant au tsar commettait des *diminutions de son titre*. Moscou ne manquait jamais de réclamer; Varsovie assurait que c'était pure inadvertance : « Alors, disaient les Russes, qu'on fasse un exemple des coupables. » On ne faisait pas d'exemple et à chaque nouvel échange de notes les *diminutions de titre* se reproduisaient. La cour de Russie faisait durer ce *casus belli*, attendant le moment d'en profiter. L'occasion parut bonne quand arriva la requête de Khmelnitski. On convoqua les États ; on leur déféra les outrages répétés à la majesté tsarienne, la persécution dont la religion orthodoxe était l'objet dans la Petite-Russie. On ajouta que les Petits-Russes, si le tsar les repoussait, seraient obligés de se mettre sous la protection du sultan. Les États cette fois se prononcèrent pour la guerre. Alexis envoya le boïar Boutourline recevoir le serment de l'hetman, de l'armée et du peuple de la Petite-Russie. (1653).

Il était temps qu'on se décidât à Moscou. Bogdan, trahi une troisième fois par le khan, venait d'être battu sur le Dniester à Jvanetz ; mais il réunit l'assemblée générale à Péréiaslavl pour lui annoncer la bonne nouvelle : « Seigneurs colonels, ésaouls et centeniers, et vous tous, armée des Zaporogues, vous tous, chrétiens orthodoxes ! s'écria l'hetman, vous voyez que nous ne pouvons plus vivre sans un prince. Or nous avons à choisir entre quatre : le sultan de Turquie, le khan de Crimée, le roi de Pologne, le tsar

de la Grande-Russie orthodoxe, que depuis six ans déjà nous ne cessons d'implorer pour qu'il devienne notre tsar et notre seigneur. Le sultan est musulman : nous savons quelles souffrances endurent de lui nos frères, les Grecs orthodoxes. Le khan aussi est musulman : nos alliances avec lui n'ont causé que des malheurs. Ce que nous avons enduré sous les pans polonais, inutile de le rappeler. Mais le tsar chrétien, le tsar orthodoxe d'Orient est de la même religion que nous. Nous ne trouverons pas un meilleur appui que sa main tsarienne. Que celui qui n'est pas de notre avis aille où il voudra : la route est libre. » Les applaudissements éclatèrent; on prêta le serment demandé par Boutourline; une ambassade se rendit à Moscou pour demander le maintien des libertés ukrainiennes. Le tsar accorda libéralement tout ce qu'on voulut : l'armée s'élèverait toujours au chiffre de 60 000 hommes; les kosaks éliraient l'hetman; les droits de la schliachta et des bonnes villes seraient maintenus; l'administration des villes et la levée des impôts seraient confiées à des indigènes; l'hetman aurait le droit de recevoir des ambassadeurs étrangers, sauf à en donner avis au tsar; il lui était interdit, sans l'autorisation tsarienne, de recevoir les ambassadeurs de Turquie et de Pologne.

En mai 1654, le tsar Alexis déclara solennellement à l'Ouspienski Sobor qu'il avait résolu de marcher en personne contre son ennemi le roi de Pologne. Il ordonna que pour cette campagne il n'y aurait pas lieu pour les généraux de *disputer sur la préséance*. Les voiévodes polonais constatèrent que cette fois « Moscou faisait la guerre d'une manière toute nouvelle et qu'elle se gagnait les habitants par la douceur et la clémence du tsar. » Cette humanité, si opportune dans une guerre dont on voulait faire une guerre de délivrance, facilita les succès. Polotsk, Mohilef, Vitepsk, toutes les villes de la Russie Blanche ouvrirent leurs portes l'une après l'autre. Smolensk ne résista que cinq semaines (1654). L'année suivante le prince Tcherkasski battait l'hetman Radzivill et commençait la conquête de la Lithuanie proprement dite : Vilna, capitale de cette

grande-principauté, Grodno, Kovno, tombèrent successivement. Pendant ce temps Khmelnitski et les Moscovites envahissaient la Pologne méridionale, rançonnait Lemberg. L'Orient tout entier retentit du bruit des victoires russes : à Moscou on racontait que les Grecs priaient pour le tsar et ne voulaient plus obéir qu'à un empereur orthodoxe, que les hospodars de Moldavie et de Valachie demandaient qu'Alexis les prît sous sa protection.

La Pologne semblait aux abois : un troisième ennemi venait de fondre sur elle : le roi de Suède Charles X prenait Posen, Varsovie, Cracovie, les trois capitales polonaises. Ce fut précisément ce conflit d'ambitions qui cette fois sauva la *pospolite :* le conquérant suédois menaçait les conquêtes russes et revendiquait la Lithuanie; il entrait en relations avec Khmelnitski, qui oubliait le serment prêté : c'était plus d'un demi-siècle à l'avance la situation de Charles XII et de Mazeppa. Le tsar Alexis craignit de n'avoir ébranlé la Pologne que pour fortifier la Suède et ne voulut pas risquer une réunion de ces deux redoutables monarchies sous le même sceptre. Il se hâta de négocier avec les Polonais : ceux-ci lui promirent la succession de leur roi actuel; puis il tourna ses armes contre la Suède. Celle-ci était sur la Baltique l'héritière de l'Ordre livonien : Alexis retrouvait la trace d'Ivan le Terrible; comme lui, il eut d'abord des succès rapides, puis les résultats s'en allèrent en fumée. Il prit Dünabourg, Kokenhusen, les vieux châteaux des *ritter;* mais les Russes attaquèrent vainement Riga. Ils ne réussirent ni devant Oréchek, ni devant Kexholm. L'occupation de Dorpat termina la première campagne (1656); puis les hostilités languirent et la trêve de Valiéssar (1659) laissa Dorpat à la Russie. Enfin les affaires de Pologne et de Petite-Russie se compliquant terriblement, la Pologne ayant signé avec la Suède la paix d'Oliva (1660), Alexis conclut avec la Suède celle de Cardis, par laquelle il abandonnait Dorpat et toute la Livonie (1661).

L'hetman Khmelnitski était mort en 1657. Il avait donné plus d'un mécontentement à son nouveau suzerain. Contre

son serment, il avait négocié avec la Suède, avec la Pologne. Au fond, après s'être débarrassé de l'ancien maître, il aurait voulu ne pas se livrer au nouveau, rester le souverain indépendant de la Petite-Russie, créer entre la Pologne et la Moscovie un troisième État slave. Les kozaks partageaient cette manière de voir. Ils s'étaient insurgés contre la Pologne parce que le souverain y était trop faible et ne savait pas faire respecter leurs droits par son aristocratie ; ils craignirent que le souverain moscovite ne fût trop fort. Tout gouvernement, toute autorité était un fardeau pour le libre kosak.

Bogdan du moins conservait les apparences de la soumission ; sa mort fut le signal des troubles. Le chancelier de l'armée kosaque Vygovski prit le bâton d'hetman ; mais le polkovnik de Poltava, Martin Pouchkar, et les Zaporogues refusèrent de le reconnaître. Vygovski, Pouchkar et l'ataman zaporogue se dénoncèrent mutuellement à Moscou Vygovski fit assassiner Pouchkar, et, pour s'assurer un allié contre le tsar, se rapprocha de la Pologne ; il appela le khan de Crimée et battit le prince Troubetskoï à Konotop; mais, après la retraite du khan, la majorité des kosaks se prononça pour Moscou et obligea le rebelle à fuir en Pologne. Georges Khmelnitski, le fils du libérateur, fut élu hetman (1659).

Les troubles de la Petite-Russie rendirent courage aux Polonais : ils réussirent à chasser les Suédois et refusèrent d'exécuter le traité avec Moscou. La guerre recommença : les Russes n'y furent pas heureux. L'excès de leurs malheurs semblait avoir rappelé les Polonais à la concorde. Après quelques succès, une armée russe fut battue à Polonka (1660) par le voiévode Tcharnétski, le vainqueur des Suédois; une autre, commandée par le boïar Chérémétief et l'hetman Georges Khmelnitski, se laissa envelopper près de Tchoudnovo par les Tatars et les Polonais, fut abandonnée par les kozaks et dut mettre bas les armes. Dans le nord, on perdit Vilna et toute la Lithuanie.

Khmelnitski s'était fait moine : son successeur Tétéria prêta serment au roi; mais la rive gauche du Dniéper refusa de le reconnaître pour hetman et élut Brioukhovétski,

dévoué à la Russie. Jean Casimir passa le fleuve et fut sur le point de reconquérir toute l'Ukraine; repoussé au siége de Gloukhof, il perdit, par le froid et la faim, dans les steppes désertes, la meilleure partie de son armée. Les deux empires s'étaient épuisés par une guerre qui durait depuis dix ans : la Pologne avait été envahie tout entière par les Suédois, les Russes ou les kosaks; la Russie n'avait plus d'argent pour payer l'armée; on donna cours forcé à une monnaie de bronze qui avait la même valeur nominale que l'argent; partout on se plaignait de la disette; à Moscou une émeute éclata contre les Miloslavski, parents de la tsarine, et la multitude se porta au palais de Kolomenskoé, pour en arracher de force ses ennemis. Il fallut tirer sur les rebelles, dont 7000 furent tués ou pris.

Cependant ni les Polonais, ni les Russes ne voulaient poser les armes sans avoir assuré ce qu'ils avaient conquis par tant de sacrifices. Deux nouveaux malheurs vinrent frapper la Pologne : la révolte du prince Lubomirski, qui avait à se plaindre de la reine, la mort de Tétéria, dont le successeur Dorochenko se donna au sultan et par là mit sur les bras du gouvernement une nouvelle guerre avec le Turc et le Tatar. Il fallut traiter avec la Russie : à Androussovo on conclut une trêve de treize ans : Alexis renonçait à la Lithuanie, mais gardait Smolensk et Kief sur la rive droite du Dniéper et toute la rive gauche petite-russienne (1667).

La paix avec la Pologne ne rendit pas le calme à la Petite-Russie. Ni les kosaks du Dniéper, ni les kosaks du Don ne pouvaient s'accommoder de l'obéissance et de la régularité qui sont nécessaires à un État moderne. Plus la Russie entrait dans les voies de la civilisation et de la centralisation, plus le divorce devait s'accuser entre l'empire et les hommes de la steppe; plus la frontière de cette Russie civilisée s'avançait vers le sud, plus le conflit inévitable se trouvait rapproché. Le règne d'Alexis, qui débute par les émeutes des cités moscovites, se continue par les révoltes des kosaks.

L'hetman Brioukhovétski était dévoué à la Russie; mais il y avait autour de lui bien des mécontents. Comme toujours, le petit peuple n'avait pas retiré de la révolution tout ce qu'il s'en était promis; cependant il voyait dans l'autorité absolue du tsar une garantie contre l'oligarchie petite-russienne de la *starchina*, des polkovniks et contre la turbulence des kosaks : « Dieu, disait-il à ces derniers, nous a délivrés de vous ; vous ne pourrez plus nous piller et dévaster nos maisons. » Les kosaks et la *starchina*, en d'autres termes le parti militaire et aristocratique, étaient d'autant plus mécontents de voir des voiévodes moscovites s'établir dans les villes. La république des Zaporogues tremblait déjà de s'être donné un maître. Le métropolite de Kief, Méthode, ameutait une partie du clergé qui voulait rester soumis au patriarche de Constantinople et non à celui de Moscou. Ce fut Méthode qui prépara le soulèvement; il se rapprocha de l'hetman, le mit en rapport avec l'ataman de la rive droite, Dorochenko, qui s'engagea à déposer le bâton et à reconnaître pour chef de toute la Petite-Russie celui qui consentirait à l'affranchir. Le faible Brioukhovétski se laissa gagner : l'assemblée de Gadatch, en 1668, décida de faire défection au tsar et de se donner comme la rive droite au sultan des Turcs. Deux voiévodes et cent vingt Moscovites furent égorgés. Peu de temps après, Brioukhovétski fut mis à mort par ordre de Dorochenko, qui devint l'hetman des deux rives. Mais des deux partis qui se divisaient la Petite-Russie, le parti de l'indépendance, ou parti turc et polonais, et le parti de Moscou, c'était ce dernier qui dominait sur la rive gauche. Il ne tarda pas à se rapprocher du tsar, et, moyennant quelques concessions, se donna à lui pour la seconde fois : le nouvel hetman, Mnogogréchnyi, s'établit à Batourine.

La rive droite n'eut pas à se louer de la politique où l'avait engagée Dorochenko. Elle devint le théâtre d'une guerre terrible entre la Turquie et la Pologne, et fut cruellement ravagée par Mahomet IV. Abandonnée un moment par le faible roi Michel Vichnévétski, elle fut reconquise par son énergique successeur Jean Sobieski. La rive gauche, ou

moscovite, eut moins à souffrir, bien que le sultan la revendiquât également comme sa propriété : les habitants n'eurent à y combattre que leurs vieux ennemis les Tatars.

Les kosaks du Don, à cette époque, furent en masse assez tranquilles; mais l'un d'eux, Stenko Razine, bouleversa la Russie orientale. L'immigration des populations du Dniéper, chassées de leurs pays par la guerre, avait amené dans les pauvres campagnes du Don une véritable disette. Stenko rassembla un certain nombre d'aventuriers affamés et voulut recommencer la tentative sur Azof. Il en fut empêché par la *starchina* des *Dontsi* et se tourna vers l'Orient, vers le Volga et le Jaïk (Oural). Sa réputation s'étendit au loin : on publiait qu'il était sorcier, et que ni le sabre, ni les balles, ni les boulets ne pouvaient rien contre lui : les brigands de tout pays accoururent en masse autour de lui. Il écuma la mer Caspienne, ravagea les rivages de la Perse. Le gouvernement russe, impuissant à le combattre, lui fit offrir son pardon, s'il rendait les canons et les barques enlevés à la couronne. Il accepta; mais ses exploits, les richesses acquises par le pillage, sa libéralité princière lui créèrent un parti immense dans le bas peuple, chez les kosaks et même chez les streltsi des villes. Les campagnes du Volga étaient toujours prêtes à un bouleversement social : de là les succès de Razine, comme plus tard de Pougatchef. Les brigands y étaient populaires et honorés : d'honnêtes marchands, venus sur le Don pour leur commerce, apprirent que Stenko commençait une croisière de pirate : ils n'hésitèrent pas à se joindre à lui.

En 1670, Stenko, ayant dépensé l'argent de ses rapines, remonta le Don avec une armée de vagabonds et de là passa sur le Volga. Tout se souleva à l'approche du chef déjà fameux. Les habitants de Tsaritsyne lui ouvrirent leurs portes. On envoya une flottille contre lui; mais les mariniers et les streltsi lui livrèrent leurs commandants. Astrakhan s'insurgea et lui livra ses deux voiévodes, dont l'un fut précipité du haut d'un clocher. Remontant le Volga, il prit Saratof, Samara, insurgea les campagnes de Nijni-Novgorod, de Tambof et de Pensa. Partout, dans la Russie

du Volga, les serfs se soulevèrent contre leurs maîtres, les Tatars, Tchouvaches, Mordves, Tchérémisses, contre la domination russe. Ce fut un effroyable bouleversement. Près de Simbirsk, Stenko Razine fut battu par Georges Baratinski. Son prestige tomba : il fut traqué dans la steppe, arrêté sur le Don, exécuté à Moscou (1670).

Sa mort n'arrêta pas immédiatement la rébellion : des bandes s'obstinaient à tenir la campagne. A Astrakhan, Vassili Ouss faisait précipiter le métropolite du haut d'un clocher. A la fin, tous ces émules de Razine furent tués ou pris, le Volga affranchi et le Don pacifié comme le Dniéper.

### Réforme ecclésiastique de Nicon. Les précurseurs de Pierre le Grand.

En 1648, le tsar réunit un *Sobor* qui rédigea un nouveau code, l'*Oulojénié.*

Si Alexis, le père de Pierre le Grand, ne fit pas la réforme, son règne en fut la préparation; Nicon, Polotski, Nachtchokine, Matvéeef, etc., en furent les précurseurs.

Nikita ou Nicon était fils d'un simple paysan du gouvernement de Nijni-Novgorod. C'est l'Église qui le tira de son néant et peu à peu lui donna rang parmi les puissants. Prêtre à Moscou, pieux solitaire sur le lac Blanc, archimandrite du *Novospasski monastyr* , un des couvents de Moscou, devenu le commensal du tsar, il est nommé bientôt métropolite à Novgorod, où nous l'avons vu apaiser une révolte au péril de sa vie. Le tsar l'aime et l'admire, l'appelle au patriarcat, lui permet de prendre à ses côtés ce même titre de *grand-seigneur* et de *souverain* qu'avait porté Philarète. Un homme qui s'était élevé si haut et de si bas était peu capable de maîtriser son ambition : fier, impérieux, il se fit dans la noblesse et le clergé une multitude d'ennemis et les dédaigna.

Nicon reprit l'œuvre commencée par Dionysii de Troïtsa: la correction des livres saints. Il s'était glissé dans les manuscrits slavons nombre de fautes grossières et même d'interpolations qui avaient passé dans les livres imprimés.

Nicon, avisé de ces fautes par des prélats grecs venus à Moscou, assembla un concile, où l'on décida qu'il fallait corriger ces livres conformément aux anciens manuscrits slavons et grecs. Nicon rassembla de toutes parts des textes, de savants ecclésiastiques, et se mit à l'œuvre. Cette tentative, qui dénote un esprit scientifique et vraiment moderne, fut l'origine d'un schisme. Pour le peuple, pour une partie du clergé et des moines, tout était sacré dans les livres sacrés, même les fautes des copistes. Certains textes altérés ou interpolés avaient à leur tour consacré certains usages qui étaient en opposition avec ceux que suivait généralement l'Église. C'était sur eux que des sectaires s'appuyaient pour défendre, sous peine de péché mortel, de raser sa barbe, pour prescrire le signe de la croix avec deux doigts et non avec trois, la liturgie avec sept *prosphires* et non avec cinq. Des fanatiques étaient disposés à mourir plutôt que de lire *Iisous* pour *Isous* (Jésus). Outre les hommes qu'un respect excessif pour les anciens textes et les vieux usages allait entraîner dans le schisme, il faut signaler de véritables hérétiques qui s'autorisaient de textes falsifiés ou apocryphes, et qui, après avoir été longtemps confondus et comme ignorés dans le sein de l'Église orthodoxe, durent se démasquer tout à coup en se déclarant contre les livres corrigés. La réforme de Nicon fit donc éclater le *raskol* latent dans l'Église russe avec son infinie multiplicité de sectes, *vieux croyants*, *buveurs de lait*, *champions de l'esprit*, *flagellants*, *skoptsi* ou eunuques volontaires, et tant d'autres dont l'origine remonte au gnosticisme alexandrin, au manichéisme persan ou peut-être même au panthéisme indou (1654).

Le tsar soutint énergiquement son patriarche : il poursuivit les *fous religieux* (*iourodivié*) et les prophètes errants qui ameutaient le peuple, disgracia les hommes et les femmes de sa cour qui s'obstinèrent à se signer avec deux doigts, incarcéra les moines et les ecclésiastiques rebelles, traqua les assemblées de récalcitrants. Un des ennemis de Nicon fut brûlé vif. L'épisode le plus curieux de cette guerre religieuse fut la révolte des saints monastères

de la mer Blanche : les moines, passionnément attachés aux anciens usages, entraînèrent les streltsi et les enfants-boïars qui tenaient garnison dans le couvent fortifié de Solovétski. Il fallut envoyer contre eux toute une armée (1668) ; le monastère ne succomba qu'après huit années de résistance : il fut pris d'assaut et les émeutiers pendus.

Dans le même temps qu'Alexis assurait à Nicon la victoire sur ses ennemis religieux, il le livrait à ses ennemis politiques. Le caractère orgueilleux et emporté du patriarche avait fini par le rendre insupportable au souverain. C'était une reproduction de la rivalité du patriarche Kéroularios et de l'empereur Isaac Comnène au onzième siècle byzantin. Les courtisans s'appliquèrent à cultiver cette mésintelligence. Nicon, au lieu de combattre leurs menées, dédaigna de se défendre et redoubla d'orgueil. Ses ennemis lui ménagèrent dans une cérémonie publique une avanie qui le mit hors de lui. Il déposa solennellement sur l'autel ses insignes pontificaux, au milieu des larmes du peuple, et se retira dans un couvent qu'il avait fondé hors de Moscou. C'était livrer le champ de bataille à ses adversaires. Il attendait que le tsar vînt le supplier de reprendre le patriarcat : mais le tsar ne se dérangea pas pour son ancien favori. Cet exil volontaire dura huit ans (1658-1666). On profita alors du passage à Moscou des deux patriarches d'Antioche et d'Alexandrie pour réunir un concile : le concile approuva la réforme de Nicon et sa correction des livres; mais, pour sa désertion volontaire du patriarcat, ses propos audacieux contre le tsar et les prélats, ses abus de pouvoir contre le clergé inférieur, on le condamna à être enfermé dans un monastère du lac Blanc.

A côté de Nicon, parmi les promoteurs de la réforme, il faut citer Siméon Polotski, précepteur des fils d'Alexis, qui rédigea contre les *raskolniks* le *Bâton de gouvernement*, écrivit des vers légers, des panégyriques, des sermons, des compositions dramatiques, des maximes et exemples tirés des Écritures, et qui ne cessait de rappeler au tsar l'exemple d'un de nos rois : « Il y avait, écrivait-il, un roi de France qu'on appelait François Ier; comme il ai-

mait les belles-lettres et la science (tandis que ses ancêtres ne les aimaient pas et vivaient dans l'ignorance comme des barbares), on vit aussitôt les fils de familles illustres chercher à s'instruire pour complaire au monarque. C'est ainsi que la science s'est répandue dans ce pays; car la coutume des sujets est d'imiter le prince; tous aiment ce qu'il aime; heureux le royaume dont le roi donne le bon exemple pour l'amendement de tous! » Siméon était de la Russie Blanche; d'autres, comme Slavinétski et Satanovski, chargés par Nicon de traduire les livres étrangers, venaient de la Petite-Russie, de Kief la savante. Ces deux Russies occidentales servirent d'abord d'intermédiaires entre la Moscovie et l'Europe.

Deux écrivains de ce temps méritent surtout une mention spéciale. L'un, Grégori Kotochikhine, sous-secrétaire du *prikaz des ambassades*, forcé, à la suite d'une querelle avec le voiévode Dolgorouki, de fuir en Pologne, puis en Suède, rédigea dans ce dernier pays un curieux travail intitulé « La Russie sous le règne d'Alexis Mikhaïlovitch », qui parut vers l'année 1666. Il ne s'occupe dans son livre ni du clergé ni des basses classes; mais il fait un tableau effrayant de l'ignorance, de la grossièreté, de la brutalité des boïars et de la noblesse; si bien, dit Polévoï, qu'on se pose involontairement cette question: « Dans quel état devaient donc se trouver les classes inférieures? » Il ne parle qu'avec horreur et dégoût de la manière dont se rendait la justice en Russie, compare les institutions de l'étranger avec celles de son pays, fait ressortir la supériorité des premières et déplore que ses compatriotes n'envoient pas leurs enfants s'instruire au dehors.

L'autre, Iouri Krijanitch, Serbe d'origine, prêtre catholique, était un de ces Slaves lettrés qui vinrent en Russie chercher un emploi de leurs talents. De son propre aveu, il se proposait trois choses en venant à Moscou: 1° relever la langue slave, en rédigeant pour elle une grammaire et un lexique, afin d'apprendre aux Slaves à écrire et à parler correctement et de mettre à leur disposition une abondance de locutions qui leur permît d'exprimer toutes les

pensées de l'esprit humain, toutes les idées politiques et générales; 2° écrire l'histoire des Slaves et réfuter les mensonges et les calomnies des Allemands; 3° dévoiler les fourberies et les sophismes dont les nations étrangères se servent pour tromper les Slaves. Dans son livre, « l'Empire russe au milieu du XVII^e siècle », dédié à Alexis Mikhaïlovitch et récemment publié par M. Bezsonof, il touche à toutes les parties de la morale, de la politique et de l'économie politique. Comme Kotochikhine, c'est à l'ignorance et à la barbarie qu'il s'attaque, et c'est l'instruction, l'étude, la civilisation qu'il invoque comme remède aux maux de la Russie. Krijanitch est le premier des *slavophiles*, des *panslavistes*, comme l'on dirait aujourd'hui. Il appelle à lui toutes les nations slaves : « *Borysthénites* ou Petits-Russiens, Polonais, Lithuaniens, Serbes » Il recommande aux Russes une égale défiance des Allemands et des Grecs. Ses sorties contre le clergé grec établi en Russie l'auraient même fait, en 1660, exiler à Tobolsk.

Ordine-Nachtchokine, fils d'un petit gentilhomme de Pskof, se distingua comme diplomate dans les négociations pour la paix d'Androussovo qui donnèrent à la Russie Kief et Smolensk. Appelé dans les conseils du tsar, son activité s'appliqua à toutes les branches du gouvernement : l'armée qu'il fallait réformer, le commerce qu'il fallait affranchir des vexations des voiévodes, la diplomatie pour laquelle il cherchait des agents dignes de représenter la Russie et qui fussent au fait des langues étrangères. Il fut le vrai ministre des affaires extérieures. Il voulait faire de la Moscovie le centre du commerce asiatique et européen : il instituait une compagnie arménienne pour le négoce des soies de Perse, projetait une flotte sur la mer Caspienne, construisait sur l'Oka le premier vaisseau russe, faisait traduire, pour éclairer le souverain, des extraits des gazettes étrangères, et fondait ainsi, mais pour l'usage du prince, le premier journal russe.

Comme il était obligé de louer beaucoup ce qui se faisait au dehors, de critiquer d'autant ce qui se faisait en Russie, il se suscita quantité d'ennemis. Sa moralité était

à la hauteur de ses talents : incorruptible, infatigable, maître de lui-même, il fut le premier grand Européen qu'ait produit la Russie. En louant l'Europe, il restait Russe : il se fit moine sur ses vieux jours.

Le successeur de Nachtchokine fut Artamon Matvéef, avec lequel Alexis Mikhaïlovitch vivait familièrement. Un jour que le tsar venait dîner chez lui, il vit une jeune fille qui servait à table et qui lui plut par son air de modestie et d'intelligence. C'était Natalie Narychkine, nièce de Matvéef, qui la traitait comme sa fille. « J'ai trouvé un mari pour elle », dit Alexis quelques jours après. Le mari, c'était le tsar. Ce mariage resserra encore les liens qui l'attachaient à Matvéef. Or, celui-ci était, comme Nachtchokine, tout acquis aux idées européennes. Sa maison était meublée, ornée à l'occidentale. Les hôtes choisis qu'il rassemblait chez lui ne se livraient pas aux orgies autorisées par la coutume nationale : ils s'entretenaient courtoisement comme dans un salon français. Il avait épousé une Écossaise, de la famille Hamilton ; au lieu de se tenir enfermée comme les autres dames à l'étage supérieur du palais, elle se mêlait à la conversation des hommes. On conçoit quelle influence le boïar et sa femme durent exercer sur leur fille adoptive : est-il étonnant que Natalie ait été la première princesse russe qui fit relever les rideaux de sa litière et laissa apercevoir son visage par ses sujets ? Matvéef protégea les artistes étrangers, « les maîtres en écrits perspectifs », comme on les appelait. Dans la *slobode* allemande de Moscou, il établit une espèce de conservatoire dramatique, où vingt-cinq fils de marchands apprenaient à jouer la comédie. Le tsar prit goût aux plaisirs du théâtre. Likatchof, son envoyé à la cour de Florence, écrivait à son souverain des lettres enthousiastes sur les merveilles dont il avait été le témoin à l'opéra de cette ville : des palais qui paraissaient et disparaissaient, la mer qui s'enflait sur la scène et se remplissait de poissons, des hommes à cheval sur des monstres marins ou qui se poursuivaient dans les nuages. Moscou entreprit de

rivaliser avec Florence. Dans un théâtre en planches, on représenta devant le tsar des ballets et des drames tirés de la Bible: Joseph vendu par ses frères, l'Enfant prodigue, une *Esther* qui précéda de 17 ans celle de Racine; à Moscou comme à Saint-Cyr, la pièce donna prétexte à mainte allusion: Esther était ici Natalie Narychkine; Mardochée, c'était Matvéef le protecteur de sa jeunesse; le *vrémianchtchik* Aman, qui fut pendu sur la *tchélobitié* de la tsarine Esther, était sans doute l'homme du *moment* précédent, Khitrovo. Ces pièces sacrées étaient relevées de fortes plaisanteries: dans *Holopherne*, quand Judith a décapité le *voiévode* assyrien, la servante s'écrie: « Voilà un pauvre homme qui sera bien étonné, en s'éveillant, de voir qu'on lui a emporté sa tête! »

Sous ce règne, lorsque l'on courait au-devant d'un rapprochement avec l'Europe, la diplomatie prit naturellement un grand développement. On fut en rapports plus ou moins réguliers avec toutes les cours de l'Occident.

En 1645, on envoya à Charles Ier d'Angleterre Gérasime Doktourof. L'envoyé russe tomba en pleine révolution d'Angleterre. Il demanda où était le roi: on lui dit qu'il tenait la campagne contre Londres. On eut grand'peine à lui faire entrer dans la tête que le peuple anglais avait été de tout temps un peuple libre, que le Parlement avait une autorité égale à celle du roi, qu'il se composait de deux chambres, l'une où siégeaient les grands boïars, l'autre où siégeaient les délégués des villes, de la noblesse, du commerce. Doktourof s'obstinait, suivant le texte de ses instructions, à remettre la lettre au roi lui-même. Charles Ier fut l'année suivante amené prisonnier à Londres: on refusait toujours de lui présenter l'envoyé russe, vu qu'il avait cessé d'être le souverain de l'Angleterre. Doktourof repartit fort mécontent, et, sur son rapport, les marchands anglais en Russie se virent retirer l'exemption de droits. Alexis ne comprenait rien à la révolution d'Angleterre, pas plus que son envoyé. Quand Charles Ier périt sur l'échafaud, on chassa de toutes les villes russes les négociants britanniques, en punition de

ce régicide, on ne leur permit plus de négocier qu'à Arkhangel.

En 1648, la Russie fut mentionnée au traité d'Osnabrück comme alliée de Christine de Suède.

Au début de la guerre de Pologne, Alexis imagina d'en donner avis aux souverains de l'Occident. En 1653, il dépêcha à Louis XIV le prince Matchékhine, qui fut aussi présenté à Anne d'Autriche. En 1658, Desminières, envoyé de Louis XIV, avait figuré au congrès pour la paix entre la Russie et la Suède. En 1668, Pierre Potemkine fut chargé de visiter la cour d'Espagne, ensuite celle de France : c'était au lendemain de la paix d'Aix-la-Chapelle; le Russe sut fort bien démêler que la guerre recommencerait. Son but était d'amener Louis XIV à entrer en relations régulières avec la Russie et à envoyer des vaisseaux français à Arkhangel. Il eut des conférences avec Colbert et les six corps des marchands de Paris. Cette ambassade eut pour résultat la création par Colbert de la Compagnie du Nord pour le commerce avec la Russie (1669). La relation de Potemkine renferme de curieux détails et de curieuses réflexions sur l'Espagne et la France du dix-septième siècle. En 1673, Alexis envoya André Vinius à Louis XIV pour le prier de faire la paix avec la Hollande et d'entrer dans une grande alliance des puissances chrétiennes contre le sultan. Ce vœu ne pouvait être exaucé.

### Règne de Feodor Alexiévitch (1676-1682).

A la mort d'Alexis, son fils aîné, Feodor, lui succéda. Les parents maternels de Feodor, les Miloslavski, profitèrent de son avènement pour renverser leur ennemi Matvéef, qui fut accusé de magie, dépouillé de ses biens et de son titre de boïar et relégué à Poustozersk. Sous ce règne la question petite-russienne reçut une solution : l'hetman Samoïlovitch et le prince Romodanovski battirent Dorochenko et l'obligèrent à déposer le bâton d'ataman. Ils eurent ensuite à lutter contre les Turcs et les Tatars, qui deux fois envahirent l'Ukraine, et s'avancèrent jusqu'à Tchiguirine. Le pays,

suivant le récit d'un contemporain, était couvert de villes et de châteaux en ruine et de tas d'ossements humains qui blanchissaient au soleil. A la fin, le sultan conclut à Bakhtchi-Séraï (1681) une trêve de vingt ans, qui laissait à la Russie l'Ukraine et la Zaporogie.

En 1680, Louis XIV envoya au tsar le marquis de Béthune, chargé de prendre part aux négociations entre la Russie et la Pologne. En 1681, reparut à Paris Pierre Potemkine : il s'agissait d'obtenir les bons offices du roi dans les difficultés avec les Tatars, la Turquie et la Suède.

En 1679 et 1680, on essaya d'adoucir la législation pénale : on ne devait plus couper les pieds et les mains, mais envoyer les coupables en Sibérie. Le concile de 1681 fit des réformes dans l'Église et décida la création de nouveaux sièges archiépiscopaux et épiscopaux, notamment dans les vastes régions du Volga et en Sibérie.

Ce fut sous ce règne encore qu'on réunit une assemblée du haut clergé et des boïars pour statuer sur les *querelles de préséance* (*miéstnitchestvo*) qui continuaient à être une des plaies de la Russie. L'assemblée ordonna qu'elles n'eussent plus lieu : on apporta les fameux *livres des rangs* et on les livra aux flammes. Celui qui *disputerait* à l'avenir serait privé de sa noblesse et de ses biens (1682).

Pour défendre l'Église orthodoxe contre les hérésies de l'Occident, pour resserrer ses liens avec l'Église orientale, Feodor fonda « l'Académie slavo-gréco-latine » de Moscou. On y enseignait les langues grecque et latine, la philosophie chrétienne et la théologie. On remarqua parmi les professeurs les deux frères Likhoudis, appelés de Grèce. Cette école, quoique tout ecclésiastique, était un progrès sur tous les établissements d'instruction que possédait la Russie.. Elle donna de brillants élèves : le mathématicien Magnitski sous Pierre le Grand, le poète Lomonossof sous Élisabeth, l'historien Bantych-Kamenski et le métropolite Platon sous Catherine II.

---

# CHAPITRE XXII.

## PIERRE LE GRAND. — PREMIÈRES ANNÉES (1682-1700).

Régence de Sophie (1682-1689). Pierre Ier. — Expéditions d'Azof (1695-1696), premier voyage en Occident (1697). — Révolte et destruction des streltsi. — Lutte contre les kosaks : révolte du Don (1706). Mazeppa (1709).

### Régence de Sophie (1682-1689). Pierre Ier.

Alexis Mikhaïlovitch avait eu de sa première femme Maria Miloslavski deux fils, Feodor et Ivan, et six filles; de sa seconde femme Natalie Narychkine, un fils qui fut Pierre Ier et deux filles. Comme il avait eu deux épouses, dont chacune avait *approché* du trône ses parents et ses alliés, il y avait deux factions dans le palais; la mort de Feodor les mit en présence. Les Miloslavski avaient pour eux l'ancienneté, le nombre des enfants tsariens issus de Marie, surtout cette circonstance qu'Ivan était l'aîné des deux fils survivants; malheureusement pour eux, Ivan était notoirement imbécile de corps et d'esprit. Les Narychkine avaient pour eux l'intérêt qu'excitait la précoce intelligence de Pierre et la situation de chef légal de toute la famille tsarienne que donnait à Natalie Narychkine, suivant les idées et les lois russes, son titre de veuve-mère. Les deux factions depuis longtemps avaient pris leurs mesures et recruté leurs partisans. Qui succéderait à Feodor? Serait-ce le fils de la Miloslavski ou le fils de la Narychkine? Les Miloslavski furent d'abord battus sur le terrain légal : eu égard à l'incapacité d'Ivan, les boïars et le patriarche Joakhim proclamèrent tsar le jeune Pierre

alors âgé de neuf ans. Les Narychkine triomphaient : Natalie devenait tsarine-tutrice, elle rappelait de l'exil son père nourricier Matvéef, elle s'entourait de ses frères et de ses oncles.

Les Miloslavski ne pouvaient chercher leur revanche que dans l'émeute, mais il leur manquait un chef. Ivan ne pouvait jouer ce rôle. L'aînée de ses six sœurs avait trente-deux ans, la plus jeune dix-neuf ; la plus énergique était Sophie, qui avait vingt-cinq ans. Ces six princesses se voyaient condamnées à la triste destinée des *tsarévni* russes, forcées de renoncer à toute espérance de mariage, condamnées à vieillir au fond du *terem*, soumises par surcroît à l'autorité d'une belle-mère. Toute cette jeunesse était pleine de vie et avait le cloître en perspective. Elle ne respirait que l'action ; or, l'étiquette impériale, les mœurs, les préjugés, les traditions byzantines leur défendaient de se produire en public. Mais ces traditions de Byzance offraient elles-mêmes des modèles à suivre. Pulchérie, fille d'un empereur, n'avait-elle pas régné à Constantinople sous le nom de son frère, l'incapable Théodose? N'avait-elle pas, tout en gardant sa virginité, épousé le brave Marcien qui avait été son épée contre les barbares? Voilà l'idéal que pouvait se proposer Sophie : être un *tsar-diévitsa*, un empereur-fille. Pour s'émanciper des lois rigoureuses du terem, pour oser forcer les « vingt-sept serrures » de la chanson, soulever la *fata* qui cachait son visage, paraître en public, affronter les regards des hommes, il fallait à la fois de l'énergie et de la ruse, ne rien brusquer, procéder par efforts successifs. D'abord Sophie osa paraître aux funérailles de Feodor, tandis qu'on ne voyait ordinairement aux obsèques d'un prince que sa veuve et son héritier. Sa litière y rencontra celle de Natalie Narychkine et sa présence força la tsarine-tutrice à la retraite. Elle s'entoura d'une cour de lettrés, qui la prônaient au dehors, l'encourageaient, l'excitaient à l'action. Siméon Polotski et Silvestre Medviédef écrivaient des vers en son honneur, lui rappelaient les exemples de Pulchérie et d'Olga, la comparaient à la reine-vierge Élisabeth d'An-

gleterre, même à Sémiramis : on croirait entendre Voltaire s'adressant à Catherine II. Ils jouaient sur son nom de Sophie (la Sagesse) et proclamaient que « la chose lui avait été donnée avec le nom ». Polotski lui dédiait la *Couronne de la foi* et Médviédef ses *Dons de l'Esprit-Saint*. Le terem offrait les contrastes les plus étranges; on y jouait des féeries (les *Roussalki*) et l'on y retrouvait cette cohue de popes, de moines, de religieuses, de bonnes femmes, de bons pauvres, qui formaient la cour des anciennes tsarines. Il y avait dans cette foule grouillante d'utiles artisans d'intrigues. Les bons pauvres, tout en égrenant leur chapelet, servaient d'émissaires entre le palais et la ville, agissaient auprès du bas peuple, portaient des messages et des présents aux turbulents streltsi, ménageaient l'entente entre les vierges tsariennes et les soudards. Des bruits sinistres furent habilement semés dans Moscou : Feodor, le fils aîné d'Alexis, était mort victime des méchants; Ivan était sans doute réservé au même sort : que deviendraient les pauvres *tsarévni*? que deviendrait le sang des rois? Enfin on annonça publiquement qu'un frère de la Narychkine venait de saisir le diadème, s'était assis sur le trône et qu'Ivan était mort étranglé. L'amour, la pitié pour le fils d'Alexis, l'indignation excitée par la nouvelle de l'usurpation, soulevèrent immédiatement tout le peuple de Moscou, et les meneurs affidés s'emparèrent habilement de la direction du mouvement. Le tocsin sonna aux 400 églises de la ville sainte, les régiments des streltsi prirent les armes et, au nombre de vingt mille, suivis d'une immense multitude, coururent au Kremlin, tambours battants, mèches allumées, traînant du canon. Natalie Narychkine n'eut qu'à se montrer sur l'Escalier rouge accompagnée de Pierre, son fils, et d'Ivan, que l'on disait mort. Cette simple apparition suffisait pour confondre les calomnies. Les streltsi voyant qu'on les avait trompés, hésitaient. Une harangue habile de Matvéef, qui avait été autrefois leur commandant, les exhortations du patriarche, achevaient de les ébranler. La révolte était presque apaisée, les Miloslavski avaient manqué leur coup, car ils n'avaient encore réussi à faire égor-

ger aucun de ceux qui les gênaient. Tout à coup le prince Michel Dolgorouki, chef du *prikaz* des streltsi, se met à invectiver les séditieux dans les termes les plus violents. Ce discours malencontreux réveille leur fureur ; ils se jettent sur Dolgorouki et du haut de l'Escalier rouge le précipitent sur les piques. Sous les yeux de la tsarine, ils égorgent Matvéef ; puis ils parcourent le palais, exterminant tout ce qui leur tombe sous la main : un frère de Natalie, Athanase Narychkine, est jeté par une fenêtre sur la pointe des lances. Le lendemain l'émeute recommence : on arrache des bras de la tsarine son père Cyrille et son frère Ivan ; celui-ci est torturé et coupé en morceaux, celui-là est cruellement maltraité, tondu et envoyé dans un monastère. Les historiens nous montrent Sophie intercédant à genoux pour les victimes, mais l'entente entre les rebelles et la tsarévna est certaine ; les streltsi obéissaient à un mot d'ordre. Les jours suivants furent consacrés par eux à épurer le palais et l'administration, et, le septième jour de la révolte, ils envoyèrent leur commandant, le prince-boïar Khovanski, déclarer qu'ils voulaient deux tsars : Ivan en premier, Pierre en second ; en cas de refus l'émeute recommencerait. Les boïars de la *douma* délibérèrent sur cette proposition ; la plus grande partie des nobles y étaient opposés : on n'avait jamais vu en Russie le pouvoir partagé ; mais les orateurs du *terem* citèrent des exemples tirés des histoires sacrées et profanes : Pharaon et Joseph, Arcadius et Honorius, Basile II et Constantin VIII : le meilleur argument, c'étaient les piques des streltsi (1682).

Sophie triomphait : sous le nom de ses deux frères, Ivan et Pierre, elle régnait. Elle affectait de se montrer en public, aux processions, aux offices, aux promenades d'images, aux dédicaces d'églises. A l'*Ouspienski Sobor*, tandis que ses frères occupaient la place du tsar, elle occupait celle de la tsarine : seulement elle faisait relever les rideaux et hardiment se laissait encenser par le patriarche. Quand les *raskolniks* défièrent à un colloque les chefs de l'Église orthodoxe, elle entendit présider le concile ; elle voulait même le convoquer en plein air, au *Lobnoé miésto*,

sur la Place Rouge. L'opposition fut si vive qu'elle se réduisit à réunir l'assemblée au Palais à Facettes : elle y assista, derrière le fauteuil de ses deux frères, invisible et présente. On conserve encore au musée de Moscou le trône à deux siéges qui servait en ces occasions : dans le dossier du trône est pratiquée une ouverture que dissimule un voile de soie : c'est derrière ce voile que s'asseyait Sophie. Ce meuble singulier est le symbole de ce gouvernement inouï en Russie, composé de deux tsars visibles et d'une souveraine invisible.

Cependant les streltsi sentaient se réveiller en eux les préjugés populaires contre la royauté des femmes. Ils étaient froissés du mépris qu'affichait la tsarévna pour les anciennes mœurs. Sophie était déjà pour eux un *personnage scandaleux* (*pozornoé litso*). Une autre cause de mésintelligence, c'était l'appui qu'elle donnait à l'Église officielle, réformée par Nicon, tandis que les streltsi, avec une grande partie du peuple, tenaient pour la *vieille foi*. Elle avait fait arrêter ceux des *vieux croyants* qui avaient provoqué, au colloque du Palais à Facettes, le patriarche et les prélats orthodoxes : le principal meneur Nikita avait eu la tête tranchée. Khovanski, le chef des streltsi, soit par sympathie pour le *raskol*, soit qu'il voulût complaire à ses subordonnés, affectait de partager leur mécontentement. La cour commença à ne plus se trouver en sûreté dans Moscou. Sophie se réfugia avec la tsarine mère et les deux jeunes princes au couvent fortifié de Troïtsa et appela auprès d'elle les gentilshommes en armes. Khovanski, invité à s'y rendre, fut arrêté en chemin et mis à mort avec son fils. Les streltsi tentèrent un nouveau soulèvement ; mais, avec la mobilité ordinaire au peuple et aux milices populaires, ils passèrent tout d'un coup de l'extrême insolence à l'extrême abattement. Ils se rendirent à Troïtsa, cette fois en suppliants, la corde au cou, apportant des billots et des haches pour leur supplice. Le patriarche consentit à intercéder en leur faveur ; Sophie se contenta de l'exécution des meneurs.

Sophie, débarrassée de ses complices, gouverna en s'ap-

puyant sur Chaklovity, le nouveau commandant des streltsi, qui, tiré par elle du néant, lui était absolument dévoué, et sur le prince Vassili Galitsyne, son favori. Galitsyne est devenu le héros d'une école historique qui s'est plu à opposer son génie à celui de Pierre le Grand, comme chez nous on a exalté le duc Henri de Guise aux dépens de Henri IV. Il était le favori, l'intime de Sophie, en même temps le directeur de sa politique étrangère et son bras droit dans les affaires militaires. Sophie et Galitsyne travaillèrent à organiser contre le Turc et le Tatar la sainte ligue de la Russie, de la Pologne, de Venise et de l'Autriche. Ils essayèrent d'y intéresser les puissances catholiques d'Occident, et, en 1687, Jacob Dolgorouki et Jacob Mychétski débarquèrent à Dunkerque pour se rendre à la cour de Louis XIV. Ils y furent assez mal reçus : le roi de France se souciait fort peu de faire la guerre au Turc ; il était au contraire l'allié de Mahomet IV qui allait assiéger Vienne pendant que lui-même bloquait Luxembourg ; l'intervention des Russes et de Jean Sobieski en faveur de l'Autriche dérangeait tout son plan de campagne contre cette puissance. Les envoyés de Sophie reçurent l'ordre de s'embarquer au Havre sans traverser la France du sud.

Le gouvernement de la tsarévna n'en persista pas moins dans ses projets belliqueux. En échange d'un concours actif contre les Ottomans, la Pologne avait consenti à ratifier les conditions du traité d'Androussovo et à signer une *paix perpétuelle* (1686). Cent mille Moscovites, sous le commandement de Galitsyne, et cinquante mille kosaks petits-russiens, sous les ordres de l'hetman Samoïlovitch, marchèrent contre la Crimée (1687). L'armée souffrit beaucoup dans les steppes du sud, dont les Tatars avaient incendié les plaines herbeuses. Galitsyne dut revenir sans avoir pu joindre l'ennemi. Samoïlovitch, accusé de trahison, fut destitué et envoyé en Sibérie ; Mazeppa, qui lui devait son élévation au rang d'*écrivain de l'armée* et dont les dénonciations avaient surtout contribué à sa chute, fut nommé son successeur. Au printemps de 1689, les deux armées moscovite et ukrainienne, sous Galitsyne et Ma-

zeppa, reprirent le chemin de la Crimée. La seconde expédition ne fut guère plus heureuse que la première; on arriva jusqu'à Pérékop, mais on fut obligé de rebrousser chemin, sans avoir même emporté cette forteresse. Ce double insuccès n'empêcha pas Sophie de préparer à son favori une entrée triomphale à Moscou. Vainement Pierre lui défendit de sortir du palais : elle brava sa défense, se rendit processionnellement, accompagnée du clergé et des images, au-devant de l'armée de Crimée, admit les généraux au baise-main et distribua des verres d'eau-de-vie aux officiers. Pierre, de dépit, avait quitté Moscou et s'était retiré au village de Préobrajenskoé. La politique extérieure de la tsarévna fut marquée encore par un autre aveu de faiblesse : au traité de Nertchinsk, elle restituait à l'empire chinois les régions fertiles du fleuve Amour, conquises par une poignée de kosaks ; on rasait la forteresse d'Albazine où ces aventuriers avaient bravé toutes les forces de l'Orient (1689). La Russie semblait reculer partout devant les barbares.

Pierre grandissait. Ses facultés précoces, sa vive intelligence, sa forte volonté, éveillaient les espérances de ses partisans et les craintes de ses ennemis. Enfant, il n'aimait que les tambours, les sabres et les fusils. On lui enseignait l'histoire au moyen d'images coloriées venues d'Allemagne. Son maître Zotof, dont il fit plus tard l'*archipape des fous*, lui apprit à lire. Parmi les héros qu'on lui proposait en exemples, on n'est pas étonné de retrouver Ivan le Terrible, avec le caractère et le rôle duquel le sien offre tant d'analogie : « Quand le tsarévitch était fatigué de lire, dit M. Zabiéline, Zotof lui prenait le livre des mains et, pour le récréer, lui lisait les belles actions de son père, le tsar Alexis Mikhaïlovitch, et du tsar Ivan Vassiliévitch, leurs courageuses entreprises de guerre, leurs lointaines expéditions, leurs batailles et prises de villes, et comment ils supportaient, plus que le simple soldat, les fatigues et les privations, et quels avantages ils ont ainsi acquis à l'empire et comment ils ont reculé les frontières de la Russie. » Pierre apprit aussi le latin,

l'allemand, le hollandais. Il lut beaucoup et sans choix, apprit beaucoup et sans méthode. Il fut, comme Ivan le Terrible, un autodictate. Plus tard il se plaindra de n'avoir pas été « instruit selon les règles. » Ce fut peut-être là un bonheur. Son éducation fut négligée comme celle d'Ivan IV; mais du moins il ne reçut pas l'éducation énervante du *terem;* il ne fut pas coulé dans ce moule uniforme qui faisait tant d'idiots dans la famille royale. Il « prit le large et alla vagabonder dans la rue avec les bons compagnons. » La rue, suivant l'observation de M. Zabiéline, était, dans la Moscou d'alors, la pire école de dévergondage et de débauche qu'on pût imaginer; elle valait encore mieux que l'école du palais. Pierre n'y rencontra pas seulement des drôles; il y rencontra aussi des éléments nouveaux qui n'avaient pas encore accès dans le terem et qui devaient être le ferment de la régénération russe. Il y rencontra les Russes qui avaient le moins de scrupules, mais aussi le moins de préjugés, et qui devaient l'aider dans ses entreprises hardies contre l'ancienne société. Il y rencontra les aventuriers français, anglais, allemands, les Lefort, les Gordon, les Timmermann, qui l'initièrent à la civilisation européenne. Sa cour se composait de Léon Narychkine, de Boris Galitsyne, qui s'était engagé à ne jamais le flatter, d'André Matvéef, qui avait un goût marqué pour l'Europe, de Dolgorouki, chez lequel il vit pour la première fois un astrolabe. Il jouait au soldat avec ses jeunes amis, ses palefreniers et en forma le *bataillon d'amuseurs* qui manœuvrait à l'européenne et qui fut le premier noyau de la future armée régulière. Il apprit les éléments de la géométrie et de la fortification : il construisit de petites citadelles qu'il prenaït ou défendait avec ses jeunes guerriers dans des luttes acharnées où il y avait parfois des blessés et des morts, et où le tsar de Russie n'était pas toujours épargné. Un canot anglais, échoué sur la grève de Yaousa, fut pour lui une occasion de faire venir Frantz Timmermann qui lui apprit comment on pouvait faire marcher des navires à voiles même contre le vent. Lui qui naguère, en vrai fils

des boïars de Moscou, avait horreur de l'eau et n'osait passer sur un pont, devint un marin déterminé; il fit manœuvrer son canot d'abord sur la Yaousa, puis sur le lac de Péréiaslavl. Le Hollandais Brandt lui construisit toute une flottille de barques, et déjà, malgré les terreurs de sa mère Natalie, Pierre rêvait de voir la vraie mer.

« L'enfant s'amuse, » affectaient de dire les courtisans de Sophie; mais ces amusements l'inquiétaient. Chaque jour qui s'ajoutait aux années de Pierre semblait la rapprocher du cloître. Vainement elle s'intitulait fièrement *autocratrice;* elle voyait sa belle-mère, sa rivale, relever la tête. Galitsyne se bornait à regretter qu'on n'eût pas su mieux profiter de l'émeute de 1682; mais Chaklovity, qui se sentait perdu avec sa maîtresse, disait hautement : « Il vaut mieux faire périr la tsarine que de périr par elle. » Sophie ne pouvait se sauver qu'en s'emparant de la couronne; mais qui l'aiderait à la prendre? Les streltsi? mais l'issue de leur dernier soulèvement les avait singulièrement refroidis. Sophie elle-même, en voulant asservir cette force redoutable, l'avait brisée; ils se souvenaient de leurs chefs décapités à Troïtsa. Or, que leur proposaient les émissaires de Sophie? de donner au palais un nouvel assaut, de faire périr Léon Narychkine, Boris Galitsyne et autres partisans de Pierre, d'arrêter la tsarine mère, de destituer le patriarche. On espérait que Pierre et Natalie périraient dans la bagarre. Les streltsi restaient indifférents: quand Sophie affecta de se croire menacée, s'enfuit au *Diévitchi Monastyr* et leur envoya des lettres suppliantes. « Si tes jours sont en péril, répondirent tranquillement les streltsi, qu'on fasse une enquête. » A grand'peine Chaklovity put en réunir quatre cents au Kremlin.

La lutte était engagée entre Moscou et Préobrajenskoé, ce village au nom fatidique (la *Transfiguration* ou la *Transformation*). Ce furent deux streltsi qui avertirent Pierre des menées de sa sœur. Pour la seconde fois, il chercha un asile dans l'enceinte de Troïtsa. On vit bien alors qui était le vrai tsar : tout le monde courut se ranger autour de lui, sa mère, les gentilshommes armés, le *bataillon d'amu-*

*seurs*, les officiers étrangers, même les streltsi du régimen de Soukharef. Le patriarche se rendit également auprès du tsar, lui apportant la force morale comme les militaires étrangers lui apportaient la force matérielle. Les partisans de Sophie étaient froids et irrésolus : les streltsi eux-mêmes demandaient qu'on livrât au tsar son favori Chaklovity. Elle dut implorer la médiation du patriarche. Chaklovity fut mis à la torture pour avouer son complot contre la vie du tsar, et décapité. Medviédef n'avait d'abord été condamné qu'au knout et à la relégation pour crime d'hérésie, mais il se découvrit qu'il devait remplacer le patriarche et marier Sophie; on le déshonora en l'associant à deux sorciers qu'on brûla vifs dans une cage, et il fut décapité. Galitsyne fut simplement dépouillé de ses biens et exilé à Poustozersk. Sophie resta enfermée au *Diévitchi Monastyr*, soumise à une dure captivité. Ivan continuait à régner conjointement avec son frère, mais Pierre, âgé de dix-sept ans seulement, gouvernait seul, entouré de sa mère, des Narychkine, des Dolgorouki et de Boris Galitsyne (1689).

Sophie s'était émancipée de la reclusion du terem comme Pierre s'était émancipé de la reclusion du palais pour courir les rues et naviguer sur les fleuves. Tous deux avaient tenu une conduite *scandaleuse*, d'après les idées du temps, l'une haranguant les soldats, présidant des conciles, marchant la *fata* levée, l'autre maniant la hache comme un charpentier, ramant comme un simple kosak, frayant avec les aventuriers étrangers, se colletant avec des palefreniers dans les combats simulés. Mais pour l'une cette émancipation n'est qu'un moyen pour arriver au pouvoir; pour l'autre l'émancipation de la Russie comme la sienne, c'est le but. Il veut dégager la nation des antiques entraves qu'il a brisées pour lui-même. Sophie reste une Byzantine, Pierre aspire à être un Européen. Dans le conflit entre la tsarévna et le tsar, ce n'est pas du côté du *Diévitchi Monastyr* qu'est le progrès.

### Expéditions d'Azof (1695-1696), premier voyage en Occident (1697).

Le premier usage que fait le tsar de sa liberté nouvelle, c'est de courir à Arkhangel. Là, sourd aux recommandations et aux prières de sa mère, étonnée de ce goût inattendu pour l'eau salée, il contemple cette mer qu'aucun tsar n'a vue avant lui ; il mange chez les marchands et les officiers de marine étrangers ; il aspire ces effluves qui arrivent de l'Occident ; il établit un chantier, construit des barques, affronte les flots courroucés de cet Océan inconnu, manque de périr dans une tempête, ce qui n'empêche pas « le skiper Pierre Alexiévitch » de se remettre en mer et de reconduire les vaisseaux hollandais jusqu'au cap Sacré. Malheureusement cette mer Blanche, par laquelle les Anglais sont arrivés en Russie dès le temps d'Ivan IV, est une mer qui gèle. Pour ouvrir de sérieuses communications avec l'Occident, avec les pays civilisés, il faudrait s'établir sur la Baltique ou sur la mer Noire ; or, la première est aux Suédois, la seconde est aux Turcs, comme la Caspienne est aux Persans. A qui s'attaquer d'abord ? Les traités conclus avec la Pologne et l'Autriche, la politique, la religion, tout poussait le tsar contre les Turcs. Constantinople reste l'éternelle attraction de la Russie orthodoxe. Pierre partage tous les sentiments de son peuple : vis-à-vis du Turc, il a l'enthousiasme d'un croisé. Malgré son vif désir de voyager en Occident, il prend la résolution de ne se montrer aux peuples étrangers qu'après une grande victoire. Galitsyne avait deux fois échoué contre la Crimée : Pierre entreprit d'attaquer les barbares par le Don et d'assiéger Azof. L'armée était commandée par les trois généraux Golovine, Gordon et Lefort, qui devaient toutefois se concerter avec « le bombardier du régiment Préobrajenski, Pierre Alexiévitch. » Ce régiment, ainsi que trois autres régiments réguliers issus des *amusements* de Préobrajenskoé, le Séménovski, le Boutositski et celui de Lefort, formaient le noyau principal de l'expédition. Elle

échoua parce que le tsar n'avait pas de flotte pour investir Azof par mer, que la nouvelle armée et ses nouveaux chefs manquaient d'expérience, et que l'ingénieur allemand, Jansen, maltraité par Pierre, passa à l'ennemi. Après deux assauts repoussés, le siége fut levé. Cet échec était d'autant plus grave que le tsar en personne s'était trouvé à l'armée ; que le premier essai pour passer des *amusements* de Préobrajenskoé à la guerre sérieuse, avait manqué ; que cet insuccès donnait des armes contre les innovations, contre les *Allemands* et les *hérétiques*, contre la nouvelle tactique. Il pouvait compromettre aux yeux du peuple l'œuvre même de la régénération (1695).

Pierre, quoiqu'il eût à l'exemple de Galitsyne triomphé à Moscou, sentit qu'il avait une revanche à prendre. Il demanda de bons officiers à l'étranger. L'Autriche et la Hollande lui envoyèrent des officiers d'artillerie, la Prusse des ingénieurs, Venise l'amiral Lima. Pierre poussa avec une impatience fiévreuse la création d'une flottille ; avec du bois vert on construisit vingt-deux galères, cent radeaux, dix-sept cents barques ou canots ; tous les petits ports du Don furent métamorphosés en chantiers ; vingt-six mille ouvriers y furent rassemblés de tous les points de l'empire. C'était comme un camp de Boulogne. Les contre-temps, les désertions d'ouvriers, les incendies de chantiers, la maladie même du tsar, rien ne ralentit son activité. Pierre pouvait écrire que « suivant la recommandation de Dieu à Adam, il mangeait son pain à la sueur de son front ». Enfin la « caravane marine », l'Armada russe, descendit le cours du Don. Des glacis d'Azof il écrivait à sa sœur Natalie[1] : « D'après tes conseils je ne m'approche plus des boulets et des balles : ce sont eux qui s'approchent de moi, mais assez courtoisement ». Azof fut bloqué par terre et par mer, une brèche fut ouverte par les ingénieurs. On se préparait à donner l'assaut lorsque la place capitula. La joie fut grande en Russie et la jalousie des streltsi contre ce succès dû à l'art des étrangers put céder à leur enthou-

1 Sa mère était morte en 1694, son frère Ivan en 1696.

siasme de chrétiens pour cette victoire sur l'islamisme, pour cette conquête qui rappelait celle de Kazan et d'Astrakhan. L'effet produit en Europe fut considérable; à Varsovie le peuple cria : « Vive le tsar! » L'armée rentra dans Moscou sous des arcs de triomphe, où étaient représentés Hercule foulant aux pieds un pacha et deux Turcs, Mars terrassant un mourza et deux Tatars. Lefort, amiral, et Schein, généralissime, figuraient dans le cortége, assis dans de magnifiques traîneaux, tandis que Pierre, promu au grade de capitaine, suivait à pied. Jansen, destiné à la potence, se traînait parmi les captifs (1696).

On voulut profiter de ce grand succès pour fonder la puissance maritine de la Russie. Par décision de la *douma*, on établit à Azof trois mille familles, quatre cents Kalmouks et une garnison de streltsi moscovites. Le patriarche, les prélats et les monastères s'imposèrent la construction d'un vaisseau par huit mille âmes de serfs. Les seigneurs, les fonctionnaires, les marchands, pris de la fièvre de la guerre sainte, apportèrent leur contribution à la marine naissante. On projeta de réunir par un canal le Don et le Volga. On fit un nouvel appel aux artisans et aux marins d'Europe. Cinquante jeunes nobles de la cour furent envoyés à Venise, en Angleterre et aux Pays-Bas pour y apprendre la marine et la construction. Mais il fallait que le tsar lui-même s'instruisît pour juger de la science de ses sujets; il fallait réagir contre l'indolence et les préjugés russes en donnant un grand exemple, et Pierre, après avoir commencé sa carrière dans la flotte par le grade de skipper, dans l'armée par celui de bombardier, allait devenir le charpentier de Saardam. Il se décernait, comme récompense du succès d'Azof, le voyage tant désiré d'Occident.

En 1697 l'amiral Lefort, les généraux Golovine et Vosnitsyne se préparèrent à partir pour les contrées de l'Ouest avec le titre de « grands ambassadeurs du tsar ». Leur suite se composait de deux cent soixante-dix personnes, jeunes nobles, soldats, interprètes, marchands, farceurs et bouffons. Dans le cortége se dissimulait un jeune homme qui se faisait appeler Pierre Mikhaïlof. Cet *incognito* de-

vait procurer au tsar plus de facilités, soit pour les études personnelles, soit pour les négociations délicates. En passant à Riga, Pierre se laissa insulter par le gouverneur suédois et en prit bonne note pour l'avenir. A Kœnigsberg, le colonel prussien Sternfeld délivra à « M. Pierre Mikhaïlof » un brevet en forme de maître ès artillerie. Les grands ambassadeurs et leur compagnon de voyage furent reçus cordialement par les cours de Courlande, de Brandebourg et de Hanovre. Sophie-Charlotte de Hanovre, plus tard reine de Prusse, nous a laissé de curieux mémoires sur le tsar alors âgé de vingt-sept ans. Il l'étonna par sa vivacité d'esprit, la promptitude et l'à-propos de ses réponses, non moins que par la grossièreté de ses manières, sa mauvaise tenue à table, sa timidité farouche d'enfant mal élevé, ses grimaces et ce tic effrayant qui par moments lui bouleversait la figure. Pierre était alors un très-beau brun, avec de grands yeux perçants, mais ses traits portaient déjà la trace d'excès de travail et de débauche. « Il doit être très-bon et très-méchant, » disait la jeune électrice, et en cela il représentait assez bien la Russie d'alors. « S'il avait reçu une meilleure éducation, ajoutait la princesse, il serait un homme accompli. » La suite du tsar n'était pas moins étonnante que le maître : les Moscovites dansèrent avec les dames de la cour et prirent pour leurs os les baleines de leurs corsets : « Ces Allemandes ont des os durs en diable, » disait le tsar.

Laissant en chemin la grande ambassade, Pierre prit les devants et courut à Saardam. Le jour même de son arrivée, il prit son logement chez un forgeron, se procura un costume complet de compagnon hollandais et commença à manier la hache. Il marchanda un canot, l'acheta et but avec le vendeur la pinte de bière traditionnelle. Il visita les manufactures, les scieries, les corderies, mettant partout la main à l'œuvre; dans une papeterie, il fit du papier. D'ailleurs, malgré la légende, il ne resta pas plus de huit jours à Saardam. A Amsterdam, ses excentricités ne surprirent pas moins. Il ne prit et ne laissa de repos à personne : il mit sur les dents tous ses cicerones, répétant

toujours : « Je dois voir. » Il visitait les collections anatomiques les plus célèbres, embauchait des artistes, des ouvriers, des militaires, des ingénieurs, achetait des modèles de vaisseaux, des recueils de lois maritimes et de traités. Il entrait familièrement chez les particuliers, gagnait les Hollandais par sa bonhomie, pénétrait dans les boutiques et les échoppes, restait en admiration devant un arracheur de dents. Parmi toutes ces occupations, il ne perdait pas de vue le but suprême. « Nous travaillons, écrivait-il au patriarche Adrien, pour conquérir solidement l'art de la mer, afin qu'étant instruit complétement, à notre retour en Russie, nous soyons victorieux des ennemis du Christ et, par sa grâce, libérateur des chrétiens qui sont là-bas : voilà ce que je ne cesserai de désirer jusqu'à mon dernier soupir. » Il s'affligeait de faire si peu de progrès dans la construction, parce qu'en Hollande la construction était empirique : un armateur lui dit qu'en Angleterre elle se faisait par principes et qu'il pourrait s'instruire en quatre mois. Pierre passa donc la mer et resta trois mois à Londres et dans les villes voisines : là encore il prit à son service des orfévres et batteurs d'or, des architectes, des bombardiers. Il revint en Hollande, et, assailli par une violente tempête, rassura ceux qui tremblaient pour lui : « Avez-vous jamais vu un tsar de Russie se noyer dans la mer du Nord ? » leur demandait-il. La politique marchait de concert avec les études techniques : il avait conversé avec Guillaume III. Il ne visita point la France à ce premier voyage : Louis XIV, raconte Saint-Simon, « l'en fit honnêtement détourner. » On lui savait mauvais gré à Versailles de son alliance avec l'Empereur, de ses guerres contre les Turcs, de son opposition à la candidature de Conti au trône de Pologne. Il se rendit à Vienne, où il put étudier l'art militaire et où il détourna Léopold de faire la paix avec le sultan : Pierre voulaït conquérir Kertch pour s'assurer du détroit d'Iénikalé. Il se préparait à partir pour Venise lorsque de fâcheuses nouvelles lui arrivèrent de Moscou.

**Révolte et destruction des streltsi (1698).**

Les premières réformes de Pierre Ier, les premières atteintes portées aux usages et aux préjugés nationaux avaient soulevé contre lui un monde d'ennemis La vieille Russie ne se laissa pas violenter par le hardi novateur sans protestations. A l'intérieur il y aura une résistance sourde et acharnée, qui parfois se traduira en sanglants épisodes. La révolte des streltsi, l'insurrection d'Astrakhan, les soulèvements des kosaks, plus tard le procès de son fils et de sa première femme, ne seront que des épisodes de la grande lutte. Des prêtres enseignaient déjà que l'Antechrist était né; il était dit en effet que l'Antechrist naîtrait d'un adultère; or, Pierre était fils de la *seconde* épouse d'Alexis: sa mère Natalie était la *fausse vierge*, la femme adultère des prophéties. Les charges de plus en plus lourdes qui pesaient sur le peuple étaient un autre signe que les temps étaient venus. D'autres, révoltés du goût que manifestait le tsar pour les habits allemands, les langues étrangères, les aventuriers du dehors, affirmaient qu'il n'était pas le fils d'Alexis, mais celui de Lefort le Genevois, ou qu'il était né d'un chirurgien allemand. Ils se *scandalisaient* de voir un tsar s'exposer aux gourmades dans ses *amusements* militaires comme un autre Démétrius. Le bas peuple était indigné de voir proscrire les longues barbes et les longs vêtements nationaux, les *raskolniks* de voir autoriser « l'infection sacrilége du tabac ». Le voyage d'Occident acheva de troubler les esprits et les cœurs. Avait-on jamais vu un tsar de Moscou sortir de la sainte Russie pour courir les royaumes des étrangers? Quelles aventures l'attendaient chez les *niemtsi* et les *bousourmanes?* car le peuple russe savait à peine distinguer entre les Turcs et les Allemands, ignorait la France et l'Angleterre. Sous un ciel inconnu, aux extrémités du monde, sur les rivages de la « mer Océan », quels dangers ne courait-il pas? Alors se forma sur le voyage du tsar une singulière légende. On raconta qu'il était allé se promener à Stockholm déguisé

en marchand et que la reine l'avait reconnu et avait tenté, mais en vain, de le prendre. Suivant une autre version, elle l'aurait plongé dans un cachot et livré à ses ennemis, qui avaient voulu l'enfermer dans un tonneau hérissé de pointes de fer à l'intérieur et le précipiter à la mer; un stréletz le sauva en prenant sa place dans son lit et en se laissant enfermer dans le tonneau. Certains assuraient que Pierre était encore retenu là-bas : en 1705, les streltsi et les raskolniks d'Astrakhan répéteront encore que c'était un faux tsar qui était revenu à Moscou : le vrai tsar était prisonnier à *Stekoln*, attaché à un poteau[1].

Au milieu de cette fermentation universelle qu'entretenait l'absence de Pierre, il y avait des symptômes particulièrement inquiétants. La milice moscovite était de plus en plus hostile à l'ordre de choses nouveau. En 1694, Pierre avait découvert une nouvelle conspiration qui avait pour but de délivrer Sophie; au moment de partir pour l Occident, il avait dû sévir contre un complot de streltsi et de kosaks dont le colonel Tsykler était le chef. Ceux des streltsi qu'on avait envoyés en garnison à Azof, regrettaient leurs femmes, leurs enfants, leur commerce qu'ils avaient laissés à Moscou. Lorsque d'Azof, en l'absence du tsar, on les expédia aux frontières de Pologne, ils commencèrent à murmurer : « Quelle destinée est la nôtre; ce sont les boïars qui font tout le mal; voilà trois ans qu'ils nous tiennent hors de chez nous. » Deux cents désertèrent et coururent à Moscou : la *douma*, inquiète de leur présence dans une capitale déjà troublée, les en fit expulser de force. Ils rapportèrent à leurs régiments une lettre de Sophie : « Vous souffrez, écrivait-elle; plus tard ce sera pire. Marchez sur Moscou, qu'attendez-vous? du tsar, point de nouvelles. » On répéta dans les régiments que le tsar avait péri dans les pays d'outre-mer, que les boïars voulaient faire périr son fils Alexis. Il fallait marcher sur Moscou et exterminer les nobles. La sédition militaire se compliquait du fanatisme religieux des raskolniks et des passions démagogiques de

1. A. Rambaud, *la Russie épique*, p. 303.

cette milice populaire. Quatre régiments s'ébranlèrent et se mirent en route. Les généraux Schein et Gordon, avec les troupes régulières, coururent au-devant d'eux, les rencontrèrent sur les bords de l'Iskra et les engagèrent à rentrer dans le devoir. Les streltsi répondirent par une pétition où ils exposaient leurs griefs : « on avait fait périr beaucoup d'entre eux dans l'expédition d'Azof conseillée par Lefort, un Allemand, un hérétique; on leur avait infligé des marches pénibles dans la steppe brûlante, ne les nourrissant que de viandes gâtées; on les avait épuisés de travaux de terrassement, relégués dans les garnisons lointaines; il se commettait des horreurs à Moscou; les étrangers avaient introduit l'usage de raser les barbes et de fumer le tabac; on disait que ces *niemtsi* voulaient s'emparer de la ville : sur ce bruit les streltsi étaient venus, et aussi parce que Romodanovski avait voulu les disperser et les sabrer sans qu'on sache pourquoi. » Quelques coups de canon suffirent à dissiper les rebelles. Un grand nombre d'entre eux furent arrêtés; l'enquête et les tortures commencèrent; cent cinquante furent pendus et les autres dispersés dans les prisons.

Quand Pierre Ier accourut de Vienne, il trouva que ses généraux et sa *douma* avaient été trop doux. Contre les streltsi il avait d'anciens griefs; ils avaient été l'armée de Sophie, opposée à l'armée du tsar; il se souvenait du Kremlin envahi, de ses parents maternels égorgés, des terreurs de sa mère dans Troïtsa, des conspirations qui avaient failli empêcher son départ pour l'Occident; au moment où il voyageait en Europe pour le bien de son peuple, ces incorrigibles mutins l'avaient forcé de renoncer à ses projets les plus chers, arrêté sur la route de Venise. Il résolut de profiter de l'occasion pour écraser en bloc ses ennemis et faire peser sur la vieille Russie une terreur qui rappelât les jours d'Ivan IV. Ce qu'on avait attaqué, c'était ses goûts étrangers, les mentons ras, les courts vêtements; c'est cela même qui allait devenir le signe de ralliement pour la Russie nouvelle. Les longues barbes avaient été l'insigne de la révolte, elles tomberaient partout.

Il ordonna à tous les gentilshommes d'avoir à se raser et lui-même rasa de sa propre main les grands seigneurs. Le même jour, la Place Rouge se couvrit de potences; le patriarche Adrien essaya vainement de conjurer la colère du tsar en se présentant devant lui avec l'image miraculeuse de la mère de Dieu. « Pourquoi as-tu déplacé cette sainte icône? lui cria le tsar. Retire-toi et la reporte à sa place. Sache que je n'ai pas moins de vénération que toi-même pour Dieu et sa mère, mais sache aussi que mon devoir est de protéger le peuple et de punir les rebelles. » Le 30 septembre (ancien style), on vit arriver à la Place Rouge un premier convoi de deux cent un prisonniers, traînés dans des charrettes, des cierges allumés dans les mains, presque tous déjà brisés par la torture, suivis de leurs femmes et de leurs enfants qui couraient derrière les voitures en leur chantant les complaintes de funérailles. Ils furent pendus après la lecture de leur sentence; le tsar ordonna à plusieurs officiers d'aider le bourreau; Jean-Georges Korb, agent autrichien, qui nous a laissé, comme témoin oculaire, un récit authentique des exécutions, entendit raconter que « cinq têtes de rebelles venaient déjà d'être abattues à coups de hache par la plus noble main de la Russie. » Le terrible charpentier de Saardam travailla et obligea ses boïars à travailler à cette horrible besogne. Sept autres journées furent consacrées aux supplices : un millier de victimes périrent. Quelques-unes furent dévouées à la roue et à d'autres supplices raffinés. On défendit d'enlever les corps des exécutés, et pendant cinq mois Moscou eut le spectacle de cadavres pendus à tous les créneaux du Kremlin et des autres remparts de la ville, ou exposés sur les places; pendant cinq mois d'hiver, des streltsi accrochés aux barreaux de la prison de Sophie lui présentèrent la supplique par laquelle ils l'avaient exhortée à régner. Deux de ses confidentes avaient été enterrées vives; elle-même et la tsarine, femme de Pierre, Eudoxie Lapoukhine, l'épouse répudiée pour son attachement obstiné aux anciennes coutumes, eurent la tête rasée et furent enfermées dans des monastères. Après la révolte

des habitants d'Astrakhan, qui massacrèrent leur voiévode (1705), la milice entière fut abolie et la place resta libre pour la création d'une armée nouvelle.

### Lutte contre les kosaks : révolte du Don (1706). Mazeppa (1709).

Les streltsi n'étaient pas la seule force militaire de l'ancienne Russie dont l'existence et les priviléges fussent devenus incompatibles avec l'organisation de l'État moderne. Les *armées* (*voïska*) de kosaks, ces républiques guerrières et indisciplinées qui avaient été jadis le rempart de la Russie et ses postes avancés contre les barbares, devaient subir une transformation. L'empire avait contre les kosaks de nombreux griefs : ceux de l'Ukraine et ceux du Don avaient jadis suscité et soutenu les faux Dmitri ; de l'armée du Don était sorti le terrible Stenko Razine ; l'esprit de brigandage et d'insoumission n'était pas éteint.

En 1706 les kosaks du Don se révoltèrent contre le gouvernement tsarien, parce qu'il leur défendait de donner asile aux paysans qui s'enfuyaient de chez leurs maîtres et aux contribuables qui cherchaient dans leurs campements un asile contre l'impôt. L'ataman Boulavine, ses lieutenants Nékrassof, Frolof et Dranyi appelèrent aux armes les « amateurs de promenade ». Ils égorgèrent le prince Georges Dolgorouki, battirent les Russes sur la Liskovata, prirent Tcherkask, menacèrent Azof, tout en protestant de leur fidélité au tsar et accusant les voiévodes d'avoir agi « sans son ordre. » Ils furent battus par Vassili Dolgorouki, le frère du mort. Boulavine fut égorgé par ses propres soldats, Nékrassof avec deux mille hommes seulement se réfugia dans le Kouban. Les campements rebelles furent dépeuplés, et Dolgorouki put écrire : « Les principaux mutins et les traîtres déclarés ont été pendus ; des autres, un sur dix a été pendu, et tous ces pendus ont été mis sur des radeaux et abandonnés au fil de l'eau, afin d'imprimer à tous les *Dontsi* une terreur plus efficace et les amener à résipiscence. »

En Ukraine, depuis la destitution de Samoïlovitch, Mazeppa était devenu l'hetman des kosaks petits-russes. Ancien page du roi de Pologne Jean-Casimir, il avait eu dans sa jeunesse l'aventure que le poëme de lord Byron et les tableaux d'Horace Vernet ont rendue célèbre. Détaché du cheval indompté qui l'emportait dans les solitudes de l'Ukraine, il avait pris rang dans l'armée kosaque. Trahissant tour à tour tous les chefs et tous les partis, il avait été élevé successivement aux différents grades de la hiérarchie militaire. Il devait à Galitsyne et à Sophie le bâton d'hetman, mais avait été l'un des premiers à embrasser le parti de Pierre. Son élévation lui fit de nombreux ennemis; mais le tsar, qui admirait son intelligence et qui avait confiance en sa fidélité, lui renvoyait invariablement les dénonciateurs. Il avait fait périr le moine Salomon qui prétendait révéler des intrigues de Mazeppa avec le roi de Pologne et avec Sophie. En 1690, le dénonciateur Mikhaïlof avait eu le même sort et en 1696 le *diak* Souslof.

L'Ukraine cependant était profondément travaillée par les factions : dans l'armée kosaque, il existait toujours un parti russe, un parti qui regrettait la domination polonaise et un parti qui voulait donner le pays aux Turcs : en 1693 Pétrik, un de ses chefs, envahit l'Ukraine avec quarante mille Tatars, mais échoua dans sa tentative. De plus, entre l'*armée* et les populations sédentaires de l'Ukraine subsistaient de profonds dissentiments; l'hetman rêvait toujours de se rendre indépendant; les officiers de l'armée ne voulaient rendre compte à personne de leur gestion ; les soldats voulaient vivre aux dépens du pays sans travailler et sans payer d'impôts, reprenant pour leur compte les traditions des anciens *pans;* mais les colons qui avaient créé la prospérité agricole du pays, les bourgeois des villes qui ne trouvaient aucune sécurité dans leur travail, toute la population tranquille et laborieuse, faisaient des vœux pour être débarrassés de cette turbulente oligarchie militaire et appelaient le tsar de Moscou comme un libérateur.

Mazeppa représentait en Ukraine l'élément militaire et se sentait odieux aux classes paisibles. Le tsar l'accablait

de preuves de confiance, mais Mazeppa redoutait l'affermissement de l'État russe. Il se rappelait qu'un jour, dans une orgie, le tsar l'avait saisi par la barbe et violemment secoué. Les charges que l'empire imposait à l'État vassal de Petite-Russie devenaient chaque jour plus lourdes : la guerre contre Charles XII les accrut encore. On avait tout à craindre de l'humeur impérieuse et des prétentions autocratiques de Pierre. L'invasion imminente des Suédois devait précipiter la crise ; ou la Petite-Russie se rendrait indépendante avec l'aide des étrangers, ou leur défaite sur son sol porterait le coup mortel à sa prospérité et à son indépendance. Sentant se rapprocher l'heure où il faudrait obéir au tsar blanc, Mazeppa s'était laissé amener à entrer en communication avec le roi de Pologne du parti suédois, Stanislas Leszczinski. La spirituelle princesse Dolskaïa lui avait fait remettre un alphabet chiffré. Jusqu'alors Mazeppa avait livré au tsar toutes les lettres par lesquelles on avait tenté sa fidélité, de même que le tsar lui livrait ses dénonciateurs. Quand il reçut les lettres de la princesse, il sourit et dit : « Méchante femme, elle veut me détacher du tsar. » Il brûla l'épître, mais il ne l'avait pas livrée. Lorsqu'il se vit refuser pour un de ses cousins la sœur de Menchikof, lorsque ce prince s'ingéra de donner directement ses ordres aux commandants de *polks*, lorsque la guerre suédoise et le passage des troupes moscovites vinrent limiter ses pouvoirs et augmenter les charges du pays, lorsque le tsar envoya des injonctions plus pressantes pour l'armement à l'européenne, lorsqu'il sentit grandir autour de lui l'esprit de rébellion contre Moscou, il écrivit à Leszczinski qu'il ne trouvait pas l'armée polonaise assez forte, mais il l'assura de sa bonne volonté. Son confident Orlik était dans le secret de toutes ses menées ; plusieurs de ses subordonnés qui les avaient pénétrées firent une nouvelle démarche auprès du tsar pour le dénoncer : c'était Paléï, si célèbre dans les chansons héroïques de l'Ukraine, Kotchoubey, dont Mazeppa avait enlevé la fille, et Iskra. La dénonciation était très-précise et révélait les conciliabules secrets avec les émissaires du roi et de la princesse Dolskaïa. Elle échoua

comme les précédentes devant la confiance obstinée de Pierre Ier : Paléï fut envoyé en Sibérie, Iskra et Kotchoubey torturés, forcés de s'avouer calomniateurs, livrés à l'hetman et décapités. Mazeppa sentit qu'un bonheur aussi insolent n'était pas durable : les mécontents l'adjuraient de songer au salut commun. A ce moment Charles XII arriva dans le voisinage de la Petite-Russie : « C'est le diable qui l'amène ! » s'écria Mazeppa ; et il essaya, entre les deux puissants ennemis, de sauver à force d'habileté l'indépendance de son petit État, sans se livrer complétement ni à Charles XII ni à Pierre le Grand. Quand celui-ci l'invita à rejoindre l'armée, il se prétendit malade et reçut même l'extrême-onction ; mais Menchikof se rapprochait, Charles XII également. Il fallait choisir : Mazeppa sortit de son lit, rassembla ses kosaks les plus dévoués et passa la Desna pour opérer sa jonction avec l'armée suédoise. Alors Pierre le Grand lança une proclamation où il flétrissait la trahison de Mazeppa, son alliance avec les hérétiques, son complot pour asservir de nouveau l'Ukraine à la Pologne et remettre les temples de Dieu et les saints monastères aux uniates. L'anathème retentit contre lui dans toutes les églises de Russie. Batourine, sa capitale, fut emportée par Menchikof, saccagée et rasée ; ses complices, abandonnés par lui, périrent par la roue et le gibet ; lui-même, après la bataille de Poltava, s'enfuit au pays turc et périt misérablement à Bender. Un nouvel hetman, Skoropadski, fut élu pour le remplacer ; la masse du peuple et de l'armée kosaque se prononça énergiquement pour le tsar, et les Suédois eurent à combattre en Ukraine le soulèvement de la population. Néanmoins c'en était fait de l'indépendance de la Petite-Russie. On ne tint plus compte des priviléges des kosaks et douze cents d'entre eux allèrent travailler au canal du Ladoga. Un fonctionnaire moscovite fut adjoint à Skoropadski afin de gouverner « de concert avec le conseil de l'hetman ». Les sujets moscovites furent admis à posséder des biens-fonds en Ukraine au même titre que les Petits-Russes : Menchikof et Chafirof y reçurent de Skoropadski des domaines considérables ; sa fille épousa un autre

Moscovite, Tolstoï, qui reçut le commandement du *polk* de Niéjine. En 1722, la Petite-Russie, dont les affaires avaient ressorti jusqu'alors au collége des relations extérieures, dépendit d'un collége spécial fondé à Moscou sous la rubrique : Affaires petites-russiennes. C'était dire clairement que l'Ukraine avait cessé d'être un État autonome. Enfin, lorsque Skoropadski mourut, Pierre ne lui donna pas de successeur, déclarant que « les trahisons des précédents hetmans ne permettaient pas de prendre à la légère une décision en cette grave affaire de l'élection et qu'il fallait se donner le temps de trouver un homme dont la fidélité fût assuré. »

Depuis cette époque les institutions de l'Ukraine furent modifiées au gré de Pierre le Grand et de ses successeurs. L'hetmanat fut aboli ou rétabli jusqu'au moment où le dernier titulaire, qui n'était qu'un courtisan de Catherine II, abdiqua en 1789. L'Ukraine ressortit tantôt au collége de Petite-Russie, tantôt au collége des relations extérieures, jusqu'au moment où elle devint sous Catherine II partie intégrante de l'empire. Quant aux Zaporogues, après la prise de leur *sétcha* par Pierre le Grand, ils émigrèrent en Crimée, obtinrent sous Anna leur réintégration sur le bas Dniéper, trouvèrent la contrée environnante déjà toute transformée et, comme leur existence semblait incompatible avec la sécurité de la colonisation, furent décidément expulsés en 1775.

Dès l'année 1709, on peut dire qu'il n'existe plus dans l'empire une force militaire qui puisse à la volonté souveraine du tsar opposer ses priviléges.

---

## CHAPITRE XXIII.

### PIERRE LE GRAND. — LUTTE CONTRE CHARLES XII (1700-1709).

Narva (1700); conquête des provinces baltiques. — Charles XII envahit la Russie : Poltava (1709).

**Narva (1700); conquête des provinces baltiques.**

Pierre Ier avait navigué sur la mer Blanche, conquis un port sur la mer d'Azof; mais la Baltique seule pouvait lui assurer des communications rapides et régulières avec les nations occidentales; c'était seulement en prenant position sur la Baltique que la Russie cesserait d'être un État oriental pour entrer dans le système européen; or, la Baltique appartenait alors à la Suède qui, par la Finlande, la Carélie, l'Ingrie, l'Esthonie, la Livonie, la Poméranie, occupait tous ses rivages. Elle était vraiment une Méditerranée suédoise. Stockholm se trouvait au centre même de la monarchie des Wasa, au lieu d'être situé, comme aujourd'hui, sur sa frontière maritime. Pour « percer une fenêtre » sur l'Occident, il fallait rompre en quelque point la chaîne des possessions suédoises. Les circonstances semblaient favorables. La lutte continuait en Suède entre l'aristocratie et la royauté; le dernier roi Charles XI avait, en 1680, rendu son autorité absolue et ordonné aux gentilshommes de restituer à la couronne toutes les terres aliénées par le domaine royal depuis l'année 1609 : cet édit de *réduction*, mitigé à peine par une promesse d'indemnité, ruinait l'aristocratie. En Livonie surtout, la noblesse allemande, les descendants des Porte-glaives protestèrent énergiquement.

Elle envoya au roi Charles XI une députation à la tête de laquelle se trouvait Jean Reinhold Patkul. C'était un homme fier, intelligent, énergique, d'un caractère ardent et vindicatif. La hardiesse de ses représentations déplut au souverain, et, comme ses collègues le soutenaient, ils furent arrêtés, traduits devant un conseil de guerre et condamnés à mort. Patkul réussit à s'échapper; la rage dans le cœur, il chercha partout des ennemis à Charles XI, puis à son jeune fils Charles XII. C'est lui qui proposa au roi de Pologne, Auguste de Saxe, un plan d'après lequel la Suède devait être attaquée par tous ses voisins : la Pologne lui reprendrait la Livonie et l'Esthonie, la Russie conquerrait l'Ingrie et la Carélie, le Danemark envahirait le Holstein qui appartenait à un beau-frère de Charles XII. Pierre accepta avec enthousiasme les ouvertures du roi de Pologne; il ne demandait qu'à reprendre les desseins d'Ivan IV et de son père Alexis. La jeunesse du nouveau roi de Suède, sa réputation d'incapacité, pouvaient faire espérer un prompt succès. Pierre Ier accéda à la coalition en vertu du traité de Préobrajenskoé. Dans son manifeste pour la déclaration de guerre, il eut soin de rappeler ses griefs, assez puérils, contre le gouverneur de Riga.

Quand Pierre parut sous les murs de Narva, Patkul applaudit d'abord, puis s'inquiéta. D'après son plan, il eût voulu écarter les Russes de cette ville. Il conseilla cependant à Auguste de ne pas soulever la question. Presque aussitôt la coalition fut atteinte de deux coups inattendus : le roi de Danemark, menacé dans Copenhague, avait été contraint de signer le traité de Traventhal, et le roi de Pologne, à l'approche des Suédois, avait dû lever précipitamment le siége de Riga. Sans s'arrêter à poursuivre les Polonais, Charles XII se tourna aussitôt contre les Russes.

La complaisance envers le vainqueur a exagéré la disproportion numérique entre les deux armées. Voltaire lui-même a dû rectifier dans l'*Histoire de Pierre le Grand* les chiffres qu'il avait donnés dans l'*Histoire de Charles XII*. Celui-ci n'avait guère que 8430 hommes; les Russes comptaient 63 500 hommes, dont 40 000 seulement pri-

rent part à l'action. L'armée se composait de régiments réguliers, mais aussi de streltsi, de kosaks, de troupes nobles (enfants-boïars), d'habitants levés à la hâte. En l'absence du tsar, qui s'était éloigné la veille pour presser l'arrivée des renforts, ils étaient placés sous le commandement d'un ancien général de l'empereur d'Allemagne, le duc de Croï, que sa qualité d'étranger rendait suspect aux troupes. Comme ils assiégeaient Narva, ils avaient à dos la Narova, ou rivière de Narva, et occupaient une ligne fortifiée de sept verstes (près de deux lieues), qu'il était impossible de garnir dans toute son étendue; par endroits il n'y avait qu'une ligne de soldats, placés à près d'une toise l'un de l'autre. Sur leur front, à peu près au centre, ils avaient élevé une grande batterie. En avant des retranchements, sur la route de Revel, des postes avancés s'élevant à quatre mille hommes.

Le 30 (19) novembre 1700, la bataille s'engagea par une canonnade qui dura jusqu'à deux heures de l'après-midi. A ce moment, les Suédois, à la faveur d'une neige épaisse, qui empêchait les Russes de voir à vingt pas devant eux, arrivèrent, presque sans être aperçus, au pied des retranchements. En un instant, ils eurent franchi le fossé et le parapet; la panique se mit aussitôt dans le camp des Russes. « Les Allemands nous ont trahis! » crièrent les soldats qui commencèrent à égorger les officiers étrangers; le duc de Croï et tout son état-major ne virent d'autre refuge contre leurs propres soldats que de fuir chez les Suédois. Chérémétief, commandant de la cavalerie, se précipita vers la rivière de Narva et réussit à la passer, en perdant plus de mille hommes dans les flots. Un seul corps se défendit avec une énergie désespérée : le Préobrajenski et le Séménovski, les régiments favoris de Pierre le Grand, organisés par lui à l'européenne, se retranchèrent à la hâte dans une enceinte formée de chariots d'artillerie et repoussèrent toutes les attaques des Suédois, dirigées par le roi en personne. Néanmoins, par la prise de la grande batterie centrale, l'armée russe était coupée en deux; la nuit vint et augmenta encore le désorde. L'aile

droite, commandée par Dolgorouki, Golovine, Boutourline et Alexandre, le tsarévitch d'Imérétie, entra en négociations avec le roi : elle signa une capitulation qui lui assurait une libre retraite avec armes, étendards et bagages, mais abandon de l'artillerie, sauf six pièces de canon. Les gardes Préobrajenski et Séménovski abandonnèrent leur citadelle de chariots et se retirèrent en bon ordre. Les Suédois, pour hâter leur retraite, construisirent eux-mêmes un pont sur la Narova. L'aile gauche plus compromise fut obligée de signer une capitulation plus rigoureuse; elle put se retirer, mais en déposant ses armes. Charles XII laissa donc l'armée russe repasser la rivière, non par dédain ou par générosité, comme on l'a dit, mais par prudence. Le général suédois, Wrède, écrivait : « Si le général russe Weide, qui avait six mille hommes sous les armes, avait eu le courage de nous attaquer, nous étions sûrement perdus; nous étions épuisés, n'ayant pris ni repos, ni nourriture depuis plusieurs jours; nos soldats étaient tellement ivres du vin qu'ils avaient trouvé dans le camp russe, que nous aurions été incapables de les remettre en ordre. » Le roi de Suède, en forçant un peu les termes de la capitulation, retint prisonniers Croï et les officiers qui s'étaient réfugiés dans son camp. Beaucoup restèrent vingt années captifs en Suède. Outre les prisonniers, les Russes avaient perdu six mille hommes, et les Suédois près de deux mille.

Il y a des défaites salutaires et des victoires funestes. L'Europe entière combla Charles XII de flatteries. On frappa des médailles en son honneur avec ces inscriptions : *superant operata fidem*, ou encore : *tres uno contudit ictu*. Le jeune roi ne put se défendre entièrement de l'enivrement d'un tel succès : « Il ne rêve plus que guerre, écrivait son général Stenbock; il n'écoute plus les conseils; il prend l'air que c'est Dieu qui lui inspire directement ce qu'il y a à faire. » Il méprisa des ennemis vaincus si facilement et, comptant pour rien l'armée russe, s'acharna à la perte de l'inoffensif roi de Pologne. Pendant cinq années il ne va plus s'occuper que de son détrônement, se consumant dans les intrigues des diètes polonaises, s'atta-

chant à écraser les partisans d'Auguste, comme si l'élévation et le maintien de Stanislas Leszczinski eût été réellement d'une importance vitale pour la Suède, au même titre que la possession de ses provinces maritimes. Pierre comprit qu'il fallait occuper son rival en Pologne ; il aida Auguste de Saxe de ses troupes et de ses finances, afin de se garder les mains libres dans les régions baltiques. Il lui suffisait de savoir l'impétueux roi de Suède « enlisé » pour quelque temps dans les marécages et dans les intrigues de Pologne.

Pierre avait repris courage après Narva. Rien n'était perdu puisque la plus grande partie de son armée lui revenait intacte ; il n'avait qu'à mettre à profit cette rude leçon d'art militaire. Il augmenta les fortifications de Pskof, Novgorod et des places frontières : tout le monde dut se mettre aux travaux de terrassement. Il effraya par des exemples terribles les voleurs du trésor et les fonctionnaires prévaricateurs. Avec les cloches des églises, il fondit trois cents canons ; il créa dix nouveaux régiments, chacun de mille dragons. Il envoya 250 enfants aux écoles militaires.

L'année même qui suivit Narva, Chérémétief attaqua le général suédois Slipenbach auprès d'Ehresfer, en Livonie. Les Russes étaient plus nombreux, mais c'était un progrès que de vaincre les Suédois à trois contre un ; Slipenbach perdit 3500 hommes sur 7000, et, ce qui montre l'acharnement de cette guerre, on ne fit que 350 prisonniers. Cette « aînée des victoires russes » fut célébrée à Moscou par un triomphe où défilèrent les armes, les canons et les étendards conquis ; Chérémétief fut créé feld-maréchal, et Pierre s'écria : « Gloire à Dieu ! nous pourrons un jour battre les Suédois » (1701). La même année, sept vaisseaux suédois étaient repoussés par la flottille du tsar. En 1702, Chérémétief battit encore Slipenbach à Hümmelsdorff, lui prit toute son artillerie, lui fit perdre 6000 hommes sur 8000.

L'objectif de Pierre, c'était la Néva qu'avaient possédée les anciens princes russes, et où saint Alexandre Nevski

avait conquis son glorieux surnom sur ces mêmes ennemis. Il enleva Noteburg, l'ancien Oréchek (*la noix*) des Novgorodiens, qui commandait la Néva à sa sortie du lac Ladoga; il l'appela Schlüsselbourg (*forteresse de la clef*), parce que ce poste devait le rendre maître du large fleuve. Près de l'embouchure de la Néva, les Suédois tenaient la petite forteresse de Nienschantz: il la prit, la démolit et, dans une île voisine, fonda la citadelle autour de laquelle s'élèverait sa future capitale; l'îlot de Cronslott devint Cronstadt, qui interdira aux Scandinaves l'accès du côté de la mer. La Néva était à lui. La même année 1703, il captura dans ses eaux deux vaisseaux suédois : « une victoire inouïe! » écrivait-il à Moscou. Puis Koporié, Iam, Dorpat, qui avaient appartenu à la république de Novgorod, tombèrent entre ses mains; il prit sa revanche de la défaite de Narva en enlevant cette ville (1704), et en protégeant les bourgeois contre ses soldats ivres de sang. Pendant ce temps, les provinces de l'héritage de Charles XII, la Livonie et l'Esthonie étaient livrées à une épouvantable dévastation, auprès de laquelle pâlit celle du Palatinat sous Louis XIV. Les jours d'Ivan le Terrible semblaient revenus. Atroce fut ce retour des Russes en leur ancien patrimoine. Volmar, Marienbourg, Venden, Vesenberg furent saccagées; Chérémétief n'épargna que Riga, Pernau et Revel, que les Tchoudes appellent Kolyvan. On fit des campagnes letto-finnoises un désert; les kosaks, Kalmouks, Bachkyrs, Tatars ne savaient que faire de leurs prisonniers. Les Zaporogues, à eux seuls, emmenèrent quatre mille captifs, hommes, femmes ou enfants, sur le bas Dniéper. La prise de ses forteresses, l'incendie de ses villes, l'extermination de ses peuples, rien ne put distraire Charles XII acharné à la ruine d'Auguste.

En 1705, le tsar sentit qu'il fallait surveiller les agissements du Suédois en Pologne et ne pas laisser écraser entièrement son allié Auguste : c'était assez de lui avoir pris sa part du butin, l'Esthonie et la Livonie. Les Russes passèrent la Dūna, occupèrent la Courlande et Vilna, se concentrèrent en un camp retranché à Grodno. Pierre,

comme Ivan le Terrible, n'avait pas seulement à lutter contre l'ennemi du dehors; les factions intérieures n'étaient pas encore domptées. C'est au moment où il se préparait à joindre son ennemi que la révolte d'Astrakhan l'obligea à détacher sur le bas Volga une partie de ses forces et l'un de ses meilleurs généraux, Chérémétief; il était temps que celui-ci arrivât; déjà les streltsi d'Astrakhan faisaient appel aux kosaks. L'armée russe de Lithuanie se trouva un moment fort compromise; Schulenbourg, général d'Auguste, avait été battu à Frauenstadt (1706) et obligé de se mettre en retraite sur la Saxe. Grâce aux habiles dispositions de Pierre, l'armée russe put se retirer sans encombre sur Kief. Vers la fin de 1706, Menchikof infligea au général suédois Mardefelt, presque à nombre égal cette fois, une sanglante défaite auprès de Kalisch.

### Charles XII envahit la Russie : Poltava (1709).

Charles XII avait poursuivi jusqu'en Saxe l'armée du roi de Pologne. Pour punir sa nouvelle entreprise contre Stanislas Leszczinski et sa rentrée dans Varsovie, il écrasa de contributions et de réquisitions ses Etats électoraux. Établi dans son camp sous les murs de Leipsig, il faisait trembler l'Europe. Il avait traversé la Silésie sans daigner en demander l'autorisation à l'empereur Joseph, méprisant les protestations de la diète de Ratisbonne; il accueillait les plaintes des protestants de cette province, persécutés par l'Autriche, et apparaissait aux mécontents de Hongrie comme le grand redresseur de torts. On était précisément au moment le plus critique de la guerre de la succession d'Espagne. La France, vaincue à Hochstedt, à Ramillies, à Turin, tournait les yeux vers la Suède victorieuse; l'Angleterre, la Hollande, l'Autriche, le Brandebourg, le Hanovre, toutes les puissances lancées à l'assaut de nos frontières, tremblaient que la coalition ne fût prise à revers par l'invincible armée suédoise. La Suède n'était-elle pas l'alliée de la France depuis le temps des Gustave-Adolphe et des Oxenstiern? N'était-elle pas la compagne

de ses jours de gloire, ne lui devait-elle pas sa grande position en Allemagne? n'avait-elle pas à craindre d'être ébranlée de sa défaite? Charles XII à ce moment même ne recevait-il pas les subsides du grand roi? n'était-il pas sollicité par ses envoyés? Le sort du monde semblait entre les mains du jeune vainqueur. S'il tournait à l'ouest, s'il faisait valoir ses propres griefs et ceux du protestantisme contre l'Autriche, la France était sauvée et la Suède, que de terribles aventures attendaient dans les plaines de Russie, était sauvée avec nous. Il y eut un moment d'anxieuse et solennelle attente, d'autant plus grande que le taciturne et orgueilleux monarque ne laissait rien deviner de ses projets. La situation parut si grave qu'en avril 1707 le grand Marlborough se résolut à aller le trouver dans son camp. Peu de paroles furent échangées entre ces deux fameux capitaines, de caractère si différent; mais l'habile Anglais sut deviner l'antipathie et la jalousie de Charles XII contre la France; il vit que ses yeux lançaient des éclairs quand on lui parlait du tsar; il remarqua, étalée sur sa table, une carte de la Moscovie. Marlborough repartit plein d'espérances. Ceux qui redoutaient Charles XII se plièrent à tout ce qu'il voulut leur imposer: Auguste accepta le dur et humiliant traité d'Altranstadt; il livra Patkul, que le tsar avait accrédité auprès de lui comme ambassadeur et que, malgré le caractère sacré dont il était revêtu, le fils de Charles XI fit périr sur la roue. L'empereur accorda cent églises aux protestants de Silésie, renvoya un chambellan dont le roi croyait avoir à se plaindre, livra 1500 réfugiés moscovites, rappela 400 officiers allemands qui étaient passés au service du tsar. L'électeur de Brandebourg signa un traité de paix perpétuelle. Charles XII put alors lever son camp de Leipsig : il ne se voyait plus qu'un ennemi, le tsar de Russie.

L'adversaire de Pierre le Grand était un admirable coureur d'aventures plutôt qu'un souverain. Le pouvoir absolu, qui lui échut dans un âge si tendre, laissa sans contre-poids son humeur altière et son caractère obstiné, sa *tête de fer*, comme disaient les Turcs à Bender. Vol-

taire remarque qu'il a porté toutes ses vertus à un excès où elles sont aussi dangereuses que les vices opposés. La vertu et le vice dominant chez lui, c'était la passion de la gloire. La gloire, la gloire seule, était pour lui le but de la guerre ; il ne semble pas avoir compris qu'on pût en acquérir dans les arts de la paix; jusqu'au moment où la nouvelle de la coalition formée contre lui vint lui révéler sa vocation militaire, il avait paru le plus insignifiant des princes de l'Europe. Il semblait se gouverner dans sa conduite non par les principes politiques qui avaient cours au dix-huitième siècle, mais par je ne sais quel point d'honneur étrange et archaïque. Il ne connaissait d'Alexandre le Grand que le héros romanesque de Quinte-Curce, et c'était ce fantôme qu'il avait pris pour son idéal. Il était nourri de la lecture des antiques sagas scandinaves et l'on peut dire que l'âme et l'esprit des vieux wikings revivaient en lui ; il avait sans cesse leurs merveilleux exploits devant les yeux et les maximes versifiées des skaldes présentes à la mémoire. Charles XII était un héros de l'Edda égaré dans un siècle tout positif; un historien russe, M. Guerrier, l'appelle « le dernier Varègue; » il fut le dernier de ces aventuriers scandinaves qui jadis avaient parcouru les plaines russes de Novgorod à Kief, mais auxquels les routes du sud étaient désormais fermées. Impitoyable aux autres et à lui-même, on le voit rechercher les dangers et les fatigues inutiles, courir l'aventure comme un « roi de mer » qui n'a que sa tête à risquer; considérant une guerre comme un combat singulier entre les deux champions et qui ne peut se terminer que, sinon par la mort, au moins par le détrônement du vaincu; combattant non pour prendre les couronnes, mais pour les distribuer; faisant largesse à ses soldats comme s'il avait toujours les trésors du pillage, « l'or rouge de la bruyère, » à sa disposition; méprisant toutes les commodités de la vie comme ces Northmans qui se vantaient de ne jamais dormir sous un toit; fuyant les femmes « dont les cheveux de soie, disent les sagas, sont des filets perfides ; » regardant comme une honte d'opérer un mouvement stratégique rétrograde,

comme une faiblesse d'écouter un conseil de prudence; prêt à braver l'eau, comme dans les marais de Lithuanie, ou le feu comme dans l'échauffourée de Bender. Il avait sa garde particulière de drabans, comme les *konungs* ou rois fabuleux avaient leur *droujina*, comme Alexandre avait ses hétaires. Ses compagnons sont aussi des héros de sagas, et la légende s'est emparée de leurs exploits: on raconte en Suède qu'Hinstersfelt, l'un d'eux, chargeait sur son épaule les canons enlevés à l'ennemi, que passant sous une porte à la voûte de laquelle pendait un anneau, de son doigt recourbé, il se suspendit à cet anneau, lui et le cheval qu'il serrait entre ses jambes. « Quand j'ai avec moi neuf de mes drabans, disait Charles XII, aucune force ne peut m'empêcher de passer où je veux. » Il était donc porté à rechercher les lointaines aventures et, comme les anciens braves, à parcourir le monde « par la force de son bras. » Il avait envoyé des officiers en Asie et même en Égypte pour lever des plans et recueillir des renseignements.

Le poëte Pouchkine a mis dans la bouche de Mazeppa désabusé l'appréciation suivante: « Je me suis trompé sur le compte de ce Charles; sans doute c'est un jeune garçon hardi et audacieux; il peut bien gagner deux, trois batailles; il peut tomber à l'improviste sur un ennemi, manger son déjeuner, répondre à une bombe par un éclat de rire; comme le premier tirailleur venu, il peut se glisser de nuit dans le camp ennemi, démonter comme aujourd'hui quelque kosak, rendre coup pour coup, blessure pour blessure; mais il n'est pas de taille à conduire la lutte avec le tsar-géant; il veut contraindre la fortune à manœuvrer, comme un régiment, au signal de son tambour. Il est aveugle, obstiné, impatient, il est léger et présomptueux, il croit à Dieu sait quelle étoile; il mesure par le succès passé les forces nouvelles de son ennemi. Il en faudra rabattre! J'ai honte, en mes vieux ans, de m'être laissé séduire par un vagabond militaire, de m'être laissé éblouir, comme une timide jeune fille, par son audace et sa fortune d'aventurier. »

Les deux adversaires allaient enfin se joindre. Charles quitta la Saxe avec 43 000 hommes, enrichis des dépouilles du pays ; il en laissa dix mille à Stanislas pour le maintenir sur le trône et marcha sur le Niémen. Il pénétra le premier dans Grodno avec six cents hommes seulement et dut à des prodiges de valeur de ne pas être enlevé par l'arrière-garde moscovite (1708). Le tsar, suivant une tactique qui devait être renouvelée en 1812, ordonnait à ses troupes de se retirer vers la Russie en ravageant sur leur passage la Lithuanie. La terreur du nom suédois subsistait encore presque entière : outre les 33 000 hommes qui suivaient Charles XII, Lewenhaupt devait de Pologne en amener 18 000. Nulle force russe ne semblait en état de résister à l'armée la plus aguerrie de l'Europe. Les affaires intérieures de la Russie inspiraient au tsar d'autres inquiétudes : c'est à ce moment décisif que se place la révolte de Boulavine dans les campements du Don et les premières agitations parmi les kosaks du Dniéper. Pierre, avant de risquer la sécurité de son empire, au sein duquel fermentaient encore tant d'éléments de désordre, avant d'exposer ses créations naissantes aux terribles épreuves de l'invasion, essaya de négocier avec son ennemi ; il offrit de se contenter d'un seul port sur la mer Baltique : « Je traiterai avec le tsar dans Moscou, » répondit Charles XII.

Du Niémen, à travers la forêt de Minsk, où les Suédois étaient obligés de se frayer un chemin à coups de hache, Charles XII se porta sur la Bérésina qu'il franchit en passant sur le corps à 3000 hommes. A Hollosin, il rencontra 20 000 Russes : avec une solidité qui eût dû le faire réfléchir, ils ne cédèrent qu'à la septième charge aux efforts personnels du roi. Il atteignit le Dniéper à Mohilef et le remonta jusqu'à Mstislaf ; au midi de Smolensk, à Dobroé, il attaqua un corps de 10 000 Russes et 6000 Kalmouks : cette fois il eut un cheval abattu sous lui, deux aides de camp tués à ses côtés, se trouva seul avec cinq hommes, tua douze ennemis de sa main et ne se dégagea que par miracle. La Russie ne se laissait pas entamer si aisément. Il se trouvait alors sur la route de Moscou, que devait

suivre Napoléon, à cent lieues seulement de la capitale russe. On était à la fin de septembre ; l'hiver approchait et promettait d'être rigoureux : les vivres manquaient; on lui conseillait de rétrograder de Mstislaf sur Mohilef, d'y attendre Lewenhaupt qui lui amenait 18 000 hommes et un convoi de provisions ; il se laissa tenter par les offres de Mazeppa qui lui promettait 30 000 kosaks et par l'espoir de trouver l'abondance dans les fertiles plaines du sud. D'ailleurs, comme il l'avouait à Gyllenkruk épouvanté de cette confidence, « il n'avait aucun plan. » Il se tourna donc vers l'Ukraine. Alors le tsar et ses généraux s'attachèrent comme des loups aux flancs de Lewenhaupt qui se trouvait isolé et sans appui dans les plaines du Dniéper; à Lesna sur les bords de la Soja, ils lui livrèrent une bataille acharnée de trois jours, où cette fois les deux armées combattaient à nombre égal : le général suédois perdit près de 12 000 hommes sur 18 000, fut obligé d'enclouer son canon et de brûler mille chariots de vivres; les Russes en capturèrent 6000; tout son convoi qui était l'unique espérance de l'armée royale était détruit. Il n'amenait à Charles XII que les épaves du désastre.

Cependant l'hiver était venu, le terrible hiver de 1709; dans les marches forcées que le roi de Suède eut l'imprudence d'imposer à son armée, les hommes, dépourvus de vêtements d'hiver, les chevaux affamés périssaient par milliers; faute d'attelages, on était réduit à jeter les canons dans les rivières ; les corbeaux eux-mêmes tombaient morts par la rigueur du temps ; les chirurgiens n'étaient occupés qu'à amputer les doigts des pieds et des mains brûlés par le froid. Charles XII allait toujours, s'informait de la distance qui le séparait de l'Asie, consolait ses soldats deminus en leur assurant qu'il les mènerait si loin qu'ils pourraient recevoir des nouvelles de Suède trois fois seulement en un an. Un soldat osa lui présenter l'horrible pain moisi dont se nourrissait l'armée : Charles le prit, le goûta et dit tranquillement : « Il n'est pas bon, mais il peut se manger. »

Le printemps ne mit pas un terme aux souffrances de

l'armée. Le prince Menchikof saccageait Batourine, la capitale de l'hetman fugitif, et rasait la *sitcha* des Zaporogues (mai 1709). Charles XII arriva sous les murs de Poltava et s'y arrêta. Il y attendait les Turcs, les Polonais de Leszczinski, qui ne devaient jamais arriver. Tout en les attendant, « pour se donner un divertissement, » disait Rehnskold, il résolut d'attaquer Poltava. On lui représenta vainement l'inutilité de l'entreprise et l'impossibilité du succès. A quoi bon dépenser la poudre et les munitions de guerre qui se faisaient rares dans son camp? « Oui, répondait à Gyllenkruk la *tête de fer*, nous sommes obligés d'accomplir des choses extraordinaires pour acquérir l'honneur et la gloire. » Et aux représentations de Piper : « Un ange descendrait du ciel avec l'ordre de partir d'ici que je ne m'en irais pas. » Quand donc a-t-on vu les héros, dans les Eddas, opérer un mouvement de retraite? Il se faisait réciter par son serviteur Gutman la saga de Rolf Hétrikson qui « vainquit le sorcier russe dans l'île de Rétusari, conquit toute la Russie et le Danemark, si bien que son nom a été honoré et glorifié dans tout le nord. » Menchikof survint et montra qu'on avait profité des leçons des Suédois en faisant une fausse attaque qui lui permit de jeter du secours dans Poltava.

Le tsar était arrivé (4-15 juin 1709) avec 60 000 hommes qu'il couvrit d'un retranchement élevé en une seule nuit; Charles n'avait plus que 29 000 hommes manquant de tout, souffrant de l'extrême chaleur comme naguère du froid extrême, épuisés de misère et de privations. Il n'avait que quatre pièces de campagne contre les 72 canons du tsar. Dans une reconnaissance de nuit, en voulant houspiller les avant-postes ennemis, le roi avait reçu au talon une blessure qui nécessita une cruelle opération : le jour où se livra la fameuse bataille (27 juin-8 juillet 1709), Charles XII dut se faire traîner en litière; les généraux sur lesquels retombaient la responsabilité du commandement ne surent pas s'entendre. Lui-même contrariait les dispositions de Rehnskold nommé général en chef.

Pierre avait confié le centre à Chérémétief, la droite à

Renne, la gauche à Menchikof, l'artillerie à Bruce. Il harangua les troupes : « Le moment est venu! leur disait-il, le sort de la patrie va se décider. Vous ne devez pas penser : c'est pour Pierre que nous nous battons; non! c'est pour l'empire, confié à Pierre, c'est pour la patrie, c'est pour notre foi orthodoxe, pour l'Église de Dieu. Quant à Pierre, sachez seulement qu'il est prêt à sacrifier sa vie pourvu que la Russie vive glorieuse et prospère. »

Les Suédois prirent l'offensive. « Tous ceux qui ont servi dans les troupes suédoises, dit Voltaire, savent qu'il était presque impossible de résister à leur premier choc. » Ils voyaient dans la victoire une fin à leurs souffrances et se battirent comme les enragés *berserkiers* des légendes. Ils chargèrent *avec furie* la cavalerie placée à la droite des Russes, blessèrent Renne, qui dut céder le commandement à Bauer, enlevèrent deux redoutes. Pierre, en voulant rallier sa cavalerie, reçut une balle dans son chapeau. Menchikof eut trois chevaux tués sous lui.

Malheureusement pour Charles le corps de Kreutz, qui devait par un détour tomber dans le flanc de l'ennemi, s'égara, ne parut point. L'artillerie supérieure des Russes arrêta l'élan des Suédois. Menchikof alla se poster audacieusement sur leurs derrières, sépara ainsi le gros de l'armée du camp qu'ils occupaient sous Poltava; il finit par pénétrer dans le camp. Sur le front des Suédois le feu de l'artillerie russe était si violent que tous les chevaux qu'on attelait à la litière de Charles furent tués; ses drabans se relayaient alors pour le porter, mais vingt et un d'entre eux, sur les vingt-quatre, restèrent sur le carreau. La cavalerie russe ralliée, l'infanterie russe s'ébranlant à son tour, achevèrent d'enfoncer la ligne des Suédois. Attaqués en tête par Pierre le Grand, en queue par Menchikof, le désordre se met dans leurs rangs. Tout fuit et Charles désespéré est placé de force sur un cheval par ses gardes, obligé de suivre le torrent. Peu s'en fallut qu'il ne fût pris : accompagné de Mazeppa et du Polonais Poniatovski, il parvint après deux jours de fuite aux bords de ce fameux Borysthène, que tant de fois avaient descendu au dixième

siècle les flottilles scandinaves. Il passa le Dniéper dans une petite barque avec Mazeppa et put continuer sa route sur Otchakof : c'est ainsi que le dernier des Varègues et le dernier des kosaks libres arrivèrent en fugitifs sur les terres du sultan. Les Suédois avaient perdu près de 10 000 hommes; 3000 furent pris sur le champ de bataille; le gros de l'armée, qui avec Lewenhaupt avait continué sa marche sur le Dniéper, se trouva arrêté sur ses bords; Menchikof, que le tsar avait dépêché en toute hâte, obligea là encore 16 000 Suédois à poser les armes (capitulation de Pérévolotchna). De cette magnifique armée qui à Leipsig avait fait trembler l'Europe, pas un bataillon n'échappa.

Le soir de Poltava, le tsar avait reçu dans sa tente et à sa table ces généraux suédois dont les noms étaient cités parmi ceux des premiers capitaines de l'époque. Il traita courtoisement ces glorieux captifs et but à la santé « de ses maîtres dans l'art de la guerre. » Il accepta les grades de général et de vice-amiral; les églises russes retentirent des chants de triomphe; on glorifia le tsar dans des sermons éloquents, et Kourbatof lui écrivait : « Réjouis-toi, parce que, suivant la parole de Dieu, tu as exposé ta vie pour tes serviteurs; réjouis-toi, parce que tu as forgé ton armée par ta bravoure comme on éprouve l'or dans la fournaise; réjouis-toi, parce que tu peux espérer la réalisation de ton plus cher désir : la domination de la mer des Varègues. » Pierre après Poltava, comme Charles après Narva, put savourer à son tour les douceurs de la gloire. Mais Poltava était un autre succès que Narva; Narva n'avait été qu'une victoire; Poltava marque une ère nouvelle dans l'histoire universelle. La Suède qui, sous Gustave-Adolphe, et encore sous Charles XI, avait joué en Europe le rôle d'une grande puissance, qui avait obtenu même une importance hors de toute proportion avec ses ressources réelles, fut tout à coup reléguée au troisième rang des États. La place qu'elle laissait vide dans le Nord fut prise par une nation qui s'en empara avec des ressources matérielles et une force d'expansion autrement considérables. Les rivages de la Baltique allaient passer entre ses mains. La Russie

s'annonçait déjà, non-seulement comme une puissance du Nord, mais comme une grande puissance européenne ; la Moscovie, que naguère la petite Suède, la Pologne anarchique, la Turquie décrépite, ou même simplement le khan des Tatars suffisaient à tenir en échec, allait devenir redoutable même à la France, à l'Angleterre et à la maison d'Autriche. Avec la Russie, la race slave longtemps humiliée faisait une triomphale entrée sur la scène du monde. Enfin, Poltava ne fut pas seulement une victoire, elle fut le gage de la régénération de la Russie ; elle justifiait le tsar, ses auxiliaires étrangers, son armée régulière ; elle lui laissait les mains libres pour ses réformes, donnait à l'empire une nouvelle capitale et promettait à l'Europe un nouveau peuple civilisé. « Maintenant, écrivait du champ de bataille de Poltava le tsar à Apraxine, la première pierre pour la fondation de Saint-Pétersbourg est posée avec l'aide de Dieu. »

---

# CHAPITRE XXIV.

## PIERRE LE GRAND. — LES RÉFORMES.

Caractères généraux des réformes, les collaborateurs de Pierre le Grand. — Réformes sociales, le *tchin*, émancipation des femmes. — Réformes administratives, militaires, ecclésiastiques. — Réformes économiques, manufactures. — Caractère utilitaire des établissements d'instruction. — Fondation de Saint-Pétersbourg (1703).

### Caractères généraux des réformes, les collaborateurs de Pierre le Grand.

1° Les réformes de Pierre le Grand avaient été préparées par celles d'Alexis et par tout le mouvement du dix-septième siècle : sous les Ivan, sous les Godounof, sous

les premiers Romanof, la Russie s'était progressivement ouverte aux étrangers. Il s'en fallait cependant que le pays tout entier fût disposé à suivre Pierre le Grand dans ses innovations. Il avait contre lui ceux qui n'avaient pas voulu accepter la réforme de Nicon et beaucoup de ceux qui, en l'acceptant, n'entendaient pas aller au delà : le parti du raskol et certains des partisans de l'Église officielle étaient ses ennemis ; le peuple russe était le plus hostile à toute innovation qu'il y eût en Europe : « nouveauté vaut calamité » est un dicton populaire ; la noblesse n'était pas moins opposée à tout ce qui pourrait favoriser la centralisation autocratique.

Pierre le Grand trouva donc dans la majorité de la nation une vive résistance ; pour la vaincre, où l'exemple du tsar et la persuasion ne suffisaient pas, il déploya l'énergie de son caractère à demi barbare et l'appareil terrible d'un pouvoir absolu ; il traîna de vive force la nation dans la voie du progrès ; à chaque page de ses oukazes de réformation, on trouve le knout et la peine de mort.

2° Ces innovations, accomplies par le prince, n'étaient pas faites d'ailleurs pour préjudicier à son autorité, et on peut dire que leur ensemble n'avait d'autre but que la constitution d'un État patriarcal en un État moderne, mais toujours despotique. La force du gouvernement devait s'accroître sans que son essence s'altérât. Le tsar restait aussi autocrate qu'un Ivan le Terrible, mais son autorité allait s'exercer au moyen d'instruments plus parfaits et d'agents soumis à la discipline et aux règles usitées en Occident.

3° L'immense masse du peuple restait attachée à la glèbe du servage, dix millions d'êtres humains étaient la propriété d'une aristocratie territoriale, et cependant la nation russe allait être pourvue des organes nécessaires pour entrer en communications régulières avec les peuples libres de l'Europe. La Russie allait offrir l'illusion d'un État centralisé et civilisé suivant le type offert par la France de Louis XIV ; et cependant le principe patriarcal et asiatique qui, confondant l'autorité paternelle et domaniale avec l'autorité politique, présidait aux rapports

du père avec ses enfants, du tsar avec ses sujets, des propriétaires avec leurs esclaves, du supérieur avec ses inférieurs, n'avait encore reçu aucune atteinte. Sur une organisation sociale qui semblait remonter au onzième siècle, on allait édifier une diplomatie, une armée régulière, une hiérarchie bureaucratique, des industries de luxe, des écoles, des académies.

4° Un quatrième caractère de la réforme de Pierre le Grand, c'est que, pour transporter de toutes pièces en Russie la civilisation européenne, il dut tout emprunter aux étrangers, sans avoir toujours le temps d'opérer un travail de critique, un triage. Ce qu'on appelle la *civilisation*, c'était et c'est encore la civilisation d'Occident; voilà pourquoi Pierre s'entoura de Hollandais, d'Anglais, d'Écossais, de Suisses, de Germains; pourquoi il importa en bloc industries, métiers et artisans; pourquoi il fit traduire les livres occidentaux et sema sa terminologie administrative de mots empruntés à la Suède ou à l'Allemagne; pourquoi lui-même se fit Hollandais et Allemand, proscrivit les longs vêtements qui rappelaient l'Asie, voulut prendre de l'Europe jusqu'aux culottes courtes, aux chapeaux à cornes et aux souliers à boucles.

5° Pourtant cette imitation n'avait rien de servile; c'était celle d'un homme de génie qui voulait devancer le temps et hâter de cent années les réformes; il entendait que les Russes fussent les élèves et non les sujets des Allemands; comme il restait sous l'habit allemand un patriote russe, il réserva aux indigènes les premiers postes dans l'armée et dans l'État. Sans doute on peut citer parmi ses grands collaborateurs le Genevois Lefort, son amiral; l'Écossais Gordon, créé général; Bruce, Écossais né en Westphalie, qui organisa l'artillerie, dirigea la diplomatie et, après la publication de l'almanach, passa dans le peuple pour un sorcier et un magicien; Ostermann, fils d'un pasteur du comté de la Marck, habile négociateur, dont Pierre disait qu'il n'avait jamais fait de fautes en diplomatie; Münich, du comté d'Oldenbourg, bon ingénieur, dont la Russie fera plus tard un feld-maréchal,

et qui en attendant exécutait pour Pierre Ier le canal du Ladoga. Mais parmi les compagnons de Pierre le Grand, dans la nichée des « aiglons de Pierre » comme les appelle Pouchkine, nous trouvons déjà et surtout des Russes: Menchikof, un homme nouveau, sorti de rien pour devenir prince, feld-maréchal, amiral, un vainqueur, mais dont la probité n'était pas à la hauteur de ses talents; Boris Chérémétief, un grand seigneur dont le nom et les exploits se sont conservés dans les chansons populaires, qui, avant Pierre le Grand, voyagea en Occident et revint aux pays russes en habits allemands, aussi honnête que vaillant, le premier en date des maréchaux russes; Dmitri Mikhaïlovitch, chef de la famille princière des Galitsyne, qui se dévoua au réformateur tout en détestant les hommes nouveaux; son frère Michel Galitsyne, qui devenu feld-maréchal continuait à témoigner à son aîné la déférence des temps antiques et n'osait s'asseoir à la même table que lui; Jacob Dolgorouki, qui savait braver le courroux de Pierre le Grand et lui faire entendre la vérité; Golovine, grand-amiral et diplomate; Apraxine, amiral, vainqueur sur mer des Suédois; les diplomates Golovkine, grand-chancelier, Chafirof, vice-chancelier de l'empire, Grégori et Vassili Dolgorouki, André Matvéef, les Kourakine, ambassadeurs de père en fils dans les cours d'Occident; Iagoujinski, intelligent et colérique, devenu procureur général du sénat; Tolstoï, un complice de Sophie, gracié pour sa haute intelligence, excellent négociateur et redoutable justicier; Romodanovski, le cruel directeur de l'inquisition d'État; Kourbatof, le financier du nouveau régime; puis trois Petits-Russiens, trois ecclésiastiques, trois brillants élèves de l'académie de Kief: saint Dmitri de Rostof, Stéphane Iavorski, Féofane Prokopovitch, auxquels il faut ajouter l'évêque Féofilakte Lopatinski. Tels furent les *hommes russes* du *temps* de Pierre le Grand.

### Réformes sociales, le *tchin*, émancipation des femmes.

La classe la plus nombreuse, celle sur laquelle l'État

pesait chaque jour plus lourdement à mesure qu'il se réformait, qui de sa sueur et de son sang subvenait aux frais de la régénération, c'était la classe rurale. Elle se subdivisait en *odnodvortsi*, paysans libres et même nobles d'origine; en *métayers* (polovniki), qui cultivaient la terre des nobles à charge de livrer la moitié des produits et qui avaient conservé la liberté personnelle; en *paysans* de la couronne, des monastères et des propriétaires, tous attachés à la glèbe. Les oukazes de Pierre confondirent toutes ces situations, assujettirent tous les cultivateurs à la capitation et à la résidence fixe: ce qui équivalait au servage. Les motifs qui avaient amené Godounof à légaliser l'asservissement à la glèbe subsistaient dans toute leur rigueur et ne pouvaient qu'aggraver la législation. L'impôt sur les *feux* devint l'impôt sur les *âmes :* les propriétaires furent chargés, avec une augmentation considérable de leur autorité seigneuriale, de le percevoir sur tous. Pierre le Grand promulgua seulement un édit qui cherchait à réglementer la vente mobilière des esclaves : « Si l'on ne peut l'abolir complétement, il faut vendre les esclaves par familles, sans séparer les maris et les femmes, les parents et les enfants, et non plus comme des têtes de bétail, chose qui ne se fait pas dans le monde entier. » Cet édit, au moins dans ses dispositions philanthropiques, n'avait pas de sanction : Anna Ivanovna devait légaliser ce honteux abus en percevant des droits sur la vente des esclaves.

Les habitants des villes furent partagés en trois catégories : à la première appartenaient les banquiers, manufacturiers, riches commerçants, médecins, pharmaciens, capitaines de navires, orfèvres et batteurs de métaux, artistes; à la seconde, les petits commerçants et maîtres de métiers; à la troisième, le bas peuple des journaliers et artisans. Les deux premières catégories prirent le nom germanique de *première* et *deuxième ghildes* et furent investies de certains priviléges.

Les étrangers obtinrent le droit de vaquer librement au commerce et à l'industrie, d'acquérir des immeubles,

de contracter mariage avec les Russes, d'entrer au service de l'Etat, de pratiquer leurs cultes respectifs, de sortir à volonté de l'empire sous condition d'abandonner le dixième de leurs biens.

La noblesse russe prit le caractère d'une *noblesse de service*. Ces deux idées, service du tsar et noblesse, devinrent corrélatives. Tout noble devait servir, et quiconque, Russe ou étranger, entrait au service devenait gentilhomme. Pierre le Grand se montra aussi rigoureux que Louvois dans ses exigences de service vis-à-vis de l'aristocratie : tout *dvorianine* était à la disposition du gouvernement jusqu'à sa mort ; ainsi acheva de s'effacer la distinction entre les deux espèces de terres nobles, les *pomiéstia* ou fiefs, les *votchiny* ou alleux ; les unes et les autres ne furent plus possédées que comme *tenues* du tsar et obligeant au service. Jusqu'alors les hiérarchies aulique, militaire, maritime, ecclésiastique n'offraient aucune mesure commune : Pierre établit des équivalences entre les différents grades et, confondant la noblesse héréditaire et la noblesse de service, distribua les serviteurs de l'État entre les quatorze degrés du *tchin :* ils s'espaçaient, dans l'ordre civil, du *registrateur de collége* au *chancelier d'empire;* dans l'ordre militaire, du cornette ou porte-enseigne au feld-maréchal; dans la flotte, de l'enseigne au grand-amiral; à la cour, du *tafel-decker* au grand-chambellan; dans l'Église même, du diacre au métropolite.

Pierre I[er] emprunta aux lois allemandes une disposition absolument antipathique aux lois russes, amies de l'égalité de partage : le majorat. En vertu de ce droit nouveau, la terre noble appartenait exclusivement à l'aîné ou à celui des fils que le père de famille aurait désigné. Pierre le Grand trouvait dans cette disposition, qui devait lui survivre peu de temps, les avantages suivants : les familles nobles ne pourraient plus déchoir en s'appauvrissant par des partages répétés ; les paysans seraient plus heureux sous la domination d'un seul héritier riche que sous celle de cohéritiers besogneux ; les cadets, ne comp-

tant plus sur la terre paternelle, seraient obligés de chercher leur vie dans l'industrie ou le service de l'État, « oisiveté étant mère de tous les vices. » D'ailleurs les cadets de noblesse ne seraient admis au service que sous certaines conditions d'instruction élémentaire ou spéciale et de préparation technique. Le mariage même était interdit au gentilhomme ignorant. La fondation des ordres de Saint-André et de Sainte-Catherine achevait de faire tomber les barrières des castes.

La reclusion des femmes était un usage asiatique auquel Pierre fit une guerre acharnée. Il ne voulut plus de *terem* clos « à vingt-sept serrures, » de *fata* sur les visages, de litières fermées de rideaux. Six semaines avant tout mariage, des fiançailles devaient avoir lieu ; à partir de ce moment le fiancé verrait librement sa fiancée ; les deux promis avaient le droit de rompre s'ils ne se plaisaient pas. Les pères et les tuteurs durent jurer qu'ils ne marieraient pas les jeunes gens malgré eux et les maîtres qu'ils ne forceraient pas le consentement de leurs esclaves. Il fut défendu aux sages-femmes de faire périr les nouveau-nés contrefaits. Du cloître domestique Pierre le Grand traîna les femmes et les filles dans la vie des salons européens. Il institua des *assemblées*, « réunions libres qui ont lieu dans une maison quelconque, » où les hommes et les femmes figuraient en costumes européens, où l'on prenait ensemble des rafraîchissements, où l'on dansait les danses allemandes et polonaises, où des Français et des Suédois prisonniers servaient de professeurs de maintien. Les *assemblées* de Pierre le Grand n'étaient encore qu'une parodie des soirées de Versailles : Bergholtz se plaint que les hommes s'y permissent de fumer en présence des femmes ; que les dames se tinssent assises à part, empruntées, endimanchées, muettes et se regardant ; que les nobles cavaliers en sortissent souvent ivres, emportés par leurs laquais ivres. Pierre le Grand lui-même n'avait-il pas institué comme punition des fautes de bon ton l'obligation de vider le *grand aigle*, coupe herculéenne remplie d'eau-de-vie ? Pour égayer la société nouvelle et donner de l'ani-

mation à sa capitale, il imagina des mascarades, des cavalcades de seigneurs et dames déguisés, la fête des fous, le *grand-conclave* présidé par le *prince-pape* entouré de *cardinaux* ivres morts. Il interdit l'usage des diminutifs serviles et les prosternations devant le tsar. Il habituait à coups de canne ses gentilshommes à se sentir des hommes libres et des Européens.

### Réformes administratives, militaires, ecclésiastiques

L'ancienne *douma* des boïars fut remplacée par le *sénat dirigeant*. D'abord il ne fonctionnait qu'en l'absence du prince et ne se composait que de neuf membres. Puis leur nombre s'accrut et il devint permanent, à la fois grand conseil de gouvernement, comité supérieur des finances et cour suprême de justice. Pierre ordonna d'obéir au sénat comme à lui-même, mais le sénat devait sur toutes les questions importantes faire au tsar son *rapport*. Il institua auprès de ce corps un *procureur général*, chargé de requérir l'application des lois. Souvent il reprocha aux nouveaux sénateurs de traiter les affaires « à l'ancienne mode », de faire traîner les délibérations, d'accepter de l'argent, et il dut dresser un règlement en vertu duquel il était interdit aux sénateurs, sous différentes peines, de crier, de se battre et de se traiter de voleurs.

Pierre supprima les anciens *prikazes* moscovites. Par les conseils de Leibnitz et sur le modèle allemand, il institua des *colléges* de gouvernement analogues à ceux dont le régent d'Orléans fit l'essai pour remplacer les ministères de Louis XIV. Ces *colléges* étaient au nombre de dix : affaires étrangères, guerre, amirauté, trésor, revenus, justice, terres nobles, manufactures, mines, commerce. On fit traduire à leur usage des recueils d'édits suédois. Comme les gens capables manquaient, on employa des étrangers, à raison d'un par collége ; souvent ils ne pouvaient se faire entendre que par interprètes. On vit des officiers et des dragons suédois prisonniers administrer l'empire. Pierre appela des Slaves de Bohême, Silésie et Moravie, comme

plus capables d'apprendre le russe promptement. On envoya à Kœnigsberg quarante jeunes gens y étudier les éléments de l'administration et de la comptabilité. Ce despote admettait dans ses *colléges* le principe de l'élection pour les présidents. En 1722, la charge de président du *collége de justice* étant vacante, il réunit au palais les membres de ce collége, les sénateurs, les généraux, les officiers, cent membres de la noblesse et, après avoir reçu le serment de ces électeurs, fit procéder, en sa présence, à l'élection.

Avant Pierre le Grand la confusion des pouvoirs régnait dans l'administration provinciale. Les gouverneurs de provinces et les voiévodes s'occupaient à la fois de guerre, de finances, de justice et d'édilité. Pierre divisa l'empire en douze gouvernements, subdivisés en quarante-trois provinces : les premiers étaient administrés par des gouverneurs et vice-gouverneurs, les secondes par des voiévodes. Ces représentants du souverain étaient assistés d'un conseil ou *landrath* élu par les gentilshommes. Les villes reçurent une administration autonome et municipale : les citadins élisaient des *bourgmestres*, et ceux-ci un *président* ou *maire;* les bourgmestres et le président formaient le *rathaus* ou le *magistrat* de la cité. Dans les grandes circonstances, les bourgeois de première et deuxième ghildes étaient appelés en conseil. Tous les *magistrats* de Russie étaient soumis à un *magistrat principal*, pris dans le conseil municipal de Saint-Pétersbourg; or, la moitié de celui-ci se composait d'étrangers. Le *magistrat principal* veillait sur la prospérité du commerce et de l'industrie, sanctionnait les condamnations à mort prononcées par les municipalités de province, jugeait des litiges entre le *rathaus* et les citoyens, confirmait les élections municipales, faisait des rapports au sénat. Il était nommé par le tsar. Les villes avaient leur *landmiliz*. La constitution patriarcale et socialiste des communes rurales ne fut pas modifiée.

Les vices de la nouvelle administration étaient l'ignorance, l'inexpérience et la corruption. Les fonctionnaires

avaient toujours présente à l'esprit la formule d'investiture des anciens tsars : « Vis de ta charge et rassasie-toi. » Pierre sévit avec fureur contre cet abus enraciné et dont les premiers personnages de l'empire, à commencer par Menchikof, donnaient l'exemple. Les exactions du gouverneur provoquèrent la révolte d'Astrakhan. Un autre gouverneur de la même ville fut condamné par Pierre à être traîné par des porcs. Gagarine, pour la Sibérie, Lapoukhine, pour Revel, furent décapités. Chafirof fut gracié sous la hache. Nestérof, après avoir fait métier de dénoncer les voleurs, fut roué comme voleur. Pierre le Grand se fit un jour montrer par un grand de l'empire ses livres de dépense, lui prouva qu'il était volé par son intendant et que lui-même volait l'Etat ; de sa main tsarienne il le rossa et lui dit : « Maintenant, va trouver ton intendant et règle de même tes comptes avec lui. » On dit que Menchikof lui-même ne fut pas à l'abri des corrections impériales. C'était principalement sur les recrues que s'exerçaient les rapines : les malheureux, arrachés au village natal, enchaînés comme des galériens, mis en prison en arrivant à l'étape, nourris des champignons que leurs capitaines les menaient *paître* dans les bois, mouraient par centaines avant d'arriver au régiment. Pierre fut obligé d'inviter ses sujets à dénoncer les voleurs en promettant au dénonciateur le *tchin* et la fortune du dénoncé.

Le code d'Alexis Mikhaïlovitch ne convenait plus à la Russie de Pierre le Grand. Celui-ci voulait adopter le code suédois en modifiant ce qu'il avait d'inapplicable à la Russie au moyen d'anciennes lois moscovites ou de nouvelles dispositions. Ce projet ne put être réalisé. En matière criminelle, il conserva la torture, en réduisant ses applications. Il remplaça l'antique *pravège* par l'envoi aux travaux de la couronne. Il introduisit dans les tribunaux la procédure écrite, qui a tous les inconvénients d'une procédure inquisitoriale. La justice était rendue, suivant les lieux, par les tribunaux proprement dits, par les voiévodes, par les *landrichter* ou par les magistrats des villes. A Pétersbourg siégeait la cour suprême, délégation du sénat.

La police se concentrait à Pétersbourg entre les mains du *general-politzeimeister*, à Moscou dans celles de l'*oberpolitzeimeister*. Dans les grandes villes il y avait un inspecteur de police par dix maisons; tous les citoyens âgés de vingt ans étaient astreints au service du guet. Les gouverneurs, voiévodes, commissaires de pays, commandants, et tous les dépositaires de l'autorité étaient responsables de la sûreté publique. La Russie d'alors avait besoin d'être rigoureusement surveillée. Moscou, dont les rues étaient des cloaques, commença à se paver en bois. Les domestiques, sous peine d'amendes, des verges ou du knout, furent tenus de veiller à la propreté devant les maisons. Les mendiants pullulaient; les bourgeois aisés n'avaient pas honte de tendre la main ou d'envoyer leurs enfants dans la rue : ordre de les arrêter et de les conduire à la police. De faux employés, munis de faux oukazes, exploitaient la crédulité des paysans : ils furent recherchés et punis. On établit des hôpitaux pour les malades, des maisons de travail pour les vagabonds; on ramassa les possédés; on sévit contre les falsificateurs de monnaies ou d'assignats. Ce qu'il y avait de plus difficile à déraciner, c'était le brigandage. Endémique en Russie, il y était favorisé par l'immensité des espaces, les forêts profondes, l'humeur passive des paysans, qui n'osaient s'armer pour défendre un des leurs et qui le laissaient dépouiller et torturer, en présence de tout le village, par quelques bandits. Les brigands se formaient par grandes troupes, armés et disciplinés à l'européenne, munis d'artillerie et de cavalerie, pillant les cabarets de la couronne, brûlant les villages, envahissant les demeures seigneuriales, prenant d'assaut de petites villes. Ils se recrutaient de kosaks, de paysans fugitifs, de soldats déserteurs, de prêtres défroqués : on voyait des gentilshommes et même de nobles dames chevaucher à leur tête, accroître ainsi leurs revenus. Il fallut livrer de véritables combats pour ramener un peu de sécurité.

L'opposition sourde ou patente aux réformes amena Pierre le Grand à créer une inquisition d'État. Cette oppo-

sition se faisait jour en toute occasion. Les dames de Moscou revêtaient le costume européen quand le tsar était présent et le rejetaient avec mépris dès qu'il était reparti. Des placards insultants s'affichaient sur les murs. Au sein même de sa famille, le tsar trouvait la lutte et l'hostilité. Il institua le *Préobrajenski prikaz* qui, devenu plus tard la *chancellerie secrète*, a laissé un terrible souvenir. Pour perdre son ennemi, on n'avait qu'à pousser le cri de *slovo i diélo* (parole et action), sur lequel le dénonciateur et le dénoncé étaient immédiatement arrêtés et conduits à la salle de la question, d'où le second sortait rarement innocent.

En matière de finances, Pierre remplaça l'*impôt par feux*, qui donnait lieu à d'éternelles contestations, par l'*impôt de capitation*. On n'en exempta que les ecclésiastiques, les nobles, les soldats congédiés, les habitants des provinces baltiques, les Bachkyrs et les Lapons. Même les paysans libres y furent soumis. Kourbatof introduisit l'impôt du *papier à l'aigle* (*gerbovaïa boumagha*) ou papier timbré. Mais au milieu des terribles nécessités de la guerre, Pierre recourut à bien d'autres expédients. On retrancha souvent aux employés une partie de leur traitement. Les raskolniks furent soumis à la double taxe. Les porteurs de barbe durent payer de 30 à 100 roubles d'impôt, suivant leur fortune. Les paysans étaient astreints à un droit de deux deniers pour leur barbe lorsqu'ils entraient dans les villes. On établit des taxes sur les bains, sur les cabanes, sur les moulins, sur les abeilles. Un jour Pierre ordonna de saisir tous les cercueils de chêne chez les fabricants et de les vendre à son profit. La couronne avait depuis longtemps monopolisé le commerce de la soude, de la potasse et du goudron, produits de l'exploitation des forêts du nord. Les revenus de l'État, en quinze années seulement, de 1710 à 1725, montèrent de trois millions à dix millions de roubles

Après la dissolution des streltsi, l'armée régulière se composa de *fantassins*, de *dragons*, reçut des uniformes européens et fut portée à 210 000 hommes. Les paysans

étaient soumis à un système de recrutement qui pendant longtemps devait être une source d'arbitraire et de tyrannie : à cette époque s'est formée toute une littérature populaire de *Chants de lamentations sur le service*. Les troupes irrégulières des kosaks et des tribus de l'est fournissaient un nombre illimité de guerriers. On établit la conscription maritime parmi les riverains de la mer, des lacs et des rivières. La flotte russe compta bientôt 48 vaisseaux de ligne, 800 bâtiments d'ordre inférieur et 28 000 matelots.

Lorsque mourut le patriarche Adrien, peu sympathique aux réformes (1700), Pierre conféra à Stéphane Iavorski le titre de « surveillant du trône patriarcal ». Pierre avait résolu d'abolir cette institution de Godounof et de donner à l'Église elle-même l'organisation collégiale dont à cette époque il était entiché. Le préambule de l'édit qui institua le saint-synode et que rédigea Féofane Prokopovitch est fort curieux : « L'organisation collégiale ne saurait faire redouter à la patrie les troubles et les séditions qui peuvent survenir quand c'est un homme seul qui se trouve à la tête de l'Église. Le simple peuple est inhabile à saisir la distinction entre le pouvoir spirituel et le pouvoir impérial ; frappé de la vertu et de la splendeur dont brille le suprême pasteur de l'Église, il s'imagine que celui-ci est un second souverain, égal en puissance à l'autocrate et même supérieur à lui ; s'il survient un désaccord entre le patriarche et le tsar, il est disposé à se ranger du côté du premier, s'imaginant qu'il embrasse ainsi la cause même de Dieu. » Cette défiance vis-à-vis du pouvoir spirituel se traduit encore dans l'oukaze où l'on recommande aux évêques d'éviter le faste et l'orgueil, de ne point, en marchant, se faire soutenir sous les bras à moins qu'ils ne soient malades, de ne point permettre qu'on se prosterne devant eux De même que Pierre avait supprimé l'hetmanat et établi le collége de la Petite-Russie, il supprima le patriarcat et fonda le saint-synode. Il voulait être seul empereur à Moscou comme en Ukraine.

Le saint-synode se composait d'un certain nombre d'é-

vêques auprès desquels un *procureur général*, assez souvent un militaire, représentait le tsar. Le saint-synode dut être l'instrument de la réforme dans l'Église. Il prescrivit à chaque évêque d'entretenir une école dans son palais : les fils de popes qui ne s'instruiraient pas seraient pris comme soldats. La grave question des couvents fut reprise ; mais on n'osa encore entreprendre la liquidation de leurs biens. Comme la Russie avait besoin de se peupler, on défendit à tout Russe de se faire moine avant trente ans. Aucun serviteur de l'État ne pouvait entrer dans un cloître sans une autorisation. Comme les moines se montraient les plus hostiles aux réformes, il leur fut interdit de s'enfermer pour écrire, d'avoir de l'encre ou des plumes dans leurs cellules. On exigea qu'ils travaillassent à quelque métier. On mit à leur charge l'entretien d'hospices et d'écoles et aussi celui des vieux soldats estropiés qui trouvaient là un asile honorable. Au contraire Pierre encourageait les évêques à écrire : le plus illustre fut Dmitri Touptalo, métropolite de Rostof, dont l'Église russe a fait un saint. Il réédita, en les complétant, les *Vies des saints* (*Menologium*). Contre Talitski, auteur d'un pamphlet où il démontrait que Pierre le Grand était l'Antéchrist, il écrivit les *Signes de l'avènement de l'Antéchrist* : aucun de ces signes ne pouvait s'appliquer à Pierre ; contre les raskolniks, les *Recherches sur la secte raskolnike de Brynsk* ; contre les protestants et autres hérétiques, la *Pierre de la foi*.

Il fallait bien que l'Eglise orthodoxe se défendit, assaillie qu'elle était à la fois par les religions d'Occident et par les sectes du raskol. Celui-ci se partagea vers cette époque en communautés *avec prêtres* et communautés *sans prêtres* (*bezpopovchtchina*). Les plus convaincus des raskolniks fuyaient dans les forêts profondes, y fondaient des ermitages et même des centres d'habitation qui échappaient longtemps à la connaissance de l'administration. Traqués et poussés à bout, certains fanatiques se brûlaient eux-mêmes dans des espèces d'auto-da-fé. Plusieurs de ces pasteurs du désert, comme Daniel Vikoulof, les frères Dénissof, se signalèrent par des œuvres de polémique.

Pierre entendait faire trêve au système des régimes précédents. Il protégea ceux qui restaient paisibles et ne faisaient pas de politique. Passant dans les déserts de la Vyga, il y trouva d'industrieux raskolniks, ordonna de les laisser vivre en paix, les engagea à prier pour lui. « Dieu, disait-il, a donné aux tsars puissance sur les nations, mais le Christ seul a puissance sur la conscience des hommes. » Il se contenta d'imposer à ceux de Moscou un doublement de taxe et un costume particulier. Cependant, véritablement croyant, il regardait le raskol comme une erreur et n'entendait pas qu'il se répandît. Aussi des peines furent-elles portées contre ses propagateurs et des précautions furent prises à l'égard du peuple: l'assistance à l'église tous les dimanches et la communion pascale tous les ans devinrent une stricte obligation.

Il suivit la même politique vis-à-vis des religions d'Occident, permit aux étrangers d'avoir leurs temples dans Saint-Pétersbourg, assista même à l'office de l'église française, où l'on conserve encore son fauteuil. La Perspective Nevski, bordée d'églises dissidentes, fut la « Perspective de la tolérance ». Il protégea les capucins établis à Astrakhan, essaya de vivre même avec les jésuites Comme ceux-ci faisaient œuvre de propagande, ils furent classés en 1689, puis rappelés, enfin définitivement expulsés en 1718. « Il souffrait les capucins, dit Voltaire, comme des moines sans conséquence et regardait les jésuites comme des politiques dangereux. » L'ami des Hollandais et des Anglais poursuivit les protestants étrangers qui insultaient en paroles ou en actes la religion orthodoxe. Une Russe, Nastasia Zima, s'étant ingérée de propager les principes de Luther, fut conduite à la terrible chancellerie avec son mari et six autres néophytes, et y fut cruellement torturée.

### Réformes économiques, manufactures.

Pierre le Grand n'avait déployé tant d'efforts pour s'établir sur la Baltique que parce qu'il comprenait que la mer Blanche, avec ses glaces, était insuffisante pour assurer à

la Russie des communications régulières avec l'Occident. Saint-Pétersbourg fondé, il voulut supprimer, au profit du nouveau port, celui d'Arkhangel et fit défense de conduire des marchandises au havre de la Dvina. Son projet rencontra la plus vive opposition. Apraxine lui assura qu'une telle mesure était la ruine du commerce russe. Les négociants de Hollande et des villes hanséatiques représentèrent qu'ils en seraient pour leurs frais d'établissement à Arkhangel, qu'il fallait construire des vaisseaux d'un tout autre modèle pour la Baltique, qu'ils avaient à payer un droit de passage par le Sund et que, vu la guerre du Nord, le moindre navire marchand devait y être convoyé par les vaisseaux de guerre. Les Russes, habitués à se rendre à Arkhangel, montraient la plus grande répugnance pour le voyage de Saint-Pétersbourg, à travers d'immenses espaces où le fourrage manquait, où l'on ne retrouvait plus les étapes ménagées depuis des siècles sur la route de la mer Blanche. Il fallait bouleverser totalement les habitudes du commerce russe, la disposition des centres industriels et des villes d'entrepôts. Les conducteurs de convois, désespérés de la longueur du voyage, désertaient souvent en abandonnant leurs voitures ou en pillant les marchandises. Pierre le Grand céda et laissa au temps le soin de justifier sa préférence pour la nouvelle cité : il autorisa le commerce à la fois par Arkhangel et Saint-Pétersbourg, se contentant de hausser d'un quart le tarif des douanes dans la première ville. Surtout il s'efforça de rattacher la ville de la Néva à la grande artère fluviale de la Russie, le Volga. A cet effet, il créa le canal du Ladoga, projeta de faire communiquer la mer Blanche avec le golfe de Finlande, de réunir la mer Noire à la Caspienne au moyen d'un canal du Don au Volga.

Pierre négocia avec plusieurs des États européens des traités de commerce, s'efforça de réveiller l'agriculture nationale, entravée par l'esclavage du peuple, promulgua l'oukaze qui enjoignait de moissonner, non plus avec les serpes, mais avec des faux, encouragea la culture de la vigne et du mûrier dans les régions du sud-est, ordon-

na de planter du tabac, introduisit dans les provinces du centre des espèces bovines nouvelles, comme celle de Kholmogory, stimula l'élève du mouton, qui lui était nécessaire pour ses draperies, fit venir des bergers silésiens, envoya des Russes apprendre le métier d'éleveur en Silésie, créa des dépôts de haras. Il prit des mesures pour préserver les forêts, fit rechercher partout les gisements de combustible minéral. Pour secouer l'indolence des nobles qui auraient des mines dans leurs domaines, il déclara qu'à leur défaut les étrangers mêmes seraient libres de les exploiter, moyennant une indemnité au propriétaire, et décréta les verges et la peine de mort contre quiconque oserait les entraver dans leurs recherches et leurs travaux. Sous lui commença la fortune des Démidof, les grands métallurgistes, comme sous Ivan IV avait commencé celle des Strogonof. Il fonda, il encouragea ses courtisans à fonder des fabriques de produits chimiques, des manufactures de draps, auxquelles il fit des commandes pour l'habillement des troupes, de toiles à voiles, qui trouvèrent un débouché dans sa marine. Les Français excellaient surtout à se servir de la laine russe : on leur doit les premières fabriques de tapisseries. Le Français Manvriou créait à Moscou une fabrique de bas. L'Anglais Humphrey introduisit un perfectionnement dans la fabrication du cuir de Russie : le tsar requit dans chaque ville de l'empire un certain nombre de cordonniers pour aller prendre de ses leçons à Moscou, les menaçant, dans le cas où ils persisteraient à employer l'ancien procédé, de la confiscation et des galères. L'amiral Apraxine essaya de monter une fabrique de brocarts de soie. Un mougik parvint à produire une laque meilleure que toutes celles d'Europe, autres que la vénitienne. Grâce à la souplesse du génie national, le progrès économique aurait pris un immense développement si le tsar eût pu assurer aux négociants russes protection contre l'avidité des grands et les exactions des fonctionnaires, fléau signalé déjà au seizième siècle par Fletcher. Néanmoins plus de deux cents fabriques s'élevèrent sous ce règne.

**Caractère utilitaire des établissements d'instruction.**

Pierre le Grand s'occupa de l'éducation nationale. C'était le plus sûr moyen de s'assurer des auxiliaires et des continuateurs, d'initier peu à peu ses sujets aux idées nouvelles, de les réconcilier avec sa réforme. C'est surtout aux fils de nobles et aux fils de prêtres qu'il fit une obligation étroite de l'instruction : les moyens devaient manquer longtemps encore pour instruire la masse du peuple. Pourtant un certain nombre d'écoles élémentaires furent fondées dans toutes les provinces : on y envoya comme maîtres les élèves des écoles mathématiques de Saint-Pétersbourg. Les créations scolaires de Pierre eurent toutes un caractère pratique et d'utilité présente. Il négligea les études classiques et ne se soucia pas de créer des succursales à l'académie gréco-latine de Moscou. Dans sa lutte acharnée contre les forces du passé, il avait hâte d'ouvrir largement la Russie à ses auxiliaires naturels, les idées et les sciences de l'Occident. Aussi les établissements qu'il multiplia furent-ils des écoles spéciales, académie maritime, école des ingénieurs, école de comptabilité. La littérature qu'il encouragea fut une littérature de traduction, qui permettait d'importer en bloc une masse énorme d'idées européennes, ou bien une littérature de polémique, pour plaider la cause des réformes devant l'opinion russe et étrangère. C'est ainsi qu'il fit traduire une infinité de livres techniques, employant à cette tâche les professeurs de l'académie gréco-latine, les frères Likhoudis retirés à Novgorod, même des membres du synode : on en traduisait à Moscou, on en faisait traduire à l'étranger, quelques-uns en langue tchèque d'abord, afin que les Moscovites eussent ensuite plus de facilité à les reproduire en leur langue. Histoire, géographie, jurisprudence, économie politique, navigation, sciences militaires, agriculture, linguistique, furent bientôt représentées en Russie par d'innombrables livres traduits de l'Occident. Pierre lui-même donnait à sa brigade d'écrivains des conseils qui révèlent

en lui le sens pratique et même le goût littéraire le plus sûr. « Il faut, disait-il à Zotof, se garder de traduire mot à mot sans avoir l'intelligence complète du texte ; il faut le lire avec soin, se pénétrer de son sens, arriver à penser en russe les idées de son auteur, et alors seulement s'efforcer de les reproduire. » Il recommandait aussi de se garder des longs développements, des digressions inutiles « dont les Allemands remplissent leurs livres afin de les faire paraître plus gros et qui ne sont bons qu'à perdre le temps et à dégoûter le lecteur. » En revanche il défendait de supprimer certains passages de Puffendorff où l'on dénonçait la barbarie russe : il fallait que ses sujets apprissent à en rougir pour s'en corriger. Il faisait imprimer en Hollande des livres où il s'efforçait d'apprendre aux Européens à mieux connaître la Russie, à mieux apprécier les réformes, tandis qu'il en publiait en Russie pour faire mieux connaître l'Europe à ses sujets. Non-seulement il avait recours à saint Dmitri, à Féofane, à Féofilakte, qui, par leurs écrits de polémique, combattaient les superstitions et les sectes hostiles à l'État ; mais d'autres écrivains tournaient en ridicule sur le théâtre, dans ce qu'on appelait des *intermèdes*, tous les ennemis des réformes : les fanatiques du raskol, le diacre qui pleure de ce qu'on lui prend ses fils pour les envoyer au séminaire, les employés qui pêchent en eau trouble, les partisans des anciennes coutumes qui regrettent le « bon vieux temps » où l'on ne connaissait pas l'habit allemand et où l'on pouvait porter de longues barbes. La sœur de Pierre, Natalie, s'associait à son œuvre en composant des pièces russes. Le marchand Passochkof rédigeait son livre sur *la pauvreté et la richesse*, sorte de *domostroï* où l'on peut suivre tout le changement qui s'est accompli dans les mœurs depuis celui du prêtre Silvestre. Passochkof ose réclamer en faveur du paysan opprimé, demander l'établissement d'un tribunal devant lequel tous les sujets russes seraient égaux, une organisation régulière de la justice et de l'administration qui protége le peuple contre ceux qui le volent en public (brigands et larrons) et ceux qui le volent en secret (employés et

fonctionnaires). Il attend tout de Pierre : « Malheureusement, dit-il, notre grand monarque est presque seul, lui dixième, à tirer en haut, tandis que des millions d'individus tirent en bas : comment espérer un bon résultat ? »

Pierre avait besoin d'une publicité énergique ; or, la typographie russe avait fait peu de progrès depuis le seizième siècle ; elle s'était surtout proposé d'imiter les anciens manuscrits slavons et ses procédés étaient fort lents. Pierre abandonna l'alphabet slave qui ne servit plus que pour les livres d'église ; il fut le créateur de l'alphabet russe proprement dit, l'alphabet civil. Il fit perfectionner les machines et les procédés, appela des ouvriers de Hollande, fit de l'imprimerie un instrument de puissante et rapide propagande. Sous son règne, il y eut deux typographies, au lieu d'une, à Moscou, quatre à Saint-Pétersbourg, d'autres à Tchernigof, Novgorod la Grande et Novgorod-Séverski. Avant lui on ne possédait pas de feuilles publiques en Russie : il créa la *Gazette de Saint-Pétersbourg*.

Ce prince, qui avait étudié en Occident la médecine et la chirurgie et qui se piquait parfois de pratiquer sur ses courtisans, d'arracher une dent ou de faire une ponction, ne pouvait négliger un art si nécessaire à ce vaste empire, où la mortalité des enfants était une entrave au développement de la population. Il confia au docteur Bidloo la direction des hôpitaux et l'instruction de cinquante jeunes gens. En 1718, il rendit un oukaze qui prescrivait de recueillir les minéraux singuliers, les ossements extraordinaires qui se rencontreraient dans les champs, les inscriptions antiques sur la pierre ou sur les métaux, de donner avis des cas de naissances tératologiques qui viendraient à se produire dans l'espèce humaine et chez les animaux. Il ne peut manquer de s'en produire, disait l'ordonnance, mais « les ignorants en font mystère, croyant que la naissance de ces monstres est due à quelque influence diabolique : cela ne peut être, car c'est Dieu, et non le démon, qui est le créateur de toutes choses. Pierre avait du goût pour la géographie ; en 1719, il envoyait une mission au

Kamtchatka pour résoudre cette question posée par Leibnitz : l'Asie est-elle soudée à l'Amérique ? En 1720, il créait une école de cartographie. La science historique ne lui a pas moins d'obligations : en 1722, il ordonna de faire rechercher dans toutes les archives des monastères les chroniques, les lettres des anciens princes ou tsars et d'en prendre copie. Polykarpof écrivait une histoire de Russie depuis le seizième siècle, pour laquelle le tsar lui accorda une gratification de deux cents roubles. Enfin, en 1724, Pierre le Grand, déjà correspondant de l'Académie des sciences de Paris, fonda celle de Saint-Pétersbourg, lui assigna vingt-cinq mille roubles sur le revenu des douanes de Narva, Dorpat et Pernau, lui demandant surtout de lui faire des traductions et de lui former des élèves dans les langues et dans les sciences pratiques. Le caractère utilitaire de toutes ses créations se retrouve encore dans celle-ci. On ne pouvait à cette époque compter sur les Russes pour former un corps savant : les premiers académiciens furent nécessairement des étrangers. On appela d'Allemagne Wolff et Hermann, de France Bernouilli et de l'Isle. On eut une académie dans un pays qui ne possédait encore ni écoles secondaires, ni universités.

**Fondation de Saint-Pétersbourg (1703).**

Saint-Pétersbourg achevait de se fonder. Sa situation, suivant l'observation de Gœthe, rappelle celle d'Amsterdam ou de Venise, cette Amsterdam italienne. C'est là que la large et majestueuse Néva, puissant exutoire des grands lacs du Nord, se divise en quatre bras : la grande Néva, la petite Néva, la grande Névka, la petite Névka ; ajoutez-y de nombreux affluents, la Fontanka, l'Okhta, les deux Tchernaïa, ce qui donne aujourd'hui quatorze cours d'eau, un lac, huit canaux et dix-neuf îles. C'est la cité aquatique par excellence, exposée à de terribles inondations quand se déversent sur elle les prodigieux réservoirs du Ladoga et de l'Onéga. On n'y élève aucune construction qu'après avoir raffermi le sol en y enfonçant des forêts de pilotis. Lorsque

Pierre le Grand jeta les yeux sur ce pays après la prise de Nienschantz, ce n'était que forêts obscures, vastes marais, landes maussades, où, suivant l'expression du poëte, on voyait de loin en loin « un pêcheur tchoude, triste fils de la nature marâtre, solitaire sur le rivage fangeux, jeter dans ces flots sans nom son filet usé. » Les noms finnois que portaient alors les îles où devaient s'élever tant de palais sont assez significatifs : c'étaient l'*île aux broussailles*, l'*île aux bouleaux*, l'*île aux chèvres*, l'*île aux lièvres*, l'*île aux buffles*, l'*île Michel* (sobriquet de l'ours), l'*île sauvage*. Dans Éniçary ou *île aux lièvres*, Pierre, en 1703, bâtit la nouvelle forteresse (Saint-Pierre-Saint-Paul). Il y rassembla des soldats réguliers, des kosaks, des Tatars, des Kalmouks, des indigènes ingriens ou caréliens, des paysans de l'intérieur, plus de quarante mille hommes. Pour les premiers travaux, on n'avait pas d'outils; le moujik creusait le sol avec des bâtons ou ses ongles, emportait la terre dans un pan de son cafetan. Il fallait dormir en plein air parmi ces marécages; les vivres manquaient souvent, les travailleurs mouraient par milliers. On mit ensuite plus de régularité dans le service : Pierre lui-même s'installa dans la célèbre petite maison de bois de la rive droite, surveillant les constructions, tantôt pilotant lui-même les premiers vaisseaux hollandais qui se hasardèrent en ces parages, tantôt donnant la chasse aux navires suédois qui venaient insulter la capitale naissante. Dans l'*île aux buffles*, devenue le Vassili-Ostrof, sur la rive septentrionale de la Néva, s'élevèrent d'innombrables constructions; la rive méridionale, devenue depuis la vraie ville, semblait alors négligée; on y bâtit seulement l'Amirauté qu'Anna Ivanovna devait surmonter d'une flèche, l'église de Saint-Isaac, aujourd'hui de marbre et de bronze, alors de bois, celle de Saint-Alexandre Nevski, où Pierre le Grand apporta les reliques du premier vainqueur des Suédois, la maison d'Apraxine, sur l'emplacement de laquelle Elisabeth fera bâtir le Palais d'Hiver, les hôtels déjà élégants de la Millionnaïa, et bientôt s'y ouvrira la Perspective Nevski, le plus magnifique boulevard de l'Europe. La ville se peu-

plait et se bâtissait à coups d'oukazes : on y transplantait des Finnois, des Esthoniens, des Tatars, des Kalmouks, des prisonniers suédois, des marchands de Novgorod; en 1707, trente mille journaliers de la campagne. Pour y faire affluer tous les maçons de l'empire, on défendait, sous peine d'exil et de confiscation, de bâtir des maisons de pierre ailleurs qu'à Saint-Pétersbourg. Tout propriétaire possédant cinq cents âmes de paysans devait élever une maison de pierre à deux étages : les moins riches se cotiseraient pour en bâtir une à frais communs. Tout bâtiment qui voudrait aborder devait amener un certain nombre de moellons : car la pierre même manquait dans ces landes. Le fourrage faisait également défaut : pour l'épargner, Pierre proscrivit en quelque sorte les voitures et encouragea la navigation du fleuve et des canaux; tout habitant devait avoir son bateau; on ne pouvait venir à la cour que par eau.

En 1706, Pierre écrivait à Menchikof que tout marchait à ravir et qu'il « lui semblait ici être en paradis. » Il décorait l'église de la forteresse d'ouvrages en ivoire, œuvre de ses mains, la tapissait des drapeaux conquis sur les Suédois, y consacrait son petit canot, « l'aïeul de la flotte russe, » et, rompant avec la tradition qui voulait qu'on ensevelît les princes à Saint-Michel de Moscou, marquait à Saint-Pierre-Saint-Paul son tombeau et ceux de ses successeurs. « Devant la nouvelle capitale, dit Pouchkine, Moscou s'est inclinée de la tête, comme s'incline devant la jeune tsarine une veuve impériale. »

Saint-Pétersbourg avait un autre ennemi que les Suédois : les inondations. Le sol ne s'était pas encore exhaussé par un entassement incessant de matériaux; des quais de granit n'endiguaient pas encore le fleuve formidable. En 1705, la ville presque entière fut envahie; en 1721, toutes les rues furent navigables et Pierre manqua de se noyer sur la Perspective Nevski. Les ennemis des réformes, exaspérés de l'abandon de Moscou, se réjouissaient de ces désastres et prédisaient que cette ville allemande, bâtie par des mains étrangères, souillée par la présence de temples hérétiques, disparaîtrait sous les flots : un jour on chercherait en vain

la place où s'éleva la cité maudite. Même à la fin du règne de Pierre, l'opinion commune était qu'après sa mort la cour et la noblesse reviendraient à Moscou, qu'on renoncerait à la flotte et à la ville créées par le tsar. Il n'en eut pas le démenti : la cité qu'il avait jetée en enfant perdu sur le sol nouvellement conquis est restée le siége de l'empire. La Russie est presque le seul État qui se soit bâti, sur ses frontières mêmes, sa capitale. Saint-Pétersbourg ne sera pas seulement « la fenêtre » ouverte sur l'Occident; ce sera aussi le centre où s'accomplira la régénération russe. Plus librement, plus complétement qu'à Moscou la Sainte, où tout rappelait les traditions et les souvenirs du passé, Pierre pourra faire triompher à Saint-Pétersbourg les sentiments de tolérance pour les religions protestante ou catholique, de sympathie pour les étrangers, toujours détestés à Moscou; plus librement il pourra amener sa noblesse à prendre les modes d'*Allemagne*, à parler les langues d'Occident, à cultiver les sciences et les arts utiles, à dépouiller avec le cafetan national les vieux préjugés russes. A Moscou, la ville des tsars, les étrangers étaient confinés dans leur *slobode allemande* : à Saint-Pétersbourg, la ville des empereurs, le Russe et l'étranger se mêlent et se pénètrent.

---

## CHAPITRE XXV.

### PIERRE LE GRAND. — DERNIÈRES ANNÉES (1709-1725).

Guerre contre la Turquie : traité du Pruth (1711). — Voyage à Paris (1717). Paix de Nystad (1721). Conquêtes sur la Caspienne. — Affaires de famille : Eudoxie, procès d'Alexis (1718), Catherine.

#### Guerre contre la Turquie : traité du Pruth (1711).

Charles XII, qui, pendant les cinq années qui suivirent Narva, s'était *enlisé* en Pologne, allait, pendant les cinq au-

tres années qui suivirent Poltava, languir à Bender (1709-1714). Pierre profita de ce nouveau répit avec autant d'énergie que du premier. Le roi polonais de Charles, Leszczinski, dut se retirer en Poméranie et Auguste de Saxe rentra dans Varsovie. Au nord, Pierre achevait la conquête de l'Esthonie et de la Livonie, entamait la Finlande, donnant à droite et à gauche un plus large dégagement à l'issue qu'il se ménageait sur la mer Baltique, prenait Riga, Dünamünde, Pernau, Revel, Vyborg, Kexholm (1710). Il ne pouvait conquérir la Courlande, vassale de Pologne; il en préparait la réunion en faisant épouser à son duc une fille de son frère Ivan, Anna Ivanovna.

Les agents suédois, ceux de Stanislas, l'ambassadeur de France Désaleurs, le khan des Tatars, poussaient le divan à la guerre. Achmet III voulait reprendre Azof. Pierre apprit que son ambassadeur venait d'être enfermé aux Sept-Tours; le nouveau vizir Baltagi-Méhémet rassemblait dans les plaines d'Andrinople une immense armée. Pierre reçut presque avec joie cette déclaration de guerre; la Russie tout entière tressaillit d'allégresse à l'idée de reprendre la trace des anciens princes russes, de marcher sur la *Ville-Souveraine* (*Tsargrad*), d'affranchir les chrétiens d'Orient, d'exterminer les vieux ennemis du nom slave et d'éclipser la gloire d'Ivan le Terrible. Le monde oriental s'émut jusque dans ses profondeurs : Kantémir, hospodar de Moldavie, Brancovano, hospodar de Valachie, les Serbes, les Monténégrins, les Grecs, appelaient de leurs vœux un libérateur. Pierre, emporté par son enthousiasme, commit en 1711 la même faute que Charles XII en 1709. Il compta sur les secours douteux qu'il pourrait trouver en des pays barbares et dépeuplés et n'attendit pas un secours plus effectif, trente mille hommes, que lui promettait le roi Auguste. Il passa le Dniester, trouva la Moldavie presque vide d'habitants, les campagnes dévastées par les sauterelles, nuls magasins formés, l'hospodar indécis et impuissant comme l'avait été Mazeppa. Kantémir, abandonné par une partie de ses boïars, se rendit presque seul au camp des Russes. Une partie des Valaques, malgré Brancovano,

se déclara pour le sultan. Pierre, sur les bords du Pruth, avec trente-huit mille soldats harassés et affamés, se trouva cerné par deux cent mille Turcs ou Tatars. Pourtant la bravoure que déploya cette poignée d'hommes, dans une première journée où périrent sept mille janissaires, fit réfléchir le grand-vizir. Il apprit qu'un lieutenant de Pierre, Renne, venait de prendre Braïlof et menaçait les ponts jetés sur le Danube. La plus grande consternation régnait cependant dans le camp des Russes, encombré de blessés et de femmes. Ce fut Catherine, la future impératrice, qui releva les courages. Elle réunit l'argent et les bijoux qu'elle put trouver, en constitua un présent pour le grand-vizir et engagea le tsar à lui envoyer des négociateurs. Ceux-ci avaient ordre d'accorder tout ce que demanderaient les Turcs : la restitution d'Azof, celle de la Livonie, même celle de l'Esthonie et de la Carélie, mais pas celle de l'Ingrie, car c'était livrer la nouvelle capitale ; plutôt sacrifier Pskof. Pierre était prêt à céder sur la question polonaise. Si les Turcs exigeaient qu'on se rendît à discrétion, « on était résolu à forcer le passage et à périr jusqu'au dernier. » Le vizir n'en demandait pas tant : il se contenta de la restitution d'Azof, de la destruction des forteresses élevées sur le territoire turc et de la promesse de ne pas inquiéter Charles XII lors de son retour dans ses États. Tel fut le traité de Falksen ou de Pruth qui causa dans l'armée une joie universelle, mais qui laissa pour toujours à Pierre le Grand une ombre de tristesse. Être venu pour délivrer le monde chrétien d'Orient et subir une capitulation, livrer Azof, sa première conquête, anéantir sa flotte de la mer Noire, qui lui avait coûté tant d'efforts ! Il prit sa revanche d'un autre côté.

### Voyage à Paris (1717). Paix de Nystad (1721). Conquêtes sur la Caspienne.

En 1712 et 1713, pendant que la France traversait une crise suprême dans la guerre de la succession espagnole, les Russes, avec leurs alliés danois et saxons, chassaient les

Suédois de la Poméranie. En mai 1713, une flotte de deux cents vaisseaux russes, commandée par Apraxine et sur laquelle Pierre le Grand faisait fonctions de vice-amiral, sortit de la Néva, prit Helsingfors, capitale de la Finlande, Abo, dont la bibliothèque fut envoyée à Saint-Pétersbourg, et mit à terre une armée de débarquement qui battit les Suédois à Tammersfors. En 1714, les Russes battirent, à la pointe de Hangö, la flotte ennemie et occupèrent les îles d'Aland. Stockholm même se trouva menacée; les Russes n'étaient plus qu'à quinze milles de la capitale suédoise. La prise de Nyslott acheva la conquête de la Finlande. Charles XII, accouru de Bender, ne put sauver Stralsund, ni Wismar. Le roi de Prusse, après avoir beaucoup hésité, s'était joint à ses ennemis; ses dernières forteresses, en Poméranie, succombèrent. L'électeur de Hanovre, roi d'Angleterre, fit de même et s'empara de Verden, possession de Charles XII sur le Wéser. La Suède dépouillée de ses provinces dans l'empire allemand, c'étaient les résultats des traités de Westphalie qui étaient en péril. La guerre du Nord, localisée naguère dans la Baltique orientale, devenait une guerre européenne et compromettait l'équilibre du continent. Les armées russes, pour la première fois, inondaient la Germanie septentrionale. Pierre, qui avait marié une de ses nièces, Anna Ivanovna, au duc de Courlande (1710), faisait épouser l'autre, Catherine Ivanovna (1716), au duc de Mecklembourg et prêtait son appui à ce prince pour réduire sa noblesse à l'obéissance. L'Allemagne du nord semblait près de passer sous le joug moscovite, comme au dix-septième siècle elle avait passé sous le joug suédois. Les alliés du tsar commencèrent à redouter son ambition; les nobles du Mecklembourg se vengeaient en lui cherchant partout des ennemis : Bernsdorff décidait George de Hanovre à se séparer de l'alliance du tsar; deux autres Mecklembourgeois engagèrent le roi de Danemark à lui fermer les portes de Wismar. Pierre sentit qu'il fallait chercher ailleurs son appui et, dans une question devenue européenne, se ménager des alliances européennes. C'est alors que le baron Gœrtz entreprit de le

réconcilier avec Charles XII et d'employer l'héroïsme de ce dernier à renverser le roi d'Angleterre pour lui substituer la dynastie des Stuarts. D'autre part, Pierre le Grand aurait voulu se rapprocher de la France. Deux fois, en 1703 et 1710, il avait reçu un envoyé du roi, Baluze. En 1705, il avait lui envoyé André Matvéef; en 1711, Grégori Volkof pour lui demander sa médiation. Mais le grand roi se trouvait trop engagé dans cette alliance suédoise, dont Charles XII avait cependant si mal rempli les obligations. A sa mort, le duc d'Orléans avait pris la régence. Pierre, pendant son voyage en Hollande, entama des négociations avec Dubois et Châteauneuf, qui concluaient alors la Triple Alliance de La Haye. Comme elles traînaient en longueur, il se décida à faire le voyage de Versailles : son agent auprès de la cour de France, Zotof, l'assurait des bonnes dispositions du régent. Le tsar pouvait donc espérer conclure une alliance étroite avec un puissant royaume. Il allait accomplir son second voyage d'Occident dans de tout autres conditions que le premier. C'était le vainqueur de Poltava, le dominateur de l'Allemagne du nord, le fondateur d'une nouvelle capitale et d'un nouvel empire.

« Ce monarque, nous dit Saint-Simon, se fit admirer à Paris par son extrême curiosité toujours tendante à ses vues de gouvernement, de commerce, d'instruction, de police; et cette curiosité atteignit à tout et ne dédaigna rien. Tout montrait en lui la vaste étendue de ses lumières et quelque chose de continuellement conséquent. Il allia d'une manière tout à fait surprenante la majesté la plus haute, la plus fière, la plus soutenue et en même temps la moins embarrassante. Il avait une sorte de familiarité qui venait de liberté ; mais il n'était pas exempt de cette ancienne barbarie de son pays qui rendait toutes ses manières promptes, même précipitées, ses volontés incertaines, sans vouloir être contredit sur pas une. Sa table souvent peu décente, beaucoup moins ce qui la suivait. Souvent aussi avec un découvert d'audace et de roi partout chez soi. Le désir de voir à son aise, l'importunité d'être en spectacle, l'habitude d'une liberté au-dessus de

tout lui faisait préférer les carrosses de louage, les fiacres mêmes; le premier carrosse qu'il trouvait sous sa main, de gens qui étaient chez lui et qu'il ne connaissait pas, il sautait dedans et se faisait conduire par la ville ou dehors. C'était un fort grand homme, très-bien fait, assez maigre, le visage assez de forme ronde, un grand front, de beaux sourcils, le nez assez court sans rien de trop, gros par le bout; les lèvres assez grosses; le teint rougeâtre et brun; de beaux yeux noirs, grands, vifs, perçants, bien fendus; le regard majestueux et gracieux quand il y prenait garde, sinon sévère et farouche, avec un tic qui ne revenait pas souvent, mais qui lui démontait les yeux et toute la physionomie et qui donnait de la frayeur. Cela durait un moment avec un regard égaré et terrible, et se remettait aussitôt. Tout son air marquait son esprit, sa réflexion et sa grandeur, et ne manquait pas d'une certaine grâce. Il ne portait qu'un col de toile, une perruque ronde, brune, comme sans poudre, qui ne touchait pas ses épaules; un habit brun juste au corps, uni, à boutons d'or; veste, culottes, bas, point de gants, ni de manchettes; l'étoile de son ordre sur son habit et le cordon par-dessous, son habit souvent déboutonné tout à fait, son chapeau sur une table et jamais sur sa tête, même dehors. Dans cette simplicité, quelque mal voituré et accompagné qu'il pût être, on ne pouvait s'y méprendre à l'air de grandeur qui lui était naturel. »

Pierre visita le régent et le roi, prit Louis XV dans ses bras, au grand ébahissement des courtisans, et écrivit à sa femme Catherine : « Le petit roi n'a que deux doigts de plus que notre nain Louki; il est distingué de taille et de visage, et assez intelligent pour son âge. » Il dédaigna tout ce qui était mode et luxe improductif, s'occupa surtout de gouvernement, de commerce, de sciences, d'art militaire. Il négligea de faire visite aux princes du sang, mais entra dans les boutiques des charrons et des orfévres. Il goûta la soupe des Invalides, but à leur santé, leur frappa sur l'épaule et les traita de camarades. Les Gobelins, l'Observatoire, le Jardin du Roi, la collection des

plans en relief des places fortes, les travaux du Pont-Tournant, la machine de Marly captivèrent son attention. A la Monnaie, on frappa devant lui une médaille à son effigie, avec cette devise : *Vires acquirit eundo.* Il assista à une séance de l'Académie des sciences, qui l'élut au nombre de ses membres. Il corrigea de sa main une carte de ses États qu'on lui présentait. Il embrassa le buste de Richelieu à la Sorbonne et voulut voir Mme de Maintenon, comme une relique du grand règne.

Sur l'affaire principale qui l'amenait, il n'eut pas satisfaction entière. Il cherchait un allié contre George I^er^; or l'alliance anglaise était alors la base de notre politique étrangère. « Le tsar, dit Saint-Simon, avait une passion extrême de s'unir à la France Rien ne convenait mieux à notre commerce, à notre considération dans le Nord, en Allemagne et par toute l'Europe. Ce prince tenait l'Angleterre en brassière par le commerce et le roi Georges en crainte pour ses États d'Allemagne. Il tenait la Hollande en grand respect et l'Empereur en grande mesure. On ne peut nier qu'il ne fît une grande figure en Europe et en Asie et que la France n'eût infiniment profité d'une alliance étroite avec lui.... On a eu lieu depuis d'un long repentir des funestes charmes de l'Angleterre et du fol mépris que nous avons fait de la Russie. »

Malgré « l'ensorcellement » du régent pour l'abbé Dubois, les plénipotentiaires de Pierre le Grand, après le retour du tsar dans ses Etats, conclurent cependant à Amsterdam un traité de commerce avec la France (1717). Les deux puissances, avec la Prusse, déclaraient, en outre, s'unir pour la garantie des traités d'Utrecht et la garantie de la paix éventuelle du Nord; elles posaient les bases d'une alliance défensive, sur les voies et moyens de laquelle on s'entendrait ultérieurement. Plus tard Pierre le Grand se trouva quelque peu compromis dans les plans de Gœrtz et d'Albéroni, ce qui dut amener un refroidissement. Des relations régulières furent cependant inaugurées entre les deux pays : Schleinitz (1717), Dolgorouki (1721), Kourakine (1722), furent nommés à Paris; Cam-

predon représenta la France à Pétersbourg (1721-26). Plus d'une fois, des négociations furent ébauchées, soit pour le mariage d'Élisabeth avec Louis XV, soit pour son mariage avec le duc de Bourbon ou quelqu'un des princes français.

Gœrtz était sur le point de réconcilier Pierre avec Charles XII, un congrès s'était déjà ouvert aux îles d'Aland entre Bruce et Ostermann, d'une part, et Gœrtz et Gyllenborg, de l'autre, lorsque le roi de Suède se fit tuer en Norwége (1718). Une réaction nobiliaire éclata à Stockholm; le neveu de Charles XII, Charles-Frédéric de Holstein-Gottorp, fut exclu du trône; on y appela, comme devant être plus maniable, la plus jeune sœur du feu roi, Ulrique-Eléonore, mariée à Frédéric de Hesse-Cassel. On établit une constitution aristocratique qui dépouillait la couronne de presque toutes ses prérogatives et inaugurait pour la Suède cinquante-trois ans d'anarchie et d'impuissance; l'autorité passa entre les mains de la diète composée des députés des quatre ordres (nobles, clergé, bourgeois, paysans), mais dans laquelle l'ordre nobiliaire avait une influence décisive. Gœrtz, rappelé à Stockholm, fut condamné à mort; ses plans politiques furent abandonnés; la diète renoua au contraire l'alliance avec le Hanovre, la Prusse et le Danemark, et résolut de continuer la guerre contre la Russie, avec l'appui probable des flottes du roi Georges. Pierre accepta le défi et fit à ses ennemis une guerre d'extermination : en 1719, ses armées débarquaient sur le rivage même de Suède et y brûlèrent deux villes et cent vingt-neuf villages. Apraxine étendit ses ravages jusqu'à sept milles de Stockholm. En 1720, la dévastation recommença, en présence même de la flotte anglaise qui n'osa poursuivre les Russes dans les bas-fonds de la côte suédoise. En 1721, grâce à Campredon, la diète se décida à traiter : Pierre conserva la Livonie, l'Esthonie, l'Ingrie, partie de la Finlande et de la Carélie. Telle fut la paix de Nystad, qui vengeait Ivan le Terrible et Alexis Mikhaïlovitch. La même année, grâce à M. de Bonac, la paix fut consolidée entre la Russie et la Turquie.

Quand le tsar sentit ses épaules soulagées du fardeau

énorme de cette guerre de vingt-deux ans, il vint lui-même à Saint-Pétersbourg annoncer au peuple l'heureuse nouvelle de la paix, et, monté sur une estrade, but à la santé de ses sujets. Pendant toute une semaine les fêtes et les mascarades se succédèrent; Pierre le Grand, dans sa joie, brûla pour 12 000 roubles de poudre, se costuma, dansa sur la table et « chanta des chansons ». Le sénat, réuni en grand conseil avec le saint-synode, décerna au tsar les titres « de Grand, de Père de la Patrie et d'empereur de toutes les Russies ». C'est ainsi que le fils d'Alexis devint, suivant l'expression des chansons populaires, « le premier empereur dans le pays ». Féofane Prokopovitch prononça à cette occasion un de ses plus beaux sermons.

Pierre songeait toujours à faire de la Russie le centre des communications entre l'Asie et l'Europe. Il avait conquis les rivages de la Baltique, mais il fallait trouver un dédommagement à la perte d'Azof, se rouvrir au moins l'une des mers d'Orient. La Perse, maîtresse de la Caspienne, était alors en proie à l'anarchie sous un prince impuissant qu'assaillaient de toutes parts les rebelles. Des négociants russes avaient été dépouillés; Pierre saisit ce prétexte pour s'emparer de Derbent: lui-même commanda l'expédition qui descendit le Volga, de Nijni à Astrakhan (1722). Après son départ, les opérations continuèrent; les Russes prirent Bakou, s'immiscèrent dans les affaires intérieures de la Perse, promirent secours au shah contre ses ennemis et occupèrent le Daghestan, le Chirvan, le Ghilan et le Mazandéran avec Recht et Astérabad.

### Affaires de famille : Eudoxie, procès d'Alexis (1718), Catherine.

Les dernières années de Pierre le Grand furent attristées par de terribles tragédies domestiques. A dix-sept ans, on l'avait marié à Eudoxie Lapoukhine, d'une famille dévouée à l'ancien ordre de choses. Comme elle partageait les idées de ses parents, Pierre ne tarda pas à la prendre en haine. Après la prise d'Azof, il signifia qu'il ne voulait

pas la retrouver au palais et qu'elle eût à se retirer au monastère Pokrovski, à Sousdal. Plus tard il obtint le divorce pour épouser Catherine. Reléguée et divorcée, Eudoxie était encore une puissance : aux yeux du peuple et d'une partie du clergé, elle restait la seule épouse légitime; elle était mère d'un tsarévitch, d'Alexis, sur le caractère et l'esprit duquel elle avait eu, pendant les fréquentes absences du tsar, la plus fâcheuse influence. Après le renvoi d'Eudoxie, Pierre prit plus à cœur l'éducation de son héritier et lui donna des maîtres étrangers. Il était trop tard; Alexis était déjà un jeune homme aux idées étroites, indolent, paresseux, obstiné et de faible intelligence; le fils du réformateur n'était plus qu'un Lapoukhine. Pendant que Pierre se prodiguait sur les champs de bataille de Finlande, de Lithuanie et d'Ukraine, Alexis s'entourait de moines, de dévots, de visionnaires; on lui faisait sa cour en dénigrant les réformes et les lois nouvelles. Malgré lui, il épousait à Torgau Charlotte de Brunswick, se promettant de faire un jour couper la tête aux auteurs de ce mariage. Comme son confident lui faisait craindre qu'il ne s'aliénât les grands : « Je crache sur eux, répondit-il, j'ai pour moi le peuple; quand mon père mourra, je dirai quelque chose à l'oreille des archevêques, ceux-ci le rediront aux prêtres qui le répéteront à leurs paroissiens, et l'on me fera tsar, fût-ce malgré moi. » Il n'avait rien voulu apprendre dans son voyage d'Allemagne, il se perçait la main pour n'être pas obligé de dessiner, il alléguait sa faible santé pour vivre dans l'oisiveté. Pierre essayait de le ramener : « L'inquiétude de l'avenir détruit la joie que me causent mes succès présents; je vois que tu méprises tout ce qui peut te rendre digne de régner après moi. Ce que tu appelles incapacité, je l'appelle rébellion, car tu ne peux t'excuser sur l'insuffisance de ton esprit et la faiblesse de ta santé. C'est uniquement par les travaux de la guerre que nous sommes sortis de l'obscurité, que nous avons appris aux autres nations à nous connaître et à nous respecter, et toi tu ne veux même pas entendre parler d'exercices militaires. Si tu ne

changes de conduite, sache que je te priverai de ma succession; pour la patrie et pour mes sujets je n'ai ménagé ni ne ménagerai ma vie; crois-tu que je ménagerais la tienne? J'aime mieux pour héritier un étranger qui soit bon, que mon propre sang qui ne vaut rien. » Alexis persista à dire qu'il n'avait ni mémoire, ni santé, et qu'il préférait être moine. Son confident Kikine lui donnait le conseil de dissimuler, de se laisser même enfermer au couvent : « On en sort, lui disait-il, on ne vous cloue pas le *klobouk* sur la tête. » Pendant le voyage de son père en Occident, le tsarévitch s'enfuit en Allemagne avec sa maîtresse, la serve Euphrosine; il se rendit à la cour de Vienne et obtint qu'on lui assurât le secret et un asile impénétrable. C'est ainsi qu'il fut enfermé successivement au château d'Ehrenberg, dans le Tyrol, et de Saint-Elme, près de Naples. Pourtant les agents de son père, lancés à sa poursuite, finirent par retrouver sa piste et Tolstoï obtint une entrevue avec le tsarévitch; il l'assura du pardon et le décida à le suivre à Moscou. Le tsar réunit aussitôt une grande assemblée des trois ordres au Kremlin, fit comparaître le prisonnier et l'obligea à signer un acte formel de renonciation à la couronne. Il devait en outre dénoncer ses complices : au cours de l'interrogatoire, Pierre apprit de terribles choses. Son fils était le centre d'une conspiration permanente contre ses réformes, l'espoir de tous ceux qui à sa mort voulaient anéantir son œuvre. S'il avait consenti à entrer au cloître, c'était dans l'espoir d'en sortir; sa renonciation au trône ne pouvait être sincère; Alexis ne s'appartenait pas, il appartenait aux ennemis de son père qui sauraient bien le relever de ses engagements. Pierre sut en outre qu'Alexis avait sollicité à Vienne la protection armée de l'empereur, qu'il avait noué des intrigues avec la Suède, que, lors d'une sédition militaire dans l'armée russe du Mecklembourg, il était entré en rapports avec les meneurs et n'attendait qu'une lettre pour accourir au camp. Il avait désiré la mort de son père et son confesseur Ignace avait dit : « Nous la désirons tous. » Bientôt on saisit les fils du com-

plot qui allaient du palais du tsarévitch au monastère de la tsarine divorcée : Eudoxie, dans son couvent, était traitée non en religieuse, mais en tsarine; elle y tenait sa cour de mécontents, portait le costume séculier, se faisait nommer dans les prières comme une souveraine. Dosithée, l'archevêque de Rostof, lui avait prédit la mort prochaine du tsar; l'archimandrite Pierre, pour hâter cet événement, faisait devant les saintes images des centaines de prosternations. D'autres détails nous montrent la vieille Russie, dans ce qu'elle avait de plus dissolu et de plus superstitieux. Un certain Glébof, qui avait échangé un alphabet chiffré avec la tsarine et qui préparait des écrits pour soulever le peuple, avoua qu'il était son amant et qu'après la mort du tsar il devait l'épouser. Ses parents, entre autres son frère Abraham Lapoukhine, étaient de moitié dans ces intrigues et ces espérances. Pierre écrasa sous un orage de supplices ce nid de conspirateurs. Glébof fut empalé, Dosithée roué, Lapoukhine torturé et décapité, trente personnes suppliciées ou exilées, Eudoxie fouettée et enfermée au Nouveau-Ladoga. Après toutes ces révélations, l'affaire du tsarévitch changeait de caractère; il ne pouvait plus être question de clémence. Pierre n'avait plus en face de lui un fils insoumis et paresseux, mais un traître, qui était devenu le chef des ennemis du dedans, l'allié de ceux du dehors, qui avait invoqué l'intervention étrangère. Pierre avait à choisir entre son fils et le salut de ses réformes, car Alexis avait promis hautement d'abandonner Saint-Pétersbourg, la marine, les conquêtes suédoises et de revenir à Moscou. Il n'y avait plus espoir de le mettre hors d'état de nuire après la mort de son père : Alexis savait qu'on ne lui « clouerait pas la *khlobouque* sur la tête » et la reclusion du monastère n'avait pas garanti Eudoxie des préoccupations séculières. Dès lors Alexis n'eut plus dans son père qu'un juge inexorable. Deux fois on le soumit à la torture par le knout; un tribunal composé des plus hauts fonctionnaires de l'État condamna le tsarévitch à la peine de mort. Le difficile semblait être d'appliquer cette peine : deux jours après on apprit qu'il avait cessé de

vivre. Sur la manière dont il périt, ont circulé dans les mémoires du temps les bruits les plus divers : on le fait mourir, tantôt d'apoplexie foudroyante ou de dérangement d'entrailles après une émotion trop vive, tantôt décapité avec la hache, assommé d'un gourdin, étouffé sous des coussins, étranglé avec sa cravate; l'un le fait périr par le poison, l'autre lui ouvre les veines. Ce qu'il y a de certain, c'est que le matin du jour fatal le tsar fit comparaître son fils devant une commission de neuf des plus grands de l'État; sur ce qui se passa alors, ces neuf hommes ont gardé le secret le plus inviolable; il paraît établi que, pour arracher de nouveaux aveux au tsarévitch, on l'appliqua de nouveau à la torture par le knout et qu'il mourut des suites de ce supplice.

Pierre avait une autre famille déjà. En 1702, au sac de Marienbourg, les Russes avaient fait prisonnière une jeune fille, sur la condition, l'origine et la nationalité de laquelle les documents originaux ne sont pas d'accord. Il semble plus probable qu'elle était Livonienne, d'une famille de serfs, du nom de Skavronski, qu'elle était servante chez le pasteur Glück et qu'elle avait été fiancée à un dragon suédois. C'est dans l'obscurité et dans l'opprobre que commence cette impériale destinée. La captive passa de main en main, successivement maîtresse de Chérémétief, de Menchikof, cédée par celui-ci à Pierre le Grand. Quoique ignorante et complétement illettrée, elle séduisit le tsar par la vivacité de son esprit, la sûreté de son jugement et quelque chose de libre et d'aventureux qui contrastait avec les mœurs du terem russe et qui désignait cette esclave luthérienne comme la future impératrice de la Russie réformée. Leur mariage, contracté secrètement, reçut une consécration définitive sous le feu des batteries ottomanes du Pruth. En mémoire des services que Catherine rendit alors au tsar et à la patrie, Pierre fonda l'ordre *pour l'amour et la fidélité*, et l'épousa solennellement en 1712. Pourtant, lors de son voyage d'Occident, il n'osa l'emmener en France : le contraste eût été trop violent à Versailles entre les dames de notre fière noblesse et cette esclave

étrangère, entre le bel esprit des Sévigné et des Deffand et cette impératrice qui ne savait pas signer son nom, entre le raffinement des élégances françaises et cette maritorne que nous dépeint la margrave de Baireuth : « La tsarine, dit la princesse allemande, était petite et ramassée, fort basanée, elle n'avait ni air, ni grâce. Il suffisait de la voir pour deviner la bassesse de son extraction. On l'aurait prise à son accoutrement pour une comédienne allemande. Son habit avait été acheté à la friperie; il était fait à l'antique et fort chargé d'argent et de crasse. Elle avait une douzaine d'ordres et autant de portraits de saints ou de reliquaires attachés tout le long de son habit, de façon que lorsqu'elle marchait on aurait cru entendre un mulet ». En 1721, Pierre promulgua l'oukaze célèbre qui reconnaissait au souverain russe le droit de désigner son successeur, dérogeant ainsi au principe héréditaire qui semble l'essence même de la monarchie. Pierre invoquait le précédent d'Ivan le Grand et rappelait la « révolte absalonienne » d'Alexis. Féofane Prokopovitch écrivit, pour justifier cette mesure du tsar, son livre intitulé : *Le bien fondé de la volonté souveraine* (*Pravda voli monarchéï*). De Catherine, Pierre avait eu deux fils qui ne vécurent pas, Pierre et Paul, et deux filles, Anna, qu'il maria au duc de Holstein, et Élisabeth, qui fut tsarine. De plus Alexis avait laissé de Charlotte de Brunswick un tsarévitch, qui fut Pierre II, mais qui alors n'était nommé que le dernier dans les prières publiques En 1723, Pierre le Grand publiait un manifeste où il rappela les services rendus par Catherine et la couronnait solennellement impératrice. Ce fut l'apogée de cette étrange destinée. Presque aussitôt elle faillit être brisée; l'empereur crut avoir la preuve de l'infidélité de sa femme et parla de la répudier. En tout cas, il n'avait pas encore fait usage du droit revendiqué en 1721 et n'avait pas désigné son successeur. Sa santé était ébranlée par les travaux et les excès : il ne s'en ménageait pas davantage ; un jour, il se jeta dans l'eau glacée jusqu'à la ceinture pour sauver un bateau en détresse, ressentit une première attaque du mal, se refroidit de nouveau à la *Bé-*

*nédiction des eaux*, et mourut sans avoir pu dicter ni écrire ses dernières volontés. Il n'avait que cinquante-trois ans.

Il fut avant tout un homme de lutte, taillé pour la lutte, avec sa haute taille, ses membres robustes, son tempérament à la fois nerveux et sanguin, sa forte main de charpentier. Sa vie fut un combat contre les forces du passé : contre la noblesse ignorante, contre les fanatiques du clergé, contre le peuple qui se complaisait dans sa barbarie et son isolement national, contre le kosak et le stréletz, représentants de l'ancienne armée, contre le raskol, représentant de l'antique superstition. Cette lutte, dont la Russie et le monde furent ébranlés, il la retrouva au sein de sa famille : elle commença avec sa sœur Sophie, continua par sa femme Eudoxie et son fils Alexis. Tout entier à sa terrible besogne, Pierre, toute sa vie, dédaigna le faste, le luxe et toute sorte de recherche; le premier empereur de Russie, le fondateur de Saint-Pétersbourg, oublia de se construire un palais : sa résidence favorite de Péterhof est la villa d'un bourgeois aisé de Saardam. Sa table était frugale : dans ses orgies de bière ou d'eau-de-vie, il cherchait surtout un stimulant ou un délassement. Le peuple a conservé sa mémoire dans ses chansons ou ses traditions populaires : il aime à répéter qu' « il travaillait pire qu'un *bourlak* ». Cette vie si bien employée fut comme une fièvre perpétuelle d'activité, où Pierre le Grand haletait et se surmenait comme la Russie. Est-il étonnant qu'il n'ait point ménagé ce qui se trouvait sur son chemin? Il avait le geste prompt et la main pesante : le terrible bâton d'Ivan IV semblait avoir passé entre ses mains. On l'a vu rosser avec sa canne les plus grands seigneurs et jusqu'au prince Menchikof. Il violenta les hommes, les choses, l nature, le temps; il réalisa le progrès à coups de despotisme. Longtemps encore les historiens russes ou étrangers hésiteront à porter sur lui un jugement définitif ou feront assaut d'opinions contradictoires.

# CHAPITRE XXVI

## LA VEUVE ET LE PETIT-FILS DE PIERRE LE GRAND. CATHERINE Ire (1725-1727) ET PIERRE II (1727-1730).

L'œuvre de Pierre le Grand maintenue par Catherine. Menchikof et les Dolgorouki. — Maurice de Saxe en Courlande.

A la mort de Pierre le Grand, deux partis sérieux se trouvaient en présence : les uns tenaient pour son petit-fils Pierre Alexiévitch, alors âgé de douze ans; les autres pour la Livonienne Catherine. Les Galitsyne, les Dolgorouki, Repnine et toute la vieille Russie auraient voulu proclamer le fils du tsarévitch Alexis; mais ceux qui devaient leur élévation à Pierre Ier, ceux qui s'étaient compromis dans le procès de son fils, le prince Menchikof, l'amiral Apraxine, Boutourline, colonel de la garde, le grand-chancelier Golovkine, le procureur général du sénat Iagoujinski, l'Allemand Ostermann, Tolstoï, qui avait été relancer Alexis au fort Saint-Elme, l'évêque Féofane, qui avait écrit la *Pravda voli monarchéï*, les membres du tribunal qui avait condamné le tsarévitch, sentaient qu'il n'y avait de salut pour eux que dans l'élévation de Catherine. Ils étaient les plus capables et les plus éclairés; ils détenaient encore le pouvoir, dirigeaient l'administration, commandaient l'armée. Leurs adversaires sentirent qu'il fallait se contenter d'une transaction : Dmitri Galitsyne proposa de proclamer Pierre II, mais sous la tutelle de l'impératrice-veuve. Tolstoï combattit cette proposition en montrant que c'était le plus sûr moyen d'armer les partis l'un contre l'autre, de faire naître des troubles, de fournir

aux factions hostiles un prétexte pour soulever le peuple contre la régente. Il prouva que, en l'absence de toute disposition testamentaire, c'était elle qui avait le plus de droit de succéder à Pierre Ier : elle avait été couronnée solennellement, avait reçu le serment de ses sujets; elle était initiée à tous les secrets d'Etat et avait appris de son époux l'art de régner. Les officiers et les régiments des gardes se déclarèrent énergiquement en faveur de l'héroïne du Pruth. Il fut décidé qu'elle régnerait seule, autocratiquement, au même titre que le tsar défunt. Sans doute, c'était une nouveauté en Russie, une nouveauté plus grande que la régence de Sophie : Catherine n'était pas seulement une femme, mais une étrangère, une captive, une épouse en secondes noces, à peine considérée comme une femme légitime; elle eut plus d'une protestation contre une décision qui écartait du trône le petit-fils de Pierre le Grand, et des raskolniks subirent la torture plutôt que de prêter serment à une femme.

Menchikof, un des premiers amants de Catherine, se trouva tout-puissant. Il put arrêter le procès en concussion que le feu tsar avait commencé contre lui et obtint le don de Batourine, l'ancienne capitale de Mazeppa, ce qui équivalait à la principauté de l'Ukraine. Son humeur despotique, son mauvais caractère le rendirent odieux à ses compagnons; la discorde se mit parmi les « aiglons » de Pierre le Grand : Iagoujinski alla gémir publiquement sur le tombeau du tsar; Tolstoï fut plus tard envoyé en Sibérie. Catherine réussit cependant à contenir l'ambition de son favori et refusa de lui sacrifier ses autres conseillers.

Ce régime fut la continuation de celui de Pierre. Il donna un démenti aux prédictions pessimistes qui annonçaient l'abandon de Saint-Pétersbourg et de la flotte, le retour à Moscou. La plupart des plans ébauchés par le tsar réformateur furent mis à exécution : l'Académie des sciences fut inaugurée en 1726; on veilla à l'exacte publication de la *Gazette;* l'ordre d'Alexandre Nevski fut fondé; le capitaine danois Béhring fut mis à la tête de l'expédition scientifique du Kamtchatka; Chafirof, rappelé de l'exil, fut

chargé de rédiger l'histoire de Pierre le Grand; Anna Pétrovna épousa solennellement le duc de Holstein à qui son père l'avait fiancée. En revanche, le sénat et le saint-synode perdirent leur titre de *dirigeants* et les affaires d'État durent être traitées dans le *Haut Conseil secret*, qui se composa de Menchikof, de l'amiral Apraxine, du chancelier Golovkine, de Tolstoï, de Dmitri Galitsyne, du vice-chancelier Ostermann, et qui se réunit sous la présidence de l'impératrice.

Catherine, en mourant, désigna pour son successeur Pierre Alexiévitch, petit-fils de son mari; à défaut de Pierre, ses deux filles Anna de Holstein et Élisabeth; en attendant la majorité du jeune empereur, la régence serait exercée par un conseil composé des deux *tsarévni*, du duc de Holstein, de Menchikof et de sept ou huit des principaux dignitaires de l'empire.

Menchikof avait pris ses mesures pour conserver et pour accroître sous le nouveau règne sa haute situation. Il avait obtenu de Catherine qu'elle autorisât les fiançailles de sa fille avec le jeune prince, bien qu'elle fût plus âgée que lui de deux ans. Il assigna pour résidence à l'empereur son propre palais de la rive droite et l'entoura de gens dévoués à ses intérêts. Il se fit nommer généralissime et signa ses lettres au souverain de ces mots : *Votre père*. Il fit inscrire dans l'almanach les membres de sa famille avec ceux de la famille impériale et nommer sa fille dans les prières publiques. Non content de devenir le beau-père du tsar, il projetait de faire épouser à son fils Natalie Alexiévna, sœur de Pierre II. L'empereur commença à trouver bien lourde la tutelle du généralissime. Celui-ci lui avait imposé pour précepteur le vice-chancelier Ostermann; or, le jeune prince détestait l'étude, préférait chasser avec son favori Ivan Dolgorouki. L'habile Ostermann eut soin de rejeter sur Menchikof l'odieux de son rôle pédagogique et de s'en excuser auprès du souverain. Un jour Pierre II envoya un présent de neuf mille ducats à sa sœur Natalie; Menchikof osa les reprendre à la princesse, disant que « l'empereur était jeune et ne savait pas

encore employer l'argent comme il convient. » Pierre II cette fois se cabra et le prince eut bien du mal à l'apaiser. Ivan Dolgorouki faisait honte à son maître de sa docilité. Un autre ennemi du généralissime, et qui en se jouant minait son crédit, c'était la jeune tante de Pierre II, la fille de Pierre le Grand, Élisabeth; alors âgée de dix-sept ans, gaie, vive, sans souci, un teint vermeil, des yeux bleus, en riant elle tuait l'insupportable tuteur. Une maladie que fit Menchikof, en l'éloignant de la cour, prépara sa chute. Pierre II s'était accoutumé à l'idée d'être débarrassé de lui. Quand le prince revint et recommença à contrarier ses volontés, à reprendre les dons qu'il faisait, Pierre II quitta la maison de Menchikof, la fit dépouiller des meubles de la couronne pour remeubler le palais impérial, traita sa fiancée avec une froideur marquée et finit par ordonner aux gardes de ne plus prendre d'ordres que de leurs colonels. C'était le prélude d'une disgrâce éclatante : en septembre 1727, Menchikof fut arrêté, dépouillé de toutes ses dignités et décorations et exilé sur ses terres.

Les Dolgorouki profitèrent de la révolution qu'ils avaient préparée. Ils reprirent d'ailleurs tous les errements de Menchikof et environnèrent le prince des mêmes soins et des mêmes obsessions; comme Menchikof, ils éloignèrent ceux qui leur portaient ombrage, même Ostermann, auquel Pierre commençait à s'attacher, même la vieille tsarine Eudoxie Lapoukhine, rappelée de sa prison de Ladoga. Prenant prétexte de placards injurieux où l'on rappelait les services de Menchikof, ils l'exilèrent à Bérézof, en Sibérie, où il mourut dans l'année 1729. Peu instruits par son exemple, ils imposèrent au prince une nouvelle fiancée, Catherine Dolgorouki, la sœur de son favori Ivan. Leur administration prit d'ailleurs le caractère d'une réaction contre les réformes de Pierre le Grand : Ostermann, les étrangers et les fidèles du « tsar-géant » virent avec chagrin la cour revenir à Moscou, se désintéresser absolument des affaires européennes. Les Dolgorouki, pour mieux isoler leur maître, flattaient ses goûts de frivolité et de dissipation, l'emmenaient dans de grandes parties de chasse qui

duraient des semaines entières. Pierre n'eût pas manqué de se lasser d'eux comme de Menchikof; à sa tante Élisabeth, qui se plaignait qu'on la laissât sans argent, il disait déjà : « Ce n'est point ma faute; on n'exécute point mes ordres, mais je trouverai moyen de briser mes fers. » La crise se produisit autrement qu'on ne s'y attendait. En janvier 1730, le jeune empereur de dix-sept ans prit froid à la cérémonie de la *Bénédiction des eaux* et mourut subitement de la petite vérole.

Les deux règnes de Catherine et de Pierre II, qui ne durèrent en tout que cinq ans, furent pacifiques.

La Russie avait conclu en 1726 un traité d'alliance avec la cour de Vienne et faillit se trouver entraînée en 1727 dans la guerre de la quadruple alliance. Malgré les efforts de Kourakine et de Campredon, l'échec du projet de mariage entre Louis XV et Élisabeth avait amené un refroidissement entre les cours de France et de Russie. L'épisode le plus curieux des relations extérieures fut la tentative de Maurice de Saxe, fils illégitime du roi Auguste, pour s'emparer du duché de Courlande. Il avait fait agréer à la duchesse Anna Ivanovna, devenue veuve, l'offre de sa main et avait été élu à Mittau par les députés de la noblesse. Sans s'arrêter aux protestations de la diète polonaise, de la Prusse et de la Russie, il leva des troupes avec l'argent que produisit la vente des diamants d'une abbesse de Quedlimbourg et d'une comédienne française, sa mère Aurore de Kœnigsmark et Adrienne Lecouvreur, et s'occupa de mettre son duché en état de défense. Il fut désavoué par son père; le cardinal Fleury n'osa le soutenir même indirectement. Menchikof, devenu plus libre par la mort de Catherine Ire, prétendait lui-même au duché. Il envoya Lascy à la tête de huit mille hommes chasser l'aventurier saxon : le futur vainqueur de Fontenoy ne put réunir que deux cent quarante-sept hommes dans l'île d'Usmaüs et fut obligé de fuir en traversant à la nage un bras de mer. Son élection fut annulée, son père le traita publiquement de *galopin* et la Courlande retomba sous l'influence russe.

Sous Pierre II fut signé un traité avec la Prusse, en vertu duquel les deux puissances s'engageaient, à la mort d'Auguste II, à soutenir le candidat qu'ils choisiraient pour la Pologne. L'empereur Charles VI et le *roi-sergent* firent sonder la Russie sur un démembrement éventuel de la république polonaise. Et ce n'était pas la première fois qu'on voyait poindre l'idée de partage.

En Asie, Ragoujinski conclut sur la Boura avec le Céleste-Empire, au nom de Pierre II, un traité de commerce : tous les trois ans des caravanes russes pourraient se rendre à Pékin et trafiqueraient sans payer de droits; la Russie pourrait entretenir à Pékin quatre prêtres et six jeunes gens pour apprendre le chinois; Kiakhta sur le territoire russe et Maïmaïtchine sur le territoire chinois seraient les entrepôts autorisés.

---

# CHAPITRE XXVII.

## LES DEUX ANNA. — RÈGNE D'ANNA IVANOVNA ET RÉGENCE D'ANNA LÉOPOLDOVNA (1730-1741).

Tentative de constitution aristocratique (1730). La *Bironovchtchina*. — Succession de Pologne (1733-1735) et guerre de Turquie (1735-1739). — Ivan VI : régences de Biren et d'Anna. Révolution de 1741.

### Tentative de constitution aristocratique (1730). La *Bironovchtchina*.

La mort imprévue du dernier rejeton mâle de Pierre Ier avait pris tout le monde à l'improviste : aucun parti n'avait pu se former pour aviser à l'éventualité de la succession. Le grand tsar avait laissé deux filles, Élisabeth et Anna, duchesse de Holstein, qui elle-même avait un fils, lequel fut plus tard Pierre III. De son frère Ivan V, restaient éga-

lement deux filles, la duchesse de Courlande, Anna Ivanovna, et la duchesse de Mecklembourg, Catherine Ivanovna. Quelques-uns pensaient même à l'aïeule du dernier empereur, la tsarine Lapoukhine. Alexis Dolgorouki, le père du favori de Pierre II, eut une idée encore plus hardie : il réclamait le trône pour sa fille Catherine, bien qu'elle fût non la femme, mais seulement la fiancée du défunt empereur, et osa parler d'un « certain testament » du souverain qui l'aurait instituée héritière. Cette réclamation n'eut aucun succès dans le *Haut Conseil secret* et fut repoussée avec mépris par une partie même de la famille Dolgorouki, dont les chefs ne voulaient pas être sujets de leur nièce. On s'arrêta à un autre parti : le *Haut Conseil secret*, par l'adjonction des maréchaux Dolgorouki et Galitsyne, en l'absence du prudent Ostermann qui invoquait sa qualité d'étranger et une prétendue maladie, se trouvait composé presque exclusivement de grands seigneurs russes. Principal organe du gouvernement, il se voyait investi du pouvoir supérieur et maître de la position. Il résolut de profiter des circonstances pour fixer des limites à l'autorité souveraine, donner à l'aristocratie russe une sorte de charte constitutionnelle et imposer au souverain qui serait élu des espèces de *pacta conventa*, comme dans la république de Pologne. Élisabeth et la duchesse de Holstein, se trouvant les plus rapprochées du trône, montreraient sans doute le plus de répugnance à accepter ces conditions : il fallait donc recourir à une autre branche de la famille Romanof, à la lignée d'Ivan, et offrir la couronne à une princesse qui, n'ayant presque aucune espérance d'arriver au trône, en passerait par tout ce qu'on voudrait. Les membres du *Haut Conseil* résolurent donc de s'adresser à Anna Ivanovna et de lui proposer les *points* suivants : 1° le *Haut Conseil* se composerait toujours de huit membres, se renouvellerait par cooption et la tsarine le consulterait dans toutes les affaires du gouvernement ; 2° sans son consentement, elle ne ferait ni la paix, ni la guerre, n'établirait aucun impôt, n'aliénerait aucun domaine de la couronne, ne nommerait à aucune charge, à aucun grade

au-dessus de celui de colonel ; 3° elle ne ferait condamner et exécuter aucun membre de la noblesse, ne confisquerait les biens d'aucun noble, avant qu'il eût été jugé régulièrement ; 4° elle ne se marierait, ni ne choisirait un successeur sans l'avis du Conseil. « Et, ajoutait le projet de lettre soumis à sa signature et contenant les points précités, dans le cas où je ne remplirais pas cette promesse, je serais privée de la couronne de Russie. » C'était bien le *sinon non* des cortez d'Aragon. Si cette constitution avait été réalisée, la Russie serait devenue, d'empire autocratique une république oligarchique, une sorte de *pospolite* où rien n'eût survécu de l'œuvre des Ivan et de Pierre le Grand. Le Haut Conseil se proposait d'ailleurs de fixer à Moscou le siége du gouvernement.

Cette constitution, qui assurait aux nobles russes l'inviolabilité de leurs personnes et de leurs biens, l'*habeas corpus* des Anglais et l'impôt consenti, souleva cependant une protestation générale. Quoi donc ! on voulait imposer à la Russie ces mêmes institutions anarchiques que les trois puissances du Nord s'efforçaient de maintenir en Pologne ! Toutes les garanties, tous les droits, toute l'autorité étaient en somme réservés aux membres du Haut Conseil : au lieu d'un tsar, on en aurait huit. Et qui étaient ces huit ? à part Golovkine et Ostermann, il n'y avait là que des Galitsyne et des Dolgorouki : deux Galitsyne et quatre Dolgorouki : l'empire allait être la chose de deux familles. Si l'instinct monarchique du plus grand nombre, si les jalousies nobiliaires de beaucoup étaient soulevés, les partisans des réformes s'inquiétaient de ne voir dans le conseil souverain que des membres de la vieille aristocratie, des partisans de l'ancien ordre de choses. Le mécontentement éclata en murmures et en manifestations : le Haut Conseil fut obligé de prendre des mesures sévères contre les rassemblements : singulière inauguration d'un régime de liberté et qui prouvait combien peu de sympathie cette tentative rencontrait dans la nation.

Peu de jours après, le Haut Conseil convoqua l'assemblée générale pour lui lire la lettre où Anna Ivanovna

déclarait accepter tous les *points*. « Il n'y eut personne des assistants, écrit l'évêque Féofane, qui, en entendant cette lecture, ne frémît de tous ses membres ; ceux mêmes qui avaient espéré beaucoup de bien de cette réunion baissèrent les oreilles comme de pauvres ânes; il y eut un chuchotement et un murmure dans l'assistance, mais nul n'osa se récrier et prendre la parole. » Les cinq cents personnes présentes apposèrent sans mot dire leur signature. Cependant la nouvelle impératrice fit son entrée solennelle dans Moscou. Vassili Loukitch Dolgorouki et ses partisans faisaient bonne garde autour de l'impératrice, l'entouraient jalousement, veillaient à ce qu'aucun ennemi de la constitution ne pût se glisser auprès d'elle. Les mécontents, Féofane en tête, agitaient le clergé et le peuple. Ils trouvèrent moyen de faire passer à l'impératrice quelques billets où on la mettait au courant de la situation, l'engageant à agir énergiquement ; un enfant, des femmes de chambre servirent d'intermédiaires. Le 25 février 1731, les membres du Haut Conseil étaient à délibérer, lorsque tout à coup on les appela chez l'impératrice : ils furent très-étonnés d'y trouver déjà réunies huit cents personnes appartenant au sénat, au clergé, à la noblesse, aux différentes administrations, qui présentaient à Anna une requête tendant à examiner les plaintes adressées au Haut Conseil sur la nouvelle constitution. Au fond de la salle, les officiers des gardes s'écrièrent en tumulte : « Nous ne voulons pas qu'on prescrive des lois à l'impératrice! qu'elle soit autocratrice au même titre que ses prédécesseurs ! » D'autres lui offraient « d'apporter à ses pieds les têtes de ses ennemis. » Elle calma l'agitation, fit suspendre la séance et donna rendez-vous à l'assemblée dans l'après-midi. Cette fois les députés présentèrent une requête en forme pour le rétablissement de l'autocratie. L'impératrice fit l'étonnée et dit : « Comment donc? Les *points* qu'on m'a apportés à Mittau n'ont donc pas été envoyés du consentement de la nation tout entière ? » — « Non ! » cria-t-on. — « Mais alors, dit-elle en s'adressant à Vassili Loukitch, tu m'as trompée ! »

Tel fut l'échec du premier essai de constitution libérale qui ait été tenté en Russie. « La table était préparée, disait le prince Dmitri Galitsyne, mais les invités ne s'en sont pas montrés dignes : je sais que je payerai cette entreprise manquée; soit! je souffrirai pour la patrie, je n'ai d'ailleurs plus longtemps à vivre et ceux qui aujourd'hui me font pleurer auront un jour à pleurer plus que moi. » Les Galitsyne et les Dolgorouki devaient en effet cruellement expier cette tentative généreuse, mais où ils n'avaient tenu compte ni du temps, ni du pays. La vengeance d'Anna fut cauteleuse, méthodique, raffinée, procéda par degrés. Elle commença par les exiler sur leurs terres; puis, voyant que personne ne protestait, elle en envoya plusieurs en Sibérie; enfin, encouragée par le silence universel, elle mit le sceau à sa vengeance; les maréchaux Dolgorouki et Galitsyne moururent en prison; Vassili Loukitch et deux autres Dolgorouki furent décapités; l'ancien favori, Ivan, roué vif à Novgorod. A ces supplices, se rattache la tragique et touchante histoire de Natalie Chérémétief, la fiancée du favori, qui, ayant accepté sa main dans les jours de prospérité, voulut partager toutes ses infortunes.

Anna Ivanovna avait alors trente-cinq ans : sa jeunesse s'était écoulée tristement dans la maussade cour de Mittau, fiancée qu'on recherchait pour son duché, jouet de la politique des quatre cours du Nord, bravée par Menchikof, recevant de Moscou des ordres et des remontrances. L'amertume de ses regrets et de ses déceptions se peignait sur son visage sévère, se reflétait dans son caractère aigri et froidement cruel. Plus grande de la tête que tous les hommes de sa cour, d'une beauté masculine et dure, avec une grosse voix d'homme, elle était à la fois imposante et effrayante. La tentative aristocratique de 1730 l'avait mise en défiance des Russes : elle sentait qu'un projet moins exclusif et plus habile que celui du Haut Conseil aurait eu des chances d'être accepté par toute la noblesse russe. Par précaution et par goût, elle s'entoura d'Allemands : d'abord Biren ou Biron, Courlandais de basse condition, que la noblesse du duché avait refusé d'ad-

mettre dans son sein et qu'elle devait faire duc de Courlande et prince du Saint-Empire ; elle donna la direction de la cour à Lœwenwold, les affaires étrangères à Ostermann, les ambassades à Korff et Kayserling, les armées à Lascy, à Münich, à Bismark, à Gustave Biren ; c'est en Allemagne qu'elle ira chercher pour lui succéder la princesse de Mecklembourg, Anna, fille de Catherine Ivanovna, avec son mari le duc de Brunswick-Bevern et leur petit empereur allemand Ivan VI. Les Russes n'occupent plus que des postes secondaires dans le gouvernement. Biren, insolent et grossier, leur fait sentir tout son mépris, se glorifie devant eux de sa qualité d'étranger, de son titre de duc de Courlande. C'est maintenant la domination des Allemands, comme autrefois c'était celle des Tatars : sur le modèle du vieux mot *Tatarchtchina*, on a fabriqué celui de *Bironovchtchina* qui restera à ce régime. Mais si les Allemands triomphent, la faute n'en est-elle pas aux Russes eux-mêmes? Les « aiglons » de Pierre le Grand se sont déchirés entre eux : Menchikof a voulu perdre Tolstoï et Iagoujinski ; à son tour il a été détruit par les Dolgorouki, tombés eux-mêmes avec les Galitsyne sous la haine nationale. Aussi sont-ce les étrangers qui ont pris leurs places, rempli les vides laissés par eux, étant d'ailleurs plus laborieux, plus minutieux, plus exacts que les nationaux ; les Russes avaient encore à passer par cette dure école pour acquérir les qualités qui leur manquaient.

Ce régime fut impitoyable pour les Russes : Féofilakte Lopatinski, pour avoir édité le livre de Dmitri de Rostof contre les protestants (*la Pierre de la foi*) et pour ses sentiments anti-allemands, fut déposé et enfermé à Vyborg. Volynski, un de ceux qui avaient le plus vivement réclamé en faveur de l'autocratie, eut le malheur de froisser le favori et fut décapité après de cruelles tortures. Des milliers d'exécutions ou de déportations décimèrent les hautes classes ; une recherche impitoyable des impôts arriérés que l'indolence russe avait laissé s'accumuler désola les campagnes, où les paysans voyaient le fisc saisir leur dernier outil et leur dernière tête de bétail. Le despotisme nouveau com-

pléta méthodiquement ses moyens d'oppression : sans doute on supprima le Haut Conseil, pour rendre au sénat l'épithète de *dirigeant*, mais, en réalité, ce fut par le *Cabinet*, composé des ministres et présidé par l'impératrice, que passèrent toutes les affaires. L'ancien *Préobrajenski prikaz* fut rétabli sous le nom de *chancellerie secrète* et confié au cruel Ouchakof. Comme l'impératrice n'avait de confiance que dans la garde, on en créa deux régiments nouveaux, l'*Ismaïlovski* et la *garde à cheval ;* on multiplia dans ses rangs les officiers étrangers ; les frères des favoris allemands s'y distribuèrent les emplois de colonels et de lieutenants-colonels.

Rassurée sur la solidité de son trône, Anna ne songe plus qu'à rattraper le temps qu'elle a perdu à s'ennuyer. Elle s'entoure de bouffons ; comme pour humilier la nation, elle réduit à recevoir des croquignoles ou à couver des œufs de poule deux princesses russes, Nastasia et Anicia, et deux princes russes, un Volkonski et un Galitsyne. Les bals, les fêtes, les mascarades se suivent sans interruption. L'impératrice donne l'exemple d'un luxe effréné, inouï en Russie, ruineux dans un pays pauvre. Jusqu'alors les plus grands seigneurs et les plus grandes dames ne prenaient aucun souci des caprices de la mode : on changeait de vêtements quand ils devenaient vieux ; on portait sans honte ceux des parents et des grands-parents. Sous Anna, Manstein nous dit qu'un courtisan ne fait pas grande figure avec 2 ou 3000 roubles de revenu ; les marchands de modes s'enrichissent en deux ou trois ans ; on porte son patrimoine, le prix de villages entiers, sur son dos ; on joue gros jeu au pharaon et au *quinze ;* on court entendre les comédiens italiens envoyés par le roi de Pologne. Dans ce luxe dont la cour d'Anna éblouissait la Russie, il y avait un mélange de barbarie antique et de mauvais goût allemand qui faisait sourire les étrangers venus d'Occident. Pour une femme bien mise, dix étaient ridiculement ajustées. Chez les hommes, dit Manstein, « l'habit le plus riche était souvent accompagné de la perruque la plus mal peignée, une très-belle

pièce d'étoffe se trouvait gâtée par un tailleur maladroit, ou, si tout réussissait dans l'habillement, on manquait par les équipages : un homme superbement vêtu arrivait dans un méchant véhicule traîné par deux rosses. » — « Le favori Biren, raconte le prince Dolgoroukof, aimait les couleurs voyantes : aussi les habits noirs étaient-ils proscrits à la cour ; tout le monde portait des vêtements de couleurs voyantes ; l'on n'apercevait que bleu-clair, vert pâle, jaune, rose. Des vieillards, comme le prince Tcherkasski ou le vice-chancelier Ostermann, arrivaient au palais en habit couleur rose tendre. » N'importe ! avec le temps, le goût russe se formera, surtout quand il sera à une autre école. Les Allemands préparaient la voie aux Français. Au point de vue du vêtement et de l'économie domestique, la *Bironovchtchina* marque en Russie une importante révolution.

Les mœurs étaient encore bien grossières. Anna s'amusait d'ignobles bouffonneries ; Manstein dit qu'elle aimait les comédies italiennes et allemandes à cause des coups de bâton. Volynski, un *cabinet-ministre*, souffletait et battait le poëte Trédiakovski. On se plaignait qu'à l'armée les officiers supérieurs obligeassent les médecins militaires à leur servir de cuisiniers ou de coiffeurs. Pierre II venait seulement de supprimer les poteaux sur lesquels on exposait les têtes ou les quartiers des suppliciés. Iagoujinski, procureur général du sénat, s'enivrait jusqu'à invectiver grossièrement le vieil Ostermann devant l'impératrice, qui en riait aux éclats. Soltykof, gouverneur de Moscou, dénonçait le fonctionnaire Tchikirine qui « oubliant qu'il était dans la maison de Sa Majesté avait refusé de s'enivrer »

Un point important, c'est que les maîtres allemands de la Russie entendaient maintenir les réformes de Pierre. Aussitôt après son couronnement, Anna revint à Saint-Pétersbourg.

Elle abolit le *majorat*, cet emprunt malencontreux de Pierre le Grand aux législations occidentales, qui avait produit en Russie de fâcheux résultats ; les pères de fa-

mille saignaient à blanc leurs paysans pour donner aux cadets leur part; s'ils laissaient la terre aux aînés, ils donnaient le bétail aux puînés. En revanche on détermina plus rigoureusement les années d'instruction et de service militaire pour les jeunes nobles. De sept à vingt ans, le gentilhomme devait étudier; de vingt à quarante-cinq, servir l'Etat. On établissait des examens pour s'assurer que les jeunes gens employaient bien leur temps; à douze et à seize ans, ils comparaissaient devant un jury; quiconque, lors du second examen, se trouvait ignorer le catéchisme, l'arithmétique et la géométrie était fait matelot. Ces mesures sévères montrent combien la masse des nobles russes était encore indifférente aux avantages de l'instruction. On ne peut nier que la tutelle des Allemands, ces rudes instituteurs, n'ait eu pour conséquence un progrès de la civilisation russe. Sur la proposition de Münich, on fonda à Saint-Pétersbourg le *corps des cadets* pour 360 jeunes nobles: l'instruction générale tenait plus de place dans son programme que l'instruction purement militaire: on y préparait au service civil comme à l'armée. On y enseignait l'orthographe, le style, la rhétorique, la jurisprudence, la morale, l'art héraldique, l'arithmétique, la fortification, l'artillerie, la géographie, l'histoire générale, l'histoire d'Allemagne (pas celle de Russie). Les élèves les plus laborieux et les plus distingués pouvaient, en sortant de là, suivre les cours de l'Académie des sciences.

### Succession de Pologne (1733-1735) et guerre de Turquie (1735-1739).

En Orient, le gouvernement d'Anna Ivanovna résolut l'abandon des provinces persanes conquises sous Pierre le Grand, mais dont leur climat insalubre avait fait un cimetière pour les armées russes.

En 1733, par la mort d'Auguste II, s'ouvrit la succession de Pologne. La Prusse, qui désirait l'affaiblissement de la Pologne, n'aurait voulu ni du candidat français Leszczinski, ni du candidat saxon Auguste III. L'Autri-

che, qui au contraire voulait une Pologne assez forte pour l'aider contre les Turcs, préconisait Auguste. La Russie, qui voulait rester maîtresse en Pologne et en Courlande, se souciait peu des personnes, pourvu que le candidat ne fût ni un prince très-puissant, ni un client de la France. Or, Louis XV se croyait engagé d'honneur à soutenir son beau-père Stanislas Leszczinski, l'ancien protégé de Charles XII. La puissance dont les intérêts concordaient le mieux avec ceux de la Russie dans l'affaire polonaise, c'était donc la maison d'Autriche. L'alliance austro-russe, inaugurée sous Catherine Ire, dut se resserrer encore sous Anna Ivanovna. La Prusse, dont les projets de partage avaient été écartés, resta neutre. La lutte entre la France et la Russie commença par une rivalité diplomatique ; on retrouvait, à Berlin, La Chétardie contre Iagoujinski ; à Stockholm, Castéja contre Michel Bestoujef ; à Copenhague, Plélo contre Alexis Bestoujef ; à Constantinople, Villeneuve contre Néplouef ; à Varsovie, Monti contre Lœwenwold. La France espérait appuyer son candidat de diversions suédoises et turques, rendre plus bienveillante encore la neutralité de la Prusse ; en Pologne elle déployait autant d'efforts pour séduire que la Russie pour intimider.

Même à Saint-Pétersbourg, notre ambassadeur Magnan n'avait rien négligé pour gagner l'impératrice et son favori à une politique plus pacifique, mais le conflit était inévitable. Tandis qu'un faux Leszczinski, le chevalier de Thiange, s'embarquait bruyamment à Brest, le vrai Stanislas, déguisé en commis voyageur, traversa toute l'Europe et entra de nuit à Varsovie. 60 000 nobles se déclarèrent en sa faveur sur le champ d'élection ; 4000 seulement protestèrent. Il était donc le roi légitime de Pologne, mais l'armée russe envahit le territoire de la république. Alors Stanislas appela aux armes la *pospolite* et se retira dans la forteresse maritime de Dantzig pour y attendre les secours de France. Après son départ les mécontents, sous la protection de 20 000 baïonnettes russes, proclamèrent Auguste III. Stanislas se vit assiégé dans Dantzig

par le maréchal Münich. Sans attendre son artillerie, Münich prit d'assaut le faubourg de Schotlandia. Le roi de Prusse refusait aux canons russes passage sur son territoire et les frégates françaises croisaient sur mer; mais Münich reçut cependant ses canons et, par la prise de Sommerschantz, coupa les communications de Dantzig avec Wechselmünde et l'embouchure de la Vistule; puis il jeta 1500 bombes dans la ville. Il échoua à la sanglante attaque nocturne du fort de Hagelsberg. Le secours français parut enfin ; le comte de Plélo et Lamothe de la Peyrouse n'amenaient que deux mille hommes. Plélo fut tué et le comte de Lamothe, réfugié dans Wechselmünde, dut capituler. Dantzig ouvrit ses portes. Stanislas avait déjà fui, déguisé en paysan. Telle fut la première affaire entre les Français et les Russes. Lady Rondeau a raconté la présentation du comte de Lamothe et de ses officiers à la tsarine : les soldats furent internés au camp de Koporié en Ingrie et Anna fit son possible pour les pousser à la désertion et les attirer à son service. Monti, notre ambassadeur auprès du roi de Pologne, pris à Dantzig, malgré son caractère diplomatique, fut également retenu prisonnier.

La guerre de la succession polonaise était finie en Pologne ; elle commençait sur le Rhin et en Italie, et c'était la maison d'Autriche qui en payait les frais. Les Français soulevaient contre elle les électeurs de Cologne, de Mayence, de Bavière, du Palatinat, prenaient Kehl et Philippsbourg, lui enlevaient le duché de Parme et le royaume de Naples. En vertu du traité d'alliance de 1726, l'empereur demanda du secours à la tsarine. Lascy, à la tête de vingt mille hommes, traversa la Silésie, la Bohême, la Franconie, montrant pour la première fois une armée russe à l'Allemagne occidentale ; en août 1735, elle opéra sa jonction avec les troupes autrichiennes, entre Heidelberg et Ladenburg, à deux milles des avant-postes français. La paix de Vienne intervint. Les Français s'étaient vengés de l'Autriche, qui cédait la Lorraine et une partie de l'Italie, non de la Russie qui avait pris Dantzig sous leurs yeux. Les efforts de notre ambassadeur Villeneuve, du

renégat Bonneval, du Hongrois Ragotsi réussirent à soulever les Turcs; la guerre de Pologne eut pour conséquence une guerre en Orient. Peu s'en fallut même que celle-ci ne fût compliquée d'une guerre suédoise.

En Orient encore, la Russie avait pour alliée l'Autriche. Les campagnes contre les Turcs, à travers les steppes désertes du sud, offraient les mêmes difficultés qu'en 1711. Il fallait tout traîner avec soi, même l'eau et le bois. Malgré les efforts de Münich, la cavalerie russe était médiocre; l'armée, encombrée de matériel, se mouvait lentement dans ces plaines interminables; elle était comme noyée dans l'immensité de ses convois; un simple sergent avait jusqu'à dix chariots, un officier trente, le général Gustave Biren trois cents bêtes de somme. L'armée comptait toujours dix mille malades, et, malgré les dispenses du saint-synode, s'exténuait par une rigoureuse observance des jeûnes et des abstinences.

En 1736, Lascy prit Azof, Münich força les lignes de Pérékop, saccagea Bakhtchi-Séraï, la capitale des khans, et ravagea de telle façon la Crimée occidentale que la prospérité du pays ne s'en est jamais relevée; en 1737, Lascy dévasta la partie orientale de la presqu'île pendant que Münich prenait Otchakof; en 1739, celui-ci remporta une brillante victoire à Stavoutchani, prit Khotin, franchit le Pruth, se vantant d'avoir effacé la honte de Pierre le Grand, et entra dans la capitale de la Moldavie. Pendant ce temps, les Autrichiens étaient constamment battus; ils redoutaient d'ailleurs pour leurs provinces orthodoxes de Transylvanie et d'Illyrie le voisinage des Russes plus encore que celui des Ottomans. Ils insistèrent pour qu'on hâtât la paix; à Belgrade (1739), ils cédèrent aux Turcs toute la Serbie, avec Orsova, et la Valachie; les Russes n'obtinrent qu'un lambeau de territoire entre le Boug et le Dniéper, se contentèrent de la démolition d'Azof, et rendirent leurs autres conquêtes. Cette guerre leur avait coûté plus de cent mille hommes. Le roi de France venait de prouver qu'il savait atteindre ses ennemis, même séparés de lui par de vastes espaces. Anna Ivanovna

s'était vue obligée d'invoquer sa médiation pour contenir les Suédois et pour conclure la paix avec les Turcs. Sur les instances d'Ostermann et les ordres de Louis XV, Saint-Séverin s'y était employé à Stockholm et Villeneuve à Constantinople. L'impératrice témoigna sa reconnaissance à ce dernier en lui offrant quinze mille thalers; il ne voulut accepter que la croix de Saint-André. Kantémir, ambassadeur russe à Paris, n'en continuait pas moins à avertir sa cour que « la Russie étant la seule puissance qui pût contre-balancer celle de la France, celle-ci ne perdrait jamais l'occasion de diminuer une force qui lui était contraire. »

**Ivan VI : régences de Biren et d'Anna. Révolution de 1741.**

Cependant le poids des impôts, la rigueur des poursuites, la fréquence des recrutements, désespéraient le paysan, tandis que la disgrâce de Féofilakte, de Tatichtchef, de Roumantsof, de Makarof, vieux serviteurs de Pierre le Grand, en même temps que le supplice de Volynski, de Galitsyne et des Dolgorouki, semblaient une menace pour la nation tout entière. Bien des échos du mécontentement général arrivèrent à la *chancellerie secrète ;* le peuple attribuait tous ses maux au règne d'une femme, et répétait le dicton : « Les villes gouvernées par les femmes ne durent pas, les murs bâtis par les femmes ne montent pas haut. » D'autres disaient que le blé ne poussait pas parce qu'une femme régnait. On se prenait à regretter le temps si dur de Pierre Ier, et une chanson populaire l'engageait à sortir de sa tombe pour châtier « Biren, le maudit Allemand. » Les raskolniks avaient prédit qu'en 1733 il y aurait grande terreur par la colère de Dieu, et qu'Anna serait prise et jugée dans Moscou. Elle régna pourtant jusqu'en 1740, époque où sa santé commença à faiblir. Biren songea à se ménager des appuis pour obtenir qu'Anna Ivanovna l'investît de la régence pendant la minorité du petit empereur, Ivan de Brunswick. Alexis Bestoujef, qui lui devait sa fortune, lui assura le concours de

Münich et du *cabinet-ministre* Tcherkasski. Les Allemands de la cour disaient avec Mengden : « Si le duc de Courlande n'est pas nommé régent, nous autres Allemands nous sommes perdus. » L'impératrice signa la nomination de Biren et mourut le lendemain. Son dernier mot au favori avait été : « *Né boïs*, ne crains rien. »

Biren avait des raisons cependant pour ne pas être rassuré. Les Russes s'indignaient d'avoir pour maître un étranger, un hérétique, sans moralité et sans talent, dont le seul titre était une liaison criminelle qui déshonorait la mémoire de leur impératrice. S'il fallait un régent étranger, pourquoi pas le père de l'empereur? Cette longue minorité d'un enfant, qui n'avait que trois mois à la mort d'Anna, effrayait tout le monde; beaucoup pensaient à la fille de Pierre le Grand ou à son petit-fils, Pierre de Holstein. C'était bien le règne des Allemands qui continuait; outre Biren, l'empire obéissait au prince Antoine de Brunswick-Bevern et à sa femme Anna Léopoldovna de Mecklembourg, livrée à son favori, le Saxon Lynar, et à sa favorite Julia Mengden. Heureusement, ces étrangers, maîtres du pouvoir, ne songeaient qu'à s'en précipiter mutuellement. Les parents de l'empereur supportaient impatiemment la tutelle de Biren; celui-ci, mécontent d'eux, parlait d'appeler Pierre de Holstein, de lui faire épouser sa fille et de marier son fils à Élisabeth : les exemples de Menchikof et des Dolgorouki étaient perdus pour lui. Sa nullité encombrante pesait aux Allemands Ostermann et Münich. Celui-ci eut une entrevue avec Anna Léopoldovna, lui promit de la débarrasser du tyran. Son aide de camp, Manstein, a fait le piquant récit de ce coup d'État. Par une nuit de novembre, Biren, qui ne se doutait de rien, et qui le soir avait eu Münich à dîner, fut enlevé dans son lit, la duchesse de Courlande jetée presque nue hors du palais, tous ses amis arrêtés. Il fut envoyé à Pélim, en Sibérie.

Münich avait rendu aux parents de l'empereur la liberté et le pouvoir. Comment pourraient-ils le récompenser? comme Menchikof, il voulait être généralissime, mais le

père de l'empereur convoitait cette place ; Münich se contenta du titre de premier ministre, mais il fallut dédommager Ostermann, qui fut nommé grand-amiral. Antoine, Anna et Ostermann s'unirent bientôt contre leur libérateur; Münich, abreuvé de dégoùts, donna sa démission. Les Allemands, parvenus au pouvoir, se conduisaient exactement comme les « aiglons » de Pierre le Grand; ils s'épuraient et s'exterminaient réciproquement. Le père et la mère de l'empereur, restés en présence, continuèrent à se disputer l'autorité, à se reprocher leurs mutuelles infidélités. Ostermann tenait pour Antoine contre Anna. L'incapacité de la régente était par trop scandaleuse; sans avoir le courage de s'habiller, un mouchoir sur la tête, couchée sur quelque canapé, Anna Léopoldovna restait des journées entières enfermée avec ses intimes. Ces divisions, cette nonchalance du gouvernement faisaient la partie belle à ses ennemis; or, ceux-ci étaient nombreux; il ne leur manquait qu'un chef énergique pour renouveler contre les Brunswick le coup de main militaire qui avait réussi contre Biren.

La fille de Pierre le Grand, Élisabeth, si étroitement surveillée sous le régime impitoyable d'Anna Ivanovna et de Biren, relevait la tête sous ce faible gouvernement. Fort jolie avec ses vingt-huit ans, de haute stature, d'une grande intelligence, quoique fort ignorante, d'un esprit vif et enjoué, hardie sur l'eau et à cheval, de mœurs soldatesques, elle avait tout ce qu'il fallait à un chef de parti. Ses confidents, Alexandre et Pierre Schouvalof, Michel Voronzof, Razoumovski, Schwartz, le chirurgien Lestocq, la poussaient à agir. La régente la redoutait, mais n'osait mettre à exécution les avis pressants d'Ostermann. On savait au palais qu'après la chute de Biren trois régiments des gardes étaient accourus pour prêter serment, croyant qu'il s'agissait de proclamer la fille de Pierre le Grand, et qu'à Cronstadt les soldats avaient dit : « Est-ce que personne ne se mettra à notre tête en faveur d'Élisabeth Pétrovna ? » Elle acceptait d'être marraine des enfants des soldats, visitait les gardes dans leurs casernes, leur

donnait des réunions chez elle; quand elle passait en traîneau dans la rue, de simples grenadiers grimpaient derrière la voiture et lui parlaient familièrement à l'oreille. L'ambassadeur de France, La Chétardie, avait ordre de favoriser en Russie toute révolution qui pourrait ôter l'influence aux Allemands et rompre l'alliance avec l'Autriche. Il aidait Élisabeth de ses conseils, de son argent, lui ménageait l'appui d'une diversion suédoise. Les Suédois, qui n'avaient pas remué pendant les dernières guerres de Pologne et de Turquie, s'en repentaient; ils étaient disposés à prendre texte de leurs propres griefs et de ceux d'Élisabeth pour déclarer la guerre à la régente. L'ambassadeur suédois Nolken exigeait seulement que la tsarévna promît à son avénement de restituer une partie des conquêtes de Pierre le Grand. Jamais elle ne voulut s'y engager; les Suédois n'en commencèrent pas moins les hostilités, et lancèrent un manifeste à la « glorieuse nation russe » qu'on voulait délivrer des ministres allemands, de la « pesante oppression et inhumaine tyrannie étrangère » afin de lui rendre « la libre élection d'un gouvernement légitime et juste. » Cette diversion précipita la crise; la cour était maintenant trop au fait des intrigues de conjurés pour qu'on pût tarder; d'autre part, on allait expédier à la frontière les régiments sur lesquels comptait Élisabeth. Elle n'avait plus à choisir qu'entre le trône et le couvent. Dans la nuit du 25 au 26 novembre (6-7 décembre), elle se rendit avec trois de ses confidents aux casernes du Préobrajenski : « Enfants, leur dit-elle, vous savez de qui je suis la fille. — Mère, nous sommes prêts, nous *les* tuerons tous. » Elle leur défendit de tuer et ajouta : « Je jure de mourir pour vous, jurez-vous de mourir pour moi? » Tous jurèrent. Anna Léopoldovna, le prince Antoine, le jeune empereur au berceau, Münich, Ostermann, Lœwenwold, les Mengden, furent arrêtés dans la nuit; Élisabeth fut proclamée impératrice autocrate; les grands de l'empire se hâtèrent d'adhérer à ce coup de main militaire. Ivan VI fut interné à Schlüsselbourg, Anna enfermée avec son mari et ses enfants à Kholmogory, où elle mourut en 1746.

Une commission fut réunie, et les Dolgorouki figurèrent parmi les juges : elle condamna Ostermann à la roue, Münich à l'écartellement, les autres à la décapitation; mais l'impératrice leur fit grâce de la vie : Ostermann fut exilé à Bérézof, Münich à Pélim, où il habita la maison dont il avait tracé le plan pour Biren; beaucoup d'exilés du régime précédent furent rappelés; les Biren furent autorisés à séjourner à Iaroslavl.

---

# CHAPITRE XXVIII.

## ÉLISABETH PÉTROVNA (1741-1762)

Réaction contre les Allemands; guerre de Suède (1741-1743). — Succession d'Autriche, guerre contre Frédéric II (1756-1762). — Réformes sous Élisabeth. Influence française.

### Réaction contre les Allemands; guerre de Suède (1741-1743).

Lorsque Élisabeth fut couronnée à Moscou, elle fit venir de Holstein le fils de sa sœur Anna Pétrovna et du duc Charles-Frédéric. Ce petit-fils de Pierre le Grand embrassa l'orthodoxie, prit le nom de Pierre Feodorovitch et fut proclamé héritier du trône. En 1744, l'impératrice lui fit épouser la princesse Sophie d'Anhalt-Zerbst, qui devait être un jour Catherine II. Ainsi le pouvoir, un moment déféré à la branche ivanienne de la dynastie Romanof, à Anne de Courlande et à son neveu de Brunswick, revint à la branche issue de Pierre le Grand, en la personne d'Élisabeth, comme impératrice, et de son neveu de Holstein, comme héritier du trône.

La révolution de 1741 n'était pas seulement la substitution de la branche pétrovienne à la branche ivanienne;

c'était surtout le triomphe du parti national sur le parti allemand, la réaction de l'élément russe contre la dure tutelle des étrangers. C'est ainsi que le peuple le comprit. Le clergé orthodoxe, persécuté par les hérétiques, prit sa revanche dans les sermons d'Ambroise Iouchkévitch, archevêque de Novgorod, contre les *émissaires du diable*, contre *Belzébuth et ses anges*. Le poëte Lomonossof salua dans Élisabeth l'Astrée qui avait « ramené l'âge d'or », le Moïse « qui avait arraché la Russie à la nuit de la servitude égyptienne », le Noé « qui la sauva du déluge étranger ». Les bourgeois et les soldats se soulevèrent contre les Allemands ; il y eut des émeutes à Saint-Pétersbourg et à l'armée de Finlande contre les officiers étrangers; on voulait leur faire subir le même sort qu'à Ostermann et à Münich.

A la cour, Finch, l'ambassadeur d'Angleterre, Botta, celui d'Autriche, s'étaient compromis sous le régime précédent; toutes les sympathies de la nation et de la tsarine étaient pour Mardefeld, ambassadeur de Prusse, et surtout pour La Chétardie, qu'on regardait comme un des auteurs de la révolution et auquel les officiers des gardes venaient baiser les mains en l'appelant *leur père*. L'alliance austro-russe, consolidée sous Catherine Ire et Anna Ivanovna, semblait rompue.

Ce bon accord des cours de France et de Russie fut compromis par les affaires de Suède. Le cabinet de Versailles n'avait décidé son alliée scandinave à la guerre qu'en lui faisant espérer des concessions de territoire par la nouvelle impératrice. Élisabeth, la fille de Pierre le Grand, ne pouvait renoncer aux conquêtes de son père, qu'Anna Léopoldovna, une princesse étrangère, avait voulu maintenir, fût-ce au prix d'une guerre. Les Suédois, qui prétendaient avoir pris les armes en faveur d'Élisabeth, durent continuer la guerre contre leur ancienne protégée. Cette guerre n'eut d'autre résultat que de révéler l'impuissance de la Suède de Charles XII contre la Russie régénérée. Les armées scandinaves se montrèrent fort au-dessous de leur ancienne réputation. Les généraux d'Élisabeth, Lascy et

Keith, enlevèrent toutes les places de Finlande; à Helsingfors, dix-sept mille Suédois posèrent les armes devant des forces russes à peine plus nombreuses. L'impératrice, par le traité d'Abo, acquit la Finlande méridionale jusqu'à la rivière de Kiümen et fit élire prince royal de Suède un de ses alliés, Adolphe-Frédéric, administrateur du duché de Holstein, de préférence au prince royal de Danemark (1743).

### Succession d'Autriche; guerre contre Frédéric II (1756-1762).

En Europe, avait éclaté la guerre de la succession d'Autriche. Pour qui se déclarerait la Russie? pour l'impératrice Marie-Thérèse ou pour la France et ses alliés? Bestoujef-Rioumine, disgracié avec Biren, revenu aux affaires par la protection de Lestocq, vice-chancelier, puis chancelier de l'empire, tenait pour l'alliance autrichienne; Voronzof, vice-chancelier, se ménageait entre les deux politiques; La Chétardie, Mardefeld, ambassadeurs de Louis XV et de Frédéric II, intriguaient avec Lestocq et la mère de Sophie d'Anhalt (devenue la *tsarévna* ou grande-duchesse Catherine), pour attirer Élisabeth dans l'alliance franco-prussienne. Mais bientôt la faveur de La Chétardie diminua, lui-même le sentit et demanda son rappel. Bestoujef triomphait; il semblait que la Russie allait intervenir en Europe en faveur de Marie-Thérèse; mais Botta, l'ambassadeur d'Autriche, se laissa engager dans une fâcheuse affaire; compromis dans des propos de mécontents, il vit sa complice, Mme Lapoukhine, knoutée et mutilée, et fut chassé de Russie (1743). Le ministère français crut le moment favorable pour renvoyer La Chétardie à son ancien poste, et celui-ci se tint pour assuré cette fois de renverser Bestoujef. Mais le chancelier avait son *cabinet noir*, où l'on *perlustrait* les dépêches des ambassadeurs étrangers, il trouva moyen de mettre sous les yeux de la souveraine les extraits des dépêches de La Chétardie, prouvant que Lestocq touchait une pension de la France et que La Chétardie s'exprimait en termes injurieux sur Élisabeth.

L'ambassadeur français reçut l'ordre de quitter la capitale dans les vingt-quatre heures et la Russie dans les huit jours (juin 1744); la mère de la grande-duchesse fut renvoyée en Allemagne; plus tard Lestocq fut traduit devant une commission, mis à la torture et relégué à Ouglitch. Cependant le temps se passait. La Russie, satisfaite de l'espèce d'intimidation qu'elle exerçait sur toutes les cours européennes, ne se pressait pas d'agir. Bestoujef et le vice-chancelier Voronzof amusait le tapis de leurs divergences, l'un donnant espoir à l'Autriche, l'autre se laissant cajoler par d'Allion, successeur de la Chétardie.

La France, abandonnée par ses alliés, avait transporté le principal théâtre de la guerre dans les Pays-Bas, où l'ancien duc de Courlande, Maurice de Saxe, lui remportait une série de victoires. En 1746 fut renouvelé le traité austro-russe de 1726. L'Angleterre promit des subsides à Elisabeth. Ce fut en 1748 seulement que trente mille Russes, sous Repnine, traversèrent l'Allemagne et prirent position sur le Rhin. Ils ne firent que hâter la paix d'Aix-la-Chapelle (1748) et s'en revinrent sans avoir tiré un coup de fusil, sans avoir risqué le prestige de l'empire.

D'Allion avait été rappelé en 1747 et n'avait pas eu de successeur à Saint-Pétersbourg. Cependant le même Bestoujef, qui avait fait chasser La Chétardie et conclu l'alliance autrichienne, proclamait dès 1744 que la Prusse était plus dangereuse que la France « à cause du voisinage et de l'accroissement nouveau de ses forces ». Élisabeth haïssait Frédéric : « Le roi de Prusse, disait-elle à mylord Hyndford, est certainement un mauvais prince qui n'a pas la crainte de Dieu devant les yeux; il tourne en ridicule les choses saintes; il ne va jamais à l'église; c'est le Nadir-shah de la Prusse. » Il n'avait pas de religion, il n'avait pas été *sacré*, il ne ménageait pas les épigrammes à l'impératrice. L'*outrecuidant voisin* avait fait le fanfaron à Aix-la-Chapelle, s'était opposé à l'admission d'un plénipotentiaire russe au congrès. D'autres froissements amenèrent une sorte de rupture diplomatique. Le 6-17 mai 1753, le chancelier lisait un mémoire à l'impératrice sur les affaires

extérieures : il y rappelait combien le nouvel accroissement de la puissance prussienne était nuisible à la Russie, comment Frédéric II, qui avait porté son armée de 80 000 hommes à 200 000, qui venait d'enlever la Silésie à l'Autriche, qui des « grands revenus » de cette province et des « millions levés sur la Saxe » s'était constitué un trésor de guerre, qui convoitait le Hanovre, la Courlande, qui visait au démembrement de la Pologne, était devenu « le plus dangereux des voisins ». Il concluait à la nécessité de *réduire les forces* du roi de Prusse et de secourir les Etats menacés par lui.

A ce moment l'on croyait encore à Pétersbourg que, dans cette guerre comme dans la précédente, la Prusse serait alliée à la France contre l'Autriche et l'Angleterre : on n'avait pas prévu le renversement de nos alliances. Bestoujef se hâtait trop de conclure avec l'Angleterre un traité de subsides (traité de Pétersbourg, 30 septembre 1755). Voronzof conseillait à l'impératrice de prendre garde à ce que les troupes russes ne fussent pas employées précisément en faveur de cette Prusse qu'on voulait combattre. L'événement lui donna raison, confondit les plans et les prévisions de Bestoujef et prépara sa chute. Quand la Prusse se fut alliée à l'Angleterre (Westminster, 16 janvier 1756) et l'Autriche à la France (Versailles, 1er mai 1756 et 1757), la Russie se trouva par contre-coup l'alliée de celle-ci (Pétersbourg, 31 novembre 1756, 5 décembre 1757). Les rapports diplomatiques furent noués entre les deux cours; c'est alors qu'eurent lieu les missions secrètes de Valcroissant, de l'Écossais Douglas et de l'équivoque chevalier d'Éon; c'est alors que l'Hôpital devint notre ambassadeur en Russie, et qu'une *correspondance secrète* fut échangée entre Louis XV et l'impératrice Élisabeth.

Frédéric fut effrayé en apprenant la décision prise par la Russie; il ne craignait rien tant que l'invasion de ses « hordes indisciplinées » ; c'est pour s'assurer l'amitié de « ces barbares » qu'en 1744 il avait ménagé le mariage de Pierre Feodorovitch et de Sophie d'Anhalt. Son irruption en Saxe mit l'armée russe en mouvement. En 1757, l'année

de Rosbach, quatre-vingt-trois mille Moscovites, sous le généralissime Apraxine, franchirent la frontière de Prusse, occupèrent la province de Prusse orientale, s'avancèrent lentement dans la direction de l'Oder et écrasèrent à Gross-Jaegersdorf le corps de Lewald : les Prussiens perdirent 4600 tués, 600 prisonniers et 29 canons. Au lieu de poursuivre ses avantages, Apraxine revint sur ses pas et repassa le Niémen : les ambassadeurs de France et d'Autriche crièrent à la trahison, demandèrent sa destitution ; l'examen de ses papiers compromit fortement la grande-duchesse Catherine et le chancelier Bestoujef-Rioumine. Celui-ci fut exilé et remplacé par Voronzof.

En 1758, Fermor envahit de nouveau les États prussiens, prit Kœnigsberg, bombarda Küstrin sur l'Oder. Frédéric II accourut de Silésie, fit sa jonction avec Dohna et se trouva ainsi à la tête de 32 000 hommes en présence de 89 000 Russes, près du village de Zorndorf. Malgré la bravoure stoïque des Moscovites et une première victoire sur l'aile gauche prussienne, leur inexpérience, la faiblesse du commandement, la supériorité de la cavalerie de Zeidlitz amenèrent un désastre. Ils perdirent 20 000 hommes, 100 canons, 30 drapeaux. Mais le but de Frédéric II n'était pas complétement atteint, car ils n'étaient point entamés, et firent une retraite imposante.

En 1759, Soltykof, successeur de Fermor, revint sur l'Oder, battit les Prussiens à Paltzig, près de Züllichau, et fit son entrée à Francfort. Frédéric accourut encore au secours de ses lieutenants et rencontra les Russes auprès de Kunersdorf. Cette fois son armée fut littéralement écrasée sous l'énorme poussée des masses moscovites. Il perdit 8000 morts, 172 canons. Lui-même ne se tira qu'à grand'peine du champ de bataille avec une quarantaine de hussards. D'une armée de 48 000 hommes, il lui restait à peine 3000 hommes. « Cruel malheur, écrivait-il à Finkenstein, je n'y survivrai pas. Les suites de la bataille sont pires que la bataille. Je ne vois plus aucune ressource, et, pour dire la vérité, je considère que tout est perdu. » C'est alors qu'il songea au suicide. Le désastre de Kunersdorf

pesa sur lui pendant toute cette guerre : il ne put désormais que se tenir sur la défensive sans oser descendre en plaine.

Les coalisés n'étaient pas moins épuisés que lui : seule, Elisabeth ne voulait pas entendre parler de paix, avant d'avoir *réduit les forces* de Frédéric et assuré l'annexion de la Prusse orientale. En 1760 les Russes entrèrent dans Berlin après une courte résistance, pillèrent les caisses de l'Etat et les arsenaux, détruisirent les fabriques d'armes et de poudre. L'année suivante ils conquirent la Poméranie et Roumantsof prit Kolberg. Frédéric II était perdu si cette terrible guerre avait continué : la mort subite d'Élisabeth le sauva. Toutefois il était bien affaibli ; l'impératrice laissait la Prusse moins dangereuse et menaçante qu'elle ne l'avait trouvée.

### Réformes sous Élisabeth. Influence française.

Le règne d'Élisabeth fut marqué par une recrudescence de zèle orthodoxe. Malgré ses mœurs dissolues, elle subissait l'influence des prêtres, sans renoncer pour cela aux vieilles superstitions. En 1742, le saint-synode ordonna la suppression des églises arméniennes dans les deux capitales. On projeta de supprimer les églises dissidentes situées sur la Perspective Nevski. Dans le pays tatar, on ferma une partie des mosquées avec défense d'en rebâtir de nouvelles. Le zèle intolérant des évêques et des missionnaires poussèrent à la révolte les tribus païennes ou musulmanes des Mordves, des Tchérémisses, des Tchouvaches et des Méchtchéraks. Les Juifs furent chassés de l'empire comme « les ennemis du Christ, notre sauveur, et comme faisant beaucoup de mal à nos sujets ». Sur l'observation du sénat qu'elle ruinait ainsi le commerce de l'empire, Élisabeth répondit : « Des ennemis du Christ je ne désire aucun gain. » Le fanatisme des raskolniks s'exalta au contact du fanatisme officiel : 53 hommes se brûlèrent d'un seul coup auprès d'Oustiougue et 172 près de Tomsk en Sibérie.

En revanche on s'efforça de corriger les mœurs et d'ac-

croître l'instruction du clergé. On enjoignit aux monastères d'envoyer des élèves à l'académie ecclésiastique de Moscou, qui se plaignait de n'en avoir que cinq en tout; on réprima par les verges et par les chaînes l'ivrognerie ou l'esprit de rébellion des moines; on interdit la *foire aux prêtres* et l'on punit des verges les popes qui viendraient se louer en public. On renouvela les ordonnances de Pierre I^er^ contre les personnes qui se promèneraient et causeraient dans les églises. On confisqua les tabatières de ceux qui oseraient y prendre du tabac. Des inspecteurs nommés par les évêques enjoignirent aux paysans de nettoyer leurs saintes images, dont la saleté scandalisait les étrangers. Des catéchismes furent distribués dans les diocèses et l'on mit en vente une nouvelle édition corrigée de la Bible. Les études théologiques, quand elles n'étaient pas négligées absolument, étaient encore bien puériles. A l'académie ecclésiastique de Moscou, on discutait pour savoir si les anges pensent par analyse ou par synthèse, et quelle est la nature de la lumière de gloire dans la vie future.

Le sénat fut rétabli dans les attributions que lui avait données Pierre le Grand, et dont l'avaient dépouillé le *Haut Conseil* de Catherine I^re^ ou le *Cabinet* d'Anna Ivanovna. L'industrie fut encouragée; on distribua des *tchins* ou grades d'assesseurs, de secrétaires de collége, de conseillers d'État à des fabricants de draps, de toiles, de soieries et de cotonnades. En 1753, on supprima les douanes intérieures et beaucoup de droits de péage sur les routes. On fonda des banques agricoles où l'on prêtait aux propriétaires à 6 pour 100, tandis que les particuliers élevaient le taux de l'usure jusqu'à 15 ou 20 pour 100. On envoya des fils de marchands étudier en Hollande le commerce et la comptabilité. De nouvelles mines furent exploitées; le commerce avec l'extrême Orient prit un grand développement. La Sibérie commença à se peupler; on travailla à coloniser la Russie méridionale, garantie maintenant des incursions tatares; de réfugiés slaves des provinces turques et autrichiennes; on fonda, entre le Boug et le Dniéper, dans le territoire acquis par Anna Ivanovna, la co-

lonie agricole et militaire de Nouvelle-Serbie qui fournissait quatre régiments de cavalerie légère.

La législation fut adoucie. Élisabeth s'était promis d'abolir la peine de mort, mais le knout de ses bourreaux tuait tout aussi bien que la hache; ceux qui survivaient à la flagellation étaient envoyés, le nez ou les oreilles coupés, aux travaux de la couronne. L'emploi de la torture fut restreint aux cas les plus graves. Si le code civil n'avançait pas, un code de procédure et un code d'instruction criminelle furent achevés. La police avait fort à faire pour maintenir un peu d'ordre dans cette rude société; Moscou et Pétersbourg ressemblaient à des bois mal famés; les voleurs n'avaient rien perdu de leur audace; l'un d'eux, Vanka Kaïne, le Cartouche russe, est devenu le héros de tout un cycle de chansons. Il fallut des oukazes pour défendre de nourrir des ours dans les deux capitales et de les laisser rôder la nuit dans les villes de province. Les bains publics communs aux hommes et aux femmes furent interdits dans les grandes villes. Le gouvernement restait impuissant contre le brigandage des grandes routes : des pirates capturaient les navires sur le Volga, des bandes armées livraient bataille aux troupes régulières.

Le vrai ministre de la littérature et des beaux-arts sous Élisabeth, ce fut son jeune favori, le comte Ivan Schouvalof. Il fonda, au centre même de l'empire, l'université de Moscou, dont les humbles débuts excitent le dédain des historiens allemands, mais dont Nicolas Tourguénief a pu dire que « jamais, dans n'importe quel pays, aucun établissement n'a été comparativement plus utile et plus fécond en résultats bienfaisants : aujourd'hui même encore (en 1844) il est rare qu'un homme qui écrit sa langue correctement, qu'un fonctionnaire honnête et éclairé, qu'un magistrat probe et ferme ne soit pas sorti de l'université de Moscou. » Schouvalof voulut que tout étudiant, quelle que fût son origine, portât l'épée et eût le dixième rang du *tchin;* tout docteur avait le huitième. Dix professeurs étaient répartis entre les trois facultés de jurisprudence, médecine et philosophie. Il projetait de créer deux autres

universités à Saint-Pétersbourg et à Batourine, des gymnases et des écoles dans tous les gouvernements; il établit des écoles sur les confins militaires du midi, une à Orenbourg pour les enfants des exilés. Il envoya des jeunes gens achever leurs études de médecine à l'étranger. Il fut le créateur de l'Académie des beaux-arts de Saint-Pétersbourg où il appela des maîtres français : le peintre Lorrain, le sculpteur Gillet, l'architecte Valois, plus tard Dévely et Lagrenée.

Saint-Pétersbourg, qui n'avait encore que 74 000 habitants, prenait figure de capitale. L'Italien Rastrelli bâtissait le Palais d'Hiver, le monastère de Smolna, qui devint sous Catherine II un institut pour les filles de la noblesse, le palais de l'Académie des sciences et traçait le plan de Tsarskoé-Sélo, le Versailles russe.

Sous la présidence de Cyrille Razoumovski, fils d'un ancien favori d'Élisabeth, l'Académie des sciences, fondée par Pierre le Grand et Catherine Ire, commençait à faire parler d'elle : malgré les luttes interminables de ses professeurs russes, excités par Lomonossof, contre les professeurs allemands, elle publiait des livres et des traductions.

Les académiciens Bauer et Miller s'attaquaient aux origines de la Russie. Tatichtchef, ancien gouverneur d'Astrakhan, écrivait la première histoire de la monarchie. Lomonossof, professeur de physique, se faisait le Vaugelas et le Malherbe de son pays. Fils d'un pêcheur des environs d'Arkhangel, il avait la taille colossale des anciens *bogatyrs* et certains vices du peuple ; envoyé à l'étranger pour compléter ses études, il y avait eu cent aventures : marié à la fille d'un tailleur de Magdebourg, raccolé pour le roi de Prusse, emprisonné. En Russie même, son ivrognerie et sa turbulence lui auraient attiré de fâcheuses affaires sans l'intervention de ses protecteurs. Il publia une *grammaire*, une *rhétorique* et une *poétique*, travailla à dégager la langue russe moderne du slavon d'église ; ses *[illegible]égyriques* de Pierre Ier et d'Élisabeth, mais surtout ses *odes* sont les chefs-d'œuvre de l'époque. Il fut aussi un des grands physiciens du siècle ; dans une expérience

sur l'électricité atmosphérique il manqua d'être tué par la foudre. Soumarokof commençait à écrire des drames, des comédies, des satires et éditait la première revue russe, *l'Abeille laborieuse*. Le prince Kantémir, fils de l'hospodar de Moldavie, ambassadeur à Paris et à Londres, publiait des épîtres et des satires. Trédiakovski, auteur de la tragédie de *Déidamie* et d'une médiocre épopée, imitée de Fénelon, la *Télémakhide*, est surtout connu comme un réformateur de la langue et comme un infatigable traducteur : il traduisit toute l'*Histoire ancienne* de Rollin, *l'Art poétique* de Boileau, des *libretti* d'opéras italiens, des ouvrages de science et de politique. Sa biographie prouverait combien un poëte, qui n'était que poëte, était alors peu considéré : Anna Ivanovna l'avait employé à rimer des couplets pour ses mascarades et nous avons vu le brutal traitement que lui infligea Volynski.

Élisabeth, comme Anna Ivanovna, aimait le théâtre. La troupe italienne de Locatelli lui jouait des ballets et des opéras-bouffes. Sérigny, directeur d'un théâtre français, touchait 25 000 roubles par an : l'impératrice lui recrutait de gré ou de force des spectateurs, envoyant des estafettes chercher les retardataires, imposant une amende de 50 roubles aux récalcitrants. Le théâtre russe commence : Soumarokof amène ses acteurs, qui sont les élèves du corps des cadets, dans les appartements de l'impératrice. A Iaroslavl, le fils d'un marchand, Volkof, protégé par le voïévode Moussine-Pouchkine, est tout à la fois auteur, acteur, directeur, décorateur, machiniste d'une troupe russe que l'impératrice appelle à Saint-Pétersbourg; Soumarokof en devient le directeur et écrit pour elle vingt-six pièces, parmi lesquelles *Khorev*, *Sinéous et Trouvor*, *Dmitri l'imposteur*, des traductions de Shakespeare et de pièces françaises.

Le trait caractéristique de l'époque d'Élisabeth, c'est l'établissement de relations directes avec la France, qui était depuis le dix-septième siècle le représentant le plus élevé de la civilisation européenne ; jusqu'alors on n'avait connu notre civilisation que par des intermédiaires. On

avait été Hollandais sous Pierre Ier, Allemands sous Anna Ivanovna. Les Russes s'étaient faits les élèves de ceux qui n'etaient que les élèves des Français. Maintenant les barrières s'abaissent : à l'Académie des sciences, on a des savants français; à l'Académie des beaux-arts, des artistes français; on court aux représentations françaises de Sérigny, et ce sont encore des traductions de chefs-d'œuvre français que Soumarokof fait jouer sur la scène russe ; on traduit les ouvrages de Vauban sur les fortifications, de Saint-Remy sur l'artillerie; on apprend à connaître Corneille, Racine et Molière. Le favori Ivan Schouvalof fait venir ses meubles de France, s'habille à Paris, aime tout ce qui est français et fait partager ses goûts à Élisabeth, l'ancienne fiancée de Louis XV. La Chétardie, l'Hopital mettent à la mode les manières de Versailles. Les Russes s'aperçoivent qu'ils ont bien plus d'affinité de caractère et d'esprit avec nous qu'avec les Allemands. Trédiakovski, Cyrille Razoumovski, le futur président de l'Académie, vont se perfectionner à Paris ; les étudiants russes y sont assez nombreux déjà pour qu'on y élève une chapelle orthodoxe, sous la protection de leur ambassadeur. Un Voronzof entre au service de Louis XV et monte la garde en uniforme de chevau-léger dans les galeries de Versailles. L'ambassadeur Kantémir est un ami de Montesquieu. Une génération toute française d'idées et de culture grandit à la cour d'Élisabeth : Catherine II, la princesse Dachkof, les Voronzof, écriront aussi facilement en notre langue que dans la langue maternelle. En 1746, de l'Isle fera part à l'Académie des sciences du désir exprimé par Voltaire d'en devenir membre correspondant ; l'année suivante, par d'Allion et Cyrille Razoumovski, Voltaire entrera en relations avec Schouvalof, et, d'après les documents fournis par lui, s'inspirant de ses conseils et de ses critiques, entreprendra son *Histoire de Russie sous Pierre le Grand*.

Élisabeth, à l'intérieur, a donc continué les traditions du grand empereur; elle a développé la prospérité matérielle du pays, réformé la législation, créé des centres nouveaux de population ; elle a donné une impulsion éner-

gique aux sciences et à la littérature nationale ; elle a préparé le rapprochement entre la France et la Russie émancipée des Allemands ; à l'extérieur, elle a brisé l'essor menaçant de la Prusse, vaincu et désespéré le premier capitaine du siècle, conclu la première alliance franco-russe contre la monarchie toute militaire des Hohenzollern. Mieux appréciée à la lumière des nouveaux documents, elle tiendra dans l'histoire une place honorable, même entre Pierre le Grand et Catherine II.

---

# CHAPITRE XXIX.

## PIERRE III ET LA RÉVOLUTION DE 1762.

Gouvernement de Pierre III, alliance avec Frédéric II. Révolution de 1762. Catherine II.

### Gouvernement de Pierre III, alliance avec Frédéric II.

Le successeur d'Élisabeth fut son neveu, le petit-fils de Pierre le Grand, fils d'Anna Pétrovna et de Charles-Frédéric, duc de Holstein-Gottorp. Il avait alors trente-quatre ans. On redoutait son avénement, parce qu'il affectait de se considérer comme un étranger en Russie et d'agir plus en duc de Holstein qu'en héritier du trône impérial. Sans éducation, sans instruction, il avait passé sa jeunesse dans de puérils amusements ; il semblait n'avoir de goût que pour les minuties de caserne, s'occupait à exercer son bataillon de Holsteinois qu'on appelait ses *souffre-douleurs*, se montrait l'admirateur fanatique de Frédéric II et de la tactique prussienne. Sa tante le soupçonnait de livrer à ce prince le secret des délibérations et s'était crue obligée de l'exclure de la *conférence* où se traitaient les affaires de la guerre et du gouvernement.

Les premières mesures de Pierre III causèrent cependant une surprise agréable. En février 1762, il publia un manifeste qui affranchissait la noblesse de l'obligation rigoureuse et absolue que Pierre le Grand lui avait faite de se consacrer au service de l'État. Il rappelait que cette loi de son grand aïeul avait produit de salutaires effets, forcé les nobles à s'instruire et à s'intéresser au bien public, fait naître une génération éclairée, donné à l'Etat d'habiles généraux et des administrateurs distingués ; mais, maintenant que l'amour du souverain et le zèle pour le service s'étaient partout répandus, il ne croyait plus nécessaire de maintenir cette loi de contrainte. Les nobles russes, pénétrés de reconnaissance, parlèrent de lui élever une statue d'or ; Pierre III répondit que les plus beaux monuments étaient ceux que le prince possédait dans la mémoire de ses peuples. Une autre réforme fut l'abolition de la chancellerie secrète, « un tribunal abominable, écrit l'ambassadeur anglais, aussi mauvais sous tous les rapports et, à quelques égards, pire que l'inquisition d'Espagne. » Pierre III protégea les raskolniks : ils avaient été si cruellement persécutés sous le règne précédent que leur nombre était tombé de quarante mille à cinq mille rien que dans le gouvernement de Nijni-Novgorod, et que des milliers de ces malheureux avaient fui dans les déserts ou émigré dans les pays voisins : il ordonna de les rassurer et de les rappeler en Russie, leur faisant offrir des terres en Sibérie, car, disait l'oukaze, « on tolère dans l'empire même les mahométans et les idolâtres ; or, les raskolniks sont des chrétiens. » Il reprit le projet de son aïeul pour la réunion au domaine des biens des couvents, dont les moines devaient subsister désormais de pensions que leur ferait l'Etat. Il songea même aux paysans, sur lesquels pesait si durement l'Etat moderne fondé par Pierre le Grand, proclama une amnistie en faveur de ceux qui, égarés par de fausses nouvelles, avaient cru pouvoir se soulever contre leurs maîtres. La plupart de ses rescrits lui furent inspirés par son secrétaire d'Etat Volkof. On vit revenir d'exil les disgraciés du règne précédent, les Meng-

den, Mme Lapoukhine, le vieux maréchal Münich et son fils, Lestocq, le duc de Courlande et tous les Biren.

Malheureusement la conduite personnelle de l'empereur compromettait ce qu'il y avait de sage dans ses lois. Non-seulement il dépouillait le clergé, mais il ne cachait pas son mépris pour la religion nationale qu'il avait dû embrasser en abjurant le luthéranisme; le peuple avait été scandalisé de son attitude dans la chambre funéraire où était exposé le corps de sa tante : « On le voyait, dit la princesse Dachkof, chuchoter et sourire avec les dames de service, tourner les prêtres en ridicule, chercher querelle aux officiers, aux sentinelles même sur le pli de leur cravate, sur la grandeur de leurs boucles et la coupe de leur uniforme. » L'armée s'irritait des réformes qu'il introduisait dans l'habillement et les exercices afin de l'assimiler à l'armée prussienne ; les régiments des gardes étaient jaloux de la faveur accordée aux bataillons de Holstein qu'il voulait porter à dix-huit mille hommes et qu'il proposait comme modèles à toutes les troupes nationales. La suppression de la *compagnie du corps* qu'Elisabeth avait formée des grenadiers de 1741 semblait annoncer aux régiments Préobrajenski, Séménovski, Ismaïlovski, le sort qui les attendait ; déjà l'empereur avait dit que « les gardes sont dangereuses et qu'elles tiennent le palais assiégé. »

La cour était mécontente des innovations ridicules qu'il introduisait dans l'étiquette, obligeant les dames à faire la révérence à l'allemande. Il semblait avoir pris le contre-pied de tous les goûts de sa tante : un de ses premiers soins avait été de renvoyer de la cour la troupe française de comédie. Les mœurs de la haute société avaient déjà pris assez de raffinement pour que les penchants grossiers de Pierre III inspirassent le dégoût : « La vie que l'empereur mène, écrivait l'ambassadeur français de Breteuil, est la plus honteuse; il passe les soirées à fumer, à boire de la bière et ne cesse ces deux exercices qu'à cinq ou six heures du matin et presque toujours ivre mort.... Il a redoublé d'égards pour Mlle Voronzof; il faut avouer que c'est un goût bizarre; elle est sans esprit : quant à la fi-

gure, c'est tout ce qu'on voit de pis ; elle ressemble en tout point à une servante d'auberge de mauvais aloi. »

La politique extérieure de Pierre III devait aggraver le dissentiment entre lui et ses sujets. Frédéric II était presque réduit à l'impuissance depuis la bataille de Kunersdorf : les lenteurs de Boutourline dans la campagne de 1761 lui avait procuré un peu de répit ; pourtant il se sentait perdu si la guerre russe se prolongeait. On peut imaginer avec quelle joie et quelle espérance il salua l'avénement de Pierre III. Il adressa ses félicitations au nouvel empereur par l'ambassadeur anglais en Russie : les relations furent bien vite renouées entre le grand roi et son admirateur. Tchernichef reçut l'ordre de se séparer des Autrichiens en Silésie et le roi de Prusse envoya Goltz faire au tsar des propositions de paix. Frédéric II avait autorisé son mandataire à céder même la Prusse orientale si Pierre III l'exigeait, se réservant seulement une indemnité. Goltz, en arrivant, trouva un prince qui ne jurait que par Frédéric II, avait son portrait monté en bague, rappelait ce qu'il avait souffert pour lui sous le règne d'Élisabeth, lorsqu'on l'éloigna de la *conférence*. Il n'était plus question d'annexer la Prusse orientale comme l'avait souhaité la défunte tsarine : Pierre III rendait à son « vieil ami » toutes les conquêtes russes, formait avec lui une alliance offensive et défensive ; les deux princes s'assuraient réciproquement un secours de douze mille hommes d'infanterie et huit mille chevaux ; les Russes, qui combattaient naguère les Prussiens, se joignaient à eux contre l'Autriche. Frédéric II garantissait à l'empereur ses États de Holstein, assurait le duché de Courlande à son oncle de Holstein, promettait de s'entendre avec lui pour les affaires de Pologne. Jamais on n'avait vu un changement aussi brusque dans la politique étrangère d'un État : les ambassadeurs de France et d'Autriche, Breteuil et Mercy-d'Argenteau, se trouvèrent du coup en disgrâce ; celui de Frédéric II n'était pas seulement un favori, il était comme le premier ministre de l'empereur de Russie, signalant les suspects, faisant éloigner ses ennemis, accusant Voron-

zof et les Schouvalof de sympathies françaises. Le traité conclu, Pierre III, dans un grand dîner, porta la santé du roi de Prusse au bruit du canon de la forteresse. Il redoublait d'extravagances pour témoigner son admiration pour le grand homme, au point d'inquiéter Goltz lui-même : « Buvons à la santé du roi notre maître ! criait-il dans une de ses orgies ; il m'a fait la grâce de me confier un régiment à son service ; j'espère qu'il ne me donnera pas mon congé ; vous pouvez l'assurer que, s'il l'ordonne, j'irai faire la guerre à l'enfer avec tout mon empire. »

### Révolution de 1762. Catherine II.

Les Russes auraient vu avec plaisir la fin d'une guerre onéreuse, tout en regrettant l'abandon des conquêtes d'Élisabeth ; mais une guerre nouvelle succédait à celle-là ; l'empire allait s'épuiser à combattre ses alliés de la veille et à guerroyer contre le Danemark pour les prétentions de la maison de Holstein. Ils s'attendrissaient sur les mauvais traitements qu'essuyait l'impératrice Catherine, dont l'intelligence, les grandes démonstrations de piété orthodoxe contrastaient avec l'incapacité et les extravagances de son mari. Pierre III, projetait de divorcer avec elle pour épouser Elisabeth Voronzof : on disait qu'il voulait déshériter son fils Paul au profit d'Ivan VI ; une fois déjà il avait donné l'ordre, qui ne fut pas exécuté, d'arrêter sa femme et de l'enfermer dans un couvent.

Sophie d'Anhalt, devenue l'impératrice Catherine, n'était pas femme à pardonner ces menaces, ni à en attendre l'effet. Comme le remarquait Breteuil : « tout cela, joint aux humiliations journalières, doit fermenter dans une tête comme la sienne et n'a besoin que d'une occasion pour éclater. » Elle patientait et agissait.

Il existe de nombreux récits contemporains sur la révolution de juin 1762 ; on connaît surtout ceux de Rulhière, de la princesse Dachkof dans ses mémoires, de Keith et de Breteuil dans leurs dépêches, de Catherine II elle-même dans sa lettre à Poniatovski. L'ordre donné aux gardes de

se préparer à partir pour Holstein hâta la révolution de 1762 comme un ordre semblable avait hâté la révolution de 1741. Pierre III ne se doutait même pas du danger : il ne voyait pas dans le sénat, dans la cour, dans l'armée, se multiplier et se grouper dans l'ombre les conspirateurs. Le nombre en était grand et les buts qu'ils se proposaient souvent différents : les uns voulaient proclamer Paul Ier sous la tutelle de sa mère, d'autres entendaient couronner Catherine elle-même. Le groupe qui avait alors toute la confiance de l'impératrice se composait de jeunes officiers : Grégori Orlof, alors son amant, Alexis Orlof et trois autres Orlof, Bariatinski et Passek. Les Orlof avaient tout le secret de l'affaire et le cachaient avec soin à d'autres conjurés qu'on regardait comme peu discrets, la princesse Dachkof, par exemple. Mise en éveil par l'arrestation de Passek, Catherine résolut d'agir : Pierre III était alors à Oranienbaum avec ses Holsteinois, Catherine à Péterhof, sur le chemin d'Oranienbaum à Saint-Pétersbourg. Elle quitta brusquement sa résidence, accompagnée d'Alexis et Grégori Orlof et de deux domestiques. A son arrivée dans la capitale les trois régiments des gardes à pied s'insurgèrent et lui prêtèrent serment entre les mains de leurs prêtres : l'oncle de Pierre III, Georges de Holstein, fut arrêté par son propre régiment, celui des gardes à cheval. De Notre-Dame de Kazan, Catherine se rendit au Palais d'Hiver, d'où l'on envoya l'amiral Talysine s'assurer de la forteresse de Cronstadt et où l'on rédigea des proclamations au peuple et à l'armée. Puis, à la tête de près de 20 000 hommes, avec de l'artillerie, elle marcha sur Oranienbaum.

Pierre III, tiré subitement de sa quiétude, s'embarqua pour Cronstadt afin de se mettre à la tête de la garnison : « Je suis l'empereur ! » cria-t-il à Talysine. « Il n'y a plus d'empereur ! » répondit l'amiral, et, sous la menace de l'artillerie de la forteresse, Pierre dut revenir à sa résidence. Là, malgré les conseils belliqueux du vieux Münich et l'appui de ses 1500 Holsteinois, il abdiqua docilement, suivant l'expression de Frédéric II, « comme un enfant

qu'on envoie se coucher. » Il se rendit auprès de sa femme avec sa maîtresse et ses plus intimes confidents : « Après quoi, raconte l'impératrice, j'envoyai, sous le commandement d'Alexis Orlof, suivi de quatre officiers *choisis* et d'un détachement d'hommes *doux et raisonnables*, l'empereur déposé, à vingt-sept verstes de Péterhof, dans un endroit nommé Ropcha, *très-écarté*, mais très-agréable. » C'est là qu'il mourut quatre jours après, d'une « colique hémorrhoïdale, » assure sa femme, compliquée d'un « transport au cerveau. » Neuf ans après, un diplomate français parlait des remords que l'acte final de cette tragédie domestique inspirait à l'un des principaux acteurs, Alexis Orlof : « Il était bien triste, disait celui-ci, pour un homme qui avait tant d'humanité, d'avoir été contraint de faire ce qu'on avait exigé de lui. »

Catherine II régnait, et un autre diplomate français, Bérenger, écrivait le 23 juillet 1762 : « Quel tableau pour la nation elle-même, jugeant de sang-froid! d'un côté, le petit-fils de Pierre I^er^ détrôné et mis à mort; de l'autre, l'arrière-petit-fils d'Ivan V languissant dans les fers, tandis qu'une princesse d'Anhalt usurpe la couronne de leurs ancêtres en préludant au trône par un régicide. » Le malheureux Ivan VI, amené par Pierre III dans la capitale, fut de nouveau enfermé à Schlüsselbourg. Il avait perdu la raison : ce n'était plus qu'un nom, mais un nom dangereux.

Les révolutions ont presque toujours une queue : la fréquence de ces coups de main militaires encourageait les téméraires; deux ans après l'avénement de Catherine, Mirovitch, lieutenant aux gardes, conçut le projet de délivrer Ivan VI; les gardiens de celui-ci, ne voyant d'autre moyen d'empêcher une évasion, le firent périr au moment où Mirovitch allait pénétrer dans sa chambre : le conspirateur ne trouva qu'un cadavre. Lui-même fut arrêté et condamné à mort : le jour de l'exécution, le peuple, qui pendant les vingt ans du règne d'Elisabeth n'avait pas vu de décapitation, poussa un tel cri et éprouva une telle émotion lorsque le bourreau lui présenta la tête de Mirovitch que le pont sur la Néva, surchargé de foule, manqua

de s'abîmer et que les balustrades croulèrent. Catherine n'avait plus de rival pour le trône de Russie, que son propre fils.

« Je sais, écrira plus tard Voltaire en parlant de Catherine II, je sais qu'on lui reproche quelques bagatelles au sujet de son mari ; mais ce sont des affaires de famille dont je ne me mèle point ; et d'ailleurs il n'est pas mal qu'on ait une faute à réparer: cela engage à faire de grands efforts pour forcer le public à l'estime et à l'admiration. » Nous allons voir par quels efforts Catherine II força les Russes à l'oubli des moyens qui lui avaient assuré le trône.

---

# CHAPITRE XXX.

## CATHERINE II. — PREMIÈRES ANNÉES (1762-1780).

Fin de la guerre de Sept ans. Intervention en Pologne. — Première guerre de Turquie. Premier partage de la Pologne (1772). Révolution suédoise de 1772. — Peste de Moscou. Pougatchef.

### Fin de la guerre de Sept ans. Intervention en Pologne.

Dans le premier moment qui suivit son triomphe, Catherine II avait publié un manifeste où Frédéric II était traité de « perturbateur de la paix publique » et « d'ennemi perfide de la Russie ». Elle revint bientôt à d'autres sentiments. Cette princesse, qui avait puni Pierre III de son alliance avec la Prusse et de ses projets contre les biens d'église, était précisément destinée à réaliser, au dedans comme au dehors, les plans de son mari. Tchernichef avait reçu l'ordre de se séparer des Prussiens, comme il l'avait reçu naguère de se séparer des Autrichiens. Fré-

déric II obtint cependant que le général russe retardât de trois jours son départ et consentît à occuper, l'arme au pied, une position qui couvrait l'armée prussienne. Frédéric en profita pour remporter sur Daun la victoire de Burkersdorf et Leutmannsdorf. La Russie, en se retirant définitivement de la guerre de Sept ans, hâta la conclusion de la paix. Pendant toute la première partie de son règne, la politique de Catherine II consista en ce qu'on appelait le *système du nord*, c'est-à dire en une alliance étroite avec la Prusse, l'Angleterre et le Danemark contre les deux grandes puissances du midi, la maison de Bourbon et la maison d'Autriche. La lutte diplomatique avec la France surtout fut très-vive dans les cours secondaires, c'est-à-dire à Varsovie, à Stockholm et à Constantinople.

Le duché de Courlande, dépendance légale de la couronne polonaise, mais devenue en réalité une annexe de l'empire russe, se trouvait alors sans souverain : Anna Léopoldovna avait exilé le duc Biren ; Pierre III avait destiné la couronne à Georges de Holstein ; Auguste III de Pologne la convoitait pour son fils Charles de Saxe ; Catherine mit fin aux compétitions en rétablissant le duc Biren : c'était une réunion déguisée de la Courlande à l'empire.

Une éventualité plus grave attira bientôt toute son attention : la mort prochaine du roi de Pologne et l'ouverture imminente de sa succession. Deux partis se disputaient alors le pouvoir à Varsovie : le parti de la cour avec le ministre Brühl et son gendre Mnichek, le parti qui s'appuyait sur la Russie et dont les chefs étaient les Czartoryski. Les premiers voulaient assurer la succession au prince de Saxe, et c'était aussi le vœu de la France et de l'Autriche ; les seconds entendaient élire un *piast*, un noble indigène de leur parti, et ils songeaient à un neveu des Czartoryski, Stanislas Poniatovski. Ainsi la France qui, en 1733, avait fait la guerre pour un *piast* contre le candidat saxon, soutenait cette fois le candidat saxon contre Poniatovski : c'est que les circonstances avaient changé et que la royauté polonaise, chaque jour plus faible, ne pouvait se

soutenir que par les forces d'un État allemand, la Saxe. Or précisément, Frédéric II redoutait un accroissement de force pour la Saxe tout autant que pour la Pologne; la Saxe était la vieille rivale de la Prusse dans l'Empire comme la Pologne dans les régions de la Vistule. La Russie, de son côté, qui avait combattu dans Stanislas Leszczinski un beau-père de Louis XV, combattait maintenant dans le Saxon un client de la France et de l'Autriche. De plus, elle ne voulait pas d'un noble polonais qui fût trop puissant : elle entendait écarter les Czartoryski. La candidature de Stanislas Poniatovski, gentilhomme sans puissance personnelle, satisfaisait donc à la fois les désirs de Frédéric II, les intérêts de l'empire russe et les sentiments de Catherine II, heureuse de couronner un de ses premiers amants. Auguste III mort, les diètes de convocation et d'élection agitèrent violemment le pays : les deux partis se disputèrent avec acharnement le pouvoir; les Czartoryski appelèrent les armées russes pour chasser leurs ennemis; sous la protection des baïonnettes étrangères, Poniatovski inaugura ce règne fatal, sous lequel la Pologne fut démembrée trois fois et rayée de la liste des nations.

Trois causes principales devaient amener la ruine de l'antique république royale. 1° Le mouvement national de la Russie qui tendait à se compléter du côté de l'ouest et à *recouvrer*, suivant l'expression de ses historiens, les provinces qui avaient fait partie autrefois du domaine de saint Vladimir : c'est-à-dire la Russie Blanche, la Russie Noire et la Petite-Russie. La question nationale se compliquait de cette même question confessionnelle qui avait déjà amené, sous Alexis Mikhaïlovitch, un premier démembrement de l'État polonais. Les plaintes contre les agissements des *uniates* se multipliaient en Lithuanie : souvent la Russie avait essayé d'intervenir diplomatiquement. En 1718 et en 1720, Pierre le Grand avait écrit à Auguste II pour dénoncer les mauvais traitements essuyés par ses coreligionnaires : Auguste avait publié un édit qui assurait le libre exercice de la religion orthodoxe, mais qui resta sans exécution, car la royauté n'était pas assez forte pour contenir

le zèle du clergé et des jésuites, réprimer les abus de pouvoir de ses officiers et protéger les paysans du rit grec contre leurs seigneurs. En 1723, Pierre s'était adressé au pape pour réclamer son intervention, menaçant d'user de représailles contre l'Eglise romaine dans ses Etats. Le pape déclina la proposition de Pierre et les vexations continuèrent.

2° La seconde cause de la ruine de la Pologne fut l'âpre convoitise de la Prusse. La Pologne possédait la Prusse occidentale, c'est-à-dire la basse Vistule avec Thorn et Dantzig; elle séparait la Prusse orientale du reste de la monarchie brandebourgeoise; elle faisait de celle-ci un Etat mal construit dont les deux parties ne pouvaient se relier; elle occupait des pays où la colonisation allemande, dans les villes surtout, avait pris un grand développement. De plus, le gouvernement de Varsovie était assez déraisonnable pour tracasser les dissidents protestants au même titre que les dissidents orthodoxes.

3° La Pologne ne pouvait échapper à l'esprit de réforme qui était celui du dix-huitième siècle : Poniatovski et les plus éclairés des Polonais apercevaient bien le contraste qui éclatait entre l'anarchie nationale et l'ordre qui s'établissait dans les États voisins. Tandis que la Prusse, la Russie, l'Autriche essayaient de constituer chez elles l'État moderne, de fortifier le pouvoir central sur les ruines des pouvoirs du moyen âge, de réaliser les réformes préconisées par les philosophes et les physiocrates français, la Pologne avait jusqu'alors suivi la marche opposée, dépouillant à chaque nouvel avénement la royauté, affaiblissant d'autant la force nationale, s'obstinant dans les traditions de l'âge féodal. La Pologne restait un État du onzième siècle au milieu des monarchies européennes qui atteignaient sur toutes ses frontières à leur maximum de puissance. Elle leur avait laissé prendre sur elle une telle avance que l'effort même pour se réformer hâta sa dissolution.

Au point de vue social, elle était une nation de serfs agricoles à laquelle était superposée une nombreuse petite noblesse, assujettie elle-même par quelques grandes familles, contre lesquelles la royauté restait absolument im-

puissante; elle n'avait pas de tiers-état, à moins qu'on ne donne ce nom à quelques milliers de bourgeois catholiques et à un million de juifs qui n'avaient aucun intérêt à maintenir un état de choses qui les condamnait à un opprobre éternel. Au point de vue économique, elle avait une agriculture toute primitive exploitée par un peuple serf, peu de commerce, pas d'industrie, pas de finances publiques. Au point de vue politique, le pays légal se composait exclusivement des gentilshommes; la rivalité des grandes familles, l'anarchie des diètes, la faiblesse du pouvoir royal, les *pacta conventa*, le *liberum veto*, les *confédérations* ou *diètes sous le bouclier*, l'habitude invétérée d'invoquer l'intervention des étrangers ou de leur vendre les suffrages, avaient anéanti en Pologne l'idée même de la loi et l'idée même de l'Etat. Au point de vue militaire, la Pologne en était aux milices indisciplinées de l'âge féodal, n'avait que sa cavalerie noble, point d'infanterie, peu d'artillerie et presque pas de forteresses sur des frontières ouvertes de toutes parts. Maurice de Saxe affirmait, dans ses *Rêveries*, qu'il suffisait de quarante-huit mille hommes pour conquérir la Pologne. Que pouvait-elle faire, divisée contre elle-même, corrompue de longue main par l'or de ses ennemis, entre les trois puissantes monarchies qui l'enserraient, qui ne croyaient déjà plus violer ses frontières en occupant son territoire, et dont les ambassadeurs étaient plus puissants que le roi dans ses diètes?

Catherine et Frédéric s'étaient entendus sur deux points essentiels : revendiquer les droits des dissidents et empêcher toute réforme de la constitution anarchique qui leur livrait la Pologne. En affectant de prendre en main la cause de la tolérance, ils firent oublier à l'opinion européenne qu'ils en voulaient à l'indépendance et à l'intégrité du pays. Le bruyant fanatisme des Polonais les aida à cacher leur jeu.

En 1765, Koninski, évêque orthodoxe de la Russie Blanche, présenta au roi de Pologne un mémoire où il rappelait toutes les vexations auxquelles la religion grecque était en proie dans le royaume : deux cents églises enlevées au

culte et livrées aux *uniates*, interdiction de rebâtir ou de réparer celles qui tombaient en ruine, les prêtres maltraités, mis à mort. « Les pères missionnaires, dit le mémoire, se distinguent entre tous par leur zèle; secondés par l'autorité séculière lorsqu'ils sont en mission, ils rassemblent le peuple gréco-russe de tous les villages environnants, comme on ferait d'un troupeau de moutons, le retiennent des six semaines entières, les forcent à se confesser à eux et, pour intimider ceux qui résistent, dressent des pals, étalent des verges, des branches épineuses, élèvent des bûchers, séparent les enfants de leurs parents, les femmes de leurs maris, cherchent ensuite à les épouvanter par des miracles imaginaires.... En cas de ferme résistance, on les bat de verges ou avec des branches épineuses, on leur brûle les mains, on les retient en prison des mois entiers. »

La Russie appuya devant la diète polonaise les réclamations des dissidents, Stanislas promit de les soutenir. Il s'agissait d'assurer au peuple le libre exercice de sa religion et aux nobles orthodoxes les droits politiques dont ils avaient été dépouillés sous les législatures précédentes. La diète de 1766 fit à cette proposition une opposition frénétique : le député Gourovski, qui avait essayé de parler en faveur des dissidents, manqua d'être massacré.

Repnine, ambassadeur de Catherine, engagea les dissidents à recourir au moyen légal des confédérations : les orthodoxes se réunirent à Sloutsk, les protestants, sous le patronage de l'ambassadeur prussien, à Thorn ; il y eut même à Radom une confédération de catholiques, d'ennemis des Czartoryski, de ceux qui craignaient une réforme de la constitution et l'abolition du *liberum veto*. La Russie, qui avait garanti avec la Prusse le maintien de cette absurde constitution, les prit également sous sa protection. 80000 Moscovites, sur un signe de Repnine, se préparaient à entrer en Pologne Ce fut sous de tels auspices que s'ouvrit la diète de 1767 : les Polonais semblaient ne pas ressentir l'outrage fait à leur indépendance et ne s'intéresser qu'au maintien du système d'intolérance. Soltyk, évêque

de Cracovie, Zalusski, évêque de Kief, et deux autres nonces se montrèrent les plus ardents contre le projet. Repnine les fit enlever par ses grenadiers et déporter en Russie : les Polonais s'étaient donné tant de torts que l'Europe applaudit à cette violation du droit des gens qui semblait assurer la liberté de conscience. La diète céda et consentit à ce que les nobles dissidents eussent des droits politiques égaux à ceux des catholiques : toutefois la religion romaine restait celle de l'État et le roi devait toujours lui appartenir. En 1768, un traité intervint entre la Pologne et la Russie, en vertu duquel aucune modification ne pourrait être apportée à la constitution sans le consentement de cette dernière puissance. C'était rendre légale l'intervention étrangère et condamner la Pologne à mourir de ses abus. Les troupes russes évacuèrent Varsovie et les confédérés envoyèrent des députés remercier l'impératrice.

Cependant la confédération de Radom, la plus considérable des trois, et qui n'avait pris les armes que pour empêcher les réformes dans la constitution, nullement pour appuyer les réformes en faveur des dissidents, était fort mécontente du résultat. Quand elle fut dissoute, de ses débris naquit la confédération de Bar en Podolie, plus nombreuse encore et qui avait adopté pour programme, non-seulement le maintien du *liberum veto*, mais aussi celui du privilége exclusif des catholiques. En Gallicie et à Lublin deux autres confédérations se formèrent dans le même but. Les insurgés prirent pour devise : *pro religione et libertate;* mais ce mot de *liberté* laissait fort indifférente la masse du peuple qui ne voyait dans la *liberté* polonaise que celle des nobles. Les confédérés de Bar envoyèrent des députés aux cours de Dresde, de Vienne et de Versailles pour les intéresser à leur cause. L'opinion en Occident pouvait difficilement hésiter : de quel côté était vraiment la nation polonaise, le droit, l'avenir? était-ce à Varsovie où étaient le roi, le sénat, tous les hommes qui avaient voulu l'affranchissement des dissidents et qui en secret méditaient la réforme de la constitution et le relèvement de la Pologne? ou bien à Bar, où des nobles turbulents, guidés

par des prêtres fanatiques, s'insurgeaient au nom du *liberum veto* et de l'intolérance religieuse? Voltaire et la plupart des philosophes français se déclarèrent pour le roi Stanislas, mais le ministre de Louis XV, M. de Choiseul, se déclara pour les confédérés. Il ne vit pas qu'en affaiblissant l'autorité du roi polonais il affaiblissait la Pologne elle-même. Le gouvernement polonais, en présence de l'insurrection, se trouva entraîné à commettre une nouvelle faute : l'armée royale ne comptait pas 9000 hommes effectifs; en vertu du traité d'alliance avec la Russie, on demanda l'appui de ses troupes. Les colonnes moscovites reprirent aux confédérés Bar, Berdichef, Cracovie. Aux prédications des prêtres catholiques répondaient celles des moines orthodoxes : Gontaï et Jéliéznak appelèrent aux armes les kosaks de l'Ukraine, les Zaporogues, les *haïdamaks* ou brigands : une guerre sauvage, à la fois nationale, religieuse et sociale, désola les provinces du Dniéper : les seigneurs et les juifs revirent les jours sanglants de Khmelnitski Le massacre d'Ouman, une ville du comte Potoçki, épouvanta l'Ukraine.

Les confédérés, pourchassés par les colonnes russes, avaient obtenu un certain appui de la cour de Vienne : ils avaient établi le conseil de la confédération à Teschen et leur quartier général à Eperies en Hongrie. Ils tenaient encore trois places en Pologne. Choiseul leur fit parvenir de l'argent et leur envoya successivement pour les organiser le chevalier de Taulès, Dumouriez, le baron de Viomesnil. Dans les mémoires de Dumouriez, on voit que les forces de la confédération, éparses sur toute l'étendue de la Pologne, se composaient de 16 ou 17 000 cavaliers, sans infanterie, partagés en cinq ou six bandes qui obéissaient à des chefs indépendants : Zaremba, dans la Grande-Pologne, le kosak Sava, Miaczinski, Walevski et bien d'autres agissaient ordinairement sans concert préalable : Pulavski était l'ennemi déclaré de Potoçki. Dumouriez avec ces troupes indisciplinées fut battu à Landskron (1771); mais Viomesnil, Dussaillans et Choisy, trois officiers français, se rendirent maîtres par surprise du château de Cracovie (1772)

que Souvorof finit par reprendre. Une tentative faite, le 3 novembre 1771, par quelques confédérés pour s'assurer de la personne du roi et qui faillit réussir, car le roi fut blessé et emmené dans la campagne, excita la bruyante et peu sincère indignation des trois cours du Nord, augmenta la répulsion de Voltaire pour les confédérés.

### Première guerre de Turquie (1768-74). Premier partage de la Pologne (1772). Révolution suédoise de 1772.

Choiseul crut que le meilleur moyen de venir en aide aux confédérés, c'était de pousser les Turcs à déclarer la guerre à la Russie : notre ambassadeur à Constantinople, Vergennes, s'y employait activement; malheureusement on s'exagérait en France la puissance de la Turquie, on ignorait à quel point ses forces avaient diminué depuis sa dernière guerre contre l'Autriche. Cette démarche de Choiseul, en liant le sort de notre alliée de la Vistule au succès des armes ottomanes, devait au contraire rendre inévitable le démembrement de la Pologne. La Sublime-Porte, sur la nouvelle d'une violation de sa frontière à Balta, non par les troupes russes, mais par les *haïdamaks* que poursuivaient celles-ci, déclara la guerre à la Russie (oct. 1768). Le baron de Tott avait été envoyé par Vergennes au khan de Crimée, Krim-Guéraï, pour l'amener à seconder les Turcs. Pendant l'hiver les Tatars dévastèrent la Nouvelle-Serbie d'Élisabeth. Catherine, qui avait ses forces occupées en Pologne, ne put opposer qu'une faible armée à l'invasion turco-tatare : « Les Romains, écrivait-elle à ses généraux, ne s'occupaient pas du nombre de leurs ennemis; ils demandaient seulement : Où sont-ils ? » Galitsyne, avec 30000 hommes, fut donc chargé d'arrêter le grand-vizir qui en avait 100000 et qui allait entrer en Podolie pour se joindre aux confédérés polonais; Roumantsof devait occuper l'Ukraine et surveiller les Tatars de Crimée et les Kalmouks. Galitsyne prit l'offensive, battit le grand-vizir sur le Dniester, auprès de Khotin, s'empara de cette ville (1769), occupa la Moldavie et la Valachie, à la grande joie des populations orthodoxes

du Danube. L'année suivante son successeur Roumantsof battit le khan des Tatars, bien qu'il eût 100 000 hommes et et se fût retranché, sur les bords de la Larga, puis remporta sur le grand-vizir en personne la victoire du Kagoul où 17 000 Russes vainquirent 150 000 musulmans (1770). En 1771, le prince Dolgorouki força les lignes de Pérékop, ravagea la Crimée, prit Kaffa, Kertch, Iénikalé et mit fin pour toujours à la domination ottomane dans la péninsule. Pendant ce temps l'armée de Valachie enlevait l'une après l'autre les forteresses du Danube, achevait la conquête de la Bessarabie par la prise de Bender et pénétrait en Bulgarie.

Catherine II préparait à l'empire turc, ébranlé en outre par la révolte du pacha d'Egypte, une plus terrible surprise. Une flotte russe partit de la Baltique sous les ordres d'Alexis Orlof, alla relâcher dans les ports d'Angleterre et, après avoir fait tout le tour de l'Europe, parut sur les côtes de la Grèce : les populations chrétiennes de la Morée occidentale et du Magne s'insurgèrent : Voltaire annonçait déjà la régénération d'Athènes et la résurrection de Sparte ; mais Orlof abandonna les Grecs après les avoir compromis et courut chercher la flotte turque : avec ses lieutenants Spiridof et Greig, il la battit dans la rade de Chios et l'anéantit totalement dans le port de Tchesmé à l'aide de brûlots conduits par l'Anglais Dugdale. A cette nouvelle, la terreur fut sans bornes dans Constantinople : on voyait déjà les Russes dans le Bosphore. Alexis Orlof perdit son temps à s'emparer des îles, tandis que le baron de Tott relevait le courage du sultan et du peuple turc, exerçait les soldats ottomans, fondait des canons, mettait les Dardanelles en état de défense. Quand les Russes se présentèrent à l'entrée du détroit, il était trop tard (1770).

La Russie n'en avait pas moins conquis Azof, la Crimée, le rivage de la mer Noire entre le Dniéper et le Dniester, la Bessarabie, la Valachie, la Moldavie, une partie de la Bulgarie et des îles de l'archipel. Elle eût volontiers gardé ses conquêtes. L'Autriche s'effraya de ce voisinage et de la rupture de l'équilibre oriental. C'est ici que la question

turque et la question polonaise se compliquent l'une par l'autre : la Pologne va servir de rançon à la Turquie.

La Prusse était des trois États du Nord le plus intéressé au démembrement de la Pologne : il y avait pour elle une nécessité géographique de mettre la main sur la Prusse occidentale, et, s'il était possible, sur les cités de la Vistule. C'était Frédéric II qui avait dénoncé à Catherine les projets des Czartoryski pour la réforme de la constitution soulevé l'affaire des dissidents, en un mot, créé la question polonaise; c'était lui qui, dans les entrevues de Neiss (Silésie) et de Neustadt (Moravie), avait inspiré à Joseph II et à Kaunitz de l'inquiétude sur les ambitions russes en Orient et leur avait fait goûter l'idée d'un partage de la Pologne; c'était lui qui avait envoyé à Saint-Pétersbourg son frère, le prince Henri, pour persuader Catherine II. Il lui fit entendre que ses prétentions en Orient armeraient contre elle l'Autriche et la France, que son allié, le roi de Prusse, affaibli par la guerre de Sept ans, ne pourrait soutenir cette guerre contre l'Europe coalisée; que sans doute elle avait droit à des dédommagements pour les frais d'une double guerre, mais que peu lui importait où elle prendrait son indemnité, sur la Vistule ou sur le Danube ; qu'elle pourrait donc s'agrandir aux dépens de la Pologne, et que, pour rétablir ensuite l'équilibre du Nord, elle devait souffrir un certain agrandissement de la Prusse et de l'Autriche.

Catherine II, qui avait déjà sur les bras la guerre de Pologne et celle de Turquie, ne pouvait songer à combattre encore, à la fois, la Prusse et l'Autriche. Bien qu'elle eût préféré maintenir la Pologne dans son intégrité, à condition d'y avoir une influence prépondérante, elle fut obligée de subir les propositions de Frédéric II. Le roi de Prusse sut à propos, et tour à tour, opposer l'une à l'autre la Russie et l'Autriche. Déjà il agissait en maître dans la Grande-Pologne, en enlevait les blés pour nourrir ses sujets et les habitants pour recruter ses régiments. Un instant il occupa Dantzig. L'Autriche de son côté, pour faire valoir d'anciens droits, avait envahi le comté de Zips; le démem-

brement était presque un fait accompli lorsqu'il fut régularisé par le traité du 15 janvier 1772 entre la Prusse et la Russie, accepté par l'Autriche en août, signifié au roi de Pologne le 2 septembre de la même année. A la Russie revenait la Russie Blanche (Polotsk, Vitepsk, Orcha, Mohilef, Mstislavl, Gomel), avec 1 600 000 habitants; à l'Autriche, la Galicie orientale et la Russie Rouge, avec 2 500 000 sujets; à la Prusse, la Prusse occidentale, moins Thorn et Dantzig, avec 900 000 âmes.

La Russie avait encore à traiter avec la Porte. Après la rupture du congrès de Fokchany, en 1772, la guerre avait repris : les Russes avaient échoué au siége de Silistrie, mais ils cernaient le grand-vizir dans son camp de Choumla; une seule victoire pouvait leur ouvrir le chemin de Constantinople. Le sultan Abdul-Hamid consentit à signer la paix de Koutchouk-Kaïrnadji (1774). Il s'engageait : 1° à reconnaître l'indépendance des Tatars du Boug, de Crimée et du Kouban; 2° à céder Azof sur le Don, Kinburn à l'embouchure du Dniester, toutes les places fortes de Crimée; 3° à ouvrir aux navires marchands de la Russie les détroits du Bosphore et des Dardanelles; 4° à traiter les négociants russes sur le même pied que les Français, qui étaient alors la nation la plus favorisée; 5° à accorder l'amnistie aux populations chrétiennes compromises dans la dernière insurrection; 6° à permettre aux ambassadeurs russes d'intervenir en faveur de ses sujets des principautés danubiennes; 7° à payer 4 500 000 roubles de frais de guerre, et à reconnaître le titre impérial de la souveraine russe. Non-seulement la Russie acquérait d'importants territoires et de nombreux points stratégiques, mais elle se faisait reconnaître une sorte de protectorat sur les sujets chrétiens du sultan, elle préparait l'annexion de la Crimée, du Kouban et de tout le rivage septentrional de la mer Noire.

La France, indirectement vaincue en Pologne et en Turquie, venait d'obtenir en Suède un grand succès diplomatique. Frédéric II et Catherine II s'étaient entendus pour garantir également dans ce pays le maintien de la constitution oligarchique, c'est-à-dire de l'anarchie : c'était se

réserver un prétexte d'intervention, c'était même préparer un démembrement qui eût donné la Finlande à la Russie et la Poméranie suédoise à la Prusse ; le Danemark aurait joué ici le rôle assigné dans l'affaire polonaise à l'Autriche, celui de troisième copartageant. Gustave III, qui avait grandi au milieu des clameurs et des intrigues de la diète, s'était juré de rétablir la puissance royale, seule garantie de l'indépendance du pays. N'étant encore que prince royal, il avait fait en 1771 un voyage en France, visité nos philosophes, fréquenté les salons à la mode, entre autres celui de Mme Geoffrin, reçu les encouragements et les promesses de secours du gouvernement français. Le spectacle du démembrement anticipé de la Pologne l'avait affermi dans ses patriotiques résolutions; les embarras de la Prusse et de la Russie lui avaient paru offrir l'occasion favorable. Rappelé en Suède pour succéder à son père, il prépara dans le plus grand secret son coup d'État, auquel étaient acquis d'avance l'armée et le peuple. Le 19 août 1772, il réunit la garde, consigna les sénateurs, souleva la population de Stockholm et imposa à la diète une constitution en cinquante-sept articles qui, tout en garantissant les libertés publiques, restituait à la couronne ses prérogatives essentielles. Puis il abolit la torture et l'inquisition d'Etat, ferma le *trou aux roses*, bourbier rempli de reptiles, qui servait à donner la question, promulgua d'utiles réformes qui firent entrer la Suède, déjà imprégnée d'idées françaises, dans le courant du dix-huitième siècle. Le succès de cette révolution effectuée sans verser une goutte de sang, qui doublait la puissance réelle de la Suède et la mettait à l'abri de toutes les intrigues de l'étranger, causa un grand dépit à Frédéric II et à Catherine; les affaires de Pologne leur ôtèrent la possibilité et la tentation d'intervenir.

**Peste de Moscou (1771). Pougatchef (1773).**

Catherine II, conquérante en Pologne et en Turquie, se trouvait dans son empire même aux prises avec de terribles difficultés. En 1771, la peste se déclarait à Moscou et,

pendant les mois de juillet et d'août, y emportait 1000 hommes par jour. Le peuple affolé venait s'étouffer et mourir aux pieds d'une image miraculeuse, celle de la Mère de Dieu de Bogolioubovo. L'archevêque Ambroise, homme instruit et éclairé, voulut faire enlever l'image. Une émeute terrible éclata : « L'archevêque est un impie, criait le peuple, il veut nous enlever notre protectrice; il s'entend avec les médecins pour nous faire mourir; il ne convient pas au peuple orthodoxe de souffrir l'injustice de l'autorité; si on ne faisait pas ces fumigations par les rues, il y a longtemps que la peste aurait cessé. Au Kremlin! au Kremlin! Demandons à Ambroise pourquoi il défend de prier la Mère de Dieu. » Ambroise fut massacré et son palais saccagé. Il fallut faire usage des fusils et des canons pour disperser la foule qui se préparait à d'autres violences : une centaine d'émeutiers restèrent sur la place. Catherine envoya Grégori Orlof pour apaiser la révolte et rassurer les esprits. Enfin, la peste cessa et le calme revint.

L'émeute de Moscou avait montré dans quelle épaisse barbarie végétait encore le bas peuple de la capitale, serfs domestiques, laquais, petits marchands, ouvriers de fabriques; l'insurrection de Pougatchef montra quels éléments de désordre fermentaient dans les provinces reculées de l'empire. Les paysans, sur lesquels retombaient toutes les charges de l'État, toutes les exigences des propriétaires, toutes les exactions des fonctionnaires, rêvaient toujours de changements impossibles; dans leur profonde ignorance, ils étaient toujours prêts à suivre les imposteurs : maintenant c'étaient les faux Pierre III, les faux Ivan VI, même les faux Paul Ier, qui abusaient ces esprits grossiers, toujours prévenus contre le « règne des femmes ». Les raskolniks, assauvagis et fanatisés par les persécutions précédentes, restaient, dans leurs forêts ou dans les bourgades du Volga, les ennemis irréconciliables de cet autre empire romain, souillé du sang des martyrs Les kosaks du Iaïk et du Don, les Zaporogues du Dniéper frémissaient du joug, nouveau pour eux, de l'autorité. Les tribus du Volga, païennes, musulmanes, ou orthodoxes malgré elles,

n'attendaient qu'un prétexte pour recouvrer leur sauvage liberté ou reprendre les terres usurpées sur elles par les colons russes.

Combien ces éléments ingouvernables s'accommodaient peu de l'État moderne, on l'avait déjà vu en 1770, lorsque les Kalmouks-Tourgaouts, au nombre de près de 300000 têtes, hommes, femmes et enfants, avec leur bétail, leurs tentes et leurs chariots, abandonnèrent leurs campements. Ravageant tout sur leur passage, ils franchirent le Volga et se retirèrent sur les terres de l'empire chinois. Ajoutez à tous ces mécontents, les vagabonds de toutes sortes, nobles ruinés, moines défroqués, soldats déserteurs, serfs fugitifs, voleurs de grand chemin, pirates du Volga : on voit que la Russie, surtout dans sa partie orientale, renfermait tous les matériaux nécessaires pour une immense jacquerie comme celles qu'avaient déchaînées le faux Dmitri ou Stenko Razine. Le Iaïk, dont les kosaks s'étaient déjà soulevés en 1766 et avaient été cruellement réprimés, était destiné à donner à la guerre servile le chef qu'on attendait : un kosak déserteur, un raskolnik, qui avait déjà séjourné dans la prison de Kazan et qui avait échappé à la Sibérie, Émilian Pougatchef, se donna pour Pierre III, sauvé des mains de ses bourreaux ; déployant la bannière de Holstein, il proclama qu'il se rendait à Saint-Pétersbourg pour punir sa femme et couronner son fils. Avec trois cents hommes seulement, il vint assiéger la petite forteresse de Iaïsk : c'était peu, mais toutes les troupes qu'on envoyait contre lui passaient de son côté en livrant leurs chefs. Invariablement il faisait pendre les officiers et couper les cheveux aux soldats à la mode kosaque; dans les villages il faisait pendre les seigneurs. Il punissait comme rebelles, coupables du crime de lèse-majesté, ceux qui lui résistaient. Il enleva ainsi plusieurs petites forteresses de la steppe. Tandis que ses intimes, initiés au secret de son origine, le traitaient en simple kosak dans l'intimité, les populations commençaient à le recevoir au son des cloches et les prêtres lui présentaient le pain et le sel. Des confédérés polonais, captifs en ces régions, lui or-

ganisèrent une artillerie. Pendant près d'un an il fit trembler Kazan et Orenbourg, battit tous les généraux envoyés contre lui : partout les propriétaires fuyaient et les tribus barbares accouraient à son quartier général. Les paysans se soulevaient contre les nobles, les Tatars et Tchouvaches contre les Russes; la guerre de race, la guerre sociale, la guerre servile, se déchaînaient dans tout le bassin du Volga. Moscou, avec ses 100 000 serfs, s'agitait : en voyant les propriétaires accourir effarés de toute la Russie orientale, le bas peuple commençait à parler ouvertement de liberté et d'extermination des maîtres. Catherine II chargea Alexandre Bibikof d'arrêter les progrès du fléau : Bibikof, en arrivant à Kazan, fut effrayé de la démoralisation universelle : il rassura et arma les nobles, contint le peuple, affecta la plus grande confiance; mais il écrivait à sa femme : « Le mal est grand, effroyable! Ah! que cela va mal! » Il comprit bien que tout ce desordre n'était pas l'œuvre d'un homme seul : « Pougatchef, disait-il, n'est qu'un épouvantail, que font mouvoir les kosaks : ce n'est pas Pougatchef qui est important, c'est le mécontentement général ». Peu sûr de ses propres troupes, il osa cependant attaquer l'imposteur : deux fois, à Tatichtchéva et à Kargoula, il le battit, dispersa son armée, prit ses canons. Bibikof mourut au milieu de ses victoires; mais ses lieutenants, Michelson, de Collongues, Galitsyne, donnèrent la chasse au vaincu. Traqué sur le bas Volga, il remonta tout à coup le fleuve, se jeta sur Kazan qu'il pilla et brûla, échoua devant le kremlin de cette ville et fut complétement battu sur la Kazanka : alors il redescendit, entra audacieusement dans Saransk, Samara, Tsaritsyne, et, quoique talonné par ses ennemis, prit le temps d'y pendre les impérialistes et d'y installer de nouvelles municipalités. Pendant qu'il fuyait vers le sud, les populations l'attendaient sur la route de Moscou : pour répondre à cette attente, partout surgissaient de faux Pierre III, de faux Pougatchef, qui, à la tête de bandes furieuses, exterminaient les propriétaires et brûlaient les châteaux. Moscou fut plus près que jamais de se soulever.

Il était temps que Pougatchef fût arrêté : cerné entre le Volga et le Iaïk, au moment où il voulait fuir en Perse, traqué par Michelson et l'infatigable Souvorof, il fut garrotté et livré par ses propres complices. On l'amena à Moscou et l'on donna au peuple le spectacle de son supplice. Beaucoup ne crurent pas au trépas du faux Pierre III, et, si la révolte fut apaisée, l'esprit de révolte subsista longtemps.

C'était un avertissement pour Catherine II; elle s'en souvint lorsqu'en 1775 elle anéantit la république zaporogue. Ces vaillants du Dniéper, expulsés sous Pierre le Grand, rappelés sous Anna Ivanovna, ne reconnaissaient plus leur ancien domaine de l'Ukraine. La Russie méridionale, affranchie des incursions tatares, se colonisait rapidement; des villes s'élevaient partout; les propriétés se délimitaient; ces vastes steppes herbeuses, que leurs ancêtres avaient parcourues librement comme l'Arabe parcourt son désert, se transformaient en champs cultivés, d'une belle terre noire. Les Zaporogues étaient fort mécontents de cette transformation; ils prétendaient qu'on leur rendît leurs terres, qu'on rétablît le désert; ils protégeaient les *haïdamaks* qui houspillaient les colons. Potemkine, le créateur de la Nouvelle-Russie, se lassa de ces incommodes voisins. Sur l'ordre de l'impératrice, il occupa la *sitcha* et la détruisit. Les mécontents s'enfuirent sur les terres du sultan : les autres furent organisés en kosaks de la mer Noire et, en 1792, on leur assigna pour résidence l'île de Phanagorie et le rivage oriental de la mer d'Azof. Telle fut la fin de la grande kosaquerie : elle ne vit plus que dans les chants des *kobzars*.

---

# CHAPITRE XXXI.

## CATHERINE II. — GOUVERNEMENT ET RÉFORMES.

Les collaborateurs de Catherine II, la grande Commission législative (1766-1768). — Administration et justice, colonisation. — Instruction publique, lettres et arts, les philosophes français.

### Les collaborateurs de Catherine II, la grande Commission législative (1766-1768).

Catherine II s'entoura d'auxiliaires distingués, dont quelques-uns furent ses favoris. Dans la première partie de son règne, l'influence dominante appartint aux Orlof : Grégori Orlof, le favori en titre, grand-maître de l'artillerie, dont elle eut un fils reconnu, Alexis, nommé comte Bobrinski ; Alexis Orlof, l'amiral, qui reçut le nom de *Tchesmenski*, après l'expédition de l'Archipel, et fut mêlé à la tragique histoire de la princesse Tarakanof ; Théodore Orlof, qui devint procureur général du sénat ; Vladimir Orlof, qui fut, à vingt et un ans, directeur de l'Académie des sciences. Plus tard le crédit des Orlof fut contre-balancé par celui de Potemkine, le créateur de la Nouvelle-Russie, l'organisateur de la Crimée, le vainqueur des Ottomans dans la seconde guerre de Turquie, qui, nommé prince de Tauride, étala son faste asiatique dans le palais de ce nom, à Saint-Pétersbourg. Des favoris qui se succédèrent si rapidement dans la dernière partie du règne, un seul eut une influence réelle sur les affaires : Platon Zoubof, dont le frère Valérien conduisit la guerre de Perse. Dans la direction des affaires étrangères, se distinguèrent Nikita Panine, plus tard Bezborodko, Ostermann, Markof, Voronzof : Repnine et Sievers en Pologne, Budberg à Stockholm, Sémen Voronzof à Londres, Dmitri Galitsyne

à Paris ont laissé un nom dans la diplomatie. Les armées furent commandées par Alexandre Galitsyne, Dolgorouki, Roumantsof, Souvorof; les flottes par Greig, Spiridof, Tchitchagof. Ivan Betski fut chargé des beaux-arts et des institutions de bienfaisance.

De 1766 à 1768, à Moscou, puis à Saint-Pétersbourg, Catherine II réunit la commission pour la confection du nouveau code. Cette commission se composait de députés de tous les corps de l'État, de tous les ordres, de toutes les races de l'empire; outre les délégués du sénat, du synode, des colléges et des chancelleries, la noblesse élisait un représentant par district, les bourgeois un par cité; les *odnovortsi* ou libres colons un par province; les soldats, miliciens et autres *gens de service* également un par province; de même les paysans de la couronne, de même aussi les tribus sédentaires, chrétiennes ou non, un par province; la députation des *armées* kosaques était fixée par leurs atamans. On vit six cent cinquante-deux députés se réunir à Moscou : fonctionnaires, nobles, bourgeois, paysans, Tatars, Kalmouks, Lapons, Samoyèdes, etc. Chacun d'eux devait être muni de pleins pouvoirs et de cahiers rédigés par cinq au moins de ses électeurs. Chacun reçut une médaille à l'effigie de Catherine, avec cette devise : « Pour le bonheur de tous et de chacun, 14 décembre 1766. » Ils reçurent à perpétuité l'exemption de tous les châtiments corporels, et furent déclarés inviolables pendant la session. Dans l'*Instruction pour la confection du nouveau code*, Catherine II, suivant sa propre expression, avait *pillé* les philosophes de l'Occident, mais surtout Montesquieu et Beccaria. Il y avait là, disait le prudent Panine, « des axiomes à renverser les murailles. » Catherine II assurait à Voltaire que son *Instruction* avait été interdite à Paris. Parmi les idées qu'elle préconisait, se rencontraient celles-ci, bien propres en effet à effaroucher un Louis XV : « La nation n'est pas faite pour le souverain, mais le souverain pour la nation. L'égalité consiste pour les citoyens à n'obéir qu a la loi; la liberté est le droit de faire tout ce qui n'est pas défendu par la loi. Il

vaut mieux épargner dix coupables que de perdre un innocent. La torture est un moyen admirable de perdre l'innocent d'une santé faible et de sauver un coupable robuste. » D'autres maximes condamnaient hautement l'intolérance, les persécutions religieuses, les pénalités cruelles.

L'assemblée nomma plusieurs comités et tint plus de deux cents séances. On y discuta en pleine liberté les questions les plus brûlantes. On y vit les nobles baltiques revendiquer leurs priviléges provinciaux, les marchands traiter de l'organisation municipale et de toutes les questions économiques, des gentilshommes proposer de restreindre les droits des maîtres et prononcer le gros mot d'affranchissement des paysans. Ce n'était pas une assemblée si nombreuse, si divisée par les intérêts des classes, si mêlée au point de vue ethnographique, qui pouvait rédiger un code. Cette œuvre était presque impossible dans la Russie d'alors, où se rencontraient tant de diversités. L'impératrice, forcée par la guerre de Turquie de congédier l'assemblée, se montra pourtant satisfaite de l'expérience : « La commission pour le code m'a donné des lumières et des notions sur tout l'empire; je sais maintenant ce qui est nécessaire et de quoi il faut s'occuper. Elle a élaboré toutes les parties de la législation et les a distribuées par ordre de matières. J'aurais fait plus sans la guerre de Turquie. On a du moins introduit une unité, sans exemple jusqu'alors, dans les principes et la méthode de discussion. » Ces États généraux de la Russie eurent leur influence sur les lois de Catherine II, comme nos États généraux de 1356, de 1413 ou du seizième siècle eurent leur action sur les ordonnances de Charles V, de Charles VII ou des derniers Valois.

Au courant des discussions, le député noble Korobine avait proposé de supprimer le droit de propriété sur les serfs, et de ne laisser aux maîtres que le droit de surveillance; un autre député, Protassof, fit observer qu'il « ne resterait plus alors qu'à donner la liberté aux paysans, mais que, si c'était l'avis de l'impératrice, il faudrait du moins procéder graduellement. » La *Société économique*

à fondée sous les auspices de Catherine II, par les soins de Grégori Orlof et d'autres « patriotes », avait mis la question au concours : un mémoire, daté d'Aix-la-Chapelle, où l'on se prononçait pour l'émancipation, obtint le prix; mais d'autres influences agirent sur l'impératrice pour empêcher l'impression du mémoire. L'aristocratie russe était alors fort peu disposée à abdiquer ses droits : on le voit par les conversations de la princesse Dachkof avec Diderot et la correspondance de Dmitri Galitsyne. Catherine se borna à réprimer les abus les plus criants. Le procès de Daria Saltykof, convaincue d'avoir fait périr dans les tourments quarante de ses serviteurs où servantes, montra à quel point l'esclavage, dégradant pour les serfs, pouvait démoraliser les maîtres : elle fut condamnée, en 1768, à l'exposition publique et à l'emprisonnement perpétuel : son souvenir sinistre vit encore dans les légendes du peuple. Toutefois les mêmes raisons qui avaient fait établir le servage au temps de Boris Godounof semblaient militer en faveur de son maintien. Catherine II, après quelques velléités généreuses, en vint à aggraver l'état de choses existant : plus de cent cinquante mille paysans de la couronne, distribués à ses favoris, se virent transformés en serfs de propriétaires. En 1767, un oukaze interdit aux paysans de porter plainte contre leurs maîtres : ceux-ci furent autorisés de nouveau à envoyer leurs serfs en Sibérie et à les donner arbitrairement comme recrues. Catherine II établit le servage dans la Petite-Russie où il n'avait pas encore d'existence légale.

### Administration et justice, colonisation.

Le *Conseil* de l'impératrice enlevait au sénat une partie de son importance politique; mais le sénat, divisé en six départements, eut sous sa surveillance toutes les branches de l'administration publique. Catherine II s'attaqua au mal le plus invétéré de cette administration : les *vsiatki*, concussions et péculats. « Je considère, disait un oukaze de 1762, comme mon devoir le plus indispensable

et le plus essentiel de déclarer au peuple, avec un profon déchirement de mon cœur, que l'improbité a fait de tels progrès qu'on pourrait à peine citer une administration ou un tribunal qui n'en soient pas infectés. Sollicite-t-on une place, il faut payer ; faut-il se défendre d'une accusation calomnieuse, c'est avec de l'argent ; accuse-t-on injustement autrui, c'est avec des présents que l'on assure le succès de ses méchants desseins. Beaucoup de juges ont transformé ce lieu sacré, où ils doivent rendre la justice au nom du Tout-Puissant, en un marché. Notre cœur a frémi quand nous avons appris qu'un *registrateur* de la chancellerie gouvernementale de Novgorod, en recevant le serment de fidélité de nos sujets, a trouvé l'occasion de prendre à chacun d'eux de l'argent. »

Un moyen d'assurer plus d'efficacité aux lois était peut-être de diminuer l'étendue des gouvernements, qui plaçait trop loin des administrés le siége de l'administration et de la justice. Par un oukaze de 1775, Catherine modifia toutes les circonscriptions de l'empire. Au lieu d'une quinzaine de provinces, elle créa cinquante gouvernements, dont chacun avait de trois à quatre cent mille âmes de population, et les subdivisa en districts (*ouiêzdi*) comprenant chacun vingt ou trente mille habitants. Chaque province eut son gouverneur et son vice-gouverneur : des gouverneurs généraux ou des *namiêstniki* furent investis de la haute surveillance sur deux ou trois gouvernements. Ainsi la Livonie, l'Esthonie et la Courlande eurent chacune un gouverneur, plus un gouverneur général. L'administration fut définitivement séparée de la justice ; chaque gouverneur était assisté d'un *conseil de gouvernement* pour l'administration et la police, d'une *chambre de finances* pour les impôts, le domaine, les mines, le recensement, d'un *collége de provision* pour les hospices et l'assistance publique.

Le système judiciaire consacrait la profonde séparation des classes. En première instance, il y avait des *tribunaux de districts* pour les gentilshommes, des *magistrats de villes* pour les bourgeois, des *justices inférieures* pour les

*odnodvortsi* ou libres colons et les paysans de la couronne. Il n'y avait rien pour les serfs des seigneurs. Aucun texte de loi n'autorisait positivement la répression des plus cruels abus seigneuriaux; on avait dû détourner de leur sens deux articles du code militaire pour protéger au moins la vie des esclaves agricoles. En seconde instance, on trouvait dans chaque chef-lieu de gouvernement, pour répondre aux trois espèces de juridictions mentionnées ci-dessus, un *tribunal suprême*, un *magistrat de gouvernement*, une *justice supérieure*. Toute cette hiérarchie aboutissait en appel ou en cassation au sénat. Dans les villes de gouvernement, il y avait un jury pour *certaines* causes criminelles; il faisait office de justice de paix au civil.

La noblesse avait reçu une espèce d'organisation provinciale; il y avait dans chaque gouvernement une *assemblée de la noblesse* qui élisait un *maréchal de la noblesse* et d'autres dignitaires; comme Catherine II n'avait pu rapporter la loi de Pierre III, elle s'efforçait de contraindre les gentilshommes au service, en privant du droit de suffrage dans ces élections les nobles qui n'avaient pas obtenu le grade d'officiers, et leur refusait certaines prérogatives de leur ordre.

On avait accordé aux marchands et aux bourgeois (*miéchtchanes*) des villes certaines prérogatives : l'élection de leurs magistrats, une juridiction particulière et une sorte de *self-government* municipal On avait précisé la division des marchands en trois ghildes; à la première appartenaient ceux qui avaient au moins dix mille roubles de capital; à la seconde, ceux qui en avaient au moins mille; à la troisième, ceux qui en avaient au moins cinq cents; au-dessous, les citadins se confondaient sous la dénomination de *miéchtchanes*. En matière de commerce et d'industrie, sauf pour les grains dont elle essayait de régulariser le cours en établissant des greniers d'abondance, Catherine II avait renoncé au système de tutelle et de surveillance adopté par Pierre le Grand. Elle finit par supprimer les trois *colléges* des mines, des manufactures et du commerce.

Pour peupler les terres désertes, mais admirablement fécondes, du Volga et de l'Ukraine, elle appela des colons étrangers : elle leur assurait un capital d'établissement dont elle n'exigeait pas les intérêts avant dix ans, et leur accordait l'exemption de toute contribution pendant trente ans. Ces colons furent surtout des Allemands, la plupart du Palatinat. Comme Frédéric II, elle ouvrit un asile aux frères Moraves, à tous les proscrits religieux. Dans la seule province de Saratof elle cantonna jusqu'à 12 000 familles, dont les descendants, singulièrement multipliés, habitent encore le pays et ont conservé sans mélange la langue et les usages germaniques : dans la seule année 1774 il lui vint jusqu'à 26 000 têtes. La suppression de l'hetmanat de Petite-Russie et l'anéantissement de la *sitcha* des Zaporogues favorisèrent la colonisation. Elle fonda près de 200 villes nouvelles, dont plusieurs, Ekatérinebourg, Ekatérinoslaf (*gloire de Catherine*), portèrent son nom : toutes n'ont pas prospéré, mais Pallas, en 1793, comptait 33 000 âmes à Saratof.

Une réforme projetée par Pierre I<sup>er</sup>, maladroitement entreprise par Pierre III, s'accomplit sous Catherine II : la sécularisation des biens d'église. Le nombre des paysans qui appartenaient au clergé, tant régulier que séculier, s'élevait à près d'un million. Le monastère de Saint-Cyrille, sur le lac Blanc, en possédait à lui seul 35 000 : celui de Saint-Serge, à Troïtsa, 120 000. Les abbés de ces monastères auraient pu se comparer aux prélats souverains, aux prêtres-rois des bords du Rhin. Catherine II, qui devait protester si vivement contre les sécularisations de la Révolution française, accomplit dans le plus grand calme cette importante transformation. Elle forma une commission d'ecclésiastiques et de fonctionnaires qui sut mener à bien l'opération. Les biens d'église furent placés sous l'administration d'une *commission économique* chargée d'en recueillir les revenus à raison d'un rouble et demi par *âme* ou paysan mâle ; les monastères, devenus, de propriétaires, pensionnaires de la couronne, reçurent une allocation proportionnée à leur importance, et furent divisés au point de

vue de l'émargement en trois classes. Le surplus des revenus fut appliqué à la fondation d'écoles ecclésiastiques, de maisons d'invalides, d'hôpitaux.

Catherine II avait écrit à Voltaire en lui rendant compte des travaux de la commission pour le code : « Je pense que vous vous plairiez dans cette réunion où l'orthodoxe est assis entre l'hérétique et le musulman, écoutant tous trois la voix d'un idolâtre et se concertant tous les quatre pour rendre leur avis supportable à tous ». C'était s'engager à faire prévaloir en Russie, après le règne dévot d'Élisabeth, la tolérance religieuse. Dans les provinces acquises sur la Pologne, une naturelle réaction contre le système polonais amena de nombreuses conversions à l'orthodoxie : elles s'élevèrent à 1 500 000 dans les dernières années du règne. Catherine II était d'ailleurs si loin de persécuter les catholiques, qu'elle se laissa acheter par les jésuites, malgré la suppression de leur ordre par le pape Clément XIV, le droit de subsister dans la Russie Blanche. Elle autorisa les Tatars du Volga à relever leurs mosquées, et l'émigration musulmane, provoquée par les rigueurs d'Élisabeth, s'arrêta. Les raskolniks furent protégés, rassurés, affranchis du double impôt que leur avait imposé Pierre le Grand et le *bureau* des raskolniks fut supprimé.

La population de l'empire s'éleva sous ce règne à 40 millions d'habitants; c'était peu encore pour cultiver ces vastes espaces. Un grand obstacle à la multiplication des habitants a été de tout temps le manque d'hygiène, la rareté des médecins, l'absence des secours de l'art, la mortalité des enfants, qui contrebalance la fécondité des mariages. Catherine II fit ce qui était possible à cette époque. Elle encouragea les études de médecine, appela des docteurs étrangers, établit un *département* du *collége de pharmacie* à Moscou, aida à créer des fabriques d'instruments de chirurgie, introduisit l'inoculation en Russie, vainquit les superstitions populaires en donnant elle-même l'exemple : elle se fit inoculer, ainsi que son fils et Grégori Orlof, par l'Anglais Dimsdale. Pendant ce temps le roi d'Es-

pagne laissait mourir ses enfants et Louis XV mourait de la petite vérole : « Cela est bien *welche* », écrivait Catherine à Voltaire. « On a inoculé ici dans un mois plus de personnes qu'à Vienne en un an », disait-elle encore. Les indigènes de Sibérie eux-mêmes connurent les bienfaits de l'invention nouvelle; mais les musulmans, les raskolniks et une partie du peuple russe s'en défendaient énergiquement.

### Instruction publique, lettres et arts, les philosophes français.

Elle déployait le même zèle pour instruire, sinon le peuple proprement dit, dont les masses profondes étaient impénétrables à une culture encore superficielle, au moins les classes supérieures et moyennes. « Triompher de superstitions séculaires, faisait-elle écrire par Betski, donner à son peuple une éducation nouvelle et, pour ainsi dire, une nouvelle vie, c'est une œuvre qui demande d'incroyables efforts, et dont la postérité seule recueillera les fruits. » Faute d'une éducation nationale, la Russie manque « de cette classe d'hommes qu'en d'autres pays on appelle le tiers-état. » Betski trouvait nécessaire que les maîtres de la jeunesse fussent des Russes, car les étrangers ne peuvent comprendre dans leurs élèves tout ce qui tient à la religion, aux habitudes et aux mœurs du pays. Le moment n'était pas encore venu où la Russie pût se passer des maîtres étrangers. Le plan d'éducation nationale présenté par Betski pour les enfants de toutes conditions ne put être réalisé qu'en partie : on fonda seulement des écoles secondaires dans les grandes villes. Catherine II s'occupa aussi de l'éducation des filles : au monastère ou *institut* de Smolna elle réunit 480 jeunes filles, sous la direction d'une Française, Mme Lafond : « Nous ne les voulons ni prudes ni coquettes, » écrivait-elle à Voltaire. On y étudiait surtout le français, les autres langues, les arts d'agrément; toutefois la division en élèves nobles et en élèves de la bourgeoisie était bien tranchée. Une magni-

fique création de Catherine fut le *Vospitatelnyi dom*, ou maison d'éducation de Moscou, grandiose établissement qui devait faire l'admiration de Napoléon Ier, et où l'on reçut pendant le règne de Catherine près de 40 000 enfants à assister ou jeunes filles à instruire. Le serf qui épousait une de ces orphelines devenait libre.

Sous le règne de Catherine II s'accrut l'influence du génie français sur la civilisation russe. Les poëtes nationaux traduisaient et imitaient nos classiques du dix-septième siècle. Les grands seigneurs russes, les Voronzof, les Galitsyne, se faisaient honneur, comme ceux de France, de correspondre avec les écrivains et les penseurs de l'Occident. Catherine II étalait dans le préambule de ses lois les maximes les plus hardies de Montesquieu. Cette influence française, bien qu'elle ne s'exerçât que sur les hautes classes de la société et que là même elle s'arrêtât souvent à l'homme extérieur, sans pouvoir encore modifier très-profondément les caractères et les mœurs, eut cependant une action salutaire. C'est elle qui introduisit ou fortifia chez les nobles russes ces idées de tolérance religieuse, de dignité morale, de respect pour la personne humaine même chez les esclaves, ces habitudes de politesse et de courtoisie, ces aspirations à plus de justice sociale et à plus de liberté politique qui à la longue devaient faire leur œuvre, adoucir la dureté des vieux boïars, préparer l'émancipation des classes agricoles et la régénération de la Russie. Pourtant nous verrons la noblesse russe, qui avait semblé suivre nos philosophes jusque dans leurs déductions les plus audacieuses, s'effrayer tout à coup des réformes les plus modérées de 1789, et se prononcer énergiquement contre la France révolutionnaire. Nous retrouverons des caractères où un vernis léger de civilisation parisienne laisse subsister l'ancienne barbarie. Mais ce n'est pas en vain que les contemporains de Catherine se sont passionnés pour Montesquieu, pour Voltaire, pour la révolution américaine. L'état social de la Russie, partagée en une aristocratie de propriétaires et un peuple assujetti au servage, s'opposait à ce qu'elle marchât du même pas que la

France : les idées françaises n'en ont pas moins hâté sa marche vers le progrès.

Catherine II n'était pas la moins ardente à rechercher la sympathie de nos écrivains; sa correspondance avec les philosophes français n'a pas peu ajouté à son prestige en Europe au dix-huitième siècle et à sa gloire devant la postérité. Elle attachait à son service Grimm, qui fut un moment l'ami de Rousseau et qui de Paris lui envoyait une correspondance régulière sur les affaires de France; elle affectait avec le prince de Ligne et le comte de Ségur, ambassadeur de France, tous deux distingués par leur esprit et leurs talents littéraires, une gracieuse familiarité, les admit dans sa voiture pendant un long voyage dans le Sud et sut répondre spirituellement à leurs ingénieuses flatteries comme à leurs vives saillies; elle essaya d'employer Mercier de la Rivière et voulut s'assurer les services de Beccaria, l'auteur du *Traité des délits et des peines;* elle se déclara la « bonne amie » de madame Geoffrin dont le salon à Paris était une des puissances intellectuelles de l'époque; elle avait offert à d'Alembert, qui refusa, de diriger l'éducation du grand-duc Paul, l'héritier du trône; plus tard elle plaça le Suisse Laharpe, connu par ses opinions républicaines, auprès de ses petits-fils Alexandre et Constantin. Elle remercia Marmontel de l'envoi de son *Bélisaire*, « un livre qui mérite d'être traduit dans toutes les langues », fit traduire l'ouvrage en russe par ses intimes pendant un voyage sur le Volga et se chargea elle-même du neuvième chapitre. Elle acheta la bibliothèque de Diderot et lui en laissa la jouissance, souscrivit à l'*Encyclopédie* proscrite à Paris, admira les *Pensées philosophiques*, condamnées au feu par le Parlement, et la *Lettre sur les aveugles*, qui avait fait mettre le philosophe à la Bastille, l'appela à Saint-Pétersbourg et l'y retint un mois dans la plus séduisante hospitalité. Le grand sculpteur Falconet, l'ami de Diderot et des encyclopédistes, s'y trouvait déjà et travaillait à la statue équestre de Pierre le Grand. C'est surtout avec Voltaire que Catherine II entretint une correspondance fidèle qui commença en 1763 et

ne s'interrompit qu'à la mort du grand homme (1778). Elle-même voulut le tenir au courant non-seulement de ses victoires, mais de ses réformes, de ses travaux de législation, de ses efforts pour la colonisation de la Russie, sachant d'ailleurs que « l'ermite de Ferney » disposait des trompettes de la Renommée. Elle souscrivait en faveur de ses protégés, les familles de Sirven et de Calas, victimes des abus judiciaires du dix-huitième siècle, et lui faisait espérer, lors de l'expédition d'Alexis Orlof dans l'Archipel, la résurrection de la Grèce. Elle multipliait les achats de tableaux et d'œuvres d'art; elle dotait la capitale de Pierre le Grand de splendeurs artistiques inconnues avant elle.

Malgré son culte pour les arts et les lettres de l'Occident elle se piquait d'être une impératrice russe; elle sommait plaisamment son médecin de la saigner de sa dernière goutte de sang allemand. Elle a sa place dans la littérature russe du dix-huitième siècle. Elle écrivait pour l'éducation de ses petits-fils Alexandre et Constantin « l'ABC de la grand'mère, » des récits de l'histoire russe, toute une « bibliothèque alexandro-constantine » qui eut les honneurs de l'impression en Allemagne. Les préambules de ses lois, sa correspondance en russe, en français, en allemand avec ses ministres, ses gouverneurs, ses correspondants de France et de Germanie, prouvent son activité littéraire. Elle travailla pour le théâtre naissant de la Russie; dans son drame lyrique intitulé *Oleg*, elle célébra la première expédition des Russes contre Constantinople; dans sa comédie de *Goré-bogatyr* (le *Chevalier de malheur*), elle tourna en ridicule l'aventureux Gustave III; dans celles du *Charlatan* et du *Mystifié*, elle flagella Cagliostro, qui était venu faire des dupes jusqu'en Russie; dans celles du *Jour de naissance de madame Vortchalkina*, de *O temps!* et une dizaine d'autres, elle fit la satire des mœurs contemporaines. Elle publia contre l'abbé français Chappe d'Auteroche et son *Voyage en Sibérie* un amusant pamphlet intitulé l'*Antidote*. Enfin elle a laissé en français de curieux *Mémoires* sur son arrivée en Russie et sa vie de grande-duchesse.

En 1783, d'après le conseil de la princesse Dachkof, qui était déjà présidente de l'académie des sciences, fut fondée l'académie russe, un peu sur le modèle de l'académie française. On lui confia la mission « de fixer les règles de l'orthographe, la grammaire et la prosodie de la langue russe, et d'encourager l'étude de l'histoire russe ». Elle entreprit d'abord la publication d'un dictionnaire qui parut de 1789 à 1799, comprenant 43 257 mots en ses six volumes, et qui a été refondu de 1840 à 1850. Telle était la vogue de l'académie russe que les plus illustres littérateurs et les dames du plus haut monde, la princesse Dachkof, les poëtes Derjavine, Fon-Vizine, Kniajnine, le comte Ivan Schouvalof, voulurent collaborer au dictionnaire. Catherine II elle-même rédigea des « notes complémentaires » pour le premier volume. En 1835, le ministre Ouvarof a fait rentrer l'académie russe dans le sein de l'académie des sciences, sous le nom de *seconde classe* de cet institut.

Catherine II se fit la protectrice des lettrés russes ; si elle imposait comme pénitence à ses intimes de Tsarkoé-Sélo ou de l'Ermitage la récitation d'un certain nombre de vers de la *Télémakhide* de Trédiakovski, elle encourageait Fon-Vizine, l'auteur comique, le Molière russe, qui dans la comédie du *Brigadier* se moquait de ceux qui puisaient toute leur instruction dans les romans français, et, dans son *Dadais* (le *niédorosl*), ridiculisait la fainéantise des jeunes nobles russes, la sotte infatuation de leurs parents, le choix étrange de leurs précepteurs. Le théâtre de Soumarokof, souvent imité du théâtre français, ses pièces qu'on jouait au corps des cadets, à la cour et sur les scènes publiques, répandaient le goût des plaisirs de l'esprit. Ablessimof donnait le *Meunier*, qui est resté au répertoire ; Kniajnine écrivait le *Hâbleur*, les *Originaux*, le *Carrosse fatal* et, dans *Vadim à Novgorod*, s'essayait au drame historique. Khéraskof rimait une épopée, *la Russiade*. Bogdanovitch, dans sa *Douchenka*, reprenait avec l'allure de la poésie légère le sujet antique de Psyché. Chemnitzer traduisait les fables de Gellert et en composait en russe, dont la bonhomie malicieuse rappelait La Fontaine

et annonçait Krylof. Derjavine continuait les traditions lyriques de Lomonossof dans ses odes *A Dieu*, sur *la prise d'Ismaïl*, *la mort du prince Méchtcherski*, *la Cascade*, *mon Idole*, le *Grand seigneur*. Sa pièce de *Félitsa*, vive satire de la haute société, pleine d'allusions malicieuses à divers personnages de la cour, et qui auraient pu lui coûter cher sous les régimes précédents, lui valut une tabatière d'or et un riche présent de l'impératrice, qui eut soin d'envoyer les exemplaires de *Félitsa* aux intéressés, après avoir souligné les passages qui les concernaient. Quoique poëte, Derjavine fut ministre de la justice.

L'ardent et laborieux Novikof s'efforçait de faire pénétrer la culture nouvelle dans les masses silencieuses de la petite bourgeoisie et même du peuple, relevait la *Gazette de Moscou* et lui assurait le chiffre énorme pour le temps de 4000 abonnés, perfectionnait la typographie russe, créait de nouvelles librairies, publiait une série de revues et de magasines, pour les lectures du foyer, pour la jeunesse, pour le travailleur presque illettré : le *Bourdon*, le *Peintre*, la *Bourse*, la *Bibliothèque ancienne de la Russie*, le *Courrier des antiquités russes*, l'*Aurore matinale*, l'*Aurore du soir*, l'*Édition de Moscou*, le *Repos du travailleur*; il fondait des *Sociétés philanthropiques* et celle des *Amis de l'Instruction*, prenait en main la cause de l'éducation nationale.

Le vieux Müller éditait la première histoire nationale de la Russie par Tatichtchef, le *Noyau de l'histoire russe* par Mankief; Pallas, de Berlin, exécutait ses voyages célèbres en Crimée, en Sibérie, sur les frontières de la Chine, et recevait de la munificence de l'impératrice un domaine en Tauride. Golikof, gracié par Catherine II à l'occasion de l'inauguration du bronze de Falconet, faisait, au pied de cette statue de Pierre Ier, vœu d'élever un monument historique à la gloire du héros russe et publiait en douze tomes les *Actions de Pierre le Grand*. Le prince Chtcherbatof écrivait l'*Histoire russe depuis les temps les plus reculés*. Boltine discutait la récente histoire de Russie du Français Leclerc. Moussine-Pouchkine découvrait l'unique manu-

scrit de la fameuse *Chanson d'Igor*. Krapovitski, secrétaire intime de Catherine II, Porochine, un des maîtres du grand-duc Paul, le diplomate Nikita Panine, les grands seigneurs Sémen et Alexandre Voronzof, leur sœur Catherine Dachkof, l'officier-poète Derjavine, Alexandre Bibikof, le vieux soldat Bolotof — et combien d'autres! — rédigeaient ou préparaient sur les règnes d'Elisabeth et Catherine de précieux mémoires.

---

# CHAPITRE XXXII.

## CATHERINE II. — DERNIÈRES ANNÉES (1779-1796).

Médiation franco-russe à Teschen (1779). Neutralité armée (1780). Réunion de la Crimée (1784). — Deuxième guerre de Turquie (1787-1792) et guerre de Suède (1788-1790). — Deuxième partage de la Pologne : diète de Grodno. Troisième partage : Kosciuszko. — Catherine II et la Révolution française. Guerre de Perse.

### Médiation franco-russe à Teschen (1779). Neutralité armée (1780) Réunion de la Crimée (1784).

La seconde partie du règne de Catherine II est caractérisée par l'abandon du *système du nord*, c'est-à-dire de l'alliance anglaise et prussienne, et par un rapprochement marqué avec l'Autriche, puis avec la France. L'influence dominante de Nikita Panine dans les affaires extérieures va faire place à celle de Bezborodko, surtout de Potemkine qui est alors tout-puissant. C'est l'époque d'un retour de faveur pour nos ambassadeurs en Russie, le marquis de Juigné, Bourée de Corberon, le marquis de Vérac, surtout le comte de Ségur (ambassadeur de 1785 à 1789).

En 1777, l'électeur de Bavière étant mort, sa succession fut l'occasion d'un conflit entre la maison d'Autriche et Frédéric II. Pour arrêter la guerre déjà commencée en

Bohême, les cours de France et de Russie s'entendirent pour offrir leur médiation : en 1779, se réunit à Teschen un congrès où Louis XVI était représenté par M. de Breteuil et Catherine II par le prince Repnine. La paix fut signée le 13 mai : la Bavière passait à l'électeur palatin; l'Autriche acquérait seulement quelques districts sur le Danube, l'Inn et la Salza.

En 1780, pendant la guerre d'Amérique, l'impératrice, émue des violences commises par l'amirauté anglaise contre les marines secondaires, s'unit à la Suède, au Danemark, à la Prusse, à l'Autriche, au Portugal pour proclamer la *neutralité armée*. Cet acte célèbre formula les principes du nouveau droit maritime, conformément au règlement français de 1778. Il fut convenu : 1° que les vaisseaux neutres pourraient naviguer librement sur les côtes des nations en guerre; 2° que les effets appartenant aux sujets des puissances en guerre seraient libres sur les vaisseaux neutres, à l'exception des marchandises de contrebande; 3° que l'on n'entendrait par contrebande de guerre que les armes et les munitions; 4° qu'un port ne serait considéré en état de blocus, que lorsque le blocus serait effectif, c'est-à-dire lorsque les vaisseaux qui l'attaquaient seraient suffisamment proches pour qu'il y eût un danger évident à passer outre; 5° que ces principes serviraient de règle dans les procédures et les jugements sur la légalité des prises.

Ces principes étaient opposés de tous points à ceux que voulait faire prévaloir l'amirauté anglaise; celle-ci soutenait cette théorie que le blocus existe dès qu'il est déclaré par un acte de l'amirauté et considérait comme contrebande même les grains et tout ce qui pouvait servir, quoique indirectement, à l'usage des belligérants. La France, qui avait la première posé ces principes et à qui la *neutralité armée* apportait un appui moral dans sa lutte contre la Grande-Bretagne, adhéra aussitôt à cette déclaration; ses alliées l'Espagne, les Deux-Siciles, l'imitèrent; la Hollande s'engagea même dans une lutte avec l'Angleterre pour le maintien du droit des neutres.

Le traité de Kaïrnadji avait déclaré la Crimée indépendante ; or, l'anarchie était, depuis 1774, l'état normal de la péninsule ; le sultan, dépouillé par ce traité de sa souveraineté temporelle, continuait à y revendiquer, comme successeur des khalifes, la suprématie religieuse. Les mourzas, livrés à eux-mêmes, s'étaient partagés en deux fractions : le parti russe et le parti turc. Tour à tour, on faisait et on défaisait le khan de Crimée. En 1775, le khan Sahib-Ghiréi, dévoué à Moscou, fut renversé et remplacé par Devlet-Ghiréi ; Catherine à son tour détrôna ce dernier et le remplaça par Chahin-Ghiréi : mais celui-ci, par ses tentatives de réformes à l'européenne, souleva une révolte presque générale. La Russie intervint : elle prononça la réunion à l'empire de cette péninsule, vrai repaire de bandits depuis le treizième siècle et des ravins de laquelle s'étaient élancés tant de fois les escadrons tatars pour porter le fer et la flamme jusque dans Moscou. Ainsi Catherine complétait par la conquête de la Crimée l'œuvre du conquérant de Kazan, d'Astrakhan et de la Sibérie et effaçait le dernier vestige du *joug mongol* (1783).

Les deux États militaires qui autrefois s'étaient disputés les steppes du sud, le khanat tatar et la république égalitaire des Zaporogues succombèrent presque en même temps ; devant l'envahissement de la colonisation, ces vieux ennemis étaient voués également à une ruine certaine : représentants de l'antique anarchie, fils du désert et de la steppe, chevaliers de pillage et de proie, ils constituaient sur la frontière d'une Russie prospère un dangereux anachronisme et une intolérable anomalie. La Turquie protesta contre l'annexion de la Crimée, menaça d'une rupture ; mais la France, qui autrefois l'excitait à la guerre, s'employa cette fois pour la retenir. Grâce aux bons offices de M. de Saint-Priest, notre ambassadeur auprès de la Porte, le sultan consentit, par le traité de Constantinople, à reconnaître l'annexion de la Crimée et du Kouban (1784).

En 1782, le grand-duc Paul avait fait avec sa femme, sous le nom de comte et comtesse du Nord, un voyage en Occident ; ils avaient trouvé à Paris une brillante réception.

En 1787, le comte de Ségur, grâce à la sympathie qu'il inspirait à Potemkine et au désir qu'avait celui-ci de hâter le développement d'Odessa par des échanges avec nos ports de la Méditerranée, conclut un traité d'amitié et de commerce, négociation importante dans laquelle tous ses prédécesseurs avaient échoué. En 1788, après l'intervention de la Prusse et de l'Angleterre dans les affaires de Hollande, Catherine II se déclara prête à signer une alliance avec la France, l'Autriche et l'Espagne pour contenir la ligue anglo-prussienne, et même à fermer ses ports à l'Angleterre. Ce fut la France qui refusa de conclure.

### Deuxième guerre de Turquie (1787-1792) et guerre de Suède (1789-1790).

Toutefois la Russie avait une alliance plus intime avec Joseph II, que Catherine avait gagné à ses ambitieux projets sur l'Orient. Le cabinet de Saint-Pétersbourg proposa à celui de Vienne un plan de démembrement de la Turquie : « Il devait exister, entre les trois monarchies russe, autrichienne et turque, un état intermédiaire, indépendant de chacune d'elles, qui comprendrait la Moldavie, la Valachie et la Bessarabie et qui, sous le nom de *Dacie*, aurait un souverain du rite grec. La Russie acquerrait Otchakof et le littoral entre Boug et Dniéper, plus une ou deux îles dans l'Archipel. L'Autriche s'annexerait les provinces turques qui l'avoisinaient. Si la guerre faite en commun était couronnée d'un succès assez complet pour que l'on pût chasser les Turcs de Constantinople, on rétablirait l'ancien empire grec dans sa complète indépendance, et l'on élèverait au trône de Byzance le grand-duc Constantin Pavlovitch qui renoncerait à tous ses droits sur le trône de Russie, de façon à ce que les deux couronnes ne fussent jamais réunies sur la même tête. » Joseph II accepta ces propositions; seulement il stipula qu'outre les provinces serbes de l'empire turc, Serbie, Bosnie, Herzégovine, il aurait les possessions vénitiennes en Dalmatie; Venise recevrait en dédommagement la Morée, Candie et Chypre.

On pourrait donner à la France, à l'Angleterre et à l'Espagne, une part dans les dépouilles de la Turquie. Tel fut le célèbre projet de partage, connu sous le nom de *projet grec* et qui aurait comblé les vœux de Voltaire, mort cinq années auparavant.

L'attitude de la Russie devenait chaque jour plus inquiétante pour la Porte : le second fils de Paul Ier avait reçu le nom significatif de Constantin ; on lui avait donné une nourrice grecque. La Tauride, que Catherine II avait annexée en alléguant la sécurité de l'empire, devenait entre les mains de Potemkine une position menaçante pour la sécurité des Turcs : Kherson était déjà un redoutable arsenal : Sévastopol se bâtissait ; il y avait une flotte russe dans la mer Noire ; en deux jours, elle pouvait aller jeter l'ancre sous les murs du sérail. Les agents de Catherine continuaient à agiter les provinces roumaines, slaves et grecques, et même l'Égypte. Catherine préparait l'annexion du Caucase et avait pris sous sa protection le tsar de Géorgie Héraclius. Le voyage triomphal que fit l'impératrice en 1787 dans les gouvernements du sud et les provinces nouvellement conquises, les entrevues qu'elle y eut avec le roi de Pologne et Joseph II, l'appareil militaire dont l'entoura Potemkine, prince de Tauride, les arcs de triomphe avec l'inscription fameuse *Chemin de Byzance*, achevèrent d'effrayer et d'irriter la Porte. La France, qui avait conscience de la faiblesse de son ancienne alliée, s'efforçait de la retenir, mais l'Angleterre et même la Prusse, pour faire pièce à la Russie, agissaient en sens contraire. La Suède, que l'ambassadeur français essayait également de modérer, avait promis son appui à la Sublime-Porte.

Dans l'été de 1787, Boulgakof, l'envoyé russe, reçut un *ultimatum* de la Porte ; on y demandait l'extradition de Mavrocordato, hospodar de Valachie, le rappel des consuls russes de Iassy, Bucharest, Alexandrie, l'abandon du protectorat sur Héraclius, vassal du sultan, le droit pour les Turcs de visiter tous les vaisseaux russes qui naviguaient dans les détroits, l'admission de consuls ou commissaires ottomans dans les ports de la domination russe. Sur le

refus opposé par Boulgakof, il fut mis aux Sept-Tours et la Sublime-Porte déclara la guerre.

La Russie se trouva prise au dépourvu. Potemkine n'avait pas achevé ses préparatifs : la flotte de Sévastopol venait justement d'être fort maltraitée par une tempête. Ses lettres désespérées à Catherine II donnent la mesure de son découragement. Il parlait déjà d'évacuer la Crimée. L'impératrice montre dans cette correspondance une âme virile et inébranlable ; elle sut prouver à son favori que l'évacuation de la presqu'île, c'était la ruine totale de ce grand port de Sévastopol et de cette flotte naissante qu'on avait créés à si grands frais; sans attendre l'ennemi, il fallait prendre l'offensive, marcher sur Otchacof ou sur Bender : « Je te prie de reprendre courage et de réfléchir, écrivait-elle ; avec du courage, on peut réparer même un désastre. »

Catherine avait plus d'un ennemi sur les bras; pendant que la Turquie la menaçait du côté du sud, la Prusse intriguait pour se faire céder par la Pologne Dantzig et Thorn et pour obliger les deux autres copartageants à lui rétrocéder la Gallicie; enfin Gustave III se déclarait brusquement, réclamait la Finlande méridionale, imposait sa médiation entre la Russie et la Turquie et, sans attendre la réponse à son *ultimatum*, venait mettre le siége devant Nyslot et Frédéricksham. S'il eût agi promptement, au lieu d'user l'ardeur de ses troupes contre les forteresses, il eût pu enlever la Livonie, défendue par deux régiments seulement, ou surprendre Saint-Pétersbourg, dégarni de troupes. Bien que le canon suédois retentît jusqu'au Palais d'Hiver, Catherine II montra l'intrépidité qu'elle recommandait à Potemkine. Elle refusa d'abandonner la capitale et en quelques jours réunit douze mille hommes pour sa défense. La flotte des Suédois fut arrêtée dans sa marche par la bataille indécise de Hogland. Un complot aristocratique éclata dans le camp même de Gustave III, que ses officiers accusaient d'avoir violé sa propre constitution en déclarant la guerre sans avoir consulté le sénat. Le roi de Suède fut obligé de retourner à Stockholm, où il châtia les conspira-

teurs et fit un nouveau coup d'État qui réforma la constitution dans un sens plus monarchique. Une diversion danoise en Suède l'empêcha de songer à l'offensive. En 1789, débarrassé des Danois que l'Angleterre et la Prusse menacèrent d'une intervention, il reprit les armes contre les Russes, mais sa flotte fit des pertes considérables. S'il gagna la bataille navale de Svenska-Sund, où il prit 30 vaisseaux, 600 canons et 6000 hommes (9 juillet 1790), il se sentit incapable de poursuivre cet avantage, que vint compromettre une seconde bataille dans les mêmes parages. Les affaires de France donnèrent une autre direction aux idées de ce prince fantasque. Il se hâta de signer la paix de Vérela, sur le pied du *statu quo ante bellum*, et passa des hostilités ouvertes à des propositions d'alliances avec la Russie contre la Révolution.

Dans le sud, Catherine II, en 1788, avait mis sur pied 40000 hommes pour protéger le Caucase, 30000 pour défendre la Crimée, 70000 sous Roumantsof pour opérer sur le Dniester; 80000 Autrichiens sous Joseph II menaçaient la ligne du Danube et de la Save. L'empereur d'Allemagne fut malheureux dans cette guerre: de Belgrade il fut rejeté au delà de la Save et battu à Témesvar; sentant gronder derrière lui le mécontentement de la Hongrie, où il avait irrité le peuple par ses innovations religieuses et la noblesse en lui enlevant ses priviléges, il céda le commandement à Laudon. Pendant ce temps Souvorof défendait Kinburn contre des forces supérieures et se faisait blesser dans une sortie; Potemkine, après un siége qui parut bien long au prince de Ligne (voir la correspondance de ce prince) et une tentative prématurée de Souvorof, enleva d'assaut la forte ville d'Otchakof, où 20000 Turcs périrent. Catherine II, habituée jusqu'alors à voir les volontaires français dans le camp ennemi, applaudit aux prouesses accomplies sous ses drapeaux par le comte Roger de Damas et le comte de Bombelles. Khotin, sur le Dniester, la clef de la Moldavie, avait été prise par Soltykof.

En 1789, Souvorof, combinant ses efforts avec ceux du général autrichien, le prince de Cobourg, battit les Turcs

à Fokchany (31 juillet) et sur le Rymnik (22 septembre), auprès de Martinestie, où 25 000 chrétiens vainquirent 100 000 musulmans. Souvorof mérita le surnom de *Rymnikski*. Laudon à l'ouest prenait Belgrade et conquérait la Serbie; Potemkine, à l'est, prenait Bender et conquérait la Bessarabie.

Débarrassée de la guerre de Suède, Catherine II poussa les hostilités contre les Turcs avec plus de vivacité en 1790. Ismaïl, sur la branche septentrionale du Danube, était une place formidable par sa position; 40000 hommes la défendaient: Koutouzof avait renoncé à la prendre et Potemkine recommandait la prudence à l'impétueux Souvorof. Souvorof l'enleva d'assaut avec une perte de 10000 hommes et un carnage de 30,000 Turcs. Son exploit fut chanté par Derjavine.

Joseph II mourut cette année et Léopold II, à Sistova, signa une paix qui ne lui accordait que le vieux Orsova et le territoire de l'Unna (août 1791). Catherine II continua la guerre encore quelques mois : la prise d'Akkerman et de Kilia la rendit maîtresse des bouches du Danube : Repnine avec 40000 hommes battit à Matchin les 100000 hommes du grand-vizir, tandis qu'Ouchakof dispersait la flotte turque et cinglait sur Varna, pour couper au grand-vizir ses communications avec Constantinople. Le sultan effrayé demanda la paix; d'autre part, les affaires de la France et de la Pologne réclamaient l'attention de Catherine. Par la paix séparée de Iassy, elle garda seulement Otchakof et le littoral entre Boug et Dniester et stipula des garanties en faveur des principautés danubiennes (janvier 1792). Cette guerre avait été plus rude que la précédente, les succès plus disputés et les Turcs, qui se croyaient à la veille d'être rejetés en Asie, s'en tirèrent à meilleur compte que la première fois.

**Deuxième partage de la Pologne : diète de Grodno. Troisième partage : Kosciuszko.**

Les années 1773 à 1791 avaient été pour la Pologne une période de vaillants efforts et de salutaires réformes, Tyzenhaus avait fondé l'école de médecine de Varsovie; on avait réorganisé les vieilles universités de Vilna et Cracovie, créé de nombreuses écoles secondaires, pour lesquelles le philosophe français Condillac avait rédigé un manuel de logique. Stanislas Poniatovski, le correspondant de Voltaire, l'ami, le *cher fils* de Mme Geoffrin, avait fait venir des artistes français et italiens. Des historiens, des poëtes nationaux embellissaient de leurs talents les dernières années d'indépendance. Ce fut une véritable renaissance polonaise. Sous la salutaire influence de l'universel génie français, « le progrès marchait rapidement, dit Lélével; en quelques années on ne voyait plus de ces sombres pratiques superstitieuses, de cette bigoterie hideuse qui allait jusqu'à ensanglanter la piété des fidèles; le charlatanisme ne pouvait les séduire; on ne parlait qu'en souriant de l'ancienne croyance à la sorcellerie, on expliquait les phénomènes de la nature d'une manière raisonnable; à l'animosité haineuse succédait la fraternité parmi les croyants des différents cultes. » Les caractères, longtemps abaissés par une funeste éducation, se relevaient grâce à l'éducation rationnelle qui se donnait dans les nouvelles écoles de l'Etat. On voyait grandir une génération d'hommes, étrangère au fanatisme et à la corruption de l'âge précédent, passionnée pour la patrie et la liberté et qui allait être l'honneur suprême du pays. Que l'on compare les Zamoïski, les Kosciuszko, les Niemcévitch, les Dombrovski, aux hommes du premier partage : on aura une idée du progrès accompli. La Pologne voulait vivre et fit pour se régénérer un dernier effort.

Avant tout, il fallait réformer l'odieuse constitution anarchique que les étrangers avaient perfidement garantie et

qui faisait de la Pologne la risée et la proie de ses ennemis. La diète de Varsovie, en 1788, établit un comité pour la réforme de la constitution, porta le chiffre de l'armée à 60000 hommes, décréta de nouveaux impôts. Les circonstances semblaient favoriser des mesures plus hardies : si la France, occupée de sa révolution, ne pouvait plus venir en aide à la Pologne, l'Angleterre se montrait ouvertement hostile à la Russie, la Turquie et la Suède lui déclaraient la guerre, la Prusse recherchait l'amitié polonaise, engageait Poniatovski à ne pas se soucier de la garantie russe et négociait un traité d'alliance offensive et défensive. La diète de 1791, formée en confédération et délibérant cette fois à la simple majorité, osa entreprendre la réforme de la constitution : elle déclara le trône héréditaire et appela la maison de Saxe à la succession éventuelle de Poniatovski; elle abolit le *liberum veto*, qui était l'anarchie légale et la vénalité organisée; elle partagea le pouvoir législatif entre le roi, le sénat, la chambre des nonces; elle attribua le pouvoir exécutif au roi, assisté de six ministres responsables devant les chambres, l'investit du commandement des armées et de la nomination aux emplois. Les villes reçurent le droit d'élire leurs juges et d'envoyer des députés à la diète. On n'osa toucher aux droits des nobles sur leurs paysans, car les nobles étaient alors la nation militante, le *pays légal*, et c'était en somme leur patriotique initiative qui accomplissait la révolution : la diète déclarait seulement sanctionner d'avance les conventions particulières qui interviendraient entre les seigneurs et les serfs pour l'avantage de ces derniers. Telle fut la mémorable constitution du 3 mai 1791. Une transformation analogue, accomplie en Suède par le coup d'Etat royal de 1772, avait sauvé du démembrement la monarchie des Wasa; le coup d'Etat parlementaire du 3 mai 1791 allait-il pouvoir sauver la Pologne? Les cours du nord, qui faisaient un crime aux libéraux français d'affaiblir, par la constitution votée cette année même, les pouvoirs de la royauté bourbonienne, permettraient-elles aux patriotes polonais de restituer à leur roi les prérogatives essentielles de la royauté, les pou-

voirs nécessaires pour vaincre l'anarchie au dedans et faire respecter la nation au dehors ?

Catherine II n'osa protester tant qu'elle eut sur les bras la guerre de Turquie ; mais quand la paix fut signée à Iassy, elle accueillit à Saint-Pétersbourg une députation des mécontents de Pologne qui regrettaient le *liberum veto* et craignaient les promesses faites aux paysans. Parmi ces mauvais citoyens, on remarquait Félix Potoçki, l'hetman Braniçki, Rjévuski et les deux frères Kossakovski. Catherine II les autorisa à former la confédération de Targovitsa ; dans son manifeste du 18 mai 1792, elle rappela que la Russie était garante de la constitution polonaise et signala les réformateurs du 3 mai comme complices des jacobins. Les Russes éclairés furent indignés du perfide langage tenu par leur gouvernement. Sémen Voronzof, ambassadeur à Londres, écrivait : « Le manifeste n'aurait pas dû entrer dans les éloges ridicules de l'ancienne forme de gouvernement *sous lequel la république a fleuri et prospéré tant de siècles*. Cela a l'air de stupidité, si on le dit de bonne foi, ou de dérision outrageante, si on est persuadé, comme tout le monde l'est, que c'était le gouvernement le plus absurde et le plus détestable. » L'épithète de jacobins était aussi bien singulièrement appliquée aux Polonais qui avaient voulu fortifier chez eux le pouvoir royal.

Sur la demande des confédérés de Targovitsa, 80 000 Russes et 20 000 kosaks entrèrent en Ukraine. Poniatovski se tourna vers la Prusse et lui rappela ses promesses de secours : Frédéric-Guillaume II répondit qu'on ne l'avait pas consulté pour le changement de constitution et qu'il se considérait comme délié de tout engagement. Il négociait déjà avec la Russie un deuxième traité de partage dont l'Autriche serait exclue. L'Autriche aurait à se dédommager avec les provinces qu'elle enlèverait à la France révolutionnaire ; la Russie lui promettait aussi de l'aider à acquérir la Bavière en échange des Pays-Bas. Les Polonais, abandonnés de tous, essayèrent vainement de résister à l'invasion russe. Leur armée de Lithuanie recula sans combattre, tandis que l'armée polonaise proprement

dite livrait, avec le prince Joseph Poniatovski, le combat de Ziélencé, avec Thaddée Kosciuszko, celui de Dubienka sur le Bug. Alors le roi Stanislas déclara accéder à la confédération de Targovitsa, désavouant ainsi l'œuvre glorieuse du 3 mai : les hommes de la réforme, Ignace Potoçki, Kollontaï, Malakhovski, durent se retirer; les hommes de Targovitsa prirent leur place dans les conseils du roi et abolirent la constitution. Le *liberum veto* fut rétabli.

Les patriotes polonais ne connaissaient encore que la moitié de leur malheur, ignorant le traité de partage. Le roi de Prusse, à son tour, franchit la frontière de l'ouest, annonçant dans son manifeste que les troubles de la Pologne compromettaient la sécurité de ses états, que Dantzig envoyait du blé aux révolutionnaires de France et que la Grande-Pologne était infestée de clubs jacobins, dont les menées étaient rendues doublement dangereuses par la continuation de la guerre avec la France. Le roi de Prusse affectait de voir des jacobins partout où il avait intérêt à en trouver. La part de chacune des deux puissances était marquée d'avance. La Russie devait avoir les provinces orientales, avec trois millions d'habitants, jusqu'à une ligne qui, partant de la frontière orientale de Courlande, passant par Pinsk, aboutissait à la Gallicie, comprenant Borissof, Minsk, Sloutsk, la Volynie, la Podolie, la Petite-Russie. La Prusse avait les cités tant convoitées de Thorn et de Dantzig, la Grande-Pologne avec Posen, Gnézen, Kalisch, Czenstochovo. Si la Russie ne s'annexait encore que des pays russes ou lithuaniens, la Prusse pour la seconde fois taillait dans le vif en plein pays polonais, et c'était encore un million et demi de Slaves qui passaient sous le joug des Allemands.

Il ne suffisait pas de dépouiller la Pologne, réduite maintenant à un territoire moins étendu que celui occupé par la Russie : il fallait qu'elle consentît à cette spoliation, qu'elle légalisât le partage. On convoqua une diète à Grodno, sous la pression des baïonnettes russes : cette même pression, jointe à la corruption pécuniaire, s'exerça au préalable dans les élections; le roi fut en quelque sorte

traîné à Grodno pour présider à la ruine de sa patrie. Sievers, l'ambassadeur de Catherine, déploya toutes les ressources d'une diplomatie sans scrupule, qui avait à son service la séduction, l'intimidation et la violence. Malgré l'appui qu'il trouva dans les députés vendus et les traîtres de Targovitsa, il fut longtemps avant de rien obtenir. A la fin la diète, dans l'espérance trompeuse de diviser ses ennemis, consentit à ratifier le traité de cession à la Russie; elle se montra d'autant plus récalcitrante quand vint le tour du traité prussien. Sievers eut beau faire cerner la salle des séances par deux bataillons de grenadiers, braquer sur elle quatre pièces de canon, installer dans un fauteuil auprès du roi le général Rautenfels : vingt jours se passèrent sans qu'il pût arracher un mot de consentement à cette assemblée sans défense. Les Polonais haïssaient par-dessus tout les Prussiens : il n'eût tenu qu'à Catherine de soustraire à un joug odieux la Grande-Pologne et de réunir tout le royaume sous son autorité presque librement acceptée. Sievers, comme Sémen Voronzof, sentait la faute énorme que l'on commettait en agrandissant la Prusse aux dépens d'un pays slave. Malheureusement, ses instructions étaient positives. Pour triompher de cette force d'inertie, il fit enlever par ses grenadiers quatre députés et bloqua étroitement l'assemblée dans la salle des délibérations. La journée du 23 septembre 1793 et la nuit suivante furent occupées par une *séance muette*, où le roi sur son trône, les députés sur leurs bancs, siégèrent mornes et silencieux. A trois heures du matin, Rautenfels sortit pour aller chercher ses grenadiers; alors le maréchal de la diète, Biélinski, osa poser la question : Ankiévitch proposa aux nonces une rédaction qui donnait satisfaction à la Prusse tout en laissant à « la postérité plus heureuse » le soin de relever la patrie. Biélinski demanda trois fois, sans reprendre haleine, si la diète autorisait sa délégation à signer le traité. Personne ne répondit : alors une voix s'éleva, déclarant que le silence tenait lieu de consentement. Il était quatre heures du matin; les nonces sortirent de la salle consternés et s'essuyant les yeux.

Le 16 octobre, la diète conclut avec la Russie un traité d'alliance, ou plutôt un pacte d'asservissement par lequel Catherine II garantissait « la liberté de la république, » c'est-à-dire tous les abus de la vieille constitution. Les troupes polonaises, qui se trouvaient cantonnées dans les provinces cédées à l'impératrice, reçurent l'ordre de lui prêter le serment de fidélité; celles qui restaient à la république devaient être réduites à 15 000 hommes.

La Pologne avait mérité par son fanatisme et sa corruption électorale le malheur de 1772; elle ne méritait pas celui de 1793. L'histoire tiendra compte des généreux efforts du roi, des Czartoryski, de la majeure partie de la noblesse, du tiers-état patriote, pour la réforme du pays.

La bourgeoisie des grandes villes, gagnée d'ailleurs aux idées françaises, était indignée de ce nouvel attentat contre la patrie; l'armée, encore forte de 25 000 hommes, avait accueilli avec colère l'ordre de licenciement; une partie des gentilshommes partageait ces sentiments, tandis que l'autre, par crainte des nouveaux impôts ou de réformes sociales, se résignait à la domination étrangère. Le peuple des campagnes restait apathique et indifférent : la Pologne expiait cruellement la dure servitude que sa *pospolite*, en pleine civilisation du dix huitième siècle, avait laissé peser sur les classes rurales. Georges Forster écrivait en 1791 : « Les nobles polonais ont seuls en Europe poussé si loin l'ignorance et la barbarie qu'ils ont anéanti dans leurs serfs presque la dernière étincelle de la pensée. » C'est une des circonstances atténuantes qu'invoquent les historiens russes ou allemands pour excuser le démembrement : le sort des paysans n'allait pas empirer sous la domination russe, il allait s'améliorer sous la domination allemande.

Cependant les patriotes polonais avaient mis toutes leurs espérances en Thaddée Kosciuszko, le héros de Dubienka. Né en 1752, entré en 1764 à l'école militaire fondée par les Czartoryski, il s'y était distingué par un labeur acharné. En Pologne il avait reçu de dures leçons d'égalité : il avait vu son père assassiné par ses paysans exaspérés; lui-même avait été honni par le puissant seigneur Sosnovski dont il

avait osé demander la fille en mariage, lui, un simple gentilhomme sans fortune. Il avait combattu dans la guerre d'Amérique et en était revenu avec la décoration républicaine de Cincinnati. Après le deuxième partage, il avait quitté Varsovie, s'était retiré en Saxe où il retrouva les hommes du 3 mai, Malakhovski, Ignace Potoçki, l'ex-chancelier Kollontaï, Niemcévitch, toute la Pologne honnête et dévouée à la liberté. Envoyé en France, il avait reçu des promesses de secours du comité de Salut Public, et maintenant il travaillait de Dresde à ourdir en Pologne une vaste conspiration. Elle compta bientôt des milliers de nobles, de prêtres, de bourgeois, de soldats licenciés ; malgré le nombre des conjurés, le général Igelstrom, qui commandait à Varsovie pour Catherine II, ne put saisir aucun des fils principaux du complot.

L'ordre de licenciement de l'armée précipita l'explosion. Madalinski refusa de laisser désarmer la brigade qu'il commandait, franchit le Bug, se jeta sur les provinces prussiennes, puis se rabattit sur Cracovie : à son approche, cette cité, la seconde de la Pologne, la capitale des anciens rois, se souleva et chassa la garnison russe. Kosciuszko y accourut et promulgua l'*acte d'insurrection* où l'on flétrissait l'odieuse conduite des copartageants et où l'on appelait aux armes les populations. On fabriqua cinq mille faux pour les paysans, on recueillit les offrandes volontaires des patriotes, on imposa de force les récalcitrants et les tièdes.

Igelstrom, très-inquiet dans Varsovie, détacha cependant Tormassof et Dénissof contre Cracovie Tormassof, abandonné par Dénissof, rencontra, près de Raçlavitsa, Kosciuszko et Madalinski avec des forces presque égales aux siennes : quatre mille hommes dont deux mille paysans. La cavalerie noble s'enfuit au premier choc, annonçant partout la défaite et la prise de Kosciuszko : ce furent les paysans qui rétablirent le combat et prirent aux Russes douze canons. Le dictateur, pour punir la lâcheté des cavaliers, dépouilla les habits de gentilhomme et prit l'habit des paysans.

La nouvelle de ce succès parvint promptement à Varsovie : la représentation des *Cracoviens* qui semblait une allusion aux événements de Gallicie augmenta la fermentation. Igelstrom avait si mal disposé ses régiments que leurs communications pouvaient être facilement coupées par les régiments polonais cantonnés en ville : l'arsenal n'était pas encore livré aux Russes et restait encore en des mains patriotes.

Le 17 avril. à trois heures du matin, l'insurrection éclata, le tocsin sonna à toutes les églises : le peuple, excité par le cordonnier Kilinski et le banquier Kapostas, tomba partout sur les détachements russes isolés. Igelstrom se se vit bloqué dans son palais, hors d'état de communiquer avec ses régiments dispersés, qu'assaillaient à la fois le peuple et les régiments polonais. Le 18, il réussit à grand'-peine à sortir de la ville, abandonnant douze canons, quatre mille tués ou blessés et deux mille prisonniers. Vilna, capitale de la Lithuanie, suivit l'exemple de Varsovie et chassa le général Arsénief.

Un gouvernement provisoire s'était installé à Varsovie et avait envoyé un courrier à Kosciuszko. Il se composait d'hommes du 3 mai, parmi lesquels Ignace Potoçki représentait les modérés et Kilinski les ardents. Le roi Stanislas resta dans son palais, respecté, mais surveillé, étranger à la conduite des affaires dont cependant on lui rendait compte par déférence. En somme, la révolution du 17 avril 1794 comme la constitution du 3 mai 1791 avait un caractère national et monarchique. On recherchait l'appui de la France sans suivre tous les conseils venus de la Convention. Un tribunal extraordinaire donna quelque satisfaction à la conscience publique en recherchant les misérables qui avaient trahi le pays et dont la complicité avec l'étranger avaient été prouvée par les papiers saisis à l'ambassade russe. On pendit Ankiévitch, les hetmans Zabiéllo et Ozarovski, l'évêque de Livonie Kossakovski : le frère de ce dernier, l'hetman de Lithuanie Kossakovski, avait été justicié à Vilna.

Kosciuszko, malgré les excitations de Kollontaï et des

démocrates, n'osa pas résoudre la question paysanne : son manifeste du 7 mai 1794, qui apportait quelques adoucissements au servage, ne reçut aucune application. On risquait de s'aliéner la classe militaire sans gagner les masses rurales, abruties par des siècles d'oppression. Du moins, on essaya de ramener le clergé et les populations orthodoxes en proclamant la liberté de conscience et l'égalité des cultes devant la loi.

Cependant les Prussiens venaient de prendre Cracovie, trop faiblement défendue par son commandant. Le gouvernement de Varsovie déclara la guerre à Frédéric-Guillaume II. Le peuple, attribuant à la trahison la perte de Cracovie, courut aux prisons et exécuta tumultuairement sept détenus ; ceux-ci d'ailleurs méritaient leur sort : ils avaient été parmi les promoteurs de la confédération de Targovitsa, ou agents de la Russie. Kosciuszko blâma cette sanglante justice, réclama le châtiment des émeutiers, mais en même temps fit hâter la procédure contre les prisonniers coupables.

Le général Zaiontchek avait perdu le combat de Golkof contre les Russes ; les Prussiens marchaient sur la Vistule. Le roi de Prusse avait quitté son armée du Rhin pour venir diriger le siége et le bombardement de Varsovie. Catherine affecta d'être indignée de cet abandon de la guerre sainte contre la Révolution, pour la cause commune des rois et de la religion. Les prétentions de la Prusse sur Cracovie troublaient la bonne intelligence des trois cours du Nord, inquiétaient l'Autriche et menaçaient de rompre la coalition formée contre la France. Frédéric-Guillaume, fort mécontent de son auxiliaire russe, le général Krouchtchof, renonça à donner l'assaut : il leva le siége, rappelé d'ailleurs dans ses états par une insurrection de la Grande-Pologné.

Les Polonais n'eurent guère le temps de se réjouir de ce succès. Les Russes avaient repris Vilna, les Autrichiens étaient entrés à Lublin. Ce qu'il y avait de plus menaçant, c'était que le général russe Fersen avait réussi, malgré Poninski, à passer sur la rive droite de la Vistule ; il avan-

çait au-devant de Souvorof qui accourait avec l'armée d'Ukraine et qui avait déjà battu Siérakovski à Krouptchitsé et à Brest-Litovski. Si les deux armées russes, dont chacune était supérieure à toute l'armée polonaise, réussissaient à opérer leur jonction, c'en était fait de l'insurrection.

Kosciuszko, qui avait couru à Siérakovski pour le réconforter, revint en toute hâte prendre position à Macéiovitsy, sur la Vistule, à égale distance de Varsovie et de Lublin, pour s'opposer à Fersen. Il avait autour de lui ses plus braves lieutenants, Potocki, Kaminski, Kollontaï, Niemcévitch, poëte et général. La veille de la bataille, Kaminski fit remarquer à Niemcévitch des corbeaux qui volaient sur leur droite : « Souviens-toi de Tite-Live, disait-il, mauvais signe ! » — « Mauvais signe pour des Romains, non pour nous », répondit le vaillant poëte. Le 10 octobre, Krouchtchoi attaqua de front les Polonais, tandis que Fersen les faisait tourner à droite par Denissof, à gauche par Tormassof. L'armée polonaise, ébranlée d'ailleurs par une violente canonnade, ne put résister à une attaque à la baïonnette. Tout se dispersa : vingt-un canons, deux mille sept cents prisonniers, restèrent entre les mains des Russes : tous les généraux furent pris ; Kosciuszko avait été relevé à moitié mort par l'ataman Dénissof. Les généraux russes traitèrent bien leurs prisonniers ; les officiers s'efforçaient de consoler Niemcévitch blessé en lui faisant compliment sur une pièce dont on avait trouvé le manuscrit dans sa poche, le *Retour de l'autre monde* (1794).

Varsovie fut consternée de ce désastre. Vavrjévski succédait à Kosciuszko sans pouvoir remplacer le héros populaire qui était l'âme de la révolution. Déjà Souvorof était arrivé devant Praga ; l'armée russe tout entière prenait ses positions au son de la musique et du tambour. L'impétueux général distribua aussitôt son armée en sept colonnes. Les soldats russes, la veille de l'assaut, mirent des chemises blanches comme pour une noce ; les saintes images furent placées à la tête des colonnes. Le 4 novembre, à trois heures du matin, tout s'ébranla ; en un instant

les fossés furent comblés et les remparts escaladés. « Les Polonais, dit un témoin oculaire russe, se défendirent avec désespoir et abnégation, en héros. » Praga subit toutes les horreurs d'une prise d'assaut. Vainement Souvorof avait renouvelé la recommandation « d'épargner l'habitant, de faire quartier aux vaincus, de ne pas tuer sans motif. » Les soldats étaient trop exaspérés contre les Polonais qu'on leur représentait comme des républicains, des athées, complices des jacobins français, meurtriers de leur camarades désarmés lors de l'émeute du 17 avril. Il y eut douze mille morts et seulement un millier de prisonniers. « Les rues sont couvertes de cadavres, le sang coule par torrents, » dit la première dépêche de Souvorof. Le massacre de Praga épouvanta Varsovie, que la largeur de la Vistule protégeait mal contre les boulets russes. Souvorof refusa de traiter avec Potoçki et les hommes du 17 avril; le roi Stanislas dut se porter médiateur. Souvorof garantit aux habitants leurs biens, l'amnistie, des passe-ports pour les personnages compromis. Il fit son entrée dans Varsovie. L'impératrice le nomma feld-maréchal. Le roi fut envoyé à Grodno. Le troisième traité de partage, arraché à l'impératrice par l'importunité de la Prusse et auquel l'Autriche obtint de prendre part, reçut son exécution. La Russie prit le reste de la Lithuanie jusqu'au Niémen (Vilna, Kovno, Grodno, Novogrodek, Slonim), le reste de la Volynie jusqu'au Bug (Vladimir, Loutsk, Kréménetz). Elle atteignit ainsi l'extrême limite des pays autrefois gouvernés par les princes issus de Rourik, sauf en Gallicie, car l'impératrice, dont la politique livrait la Pologne aux Allemands, avait laissé prendre par l'Autriche, lors du premier partage, la Russie Rouge. Outre les pays russes, la Russie s'annexait la vieille Lithuanie des Jagellons. Enfin elle consommait l'annexion de la Courlande et de la Samogitie.

La Prusse eut toute la Pologne orientale avec Varsovie. L'Autriche eut Cracovie, Sandomir, Lublin et Chelm ; ses possessions faisaient une pointe vers le nord comme pour aller rejoindre Varsovie (3 janvier 1795).

L'armée polonaise avec Vavrjévski avait refusé de se laisser comprendre dans la capitulation de Varsovie : travaillée par les discordes des chefs, affaiblie par l'indiscipline et la désertion, elle fut obligée d'accepter une convention honorable à Radochitsé. Les officiers gardaient leur épée et obtenaient des passe-ports pour l'étranger. Les prisonniers faits à Macéiovitsy et à Varsovie avaient été partagés entre les gouvernements qui avaient mis la main sur leur lieu d'origine. Madalinski fut transporté en Prusse, Kollontaï et Zaiontchek en Autriche, Kosciuszko, Kapostas, Kilinski, Potoçki, Vavrjévski, à Saint-Pétersbourg. La Pologne n'était pas encore morte : des débris de l'armée dissoute à Radochitsé Dombrovski allait former pour la République et l'Empire les fameuses légions polonaises, pendant vingt ans inséparables de nos drapeaux ; on retrouvera Dombrovski à la Trebbia, Zaiontchek en Égypte, Joseph Poniatovski à Borodino. Les Polonais, vaincus à Macéiovitsy, reverront leurs vainqueurs sur tous les champs de bataille de l'Europe : en Italie, en Helvétie, en Autriche, en Prusse, en Pologne, en Lithuanie. Napoléon les rassasiera de vengeances contre les trois puissances copartageantes et, deux siècles après le *fils de roi* Vladislas, conduira des troupes polonaises dans la sainte cité de Moscou.

### Catherine II et la Révolution française. Guerre de Perse.

A la veille de la Révolution, les deux gouvernements de Louis XVI et Catherine II étaient entrés en négociations assez actives pour la formation d'une quadruple alliance, comprenant la Russie, l'Autriche, les deux maisons de Bourbon, et destinée à tenir en échec les prétentions maritimes de l'Angleterre et les empiétements de la Prusse. Dès la prise de la Bastille, Catherine II comprit qu'il n'y avait plus à compter sur l'appui de la France, toute occupée alors de sa transformation intérieure. Elle suivait pourtant avec beaucoup d'anxiété les événements de Paris manifestait la plus vive antipathie contre les

principes nouveaux, fut de ceux qui conseillèrent à Louis XVI la fuite de Varennes et tomba malade à la nouvelle du 21 janvier. La correspondante de Voltaire et de Diderot se laissa entraîner par frayeur dans une véritable reaction : elle fit surveiller les Russes qu'on soupçonnait d'idées libérales et *perlustrer* leur correspondance; elle fit lacérer la tragédie de Kniajnine, *Vadim à Novgorod*, et parla de la faire brûler par la main du bourreau; elle destitua et envoya en Sibérie Radichtchef, l'auteur du *Voyage de Saint-Pétersbourg à Moscou*, livre curieux où l'on trouvait de vives réflexions sur le servage; Novikof fut arrêté et enfermé à Schlüsselbourg, ses librairies et sa typographie fermées, toutes ses entreprises ruinées. Elle congédia Genest, ambassadeur de France, refusa de reconnaître d'abord la constitution de 1791, puis la République, rendit un oukaze qui annonçait la rupture des relations diplomatiques avec la France, interdit les ports russes au pavillon tricolore, expulsa tous nos nationaux qui refusèrent de prêter serment de fidélité au principe monarchique, accueillit à bras ouverts les émigrés, s'empressa de reconnaître Louis XVIII.

En 1792, elle rédige une note célèbre pour la restauration en France du pouvoir royal et des priviléges nobiliaires, assurant que dix mille hommes suffiraient à opérer la contre-révolution. Elle encourage Gustave III, que son aristocratie allait faire assassiner dans un bal masqué (16 mars 1792), à se mettre à la tête de la croisade contre la démocratie. Elle pousse l'Angleterre à aider le comte d'Artois dans un projet de descente sur nos côtes; elle stimule le zèle de l'Autriche et de la Prusse. Cependant, bien qu'à plusieurs reprises elle ait consenti à négocier des traités de subsides et à promettre des troupes, elle eut soin de ne pas s'engager dans la guerre d'Occident : « Mon poste est pris, disait-elle, et mon rôle assigné ; je me charge de veiller sur les Turcs, les Polonais et la Suède (réconciliée avec la France après la mort de Gustave III). » Le châtiment des *jacobins* de Varsovie et de Turquie était en effet plus facile et surtout plus lucratif. Peut-être faut-il

tenir compte d'un aveu qu'elle fit en 1791 à son vice-chancelier Ostermann : « Ai-je tort? Il y a des raisons que je ne peux pas dire aux cours de Vienne et de Berlin, je veux les engager dans ces affaires pour avoir les coudées franches. J'ai beaucoup d'entreprises inachevées et il faut qu'elles soient occupées pour ne pas me gêner. » Elle s'excusa de ne pas prendre part à la croisade antirévolutionnaire, alléguant la guerre de Turquie ; puis, quand elle fut obligée de hâter la paix de Iassy par suite de la révolution du 3 mai, elle s'excusa sur la guerre de Pologne ; quand celle-ci fut terminée, elle affecta d'exciter le zèle de Souvorof et de ses soldats contre les *athées* d'Occident, mais en réalité elle ne songeait qu'à reprendre ses plans en Orient. Le nouveau roi de Perse Mohammed venait d'envahir la Géorgie et de brûler Tiflis, capitale d'Héraclius, le protégé de Catherine. Celle-ci fit venir à sa cour un frère exilé de Mohammed et chargea Valérien Zoubof de conquérir la Perse.

En réalité, Catherine II a été, sans le vouloir, beaucoup plus utile à la France qu'à la coalition : par son intervention en Pologne et ses projets contre l'Orient, elle excita les jalousies et les craintes de la Prusse et de l'Autriche; elle prit soin de les opposer l'une à l'autre, fit avec Frédéric-Guillaume le second partage en dépit de l'Autriche, avec François II le troisième partage qui mécontenta la Prusse ; elle contribua indirectement à ébranler et à dissoudre la coalition, tandis que l'insurrection polonaise, encouragée par la France, l'empêchait elle-même d'y prendre part. Elle mourut le 6-17 novembre 1796, âgée de soixante-sept ans. Aucun prince, depuis Ivan le Terrible, n'avait agrandi l'empire par de si vastes conquêtes. Elle avait donné pour limites à la Russie le Niémen, le Dniester et la mer Noire.

# CHAPITRE XXXIII.

## PAUL Ier (17 NOVEMBRE 1796. — 24 MARS 1801).

Politique de paix, puis accession à la deuxième coalition. — Campagnes des îles Ioniennes, d'Italie, d'Helvétie, de Hollande, de Naples. — Alliance avec Bonaparte : la ligue des neutres et le grand projet contre l'Inde.

### Politique de paix, puis accession à la deuxième coalition.

Paul Ier montait sur le trône à quarante-deux ans. Il avait de l'esprit, des dons naturels; mais son caractère avait été aigri par la dépendance étroite où le tenait sa mère, jusqu'à lui retirer l'éducation de ses enfants et à lui défendre de paraître à l'armée, par les humiliations que lui avaient fait endurer les favoris, par l'abandon où le laissaient les courtisans, empressés autour des puissances du jour. Le mystère de la mort de son père le troublait et l'inquiétait : il y avait de l'Hamlet dans Paul Ier. Comme Pierre III, il poussait à la manie le goût des minuties militaires. Il avait une idée très-haute de son autorité, était né despote, et c'est à lui qu'on prête ce mot : « Apprenez qu'il n'y a personne de considérable en Russie que l'homme auquel j'adresse la parole et pendant le temps que je lui parle. » Il haïssait la Révolution, d'une haine aveugle que n'avait pas connue Catherine II. Beaucoup des bizarreries de sa conduite s'expliquent encore par le désir de prendre le contre-pied de ce qu'avait fait Catherine, qu'il accusait en secret d'avoir usurpé sa couronne. Sans être cruel, il fit beaucoup de malheureux, étant aussi

prompt à châtier qu'à gracier, aussi prodigue d'exils en Sibérie que de faveurs inattendues.

Il commença par abolir l'oukaze de Pierre Ier sur la succession au trône, rétablit le principe monarchique de l'hérédité par ordre de primogéniture, de mâle en mâle et en ligne directe. Il profita des funérailles de sa mère pour faire exhumer les restes de son père et pour rendre aux deux cercueils des honneurs communs à l'église de la forteresse : Alexis Orlof dut marcher à côté de celui de son père et porter sa couronne. Sans les punir, il éloigna tous les favoris de sa mère et donna sa confiance à Rostoptchine et au farouche Araktchéef; il maintint Bezborodko à la tête des affaires étrangères.

Pour rétablir le principe d'autorité qu'il croyait ébranlé en Russie, il fit revivre de vieux usages barbares, obligea les voitures à s'arrêter quand il passait et les femmes comme les hommes à s'agenouiller dans la boue ou dans la neige. Il fit des règlements détaillés qui interdisaient les chapeaux ronds, les fracs, les gilets, les grands collets, les grandes cravates et tout ce qui sentait le jacobinisme. Il proscrivit de la langue officielle les mots *société*, *citoyen*, et autres que sa mère avait mis en honneur. Il établit une censure encore plus rigoureuse sur le théâtre et sur la littérature, défendit l'entrée des livres et de la musique d'Europe, rappela les Russes qui voyageaient ou étudiaient à l'étranger, interdit l'entrée du territoire à tout Français qui n'aurait pas un passe-port signé des princes de Bourbon.

Dans les dernières années de Catherine, de graves abus avaient dû s'introduire dans l'armée; un empereur militaire pouvait seul accomplir les réformes nécessaires pour suivre les progrès de la tactique et de l'armement; mais Paul apportait des vues étroites dans une réforme nécessaire. Entiché des usages prussiens, il supprima l'uniforme national, si commode, si militaire et si bien adapté au climat. Les Russes ne se reconnaissaient plus sous l'habillement à la prussienne, avec les queues, la poudre, les boucles, les souliers, les guêtres, les lourds bonnets, les

chapeaux embarrassants. Le vieux Souvorof secoua la tête et dit : « La poudre de perruquier n'est pas de la poudre; les boucles ne sont pas des canons; les queues ne sont pas des baïonnettes; nous ne sommes pas des Allemands, mais des Russes .» Ce quatrain fit reléguer le vainqueur des Turcs et des Polonais dans son village de Koutchévskoé, près de Novgorod, où il put à loisir chevaucher sur un bâton avec les polissons de l'endroit, sonner les cloches, lire l'épitre et chanter au lutrin.

Paul, avec plus de suite et de bon sens, entreprit la réforme des finances, fort compromises dans les dernières années de Catherine II, grâce aux guerres incessantes, à l'improbité des agents, au luxe de la cour et aux prodigalités envers les favoris.

A l'extérieur, Paul débuta par une politique de paix. Il suspendit le recrutement de trois hommes par .00 âmes ordonné par sa mère, fit rentrer l'armée de Perse et abandonna la Géorgie à ses propres forces. Il manifesta quelque compassion pour les Polonais, rappela les prisonniers de Sibérie, transféra le roi Stanislas de Grodno à Saint-Pétersbourg, visita Kosciuszko à Schlüsselbourg et le mit en liberté ainsi que les autres détenus. Il chargea Kolytchef, envoyé extraordinaire à Berlin, de dire au roi de Prusse qu'il ne voulait ni conquête, ni agrandissement. Il dicta à Ostermann une circulaire aux puissances étrangères, dans laquelle il déclarait que la Russie, seule dans le monde entier, n'avait cessé d'être en guerre depuis 1756 ; que quarante années de guerres avaient épuisé la population ; que l'humanité de l'empereur ne lui permettait pas de refuser à ses bien-aimés sujets la paix après laquelle ils soupiraient; que cependant, bien que l'armée russe pour ces motifs ne prendrait aucune part à la lutte contre la France, « l'empereur n'en resterait pas moins en intime concert avec ses alliés pour s'opposer par tous les moyens possibles aux progrès de l'effrénée république française, qui menaçait l'Europe d'une subversion totale par la ruine des lois, des droits, des propriétés, de la religion et des mœurs ». Il refusait tout concours armé à l'Autriche, effrayée des vic-

toires de Bonaparte en Italie et rappelait la flotte que Catherine avait adjointe à la flotte anglaise pour bloquer les côtes de France et de Hollande. Même il accueillait les ouvertures faites par Caillard, notre envoyé en Prusse, à l'envoyé russe Kolytchef et lui faisait déclarer que « l'empereur ne se considérait pas comme en guerre avec la France, qu'il n'avait rien fait pour lui nuire, qu'il était disposé à vivre en paix avec elle, et qu'il engageait ses alliés à hâter la fin de la guerre, offrant à cet effet la médiation russe ».

Bientôt la situation se tendit de nouveau entre la France et la Russie. Le traité de Campo-Formio avait donné les îles Ioniennes aux Français, qui acquéraient par là une situation menaçante en Orient et une influence plus grande sur le Divan. Le Directoire autorisait Dombrovski à organiser en Italie des légions polonaises. Panine, à Berlin, interceptait une lettre du Directoire à l'envoyé de France, dans laquelle il était question d'une restauration de la Pologne sous un prince de Brandebourg. De son côté, Paul prenait à sa solde le corps du prince de Condé et cantonnait 10 000 émigrés en Volynie et Podolie. Il offrait un asile à Louis XVIII chassé de Brunswick, l'établissait dans le palais ducal de Mittau, lui faisait 200000 roubles de pension. La nouvelle qu'une expédition française s'organisait mystérieusement à Toulon fit craindre pour la sécurité des côtes de la mer Noire, qui furent mises en état de défense. L'enlèvement du consul russe à Corfou, Zagourski, la prise de Malte par Bonaparte, l'arrivée à Saint-Pétersbourg des chevaliers bannis qui offraient à Paul le protectorat de leur ordre et le titre de grand-maître, l'invasion par le Directoire du territoire helvétique, l'expulsion du pape et la proclamation de la république romaine, précipitèrent la rupture.

Paul conclut une alliance avec la Turquie, irritée de l'invasion de l'Egypte, avec l'Angleterre, l'Autriche et le royaume de Naples. C'est ainsi que, par la double agression de Bonaparte contre Malte et l'Egypte, la Russie et la Turquie furent entraînées, contre toutes les traditions, à faire cause commune. Paul s'engageait à joindre sa flotte

aux escadres turques et anglaises, à fournir un corps de troupes pour un débarquement en Hollande, un autre pour la conquête des îles Ioniennes, enfin une grande armée auxiliaire pour les campagnes d'Italie et d'Helvétie.

### Campagnes des îles Ioniennes, d'Italie, d'Helvétie de Hollande, de Naples.

Dans l'automne de 1798, une flotte turco-russe captura dans les îles Ioniennes les garnisons françaises. Le roi de Naples fit envahir le territoire de la république romaine, mais Championnet ramena les troupes napolitaines chez elles, entra dans Naples, proclama la république parthénopéenne et amena saint Janvier à opérer son miracle annuel.

L'armée russe de Suisse fut placée sous les ordres de Rimski-Korsakof, et, pour commander l'armée austro-russe de la haute Italie, la cour d'Autriche, conseillée par l'Angleterre, demanda le vainqueur de Fokchany et du Rymnik. Paul Ier, flatté de cette marque de déférence, rappela Souvorof de son exil villageois : « Souvorof n'a pas besoin de lauriers, lui écrivit le tsar, mais la patrie a besoin de Souvorof. »

Le Directoire, pris au dépourvu, ayant à protéger non seulement la France, mais les républiques batave, helvétique, cisalpine, ligurienne, romaine, parthénopéenne, c'est-à-dire une ligne immense qui s'étendait du Zuyderzée au golfe de Tarente, n'avait pu opposer sur tous les théâtres de la guerre que des forces très inférieures à celles de la coalition : environ 170 000 hommes contre plus de 300 000. Brune était chargé de garder la Hollande contre laquelle Pitt préparait un débarquement de troupes anglaises et russes commandées par le duc d'York; sur le Rhin, on opposait Bernadotte et Jourdan à l'archiduc Charles; en Suisse, commandait Masséna ; dans la haute Italie, Schérer; à Naples, Macdonald. Déjà Jourdan venait d'être battu à Stokach et Schérer à Magnano (25 mars et 5 avril) et l'archiduc Charles avait pu se rabattre en Suisse contre

Masséna. C'est à ce moment que l'Autriche, croyant pouvoir violer impunément le droit des gens, fit assassiner nos plénipotentiaires à Rastadt (28 avril).

Moreau, qui avait succédé à Schérer, avait dû se replier sur l'Adda devant les Autrichiens. Le corps russe de Rosenberg, fort d'environ 20 000 hommes, était venu les rejoindre; le corps russe de Rebinder, d'une force à peu près égale, accourait à travers l'Autriche.

Souvorof, à son passage à Vienne, refusa de communiquer ses projets à Thugut, le ministre dirigeant, et affecta de dédaigner les conseils du *Hof-Kriegsrath* (conseil aulique de guerre). Quand les Autrichiens le questionnaient sur son plan de campagne, il montrait un blanc-seing de l'empereur Paul. Il declarait que son objectif, c'était Paris, où il relèverait le trône et l'autel. A ses soldats, il répétait les formules de son catéchisme militaire : « Coup d'œil, rapidité, impétuosité. — La tête de l'armée n'attend pas la queue. — La balle est une sotte, la baïonnette une gaillarde. — Les Français ont battu les Autrichiens en colonnes, nous les battrons en colonnes. » Il se moquait des lenteurs et du pédantisme de l'*Hof-Kriegsrath :* « Des parades !... des manœuvres ! .., trop de confiance en ses talents !... Savoir vaincre, bon, mais être toujours battu, ce n'est pas malin... L'empereur d'Allemagne veut que, lorsque j'ai à donner bataille demain, je m'adresse préalablement à Vienne. Les circonstances de la guerre changent rapidement ; on ne peut s'astreindre à un plan déterminé. La fortune vole comme l'éclair; il faut saisir l'occasion par les cheveux : elle ne revient pas. » Souvorof alla prendre à Vérone le commandement des troupes autrichiennes et du corps de Rosenberg.

Les Austro-Russes étaient 100 000; les Français 30 000 sous Moreau, y compris les légions italiennes et 3 ou 4 000 hommes des légions polonaises. Ces Polonais représentaient l'élément slave dans notre armée, comme les Russes dans celle de la coalition. La querelle de frères, débattue à Macéiovitsy et Varsovie, allait se continuer sur les bords de l'Adda. Souvorof surprit le passage de cette

rivière à Cassano, enfonça le centre de Moreau et enveloppa l'aile droite : environ 3000 hommes avec Serrurier (28 avril) demeurèrent prisonniers.

Moreau se retira en Piémont, puis, compromis par la perte de Céva et de Turin, dut chercher un refuge dans les Alpes. Souvorof fit son entrée dans Milan aux acclamations des nobles, des prêtres, de la populace fanatisée, de tous les ennemis de la Révolution, et abolit la république cisalpine. Souvorof, au lieu de relancer les 15 000 hommes qui restaient à Moreau, gêné par les instructions du Hof-Kriegsrath, s'amusa à faire le siège de Mantoue, d'Alexandrie et de la citadelle de Turin, en attendant Rebinder.

Macdonald accourait du fond de la péninsule avec l'armée de Naples; après avoir lié ses communications avec Moreau, il conçut le projet de se jeter entre Alexandrie et Mantoue et de séparer les deux masses principales de l'armée coalisée. Il battit les Autrichiens sur le Tidone, mais rencontra Souvorof sur la Trebbia. La bataille dura trois jours (17-19 juin); l'acharnement des Français, des Russes et des Polonais la rendit extrêmement sanglante. Le 17, les Français n'étaient que 18 000 contre 40 000; le lendemain 24 000 contre 36 000; le nombre devait l'emporter. Les deux armées perdirent chacune 10 ou 12 000 hommes, et Macdonald alla rejoindre Moreau dans les gorges des Alpes. Mantoue avait capitulé; dans le sud, les Anglo-Russes, unis aux bandes du cardinal Ruffo et du brigand Fra Diavolo, chassèrent les garnisons françaises du territoire parthénopéen : une épouvantable réaction ensanglanta les rues de Naples où 2000 maisons furent brûlées par les bandits et les lazzaroni (juillet 1799).

Le Directoire fit un dernier effort pour reconquérir l'Italie : l'armée des Alpes, portée à 40 000 hommes par de nouveaux renforts, fut placée sous le commandement du général Joubert, qui avait dit à sa jeune épouse : « Tu ne me reverras que mort ou victorieux. » Joubert voulut débloquer Alexandrie : Souvorof accourut avec 70 000 hommes et livra la bataille de Novi. Joubert fut tué au début de l'action. Les deux armées perdirent chacune 8000 hommes

(15 août) et les débris des troupes gallo-polonaises se retirèrent dans les montagnes de Gênes. L'Italie était perdue pour nous : les trois républiques cisalpine, romaine et parthénopéenne étaient anéanties.

Les Russes et les Autrichiens se divisèrent après la victoire. Les généraux allemands supportaient mal les hauteurs de Souvorof. Thugut s'accommodait encore moins de sa politique : le nouveau *prince Italiïski* entendait avoir vaincu pour la restauration des souverains et non pour les ambitions particulières de la maison d'Autriche ; il voulait donc établir un gouvernement national en Piémont, réorganiser l'armée piémontaise sous son drapeau particulier. Or, Thugut ne se souciait de rétablir ni Victor-Amédée, ni le pape. La mésintelligence s'accrut : il fut décidé que Souvorof abandonnerait l'Italie et irait rejoindre Rimski-Korsakof en Suisse. On allégua que les soldats russes, habitués au froid, se trouveraient plus à leur aise en Helvétie. Souvorof, qui se voyait déjà en Franche-Comté et sur la route de Paris, accepta.

En Suisse, après la première bataille de Zürich, Masséna s'était retiré sur les hauteurs de l'Albis, derrière la ligne formée par la Linth, le lac de Zürich et la Limmat. On lui avait opposé : 1° l'archiduc Charles avec 25 000 hommes ; 2° Korsakof avec 28 000 Russes; 3° Hotze avec 27 000 Autrichiens. L'archiduc devait évacuer la Suisse pour se porter au siége de Philippsbourg; il serait remplacé par Souvorof, qui amenait 20 000 hommes. Un moment critique pour les coalisés serait celui où l'archiduc aurait déjà évacué la Suisse et où Souvorof n'y serait pas encore arrivé. C'est ce moment qu'attendait Masséna : il avait maintenant 60 000 hommes contre 55 000, que l'arrivée du *prince d'Italie* aurait portés à 75 000. Donc, le 25 septembre, il surprit le passage de la Limmat, auprès de Diétikon, coupa en deux l'armée russe. Les grenadiers russes qui défendaient Diétikon combattirent jusqu'à épuisement de leurs munitions, refusèrent de se rendre et moururent alignés. Les autres corps furent successivement battus. Korsakof, rejeté dans Zürich, en fit fermer les

portes. Dans la nuit Masséna lui envoya des parlementaires qui furent retenus ou repoussés à coups de fusil. Le 26 septembre, Korsakof forma un immense carré de 15000 hommes et attaqua les Français. « Cette masse lourde et impénétrable, dit le major Masson, faisait reculer l'ennemi partout où elle se portait. » Toutefois cette tactique, qui avait eu du succès contre les Polonais et les Russes, devait échouer contre les Français. Décimés par les tirailleurs et l'artillerie légère, ébranlés par une charge générale de cavalerie et d'infanterie à la baïonnette, les Russes furent rejetés dans Zürich, laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés qui serraient sur leur poitrine des icônes et des reliques. Ils avaient perdu là 6000 hommes, leurs canons, le trésor de l'armée, leur chancellerie et leur chapelle. Korsakof s'enfuit sur Eglisau. Alors Masséna fit attaquer Zürich par Oudinot et la légion helvétique et s'empara de tous les magasins et des bagages des Russes. C'est là que périt l'illustre Lavater, tué par un soldat suisse ivre. Le 25, Soult, de son côté, avait passé la Linth, battu Hotze, qui fut tué. Les coalisés étaient tous ensemble rejetés en désordre sur Schaffhouse avec une perte de 10000 prisonniers, de 20 canons autrichiens et de presque toute l'artillerie russe.

Telle fut la victoire de Zürich. « Bonaparte, dit M. Duruy, n'a pas de plus glorieuse bataille, car les victoires qui assurent le salut du pays valent mieux que celles qui n'ajoutent qu'à sa puissance ou à la gloire de ses chefs. »

Souvorof cependant était arrivé à marches forcées à Taverno près de Bellinzona : l'administration autrichienne avait négligé d'y réunir les bêtes de somme nécessaires pour le passage des Alpes; Souvorof perdit quatre jours précieux à en requérir dans le pays environnant; il n'atteignit le Saint-Gothard que le 21 et le franchit avec des difficultés inouïes, après une vive résistance des détachements français retranchés dans la montagne. Il s'engagea ensuite dans l'étroite vallée de la Reuss, resserrée entre des montagnes abruptes, si bien que la route traverse plusieurs fois le torrent, notamment au Pont du Diable.

« Dans ce royaume de l'épouvante, écrivait Souvorof dans son rapport à Paul, à chaque pas s'ouvraient à côté de nous des abîmes, comme des tombes qui nous attendaient. Des nuits sombres dans les nuées, des tonnerres qui ne se taisaient pas, les pluies, les brouillards, le bruit des cataractes, le fracas des avalanches, énormes masses de roches et de glaces qui se précipitaient des hauteurs, les torrents qui entraînaient parfois les hommes et les chevaux dans l'abîme, le Saint-Gothard, ce colosse qui voit passer les nuages au-dessous de lui, nous avons tout surmonté, et, dans des lieux inaccessibles, l'ennemi n'a pas tenu devant nous. Les paroles manquent pour décrire toutes les horreurs que nous avons vues et au milieu desquelles la Providence nous a gardés. » L'impression produite par la formidable nature des Alpes helvétiques sur les hommes des grandes plaines russes, est vivement rendue dans les curieux *récits d'un vieux soldat*, mémoires d'un témoin oculaire et d'un compagnon de Souvorof.

Le tenace Lecourbe, chargé par Masséna de retarder la marche des Russes, n'avait que 11 000 hommes : avec eux il s'était promis de « faire crever Souvorof dans les montagnes ». A Hospital, il disputa le passage de la Reuss, canonna les Russes jusqu'à épuisement de ses munitions, jeta son artillerie dans le torrent, alla défendre plus loin le Pont du Diable, qu'il fit sauter, puis se retira sur Seedorf, dont il retrancha le pont. Souvorof, traversant les affreuses montagnes du Schachenthal, n'atteignit Altorf et le Muttenthal que le 26, ayant perdu 2000 hommes en route. C'est là qu'il apprit le désastre de Zürich, la fuite de Korsakof et qu'il comprit l'horreur de sa situation, perdu au cœur des montagnes, trahi par l'imprévoyance de ses alliés, enfermé dans le Muttenthal comme dans une souricière, environné de tous côtés par une armée victorieuse et supérieure en nombre. Sur ses derrières, Gudin avait réoccupé la haute Reuss; sur la route de Stanz, Lecourbe occupait Seedorf; sur celle de Schwitz, Masséna concentrait le corps de Mortier; sur celle de Glaris, s'était posté Molitor, que Soult allait renforcer. Ce fut le plus

beau moment de la vie de Souvorof: sa retraite héroïque est plus admirable que ses victoires d'Italie gagnées avec des forces supérieures; aucun général, dans une situation aussi désespérée, n'a déployé une énergie plus indomptable que ce petit vieillard presque septuagénaire Il résolut de franchir par soixante-cinq centimètres de neige le mont Bragel et de faire sa trouée par le Kleinthal et la route de Glaris. Son arrière-garde, laissée dans le Muttenthal, soutint pendant trois jours les assauts de Masséna, protégeant la retraite de l'armée, pendant que l'avant-garde enlevait Glaris et rejetait Molitor sur Naefels. Là, Molitor arrêta les Russes, qui furent contraints de rétrograder sur le Ringenkopf, dans les glaciers duquel ils perdirent plusieurs centaines d'hommes. De là, ils purent gagner Illanz, Coire et Feldkirch. Souvorof, avec ses vaillants débris, vint prendre ses quartiers d'hiver entre l'Iller et le Lech.

En septembre, trois divisions russes, sous le général Hermann, étaient allées rejoindre les Anglais débarqués en Hollande. Le 19, la trop grande ardeur des Russes fit battre les coalisés à Bergen; le 2 octobre, leurs lenteurs amenèrent la défaite d'Alkmaar. Brune, encore vainqueur, le 6, à Castricum, obligea le duc d'York à capituler (18 octobre) : l'armée anglo-russe obtint de sortir librement. Les débris du corps russe se rembarquèrent: froidement reçus en Angleterre, on les interna en quelque sorte dans les îles de Guernesey et de Jersey.

Masséna et Brune avaient sauvé les frontières de la République, préparé la ruine de la coalition, ôté toute excuse au coup d'État de brumaire.

### Alliance avec Bonaparte ; la ligue des neutres et le grand projet contre l'Inde.

Paul Ier, Souvorof et toute la Russie accusaient l'Autriche de trahison: l'empereur François, conseillé par l'Angleterre, s'efforça humblement d'expliquer le malentendu qui avait perdu Korsakof et failli perdre Souvorof. Le

tsar, un peu radouci, suspendit le mouvement de retraite des armées russes, mais posa comme conditions le renvoi de Thugut et la restauration des princes italiens dans leurs États reconquis. L'Autriche ne pouvait goûter cette politique désintéressée, renoncer à ses plans : Thugut, menacé, travailla à compléter la rupture; on insinua à l'empereur russe que le séjour de ses troupes en Bohême constituait une lourde charge pour les États héréditaires. L'irritable tsar apprit, par surcroît, un conflit qui s'était produit au siége d'Ancône : cette place maritime était assiégée par les Autrichiens, les Russes et les Turcs; le général autrichien conclut secrètement une capitulation avec les Français, stipula que ses soldats seraient seuls admis dans la forteresse, et fit enlever les pavillons turc et russe qu'on avait arborés sur les remparts à côté du sien. Cette insulte à son drapeau porta au comble l'exaspération de Paul Ier.

Bergen eut les mêmes résultats diplomatiques que Zürich; la rupture avec l'Angleterre, également accusée de trahison, suivit de près la rupture avec l'Autriche. Bonaparte, qui détruisit ensuite à Marengo tout le fruit des victoires de Souvorof, qui apparaissait aux Russes presque comme un vengeur des perfidies autrichiennes, Bonaparte dont les principes autoritaires rassuraient le tsar et dont la gloire le séduisait, profita habilement de ces dispositions de Paul Ier. Il commença par déclarer qu'il renvoyait sans échange, habillés de neuf et armés aux frais de la France, tous les prisonniers russes. Paul fut touché de cette attention, d'autant plus que l'Autriche et l'Angleterre avaient refusé d'échanger les soldats russes contre les prisonniers français qu'elles détenaient. Des négociations s'ouvrirent par l'intermédiaire de Berlin et au moyen des agents russes et français à Hambourg. Bonaparte s'appliqua à prendre le tsar par ses côtés faibles : son ombrageuse dignité et l'affectation de désintéressement chevaleresque. Il s'offrit à dédommager le roi de Sardaigne, à rétablir le pape dans Rome, à reconnaître Paul comme grand-maître de Malte et comme propriétaire de l'île. Malte était alors

bloquée par les Anglais qui, en septembre 1800, s'en rendirent maîtres. Leur refus de remettre à Paul Ier ce poste important irrita singulièrement l'empereur de Russie. Froissé en outre de la tyrannie maritime de la Grande-Bretagne, qui avait déclaré les côtes de la France et de ses alliés en état de blocus et recommençait ses vexations contre les vaisseaux neutres, Paul renouvela le fameux *acte de neutralité armée* et rechercha l'adhésion de la Prusse, de la Suède et du Danemark. Bonaparte s'empressa de souscrire aux principes russes. Pendant ce temps, le général Sprengtporten, chargé d'une mission intime à Paris, sous prétexte d'aller prendre le commandement des troupes russes prisonnières, y avait été suivi par Kolytchef, chargé de propositions plus précises. Kolytchef devait notamment engager Bonaparte à prendre le titre de roi avec l'hérédité de la couronne dans sa famille comme seul moyen de « convertir les principes révolutionnaires qui ont armé toute l'Europe contre la France ». Sur ce point, le premier consul n'était que trop disposé à donner satisfaction. Des négociations s'ouvrirent entre les deux pays sur les bases suivantes : la France respecterait l'intégrité de Naples et du Wurtemberg, accorderait quelque indemnité territoriale au roi de Sardaigne, conserverait la rive gauche du Rhin, sauf à s'entendre avec la Russie pour indemniser les princes dépossédés. C'était donc sous la médiation franco-russe que les sécularisations allaient s'opérer en Allemagne.

Paul, avec son emportement habituel, s'éprenait d'une passion chaque jour plus vive pour Bonaparte, s'entourait de ses portraits, buvait publiquement à sa santé, enjoignait brusquement à Louis XVIII de quitter Mittau.

C'est alors que les deux chefs d'État s'entendirent pour le *grand projet* qui consistait à renverser de fond en comble la domination anglaise dans les Indes. La France occupait encore l'Égypte : elle était autorisée à tenir garnison dans les ports méridionaux du royaume de Naples ; ses agents parcouraient l'Arabie et les États indiens. Paul, de son côté, pour s'assurer une base d'opération, fit ren-

trer ses troupes dans le Caucase et, sur la demande du fils d'Héraclius, prononça la réunion de la Géorgie à l'empire. L'expédition contre l'Inde anglaise devait se faire par deux voies différentes : Knorring devait prendre le commandement d'une armée russe qui, par Khiva et Boukhara, marcherait sur le haut Indus. L'ataman des kosaks du Don, Orlof-Dénissof, reçut des lettres de Paul qui lui ordonnait de commencer son mouvement sur Orenbourg, lui promettant « toutes les richesses des Indes » comme récompense, mais lui recommandant d'annoncer partout sur son chemin aux dynastes indigènes que « la Russie n'avait affaire qu'aux Anglais et qu'elle était en paix avec tous les peuples qui ne leur porteraient pas secours ». Il devait également, à Khiva, délivrer les captifs russes, à Boukhara, s'assurer que les indigènes ne se donneraient pas aux Chinois ; enfin, de l'Indus, il se porterait sur le Gange (lettres de janvier et février 1801).

L'autre expédition devait se composer de 35 000 Français et de 35 000 Russes, à la tête desquels Paul demandait qu'on plaçât le vainqueur de Zürich, Masséna. Les 35 000 Français, partis des bords du Rhin, descendraient le Danube dans des navires que leur fournirait le gouvernement autrichien, s'embarqueraient à l'embouchure du Danube sur des vaisseaux russes qui les transporteraient à Taganrog, remonteraient le Don jusqu'à Piati-Isbiankaïa, franchiraient le Volga à Tsaritsyne, le descendraient jusqu'à Astrakhan, et de là, traversant la Caspienne sur des vaisseaux russes, se rendraient à Astérabad, sur le rivage persan, où les attendraient les 35 000 Russes. L'armée combinée se porterait alors, par Hérat, Férah et Kandahar, sur le haut Indus et commencerait la guerre contre les Anglais. Ce projet, en marge duquel se trouvent les objections de Bonaparte, réfutées ensuite par l'empereur russe, entre dans les détails d'exécution les plus minutieux. Il compte 20 jours pour descendre le Danube, 55 jours pour atteindre Astérabad, 45 pour arriver à l'Indus : total 120 jours des bords du Rhin à ceux du Sind. Des aérostatiers, des artificiers, un corps de savants, analogue à la

mission d'Égypte, accompagneraient l'expédition. Le gouvernement français enverrait des objets précieux, produits de nos industries nationales. « Distribués à propos aux princes de ces contrées et offerts avec la grâce et l'amabilité qui sont si naturelles aux Français, ajoutait la note russe, ces objets serviront à donner à ces peuples la plus haute idée de la magnificence, de l'industrie et de la puissance de la nation française et à ouvrir par la suite une branche importante de commerce. »

Sur le continent Paul Ier agissait énergiquement sur la Prusse pour la décider à se déclarer contre l'Angleterre. La Ligue des neutres inquiétait si fort le gouvernement britannique que les amiraux Parker et Nelson allèrent en pleine paix attaquer la flotte danoise. (Bataille navale de Copenhague, 2 avril 1801.) Un événement plus extraordinaire encore rompit la coalition.

Dans la nuit du 23 au 24 mars 1801[1], l'empereur fut assassiné. Depuis longtemps les volontés capricieuses, les ordres violents de Paul lui avaient aliéné son entourage; chacun craignait pour soi ou pour les siens. La noblesse russe désapprouvait silencieusement sa passion belliqueuse contre la France d'abord, contre l'Angleterre ensuite ; la rupture avec cette dernière, en arrêtant l'exportation des blés, des chanvres et autres matières brutes, attaquait les propriétaires dans le plus clair de leurs revenus. Plusieurs fois, Paul avait proféré contre sa femme et son fils aîné Alexandre des paroles menaçantes. On lui prêtait l'idée de revenir sur son oukaze d'avénement et de changer l'ordre de succession. La cour s'habituait à l'idée d'une révolution qui lui ôterait la couronne, en lui laissant la vie, et appellerait au trône Alexandre Ier. Le comte Panine, ancien envoyé à Berlin, s'entretint souvent de cette éventualité avec Alexandre, et peu à peu ébranla ses scrupules. Il trouva bientôt l'homme qu'il fallait pour exécuter son dessein. Le comte Pahlen, noble livonien, devint alors l'âme de la conspiration et profita de son poste de gouverneur de la

1. Du 11 au 12 mars, ancien style.

capitale, chargé de la police, pour en protéger le développement. Le sang-froid audacieux de ses réponses dissipa les soupçons qu'avait pu concevoir le tsar. Un jour Paul lui demanda à brûle-pourpoint s'il se rappelait ce qui s'était passé en 1762 : « Oui, sire, j'étais alors sergent dans la garde. — On veut recommencer aujourd'hui, dit l'empereur en lui remettant une note qui révélait une partie du complot. — Sire, je le savais, et pour mieux connaître vos ennemis, j'ai dû jouer moi-même le rôle de conspirateur. » D'après le récit de Sabloukof, la tactique de Pahlen consistait à exécuter à la rigueur les ordres les plus absurdes de l'empereur, afin d'augmenter le nombre de ses ennemis. S'il entendait quelqu'un se plaindre de Paul, il le regardait entre les deux yeux et disait seulement : « J....f.... qui parle, brave homme qui agit. » Il excitait les inquiétudes d'Alexandre vis-à-vis de son père et les défiances de Paul contre son fils. Il gagna Talysine, colonel du Préobrajenski, plusieurs jeunes officiers des gardes : dans la conspiration contre Paul on retrouve plusieurs des noms célèbres dans la conspiration contre Pierre III : ce sont les héritiers des premiers régicides, les « épigones » de 1762. Pahlen s'adjoignit le Hanovrien Bennigsen, homme de main et de redoutable énergie. Un jour qu'on demandait à Pahlen ce qui arriverait si l'empereur se refusait à abdiquer : « Quand on veut faire une omelette, il faut casser des œufs. » Des éléments impurs se mêlèrent à ce complot : Platon Zoubof, le dernier favori de Catherine, son frère Nicolas, leur sœur qui était liée avec toute la faction anglaise, familière de l'ambassade britannique, des courtisans enrichis sous le règne précédent des dépouilles de la Pologne et qui craignaient un retour de Paul en faveur des Polonais dépouillés. Paul venait de disgracier Rostoptchine, d'éloigner Araktchéef tout dévoués à sa personne ; il se ravisa et leur écrivit de revenir, mais trop tard : déjà il se trouvait à la merci de ses ennemis. Le 23 mars, Paul ayant envoyé à son ministre de Berlin l'ordre d'en finir avec les indécisions prussiennes en menaçant le roi d'une démonstration mili-

taire, Pahlen osa ajouter de sa main ce post-scriptum : « Sa Majesté impériale est indisposée aujourd'hui : cela pourra avoir des suites. » Le palais, cette nuit-là, était gardé par le Séménovski, dont plusieurs officiers étaient gagnés au complot. Pahlen fit le guet pendant que les conjurés se rendaient à la chambre de l'empereur, prêt, assurent quelques récits, à les livrer lui-même à Paul Ier, si le coup manquait; Bennigsen, l'épée à la main, présenta à Paul un acte d'abdication à signer ; une lutte s'engagea, la lampe qui éclairait la chambre tomba ; dans les ténèbres, Paul fut terrassé d'un coup porté par Nicolas Zoubof ou par le prince Iachvill et étranglé avec une écharpe d'officier.

Au matin, Alexandre, désespéré de cette horrible issue qu'il n'avait pu prévoir, fut proclamé empereur. L'impératrice avait, dit-on, élevé des prétentions qui furent écartées. La joie fut grande en Angleterre, la consternation égale en France ; Bonaparte, qui voyait échouer ses vastes projets, ne put se contenir; il fit imprimer dans le *Moniteur* ces lignes pleines de fiel contre l'Angleterre, écho d'un soupçon outrageant qu'aucun document positif n'est encore venu confirmer : « C'est à l'histoire à éclaircir le mystère de cette mort tragique et à dire quelle est dans le monde la politique intéressée à provoquer une telle catastrophe. »

---

---

# CHAPITRE XXXIV

## ALEXANDRE Ier. — EXTÉRIEUR (1801-1825)

Première guerre avec Napoléon : Austerlitz, Eylau, Friedland. Traité de Tilsit. — Entrevue d'Erfurt. Guerres avec l'Angleterre, la Suède, l'Autriche, la Turquie, la Perse. — Grand-duché de Varsovie. Causes de la deuxième guerre avec Napoléon. — La *guerre patriotique :* bataille de Borodino, incendie de Moscou, destruction de la grande-armée. — Campagnes d'Allemagne et de France. Traités de Paris et de Vienne. — Royaume de Pologne. Les congrès : Aix-la-Chapelle, Carlsbad, Laybach, Vérone.

### Première guerre avec Napoléon : Austerlitz, Eylau, Friedland. Traité de Tilsit.

Avec le nouveau règne, commença une politique nouvelle à l'extérieur[1]. Aussitôt après son avénement, Alexandre adressait au roi Georges III une lettre de réconciliation. Il ordonnait de lever l'embargo sur les navires anglais, de mettre en liberté les matelots prisonniers; il invitait l'amiral Parker à cesser les hostilités contre le Danemark. Ces démarches annonçaient la ruine de la Ligue des neutres. Le 17 juillet 1801, intervint un compromis par lequel l'Angleterre consentait à définir plus étroitement ce qu'on devait entendre par contrebande de guerre, admettait que le blocus, pour être obligatoire, devait être effectif, renonçait à visiter les bâtiments de guerre. Les concessions de la Russie étaient bien autrement graves:

1. Peu de temps après l'avénement d'Alexandre, les hommes du 24 mars 1801, Pahlen, Zoubof, Panine, avaient été successivement disgraciés. Alexandre s'était entouré de jeunes gens, Czartoryski, Novossiltsof, Strogonof, Kotchoubey, qui passaient pour sympathiques à l'Angleterre.

c'était l'abandon même des principes de la *Neutralité armée* et de la *Ligue des neutres*, le désaveu de la politique maritime suivie par Catherine II et Paul Ier. Alexandre admettait que le pavillon ne couvre pas la marchandise; les vaisseaux de guerre n'auraient pas le droit d'empêcher la visite, ni même la saisie des bâtiments marchands qu'ils escortaient. L'Angleterre restituait les îles enlevées aux Suédois et aux Danois. Le Danemark et la Suède, regardant la cause commune comme trahie, se bornèrent à faire leur paix avec la Grande-Bretagne sans régler les points contestés.

Alexandre affectait cependant de vouloir rester en bonne intelligence avec la France et chargeait le comte Markof de continuer à Paris les négociations commencées par Kolytchef : les choses marchaient si vite sous Paul Ier que les deux États avaient négocié pour une alliance offensive avant même d'avoir conclu un traité de paix formel. Le premier consul était fort irrité du brusque revirement de la politique russe; d'autre part, les instructions qu'Alexandre donnait à Markof respiraient la défiance envers Bonaparte qui, « en flattant le défunt empereur, avait eu surtout en vue de l'employer comme une arme contre l'Angleterre, et qui actuellement ne songeait sans doute qu'à gagner du temps ».

Pourtant Bonaparte se fit représenter au couronnement d'Alexandre par Duroc. Il accueillit bien le comte Markof, l'assurant de ses sentiments d'estime pour Alexandre; mais il lui fit entendre que la situation n'était plus tout à fait la même et que la Russie n'avait plus le droit d'exiger autant de la France : « Mes obligations envers l'empereur Paul, dont les idées grandes et magnanimes répondaient parfaitement aux vues de la France, étaient telles que je n'aurais pas hésité à me faire le lieutenant de Paul Ier. » Il se plaignit que la Russie insistât sur des affaires aussi peu importantes que celles du *roitelet de Sardaigne*, et qu'on voulût traiter la France « comme la république de Lucques ».

Alexandre, dans ses revendications en faveur du roi de

Sardaigne, ne se sentait pas soutenu par l'Angleterre, qui, négociant elle-même pour la paix, avait recommandé à Cornwallis de ne pas « s'embarrasser de questions étrangères aux intérêts purement britanniques ». Le 8 octobre on signa donc un traité de paix entre la France et la Russie, et le 11 octobre une convention secrète dont voici les principales dispositions : 1° médiation commune des deux puissances pour les indemnités germaniques stipulées par la paix de Lunéville; 2° établissement d'un accord pour les affaires italiennes; 3° médiation de la Russie pour le rétablissement de la paix entre la France et la Turquie; 4° neutralité de Naples et évacuation de son territoire par les Français dès que ceux-ci auraient évacué l'Égypte; 5° indemnité au roi de Sardaigne « suivant les circonstances actuelles »; 6° indemnité convenable aux souverains de Bavière, Würtemberg, Bade; 7° indépendance et neutralité des îles Ioniennes. Les deux parties s'engageaient en outre à faire tout ce qui dépendrait d'elles pour affermir la paix générale, rétablir l'équilibre des diverses parties du monde et assurer la liberté de la navigation.

Le traité du 8 octobre suivit la paix de Lunéville entre la France et l'Autriche, et prépara celle d'Amiens avec l'Angleterre. Il assurait la dictature de la France et de la Russie pour le règlement des affaires du continent. Médiation commune pour les indemnités, entente pour les affaires italiennes : ces principes étaient ceux qu'aurait voulu faire prévaloir le feu tsar; mais les circonstances étaient changées. Bonaparte aurait pu, par égard pour Paul Ier, renoncer au Piémont, à Naples, à l'Italie; mais Paul Ier combattait pour la liberté des mers, menaçait l'Angleterre dans la Baltique et dans les Indes, assurait la revanche française contre la Grande-Bretagne : au contraire, le premier acte d'Alexandre avait été l'abandon de ses alliés et la réconciliation avec l'Angleterre.

Dans le règlement des affaires germaniques, la volonté de la France fut naturellement prépondérante; si Bonaparte agrandissait les possessions des maisons de Bavière, Würtemberg, Bade, Darmstadt, apparentées à la

famille impériale de Russie, c'était sans doute pour plaire à Alexandre, mais c'était surtout parce qu'il voulait récompenser leur fidélité à l'alliance française. C'était l'influence de la France, et non celle de la Russie qui grandissait sur la rive droite du Rhin : on allait bien le voir en 1805, lorsque tous ces princes s'empressèrent de conclure avec la France des traités séparés, qui annonçaient déjà la Confédération du Rhin. Pour le moment, c'était surtout l'amour-propre d'Alexandre qui était froissé; il voyait que tout se réglait à Paris, que Bonaparte faisait tout et que son envoyé Markof n'était courtisé par les princes allemands qu'après Talleyrand[1].

En Italie, l'affaire de l'indemnité du roi de Sardaigne traînait en longueur. Le 11 septembre 1802, Bonaparte avait prononcé la réunion du Piémont à la France, mais il se refusait toujours à fixer le dédommagement promis. Il avait d'abord proposé Parme et Plaisance, puis les avait données à un infant d'Espagne. Il n'offrait plus que Sienne, Orbitello et 500 000 livres de pension. Il disait : « De l'argent tant que vous voudrez et tant qu'il voudra, mais rien de plus »; et encore : « Cette affaire ne devrait pas plus intéresser l'empereur Alexandre que ne m'intéressent, moi, premier consul, les affaires de Perse. »

En Suisse, dans cette Helvétie que Souvorof avait espéré parcourir en vainqueur, c'était Bonaparte qui faisait la loi, acceptant le titre de médiateur, occupant les cantons troublés par les discordes intestines. Il est vrai qu'aux îles Ioniennes, agitées par de petites guerres civiles sans cesse renaissantes, c'était un plénipotentiaire russe qui venait apaiser les esprits et l'empereur de Russie qui garantissait la contitution.

La paix d'Amiens allait être rompue : pour prévenir la rupture entre la France et l'Angleterre, la Russie aurait voulu faire accepter sa médiation Elle craignait surtout l'occupation par les Français de Naples et du Hanovre.

1. Rambaud, *les Français sur le Rhin* et *l'Allemagne sous Napoléon Ier*.

L'occupation de Naples, c'était l'humiliation d'un autre client italien de la Russie; celle du Hanovre amènerait les Français bien près de l'Elbe et de Hambourg. Les craintes d'Alexandre se réalisèrent; Bonaparte, dans une guerre contre l'Angleterre, ne pouvait négliger des points aussi importants : Gouvion Saint-Cyr occupa Tarente, Otrante, Brindisi; Mortier envahit le Hanovre et fit un emprunt à Hambourg; la Hollande et la Toscane furent également garnies de troupes françaises (juin-juillet 1803).

Le choix de Markof, comme représentant de la Russie à Paris, avait été peu heureux. Comme presque toute l'aristocratie russe, il haïssait également la France nouvelle, la Révolution et Bonaparte. Il était l'ami déclaré des émigrés, au moment où les complots royalistes mettaient en danger la vie du premier consul. Ses sympathies autrichiennes étaient notoires. Il se montrait orgueilleux, opiniâtre à l'excès, impertinent à l'occasion. Lorsque la cour consulaire et tout le corps diplomatique prirent le deuil pour la mort du général Leclerc, beau-frère de Bonaparte, lui seul s'en dispensa. Il fut compromis dans une saisie de pamphlets publiés contre le gouvernement : son nom se trouva en tête de la liste des souscripteurs. Il osait dire : « L'empereur de Russie a sa volonté, mais la nation aussi a la sienne. » Le gouvernement russe se refusait à le rappeler, malgré la déclaration de Talleyrand que depuis le renouvellement de la guerre avec l'Angleterre « la présence d'un homme aussi mal intentionné avait plus que du désagrément pour le premier consul ». Bonaparte se plaignait également d'émigrés français dont la Russie protégeait les intrigues : Christin, ancien secrétaire de Calonne, à Paris, de Vernègues à Rome, d'Entraigues à Dresde. A la suite d'une scène assez vive, Markof ne parut plus aux Tuileries et fut enfin rappelé. On ne fut guère plus content de d'Oubril, qui restait à Paris comme chargé d'affaires.

L'enlèvement et l'exécution du duc d'Enghien vinrent encore aggraver les rapports entre les deux cabinets. Cette nouvelle tragique parvint à Saint-Pétersbourg la veille

d'une réception diplomatique; quand le moment de la réception arriva, l'empereur et toute sa cour parurent en deuil. Alexandre passa auprès de l'ambassadeur de France, le général Hédouville, sans proférer une parole. D'Oubril remit au gouvernement français une note dans laquelle on protestait contre la violation du droit des gens et d'un territoire neutre. Alexandre, invoquant la qualité de garant de l'empire germanique, titre qui aurait été conféré à la Russie par le traité de Teschen, fit remettre à la diète de Ratisbonne une note analogue, que la Suède et l'Angleterre s'empressèrent d'appuyer, mais qui embarrassa terriblement la diète et tout le corps germanique. Bonaparte répliqua en rappelant immédiatement Hédouville. A la note de d'Oubril, il répondit officiellement en se plaignant des mauvais procédés du gouvernement russe à son égard, de la malveillance de tous ses agents, des embarras qu'ils cherchaient à créer à la France en patronnant partout les émigrés, contesta à la Russie son titre à intervenir dans les affaires germaniques, déclara que dans l'affaire d'Ettenheim le gouvernement n'avait fait que se défendre : « La plainte que la Russie élève aujourd'hui conduit à demander si, lorsque l'Angleterre médita l'assassinat de Paul Ier, on eût eu connaissance que les auteurs du complot se trouvaient à une lieue des frontières, on n'eût pas été empressé de les faire saisir. » Après un pareil échange de notes, les chargés d'affaires eux-mêmes furent rappelés, et toutes les relations diplomatiques rompues.

Napoléon venait de se faire couronner empereur; il avait pris à Milan la couronne d'Italie, réuni Gênes au territoire français, modifié la constitution de la Hollande. Du camp de Boulogne, il menaçait l'Angleterre; mais déjà une coalition se formait contre lui. Novossiltsof, un des ministres favoris d'Alexandre, venait de partir pour Londres, avec une instruction rédigée par ce prince : on y retrouvait toutes les utopies, parfois généreuses, souvent incohérentes, dont il se berçait encore à cette époque; il y proposait d'arracher aux Français, qui se donnaient pour

les champions de la liberté, cette arme dangereuse de propagande; de donner au monde troublé un bon exemple en rétablissant le roi de Sardaigne; de rendre à la Suisse et à la Hollande la liberté de se donner un gouvernement; de déclarer à la nation française, qui ne manquerait pas de bien accueillir les coalisés, que la guerre était dirigée non pas contre elle, mais contre son gouvernement, aussi lourd à elle-même qu'au reste de l'Europe. Alexandre agitait encore dans cette note la reconstitution de l'Europe en tenant compte des frontières naturelles, des crêtes de montagnes, des groupes de nationalités, plus un projet de partage de l'empire ottoman, dans le cas où son existence deviendrait incompatible avec la situation actuelle de l'Europe. Le cabinet britannique reçut assez froidement ces communications, mais conclut un traité de subsides, à raison de 1 200 000 livres sterling par 100 000 hommes que la Russie mettrait sous les armes.

La Suède et Naples étaient acquis à la coalition; l'Autriche attaquait déjà la Bavière, alliée de Napoléon; Alexandre eût voulu s'assurer aussi de Frédéric-Guillaume III, toujours hésitant entre la France et la Russie et qui avait pris des engagements avec toutes deux. Alexandre crut pouvoir l'entraîner en annoncant que ses troupes allaient traverser la Silésie et la Poméranie : immédiatement le roi de Prusse mobilisa ses troupes pour faire respecter sa neutralité. Puis la violation des territoires d'Anspach et Baireuth par les Français vint changer le cours de ses idées. Alexandre eut près du tombeau de Frédéric le Grand l'entrevue fameuse avec le roi et la reine de Prusse; par le traité de Potsdam, la Prusse s'engageait à fournir 80 000 hommes à la coalition si Napoléon n'adhérait pas à son *ultimatum*. L'ultimatum comportait l'indépendance de l'Allemagne, celle de l'Italie, l'indemnité au roi de Sardaigne : ce fut Haugwitz qu'on chargea de le porter à Napoléon

Pendant ces négociations, les forces russes se mettaient en mouvement. Derrière les trois grandes armées autrichiennes (l'archiduc Charles en Italie, l'archiduc Jean en

Tyrol, Mack avec l'archiduc Ferdinand contre la Bavière) s'échelonnaient les troupes russes. Outre les 20 000 hommes (sous Tolstoï) qui devaient se joindre aux Suédois et débarquer à Stralsund, outre les 20 000 (sous l'amiral Séniavine) qui devaient se joindre aux Anglais et débarquer à Naples, outre les troupes chargées d'observer les frontières de la Turquie et de la Prusse, il y avait la grande armée d'Allemagne. Celle-ci avait pour avant-garde Koutouzof qui, avec 45 000 hommes, accourait sur l'Inn pour se joindre à Mack. En Moravie, sous les ordres de Buxhœwden et sous les yeux de l'empereur russe se rassemblaient des forces imposantes. Alexandre avait autour de lui trois de ses ministres, Czartoryski, Novossiltsof, Strogonof. Toute la garde impériale russe, les chevaliers-gardes, la garde à cheval, le Préobrajenski, le Séménovski, l'Ismaïlovski, le Pavlovski, étaient là, avec l'élite de son armée.

Koutouzof était déjà arrivé à Braunau sur l'Inn lorsqu'il apprit la capitulation d'Ulm, l'anéantissement de l'armée de Mack. Lui-même se trouvait fortement compromis, à une telle distance de l'armée principale. Il avait sous ses ordres d'excellentes troupes et trois admirables lieutenants : le prince Bagration, un des héros de la campagne de 1799, l'élève chéri du vieux Souvorof ; Doktourof, l'intrépide chef des grenadiers; Miloradovitch, qu'on appela le Murat de l'armée russe et dont on disait : « Quand on veut suivre Miloradovitch, il faut avoir une vie de rechange. » Menacé d'être devancé, sur la rive droite du Danube par la cavalerie de Murat, par Oudinot, par Lannes, sur la rive gauche par le corps de Mortier, Koutouzof rétrograda, livrant à Oudinot des combats acharnés à Lambach, Amstetten. Puis il passa le Danube à Krems, livra le combat de Dirnstein au corps de Mortier et remonta vers le nord pour rejoindre la grande armée russe. La surprise du pont de Vienne par Lannes et Murat le compromit sur son flanc droit pendant cette retraite sur la Moravie. Pour sauver son armée, il fallait sacrifier son arrière-garde. Le tenace Bagration fut chargé d'arrêter la poursuite des Français ; il se retrancha

à Hollabrunn et Schœngraben. Murat, arrivé le premier, voulut gagner du temps pour attendre Lannes ; Bagration voulait en gagner pour qu'il fût possible à Koutouzof de s'échapper. Il reçut bien le parlementaire de Murat et envoya proposer à celui-ci un armistice au nom du tsar. Dix heures se passèrent en attendant la réponse de Napoléon. Celui-ci, furieux de la crédulité de Murat, expédia l'ordre d'attaquer immédiatement. Les 10 000 hommes de Bagration luttèrent avec acharnement pendant douze heures. A la nuit Bagration décampa, ayant perdu 2000 hommes et tous ses canons. Koutouzof, que son dévouement avait sauvé, l'embrassa en lui disant : « Tu vis, cela me suffit. »

A Olmütz, s'opéra la jonction de Koutouzof, de Buxhœwden et des Autrichiens ; à Brünn, Napoléon opérait sa concentration. Il avait réuni sous sa main environ 70 000 hommes ; les deux empereurs de Russie et d'Autriche 80 000. La plus grande exaltation régnait au quartier-général des Russes. Le jeune empereur, les jeunes officiers, fiers des beaux combats livrés par Koutouzof et Bagration, ne parlaient qu'avec le plus profond mépris des Autrichiens qui s'étaient laissé prendre si facilement à Ulm ; ils n'avaient que haine et dédain pour *Buonaparté* le Corse, qui devait ses victoires précédentes à l'imbécillité de ses adversaires. Un petit succès d'avant-garde à Wischau, la timidité apparente de Napoléon, l'arrivée en parlementaire du général Savary, achevèrent de tourner toutes les têtes. Alexandre envoya également au quartier-général français le jeune prince Dolgorouki, porteur d'une lettre adressée *au chef de la nation française ;* il fallait, dit celui-ci à Napoléon, que la France abandonnât l'Italie si elle voulait avoir la paix tout de suite ; si elle était vaincue, il faudrait qu'elle abandonnât non-seulement le Rhin, mais le Piémont, la Savoie et la Belgique, dont on constituerait contre elle des barrières défensives. « Eh quoi ! Bruxelles aussi ! » s'écria Napoléon, et il le congédia sèchement. « Ces gens-là sont fous, dit-il ; que feraient-ils de la France si j'étais vaincu ! »

« Il est difficile, raconte un témoin oculaire russe, le

lieutenant d'artillerie Jirkiévitch, de se représenter l'enthousiasme qui nous animait tous, et quelle étrange et ridicule infatuation accompagnait ce noble sentiment. Il nous semblait que nous allions tout droit à Paris. Il n'était question que de Dolgorouki, un jeune homme de vingt-cinq ans, qui se rendit auprès de Napoléon avec une lettre de l'empereur, et tous admiraient l'habileté de la suscription où l'on avait su éviter de donner à Napoléon le titre impérial. On ajoutait même que lorsque Dolgorouki remit la lettre à Napoléon, comme celui-ci restait avec son chapeau sur la tête, lui-même se couvrit. Peu de jours se passèrent et nos idées furent bien changées. » D'après un plan imaginé par l'Autrichien Weirother et qu'Alexandre avait approuvé, Bagration, à droite, devait contenir Lannes; les deux gardes impériales suffiraient à garder le plateau de Pratzen; Doktourof, Langeron, Prjébichevski, même Koutouzof et Miloradovitch descendraient dans la vallée du Goldbach pour tourner Napoléon, le couper du Danube et le jeter dans les montagnes de Bohême.

La veille de la bataille, on croyait encore que Napoléon décamperait. Dolgorouki recommandait aux soldats « de bien regarder par où se retireraient les Français ». Au matin du 2 décembre, la vallée de Goldbach était couverte d'un brouillard, des ondes duquel émergeaient, comme du sein d'une mer laiteuse, les hauteurs que doraient les premiers rayons du soleil : à l'ouest, celles de Schlapanitz où se tenait Napoléon; à l'est, celles de Pratzen où se tenaient les empereurs alliés. Napoléon voyait distinctement les colonnes russes descendre du plateau de Pratzen pour se perdre dans le brouillard; et du côté des lacs de Sokolnitz, Satchan, Ménitz, c'est-à-dire vers sa droite, il entendait le bruit de leurs chariots d'artillerie; il s'assura que, suivant ses prévisions, les alliés voulaient le tourner par cette aile. Quand le plâteau de Pratzen, centre de l'armée austro-russe, lui sembla suffisamment dégarni, il donna le signal En vingt minutes, le corps de Soult en masses imposantes escalada ces pentes, attaqua Koutouzof et Miloradovitch dont les corps étaient seuls restés

sur le plateau. Il y eut là une bataille acharnée. L'empereur de Russie se trouva sous la mitraille. Ses gens furent dispersés ; lui-même fut obligé de se retirer au galop, accompagné seulement de son médecin, d'une ordonnance et de deux kosaks. Un peu à droite du plateau, le césarévitch Constantin avec la garde essaya d'arrêter la cavalerie de Murat et la garde française. Ce fut une mêlée épique où se heurtaient, d'une part, les fameux régiments russes de la garde à pied, les chevaliers-gardes, élite de la noblesse russe, les uhlans, les chasseurs de la garde, les kosaks du corps, les cuirassiers de Lichtenstein ; de l'autre, les Mameloucks de Rapp, les grenadiers à cheval de Bessières, la cavalerie légère de Kellermann, les cuirassiers d'Hautpoul et de Nansouty. A l'extrême droite des Russes, Bagration put aisément battre en retraite devant Lannes; mais à leur gauche, les colonnes de Doktourof, Langeron, Prjébichevski, engagées dans le réseau des lacs, contenues depuis le matin par le corps de Davoust, tout à coup prises à dos par les troupes victorieuses qui redescendaient du plateau de Pratzen, se trouvaient dans une épouvantable situation; 2000 hommes périrent sous la glace que Napoléon faisait briser à coups de canon. Doktourof protégea la retraite : « On ne peut, dit Dumas, à la fin d'une bataille perdue, faire une plus belle contenance.»

Telle fut la « bataille des trois empereurs ». Les Russes se retiraient sur Austerlitz : à eux seuls, sans parler des pertes des Autrichiens, ils avaient perdu 21 000 hommes, 133 canons et 30 drapeaux. Ils étaient furieux contre leurs alliés. Comme après Zürich, ils les accusaient d'incapacité, même de trahison. C'étaient les Autrichiens qui avaient tracé le plan de la bataille; or, combattant dans leur propre pays, sur un terrain qu'ils avaient étudié à loisir dans les manœuvres de parade, ils n'avaient su ni disposer les troupes, ni veiller aux fourrages, aux munitions. Dolgorouki, dans un rapport à l'empereur, disait : « On amena l'armée de Votre Majesté plutôt pour la livrer à l'ennemi que pour le combattre; et, ce qui achève cette infamie, c'est que nos dispositions étaient connues de l'en-

nemi, ce dont on a des preuves certaines. » Rostoptchine lui faisait écho : « Le plan avait été communiqué en trahison à Bonaparte ; quarante-huit heures avant le jour fixé pour l'exécution, celui-ci attaqua avant la pointe du jour. Dès le début, la moitié des Autrichiens prirent les armes, l'autre moitié passa à l'ennemi et quelques-uns même tirèrent sur les nôtres. »

Le 4, l'empereur d'Autriche eut une entrevue avec Napoléon et obtint pour l'armée russe, fort compromise après son désastre, serrée de près par Davoust, la faculté de se retirer, à condition qu'elle retournerait en Russie par journées d'étapes que réglerait Napoléon. Le 26, fut signée la paix de Presbourg, qui enlevait à François II la Vénétie, le Tyrol, la Souabe autrichienne ; il allait abdiquer le titre d'empereur d'Allemagne. Cette nouvelle intervention des Russes en Europe aboutissait à un accroissement formidable de la puissance française : le roi de Naples était détrôné, remplacé par Joseph ; le royaume d'Italie s'agrandissait de la Vénétie ; Murat devenait grand-duc de Berg ; les souverains de Bavière, Würtemberg, Bade, fortifiés des dépouilles de l'Autriche, décorés des titres de rois et de grand-duc, formaient, avec le nouveau prince-primat Charles de Dalberg, le grand-duc de Hesse-Darmstadt et quinze autres princes souverains, la Confédération du Rhin (*Rheinbund*). Il n'y avait plus de clientèle russe en Allemagne. On voyait déjà la famille de Napoléon contracter des alliances matrimoniales avec celles de Bavière, Würtemberg, Bade. Les vassaux allemands du successeur de Charlemagne, du nouvel empereur d'Occident, allaient renforcer ses armées de 100 à 150 000 hommes. Haugwitz, qu'on avait chargé de signifier à Napoléon l'*ultimatum* stipulé par le traité de Potsdam, s'était trouvé à Schœnbrunn en présence d'un vainqueur défiant et invincible ; il avait dû signer un traité qui imposait à la Prusse l'acceptation du Hanovre en échange de petits territoires, la brouillait irrévocablement avec l'Angleterre. La coalition était donc battue militairement, dissoute diplomatiquement : la Russie, isolée par la ruine de Naples, l'abandon de l'Au-

triche, la défection de la Prusse, se retrouvait presque seule sur le continent.

On sait comment de ce même traité de Schœnbrunn, qui semblait devoir rattacher la Prusse à Napoléon, sortit une guerre nouvelle. La coalition se reforma donc entre la Russie, l'Angleterre, la Suède, la Prusse. Les Prussiens montrèrent en 1806 la même précipitation que les Autrichiens en 1805 ; pas plus qu'eux, ils ne se donnèrent le temps d'attendre les Russes; quand Alexandre se trouva disposé à entrer en campagne, il apprit le double désastre d'Iéna et d'Auerstaedt, comme naguère il avait appris celui d'Ulm. Pour la seconde fois, son allié principal était battu, et tout le poids de la guerre retombait sur la Russie. Cette fois la catastrophe était encore plus grande ; car la monarchie prussienne même avait cessé d'exister : les Français occupaient Berlin, enlevaient les places de l'Oder et de la Vistule; il ne restait plus dans le nord à Frédéric-Guillaume que trois forteresses : Dantzig, Kœnigsberg et Memel, et un petit corps de 14 000 hommes sous Lestocq.

Les événements s'étaient précipités avec une rapidité si foudroyante que la Russie se trouva prise à l'improviste. Après Austerlitz, elle avait essayé de négocier avec Napoléon et envoyé d'Oubril à Paris; mais d'Oubril, qui avait consenti à l'évacuation des bouches du Cattaro et des îles Ioniennes, à la reconnaissance du principe de l'intégrité ottomane, fut désavoué à Saint-Pétersbourg comme Haugwitz l'avait été à Berlin. La Russie se trouvait dans un terrible embarras : à ce moment même, elle allait avoir une double guerre contre la Perse et la Turquie. Czartoryski, ministre des affaires étrangères, adressa à l'empereur un mémoire pour lui conseiller la paix. Il montrait que la Russie avait deux points vulnérables : la Pologne, le servage des paysans. Il fallait éviter à tout prix l'invasion; car l'envahisseur ne manquerait pas de proclamer le rétablissement de la Pologne et l'affranchissement des serfs. Peu importait que l'Allemagne fût sujette de Napoléon, pourvu que celui-ci consentît à ne pas dépasser le Weser et même l'Elbe. Il fallait consentir à l'évacuation du Cat-

taro et des îles Ioniennes, garantir seulement la Sicile au roi de Naples, obtenir une indemnité quelconque au roi de Sardaigne. Mieux valait s'assurer le concours de Napoléon pour le règlement des affaires de Turquie. Une seule condition importait : la sécurité de l'empire.

Mais Alexandre, assuré de la Prusse, encore intacte à ce moment, inclinait à la guerre. Il ordonna une nouvelle levée de 5 hommes par 500 âmes ; abaissa d'un pouce la taille exigée, fit des commandes de fusils, même aux particuliers, même à l'étranger ; créa de nouveaux régiments ; fit appel aux étudiants, aux jeunes nobles, leur promettant le grade d'officier après six mois de service ; car on avait fait au plateau de Pratzen une terrible consommation de chevaliers-gardes. On agita un projet d'organisation de milices qui eût donné 612 000 hommes. On prescrivit aux popes de prêcher partout que l'on faisait la guerre « non pour la vaine gloire, mais pour le salut de la patrie ». On s'adressa à l'Angleterre pour un emprunt de 6 millions de livres. On essaya d'entraîner encore une fois l'Autriche. Quand la Prusse fut écrasée, on appela les 14 000 Prussiens de Lestocq.

Buxhœwden avait 28 000 hommes ; une autre armée de 60 000 hommes fut confiée à Bennigsen, homme instruit, d'une énergie à toute épreuve (un des conspirateurs de 1801), ayant un certain génie tactique : on lui reprochait d'être indécis au moment critique, de négliger la discipline, de ne pas savoir réprimer le pillage : les maraudeurs ne respectaient même pas son quartier-général et sa propre maison. Il rachetait ces défauts par une ténacité qui allait étonner Napoléon. Le vieux feld-maréchal Kamenski, nommé généralissime, avait concentré toutes ses forces sur la Vistule. Quand ses infirmités l'obligèrent à résigner le commandement, c'est Bennigsen qui lui succéda.

Murat, Davoust et Lannes étaient entrés à Varsovie, alors possession prussienne, et s'étaient établis sur le Bug, formant la droite de la grande-armée ; Soult et Augereau passèrent la Vistule à Modlin et formèrent le cen-

tre; Ney et Bernadotte, à la gauche, occupèrent Thorn et Elbing. En arrière, Mortier agissait en Poméranie contre les Suédois; Lefebvre assiégeait Dantzig; Jérôme Bonaparte, avec Vandamme, achevait la conquête de la Silésie. Pressé par la grande-armée, Bennigsen fut obligé d'évacuer la Pologne, après avoir livré de rudes combats, surtout à Pultusk (26 décembre), se retira par Ostrolenka, abandonnant dans les boues de la Pologne 80 canons et près de 10 000 hommes; il s'arrêta sur l'Alle pour couvrir Kœnigsberg.

L'hiver était venu; la grande-armée se reposait dans ses cantonnements, lorsque Bennigsen conçut le projet audacieux d'enlever son aile gauche, de passer entre les deux corps de Bernadotte et de Ney, d'écraser Bernadotte, de jeter Ney à la mer, de débloquer Dantzig et de reporter la guerre dans le Brandebourg, sur les derrières de Napoléon. Bernadotte fit une telle résistance à Mohrungen et Osterode que Napoléon eut le temps d'accourir et que Bennigsen lui-même fut sur le point d'être tourné par son aile gauche et coupé de ses communications. Une dépêche interceptée l'avertit du danger qu'il courait. Il fallut hâter la retraite, et c'est encore Bagration qui fut chargé de la couvrir. Il se couvrit de gloire comme à Schœngraben, se fit écraser pour le salut de l'armée; son « incomparable régiment de Kostroma » fut presque anéanti; lui-même fut blessé grièvement. Pendant ce temps, Bennigsen filait sur Eylau et prenait position, à l'est de cette ville, sur une ligne de hauteurs qui s'étendait de Schloditten à Serpallen; en arrière de son centre était le village de Sausgarten; son front était couvert par 250 pièces de canon.

Lorsque Napoléon arriva dans Eylau, prise le 7 février, il n'avait avec lui que Soult, Augereau, Murat et la garde; il lui manquait Davoust, qui devait former son aile droite, Ney, qui devait former son aile gauche et qui s'était attardé à la poursuite de Lestocq : Bennigsen, de son côté, attendait Lestocq, qui formerait sa droite. La bataille cependant s'engagea (8 février) : elle fut une des plus sanglantes du siècle. Il tombait une neige épaisse qui, par moment, dé-

rodait la vue du champ de bataille; le ciel était d'un gris livide; le paysage était funèbre comme l'action. Celle-ci commença par une formidable canonnade, qui dura toute la journée. Les Français, abrités par les bâtiments de la ville d'Eylau, disposés en ordre mince, en souffrirent moins que les Russes, presque découverts et rangés en masses compactes. Les corps d'Augereau et la division de Saint-Hilaire, chargés d'attaquer l'aile gauche des Russes, s'égarèrent, aveuglés par un ouragan de neige; quand le ciel s'éclaircit, les deux divisions d'Augereau se trouvèrent tout à coup en face du centre russe, à quarante pas d'une batterie de 72 canons; mitraillées presque à bout portant, elles furent à moitié détruites et perdirent en quelques minutes 5200 hommes : Augereau et ses deux divisionnaires furent atteints. En même temps, sur l'infanterie de Saint-Hilaire fondait une masse énorme de cavalerie, uhlans et cuirassiers, qui renversa tout sur son passage. L'infanterie du centre russe s'avança presque jusqu'au cimetière d'Eylau, où se trouvait Napoléon. C'est alors que Murat réunit à son tour 80 escadrons, dirigea sur cette infanterie la plus épouvantable charge dont fasse mention l'histoire de ces guerres; ses cuirassiers enfoncèrent les carrés les plus solides. Puis les deux armées continuèrent à s'observer et à se canonner. La bataille ne fit quelques progrès que lorsque Davoust entra enfin en ligne à la droite de l'armée française, tourna la gauche des Russes, la rejeta sur le centre, parvint jusqu'à Sausgarten sur leurs derrières. Les Prussiens de Lestocq arrivèrent à leur tour à l'autre extrémité de la ligne; mais ils étaient suivis de Ney, qui, dans la nuit noire, à neuf heures et demie, commença à enfoncer l'aile droite de Bennigsen. Les Russes risquaient maintenant d'être enveloppés. Ils avaient fait des pertes cruelles. Une de leurs divisions, celle d'Ostermann-Tolstoï, ne comptait plus que 2500 hommes. « Le général en chef, dit M. Bogdanovitch, lut avec tremblement les rapports des commandants de corps. » Il n'avait pas 30 000 hommes sous les armes; 26 000 étaient tués ou blessés; Barclay de Tolly, Doktourof, sept autres généraux

étaient blessés. Il profita de la nuit pour décamper; d'une résistance glorieuse, il n'hésita pas à faire une victoire.

Les Français avaient plus de droit à se dire vainqueurs puisqu'ils restaient maîtres du champ de bataille. A la différence des Russes, ils avaient encore des troupes intactes : le corps de Ney, l'infanterie de la garde : mais ils avaient aussi terriblement souffert; une morne tristesse pesait sur les survivants. Tant d'efforts, tant de sang versé, et si peu de résultats, si peu de trophées! Cette impression mélancolique se refléta même dans le bulletin de Napoléon où il se laisse aller à décrire l'aspect « horrible » du champ de bataille, les milliers de cadavres entassés, les maisons pleines de blessés, « les trophées trop chèrement payés sans doute par le sang de tant de braves ». Ney haussait les épaules en voyant ce carnage : « Quel massacre, dit-il, et sans résultat! » On souffrait de la faim, du froid ; les immenses espaces, les routes défoncées, les plaines marécageuses, la stoïque résistance des Russes avaient déconcerté les calculs de Napoléon. Eylau lui donnait un avant-goût de 1812, le retard de Ney un avant-goût de Waterloo. La fortune prenait soin de l'avertir qu'elle ne serait pas toujours exacte à ses rendez-vous. L'effet produit en Europe fut fâcheux : à Paris les fonds baissèrent. Bennigsen faisait audacieusement chanter des *Te Deum*.

Napoléon, pour constater sa victoire, refaire son armée, rassurer la France, raffermir l'opinion européenne, encourager l'insurrection polonaise, contenir l'Allemagne et l'Autriche malveillante, resta une semaine entière à Eylau. Il négociait : d'une part, il faisait écrire par Talleyrand au ministre des affaires étrangères prussien, Zastrow, pour lui proposer la paix et son alliance; il envoyait Bertrand à Memel pour proposer au roi de Prusse son rétablissement, pourvu qu'il n'y eût pas d'intercession étrangère; de l'autre, il essayait de négocier avec Bennigsen. Celui-ci répondit que « son maître l'avait chargé de combattre et non de négocier ». La Prusse, après quelques hésitations, finit par joindre sa fortune à celle de la Russie. Par la convention de Bartenstein (25 avril 1807), les deux souverains conve-

naient des points suivants : 1° rétablissement de la Prusse dans ses limites de 1805 ; 2° anéantissement de la Confédération du Rhin ; 3° restitution à l'Autriche du Tyrol et de la Vénétie ; 4° accession de l'Angleterre à la coalition, agrandissement du Hanovre ; 5° demande de concours à la Suède ; 6° restauration de la maison d'Orange, indemnités aux rois de Naples et de Sardaigne. Ce document a son importance : il reproduit à peu près les conditions faites à Napoléon par le Congrès de Prague, en 1813.

La Prusse et la Russie se proposaient donc de faire un appel plus pressant à l'Autriche, à la Suède, à l'Angleterre ; mais l'empereur François était naturellement indécis ; l'archiduc Charles, alléguant l'état des finances et de l'armée, lui déconseillait absolument une nouvelle intervention. La Suède était trop faible ; malgré ses fureurs contre Napoléon, Gustave IV venait d'être obligé de conclure un armistice avec Mortier. Le ministère anglais refusait à la Russie de lui garantir son nouvel emprunt de 150 millions ; il ne voulut se prêter à aucune diversion maritime en Allemagne.

Napoléon déployait une activité diplomatique aussi grande : le sultan Sélim III déclarait la guerre à la Russie ; le général Sébastiani, envoyé à Constantinople, mettait le Bosphore en état de défense et repoussait la flotte anglaise. La Perse signait avec nous le traité de Finkenstein (mai 1807) et le général Gardane partait pour Ispahan avec mission d'organiser l'armée persane et de provoquer une diversion dans le Caucase. Dantzig venait de capituler, et les 40 000 hommes de Lefèvre devenaient disponibles. Masséna en amenait 36 000 d'Italie.

Au printemps, Bennigsen, qui avait été renforcé de 10 000 hommes de troupes régulières, de 6000 kosaks et que venait rejoindre la garde impériale, à la tête maintenant de 100 000 hommes, reprit l'offensive : Gortchakof commandait sa droite et Bagration sa gauche. Il tenta, comme l'année précédente, d'enlever le corps de Ney ; mais celui-ci livra en se retirant deux combats sanglants, à Gutstadt et Ankendorf. Bennigsen, menacé de nouveau d'être cerné, se retira sur Heilsberg : il s'y défendit avec ténacité

(10 juin); mais les Français, se prolongeant sur sa droite, marchèrent sur Eylau pour le couper de Kœnigsberg. Le généralissime russe décampa; mais, serré de près, il dut encore s'arrêter à Friedland, sur l'Alle.

La position prise par lui était des plus hasardées : toute son armée se trouva resserrée dans un angle de l'Alle, ayant à dos le lit escarpé de la rivière, ne pouvant compter, pour opérer sa retraite en cas de malheur, que sur les trois ponts de Friedland. Les avant-gardes françaises arrivèrent à deux heures du matin, garnirent de tirailleurs les bois de Posthenen et tinrent les Russes en arrêt jusqu'à l'arrivée de l'empereur. L'armée russe était presque blottie dans le ravin de l'Alle : « Où donc sont cachés les Russes? » demandait Napoléon en arrivant. Quand il eut observé leur situation : « Non, dit-il, on ne surprend pas tous les jours l'ennemi en pareille faute ! » Il mit Lannes et Victor en réserve, ordonna à Mortier de contenir, à gauche, Gortchakof et de rester immobile, vu que le « mouvement devra être fait par la droite qui pivotera sur la gauche »; quant à Ney, il devait aborder, à droite, Bagration, s'enfoncer comme un coin parmi les Russes tassés dans l'angle de la rivière; il devait se jeter dans cet encombrement tête baissée, sans prendre souci de se garder. Ney conduisit ce mouvement avec une fougue irrésistible; son artillerie mitrailla les Russes à 150 pas; il écrasa successivement les chasseurs de la garde russe, l'Ismaïlovski, la garde à cheval, brûla Friedland de ses obus, canonna les ponts qui étaient leur seul moyen de retraite. En un quart d'heure, l'Ismaïlovski perdait 400 hommes sur 520; Bagration, entouré des grenadiers de Moscou, dut mettre l'épée à la main; ses lieutenants Raiévski, Ermolof, Baggowut se consumèrent en efforts inutiles. Toute l'aile gauche des Russes fut presque jetée dans la rivière; Bagration, avec le Séménovski et d'autres troupes, couvrit tant bien que mal cette déroute. A la droite des Russes, Gortchakof, qui s'était avancé pour attaquer l'immobile Mortier, n'eut que le temps de regagner l'Alle pour le passer à gué. Le comte Lambert se retira avec 29 canons par la rive gauche, le

reste fuyait par la rive droite, âprement poursuivi par la cavalerie. Pendant ce temps, Murat, Davoust et Soult, qui n'avaient pas pris part à la bataille, étaient arrivés devant Kœnigsberg : Lestocq, avec 25 000 hommes, essaya de le défendre; mais en apprenant le désastre de Friedland, il l'évacua en toute hâte. Il ne restait plus à Frédéric Guillaume III qu'une seule forteresse : la petite ville de Memel. Les Russes avaient perdu à Friedland 15 à 20 000 hommes et 80 canons (14 juin).

Alexandre, établi à Jurburg, reçut un rapport de Bennigsen qui se bornait à énoncer qu'il avait été obligé d'évacuer les bords de l'Alle, qu'il s'arrêterait dans une position plus avantageuse pour y attendre les renforts amenés par Lobanof-Rostovski ; or, Lobanof n'avait que quelques milliers de Kalmouks; c'était à ces sauvages mal armés qu'on s'en remettait pour le salut de l'empire de Russie. D'autres rapports plus explicites, du césarévitch Constantin et d'autres officiers, parvinrent à Alexandre : la situation était désespérée; la Russie n'avait plus d'armée. Un seul homme proposa de continuer la guerre, Barclay de Tolly; mais pour cela il fallait rentrer en Russie, reculer jusqu'au cœur de l'empire, tout brûler sur son passage, opposer à l'ennemi le désert. Alexandre espéra pouvoir s'en tirer à meilleur compte. Il écrivit à Bennigsen une lettre sévère et lui donna des pouvoirs pour traiter. Le prince Lobanof partit pour le quartier général de Napoléon, qui à son tour dépêcha le capitaine de Talleyrand-Périgord. Alexandre avait alors un sentiment commun avec Napoléon : la haine des Anglais; il ne leur pardonnait ni leur refus de garantir l'emprunt russe, ni l'insuffisance calculée de leurs diversions, ni leur égoïsme mercantile.

Le 25 juin, eut lieu l'entrevue sur le radeau de Tilsit : Alexandre et Napoléon s'entretinrent près de deux heures. Le roi de Prusse ne fut pas admis à une conférence de laquelle dépendait le sort de sa dynastie; à cheval sur le rivage, poussant son coursier jusque dans l'eau, il resta les yeux fixés sur le radeau fatal. Les grâces mêmes de la reine de Prusse ne purent adoucir la rigueur du traité.

C'était par « égard pour l'empereur de Russie et dans son désir d'unir les deux nations par un lien d'amitié éternelle », que Napoléon « consentait » à restituer à Frédéric-Guillaume III la vieille Prusse, la Poméranie, le Brandebourg et la Silésie (7 juillet).

Ces articles consacraient la déchéance de la Prusse : à l'ouest, Napoléon lui enlevait toutes ses possessions entre le Rhin et l'Elbe avec Magdebourg ; il détrônait ses alliés de Brunswick et de Hesse-Cassel ; à l'est, il lui enlevait toute la Pologne. Il cassait en quelque sorte les deux ailes à l'aigle prussienne. Sur son flanc droit, il établissait le royaume de Westphalie ; sur son flanc gauche, le grand-duché de Varsovie. Dantzig était déclarée ville libre ; le district de Bélostok, démembré de la *Russie Noire*, était adjugé à la Russie. On restituait leurs Etats aux princes de Mecklembourg et d'Oldenbourg ; mais ils devaient souffrir l'occupation de leur territoire pour l'exécution du blocus continental ; de même que la Saxe, les États de Thuringe et tous les petits princes de l'Allemagne, ils allaient être forcés d'accéder à la Confédération du Rhin. Le roi de Prusse adhérait au blocus continental. Ses États ne lui seraient rendus qu'après l'entier payement d'une contribution de guerre.

Outre les conditions relatives à la Prusse, le traité de Tilsit établissait : 1° médiation russe entre la France et l'Angleterre, française entre la Russie et la Turquie ; 2° reconnaissance par Alexandre (Frédéric-Guillaume devait les reconnaître également) des rois Joseph de Naples, Louis de Hollande, Jérôme de Westphalie ; reconnaissance de la Confédération du Rhin, et en général des États fondés par Napoléon ; 3° garantie réciproque pour l'intégrité des possessions actuelles de la Russie et de la France.

Un second traité, les *articles secrets*, stipulait que Cattaro serait restitué à la France ; que les îles Ioniennes lui appartiendraient en toute propriété ; que si Ferdinand venait à être dépouillé de la Sicile, il n'aurait d'autre indemnité que les Baléares ou les îles de Chypre et Candie ;

que Joseph serait alors reconnu roi des Deux-Siciles ; qu'une amnistie serait accordée aux Monténégrins, Herzégoviniens et autres peuples insurgés à l'appel de la Russie ; que si le Hanovre était réuni au royaume de Westphalie, la Prusse recevrait sur la rive gauche de l'Elbe un territoire peuplé de 3 ou 400 000 habitants.

Un troisième traité, traité d'alliance offensive et défensive, portait : 1° qu'un *ultimatum* serait adressé à l'Angleterre le 1er novembre et que, s'il restait sans effet, la guerre lui serait déclarée par la Russie le 1er décembre ; 2° que la Turquie aurait trois mois de délai pour faire sa paix avec le tsar, et qu'ensuite « les deux hautes puissances contractantes s'entendront pour soustraire toutes les provinces de l'empire ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la Roumélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs » ; 3° que la Suède serait sommée de rompre avec l'Angleterre, sinon le Danemark serait invité à prendre part aux opérations contre elle, et la Finlande serait annexée à la Russie ; 4° que l'Autriche serait invitée à accéder au blocus continental, en même temps que la Suède, le Danemark et le Portugal.

Cette paix méritait, à certains égards, l'épithète de « traîtresse », *treacherous peace*, que lui appliquait dans son désappointement l'agent anglais Wilson. La France livrait son alliée traditionnelle, la Turquie : il est vrai que Napoléon alléguait pour excuse la révolution qui venait de renverser son ami, le sultan Sélim. Il agissait de même à l'égard d'une autre vieille alliée, la Suède. Il abandonnait la Perse. Il faisait tous ces sacrifices pour avoir le droit d'exécuter ses desseins machiavéliques contre l'Espagne, dont les troupes combattaient loyalement sous ses drapeaux. Alexandre ne faisait pas de moindres sacrifices d'honneur et d'intérêt. Brusquement il acceptait d'être en guerre avec son alliée de la veille, l'Angleterre ; il renonçait au principe de l'intégrité de la Prusse et acceptait même de ses dépouilles la province de Bélostok ; il se chargeait d'arracher la Finlande à son beau-frère, à son allié Gustave IV ; il consentait, sous l'euphémisme de

grand-duché de Varsovie, à voir se reformer un noyau de Pologne sur sa frontière. Pourtant, ce traité étrange, s'il eût été exécuté loyalement, aurait pu contenter les deux États. La part de la Russie était plus belle au fond que celle de Napoléon : tandis que la France allait s'épuiser dans la stérile guerre d'Espagne, de brillantes perspectives s'ouvraient en Orient, sur le Danube, aux ambitions d'Alexandre. Grâce à l'alliance française, il pouvait suivre de ce côté les traces glorieuses de Sviatoslaf, de Pierre le Grand et de son aïeule Catherine la Grande. Pendant quelques jours du moins, Alexandre Ier parut enthousiaste de son allié. Ils échangèrent les cordons de leurs ordres ; chacun d'eux décora un des plus braves soldats de l'autre armée ; ce fut le grenadier Lazaref qui reçut la croix de la Légion d'honneur ; un bataillon de la garde impériale offrit un banquet fraternel au Préobrajenski.

**Entrevue d'Erfurt : guerres avec l'Angleterre, la Suède, l'Autriche, la Turquie, la Perse.**

Le changement dans la politique étrangère devait entraîner un remaniement dans le personnel du gouvernement. Alexandre se sépara des amis de sa jeunesse, qui avaient été ses conseillers dans la guerre précédente : Novossiltsof, Kotchoubey, Strogonof, Adam Czartoryski. Il appela dans son cabinet des partisans de la politique nouvelle : Roumantsof aux affaires étrangères, Spéranski au conseil d'État. Celui-ci ne cachait pas son admiration pour le génie de l'empereur des Français, pour les principes issus de la Révolution et consignés dans le Code civil. Il désirait sérieusement le maintien de l'alliance française, et l'un des slavophiles de notre temps, M. Pogodine, ne se sent pas le courage de condamner cette politique. « Elle prouve au contraire, dit-il, sa perspicacité d'homme d'État. Les conditions proposées par Napoléon Ier eussent été assurément plus légères à porter que celles qui nous furent imposées par Napoléon III, sous Sévastopol. Les destinées de l'Europe eussent été autres, Sévastopol resplendirait

encore sur le rivage de la mer Noire, et le continent n'aurait pas été récemment inondé de sang par deux guerres cruelles. » — « La question d'Orient, dit un autre slavophile, M. Oreste Miller, eût été, selon toute apparence, résolue, la prépondérance anglaise anéantie dans le Levant. »

En 1807, il faut reconnaître que l'opinion russe était profondément hostile à cette paix. L'aristocratie ne s'était pas encore réconciliée avec l'état de choses issu de la Révolution. L'impératrice-mère s'entourait d'émigrés français : sa cour était le centre du parti anglais et autrichien. Ce n'était pas seulement le brusque abandon des anciennes alliances que l'on blâmait, c'était aussi le rétablissement partiel de l'ennemi héréditaire, de la Pologne, et encore la question du grand-duché de Varsovie semblait secondaire : « on voyait là surtout une conséquence de l'asservissement à Napoléon. » Le renvoi de Louis XVIII, obligé de quitter Mittau pour l'Angleterre, le guet-apens de Bayonne contre les Bourbons d'Espagne, exaspérèrent encore les passions.

Savary, ambassadeur de Napoléon, subit le contre-coup de ces émotions. Ce choix d'ailleurs n'était pas heureux, puisque Savary passait pour avoir été plus ou moins mêlé à l'affaire du duc d'Enghien. « L'opinion était tellement montée contre les Français, raconte Savary, que dans aucun hôtel garni on ne voulait me loger.... L'accueil de la société envers moi et ce qui m'accompagnait était en raison inverse des bontés de l'empereur Alexandre. Pendant les six premières semaines de mon séjour ici, je n'ai pu me faire ouvrir une seule porte. L'empereur de Russie voyait tout cela, il aurait voulu qu'on eût agi autrement.... Au moment de mon arrivée à Saint-Pétersbourg, on récitait publiquement, dans les églises, des prières contre nous et particulièrement contre l'empereur Napoléon. » Les boutiques des libraires étaient pleines de pamphlets contre la France, contre Napoléon, contre l'ambassadeur français. « Rien n'était égal, continue Savary, à l'irrévérence avec laquelle la jeunesse russe osait s'expliquer sur le compte de son souverain. Pendant quelque temps, je conçus de l'inquié-

tude sur la suite que ces icences pourraient avoir dans un pays où les révolutions de palais n'étaient que trop communes. » L'envoyé de Napoléon crut même devoir communiquer à Alexandre une correspondance fraîchement saisie, où l'on écrivait de Prusse à des amis de l'intérieur des lettres dans ce goût : « Est-ce que vous n'avez plus chez vous des Pahlen, des Zoubof, des Bennigsen? »

L'ambassadeur de Suède, Stedingk, écrivait également à Gustave IV : « Le mécontentement contre l'empereur Alexandre s'accroît de plus en plus, et l'on dit en ce moment des choses effrayantes à entendre; les hommes dévoués à l'empereur sont désespérés; mais il n'y a parmi eux personne qui ose remédier au mal et qui ait le courage de lui révéler complétement tout le danger de la situation. Non-seulement dans les conversations particulières, mais encore dans les réunions publiques, on parle d'un changement de gouvernement ». Quelques échos du mécontentement public parvinrent cependant aux oreilles d'Alexandre; l'amiral Mordvinof lui écrivait : « Quoique les jours de gloire soient passés, ceux où la Russie faisait la loi; bien qu'elle ait perdu les belles espérances auxquelles elle avait été accoutumée dans notre jeunesse, les fils de la Russie sont prêts à verser la dernière goutte de leur sang plutôt que de se courber ignominieusement devant l'épée de celui qui n'a sur eux d'autre avantage que d'avoir su exploiter la faiblesse, la trahison et l'incapacité ». L'historien Karamzine préparait déjà son mémoire à l'empereur sur la *Russie ancienne et nouvelle.*

En général, la littérature de cette époque a un caractère antifrançais très-prononcé : les tragédies nationales de Krioukovski et Ozérof, les odes patriotiques de Joukovski, les comédies et les fables du *grand-papa* Krylof, les productions de la presse périodique, représentée par les Glinka, les Gretch, les Batiouchkof, les Schichkof : tout respire la haine de Napoléon, l'aversion pour cette France nouvelle, que les Russes, habitués à admirer, à imiter l'ancienne France de Versailles, regardaient avec les yeux de nos émigrés. Le plus fougueux des gallophobes de cette

époque, c'est déjà le comte Rostoptchine : vers 1807, il publiait sa nouvelle satirique *Oh ! les Français*, et une comédie intitulée les *Nouvelles* ou le *Mort-Vivant*, où il attaquait vivement les alarmistes et les partisans outrés des modes d'Occident. Dans les *Pensées à haute voix sur l'Escalier rouge*, en 1807, il s'écriait : « Resterons-nous encore longtemps à imiter les singes?... Qu'il arrive un Français échappé à la potence, aussitôt on se l'arrache ; et lui, il fait des façons, il se dit prince ou gentilhomme, ayant perdu sa fortune pour la cause de la fidélité ou de la foi, et il n'est en réalité qu'un laquais ou un boutiquier, ou un commis de gabelle, ou un prêtre interdit qui s'est sauvé par peur de sa patrie.... Qu'enseigne-t-on aujourd'hui aux enfants? à bien prononcer le français, à tenir les pieds en dehors et à se friser les cheveux. Celui-là seul est spirituel qu'un Français prendra pour son compatriote. Comment peuvent-ils aimer leur patrie quand ils savent même mal leur propre langue? N'est-ce pas une honte? Dans tous les pays, on apprend le français aux enfants, mais seulement pour qu'ils le sachent, et non pas pour qu'il remplace leur langue maternelle. » Et il continuait par de violentes invectives contre l'ambition française et par une invocation aux braves d'Eylau : « Gloire à toi, victorieuse armée russe, portant le glaive au nom du Christ ! Gloire à notre empereur et à notre mère la Russie ! Salut à vous, héros russes : Tolstoï, Kojine, Galitsyne, Doktourof, Volkonski, Dolgorouki ! Paix éternelle à toi, dans le ciel, jeune et valeureux Galitsyne ! Triomphe, empire russe ! l'ennemi du genre humain recule devant toi ; il ne peut lutter contre ta force invincible. Il est venu comme un lion furieux, croyant tout dévorer : il fuit comme un loup affamé et grince des dents. »

Par une contradiction, qu'explique son éducation, c'est surtout dans sa correspondance et ses ouvrages en notre langue que Rostoptchine s'attaquait à nous le plus âprement ; c'est en français que les nobles russes, élèves des Français du dix-huitième siècle, maudissaient la France. Miss Wilmot, avec une évidente intention de dénigrement

vis-à-vis des deux peuples, se moquait, dès 1805, de « la singerie de l'ours Bruin quand il folâtre avec un singe sur ses épaules » — : « Au milieu de cette adoption des manières, des habitudes et de la langue française, il y a quelque chose de puérilement stupide à déclamer contre Bonaparte et les Français, quand les Russes ne peuvent pas dîner s'ils n'ont un cuisinier français pour leur apprêter leur repas; quand ils ne peuvent élever leurs enfants sans le secours d'aventuriers qu'ils font venir de Paris, sous le nom de précepteurs et de gouvernantes; en un mot, quand toute idée de mode, de luxe, d'élégance est empruntée à la France. Quelle folie fieffée! »

Telle était la société russe au lendemain de Tilsit. A ses dispositions peu bienveillantes pour la France, l'indignation soulevée par l'odieux attentat des Anglais contre le Danemark, lors du bombardement de Copenhague en pleine paix (sept. 1807), ne fit qu'une diversion de peu de durée. On put croire un moment que la paix de Tilsit n'avait en Russie que trois partisans : l'empereur, le chancelier Roumantsof et Spéranski. Encore Alexandre commençait-il à éprouver plus d'une désillusion; tous les actes de son allié blessaient ses convictions : après le roi de Sardaigne, après le roi de Naples, voici qu'il expulsait la maison de Bragance, détrônait les Bourbons d'Espagne, chassait le pape de Rome; la Confédération du Rhin, démesurément accrue, s'étendait maintenant au delà de l'Elbe et, par le Mecklembourg et Lübeck, prenait pied sur la Baltique; sur la Vistule, le grand-duché de Varsovie recevait une organisation redoutable. Tolstoï, qui d'ailleurs ne faisait rien pour se rendre supportable à Paris, qui se querellait avec Ney et entrait en relations avec le faubourg Saint-Germain, n'avait pu apporter aucun adoucissement au sort de Frédéric-Guillaume III, ni obtenir l'évacuation promise des États prussiens. Les compensations à tous ces sacrifices étaient encore médiocres : la première campagne contre la Suède avait été peu brillante; la guerre maritime avec l'Angleterre ruinait le commerce russe; à Constantinople, l'ambassadeur de Napoléon, Guilleminot, avait ménagé un

armistice entre la Turquie et la Russie, en vertu duquel celle-ci devait évacuer les principautés danubiennes. Il n'était plus question du partage de l'empire ottoman, brillante perspective qui avait séduit la vive imagination d'Alexandre.

La fameuse alliance franco-russe était ébranlée. Napoléon, qui avait sur les bras une guerre terrible en Espagne et qui voyait poindre à l'horizon une nouvelle guerre avec l'Autriche, sentit qu'il fallait donner quelque satisfaction à son allié. Alors eut lieu l'entrevue d'Erfurt. Alexandre vint accompagné de son frère Constantin, des ministres Tolstoï, Roumantsof, Spéranski, de l'ambassadeur français Caulaincourt; Napoléon amenait avec lui Berthier, ses diplomates Talleyrand, Champagny, Maret, l'ambassadeur de Russie Tolstoï. Il avait là une autre cour que lui formaient ses vassaux d'Allemagne : le prince-primat du *Rheinbund*, les rois de Saxe, Bavière, Würtemberg, Westphalie, les grands-ducs de Bade, Darmstadt, Oldenbourg, Mecklembourg, les souverains de Thuringe. La Prusse y était représentée par le prince Wilhelm, qui venait plaider les intérêts de son frère; l'Autriche, par le baron Vincent, chargé de saluer les deux empereurs au nom de son maître. L'amour-propre froissé des Russes se rendait compte de la situation supérieure de l'empereur français : « Il me semblait voir ma patrie abaissée dans la personne de son souverain, dit avec une exagération passionnée Nicolas Tourguénief. On n'avait pas besoin de savoir ce qui se passait alors dans les cabinets européens : on voyait d'un seul coup d'œil lequel des deux empereurs était le maître à Erfurt et en Europe. » Il est vrai que Napoléon avait voulu recevoir le tsar dans une ville qu'il possédait alors en toute propriété, à Erfurt; il est vrai que c'était surtout auprès de lui que s'empressait ce peuple de rois; mais à ces apparences répondait, en effet, une supériorité de puissance. Napoléon ne négligeait rien pour faire oublier au jeune empereur ce qu'il y avait d'inégalité dans leurs situations respectives; mais il ne pouvait faire qu'il n'eût pas été le vainqueur à Friedland.

A travers les fêtes, les banquets, les bals, les représentations théâtrales, les parties de chasse, de sérieux intérêts se discutaient entre les deux souverains et leurs ministres. Le 12 octobre 1808, Champagny et Roumantsof signèrent la convention suivante, qui dut rester secrète : 1° les empereurs de France et de Russie renouvelaient leur alliance d'une façon solennelle et s'engageaient à faire en commun soit la paix, soit la guerre; 2° ils se communiqueraient réciproquement les propositions qu'ils pourraient recevoir; 3° ils adresseraient à l'Angleterre une proposition solennelle de paix, immédiate, publique et aussi éclatante que possible, afin de rendre le refus plus difficile au cabinet britannique (cette proposition prit la forme d'une lettre adressée au roi d'Angleterre et signée des deux empereurs); 4° on devait négocier sur la base de l'*uti possidetis :* la France ne consentirait qu'à une paix qui assurerait à la Russie la Finlande, la Valachie et la Moldavie; la Russie, qu'à une paix qui assurerait à la France toutes ses possessions actuelles, à Joseph Bonaparte la couronne d'Espagne et des Indes ; 5° la Russie pourrait agir immédiatement pour obtenir de la Turquie, par la paix ou par la guerre, les deux provinces danubiennes; mais les plénipotentiaires français et russes s'entendraient sur le langage à tenir, *afin de ne pas compromettre l'amitié existante entre la France et la Porte;* 6° si la Russie, par l'acquisition des provinces danubiennes, ou la France, à l'occasion des affaires d'Italie et d'Espagne, se trouvaient exposées à une rupture avec l'Autriche, les deux alliés feraient cette guerre en commun. Talleyrand entama la question d'un mariage russe pour Napoléon. On demanda le rappel de Tolstoï, qui fut remplacé à Paris par le prince Kourakine. La Prusse obtint une remise de 20 millions sur sa contribution de guerre et l'évacuation de son territoire, moyennant la réduction de son armée au chiffre de 42 000 hommes. En résumé, Alexandre garantissait à Napoléon la tranquillité du continent pendant ses opérations en Espagne, et Napoléon approuvait la réunion de la Finlande et des provinces danubiennes. Napoléon accompagna

son hôte assez loin sur la route d'Erfurt à Weimar : ils s'embrassèrent encore et se séparèrent. C'était la dernière fois qu'ils se voyaient (sept.-oct. 1808).

L'alliance conclue à Tilsit, confirmée à Erfurt, allait imposer à la Russie trois guerres nouvelles : contre l'Angleterre, contre la Suède et bientôt contre l'Autriche. De plus, les hostilités continuaient depuis 1806 contre la Turquie et, depuis l'avénement même d'Alexandre, contre la Perse et les populations du Caucase.

La guerre contre l'Angleterre ne présente qu'un fait notable : la flotte russe de l'Archipel, commandée par l'amiral Séniavine, fut, à son retour dans l'Océan, comme elle avait cherché un asile dans le Tage, forcée de se rendre à l'amiral Cotton, à la suite de la convention de Cintra, signée par Junot. Elle fut conduite en Angleterre : les officiers et les équipages avaient été traités avec une habile courtoisie et ramenés immédiatement en Russie aux frais de l'Angleterre. Cinq ans plus tard, la Russie recouvra ses vaisseaux. L'embargo subsista sur les navires anglais et la Russie s'associa, dans une certaine mesure, au système du blocus continental.

Le roi de Suède, Gustave IV, n'avait pas l'esprit très-sain : son acharnement contre Napoléon égalait son impuissance à lui nuire ; grand lecteur de la Bible, il voyait dans l'empereur des Français la bête de l'Apocalypse. Il faisait traduire en suédois un méprisable pamphlet, les *Nuits de Saint-Cloud*. Après avoir conclu en 1806 un armistice avec Mortier, il l'avait rompu au moment où l'on négociait à Tilsit, juste à point pour se faire enlever ses dernières forteresses poméraniennes. Il ne sut vivre en paix ni avec l'Angleterre, qu'il bravait, ni avec la Prusse, au malheur de laquelle il insultait, ni avec son beau-frère Alexandre. Il fut le seul en Europe à applaudir au bombardement de Copenhague et fêta à Helsingfors Gambier, l'amiral britannique. Quand Alexandre dut lui faire les premières ouvertures relativement à la paix avec la France et à l'adoption du système continental, Gustave IV renvoya outrageusement le cordon de Saint-Vla-

dimir II signa avec l'Angleterre, le 18 février 1808, un traité de subsides. Alors 60 000 Russes, sous Buxhœwden, franchirent le Kiümen, qui était depuis Élisabeth la limite des deux États ; une proclamation fut adressée aux Finlandais pour leur conseiller de ne pas résister à « leurs amis, leurs protecteurs », et de nommer des députés pour la diète qu'Alexandre allait réunir ; les troupes suédoises, dispersées, furent repoussées vers le nord ; la Finlande était presque conquise en mars 1808 ; Helsingfors, l'imprenable Svéaborg, Abo, les îles d'Aland tombèrent entre les mains des Russes. La fortune sembla hésiter un instant lorsque Klingspor remporta deux succès importants sur les Russes ; mais il fut obligé ensuite de rétrograder dans les déserts de la Bothnie. Une proclamation adressée aux soldats finlandais qui servaient dans l'armée suédoise les invita à la désertion avec armes et bagages, leur promettant deux roubles par fusil, un rouble par sabre et six roubles par cheval. Pendant l'hiver, les Russes se fortifièrent aux îles d'Aland, et trois corps, commandés par Kulner, Bagration et Barclay de Tolly, franchirent sur la glace le golfe de Bothnie, portèrent la guerre sur la côte suédoise. Une révolution militaire éclata dans Stockholm (13 mars 1809) : sans qu'on eût à verser une goutte de sang, Gustave IV fut arrêté, enfermé à Drottingholm avec sa famille. Plus tard, il fut mis en liberté, voyagea en Europe sous le nom de colonel Gustaffson. Son oncle, le duc de Sudermanie, prit la couronne sous le nom de Charles XIII ; il signa la paix de Frédériksham, qui cédait la Finlande jusqu'à la Tornéa. En 1810, quand mourut le prince royal désigné par les États, Christian-Auguste de Holstein-Augustenbourg, Bernadotte, maréchal de France, fut élu prince royal. Napoléon était peu sympathique à ce choix : il eût préféré un prince danois, dont l'avénement eût reconstitué l'union scandinave. L'heureux succès de la guerre suédoise causa peu d'enthousiasme à Saint-Pétersbourg : « Pauvre Suède ! pauvres Suédois ! » disait-on. La Finlande, si longtemps convoitée, avait perdu son prix aux yeux des Russes : elle semblait encore un don de

Napoléon. Alexandre, suivant sa promesse, avait convoqué la diète de Finlande et garanti au *grand-duché* ses privilèges, son université, sa constitution.

En avril 1809, avait commencé la guerre de Napoléon contre l'Autriche (cinquième coalition). Alexandre, que le traité d'Erfurt obligeait à fournir un contingent, avait tout fait pour prévenir cette guerre. Il avait averti le cabinet de Vienne qu'il avait une alliance avec Napoléon, et s'était offert de garantir avec son allié l'intégrité des possessions autrichiennes. Forcé de mettre sur pied un contingent, il donna 30000 hommes au prince Serge Galitsyne pour agir de concert avec les généraux du grand-duché de Varsovie, Poniatovski et Dombrovski, contre l'archiduc Ferdinand. Cette guerre des Russes contre l'Autriche fut une comédie ; ils détestaient leurs alliés polonais et craignaient avant tout leurs succès en Gallicie. Dans toute la campagne on n'eut que deux rencontres entre Russes et Autrichiens : au combat d'Oulanovka, il y eut un tué et deux blessés; encore le major autrichien fit porter ses excuses à Galitsyne, disant qu'il avait cru attaquer les Polonais. Au combat de Podgourjé, sous Cracovie, il y eut deux tués et deux blessés.

Les conflits entre Russes et Polonais étaient bien plus fréquents. Galitsyne laissait, sous ses yeux, reprendre Sandomir par les Autrichiens, et Poniatovski dénonçait inutilement à Alexandre cette « conduite traîtresse ». En revanche, les Russes entrèrent dans Lemberg quand les Polonais s'en étaient déjà emparés, et prétendirent empêcher qu'on prêtât serment à Napoléon. A Cracovie, les deux armées russe et polonaise faillirent en venir aux mains. Les Polonais s'inquiétaient de voir les *Moscovites* en Gallicie; les Russes prêtaient aux Polonais toutes sortes de projets dangereux. « Nos alliés m'inquiètent plus que les Autrichiens, » écrivait Galitsyne à son maître. Il se plaignait que Poniatovski, après avoir pris le titre de commandant des « troupes varsoviennes » ou du « neuvième corps de la grande-armée », s'arrogeât celui de *commandant de l'armée polonaise*. « Il n'y a pas d'armée

polonaise, disait-il, il n'y a qu'une armée varsovienne. » — « L'empereur des Français est bien libre de donner des noms aux corps qui sont sous ses ordres, » répliquait Poniatovski.

Galitsyne annonçait que Poniatovski renforçait son armée de soldats polonais, déserteurs des troupes autrichiennes, de nobles lithuaniens, sujets de la Russie. Dans les théâtres des villes galliciennes, on représentait le roi de Pologne sortant de sa tombe, la Düna et le Dniéper formant les frontières de la Pologne nouvelle. Galitsyne conseillait à Alexandre d'arracher aux Français cette arme de la propagande polonaise, en se proclamant lui-même le restaurateur de la Pologne. Le tsar refusait, alléguant l'inconstance des Polonais et la nécessité de préserver ses provinces lithuaniennes de toute contagion.

Au congrès de Schœnbrunn, qui précéda le traité de Vienne, l'empereur de Russie ne voulut pas se faire représenter. Il entendait ne pas en consacrer les résultats; mais par là, il laissait l'Autriche sans appui. Elle fut obligée de céder ses provinces illyriennes et une partie de la Gallicie. Napoléon ajouta la Gallicie occidentale (1 500 000 âmes) à son grand-duché de Varsovie; il donna 400 000 âmes avec la Gallicie orientale à la Russie (14 oct. 1809). Ce dédommagement ne parut pas suffisant à Alexandre pour compenser le danger d'une Pologne agrandie.

La guerre contre la Turquie se poursuivait depuis plusieurs années déjà. En 1804, la Russie avait proposé au divan une alliance contre la France; mais elle demandait que les sujets du sultan, professant la religion orthodoxe, fussent placés sous la protection immédiate de ses agents diplomatiques. Sélim III repoussa une proposition qui menaçait l'intégrité même de son empire. Il essaya de se rapprocher de la France, applaudit aux victoires de Napoléon et, après Austerlitz, malgré les efforts de l'ambassadeur russe Italinski, reconnut son titre impérial et envoya un ambassadeur à Paris avec des présents. Après Iéna, un ambassadeur ottoman partit pour Berlin afin de resserrer l'alliance avec le *padischah* des Français. Ypsilanti et Mo-

rousi, hospodars de Valachie et Moldavie, dévoués à la Russie, furent destitués. C'était une infraction aux conditions de la paix de Iassy avec Catherine II.

Vers ce temps, commencèrent les troubles de Serbie. Les janissaires de ce pays formaient une milice turbulente, comme celles d'Égypte et d'Alger, opprimaient les populations chrétiennes, entraient en lutte avec le pacha de Belgrade, les *spahis* ou cavalerie noble et les autres musulmans, méprisaient l'autorité même du sultan. Ils n'obéissaient qu'à leurs chefs, au nombre de quatre, qu'on appelait les *dakhié* ou *deys*. Contre ces sujets insoumis, Sélim III autorisa la résistance des *raïas*.

Parmi les chrétiens, beaucoup avaient appris à porter les armes dans la dernière guerre de Catherine II et Joseph II contre les Turcs : beaucoup avaient servi dans les troupes russes ou autrichiennes. Poussés à bout par le meurtre ou le supplice d'un certain nombre de leurs *knèzes*, ils se soulevèrent contre les janissaires et les deys, mirent à leur tête Tchernyi Georges, ou Georges le Noir, riche marchand de porcs, chassèrent les musulmans de Belgrade et de toutes les forteresses, affectant cependant de n'exécuter que les ordres du sultan. Quand Sélim III voulut les ramener à l'obéissance et demanda la restitution des places fortes, ils rompirent avec le sultan lui-même et se déclarèrent indépendants. Ils eussent été écrasés par les forces supérieures des pachas du voisinage, sans la prise d'armes de la Russie en 1806, qui dégagea leurs frontières : Alexandre leur envoya un corps auxiliaire sous le colonel Bala.

L'ambassadeur russe avait protesté contre la déposition d'Ypsilanti et Morousi, et contre la violation du traité de Iassy. L'ambassadeur anglais avait amené le divan à céder (17 octobre 1806), lorsque, sans déclaration de guerre, le général russe Michelson passa la frontière, envahit la Moldavie avec 35 000 hommes, enleva Khotin et Bender, entra à Bucharest et s'avança vers le Danube. L'ambassadeur britannique voulut alors interposer ses bons offices, mais il ne fut pas écouté et quitta Constantinople avec

éclat. C'est alors que la flotte anglaise, sous l'amiral Duckworth, franchit les Dardanelles, brûla des vaisseaux turcs dans la mer de Marmara et parut à l'entrée du Bosphore. Cette démonstration échoua devant la fermeté du sultan Sélim et les préparatifs militaires de l'ambassadeur français Sébastiani. Des officiers de génie et d'artillerie accoururent de l'armée française de Dalmatie. Les vaisseaux anglais rebroussèrent chemin, et la flotte turque, franchissant à son tour les Dardanelles, alla livrer bataille à l'amiral russe Séniavine dans les eaux de Ténédos. Elle fut battue. Peu de temps après, Sélim III était déposé à la suite d'une révolte des janissaires et Napoléon en prenait prétexte pour sacrifier la Turquie à Tilsit.

Le successeur de Sébastiani, Guilleminot, avait reçu ordre d'aider les Russes « en tout, non officiellement, mais effectivement. » Malgré l'armistice conclu par ses soins, les troupes russes continuaient à occuper les principautés, dont l'administration fut confiée à un divan composé de Russes et de boïars roumains. Après Erfurt, le sultan ayant refusé de souscrire au démembrement de son empire, la guerre recommença. La campagne de 1809 fut médiocrement heureuse : les Russes conquirent presque toutes les forteresses du Danube, mais furent battus en Bulgarie par le grand-vizir. En 1810, le feld-maréchal Kamenski reconquit la Bulgarie jusqu'aux Balkans et remporta une brillante victoire à Batynia, près de Routchtchouk. En 1811, son successeur Koutouzof sut attirer le grand-vizir sur la rive gauche du Danube et l'écrasa à Slobodzéi. L'imminence d'une rupture avec la France força d'affaiblir de cinq divisions l'armée du Danube. Un congrès se réunit à Bucharest en 1812 : la Russie renonça à la Moldavie et à la Valachie, mais conserva la Bessarabie, pays roumain, avec les forteresses de Khotin et Bender; le Pruth et le bas Danube, où la Russie acquérait Ismaïl et Kilia, formèrent la limite des deux empires. Les hospodars de Valachie et Moldavie devaient être rétablis, tous les anciens priviléges du pays confirmés. L'article 8 stipulait une amnistie en faveur des Serbes, qui reste-

raient sujets du sultan, mais que gouvernerait Georges le Noir, assisté de la *skoupchtina* ou assemblée nationale. La Turquie ne prit aucune part aux guerres de 1812 et de 1813; elle en profita pour violer cet article 8, écraser l'armée serbe et rétablir l'ancien ordre de choses. Georges le Noir et la plupart des voiévodes serbes s'enfuirent sur le territoire autrichien; d'autres furent suppliciés; un seul resta dans le pays et sut imposer le respect, même inspirer la confiance aux Turcs : ce fut Miloch Obrénovitch. Quand l'oppression devint par trop intolérable, il donna le signal d'un nouveau soulèvement (1815), reconquit l'indépendance de sa patrie et fit accepter à la Porte en 1817 un traité qui reconnaissait l'autonomie de la Serbie sous le sceptre du sultan, avec un gouvernement national composé de Miloch, prince héréditaire, et d'une *skoupchtina*, mais avec occupation des forteresses par des garnisons ottomanes. Ce régime a subsisté jusqu'en 1867.

En même temps que la guerre de Turquie, avaient commencé, en 1806, les hostilités contre la Perse, qui voulait rétablir sa domination en Géorgie, et contre les tribus du Caucase. Le prince Titsianof avait fait transporter à Saint-Pétersbourg, en 1803, la tsarine-mère de Géorgie, Maria, qui ne voulait pas reconnaître la cession du royaume à Paul Ier. Il conquit le Chirvan. Glasénop enleva Derbent. Les Persans furent battus près de Nakhitchévan (1809). Leur allié, Salomon, tsar d'Irémétie, fut vaincu et pris (1810). Ils firent alliance avec les Ottomans; mais les uns et les autres n'y gagnèrent que d'être battus ensemble. La paix conclue par les Turcs à Bucharest laissa peser sur les Persans tout le poids de la guerre. Le prince royal, ayant passé l'Araxe avec 20 000 hommes, fut mis en déroute près d'Aslandouz par 2000 Russes (1812). La Perse dut signer la paix de Gulistan (24 octobre 1813). Elle abandonnait toutes ses prétentions sur la Géorgie, la Mingrélie, l'Imérétie, l'Abasie ou Abkhazie, la Gourie, le Daghestan, le Chirvan, le Choucha.

**Grand-duché de Varsovie. Causes de la deuxième guerre avec Napoléon.**

Les causes de mésintelligence entre Alexandre et Napoléon s'accentuaient tous les jours. Les plus importantes furent les suivantes : 1° accroissement du grand-duché de Varsovie ; 2° mécontentement causé à Napoléon par la conduite des Russes dans la campagne de 1809 ; 3° abandon des projets de mariage russe, mariage autrichien ; 4° rivalité renaissante des deux États à Constantinople et sur le Danube ; 5° annexions napoléoniennes de 1810 dans l'Allemagne du nord ; 6° froissements à l'occasion du blocus continental ; 7° défiance occasionnée par les armements respectifs.

Au traité de Titsit, Napoléon avait formé le grand-duché varsovien des provinces prussiennes (Varsovie, Posen, Bromberg) peuplées de 2 500 000 âmes ; au traité de Vienne, il l'avait agrandi de la Gallicie occidentale (Cracovie, Radom, Lublin, Sandomir), peuplée de 1 500 000 âmes. Il s'était réservé tous les moyens de reconstituer la Pologne ; il n'avait voulu donner Dantzig à personne et l'avait déclarée ville libre ; les provinces illyriennes de l'Autriche pouvaient être entre ses mains un objet d'échange contre le reste de la Gallicie ; le traité de 1812 avec l'empereur François allait réaliser ce calcul. Il n'était même pas besoin d'enlever des provinces au troisième copartageant, la Russie, car la Russie ne possédait à cette époque que la Lithuanie et la Russie Blanche ; or, nous savons que ces provinces ne sont pas polonaises. Il suffisait de reprendre ce qu'il avait lui-même cédé à Alexandre, des dépouilles de la Prusse et de l'Autriche : Bélostok et la Galicie orientale, et encore celle-ci est-elle en grande partie petite-russienne. Le nom de la Pologne n'était pas prononcé officiellement ; mais elle existait déjà réellement. Sans doute, elle avait pour souverain un étranger, le roi de Saxe ; mais les ancêtres de Frédéric-Auguste avaient régné sur la Pologne, et c'était à la maison de Saxe que

les patriotes du 3 mai 1791 avaient voulu assurer la succession de Stanislas Poniatovski.

La constitution de 1807, rédigée par une commission polonaise, approuvée par Napoléon, était presque celle du 3 mai 1791. Napoléon avait recommandé au roi de Saxe d'éloigner les fonctionnaires prussiens et de gouverner la Pologne avec les Polonais. Le pouvoir exécutif appartenait au roi : il était assisté d'un conseil de ministres responsables, ayant à leur tête un président. Le pouvoir législatif était partagé entre le roi, le sénat et le corps législatif. Le sénat se composait de 6 évêques, 6 palatins, 6 castellans ; le corps législatif, de 60 députés élus dans les districts de la noblesse et de 40 députés des villes : il avait pour attributions principales le vote de l'impôt et la confection des lois. Après l'annexion de la Gallicie occidentale, le nombre des membres du parlement fut augmenté. Napoléon pouvait se vanter d'avoir « élevé une tribune au milieu de l'atmosphère silencieuse des gouvernements voisins » (Bignon). Le *Zamok*, l'ancien château royal, où siégeait le parlement, était le centre vital de toutes les Polognes encore dispersées. Napoléon avait donné au grand-duché son Code civil, qui n'exprimait pas l'état social actuel du pays, mais sur lequel l'état social devait tendre à se modeler. Il avait proclamé l'affranchissement des serfs, tout en réservant aux anciens maîtres la propriété des terres. Sous ce rapport, le gouvernement russe d'aujourd'hui a procédé d'une façon plus radicale. Toutefois Napoléon avait créé la Pologne parlementaire, une Pologne ayant dans sa liberté plus d'égalité qu'autrefois.

L'armée du grand-duché s'élevait à 30 000 hommes après 1807, à 50 000 après 1809 ; elle avait à sa tête Joseph Poniatovski, neveu de son dernier roi, le noble vaincu de Zélencé, le héros de mainte bataille napoléonienne ; sous lui servaient Dombrovski, l'homme de la campagne de 1799, Zaïontchek qui avait combattu avec nous en Égypte, Chlopiçki, le chef intrépide de l'armée polonaise d'Espagne. Les sentiments qui animaient l'armée se reflètent encore vivement dans les *mémoires d'un officier polonais*,

récemment publiés (ce sont ceux du général Brandt). Dans un pays où tout paysan naît cavalier, la cavalerie était toujours admirable; l'infanterie s'était améliorée; l'artillerie avait été organisée par les Français Bontemps et Pelletier; les forteresses de Ploçk, Modlin, Thorn, Zamosc, restaurées par Haxo et Alix. L'armée, où l'ancien serf coudoyait le gentilhomme, était une école d'égalité. Les fameuses *légions de la Vistule*, dont Napoléon abusa trop pour ses ambitions particulières, acquirent une gloire impérissable dans les guerres de Prusse, d'Autriche, de Russie.

Les ministres du grand-duché, Stanislas Potoçki, président du conseil, Joseph Poniatovski (guerre), Lubienski (justice), Matuszevicz (finances), Sobolevski (police), etc., étaient des hommes probes et intelligents. Bignon, le représentant de Napoléon, était plein de dévouement à la Pologne. Le mal est qu'il fut remplacé à la veille de la crise suprême par l'archevêque de Malines, l'abbé de Pradt, nullité bruyante et vaniteuse, compliquée de sottise littéraire. Sans doute il y avait des partis à Varsovie: les Czartoryski se réservaient avec raison, en cas de malheur, de recourir à la générosité d'Alexandre; mais en 1811 encore, quand le canon de Varsovie annonçait la naissance du roi de Rome, on se croyait en sûreté sous le protectorat de la France; jamais la vive et spirituelle société polonaise n'avait été aussi brillante. Toutefois l'accroissement de l'armée *varsovienne*, qui était sur la Vistule comme l'avant-garde de la grande-armée, était un sujet d'inquiétude pour Alexandre, de colère pour les Russes. Les *sujets mixtes*, c'est-à-dire les nobles qui avaient des terres dans le grand-duché et en Lithuanie, et qui passaient d'un service à l'autre, étaient le prétexte de perpétuelles chicanes diplomatiques. Alexandre se plaignait amèrement qu'on agitât, sur cette frontière si peu sûre de Lithuanie, « le spectre de la Pologne ».

Napoléon n'avait pas manqué de se plaindre à Kourakine de la façon dont avait été conduite la campagne de Gallicie. « Vous avez été sans couleur, disait-il.... On n'a pas tiré le sabre une seule fois. »

Le projet de mariage avec Anna Pavlovna, sœur d'Alexandre, avait rencontré des difficultés de plus d'une sorte. L'impératrice-mère, Maria de Würtemberg, avait été investie par le testament de Paul Ier, déposé à l'Assomption du Kremlin, du droit absolu de disposer de la main de ses filles. Alexandre ne se sentait pas en droit de lui faire des objections. Or, elle alléguait les lois de l'Église orthodoxe qui ne permettaient pas le mariage avec un homme divorcé ; Anna était déjà fiancée au prince de Saxe-Cobourg, comme sa sœur Catherine, peut-être en prévision d'une demande de ce genre, avait été mariée au grand-duc d'Oldenbourg ; le premier mariage de Napoléon ayant été stérile, on pouvait craindre une seconde répudiation ; la différence de religion créait un nouvel obstacle : Anna ne pouvait embrasser le catholicisme, et Napoléon répugnait à voir un prêtre et une chapelle russes aux Tuileries. Alexandre mettait un empressement médiocre à appuyer cette négociation ; il la compliquait d'une autre négociation en vue d'obtenir une promesse formelle de ne jamais rétablir la Pologne. Napoléon perdit patience et, comme la maison de Hapsbourg semblait courir au-devant de ses vœux, le mariage autrichien fut conclu.

Alexandre en eut regret et dépit. Une alliance plus étroite entre la France et l'Autriche était préjudiciable aux intérêts essentiels de la Russie en Orient et sur le Danube. En 1809, Talleyrand avait déjà soumis à Napoléon un projet qui consistait à dédommager l'Autriche en la mettant en possession des principautés roumaines et des provinces slaves de la Turquie, ce qui eût créé un conflit permanent d'intérêts entre l'Autriche et la Russie : celle-ci, repoussée du Danube, aurait été forcée de se tourner vers l'Asie centrale, vers l'Indoustan : par là, elle se serait trouvée à son tour en conflit permanent avec l'Angleterre ; tout germe de coalition contre l'empire français se serait trouvé ainsi anéanti. La même année, Duroc soumettait à Napoléon un autre mémoire, où il exposait : que l'alliance russe était contraire à notre politique traditionnelle ; que les possessions françaises en Italie et Dalmatie étaient menacées par

les agissements de la Russie en Serbie et en Grèce; que la Russie ne défendait la Prusse que parce qu'elle comptait à l'occasion sur son armée; qu'elle ne favorisait l'entreprise d'Espagne que dans l'espérance de voir 200 000 Français périr dans la péninsule; que l'intérêt de la dynastie napoléonienne demandait que la Russie fût repoussée le plus loin possible vers l'est; que le démembrement de la Pologne avait été la honte de l'ancienne dynastie et que son rétablissement était nécessaire à la grandeur de la France et à la sécurité de l'Europe. Or, le prince Kourakine avait su se procurer une copie de ce mémoire et l'avait adressée à l'empereur Alexandre (mars 1809), en lui faisant observer « combien il était dangereux pour la Russie de permettre la ruine de l'Autriche ». Alexandre s'en était souvenu dans la campagne de 1809

En 1810, le sénatus-consulte de juillet prononçait la réunion à l'empire français de la Hollande tout entière ; celui de décembre, la réunion des trois villes hanséatiques, de l'Oldenbourg et d'autres territoires germaniques. Ce n'était plus une simple occupation pour assurer l'exécution du blocus continental : c'était une annexion. Dans le droit des gens napoléonien, les sénatus-consultes allaient donc remplacer les traités. Où ces empiétements s'arrêteraient-ils? Hambourg, Brême, Lübeck, villes libres, dont l'existence intéressait le commerce du monde entier, surtout celui de la Russie, devenaient des chefs-lieux français! Par Lübeck, l'empire français s'affermissait sur la Baltique, sur cette *mer des Varègues*, où les Russes, depuis Pierre Ier, disputaient la prépondérance aux Scandinaves ! Une autre de ces annexions blessa encore plus profondément Alexandre : c'était celle de l'Oldenbourg ; il vit accourir à Saint-Pétersbourg, dépouillés de leur couronne, son beau-frère et sa sœur Catherine. Le froissement des intérêts et des affections était encore aggravé par le manque d'égards. On n'avait daigné le consulter, ni même l'avertir. Alexandre apprenait, comme tout le monde, par le *Moniteur*, cette conquête en pleine paix. Il est vrai que, depuis lors, bien d'autres alliés allemands de la maison impériale ont été dépouillés

de leur couronne ou de leurs prérogatives essentielles sans que la Russie ait réclamé.

Kourakine fut chargé de présenter des observations à Champagny, qui allégua la nécessité, assura que le grand-duc recevrait une indemnité. La cour de Russie envoya à tous les cabinets une note où, tout en affirmant le maintien de son alliance avec Napoléon, elle protestait contre l'annexion de l'Oldenbourg. Le conquérant se montra profondément irrité de la publicité donnée à cette note, comme des considérants qui accompagnaient la protestation.

Quant au blocus continental, bien que la Russie l'observât moins rigoureusement que la France, elle en souffrait cruellement. Le commerce avec l'Angleterre était arrêté ; en 1801 l'aristocratie russe avait fait une conspiration pour rouvrir la mer à ses chanvres, à ses blés et aux autres produits naturels du pays. Le rouble qui valait 67 kopeks en 1807 n'en valait plus que 25 en 1810. En décembre de cette même année, Alexandre promulgua un oukaze qui, dans le dessein apparent d'empêcher la sortie du numéraire, prescrivait l'importation des objets de luxe, de quelque pays qu'ils arrivassent, et notamment des soieries, rubans, broderies, bronzes, porcelaines ; les vins étaient frappés de droits énormes. C'était donc surtout le commerce français qui était atteint. On ordonnait de brûler les marchandises proscrites. Napoléon fut exaspéré et dit : « J'aimerais mieux recevoir un soufflet sur la joue. »

Depuis longtemps l'ambassadeur russe à Paris, Kourakine, tout en reconnaissant qu'on ne pouvait lutter contre Napoléon, conseillait de l'intimider en faisant de grands armements. C'est alors que cinq divisions furent rappelées de l'armée du Danube ; on décréta une levée de quatre hommes par 500 âmes ; on répara les forteresses de la Düna et du Dniéper. Ces armements provoquaient ceux de Napoléon. Une pareille émulation de mesures comminatoires conduisait forcément à une rupture. Bientôt l'armée *varsovienne* se mit sur le pied de guerre ; l'armée d'occupation de l'Allemagne du nord reçut des renforts ; Napoléon rappelait d'Espagne des régiments, et notamment les régiments

polonais; l'armée de Naples s'acheminait vers la haute Italie; l'armée d'Italie vers la Bavière; dans ce vaste établissement militaire qu'on appelait la grande-armée et qui couvrait le continent tout entier, de Madrid à Dantzig, un mouvement général de l'ouest à l'est devint sensible. Les griefs que les deux empereurs avaient l'un contre l'autre étaient agités dans des entretiens assez vifs de Napoléon, d'abord avec l'ambassadeur Kourakine, puis avec l'aide de camp Tchernichef, envoyé extraordinaire d'Alexandre. Napoléon reçut bien Tchernichef, lui pinça même l'oreille, mais discuta passionnément toutes les questions relatives à la Pologne, aux principautés danubiennes, à l'Oldenbourg, au blocus continental, à l'oukaze de décembre, aux préparatifs menaçants d'Alexandre. Il repoussa bien loin l'idée d'accorder Dantzig en indemnité pour l'Oldenbourg. La mission de Tchernichef resta sans succès; même il se compromit dans une affaire grave; un employé du ministère de la guerre fut fusillé pour s'être laissé corrompre et lui avoir livré des états de la grande-armée. C'est vers cette époque que Napoléon donna l'ordre de publier dans les journaux une série d'articles où l'on démontrait que « l'Europe se trouvait forcément en train de devenir la proie de la Russie » et où l'on parlait « d'invasion qu'il faut refouler, de domination universelle à anéantir. » C'est alors que Lesur publia le fameux livre intitulé *Des progrès de la puissance russe*, où se rencontre, pour la première fois, le document apocryphe connu sous le nom de *Testament de Pierre le Grand*.

Napoléon rappela Caulaincourt qu'il trouvait trop *russe*, et qui n'était que conciliant, fort embarrassé du rôle qu'on lui faisait jouer : il le remplaça par Lauriston, qui ne pouvait compter sur la confiance d'Alexandre. Tout annonçait la guerre inévitable : Alexandre, comme Napoléon, ne négociait plus que pour gagner du temps, achever ses préparatifs. La rupture de l'alliance éclatait à tous les yeux : à la cour de Murat, l'envoyé français Durant se battait en duel avec l'envoyé russe Dolgorouki; Alexandre disgraciait tout à coup Spéranski, l'ami de la France; il ap-

pelait en Russie Stein, le grand patriote allemand, le mortel ennemi de Napoléon, mis par lui au ban de la Confédération. La Russie se hâtait de conclure la paix avec la Turquie; elle négociait avec la Suède pour une alliance, avec l'Angleterre pour un traité de subsides. Napoléon, de son côté, signait avec la Prusse et avec l'Autriche deux conventions qui lui assuraient le concours de 20 000 Prussiens et de 30 000 Autrichiens pour l'expédition projetée. Des alliés plus sûrs eussent été la Suède et la Turquie, mais les traités de Tilsit et d'Erfurt nous les avaient aliénées; la Suède avait souffert comme la Russie du blocus continental, le prince royal Bernadotte ne pardonnait pas à Napoléon de lui avoir refusé la Norvége et d'avoir occupé la Poméranie suédoise. Le 9 mai 1812, Napoléon quittait Paris pour se rendre à Dresde, au centre de son armée : les ambassadeurs Kourakine et Lauriston demandaient leurs passe-ports.

### La *guerre patriotique* : bataille de Borodino, incendie de Moscou, destruction de la grande-armée.

Avec les ressources militaires de la France, qui comptait alors 130 départements, avec les contingents de ses royaumes italiens, de la Confédération du Rhin, du grand-duché varsovien, avec les corps auxiliaires de Prusse et d'Autriche, Napoléon pouvait mettre sur pied des forces imposantes. Au 1er juin, la grande-armée comprenait 678 000 hommes, dont 356 000 Français et 322 000 étrangers; avec les réserves, elle s'élevait à 1 100 000 hommes. Elle comprenait non-seulement des Belges, des Hollandais, des Hanovriens, des Hanséates, des Piémontais, des Romains, confondus alors sous la dénomination de Français; mais encore l'armée italienne, l'armée napolitaine, des régiments espagnols, tous les peuples de l'Allemagne, Badois, Würtembergeois, Bavarois, Hessois de Darmstadt, Westphaliens de Jérôme, soldats des grands-duchés demi-français de Berg et Francfort, Saxons, Thuringiens, Mecklembourgeois. Outre les maréchaux de Napoléon, elle avait à

sa tête Eugène, vice-roi d'Italie, Murat, roi de Naples, Jérôme, roi de Westphalie, les princes royaux et les princes héritiers de presque toutes les maisons d'Europe. Les Polonais, à eux seuls, dans cette guerre qui leur rappelait celle de 1612, comptaient 60 000 hommes sous les drapeaux. D'autres Slaves des *provinces illyriennes*, Carinthiens, Dalmates, Croates, étaient conduits à l'assaut du grand empire slave. C'était bien l'*armée des vingt nations*, comme l'appelle encore le peuple russe.

Napoléon entraînait tous les peuples de l'Occident à l'Orient, par un mouvement semblable à celui des grandes invasions, comme une avalanche humaine contre la Russie.

Quand la grande-armée se prépara à passer le Niémen, elle était ainsi disposée : à gauche devant Tilsit, Macdonald avec 10 000 Français et 20 000 Prussiens sous le général York de Wartenburg; devant Kovno, Napoléon avec les corps de Davout, Oudinot, Ney, la garde commandée par Bessières, l'immense cavalerie de réserve sous Murat : au total 180 000 hommes; devant Pilony, Eugène avec 50 000 Italiens et Bavarois ; devant Grodno, Jérôme-Napoléon avec 60 000 Polonais, Westphaliens, Saxons, etc. Il faut y ajouter les 30 000 Autrichiens de Schwartzenberg qui en Gallicie allaient se battre aussi mollement contre les Russes qu'en 1809 les Russes contre les Autrichiens. Victor gardait la Vistule et l'Oder avec 30 000 hommes, Augereau l'Elbe avec 50 000. Si l'on néglige les corps de Macdonald, Schwartzenberg, Victor et Augereau, c'était avec environ 290 000 hommes, dont plus de la moitié étaient Français, que Napoléon allait franchir le Niémen, pour menacer le centre de la Russie.

Alexandre avait réuni sur le Niémen 90 000 hommes commandés par Bagration ; sur le Bug, affluent de la Vistule, 60 000 hommes commandés par Barclay de Tolly : c'est ce qu'on appelait l'*armée du nord* et l'*armée du sud*. A l'extrême droite, Wittgenstein avec 30 000 hommes devait, pendant presque toute la campagne, faire face à Macdonald ; à l'extrême gauche, pour occuper d'une façon peu

sanglante l'Autrichien Schwartzenberg, Tormassof en avait 40 000 ; plus tard cette dernière armée, renforcée de 50000 hommes qui revenaient du Danube, deviendra redoutable et, sous l'amiral Tchitchagof, inquiétera sérieusement la retraite des Français. En arrière de toutes ces forces, il y avait quelque 80 000 hommes de réserves, kosaks, milices (*opoltchénié*). Quelques contingents seulement de l'*opoltchénié*, de braves mougiks à longue barbe, allaient figurer dans la campagne; mais son fabuleux total de 612 000 hommes ne devait guère exister que sur le papier. En définitive, aux 290 000 hommes que Napoléon avait réunis sous sa main, l'empereur de Russie ne pouvait tout d'abord opposer que les 150 000 de Bagration et Barclay de Tolly. On comptait sur le dévouement de la nation : « Que l'ennemi, disait la proclamation tsarienne, rencontre dans chaque noble un Pojarski, dans chaque ecclésiastique un Palitsyne, dans chaque bourgeois un Minine ! Levez-vous tous ! Avec la croix dans le cœur et des armes dans les mains, nulle force humaine ne pourra prévaloir contre vous. »

Le quartier général d'Alexandre, au début de la campagne, était à Vilna. Outre les généraux, il y avait là son frère Constantin, ses ministres Araktchéef, Balachef, Kotchoubey, Volkonski ; il y avait là des réfugiés de toutes nations, des Allemands, Stein, les généraux Wolzogen, Pfuhl, le Piémontais Michaux, le Suédois Armfelt, l'Italien Paulucci. On délibérait, on discutait beaucoup. Attaquer Napoléon, c'était lui fournir l'occasion qu'il cherchait ; se retirer dans l'intérieur, comme l'avait conseillé Barclay en 1807, en faisant le désert derrière soi, paraissait dur et humiliant. On crut s'arrêter à un moyen terme en adoptant le projet de Pfuhl : établir un camp retranché à Drissa, sur la Düna, et en faire un Torrès-Védras russe. Les événements de la péninsule troublaient toutes les têtes : Pfuhl voulait faire comme Wellington à Torrès-Védras, d'autres proposaient la guerre de guérillas « comme en Espagne ». Quand on apprit le passage du Niémen, Barclay dut se retirer derrière la Düna, et Bagration sur le Dniéper.

Napoléon fit son entrée dans Vilna, l'ancienne capitale du Lithuanien Gédimine. Il avait dit dans sa proclamation : « La seconde guerre de Pologne est commencée ! » La diète de Varsovie avait prononcé le rétablissement du royaume de Pologne et envoyé une députation à Vilna pour demander l'adhésion de la Lithuanie et obtenir la protection de l'Empereur. On comprend avec quelle ardeur la noblesse lithuanienne s'empressa autour de Napoléon. La délibération de la diète polonaise fut acceptée solennellement par les Lithuaniens. « Cette cérémonie, raconte Fezensac, eut lieu dans la cathédrale de Vilna, où toute la noblesse s'était réunie : on y voyait les hommes revêtus de l'ancien costume polonais, les femmes parées de rubans rouges et violets aux couleurs nationales. » Quant aux Polonais proprement dits, bien que Napoléon, en les dispersant dans les différents corps, eût *rendu invisible* une armée de 60 000 hommes, rien n'égalait leur enthousiasme ; une immense espérance remplissait leurs cœurs. L'œuvre commencée à Tilsit aux dépens de la Prusse, continuée à Vienne aux dépens de l'Autriche, va donc s'achever aux dépens de la Russie ! La voilà donc enfin cette revanche que la France depuis dix-huit ans prépare aux fidèles légions de Dombrovski ! la voilà donc cette solde splendide dont le grand empereur va payer le zèle de ses grognards de la Vistule ! « Les jeunes officiers avaient repris confiance en l'étoile de Napoléon, raconte Brandt ; nos anciens avaient beau railler notre enthousiasme, nous appeler des enragés, des possédés : nous ne rêvions que batailles et victoires ; nous ne craignions qu'une chose, un trop grand empressement des Russes à faire la paix... Nous avions dans nos rangs de nombreux descendants des Lithuaniens qui avaient combattu, cent ans auparavant, sous les drapeaux de Charles XII : des Radzivill, des Sapiéha, des Tysenhaus, des Chodsko. » Pourtant la prétentieuse incapacité de Pradt à Varsovie, puis les réponses assez réservées de Napoléon à Vilna[1] devaient causer quel-

1. « Si j'eusse régné pendant les partages de la Pologne, répondit

que hésitation. En Lithuanie, le mouvement ne pouvait être vraiment national, puisque le peuple n'était pas polonais. Puis Napoléon, soit pour ménager l'Autriche, soit pour ne pas rendre toute paix impossible avec la Russie, soit par crainte de trop fortifier la Pologne, ne prenait que des demi-mesures. Il donna à la Lithuanie une administration distincte de la Pologne, réunit une commission qui vota la création d'une armée lithuanienne, formée de quatre régiments d'infanterie et de cinq de cavalerie. Napoléon versa 400 000 francs pour aider à leur équipement. Une garde nationale à pied dans les villes, à cheval dans les campagnes, dut veiller à la sûreté des convois, aider la gendarmerie française à maintenir la discipline. Un dernier essai de négociation pour la paix avait échoué: Alexandre, pour gagner du temps, avait envoyé Balachet à Vilna; Napoléon proposa deux conditions inacceptables. l'abandon de la Lithuanie et la déclaration de guerre à la Grande-Bretagne Si Napoléon, au lieu de s'enfoncer en Russie, se fût borné à organiser et à défendre l'ancienne principauté de Lithuanie, nulle force humaine n'eût pu empêcher le rétablissement de l'État polonais-lithuanien dans ses anciennes limites. Les destinées de la France et de l'Europe eussent été changées.

La route qui menait de Vilna à Moscou passait par une sorte de trouée naturelle, due à la configuration de la Düna et du Dniéper : l'une faisant un angle près de Vitepsk, l'autre près d'Orcha, et cessant de barrer le chemin à l'envahisseur. A la vérité, il y avait le camp élevé à Drissa sur la Düna, le Torrès-Védras du savant Pfuhl; mais le camp était si mal établi, ayant le fleuve à dos, avec quatre ponts seulement en cas de retraite, si facile à tourner par Vitepsk,

Napoléon à la députation varsovienne, j'aurais armé tous mes peuples pour vous soutenir. J'applaudis à tout ce que vous avez fait; j'autorise les efforts que vous voulez faire; tout ce qui dépendra de moi pour seconder vos résolutions, je le ferai. Mais j'ai garanti à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses États. Que la Lithuanie, la Samogitie, la Volynie, l'Ukraine, la Podolie soient animées du même esprit que j'ai vu dans la Grande-Pologne, et la Providence couronnera par le succès la sainteté de votre cause. »

qu'on résolut de l'abandonner. Il y eut dans l'armée un déchaînement inouï contre Pfuhl, contre les Allemands, contre la multiplicité du commandement. Le tsar sembla de trop à l'armée : on se souvenait d'Austerlitz. Les nobles russes étaient décidés à l'éloigner : Araktchéef lui-même et Balachef, ministre de la police, firent auprès de lui une démarche respectueuse, pour lui représenter que sa présence serait plus utile à Smolensk, à Moscou, à Saint-Pétersbourg, où il pourrait convoquer les ordres de l'État, demander des sacrifices d'hommes et d'argent, entretenir l'enthousiasme patriotique. Dès lors Barclay et Bagration commandèrent seuls leurs armées.

Napoléon craignait de s'enfoncer dans l'intérieur; il eût voulu remporter quelque succès éclatant non loin de la frontière lithuanienne, enlever quelqu'une des deux armées russes. Les vastes espaces, les mauvaises routes, les malentendus, la désorganisation croissante de l'armée, firent manquer tous ses mouvements. Barclay de Tolly, après avoir livré les combats d'Ostrovno et de Vitepsk, se replia sur Smolensk; Bagration se battit à Mohilef et Orcha et, pour rejoindre Barclay, rétrograda jusqu'à Smolensk. Là, les deux généraux russes tinrent conseil. Leurs troupes étaient exaspérées de cette continuelle retraite; Barclay, bon tacticien, esprit net et méthodique, d'une froide intrépidité, Bagration, bouillant comme un élève de Souvorof, ne s'entendaient pas. L'un opinait toujours pour la retraite, l'armée russe devant se renforcer de plus en plus, et l'armée française s'affaiblir de plus en plus, à mesure qu'on s'enfoncerait dans l'intérieur; Bagration opinait toujours pour une offensive pleine de risques. L'opinion de l'armée était pour Bagration : Barclay, suspect à titre d'Allemand des provinces baltiques, fut presque insulté. Il consentit à ce qu'on prît l'offensive contre le roi de Naples qui arrivait à Krasnoé et lui livra un combat sanglant (14 août). Les 17 et 18, il soutint une bataille acharnée sous Smolensk, qui fut incendié, encombré de 20 000 tués ou blessés. Il recula encore, entraînant Bagration. Dans sa retraite, il dut encore livrer bataille à Valoutina contre Ney : ce fut un

Eylau en petit : 15 000 hommes des deux armées restèrent sur le champ de bataille.

Napoléon sentait « qu'on l'entraînait » dans l'intérieur de la Russie. Les Russes se retiraient en brûlant tout derrière eux. Les paysans eux-mêmes disaient aux soldats : « Dites-nous seulement quand le moment sera venu; nous mettrons le feu à nos *isbas*. » Smolensk venait de nous faire perdre trois jours : les Russes, de leur côté, s'étonnaient que l'antique forteresse, qui avait soutenu tant de siéges interminables au seizième et au dix-septième siècle, n'eût résisté que trois jours à Napoléon. La grande-armée fondait à vue d'œil : du Niémen à Vilna, sans avoir vu l'ennemi, elle avait perdu 50 000 hommes en malades, déserteurs, maraudeurs; de Vilna à Mohilef, près de 100 000 hommes. Ney était réduit de 36 000 hommes à 22 000; Oudinot, de 38 000 à 23 000; Murat, de 22 000 à 14 000; les Bavarois, travaillés par la dyssenterie, de 27 000 à 13 000; la division italienne Pino, de 11 000 à 5000; la garde italienne, les Westphaliens, les Polonais, les Saxons, les Croates n'avaient pas moins souffert. L'*ignoble et dangereuse cohue des maraudeurs* (Brandt) encombrait toutes les routes, pillait les convois et les magasins, saccageait à main armée les villages et les bourgs, ne respectait même pas les officiers isolés. Elle avait dévoré en passant la Pologne et la Lithuanie; à Minsk, pendant qu'on chantait un *Te Deum* pour la délivrance de la Lithuanie, des cuirassiers avaient enfoncé les magasins. Dans cette marche offensive, on eût pu déjà prévoir les misères de la retraite. Napoléon fit ce qu'il put pour combler les vides déjà si sensibles. Il prescrivit à l'armée de Victor de s'avancer en Lithuanie, à Augereau de passer l'Oder et la Vistule, aux cent cohortes de gardes nationales de s'apprêter à franchir le Rhin. Au nord, Oudinot prenait Polotsk ; Macdonald occupait Dünabourg, investissait Riga, inquiétait Pétersbourg. Puis Oudinot était battu le 17 août sous Polotsk, échec que Saint-Cyr répara par sa victoire du lendemain. En Pologne Tormassof était battu par Schwartzenberg (12 août).

Dans l'armée russe, le mécontentement s'accentuait avec

le mouvement de retraite; on reculait toujours, sur Dorogobouge, puis sur Viasma; on commençait à murmu… autant contre Bagration que contre Barclay. C'est alors qu'Alexandre réunit les deux armées sous le commandement suprême de Koutouzof. Koutouzof avait pour lui le souvenir d'Amstetten, Krems, Dirnstein; ce n'était pas à lui qu'on imputait Austerlitz. C'était un vrai Russe de vieille roche, indolent, endormi en apparence, mais très-judicieux, très-patriote; nul ne comprenait mieux que lui le soldat russe, le caractère national. D'ailleurs on avait besoin d'espérer. Sa nomination excita un enthousiasme général : le bruit se répandit aussitôt dans l'armée que « Koutouzof était venu battre les Français ». Des mots heureux portèrent aux nues sa popularité; passant en revue les régiments, « avec de tels gaillards, dit-il, comment peut-on songer à battre en retraite? » Cependant il ordonna encore un mouvement rétrograde; mais « on sentait que tout en reculant on marchait contre les Français ». On reculait, mais pour se renforcer, pour attendre les troupes que devait amener Miloradovitch, les kosaks que Platof était allé recruter sur le Don, les milices barbues qui s'étaient levées à la voix du tsar, la fameuse *droujina de Moscou* que promettait le gouverneur Rostoptchine.

Koutouzof s'arrêta donc à Borodino. Il avait alors 72 000 fantassins, 18 000 cavaliers réguliers, 7000 kosaks, 10 000 *opoltchentsi* ou miliciens, 640 canons, servis par 14 000 artilleurs ou pionniers : au total, 131 000 hommes. Napoléon n'avait pu concentrer que 86 000 fantassins, 28 000 cavaliers, 587 canons, servis par 16 000 pionniers ou artilleurs : c'était à peu près l'effectif des Russes; mais son armée, triée d'ailleurs par cette longue marche de 800 lieues, était encore la plus admirable des temps modernes. Le 5 septembre, les Français enlevèrent la redoute de Chévardino; le 7 fut le jour de la grande bataille : c'est la bataille de Borodino chez les Russes, de la Moskova dans les bulletins napoléoniens, quoique la Moskova coule assez loin de ce champ de carnage.

Le front de l'armée russe était dessiné, à droite, par le

village de Borodino sur la Kolotcha; au centre, par la Montagne-Rouge, où s'élevait ce que les Français ont appelé la grande-redoute, les Russes la batterie Raiévski, et où s'élève aujourd'hui la colonne commémorative; à gauche, par les trois petites redoutes ou *flèches* de Bagration, emplacement du monastère fondé depuis par Mme Toutchkof. Entre la Montagne-Rouge et les *flèches* Bagration, se creusait le ravin de Séménovskoé avec le village de ce nom. Pendant la bataille, Napoléon se tint près de la redoute de Chévardino, Koutouzof au village de Gorki. A droite, commandait Barclay de Tolly : par Miloradovitch il occupait Borodino et par Doktourof Gorki. A gauche, commandait Bagration : par Raiévski il occupait la Montagne-Rouge et Séménovskoé, par Borosdine les trois *flèches*. L'*opoltchénié* garnissait les bois d'Oustitsa. Napoléon avait disposé Eugène, avec l'armée d'Italie et les Bavarois, en face de Borodino et de la grande-redoute; Ney, avec Junot et les Würtembergeois, en face des trois *flèches*; Davout avec les Polonais et les Saxons, Murat avec son immense cavalerie, devaient tourner les Russes par leur gauche; à l'extrême droite, Poniatovski devait nettoyer les bois d'Oustitsa. En arrière, la division Friant et la garde formaient une réserve imposante.

La veille de la bataille, le plus profond silence régna dans le camp des Russes; la ferveur religieuse, les fureurs patriotiques enflammaient tous les cœurs; ils passèrent la nuit à se confesser, à communier; ils mirent des chemises blanches comme pour une noce. Au matin, 100 000 hommes à genoux furent bénis, aspergés d'eau sainte par les prêtres; la Vierge miraculeuse de Vladimir fut promenée sur le front des troupes, au milieu des sanglots et de l'enthousiasme; un aigle plana sur la tête de Koutouzof, et un *hourrah* formidable salua cet heureux augure. La bataille commença par une épouvantable canonnade de 1200 bouches à feu; on l'entendait à trente lieues à la ronde. D'abord les Français, dans un élan irrésistible, enlevèrent Borodino d'un côté, les *flèches* de l'autre; Ney et Murat franchirent le ravin de Séménovskoé, coupèrent presque en

deux l'armée russe. A dix heures du matin la bataille semblait gagnée. Mais Napoléon refusa de soutenir ce premier succès en engageant sa réserve, et les généraux russes eurent le temps de ramener en ligne de nouvelles troupes. Ils reprirent la grande-redoute, et le kosak Platof fit une algarade jusque sur les derrières de l'armée italienne; un combat opiniâtre se livrait aux trois *flèches*. Napoléon fit enfin avancer les renforts; la cavalerie de Murat balaya de nouveau le ravin; les cuirassiers de Caulaincourt prirent à revers la grande-redoute et s'y précipitèrent comme un ouragan, tandis qu'Eugène d'Italie en escaladait les parapets. Les Russes perdirent de nouveau les *flèches*. Alors Koutouzof donna le signal de la retraite, massa ses troupes sur Psarévo. Napoléon refusa de hasarder ses dernières réserves contre ces désespérés, de « faire démolir sa garde ». Il se contenta de les écraser de boulets jusqu'à la nuit. Les Français avaient perdu 30 000 hommes, les Russes 40 000; les premiers avaient 49 généraux et 3[illegible] colonels tués ou blessés; les Russes presque autant; Bagration, Koutaïzof, les deux Toutchkof étaient parmi les morts. Napoléon concentrait encore sous sa main 100 000 hommes, Koutouzof 50 000 seulement; mais les pertes de Napoléon étaient irréparables à cette distance: la grande-armée était condamnée à ne plus vaincre utilement. Le romancier Tolstoï emploie cette expression : « La bête est blessée à mort. » — « Napoléon, dit le Polonais Brandt, avait réussi, mais à quel prix! La grande-redoute et ses alentours offraient un spectacle qui dépassait les pires horreurs que l'on puisse rêver. Les abords, les fossés, l'intérieur de l'ouvrage avaient disparu sous une colline artificielle de morts et de mourants, d'une épaisseur moyenne de six à huit hommes, entassés les uns sur les autres. »

Koutouzof se retira en bon ordre, annonçant à Alexandre qu'on avait tenu bon, mais qu'il se retirait pour protéger Moscou. Il réunit un conseil de guerre aux Fily, sur une des collines qui dominent Moscou, et la vue de cette grande cité, de la ville sainte étendue à leurs pieds, condamnée peut-être à périr, causait une émotion indicible aux géné-

raux russes. La seule question était celle-ci : Fallait-il essayer de sauver Moscou en sacrifiant la dernière armée de la Russie? Barclay déclara que « quand il s'agissait du salut de la Russie et de l'Europe, Moscou n'était qu'une ville comme une autre. » D'autres disaient, comme l'officier d'artillerie Grabbe : « Il est glorieux de périr sous Moscou, mais ce n'est pas de gloire qu'il s'agit. » — « Mais, dit le prince Eugène de Würtemberg, beaucoup pensaient que l'honneur les obligeait à mettre fin à tout mouvement rétrograde ; de même que la tombe est le terme du voyage terrestre accompli par l'homme, de même Moscou devait être le but, la tombe du guerrier russe ; au delà commençait déjà un autre monde. » Bennigsen, Ermolof, Ostermann se prononcèrent pour qu'on livrât une dernière bataille. Koutouzof écouta tous les avis et dit : « Ici ma tête, qu'elle soit bonne ou mauvaise, ne doit s'aider que d'elle-même, » et il ordonna de commencer la retraite à travers la ville. Il sentait bien cependant que Moscou n'était pas « une ville comme une autre ». Il ne voulut pas y entrer, et, pleurant, il passa par les faubourgs. Pour la retraite même, on pouvait choisir entre deux routes : Barclay conseillait celle de Vladimir, qui permettait de couvrir Saint-Pétersbourg ; Koutouzof préféra celle de Riazan, qui lui permettait de se placer sur le flanc droit de Napoléon, d'attirer à lui les renforts du midi, de barrer aux Français le chemin des plus fertiles provinces de l'empire. L'événement lui donna raison.

Cependant Alexandre avait décrété l'*opoltchénié* seulement dans seize gouvernements : ceux de Moscou, Tver, Iaroslavl, Vladimir, Riazan, Toula, Kalouga, Smolensk devaient fournir 123 000 hommes ; Saint-Pétersbourg et Novgorod, 25 000. Chaque mois, on fabriquait à Toula 7000 fusils nouveau modèle. Alexandre avait dit à Michaux : « Nous ferons de la Russie une nouvelle Espagne. » Le métropolite de Moscou et tous les prêtres appelaient aux armes contre « l'impie Français, l'effronté Goliath », que devait terrasser la fronde d'un nouveau David.

Alexandre avait nommé gouverneur de Moscou le comte

Rostoptchine : ce bel-esprit français connaissait bien les nobles et le peuple, affectait le langage pittoresque du paysan, s'entendait, comme il le dit, « à jeter de la poudre aux yeux ». Le patriote Glinka le comparait à Napoleon. Sa correspondance avec Sémen Voronzof, ses affiches de 1812, ses mémoires rédigés en 1823, sa brochure de la même année, intitulée : *La vérité sur l'incendie de Moscou*, comptent parmi les sources les plus curieuses de cette histoire. « Je fais *tout*, écrivait-il à l'empereur, pour gagner les bonnes dispositions de *tous*. Mes deux visites à la Mère de Dieu d'Ibérie, le libre accès à tous auprès de moi, la vérification des poids et mesures, cinquante coups de bâton appliqués en ma présence à un sous-officier qui, préposé à la vente du sel, avait fait attendre trop longtemps les mougiks, m'ont acquis la confiance de vos dévoués et fidèles sujets. » — « Je résolus, dit-il encore, à chaque nouvelle désagréable, d'exciter des doutes sur sa véracité; par là, j'affaiblissais la première impression, et, avant qu'on eût eu le temps d'en vérifier l'exactitude, il en arrivait d'autres qui étaient un nouveau sujet d'examen. » Il organisait un espionnage en règle pour surveiller les propagateurs de *fausses nouvelles*, les *martinistes*, les francs maçons, les libéraux. Il jalousait Glinka, qui cependant l'admirait, et qui, dans le *Messager russe*, « déchaînait les fureurs de la guerre patriotique. » Quand Alexandre vint à Moscou et convoqua les trois ordres au Kremlin, Rostoptchine fit préparer des *kibitkas* pour emmener en Sibérie ceux qui oseraient poser à l'empereur des questions indiscrètes. Ces précautions étaient inutiles. Les nobles donnèrent leurs paysans, les marchands leur argent : ils accueillirent avec enthousiasme la lecture du manifeste impérial. « D'abord, raconte Rostoptchine, on écouta avec la plus grande attention; puis on donna quelques signes d'impatience et de colère; quand on en vint à cette phrase qui annonçait que l'ennemi venait *avec la flatterie sur les lèvres et les fers dans ses mains*, alors l'indignation éclata entière; on se frappait la tête, on s'arrachait les cheveux, on se tordait les mains; des larmes de rage cou-

laient le long de ces figures qui rappelaient celles des anciens : je vis un homme qui grinçait des dents. » Au fond, on se défiait du peuple qui, serf, pouvait se laisser tenter par les proclamations de liberté lancées par l'envahisseur. C'est pour ce motif que Rostoptchine mit 300 000 roubles à la disposition de Glinka, le publiciste populaire : il n'en était pas besoin; Glinka restitua les 300 000 roubles. Alexandre, en partant, avait laissé de pleins pouvoirs à Rostoptchine.

Rostoptchine abusait des nouvelles optimistes. Un jour il affichait « la grande victoire d'Ostermann »; un autre jour « la grande victoire de Wittgenstein ». Les gens sensés finirent par ne plus le croire. Ses affiches avaient toujours prise sur le peuple : « Ne craignez rien, disait-il; il est survenu un orage, nous le dissiperons; le grain se moudra et deviendra farine. Gardez-vous seulement des ivrognes et des imbéciles; ils ont les oreilles larges et soufflent des sottises dans celles des autres. Il y en a qui croient que Napoléon vient pour notre bien, tandis qu'il ne pense qu'à nous écorcher. Il fait espérer aux soldats le bâton de maréchal, aux mendiants des montagnes d'or, et en attendant il prend tout le monde au collet et l'envoie à la mort. Et pour cela, je vous prie, si quelqu'un des nôtres ou des étrangers se met à le louer et à promettre en son nom ceci et cela, empoignez-le, quel qu'il soit, et menez-le à la police. Quant au coupable, je saurai bien lui faire entendre raison, fût ce un géant. » — « Je réponds sur ma tête que le méchant n'entrera pas à Moscou, et voici sur quoi je me base.... Si cela ne suffit pas, alors je dirai : En avant la *droujina* de Moscou! marchons aussi! Et nous serons 100 000 braves. Nous prendrons avec nous l'image de la Mère de Dieu d'Ibérie, 150 canons, et nous finirons l'affaire tous ensemble. » Après Borodino, il affichait encore cette proclamation : « Frères, nous sommes nombreux et prêts à sacrifier nos vies pour le salut de la patrie et pour empêcher le scélérat d'entrer à Moscou : mais il faut que vous m'aidiez. Moscou est notre mère; elle nous a abreuvés, nourris, enrichis. Au nom de la

Mère de Dieu, je vous convie à la défense des temples du Seigneur, de Moscou, de la Russie! Armez-vous de tout ce que vous pourrez, à pied, à cheval; prenez du pain seulement pouf trois jours; allez avec la croix, précédés des bannières que vous prendrez dans les églises, et rassemblez-vous à l'instant sur les Trois-Montagnes; je serai avec vous, nous exterminerons tous ensemble les envahisseurs. Gloire dans le ciel à ceux qui iront! Paix éternelle à ceux qui mourront! Punition au jugement dernier à ceux qui reculeront! »

Cependant il faisait déporter à Kazan 40 Français ou étrangers établis à Moscou : Domergue, directeur du théâtre français de Moscou, a raconté leur triste odyssée. Il faisait travailler mystérieusement un certain Leppich, ou Schmidt, à la confection d'un ballon merveilleux, qui couvrirait de feux l'armée française. Il évacuait sur Vladimir les archives, les trésors des églises et des palais. Quand l'armée russe traversa Moscou, il quitta à son tour la capitale, après avoir fait sabrer Véréchtchaghine, accusé d'avoir répandu des proclamations de Napoléon. Il avait fait ouvrir les prisons aux détenus, distribué au peuple les fusils de l'arsenal, emmené les pompes, ordonné à Voronenko d'incendier les magasins d'eau-de-vie, les barques chargées d'alcool. L'incendie de Moscou sortit sans doute de là. De son aveu, c'est « un événement qu'il a préparé, mais qu'il a été loin d'effectuer ». Il s'est contenté « d'embraser les esprits des hommes ». Déjà les barrières de la capitale étaient encombrées de véhicules de toute sorte : tout ce qui pouvait quitter la ville émigra.

Le peuple resté à Moscou se berçait toujours d'illusions. Quand apparurent les premiers soldats de la grande-armée, il crut d'abord que c'étaient les Suédois ou les Anglais qui arrivaient à son secours. Le pillage des maisons abandonnées commençait : la populace rivalisa de zèle avec les envahisseurs. Napoléon arriva et essaya de faire cesser le désordre; il nomma Mortier gouverneur de la ville. « Surtout point de pillage, lui dit-il, vous m'en

répondez sur votre tête. » Les troupes défilèrent dans les rues du Biélyi-gorod et du Kitaï-gorod au chant de la *Marseillaise* (14 sept.). Napoléon gravit l'Escalier-Rouge et s'établit dans l'antique palais des tsars. Presque aussitôt les incendies éclatèrent sur plusieurs points. La nuit du 15 au 16 septembre surtout fut épouvantable. Le Kremlin lui-même, encombré des caissons de l'artillerie de la garde, fut en danger. Napoléon dut en sortir, chemina parmi les flammes, manqua de périr en chemin et arriva au parc Pétrovski Des commissions militaires condamnèrent à mort environ 400 incendiaires, vrais ou supposés. C'en était fait de notre conquête : il ne resta debout que les églises et un cinquième à peu près des maisons. Dès lors il fut impossible d'empêcher le pillage des caves et des bâtiments intacts. Nos alliés allemands, au dire des Moscovites, furent incomparablement plus âpres que les *vrais Français* [1]. Ils méritèrent le nom d'*armée sans pardon* (*bezpardonnoé voïsko*).

Pendant les 35 jours que les troupes séjournèrent à Moscou, leur désorganisation fut portée au comble. De misère il périt là peut-être 10 ou 12 000 hommes. Le corps bavarois acheva de s'y détruire. On commençait à manger les chevaux. Napoléon cependant organisait une troupe de comédie dans la maison Posniakof, des concerts au Kremlin, rendait le décret de Moscou sur le Théâtre-Français de Paris; mais il était dévoré d'inquiétude. Le projet d'une marche sur Saint-Pétersbourg, à l'approche de l'hiver, fut rejeté comme impraticable. Ses essais pour nouer des négociations avec Alexandre restèrent infructueux. Il songeait à se déclarer roi de Pologne, à rétablir la principauté de Smolensk, à démembrer la Russie occidentale; il étudiait les papiers relatifs à la tentative de 1730, pour voir si l'on ne pouvait séduire les nobles par l'appât d'une constitution, songeait à décréter l'affranchissement des serfs, à soulever les Tatars du Volga. Il était

1. Voir des récits nouveaux dans mon livre intitulé : *Français et Russes, Moscou et Sévastopol.*

impuissant, sans moyens d'action, sans nouvelles, presque bloqué dans Moscou. Au midi, Koutouzof se renforçait dans son camp de Taroutino, lui barrant les chemins du sud; par le combat de Vinkovo (18 octobre) contre Murat, il fermait la route de Riazan; par la bataille de Malo-Iaroslavets (23 et 24 oct.), il fermera la route de Kalouga, ne laissant de libre que la route dévastée de Smolensk. Encore celle-ci n'était plus sûre. La guerre de partisans, la guerre des paysans, la guerre kosaque avaient commencé. Gérasime Kourine, paysan du village de Pavlovo, réunit jusqu'à 5800 hommes, « afin de combattre pour la patrie et le saint temple de la Mère de Dieu contre un ennemi qui menaçait de brûler tous les villages et d'enlever la peau à tous leurs habitants » Les mougiks tombaient sur les hommes envoyés aux fourrages, sur les maraudeurs : ils les tuaient à coups de fourche, les pendaient, les noyaient; l'Anglais Wilson raconte qu'ils en enterrèrent tout vifs. Dans le seul district de Borovsk, 3500 soldats furent tués ou pris. Les partisans Figner, Sésslavine, Davydof, Benkendorff, prince Kourakine, enlevaient des convois sur la route de Smolensk. Dorokhof avec une bande de 2500 hommes et un parti de kosaks prenait d'assaut Véréïa. La paysanne Vassilissa, Mlle Nadéjda Dourova, donnaient aux femmes de Russie de belliqueux exemples. Des kosaks se montraient déjà déguisés dans Moscou.

Le 13 octobre, à la première gelée, Napoléon avait fait sortir de Moscou les hôpitaux et les premiers convois. Du 14 au 19, 90 000 combattants sortirent de Moscou : ils traînaient avec eux 600 canons, 2000 caissons, et une masse de 50 000 non-combattants : malades, employés, femmes, habitants de la ville, qui craignaient les premiers excès des kosaks. Mortier quitta Moscou le dernier, après avoir fait jouer les mines du Kremlin : le palais d'Elisabeth sauta; la porte du Sauveur, celle de la Trinité, la tour d'Ivan le Grand furent lézardées par les explosions, les murs du Kremlin ouverts en plusieurs endroits : vengeance sauvage, inutile, qui pouvait appeler

de cruelles représailles sur les blessés que l'on abandonnait.

Il fallut s'ouvrir l'unique route de Smolensk par le combat de Viasma (3 novembre) où Ney et Eugène, coupés de Davout par Miloradovitch, battirent 40 000 Russes. A Smolensk, on trouva les magasins pillés (12 novembre). C'est alors que la faim, des froids de 18 degrés commencèrent à décimer les débris de la grande-armée. Ce qu'elle souffrit, les mémoires et récits de Ségur, Labaume, Brandt, Fezensac, Denniée, Chambray, Fain, René Bourgeois, le sergent Bourgogne, le capitaine François, etc., ceux de Mme Fusil, actrice du théâtre français de Moscou, ceux de Mme de Choiseul-Gouffier, ceux de l'Anglais Wilson, l'ont décrit avec une poignante précision.

A Krasnoé, Napoléon fut obligé avec sa garde de dégager Davout (17 nov.); Ney, qui faisait l'arrière-garde, ne put s'échapper, avec 6000 combattants et 6000 traînards, qu'en livrant bataille à 60 000 Russes (du 18 au 20 novembre); mais de Smolensk à Krasnoé, 26 000 traînards ou blessés, 208 canons, 5000 voitures étaient tombés entre les mains de Koutouzof.

Le vieux général, ramassant tous ces trophées, presque sans combat, triomphait. On lui apporta un drapeau français où, parmi les noms de batailles immortelles, se lisait celui d'Austerlitz. « Qu'y a-t-il là ? demanda-t-il. Austerlitz! C'est vrai, il faisait chaud sous Austerlitz. Mais je m'en lave les mains devant toute l'armée : elles sont innocentes d'Austerlitz. » C'était au bivouac du Séménovski, et l'un des officiers cria : « Hourrah pour le sauveur de la Russie! — Non, dit Koutouzof, écoutez, mes amis! Ce n'est pas à moi que revient l'honneur, c'est au soldat russe! » et, lançant en l'air sa casquette, il cria de toutes ses forces : « Hourrah! hourrah! pour le brave soldat russe! » Puis, rendu communicatif par la joie du succès, il dit à ses officiers : « Où couchera aujourd'hui ce fils de chien? Je sais déjà qu'à Liady, il ne dormira pas tranquille, Sésslavine m'en a donné sa parole d'honneur. Ecoutez, messieurs, une jolie fable que vient de m'envoyer

Krylof, le bon conteur : « Un loup était entré dans un chenil et harcelait les chiens. Pour entrer, il était bien entré ; mais quand il voulut sortir, c'était une autre affaire ! « Les chiens étaient tous en tas après lui, lui acculé dans « un coin, hérissant son poil et disant : « Qu'y a-t-il, mes « amis ? Qu'avez-vous contre moi ? Je suis venu simplement « regarder ce que vous faisiez, et voilà, je m'en vais. » Le « piqueur était accouru, il lui dit : « Non, ami loup, tu ne « nous en imposeras pas ! C'est vrai que tu es un vieux « malin à poil gris, mais moi aussi je suis gris, et pas plus « bête que toi. » Otant sa casquette et montrant ses cheveux gris, Koutouzof continua : « Tu ne t'en iras comme tu « es venu, j'ai mis mes chiens à tes trousses. » (Mémoires de Jirkiévitch.)

La situation de l'armée française était critique. Au nord Saint-Cyr, après une sanglante victoire à Polotsk contre Wittgenstein (18 octobre), avait évacué cette ville (19 octobre), et abandonné la ligne de la Düna. Macdonald restait sans appui dans le nord, s'attendant à quelque défection de ses Prussiens. Au midi, Schwartzenberg avait rétrogradé jusque sur Varsovie, plus occupé de la Pologne que du salut de Napoléon. Donc Wittgenstein, du nord, Tchitchagof, du sud, purent se rabattre sur les deux flancs de la grande-armée.

Tous deux espéraient la prévenir au passage de la Bérésina et l'enfermer entre eux et Koutouzof. Koutouzof y comptait bien ; il contenait l'impatience des plus ardents, des kosaks, de l'Anglais Wilson, qui disait : « Quelle honte de laisser ces spectres rôder hors de leur sépulcre ! » Ils croyaient tous qu'il suffisait de souffler sur ce qui avait été la Grande-Armée. Mais Koutouzof ne voulait pas hasarder dans une bataille les résultats acquis : il laissait faire au temps, à la faim, à l'hiver. Tchitchagof, avait occupé Minsk derrière la Bérésina, sur la ligne de retraite de Napoléon. Wittgenstein occupait l'Oula, encore plus près de Napoléon, en avant de la Bérésina. Malgré Koutouzof, malgré Wittgenstein, malgré Tchitchagof, malgré les glaçons, malgré la rupture des ponts, l'armée française franchit la Bérésina près de Stoudianka (26-29 novembre). A quel prix ?

on le sait. Ce fut une victoire de désespérés. Entourés par 140 000 Russes, ces 40 000 hommes avec leur empereur réussirent à passer, sans laisser un seul canon sur la rive gauche. Un tiers d'entre eux étaient des Polonais. Ils continuèrent leur route. A Smorgoni, Napoléon quitta l'armée pour courir à Paris, laissant le commandement à Murat. On arrivait à Vilna : ces affamés se précipitèrent dans les maisons. Tout à coup le canon retentit de trois côtés : c'étaient les trois armées russes qui arrivaient. Ney, avec 4000 braves, protégea la fuite de cette cohue. Après son départ, il se passa dans Vilna des scènes plus affreuses peut-être que le passage de la Bérésina. Vilna était encombrée de nos blessés, de nos malades : il y en avait presque dans toutes les maisons. Les juifs, si nombreux dans cette ville, par peur des Russes, par haine de la conscription française et polonaise, jetèrent ces malheureux par les fenêtres; des juives, à coups de talon, purent achever des hommes qui avaient naguère enlevé la grande redoute de Borodino. Les kosaks, entrés les premiers dans la ville, s'acharnèrent contre les traînards sans défense, les femmes, les cantinières. Il y eut là un affreux carnage. 30 000 cadavres furent ensuite brûlés sur des bûchers. Les débris de l'armée, toujours protégés par l'intrépide Ney, repassèrent enfin le Niémen (30 décembre) : ils laissaient derrière eux 330 000 Français ou alliés, morts ou prisonniers.

### Campagnes d'Allemagne et de France. Traités de Paris et de Vienne.

Après l'anéantissement de la grande-armée, Koutouzof et le chancelier Roumantsof étaient d'avis de ne pas tenter la fortune, de prendre simplement les provinces orientales de la Prusse et de la Pologne, de donner la Vistule pour frontière à la Russie, de conclure la paix avec Napoléon. « Mais, dit M. Bogdanovitch, ils ne réfléchissaient pas que Napoléon pouvait facilement réparer ses pertes, grâce à la forte concentration de la France sur un espace restreint, à la rapidité que mettaient à s'instruire les conscrits

français, à ses puissantes réserves de munitions de guerre, à ses vastes ressources financières. Au contraire, nous avions à rassembler nos recrues sur d'immenses espaces et nos finances étaient fort en désordre. Les faits ont prouvé par la suite que, même avec le secours de la Prusse, déployant alors toute sa force, nous n'avons pu tenir tête à Napoléon dans les batailles de Lützen et de Bautzen Que serait-il donc arrivé si les Prussiens, irrités de nos prétentions, s'étaient alliés à la France? Évidemment Napoléon, renforcé des armées prusiennes, puis des contingents polonais, aurait reparu sur la Düna; instruit par son expérience de 1812, il aurait agi avec plus de précaution et peut-être aussi avec plus de succès. » Alexandre résolut donc de trouver dans ces mêmes nations qu'on disait opprimées par Napoléon les forces nécessaires pour le vaincre, de faire reposer la sécurité de la Russie sur l'*affranchissement* de l'Europe entière, et, après Napoléon qui avait provoqué de l'ouest à l'est un mouvement général des peuples contre la Russie, de faire refluer de l'est à l'ouest toute l'Europe contre la France. L'incendie de sa capitale et de son palais le rendaient inaccessible à toutes les propositions de paix : Stein et les autres réfugiés allemands ne lui permettaient pas d'oublier sa vengeance.

Tandis que les troupes russes envahissaient la Pologne et livraient aux débris de la grande-armée les combats d'Elbing et de Kalisch, tandis que Czartoryski sollicitait le tsar de rétablir la Pologne sous le sceptre du grand-duc Michel, Alexandre entamait des négociations avec la Prusse. Fréderic-Guillaume traitait à la fois avec Alexandre et Napoléon. Il désavouait York de Wartenburg, dont la défection à Tauroggen avait donné le signal du mouvement germanique et qui armait la Prusse orientale. Il envoya cependant Knesebeck, déguisé en marchand, au quartier général du tsar. Alexandre à son tour lui envoya Stein et Anstett, qui l'amenèrent à signer le traité de Kalisch (28 février 1813), par lequel les deux princes formaient une alliance offensive et défensive « pour le rétablissement de la monarchie prussienne dans des limites qui assurassent

la tranquillité des deux États »; la Russie fournissait 150 000 hommes, la Prusse 80 000; on ne traiterait que de concert avec Napoléon; la Russie s'emploierait pour faire obtenir à la Prusse un subside de l'Angleterre. C'est seulement le 17 mars, quand Wittgenstein eut fait son entrée dans Berlin, que le roi de Prusse déclara la guerre à Napoléon, lança les proclamations *à mon peuple! à mon armée!* Le 19 mars, quand Blücher fut entré en Saxe, les deux princes conclurent la convention de Breslau : on convenait d'appeler tous les princes et tous les peuples de l'Allemagne à concourir à l'affranchissement de la patrie commune; les princes qui s'y refuseraient, dans un délai déterminé, seraient privés de leurs États; la Confédération du Rhin était dissoute; un conseil central de gouvernement était créé pour administrer les pays qui seraient reconquis, depuis la Saxe jusqu'à la Hollande, en percevoir les revenus, attribués dès lors aux puissances alliées, organiser la levée en masse.

Napoléon avait déployé son activité ordinaire; il avait mis sur pied 450 000 hommes; ses bonnes villes de Paris, Lyon, Rome, Amsterdam, Hambourg lui avaient fait des dons patriotiques de milliers de chevaux. La Confédération du Rhin, moins la Saxe alors envahie, préparait ses contingents. C'est avec 180 000 hommes et 350 canons qu'il reparut sur la ligne de l'Elbe, et il comptait bien la franchir, car, dans ses places fortes de la Vistule et de l'Oder, Dantzig, Thorn, Ploçk, Modlin, Küstrin, Glogau, Stettin, Stralsund, il avait laissé des garnisons montant à un chiffre presque égal Le point faible de cette nouvelle armée, c'était le grand nombre des conscrits, la jeunesse des soldats, la faiblesse de la cavalerie. Les vétérans, les innombrables escadrons de Murat étaient restés ensevelis sous les neiges de la Russie.

Le 2 mai à Lutzen, les 20 et 21 mai à Bautzen, sous les yeux des souverains alliés, Napoléon remporta deux brillantes victoires, que faute de cavalerie il ne put compléter par la poursuite des vaincus. Il était entré à Dresde et y avait rétabli son allié, le roi de Saxe; la Silésie même était en-

tamée; au nord, Davout avait repris Lübeck et Hambourg, qu'une insurrection nous avait fait perdre; on avait balayé les partisans qui s'étaient montrés en Westphalie et en Hanovre.

Le roi de Prusse était singulièrement découragé : toujours frappé des souvenirs de 1806, il avait dit après Lützen : « C'est tout à fait comme à Auerstaedt. » — « La perte de ces deux batailles, dit M. Bogdanovitch, avait desserré les liens de l'alliance. Les généraux prussiens se plaignaient que leur pays fût ravagé par les Russes, autant que par les Français. Les idées de Barclay de Tolly et de la plupart des chefs russes ne s'accordaient pas avec celles de Blücher et de son état-major. Les Russes, à mesure qu'ils s'éloignaient de leur pays, éprouvaient une peine sensible à se ravitailler de munitions, et même de vivres. Dans tout l'espace compris entre la Vistule et l'Elbe, on n'avait pas encore établi de magasins. Les soldats étaient mal vêtus, mal chaussés. La discipline habituelle aux troupes se relâchait. L'armée prussienne n'était pas dans une situation meilleure. » Alexandre, le roi de Prusse surtout, pouvaient se dire qu'ils jouaient gros jeu.

C'est alors que l'empereur François intervint et amena son gendre à signer cet armistice de Pleswitz, dont Napoléon disait : « Si les alliés ne veulent pas de bonne foi la paix, cet armistice peut nous devenir bien fatal. » Pendant ce temps, en effet, l'armée russe se renforça, s'organisa; la Prusse créa sa landwehr; les deux puissances conclurent leurs traités de subsides avec l'Angleterre; on attira dans la coalition le prince royal de Suède en lui promettant la Norvége; un autre Français, Moreau, apporta ses talents aux coalisés; on fit le siége de Dantzig, Stettin, Küstrain, Glogau. Une nouvelle a sensation arrivait d'Espagne : le roi Joseph avait été battu à Vittoria, les Anglais menaçaient la Bidassoa. Quant à l'Autriche, son penchant à la défection s'accusait de plus en plus : après Lützen, elle avait envoyé en même temps Stadion à Alexandre, Bubna à Napoléon. Elle traînait les négociations. Napoléon, mécontent de son attitude, avait essayé, mais inutilement, de

se rapprocher d'Alexandre : Caulaincourt ne fut pas reçu.

L'Autriche transmit enfin à Napoléon les conditions des alliés : 1° destruction du grand-duché de Varsovie et partage de la Pologne entre les trois cours du nord; 2° rétablissement de la Prusse, autant que possible, dans ses limites de 1805; 3° restitution à l'Autriche des provinces illyriennes; 4° restitution des villes hanséatiques; 5° dissolution de la Confédération du Rhin. Napoléon manifesta la plus vive irritation : il consentit cependant à ce qu'un congrès se réunît à Prague pour discuter ces conditions. Il donna ses instructions à Narbonne et Caulaincourt : pour punir la déloyauté de l'Autriche, il entendait qu'on ne lui cédât *pas un village;* avec la Russie il voulait une paix glorieuse, mais sur les bases de l'*uti possidetis*. On ne pouvait concilier des prétentions si opposées. Les coalisés aggravèrent encore les leurs, demandant en outre la restitution à l'Autriche des provinces italiennes et l'abandon de la Hollande. Quand Napoléon consentit enfin à sacrifier le grand-duché de Varsovie et les provinces illyriennes, l'Autriche déclara qu'il était trop tard et qu'elle était entrée dans la coalition (12 août).

Les coalisés avaient maintenant en Allemagne trois armées : celle du *Nord* forte de 130 000 hommes (Russes, Suédois, Prussiens), sous Bernadotte, campait alors sur le Havel; celle de *Silésie*, forte de 200 000 hommes (Russes et Prussiens), sous Blücher, était postée sur l'Oder; celle de *Bohême*, forte de 130 000 hommes (Russes et Autrichiens), sous Schwartzenberg, était cantonnée autour de Prague. Ainsi, des trois généraux en chef, pas un n'était russe : le grand-duc Constantin, Barclay, Ostermann, Ermolof servaient sous Schwartzenberg, Sacken sous Blücher, Wintzingerode sous Bernadotte. Le vieux Koutouzof mourut, pendant la campagne, à Buntzlau.

En revanche l'empereur de Russie, devant lequel s'éclipsaient les deux souverains d'Autriche et de Prusse, semblait diriger en chef les armées et la diplomatie de la coalition. C'est lui qui sera jusqu'au bout le plus ferme contre Napoléon, le plus convaincu de la nécessité de son

renversement et qui, après avoir transporté la guerre de Russie en Allemagne, la transportera d'Allemagne en France.

A toutes ces forces, Napoléon opposait les 30 000 hommes de Davout qui occupaient Hambourg, 70 000 hommes sous Oudinot à Wittenberg ; enfin 180 000 hommes étaient concentrés sous sa main de Dresde à Liegnitz, avec Vandamme, Saint-Cyr, Ney, Macdonald, Mortier, Murat. Il livra à l'armée de Bohême une grande bataille dans les faubourgs mêmes de Dresde (26 et 27 août), la rejeta en désordre sur la Bohême, lui fit perdre 40 000 hommes et 200 canons. Les alliés résolurent d'éviter les rencontres avec Napoléon et de ne plus s'attaquer qu'à ses lieutenants.

Napoléon avait posté Vandamme avec 25 000 hommes dans les défilés de Péterswald pour barrer le chemin aux fugitifs. Il oublia ensuite de l'en rappeler. Vandamme descendit jusqu'à Tœplitz pour couper le chemin aux alliés, mais il se heurta contre la garde russe qui fit une résistance désespérée : même les musiciens, les tambours, les scribes, sachant qu'il y allait du salut de l'armée et de leur empereur, demandèrent des fusils. Ostermann eut un bras emporté. Vandamme, n'ayant toujours pas d'ordres, rétrograda sur Kulm : il s'y vit attaqué et cerné le lendemain par des forces quadruples et fut pris avec la moitié de son corps d'armée (30 août). Kulm était une victoire presque entièrement russe, due surtout à Barclay, Ostermann, Ermolof. Elle coûtait cher : les Russes y perdirent 6000 hommes, dont 2800 hommes de la garde. Alexandre, dans sa joie, combla de décorations le Préobrajenski, l'Ismaïlovski, les marins, les chasseurs de la garde, fit attacher des croix de Saint-Georges à leurs drapeaux. La coalition avait enfin un succès. En outre, pendant les opérations mêmes de Napoléon, Oudinot avait été battu à Gross-Beeren (23 avril), Macdonald à la Katzbach (26 août), Ney à Dennewitz (16 sept.). Les kosaks se jetaient en Westphalie; Tchernichef enlevait Cassel avec les archives du roi Jérôme.

Dès lors les trois armées ennemies resserrèrent de plus en plus l'espace autour de Napoléon : Bennigsen venait

d'amener aux Russes un renfort de 60 000 hommes. L'armée française, réduite à 160 000 hommes, se trouva cernée par 300 000 coalisés et 1200 canons ; ceux-ci formaient autour d'elle un demi-cercle qui ne laissait libre que la route de l'ouest. Alors Napoléon, dont les corps d'armée étaient adossés à toutes les portes de Leipzig afin de commander toutes les routes, livra la bataille si fameuse sous le nom de *bataille des nations :* elle dura quatre jours. Alexandre montra une grande bravoure personnelle, se tenant presque sous le feu des batteries françaises, hâtant l'envoi des renforts sur les points les plus menacés. Le 16 octobre, les Français réussirent à se maintenir dans leurs positions. Le 17, on s'observa, pendant que les alliés arrivaient à leur maximum de concentration. Le 18, la bataille recommença effroyable : la canonnade était plus terrible qu'à Borodino, assurait Miloradovitch ; c'est le jour où les Saxons firent défection. Le 19, l'armée française se mit en retraite par la route de l'ouest : Victor et Augereau en tête ; Ney, Marmont, la garde et Napoléon au centre ; Lauriston, Macdonald et Poniatovski formant l'arrière-garde. C'est cette arrière-garde qui fut détruite par l'explosion prématurée des ponts de l'Elster ; Macdonald put se sauver à la nage, Lauriston fut pris avec 30 000 hommes et 150 canons ; Poniatovski se noya. Avec lui périt l'espoir de la régénération polonaise par la main de Napoléon ; intrépide, désintéressé, patriote, Poniatovski ne s'était pas soucié du bâton de maréchal de France, voulant rester uniquement « le chef des Polonais ».

Les Prussiens, toujours haineux contre la Saxe, voulaient enlever d'assaut la ville de Leipzig ; Alexandre intervint pour la ménager et faire conclure une capitulation avec ce qui y restait de troupes françaises. Quant au roi de Saxe, prisonnier dans son palais, Alexandre l'accueillit froidement ; il refusa de traiter avec lui, sous prétexte qu'il avait repoussé l'appel fait aux princes allemands par les coalisés et s'était obstiné dans son dévouement à Napoléon. Peut-être voulut-il punir en lui le dernier prince saxon qui eût régné sur la Pologne. Nous verrons aussi que les

projets d'Alexandre sur le remaniement de cette partie de l'Europe ne lui permettaient de donner au roi de Saxe aucune assurance.

La bataille de Leipzig fut l'effondrement de la domination française en Allemagne; il n'en restait comme épaves que 150 000 hommes de garnisons, dispersés dans les forteresses de la Vistule, de l'Oder et de l'Elbe. Chaque succès des alliés avait été marqué par la défection de quelqu'un des peuples qui avait fourni son contingent à la grande-armée de 1812; après la Prusse, l'Autriche; à Leipzig, les Saxons; les Français n'avaient pu regagner le Rhin qu'en passant sur le ventre des Bavarois à Hanau. La défection de Bade, Würtemberg, Hesse-Darmstadt, se déclara presque en même temps : les souverains hésitaient encore à se séparer de Napoléon, quand leurs peuples et leurs régiments, travaillés par les patriotes allemands, avaient déjà passé dans l'autre camp. Jérôme Bonaparte avait de nouveau quitté Cassel; le Danemark se vit forcé d'adhérer à la coalition.

Napoléon s'était retiré sur la rive gauche du Rhin. Alexandre allait-il franchir cette frontière naturelle de la France révolutionnaire?

« Convaincu, dit M. Bogdanovitch, par une expérience de nombreuses années que ni les pertes infligées à Napoléon, ni les traités conclus avec lui, ne pouvaient refréner son insatiable ambition, Alexandre ne voulut pas se borner à l'affranchissement des alliés involontaires de la France et résolut de poursuivre la guerre jusqu'au renversement de son ennemi. » Les souverains alliés se trouvèrent réunis à Francfort; on y discuta la marche immédiate sur Paris. Alexandre, Stein, Blücher, Gneisenau et tous les Prussiens tenaient pour une action décisive. L'empereur François et Metternich ne désiraient que l'affaiblissement de Napoléon, non son renversement qui exposait l'Autriche à un autre danger : la prépondérance de la Russie sur le continent. Bernadotte insistait sur le détrônement de Napoléon, dans le dessein absurde de s'approprier, lui, traître à la France, la couronne de France. L'Angle-

terre aurait préféré une paix solide et immédiate à une guerre qui l'épuisait en subsides et augmentait sa dette déjà énorme. Ces divergences, ces hésitations donnèrent le temps à Napoléon de se reconnaître : après Hanau, au témoignage de Ney, « les alliés auraient pu compter leurs journées d'étapes jusqu'à Paris. »

Napoléon avait renoué les négociations. L'abandon de l'Italie (où Murat négociait de son côté pour conserver son royaume de Naples), de la Hollande, de l'Allemagne, de l'Espagne, la rentrée de la France dans ses frontières naturelles du Rhin et des Alpes, telles furent les *conditions de Francfort*. Napoléon fit répondre à Metternich « qu'il consentait à l'ouverture d'un congrès à Manheim et que la conclusion d'une paix qui pût assurer l'indépendance de toutes les nations sur terre et sur mer avait toujours été le but de sa politique. » Cette réponse parut évasive ; mais les offres des alliés étaient-elles sérieuses ? Encouragés par les traîtres de l'intérieur, ils publièrent la déclaration de Francfort où ils affirmaient « qu'ils ne faisaient pas la guerre à la France, mais à la prépondérance que Napoléon avait trop longtemps exercée hors des limites de son empire ». Assurances trompeuses, piége grossier qui ne pouvait abuser qu'une nation lasse de guerres, énervée par vingt-deux ans de victoires stériles, à bout de ressources. Pendant ce temps, Alexandre, avec les députés de la diète helvétique appelés à Francfort, discutait les bases de la nouvelle Confédération suisse. La Hollande était déjà soulevée par les partisans de la maison d'Orange, envahie par les Prussiens. La campagne de France commença.

Alexandre lança de Freyburg une proclamation à ses troupes : « Votre héroïsme vous a conduits des bords de l'Oka à ceux du Rhin : il vous conduira plus loin encore ; nous franchirons le Rhin, nous pénétrerons sur le territoire du peuple contre lequel nous soutenons une lutte sanglante, acharnée. Déjà, nous avons sauvé, glorifié notre patrie ; nous avons rendu à l'Europe sa liberté et son indépendance. Que la paix et la tranquillité règnent sur la terre entière ! que chaque État prospère sous son gouver-

nement particulier et sous ses lois propres !... L'ennemi, en envahissant notre empire, nous a fait beaucoup de mal, et pour cela a subi un terrible châtiment. La colère de Dieu l'a terrassé. Ne l'imitons pas. Le Dieu miséricordieux n'aime pas les inhumains et les cruels. Oublions le mal qu'ils nous ont fait : portons chez eux, non la vengeance et la haine, mais l'amitié, une main tendue pour la paix. La gloire du Russe est de terrasser son ennemi en armes, de combler de bienfaits son ennemi désarmé, les populations paisibles. » Il refusa de recevoir Caulaincourt à Fribourg, déclarant qu'il ne voulait traiter qu'en France : « Épargnons du chemin au négociateur français, dit-il à Metternich. Avoir fait signer la paix à la France de ce côté du Rhin, ou bien de l'autre côté, au cœur même de la France, ne me paraît nullement indifférent pour les souverains alliés ; une circonstance historique pareille vaut bien qu'on se déplace. »

Sans parler de ses armées d'Italie et des Pyrénées, Napoléon n'avait qu'un simple cordon de troupes, 80 000 hommes, répandus de Nimègue à Bâle, pour résister à 500 000 coalisés. L'armée du Nord (Wintzingerode) envahit la Hollande, la Belgique et les provinces rhénanes ; l'armée de Silésie (Blücher) passa le Rhin entre Manheim et Coblentz, et entra dans Nancy ; l'armée de Bohême (Schwartzenberg) passa sur la Suisse, et s'avança sur Troyes, où les royalistes lui demandèrent le rétablissement des Bourbons Napoléon allait barrer quelque temps encore le chemin de sa capitale. Il attaqua d'abord l'armée de Silésie : il battit son avant-garde, les Russes de Sacken, à Saint-Dizier, Blücher à Brienne ; mais à la Rothière il se heurta contre les masses imposantes des armées de Silésie et de Bohême, et, après une bataille acharnée (1er février 1814), dut reculer sur Troyes. Les deux armées, après cette victoire que leur avait assurée leur jonction, se séparèrent de nouveau pour descendre l'une la Marne, l'autre la Seine, dans l'intention de ne se réunir que sous Paris. Napoléon profite de cette faute. Il se jette sur le flanc gauche de l'armée de Silésie, débouche sur Champeaubert, où il disperse les

troupes d'Olsoufief et Poltaratski, leur fait perdre 2500 hommes, prend les généraux (10 février). A Montmirail, malgré l'héroïsme de Zigrote et Lapoukhine, il bat Sacken : les Russes, à eux seuls, perdent 2300 hommes et 5 canons (11 février). A Château-Thierry, il bat Sacken et York réunis : les Russes en sont encore pour 1500 hommes et 5 canons. A Vauchamp, c'est le tour de Blücher, qui perd 2000 Russes, 4000 Prussiens, 15 canons. L'armée de Silésie est dans un terrible désordre. « Les paysans, exaspérés des désordres inséparables d'une retraite, excités par des bruits exagérés sur les succès des Français, prenaient les armes contre les alliés, chassaient leurs troupeaux dans les forêts. Les soldats, mourants de faim, souffraient aussi du froid, la Champagne n'offrant pas de bois pour les feux de bivouac ; quand le temps s'adoucit, leurs chaussures se gâtèrent; les hommes, forcés de faire pieds nus des marches forcées, entraient par centaines dans les hôpitaux de campagne. » (Bogdanovitch.)

Pendant que l'armée de Silésie se replie en désordre sur l'armée du Nord, Napoléon, avec 50 000 soldats pleins d'enthousiasme, revient sur celle de Bohême, écrase les Bavarois et les Russes à Mormans, les Würtembergeois à Montereau, les Prussiens à Méry : ces Prussiens faisaient partie de l'armée de Blücher, qui avait détaché un corps sur les derrières de Napoléon. Cette campagne avait fait une profonde impression sur les alliés : Castlereagh exprimait, en présence d'Alexandre, l'opinion qu'il fallait faire la paix avant d'être rejeté sur le Rhin. Les chefs militaires commençaient à se troubler : Sésslavine annonçait de Joigny que Napoléon avait 180 000 hommes à Troyes. On s'attendait à une insurrection générale des provinces de l'Est sur les derrières des alliés.

Ce fut la fermeté d'Alexandre qui maintint la coalition : ce fut l'énergie militaire de Blücher qui la sauva. Aussitôt après ses désastres, ayant reçu des renforts de l'armée du Nord, il reprit l'offensive contre les maréchaux ; puis, apprenant l'arrivée de Napoléon à la Ferté-Gaucher, il rétrograda en toute hâte, trouva un refuge inespéré à

Soissons, que venait d'enlever l'armée du Nord; alors, à Craonne (7 mars) et à Laon (10-12 mars), dans de fortes positions, avec 100 000 hommes contre 30 000, il repoussa toutes les attaques de Napoléon. Mais à Craonne, les Russes avaient perdu 5000 hommes, le tiers de leur effectif, Lanskoï et Ouchakof tués et quatre autres généraux blessés. La bataille de Laon leur avait coûté 4000 hommes. Pendant ce temps, de Saint-Priest, général au service d'Alexandre, avait pris Reims d'assaut : Napoléon l'en délogea après un combat acharné, où les Prusso Russes perdirent 4000 hommes, et où cet émigré fut grièvement blessé (13 mars).

Le 28 février s'était ouvert le congrès de Châtillon-sur-Seine : la Russie y était représentée par Razoumovski et Nesselrode, Napoléon par Caulaincourt, l'Autriche par Stadion et Metternich, etc. Les conditions proposées à Napoléon furent la réduction de la France à ses frontières de 1792, le droit pour les coalisés de disposer, sans son avis, des pays reconquis. L'Allemagne devait être une confédération d'États indépendants, l'Italie, se partager en États libres, l'Espagne, retourner à Ferdinand, la Hollande, à la maison d'Orange. « Laisser la France plus petite que je ne l'ai trouvée : jamais ! » écrivait Napoléon. Alexandre et les Prussiens ne voulaient pas d'une paix qui eût laissé Napoléon sur le trône Cependant on négociait : l'Autriche et l'Angleterre n'entendaient pas pousser jusqu'au bout, et plusieurs fois proposèrent de traiter Après les grands succès de Napoléon contre Blücher, Castlereagh insistait. « Ce ne serait pas une paix, s'écria l'empereur de Russie, ce serait une trêve qui ne nous permettrait pas de désarmer une minute. Je ne puis pas tous les jours accourir de 400 lieues à votre secours. Pas de paix, tant que Napoléon sera sur le trône » ! Napoléon, de son côté, enivré de ses succès, enjoignait à Caulaincourt de ne traiter que sur les bases de Francfort : les frontières naturelles. Après Montereau, il lui défendit même de traiter sans autorisation. C'est alors qu'il s'adressa à son beau-père l'empereur d'Autriche, essayant de lui faire honte de son

alliance avec les « Tartares du désert, qui méritent à peine le nom d'hommes », le tentant par l'offre d'une paix séparée et avantageuse. Puis il permit de nouveau à Caulaincourt de traiter, mais sur les bases de Francfort. Caulaincourt demandait en outre le maintien d'Eugène en Italie, d'Élisa Borghèse à Lucques, des fils de Louis-Napoléon à Berg, du roi de Saxe à Varsovie (15 mars). Ces conditions parurent inacceptables; d'ailleurs, la fortune revenait aux coalisés : le congrès fut dissous (19 mars). Déjà les princes de Bourbon étaient en France : on allait proclamer Louis XVIII à Bordeaux.

Alexandre, fatigué de voir les armées de Bohême et de Silésie fuir tour à tour devant 30 ou 40 000 Français, fit adopter le plan fatal qui fut exécuté en huit jours : c'était de s'avancer en masse sur Paris. Blücher et Schwartzenberg réunis, avec 200 000 hommes, écraseraient tout sur leur passage. Le premier acte de la mise à exécution fut la bataille d'Arcis-sur-Aube, où les Russes prirent six canons à Napoléon. Celui-ci imagina un projet hardi qui l'eût peut-être sauvé, si Paris avait pu résister, mais qui fut sa perte. Il se jeta sur les derrières de l'armée des coalisés, leur abandonnant la route de Paris, mais comptant soulever la France orientale et leur couper le retour au Rhin. Les alliés, un moment inquiets, furent rassurés par une lettre interceptée de Napoléon, par les lettres des royalistes parisiens, qui leur révélaient la faiblesse de la capitale. « Osez donc! » leur écrivait Talleyrand. A leur tour, ils trompèrent Napoléon en le faisant suivre par un rideau de cavalerie, continuèrent leur marche, battirent Marmont et Mortier, écrasèrent les gardes nationaux de Pacthod (bataille de la Fère-Champenoise), et arrivèrent en vue de Paris.

Barclay de Tolly, formant le centre, le premier attaqua le plateau de Romainville, défendu par Marmont; à sa gauche, le prince de Würtemberg menaça Vincennes; à sa droite, Blücher se déploya devant Montmartre, défendu par Mortier. Bientôt la butte de Chaumont, les buttes Montmartre furent emportées; Marmont et Mortier

avec Moncey, commandant des gardes nationales, furent rejetés sur le mur d'enceinte. Marmont obtint du colonel Orlof un armistice pour traiter de la capitulation de Paris. Le roi Joseph, l'impératrice Marie-Louise, tout le gouvernement impérial, avaient déjà fui sur la Loire. Paris fut recommandé « à la générosité des monarques alliés »; l'armée pouvait se retirer sur la route d'Orléans. Telle fut la bataille de Paris : elle avait coûté, d'après M. Bogdanovitch, 8400 hommes aux alliés, et 4000 aux Français (30 mars).

Le 31 au matin, Alexandre reçut les députés de Paris. Il promit que les armées alliées se conduiraient de leur mieux avec les Parisiens, que la sécurité de la capitale serait confiée à la garde nationale, qu'on ne demanderait que des vivres aux habitants. Il fit son entrée entre le roi de Prusse et Schwartzenberg (l'empereur d'Autriche étant absent) ; mais les Parisiens n'avaient d'yeux que pour lui ; ils demandaient seulement : « Lequel est l'empereur Alexandre? » Les troupes alliées observèrent une exacte discipline et ne logèrent pas chez l'habitant. Alexandre ne venait pas en ami des Bourbons : l'ennemi le plus acharné de Napoléon fut le moins âpre contre les Français ; il entendait leur laisser le choix de leur gouvernement, n'avait favorisé aucune des intrigues des émigrés, avait dit dédaigneusement à Jomini : « Que me sont les Bourbons? » Il punit d'un mot spirituel la bassesse d'un royaliste : « Il y a longtemps que nous attendions Votre Majesté, disait celui-ci. — Je serais venu plus tôt si je n'avais été retenu par la bravoure de vos soldats, » répondit Alexandre. Il envoya un détachement du Séménovski protéger contre les tentatives de l'émigré Maubreuil la colonne de la grande-armée. Au sénat, il répéta qu'il ne faisait pas la guerre à la France, qu'il était l'ami des Français, qu'il protégerait la liberté de délibérations tendant à l'établissement d'institutions libérales et durables; conformes au progrès du siècle. Il céda lorsque Talleyrand lui assura que « la république était une impossibilité; la régence, Bernadotte, une intrigue; les Bourbons seuls, un principe ». Le 2 avril, le sénat proclama la déchéance de Na-

poléon ; le 11, celui-ci abdiqua à Fontainebleau. Alexandre avait promis à Caulaincourt de défendre les intérêts de son allié de Tilsit ; il contribua à lui assurer la souveraineté de l'île d'Elbe. Le comte Schouvalof fut chargé d'accompagner l'empereur déchu à ce lieu d'exil : « Je vous confie, lui dit Alexandre, une grande mission ; vous me répondrez sur votre tête d'un seul cheveu qui tomberait de celle de Napoléon. » Il avouait à Caulaincourt que la conduite insensée des royalistes ne lui paraissait « pas moins dangereuse pour la paix de l'Europe que les guerres déraisonnables de l'empire. »

On sait ce que nous avons perdu par le premier traité de Paris. Le 3 mai, Louis XVIII avait fait son entrée au Louvre. Il affecta, même avec Alexandre, le cérémonial hautain de l'ancienne cour, ne lui donnait qu'une chaise pendant qu'il trônait sur un fauteuil, précédait à la salle à manger ses invités, le roi de Prusse et l'empereur de Russie, s'asseyait à la place d'honneur, se faisait servir avant eux. Alexandre ne releva point ces procédés. Comme son ancêtre Pierre le Grand, il visita curieusement les monuments et les grands établissements de la capitale. C'est à Vienne qu'allaient se régler les destinées de l'Europe.

Au congrès de Vienne, Alexandre se fit représenter par Razoumovski, Nesselrode, Capo d'Istria, Stackelberg : il avait confié à Czartoryski et Anstett la discussion des affaires polonaises. Il était d'accord sur un point avec son allié le roi de Prusse : celui-ci ne demandait pas mieux que de se débarrasser des provinces polonaises et Alexandre désirait unir la Pologne entière sous son sceptre, tenir la promesse qu'il avait faite à Czartoryski et aux vaillants débris des légions de la Vistule. La Prusse demandait en échange la Saxe dont le roi eût trouvé ailleurs une indemnité. On ne voit pas quel intérêt eut la Restauration à sacrifier la Pologne aux intérêts du roi de Saxe, à s'opposer à une combinaison qui, en établissant ce prince sur la rive gauche du Rhin, nous donnerait ainsi un voisin infiniment moins dangereux que la Prusse; cependant Talleyrand n'usa de l'influence qu'il avait conquise dans le

congrès que pour s'opposer aux vues de la Russie et de la Prusse, pour appuyer la résistance de l'Angleterre et de l'Autriche. Alexandre fit, le 21 octobre, une démarche décisive : il ordonna au prince Repnine, gouverneur de la Saxe, de remettre ce pays à l'administration prussienne et d'annoncer sa réunion aux États de Frédéric-Guillaume III; par ses ordres, le césarévitch Constantin entra dans la Pologne, y réunit une armée de 70 000 hommes, appela les Polonais à la défense de l'intégrité nationale. Alors Talleyrand, d'accord avec Castlereagh, rédigea un projet d'alliance entre la France, l'Autriche et l'Angleterre. Cette convention fut signée le 3 janvier 1815, mais resta secrète. La discorde régnait dans le congrès de Vienne; on était de nouveau à la veille d'une guerre générale; d'une manière ou de l'autre, la France reprenait sa place en Europe; mais est-ce bien du côté de l'Angleterre et de l'Autriche que se trouvaient ses intérêts, Razoumovski ayant proposé formellement d'établir le roi de Saxe dans les provinces rhénanes?

L'orage enfin se dissipa : Alexandre déclara se contenter d'une partie seulement de la Pologne, la Prusse d'un tiers seulement de la Saxe, avec 700 000 habitants. Les autres décisions du congrès de Vienne l'organisation de la Confédération germanique, de l'Italie, du royaume des Pays-Bas, appartiennent à l'histoire générale. Toutefois la formation de l'Allemagne en une confédération, où les clients de la Russie, les alliés de la maison impériale, jouissaient d'une existence indépendante et d'une influence considérable sur la Diète, était autrement avantageuse pour la puissance et la sécurité russes que l'état de choses issu de la guerre de 1870. La Pologne fut démembrée de nouveau entre la Russie, la Prusse et l'Autriche : ce fut le quatrième partage. Les traités de Vienne disposèrent pourtant que « les Polonais, sujets respectifs de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, obtiendraient une représentation et des institutions nationales, réglées d'après le mode d'existence politique que chacun des gouvernements auxquels ils appartiennent jugera utile et con-

venable de leur accorder ». Cracovie fut déclarée ville libre et indépendante. Dans tous ces traités, la Russie n'acquérait que 3 millions d'âmes (royaume de Pologne), tandis que la Prusse en obtenait 5 362 000 (Pologne occidentale, Saxe, Poméranie suédoise, Westphalie, provinces rhénanes) et l'Autriche 10 millions (Gallicie, Allemagne, Italie). La puissance qui avait le plus fait pour l'*affranchissement* de l'Europe en était le plus faiblement récompensée.

Ce qui avait hâté singulièrement l'aplanissement du conflit saxon-polonais et la signature des traités, c'était la nouvelle du retour de Napoléon à Paris : le mauvais gouvernement des Bourbons avait réalisé les prévisions fâcheuses d'Alexandre. Il n'y eut pas un moment d'hésitation parmi les souverains et plénipotentiaires réunis à Vienne; Alexandre résolut de poursuivre « jusqu'à son dernier homme et son dernier rouble » le renversement de l'ennemi commun. Les courriers de *Buonaparte*, porteurs d'assurances pacifiques, furent arrêtés à la frontière de France, sans pouvoir parvenir jusqu'aux souverains. Vainement Napoléon essaya de jeter la défiance parmi les coalisés, de ramener Alexandre en lui faisant tenir copie de la convention signée entre Talleyrand, l'Angleterre et l'Autriche à l'occasion du conflit saxon-polonais. « Le seul résultat de cette manœuvre fut d'irriter un peu davantage Alexandre contre les Bourbons et Talleyrand ; Napoléon n'en profita pas et la France en souffrit. » (Albert Sorel, *le Traité de Paris*.) Sur les 800 000 hommes que la coalition se préparait à lancer sur la France, le contingent russe était de 167 000; Barclay de Tolly, feld-maréchal depuis la bataille de Paris, commandait en chef; sous lui marchaient Dokhtourof, Raiévski, Sacken, Langeron, Sabanéef, Ermolof, Wintzingerode, Pahlen. Malgré la nouvelle de Waterloo et l'abdication de Napoléon, les Russes n'en envahirent pas moins la France. Alexandre, en arrivant à Paris, y trouva Blücher déjà établi traitant Paris en ville conquise, exigeant une contribution de 100 millions, se préparant à faire sauter le pont d'Iéna. Alexan-

dre fut reçu en libérateur par les habitants, terrifiés des violences prussiennes. Il protégea la France contre les revendications furieuses des Allemands : il trouva un appui dans la sagesse politique de Wellington. Tous deux sentaient que rétablir les Bourbons dans une France trop amoindrie, c'était rendre cette malencontreuse dynastie encore plus faible. Ils ne purent empêcher, cette fois, le pillage de nos musées, mais les exigences de la Russie et de l'Angleterre furent comparativement les plus modérées. Il y avait à cela une raison : ces deux puissances comprirent que, dans le règlement des affaires européennes et notamment des affaires d'Orient, la France était une alliée d'avenir, un obstacle aux prétentions exagérées de l'un ou de l'autre côté, à la fois « une menace et une protection » : elle était nécessaire à l'équilibre européen. D'autre part, Alexandre se souciait fort peu de faire obtenir aux Allemands les *garanties territoriales* qu'ils demandaient. Il voulait, dit Sybel, laisser subsister quelque danger de ce côté, afin que l'Allemagne, ayant besoin de la Russie, en restât ainsi dépendante. » Un diplomate russe, dit Pertz, avouait « ingénument qu'il n'était pas de la politique de la Russie de donner à l'Allemagne des *frontières assurées contre la France* ». Capo d'Istria « disait ouvertement à Stein que la Russie avait intérêt à laisser la France forte afin que d'autres puissances ne pussent pas disposer de toutes leurs forces contre la Russie ». Si Stein usait de toute son action sur Alexandre pour faire prévaloir les revendications des patriotes allemands, d'autres influences combattaient la sienne : d'abord celle du duc de Richelieu, qui avait été le gouverneur de la Nouvelle-Russie, le fondateur d'Odessa, et qu'Alexandre désirait voir remplacer auprès de Louis XVIII le douteux Talleyrand; puis celle de Capo d'Istria, de Pozzo di Borgo, de ses conseillers grecs qui, voyant poindre la question d'Orient, voulaient, dans l'intérêt de la patrie hellénique, assurer une alliance à la Russie contre la politique étroite de l'Angleterre et de l'Autriche; puis l'influence mystique et religieuse de Mme de Krüdener, qui exaltait auprès

d'Alexandre les idées de justice absolue, de grandeur d'âme, de pardon des offenses, de fraternité universelle, et qui, dans son salon, un des plus brillants de Paris, entourait l'empereur de tout ce que la France avait alors de plus distingué et de plus séduisant : Chateaubriand, Benjamin Constant, Mme Récamier, les duchesses de Duras et d'Escar.

Un fait incontestable, c'est que, de toutes les puissances de la coalition, la Russie se montra la moins exigeante. Voici le tableau comparatif des propositions officiellement faites par chacune d'elles : *Russie*, occupation temporaire de la France, contribution de guerre ; *Angleterre*, les mêmes conditions, plus retour à la frontière de 1790 ; *Autriche*, les mêmes, plus démantellement des forteresses de Flandre, de Lorraine et d'Alsace ; *Prusse*, occupation, contribution, cession des places fortes de Flandre, des Ardennes, de Lorraine, du Jura, cession de l'Alsace. Les États secondaires de l'Allemagne et les Pays-Bas demandaient la cession des Flandres, de l'Alsace, de la Lorraine, de la Savoie. Telles étaient, dit M. Sorel, les propositions *officielles ;* les demandes *orales* étaient bien autre chose ! « Tenez, mon cher duc, disait Alexandre à Richelieu en 1818, voilà la France telle que mes alliés voulaient la faire, il n'y manque que ma signature et je vous promets qu'elle y manquera toujours » La carte qu'il montrait au duc présentait une ligne de frontières qui nous enlevait la Flandre, Metz, l'Alsace, l'est de la Franche-Comté. Nous ne parlons pas de Carlovitz qui proposait à Stein de partager la France en langue d'Oc et en langue d'Oil, après lui avoir enlevé les provinces de langue flamande et germanique, ni des énergumènes qui revendiquaient la Bourgogne et l'ancien royaume d'Arles.

Richelieu venait de succéder à Talleyrand comme ministre des affaires étrangères. Il se trouva en présence d'un *ultimatum* collectif des puissances, demandant la cession de la Savoie, Condé, Philippeville, Marienbourg, Givet, Charlemont, Landau, Fort-Joux, Fort-l'Écluse. la démolition d'Huningue, le payement de 800 millions, l'occupation

pendant sept ans du nord et de l'est. Il discuta point par point cet *ultimatum*. « Les Russes, écrivait Gagern, sans se prononcer ouvertement, travaillent sous main à la modification des articles. » Richelieu finit par sauver Condé, Givet, Charlemont, les forts de Joux et de l'Écluse, obtint la réduction de l'indemnité à 700 millions, de l'occupation à cinq ans, avec cette clause que d'ailleurs, « au bout de trois ans, les souverains se réservaient de rapprocher, d'un commun accord, le terme de cette occupation si l'état de la France le permettait » (20 novembre 1815). Alexandre quitta Paris : dans l'armée d'occupation, les Russes furent chargés de la Champagne et de la Lorraine : Voronzof commandait 27 000 hommes et 84 canons ; Alopéus était chargé de la partie politique : ils résidaient à Nancy. Nicolas Tourguénief, attaché à la chancellerie, nous a laissé de curieux détails sur l'occupation russe en Lorraine.

### Royaume de Pologne. Les congrès : Aix-la-Chapelle, Carlsbad, Troppau, Laybach, Vérone.

Vis-à-vis de la Pologne, Alexandre accomplit, plus loyalement et plus complètement que les deux autres copartageants, les obligations un peu vagues que leur imposaient les traités de Vienne. Après les adieux de Fontainebleau, Dombrovski, commandant en chef des légions de la Vistule, mit ses troupes à la disposition de l'empereur Alexandre, de qui les Polonais espéraient la restauration de leur patrie. Le tsar leur assigna Posen pour lieu de rassemblement et leur donna pour chef son frère Constantin. Le césarévitch leur adressa, le 11 décembre 1814, une proclamation en français. « Réunissez vous autour de vos drapeaux, armez votre bras pour défendre votre patrie et pour maintenir son existence politique. Pendant que cet auguste monarque prépare l'heureux avenir de votre pays, montrez-vous prêts à seconder ses nobles efforts, au prix de votre sang. Les mêmes chefs, qui depuis vingt ans vous ont conduits sur le chemin de

la gloire, sauront vous y ramener. L'empereur apprécie votre bravoure. Au milieu des désastres d'une guerre funeste, il a vu votre honneur survivre à des événements qui ne dépendaient pas de vous. De hauts faits d'armes vous ont distingués dans une lutte dont le motif souvent vous fut étranger. A présent que vos efforts ne seront consacrés qu'à la patrie, vous serez invincibles.... Ainsi vous arriverez à cette heureuse situation que d'autres peuvent vous promettre, mais que l'empereur seul peut vous assurer. » Cette proclamation, qui épousait toutes les gloires de l'ancienne armée varsovienne, était la plus magnifique des amnisties. Alexandre, dans une lettre du 30 avril 1815 à Oginski, président du sénat polonais, prenait le titre de *roi de Pologne* et parlait des efforts qu'il avait faits pour « adoucir les rigueurs de la séparation et obtenir partout aux Polonais la jouissance possible de leur nationalité. »

Le 21 juin 1815, le canon annonçait à Varsovie le rétablissement de la Pologne. On publiait l'acte d'abdication du roi de Saxe, délicate attention pour le loyalisme polonais, et le manifeste du nouveau roi de Pologne. L'armée, réunie dans la plaine de Vola, prêta le serment de fidélité. Le belliqueux blason du royaume fut marié aux armes russes. La constitution nouvelle reproduisait presque celle du grand-duché napoléonien. On y retrouvait le sénat et la chambre des députés : le sénat se composait d'évêques, voiévodes, castellans, nommés à vie par le roi ; la chambre, de 77 députés nobles et 51 députés des villes : le cens exigé était de 15 roubles de contribution pour les députés, de 300 pour les sénateurs ; les uns devaient avoir au moins 30 ans, les autres 35. Les électeurs des députés étaient les propriétaires âgés de 21 ans, les prêtres, professeurs, savants, artistes. La diète se réunissait tous les deux ans et siégeait 30 jours. Les projets de loi, votés par les deux chambres, devaient être sanctionnés par le roi. La constitution proclamait la liberté de la presse, sauf une loi qui en réprimerait les abus. Parmi les ministres responsables, on retrouvait quelques-uns des hommes du régime précédent. Sobolevski était ministre des finances, Matus-

zévicz, de l'intérieur, Stanislas Potoçki, de l'instruction, Vavrjévski, de la justice, Viéléhorski, de la guerre. Le *namiéstnik* ou vice-roi fut Zaïontchek, vétéran des guerres napoléoniennes. Constantin, frère de l'empereur, était commandant en chef de l'armée polonaise ; Novossiltsof, commissaire impérial : ils avaient donc pris la place, l'un de Poniatovski, le « chef des Polonais », l'autre de Bignon, l'envoyé de Napoléon. Les ministres formaient le conseil de gouvernement ; réunis aux principaux dignitaires, ils formaient le conseil général du royaume. Czartoryski ne se consolait pas de n'avoir pas été choisi comme *namiéstnik*.

Cependant les idées mystiques commençaient à obscurcir chez Alexandre ses idées libérales. L'acte de la Sainte-Alliance, acte inoffensif qui fit tant de bruit en Europe, est un curieux monument de ses dispositions à cette époque. Le roi de Prusse le signa de bon cœur, l'empereur d'Autriche sans savoir pourquoi, Louis XVIII sûrement avec un sourire; Castlereagh refusa son parafe à « une simple déclaration de principes bibliques, qui aurait reporté l'Angleterre à l'époque des saints, de Cromwell et des Têtes-Rondes ». Néanmoins la Russie avait alors en Europe une situation prépondérante, même disproportionnée avec sa force réelle et le chiffre effectif de ses armées. Mais c'était elle qui avait donné le signal de la lutte contre Napoléon et qui avait montré le plus de persévérance dans la poursuite du but commun. Seule, jamais elle n'eût pu vaincre l'*homme du destin;* mais sans son initiative, jamais les États européens n'auraient songé à s'armer contre lui. Ses habiles ménagements envers la France achevèrent l'œuvre commencée par la guerre. Alexandre était incontestablement à la tête de l'aréopage européen : il fallut bien des fautes de Nicolas I[er] pour que la Russie perdît cette situation, faite surtout de prestige et d'opinion.

L'influence d'Alexandre se manifesta dans les congrès où les États européens essayèrent d'arranger en commun les affaires du continent. Le premier en date, après le congrès de Vienne, est celui d'Aix-la-Chapelle (1818), où l'on régla les rapports de l'Europe avec la France : ce pays pa-

rut assez tranquille pour qu'on mît fin à l'occupation de son territoire. Ce ne fut pas la faute du comte d'Artois et du *pavillon de Marsan :* mais leur fameuse *note secrète* ne réussit qu'à indigner Alexandre; dans une visite qu'il fit à Louis XVIII, il lui dit : « Si quelqu'un de mes sujets avait commis un pareil crime, je l'aurais fait punir de mort. » Richelieu était arrivé à son but : la rentrée de la France dans le concert européen.

Le deuxième congrès fut celui de Carlsbad (1819), où l'on s'occupa de l'état des esprits en Allemagne : la déloyauté des princes allemands qui avaient oublié les promesses de liberté faites en 1813, celle de Frédéric-Guillaume III lui-même qui s'était fait délier de ses engagements par l'evêque prussien Eylert, l'influence rétrograde de Metternich sur la diète de Francfort, avaient provoqué un mouvement général dans l'opinion allemande : la jeunesse et les professeurs des universités, les publicistes libéraux, les anciens membres du *Tugendbund*, réclamaient les constitutions annoncées. La manifestation des étudiants allemands à la Wartburg, le meurtre de Kotzebüe par Maurice Sand, émurent les cabinets. C'est à ce moment qu'Alexandre semble changer de caractère; le *libérateur* de l'Europe, le champion des idées libérales, va subir à son tour l'influence de Metternich; il souscrit aux mesures qui ont pour but de priver l'Allemagne des libertés qu'il lui a promises, lui aussi, en 1813 : la presse est soumise à une censure rigoureuse, les universités surveillées de près, les professeurs libéraux chassés, les patriotes de la guerre d'indépendance, les compagnons d'armes d'Alexandre obligés de chercher un refuge dans la France amoindrie par eux.

Bientôt le mouvement des esprits s'accentue en Europe; l'Espagne s'insurge et impose à son roi une constitution; cette constitution devient un objet d'envie pour les peuples voisins; alors éclatent les révolutions de Portugal, de Naples, de Piémont. Sous prétexte de légitimité, Alexandre se fait le champion des détestables roitelets du sud, Ferdinand VII d'Espagne, Ferdinand IV de Naples parjures

envers leurs peuples. Celui qui a voulu donner une constitution à la Pologne et garantir la constitution de France, pousse aux mesures de rigueur contre les constitutionnels d'Espagne et d'Italie. Par une aberration semblable à celle de Paul I^er^, il se croit obligé d'intervenir dans ces lointaines régions, à propos de questions étrangères à l'intérêt de la Russie. Il provoque un congrès à Troppau (1820), puis le fait transférer à Laybach, afin que le roi de Naples puisse s'y rendre plus aisément, s'y faire dégager de son serment constitutionnel, y provoquer les vengeances contre ses trop crédules sujets. Alexandre se dispose à envoyer une armée à Naples, et c'est Ermolof, le héros de Borodino et de Kulm, qui la commandera; mais l'Autriche, toujours inquiète des ingérences russes en Italie, se hâte de faire partir Frimont qui met fin aux deux constitutions napolitaine et piémontaise. Le drapeau russe échappe au triste honneur d'abriter, comme en 1799, les sanglantes réactions napolitaines, d'autoriser les vengeances autrichiennes contre les Pellico, les Pallavicini, les Maroncelli Ermolof s'en réjouit : « Il n'y a pas d'exemple, écrivait-il, qu'un général, destiné à commander une expédition, soit aussi content que je puis l'être de voir que la guerre n'a pas lieu. Il n'est guère avantageux de paraître en Italie après les Souvorof, les Bonaparte, qui feront l'admiration des siècles à venir! »

En 1822, se réunit le congrès de Vérone. La Russie envoie, comme les autres puissances, une note menaçante au cabinet constitutionnel de Madrid : celui-ci fait une fière réponse; c'est l'armée française qui est chargée d'exécuter les volontés de l'Europe au delà des Pyrénées.

De plus graves événements s'annoncent en Orient. La péninsule des Balkans, peuplée presque entièrement de coreligionnaires des Russes, tressaille tout entière. Le joug ottoman paraît pesant à tous. Les Valaques et les Moldaves se plaignent des violations du traité de Bucharest; les Serbes, auxquels Alexandre avait garanti l'indépendance, et que la Porte a écrasés pendant que l'Europe avait les yeux tournés d'un autre côté, ont repris les ar-

mes avec Miloch Obrénovitch; l'*hétérie* se propage dans toutes les provinces, dans toutes les îles de la Grèce ; elle a déjà un martyr, Rigas, livré par les Autrichiens, supplicié par les Turcs. Que va faire Alexandre en présence de cet univers qui s'éveille? va-t-il ressentir quelque chose de cette ardeur du croisé qui précipitait Pierre le Grand sur les bords du Pruth? va-t-il agir ici, aux termes de son manifeste d'avénement, « suivant les principes et d'après le cœur de Catherine II? » Retrouvera-t-on en lui le *libérateur* de 1813? ou le promoteur du congrès de Laybach, l'homme de la légitimité à tout prix, le champion du droit monarchique quand même, le théoricien de l'obéissance passive des peuples? Ceci paraît aux nations tellement impossible, que les Grecs refusent de croire Capo d'Istria lorsqu'il leur affirme qu'ils ne seront pas soutenus. Ypsilanti ne peut s'imaginer que l'empereur le désavoue sérieusement : il franchit le Pruth, soulève les populations roumaines et va succomber au Rymnik, qui avait vu le triomphe de Souvorof. Alexandre a beau multiplier ses désaveux, Kolokotroni soulève le Péloponèse, Mavromichalis arme les Maïnotes. La guerre d'extermination a déjà commencé par l'émeute musulmane de Constantinople; en pleine fête de Pâques, la population grecque est assaillie, et, comme pour mieux insulter à la religion orthodoxe, le patriarche est saisi à l'autel, pendu aux portes de l'église en habits sacerdotaux; le grand-vizir s'amuse une grande heure à voir son cadavre insulté par la populace turque, traîné dans la boue par les juifs. Trois métropolites et huit évêques sont égorgés (1821). La Russie tout entière frémit d'indignation; Diébitch rédige un admirable plan de campagne, qui mérite encore aujourd'hui d'être médité et qu'il réalisa sous le règne suivant. Alexandre échange des notes diplomatiques avec la Porte, se laisse endormir par l'Angleterre et l'Autriche, qui ne veulent pas d'intervention. Les massacres continuent : Alexandre s'en occupe à Vérone, en même temps que des affaires d'Espagne. Le peuple russe s'étonne; il attribue à la colère de Dieu, irrité de l'impunité accordée aux assassins du patriarche grec,

d'abord la terrible inondation de Saint-Pétersbourg, bientôt la mort prématurée et mystérieuse d'Alexandre.

En résumé, le petit-fils de Catherine avait ajouté à l'empire la Finlande, la Pologne, la Bessarabie, une partie du Caucase (Daghestan, Chirvan, Mingrélie, Imérétie, etc.).

---

# CHAPITRE XXXV

## ALEXANDRE Ier. — HISTOIRE INTÉRIEURE.

Premières années : le *triumvirat*, mesures libérales, les ministères, instruction publique. — Spéranski : Conseil d'empire, projet de code civil, idées de réformes sociales. — Araktchéef, réaction politique et universitaire, colonies militaires. — Les sociétés secrètes, la Pologne. — Mouvement littéraire et scientifique.

### Premières années : le *triumvirat*; mesures libérales; les ministères; instruction publique.

A l'intérieur, les premières années du règne d'Alexandre, succédant au dur régime de Paul Ier, avaient été une époque d'émancipation, de généreuses idées et de réformes libérales. Dans son manifeste d'avénement, l'empereur avait déclaré qu'il gouvernerait « suivant les principes et d'après le cœur de Catherine II. » Quand il put s'affranchir de la tutelle des conjurés du 24 mars 1801, il s'entoura, ou d'anciens ministres de son aïeule, ou d'hommes nouveaux, tous jeunes comme lui et qui partageaient ses vastes espérances et ses projets de régénération. Ils apportaient comme lui au maniement des affaires, une grande inexpérience et beaucoup de bonne volonté. Ceux qui eurent alors le plus d'influence furent le prince Adam Czartoryski, Novossiltsof, Strogonof, Kotchoubey; les trois premiers, plus étroitement unis, formèrent ce qu'on appela le *triumvirat*. Ils connaissaient mieux l'Europe occidentale que la Russie; leur idéal, c'était la constitution anglaise. Czartoryski,

grand seigneur polonais et d'une famille qui avait donné des rois à la Pologne, rêvait en outre la reconstitution de sa patrie d'origine, sous le sceptre de l'empereur de Russie. Curateur ou *popétchitel* du cercle scolaire de Vilna, il profita de cette situation pour favoriser dans la Russie Blanche l'enseignement de la langue polonaise ; ministre des affaires étrangères ou conseiller intime d'Alexandre, il ne perdit jamais de vue les intérêts de sa nation, à la tête de laquelle il rêvait peut-être de se placer, en qualité de vice-roi ou *namiéstnik* de l'empereur.

Les mesures tyranniques du règne précédent furent rapportées ; il fut de nouveau permis aux Russes de voyager librement à l'étranger et aux étrangers de pénétrer en Russie ; on laissa entrer les livres et les journaux d'Europe ; la censure fut adoucie ; des instructions nouvelles ordonnèrent d'interpréter les passages douteux d'un ouvrage dans le sens le plus favorable à l'innocence de l'auteur. L'*expédition secrète*, autre forme de la chancellerie secrète ou de l'inquisition d'Etat, fut abolie et les affaires qui en relevaient attribuées au sénat. Les prêtres et les diacres, les gentilshommes, les bourgeois des *ghildes*, furent déclarés exempts des châtiments corporels.

De plus vastes desseins s'agitaient dans le conseil du jeune souverain. Comme introduction au code de l'empire, on y discutait une sorte de projet de constitution, où l'on définissait les attributions de la puissance suprême, où l'on parlait de ses *obligations*, où il était question des *droits* des sujets, des quatre ordres de l'État ; on y établissait, sous le nom de « cabinet de Sa Majesté », une sorte de liste civile. L'émancipation des serfs, comme aux plus beaux jours du règne de Catherine II, fut à l'ordre du jour. La situation des paysans de la couronne, beaucoup plus libres et plus heureux que ceux des particuliers, fut assurée par la résolution qu'avait prise l'empereur de ne plus faire de donations d'âmes ; même l'on consacra un million de roubles par an à l'acquisition, pour la couronne, de terres à esclaves. En attendant une mesure plus générale, Alexandre rendit l'oukaze de février 1803, qui

légalisait les contrats d'affranchissement volontairement intervenus entre les propriétaires et leurs esclaves; les individus ou les communes, qui acquéraient ainsi la liberté tout en conservant la terre, formaient en Russie une classe nouvelle, les *cultivateurs libres* qui, avec les anciens *odnodvortsi*, formèrent comme le noyau d'un tiers-état rural. La noblesse allemande d'Esthonie en 1816, celle de Courlande en 1817, celle de Livonie en 1819, résolurent de devancer les exigences du siècle nouveau, afin de ne pas les subir tout entières; elles prirent l'initiative de l'affranchissement des serfs lettons ou tchoudes, afin de pouvoir conduire l'opération au mieux de leurs intérêts. « Tous les serfs de ces provinces, dit M. Bogdanovitch, durent passer progressivement, dans le délai de quatorze années, à la situation de personnes libres. Il fut défendu de les vendre avec ou sans la terre, individuellement ou par familles, de les donner, de les engager, ou de les rendre esclaves de qui que ce fût par n'importe quel moyen. On leur reconnaissait le droit d'acquérir en toute propriété la terre et les autres biens immeubles. En matière civile, ils étaient, pour les deux premières instances, justiciables de juges élus par eux et en partie tirés de leur sein. Ainsi ils n'eurent plus avec leurs anciens maîtres que des rapports civils ; mais, comme on ne leur avait pas distribué la terre, ils restaient vis-à-vis d'eux dans une lourde dépendance. » Précédemment ils étaient serfs de leurs personnes, mais possédaient la terre ; maintenant, ils étaient libres, mais forcés pour vivre de continuer à cultiver pour d'autres, en qualité de fermiers ou de journaliers, cette terre qui avait appartenu à leurs belliqueux ancêtres.

On renouvela les prohibitions du règne précédent contre la vente aux enchères des esclaves, avec séparation des membres d'une même famille ; l'abus se perpétua cependant et Nicolas Tourguénief assure qu'il se tenait une criée presque sous les fenêtres du palais impérial.

Alexandre manifesta aussi ses bonnes intentions à l'égard des raskolniks : « La raison et l'expérience, porte

cet oukase, ont depuis longtemps démontré que les erreurs spirituelles du peuple, dans lesquelles les discussions et les exhortations de commande ne font que l'enfoncer davantage, ne peuvent être guéries et dissipées que par l'oubli, les bons exemples et la tolérance. Convient-il à un gouvernement d'employer la violence et la cruauté pour faire rentrer ces enfants égarés dans le sein de l'Église? » Au contraire, les sectes inoffensives furent protégées; Alexandre, dans ses voyages, visita plus d'une fois leurs établissements; une secte de raskolniks-tourneurs put même célébrer son office au Palais Michel, et l'on vit le prince Galitsyne, ministre des cultes, honorer de sa présence les divagations de la prêtresse Tatarinof et les danses sacrées de ses adhérents.

Dans les institutions politiques, deux graves innovations eurent lieu en 1802. On rompit avec l'organisation collégiale des branches de l'administration; les *collèges* de Pierre le Grand, qui avaient succédé aux *prikazes* des anciens tsars, furent alors remplacés par des ministères, à l'instar des autres États européens. Voici la composition du premier ministère d'Alexandre Ier : *guerre*, le général Viasmiatinof; *marine*, l'amiral Mordvinof, patriote ardent et administrateur distingué; *affaires étrangères*, le chancelier Alexandre Voronzof, neveu du grand chancelier d'Élisabeth; *intérieur*, le comte Kotchoubey; *justice*, Derjavine, le grand poëte; *finances*, le comte Vassilief; *commerce*, le comte Roumantsof, si célèbre par la protection qu'il accorda aux arts et aux sciences; *instruction publique*, le comte Zavadovski. Le nombre et les attributions des ministères furent plus d'une fois modifiés. Par la suite, on créa les ministères des domaines, de la couronne, du contrôle général, des voies de communication, de la maison de l'empereur.

La seconde innovation porta sur une autre grande institution de Pierre le Grand, le sénat, dont l'importance se trouva amoindrie par la constitution du Conseil d'empire, présidé par l'empereur ou par un ministre délégué. D'ailleurs, il manquait aux ministères comme au Conseil

d'empire une chose essentielle, la responsabilité; l'autocratie n'abdiquait aucun de ses droits : « Sire, objectait un jour à Alexandre un de ses conseillers, si un ministre refusait de signer un oukaze de Votre Majesté, l'oukaze serait-il obligatoire sans cette formalité? — Certainement, répondit l'empereur, un oukaze doit, en toute circonstance, être exécuté. »

Alexandre et ses jeunes collaborateurs entreprirent une vaste organisation de l'instruction publique. L'empire fut divisé en six *cercles scolaires :* celui de Saint-Pétersbourg, comprenant huit gouvernements; celui de Moscou, onze; celui de Dorpat, trois (les trois provinces allemandes); celui de Kharkof, seize (avec le Caucase et la Bessarabie); celui de Kazan, douze (avec la Sibérie); celui de Vilna, six (la Russie Blanche). A la tête de chaque cercle se plaçait un *popétchitel* ou curateur, ordinairement un personnage considérable, comme Novossiltsof, Potoçki ou Adam Czartoryski, chargé de protéger les écoles et de leur imprimer une direction générale.

On fonda, pour l'instruction du clergé, des écoles ecclésiastiques, en leur assignant pour revenu le produit de la vente exclusive des cierges dans les églises; au-dessus de ces écoles, il y avait les séminaires, puis les académies ecclésiastiques de Moscou, Saint-Pétersbourg, Kazan et Kief. Pour les laïques, on créa des écoles de paroisses, des écoles de districts, des gymnases (enseignement secondaire); pour le recrutement des maîtres, les instituts pédagogiques de Moscou et Saint-Pétersbourg. Les universités de Moscou, Vilna et Dorpat furent réorganisées; on fonda celles de Kazan et de Kharkof, plus tard celle de Saint-Pétersbourg. On avait projeté d'en établir à Tobolsk et Oustiougue. On établit aussi quinze écoles de gouvernements ou corps de cadets pour l'instruction militaire de la jeune noblesse; dans le même but s'élevèrent plus tard le lycée Alexandre au Kamennyi-Ostrof et celui de Tsarskoé-Sélo. De cette époque datent aussi le lycée de commerce ou gymnase Richelieu à Odessa, et l'institut Lazaref ou école des langues orientales.

**Spéranski : Conseil d'empire, projet de code civil, idées de réformes sociales.**

De 1806 à 1812, l'influence prépondérante auprès d'Alexandre Ier fut celle de Spéranski. Fils d'un prêtre de village, élevé au séminaire, puis professeur de mathématiques et de philosophie au séminaire d'Alexandre-Nevski, précepteur des enfants d'Alexis Kourakine, grâce à celui-ci, il quitta la carrière ecclésiastique pour le service civil, devint le secrétaire de Trochtchinski, alors chancelier du Conseil d'empire. Plus tard, directeur du département de l'intérieur sous le prince Kotchoubey, Spéranski parvint au poste de secrétaire d'État et commença à jouir de la confiance absolue de l'empereur. Les favoris de la période précédente étaient tous acquis aux idées anglaises : Spéranski au contraire aimait la France, était pénétré des principes de la Révolution et manifestait une grande admiration pour Napoléon. Ces sympathies françaises, que partageait alors Alexandre Ier, formaient un nouveau lien entre le prince et le ministre, lien qui devait se rompre par la rupture même avec Napoléon. D'ailleurs, dit M. Bogdanovitch, « on sait l'inclination d'Alexandre pour les formes représentatives et le gouvernement constitutionnel, qui ne pouvaient manquer de séduire l'ancien disciple de Laharpe ; mais ce goût ressemblait à celui d'un dilettante qui s'extasie devant un beau tableau. Alexandre avait pu se convaincre promptement que ni la vaste étendue de la Russie, ni la constitution de la société civile, ne permettaient la réalisation de ce rêve. Il remettait donc de jour en jour la mise à exécution de son utopie, mais il aimait à s'entretenir avec ses intimes de la constitution qu'il projetait, des inconvénients de l'absolutisme. Spéranski, pour plaire à l'empereur, se montrait le défenseur ardent des principes de liberté et par là prêtait le flanc aux accusations d'idées anarchiques, de projets menaçants pour les institutions consacrées par le temps et par les mœurs. » Laborieux, instruit, profondément patriote et humain, il

eût été digne de réaliser tout ce qui était réalisable dans les *utopies* d'Alexandre.

Spéranski présenta au souverain un plan systématique de réformes. Le Conseil d'empire recevait des attributions plus étendues encore : composé des principaux dignitaires de l'État, il devenait en quelque sorte le pouvoir législatif : il devait examiner toutes les lois nouvelles, les mesures extraordinaires, les rapports des ministres. Il y avait là comme une ébauche de gouvernement représentatif. Le Conseil d'empire était divisé en quatre départements : guerre, lois, économie politique, affaires civiles et ecclésiastiques. Alexandre fit solennellement l'ouverture de ce parlement de fonctionnaires le 1-13 janvier 1810. Spéranski fut nommé secrétaire du Conseil d'empire : toutes les affaires passaient par ses mains : il devenait une manière de premier ministre. Dans sa pensée, le Conseil d'empire étant à la tête de la législation, les ministères à la tête de l'administration, le sénat devait se trouver à la tête de l'ordre judiciaire. De même qu'on avait réorganisé le pouvoir législatif par la réforme du Conseil, le pouvoir administratif par la réforme des ministères, le pouvoir judiciaire devait à son tour subir une réforme complète : les tribunaux devaient se composer en partie de juges nommés par le souverain, en partie de juges élus par la noblesse. Il était visible que Spéranski avait étudié les lois de nos grandes assemblées, le système de Siéyès et la constitution de l'an VIII. Une réforme financière devait suivre celle-là : déjà par le manifeste du 2-14 février 1810, les assignats devaient être reconnus comme dette de l'État, les émissions de papier-monnaie arrêtées, des impôts nouveaux établis pour servir de garantie, le tableau des recettes et dépenses publié, une caisse d'amortissement créée : Spéranski avait en vue quelque chose comme notre Grand-Livre de la dette publique et le budget des États occidentaux. Il avait repris en sous-œuvre le projet de code, et le code Napoléon, ce legs de la Révolution française, qui alors s'imposait à la Hollande, à l'Italie, à la confédération du Rhin, au grand-duché de Varsovie, lui semblait l'idéal

de toute législation progressive : lors de l'entrevue d'Erfurt, où Napoléon lui avait marqué une attention particulière, Spéranski s'était mis en rapport avec les légistes français, Locré, Legras, Dupont de Nemours, et les avaient fait nommer correspondants de la commission législative du Conseil d'empire. Le code Napoléon ne pouvait convenir qu'à une nation homogène, affranchie des servitudes personnelles et foncières, jouissant d'une certaine égalité devant la loi. Aussi Spéranski regardait-il l'émancipation des paysans comme la pierre angulaire d'une régénération : il songeait à constituer un tiers-état, à limiter le nombre des gentilshommes, à former une aristocratie de grandes familles qui eût été une pairie à la façon anglaise. Il encourageait le comte Stroïnovski à publier sa brochure sur les *Conventions entre propriétaires et paysans.* Dès 1809, il avait fait décider que ceux qui auraient des grades universitaires jouiraient d'un avantage sur tous les autres pour arriver aux degrés du *tchin*. Ainsi le docteur aurait d'emblée le huitième rang ; le *magister* (licencié), le neuvième ; le *candidat*, le dixième ; l'*étudiant gradué* (bachelier), le douzième.

Spéranski, comme Turgot, le ministre de Louis XVI, comme Stein, le réformateur de la Prusse, avait mis tout le monde contre lui : la noblesse de cour et d'antichambre, les « frotteurs de parquet », comme les appelait Alexandre, les jeunes fonctionnaires amateurs qui ne voulaient devoir leur avancement qu'à la faveur étaient exaspérés de l'oukaze de 1809 ; les propriétaires, alarmés des projets de Spéranski pour l'émancipation des serfs ; les sénateurs, irrités de son plan de réorganisation qui réduisait le premier corps de l'empire au rôle d'une cour suprême de justice ; la haute aristocratie, indignée des hardiesses d'un homme de basse condition, fils d'un prêtre de village. Le peuple lui-même murmurait de l'augmentation des impôts. Tous les intérêts froissés se liguèrent contre lui. On accusa le ministre de mépriser les antiques institutions de la Moscovie, d'oser présenter aux Russes le code Napoléon comme un modèle ; or, on était à la veille de la guerre contre la

France. Les ministres Balachef, Armfelt, Gourief, le comte Rostoptchine, Araktchéef, la grande-duchesse Catherine Pavlovna, sœur de l'empereur, indisposèrent Alexandre contre lui. L'historien Karamzine adressa au souverain son mémoire passionné sur la *Nouvelle et l'Ancienne Russie*, où il se faisait le champion du servage, des vieilles lois et de l'autocratie. On alla jusqu'à dénoncer Spéranski comme traître et complice de la France. En mars 1812, il fut tout à coup banni de la capitale, envoyé à Nijni-Novgorod, puis déporté, mille kilomètres plus loin, à Perm et soumis à une haute surveillance. En 1819 seulement, quand les passions s'apaisèrent, il fut rappelé; puis on le nomma gouverneur de Penza (1816) et enfin de la Sibérie (1819), où il rendit d'importants services. En 1821, il revint à Pétersbourg, mais sans recouvrer son ancienne situation.

**Araktchéef : réaction politique et universitaire; colonies militaires.**

Une autre époque, un autre *temps* avait commencé. Les adversaires de Spéranski, Armfelt, Schichkof, Rostoptchine, arrivèrent aux grandes charges; mais le favori, le *vrémianchtchik* en titre, ce fut Araktchéef, le grossier *caporal de Gatchina*, l'instrument de la tyrannie de Paul Ier, l'ennemi-né de toute idée nouvelle et de toute pensée de réforme, l'apôtre du pouvoir absolu et de l'obéissance passive. Il gagna la confiance d'Alexandre d'abord par le culte qu'il avait voué à la mémoire de Paul, puis par sa ponctualité, sa soumission sans phrases, son désintéressement et ses habitudes de travail, enfin par l'admiration naïve qu'il témoignait pour le « génie de l'empereur ». Il était le plus sûr des serviteurs, le plus impérieux des supérieurs, l'instrument le mieux trouvé pour une réaction. Son influence ne fut pas tout de suite exclusive : après avoir vaincu Napoléon, Alexandre se considérait volontiers comme le libérateur des peuples. Il avait affranchi l'Allemagne, il ménageait la France et lui faisait octroyer une charte, il accordait une constitution à la Pologne, il se réservait d'en étendre le bienfait à la Russie. Si la censure,

devenue plus sévère, défendait au *Messager des Lettres* (*Viéstnik slovesnosti*) de critiquer les « acteurs de Sa Majesté », Alexandre n'avait pas encore renoncé à toutes ses *utopies*. Aux influences françaises, succédaient les influences anglaises et protestantes. On fermait les théâtres français, on ouvrait les sociétés bibliques. La « Société biblique britannique et étrangère » s'établissait dans la capitale répandait des traductions pour les allogènes de l'empire, mais n'obtenait pas l'autorisation de répandre la Bible en langues slaves. Elle ne devait agir que sur les païens, les musulmans et les protestants. Elle avait pour succursales une « Société biblique russe » et une « Société biblique des kosaks » à Tcherkask. C'est l'époque où Alexandre, devenu tout mystique sous l'influence de Mme de Krüdener et des souvenirs réveillés de mars 1801, recevait une députation de quakers, priait et pleurait avec eux, baisait la main au vieil Allen. Toutefois, cette première période de faveur pour Araktchéef est déjà une époque de stérilité. S'il n'y a pas encore réaction, il y a du moins arrêt complet. La guerre de 1812 a interrompu les réformes commencées : on ne les reprendra pas. C'en est fait du code de Spéranski, et les efforts pour en rédiger un autre, plus conforme aux traditions russes, n'aboutiront pas.

Bientôt le caractère d'Alexandre se modifie d'une manière plus fâcheuse. Il devient triste et défiant. Ses dernières illusions se sont envolées, ses dernières idées libérales se sont dissipées. Après les congrès d'Aix-la-Chapelle et de Troppau, il n'est plus le même homme : c'est à Troppau que Metternich lui annonce, avec une exagération calculée des faits, la révolte du Séménovski, son régiment favori entre tous ceux de la garde. Dès lors il se croit dupe de ses pensées généreuses, victime de l'ingratitude universelle : il a voulu affranchir l'Allemagne, et l'opinion allemande se tourne contre lui, Maurice Sand assassine son pensionnaire Kotzebüe ; il a recherché les sympathies de la France vaincue, et voici qu'à Aix-la-Chapelle on découvre un complot français contre lui; il a restauré la Pologne, et la Pologne ne rêve plus que de s'affranchir

complétement, tandis que la Russie demande compte à Alexandre du danger nouveau qu'il vient de créer sur sa frontière en reconstituant le royaume léchite. C'est à ce moment que la Sainte-Alliance des souverains devient une alliance contre les peuples : à Carlsbad, à Laybach, à Vérone, Alexandre est déjà l'homme de la réaction européenne. En Orient, il désavoue Ypsilanti; en Russie, il subit l'influence d'Araktchéef et des *obscurantins*. C'est l'*Araktchéévtchina* qui commence.

Prêché par l'archevêque Sérafim, Alexandre rompt avec les sociétés bibliques et destitue le ministre libéral et tolérant de l'instruction publique, son vieil ami le prince Galitsyne, qu'il remplace par Schichkof. La censure devient chaque jour plus ombrageuse. Les jésuites, chassés de Saint-Pétersbourg, sont ensuite expulsés de tout l'empire, en punition de leur prosélytisme; et vraiment ils sont de trop en Russie, car les *curateurs* orthodoxes des universités russes pourraient leur en remontrer dans l'art d'étouffer toute pensée indépendante. L'université de Kazan a pour *popétchitel* Magnitski, qui se propose d'organiser l'enseignement conformément « à l'acte de la Sainte-Alliance ». Il fait chasser onze des professeurs, rayer de la liste des membres honoraires un Français, un *régicide*, l'abbé Grégoire, exclure de la bibliothèque tous les livres suspects, notamment celui de Grotius sur le droit des gens; il défend de professer les théories géologiques de Buffon, le système de Copernic et de Newton, comme contraires au texte des Écritures; le professeur d'histoire doit s'inspirer des idées de Bossuet dans l'*Histoire universelle*. La médecine doit être une médecine chrétienne; elle s'interdit presque absolument les dissections comme incompatibles avec le respect dû aux défunts. Le professeur d'économie politique est tenu d'insister principalement sur les vertus qui transforment les biens matériels en biens spirituels: « unissant ainsi l'économie contingente, inférieure, avec l'économie supérieure, véritable, il constituera enfin la vraie science dans le sens politico-moral ». Le professeur de géométrie Nikolski montre déjà dans le triangle le symbole

de la Trinité et dans l'*unité*, c'est-à-dire le nombre *un*, l'*unité* divine. A Kharkof, on chassait de l'université les professeurs Schad et Ossipovski; à Saint-Pétersbourg, les professeurs Galitch (philosophie), Hermann et Arsénie (statistique), Raupach (histoire). Ceux-ci étaient traduits par le *popétchitel* Rounitch devant une commission universitaire : le premier était accusé d'impiété, pour avoir enseigné la philosophie de Schelling, les autres de *maratisme* et de *robespierrisme* pour avoir enseigné les théories de Schlœtzer, qu'avait protégé Catherine II, ou critiqué le servage agricole et l'émission abusive du papier-monnaie. Il fut défendu à l'avenir d'employer des professeurs qui auraient fait leurs études en Occident et défendu d'y envoyer des étudiants russes.

Le fait le plus saillant de l'administration d'Araktchéef fut la création des colonies militaires. Ce système consistait à établir les soldats chez les paysans d'un certain nombre de districts; si ces soldats étaient mariés, on faisait venir leurs femmes dans le village; s'ils ne l'étaient pas, on les mariait avec les filles des paysans. Un village se composait donc : 1° de colons militaires, les soldats; 2° de paysans colonisés, les indigènes. Le soldat aidait le paysan au travail des champs; les enfants de l'un comme de l'autre étaient voués au service militaire. Les districts colonisés étaient soustraits aux autorités civiles et soumis à l'administration comme à la juridiction militaires. L'ensemble des districts colonisés des gouvernements de Novgorod, Mohilef, Kharkof, Ekatérinoslaf et Kherson comprenait cent trente-huit bataillons et deux cent quarante escadrons. Ce système présentait en apparence certains avantages dont Spéranski lui-même se laissa séduire. Il assurait, disait-on, un recrutement régulier, en allégeait les charges pour le reste de la population, moralisait le soldat en ne le séparant plus de sa famille, lui garantissait un asile dans sa vieillesse, rendait à l'agriculture les bras que l'armée lui enlevait autrefois, diminuait pour le gouvernement les dépenses de l'armée et pour le peuple les charges du logement des troupes et des réquisitions, enfin créait à la

frontière de l'empire comme une nation militaire. Si la colonisation était une charge pour les indigènes, cette charge était compensée par toutes sortes d'avantages : le gouvernement augmentait leurs lots de terre, leur assurait la même liberté civile qu'aux paysans de la couronne, réparait leurs maisons, dotait leurs filles.

Les campagnards ne le comprirent pas ainsi : soumis dans leurs foyers mêmes à une surveillance plus tracassière que celle des anciens maîtres et de leurs intendants, assujettis à une double servitude comme cultivateurs et comme soldats, troublés dans toutes leurs habitudes et toutes leurs traditions, ils maudissaient l'ingénieuse idée d'Araktchéef, que préconisaient les cercles officiels. Des révoltes éclatèrent, et Araktchéef, accusant la grossière ignorance et l'ingratitude du mougik, les réprima avec une implacable sévérité.

### Les sociétés secrètes, la Pologne.

D'autres éléments de trouble fermentaient en Russie. Nous ne sommes plus au temps de Catherine II, lorsqu'on pouvait agiter impunément, devant la nation inattentive ou indifférente, les plus graves questions sociales. Les généreux efforts des premières années d'Alexandre trouveraient maintenant dans l'opinion un appui décidé; malheureusement il y a désaccord entre le souverain et son peuple : tandis qu'une partie de celui-ci commence à se passionner pour les idées libérales, Alexandre est refroidi à leur égard ; naguère c'était à peine si sa courageuse initiative était comprise, maintenant c'est l'esprit rétrograde du gouvernement qui étonne et qui irrite le pays. Une transformation s'est opérée dans celui-ci : ce n'est pas en vain que les officiers russes ont vu Paris, séjourné sur le sol français. Ces principes révolutionnaires, qu'ils n'avaient fait qu'entrevoir sous Catherine II, à travers le prisme de leurs préjugés, ils en ont trouvé la réalisation dans les États de l'Occident et ont dû remarquer la coïncidence de leur triomphe avec le rapide développement d'une prospé-

rité nouvelle. « C'est à dater du retour des armées russes dans leur pays, écrit Nicolas Tourguénief, que les *idées libérales*, comme on disait alors, commencèrent à se propager en Russie. Indépendamment des troupes réglées, de grandes masses de miliciens (*opoltchénié*) avaient aussi vu l'étranger; ces miliciens de tous rangs, à mesure qu'ils repassaient la frontière, se rendaient dans leurs foyers, où ils racontaient ce qu'ils avaient vu en Europe. Les événements eux-mêmes parlaient plus haut qu'aucune voix humaine. C'était là la véritable propagande. » L'un des conjurés de 1825, Pestel, avouait que « la restauration des Bourbons avait fait époque dans l'histoire de ses idées et dans ses convictions politiques. — Je vis alors que la plupart des institutions essentielles, fondées par la Révolution, ont été conservées lors du rétablissement de la monarchie, comme choses bienfaisantes, tandis qu'auparavant nous tous, et moi tout le premier, nous nous soulevions contre cette Révolution ; j'en ai conclu qu'apparemment elle n'était pas si mauvaise qu'on nous la représentait et que même elle avait beaucoup de bon ; je fus confirmé dans mon idée en considérant que les États où elle n'avait pas eu lieu continuaient à être privés de beaucoup de droits et de libertés. »

On ne lisait plus seulement, comme sous Catherine II, Montesquieu, Raynal, Jean-Jacques Rousseau, mais Bignon, Lacretelle, de Tracy, Benjamin Constant, et les voix éloquentes de la tribune française trouvaient un écho dans la jeune noblesse russe et dans une partie de la bourgeoisie. La politesse, l'esprit de justice, le respect de la personne humaine avaient fait de grands progrès. La culture européenne n'était plus seulement à la surface, elle pénetrait profondément les cœurs et les consciences. Beaucoup pensaient comme Wilhelm Küchelbecker : « En songeant aux brillantes qualités dont Dieu a doté le peuple russe, ce peuple qui est le premier de tous par sa puissance et ses glorieuses actions, ce peuple dont la langue si sonore, si riche et si forte n'a pas de rivale en Europe, dont le caractère national est un composé de bonhomie, de tendresse,

de vive intelligence, de magnanime disposition à pardonner les offenses, — en songeant que tout cela était étouffé, que tout cela se flétrissait et périrait peut-être avant d'avoir produit aucun fruit dans le monde moral, — mon cœur se déchirait. » Ces âmes généreuses souffraient de voir l'arbitraire régner souverainement du haut en bas de la société russe, dans les rapports de l'autocrate avec la nation, des fonctionnaires avec leurs administrés, des officiers avec les soldats, des propriétaires avec les paysans. Ils s'indignaient de voir le peuple russe, seul en Europe, déshonoré par le servage de la glèbe, par l'esclavage domestique, ces legs honteux de l'ancienne barbarie slave et du joug tatar, cette ignominie asiatique qui continuait à souiller un peuple chrétien; de voir le soldat russe, ce vainqueur de Napoléon, ce libérateur de l'Europe, soumis à la dégradation des châtiments corporels. Ils ne croyaient pas que la volonté changeante de l'autocrate le mieux intentionné, que les bonnes intentions d'un Alexandre, cet *accident heureux parmi les siens*, comme il le disait lui-même à Mme de Staël, pussent tenir lieu de lois et d'institutions libérales.

Malgré la surveillance d'une police ombrageuse, la franc-maçonnerie, proscrite dès le temps de Catherine II et de Paul Ier, s'était réorganisée : elle couvrait de ses affiliations la Russie, le royaume de Pologne et les provinces baltiques. Des sociétés d'un caractère plus militant, avec un but plus défini, dont l'existence même resta longtemps secrète, se constituèrent aussi sur certains points. En 1816 ou 1817, se formait l'*Union du Salut*, qui devint en 1818 l'*Union du Bien Public*, imitation du *Tugendbund* germanique. En firent partie le prince Serge Troubetskoï, Alexandre et Nikita Mouravief, Matvéi et Serge Mouravief-Apostol, Nicolas Tourguénief, Feodor Glinka, Michel Orlof, les deux frères Fon-Vizine, Iakouchkine, Lounine, les princes Feodor Scha kovskoï et Obolenski, et grand nombre d'autres. Les membres de cette association n'étaient pas d'accord sur la forme de gouvernement à donner à la Russie, les uns tenant pour la monarchie constitutionnelle, les autres pour la république.

La société fut donc dissoute vers 1822 et donna naissance à deux autres cercles, la *Société du Nord* ou de Saint-Pétersbourg, où dominaient les idées constitutionnelles, et la *Société du Midi*, qui se recruta surtout parmi les officiers des garnisons de l'Ukraine ou de la Petite-Russie, et où le colonel Pestel prêchait la république. Une troisième société, moins importante, celle des *Slaves réunis*, rêvait une fédération des peuples slaves et prétendait avoir des affidés dans la Bohême, la Bulgarie et la Serbie. Les sociétés russes, vers 1823, entrèrent en relations avec la *Société patriotique* de Pologne qui préparait dès lors une insurrection, et, pour s'assurer le concours des Polonais, s'engagèrent à favoriser la restauration de leur patrie. Les membres les plus ardents des associations russes étaient alors le colonel Pestel et Ryléef, fils, l'un de l'ancien directeur des postes, l'autre de l'ancien maître de police sous Catherine II, et qui, par l'ardeur de leurs convictions républicaines, semblaient vouloir expier la servilité de leurs pères. Pestel, à l'époque des réunions de Kief en 1823, avait lu un projet de constitution républicaine et de code égalitaire. Comme le principal obstacle à la réalisation de ses projets lui semblait être l'existence de la dynastie des Romanof, il était décidé à ne pas reculer devant le meurtre de l'empereur et l'extermination de la famille impériale. Au sein de la *Société du Sud* s'était formée une affiliation plus étroite et plus secrète encore en vue du régicide. On devait profiter de la première occasion qui se présenterait, par exemple d'une revue qu'Alexandre en 1824 devait passer aux troupes de l'Ukraine. Une propagande active se faisait parmi les officiers des garnisons et l'on s'efforçait de gagner les simples soldats en leur promettant la liberté des paysans et l'adoucissement du régime militaire.

### Mouvement littéraire et scientifique.

L'éveil de l'esprit russe ne se manifestait pas seulement par des complots politiques. Dans les sciences, dans les

lettres, dans les arts, le règne d'Alexandre fut une époque de magnifique épanouissement. Le mouvement intellectuel, comme le mouvement libéral, n'avait pas le caractère exotique et superficiel du règne de Catherine : il pénétrait dans les couches profondes de la nation, gagnait en puissance et en universalité, entraînait les classes moyennes, se propageait dans les provinces les plus reculées. L'élan donné en 1801 ne s'était pas arrêté, bien que le gouvernement eût ensuite fait défaut aux efforts qu'il avait suscités et qu'Alexandre, aigri et désillusionné, fût devenu défiant pour toutes les manifestations de l'esprit. La censure, en augmentant de rigueur, ne parvint pas cependant à diminuer le nombre des sociétés savantes qui se fondèrent, des revues et des journaux littéraires qui allèrent sans cesse en se multipliant.

Alors se constituèrent la *Bésiéda*, cercle littéraire où Krylof lisait ses fables et Derjavine ses odes, et qui représentait les tendances classiques, tandis que les romantiques, Joukovski, Dachkof, Ouvarof, Pouchkine, Bloudof, le prince Viazemski, fondaient l'*Arzamas*. A Saint-Pétersbourg, la *Société des amis des sciences, de la littérature et des arts*, à Moscou, celle des *Amis de la littérature russe*, qui publia la collection importante de ses *Travaux*, celle de l'*Histoire des antiquités russes*, la *Société archéologique* à Odessa, la *Société de la littérature patriotique* à Kazan, celle des *Amis des sciences* à Kharkof, et une quantité d'autres sociétés moins célèbres, se consacraient aux lettres, à l'archéologie, aux sciences mathématiques, physiques, naturelles, médicales. A Saint-Pétersbourg, parurent la *Poste du Nord*, le *Messager de Saint-Pétersbourg*, le *Messager du Nord*, le *Mercure du Nord*, le *Messager de Sion*, organe du parti mystique, la *Ruche*, le *Démocrite*, où Kropotof déclamait contre l'influence des mœurs et des idées françaises et, dans l'*Oraison funèbre de mon chien Balabas*, félicitait ce brave caniche de n'avoir étudié dans aucune université, de ne s'être pas occupé de politique, de n'avoir jamais lu Voltaire, etc. L'activité littéraire était, comme toujours, encore

plus grande à Moscou : Karamzine y éditait une revue intitulée le *Messager d'Europe*, Makarof le *Mercure de Moscou*, Serge Glinka le *Messager russe*, où il s'étudiait à surexciter le sentiment national, tantôt le mettant en défiance contre toute influence intellectuelle ou morale venue du dehors, surtout contre l'imitation des mœurs françaises, tantôt l'armant contre Napoléon, « apprenant au peuple à se sacrifier à la patrie », déchaînant les fureurs de la guerre *patriotique*. Quand, sa tâche terminée et la Russie victorieuse de l'invasion, le *Messager russe* disparut, le *Fils de la patrie*, de Gretch, reprit son œuvre, et continua au delà des frontières la guerre contre Napoléon, qu'il traitait de *meurtrier* et d'*infâme tyran*, et contre ses compagnons d'armes qu'il appelait des *brigands*. « Goûte d'avance, criait-il au conquérant, cette immortalité dont tu es digne ! Sache dès maintenant jusqu'à quel point la postérité maudira ton nom ! Tu es assis sur ton trône, parmi les foudres et les flammes, comme Satan au centre de l'enfer, ceint de la mort, de la dévastation, de la fureur et de l'incendie. » L'*Invalide russe* avait été fondé en 1813 au profit des soldats blessés ou infirmes. Même quand la fièvre belliqueuse se calma, et que d'autres préoccupations, moins hostiles aux influences françaises, envahirent les esprits, ce grand mouvement littéraire ne se ralentit pas.

Presque tous les écrivains du temps avaient pris part à la croisade contre la *gallomanie* et contre l'omnipotence napoléonienne. Quelques-uns avaient payé de leur personne dans la guerre contre la France. Joukovski avait combattu à Borodino ; Batiouchkof avait pris part aux campagnes de 1807 et de 1813, et avait été blessé à Heilsberg ; Pétine s'était fait tuer à Leipsig ; les princes Viazemski et Schakovskoï avaient servi dans les kosaks, Glinka dans l'*opoltchénié*, où Karamzine, malgré son âge, avait voulu se faire inscrire. Leurs écrits portent l'empreinte de leurs passions patriotiques : Krylof n'a pas écrit rien que ses *fables*, qui le placent non loin de La Fontaine, mais dans ses comédies, l'*École des Demoiselles* et le *Magasin de Modes*, il avait tourné en ridicule le goût exagéré

pour les choses françaises; Ozérof, parmi d'autres tragédies dans le genre classique (*Œdipe à Athènes*, *Fingal*, *Polyxène*) avait écrit en 1807 celle de *Dmitri Donskoï*, qui rappelait les luttes de la Russie contre les Tatars, et qui semblait annoncer les luttes prochaines contre un autre envahisseur. La tragédie de *Pojarski*, le héros de 1612, par Krioukovski renferme des allusions du même ordre. Le poëte Joukovski avait chanté les exploits des Russes contre Napoléon, en 1806, dans le *Chant du barde sur la tombe des Slaves victorieux*, en 1812, dans sa pièce du *Barde dans le camp des gûerriers russes*. Notre ennemi Rostoptchine n'avait même pas attendu la grande crise pour épancher sa bile contre nous.

En général la littérature de l'époque d'Alexandre marque le passage de l'imitation des anciens ou des classiques français à l'imitation des chefs-d'œuvre allemands ou anglais. La *Bésiéda* et l'*Arzamas* étaient comme les quartiers généraux de deux armées rivales qui en Russie se livraient les mêmes combats que nos romantiques et nos classiques de Paris. Schiller, Gœthe, Bürger, Byron, Shakespeare y jouissaient de la même vogue de nouveauté et presque de scandale que chez nous. Si Ozérof, Batiouchkof, Derjavine continuaient les traditions de l'ancienne école, Joukovski traduisait la *Jeanne d'Arc* de Schiller et le *Prisonnier de Chillon* de Byron; Pouchkine donnait *Rousslan et Lioudmila*, pièce lyrique tirée des légendes populaires, le *Prisonnier du Caucase*, la *Fontaine de Bakhtchi-Séraï*, touchant écho des drames du harem tatar, *Eugène Oniéguine*, le poème de *Poltava* et la tragédie de *Boris Godounof*.

De même qu'en France le mouvement romantique avait été accompagné d'une brillante renaissance des études historiques, de même l'*Histoire de l'Empire de Russie*, par Karamzine, œuvre d'une méthode peu sévère, d'une appréciation peu exacte des phénomènes historiques, de théories arriérées et superficielles, mais remarquable par l'éclat et le tour oratoire du style, ainsi que par le charme de la narration, donna aux lettres russes une impulsion nou-

velle, inspira aux dramaturges et aux romanciers le goût des sujets nationaux. Schlœtzer venait d'éditer Nestor, le vieil annaliste kiévien, le père de l'histoire russe.

Les sciences jouirent sous ce règne d'une certaine protection : c'est en 1803 que les capitaines Krusenstern et Lisianski, sur les vaisseaux *l'Espérance* (Nadéjda) et *la Néva*, accompagnés des savants Tilésius, de Leipsig, et Horner, de Hambourg, accomplirent le premier voyage russe autour du monde et ébauchèrent des relations avec les États américains et le Japon. En 1815, le capitaine Kotzebüe avait exploré l'Océan du sud, puis l'Océan glacial du nord, et cherché par le détroit de Béhring une communication avec l'Atlantique, c'est-à-dire le passage du nord-est. D'autres relevaient exactement les côtes de Sibérie: on sut dès lors que l'Asie n'était pas soudée à l'Amérique comme l'avait prétendu l'Anglais Burney.

En 1814, la Bibliothèque impériale de Saint-Pétersbourg fut solennellement ouverte au public : elle comprenait alors 242 000 volumes et 10 000 manuscrits; les victoires de Souvorof en avaient formé le noyau par l'envoi en Russie de la bibliothèque des rois de Pologne.

Malgré les charges de la guerre, les villes russes avaient reçu des embellissements. A Saint-Pétersbourg, des rues plus soigneusement pavées, des quais de granit, témoignaient de la sollicitude du gouvernement: Thomont élevait le palais de la Bourse, Rossi, le nouveau palais Michel, Montferrand commençait l'immense et splendide cathédrale de Saint-Isaac. Sur le modèle de Saint-Pierre de Rome on bâtissait Notre-Dame de Kazan, devant laquelle se dressèrent plus tard les statues en bronze de Barclay de Tolly et de Koutouzof. En 1801, on avait érigé la statue de Souvorof. Poltava eut son monument de la victoire de Pierre le Grand ; Kief, celui de Vladimir le Baptiseur; Moscou, celui de Minine et Pojarski (1818) ; mais, à Moscou, le projet d'élever sur la colline des Moineaux, en mémoire de la délivrance, une église colossale au Sauveur, échoua par l'inexpérience de l'architecte; il n'a été réalisé, sur un autre emplacement, que sous le règne actuel.

En 1825 Alexandre quitta sa capitale pour visiter les provinces du sud et s'établir, dans l'intérêt de sa santé chancelante, à Taganrog. Au moment de son départ, il avait paru agité de tristes pressentiments. Au monastère de Saint-Alexandre-Nevski, il avait voulu qu'on lui dît une messe de *requiem*. En plein jour, on avait laissé dans sa chambre des bougies allumées. Quelque temps auparavant une épouvantable inondation qui ravagea Saint-Pétersbourg avait paru au peuple un châtiment du ciel pour la coupable indifférence de la Russie vis-à-vis des chrétiens d'Orient. A Taganrog, Alexandre reçut les dénonciations les plus circonstanciées sur la conspiration de la *Société du Sud* et ses projets de régicide. Peut-être les cruels souvenirs de 1801 vinrent-ils ajouter à ses dispositions mélancoliques. Il pensait tristement aux terribles embarras qu'il allait léguer à son successeur, à ses illusions perdues, à ses velléités libérales d'autrefois qui avaient abouti en Pologne comme en Russie à une réaction, au décousu que ses variations avaient mis dans son existence. En Crimée on venait de l'entendre répéter : « Et pourtant on a beau dire ce qu'on veut de moi, j'ai vécu et je mourrai républicain. » Mais quelle singulière république que le régime qui, dans la mémoire du peuple, s'est conservé sous le nom d'*Araktchéévtchina!* Le 19 novembre (1er décembre) l'empereur expirait dans les bras de l'impératrice Élisabeth. Comment la Russie allait-elle célébrer ce que l'impératrice-douairière Maria Feodorovna appelait déjà les *funérailles d'Alexandre?*

---

# CHAPITRE XXXVI.

## NICOLAS Ier (1825-1855).

L'insurrection de décembre ; administration et réformes ; l'instruction publique et la littérature. — Guerre de Perse (1826-1828). Première guerre de Turquie : affranchissement de la Grèce (1826-1829). Les Russes et les Anglais en Asie. — Insurrection polonaise (1831). — Hostilité contre la France : question d'Orient. Révolution de 1848 : intervention en Hongrie. — Deuxième guerre de Turquie, les alliés en Crimée. Réveil de l'opinion russe.

### L'insurrection de décembre ; administration et réformes ; l'instruction publique et la littérature.

Le successeur d'Alexandre, suivant l'ordre d'hérédité, aurait dû être l'aîné de ses frères, Constantin : mais celui-ci, pour être libre d'épouser la comtesse Groudsinska, plus tard princesse Lovicz, avait déclaré à l'empereur Alexandre son intention de renoncer au trône (1822 : sa renonciation avait été acceptée par l'empereur, approuvée par l'impératrice-douairière, et en 1823, Alexandre avait rédigé un manifeste qui sanctionnait la résolution prise par Constantin et appelait au trône le troisième des fils de Paul Ier, Nicolas. Cet acte fut déposé à l'*Ouspienski Sobor* de Moscou ; il resta secret et Nicolas lui-même en ignorait le contenu. Quand, deux ans après, Alexandre mourut à Taganrog, Constantin à Varsovie se hâta de faire prêter serment à Nicolas; mais Nicolas à Saint-Pétersbourg crut devoir jurer lui-même et faire jurer obéissance à Constantin : il fit envoyer dans tout l'empire l'ordre de procéder à la prestation de serment. Ce fut seulement le 12-24 décembre 1825 qu'il reçut de Constantin une lettre par laquelle celui-ci déclarait itérativement et formelle-

ment renoncer au trône. Alors Nicolas publia un manifeste annonçant son propre avénement et reçut les serments de ses sujets.

Ce combat de générosité entre les deux frères, qui contraste si vivement avec les mœurs ambitieuses et les révolutions politiques du dix-huitième siècle, faillit coûter cher à l'empire. Pendant ces quelques jours d'interrègne, le trouble s'était mis dans les esprits ; le peuple ne savait à qui obéir; les membres des sociétés secrètes profitèrent habilement de cette perplexité de l'opinion pour faire tourner au profit de la révolution l'attachement des masses au principe de légitimité. Les conjurés de la *Société du Nord* avaient résolu d'agir : le 14-26 décembre au matin ils soulevèrent une partie des troupes, le régiment de Moscou, les grenadiers de la garde et les équipages de la flotte, en leur persuadant que la renonciation de Constantin était apocryphe, que le césarévitch était prisonnier dans Varsovie et que le serment qu'on exigeait d'eux était un sacrilège. Les troupes insurgées se précipitèrent sur la place du Sénat en criant : *Vive Constantin!* Quelques affidés firent entendre le cri de *Vive la Constitution!* mais cette idée était étrangère aux masses et les soldats ignorants croyaient, assurent les historiens monarchistes, que *Constitution* était le nom de la femme de Constantin. Alors les conjurés leur distribuèrent des cartouches et donnèrent le signal de la révolte en massacrant ou blessant les officiers qui tentaient de s'opposer au mouvement. Nicolas avait harangué la foule qui stationnait devant le Palais d'Hiver, lui avait lu son manifeste d'avènement et l'avait amenée à se disperser. Les insurgés militaires se trouvaient ainsi privés du concours de l'élément populaire. Les autres régiments de la garde et presque toute la garnison étaient restés fidèles. Pourtant les révoltés, groupés sur la place du Sénat, refusaient de rien entendre. Miloradovitch, gouverneur de la capitale, essaya de les haranguer, mais ce héros de cinquante-deux batailles fut assassiné d'un coup de pistolet. Le métropolite, revêtu de ses ornements sacerdotaux, fut assailli à coups de fusil et reçut quatre balles

dans sa mitre. L'empereur avait pris position en face des rebelles; après avoir épuisé tous les moyens de conciliation, il ordonna de tirer à mitraille sur les barricades qu'ils avaient élevées à la hâte. Quelques décharges suffirent à les disperser. On fit 500 prisonniers; dans la nuit un grand nombre des rebelles vinrent se rendre à discrétion. A sept heures du soir, Nicolas rentrait victorieux dans son palais.

Ce même jour on avait arrêté treize affidés de la *Société du Sud*, dont le centre était alors Toultchine (Podolie). Ce contre-temps n'arrêta pas le mouvement de cette société. Il éclata en janvier 1826. Les deux Mouravief-Apostol et Michel Bestoujef-Rioumine avaient soulevé quelques compagnies, occupé Vassilkof et marchaient sur Blanche-Église (Biélaïa Tserkof); mais près du village d'Oustinovka, non loin de Blanche-Église, ils rencontrèrent le général Geismar qui les accueillit par un feu de mitraille; une charge de cavalerie acheva la déroute; 700 hommes rendirent les armes; presque tous les chefs furent faits prisonniers (3-15 janvier 1826).

Nicolas avait accablé d'une grâce dédaigneuse le prince Troubetskoï que les conjurés de la capitale avaient désigné pour être le chef du gouvernement et dont les tergiversations avaient tout compromis; mais 250 prévenus furent traduits devant une haute cour. Une enquête minutieuse, des aveux multipliés, permirent de retrouver les fils du complot. 121 accusés furent soumis à des peines plus ou moins graves. Cinq d'entre eux, Pestel, Ryléef, Serge Mouravief-Apostol, Bestoujef-Rioumine, Kakhovski, le meurtrier de Miloradovitch, furent condamnés à être pendus. Ils honorèrent leur cause par leur courage devant le supplice, que la maladresse des exécuteurs rendit cruel. Ryléef, le chef de la Société du Nord, avait dit après sa condamnation: « La fougue de mon patriotisme, l'amour de mon pays ont pu me tromper, mais, comme aucun but d'intérêt personnel et d'ambition n'a guidé mes actions, je mourrai sans crainte. » Pestel, l'énergique dictateur du Midi ne s'était occupé que de sauver son code russe: « Je suis certain, disait-il, qu'un jour la Russie trouvera dans ce livre un re-

fuge contre de violentes commotions. Ma plus grande faute est d'avoir voulu récolter la moisson avant les semailles. » Beaucoup de leurs idées en effet étaient prématurées ; mais quelques-unes devaient leur survivre, réalisées par ce même pouvoir qu'ils combattaient. Ils avaient voulu l'indépendance des paysans, plus d'égalité dans les droits et de fixité dans la loi. Malgré leurs fautes, qu'ils rachetèrent de leur vie, ils avaient su montrer qu'il y avait en Russie des hommes capables de mourir pour la liberté. Ils donnèrent au pays une impulsion que trente années du règne de Nicolas ne put anéantir. Ce complot avorté fut, à certains égards, un commencement de régénération. Beaucoup des anciens *décembristes* furent dans les lettres, dans les arts, dans l'économie politique, l'honneur du pays, et surent mener à bien par d'autres moyens l'œuvre alors entrevue, dans tout ce qu'elle avait de réalisable. Nicolas, qui avait inauguré son règne en domptant une révolution, devait être toute sa vie l'ennemi de la révolution : en Europe comme en Russie, il fut le champion des idées conservatrices ; s'il continua son frère Alexandre, ce fut l'Alexandre des dernières années, sans les idées novatrices de 1801, sans les velléités libérales, sans les scrupules humanitaires. Nicolas Ier, avec sa stature colossale, son extérieur imposant, son orgueil mystique, son infatuation de roi-pontife, sa volonté de fer, sa puissance de travail, son goût pour les minuties du gouvernement, sa passion pour les choses militaires, toujours sanglé dans son uniforme, toujours en représentation devant les peuples, était une redoutable incarnation de l'autocratie. Son règne visait à être, suivant Lamartine, « l'immobilité du monde » ; il ne fut qu'une lutte constante contre les forces vives de l'humanité, contre le mouvement insaisissable et invincible des esprits. Nicolas fut un *remora*, plutôt qu'un obstacle au progrès. Quand sa puissance se brisa, apparut sous ses ruines un monde nouveau qui était arrivé à sa maturité.

Un des premiers soins de Nicolas Ier fut de reprendre l'œuvre de codification des lois russes, tant de fois ébauchée par ses prédécesseurs : Pierre le Grand avec le secours

des lois germaniques, Catherine II avec sa grande commission législative, Alexandre avec le projet presque napoléonien de Spéranski. Nicolas lui-même ne pouvait que réunir des matériaux : le code russe ne pouvait devenir définitif que lorsque la société, régénérée par l'émancipation, aurait trouvé sa constitution définitive. En 1830, parut la *Collection complète des lois de l'empire russe*, qui débutait par l'*oulojénié* d'Alexis Mikhaïlovitch ; en 1838, le *Recueil des lois en vigueur*, rédigé sur un plan systématique, et qui provisoirement allait mettre plus d'unité dans la législation et imprimer plus d'activité aux tribunaux. Il était temps, car on annonçait que 2 850 000 causes étaient pendantes et que 127 000 prévenus attendaient leur jugement. En 1845, parut le code de justice pénale et correctionnelle. On créa les tribunaux de commerce pour une prompte expédition des affaires commerciales.

Pierre le Grand avait établi les majorats ; Anna Ivanovna les avait supprimés comme contraires aux mœurs russes; Nicolas les rétablit partiellement, en accordant aux pères de famille la faculté d'en constituer. L'usage du *pravège* existait encore chez les kosaks du Don ; il fut aboli. Les gens de commerce, désireux de parvenir à la noblesse, affluaient dans les services publics ; Nicolas, pour donner un autre but à leur ambition et leur assurer les mêmes avantages, créa dans la classe des habitants des villes une subdivision nouvelle, celle des *bourgeois notables*, qui jouissaient des prérogatives suivantes : exemption de la capitation, du recrutement, des châtiments corporels, droit de prendre part aux élections de la propriété foncière dans la ville, droit d'être élu aux fonctions communales de même rang que celles ouvertes aux marchands des premières *ghildes*. Pouvaient être admis dans la bourgeoisie notable : ceux qui auraient un attestat d'études secondaires, un diplôme d'étudiant ou de candidat dans les universités, les artistes de condition libre ayant un attestat de l'Académie des beaux-arts. Nicolas Ier reprenait ici une des traditions de Catherine II qui avait essayé de constituer, en même temps qu'une noblesse, un tiers-état. Il tenta de

régulariser la procédure des assemblées de paysans dans les communes rurales et d'introduire le vote par boule noire et blanche. Quant à la question vitale de l'émancipation, elle sommeilla sous ce règne. Nicolas se contenta d'approuver les grands seigneurs qui donneraient la liberté à leurs serfs : la princesse Orlof-Tchesmenski en affranchit 5518. La classe des cultivateurs libres s'augmentait fort lentement : elle ne comptait que 72 844 colons mâles en 1838. L'oukaze de 1842 qui avait essayé de fixer les conditions de ces contrats d'affranchissement avait inquiété la noblesse; le gouvernement s'empressa de la rassurer en affirmant qu'il ne pouvait être question d'un affranchissement des paysans, en ordonnant d'arrêter les propagateurs de fausses interprétations et de rappeler, même par la force, les serfs insoumis à leur devoir.

Nicolas institua auprès du saint-synode un général de hussards, son aide de camp le général Protassof, qui pendant vingt ans gouverna militairement l'Église nationale, et sut au besoin dragonner les dissidents de la Russie Blanche.

Nicolas fit reprendre les travaux de canalisation du Volga et du Don, améliorer la navigation du Dniéper. Sous ce champion de l'immobilité furent créés les premiers chemins de fer ; avec une règle il traça en ligne droite, sans permettre qu'il se détournât pour desservir les centres intermédiaires, le railway de Saint-Pétersbourg à Moscou de 130 lieues de long; un faible tronçon réunit Tsarskoé-Sélo à la capitale. La Russie ne s'associait encore que de fort loin aux grandes entreprises européennes : aucune voie ferrée ne la reliait à l'Occident. Les tracasseries de la police, de la censure et de la douane augmentaient son isolement en Europe. Son autocrate l'entourait d'un cordon sanitaire. En fait de travaux publics, mentionnons surtout la reconstruction en quinze mois du Palais d'Hiver détruit par l'incendie de 1837.

Nicolas créa pour le recrutement de l'instruction publique un *institut professoral*, sorte d'école normale pour

l'enseignement supérieur, et un *principal institut pédagogique* pour l'enseignement secondaire. Son but était surtout de soustraire la jeunesse russe à l'influence des maîtres étrangers. Des restrictions furent apportées à l'emploi des instituteurs et institutrices dans les maisons particulières: leur capacité, leur moralité, dans l'appréciation de laquelle entraient leurs opinions politiques, durent être constatées par une des universités de l'empire, sous peine d'une amende de 250 roubles et de l'expulsion. Il fut défendu d'envoyer les jeunes gens étudier dans les universités d'Occident, sauf quelques exceptions, pour lesquelles il fallait une autorisation spéciale. Dans les écoles du gouvernement, on donna, au détriment des langues et littératures étrangères, plus de développement à la langue russe, à la littérature, à la statistique et à l'histoire nationale, considérées comme moins dangereuses. D'autres entraves furent apportées à la liberté des voyages et du séjour à l'étranger: le terme de l'absence, constaté par des passe-ports légaux, était fixé à cinq ans pour les nobles, à trois pour les autres sujets russes. L'université de Saint-Vladimir à Kief fut fondée, mais en remplacement de celle de Vilna supprimée après l'insurrection de Pologne. La réaction scolaire, la défiance contre la philosophie allemande allèrent si loin qu'on finit par supprimer l'enseignement de la philosophie dans les universités et par le confier aux ecclésiastiques.

Nicolas donna ses soins surtout aux établissements d'instruction militaire, les corps de cadets, l'académie de guerre. Pourtant il créa une école de droit et un institut technologique.

Les publications scientifiques du gouvernement, celles de la Commission archéographique, en même temps que la *Collection complète des lois russes*, fournirent de nouveaux matériaux à l'étude de l'histoire nationale. La Bibliothèque impériale de Saint-Pétersbourg s'enrichit du cabinet d'antiquités de Pogodine; les libéralités du comte Roumantsof permirent de constituer le musée artistique et la bibliothèque qui portent son nom. M. Serge Solovief

commençait son *Histoire de Russie* et Nicolas Polévoï publiait son *Histoire du peuple russe.*

La censure pesait lourdement sur le développement de la presse nationale. Cependant Gretch et Boulgarine fondaient en 1825 l'*Abeille du Nord;* Biélinski, le prince de la critique, collaborait successivement à l'*Observateur*, aux *Annales de la patrie* et au *Contemporain*, qui compta Pouchkine au nombre de ses rédacteurs; Polévoï dans le *Télégraphe* et Nadéjdine dans le *Télescope* continuaient la lutte au nom, l'un des romantiques, l'autre des classiques. Les « Slavophiles » agitaient dans le *Moscovite* les questions relatives à l'unité des peuples slaves et à la nationalité du peuple russe. Joukovski traduisait en vers russes l'*Odyssée* et les poèmes de l'Inde et de la Perse.

Cette période du dix-neuvième siècle fut aussi féconde pour la littérature russe que pour la littérature française. Aux noms de Lamartine, Victor Hugo, Alfred de Musset correspondent ceux de Pouchkine, le premier des poëtes russes et l'un des premiers de l'Europe, — Lermontof, qui s'inspira, dans le *Démon* et dans d'autres chefs-d'œuvre des sauvages et sublimes beautés du Caucase, — Koltsof, qui trouva dans les chansons populaires une source nouvelle de poésie ; — Griboïédof, dont la comédie *Goré ot ouma* (*le malheur d'avoir trop d'esprit*) est restée au répertoire ; — Gogol, qui, dans sa comédie du *Revisor* et son roman des *Ames mortes*, dévoila audacieusement les plaies de l'administration et de la société russe. Ce ne fut point une époque stérile que celle qui vit les débuts de Herzen, sous le nom fameux plus tard d'Iskander, d'Ivan Tourguénief, qui dans les *Mémoires d'un chasseur* préludait à une réputation européenne, ceux des romanciers Gontcharof (*une Histoire ordinaire*), Sollohoub (*le Tarantass*), Grégorovitch (*les Émigrants*), Pisemski (le *Lechii*, le *Pétersbourgeois*), Dostoévski (*Les pauvres gens*), tandis que le public russe applaudissait aux comédies d'Ostrovski et aux opéras du grand compositeur Glinka (*La vie pour le tsar*, *Rousslan et Lioudmila*). L'esprit russe, malgré tous les obstacles, prenait son essor, se frayait des voies incon-

nues, créait des genres nouveaux et donnait un démenti splendide aux théories d'immobilité. La Russie, isolée de l'Europe, n'en prenait pas moins son rang parmi les grandes nations européennes.

**Guerre de Perse (1826-1828). Première guerre de Turquie : affranchissement de la Grèce (1826-1829). Les Russes et les Anglais en Asie.**

Depuis le traité de Gulistan, les gouvernements russe et persan étaient en continuels démêlés au sujet des frontières et des peuples vassaux. Le shah continuait à recevoir un tribut des khans de Karabagh et de Gandja ; à son tour il se plaignait des empiétements de la Russie, des façons arrogantes du général Ermolof, gouverneur général du Caucase. Bientôt on apprit que les mullahs prêchaient partout la guerre sainte, que des officiers anglais étaient entrés au service du shah, que le prince royal de Perse, Abbas-Mirza, à la tête d'une armée de trente-cinq mille hommes, s'apprêtait à franchir l'Araxe et à soulever les khanats tributaires. Nicolas s'était hâté d'adjoindre à Ermolof le général Paskiévitch. Le prince royal était en pleine marche sur Tiflis lorsqu'il fut arrêté pendant six semaines par l'héroïque résistance de la forteresse de Choucha. Les Russes eurent le temps de se concentrer. Près d'Élisabethpol, ils battirent l'avant-garde persane, forte de dix-huit mille hommes ; sur le Djéham, Paskiévitch, avec moins de dix mille hommes, dispersa toute l'armée royale, forte de quarante-quatre mille hommes, et en rejeta les débris au delà de l'Araxe (1826). L'Angleterre, par le traité de Téhéran, promit à la Perse, en cas d'invasion, un secours de troupes et un subside de cinq millions. La Perse n'en fut pas moins envahie : Paskiévitch, nommé général en chef, força, en 1827, les défilés des montagnes et le passage de l'Araxe, enleva dix mille hommes au prince royal, prit d'assaut Érivan, le boulevard de la Perse, entra en triomphe dans Tauris, la seconde ville du royaume, et se mit en marche sur Téhéran. Le roi Fet-Âly-Shah, effrayé, signa

la paix de Tourkmantchaï (10-22 février 1828); il cédait à la Russie les provinces d'Érivan et Nakhitchévan, payait une contribution de vingt millions de roubles, assurait aux sujets russes d'importants avantages commerciaux. L'Araxe devint la frontière des deux empires : Paskiévitch reçut le titre d'*Érivanski*. La paix faillit être troublée de nouveau, en 1829, par le massacre de la légation russe à Téhéran, où périt le poëte Griboïédof, ministre de Russie. L'Asie portait malheur aux poëtes russes : Lermontof devait périr d'une mort tragique, tué en duel dans le Caucase. La cour de Téhéran désavoua le crime de la populace, et, bien que la Russie fût alors occupée contre la Turquie, le prince royal vint faire à Saint-Pétersbourg les satisfactions les plus complètes. La Perse allait subir chaque jour plus complètement l'influence russe, au grand dépit de l'Angleterre.

Vis-à-vis de la Turquie, Nicolas avait pris une attitude plus décidée qu'Alexandre Ier. L'ennemi des révolutions sympathisait avec la régénération de la Grèce. Il poursuivait auprès du sultan une double série de réclamations : de concert avec les autres puissances, il insistait pour qu'on mît fin à l'extermination des Hellènes; en son nom propre, il demandait satisfaction pour les sanglants outrages infligés à la religion orthodoxe, lors du massacre de Constantinople, et pour les insultes faites à son ambassadeur. D'une part, il invoquait comme le reste de l'Europe les droits de l'humanité ; d'autre part, il revendiquait ses droits de protecteur des chrétiens orthodoxes, garantis par les traités de Kaïrnadji et de Bucharest. Tantôt il agissait avec le concours de l'Europe, tantôt il se séparait d'elle pour agir isolément et plus énergiquement.

En mars 1826, Nicolas avait présenté son *ultimatum* au Divan; il exigeait : 1° l'évacuation des principautés danubiennes occupées par les Turcs sous le prétexte de l'insurrection de 1821, et le rétablissement de toutes choses sur le pied des traités; 2° l'exécution des clauses du traité de Bucharest relativement à l'autonomie de la Serbie et la mise en liberté des députés serbes détenus à Constantino-

ple : 3° une satisfaction sur les points en litige et l'envoi d'un plénipotentiaire ottoman. La Porte essaya de résister ; les puissances européennes l'engagèrent à céder. Le 26 septembre-8 octobre, fut conclue la convention d'Akkerman, dont les conditions furent : 1° la confirmation du traité de Bucharest ; 2° l'autonomie de la Moldavie et de la Valachie sous des hospodars élus pour sept ans dans une assemblée de la noblesse et qui ne pouvaient être destitués que de l'aveu de la Russie ; 3° la cession définitive à la Russie des territoires en litige sur la frontière d'Asie ; 4° sept années de délai à la Porte pour organiser la Serbie conformément au traité de Bucharest ; 5° une juste satisfaction aux sujets russes créanciers du gouvernement turc : 6° le libre passage aux vaisseaux de commerce russes de la mer Noire dans la Méditerranée.

Restait la question grecque. Le duc de Wellington et le comte de Nesselrode s'étaient mis d'accord dans les conférences de Saint-Pétersbourg. Le protocole anglo-russe du 4 avril 1826, énergiquement appuyé par l'ambassadeur de France, fut signifié à la Porte par les représentants des deux puissances. La Grèce serait une dépendance autonome de la Turquie, payerait au sultan un tribut annuel, serait gouvernée par des autorités de son choix, sur la nomination desquelles la Porte exercerait une certaine influence ; les Turcs établis en Grèce émigreraient et recevraient une indemnité pour leurs immeubles. Le Divan rejeta ces propositions comme « violant l'obéissance passive des sujets envers leur souverain légitime ». La France, la Russie et l'Angleterre signèrent alors le traité de Londres (6 juillet 1827), en vertu duquel elles imposaient leur médiation aux belligérants, la Turquie et la Grèce. La Porte répondit à cette signification en débarquant dans la Morée une armée turco-égyptienne, sous le commandement d'Ibrahim. Les trois escadres occidentales, sous le commandement des amiraux de Rigny, Heyden et Codrington, reçurent l'ordre d'empêcher, même par la force, la prolongation des hostilités dans le Péloponèse. La flotte turque fut alors anéantie dans la baie de Navarin (20 octobre 1827).

Nicolas adressa aux amiraux français et anglais des rescrits flatteurs, avec l'ordre de Saint-Alexandre-Nevski pour de Rigny et de Saint-Georges pour Codrington.

Le désastre de Navarin ne fit qu'exaspérer le sultan Mahmoud. Il fit envoyer aux trois puissances une note dans laquelle il exigeait, avant toute négociation, la déclaration formelle qu'elles renonçaient à toute immixtion dans les affaires de la Turquie et de la Grèce, une réparation publique et solennelle pour l'insulte faite au pavillon ottoman, une indemnité à la Porte pour les dommages matériels résultant de cette insulte. Dans les mosquées, on proclama la guerre sainte et la levée en masse. A Constantinople, on convoqua, comme on l'a encore fait récemment, un simulacre de représentation nationale.

L'Angleterre regrettait déjà la destruction de la marine turque ; mais la France, pour donner force de loi aux décisions des puissances, débarqua en Morée un corps d'armée sous le commandement du général Maison, qui chassa les Turco-Égyptiens de la péninsule ; Nicolas, unissant ses griefs particuliers aux revendications de l'Europe, déclara la guerre à la Turquie et ordonna au feld-maréchal Wittgenstein de franchir le Pruth (1828), tandis que Paskiévitch entrait en Asie Mineure. En Europe, les Russes occupèrent la Moldavie et la Valachie, franchirent le Danube sous les yeux de leur empereur, prirent Braïlof et Varna; en Asie, Paskiévitch conquit Anapa, Kars, Poti ; il passa ensuite les monts Tchildyr, enleva les places d'Akhalkalaki, Akhaltsykh, Bayazid.

L'Angleterre commençait à être inquiète, l'Autriche se rapprochait d'elle. Charles X disait hautement : « Si l'empereur Nicolas attaque l'Autriche, je me tiendrai en mesure et je me réglerai selon les circonstances; mais si l'Autriche attaque, je ferai marcher immédiatement contre elle. » La Restauration espérait trouver dans le conflit oriental une revanche des traités de 1815 ; on discutait dans le conseil du roi, en septembre 1829, la réunion de la rive gauche du Rhin ou de la Belgique; on comptait sur la coopération de la Russie en échange du concours qu'on

lui prêtait sur le Danube. En un mot, suivant l'expression de M. Nettement, les deux puissances furent alors en étroite union, « la France contre le *statu quo* européen, la Russie contre le *statu quo* oriental. »

Nicolas eut donc toute liberté pour la campagne de 1829 : en Asie, Paskiévitch battit deux armées turques et conquit Erzéroum ; en Europe, Diébitch, successeur de Wittgenstein, battit le grand-vizir à Koulévtcha auprès de Pravady et le rejeta en désordre sur le camp fortifié de Choumla, après lui avoir tué cinq mille hommes et pris quarante-trois canons ; puis, Silistrie ayant capitulé, il bloqua Choumla, franchit audacieusement le Balkan et entra dans Andrinople, la seconde ville de l'empire ottoman. Sur mer, on avait remarqué l'héroïque combat de la frégate *le Mercure* contre deux vaisseaux turcs : l'équipage avait juré de vaincre ou de se faire sauter.

La Porte céda enfin. Mahmoud avait bien détruit les janissaires, il n'avait pas encore réussi à constituer une armée régulière. La Perse se refusait à une nouvelle guerre contre la Russie. A Andrinople, la Porte conclut deux traités, l'un avec les puissances européennes, l'autre avec la Russie. Par le premier, elle adhérait au traité de juillet 1827 et reconnaissait l'indépendance de la Grèce. Par le second, elle cédait à la Russie, en Europe, les îles du delta danubien ; en Asie, les forteresses et districts d'Anapa, Poti, Akhaltsykh, Akhalkalaki ; elle payait cent dix-neuf millions de frais de guerre et quinze cent mille ducats d'indemnité aux marchands russes ; elle garantissait les immunités accordées précédemment à la Moldavie, la Valachie, la Serbie ; elle déclarait le Bosphore et les Dardanelles libres et ouverts à toutes les puissances en paix avec la Porte ; elle accordait au commerce russe liberté pleine et entière de navigation dans la mer Noire. Ainsi cette première alliance avec la France avait assuré l'indépendance de la Grèce, préparé celle des Roumains et des Serbes

Les Anglais firent en Chine, de 1840 à 1841, la fameuse *guerre de l'opium*. Les Russes avaient obtenu, avant eux et sans tant de peine, une situation bien plus avantageuse

dans le Céleste-Empire. Par le traité de 1827, ils avaient acquis le droit d'entretenir à Pékin une maison d'education où des jeunes gens étudieraient la langue et les usages de la Chine. Nicolas s'était bien gardé de heurter la cour de Pékin au sujet de l'opium : dès qu'il eut appris le décret de prohibition, il interdit à ses sujets d'introduire cette denrée par les frontières russes. En 1852, nouveau traité qui ouvrit un marché pour le commerce de terre sur l'Irtych ; ce marché dit *occidental*, par opposition au *marché oriental* de Kiakhta, permettrait aux agents russes de surveiller de plus près Boukhara. Malgré ces relations cordiales, les postes russes empiétaient chaque jour et sans bruit sur le territoire chinois : en 1854, l'Europe sera tout étonnée de trouver les Russes établis en force sur l'Amour. Ainsi, d'un bout à l'autre de l'Asie, la Russie et l'Angleterre se retrouvaient en présence. Toutes deux, en travaillant à reculer leurs frontières et à étendre leur influence, hâtaient le moment où elles seraient en conflit direct.

Par l'acquisition de la Mingrélie, de l'Imérétie, de la Géorgie, du Chirvan et des provinces persanes et turques, la Russie occupait tout le versant méridional du Caucase ; par l'acquisition du Daghestan, elle avait pris pied sur le versant septentrional, et cernait complètement les vastes régions montagneuses qui constituent la Circassie et l'Abkhasie. De nombreux forts occupaient les débouchés des vallées. Mais les belliqueux Tcherkesses et Abkhazes défendaient vaillamment leur indépendance, La route d'Anapa à Poti, malgré de nombreux postes fortifiés, ne présentait aucune sécurité. Nicolas sentait la nécessité d'assurer ses communications avec l'Asie méridionale par les deux extrémites du Caucase et par les cols intermédiaires, et de faire de cette chaîne prodigieuse comme la citadelle inexpugnable du haut de laquelle il dominerait l'Orient. Cette guerre contre les montagnards, féconde en surprises et en embuscades, fut mêlée de succès et de revers. Elle prit un développement plus formidable lorsque le fanatisme musulman, réveillé par les sectateurs du murditisme, s'in-

carna dans l'imam Schamyl, le prêtre-soldat, qui donna à ces tribus rivales l'unité religieuse et qui pendant vingt-cinq ans tint en échec les meilleurs généraux de la Russie. Dès 1844, il fallut entretenir deux cent mille hommes dans le Caucase sous le sage et habile Voronsof. En 1837, l'affaire du schooner britannique *le Viren*, saisi au moment où il venait de débarquer des armes sur la côte d'Abkhasie, fit du bruit ; à la tête des Géorgiens un moment soulevés on avait vu marcher l'Anglais Bell.

La Perse, où Feth-Ali-Shah, l'allié de Napoléon Ier, avait eu pour successeur son petit-fils Mohammed, était complètement sous l'influence russe. De 1837 à 1838, Mohammed vint assiéger Hérat, qui commande une des routes de l'Inde. Les Anglais l'obligèrent à lever le siège en faisant une diversion dans le golfe Persique. Une fois encore, par le même moyen, en 1856, ils arrachèrent Hérat aux Persans : ils mirent la main sur l'île de Karrack et le port de Bushir. Trois ans après le premier siège de Hérat, les Anglais eux-mêmes échouèrent dans une tentative pour s'emparer de Caboul. En 1841 la Perse avait cédé aux Russes l'îlot d'Ashurada sur la Caspienne, en face d'Astérabad.

La Russie avait recommencé la lutte contre le khan de Khiva pour mettre un terme aux exactions et aux brigandages exercés sur les caravanes. En 1839, une force de 5000 hommes, conduite par le général Pérovski, traversa, par un hiver terrible, les steppes du Turkestan, mais, après quelques avantages sur les nomades, dut se replier sur l'Emba. Elle était presque entièrement détruite par les fatigues et les intempéries. Le khan, intimidé, offrit cependant une satisfaction : il décréta la peine de mort contre tout Khivien qui oserait attenter à la vie ou à la liberté d'un sujet russe et rendit 415 captifs (1840). En 1842, un traité intervint. Il était clair qu'une tentative sérieuse contre Khiva ne serait possible que lorsqu'on aurait diminué l'énorme distance de deux cents lieues qui séparait cette oasis des frontières russes, par l'établissement de postes intermédiaires, par l'assujettissement plus complet des hordes kirghizes, par l'établissement d'une marine sur le lac d'Aral.

L'expédition de 1854, conduite par Pérovski, eut un meilleur succès : elle prit Ak-Masjid, remplacé par la forteresse Pérovsk. En 1844, les Kirghiz du nord-ouest firent leur soumission à la Russie. Un accord intervint entre celle-ci et l'Angleterre : les khanats du Turkestan étaient considérés comme une zone neutre entre les deux empires.

## Insurrection polonaise (1831).

En 1830, Nicolas Ier fut surpris par la nouvelle de la révolution de Juillet qui avait chassé de France son allié Charles X : la révolution belge et les mouvements italiens suivirent de près ; le drapeau tricolore, le drapeau de 1799 et de 1812, arboré sur le consulat de France à Varsovie, hâta l'explosion de la révolution polonaise.

On était déjà loin du temps où Alexandre Ier, ouvrant la diète de Varsovie en 1818, vantait « ces institutions libérales qui n'avaient cessé d'être l'objet de sa sollicitude » et qui lui permettaient de montrer à la Russie elle-même « ce qu'il avait préparé pour elle dès longtemps. » On était loin du temps où, félicitant les députés polonais d'avoir rejeté le projet de loi sur le divorce, il proclamait « qu'élus librement, ils devaient voter librement ».

Sans doute, la prospérité du royaume allait en croissant ; le commerce et l'industrie se développaient ; les finances du royaume étaient dans un état satisfaisant ; des débris des légions napoléoniennes, le grand-duc Constantin avait formé une excellente armée de soixante mille hommes. Malheureusement il était bien difficile qu'Alexandre, qui en Russie revenait de plus en plus aux idées d'autocratie, pût s'accommoder en Pologne de la liberté du régime représentatif. La diète de 1820, en attaquant les ministres et en rejetant certains projets de loi, l'irrita profondément. Il vit dans ces incidents ordinaires de la vie parlementaire une attaque à son autorité. Il prêta l'oreille aux conseils de Karamzine et d'Araktchéef. Il décréta un *acte additionnel à la constitution*, qui supprimait la publicité des séances de la diète. Après la

session de 1822, la convocation des États fut ajournée indéfiniment. La liberté de la presse fut restreinte, la police devint plus tracassière. Les militaires se plaignaient de la sévérité et parfois de la brutalité du grand-duc Constantin, qui était plein de bonnes intentions, qui aimait la Pologne et qui l'avait prouvé en sacrifiant à une Polonaise la couronne de Russie, mais qui ne pouvait maîtriser son caractère impétueux et fantasque. Les officiers qui avaient servi sous Dombrovski, Poniatovski, Napoléon Ier, s'accommodaient mal de la discipline moscovite. Les anciennes jalousies, les haines nationales, avivées par les événements de 1812, tendaient à se réveiller entre les deux peuples. Outre les mécontents polonais qui se plaignaient des violations de la constitution de 1815, et qui s'indignaient que l'empereur n'eût pas encore restitué au royaume les palatinats de la Russie Blanche, il y avait les irréconciliables qui rêvaient soit la constitution du 3 mai 1791, soit l'établissement d'une république, et qui prétendaient rétablir la Pologne dans son ancienne indépendance et ses anciennes limites. Des associations secrètes, *templiers* et *société patriotique*, se formèrent. Le procès des *décembristes* russes avaient révélé une entente entre les conjurés des deux nations.

Constantin avait eu un autre tort : celui d'insister auprès de l'empereur Nicolas pour que l'armée polonaise ne fût pas employée contre les Turcs. Il l'aimait à sa manière, cette armée, et l'on cite ce mot de lui : « Je déteste la guerre, elle gâte les armées. » Des victoires remportées en commun sur les anciens ennemis des deux peuples slaves auraient pu créer entre l'armée russe et l'armée polonaise un lien de fraternité militaire, donner une issue à l'ardeur belliqueuse de la jeunesse polonaise, sanctionner par la gloire l'union des deux couronnes. L'impopularité de Constantin s'accrut de cette fausse démarche. Pourtant rien n'était encore compromis. Lorsque l'empereur Nicolas vint en mai 1830 ouvrir en personne la diète, qui depuis son avénement n'avait pas été réunie, sa présence à Varsovie excita quelques espérances. Malgré la réserve

que s'imposèrent les députés, ils ne purent s'empêcher de rejeter encore le malencontreux projet de loi sur le divorce, de formuler des plaintes contre les ministres et d'émettre un vœu pour la réunion des provinces lithuaniennes. Ce vœu n'aurait d'ailleurs pu être réalisé par Nicolas, sans blesser profondément le patriotisme et les droits de la Russie. Le « roi de Pologne » et son peuple se séparèrent plus mécontents l'un de l'autre ; les sociétés secrètes conspirèrent plus activement et les nouvelles de Paris trouvèrent préparés tous les éléments d'une révolution.

Le soir du 17-29 novembre, les jeunes gens de l'école des porte-enseignes se soulevèrent à la voix du sous-lieutenant Vysoçki. Comme ils demandaient des cartouches : « Des cartouches! s'écria Vysoçki, vous en trouverez dans les gibernes des Russes! en avant! » Tandis que cent trente d'entre eux surprenaient les casernes de la cavalerie russe, une troupe peu nombreuse courait au palais du Belvédère, où résidait le césarévitch. Constantin n'eut que le temps de fuir ; le directeur de la police et d'autres fonctionnaires tombèrent sous les coups des conjurés. En quelques instants, toutes les troupes polonaises, infanterie, bataillon de sapeurs, artillerie à cheval, régiment de grenadiers, se portèrent sur l'arsenal, s'emparèrent de quarante mille fusils et distribuèrent des armes au peuple insurgé. Cinq généraux polonais, accusés de trahison envers la cause nationale, furent massacrés. Le brave général Noviçki, victime d'une erreur de nom, eut le même sort. Le grand-duc, en voyant le développement de l'insurrection, se décida à évacuer la ville et se retira au village de Virzba : il renvoya même à Varsovie le régiment des chasseurs à cheval polonais qui seul lui était resté fidèle.

Le prince Lubeçki s'était hâté de convoquer le Conseil d'administration, auquel on adjoignit un certain nombre de citoyens influents. La majorité de ce conseil pensait que la lutte avec la Russie était un acte de démence, et supplia le peuple de faire cesser « toutes les agitations

avec la nuit qui les avait couvertes de son voile. » Ces avis ne furent pas écoutés; la foule appela d'autres hommes aux affaires : les princes Czartoryski et Ostrovski, Malakhovski, le célèbre professeur et historien Lélével. On organisa les étudiants en légion d'élite; Lélével ouvrit un club patriotique et publia un journal quotidien, le *Patriote*. On nomma généralissime Chlopiçki, vaillant officier, qui avait servi avec distinction sous Napoléon; mais Chlopiçki ne voyait de salut pour la Pologne que dans une prompte réconciliation avec l'empereur; il envoya des négociateurs à Saint-Pétersbourg, au quartier général du grand-duc, même à Londres et à Paris, pour obtenir une médiation des puissances occidentales. Deux partis s'étaient dessinés dans le mouvement : les modérés qui voulaient rétablir le lien brisé avec le gouvernement légal, en sollicitant au besoin une réforme de la constitution et l'annexion des palatinats lithuaniens; les démocrates qui demandaient la déchéance des Romanof, l'indépendance du pays et le recouvrement par les armes des provinces perdues. Nicolas repoussa toute pacification qui n'aurait pas pour préliminaire une soumission immédiate et sans conditions : sa proclamation ôtait aux insurgés toute espérance « d'obtenir des concessions pour prix de leurs crimes. » Dès lors le parti de la guerre dut l'emporter à Varsovie sur celui de la paix. Chlopiçki, mécontent des agissements du parti avancé, avait donné sa démission de généralissime; il finit par accepter la dictature et se résigna, sans espoir de succès, à organiser la défense, tout en continuant les négociations. Il était surtout en désaccord avec Lélével : celui-ci pensait que les Polonais devaient prendre l'offensive, se jeter sur la Lithuanie et la Volynie, armer les paysans, décréter la levée en masse, affirmant que toute insurrection qui ne s'étend pas est condamnée à périr. « Eh bien! s'écria Chlopiçki impatienté, faites-vous-mêmes la guerre avec vos faucheurs! » et il se démit de la dictature pour prendre un commandement secondaire.

La diète s'était réunie; elle avait nommé généralissime le prince Radzivill, homme faible et sans talents militai-

res. Son élection fut saluée des cris : « En Lithuanie ! en Lithuanie ! » Dans la séance du 13-25 janvier, le comte Jézierski, l'un des deux négociateurs envoyés à Saint-Pétersbourg par Chlopiçki, rendit compte de leur entrevue avec l'empereur. Les réponses de Nicolas ne laissaient pas plus d'espoir que sa proclamation du 17 décembre. Il refusait d'entrer en pourparlers avec ses sujets rebelles. Il rejetait bien loin l'idée de dépouiller la Russie des provinces lithuaniennes au profit de la Pologne. Il considérait comme un devoir sacré d'étouffer l'insurrection et de punir les coupables, ajoutant que si la nation s'armait contre lui, ce seraient les canons polonais qui anéantiraient la Pologne. Alors la diète proclama les Romanof déchus du trône royal. Elle avait cru engager par cette démarche les cours d'Occident à une résolution ; en réalité elle venait de rendre impossible toute tentative de médiation pacifique, les Polonais ayant abandonné le terrain des traités de 1815, les seuls que pût invoquer la diplomatie européenne. Quant à une intervention à main armée, devant l'hostilité des puissances germaniques, l'Angleterre, ni même la France n'y pouvaient songer. Vainement la population parisienne manifestait énergiquement ses sympathies; vainement les chambres retentissaient d'adresses belliqueuses ; toutes ces démonstrations restèrent sans effet. Six jours après l'acte de déchéance, la diète polonaise institua un gouvernement provisoire composé de cinq membres : Adam Czartoryski, président; Barzikovski, Niémoiévski, Moravski, enfin Joachim Lélével qui représentait dans ce conseil suprême les tendances démocratiques.

Le césarévitch avait complétement évacué le royaume ; la forteresse de Modlin et toutes les autres étaient au pouvoir de l'insurrection; on avait élevé, pour protéger Varsovie du côté de l'est, une tête de pont formidable ; les forces polonaises avec les nouvelles levées s'élevaient à quatre-vingt-dix mille hommes, bien pourvus d'artillerie. En février 1831, par un froid rigoureux, cent vingt mille Russes, sous le commandement du héros du Balkan, Diébitch *Za-*

*balkanski*, entrèrent en Pologne, refoulant sur Varsovie les détachements polonais. Le général insurgé Dverniçki remporta un avantage au combat de Stoczek; deux jours de bataille (19 et 20 février) à Grochov, glorieux pour les Polonais, n'empêchèrent pas les Russes de se rapprocher de Varsovie; les combats de Bialolenska et du bois de Praga (24 et 25 février) les amenèrent presque sur le faubourg de Praga. Radzivill déposa alors son commandement et eut pour successeur Skrzyneçki. Le gros de l'armée russe avait abandonné le rivage de la Vistule, sauf trois petits corps, celui de Rosen à Dembévilkié, celui de Geismar à Waver, et un troisième sous Praga. Le général polonais les attaqua à l'improviste, battit Geismar à Waver, Rosen à Dembévilkié et Iganié, mais n'osa pousser plus loin ses avantages. Une expédition dirigée contre la Volynie, par Dverniçki, échoua complétement; il fut rejeté en Gallicie. Celle de Lithuanie aboutit à un désastre sous Vilna; les Polonais durent passer la frontière de Prusse; une seule division, celle de Dembinski, rentra dans Varsovie. Dans l'intervalle, Skrzyneçki, ayant attaqué l'aile droite des Russes à Ostrolenka, sur la Narev, fut, après une bataille sanglante, rejeté de l'autre côté du fleuve (26 mai). Le choléra sévissait dans les deux armées; il emporta successivement Diébitch et le grand-duc Constantin.

Les divisions politiques vinrent, comme toujours, affaiblir la Pologne. A la suite de scènes violentes, Skrzyneçki fut remplacé par Dembinski, puis par Malakhovski. Deux jours d'émeute ensanglantèrent la ville : le peuple fit un massacre dans les prisons. Les modérés prirent peur et Czartoryski s'enfuit sous un déguisement. Le gouvernement provisoire démissionna entre les mains de la diète qui investit le général Krukoviéçki d'un pouvoir dictatorial. Il fit exécuter quelques-uns des émeutiers, mais ne réussit pas à ramener la concorde.

Le successeur de Diébitch, Paskiévitch Érivanski, fort du concours bienveillant de la Prusse qui lui ouvrait ses arsenaux et ses magasins de Dantzig et de Kœnigsberg,

avait franchi la Vistule au-dessous de Varsovie et transporté le théâtre des opérations sur la rive gauche. Il comptait attaquer la capitale, non pas du côté de Praga, comme avait fait Souvorof, mais du côté de Vola et du faubourg de Czysté. A ces deux faubourgs correspondaient deux demi-cercles de retranchements concentriques; mais les Russes ne rencontraient plus, comme du côté de Praga, l'obstacle de la Vistule. Le 6 septembre, les Russes attaquèrent Vola où fut tué le général Sovanski, qui avait perdu une jambe à la Moskova et Vysoçki, l'instigateur de la révolution. Le même jour Paskiévitch commença à canonner Czysté et la ville. Le lendemain Krukoviéçki proposa une capitulation; Paskiévitch exigea la soumission sans condition de l'armée et du peuple, la reddition immédiate de Varsovie, le rétablissement du pont de Praga, la retraite des troupes sur Ploçk. La diète ayant laissé passer le délai fixé pour une réponse, Paskiévitch recommença l'attaque. Krukoviéçki avait bien accepté ses conditions; mais dans l'intervalle il avait été remplacé par Niémoiévski. Déjà Czysté était en flammes et les Russes escaladaient les remparts de la ville quand les Polonais capitulèrent. « Sire, Varsovie est à vos pieds, » écrivit Paskiévitch à l'empereur. — « L'ordre règne à Varsovie. » telle fut l'oraison funèbre de l'insurrection par l'Europe officielle. 35 000 Polonais furent désarmés à la frontière de Prusse, et 15 000, avec Ramorino, en Gallicie.

Ce n'était pas seulement Varsovie, mais la Pologne elle-même qui était aux pieds de Nicolas. Des mouvements partiels, de nouveaux complots devaient plus tard aviver son ressentiment. Pour le moment, il était heureux de faire un exemple, d'effrayer la révolution européenne. Les séquestres, les confiscations de biens, les emprisonnements, les déportations en Sibérie servirent de commentaires à l'*amnistie*. La constitution octroyée par Alexandre fut anéantie : les ministères abolis et remplacés par de simples commissions qui ressortissaient aux divers ministères de la Russie : les directeurs de ces commissions formèrent, sous la présidence du *namiéstnik*, le Conseil de gouverne-

ment. Plus de diètes, la Pologne était administrée par des fonctionnaires du tsar. Plus d'armée polonaise, elle était fondue dans l'armée impériale. Les ordres nationaux ne furent conservés que comme ordres russes, distribués aux plus zélés serviteurs du gouvernement. Successivement, on introduisit dans le royaume le système d'impôts, la procédure, les monnaies de la Russie. Les anciens palatinats historiques furent remplacés par des gouvernements russes, les anciennes divisions modifiées. A partir de 1844, cinq gouvernements : Varsovie, Radom, Lublin, Plock, Modlin. Voilà ce qui se passait dans la Pologne proprement dite.

Dans la Lithuanie et la Russie Blanche, l'élément polonais fut surveillé plus étroitement; les germes de polonisme déposés par l'administration scolaire de Czartoryski furent étouffés; en réponse à l'insurrection lithuanienne, l'université de Vilna fut supprimée et la langue polonaise bannie des écoles. Afin de rattacher plus étroitement les *provinces du sud-ouest* à la Russie, Nicolas, soutenu de l'évêque Joseph Siémaszko, poursuivit l'abolition de l'*union*. Les évêques et le clergé uniate signèrent l'acte de Polotsk où ils demandaient à rentrer au sein de l'Église nationale orthodoxe, demande que le saint-synode s'empressa d'accueillir (1839). Une partie des moines et des fidèles résistèrent. Siémaszko, devenu métropolite en récompense de ses services, organisa des missions où l'on ne commit pas moins de violences et d'excès de zèle pour détruire l'union que le parti jésuitique du dix-septième siècle n'en avait employé pour la fonder. L'affaire des religieuses de Minsk notamment fit scandale. Les paysans orthodoxes profitèrent du moins de cette révolution religieuse : afin de les garantir contre la mauvaise volonté de leurs maîtres restés catholiques ou uniates, on prescrivit aux autorités de la Russie Blanche et de la Lithuanie de faire dresser des *inventaires* qui établiraient exactement le chiffre de leurs redevances et le montant de leurs prestations. Les inventaires mettaient fin à l'arbitraire des seigneurs : c'était un commencement d'émancipation.

**Hostilité contre la France : question d'Orient. Révolution de 1848 : intervention en Hongrie.**

L'insurrection de la Pologne avait eu pour conséquence, dans la politique générale, un rapprochement plus intime entre les trois puissances du Nord, qui s'engagèrent par un traité à se livrer mutuellement leurs sujets rebelles, et une sorte de rupture entre la Russie et les puissances occidentales qui avaient marqué le plus de sympathies à la cause polonaise. Nicolas Ier, le représentant par excellence de la conservation européenne, voyait dans la France surtout le foyer sans cesse renaissant des révolutions. Il voulait l'immobilité du monde; or, périodiquement, Paris ébranlait de ses *journées* le sol européen. La révolution de 1830 avait renversé son allié Charles X, soulevé la Belgique, l'Italie centrale; elle avait eu pour conséquence la révolution de Pologne. Les sympathies françaises pour la Pologne se manifestaient hautement : il y avait eu à Paris des émeutes, des vitres brisées à l'ambassade russe; quatorze adresses s'étaient succédé dans les chambres à chaque nouvelle session; les Polonais proscrits n'avaient trouvé nulle part un accueil plus sympathique; des écoles polonaises s'étaient fondées pour leurs enfants. Sous la protection française, la révolution européenne et l'émigration polonaise avaient fait alliance étroite : en Hongrie, en Turquie, au Caucase, partout Nicolas allait retrouver ces bannis, ces hôtes de la France. Il n'avait pas attendu ces actes d'hostilité pour se déclarer contre nous. Ses rapports avec Louis-Philippe, le roi de Juillet, ne furent qu'une longue série de froissements, de tracasseries, d'outrages à peine déguisés. Dans sa réponse à la notification d'avénement du nouveau souverain, il avait qualifié la révolution dont Louis-Philippe tenait ses droits « d'événement à jamais déplorable ». Il affectait avec les représentants de la France une politesse impertinente, ou donnait a entendre que les égards qu'il leur témoignait s'adressaient à leur mérite personnel, non à leur qualité diploma-

tique. MM. de Bourgoing, de Barante, le maréchal Maison, Casimir Périer fils, furent successivement aux prises avec cette fausse situation.

La malveillance de Nicolas se traduisait par des démarches d'une autre gravité, par des manifestations menaçantes, des déploiements de forces militaires, des congrès de souverains qui semblaient annoncer la reconstitution de la Sainte-Alliance, des essais de coalition, même des violations flagrantes des traités. Nicolas devait un jour cruellement expier les dangereuses satisfactions d'amour-propre que lui donnaient ces vaines provocations à la France et aux idées nouvelles. Cette situation de roi des rois, de chef des gouvernements monarchiques, d'arbitre de l'Europe, que lui laissait prendre la complaisance de la Prusse et de l'Autriche, était plus apparente que réelle. Il y avait là plus de prestige que de force La prétendue politique de principes, cette fois encore, ne devait pas porter bonheur à la Russie.

Lorsque, en décembre 1832, l'armée égyptienne sous Ibrahim, victorieuse à Beïlan et Konieh, sembla menacer Constantinople, la Turquie s'adressa aux puissances européennes. La Russie répondit la première à cet appel en envoyant sa flotte dans le Bosphore, en débarquant 10 000 hommes sur la côte de l'Asie, en faisant avancer 24 000 hommes vers le Pruth. La France et l'Angleterre, par l'organe de l'amiral Roussin et de lord Ponsonby, protestèrent : elles obtinrent à la fois l'éloignement des forces russes, la retraite de l'armée égyptienne, et le traité de Kutaieh entre le sultan et le vice-roi. Tout paraissait terminé lorsque le bruit se répandit que le comte Orlof avait signé avec la Porte le traité d'Unkiar-Skélessi, qui, sous les apparences d'une alliance offensive et défensive, consacrait la dépendance de la Turquie vis-à-vis de la Russie (8 juin 1833). Chacune des deux parties contractantes s'engageait à fournir à l'autre tous les secours nécessaires pour assurer « la tranquillité et la sécurité de ses Etats ». Ce dernier article pouvait, dans un empire aussi constamment troublé que la Turquie, entraîner une

occupation permanente par les forces russes. Dans un article secret, le sultan s'engageait, si le tsar était attaqué, à fermer le détroit des Dardanelles et à ne permettre à aucun navire de guerre étranger d'y pénétrer sous un prétexte quelconque. L'Angleterre et la France protestèrent énergiquement. Ce traité ne reçut, d'ailleurs, aucune exécution.

Lorsque la guerre recommença entre l'Égypte et la Turquie et qu'au sultan Mahmoud succéda son fils Abdul-Medjid (1839), Nicolas profita des vives sympathies que témoignait la France au vice-roi pour nous isoler complétement des autres puissances. L'Angleterre, toujours jalouse de maintenir l'intégrité de l'empire ottoman, s'éloigna alors de la France pour se rapprocher des Russes; elle s'associa au complot qui avait pour but de nous exclure du concert européen. Le tsar vit avec satisfaction l'affront fait à la France par le traité de Londres (15 juillet 1840) conclu entre la Grande-Bretagne, la Russie, l'Autriche et la Prusse, l'irritation causée à Paris par l'intervention des Anglais, Autrichiens et Turcs en Syrie, les embarras où nous jetait la politique belliqueuse du cabinet Thiers et l'imminence d'un conflit où, pour un si faible intérêt, nous aurions contre nous une coalition générale des grandes puissances. L'Angleterre, qui s'était éloignée de nous, pour défendre la Turquie contre l'Égypte, sentit bientôt la nécessité de se rapprocher de la France pour garantir Constantinople contre le protectorat russe. La France, à l'occasion de la *convention des détroits* (13 juillet 1841), fut amenée à rentrer dans le concert européen. Nicolas avait joué le rôle singulier de garant de l'intégrité ottomane; il s'était allié à son ennemie et rivale naturelle l'Angleterre; mais au prix de ces inconséquences, il s'était donné le plaisir d'humilier le gouvernement de Louis-Philippe et de l'exposer aux dangers d'une guerre générale.

Pendant toute cette période, il avait redoublé de mauvais procédés envers la France. En 1833, il avait convoqué le congrès de Münchengraetz, où se rencontrèrent les souverains de Russie, d'Autriche et de Prusse, ainsi que leurs

principaux ministres; en 1835, il avait passé en revue aux manœuvres de Kalisch une armée de 90000 hommes, en présence du roi de Prusse, des archiducs autrichiens et d'une multitude de princes; la même année il avait tenu un congrès à Tœplitz avec les deux souverains allemands. A l'occasion de la mort de Charles X, il avait ordonné dans sa cour un deuil de vingt-quatre jours.

En 1846, des troubles éclatèrent dans la Gallicie autrichienne : les gentilshommes avaient fait une levée de boucliers contre l'Autriche, les paysans à leur tour se soulevèrent contre les seigneurs. La ville libre de Cracovie avait donné asile aux réfugiés et permis l'installation chez elle d'un gouvernement provisoire polonais qui, essayant de réconcilier les seigneurs et les paysans, promettait à ceux-ci l'abolition de toutes les servitudes et le partage des biens nationaux. Nicolas se retrouva dans son rôle de dompteur des révolutions : ses troupes entrèrent les premières dans Cracovie, où elles furent suivies de celles de l'Autriche et de la Prusse. Les souverains prononcèrent la suppression de la république de Cracovie et son annexion à l'Autriche. La France et l'Angleterre ne purent que protester contre cette violation des traités de 1815.

La révolution de 1848 vint ébranler l'Europe dans des proportions jusqu'alors inouïes. Non-seulement l'Italie tout entière et l'Allemagne occidentale suivirent le mouvement; mais des pays qui jusqu'alors semblaient réfractaires aux idées nouvelles et qui avaient été comme le boulevard de l'Europe monarchique contre l'esprit révolutionnaire, se mirent en insurrection : l'ébranlement se propageait jusqu'aux frontières de la Russie. La constitution germanique était renversée; les Allemands réunissaient le parlement de Francfort, les Slaves le congrès de Prague; l'empereur Ferdinand était chassé de Vienne; à Berlin, Frédéric-Guillaume IV saluait les cadavres promenés par l'émeute; la Hongrie se soulevait à la voix de Kossuth; même les principautés danubiennes, travaillées par le parti de l'unité roumaine, renversaient en Valachie l'hospodar Bibesco, en Moldavie l'hospodar Stourdza. Où s'arrêterait

le mouvement? On découvrait des conspirations en Russie; la Pologne, dont les ouvriers parisiens promenaient le drapeau dans leurs manifestations tumultueuses, frémissait.

En face de la révolution européenne se dressa l'empereur Nicolas. Il agit d'abord dans les pays les plus rapprochés de lui : il pesa sur le roi de Prusse pour l'empêcher d'accepter la couronne impériale d'Allemagne; il protesta contre les événements de Bucharest et fit entrer une armée dans les principautés; il saisit le moment où l'insurrection hongroise était ébranlée par la contre-insurrection croate, pour répondre à l'appel du jeune empereur François-Joseph. En Hongrie, d'ailleurs, les régiments russes allaient rencontrer leurs vieux ennemis de 1799, de 1812, de 1831, les irréconciliables légions polonaises, réorganisées sous Bem et Dembinski. Paskiévitch fut chargé de compléter dans les plaines de la Hongrie sa victoire de Pologne. Il battit l'armée polono-hongroise sur plusieurs points, occupa toute la Transylvanie, et obligea le généralissime Georgey à signer en rase campagne la capitulation de Villagos (12 août 1849) « La Hongrie est aux pieds de Votre Majesté, » écrivit Paskiévitch. Nicolas la mit sous les pieds de François-Joseph, qui la traita plus cruellement que Nicolas n'avait traité la Pologne.

L'intervention du tsar dans la question danoise eut de plus heureux résultats : en 1852, Nicolas obligea les Prussiens à retirer leurs troupes des duchés et à ne plus soutenir les Holsteinois insurgés; il s'unit aux autres puissances pour faire reconnaître au traité de Londres (8 mai) l'intégrité de la monarchie danoise.

A l'autre extrémité de l'Europe, un homme semblait collaborer avec Nicolas pour l'extermination de la révolution européenne. Par l'expédition de Rome, il anéantissait la république italienne; par le coup d'Etat de décembre, la république française. Nicolas, presque réconcilié avec le nom odieux de Bonaparte, avec l'imminente restauration d'un empire napoléonien, disait : « La France a donné l'exemple du mal, elle donnera celui du bien; j'ai foi dans la sagesse de Louis-Napoléon. » Le second Empire lui

préparait une expiation de ses procédés hostiles et impolitiques vis-à-vis de la monarchie de Juillet et de la république de 1848. Les vœux qu'il faisait pour le coup d'État se réalisèrent pour son châtiment. Sa puissance jeta un dernier éclat lorsque, le 15 mai 1852, il passa en revue l'armée autrichienne sur les glacis de Vienne, et serra sur son cœur le souverain de cette Autriche dont « l'ingratitude allait étonner l'Europe ».

### Deuxième guerre de Turquie; les alliés en Crimée. Réveil de l'opinion russe.

En Orient, Nicolas s'irritait de voir son influence tenue en échec par celle de la France et de l'Autriche. La France, dans la question des *lieux saints*, venait d'obtenir une solution favorable aux prétentions des communautes catholiques : « la Porte autorisait les Latins à construire une armoire dans la grotte de Bethléem. » Lors de l'invasion d'Omer-Pacha dans le Monténégro, c'était l'ambassadeur d'Autriche qui, en dehors de la Russie, avait obtenu la retraite des troupes ottomanes. Nicolas affecta de voir dans ces deux décisions de la Porte une atteinte au droit de protectorat sur les chrétiens d'Orient que conféraient au souverain russe les traités de Kaïrnadji, de Bucharest et d'Andrinople. Le prince Menchikof fut envoyé à Constantinople avec mission d'obtenir une nouvelle reconnaissance de ce droit et des garanties pour l'avenir. La Porte, qui se sentait soutenue par la France (le 20 mars une flotte française avait paru dans les eaux de la Grèce), refusa; Menchikof, après avoir inutilement formulé son *ultimatum*, rompit avec éclat et quitta Constantinople. L'Angleterre hésitait à prendre parti dans une querelle où elle ne voyait d'abord que la question des lieux saints et les prétentions de la France. Mais le 9 et le 14 janvier 1853, deux entretiens confidentiels de Nicolas avec l'ambassadeur anglais sir Hamilton Seymour révélèrent au ministère britannique toute la portée des plans de Nicolas. Il ne s'agissait de rien moins que de liquider la succession de l'*homme malade* :

la Serbie, les Principautés, la Bulgarie formeraient des États indépendants sous la protection de Nicolas; quant à Constantinople, si les circonstances l'obligeaient à l'occuper, il s'y établirait en dépositaire, non en propriétaire; l'Angleterre à son tour serait libre de s'assurer de territoires à sa convenance, pourvu qu'elle ne s'établît pas à Constantinople. « Maintenant, avait-il dit, c'est en ami et en *gentleman* que je vous parle; si nous parvenons à nous entendre sur cette affaire, l'Angleterre et moi, peu m'importe le reste, je tiens peu à ce que feront ou penseront *les autres*. » Il insistait sur ce dernier point: « Lorsque nous sommes d'accord, je suis complétement sans inquiétude quant à l'occident de l'Europe: ce que d'*autres* pensent au fond est de peu d'importance. » Ces *autres* c'étaient la France d'abord, l'Autriche ensuite. Nicolas se flattait de séduire et d'entraîner les Anglais: surtout il n'entrait pas dans ses calculs que la France napoléonienne pût jamais faire alliance avec l'Angleterre de Waterloo, de Sainte-Hélène et d'Hudson Lowe. Ses imprudents épanchements avec Seymour opérèrent ce rapprochement jugé impossible. L'Angleterre prit peur; c'était elle maintenant qui poussait la France à des mesures énergiques. L'invasion des principautés lui parut comme une première mise à exécution des plans de démembrement.

Le 3 juillet 1853, en effet, les troupes russes franchirent le Pruth, sous le commandement du général Gortchakof; Nicolas lança une proclamation où il annonçait qu'il n'entendait pas commencer la guerre, mais qu'il voulait avoir un gage qui lui répondît de la stricte exécution des traités par le Divan. La flotte française et anglaise, se rapprochant alors des points menacés, prit position dans la baie de Bésika, sans franchir encore les détroits, que les stipulations des traités fermaient aux navires de guerre. La Russie déclara pourtant dans une circulaire que cette démarche la « plaçait sous le coup d'une démonstration comminatoire qui devait fatalement amener de nouvelles complications. »

L'Autriche proposa la réunion d'une conférence à Vienne:

les délégués des cinq puissances y assistèrent. La Prusse s'était rapprochée de l'Autriche. A ce moment la paix eût pu être assurée : le tsar était disposé à certaines concessions, pourvu que son droit de protectorat fût reconnu; la Turquie prit l'initiative de la guerre, en sommant la Russie d'évacuer les principautés. Les Turcs déployèrent dans cette guerre sur le Danube plus d'énergie que n'en attendaient les Russes. Le 30 novembre 1853, la destruction de la flotte turque à Sinope par l'amiral Nakhimof ôta toute espérance de voir localiser la guerre: la flotte française et anglaise, qui au début des hostilités était entrée dans le Bosphore, pénétra cette fois dans la mer Noire et obligea la flotte russe à se renfermer dans les ports.

Le 29 janvier 1854, Napoléon III avait adressé à Nicolas une lettre autographe, qui était une dernière tentative de paix : les choses étaient déjà trop avancées ; la réponse du tsar ne laissa plus d'autre issue que la guerre. Sur ces entrefaites l'Angleterre avait été amenée à publier les dépêches de Seymour sur ses entretiens avec Nicolas : cette violation du secret demandé par l'empereur, « parlant en ami et en *gentleman* », irrita profondément la Russie. Ces révélations eurent de graves conséquences : la France, l'Autriche, la Prusse virent à quel point elles étaient sacrifiées dans les desseins de Nicolas et son mépris pour ce que pouvaient faire ou penser *les autres*. Le 12 mars 1854, la France et l'Angleterre avaient assuré leur appui à la Turquie ; le 10 avril, elles conclurent leur traité d'alliance offensive et défensive ; le 20 avril, l'Autriche, qui faisait une menaçante concentration de troupes sur le Danube, signait avec la Prusse un traité de garantie et un traité d'alliance pour le cas où le tsar attaquerait l'Autriche ou franchirait les Balkans. Nicolas avait trouvé moyen d'unir toute l'Europe contre lui.

L'immense supériorité de la marine des alliés leur permit d'attaquer la Russie dans toutes les mers. Dans la mer Noire, ils bombardèrent le port militaire d'Odessa (22 avril 1854) tout en respectant la ville et le port de commerce ; les établissements russes sur la côte du Caucase,

Anapa, Redout-Kalé, Soukoum-Kalé, avaient été incendiés par les Russes eux-mêmes. Dans la Baltique, ils bloquèrent Cronstadt, débarquèrent aux îles d'Aland, prirent la forteresse de Bomarsund (16 août 1854), et, en 1855, bombardèrent Svéaborg. Dans la mer Blanche, ils attaquèrent le monastère fortifié de Solovétski. Dans la mer d'Okhotsk, ils bloquèrent les ports sibériens, détruisirent les arsenaux de Pétropavlovsk, inquiétèrent la position des Russes sur le fleuve Amour.

Les Russes, menacés par les concentrations autrichiennes en Transylvanie, par le débarquement des Anglais et des Français à Gallipoli, puis à Varna, avaient tenté un dernier effort pour s'emparer de Silistrie dont le siége (d'avril à juillet) leur avait déjà coûté beaucoup d'hommes : ils échouèrent. Dans la Dobrudscha, une expédition dirigée par les Français n'eut aucun résultat militaire : nos colonnes furent décimées par le choléra et les fièvres paludéennes. Les Russes se décidèrent à évacuer les principautés : elles furent occupées par les Autrichiens, d'accord avec l'Europe et le sultan. La guerre sur le Danube était finie : la guerre de Crimée commençait[1].

Elle avait été décidée par un conseil tenu à Varna le 21 juillet entre les généraux des trois armées française, anglaise et turque. Le 14 septembre, 500 navires débarquaient auprès d'Eupatoria le corps expéditionnaire ; le 20, la bataille de l'Alma lui ouvrait la route de Sévastopol. Ce fut un coup de foudre pour la Russie ; depuis 1812 elle n'avait pas vu d'ennemis sur son territoire ; la Crimée, protégée par une flotte formidable, par des forteresses imprenables, par une armée nombreuse, lui semblait inattaquable ; or l'armée était battue ; la flotte de la mer Noire, coulée en partie à l'entrée de la rade de Sévastopol, ne servait plus qu'à en obstruer les passes ; Sévastopol, pris à l'improviste, était si insuffisamment protégé et armé, au moins du côté de la terre, que beaucoup de militaires

1. Voir Camille Rousset, *Histoire de la guerre de Crimée*, 2 vol. avec un atlas, et mon livre : *Français et Russes, Moscou et Sévastopol*

pensent encore qu'une marche hardie des Français après la bataille de l'Alma les eût rendus maîtres de la ville.

Pourtant, le premier moment de stupeur passé, on se mit à l'œuvre; on repara en quelques jours des années d'insouciance ou de brigandage administratif; habitants, soldats, marins mirent la main aux travaux de terrassement; en quelques jours, grâce à un miracle d'activité, le sol rocailleux de la Chersonèse se souleva en redoutes, en remparts couronnés de fascines; les bastions du Centre, du Mât, des deux Redans, de Malakof, si célèbres depuis, se hérissèrent de canons empruntés à la marine; 14 ou 15 000 marins, désireux de venger la ruine de la flotte, vinrent renforcer la garnison; les amiraux Kornilof, Istomine, Nakhimof, qui tous trois devaient périr sur le bastion Malakof, allaient diriger la defense. Les alliés avaient marché sur le port de Balaklava dont ils s'étaient emparés; ils prirent position au sud de Sévastopol, investissant à la fois la *ville* et la *Karabelnaïa*, se ravitaillant par les ports de Kamiesch et de Balaklava Du côté du nord, la place assiégée communiquait librement, par les ponts sur la grande rade, avec les forts du *Côté-Nord*, avec l'armée russe d'opération et pouvait recevoir continuellement des renforts et des munitions. C'était moins une ville assiégée par une armee que deux armées retranchées vis-à-vis l'une de l'autre, et conservant toutes leurs communications. A plusieurs reprises, les alliés furent troublés dans leurs travaux par l'*armée d'opération :* ils durent lui livrer le combat de Balaklava (25 octobre), la bataille d'Inkerman (5 novembre), le combat d'Eupatoria (17 février). Tandis que les alliés creusaient leurs parallèles, poussaient leurs galeries de mines, multipliaient leurs batteries, le genie russe, dirigé par Tottleben, renforçait les ouvrages de la ville, et, sous le feu de l'ennemi, en élevait de nouveaux, comme ceux de Transbalkan, Sélinghinsk, Volynie, Kamtchatka (*Ouvrages Blancs*, *Mamelon Vert*). Les alliés, malgré les souffrances d'un rigoureux hiver, s'établissaient de plus en plus solidement, bravant en un coin de la plage de Crimée toutes les forces de l'empire des tsars.

Nicolas, dans la journée du 26 décembre 1825, avait été sacré, dans le sang des conspirateurs, comme l'apôtre armé du principe d'autorité, comme l'ange exterminateur de la contre-révolution. Ce rôle, il l'avait tenu trente années, non sans gloire. Il avait dompté les révolutions polonaise, hongroise, roumaine, empêché la Prusse de céder aux séductions de la révolution allemande, aux appels de la révolution holsteinoise. Il avait, sinon humilié, du moins vexé la révolution française dans toutes ses manifestations légales, royauté de Juillet, république, empire. Il avait sauvé l'empire autrichien et empêché la création d'un empire allemand démocratique. Il s'était montré partout où le principe contraire avait semblé le provoquer. On l'a surnommé le Don Quichotte de l'autocratie : du héros de Cervantès il avait l'esprit chevaleresque, généreux, désintéressé, mais comme lui il représentait dans le monde nouveau un principe suranné. Son rôle de chef d'une Sainte-Alliance chimérique devenait chaque jour plus visiblement un anachronisme. Depuis 1848 surtout, les « aspirations » des peuples étaient en contradiction directe avec ses théories de despotisme patriarcal. Cette contradiction éclatait partout. En Europe, le prestige du tsar en était atteint. En Russie, il se soutenait encore; ses succès en Turquie, en Perse, au Caucase, en Pologne, en Hongrie, l'apparente déférence des princes d'Europe, lui permettaient de soutenir son rôle d'Agamemnon des rois. La Russie se croyait dédommagée de sa soumission absolue par la grandeur au dehors. On oubliait de réclamer contre les tracasseries de la police, les entraves imposées à la presse, l'isolement intellectuel de la Russie, on renonçait à contrôler le gouvernement, la diplomatie, la guerre, l'administration : on pensait que le laborieux monarque prévoyait tout, surveillait tout, menait tout à bien. Les hommes à « aspirations » libérales, les esprits chagrins et critiques, n'étaient point écoutés. Le succès répondait à toutes les objections timidement exprimées par quelques-uns. Il semblait justifier l'abandon, la confiance absolue, vis-à-vis du gouvernement.

Les désastres d'Orient furent un terrible réveil : les flottes invincibles de la Russie étaient contraintes de se réfugier dans les ports ou de se couler dans la rade de Sévastopol ; l'armée était vaincue à l'Alma par les alliés, vaincue à Silistrie par les Turcs si méprisés ; 50 000 Occidentaux, installés sous Sévastopol, insultaient à la majesté de l'empire ; les antiques alliances faisaient défaut, la Prusse laissait faire, l'Autriche *trahissait*. Le silence de la presse avait pendant trente ans favorisé les voleries des employés ; les forteresses, les armées avaient été détruites d'avance par la corruption administrative. On avait tout attendu du gouvernement, et la guerre de Crimée apparaissait comme une immense banqueroute de l'autocratie ; la monarchie patriarcale et absolue déposait son bilan devant l'invasion anglo-française. Plus les espérances avaient été grandes, plus il s'était trouvé de gens pour espérer la conquête de Constantinople, le bouleversement de l'Orient, l'extension de l'empire slave, la délivrance de Jérusalem, plus profonde, plus cruelle fut la déception. Alors, un mouvement prodigieux se manifesta en Russie ; les langues se délièrent ; à défaut de presse, une vaste littérature manuscrite courut sous le manteau et lapida le gouvernement de revendications inattendues, accusant tout le monde à la fois : l'empereur, les ministres, l'administration, les diplomates, les généraux :

« Réveille-toi, ô Russie ! disait un de ces pamphlets anonymes. Dévorée par les ennemis du dehors, ruinée par l'esclavage, honteusement opprimée par la stupidité des *tchinovniks* et des espions, réveille-toi de ce long sommeil d'ignorance et d'apathie ! Nous avons été tenus assez longtemps en servage par les successeurs des khans tatars. Lève-toi, dresse-toi, calme, devant le trône du despote, demande-lui compte du désastre national. Dis-lui hardiment que son trône n'est pas l'autel de Dieu, et que Dieu ne nous a pas condamnés à être éternellement esclaves. La Russie, ô tsar, t'avait confié le pouvoir suprême, et tu étais comme un dieu terrestre. Et qu'as-tu fait ? Aveuglé par la passion et l'ignorance, tu n'as recherché que le pouvoir, tu

as oublié la Russie. Tu as consumé ta vie à passer des revues de troupes, à modifier des uniformes, à signer les projets législatifs d'ignorants charlatans. Tu as créé la race méprisable des censeurs de la presse, afin de dormir en paix, afin de ne pas connaître les besoins, de ne pas entendre les murmures de ton peuple, afin de ne pas écouter la voix de la vérité. La vérité, tu l'as ensevelie, tu as roulé une grosse pierre contre la porte de son sépulcre, tu as placé une forte garde auprès de sa tombe, et dans l'enivrement de ton cœur, tu as dit : Pour elle, pas de résurrection ! Or, le troisième jour, la vérité s'est levée, elle est ressuscitée d'entre les morts. Avance, tsar ! comparais au tribunal de Dieu et de l'histoire ! Tu as sans merci foulé aux pieds la vérité, tu as refusé la liberté, tout en étant l'esclave de tes passions. Par ton orgueil et ton obstination, tu as épuisé la Russie, tu as armé le monde contre elle. Humilie-toi devant tes frères. Courbe ton front orgueilleux dans la poussière. Implore ton pardon, demande conseil. Jette-toi dans les bras de ton peuple. Il n'y a pas d'autre salut pour toi. »

Plus d'une fois, vers la fin de sa vie, le tsar s'était pris à douter ; mais ce doctrinaire du pouvoir absolu ne pouvait faire amende honorable. « Mon successeur, avait-il dit, fera ce qu'il lui plaira. Moi, je ne peux changer. » Il ne pouvait pas changer, il ne pouvait que disparaître. Il était l'homme d'un autre âge, une singularité dans l'Europe nouvelle. Quand de sa villa de Péterhof il put suivre les évolutions de la flotte ennemie, quand il entendit s'élever contre lui la voix immense de la nation jusqu'alors silencieuse, alors ce cœur orgueilleux saigna : l'*empereur de fer* se brisa. Il voulut mourir. Un jour de février 1855, malade déjà d'une forte grippe, il sortit sans pelisse par un froid de 23 degrés. Son médecin, Karrel, tenta de s'y opposer : « Vous avez rempli votre devoir, répondit l'empereur, laissez-moi remplir le mien. » D'autres imprudences aggravèrent son état. Il donna ses dernières instructions à son héritier ; lui-même dicta cette dépêche qu'il fit expédier dans les grandes villes de Russie : « L'empereur se meurt ! » Le 9 février (3 mars), il expira.

## CHAPITRE XXXVII.

### ALEXANDRE II (1855-1881).

Fin de la guerre de Crimée : traité de Paris. — L'acte du 19 février 1861. Réformes judiciaires, self-gouvernement local. — Insurrection polonaise. — Mouvement des esprits, progrès industriel, loi militaire. — Conquêtes en Asie. — Politique en Europe jusqu'à 1877.

**Fin de la guerre de Crimée : traité de Paris.**

Alexandre II, né en 1818, arrivait au pouvoir à trente-sept ans, dans des circonstances aussi difficiles à l'intérieur qu'à l'extérieur. « Le fardeau te sera lourd ! » lui avait dit son père en mourant. Son premier souci fut de terminer à des conditions honorables la guerre qui épuisait la Russie. Les fonds publics, sur la nouvelle de la mort de Nicolas, avaient monté à toutes les bourses de l'Europe. L'opinion pacifique en Europe ne se laissa pas même décourager par la proclamation, où le nouvel empereur se proposait « d'accomplir les vues et les desirs de nos illustres prédécesseurs Pierre, Catherine, Alexandre le bien-aimé et notre père d'impérissable mémoire. » Le jeune souverain savait mieux que personne combien les plans ambitieux de Pierre et de Catherine étaient peu appropriés aux circonstances. Une conférence s'ouvrit de nouveau à Vienne entre les représentants de l'Autriche, de la Russie et des deux puissances occidentales. On ne put s'entendre sur les garanties à exiger de la Russie : la France demandait la neutralisation de la mer Noire ou la limitation des forces navales que le tsar pourrait y entretenir. « Avant de limiter nos forces, pouvaient répondre Gortchakof et Titof, représentants de la Russie, prenez au moins Sévastopol ! »

Le siége continua. La Sardaigne venait à son tour d'envoyer 20 000 hommes en Orient. L'Autriche s'était engagée (2 décembre 1854) à défendre les principautés contre la Russie, et la Prusse à défendre l'Autriche. Napoléon III et la reine Victoria échangeaient des visites. Au général en chef Canrobert avait succédé Pélissier (16 mai). Dans la nuit des 22 au 23 mai, deux sorties des Russes furent repoussées ; les alliés occupèrent en force la rive gauche de la Tchernaïa ; une expédition détruisit les établissements militaires de Kertch, Iénikalé, occupa la mer d'Azof, bombarda Taganrog, ne laissa plus aux Russes d'autre ligne de ravitaillement que Pérékop : les Turcs occupèrent Anapa et appelèrent les Circassiens à l'insurrection.

Pélissier avait annoncé qu'il prendrait Sévastopol ; le 7 juin, il fait enlever d'assaut le Mamelon Vert et les Ouvrages Blancs ; le 18, il lance les Français contre Malakof et les Anglais contre le grand Redan ; les alliés sont repoussés avec une perte de 3000 hommes. Le 16 août, le contingent italien se distingue à la bataille de Traktir sur la Tchernaïa. Le dernier jour de Sévastopol était venu. 874 bouches à feu tonnaient contre les bastions et contre la ville : les Russes déployèrent une bravoure stoïque, une intrépidité à toute épreuve : dans les vingt-huit derniers jours du siége, ils perdirent 18 000 hommes, rien que par l'effet du bombardement. On avait lancé sur la ville un million et demi de boulets, bombes, obus, grenades. Les Français avaient creusé 80 kilomètres de tranchées pendant 336 jours de siége, et 1251 mètres de mines rien que devant le bastion du Mât ; ils avaient poussé leurs parallèles à trente mètres de Malakof. Sous un « feu d'enfer », dont le fracas s'entendait à plus de cent kilomètres à la ronde, les bastions russes croulaient, leurs blindages s'effondraient, les artilleurs tombaient par centaines, les soldats des réserves par milliers. Kornilof, Istomine, Nakhimof avaient succombé. Les assiégés n'avaient plus le temps de réparer les embrasures des batteries, de changer les pièces hors de service, à peine celui d'enlever les morts En un seul jour, 70 000 projectiles s'abattaient sur la

ville. On était à la veille du dénoûment. Le 8 septembre 1855, à midi, les batteries alliées cessèrent brusquement de tirer : les Français s'élancèrent sur Malakof et s'y maintinrent contre tout retour offensif; malgré l'échec des Anglais au grand Redan, Sévastopol était pris. Les Russes évacuèrent la ville et la Karabelnaïa, incendiant et faisant tout sauter derrière eux, et se retirèrent sur le côté nord. Pendant ce temps la marine avait continué à menacer les côtes : elle détruisit le fort de Kinburn, les Russes firent sauter celui d'Otchakof.

La Russie ne semblait pas encore sur le point de céder: Gortchakof annonçait à son armée réunie au nord de la rade de Sévastopol qu'il « n'abandonnerait pas volontairement ce pays, où saint Vladimir reçut l'eau du baptême. » Alexandre II venait encourager par sa présence ces vaillantes troupes et pleurait sur les ruines de la grande forteresse. Le journal officieux l'*Abeille* annonçait à l'Europe que « la guerre allait seulement devenir sérieuse et que Sévastopol détruit on en rebâtirait un plus considérable; » mais on ne pouvait plus se dissimuler que le pays voulait la paix. Cette guerre avait coûté 250 000 hommes; les banques ne payaient qu'en papier; le public refusait celui du gouvernement. L'Angleterre de son côté manifestait les dispositions les plus belliqueuses : Palmerston et la plupart des journaux britanniques ne trouvaient pas la Russie assez abattue; mais ici encore il était visible que la guerre tirait à sa fin. Le traité du 21 novembre 1855, entre la France et la Suède, ne comportait qu'une simple garantie, nullement l'alliance offensive annoncée par les gazettes. L'Autriche s'employait activement à rouvrir les négociations. La prise de Kars, en consolant l'amour-propre militaire de la Russie, la rendit plus traitable. Alexandre II déclara adhérer en principe à l'*ultimatum* des *quatre garanties* présenté par le comte Esterhazy et un congrès s'ouvrit à Paris le 25 février 1856 : la France, l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse, la Sardaigne, la Turquie y figurèrent; la Russie y était représentée par le baron de Brünnow et Alexis Orlof. La paix fut signée le

30 mars aux conditions suivantes : 1° la Russie renonçait à son droit exclusif de protection sur les principautés danubiennes et à toute immixtion dans les affaires intérieures de ces pays ; 2° la libre navigation du Danube devait être efficacement assurée par l'établissement d'une commission dans laquelle les parties contractantes seraient représentées ; chacune d'elles aurait le droit de faire stationner deux navires de guerre légers aux embouchures du fleuve ; la Russie consentait à une rectification de frontières qui laisserait à la Turquie et aux principautés roumaines tout le delta danubien ; 3° la mer Noire était neutralisée : ses eaux, ouvertes à la marine marchande de toutes les nations, étaient interdites aux navires de guerre, soit des puissances riveraines, soit de toute autre puissance ; il n'y serait créé ni conservé d'arsenaux maritimes militaires ; la Turquie et la Russie ne pouvaient y entretenir que dix bâtiments légers pour la surveillance des côtes ; 4° le hatti-schérif par lequel le sultan Abdul-Medjid renouvelait les priviléges religieux de ses sujets non-musulmans fut inséré dans le traité, mais avec cette clause que les puissances ne pourraient pas s'autoriser de cette insertion pour réclamer un droit d'immixtion dans les rapports du sultan et de ses sujets.

Le congrès avait en outre proclamé l'abolition de la course, l'inviolabilité de la propriété privée à bord des navires, sauf la contrebande de guerre, et l'obligation du blocus effectif. La Russie pouvait d'autant plus facilement adhérer à ces principes que c'étaient ceux qu'elle avait soutenus en 1780 et en 1801.

Par le traité de Paris, la Russie perdait à la fois la domination de la mer Noire et le protectorat des chrétiens d'Orient; ainsi furent anéantis les fruits de la politique de Pierre Ier, Anna Ivanovna, Catherine II, Alexandre Ier, et furent condamnés à la ruine les flottes et les ports de guerre créés par Potemkine, le duc de Richelieu, le marquis de Traversay, l'amiral Lazaref; ainsi les forteresses de Sévastopol, Kinburn, Iénikalé, étaient vouées à l'abandon. Les traités de Kaïrnadji, de Bucharest, d'Andrinople étaient

dépouillés de toutes les espérances de conquête et de domination qu'ils avaient fait naître. La politique imprudente de Nicolas avait compromis l'œuvre de deux siècles d'heureux efforts.

### L'acte du 19 février 1861. Réformes judiciaires ; self-gouvernement local.

Dans le manifeste qui annonçait à son peuple la fin de la guerre d'Orient, Alexandre II exprimait la conviction que, « par les efforts combinés du gouvernement et de la nation, » l'administration et la justice subiraient d'importantes réformes. Il comprenait que les désastres du Danube et de Crimée devaient être imputés en grande partie à l'administration, protégée dans ses abus par le silence de l'opinion, l'esclavage de la presse, les rigueurs de la police et de la censure. Une haute morale ressortait aussi des événements de 1855 : c'est qu'un peuple où la majorité de la population agricole était astreinte au servage ne pouvait rivaliser avec les nations européennes pour le progrès intellectuel, scientifique, industriel : or le succès dans la guerre moderne est la résultante de toutes les forces morales et matérielles d'un Etat. Le système qui consistait à gouverner la Russie sans aucune participation du pays à ses propres affaires, dans la routine et le silence des bureaux, était condamné. Les fonctionnaires, si orgueilleux sous Nicolas, baissaient la tête sous la réprobation publique : le nom de *tchinovnik*, si redoutable naguère, était devenu un terme de dérision et de mépris ; l'opinion l'associait naturellement à tout ce qui était suranné, ridicule ou odieux. Les serviteurs de l'autocratie, courbés sous le poids d'une accablante responsabilité, mettaient une sorte de pudeur à cacher les titres pompeux et les décorations qu'ils étalaient jadis avec tant de complaisance. Il semblait que la Russie *conservatrice* de Nicolas Ier fût rentrée sous terre : tout le monde se disait libéral. Un souffle d'espérance hardie et d'audacieuse initiative passait sur tout le pays : le mouvement, qui en 1861 n'embrassait que l'en-

tourage immédiat d'Alexandre Ier, s'étendait maintenant à la Russie entière. Mille voix s'élevaient dans les journaux, dans les revues, dans les livres, subitement émancipés, dans les salons et dans la rue, que la police, dans son effarement, oubliait de surveiller. Ce qu'on n'avait osé que murmurer dans la littérature manuscrite des derniers moments de Nicolas s'imprimait librement. « Le cœur tressaille de joie, disait un des principaux organes de la presse, dans l'attente des grandes réformes sociales qui sont sur le point d'être effectuées, réformes qui donneront pleine satisfaction à l'esprit, aux vœux et aux espérances du public. L'antique harmonie et communauté de sentiments qui, sauf dans de courtes et exceptionnelles périodes, a toujours existé entre le gouvernement et le peuple, est entièrement rétablie. L'absence de tout sentiment de caste, le sentiment d'une commune origine et d'une fraternité qui unit toutes les classes de la Russie en un seul peuple homogène, lui permettra d'accomplir, paisiblement et sans efforts, non-seulement ces grandes réformes qui ont coûté à l'Europe des siècles de luttes sanglantes, mais d'autres réformes encore que les nations de l'Ouest, enchaînées par leurs traditions féodales et leurs préjugés de castes, sont encore hors d'état d'accomplir. » On disait encore : « Nous avons à lutter au nom de la vérité la plus haute contre l'égoïsme et les mesquins intérêts du moment ; nous devons préparer nos enfants, dès leurs plus tendres années, à prendre part à cette lutte qui attend tout homme honnête. Nous devons remercier la guerre qui nous a ouvert les yeux sur les sombres côtés de notre organisation politique et sociale, et c'est notre devoir de profiter de la leçon. Mais on ne doit plus supposer que le gouvernement puisse, par ses propres forces, remédier à nos vices. La Russie ressemble à un vaisseau échoué, que le capitaine et l'équipage seraient impuissants à dégager seuls ; il ne peut être remis à flot que par le reflux tout-puissant de la vie nationale. » Les hommes de lettres, suspects et surveillés sous le règne précédent, menaient maintenant l'opinion. La littérature prenait un caractère

militant et pratique; on était bien loin de la querelle des romantiques et des classiques; on ne parlait plus que de chemins de fer, banques, éducation, agriculture, institutions communales, self-gouvernement local, réforme des lois, compagnies industrielles. « Il ne semblait pas étrange, dit M. Mackensie Wallace, qu'un drame fût écrit pour défendre le libre-échange ou un poëme pour préconiser une certaine forme d'impôts, ni qu'on exposât dans un conte ses idées politiques tandis que l'adversaire ripostait dans une comédie. » Les questions délicates que la presse russe craignait d'aborder, les hauts personnages qu'elle n'osait attaquer, l'exilé Hertzen à Londres s'en chargeait dans sa terrible *Cloche* (*Kolokol*), l'effroi des fonctionnaires prévaricateurs, dont les numéros proscrits pénétraient cependant par milliers en Russie et, étalés sur la table de l'empereur, lui dénonçaient les iniquités les plus cachées.

Dans sa hâte de réformes, l'opinion aurait voulu d'abord qu'on entreprît tout en même temps; mais on vit bientôt que toutes les questions étaient tenues en échec par celle de l'affranchissement des paysans. Qu'il fût question de self-gouvernement, d'éducation, de liberté industrielle, de service militaire, d'égalité devant la loi, on était toujours ramené à la réforme sociale. C'était donc par celle-là qu'il fallait commencer.

La population non libre de la Russie comptait alors 47 millions 200 000 individus, se subdivisant en 20 millions de paysans de la couronne, 4 millions 700 000 paysans des apanages, des mines et usines, etc., 21 millions de paysans de propriétaires et 1 million 500 000 *dvorovié* ou gens de service. Les paysans de la couronne et des apanages pouvaient être considérés comme des hommes libres, astreints à payer un fermage ou d'autres revenus bien définis et ne dépendant que de l'État, représenté soit par l'administration des domaines, soit par le département des apanages. Ils jouissaient même d'une sorte de self-gouvernement local : ils s'administraient dans leurs communes ou *mirs* par un *ancien* et un conseil élu. Ils étaient jugés par des tribunaux élus; ceux de villages et ceux de *volosts* ou

districts, qui appliquaient les coutumes paysannes. Il suffisait de mettre le nom sur la chose, en les proclamant libres de leur personne, et en abolissant certaines restrictions apportées à leur droit d'aller et venir, à celui d'acquérir des terres nouvelles ou de disposer de leurs biens ; c'est ce qui fut accompli par une série d'oukazes, dont le premier date de juillet 1858.

Il n'en était pas de même des paysans de propriétaires, ni des *dvorovié*. L'émancipation de ces 22 millions 500 000 hommes devaient constituer la révolution sociale la plus prodigieuse qui se fût accomplie en Europe depuis la Révolution française. L'affranchissement des paysans proprement dits, qui devait emporter pour eux la qualité de propriétaires d'une partie du sol qu'ils cultivaient, était une entreprise compliquée de difficultés de toutes sortes. Sur la question de liberté personnelle, tout le monde était d'accord ; sur la question de propriété, les dissentiments commençaient. Pour l'élucider, il fallait remonter aux origines historiques de la propriété russe, opter entre les systèmes et les théories formulés par les diverses écoles d'historiens. Les plus autorisés de ceux-ci montraient que le servage n'a pas été introduit en Russie par la conquête d'une race sur une autre : car c'est précisément dans les provinces conquises par les Russes, dans les pays finnois ou tatars, que le servage n'existait pas; c'est au contraire au sein du peuple conquérant qu'il était le plus développé et le plus rigoureux. Le servage a été consacré par une série d'actes émanés du pouvoir, et plus une province se trouve rapprochée du centre moscovite, plus on constate que le servage y est ancien et solidement établi : les régions du nord, les gouvernements d'Arkhangel et de Vologda en sont exempts. Le *krépostnoé pravo* est donc une institution moscovite, une création du pouvoir tsarien; il prend naissance à l'époque où, sous la pression du joug mongol, la société russe se hiérarchisa d'une façon rigoureuse, où le souverain de Moscou s'arrogea une autorité absolue sur ses nobles, en même temps que ses nobles s'en arrogèrent une semblable sur les paysans, leurs sujets. Le *krépostnoé*

*pravo* découla des besoins nouveaux de l'État naissant. La concession de domaines aux gens de guerre, aux nobles, fut la récompense du service militaire qu'on exigeait d'eux ; le revenu de la terre constitua leur solde, dut subvenir aux frais de leur équipement et de leur armement ; ils furent chargés en outre de gouverner et d'administrer les paysages de leur domaine, de faire tenir au prince le produit de la capitation, dont ils étaient constitués les percepteurs ; mais la terre n'avait de valeur que par le nombre de bras qui la mettaient en culture ; les revenus d'un domaine diminuaient avec le nombre des paysans ; le noble dont les paysans désertaient les possessions se trouvait ruiné, hors d'état de servir le prince. Pour que le service militaire fût assuré, pour que le produit de l'impôt foncier ne souffrît pas de diminution, il fallait empêcher le paysan d'émigrer. L'intérêt du noble comme l'intérêt de l'État exigeaient que la liberté d'aller et venir fût restreinte, que le noble fût armé vis-à-vis du mougik d'une autorité redoutable, que le laboureur fût fixé au sol. Presque partout, sans qu'aucune disposition législative fût intervenue, par la force des choses, par la logique du développement russe, le colon peu à peu devenait un serf. Légalement libre, le paysan était en fait un esclave ; légalement simple usufruitier, le noble devenait en fait propriétaire de la terre, propriétaire des paysans. L'état de choses créé par l'arbitraire fut ensuite régularisé par une série d'actes législatifs, qui, l'un après l'autre, vinrent restreindre la liberté du mougik et augmenter l'autorité du seigneur : tels furent les oukazes de Feodor Ivanovitch en 1592 et 1597, de Boris Godounof en 1601, de Vassili Chouiïski en 1607, de Pierre le Grand en 1723, de Catherine II pour la Petite-Russie en 1783.

Le paysan, tout en se résignant à ce régime, n'avait pas perdu entièrement la notion de son droit. Son droit antique à la propriété de la terre, il l'exprimait à sa manière dans ce dicton : « Nos dos sont au seigneur, mais la terre est à nous. » Il oubliait moins aisément que le gouvernement ce fait, que l'obligation pour le paysan de servir le seigneur

était corrélative de l'obligation pour le seigneur de servir le tsar. Quand Pierre III, dans son règne éphémère, dégagea la noblesse du service obligatoire à l'État, le paysan crut que le corollaire de ce premier oukaze serait un second oukaze dégageant le paysan du servage de la glèbe et des redevances au seigneur. De là les troubles de 1762, de là l'insurrection de 1773, où un faux Pierre III parut chargé de compléter l'œuvre de l'empereur défunt. Pendant la campagne de 1812, les paysans crurent un instant que Napoléon leur apportait la liberté; l'agitation fut également vive pendant la guerre de Crimée. Le servage était décidément le point faible de la Russie : un envahisseur pouvait soulever contre elle la guerre servile en même temps que la guerre étrangère.

On a vu les essais d'émancipation sous Alexandre Ier et l'oukaze de Nicolas en 1842. Celui-ci, par les édits de 1845, 1846, 1847, 1848, avait reconnu aux individus et aux communes le droit d'acquérir des biens-fonds. Un des ennemis de Nicolas n'a pu lui refuser ce témoignage : « Quelque hostile qu'il fût à toutes les idées de liberté, il faut lui rendre cette justice qu'il ne cessa, pendant toute sa vie, de nourrir l'idée d'émanciper les serfs. » (*La vérité sur la Russie.*) Il dut léguer cette tâche à son fils.

Alexandre II, en mars 1856, peu de jours après la signature du traité de Paris, dans une allocution au maréchal de la noblesse de Moscou, tout en se défendant de viser immédiatement à l'émancipation, invita cependant « sa fidèle noblesse » à rechercher les moyens propres à préparer l'exécution de cette mesure. Les propriétaires moscovites montrèrent d'abord peu d'enthousiasme. L'empereur dut se contenter d'instituer (2-14 janvier 1857) un « comité central d'*amélioration* de l'état des paysans. » Il comprit qu'une telle mesure ne serait effectuée que par une initiative énergique du pouvoir impérial. Cette même année, la noblesse des gouvernements de Kief, Volynie et Podolie, inquiète des mesures prises par Nicolas Ier, lors de la constitution des *inventaires*, s'avisa, dit Schnitzler, d'un moyen désespéré : « elle se déclara prête à donner la liberté aux

paysans, soit qu'elle pensât que l'idée d'une mesure si radicale effrayerait le gouvernement, soit qu'elle espérât qu'une telle opération aurait nécessairement pour base une indemnité pécuniaire proportionnée. » Elle fournit à l'empereur l'occasion qu'il cherchait pour donner à la question une décisive impulsion. Il autorisa par un rescrit la noblesse des trois gouvernements lithuaniens à procéder au travail d'émancipation; il fit envoyer ce rescrit et les instructions ministérielles qui en étaient le commentaire à tous les gouverneurs et à tous les maréchaux de la noblesse des provinces de l'empire, « pour leur information », et aussi, ajoutait la circulaire d'envoi, « pour votre gouverne, dans le cas où la noblesse du gouvernement confié à vos soins exprimerait la même intention que celle des trois gouvernements lithuaniens. » La noblesse des gouvernements de Saint-Pétersbourg, Nijni-Novgorod et Orel fit une réponse qui encouragea l'empereur.

Un autre encouragement lui vint de la presse, qui prit feu presque tout entière pour une mesure qui devait « ouvrir une nouvelle et glorieuse époque dans l'histoire nationale. » — « Toutes les sections du monde littéraire, dit M. Wallace, apportèrent des arguments à l'appui de la conclusion émancipatrice. Les moralistes déclarèrent que tous les vices dominants étaient le produit du servage et que le progrès moral était impossible dans une atmosphère d'esclavage; les légistes affirmaient que l'autorité arbitraire des propriétaires sur les paysans n'avait pas de ferme base légale; les économistes expliquaient que le travail libre était une condition indispensable de prospérité industrielle et commerciale; les historiens philosophes démontraient que le développement logique des destinées du pays exigeait l'abolition immédiate de ce reste de barbarie; les écrivains de sentiment se livraient à des effusions sans fin sur l'amour fraternel qui est dû au plus faible et à l'opprimé. » Déjà il n'était plus seulement question de donner au paysan la liberté; pour empêcher que le paysan affranchi, mais détaché du sol, mis à la merci de son ancien seigneur, ne retombât dans une dépendance plus onéreuse que par le

passé, pour prévenir la formation d'un immense prolétariat, plus affamé et plus dangereux que celui qui, disait-on menaçait les États de l'Occident, il fallait doter les nouveaux affranchis de la propriété, reconstituer et fortifier la commune russe, dont la puissante solidarité et l'indestructible vitalité formaient le meilleur rempart contre le paupérisme. Beaucoup de propriétaires s'associaient à ce mouvement; ils espéraient que l'abolition du servage des paysans aurait pour conséquence la limitation de l'autorité autocratique des tsars et que la liberté politique serait pour eux la rançon de leurs serfs; plus d'une fois on parla du rétablissement de cette ancienne *douma*, du *sobor*, sorte de parlement national qui, sous des formes plus modernes, associerait le pays à l'exercice de la suprême autorité.

Le gouvernement, soutenu par les adresses de plusieurs corps de noblesse, ordonna la création de comités de propriétaires chargés d'examiner la question ; 46 comités, formés de 1336 propriétaires, se réunirent pour discuter les droits de 23 millions de serfs et de 120 000 possesseurs. A l'unanimité, les 46 comités se prononcèrent pour l'abolition du servage sans aucune indemnité ; mais sur l'attribution des terres, sur les conditions de l'indemnité, les avis furent partagés. L'empereur dut intervenir de nouveau : il réunit un *comité supérieur*, composé de douze personnages et dont lui-même se réservait la présidence. Ce comité opposa plus d'une fois aux volontés bienfaisantes du souverain une résistance d'inertie, à laquelle s'associèrent un certain nombre de comités provinciaux. L'empereur parcourait les provinces, faisant appel à l'esprit de conciliation et de dévouement de sa noblesse, gourmandant les retardataires, rappelant qu'il « vaut mieux que les réformes viennent d'en haut que d'en bas ». Pour vaincre les résistances du comité supérieur, il en créa un autre, auquel l'ancien fut subordonné et dans lequel il fit entrer les hommes les plus dévoués à l'idée nouvelle.

La nouvelle *commission impériale* ne se contenta pas d'élaborer les matériaux fournis par les comités provin-

ciaux; directement inspirée par l'empereur, qui lui remit son instruction *sur la marche et l'issue de la question des paysans*, elle légiféra de toutes pièces, au risque de jeter dans l'opposition des propriétaires fort bien disposés, mais qui se plaignaient qu'on cessât de les consulter et qu'on parût vouloir leur ôter le mérite de leurs sacrifices. La Commission fut amenée à donner un caractère de plus en plus radical à la réforme libératrice; elle admit le principe que l'émancipation ne serait pas opérée graduellement, mais que la loi aurait pour effet immédiat l'abolition du droit servile; que l'on prendrait les mesures les plus efficaces pour empêcher le rétablissement sous une autre forme de l'autorité seigneuriale, par une libérale organisation des communes rurales; que le paysan deviendrait propriétaire en payant une indemnité. De ces délibérations sortit la loi nouvelle, annoncée par le manifeste du 19 février-3 mars 1861.

Les principes fondamentaux de la législation nouvelle peuvent se formuler ainsi : 1° les paysans jusqu'alors attachés à la glèbe seraient investis de tous les droits des cultivateurs libres; 2° les paysans obtenaient, moyennant des redevances fixées par la loi, la pleine jouissance de leur enclos (*dvor*) et, en outre, d'une certaine quantité de terres arables, suffisantes pour garantir l'accomplissement de leurs obligations envers l'État; cette *jouissance permanente* pouvait se changer en une *propriété absolue* de l'enclos et des terres, moyennant un droit de rachat; 3° les seigneurs concéderaient aux paysans ou aux communes rurales la terre que ceux-ci occupaient actuellement; toutefois il serait fixé dans chaque district un *maximum* et un *minimum* : cette concession était en *moyenne* de trois *dessiatines* et demie par paysan mâle, mais elle variait d'une *dessiatine* à douze *dessiatines*, c'est-à-dire qu'on recevait en général moins dans la zone de la terre noire et plus dans les zones peu productives; 4° le gouvernement organiserait des moyens de crédit qui permettraient aux paysans de se libérer immédiatement vis-à-vis des seigneurs, en restant les débiteurs de l'État; 5° les *dvorovié*,

qui n'étaient pas attachés à la terre, recevaient simplement leur liberté personnelle, à condition de servir leurs maîtres encore deux années; 6° pour mener à bien la grande affaire du partage en *terres seigneuriales* et *terres de paysans*, pour régler le montant des redevances, les conditions du rachat et tous les litiges qui pourraient sortir de la mise à exécution de la loi, on institua la magistrature temporaire des *mirovyé possrédniki* ou *médiateurs de paix*, qui pour la plupart se montrèrent honnêtes, patients, impartiaux, équitables, et auxquels on doit faire remonter en grande partie l'honneur de cette pacifique liquidation.

Les paysans, affranchis de l'autorité seigneuriale, furent organisés en communes; ou plutôt la *commune*, le *mir*, qui est l'élément primordial et antique de la société slave-russe, acquit une force nouvelle; elle hérita de l'ancien droit de police et de surveillance attribué au seigneur sur ses sujets; elle administra, elle jugea, avec plus de liberté, les procès des paysans; conformément à l'ancien droit slave, le sol racheté au seigneur resta la propriété commune de tous les membres du *mir;* chaque paysan ne possède en toute propriété que son enclos et la terre qui y attient; les terres arables, soumises à des partages périodiques, plus ou moins fréquents, entre les chefs de famille du village, ne sont possédées par eux qu'à titre d'usufruit. La loi, qui ne permet de procéder à un partage définitif de la terre communale que si les deux tiers des intéressés y consentent, maintiendra longtemps encore, contre l'action destructive des mœurs et des besoins nouveaux, cette vieille institution européenne, qui dans nos pays d'Occident a disparu depuis des siècles, et n'a laissé, en France notamment, d'autre vestige que les propriétés dites communales. Les communes, affranchies des seigneurs, furent groupées, comme l'étaient déjà celles des domaines impériaux, en *volosts;* un tribunal de *volost* reçut l'appel des justices communales et une municipalité de *volost* fut chargée de veiller aux intérêts communs à tous les villages de son ressort. On appelle *staroste* le maire de la com-

mune et *starchina* le maire du volost. Les paysans russes furent donc dotés d'un système complet de self-gouvernement local, d'un caractère absolument rural, car l'ancien seigneur en était tenu rigoureusement à l'écart : depuis que son ancien domaine avait été démembré en terres seigneuriales et en terres paysannes, il cessait légalement d'être un habitant du village. Ses intérêts étant absolument distincts de ceux de ses paysans, il ne lui était permis de se mêler, ni de leurs élections, ni de leur administration, ni de leur justice

La grande mesure de l'émancipation était une véritable liquidation de l'ancienne communauté entre seigneurs et paysans. Elle imposait des sacrifices aux deux parties intéressées : si les propriétaires étaient forcés de renoncer aux droits seigneuriaux, à l'*obrok*, à la corvée, à une partie de leurs terres en échange d'une indemnité, les paysans trouvaient dur d'être obligés de racheter le sol même où s'élevait leur chaumière, les terres que de père en fils ils avaient fécondées de leurs sueurs ; même les terres réservées aux seigneurs, en beaucoup d'endroits, ils les regardaient comme étant leur propriété, puisqu'ils les avaient cultivées de tout temps ; le partage imposé par la loi nouvelle leur semblait une spoliation. Le mécontentement se traduisait souvent par une résistance obstinée aux conseils des *médiateurs de paix*, par le refus d'acquitter les obligations imposées par la loi et d'entrer en négociation avec le seigneur pour le rachat de la terre. Ils se persuadèrent que les nobles et les fonctionnaires avaient falsifié l'oukaze de l'empereur ou qu'un nouvel acte d'affranchissement, le vrai, allait être proclamé. Une fermentation singulière se manifesta dans plusieurs provinces : il fallut recourir à des démonstrations militaires, et trois fois la troupe dut faire usage de ses armes. Dans le gouvernement de Kazan, dix mille hommes se levèrent à l'appel du paysan Antoine Pétrof qui leur annonçait la vraie liberté : une centaine périt ; le chef lui-même fut pris et fusillé. L'émancipation n'en était pas moins une bienfaisante et nécessaire réforme, dont la génération actuelle aura à payer la rançon,

mais dont les heureuses conséquences se développeront pour les générations suivantes. Les paysans russes en sont redevables surtout à la ferme volonté de l'empereur, aux efforts généreux du grand-duc Constantin, de la grande-duchesse Hélène, qui en 1859 donna l'exemple en émancipant ses paysans, au patriotisme éclairé de Rostovtsof, de Panine, ministre de la justice, de Nicolas Milioutine, du prince Tcherkasski, de Iouri Samarine, membres de la *Commission impériale*, de Kochélef, Solovief, Joukovski, Domotouvitch, etc., et d'une partie notable des propriétaires, dont beaucoup accordèrent à leurs paysans plus que le *maximum* de terres fixé par la loi.

Comme indemnité de leurs sacrifices, les hautes classes de la Russie demandaient des réformes et plus de liberté politique. Si on ne leur accorda pas le rétablissement de la *douma*, c'est-à-dire le régime constitutionnel, du moins de grandes réformes furent accomplies dans la justice et l'administration provinciale.

En matière judiciaire, les oukazes de 1862 à 1865 introduisirent les innovations consacrées par l'expérience des États occidentaux : les débats publics et contradictoires, succédant à la procédure écrite, inquisitoriale, de l'ancien temps; la justice criminelle attribuée au jury; la police dépouillée de l'instruction judiciaire, qu'on attribua à des magistrats spéciaux, les *juges d'instruction*. Des *tribunaux d'arrondissements* (*okroujnyé soudi*) furent établis sur chaque groupe d'*ouiézdi* ou districts; l'appel fut porté à des *palais de justice* (*soudébnya palaty*), analogues à nos cours d'appel, mais qui ne réforment la sentence des premiers juges que dans le cas où la loi est mal interprétée ou mal appliquée : le sénat, constitué en *cour de révision* ou de cassation, forme le couronnement de cette organisation, où l'on retrouve l'application de certaines idées toutes françaises. Les justices de paix forment une hiérarchie à part : le juge de paix (*mirovoï soudia*), élu par les propriétaires fonciers du canton, siége aussi comme tribunal de conciliation et de simple police; sa compétence, beaucoup plus étendue qu'en France,

comprend les affaires civiles qui n'excèdent pas cinq cents roubles, les affaires correctionnelles qui ne comportent pas une amende de plus de trois cents roubles ou un emprisonnement de plus d'un an: il n'y a appel de sa sentence que lorsque le litige dépasse trente roubles au civil, quinze roubles ou trois jours d'arrêt au criminel; en ce cas l'appel est porté non pas, comme chez nous, au tribunal d'arrondissement, mais bien à l'assemblée des juges de paix de l'arrondissement, ou *congrès de paix* (*mirovoï sièzd*), dont la sentence ne peut être cassée que par le sénat.

Les provinces ou *gouvernements* (*goubernii*) russes se divisent en *ouièzdi* ou districts. Dans chaque district, la loi de 1864 institue un *conseil de district*, formé de députés élus tous les trois ans, dans certaines proportions déterminées, par les trois ordres de l'État : les propriétaires fonciers ou gentilshommes, les communes rurales ou *mirs*, et les villes. Le conseil se réunit au moins une fois l'an : il est suppléé dans l'intervalle des sessions par une commission exécutive permanente. Les attributions du conseil de district, qui occupe dans la hiérarchie administrative le rang immédiatement supérieur aux conseils municipaux des villes et aux conseils des volosts ruraux, consistent à tenir les routes et les ponts en bon état de réparation, à surveiller l'éducation et les affaires sanitaires, à vérifier l'état des récoltes et à prendre des mesures pour prévenir les disettes. Au-dessus du conseil de district (*ouièzdnoé zemstvo*) fut institué le *conseil général* (*goubernskoé zemstvo*) élu, non par des électeurs primaires, mais par les conseils de districts de la province, et dans lequel, en pratique, la proportion des députés nobles se trouve, par suite de la tendance des paysans à fuir les charges publiques, plus considérable que dans l'autre assemblée. Le conseil général s'occupe des affaires intéressant plusieurs districts et vote le budget provincial. Tel est, dans son ensemble, le système de self-gouvernement dont le règne actuel a doté la Russie.

Les châtiments corporels, cette honte de l'ancienne Russie, ont été abolis dans l'armée et dans les tribunaux

impériaux : ils ne sont en vigueur que dans les tribunaux des paysans qui, par attachement aux anciens usages patriarcaux, prononcent encore l'application de quelques coups de corde aux délinquants. La censure a été adoucie : les journaux des deux capitales ont reçu le droit de choisir entre la tutelle d'une censure préventive ou la liberté de paraître à leurs risques et périls : en ce cas, on applique une disposition empruntée à la législation du second empire français : après trois avertissements, le journal peut être suspendu ou supprimé. La presse périodique de Saint-Pétersbourg et de Moscou, dans une atmosphère de liberté relative, a pris un puissant développement; en revanche, la presse de province, même dans les plus grandes villes, Kief et Kazan, est presque nulle; celle de Varsovie se trouve dans une situation exceptionnelle; celle des provinces baltiques jouit d'une plus grande immunité.

Depuis 1859, le tableau des recettes (559 millions de roubles) et des dépenses de l'État (553 millions) reçoit une sorte de publicité. En 1860, les étrangers ont acquis tous les droits civils accordés aux nationaux et dont les Russes jouissaient dans le pays de ces étrangers. Les barrières élevées par Nicolas entre son empire et l'Europe ont été en partie renversées. Les Juifs, ceux du moins qui exerçaient une profession industrielle, reçurent l'autorisation de se transporter de Pologne et des gouvernements de l'ouest dans l'intérieur de l'empire. Les universités avaient été affranchies des entraves imposées par Nicolas, la limitation du nombre des étudiants abolie, de nombreuses bourses créées.

### Insurrection polonaise.

De grandes espérances s'étaient réveillées en Pologne à l'avénement du nouveau souverain : elles allaient jusqu'au rétablissement de la constitution et même jusqu'à l'union des provinces lithuaniennes avec le royaume. Le réveil de l'Italie avait fait paraître possible celui de la Pologne; les concessions de l'empereur d'Autriche à la Hongrie autori-

saient à en espérer de semblables d'Alexandre II. L'entrevue des trois souverains du nord à Varsovie, en octobre 1860, fit naître une certaine irritation dans les esprits. Il faut faire la part des excitations venues des comités polonais du dehors; si beaucoup de Polonais comptaient sur l'appui d'Alexandre II pour relever leur pays, d'autres voulaient l'affranchir de la Russie. Il y avait donc, à Varsovie et dans les comités du dehors, deux partis : l'un voulait prendre exemple sur l'Italie, l'autre se serait contenté du sort nouveau de la Hongrie. L'émancipation des paysans était, en Pologne comme en Russie, à l'ordre du jour; mais la question ne se présentait pas à Varsovie dans les mêmes conditions qu'à Moscou : la liberté personnelle des habitants avait déjà été décrétée par Napoléon Ier lors de la création du grand-duché; comme ils n'avaient pas reçu la propriété, ils continuaient à vivre comme fermiers sur les terres des seigneurs et s'acquittaient soit en corvées, soit en argent. La substitution d'un cens en argent à la corvée était une amélioration à poursuivre; on pouvait aller plus loin, autoriser le colon à devenir propriétaire en payant des annuités de rachat, et mettre à sa disposition des moyens de crédit. La *Société d'agriculture*, dirigée par le comte André Zamoïski, trouvait qu'il était de l'intérêt national polonais de prévenir le gouvernement russe et d'assurer à la noblesse indigène l'honneur de l'émancipation : le gouvernement, au contraire, représenté par le *directeur* de l'intérieur, Moukhanof, avait intérêt à entraver l'activité de la société, à lui interdire de traiter la question principale, bornant ses attributions à la transformation du régime de la corvée en celui du cens.

Ce conflit entre la *Société d'agriculture* et le gouvernement augmenta la fermentation qui régnait déjà dans Varsovie. Le 29 novembre 1860, à l'occasion du trentième anniversaire de la révolution de 1830, fut organisée, à l'église des Carmélites, une première manifestation, d'un caractère à la fois national et religieux; on distribua des portraits de Kosciuszko et Kilinski. Le 25 février 1861, jour anniversaire de la bataille de Grochow, la *Société d'agriculture*

tint une séance pour délibérer sur une adresse où l'on demanderait à l'empereur une constitution : les attroupements et les chants d'hymnes nationaux recommencèrent dans la rue. Le 27, à l'occasion d'un service funèbre pour les victimes de la précédente insurrection, nouvelle démonstration, qui amena une répression : il y eut cinq morts et une dizaine de blessés. Le prince Gortchakof, vice-roi de Pologne, ému de ces singulières manifestations, où le peuple désarmé se bornait à essuyer stoïquement les coups de feu sans interrompre ses chants, s'entendit avec le comte Zamoïski pour ramener le calme dans les esprits. L'adresse à l'empereur circula dans Varsovie et se couvrit de signatures; 100 000 personnes suivirent tranquillement les obsèques des victimes du 27 février.

L'empereur Alexandre II, sans vouloir accorder une constitution, fit cependant plusieurs concessions importantes : il décréta (oukaze du 26 mars) la création d'un conseil d'État du royaume, d'une direction de l'instruction publique et des cultes, de conseils électifs dans chaque gouvernement et dans chaque district, de conseils municipaux à Varsovie et dans les principales villes du royaume. Un Polonais du parti qui voulait le rétablissement de la Pologne par la Russie, le marquis Viélépolski, fut nommé directeur de l'instruction publique et des cultes.

Ces concessions étaient propres à ramener au moins le parti constitutionnel : malheureusement l'effet en fut détruit par la brusque dissolution de la *Société d'agriculture* en qui la masse du peuple avait mis ses espérances, et les manifestations continuèrent. Le 7 avril, le peuple se réunit sur la place du *Zamok* (château du vice-roi) pour demander le retrait de l'ordonnance de dissolution : devant l'attitude des troupes, il se dispersa après une démonstration sans résultat. Le 8 avril, il reparut plus nombreux et plus animé, criant qu'il voulait une *patrie :* un postillon qui conduisait une voiture de poste fit entendre sur son cornet l'air des légions de Dombrovski : « Non, la Pologne ne périra pas ! » La foule, très-mêlée de femmes

et d'enfants, présentait une résistance passive, une force d'inertie invincible, dont ne purent triompher les charges de cavalerie. Les troupes firent alors usage de leurs armes et une quinzaine de décharges couchèrent aux pieds de la statue de la Vierge environ deux cents morts et un très grand nombre de blessés. Les jours suivants, la population, malgré les défenses de la police, ne parut plus qu'en vêtements de deuil. Cette situation troublée se prolongea plusieurs mois.

Il y eut encore une tentative conciliatrice de la part du gouvernement lorsque l'empereur nomma vice-roi le comte Lambert, avec mission d'appliquer les réformes décrétées le 1er août 1861 ; mais l'effet de sa nomination fut atténué par le maintien à ses côtés d'hommes dévoués à la politique de compression. Le parti anti-russe, d'ailleurs, n'avait pas désarmé. Le 10 octobre, à Horodlo, à la frontière de Lithuanie et de Pologne, deux processions, l'une polonaise, l'autre lithuanienne, célébrèrent l'anniversaire quatre fois séculaire de l'union des deux pays : l'humanité du commandant russe permit à la fête de s'accomplir sans effusion de sang. Le 15 octobre, à l'occasion de l'anniversaire de Kosciuszko, le peuple s'entassa dans les églises de Varsovie : l'autorité militaire fit cerner celles-ci par les soldats, sans prévoir que les habitants inoffensifs eux-mêmes, effrayés de ce déploiement de troupes, refuseraient de sortir de ces asiles et qu'on devrait les en arracher de force. En effet, après un blocus inutile qui se prolongea la journée et la nuit, à quatre heures du matin, il fallut pénétrer à main armée dans la cathédrale et emmener 2000 personnes à la forteresse. Le comte Lambert se plaignit vivement au gouverneur militaire, le général Gerstenszweig : à la suite d'une violente altercation, celui-ci se brûla la cervelle et Lambert fut rappelé.

Le comte Lüders lui succéda et inaugura une période de franche réaction : un certain nombre de Varsoviens influents furent déportés. Le grand-duc Constantin, nommé vice-roi (8 juin 1862), essaya de nouveau la conciliation. Viélépolski, l'un des promoteurs de la pétition à

l'empereur, fut nommé chef du pouvoir civil ; des exaltés attentèrent à la vie de Lüders, de Viélépolski, du grand-duc lui-même : les violents profitaient de toutes les erreurs du gouvernement pour pousser les choses à l'extrême et faisaient tourner contre lui ses bonnes intentions. Les Polonais de Varsovie commirent la faute d'inquiéter la Russie sur des provinces qu'elle regarde comme russes et comme partie intégrante de l'empire ; les propriétaires ne se bornaient pas à demander dans une adresse à Constantin que le gouvernement de la Pologne fût polonais, ce qui était raisonnable et juste, ils demandèrent que les palatinats lithuaniens fussent réunis au royaume ; les gentilshommes de Podolie exprimèrent le même vœu pour cette province, pour la Volynie et pour l'Ukraine. Ces imprudences amenèrent l'exil de Zamoïski et l'arrestation des manifestants podoliens. Toute entente devenait décidément impossible : un coup de force précipita l'explosion ; dans la nuit du 15 janvier 1863, l'autorité militaire opéra l'enlèvement violent des recrues.

Les conscrits échappés à la police formèrent le premier noyau de bandes insurrectionnelles, qui apparurent d'abord à Blonié et à Siéroçk. La guerre ne pouvait plus avoir le grand caractère de celles de 1794 ou de 1831 : il n'y avait plus d'armée polonaise pour lutter sérieusement contre l'armée russe ; ce fut une petite guerre de partisans, de francs-tireurs, qui ne pouvaient nulle part tenir contre les Russes, mais qui, plongeant dans les épaisses forêts de Pologne, se dérobant, fuyant pour reparaître plus loin, harcelaient et fatiguaient les colonnes. Pas de batailles, mais des escarmouches, dont la plus sérieuse fut celle de Vengrov, le 6 février 1863. Quelques chefs se firent un nom : Léon Frankovski, Sigismond Padlevski, Casimir Bogdanovitch, Miélençki, l'énergique Bossak-Hauke, qui devait tomber un jour à l'ombre du drapeau français dans les champs de Bourgogne, les Français Rochebrune et Blankenheim, Mlle Poustovojov, Siérakovski, ex-colonel d'état-major de l'armée russe, qui fut pendu après son échec de Lithuanie, Czachovski, Taczanovski, le prêtre-

soldat Mackiéviez, Narbutt, fils de l'historien, Lélével, pseudonyme adopté par un industriel de Varsovie. Miéroslavski, Marian Langiéviez, nommé dictateur le 12 mars, et qui, après les combats des 17, 18 et 19 mars, fut rejeté en Gallicie et interné par les Autrichiens. Le comité secret d'insurrection, ou gouvernement anonyme de Pologne, qui siégeait à Varsovie même, dans une salle de l'université, ignoré du gouvernement russe, avait appelé les paysans à la liberté et à la propriété.

Les Russes, exaspérés, traitaient cruellement les villes et les villages complices de l'insurrection; le bourg d'Ibiany fut détruit. Les chefs polonais pris les armes à la main étaient fusillés ou pendus. Le général Mouravief, en Lithuanie, déclarait qu'il était « inutile de faire des prisonniers ». Berg en Pologne, Annenkof en Ukraine, étaient les agents d'une rigoureuse répression. L'archevêque de Varsovie, Félinski, en punition d'une lettre à l'empereur, fut déporté dans l'intérieur de la Russie.

L'opinion européenne s'était émue. Le 5 janvier 1863, le ministre français Billault, à la tribune du Corps législatif, avait blâmé les « excitations trompeuses à des sentiments de patriotisme dont les efforts impuissants ne pouvaient amener que de nouveaux malheurs » : il renvoyait les insurgés à la clémence de l'empereur Alexandre. Puis la France, l'Angleterre, l'Autriche se décidaient à une intervention diplomatique, engageaient les autres signataires du traité de Vienne à s'associer à leurs efforts et remettaient au gouvernement russe les notes d'avril 1863 qui l'invitaient à mettre un terme, par une politique conciliante, aux agitations périodiques de la Pologne. Le 17 juin, les trois puissances insistaient et proposaient un programme comprenant : 1° l'amnistie; 2° l'établissement d'une représentation nationale; 3° la nomination de Polonais aux fonctions publiques; 4° la suppression des restrictions apportées au culte catholique; 5° l'usage exclusif de la langue polonaise comme langue officielle de l'administration, de la justice et de l'enseignement; 6° l'établissement d'un système de recrutement régulier et légal. Cette intervention des puissances occidentales, qui n'était

appuyée par aucune démonstration militaire, fut repoussée par les fameuses notes du prince Gortchakof, chancelier de l'empire ; l'idée d'une conférence européenne fut également rejetée. L'Europe se trouva impuissante et Napoléon III dut se contenter, dans son discours du trône, de déclarer que les traités de 1815 étaient « foulés aux pieds à Varsovie ». La Prusse avait tenu une tout autre conduite: elle avait conclu avec la Russie la convention du 8 février 1863 pour la répression des manifestations polonaises et jeté ainsi les bases de l'alliance prusso-russe qui devait lui être si utile.

Cette insurrection allait coûter cher à la Pologne. Les derniers restes de son autonomie furent anéantis: le *royaume* n'exista plus que de nom : il fut partagé en dix gouvernements (1866). La langue polonaise fut remplacée par la langue russe dans tous les actes publics ; l'université de Varsovie devint une université russe ; l'enseignement primaire, secondaire, supérieur, durent concourir également à l'œuvre de dénationalisation. La Pologne perdit ses institutions, sans obtenir encore le bienfait des nouvelles institutions russes. Comme le gouvernement faisait remonter à la noblesse la responsabilité de l'insurrection, une conséquence notable fut qu'il favorisa les paysans, les autorisant à « rentrer dans la propriété pleine et entière des terres dont ils sont détenteurs », abolissant toutes les corvées ou prestations dues aux anciens seigneurs. Un oukaze du 10 décembre 1865 rendait obligatoire la vente des biens confisqués ou séquestrés, et cela uniquement à des Russes.

La Finlande au contraire vit confirmer tous ses privilèges : en 1863, Alexandre II convoqua la diète du grand-duché, la seconde qui ait été tenue depuis la réunion à l'empire. La noblesse allemande des provinces baltiques, plus docile et plus politique que celle de Pologne, ne fut pas inquiétée : l'université de Dorpat resta une université allemande ; on prit seulement quelques mesures pour protéger la langue et la religion de l'empire contre la propagande de la langue allemande et de la religion protestante. Les ardentes revendications du slavophile Iouri Samarine

dans ses *Frontières de Russie*, la vive polémique soutenue contre lui par les écrivains baltiques Schirren, Wilhelm von Bock, Julius Eckart, Sternberg, n'amenèrent dans les trois gouvernements de Livonie, d'Esthonie et de Courlande aucun changement important.

### Mouvement des esprits, progrès matériel, loi militaire.

Parallèlement aux troubles de Pologne, s'était développée l'agitation russe. Au début, elle semblait s'associer au mouvement polonais : les étudiants des universités russes *manifestaient* à Saint-Pétersbourg à l'occasion des anniversaires varsoviens, à Kazan pour le service funèbre d'André Pétrof, le paysan insurgé. Certaines mesures prises contre les universités, l'augmentation des frais d'études dans celles de province, l'interdiction des réunions, promenades, députations, bibliothèques, conférences d'étudiants, amenèrent des troubles, qui conduisirent à la fermeture des universités des deux capitales : il y eut de nombreuses arrestations. Puis vinrent les adresses des assemblées de noblesse : celle de Tver avait demandé en 1862 l'abolition des priviléges et la convocation d'une assemblée nationale; dans celle de Toula on discutait sur la réunion des États généraux. Les événements de Pologne vinrent donner un autre courant au mouvement des idées : la *Gazette de Moscou*, avec Katkof, s'empara de la direction de l'opinion : elle réveilla le sentiment national russe contre les revendications de la Pologne; elle signifia à celle-ci qu'il ne lui restait plus « qu'à s'unir dans ses aspirations avec la Russie et à s'inoculer les principes qui ont été élaborés et s'élaborent dans le développement politique du peuple russe ». Elle provoqua des manifestations en l'honneur de Mouravief, glorifia ses mesures *énergiques*, *pacificatrices*, en Lithuanie, attribua audacieusement à des émissaires polonais les nombreux incendies de 1862. En se faisant l'avocat de la nationalité russe, la presse conquit une dose de liberté inattendue, et Katkof en imposa même aux ministres. Il fut l'homme de la nouvelle

situation, comme Hertzen avait été celui du mouvement libéral aux débuts du règne. Deux attentats contre la vie de l'empereur, celui de Karakozof au Jardin d'été en 1866, au nom des révolutionnaires russes, celui de Bérézovski à Paris, en 1867, au nom des révolutionnaires polonais, montrèrent à quel point le trouble s'était mis dans les esprits. Il serait oiseux d'insister sur les changements de ministres, tantôt progressistes, tantôt réactionnaires, qui reflétèrent les impressions produites par les événements sur l'esprit de l'empereur. Sous une direction libérale en somme dans son ensemble, la Russie n'en continuait pas moins à se transformer. Il suffit d'énumérer quelques-uns des résultats acquis.

Le gouvernement précédent n'avait légué à la Russie que 350 kilomètres de chemins de fer ; à la fin de 1880, les lignes russes, au nombre de 53, comprenaient 21 221 verstes en exploitation. Elles réunissaient presque toutes les grandes villes de la Russie d'Europe. Elles aboutissaient au nord, à Helsingfors et Tammersfors, à Vologda ; à l'est, à Nijni-Novgorod, Saratof, Samara, avec une ligne projetée jusqu'à Orenbourg ; au sud, à Kichénef, Odessa, Kherson, Sévastopol, Taganrog, Vladikavkaze. La Russie était en communication avec l'Occident par les lignes de Pétersbourg-Berlin, Varsovie-Berlin, Varsovie-Vienne, Kichénef-Iassy. La ligne du Caucase unissait Poti, sur la mer Noire, à Tiflis, en Géorgie, et à Bakou, sur la Caspienne. On étudiait le chemin de fer de Sibérie. Celui de la Transcaucasie allait atteindre Askhabad. Les quatre mers, les grands lacs, les fleuves, les canaux de la Russie étaient sillonnés d'innombrables bateaux à vapeur. La télégraphie, les postes, dont le tarif avait été abaissé, mettaient l'empire en communication rapide et régulière avec le monde entier.

L'industrie avait pris de grands développements. « Le peuple commence à se remuer, écrivait alors M. Herbert Barry, et de nombreuses usines sont en voie de construction. Les Russes sont propres à tous les métiers. Un Anglais, directeur d'une fabrique de papier que je fus étonné de trouver au milieu des montagnes de l'Oural, me racon-

tait qu'en Angleterre il fallait plusieurs années d'apprentissage pour former un bon ouvrier en papier, mais qu'un Russe en apprenait autant en trois mois qu'un Anglais en trois ans. » Les industries qui avaient le mieux prospéré étaient les filatures de coton (au nombre de trois cents), les manufactures de soie, la métallurgie, les aciers, etc. D'innombrables banques de crédit s'étaient montées jusque dans les villes les plus reculées de l'empire.

L'instruction primaire laissait plus à désirer qu'en n'importe quel pays de l'Europe : la Russie, avec ses 9 à 10 p. 100 de *lettrés*, restait au-dessous de l'Autriche qui n'en comptait que 29 p. 100 (la France, alors, 77 p. 100). Grâce aux efforts du ministre de l'instruction publique et du ministre de la guerre dans ses écoles régimentaires, le niveau s'élevait par une progression lente mais assurée. L'instruction primaire était plus développée dans la Pologne, à cause des efforts du gouvernement; dans les provinces baltiques et la Finlande, à cause de la culture protestante; dans la Russie centrale, à cause des influences industrielles. En 1877, le rapport à l'empereur énumérait 25,077 écoles fréquentées par 1,036,851 écoliers, 424 écoles primaires supérieures fréquentées par 27 830 écoliers et 61 écoles normales primaires ou établissements analogues.

Au 1er janvier 1877, il y avait pour l'enseignement secondaire 129 *gymnases* et 69 *progymnases* comprenant 50 701 élèves : en 1872, le ministre Tolstoï avait fait rendre un décret pour introduire ou fortifier dans ces établissements les études grecques et latines. En revanche, le règlement du 12 mai 1873 instituait les *écoles réales* pour l'enseignement professionnel.

Au 1er janvier 1877, les huit universités de l'empire (Saint-Pétersbourg, Moscou, Kharkof, Kazan, Kief, Dorpat, Nouvelle-Russie ou Odessa, fondée en 1864, Varsovie (russisée en 1869), comptaient 5 629 étudiants et 579 auditeurs libres ; parmi les étudiants, 1734 boursiers.

Aux *instituts* pour l'éducation des filles de la noblesse, inaugurés sous Catherine II et développés par Maria Feodorovna, femme de Paul Ier, étaient venus s'ajouter des éta-

blissements d'un modèle plus approprié aux besoins nouveaux et où sont reçues les jeunes filles de toutes les classes. C'étaient les *gymnases* et *progymnases féminins*, sortes de lycées de jeunes filles, mais qui n'admettent pas l'internat. Les premiers avaient été créés sous les auspices de l'impératrice Marie, sur les fonds de la 4me section de la chancellerie impériale. Ils étaient au nombre de 26 : 6 à Saint-Pétersbourg, 5 à Moscou, 15 en province. Le ministère de l'instruction publique à son tour avait créé depuis 1871, sur le même modèle, 68 gymnases et 152 progymnases comprenant 34 878 élèves. Nulle part en Europe on n'avait donné un aussi vaste développement à l'éducation scientifique des jeunes filles, nulle part on ne leur avait ouvert un accès aussi facile aux carrières libérales et aux emplois du gouvernement, postes, télégraphes, etc. En 1875, 169 étudiantes suivaient les cours de médecine et de chirurgie à l'université de Saint-Pétersbourg.

Les publications périodiques avaient pris depuis la guerre de Crimée un développement inouï : on comptait environ quatre cent soixante-douze journaux, dont trois cent soixante-dix-sept en langue russe. A Saint-Pétersbourg, le *Goloss*, dont le tirage était le plus considérable, la *Gazette de Saint-Pétersbourg*, la *Gazette de la Bourse*, sympathique à la France pendant la guerre de 1870-71, le *Monde russe*, qui soutenait d'intéressantes polémiques militaires avec l'*Invalide*, le *Temps nouveau*, dévoué aux intérêts slaves. A Moscou, la *Gazette de Moscou*, qui avait passé en 1863 sous l'énergique direction de Katkof. Parmi les revues présentant un intérêt général, figuraient le *Messager d'Europe*, de Stassioulévitch, le *Messager russe*, le *Citoyen*, les *Annales de la patrie*, le *Diélo* (*l'Action*), organe avancé. D'autres ont un caractère spécialement historique : telles sont l'*Archive russe* de Barténief, l'*Antiquité russe*, la *Russie ancienne et nouvelle* (disparue depuis 1882), le *Recueil de la Société impériale d'histoire russe*, fondé en 1867, etc.

Cette époque fut remarquable par sa fécondité littéraire. Nous ne pouvons que citer des noms ; dans le roman

de mœurs, Ivan Tourguénief, Pisemski, Dostoiévski, Gontcharof, Melnikof, Stébnitski, Boborikine, Mme Krestovski, la Petite-Russienne Marko-Vovtchok : dans le roman historique, Alexis Tolstoï (*Le prince Sérébrannyi* ou Ivan le Terrible), Léon Tolstoï (*La guerre et la paix*, étude sur les guerres napoléoniennes), Sahlias (*Les compagnons de Pougatchef*) ; dans le roman satirique, le redoutable Chtchédrine ; au théâtre, Ostrovski, Potiékhine, Sollohoup ; et pour les drames historiques, Meï, Alexis Tolstoï (*La mort d'Ivan le Terrible*), Averkief (*Vassili l'Aveugle*).

Parmi les historiens, Pogodine (*La Russie jusqu'aux invasions tatares*), Kostomarof (*Monographies et recherches historiques, Histoire de la chute de la Pologne, Histoire de Russie par biographies*), Solovief (*Histoire de la Russie* jusqu'à l'année 1780), Ilovaïski (*Les origines, l'Histoire de Russie, la Diète de Grodno*), Oustriélof (*Histoire de Pierre le Grand*), Zabiéline (*Vie privée des tsars, des tsarines, du peuple russe*), Bogdanovitch (*Histoire d'Alexandre Ier* et *Histoire de la guerre d'Orient*), Milioutine (*Campagne de* 1799), Galitsyne (*Histoire militaire universelle*), Pékarski (*Sciences et littérature sous Pierre le Grand*), Pypine (*Mouvement des idées sous Alexandre Ier*), Kovalevski, Korff, Popof (époque d'Alexandre Ier). — Sréznévski, Afanasief, Rybnikof, Kiriéévski, Bezsonof, Hilferding, Oreste Miller, Bouslaïef recueillent ou élucident les précieux monuments de la littérature populaire.

Le mouvement artistique a pris également plus d'ampleur et de variété : les compositeurs Tchaïkovski, Siérof, Dorgomyjski, Rubinstein, le paysagiste Aïvazovski, les portraitistes Tropinine, Zarenko, Kharlamof, les peintres de genre ou d'histoire Sémigradski, Gay, Flavitski, Stérenberg, Véréchtchaghine, Répine, Makovski, etc., les sculpteurs Antakolski, Kamenski, Piménef, ont acquis une réputation européenne. Mikiéchine, en 1862, inaugurait le monument de Novgorod, et en 1874, à Saint-Pétersbourg, la statue de Catherine II, entourée des grands hommes de son siècle. A Moscou, sur les plans de Tonn,

on acheva l'imposante église du Christ Sauveur, déjà projetée sous Alexandre Ier.

La tradition des grands voyages scientifiques fut continuée par les Baer, les Middendorff, les Maximovitch, les Lütke, les Helmersen, les Schrenk, les Schmidt. La linguistique et l'ethnographie comptent des noms illustres : Castrèn, Sjœgrèn, Schiefner, Bœthlingk, Dorn, Kunik, Lerch, Wiedmann, Radlow, Khanikof, Brosset, Storch, Kœppen. Pour les sciences naturelles, il faut citer Brandt, Gœppert, Borchtchof, Ovsiannikof, Kokcharof, etc.; pour la physique, Jacobi, Kuppfer, Kaemtz, Lenz; pour la chimie, Engelhardt, Fritzsche, Chichkof; pour l'astronomie, Savitch et Struve; pour les mathématiques, Ostrogradski, Bouniakovski, Somof, Tchébychef, Forsch, Maiévski. La société de géographie a rendu d'immenses services : Kostenko, Fédchenko, Prjévalski, etc., ont exploré l'Asie centrale.

Enfin la Russie put convier l'Europe savante à des solennités internationales comme le Congrès ethnographique de Moscou en 1867, le Congrès de statistique à Saint-Pétersbourg en 1872 ; les Congrès archéologiques de Saint-Pétersbourg, Moscou, Kief, Kazan, Tiflis (1869-1880), le Congrès orientaliste de Saint-Pétersbourg en 1876.

La situation nouvelle faite à l'Europe par le développement de la puissance militaire prussienne obligea aussi l'empire des tsars à réformer son système d'armée. La loi de 1873 y pourvut : elle dispose que tous les sujets russes, sans distinction de condition ni de nationalité, seront soumis à l'obligation du tirage au sort. Or, il est impossible d'appeler chaque année 676 000 hommes, montant de la classe de 1874 : il n'y a guère qu'un tiers de ces jeunes gens qui soit appelé sous les drapeaux. Le conscrit lettré peut, s'il tombe au sort, obtenir quatre espèces de réduction sur le temps de service effectif qui est de six ans : s'il a reçu l'enseignement supérieur, il ne sert que six mois ; s'il a reçu l'instruction secondaire des gymnases, dix-huit mois ; s'il sort des écoles primaires supérieures, trois ans ; s'il sort de l'école primaire, quatre ans. Cette loi a donc le caractère d'une loi sociale égalitaire, et de plus elle offre

une prime à l'instruction. On pouvait abréger ce temps de moitié encore en devançant volontairement l'appel et le tirage au sort. L'armée russe se divisa en troupes de campagne, troupes de réserve, kosaks, corps irréguliers : elle comprenait 770 000 hommes sur le pied de paix. En 1867, la Russie avait adhéré à la convention de Genève pour les secours aux blessés.

### Conquêtes en Asie.

En Asie, la puissance russe continuait à s'étendre. La guerre de Crimée avait prêté de nouvelles forces à l'insurrection circassienne; mais en 1858, la prise d'assaut de Védéni, résidence fortifiée de Schamyl, porta le coup mortel à sa domination; en 1859, assiégé dans son château de Gounib, il dut se rendre au prince Bariatinski, le pacificateur du Caucase. L'émigration des montagnards, encouragée par l'Angleterre dans un but hostile à la Russie, rendit au contraire à celle-ci le service de débarrasser le pays des éléments les plus turbulents et de faire place à la colonisation. De nombreuses forteresses, des routes stratégiques, comme celle de Vladikavkase à Tiflis, assurèrent la conquête. L'élément russe, surtout au nord du Caucase et dans les villes, prit une consistance plus grande.

Le Turkestan est une région sablonneuse que traversent, pour se jeter dans la mer d'Aral, le Syr-Daria et l'Amou-Daria (l'Iaxarte et l'Oxus des anciens) ; ces deux fleuves prennent leur source dans le massif des monts Bolor. Sur l'autre versant des Bolor coulent le Kachgar et le Yarkend qui vont se jeter dans le Tarim, qui se jette lui-même dans le lac Lob.

Au nord de l'Iaxarte campent les *Kirghiz* du nord-ouest. Sur les bords de la Caspienne, errent les tribus des *Turcomans*. Sur le haut Iaxarte, se trouvait le *khanat de Khokand*, capitale Khokand, villes principales Turkestan, qui renferme le tombeau d'Achmet-Yasavi, l'apôtre musulman de la région, Tachkent, Tchimkent, Khodjent, l'*Alexandria Heskata* ou *dernière Alexandrie* fondée par Alexandre

le Grand. Sur le haut Oxus, le *khanat de Balkh*, capitale Balkh, dans l'antique Bactriane, berceau de notre race ; le *khanat de Samarcande*, l'ancienne résidence du fameux Tamerlan ; tous deux étaient devenus des provinces du *khanat de Boukhara*. Sur le bas Oxus, le *khanat de Khiva*, situé dans une oasis plantureuse, au milieu des déserts de sable. Sur le Kachgar, le *khanat de Kachgar*, comprenant aussi Yarkent (40,000 âmes), puissant Etat fondé en 1864 par le hardi et habile Yacoub-Khan. Tous ces pays se trouvent sur la route du commerce de l'Inde et de la Chine : les Anglais ont toujours surveillé d'un œil inquiet le progrès des Russes en ces régions.

La domination russe s'était implantée dans le Turkestan par la soumission des Kirghiz du nord-ouest, en 1844, sous Nicolas Ier. Pour protéger ces nouveaux sujets, il fallut entrer en lutte avec le khanat de Khokand. En 1860, le colonel Zimmermann dispersa 5000 Khokandiens ; le colonel Kolpakovski, avec 800 hommes, près du défilé d'Ouzoun-Agatch, en battit 15 000. En 1863, le colonel Vérévkine, parti d'Orenbourg, enleva Turkestan, tandis que le colonel Tchernaïef, parti de la Sibérie, enlevait Aulié-Ata : les deux colonnes opérèrent leur jonction et prirent d'assaut Tchimkent. En juin 1865, Tchernaïef, nommé gouverneur du Turkestan, occupa Tachkent, ville de 100 000 âmes, après trois jours de combats.

Les Boukhariens étaient intervenus plusieurs fois dans les affaires du Khokand. Ils finirent par entrer en conflit avec les Russes. Leur émir, Mozaffer ed-Din, dont le prestige était grand dans toute l'Asie centrale, fut, malgré les appels frénétiques des mollahs à la guerre sainte, vaincu à la bataille d'Irjdar, le 20 mai 1866, par le général Romanovski. Le 5 juin, la ville forte de Khodjent fut enlevée d'assaut. En octobre, ce furent celles d'Oura-Tübé et Djizak.

Tandis que les journaux de Russie amusaient l'Angleterre par des déclarations pacifiques et faisaient savoir qu'on n'avait pas l'intention de conquérir la Boukharie, le gouvernement du Turkestan était réorganisé et confié à un gouverneur général, sorte de vice-empereur, destiné à

donner aux indigènes une idée grandiose de son maître le *tsar blanc*. Il avait une politique indépendante, souvent en désaccord avec les déclarations officielles du gouvernement de Saint-Pétersbourg, et ne relevait que du souverain. Comme l'émir de Boukharie se refusait à payer la contribution de guerre imposée après sa défaite de 1866, le nouveau gouverneur général Kaufmann envahit ses États, le battit à Tchapan-Aty, lui prit Samarcande, le battit encore à Zéra-Boulah et lui imposa le traité du 2 juin 1868 : l'émir de Boukhara cédait aux Russes le khanat de Samarcande et payait une indemnité de deux millions de roubles. Le Khokand, sur le trône duquel les Russes établissaient leur protégé Koudaïar, devenait, comme la Boukharie elle-même, un État vassal.

Le khan de Khiva, au milieu des déserts qui formaient la ceinture de ses États, bravait la puissance des Russes et violait son traité de 1842. Il réduisait en esclavage leurs marchands, envoyait en 1868 et 1870 des secours aux Kirghiz révoltés. Markozof et Skobélef commencèrent par exécuter, à travers les steppes, d'audacieuses reconnaissances jusqu'aux confins mêmes de l'oasis de Khiva. Puis, en 1873, trois colonnes s'avancèrent de trois côtés différents sur Khiva : des bords de la Caspienne, Markozof ; d'Orenbourg, le général Vérévkine ; de Tachkent, Kaufmann, général en chef. La première fut obligée de rétrograder ; la troisième souffrit beaucoup, mais finit par atteindre Khiva : Vérévkine y était entré le premier. Le khan se reconnut vassal du tsar blanc ; la partie de ses États située sur la rive droite de l'Oxus fut annexée ; la navigation du fleuve fut exclusivement réservée aux Russes ; les privilèges commerciaux les plus étendus furent assurés à leurs commerçants ; leurs démêlés avec les indigènes devaient être jugés par l'autorité russe la plus rapprochée ; un conseil de gouvernement, composé de dignitaires khiviens et d'officiers russes, assisterait le khan ; une contribution de 2 200 000 roubles épuisa ses dernières ressources. C'était une annexion déguisée : peut-être le désir d'éviter un conflit avec l'Angleterre, éventualité qui fut écartée par la mission du comte Schouvalof à Londres, empêcha la réduction effective en province russe.

La politique russe, comme celle des Anglais dans l'Indoustan, évitait d'accomplir de brusques annexions; elle laissait mûrir les situations créées par ses victoires. Koudaïar, khan de Khokand, avait eu, à partir de 1870, à combattre les révoltes de ses sujets, exaspérés par sa rapace tyrannie. En 1875, nouvelle révolte plus générale : abandonné même de ses deux fils, qui allèrent rejoindre les insurgés, il quitta sa capitale avec son harem et ses trésors et vint s'établir à Orenbourg. Le Khokand fut annexé et devint la province de Fergana. C'est un pays de soixante lieues de long et trente de large, admirablement fertile. Le khan de Khiva n'avait pas moins de difficultés avec ses sujets ; privé d'une partie du tribut qu'il percevait sur les Turcomans, déclarés sujets russes en 1875, il demandait à échanger ses États contre une pension ; la Russie préféra le pensionner en lui conservant son trône. Il est devenu lieutenant général dans « l'armée des kosaks d'Orenbourg ».

Les Kirghiz et les Turcomans soumis, Khokand et Samarcande annexés, Khiva et Boukhara réduits à la condition de vassaux, un seul prince, dans ces régions, tenait tête aux Russes : c'était le khan de Kachgar, Yacoub, protégé des Anglais, qui lui avaient fait décerner le titre d'émir par le sultan de Constantinople. Avec son armée de 40 000 hommes, disciplinés par des officiers polonais ou anglo-indiens, avec ses arsenaux et ses fonderies, il se préparait à défendre les passes des montagnes. En 1870, les Russes avaient pris les devants en occupant la province chinoise de Kouldja, d'où les rébellions musulmanes avaient chassé les troupes du Céleste-Empire et que Yacoub convoitait. Ils offrirent de la remettre aux Chinois, qui ne paraissaient pas s'en soucier, et, en attendant, les Russes l'administraient. A la fin, les troupes chinoises s'étaient mises en marche ; après des années, elles atteignirent le Kachgar : Yacoub-Khan était mort assassiné en 1877. Les Chinois et les Russes se trouvaient en présence : les premiers affichaient l'intention d'établir leur domination dans le Kachgar, d'en éloigner les sujets russes, d'y interdire tout commerce avec la Russie. D'autre part, ils réclamaient leur province de Kouldja. Les rapports étaient

fort tendus entre les deux empires. On entra cependant en négociation et un premier traité, qui partageait le Kouldja, laissant le nord aux Chinois et le sud aux Russes, fut signé à Saint-Péterbourg en 1879. La cour de Pékin refusa de le reconnaître, et son plénipotentiaire faillit payer de sa tête les concessions qu'on lui reprochait. En juillet 1880, arriva à Saint-Pétersbourg un nouveau négociateur, le célèbre *marquis* de Tseng : le traité du 24 février 1881, qui ne laissait aux Russes qu'un district sur la rivière Ili, fut ratifié par les deux gouvernements. Les Russes renonçaient également à leur situation militaire au Kachgar en échange d'avantages commerciaux.

Sur ces entrefaites, une nouvelle rivalité avait éclaté entre les Russes et les Anglais à propos de l'Afghanistan. En juillet 1878, le gouverneur général du Turkestan avait envoyé à Schir-Ali, émir de l'Afghanistan, le général Stoliétof : l'accueil empressé que celui-ci avait reçu à Caboul, la présence d'un corps russe à la frontière sous le général Abramof, avaient vivement inquiété l'Angleterre. Elle croyait déjà voir les Russes, prenant pied dans le massif afghan, menacer les frontières de l'Indoustan. Elle savait que Schir-Ali lui était très hostile. A la suite de négociations entre les deux puissances, malgré l'ambassade envoyée par l'émir au gouverneur général du Turkestan et qu'accompagnait le général Stoliétof, la Russie consentit à admettre une sorte de ligne de démarcation entre les deux empires et les deux influences. Les Anglais, après avoir obtenu la retraite de la mission russe, sommèrent Schir-Ali de recevoir à Caboul une mission anglaise. Sur son refus, ils envahirent l'Afghanistan et leur invasion provoqua un soulèvement général. L'émir dut abandonner sa capitale et se réfugia sur le territoire russe, où il mourut le 21 février 1879. Son fils Yacoub eût volontiers continué la lutte contre les Anglais, mais il dut céder à la force, recevoir à Caboul leur agent Cavagnari et leur céder les passes des montagnes. Puis Cavagnari et 67 personnes de sa suite furent égorgés dans un soulèvement de la populace : Yacoub fut contraint de se réfugier dans le camp britannique. Le géné-

ral Roberts occupa, perdit et réoccupa Caboul. Le khan de Hérat, Eyoub-Khan, qui voulait se substituer à Yacoub, eut d'abord quelques succès contre les Anglais, puis fut battu par eux. Abdurrhaman, leur protégé, continua la guerre contre Eyoub-Khan (1881) et devint paisible possesseur des trois capitales de l'Afghanistan : Caboul, Kandahar et Hérat; mais les Anglais continuaient à occuper les points stratégiques des montagnes, entretenaient un résident à Caboul, traitaient Abdurrhaman en vassal. Ils comptaient avoir élevé contre les empiètements russes un boulevard inexpugnable.

Les Russes avaient dû laisser le champ libre dans l'Afghanistan aux agissements de la *politique impériale* inaugurée par lord Beaconsfield, qui, en 1876, avait posé sur la tête de sa souveraine la couronne impériale des Indes. Ils entreprirent de se dédommager d'un autre côté. Sous prétexte de punir les brigandages des Turcomans qui habitent entre l'Oxus et les frontières de l'Afghanistan et qui possédaient les villes de Géok-Tépé et de Merv, une armée fut dirigée contre eux. Le général Lomakine les attaqua imprudemment à Dengil-Tepé, près de Géok-Tépé, perdit 500 hommes et dut rétrograder (9 septembre 1879).

On lui donna pour successeur le général Skobélef, qui livra aux Turcomans une série de combats, sut se garder de toutes les surprises, fut renforcé par des troupes que lui amena le colonel Kouropatkine. Après un siège en règle de vingt jours, il enleva d'assaut Géok-Tépé, le 24 janvier 1881, infligeant aux barbares une perte de 8000 hommes. Le 30, Kouropatkine prit Askhabad. Puis les proclamations rassurantes de Skobélef ramenèrent à Géok-Tépé 16000 familles, qui avaient fui dans le désert, et achevèrent la soumission des chefs turcomans, qui envoyèrent leurs délégués à Saint-Pétersbourg. Le chemin de Merv était ouvert : le gouvernement russe sut user avec modération de sa victoire Il déclara, le 7 mars 1881, à l'ambassadeur anglais, Dufferin, qu'on n'avait pas l'intention d'occuper cette ville.

Si l'influence anglaise cherchait à s'affermir dans l'Afghanistan, l'influence de la Russie s'était implantée en Perse. Le shah avait trouvé, en 1878, lors de sa tournée en Europe,

une brillante réception à Saint-Pétersbourg. Par Géok-Tépé, par Askhabad, cédé par les Persans (janv. 1882), les Russes occupèrent de solides positions sur la frontière du Khorassan et une route excellente vers l'Afghanistan. Leurs progrès dans l'Iran et le Turkestan ne furent donc entravés ni par la politique *impériale* de lord Beaconsfield intervenant à main armée dans l'Afghanistan, ni par le retour de Gladstone à la politique de désintéressement.

Les Russes, dans ces contrées que dévastent et déshonorent depuis des siècles le fanatisme musulman, les guerres entre les khans, le brigandage, le trafic des esclaves, apparaissent en soldats de la civilisation. Ils y apportent un régime plus équitable et plus humain. En retrouvant sur les bords de l'Oxus et de l'Iaxarte les traces d'Alexandre le Grand, ils accomplissent la revanche de la race iranienne contre les peuples touraniens qui ont envahi avec Gengis-Khan la Bactriane semi-grecque et ruiné les antiques colonies macédoniennes. Ils ne conquièrent pas seulement : ils colonisent. « Toutes ces entreprises, a écrit Cucheval-Clarigny, profiteront à la civilisation en même temps qu'elles consolideront la puissance russe ; mais la force principale de celle-ci est dans les qualités qui font du soldat russe le plus admirable instrument de conquète et de colonisation. Docile autant que brave, facile à contenter, supportant sans se plaindre toutes les fatigues et toutes les privations, prêt à tout, le soldat russe construit les routes, déblaye les canaux et rétablit les digues antiques; il fabrique les briques dont il bâtit ensuite les murailles des forts et des casernes qu'il doit habiter ; il confectionne ses cartouches et ses projectiles; il est maçon, fondeur ou charpentier, suivant le besoin de l'heure présente, et le lendemain du jour où il sera congédié, il conduira avec bonheur la charrue. Avec de tels instruments à sa disposition, la puissance russe ne reculera jamais; il lui suffit de quelques années pour rendre définitive la conquête de toute terre où elle a pris pied. »

Dès le temps de Nicolas Ier, le comte Nicolas Mouravief *Amourski*, nommé en 1847 gouverneur de la Sibérie orientale, avait fait explorer le cours de l'Amour, construit des

forteresses sur les rives, disposé en maître du pays. Une guerre risquait de s'ensuivre entre la Russie et la Chine, lorsque celle-ci fut attaquée par les Français et les Anglais. Elle consentit alors à signer les traités d'Aïgoun et de Tien-Tsin (1858), de Pékin (1860), qui assuraient à la Russie tout le bassin du fleuve Amour ainsi que la rive droite de l'Ossouri : un territoire de deux millions de kilomètres carrés, dont on forma la province de l'Amour et la province Maritime. Les bateaux à vapeur de la *Compagnie du fleuve Amour* sillonnaient déjà ce grand cours d'eau et mettaient la Russie en correspondance directe avec San-Francisco. Le Japon céda en 1875 sa part de l'île Sakhalian en échange de quelques-unes des Kouriles du nord.

Par le traité de 1867, la Russie avait vendu aux États-Unis ses possessions d'Amérique, resserrant ainsi les liens d'amitié qui l'unissaient déjà à la grande république.

### Politique en Europe jusqu'à 1877.

La politique européenne de la Russie, entre les deux guerres d'Orient, offre des résultats plus contestables que sa politique asiatique. En 1856, le prince Alexandre Gortchakof succédait au vieux comte de Nesselrode comme chancelier de l'empire. Dans une de ses premières circulaires, il caractérisait ainsi l'attitude imposée à la Russie par les résultats de la guerre d'Orient : « La Russie ne boude pas, elle se recueille. » Aux conférences de Paris, il y avait eu un rapprochement visible entre ce pays et la France, qui s'éloignait déjà de son alliée l'Autriche. La Russie laissa faire l'émancipation italienne, mais en tira des conclusions pour celle des chrétiens d'Orient; après avoir protesté contre la dépossession des princes italiens, elle finit par reconnaître le nouveau royaume. Elle applaudit à l'occupation française de Syrie, qu'elle eût voulu même plus importante et plus prolongée. La France à son tour favorisait les revendications des Roumains, des Serbes, des Monténégrins contre la Turquie et faisait bon accueil aux observations du

prince Gortchakof sur la situation « douloureuse et précaire » des chrétiens de la Bosnie, de l'Herzégovine et de la Bulgarie.

La démonstration diplomatique de la France en 1863, à propos des affaires polonaises, détruisit l'intimité naissante des deux États et rejeta la Russie dans l'alliance prussienne. Pour maintenir celle-ci, le chancelier russe fit à son collègue de Berlin des sacrifices irréparables.

En 1864, la Russie laissa écraser le Danemark, qui perdit les duchés de l'Elbe; en 1866, elle permit à la Prusse, non seulement d'expulser l'Autriche de la confédération germanique, mais de détrôner les maisons régnantes de Hanovre, Nassau, Cassel, plus ou moins apparentées à la maison impériale de Russie, de subalterniser celles de Darmstadt, Bade, Würtemberg, qui avaient donné des impératrices à la Russie, de constituer l'Allemagne, naguère inoffensive, en une formidable domination mili-litaire qui, sur la Baltique, la Vistule et le Danube, a des intérêts diamétralement opposés à ceux de la Russie. On se rappelle que Bestoujef-Rioumine, le chancelier d'Elisabeth, estimant la Prusse de Frédéric II trop puissante et l'annexion de la Silésie inquiétante pour la Russie, fit la guerre de Sept ans pour *diminuer les forces* de l'ambitieux voisin. Alexandre Ier n'a-t-il pas affronté toute la puissance de Napoléon pour la question de l'Oldenbourg et des villes hanséatiques ? Bientôt, en 1867, dans l'Allemagne agrandie, se manifesta une agitation à propos des provinces dites allemandes de la Russie; les revendications des écrivains baltiques trouvaient un écho dans les réunions publiques, dans la presse de Berlin, et M. Kattner dédiait « à l'armée allemande » son livre sur la *Mission de la Prusse dans l'Est.* La Russie avait espéré l'appui de la nouvelle Allemagne dans sa politique orientale, mais, écrivait M. Benedetti, « tout conflit en Orient mettrait le chancelier allemand à la remorque de la Russie et il cherchera à le conjurer ; il l'a prouvé l'année dernière à l'origine du différend gréco-turc. La Russie est une carte dans son jeu pour les éventualités qui peuvent surgir sur le

Rhin, et il tient essentiellement à ne pas intervertir les rôles, à ne pas devenir lui-même une carte dans le jeu du cabinet de Saint-Pétersbourg. »

En juin 1870, les deux souverains de Prusse et de Russie eurent une entrevue à Ems ; le 9 juillet, le prince Gortchakof disait à l'ambassadeur d'Angleterre que « la Russie ne saurait éprouver aucune alarme de la puissance de la Prusse. » Cette confiance allait être mise à une nouvelle épreuve. En juillet 1870, éclatait la guerre franco-allemande qui allait achever de bouleverser au profit de la Prusse l'équilibre européen. L'attitude menaçante de la Russie contraignit l'Autriche à la neutralité, et cette neutralité entraîna celle de l'Italie ; la diplomatie russe pesa dans le même sens sur le Danemark, dont une princesse avait épousé en 1866 le grand-duc héritier. La France se trouva isolée en Europe. La Russie non seulement empêcha la formation de la *ligue des neutres*, mais découragea toute intervention collective de l'Europe par les voies diplomatiques. Le 3 septembre, l'empereur, en apprenant la victoire de son oncle à Sedan, but à sa santé et brisa son verre pour donner au toast plus de solennité. Sans doute, il conseillait à son oncle la modération, mais, dit M. Sorel, « cet échange tout intime et tout sympathique de lettres privées n'altéra pas un seul instant l'amitié des deux souverains; le roi de Prusse reçut toujours sans impatience les observations de son neveu, et le tsar, bien que ses instances soient toujours restées sans résultat, ne s'offusqua jamais des refus de son oncle. »

La nation n'envisageait pas l'écrasement de la France et le bouleversement européen du même œil que son gouvernement : « Le sentiment public envers la France, écrivait le représentant des État-Unis, est ici peut-être plus vif encore depuis les récents succès de la Prusse. Les officiers de l'armée sont, dit-on, presque unanimes pour désirer une guerre contre la Prusse; je connais plusieurs occasions où des toasts ont été portés à la ruine des Allemands et de *Fritz*. Les journaux publient chaque jour des articles où ils montrent le danger qui résulterait pour l'Europe de

l'accroissement et de la consolidation d'un pouvoir militaire comme celui de l'Allemagne du Nord. Les dernières victoires de la Prusse ont appelé l'attention sur les points vulnérables de la Russie en cas d'une complète victoire de la Prusse ; il y en a deux : la Pologne et les provinces baltiques. » On faisait partout des souscriptions en faveur des blessés français, et la nouvelle des moindres succès de la France excitait la joie publique.

La mission de M. Thiers à Saint-Pétersbourg, en septembre 1870, resta sans résultat ; cet échec frappa de stérilité ses efforts en Autriche, en Italie et en Angleterre. Il n'avait recueilli en Russie que de bonnes paroles, entre autres, que « l'ancienne ennemie de Crimée ferait plus pour la France que l'ancienne alliée, l'Angleterre. » En réalité, la politique russe, tout en servant la Prusse, entendait ménager la France, afin d'arriver plus sûrement au but de ses efforts : la revision du traité de 1856. Le 29 octobre, le prince Gortchakof, dans une circulaire adressée aux puissances signataires de ce traité, déclara que les événements avaient « placé le cabinet impérial dans la nécessité d'examiner les conséquences qui en résultaient pour la position politique de la Russie. » Il demandait la radiation de l'article 2, qui imposait à cette puissance une limitation de ses forces maritimes dans la mer Noire. Une conférence se réunit à Londres, et la Russie insista pour que le gouvernement français y envoyât un représentant. C'était une occasion indirectement offerte à la République nouvelle de soumettre son propre différend avec la Prusse à l'examen des puissances. Le 13 mars 1871, l'ambassadeur de France à Londres vint apporter à la révision du traité de 1856 la signature de la France ; mais dans l'intervalle celle-ci avait été obligée de subir la lourde paix de Francfort. La restauration de l'empire allemand avait été reconnue par la Russie le 24 janvier 1871 et le tsar avait accordé aux généraux de l'armée victorieuse les marques les plus hautes de distinction : les princes Frédéric et Frédéric-Charles portaient déjà le titre de feld-maréchaux russes.

Après les défaites de la France, les empereurs de Russie et d'Allemagne, entraînant dans leur orbite l'empereur d'Autriche, entreprirent de constituer, pour le règlement des affaires d'Orient et d'Occident, ce qu'on a appelé l'alliance des trois empereurs : le congrès de Berlin en 1872, le voyage de l'empereur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg en 1873, de fréquentes entrevues entre les chefs d'État, traduisirent aux yeux de l'Europe l'entente cordiale qui était censée régner entre eux.

Les Russes voyaient bien ce que la Prusse avait gagné à cette alliance de plus de dix ans avec la Russie. Le bénéfice assuré à cette dernière était moins visible ; la Prusse avait acquis des provinces et des royaumes, des ports de guerre, une armée formidable, une situation prépondérante ; la Russie n'avait obtenu que la radiation de l'article qui limitait ses forces dans la mer Noire.

Le tsar commençait à comprendre qu'une entente si étroite avec l'Allemagne pouvait engager son empire dans une voie encore plus nuisible à ses intérêts les plus vitaux ; qu'un nouvel accroissement de puissance chez le voisin de l'Ouest achèverait de bouleverser au détriment de la Russie l'équilibre européen ; que, pour le maintien de celui-ci, la France, si affaiblie qu'elle fût, restait un contrepoids indispensable. Une occasion allait s'offrir à l'empereur Alexandre de manifester cette conviction.

Bismarck avait compté que la France ne pourrait se relever ; que ses finances resteraient écrasées par les énormes dépenses de la dernière guerre et l'indemnité de cinq milliards ; que les divisions intestines achèveraient de la faire déchoir. Or, les partis, au plus fort de leurs ardentes compétitions, refaisaient spontanément l'union sur toutes les questions intéressant la défense nationale ; le pays acceptait allègrement toutes les charges financières, toutes les charges militaires jugées nécessaires à son relèvement.

Dans une dépêche intime à son ambassadeur auprès du gouvernement français, Bismarck avait écrit : « Nous sommes toujours prêts à faire la guerre dès que de nouveaux actes présomptueux de la France nous y contraindront :

*Oderint dum metuant!* » Or toute mesure tendant à restaurer notre puissance militaire présentait, à ses yeux, ce caractère de présomption. « La France se relève trop vite, osa-t-il dire au prince Orlof, ambassadeur du tsar à Paris : nous lui prendrons Nancy. » Moltke était du même avis que le chancelier; quand on procéda chez nous à l'organisation des quatrièmes bataillons, les deux hommes d'Etat se trouvèrent d'accord sur la nécessité d'une intervention. L'activité que déployèrent tout à coup les arsenaux allemands dans la fabrication des nouveaux fusils, les mouvements de troupes sur la frontière française étaient soulignés par les articles provocateurs ou les insinuations perfides d'une presse dont toute l'Europe connaissait le principal inspirateur. La *Gazette nationale* écrivait : « L'augmentation apportée à l'effectif (en France) est colossale, et le fait, rapproché du vote de la Constitution, qu'on peut considérer comme la fin de la lutte des partis, doit ouvrir les yeux à l'Allemagne. » Le ton de ces polémiques était si vif que les journaux anglais demandaient « si l'on cherchait à pousser la France à un coup de tête ». Radowitz, un des diplomates favoris de Bismarck, avait dit à Gontaut-Biron, notre ambassadeur à Berlin : « Pouvez-vous affirmer que la France *n'espère pas contracter des alliances*, qu'elle ne songe pas à une revanche et que, si nous la laissons faire, nous n'avons pas tout à craindre d'elle? Si cela est vrai, notre intérêt, comme le repos de l'Europe, exige que nous n'attendions pas qu'elle ait réparé ses forces pour la ruiner. » Tous ces faits, tous ces propos avaient jeté l'alarme non seulement en France, mais dans toutes les cours. Celle de Russie fut directement sondée par Radowitz : « N'était-ce pas, insinuait-il, un devoir d'humanité, du moment que la France ne pouvait arracher de son cœur les provinces perdues et se préparait en secret à les reconquérir, de prévenir une nouvelle guerre en lui imposant un désarmement nécessaire ou, du moins, de réduire autant que possible les effets désastreux de la guerre en l'attaquant alors qu'elle n'avait pas encore complété l'organisation de ses forces ? » Sur ce point l'intérêt de l'Allemagne, celui de

la paix européenne, celui de la France elle-même, en un mot la raison d'État et l'humanité, la sagesse et la philanthropie, ne concordaient-ils pas? Pour séduire et entraîner le chancelier Gortchakof, Radowitz aurait fait valoir d'autres arguments : « La Russie n'avait-elle rien à réclamer du côté de la Turquie? » L'empereur Alexandre était fort surpris de toutes les dénonciations lancées de Berlin contre la France, comme perturbatrice éventuelle de la paix générale. « Mais que peuvent-ils vous reprocher à Berlin? » demandait-il au général Le Flô. L'ambassadeur de la République lui répondait : « L'unique grief que l'on fait valoir contre nous à Berlin est l'opiniâtre espoir que nous conservons de recouvrer un jour l'Alsace et la Lorraine.... — Ah! quant à cela, répliqua le tsar, ils n'ont pas le droit de se plaindre; on ne saurait vraiment vous reprocher de nourrir au fond de vos cœurs une semblable espérance, et si j'étais Français, je la garderais comme vous. » Un des entretiens qu'eut le tsar avec Le Flô se terminait par ces mots : « Ne vous alarmez pas.... Rassurez votre gouvernement.... Les intérêts de nos deux pays sont communs.... Si vous étiez un jour sérieusement menacés, vous le sauriez bien vite, et vous le sauriez par moi[1]! »

En mai 1875, le prince de Hohenlohe, ambassadeur d'Allemagne à Paris, se rendit au quai d'Orsay, auprès du duc Decazes, ministre des affaires étrangères et président du Conseil, pour lui présenter une « note verbale » au sujet des armements français. Le duc Decazes refusa de la recevoir; mais cette démarche de Hohenlohe, dont par la suite Bismarck a essayé d'atténuer l'importance, fit comprendre à notre ministre des affaires étrangères l'imminence du péril. Une heure après, il en parlait au prince Orlof : « Que ferez-vous donc si vous êtes attaqués? lui demanda le prince. — Ce que nous ferons? Nous nous retirerons derrière la Loire; c'est là que nous concentrerons notre armée, en laissant à l'armée allemande la liberté d'occuper le reste de la

1. Le rôle du général Le Flô a été mis en lumière par les papiers qu'a publiés de lui *le Figaro* (21 mai 1887), à l'occasion d'une autre « alerte ».

France. — Vous ne ferez pas cela ! — Nous le ferons, c'est décidé, et nous attendrons de voir si l'Europe laissera, en se croisant les bras, occuper, envahir et démembrer une nation sans défense. » En même temps il adressait au général Le Flô l'ordre de solliciter immédiatement une entrevue avec le prince Gortchakof et l'empereur Alexandre. « Vous me demandez, dit celui-ci au général, de m'engager à tirer l'épée pour vous.... Non, je ne tirerai pas l'épée. Ni vous non plus. Nous arriverons sans cela. Je vais aller à Berlin, je vous promets de tout terminer. Je ne permettrai pas que toutes les lois du monde civilisé soient violées et l'Europe rejetée dans les horreurs de la guerre. » Peu de jours après, le 11 mai, le tsar était à Berlin. Ses représentations eurent sur l'esprit de son oncle l'effet désiré. Guillaume Ier « a paru d'abord fort étonné de vos inquiétudes, raconta plus tard Schouvalof à un de nos diplomates. Il ne pensait pas que la guerre fût imminente, mais il était le seul aussi mal informé à Berlin.... Il n'était pas au courant de ce qui se tramait autour de lui ». Quant à Bismarck, mis au pied du mur, « il n'a pas essayé de discuter : il s'est contenté d'attribuer les mauvais desseins à M. de Moltke » (Decazes à Le Flô). L'Angleterre avait agi dans le même sens que la Russie. A Londres, lord Derby, saisi de la question par notre chargé d'affaires Gavard, avait répondu que, dans le cas d'une attaque injustifiée contre la France, l'Angleterre ne manquerait pas à ses devoirs. Le 8 mai, un article du *Times* avait dévoilé au monde le plan de Bismarck. La reine Victoria, comme le tsar, s'adressa directement à l'empereur Guillaume. L'Italie intervint dans le même sens. Seule l'Autriche se tint à l'écart. En somme, comme l'écrivait le duc Decazes au général Le Flô, « pour la première fois depuis six ans, l'Europe s'est réveillée à la voix de la Russie : elle s'est affirmée dans un accord commun, et cette affirmation a été décisive.... Vous remarquerez avec quelle netteté l'empereur Alexandre a affirmé notre droit de faire chez nous, pour la restauration de nos forces militaires, tout ce qui nous paraîtrait convenable à nos intérêts. Entre les mots nous pouvions deviner les

paroles du prince Gortchakof, que vous avez si précieusement recueillies ». Les paroles de Gortchakof avaient été celles-ci : « En attendant, rendez-vous forts, très forts ».

Telle fut « l'alerte de 1875 ». On y saisit à la fois la politique d'agression de Bismarck à l'égard de la France et sa politique de perfidie à l'égard de la Russie, qu'il cherche dès lors, pour mieux l'isoler en Europe, à engager dans quelque guerre en Orient. Ses dénégations et ses railleries au sujet de « l'alerte » perdent toute valeur quand on le voit ensuite poursuivre de sa rancune le prince Gortchakof et préparer à la Russie les cruelles déceptions de 1878. Il espéra jusqu'au bout la tromper : « La vérité, disait-il, n'a point de prix pour les Slaves. Ils se repaissent d'apparences. Ils croient tout ce qu'il leur plaît de croire. » A ses yeux, la « légèreté slave » faisait le digne pendant de la « légèreté française ».

---

# CHAPITRE XXXVIII.

## ALEXANDRE II, LA GUERRE D'ORIENT ET LES NIHILISTES.

Les Slavophiles et l'Europe orientale. — Insurrection des Slaves de Turquie : guerre de Serbie et de Monténégro. — Guerre entre la Russie et la Turquie : traité de San-Stéfano. — Intervention de l'Europe : traité de Berlin. — La politique russe en Orient depuis la guerre. — Le nihilisme et les partis révolutionnaires en Russie : mort d'Alexandre II.

### Les Slavophiles et l'Europe orientale.

A mesure que la Russie se relevait de ses défaites en Crimée, elle suivait avec plus d'attention le sort des populations chrétiennes soumises à l'empire ottoman et sur les-

quelles le traité de 1856 avait prétendu lui enlever, pour l'attribuer à l'Europe entière, son droit de protection.

En 1858, la Russie avait pris part à la convention qui organisait les deux principautés de Valachie et la Moldavie ; en 1859, après la double élection du colonel Couza, la Russie avait adhéré à la convention qui réunissait ces deux principautés en un seul État, celui de *Roumanie*. Cet État nouveau, précieux débris de la grande colonie *romaine* fondée par l'empereur Trajan sur le bas Danube, fut enfin reconnu par la Porte en décembre 1861, mais seulement pour la durée du règne de Couza. En 1865, le premier synode national de Roumanie avait proclamé l'indépendance de l'Église roumaine vis-à-vis du patriarche grec de Constantinople. La Porte dut encore admettre les profonds changements introduits dans le régime intérieur de la Roumanie après le coup d'État du prince Couza (14 mai 1864), qui prononça la dissolution du Corps législatif et opéra par la dictature les réformes qu'il jugeait nécessaires. Puis, Couza ayant été renversé dans la nuit du 22 au 23 février 1866, les Roumains offrirent la couronne au comte de Flandre. La conférence de Paris (10 mars), tout en sanctionnant le maintien de l'union roumaine, se déclara contre l'élection d'un prince étranger. L'assemblée roumaine passa outre : le 19 avril, un prince allemand, Charles de Hohenzollern, fut élu. La Porte dut encore se soumettre au fait accompli : son droit de suzeraineté sur la Roumanie ne se manifestait plus que par le payement du tribut.

En Serbie, la dynastie des Obrénovitch était remontée, en 1858, sur le trône avec l'ancien prince Miloch, qui eut pour successeur, en 1881, son fils Michel. La Serbie était restée plus étroitement dépendante que la Roumanie. Le sultan y avait gardé les six forteresses de Belgrade, Semendria, Sokod, Oujitsa, Feth-Islam et Schabatz. De plus, en violation de la convention de 1830 qui suivit le traité d'Andrinople, des Turcs et d'autres musulmans s'étaient établis dans les villages et les villes, à Belgrade même, tout en refusant de se soumettre aux lois serbes. Le prince Michel,

dans sa capitale de Belgrade, se trouvait donc sous le canon de la forteresse turque et en présence d'une population musulmane insoumise. La situation était déjà fort tendue lorsqu'en 1862, à l'occasion d'une rixe survenue entre un soldat ottoman et un citoyen, les postes turcs dispersés dans la ville en vinrent aux mains avec le peuple. La forteresse bombarda la ville. Une conférence réunie à Constantinople décida que Sokod et Oujitsa seraient rendues aux Serbes et que les Turcs seraient tenus de se renfermer dans les quatre autres forteresses. La ville de Belgrade restait toujours sous le feu de la citadelle. Enfin, en 1867, devant les manifestations de la *skoupchtina* serbe et sous la pression de la diplomatie européenne, la Porte consentit à une évacuation totale. Après l'assassinat du prince Michel, en 1868, son jeune cousin, qui était pour lui comme un fils adoptif, le prince Milan, lui succéda.

Au Monténégro, le prince Danilo, le premier qui n'ait pas uni la dignité d'évêque à celle de prince, avait donné quelque mécontentement à la Russie. Bien que celle-ci, lors de la guerre turco-monténégrine de 1852-1853, eût cherché, par ses remontrances, à arrêter l'invasion turque, le prince Danilo recherchait plutôt les sympathies autrichiennes : dans la guerre de Crimée, il était resté neutre. Après la guerre, au congrès de 1856, il essaya de faire valoir ses prétentions : renonciation formelle de la Porte à son ancien droit de suzeraineté et agrandissement territorial du Monténégro. L'Europe refusa de le soutenir, la Porte lui déclara la guerre. Une nouvelle invasion ottomane fut arrêtée au combat de Grahovo, où le pacha Husseïn perdit trois mille hommes et toute son artillerie ; l'Europe dut alors intervenir pour arrêter les hostilités (1858). Quand Danilo fut assassiné en 1860, son neveu Nicolas, encore mineur, lui succéda et ce fut le père de celui-ci, Mirko, le vainqueur de Grahovo, qui prit la régence. Bientôt éclatèrent les troubles de l'Herzégovine : Mirko ferma les yeux sur le concours que les volontaires monténégrins apportèrent aux insurgés. Il en résulta une troisième guerre avec la Porte, et Omer-Pacha

envahit la principauté avec soixante mille hommes. Après quelques défaites, les Turcs écrasèrent Mirko à Riéka, le 23 août 1862, sous la supériorité de leur nombre et de leur artillerie. L'Europe intervint encore, mais le Monténégro dut souffrir l'établissement d'une route militaire sur son territoire.

Du moins la Roumanie, la Serbie, le Monténégro jouissaient d'un gouvernement national. Il n'en était pas de même des autres chrétiens placés sous l'autorité directe du sultan, qui vivaient à l'état de *raïas* et qui attendaient vainement le bienfait des réformes prévues au traité de 1856. Tels étaient les Slaves de Bosnie, d'Herzégovine, de Bulgarie, les Grecs de l'Épire, de la Thessalie, de la Crète. L'insurrection d'Herzégovine venait de succomber avec le Monténégro. Les Bulgares s'agitaient, et en 1868, les émigrés de ce pays avaient essayé, avec la connivence de fonctionnaires roumains, de surprendre la forteresse de Sistova : de cruelles répressions avaient suivi les tentatives de soulèvement. En 1866, après d'inutiles efforts pour obtenir une administration supportable, les Crétois s'étaient mis en insurrection et avaient forcé le gouverneur Ismaïl-Pacha de capituler à Apocorono. De toutes parts, de France comme de Grèce, étaient accourus des volontaires : dans le gouvernement d'Athènes, en avril 1868, le parti de la guerre l'emporta ; le ministère grec annonçait la prochaine réunion de la Crète au royaume hellénique et faisait des armements ; la Porte rappelait son ambassadeur et envoyait au Pirée l'amiral Hobart-Pacha présenter un ultimatum. Pour prévenir une guerre imminente, une conférence se réunit à Paris et força les Grecs à la paix. Les insurgés crétois succombèrent après une résistance désespérée (janvier-février 1869). La Porte, pour satisfaire ou éluder les vœux de la diplomatie, avait accordé à la Crète (déjà par l'iradé de 1867), une sorte de constitution.

Le gouvernement russe, dès 1860, par la circulaire Gortchakof, avait appelé l'attention de l'Europe sur la situation des chrétiens de Bosnie, d'Herzégovine et de Bulgarie Dans les affaires de Roumanie, de Serbie, de Monténégro,

de Crète, il s'était associé aux démarches des autres puissances.

En dehors du gouvernement russe, s'exerçait l'action des comités russes. Dès 1846, s'était formée à Kief la confrérie de Cyrille et Méthode, qui se proposait l'amélioration du sort des chrétiens d'Orient, sans distinction de nationalité, ni de confession : elle excita les défiances de l'empereur Nicolas et fut supprimée. Elle se reforma vers 1857, mais se voua plus particulièrement à l'idée du *panslavisme*, c'est-à-dire à l'affranchissement des nations slaves et à leur réunion sous le protectorat du seul peuple slave qui fût alors indépendant, du puissant empire de Russie. Ceux qui poursuivaient ce but s'appelaient les *slavophiles*. L'exemple de l'Italie et de l'Allemagne qui venaient de constituer leur unité leur semblait un encouragement. En 1867, ils convoquaient à Moscou, sous le nom de congrès ethnographique, les représentants de toutes les nations slaves ; mais là on s'aperçut que l'on manquait d'une langue slave intelligible à tous les Slaves ; on constata que les Tchèques et d'autres peuples entendaient réserver leur droit à l'indépendance ; enfin le souvenir de la Pologne jetait une ombre fâcheuse sur cette fête de la fraternité slave. On put se convaincre que le panslavisme proprement dit n'était pas une idée réalisable.

Les affections des slavophiles se reportèrent sur les peuples slaves encore soumis à la domination ottomane, soit comme vassaux, soit comme *raïas*. Sans doute on sympathisait avec tous les chrétiens de confession orthodoxe ; mais les races grecque ou roumaine excitaient un intérêt moindre que la race slave. Aussi était-ce surtout aux Serbes, aux Monténégrins, aux Bulgares, aux Bosniaques, aux Herzégoviniens qu'on envoyait des livres, des objets religieux, de l'argent pour fonder des églises et des écoles. La politique du gouvernement russe faisait la même distinction : il comprit que les Roumains seraient plus réfractaires à son influence et que les Grecs, avec leurs vastes ambitions et leur rêve d'un grand empire hellénique qui reprendrait la place de l'empire byzantin avec Constantinople

pour capitale, étaient plutôt des rivaux que des alliés.

Un fait mit en vive lumière cette arrière-pensée du gouvernement russe. Les Bulgares voulaient avoir une Église nationale, soustraite à la juridiction du patriarche de Constantinople, comme l'était déjà l'Église roumaine. Ne pouvant encore revendiquer leur indépendance politique vis-à-vis des Turcs, du moins ils revendiquaient leur indépendance religieuse vis-à-vis des Grecs. L'émoi fut grand dans toute la péninsule : auprès de l'ambassadeur de Russie à Constantinople, Ignatief, considéré comme le protecteur naturel de tous les orthodoxes, s'empressèrent à la fois les Bulgares, pour le prier d'appuyer leur demande, et les Grecs, pour le prier d'assurer le maintien du *statu quo*. Longtemps il affecta, entre les deux parties, l'impartialité la plus rigoureuse. Tout à coup, il se décida pour les premiers, et, par son influence auprès de la Porte, les Bulgares reçurent, le 24 avril 1872, le droit de choisir un exarque : c'était l'indépendance de leur Église nationale.

Lorsque Gortchakof eut obtenu, en 1871, à la conférence de Londres, la révision du traité de 1856, il avait signé avec la Turquie la convention du 18 mars 1872, par laquelle les deux puissances constatèrent leur droit respectif de construire des forts sur la mer Noire et d'y entretenir des flottes de guerre. C'était un pas vers le rétablissement du prestige et de la puissance russe en Orient.

### Insurrection des Slaves de Turquie; guerre de Serbie et de Monténégro.

Or, en 1874, éclatait une nouvelle prise d'armes en Bosnie et Herzégovine : les insurgés invoquaient le traité de Paris et réclamaient les réformes promises. La situation générale de l'Europe, depuis les défaites de la France, rendait fort difficile une action collective de la diplomatie, et cette action était cependant nécessaire : il y avait dans les provinces de la Turquie et dans les principautés vassales tant de souvenirs irritants, tant de germes de conflit,

que le moindre incident pouvait amener une explosion générale. L'insurrection traînait en longueur : la Turquie, qui révéla plus tard quelle force de résistance était encore en elle, se montra d'abord impuissante à réduire quelques bandes de rebelles. Soit apathie, soit incapacité, elle les laissa battre Mouktar-Pacha et bloquer les deux forteresses de Niksich et Piva. En décembre 1875, elle essaya de pacifier le pays en promettant encore une fois des réformes. Les insurgés exigèrent des garanties : alors le comte Andrassy, chancelier d'Autriche, parvint à obtenir du sultan son adhésion aux réformes énumérées dans une note du 12 février 1876. Les insurgés refusèrent encore de poser les armes : ils demandaient l'évacuation préalable de l'Herzégovine par les troupes ottomanes. Tout à coup l'assassinat des consuls de France et d'Allemagne à Salonique parut justifier toutes les accusations de fanatisme et d'anarchie formulées contre la Turquie. Alors la Russie, l'Autriche et l'Allemagne s'entendirent pour présenter au sultan la note du 1er mai où on le sommait de signer un armistice avec les insurgés et d'appliquer les réformes proposées par le comte Andrassy, menaçant, en cas de refus, de l'y contraindre par force. La Porte, encouragée à la résistance par l'Angleterre, repoussa cet ultimatum.

Des événements plus graves encore que celui de Salonique vinrent soulever contre la Turquie l'opinion européenne. La Porte avait eu la funeste idée, en 1864, d'établir en Bulgarie les Tcherkesses qui avaient émigré du Caucase pour se soustraire à la domination russe. Ces barbares, habitués dans leurs montagnes à vivre de pillages et du trafic des esclaves, et qui trouvaient le travail de la terre indigne de guerriers, s'imposèrent aux paysans bulgares, qu'ils forcèrent à travailler pour eux et qu'ils traitèrent en serfs de la glèbe. Ce nouveau fléau qui venait s'ajouter à tous ceux de l'administration turque mit les populations au désespoir. Les vieilles haines entre chrétiens et musulmans se réveillèrent. De part et d'autre, on s'arma : en novembre 1875, le village chrétien de Sulmchi fut horriblement saccagé ; à Otlukeny et Striélitsa, ce fu-

rent les chrétiens qui massacrèrent les musulmans. La Porte, au lieu d'envoyer des troupes régulières pour apaiser ce commencement d'insurrection, eut recours au plus détestable expédient : elle lâcha sur la Bulgarie des milliers de Tcherkesses, de bachi-bouzouks et d'autres irréguliers. Les districts paisibles furent traités comme les districts insurgés. A Batak, 5,000 habitants sur 7,000 furent égorgés. D'une enquête faite par l'ambassadeur de France, il résultait qu'en trois mois 20 000 chrétiens avaient été massacrés. Sur plusieurs points, les autorités ottomanes, par fanatisme, se montrèrent de connivence avec les égorgeurs. L'Europe fut saisie d'indignation ; en Angleterre même, dans la presse, dans les meetings et à la tribune du parlement, les libéraux se firent des *atrocités bulgares* une arme contre le ministère conservateur.

Bien plus vif fut ce sentiment en Russie, et dans tous les pays slaves. On sait que les habitants de la Croatie autrichienne, de la Slavonie autrichienne et des confins militaires parlent presque la même langue que ceux de la Croatie turque, de la Bosnie, de l'Herzégovine et que ceux des principautés de Serbie et de Monténégro : c'est la langue serbe, et tous ces peuples forment un groupe appelé les *Iougo-Slaves* ou Slaves du Sud. L'agitation fut grande sur le territoire autrichien et dans les deux principautés. Déjà les généraux turcs qui combattaient les insurgés d'Herzégovine constataient que, dans leurs rangs, il y avait, pour moitié, des Serbes et des Monténégrins. Les princes Milan et Nicolas étaient impuissants à contenir des passions qu'ils partageaient. Ils poussèrent leurs armements : un général russe, Tchernaïef, le conquérant de Tachkent, vint prendre le commandement de l'armée serbe ; des étudiants russes et d'autres volontaires accouraient ; les comités russes multipliaient les envois d'armes et d'argent ; même d'anciens officiers et d'anciens soldats des territoires slaves de l'Autriche passèrent en Serbie.

Les passions nationales et religieuses des musulmans n'étaient pas moins excitées. Le sultan Abdul-Azis, dont les prodigalités et la démence avaient ruiné l'empire, fut

renversé dans la nuit du 29 au 30 mai 1876 par une conspiration, dans laquelle entrèrent son grand-vizir et les principaux de ses ministres et de ses généraux. Le 2 juin, on annonça au public qu'il s'était suicidé. Son successeur, Mourad V, fut déposé trois mois après: sa faible intelligence avait été troublée par toutes ces tragédies du palais. Abdul-Hamid II fut alors proclamé (31 août 1876).

La guerre avait déjà commencé. En juin 1876, devant les sommations et les menaces de la Porte, les deux princes de Serbie et de Montenégro avaient conclu une alliance offensive et défensive. Le 1er juillet, leurs troupes passèrent les frontières.

Les Monténégrins battirent à Trébinié le général Freund, devenu Mahmoud-Pacha, et bloquèrent les trois places de Niksich, Podgoritsa et Medun. Les Serbes furent moins heureux. Tchernaïef, au lieu d'entrer en Bosnie et de donner la main aux Monténégrins, proposa d'envahir la Bulgarie. Il détacha trois corps pour garder les frontières de l'ouest, du sud-ouest et de l'est; lui-même franchit celle du sud-est, tourna la forteresse de Nisch et s'avança sur la route de Sofia jusqu'à Pirot. Trouvant en face de lui des forces très supérieures, inquiété par la défaite du corps de l'est, il rétrograda. Alors les Turcs envahirent la Serbie par la vallée de la Morava: leur général en chef Abdul-Kérim avait 200,000 hommes, c'est-à-dire deux fois plus que toutes les armées serbes. Il battit les Serbes à Gramada, à Pandirolo, à Kniajevatz (25-31 juillet) Il échoua devant les retranchements d'Alexinatz après cinq jours de bataille (20-24 août) et avec des pertes considérables; alors il masqua cette position et marcha sur Belgrade par la rive gauche de la Morava. Une première intervention de la diplomatie européenne fut inutile: les hostilités reprirent. L'armée serbe, concentrée à Djunis, repoussa toutes les attaques des Turcs dans une sanglante bataille qui dura trois jours (19-21 octobre); mais les Turcs, ayant reçu des renforts, revinrent à l'assaut (29 octobre) et l'armée serbe fut mise en pleine déroute. Presque tous les volontaires se firent tuer autour de Tchernaïef.

L'émotion fut presque aussi vive en Russie qu'à Belgrade même : le sang russe avait coulé à Djunis ; l'honneur russe semblait engagé ; c'en était fait du prestige impérial si on laissait écraser la Serbie. L'ambassadeur russe Ignatief remit à la Porte un ultimatum, où il la sommait de souscrire à un armistice ; on ne lui laissait que quarante-huit heures pour répondre. La Porte céda et accorda un armistice de deux mois à la Serbie et au Monténégro.

La Turquie venait de déployer sur les champs de bataille une supériorité numérique et une énergie d'action auxquelles on ne s'attendait pas : évidemment les petites principautés, pas plus que les insurgés herzégoviniens, n'étaient en état de trancher la question. Cependant la Russie ne jugeait pas encore le moment venu d'intervenir ouvertement. Elle préféra laisser la diplomatie européenne user inutilement ses efforts contre la ténacité ottomane.

Le 12 novembre 1876, Alexandre II, dans son discours de Moscou, témoignait hautement de son admiration pour les Monténégrins et de ses sympathies pour les souffrances des chrétiens. Le 13, le prince Gortchakof adressait aux cabinets une circulaire annonçant la mobilisation de six corps d'armée.

La France se tenait à l'écart du conflit ; l'Allemagne restait en observation ; l'Autriche était partagée entre la crainte de voir les événements fournir à la Russie une occasion de s'agrandir et la tentation d'en profiter elle-même ; l'Angleterre désirait ardemment le maintien du *statu quo*. Ce fut elle qui prit l'initiative et qui proposa la réunion d'une conférence à Constantinople.

Le jour même où se réunissait la conférence (23 novembre), le grand-vizir Midhat-Pacha promulguait la constitution ottomane, qui accordait aux peuples de l'empire toutes les libertés imaginables et instituait un sénat et une chambre des députés. Ce coup de théâtre montrait simplement le désir qu'avait la Turquie d'échapper à la tutelle de l'Europe et d'éluder ses réclamations. Le 24 dé-

cembre, la conférence présentait à la Porte un memorandum qui fut transformé en ultimatum le 15 janvier 1877. On y demandait un agrandissement pour le Monténégro, le *statu quo* pour la Serbie, l'autonomie de la Bosnie, de l'Herzégovine et de la Bulgarie, avec des assemblées provinciales élues et des gouverneurs chrétiens, choisis avec l'agrément des puissances, la réorganisation de l'administration et de la justice, l'éloignement des Tcherkesses et des bachi-bouzouks, l'institution de milices provinciales, l'amnistie générale, la nomination par les puissances de deux commissions de contrôle. On avertissait la Porte que si elle n'adhérait pas immédiatement à ces réformes, les plénipotentiaires européens demanderaient leurs passeports. La Turquie ne prit pas au sérieux les menaces de la diplomatie : l'Angleterre avait déclaré, à plusieurs reprises, qu'elle ne s'associerait à aucune démonstration armée contre la Porte. Ce qui encourageait encore la Porte, c'étaient les irrésolutions visibles de l'empereur Alexandre.

En Russie, il y avait en effet deux courants d'opinion : le monde officiel affichait son mépris pour les Serbes, s'indignait de la témérité des volontaires qui avaient engagé l'honneur russe dans cette équipée, insistait sur l'impossibilité d'entreprendre une guerre de longue haleine, avec le budget en déficit, le papier-monnaie en discrédit, l'armée désorganisée par la période de transformation, la flotte de la mer Noire restée fort inférieure à la marine turque. Les slavophiles croyaient toucher à la réalisation de leur idée : affranchissement des chrétiens, triomphe de l'orthodoxie sur l'islamisme, extension de l'influence russe dans tout l'Orient. La politique d'action était surtout appuyée par le grand-duc Nicolas, frère de l'empereur, l'ambassadeur Ignatief, le ministre de la guerre Milioutine, le publiciste Katkof. L'empereur, partagé entre ses inclinations pacifiques et son désir d'effacer jusqu'à la dernière ligne du traité de 1856, Gortchakof, indécis entre la crainte de perdre sa popularité et l'appréhension d'une si grosse aventure, ne se décidaient pas. La préparation

et la conduite de la guerre devaient se ressentir de ces irrésolutions. Si l'attitude de l'Angleterre semblait inquiétante pour la Russie, d'Allemagne arrivaient des encouragements : l'état-major prussien assurait que 250 000 hommes suffiraient pour franchir les Balkans et marcher sur Constantinople.

Midhat-Pacha avait obtenu un premier succès en faisant rejeter l'ultimatum de la conférence par une sorte de conseil national, qu'on avait réuni en attendant la convocation du nouveau Parlement. Il obtint un second succès en signant, le 1er mars 1877, la paix avec la Serbie sur les bases du *statu quo*. Il aurait voulu aussi traiter avec le Monténégro, ce qui aurait amené la pacification de la Bosnie et de l'Herzégovine et ôté tout prétexte à une intervention européenne ; mais les prétentions contraires du Monténégro et de la Turquie, victorieux chacun de son côté, firent échouer les négociations.

La circulaire Gortchakof du 31 janvier 1877, la mission d'Ignatief auprès des divers cabinets, amenèrent une nouvelle manifestation de la diplomatie européenne : le protocole de Londres du 31 mars qui invitait la Porte à désarmer et lui annonçait que les puissances veilleraient avec soin sur l'exécution des réformes promises. La Russie, par une déclaration annexée au protocole, avait signifié qu'elle ne continuerait à s'abstenir que si la Turquie signait la paix avec le Monténégro. Le Parlement ottoman venait de se réunir : un de ses premiers actes fut de voter la continuation de la guerre avec le Monténégro (11 avril). C'était jeter le gant à la Russie : elle le releva.

### Guerre entre la Russie et la Turquie : traité de San-Stefano.

Deux armées russes s'étaient concentrées : l'une autour de Kichénef, en Bessarabie ; l'autre, en Asie, sur la frontière d'Arménie. La première était commandée par le grand-duc Nicolas, assisté de Népokoïtchitski et Lévitski

comme chefs d'état-major; elle se composait de sept corps d'armée sous les ordres du grand-duc héritier et des généraux Zimmermann, Vannovski, Schakovskoï, Krüdner, Radètski, etc. : elle était forte de 250,000 hommes. La seconde était commandée par le général Loris-Mélikof, Arménien d'origine, et se montait à 60,000 hommes.

La Russie n'avait rien négligé pour entraîner la Roumanie : elle lui faisait espérer l'indépendance absolue et un agrandissement territorial. Le 16 avril une convention secrète autorisait les Russes à traverser la principauté, tout en réservant à celle-ci sa liberté d'action.

Au vote émis par le Parlement ottoman le 11 avril, répondit, le 24, un manifeste de l'empereur Alexandre II, daté du quartier général de Kichénef. L'armée russe franchit sur trois points la frontière du Pruth et un détachement, par une marche forcée de cent verstes en vingt-quatre heures, s'empara du pont de Barboche sur le Sereth. L'armée russe traversa la Roumanie et borda la rive gauche du Danube. Des monitors turcs étaient maîtres du fleuve : avec des torpilles, on en fit sauter un devant Matchin, un autre fut coulé par un obus et le reste dut gagner la mer. Comme ils avaient bombardé Kalafat, ville roumaine, la Roumanie se déclara indépendante et envoya 60,000 hommes former l'aile droite de l'armée russe.

Le généralissime ottoman Abdul-Kérim n'avait pas su concentrer son armée : Suleyman-Pacha était occupé sur la frontière de Monténégro, Osman-Pacha autour de Viddin, Méhémet-Ali sur le bas Danube, Abdul-Kérim lui-même à Choumla. Il ne sut pas mieux prévenir le passage du Danube : Zimmermann franchit le fleuve à Hirsova et Galatz et entra dans la Dobrudscha. Ce n'était là qu'une diversion; car, cinq jours après, le 27 juin, le gros de l'armée opérait le passage à Zimnitsa et entrait dans Orsova. Aussitôt Krüdner s'empara de Nicopolis et s'établit sur la Vid; le grand-duc héritier passa la Yantra et menaça Roustchouk; Gourko, lieutenant de Radetski, poussa une pointe hardie sur les Balkans, surprit le défilé de Schipka et lança ses avant-gardes dans la Roumélie. La double

barrière du Danube et des Balkans était franchie, et, par le bassin de la Maritsa, la route de Constantinople semblait ouverte aux Russes (juillet 1877).

Brusquement leurs succès s'arrêtèrent. A Constantinople, le ministre de la guerre et le généralissime Abdul-Kérim furent destitués. Suleyman accourut du Monténégro et couvrit la route de Constantinople ; Osman s'avança de Viddin, passa le Vid et s'arrêta à Plévna dans une forte position ; Méhémet-Ali sortit de Roustchouk et marcha au-devant du grand-duc héritier qui était arrivé sur le Lom.

Le 20 juillet, Schildner-Schüdner, lieutenant de Krüdner, assaillit imprudemment Plévna avec 6,000 hommes seulement, et fut repoussé ; le 30 juillet Krüdner recommença l'attaque et fut battu. Pendant ce temps Méhémet-Ali livrait au grand-duc héritier une série de combats (du 22 août au 5 septembre), à Ayaslar, Kara-Hassankeuy, Katzlew, Ablovo, et l'obligeait à se replier derrière la Yantra. Enfin Suleyman repoussait les avant-gardes de Gourko et se préparait à lui enlever le défilé de Schipka.

Les trois généraux turcs essayèrent alors d'opérer leur jonction : pour y arriver, il fallait que Suleyman s'emparât de Schipka et que ses deux collègues se rabattissent sur le même point pour lui donner la main. Or, Suleyman, dans une série de combats acharnés, du 16 août au 17 septembre, échoua devant la ténacité des Russes : Osman fut battu à Skalévitzé et rejeté dans Plévna (31 août ; Méhémet, battu à Tserkovnia (21 septembre), dut renoncer à l'offensive.

Les Russes avaient empêché la jonction ; mais eux-mêmes étaient arrêtés dans leur marche. Ils se trouvaient enfermés dans un espace assez restreint de la Bulgarie, entre les positions turques de Plévna à l'ouest, les Balkans et le défilé de Schipka au sud, la Yantra à l'est.

En Asie, leurs premiers succès furent suivis de revers. Loris-Mélikof avait franchi la frontière en quatre colonnes : la première dirigée sur Batoum ; la seconde sur Ardahan ; la troisième sur Kars, avec ordre de marcher ensuite sur

Erzeroum, capitale de l'Arménie ; la quatrième sur Bayazid. Mouktar-Pacha commandait l'armée turque. La colonne russe de Batoum, inquiétée sur ses derrières par la flotte ottomane et des débarquements d'émigrés tcherkesses, dut rétrograder ; la seconde et la troisième s'emparèrent d'Ardahan, bloquèrent Kars et marchèrent sur Erzeroum ; la quatrième occupa Bayazid. C'est dans la marche de Kars sur Erzeroum que Loris-Mélikof fut assail i par des forces supérieures et battu à Zéwin (26 juillet). Il lui fallut alors rétrograder, lever le siège de Kars et se replier sur la forteresse russe d'Alexandropol, ne gardant de toutes ses conquêtes qu'Ardahan et la citadelle de Bayazid.

Ainsi, au mois de septembre, les Russes se trouvaient arrêtés en Bulgarie et repoussés de l'Arménie.

La double expérience qu'ils venaient de faire en Europe comme en Asie leur fit comprendre qu'ils avaient trop méprisé leur ennemi et que le succès ne serait acheté qu'au prix des plus grands efforts. On envoya 50 000 hommes de renforts à l'armée d'Asie. On en expédia 100 000 à l'armée du Danube : la garde impériale y fut dirigée ; les Roumains furent appelés sous Plévna et les opérations recommencèrent.

Le 3 septembre, les Russes enlevèrent à Osman-Pacha Lovatz ; puis, en six jours de combat, du 7 au 12, ils occupèrent sa première ligne de retranchements : ce furent les Roumains qui conquirent la redoute de Grivitza. Les attaques de vive force sur Plévna avaient déjà coûté 50 000 hommes : il fallait faire un siège en règle. Tottleben, le défenseur de Sévastopol, chargé des travaux d'investissement, s'appliqua tout d'abord à isoler Plévna. A cet effet, Gourko battit les Turcs à Gorni-Dubniak et Dolny-Dubniak (24 octobre), enleva Tellisch et coupa les communications d'Osman avec Sofia ; puis il occupa tous les défilés des Balkans par lesquels une armée de secours aurait pu arriver. Le 9 novembre, Skobélef resserra encore les assiégés par la prise des *montagnes vertes*. Le 10 décembre, Osman-Pacha, qui était au bout de ses vivres et de ses munitions, tenta une sortie : blessé dans la bataille, il dut

capituler et rendre Plévna avec 43 000 hommes. Sa résistance avait duré quatre mois : les vainqueurs honorèrent son héroïsme.

Suleyman, qui avait remplacé Méhémet-Ali, à l'armée du Lom, avait fait de vaines tentatives pour reprendre l'offensive : il fut vaincu à Trostianik et à Matchka, vainqueur à Eléna, vaincu de nouveau à Matchka (11 décembre). Chakir-Pacha, qui avait remplacé Suleyman devant Schipka, n'avait pas été plus heureux que lui.

En Asie, Mouktar, après un nouveau succès à Kisil-Tépé s'était vu forcé de rétrograder; battu à l'Aladja-Dagh, il dut rétrograder jusqu'à Erzeroum (14-16 octobre). Kars fut investi de nouveau par les Russes. Enfin Mouktar, battu à Débé-Boïn (4 novembre), dut s'enfermer dans Erzeroum et ne put empêcher Kars d'être enlevé d'assaut (18 novembre).

Le dernier coup fut porté par la foudroyante marche des Russes pendant l'hiver de 1877-78. Tottleben aurait voulu qu'avant de songer à Constantinople on s'assurât d'abord de Roustchouk, Choumla et Viddin. Le grand-duc Nicolas brusqua le dénouement en donnant l'ordre à l'audacieux Gourko de passer les Balkans.

Par un froid de vingt-cinq à trente degrés, par des défilés encombrés de neige, faisant traîner les canons à bras à travers les glaces et les précipices, Gourko franchit les Balkans au col d'Étropol, écrase l'armée de Chakir-Pacha et entre à Sofia, une ville qui, depuis quatre siècles, n'avait jamais vu d'armée chrétienne (3 janvier). Par Ichtiman, suivant toujours la vallée de la Maritsa, il arrive à Tatar-Bazardchik le 13 janvier, bat Fuad-Pacha à Kadikoï et entre dans Philippopolis le 16. Pendant ce temps d'autres corps russes débouchent par les autres cols des Balkans : par la passe de Trajan, Kartzof qui entrait dans Karlova et se mettait en communication avec Gourko; par les deux passes situées à droite et à gauche du col de Chipka, deux colonnes du corps de Radetski, sous Skobélef et Mirski. En se rejoignant, elles enveloppaient le corps de Wessir-Pacha, pendant que Radetski l'attaquait de front dans le col de Chipka; elles

lui prenaient 32000 hommes et 66 canons (9 janvier).

Sous la double attaque de Gourko qui arrive de la Maritza, de Kartzof, Radetski, Skobelef, Mirski qui débouchent des Balkans, Suleyman-Pacha ne sait où tourner. Coupé d'Andrinople et de la route de Constantinople, il est forcé de se jeter dans le Rhodope, chaudement poursuivi par l'ennemi. Le 20 janvier, toutes les colonnes russes opèrent leur réunion dans Andrinople; le 31, elles arrivent à Silivri et Rodosto sur la mer de Marmara. Elles étaient en vue de Constantinople. Le gouvernement turc ne pouvait leur opposer qu'environ 12000 hommes, campés sur les hauteurs de Tchadaldcha.

Les autres ennemis de la Turquie triomphaient également. Le 14 décembre, les Serbes avaient repris les armes; le 10 janvier, ils s'emparaient de Nisch et battaient les Turcs dans ces mêmes champs fameux de Kossovo où l'indépendance serbe avait succombé en 1389. Les Monténégrins entraient à Antivari le 10 janvier, à Dulcigno le 19, et passaient la Boïana pour attaquer Scutari. Viddin, assiégé par les Roumains, allait succomber le 24 février. En Crète, une réunion générale des habitants chrétiens demandait la réunion au royaume de Grèce. La Thessalie, la Macédoine, l'Albanie grecque se soulevaient; le 2 février, le gouvernement d'Athènes faisait entrer 12000 hommes en Thessalie, non pas, assurait-il, pour aider au renversement de l'empire turc, mais pour s'assurer que les intérêts de la race hellénique ne seraient pas sacrifiés à ceux des Slaves.

L'Angleterre fut à la fois étonnée et effrayée du rapide succès des Russes. Le 31 janvier, la Chambre des communes avait voté les subsides que demandait le ministère. Le 14 février, la flotte anglaise ayant passé les Dardanelles vint mouiller à l'île des Princes, en vue, elle aussi, de Constantinople. Il était trop tard, et d'ailleurs ce n'étaient pas les équipages de quelques vaisseaux anglais qui auraient pu barrer le chemin à toute une armée.

Dès le 8 janvier, Server-Pacha, ministre des affaires étrangères, avait déclaré au Parlement ottoman que la

Turquie était isolée et ne pouvait compter sur aucune alliance européenne. Le 19, avec un autre envoyé turc, il arrivait au quartier général du grand-duc Nicolas à Kazanlik, au pied des Balkans. Les malheureux plénipotentiaires ne purent arrêter la marche des Russes et se virent obligés de suivre le quartier général dans ses déplacements successifs. C'est seulement à Andrinople, le 31, qu'on signa les préliminaires. Puis, après l'entrée des Anglais dans la mer de Marmara, le grand-duc Nicolas exigea la remise des hauteurs de Tchadaldcha et s'établit à San-Stefano sur le Bosphore. Il avait l'ordre, si les Anglais faisaient une démonstration sur Constantinople, d'y entrer lui-même. Les Anglais eurent connaissance de ces instructions; d'ailleurs la Porte était contrainte de formuler une protestation contre leur présence; ils abandonnèrent l'île des Princes et mouillèrent sur la côte d'Asie. Constantinople échappa ainsi aux périls d'une occupation que le fanatisme musulman aurait pu rendre sanglante; les soldats russes furent privés d'une satisfaction d'amour-propre qui aurait pu entraîner la subversion de cette ville.

Le 3 mars, Ignatief faisait signer à la Porte le traité de San-Stefano. Le Monténégro voyait son territoire doublé d'étendue et recevait les ports de Spizza et Antivari, les forteresses de Gazko, Niksich, Spuz, Podgoritsa et Zabliak. La Serbie et la Roumanie étaient reconnues indépendantes. La première recevait les districts de Nisch, Leskovatz, Novi-Bazar. La seconde obtenait la Dobrudscha, mais en échange de cette partie de la Bessarabie qu'elle avait acquise au traité de 1856 et qu'elle dut rétrocéder à la Russie. Sous le nom de *principauté de Bulgarie*, le pays qui s'étend du Danube à la mer Noire et à l'Archipel, était constitué en un État vassal de la Turquie : celle-ci ne gardait en Roumélie qu'un lambeau de territoire qui allait de Constantinople au mont Rhodope, plus Salonique et la presqu'île de Chalcidique. En Asie, la Russie conservait les districts arméniens de Batoum, Kars, Ardahan, Bayazid. Enfin la Turquie devait, à titre d'indemnité de guerre, payer 310 millions de roubles.

Par ce traité, la Russie n'acquérait directement que la Bessarabie de 1856 et les districts arméniens. Mais elle opérait le complet démembrement de la Turquie d'Europe. Constantinople et Salonique n'avaient plus de communication que par mer. Les frontières de la Serbie et du Monténégro se rapprochaient au point de ne plus laisser entre elles qu'une étroite bande de terre : en sorte que la Bosnie et l'Herzégovine se trouvaient isolées des pays turcs, livrées désormais aux influences slaves. Ce qui restait encore à la Turquie, c'étaient les provinces grecques, déjà en butte aux revendications du gouvernement d'Athènes, et l'Albanie, qui a toujours été une région insoumise. Il n'y avait même plus de Turquie d'Europe : par les principautés alliées de Serbie et de Monténégro, par la Bulgarie qui ne pouvait s'organiser que grâce à la Russie, par la réacquisition de la Bessarabie et de la bouche danubienne de Kilia, la puissance du tsar se substituait à celle du sultan dans la péninsule des Balkans. L'Etat ottoman, réduit aux proportions de l'État byzantin à la veille de sa destruction totale, surchargé d'une lourde contribution de guerre, devenait une principauté dépendante de la Russie. Les rêves ambitieux de Pierre le Grand, de Catherine II et de Nicolas semblaient réalisés.

### Intervention de l'Europe: traité de Berlin.

Les Russes avaient bien compris qu'un changement aussi prodigieux dans la situation politique de l'Europe ne pouvait passer dans le droit des gens sans une ratification de l'Europe. Aussi avaient-ils qualifié le traité de San-Stéfano de *traité préliminaire*.

Deux puissances surtout ne pouvaient l'accepter: l'Autriche, qui a des intérêts si importants sur le Danube et l'Adriatique; l'Angleterre, qui a fait de l'intégrité de l'empire ottoman un dogme dont elle prétend imposer le respect, mais qu'elle sait fort bien interpréter au gré de sa politique. Le comte Andrassy obtint des Chambres

austro-hongroises le vote d'un premier crédit de 60 millions de florins pour faire face à toute éventualité. A Londres, on ne parlait que de préparatifs militaires : armement des réserves, appel des cipayes de l'Indoustan, etc. L'Autriche et l'Angleterre se rapprochèrent et conclurent une alliance pour le maintien de l'empire ottoman. Les agents anglais à Constantinople encourageaient la Turquie à recommencer la guerre et, sur les derrières des Russes, excitaient l'insurrection des musulmans du Rhodope. Les Russes, de leur côté, couvraient de gros canons le rivage de la mer de Marmara et du Bosphore pour écraser la flotte anglaise, si elle essayait de forcer le passage. Les journaux russes proposaient d'armer des corsaires pour ruiner le commerce britannique et discutaient la possibilité d'exécuter les plans autrefois ébauchés entre Bonaparte et Paul Ier contre l'Inde anglaise.

Le trouble était partout. Il fallut une démonstration de la flotte cuirassée d'Hobart-Pacha pour contraindre la Grèce à rappeler ses troupes de Thessalie. Le sang coulait dans les provinces grecques insurgées ; le 27 mars, 2000 Hellènes luttaient au Pélion contre 8 000 Turcs appuyés par le feu des cuirassés embossés dans le golfe de Volo. En Bosnie, l'insurrection reprenait de plus belle. Les montagnards de l'Épire formaient la *ligue albanaise* pour arracher aux Monténégrins leurs conquêtes. Enfin un conflit éclatait entre les Russes et les Roumains. Ceux-ci se refusaient à échanger la Bessarabie, pays roumain et portion intégrante de leur principauté, contre les marécages de la Dobrudscha, habités surtout par des Tatars et des Turcs. Ils se plaignaient que leur utile concours au début de la campagne et leurs éclatants services à Plévna fussent récompensés par le démembrement de leur patrie. Gortchakof leur signifiait impérieusement la volonté irrévocable de son maître et menaçait de faire désarmer l'armée roumaine et d'occuper militairement la principauté. « Il faudra commencer par me désarmer moi-même », faisait répondre le prince Charles. L'armée roumaine se concentra et se rapprocha des Carpathes, où elle pourrait

trouver un refuge et former au besoin une aile de l'armée autrichienne.

M. de Bismarck, qui avait vu avec quelque satisfaction la Russie s'engager dans une guerre d'Orient, n'entendait pas qu'elle en retirât de si prodigieux avantages. D'ailleurs les intérêts de l'Autriche dans la péninsule et sur le Danube étaient à ses yeux des intérêts allemands, l'Autriche étant dans ces régions l'avant-garde de la colonisation germanique, un instrument du *Drang nach Osten*, de la poussée allemande vers l'Est. Il se porta comme médiateur entre les puissances rivales. Leurs prétentions n'étaient point faciles à concilier : l'Angleterre entendait prendre pour base des négociations le traité de 1856; la Russie s'indignait qu'on osât lui parler de ce traité après qu'elle avait franchi victorieusement le Danube et les Balkans, capturé, à deux reprises différentes, des armées entières, recueilli 150 000 prisonniers turcs, livré plus de vingt batailles et fait camper ses troupes victorieuses aux portes de Byzance: elle faisait remarquer qu'elle ne s'était imposé de si énormes sacrifices qu'après avoir mis la Turquie en demeure d'exécuter et l'Europe de faire exécuter les décisions de la conférence.

Le comte Schouvalof, ambassadeur de Russie à Londres, s'étudia à modérer les prétentions anglaises, parvint, dans un voyage à Saint-Pétersbourg, à faire céder Alexandre II sur une partie des siennes, s'entendit, à son passage par Berlin, avec le cabinet allemand, et posa les bases d'un accord secret, qui fut signé à Londres, le 30 mai 1878, par le comte Salisbury et l'ambassadeur russe. Il fut convenu que la Bulgarie serait réduite d'étendue et scindée en deux parties; la Russie s'engageait, si elle acquérait Batoum, à en raser les fortifications, rendrait Bayazid, qui était indispensable aux relations commerciales entre la Turquie et la Perse; pour aplanir certaines difficultés entre la Turquie et la Perse, la première céderait à la seconde le petit district de Khotour. Tels étaient les points dont on convenait en principe: quant aux détails, ils seraient discutés dans une conférence réunie à Berlin.

La diplomatie anglaise obtenait presque au même instant un autre succès qu'elle cachait soigneusement à l'Europe. Par le traité secret du 4 juin, elle concluait avec le sultan une alliance offensive et défensive pour le cas où la Russie essaierait encore de s'étendre en Asie-Mineure; en revanche la Turquie promettait d'introduire dans cette même région les réformes nécessaires; enfin, pour mettre l'Angleterre en mesure d'assurer l'exécution de ses engagements, elle l'autorisait à occuper et administrer l'île de Chypre. Ainsi, sous prétexte de protéger la Turquie contre un nouveau démembrement, l'Angleterre faisait en Asie ce que la Russie avait fait en Europe : elle s'emparait d'une province et s'assurait un droit de protection sur le reste. Munie de ses deux conventions secrètes du 30 mai et du 4 juin, l'Angleterre pouvait affronter toutes les chances du congrès.

Il se réunit le 13 juin sous la présidence du chancelier prussien. La Russie y était représentée par MM. Gortchakof, Schouvalof, d'Oubril; la France par MM. Waddington, Saint-Vallier et Desprez; l'Angleterre, l'Autriche, l'Italie, la Turquie, par leurs ministres des affaires étrangères ou leurs principaux diplomates. A côté de la Turquie et des six grandes puissances européennes, tous les intéressés, Grèce, Roumanie, Serbie, Monténégro, Perse, avaient envoyé leurs plénipotentiaires; mais ceux-ci n'étaient admis au congrès que pour les questions qui les concernaient et sans voix délibérative. Les travaux du congrès aboutirent, le 13 juillet 1878, au traité de Berlin, dont voici les principales clauses :

La Bulgarie ne s'étendait plus jusqu'à la mer ; en outre, elle était scindée en deux parts. La partie septentrionale, resserrée entre le Danube et les Balkans, prenait le nom de « principauté de Bulgarie »: elle avait l'autonomie politique, mais restait tributaire de la Turquie ; le prince de Bulgarie serait « librement élu par la population et confirmé par la Porte avec l'assentiment des grandes puissances ».

La partie méridionale, qui s'étendait au sud des Balkans

mais s'arrêtait à mi-chemin de l'Archipel, avec 750 000 âmes de population, formait la « province de Roumélie orientale » ; elle restait sous l'autorité politique et militaire du sultan, avec une simple autonomie administrative; elle aurait un gouverneur chrétien nommé par la Porte, avec l'assentiment des puissances, pour une durée de cinq ans ; le sultan avait le droit de tenir garnison dans les forteresses des frontières et de pourvoir à la défense du pays ; à l'intérieur, l'ordre serait maintenu par une gendarmerie et des milices indigènes dont les officiers seraient nommés par le sultan.

L'indépendance de la Roumanie et de la Serbie était reconnue. La première était obligée de céder la Bessarabie à la Russie, en échange de la Dobrudscha. La seconde gardait l'agrandissement qui lui avait été accordé à San-Stéfano, moins Novi-Bazar et Mitrovitsa.

Le Monténégro voyait ses acquisitions réduites : il rendait Dulcigno à la Turquie, abandonnait Spizza à l'Autriche, gardait Antivari, Niksich, Podgoritsa, Spuz, obtenait la libre navigation sur la Boïana. Sa frontière s'éloignait des frontières serbes. S'il gardait le port d'Antivari, il devait souffrir que l'Autriche y fît la police sanitaire et maritime et qu'elle fût chargée de protéger ses navires, car il ne devait avoir ni pavillon, ni vaisseaux de guerre.

Ce protectorat de l'Autriche sur le Monténégro, le soin pris d'isoler celui-ci de la Serbie s'expliquaient par une décision bien plus grave qu'avait prise le congrès : il avait autorisé l'Autriche à occuper et à administrer la Bosnie et l'Herzégovine.

La Grèce, patronnée par la France, mais fort peu appuyée par la Russie et l'Angleterre, ne put obtenir qu'une déclaration qui ne fut pas même insérée dans le traité, un simple vœu tendant à ce que la Porte lui cédât les territoires grecs jusqu'au Pénée en Thessalie, jusqu'au Kalamos en Epire. Pour les raïas grecs, pour les Crétois, les Arméniens, on comptait sur les promesses de réformes que renouvelait encore le sultan.

En Asie, les Russes rendaient Bayazid et conservaient

Kars, Ardahan, Batoum, dont les fortifications seraient rasées et qui devenait un port franc. Khotour était cédé à la Perse.

Toutes les forteresses sur le Danube, des Portes-de-Fer à la mer Noire, devaient être rasées; cette partie du fleuve était fermée aux bâtiments de guerre, déclarée neutre et soumise à la surveillance de la commission européenne du Danube.

Au moment où le traité allait être signé, l'Angleterre révéla sa convention du 4 juin avec la Turquie et, pour faire accepter par la France sa nouvelle acquisition dans la Méditerranée, consentit à laisser insérer une clause où les droits acquis par la France en Orient étaient « expressément réservés ».

Tel fut le traité de Berlin qui modifiait si profondément celui de San-Stefano. La Russie acquérait la Bessarabie et les districts arméniens; mais la Bulgarie, sur laquelle elle espérait exercer son influence, était réduite et démembrée; mais ses deux alliés de Serbie et de Monténégro étaient isolés l'un de l'autre; mais l'Autriche, poussée comme un coin entre ces deux principautés, maîtresse de deux grandes provinces slaves, modifiant du tout au tout les destinées de la race serbe, exerçant de plus près que la Russie son action à Belgrade et à Cettinié, semblait chargée de servir de contrepoids et de frein à la puissance russe. Ainsi le sang et les victoires russes avaient donné à l'Autriche la Bosnie, l'Herzégovine, la route de Salonique; à l'Angleterre l'île de Chypre et une situation prépondérante en Asie Mineure : il avait fallu partager, et ce n'étaient pas les rivales de la Russie qui avaient pris la moins forte part.

Le traité de Berlin ne rétablit pas le calme dans la péninsule des Balkans : trop de questions étaient soulevées par son application.

La Russie commença dès la fin de 1878 à négocier les conditions de sa paix particulière avec la Turquie. Le 8 février 1879, fut signé par le prince Lobanof le traité de Constantinople qui réglait le montant de l'indemnité de guerre et l'évacuation de la Roumélie par les troupes russes,

Le 29 juillet 1878, les troupes autrichiennes, sous le général Philippovitch, pénétrèrent dans les provinces dont l'occupation leur était confiée. Après le combat de Stolatz (5 août), elles entrèrent à Mostar, capitale de l'Herzégovine. La Bosnie opposa plus de résistance : un musulman énergique, Hadji-Loscha, concentra les insurgés autour de Bosna-Séraï qui dut être enlevé d'assaut, le 19 août. En se dispersant, les résistances se multiplièrent : il fallut porter les forces autrichiennes de trois divisions, jugées suffisantes au début, à trois corps d'armée. Zvornik, sur la frontière de Serbie, ne se rendit que le 27 septembre; le vaillant Hadji-Loscha fut pris le 2 octobre; le 27, Trébinié en Herzégovine, le 28, Klobuk, dernière forteresse occupée par les insurgés, capitulèrent. Une amnistie générale acheva la pacification. Dans cette campagne, c'était surtout aux Serbes musulmans qu'avaient eu affaire les troupes autrichiennes; la population chrétienne, dans sa grande majorité, accueillit favorablement la substitution d'un régime européen à l'ancien ordre de choses.

La Grèce essaya d'obtenir la cession par la Porte des territoires grecs mentionnés au congrès de Berlin. C'était pour obéir aux suggestions de la diplomatie européenne qu'elle n'avait pas pris une part plus active aux événements : et maintenant que la Turquie niait qu'elle fût engagée, la diplomatie s'abstenait. Les efforts de la France auprès de l'Angleterre restèrent d'abord sans résultat; mais la Russie se montrait plus favorable qu'auparavant aux revendications grecques. En juin 1880 les grandes puissances adressèrent une note à la Turquie; une conférence, où la Russie se fit représenter par le comte Sabourof et le colonel Bobrikof, se réunit à Berlin, et proposa, comme frontières, le Pénée et le Kalamos, avec une augmentation de 299 000 habitants pour la Grèce. La Turquie résista : alors la Grèce porta sa petite armée à 82 000 hommes et se prépara à envahir l'Épire et la Thessalie. Nouvelle conférence à Constantinople, en mars 1881 : enfin, le 22 mai, la Turquie consentit à

céder en Epire le district d'Arta et la presque totalité de la Thessalie avec Larisse et Trikala.

En Crète, la modification du *Statut organique* de 1868, connue sous le nom de *Pacte de Halépa*, le 18 novembre 1878, et la nomination d'un gouverneur grec et chrétien, Karathéodori, puis Photiadès, avaient apaisé l'agitation.

L'Epire musulmane, au contraire, restait en armes ; la *Ligue albanaise* s'opposait par la force à l'exécution du traité de Berlin en ce qui concernait la livraison des territoires accordés au Monténégro. La Turquie envoyait des soldats et des généraux : mais les soldats passaient aux insurgés ; quant aux généraux, tantôt ils étaient de connivence avec leurs coreligionnaires, tantôt, comme Méhémet-Ali en 1878 et Hassan-Pacha en 1880, ils étaient assassinés par les fanatiques. En 1880 les Monténégrins, ne pouvant se faire livrer les districts de Gusinié et Plava, concluent avec la Porte une convention qui leur donnera en échange les territoires de la rivière Zem ; mais les troupes ottomanes opèrent de telle façon l'évacuation de ces territoires que les Albanais s'en saisissent avant l'arrivée des Monténégrins. Nouveau projet d'échange : la Porte offre Dulcigno, et le Monténégro accepte. Mais le même fait se reproduit et les Albanais entrent dans Dulcigno sur les pas des soldats turcs. Pour le coup, l'Europe perd patience et, en novembre 1880, une démonstration collective des escadres des grandes puissances, proposée par l'Angleterre et vivement appuyée par la Russie, contraint la Porte à agir plus sincèrement et les Albanais à évacuer Dulcigno. Ceux-ci, d'ailleurs, n'étaient point pour la Porte des sujets dociles : en 1881, ils s'insurgent, sous prétexte des concessions faites à la Grèce, en réalité pour obtenir l'autonomie. Ils sont battus, le 20 avril, auprès de Prévézend, par Dervich-Pacha.

En Bulgarie, le prince Dondoukof, gouverneur pour la Russie, avait convoqué à Tirnovo, le 23 février 1879, une assemblée constituante composée de 286 membres. Il dut s'opposer à ce qu'on y admît, en violation du traité de Berlin, les délégués de la Roumélie orientale.

En avril, cette assemblée avait terminé la constitution bulgare. Une assemblée législative, composée de 250 membres, dont 29 musulmans, se réunit le 29 pour procéder à l'élection du souverain. Le prince Dondoukof déclara, au nom de son gouvernement, qu'aucun Russe ne pouvait être élu. Trois candidats étaient en présence : un prince de Reuss, le prince Waldemar de Danemark, qui était le candidat anglais, et le prince Alexandre de Battenberg. Celui-ci était de la maison de Darmstadt, neveu de l'impératrice de Russie et, quoique second lieutenant aux gardes du corps de Prusse, il avait combattu sous le drapeau russe dans la dernière campagne de Bulgarie. Proposé par l'évêque de Roustchouk, il fut élu à l'unanimité et par acclamation. Après avoir fait un voyage en Europe et des visites à l'empereur de Russie, au président Grévy, à la reine d'Angleterre, à l'empereur d'Allemagne et, en dernier lieu, ce qui faillit amener une affaire avec la Russie, à son suzerain le sultan, il vint prêter serment à la constitution devant l'assemblée de Tirnovo. Le 13 juillet, il fit son entrée solennelle dans Sofia, capitale de la principauté. Le prince Dondoukof se démit alors du gouvernement et, comme il avait pris soin d'organiser les milices bulgares sur le pied d'une armée de 100 000 hommes, en août 1879, l'armée russe put évacuer la Bulgarie.

Alors commença l'existence constitutionnelle de la principauté de Bulgarie; elle fut troublée d'abord par des représailles de la population chrétienne contre la population musulmane, que le gouvernement eut peine à protéger et dont l'émigration prit de grandes proportions; puis par les compétitions des partis. Il y avait un parti conservateur qui voulait le maintien du *statu quo* et qui sympathisait avec les Russes ; un parti national qui ne reconnaissait pas la diminution de la Bulgarie imposée par le traité de Berlin ; un parti libéral ou radical qui voulait réduire le prince à « régner sans gouverner ». Les nationaux et les libéraux, en avril 1880, formèrent un ministère. Le prince répondait aux délégués de la Roumélie Orientale qu'il « ne négligerait aucun moyen légal

de contribuer de toutes ses forces à l'affranchissement des frères de Macédoine ». En même temps, il refusait la sanction d'un projet de loi qui lui retirait la nomination des généraux pour l'attribuer à l'assemblée.

C'était grâce à l'initiative armée des Russes que des changements si importants avaient pu se produire dans la péninsule, que les anciennes principautés danubiennes étaient devenues des États indépendants, que la Bulgarie était arrivée à une demi-liberté et que la situation même des peuples restés soumis à la Turquie s'était améliorée. La Russie s'était associée à tous les efforts de l'Europe pour faire interpréter le traité de Berlin dans le sens le plus favorable aux peuples.

### Le nihilisme et les partis révolutionnaires en Russie : mort d'Alexandre II.

Le 5 février 1878, c'est-à-dire au moment où les Russes arrivaient aux portes de Constantinople, le coup de pistolet tiré par Véra Zassoulitch sur le général Trépof vint appeler l'attention de l'Europe sur la situation intérieure de la Russie. En Occident, on commença à se préoccuper des *nihilistes*. Les origines du nihilisme, en tant que philosophie, remontent plus haut et, comme les origines de toutes choses, sont assez obscures.

Dans les années qui suivirent la guerre de Crimée, les étudiants russes qui avaient fréquenté les universités allemandes en rapportèrent des idées qui parurent étranges. Au livre de Louis Büchner, intitulé : *Force et matière*, et bientôt prohibé par la censure russe, à certains philosophes allemands, ils auraient emprunté les théories matérialistes ; à d'autres écrivains, français ou allemands, les utopies sur la propriété collective, l'amour libre, etc. C'est de tous ces éléments que se serait formée la doctrine nouvelle. Elle ébranlait tout ce que la nation avait jusqu'alors respecté, non seulement le principe autocratique et les privilèges des classes, mais les idées admises sur la famille et la propriété. Les institutions libérales de l'Occident ne trouvaient pas grâce devant elle : l'*Occident*

*pourri*, avec ses constitutions, ses parlements, ses conceptions arriérées de la politique et de l'économie politique, était plus malade encore que la Russie. Rien à garder en Russie, rien à prendre en Europe : tel serait le dernier mot de cette philosophie du néant. Au fond toutes ces idées ne diffèrent pas essentiellement des idées anarchistes qui ont cours dans le reste de l'Europe : tout au plus le tempérament national, certaines conditions d'existence faites à la jeunesse russe, leur ont-ils donné une nuance particulière.

Les adeptes de la doctrine s'appelaient entre eux les *hommes nouveaux*. Ivan Tourguénief, dans son roman de *Pères et enfants*, leur donna le nom qui leur est resté : celui de *nihilistes*. Ils trouvèrent bientôt un interprète et un chef dans Tchernichevski ; celui-ci, dans son étude sur Stuart Mill, critiqua les « théories de l'économie politique bourgeoise » et leur substitua les « théories de l'économie politique de la plèbe ». Il fonda une société secrète appelée la *Jeune Russie*, en vue de la propagande révolutionnaire et socialiste : cette société était en relation avec les réfugiés russes d'Angleterre ou de Suisse. En juillet 1862, Tchernichevski fut arrêté sous la prévention d'avoir adressé une proclamation séditieuse aux paysans ; il fut condamné par le Sénat à quatorze ans de travaux forcés dans les mines et à la déportation en Sibérie pour le reste de ses jours. Le 20 mai 1864, il fut mis au pilori sur une des places de Saint-Pétersbourg ; on lui brisa son épée sur la tête et il fut envoyé aux mines de Nertchinsk, où il est mort obscurément. Pendant son procès, dans son cachot de la forteresse de Saint-Pétersbourg, il avait écrit son roman *Que faire?* œuvre insipide au point de vue du littéraire, mais fort curieuse comme la mise en action de quelques-unes des théories nihilistes. Les *hommes nouveaux* y sont représentés par les types étranges de Lopoukhof, Kirsanof, Rakhmétof, Véra Pavlovna.

Avec Tchernichevski le nihilisme était entré dans une phase nouvelle. Il n'était qu'une philosophie, il devient un parti politique ; de la spéculation pure, il passe à la propagande. Remarquons cependant que les deux termes,

*révolutionnaire* et *nihiliste*, expriment deux idées très distinctes : on peut être nihiliste sans devenir un homme d'action et un révolutionnaire n'est pas nécessairement un adepte de la philosophie nihiliste.

L'état de la société russe à cette époque favorisait singulièrement le développement d'un grand parti de mécontents, au sein duquel pouvait se recruter un groupe énergique de révolutionnaires. La Russie, tout entière, dans toutes ses classes et dans tout son organisme, souffrait de la crise amenée par les réformes : de celles-ci on éprouvait surtout les inconvénients et les charges, et pas encore les bienfaits. Les nobles, dépossédés d'une partie de leurs terres, privés des corvées des paysans, n'ayant pas encore l'habitude des procédés de culture qu'exigeait le nouvel ordre de choses, étaient atteints par la diminution de leurs revenus. Les paysans, de leur côté, ne se résignaient pas à voir une partie de *leurs* terres laissées à l'ancien propriétaire, et à leurs charges ordinaires venaient s'ajouter les annuités de rachat. La fondation de nombreux gymnases, de nombreuses bourses dans les universités, accroissaient sans cesse le nombre des étudiants ; or, le maintien de l'ancien système de gouvernement, de l'ancienne tradition qui laissait les fonctions publiques presque dans les mêmes mains, n'ouvraient à ces étudiants que peu d'accès dans les carrières administratives. Puis, le ministère de l'instruction publique, irrité de quelques manifestations, avait inauguré une sorte de réaction ; l'accès de l'enseignement supérieur rendu plus difficile, des peines trop rigoureuses pour des fautes vénielles, des exclusions, des carrières brisées pour quelque enfantillage, avaient affligé nombre de familles, créé des centaines de déclassés, jeté dans la misère, l'oisiveté ou les entreprises révolutionnaires une jeunesse dont on eût pu utiliser l'ardeur. Le même phénomène de déclassement, pour des causes analogues, mais dans de moindres proportions, se reproduisait à la sortie des gymnases ouverts aux femmes : par exemple, on avait encouragé, puis entravé l'étude des sciences médicales par celles-ci.

De là un rôle assez actif joué par les femmes dans le parti révolutionnaire. Les libertés récemment accordées rendaient plus pénible la privation de celles qui en semblaient le complément. On ne comprenait pas qu'à côté de magistrats indépendants et inamovibles, de juges de paix élus, du jury, pût subsister l'arbitraire de la *troisième section*, de la police secrète, du chef des gendarmes. L'empereur avait institué des assemblées de districts et de provinces ; mais la Russie était toujours le seul pays en Europe qui n'eût pas une assemblée nationale, participant, dans une mesure quelconque, à la confection des lois et au règlement du budget. La liberté de la presse, accordée en partie aux journaux des deux capitales, était refusée aux villes de province. Si la censure de l'intérieur s'était un peu humanisée, la censure de la frontière restait ce qu'elle avait été sous Nicolas.

Mécontentement des nobles aussi bien que des paysans, hostilité de la jeunesse qui avait espéré voir les carrières s'ouvrir plus largement devant elle, arbitraire de la police et de l'administration, charges plus lourdes du régime militaire, désappointement des libéraux, irrésolutions et fausses mesures du gouvernement, cherchant parfois à reprendre d'une main ce qu'il donnait de l'autre : tout cela créait un état de malaise qui facilitait la propagande révolutionnaire et le recrutement des sociétés secrètes.

L'attentat de Karakozof, en avril 1866, avait jeté une première lueur sur l'organisation de ces sociétés, de celle de *l'Enfer*, par exemple, où l'on prêchait déjà le régicide. Au congrès de Bâle, en 1869, Bakounine avait formulé en ces termes le programme du parti : liquidation sociale, dépossession de tous les propriétaires, destruction de tous les États nationaux, et, sur leurs ruines, fondation de l'État international des travailleurs. C'est à ce moment que Herzen se sépara des nouveaux révolutionnaires ; son ancien ami Bakounine se contenta de dire qu'en effet « la connaissance positive de la vérité demande des cerveaux nouveaux, qui ne soient pas influencés par les impressions précédentes. » Le procès de Nétchaïef, en janvier 1873, à

la suite du meurtre commis par lui sur un étudiant, fournit au gouvernement l'occasion d'une nouvelle enquête sur le régime des sociétés secrètes.

Le pouvoir sévit contre les doctrines et les personnes. Le plus souvent il évitait de traduire en justice les membres des sociétés secrètes ou les auteurs de manifestations politiques, il préférait, par mesure administrative, les reléguer dans telle ou telle ville, les incorporer de force dans l'armée, les déporter en Sibérie. Pourtant il y eut aussi des procès retentissants qui suivirent celui de Nétchaïef : celui de Pierre Alexiéf ou procès des cinquante ; celui de Mychkine ou procès des cent cinquante-trois (1878). Un certain Bogouliobof, impliqué dans une de ces affaires, avait été condamné aux travaux forcés en Sibérie. Pendant son séjour à la prison de Saint-Pétersbourg, lors d'une visite qu'y fit le géneral Trépof, gouverneur de la ville, il eut une altercation avec lui et fut battu de verges. Ce traitement était illégal autant que barbare, le tsar ayant, en 1863, aboli les punitions corporelles. Une jeune fille, Véra Zassoulitch, eut connaissance du fait par un journal ; elle-même, à la suite de dénonciations, pour un fait insignifiant, avait été internée et emprisonnée pendant plusieurs années ; elle demanda une audience au général Trépof pour lui présenter une requête et lui tira un coup de pistolet. Elle fut traduite devant le jury. Au cours du procès, une lumière inattendue fut jetée sur les procédés arbitraires de la police. Ce n'était plus Véra Zassoulitch qui était en cause : c'était le système qui faisait peser sur la Russie une sorte de loi de suspects, qui faisait revivre nos anciennes lettres de cachet, qui dérobait les accusés aux tribunaux pour les frapper de mesures administratives, qui internait ou déportait sans jugement, qui usait du recrutement comme d'un moyen de répression, qui, dans les prisons, soumettait les détenus à des rigueurs illégales, qui maintenait tous les procédés de l'ancienne police comme un défi aux institutions nouvelles. Le jury, composé cependant de propriétaires et de fonctionnaires, prononça l'acquittement de Véra Zassoulitch. Quand la police, suivant

un usage malheureusement trop suivi, voulut la ressaisir à la sortie de l'audience pour la déporter ou l'emprisonner administrativement, ses amis la dégagèrent de vive force. Tous ces incidents causèrent en Russie une profonde émotion et comme un ébranlement dont les manifestations allaient être tragiques.

L'opinion publique était déjà fort excitée. La politique extérieure du gouvernement vint lui fournir de nouveaux griefs. Au début de la guerre d'Orient, on avait assisté presque au même spectacle qu'à l'époque de la guerre de Crimée : désordre, vénalité, incapacité dans certaines branches de l'administration militaire ; par là, les opérations retardées ou compromises ; les campagnes d'Asie et d'Europe signalées, à un moment, par des revers inattendus. La guerre avait coûté à la Russie, disait-on, 300 000 hommes, épuisé ses finances, ébranlé son crédit. Quelque glorieux qu'en fussent les résultats, l'esprit de parti se plaisait à en rabaisser l'importance : la Russie, assuraient les slavophiles, avait reculé devant l'Europe, accepté à Berlin une humiliante revision du traité de San-Stefano, subi les conditions dictées par l'Angleterre ; ses victoires n'avaient servi qu'à l'agrandissement de ses rivaux : l'entrée de l'Autriche dans la péninsule livrait les peuples iougo-slaves à la domination allemande et catholique, portait le coup fatal aux espérances des Slaves. Même la sagesse qu'avait montrée le vainqueur en s'arrêtant aux portes de Constantinople était taxée de pusillanimité. Aksakof, dans une allocution du 3 juillet, comparait les diplomates russes à Bogolioubof et à Véra Zassoulitch et dénonçait en eux les vrais nihilistes. En août 1878, le gouvernement crut calmer l'effervescence en prononçant la dissolution des comités slavophiles. De leur côté, les libéraux faisaient d'amères comparaisons entre la situation des Russes et des raïas émancipés par eux : non seulement la Roumanie, la Serbie, le Monténégro, mais les Bulgares, esclaves hier encore, non seulement les chrétiens, mais les Ottomans eux-mêmes, avaient une constitution, un parlement, des libertés publiques ! La Russie en était réduite à

envier la Bulgarie affranchie et la Turquie vaincue par elle ! On refusait au peuple russe le droit de participer à la gestion de ses affaires à un moment où le régime autocratique, dans la préparation et dans la conduite de la guerre, venait de donner la preuve de son insuffisance ! Ainsi les slavophiles et les libéraux, placés ordinairement à des points de vue si différents, se trouvaient presque d'accord contre le gouvernement.

Les anarchistes ne manquèrent pas d'exploiter ces nouveaux griefs : même les adeptes de l'internationalisme s'associèrent aux ressentiments de l'amour-propre national et ceux qui dédaignaient les institutions de l'Occident parlèrent aussi de constitution. Les imprimeries clandestines se multiplièrent et lancèrent des manifestes, des journaux, comme *la Volonté nationale*, comme celui qui portait ce titre significatif : *la Terre et la Liberté*. Les partis révolutionnaires s'organisèrent plus fortement: on commença à distinguer les socialistes, plus pacifiques en général, mais dont les doctrines avaient une portée redoutable, car elles répondaient à certains instincts des masses rurales, et les terroristes, peu nombreux, mais hommes d'action avant tout, et n'ayant aucun scrupule sur le choix des moyens. C'est dans ce dernier parti que se constitua un conseil secret appelé le *Comité exécutif*.

Le 17 avril, cinq jours après l'acquittement de Véra Zassoulitch, le recteur de l'université de Kief, Matvéef, fut assailli et laissé pour mort sur l'escalier même du palais académique. Peu de jours après, encore à Kief, l'officier de gendarmerie Heyking, en pleine rue et en plein jour, était poignardé. Le 15 août, à Saint-Pétersbourg, le général Mézentsef, chef de la *troisième section*, à neuf heures du matin, était poignardé sur la place du palais Michel. Le journal *Terre et Liberté* annonçait que les victimes avaient été *justiciées*. Mézentsef avait reçu quelques jours auparavant sa « sentence de mort. » Le journal ajoutait que l'exécution de la sentence avait coûté au parti 6000 roubles. Les assassins n'avaient pu être arrêtés. Dès lors la terreur régna en Russie ; aucun agent du

pouvoir ne dut se croire en sûreté. Une sainte vehme, siégeant dans l'ombre, prononçait des sentences, et l'exécution suivait de près.

Vainement, le 2 août 1878, un oukaze statuait que tous les délits politiques seraient à l'avenir justiciables des conseils de guerre; ces mesures arbitraires ne faisaient qu'augmenter la désaffection qui faisait déjà le vide autour du pouvoir, le livrant isolé aux coups de ses ennemis. L'opinion publique, jadis si enthousiaste pour le tsar-libérateur, assistait neutre et comme indifférente à ce duel effrayant du pouvoir absolu et de la révolution.

Dans la nuit du 21 au 22 février 1879, le prince Krapotkine, gouverneur de Kharkof, est blessé mortellement d'un coup de pistolet par un homme masqué, et le comité exécutif affiche dans toutes les grandes villes de Russie sa sentence de mort. Le 7 mars, à Odessa, le colonel de gendarmerie Knoop est tué dans sa maison, et l'on trouve à côté de lui un ordre du comité. Le 23, à Moscou, le cadavre d'un agent de la police impériale, Reinstein, est relevé dans l'hôtel Mamontof. Le 25 mars, à Saint-Pétersbourg, on tire sur le général Drenteln, successeur de Mézentsef. Le 5 avril, à Kief, on tire sur le gouverneur, comte Tchertkof. Le 10, à Arkhangel, le maître de police Piétrovski est poignardé dans sa maison. En même temps, d'effroyables incendies dévastaient les villes d'Orenbourg, Ouralsk, Irbit, Perm, Moscou, Nijni-Novgorod; de même que vers 1863 on avait accusé les Polonais, cette fois on accusa les nihilistes, et les nihilistes ne s'en défendirent pas.

Le 14 avril, devant le palais de l'Empereur, à Saint-Pétersbourg, Solovief tire cinq coups de revolver sur Alexandre II; l'empereur n'est pas atteint et le meurtrier est arrêté. Le parti terroriste, loin de désavouer le régicide, s'en fit gloire, et quelques jours après, *Terre et Liberté* publiait un long article sur « l'importance de l'assassinat politique. » On y lisait ce passage : « L'assassinat que des corps d'armée tout entiers ne peuvent empêcher, qui ne peut être prévenu par des légions d'espions, si habiles, si

subtils, si rusés qu'ils soient; voilà le moyen suprême des amis de la liberté. Quelques *assassinats mesquins* que nous avons commis ont contraint le gouvernement à proclamer l'état de siège, à doubler la police politique, à placer des postes de cosaques dans tous les coins, à répandre dans la campagne des essaims de gendarmes. Par quelques actes résolus, nous avons amené à ces mesures exagérées, désespérées, cette autocratie que n'ont pas pu ébranler des années d'agitation secrète, des siècles d'agonie, le désespoir des jeunes gens, les gémissements des opprimés, et les malédictions des milliers de personnes assassinées dans l'exil, ou torturées jusqu'à la mort dans les déserts et dans les mines de Sibérie. Voilà pourquoi nous reconnaissons l'assassinat comme l'un des principaux moyens qui soient à notre disposition pour faire une guerre efficace au despotisme russe. »

Le gouvernement, en effet, avait recours aux moyens extrêmes. Le 17 avril, l'empereur confiait aux gouverneurs généraux de Moscou, Varsovie et Kief des pouvoirs dictatoriaux et établissait avec des pouvoirs semblables trois gouverneurs généraux à Saint-Pétersbourg, Kharkof et Odessa : ces trois charges furent confiées à de glorieux généraux dont le nom était cher à tout cœur russe et devait être pour le peuple un avertissement du suprême danger que courait la monarchie : à Gourko, à Loris-Mélikof et à Tottleben. Les internements et les déportations par mesure administrative se comptèrent par milliers : après l'exécution de Solovief vinrent trois exécutions à Kief, six à Odessa. A Saint-Pétersbourg, les concierges des maisons furent transformés en autant d'auxiliaires de la police.

Les attentats cessèrent pendant quelque temps. Tout à coup, le 1er décembre 1879, le train impérial qui arrivait de Livadia et qui allait entrer dans la gare de Moscou fut jeté hors des rails par l'explosion d'une mine creusée sous la voie. Seulement les conjurés s'étaient trompés, car l'empereur était rentré à Moscou par un train précédent. Le coupable aurait été ce Hartmann dont le gouvernement

russe, l'année suivante, demanda l'extradition au gouvernement français, mais sans pouvoir l'obtenir, faute de preuves juridiques. Le 4 décembre, le comité exécutif publiait la sentence de mort de l'empereur. Le 26 janvier 1880, il faisait part au gouvernement des conditions auxquelles il était disposé à cesser la lutte. Son programme de réformes comprenait : la pleine liberté de conscience, de la presse, de la parole, d'association, de réunion, une représentation nationale, le suffrage universel, la transformation de l'armée permanente en une milice territoriale. Dans ce programme, les revendications les plus légitimes se confondaient avec les utopies les plus dangereuses. On voit que le parti avait rompu avec le dédain qu'affichaient les nihilistes pour les libertés à la mode occidentale. Mais, à leurs yeux, ces libertés ne devaient être qu'un moyen de parvenir au véritable but : la liquidation sociale ou le *partage noir*. En attendant, leurs revendications constitutionnelles avaient pour effet de leur assurer une certaine neutralité des libéraux dans la lutte qu'ils soutenaient contre le tsarisme.

Le 17 février 1880, au Palais d'hiver, comme la famille impériale allait se rendre dans la salle à manger, une explosion de dynamite fit sauter, et cette salle, et le corps de garde qui était au-dessous : ni l'empereur, ni son entourage ne furent atteints, mais, dans le corps de garde, 60 soldats du régiment de Finlande furent tués et 40 blessés. Les moyens d'assassinat se perfectionnaient : après le poignard et le pistolet, la dynamite entrait en scène.

Le gouvernement essaya d'une autre organisation pour assurer la sécurité de la personne impériale. Le gouvernement général de Saint-Pétersbourg fut supprimé et remplacé par une commission exécutive à la tête de laquelle on plaça Loris-Mélikof. Celui-ci fut investi d'une sorte de dictature militaire sur la capitale et ses environs : il eut la haute main sur les procès politiques de l'empire entier ; toutes les autorités, même les gouverneurs généraux, lui furent subordonnés. Le 3 mars, le nihiliste Mlodetzki tira sur lui, le manqua et fut arrêté. « Vous ne m'avez rien

fait, lui dit l'assassin; j'ai tiré sur vous par principe; si je ne l'avais pas fait, un autre l'aurait fait, et si ce n'avait pas été celui-là, cela aurait été un troisième : le comte Mélikof sera tué par nous. » Quelques jours après l'exécution du meurtrier, le comité nihiliste annonçait dans une proclamation « qu'il ne cesserait la lutte que lorsque Alexandre II abdiquerait son autorité entre les mains du peuple pour laisser à une assemblée nationale constituante le soin de poser les bases de la réforme sociale. » Un peu plus tard, après l'exécution de cinq des auteurs de l'attentat sur le Palais d'hiver, un journal nihiliste, *la Volonté nationale*, menaçait l'empereur de nouveaux complots.

En même temps que Loris-Mélikof faisait peser sur les suspects une rigoureuse surveillance, il cherchait à isoler les nihilistes en faisant des concessions à l'opinion publique. La répression avait été trop étendue pour n'avoir pas frappé des innocents : des milliers de personnes avaient été envoyées en Sibérie ou internées dans les provinces d'Europe. C'étaient autant de familles que le gouvernement s'était aliénées. Loris-Mélikof essaya de préparer la voie à des mesures de clémence. Il fit inspecter les prisons et examiner les dossiers des détenus; il obtint de l'empereur qu'une partie de ceux-ci fussent immédiatement relâchés et que le procès des autres fût instruit sans retard. Près de 2000 étudiants purent rentrer dans les universités dont on les avait exclus : on leur rendit leurs bourses et on leur accorda même des secours. Environ 300 employés qui avaient été disgraciés furent replacés.

Loris-Mélikof comprenait que c'étaient là des palliatifs ; le vrai moyen de ramener l'opinion eût été de donner à la Russie, sous quelque forme que ce fût, des libertés nationales. Ceux-là mêmes qui avaient horreur du nihilisme et de ses excès reprochaient au gouvernement d'avoir trompé les espérances du pays. Le 1er mars 1881, à l'assemblée de la noblesse du gouvernement de Saint-Pétersbourg, Chékeïef protestait énergiquement contre les exils par mesure administrative et l'assemblée signait à l'unanimité une adresse à l'empereur. Alexandre II lui-

même comprenait que le gouvernement ne pouvait soutenir cette effroyable lutte contre les anarchistes sans pouvoir compter sur l'appui de la nation. Loris-Mélikof le familiarisait peu à peu avec l'idée de donner à la Russie une sorte de représentation ; il suffisait d'appeler dans le conseil d'Etat les délégués des corps électifs : conseils provinciaux, assemblées de la noblesse, conseils municipaux des villes, etc.

Sans doute une telle réforme n'aurait pas désarmé les nihilistes, mais elle eût contenté la nation, et rendu à l'empereur Alexandre sa grande popularité de 1861. La masse des libéraux ne demandaient que les franchises les plus élémentaires, la sécurité, l'inviolabilité de la personne, la substitution des tribunaux à la police. Ils auraient accepté avec reconnaissance une participation, si minime qu'elle fût, de la nation aux affaires publiques. Les terroristes en somme étaient peu nombreux ; ils n'étaient point dix mille, comme le proclamait dans un moment d'effarement la *Gazette de Moscou* ; c'étaient toujours les mêmes hommes qu'on retrouvait dans tous les complots, sous des déguisements et des noms différents, à Moscou, à Kief, à Kharkof, à Pétersbourg, tantôt journalistes ou imprimeurs clandestins, tantôt ingénieurs pour creuser des mines, chimistes pour préparer des mélanges explosifs, hommes d'action pour manier le poignard ou le revolver. « Deux ou trois douzaines de jeunes gens résolus, dit M. Leroy-Beaulieu, ayant fait *un pacte avec la mort*, ont durant des années tenu en échec le gouvernement du plus vaste empire du monde. » Qu'on leur enlevât l'espèce d'appui qu'ils trouvaient dans le découragement de la nation, ils étaient frappés d'impuissance. On pouvait appliquer à cette situation le mot de Bibikof en 1773 : « Ce n'est pas Pougatchef qui est important : c'est le mécontentement général. »

En février 1881, Alexandre II avait mis son projet en discussion dans un conseil où assistaient les grands-ducs et où MM. Loris-Mélikof, Abaza, Valouïef se prononçaient vivement pour l'adoption. Puis ses habitudes d'hésitations

le reprirent : le 9 mars seulement, il approuva le projet sous la forme d'un rescrit au ministre de l'intérieur ; puis il en arrêta la publication jusqu'au 12 : alors, apprenant la découverte d'un nouveau complot, le 1er-13 mars, au matin, il envoya l'ordre d'insérer la pièce dans le *Messager officiel*, et se rendant à la parade, il dit à la princesse Iourievski, son épouse morganatique : « Je viens de signer un papier qui, je l'espère, fera une bonne impression et apprendra à la Russie que je lui accorde tout ce qui est possible. »

Or, ce même jour, à l'heure où la pièce arrivait aux mains des typographes, l'empereur était assassiné. Vers trois heures, il revenait en voiture, escorté d'un peloton de cosaques, vers le Palais d'hiver ; il longeait le canal Catherine, lorsque, au coin de la place Michel, une bombe fut jetée contre sa voiture et, en éclatant, la fracassa. Plusieurs soldats de l'escorte et d'autres personnes furent tués ou blessés. L'auteur de l'attentat, Ryssakof, fut aussitôt arrêté. L'empereur n'était pas touché ; il sortit de la voiture : « Laissez-moi voir les blessés », dit-il. A ce moment, une deuxième bombe fut lancée dans ses jambes. Quand la fumée de l'explosion se dissipa, parmi les corps de victimes nouvelles, on releva l'empereur : les deux jambes étaient brisées, le ventre ouvert, le visage défiguré. Il ne recouvra un moment connaissance qu'en arrivant au palais et expira sans avoir pu prononcer une parole.

Telle fut la fin du « tsar libérateur, » qui en 1861 avait affranchi les paysans, en 1878 affranchi les chrétiens des Balkans, qui, le jour même de l'attentat, venait de donner à la Russie une constitution, mais qui tombait victime d'une politique d'irrésolution aussi funeste à son pays qu'à lui-même

# CHAPITRE XXXIX.

## ALEXANDRE III (1881-1894)

Premières années d'Alexandre III. — Gouvernement et administration: instruction publique, armée et marine. — Russification : Pologne, juifs, provinces baltiques, Finlande. — Politique en Asie : Merv, le Pamir, le Transcaucasien, le Transsibérien. — Politique dans la péninsule des Balkans : Roumanie, Serbie, Monténégro, Bulgarie et Roumélie. — Politique générale en Europe : tension des rapports avec les puissances allemandes ; la flotte française à Cronstadt ; les marins russes à Paris ; l'entente franco-russe.

### Premières années d'Alexandre III.

Le successeur d'Alexandre II fut son fils Alexandre III, né le 10 mars 1845, marié à la princesse Dagmar de Danemark, et qui avait commandé, dans la campagne de 1877, l'armée de la Yantra. Il reçut aussitôt le serment des troupes. Jamais avènement à la couronne ne se fit dans des conditions aussi émouvantes : l'empereur montait au trône comme un soldat à une brèche. Le « comité exécutif » venait d'avouer hautement le régicide et d'avertir le nouveau souverain qu'il eût à ne pas suivre l'exemple de son père et à ne pas être comme lui « un tyran ». Aussi, dès le 26 mars, Alexandre III désignait son frère Vladimir pour prendre la régence en cas de nouveau malheur, car l'aîné de ses fils, Nicolas, n'avait encore que treize ans.

Loris-Mélikof avait instruit le nouveau souverain de l'ordre donné la veille par son père. « Ne change rien aux ordres de mon père, avait répondu Alexandre III : ce sera son testament. » D'autres conseils prévalurent ensuite. On peut le regretter pour la Russie ; en ce jour tragique du 13 mars, tout était facile et la nation eût accepté avec une reconnaissance émue cette charte tardive, si incomplète qu'elle fût, mais signée de la main du « tsar-martyr ».

Il fallait statuer sur le sort des conspirateurs. Gelnikof, qui avait lancé la seconde bombe, avait été tué par l'explosion et un autre conjuré se brûla la cervelle au moment où la police pénétrait chez lui. Restaient Ryssakof, qui avait jeté la première bombe, Jéliabof, arrêté la veille de l'attentat, Kibaltchich, qui s'était employé à la fabrication des bombes, Michaïlof mêlé à toutes les conspirations antérieures, enfin deux femmes, Sophie Pérovski et Jessa Helfmann, chez laquelle les bombes avaient été déposées. Ils furent condamnés à mort excepté Jessa Helfmann, qui était enceinte, et dont la peine fut commuée. Les nihilistes essayèrent vainement d'empêcher l'exécution par leurs menaces ; elle eut lieu le 15 avril. Au cours du procès, il fut révélé que, tandis que Ryssakof et Gelnikof attendaient l'empereur avec leurs bombes près du canal, une mine était préparée dans une autre rue : le malheureux prince ne pouvait, en aucun cas, échapper aux conjurés. En février 1882, le procès d'autres complices devait aboutir à une nouvelle condamnation à mort.

Après quelque hésitation, le nouvel empereur se décida pour le maintien du *statu quo*. L'influence du général Ignatief et de Katkof avait prévalu. Dans son manifeste du 11 mai, il parla de ce « pouvoir autocratique qu'il tenait de Dieu et que son devoir était de fortifier et de maintenir ». Loris-Mélikof donna sa démission ; un ministère fut formé avec les hommes du parti de la résistance : l'intérieur fut confié au général Ignatief ; l'instruction publique, au baron Nicolaï ; aux finances, Abaza eut pour successeur Bunge ; à la guerre le général Milioutine fit place au général Vannovski, etc. Le 14 mai, le comité exécutif fit savoir qu'il acceptait cette déclaration de guerre. Le 25 novembre, le nihiliste Skankovski tira sur le général Tchérévine, adjoint au ministre de l'intérieur, et le manqua ; le 30 mars 1882, fut tué à Kief le procureur général Strelnikof ; le 28 décembre, le lieutenant supérieur de police Soudéïkine fut attiré dans un guet-apens nihiliste et assassiné. En 1884, le procès de Véra Filippof, une nihiliste qui avait fait de la propagande parmi les jeunes officiers,

amena huit condamnations à mort, dont deux exécutions. Les attentats, les complots, continuèrent les années suivantes, mais, ce semble, avec une moindre fréquence.

On se souvient des inquiétudes que causèrent les premiers déplacements d'Alexandre III, le voyage à Moscou et au monastère de Troïtsa en juillet 1881, enfin les préparatifs du couronnement à Moscou, plusieurs fois retardé, et qui eut lieu le 15-27 mai 1883.

L'agitation antisémitique pendant les années 1881 et 1882, les pillages qui déshonorèrent tant de villes de Russie, notamment Balta où 976 maisons juives furent saccagées, 8 personnes tuées et 211 blessées, montrèrent quels éléments de désordre fermentaient dans certaines couches de la population russe. Des mots graves auraient été prononcés par les émeutiers : « Nous déjeunons des juifs, nous dînerons des propriétaires et nous souperons des prêtres ».

Résister à outrance semblait une entreprise tellement périlleuse que même le général Ignatief se préoccupa de donner quelque satisfaction à l'opinion publique. Il proposa un plan pour faciliter aux paysans le payement des annuités de rachat dont ils étaient encore grevés dans certaines provinces. Il voulait étendre aux parties de la monarchie qui n'en jouissaient pas encore, à la Pologne, à la Sibérie, aux provinces baltiques, le système des assemblées provinciales. Celles-ci auraient vu leurs attributions accrues, auraient été rendues presque indépendantes des gouverneurs et rattachées directement au ministère de l'intérieur. Le régime de la presse devait être adouci. Enfin, revenant par un détour aux idées de Loris-Mélikof, Ignatief proposait de convoquer à Saint-Pétersbourg les délégués de ces *zemstva*, ce qui aurait donné à la Russie une espèce de représentation nationale, avec un rôle consultatif. Le général Tchérévine, qui ne voyait de salut que dans la dictature de la *troisième section*, entra en lutte avec le général Ignatief, fut vaincu et donna sa démission en janvier 1882. Mais les idées attribuées au général Ignatief sur la politique extérieure étaient inquiétantes : on affectait

de rappeler son zèle slavophile et on l'accusait de vouloir, en tolérant l'agitation antisémitique, préluder par l'expulsion des juifs à celle des Allemands. C'est précisément à cette époque que le général Skobélef[1], dans ses discours à Saint-Pétersbourg, Paris, Varsovie, signalait l'Allemagne comme le plus dangereux ennemi de la Russie et annonçait la lutte suprême entre les Teutons et les Slaves. Aussi quand le prince Gortchakof, parvenu à l'âge de quatre-vingt-quatre ans[2], obtint de l'empereur l'autorisation de se retirer, la question de paix et de guerre sembla dépendre du choix que ferait Alexandre III entre les deux hommes d'Etat qui pouvaient prétendre à la succession du chancelier : le général Ignatief et M. de Giers. C'est celui-ci qu'il choisit (9 avril 1882) ; le 11 juin, Ignatief donna sa démission et fut remplacé à l'intérieur par le comte Tolstoï. Dès lors, l'agitation antisémitique fut sévèrement réprimée.

Alexandre III était, au physique, d'une taille colossale, si fort que, d'une seule main, il pouvait courber et réunir les deux extrémités d'un fer à cheval. Au moral, il montra du sang-froid et de l'intrépidité en plusieurs circonstances et notamment lors du terrible déraillement de Borki (1886) qui fit 21 morts et 37 blessés, et où il s'oublia pour ne penser qu'aux victimes. Amis et ennemis s'accordaient à louer sa probité, son sérieux, la pureté de ses mœurs, ses vertus de père de famille, ses habitudes de précision et de labeur. Très religieux, il possédait au plus haut degré le sentiment de sa dignité autocratique et de sa mission presque divine. Il était entier dans ses volontés presque autant que son aïeul Nicolas ; mais il savait se rendre aux bonnes raisons ; il cherchait la vérité, ne pardonnait pas à qui l'avait une fois trompé ; il était réfléchi, un peu fermé, sobre de paroles, constant dans ses desseins, tenace dans ses antipathies autant que dans ses amitiés. Son solide bon sens a

1. Mort à Moscou, le 7 juillet 1882, six mois avant Gambetta.
2. Mort à Bade, le 12 mars 1883.

souvent empêché les plus fins, parmi ses ministres, de tomber dans les pièges bismarckiens. Une parole de lui valait un traité.

On ne peut prétendre faire l'histoire de ce règne, pas plus que du règne suivant. Les documents indispensables n'ont pas été publiés, les livres font défaut. Les pages qui suivent devront être considérées comme un simple essai de chronique. Nous classerons les faits en cinq sections : gouvernement et administration ; russification ; politique en Asie ; politique dans la péninsule des Balkans ; politique générale en Europe.

### Gouvernement et administration : instruction publique : armée et marine.

L'administration qui s'était constituée après la retraite du général Ignatief comprenait : aux affaires étrangères, M. de Giers ; à l'intérieur, le comte Tolstoï ; à la guerre, le général Vannovski ; à l'instruction publique, le baron Nicolaï ; aux finances, Bunge ; aux domaines, Ostrovski ; etc. Il ne pouvait être question, bien entendu, d'un conseil de ministres dans le sens parlementaire du mot, encore moins d'un président du conseil autre que l'empereur. De plus, dans une monarchie absolue, les ministres changent rarement. Douze ans après, en 1893, nous retrouvons en place MM. de Giers, Vannovski, Ostrovski ; à l'intérieur, au comte Tolstoï a succédé, en mai 1889, Dournovo ; à l'instruction publique a été nommé Délianof ; aux finances, Vychnégradski (1887-1892), puis Witte, avec (depuis 1893) Antonovitch pour adjoint, Pobiédonostsef n'a cessé d'être procureur général auprès du saint-synode, et chargé des affaires ecclésiastiques.

La législation sur la presse, telle qu'elle fut établie par Tolstoï (1882), statuait que tout journal qui aurait été suspendu après les trois avertissements ne pourrait reparaître que sous le régime de la censure préventive : dès lors chaque numéro devait être soumis au censeur dans la soirée qui précédait sa publication, et celui-ci pouvait l'interdire sans

autre forme de procès. Les journaux non soumis à la censure préventive devaient faire connaître, à toute réquisition, l'auteur de chaque article. — Toutefois la suspension ou la suppression définitive d'un journal ne pouvait être décidée que dans un comité composé des ministres de l'intérieur, de l'instruction publique, de la justice, et du procureur général auprès le saint-synode. — Au fond, le régime différait peu de celui qu'avait subi la presse française au lendemain du coup d'État.

Les *zemstva* de gouvernement et de district subsistèrent, mais furent réorganisés et placés sous l'autorité des gouverneurs. De même les communes rurales, qui, disait-on, étaient incapables de s'administrer elles-mêmes, furent subordonnées aux *zemskié natchalniki*, chefs de canton (1889). Tolstoï inclinait à rendre aux *dvorianines*, sur leurs anciens sujets, le droit de tutelle qu'Alexandre II avait confié aux juges de paix. Autour de lui on agitait des projets tendant à restituer à la classe nobiliaire plus d'importance dans la vie sociale, en rétablissant, au besoin, les majorats.

Il y eut des troubles d'étudiants, en 1882, dans les universités de Kazan et de Saint-Pétersbourg; en 1887, dans celles de Moscou, Odessa, Kharkof, Kazan, Saint-Pétersbourg. Comme on croyait y découvrir la trace des influences nihilistes, il y eut des répressions par la force armée, des exclusions, des arrestations, des exils, qui « épurèrent » le personnel des étudiants. L'enseignement fut surveillé de plus près; aux universités furent attachés des inspecteurs (1887), desquels dépendait l'octroi de bourses aux étudiants pauvres. On limitait à certaines classes ou catégories sociales le bienfait de l'enseignement supérieur ou secondaire. En 1887, le droit de scolarité dans les gymnases fut augmenté d'un tiers; le nombre des écoliers limité, on excluait les enfants de cochers, laquais, cuisiniers, blanchisseuses, gagne-petit, etc.

Tout n'est pas à critiquer dans la réforme entreprise par le comte Tolstoï dans les études secondaires : la part des études classiques fut réduite au profit des branches plus modernes de l'enseignement. Les programmes des

écoles *réales* furent revisés dans un sens plus pratique ; on créa des écoles industrielles ; on multiplia les écoles manuelles pour jeunes filles, dites « écoles Marie », du nom de l'impératrice.

On fonda une université nouvelle à Tomsk (Sibérie), un Institut technologique à Kharkof, un Institut de médecine expérimentale à Saint-Pétersbourg.

En 1886, les huit universités d'Europe, Saint-Pétersbourg, Moscou, Kharkof, Odessa, Kazan, Kief, Dorpat, Varsovie, comptaient 14 027 étudiants (le progrès était sensible depuis 1877[1]).

A cette date le nombre des gymnases de garçons s'élevait pour tout l'empire (non compris la Finlande) à 239, avec 67 682 élèves ; celui des écoles réales à 90, avec 18 827 élèves ; celui des séminaires et écoles ecclésiastiques à 256, avec 42 890 élèves ; celui des corps de cadets à 21, avec 8 016 élèves ; celui des gymnases et progymnases de filles à 343, avec 70 000 élèves ; celui des instituts de jeunes filles à 30, avec 7 911 élèves ; celui des écoles du Saint-Synode pour filles à 57, avec 11 658 élèves : ce qui donnait un total, pour l'éducation secondaire, de 586 établissements pour les garçons et 430 pour les filles, avec une population scolaire de 144 415 garçons et 85 743 filles. Même des provinces comme celles de l'Amour, de Transbaïkalie, de Syr-Daria, possédaient un ou deux établissements de ce genre : mais la plupart des provinces d'Asie centrale en étaient encore privées. Pour tout l'empire on comptait 35 517 écoles primaires ou élémentaires, avec une population de 1 489 000 garçons et 433 000 filles : total, 1 922 000 écoliers. C'était encore un progrès sur la période précédente. Il convient d'ajouter à ces chiffres, qui ne concernent que la population chrétienne : 1 701 *kheder* ou écoles israélites, avec 25 326 garçons et 4 686 filles ; 1 785 *mektebés* et *medressés*, écoles musulmanes, avec 55 779 garçons et 17 477 filles. Total général

1. Voyez ci-dessus, pour la comparaison des chiffres, p. 697.

pour le primaire : 39 000 établissements et 2 025 317 écoliers. Enfin des établissements *spéciaux* de tout ordre, écoles militaires, ecclésiastiques, pédagogiques, médicales, forestières, agricoles, commerciales, industrielles, au nombre de 398, instruisaient 36 987 jeunes gens et 3 832 filles.

Le gouvernement se préoccupait sincèrement d'améliorer la situation du paysan. A partir du 1er janvier 1884, les catégories les plus pauvres de contribuables furent affranchies de la capitation ; pour les autres, elle fut réduite dans une proportion qui variait du quart au dixième. L'impôt sur le sel fut supprimé. Ce qui pesait le plus lourdement sur les anciens serfs, c'était l'obligation, que leur avait imposée l'oukaze libérateur, d'indemniser les anciens seigneurs pour les terres qu'on leur avait prises : c'est tout récemment que les paysans de la plupart des districts ont pu commencer à se libérer. Pour les y aider et leur procurer les fonds nécessaires à l'exploitation, on a fondé, presque en même temps que la *Banque foncière des nobles* (beaucoup de nobles étant aussi nécessiteux que les paysans), une *Banque foncière des paysans* (1882). Ces deux institutions rendent à l'agriculture, grande ou petite, d'éminents services et faciliteront la liquidation de la réforme sociale de 1861.

Alexandre III eut à compléter l'œuvre de son père, dans certains pays de l'empire où l'on n'avait pu encore abolir le régime seigneurial et le servage : en 1892, les Kalmouks en furent affranchis.

Malheureusement les impôts restaient très lourds ; l'augmentation des forces militaires, les grands travaux publics indispensables à la mise en valeur de la Russie venaient chaque année enfler le budget des dépenses. Il était de 654 186 149 roubles en 1881, de 764 477 515 en 1885, de 891 491 308 en 1890. Pas plus que celui d'aucun autre Etat du continent, il n'est destiné à décroître ni même à rester stationnaire. Il fallait sans cesse trouver de nouvelles ressources : en 1888, par exemple, M. Vychnégradski dut élever l'impôt sur la production de l'or, en supprimant les privilèges des petites mines ; accroître les

droits d'enregistrement et de timbre; étendre à certaines provinces, qui en étaient exemptes, les droits de mutation; augmenter l'accise du tabac dans les provinces du Turkestan et de Sémipalatinsk, créer un impôt sur les allumettes, etc. Le change, sur le rouble papier, restait toujours défavorable à la Russie. Elle dut, en matière de douanes, se montrer encore plus protectionniste que par le passé : en 1887, les droits d'entrée sur les fers et les aciers furent doublés; cette mesure atteignait surtout l'industrie allemande, notamment en Silésie. L'Allemagne répondait à ces mesures en écrasant le crédit russe.

Une réforme importante fut accomplie dans le système monétaire : des pièces d'or de 20 francs (5 roubles) à l'effigie du tsar, ayant cours dans tous les pays de l'union monétaire latine, furent frappées en France. Le Code de procédure criminelle fut revisé : il n'y eut plus d'exécutions capitales en public. Des lois nouvelles facilitèrent les transactions commerciales, la circulation des effets de commerce, la formation des sociétés industrielles. On fusionna l'administration des postes et celle des télégraphes. En 1880, les lignes télégraphiques avaient un développement de 94 625 kilomètres; en 1890, il atteignait 125 522 kilomètres. Le réseau téléphonique, en 1887, comprenait 1537 verstes. Le réseau des chemins de fer, à la fin de 1880, avait un développement de 21 221 verstes; à la fin de 1890 (non compris les lignes de Finlande et des pays transcaspiens qui comptaient pour 1433 kilomètres), il atteignait 26 554 verstes, soit 28 327 kilomètres (le réseau français était alors, d'environ 37 800 kilomètres). La marine marchande a pris un grand développement, de nouvelles sociétés maritimes se sont fondées : Flotte volontaire, Navigation à vapeur de la mer Noire et du Danube, Navigation à vapeur du Pacifique. Au 1er janvier 1887, la marine marchande de Russie comptait 2614 navires à voiles et 357 à vapeur. Des ports de commerce avaient été améliorés ou créés. Même progrès dans la navigation intérieure : le réseau de canaux dit *de Marie* fut complété. L'industrie progressait : Bunge a doté la Russie d'une loi réglementant

le travail des femmes et des enfants dans les manufactures. Les importations de l'empire atteignaient, en 1891, le chiffre de 461 386 000 roubles, et les exportations le chiffre de 626 895 000.

Ce qui montre enfin combien, en dépit des sécheresses, des famines et des autres fléaux naturels, sont inépuisables les réserves d'hommes de la Russie et quel rôle important, au triple point de vue économique, politique et militaire, elle est appelée à jouer dans l'histoire du monde, c'est l'accroissement régulièrement progressif de la population. En 1878-79, elle était de 74 493 809 âmes dans la Russie d'Europe, de 7 104 760 en Pologne, de 2 060 782 en Finlande, de 5 749 554 dans le Caucase et la Transcaspie, de 3 911 200 en Sibérie, de plus de 5 millions dans l'Asie centrale : au total plus de 96 millions. Aux derniers recensements, elle était de 85 395 200 dans la Russie d'Europe (1886), de 8 256 562 en Pologne (1890), de 2 338 404 en Finlande (1889), de 7 284 567 dans le Caucase (1885), de 4 313 680 dans la Sibérie (1885), de 5 327 000 dans l'Asie centrale et la Transcaspie (1885) : au total 112 916 000 âmes. Augmentation en huit ans : près de 17 millions d'âmes, c'est-à-dire presque la population de l'Espagne, plus du tiers de la population française, plus du tiers de celle de l'empire allemand.

Pour faire sortir de ces masses d'hommes la plus redoutable puissance guerrière, il ne manque à la Russie que l'argent. La loi militaire d'Alexandre II a reçu, sous Alexandre III, de nouveaux développements (1888) : le chiffre du recrutement annuel a été relevé ; la durée du service a été accrue de trois ans, portée à dix-huit ans : c'est, en temps de guerre, 900 000 soldats de plus. On a travaillé à instruire les officiers, à retenir les sous-officiers sous les drapeaux, à exercer les réserves et l'*opoltchénié* dans des camps d'instruction. L'armée de la Russie d'Europe et du Caucase a été partagée en 21 corps : 20 bataillons de tirailleurs ont été transformés en autant de régiments à deux bataillons : cinq nouvelles brigades de tirailleurs ont été recrutées parmi les indigènes du Caucase. La cavalerie

régulière fut augmentée d'un tiers par la création des cinquièmes et sixièmes escadrons et reformée presque tout entière suivant le type dragon. Dans l'artillerie, deux nouveaux régiments de mortiers de campagne. Grâce aux inventions des spécialistes russes, le matériel d'artillerie supportait victorieusement la comparaison avec celui dont s'enorgueillit l'Allemagne. Dans l'armement de l'infanterie, au fusil Berdan succédait le fusil de petit calibre. Pour accélérer la mobilisation, on a multiplié, reconstruit à double voie, pourvu de tronçons secondaires, toutes les lignes de fer aboutissant à la frontière de l'ouest. Sur ces lignes, ont été espacés d'avance les régiments. On a adopté, pour la seconde et la deuxième zone de mobilisation, un système ingénieux : celui des régiments-cadres. En attendant, les forces russes, depuis plusieurs années, suivaient un mouvement marqué de l'est à l'ouest, et, par exemple, plus de la moitié de l'armée du Caucase était venue prendre position en Pologne, lieu de rendez-vous pour tant de régiments. On avait pensé à couvrir cette frontière de l'ouest, si mal protégée par la nature : dès 1882, Tottleben, appelé du gouvernement d'Odessa à celui de Vilna, se mettait à l'œuvre; Varsovie, entourée d'une ceinture de forts détachés, devenait une immense place d'armes, se rattachant à celle de Novo-Georgiesk : on avait mis en formidable état de défense Kovno sur le Niémen, Ossovets sur la Bobra, Doubno, Loutsk, Rovno vers la frontière autrichienne.

La marine de guerre ne fut pas négligée. Sévastopol se releva de ses ruines. Batoum, dont le congrès de Berlin avait voulu faire un port franc, fut transformé en un port de guerre (1886). Aux protestations de l'Angleterre, la Russie répondit en demandant si elle était seule obligée à respecter les traités (allusion aux affaires de Bulgarie). La flotte de la mer Noire, qui ne se composait, douze années auparavant, que de deux *popovki*, compta bientôt 6 cuirassés à tourelles, 6 canonnières, 3 croiseurs porte-torpilles, 23 torpilleurs : au total 40 bâtiments. Celle de la Baltique comptait, en fait de cuirassés, 8 frégates à tourelles, 1 cuirassé à casemates, 11 croiseurs, 14 monitors,

13 canonnières; au total 213 bâtiments. Celle de la Sibérie avait 9 bâtiments, celle de la Caspienne une vingtaine. Tout cela représentait 1400 canons (dont 350 d'un calibre supérieur à 10 centimètres) et 28000 hommes. On sait ce que vaut le corps d'officiers de la marine russe : il a fait ses preuves pendant la guerre de Crimée.

### Russification : Pologne, juifs, provinces baltiques, Finlande.

Le nouveau régime ne fut point favorable aux autonomies nationales qui s'étaient maintenues dans l'unité de l'empire. Il y avait à cela plusieurs raisons; le gouvernement et le tsar se piquaient d'être russes avant tout. Même dans les uniformes de l'armée — grandes bottes, culottes bouffantes, toques de fourrure — on revenait à l'ancien costume moscovite. Il fallait donc que la nationalité russe fût partout dominante, qu'elle absorbât les nationalités allogènes. En outre, dans le grand effort militaire et financier qu'imposait l'état de l'Europe, on n'admettait plus que certaines provinces de l'empire, se couvrant d'anciens privilèges, pussent se dérober aux charges qui pesaient sur la nationalité dominante.

La région du Caucase perdit son autonomie administrative ; le titre de vice-roi disparut; les populations chrétiennes furent soumises aux obligations de la loi militaire.

L'année de son couronnement (1883) le tsar avait promulgué une amnistie en faveur des insurgés polonais de 1863; mais la Pologne, qui n'était plus que de nom un royaume, dont l'université (Varsovie) était entièrement russe, vit imposer la langue russe dans de nouvelles branches du service, notamment dans les écoles primaires (1885); on exclut de l'administration et de l'enseignement quiconque ne pourrait justifier d'une sérieuse connaissance du russe; nombre d'employés polonais des chemins de fer furent transférés des provinces de l'ouest dans celles de l'intérieur (1892). La Banque de Pologne et ses comptoirs furent supprimés, remplacés par des succursales de la Ban-

que de Russie. La société du Crédit foncier polonais subit une modification de ses statuts. En 1885, fut découverte à Varsovie la conspiration Bardowski ; il y eut deux cents arrestations et quatre exécutions. La même année un oukaze interdit à tout Polonais d'acquérir dans les provinces lithuaniennes et volyniennes. Puis l'oukaze de 1887 interdit aux étrangers d'acheter ou de louer des immeubles dans les « provinces frontières » ; à la mort d'un étranger actuellement propriétaire, si ses héritiers n'étaient pas établis dans l'empire avant la promulgation de l'oukaze, les biens devaient être vendus dans le délai de trois ans. La mesure était dirigée surtout contre l'immigration allemande; elle frappait cependant les propriétaires polonais; comme ils n'avaient plus la liberté de vendre à des étrangers, ni même (depuis 1885) à des Polonais, la valeur des immeubles devait baisser énormément. La nationalité polonaise fut encore éprouvée par une mesure que prit, dans l'hiver de 1887-1888, le gouvernement prussien : il renvoya de la Pologne prussienne les Polonais originaires des provinces russes. Cette mesure était d'autant plus inhumaine que les expulsions en masse eurent lieu pendant les grands froids; le gouvernement russe eut d'abord la tentation de renvoyer en Prusse les Polonais originaires des provinces prussiennes ; il renonça bientôt à lutter de barbarie avec M. de Bismarck.

Plus malheureux furent les juifs : ils forment là-bas une nation de 1 200 000 âmes dans le royaume de Pologne et d'environ 3 500 000 dans le reste de l'empire. C'est la plus grande Judée de l'univers. Elle passa, au lendemain des massacres de 1881, par les plus dures épreuves. Il fut interdit aux juifs de s'établir et de séjourner dans tout l'empire, à l'exception des dix provinces polonaises, des quinze gouvernements du sud-ouest (Vilna, Volynie, Grodno, Kovno, Minsk, Podolie, Ekaterinoslav, Poltava, Tchernigof, et, avec certaines restrictions, ceux de Kief, Vitepsk, Mohilef, Kherson, Bessarabie, Tauride). C'est ce qu'on appelle officiellement le *Territoire juif*. Comme il est une fois et demie grand comme la France, les israélites auraient pu s'en contenter; mais, même dans ce territoire, ils furent sou-

mis à toutes sortes de restrictions. En 1888, il fut enjoint à tout juif de réintégrer, s'il l'avait quitté, le village ou le hameau où il avait vécu jusqu'au 15 mai 1882. Ce fut la mise en mouvement d'environ 1 450 000 juifs ; ils durent quitter des centres où ils avaient leurs maisons et leurs capitaux pour venir encombrer d'autres centres où leur retour aggravait la concurrence commerciale, réduisait les salaires à un taux dérisoire, du même coup ruinait leurs coreligionnaires et les chrétiens. Déjà dans les provinces du Territoire juif une famille israélite occupait trois fois moins de place qu'une famille chrétienne (Souravski, *Description du gouvernement de Kief*). En certains endroits, à Berditchef par exemple, « les juifs sont serrés les uns contre les autres, plutôt comme des harengs salés que comme des êtres humains.... Plusieurs familles sont souvent entassées dans une ou deux chambres d'une hutte à moitié en ruine.... La nuit, pas de place pour les dormeurs.... (*ibid.*). « Des familles entières vivent quelquefois tout un jour d'une livre de pain, d'un hareng salé et de quelques oignons. » (Bobrovski, *Descr. du gouv. de Grodno.*)

Les mesures nouvelles étaient d'autant plus vexatoires que les juifs de Russie et de Pologne sont rarement agriculteurs, mais vivent presque uniquement du commerce et de l'industrie. Il leur fut interdit, sans une autorisation spéciale, d'avoir des domestiques ou employés chrétiens. Dans certains districts il fut enjoint aux notaires chrétiens de renvoyer leurs clercs israélites (1886). Les emplois de l'administration, la plupart des carrières libérales, furent interdits aux juifs. Le nombre des étudiants juifs fut limité à 10 pour cent dans les universités du Territoire juif, à 5 pour cent dans les autres universités de province, à 2 pour cent dans celles de Moscou et de Saint-Pétersbourg (1886). En 1887, des mesures analogues furent appliquées aux établissements d'enseignement secondaire. La loi qui autorisait les communautés juives à en créer de spéciaux à leurs coreligionnaires fut abrogée. D'autre part, tout enfant juif qui se faisait instruire dans une école chrétienne était considéré comme ayant abjuré sa religion (1888). Les

juifs étaient astreints à des taxes spéciales; un tant pour cent sur leurs revenus, sur certains produits industriels, sur les héritages. S'ils portaient la calotte et le costume juif, autres taxes : cinq roubles pour la calotte. Ils avaient à supporter l'impôt sur les bougies du sabbat (soi-disant pour l'entretien de leurs écoles), l'impôt sur les bêtes tuées selon le rite israélite. La loi de 1882 interdit aux juifs de travailler ou de commercer les dimanches et jours fériés des chrétiens : ce qui leur impose deux jours de chômage par semaine normale. On favorisa le baptême des enfants juifs contre le gré de leurs parents, et le juif ou la juive qui se faisaient baptiser furent autorisés à divorcer avec leur conjoint resté israélite.

La situation des juifs ressemblait un peu à celle qui fut faite aux huguenots français par la révocation de l'édit de Nantes. Dans toutes ces mesures il y avait de la passion religieuse, comme au temps des expulsions ordonnées par la tsarine Élisabeth ; de l'animosité économique contre des gens qui se contentaient de salaires plus bas que les chrétiens et leur faisait une concurrence jugée déloyale ; de la répulsion pour une race nombreuse, prolifique, et qui paraissait devoir étouffer l'élément national. Mais la persécution sévissait au hasard, sans but déterminé ou possible à atteindre; car on reculait devant les seules solutions radicales : on n'exigeait ni le baptême en masse ni l'émigration en masse. L'embarras du gouvernement se traduisait dans la multiplicité même des prescriptions de détail et parfois dans leurs contradictions. Les souffrances infligées à toute une population n'avaient pas même l'excuse d'un résultat pratique. Les juifs, sous la grêle de ces mesures d'exception, n'étaient pas moins embarrassés que le gouvernement. Quelques-uns, pour se soustraire aux avanies, durent renoncer au rite talmudique et embrasser le rite karaïte (les Karaïtes ou Karaïm, en général de race khazare, n'étaient pas traités comme les juifs dits sémitiques). D'autres se convertirent au christianisme et firent évidemment de « mauvais convertis ». Un plus grand nombre cherchèrent le salut dans l'émigration. Mais où émigrer?

l'antisémitisme sévissait alors dans toute l'Allemagne. Deux puissants israélites de Londres, MM. Hirsch et de Rothschild, crurent avoir trouvé une solution : en 1891, ils fondèrent une société de colonisation juive destinée à établir leurs coreligionnaires de Russie sur divers points du globe et notamment dans l'Argentine. Leur plan fut adopté, le 19 mai 1892, par le conseil des ministres russes; il fut entendu que le comité d'émigration, pour assurer le sort des émigrants pauvres, accorderait à chacun une subvention de 500 roubles ; il garantissait à la Russie que les émigrés ne reviendraient pas ; mais il n'entendait se charger ni des vieillards, ni des infirmes, ni des familles comptant plus de six enfants. Le plan d'émigration risquait fort de n'être qu'un palliatif.

Les provinces baltiques de la Russie — Livonie, Esthonie, Courlande — n'ont jamais été considérées que comme des provinces de l'empire. On les appelle quelquefois provinces *allemandes*, bien que la masse de la population soit finnoise dans le nord, lettonne dans le sud. En réalité il n'y a là qu'une faible minorité d'Allemands : bourgeois dans les villes, pasteurs luthériens dans les paroisses, *ritter* (descendants des anciens Porte-Glaive) dans les châteaux. Les *ritter*, après avoir imposé de force aux paysans le catholicisme au treizième siècle, le luthéranisme au seizième siècle, après les avoir traités longtemps en serfs, leur avaient accordé, de 1816 à 1819[1], une sorte d'émancipation. Elle devançait d'un demi-siècle l'émancipation russe de 1861, mais elle était beaucoup moins complète. Le paysan était bien affranchi de sa personne, mais comme on ne lui avait pas donné la terre, il restait dans la dépendance économique de l'ancien seigneur. Celui-ci avait en outre gardé sur ses ci-devant serfs une bonne partie de ses droits domaniaux de police. Bourgeoisie, noblesse, pasteurs, s'entendaient pour propager dans les campagnes la culture et la langue allemandes. Ils continuaient à germaniser Finnois et Lettons. Ils faisaient concourir à ce but non seulement le culte et la prédication, mais les nom-

1 Voir ci-dessus, p. 616

breuses écoles fondées par les états provinciaux, les *chevaleries* des trois provinces, les églises, les sociétés particulières. Or la germanisation des pays baltiques devenait d'autant plus inquiétante pour la Russie que, dans le nouvel empire militaire fondé sur sa frontière occidentale, des voix s'élevaient pour revendiquer ces « provinces perdues », ces « colonies de l'Allemagne », et que dans ces provinces mêmes des voix imprudentes faisaient écho à celles-là. Quand le tsar n'était encore que grand-duc héritier, un dicton courait la Russie : « Alexandre I^er^ nous a débarrassés des Français, Alexandre II des Polonais, Alexandre III nous débarrassera des Allemands ». Dès 1882, des agents slavophiles se répandaient dans les trois provinces, rappelant aux paysans finnois et lettons qu'ils avaient été dépouillés, il y a 700 ans, de leur terre et de leur liberté. Des passions analogues à celles qui animaient alors les Irlandais au souvenir des spoliations britanniques commencèrent à s'éveiller. Sur certains points les paysans assaillirent les châteaux des *ritter*. L'autorité s'émut faiblement de ces attaques. On prêtait ce mot au général Ignatief : « Fermons les yeux ; il n'est pas dans notre intérêt de protéger les Allemands ». Tout l'été il y eut des attroupements de campagnards, des bâtiments d'exploitation et des forêts incendiés. Le gouverneur de Courlande, dont les *ritter* réclamaient le secours, faisait une réponse évasive. Le sénateur Manasseïn, en tournée d'inspection dans le pays, déclarait à la chevalerie de Courlande : « Vous devez faire tout ce qui peut amener la fusion entre les provinces de notre commune patrie ». Quelques Russes avaient eu l'idée, pour résister à la propagande germanique, de faire revivre, par l'école et la littérature, les vieux idiomes finnois et lettons : cette résurrection devait, suivant eux, préparer l'avènement de la langue russe. Cet expédient fut vite abandonné pour une façon de procéder plus directe et plus radicale. En 1885-1887, le russe fut substitué à l'allemand, même aux idiomes indigènes, pour toute la correspondance officielle dans les provinces baltiques. En 1889, cette mesure fut étendue même aux communications orales en matière

administrative. On s'attaquait au luthéranisme comme à l'un des éléments du germanisme : à l'avenir aucun temple protestant ne pouvait être construit sans autorisation du procureur général auprès du saint-synode (1885) ; on entreprenait la conversion des paysans à l'orthodoxie tout en maintenant les lois qui interdisent le passage de l'orthodoxie à une autre confession. On parlait déjà de 100 000 convertis. Les plaintes des Germains baltiques éveillaient les colères dans la presse de l'empire allemand. On répétait le mot que Bismarck aurait dit, en 1865, à l'ambassadeur de Russie quand l'*Union évangélique* avait fait parvenir jusqu'à lui les doléances des Baltiques : « On crie contre le pape à cause du petit Mortara, mais chez vous c'est de 60 000 Mortaras qu'il s'agit ». L'œuvre fut poursuivie. L'oukaze de 1886 enleva toutes les écoles luthériennes des trois provinces à la tutelle des consistoires pour les soumettre à l'autorité du ministre de l'instruction publique. Une somme de 100 000 roubles fut affectée à la création d'églises, de cimetières, de presbytères, d'hospices, d'écoles orthodoxes. Le grand-duc Vladimir, qui visitait alors Dorpat, répondit à une adresse de l'université, du clergé, de la chevalerie et de la municipalité, que la volonté inébranlable de son auguste frère « était d'agréger plus intimement les pays baltiques à la grande famille russe ». L'université de Dorpat, centre intellectuel des trois provinces, était tout allemande : dès 1887, on fit à la langue russe une part dans l'enseignement et dans les examens. L'université ayant désigné pour une chaire vacante un professeur d'Allemagne, la nomination, chose inouïe dans les usages scolaires, en fut refusée par le ministre. A dater de cette année même tous les cours devaient avoir lieu en langue russe ; mais, comme les professeurs assuraient n'être point en état de les faire, l'exécution de la mesure fut ajournée à trois ans (en 1889 elle fut appliquée à la rigueur). L'école normale primaire de Dorpat fut placée dans l'alternative de donner l'enseignement en russe ou de fermer ses classes (1887). Les chevaliers et les municipalités reçurent le même ultimatum au sujet de leurs écoles primaires : les cartes scolaires de ces pays (où fourmillent les noms

de lieux allemands) durent ne plus porter que des caractères russes. Dans la langue administrative, Dorpat reprit son nom russe de Iourief; Dünabourg, celui de Dvinsk. Un pope orthodoxe reçut le Sainte-Anne de troisième classe pour avoir converti 100 luthériens à l'orthodoxie. L'année suivante 60 pasteurs luthériens furent destitués, notamment pour avoir essayé de ramener au protestantisme de nouveaux convertis. Même dans les écoles privées l'enseignement en langue allemande fut interdit. Les tribunaux spéciaux aux trois provinces furent supprimés, les municipalités dépouillées de leurs franchises, les maires nommés par l'autorité, les journaux soumis à la législation russe sur la presse, tout le système russe d'administration de justice, de régime agraire introduit dans les provinces baltiques. En 1892, la dernière école allemande, celle de la cathédrale de Revel, fut russisée. Était-ce une consolation pour les Allemands de la Baltique de penser qu'à la même époque leurs compatriotes du grand empire traitaient avec plus de rigueur encore les Français d'Alsace-Lorraine ? Ils avaient perdu tous les privilèges et immunités que leur avait maintenus leur conquérant Pierre I[er], toutes les institutions héritées de la vieille Allemagne, tout ce qui restait de l'édifice élevé par les évêques, les chevaliers et les trafiquants allemands du treizième siècle. Au contraire cette révolution était accueillie avec faveur par les anciens serfs lettons et tchoudes.

La Finlande avait été assez heureuse pour obtenir, au moment de la conquête russe (1809), la reconnaissance formelle de son autonomie, ce que n'avaient jamais obtenu les provinces baltiques ; elle avait été assez habile pour ne pas la compromettre, comme avait fait la Pologne. Tandis que les trois pays baltiques avaient toujours été de simples provinces de l'empire, tandis que la Pologne avait fini par être réduite en provinces, la Finlande restait légalement en dehors de l'empire. Le tsar n'était pour elle que son grand-duc. Elle n'était pas annexée à la Russie, mais seulement juxtaposée à elle, dans une union personnelle, sous un souverain unique, au même titre que la Norvège avec la Suède, la Hongrie avec l'Autriche. Elle jouissait du

régime parlementaire, tel que l'avaient établi les constitutions de 1772 et 1780, confirmées par Alexandre Ier, Nicolas, Alexandre II et même (14 mars 1881) Alexandre III. Elle était, après l'Angleterre, la plus vieille monarchie constitutionnelle de l'Europe. Elle avait ses couleurs nationales (rouge et jaune), son armée, sa marine, ses douanes, ses postes et ses timbres-poste, ses chemins de fer, son sénat qui était comme un conseil des ministres, son parlement (divisé en quatre états : chevalerie et noblesse, clergé, villes, paysans), son budget et sa dette publique, ses hautes cours de justice, ses écoles primaires et secondaires, son université d'Helsingfors, où l'on enseignait en finlandais et en suédois. Sur un budget total d'environ 60 millions de marks, elle n'inscrivait que 250 000 marks, pas même comme tribut, mais comme « fonds mis à la disposition de l'empereur de Russie ». Pour être un État complètement autonome, il ne lui manquait guère que le droit de paix et de guerre. Elle avait été d'ailleurs si loyale envers son grand-duc que ces précieux privilèges n'avaient jamais été remis en question. Tout au plus pouvait-on reprocher à quelques Finlandais des propos un peu trop particularistes, inspirés par l'orgueil local ou la manie archéologique, et sans plus d'importance que ceux que se permettent les Félibres de notre Midi.

Les atteintes portées à son autonomie, même sous le nouveau régime, furent beaucoup moins graves que celles dont souffraient les Polonais et les Allemands baltiques. Des Russes enclins à la jalousie trouvaient ridicule que la Finlande affectât vis-à-vis de l'immense Russie la situation de la Hongrie à l'égard de l'Autriche, irritant pour leur amour-propre qu'elle prétendît ne pas avoir été conquise et qu'elle jouît des libertés constitutionnelles qui leur étaient refusées, absurde qu'elle pût taxer leurs produits sur ses lignes de douanes, injuste enfin qu'elle fût affranchie de charges qui pesaient sur tous les autres sujets du commun souverain. Le gouvernement s'est gardé, jusqu'à présent, de suivre la voie indiquée par les journaux ultra-russes. Ce qu'il a surtout exigé, c'est l'union monétaire, douanière,

postale, c'est que les employés du grand-duché justifiassent d'une certaine connaissance du russe, sous peine d'être, dans un certain délai, révoqués ou déplacés. Quand les États de Finlande firent parvenir leurs doléances au tsar, celui-ci déclara (25 mai 1891) que les privilèges du pays, loin d'avoir reçu aucune atteinte, avaient été au contraire développés; que la Finlande devait à son union avec la Russie une bonne partie de sa prospérité; qu'il y avait dans ces plaintes beaucoup d'exagération et que « le bon sens du peuple finlandais en reconnaîtrait le mal fondé ». Comme la polémique devenait un peu vive, on donna au gouverneur le droit de suspendre et supprimer les journaux. Pourtant les États ne cessèrent d'être convoqués régulièrement.

### Politique en Asie : Merv. Pamir, Corée, le Transcaucasien, le Transsibérien.

Dans la longue partie qui, dans les pays d'Orient, se joue entre la Russie et l'Angleterre, celle-ci, en 1882, paraissait gagner des points. Le 11 juillet, elle faisait bombarder Alexandrie; le 12 septembre, elle battait à Tell-el-Kebir l'armée d'Arabi-Pacha; après avoir écrasé le parti « national » en Egypte, elle y installait son protectorat. Elle y est restée : si cette position a des avantages, elle n'est pas sans inconvénients. Par l'occupation de l'Egypte, outre qu'elle a excité les susceptibilités de l'Europe entière, armé contre elle le mahdisme, hâté la perte du haut Nil (Soudan), l'Angleterre a cessé d'être une puissance purement insulaire : elle peut avoir à subir là-bas une guerre continentale. En 1885, elle répondait à la conquête française du Tonkin par la conquête anglaise de la Birmanie. Dans l'intervalle, elle eut une surprise désagréable. En février 1884, quatre khans et vingt-quatre anciens du pays turcoman de Merv se présentaient au commandant russe d'Askhabad et déclaraient accepter la domination du tsar blanc. Les Russes à Merv, qu'en 1881 ils avaient déclaré ne pas vou-

loir occuper! Ils ne se trouvaient plus qu'à 140 milles de Hérat, cette « clef de l'Inde », tandis que les Anglais du Pendjab en étaient à 514. Puis survint la nouvelle que le shah de Perse avait cédé aux Russes Serakhs. A Londres on commentait un mot de Skobélef : « Nous avons pour devoir exclusif et impérieux d'organiser des masses de cavalerie asiatique et de les jeter sur l'Inde comme notre avant-garde, puis, sous la bannière de sang et de dévastation, d'y renouveler la terreur de Tamerlan », — et aussi un article où Katkof disait : « Que l'Angleterre se contente de l'Indus et de l'Himalaya comme frontières naturelles de son empire indien ! » Lord Granville s'efforçait de rassurer son parlement : « La Russie n'a pas le moindre dessein contre l'Inde; les papiers d'Etat en font foi ». Cependant, dans une note à la Russie, il exprimait sa surprise et son étonnement. On lui répondait que la démarche des Merviens avait été une surprise pour la Russie même, mais qu'on aurait cru commettre une grande faute en repoussant une soumission toute spontanée.

Pendant cet échange de notes, une colonne russe, sous le général Komarof, se présentait sur la frontière nord-ouest de l'Afghanistan, et un des journaux de Saint-Pétersbourg, le *Herold*, déclarait qu'on avait l'intention, par l'Afghanistan et le Béloutchistan, de se frayer une route jusqu'à l'océan Indien, et d'établir un vaste port sur la baie de Sommiani, à l'ouest de l'embouchure de l'Indus, près du port anglais de Karatchi.

Le conflit entre la Russie et l'Angleterre, à propos des frontières de l'Afghanistan, prit alors un caractère aigu. Il s'agissait de savoir si Pendjdekh, estimé un point stratégique de première importance, toujours sur la route de Hérat, appartenait au territoire russe ou à celui de l'émir de l'Afghanistan. Les Russes alléguaient que les Turcomans de Pendjdekh avaient apporté spontanément leur soumission ; les Anglais entendaient que la frontière russe ne dépassât point Pouli-Khatoun. Une commission mixte de délimitation devait être envoyée sur les lieux. Les commissaires anglais y parurent seuls. Leur chef, le général

Lumsden, s'installait à Hérat avec une très nombreuse escorte; les Afghans occupèrent Pendjdekh. Le général Komarof, à la tête d'un fort détachement russe, prit alors position dans la vallée du Hériroud, près du défilé de Zulfikar. De Pendjdekh 4000 Afghans s'avancèrent vers lui en franchissant le Mourghab. Les commissaires anglais, effayés de l'imminence du conflit, invitèrent les deux armées à faire halte dans les positions qu'elles occupaient; mais, le 30 mars 1885, les Afghans ayant passé la rivière de Kouchk, occupé une hauteur qui dominait le flanc gauche des Russes et dirigé un gros de cavaliers sur leurs derrières, Komarof les fit sommer de se retirer. Les Afghans répondirent par une salve d'artillerie et une charge de cavalerie. En quelques instants ils étaient mis en déroute, avec une perte de 500 hommes, de deux drapeaux, de toute leur artillerie, et fuyaient sur Hérat. Les Anglais dénoncèrent le Russe comme étant l'agresseur. Le vice-roi de l'Inde, lord Dufferin, avait eu, le jour même, une entrevue à Rawal-Pindi, avec l'émir de l'Afghanistan; Abdurrahman demandait des armes, des munitions, un supplément de subsides; le vice-roi le calmait et lui conseillait d'attendre. Cependant des notes très vives s'échangeaient entre Londres et Saint-Pétersbourg. Un moment l'Europe put croire que la guerre éclaterait; les Anglais parlaient de recommencer l'expédition de Crimée; le sultan déclara qu'il garderait sa neutralité et fermerait les Dardanelles. Gladstone demandait à son parlement un crédit de 4 millions de livres sterling, tant pour la guerre du Soudan que pour des « préparatifs d'intérêt général qui ne concernaient pas le Soudan (avril 1885) ». Il l'obtenait (4 mai). Mais le même jour il annonça « qu'on s'était arrangé ». Les deux gouvernements s'accordaient à reconnaître que le combat du Kouchk était le résultat d'une « erreur ». Il fut convenu que Merutchak resterait à l'émir, mais que Pendjdekh appartiendrait aux Russes avec la passe de Zulfikar. Les Russes occupèrent Pendjdekh le 13 février 1886. Ils venaient de faire un grand pas sur le chemin de Hérat.

Tout de suite après recommencèrent les difficultés : à propos du district de Khodja-Saleh, qu'ils revendiquaient

et qui leur offrait un accès plus direct à la frontière de l'émirat; à propos d'autres points encore. En juillet 1887, ils se firent reconnaître par l'Angleterre la possession du territoire entre Kouchk et le Mourghab.

L'Angleterre ne se lassait pas de protester et de céder, les Russes de réclamer ou de prendre. En mai 1886, ils avaient occupé le district afghan de Kerki, sur l'Oxus, parce que des employés du khan de Boukhara, leur protégé, y avaient été massacrés. Presque aussitôt on annonçait à Hérat même l'arrivée de 300 Russes, gens d'apparence pacifique, qui s'y étaient faufilés comme marchands, mais dont la présence ne disait rien de bon à l'émir. En 1888, conflit anglo-russe en Perse à propos de la navigation du Karoun, que l'Angleterre avait essayé de se réserver; un consul russe s'installait à Mesched. En août 1891, sur le plateau de Pamir (à 14 000 pieds d'altitude), qui rejoint à l'Himalaya le Thian-Chan et qui domine toutes les passes de l'Afghanistan, du Kashmir, des Turkestans russe et chinois, voici qu'on signalait l'apparition d'une « expédition d'études » forte de 600 soldats russes. Inquiétude de la Chine, protestation du vice-roi des Indes : les Russes, après s'être avancés jusqu'aux défilés de l'Hindou-Kouch, se retirent, sans doute à cause de l'hiver. Ils reparurent au printemps de 1892, cette fois en grand appareil militaire, et commandés par le colonel Yanof. Ils prétendaient que les montagnards, molestés par les Afghans, les avaient appelés. Le colonel envoie des kosaks dans le Vakhan, à la frontière nord-est de l'Afghanistan. Pourparlers avec les officiers de l'émir, puis combat de Somatasch (12 juin), défaite totale des Afghans. Les Russes, après avoir montré qu'ils n'entendaient abandonner le Pamir ni aux Chinois ni aux Anglais, se postèrent à Kalabary, sur l'Oxus. Ainsi, pas à pas, d'une poussée lente, mais ininterrompue, ils cernent, bloquent, rongent les frontières de l'émirat afghan et de l'empire anglais.

En 1888, la politique russe avait pris pied en Corée; elle fit reconnaître par la Chine l'autonomie de ce royaume; puis elle conclut avec lui un traité de commerce, publié

seulement en 1889, et qui ressemble fort à un traité de protectorat. Ainsi, même dans les mers chinoises, elle ne cessait de gagner vers le sud. En 1889, traité de commerce avec le Japon : il assurait aux sujets russes de sérieux avantages, le droit de s'établir partout dans l'empire du Soleil-Levant, la juridiction de tribunaux mixtes.

Pour relier les pays, séparés par d'immenses espaces et souvent par des solitudes, dont se compose l'empire russe dans l'Asie centrale, voici les chemins de fer qui apparaissent. D'abord *le Transcaspien*, construit par le général Annenkof, inauguré par lui au milieu d'un grand concours de visiteurs d'Occident, surtout de Français, au joyeux étonnement des khans, des mourzas, des émirs, de vaillants chefs, comme Maktoum-Ali-Khan, qui, après s'être bien battu contre les Russes, porte « un élégant uniforme de colonel kosak » (E. de Vogüé). De la station d'Ouzoun-Ada, sur la Caspienne, la locomotive est allée, pour la première fois, le 26 février 1888, jusqu'à Boukhara, le 27 mai jusqu'à Samarcande, la ville impériale de Tamerlan, unissant les oasis aux oasis, supprimant la distance et le désert; réveillant les vieilles métropoles défuntes où trônèrent les « Maîtres du Temps », où Gengis-Khan, l'Empereur Inflexible, faisait, dit-on, égorger 100 000 hommes en un jour, où Timour le Boiteux dressait des pyramides de têtes humaines; saluant de son sifflet les stations d'où rayonneront un jour les embranchements stratégiques sur la Perse, sur l'Afghanistan et sur l'Inde.

Une entreprise de proportions plus vastes encore était mise à l'étude et bientôt en voie d'exécution. Le 31 mai 1891, le grand-duc héritier Nicolas, qui, au cours de son voyage en Orient et Extrême-Orient, venait d'aborder à Vladivostok, inaugurait la station terminus du *Transsibérien*, dont les rails feront communiquer Moscou et l'océan Pacifique.

En même temps les territoires conquis s'organisaient. Les provinces d'Ouralsk, Tourgaï, Akmolinsk, Sémipalatinsk, Sémirétchie, Fergana, Syr-Daria, Samarcande, se groupaient en deux gouvernements généraux : celui de Turkestan à l'ouest, celui des Steppes à l'est.

On a créé le gouvernement général de l'Amour, avec ses provinces de l'Amour, Maritime, Saghalian ou Sakhaline, et qui s'annexera quelque jour la Corée. Avec la Sibérie et l'ancienne Caucasie, cela fait comme quatre empires, simples appendices de la vieille Moscovie, qui occupent toute la largeur de l'Asie et qui pèsent déjà lourdement sur les empires chinois et anglo-indien.

### Politique dans la péninsule des Balkans : Roumanie, Serbie, Monténégro, Bulgarie et Roumélie.

Ce qui a dominé toute la politique européenne de la Russie, sous le régime d'Alexandre III, ce sont les affaires de la péninsule balkanique. Là, l'héritier du tsar libérateur avait à surveiller les conséquences des traités de San-Stephano et Berlin. Il y avait maintenant un Monténégro et une Grèce agrandis, une Serbie et une Roumanie émancipées, une Bulgarie et une Roumélie Orientale dont nous avons déjà constaté les aspirations à une vie commune et à l'indépendance complète. Les ambitions de ces Etats nouveau-nés étaient grandes : les Bulgares se souvenaient de leur tsar Siméon, les Serbes de leurs tsars Némanya, les Roumains d'Etienne le Grand et de Michel le Brave ; et tous convoitaient, par delà leurs frontières nouvelles, les pays qui devaient rentrer dans les unités nationales. S'ils reconnaissaient devoir à la Russie leur autonomie et certains leur existence même, ils n'entendaient pas avoir échappé à la domination turque pour retomber sous la domination russe. Enfin ils étaient en possession de libertés inconnues et d'un régime parlementaire ; les Serbes avaient leur *skoupchtina*, les Bulgares leur *sobranié*, les Roumains leur *sénat* et leur *chambre des députés*, avec les rivalités de partis, les crises ministérielles, parlementaires, constitutionnelles, tout ce qui fait la vie troublée mais intense des peuples libres. La péninsule offrait comme une réduction de la vieille Europe, avec les antagonismes de races — latine, slave, albanaise, hellénique, — avec les querelles de frontières, les ambitions mégalomanes et la folie contagieuse des armements poussés à outrance. Tout ce coin de

l'ancien continent fourmillait de vie jeune, de mouvement et de passion. Quelle serait l'attitude de la Russie en présence de ces êtres nouveaux créés par ses triomphes? Saurait-elle se maintenir dans le rôle de tuteur désintéressé? Garderait-elle, parmi les peuples affranchis, la popularité dont elle avait joui parmi les raïas opprimés? Éprouverait-elle, comme les a éprouvées la France, les déceptions que réservent parfois au libérateur les nations libérées, ivres d'indépendance reconquise, oublieuses des souffrances passées comme des services récents, plus ombrageuses à l'égard de ceux qui leur ont rendu leur liberté qu'à l'égard de ceux qui la détenaient naguère?

Il est à remarquer qu'en général les nations balkaniques (il faut distinguer les nations des gouvernements) voisines des possessions autrichiennes, comme la Serbie, eurent une tendance à suivre la politique russe, tandis que celles qu'avoisinait de plus près la Russie, comme la Roumanie et la Bulgarie, acceptèrent plus volontiers les influences autrichiennes. Le fait s'explique de soi.

En second lieu, comme les questions de nationalité ou d'agrandissement national primaient celles de politique intérieure, les noms que portaient les divers partis, dans chaque pays, n'ont pas le sens que nous leur attribuerions : ainsi les partis appelés *libéraux* ou *radicaux* sympathisaient, en Serbie, avec la Russie, tandis qu'en Bulgarie ils lui étaient hostiles; là-bas c'étaient les partis dits *conservateurs* ou *progressistes* qui sympathisaient avec l'Autriche, et ici c'était plutôt avec la Russie. De même le nom de parti *national* emprunte un sens différent dans les divers pays, selon que c'est l'Autriche ou la Russie qui paraît un obstacle ou un appui pour les ambitions nationales.

Au fond, les crises de partis ou de ministères ne sont, dans les divers États balkaniques, que des épisodes de la rivalité entre la Russie et l'Autriche, celle-ci peut-être mieux armée que celle-là puisque, par la Bosnie et l'Herzégovine, elle s'est poussée au cœur même de la péninsule. Cette rivalité, toujours agissante, parfois latente et sourde, devenait à certains moments éclatante et aiguë. La chute

d'un prince bulgare ou d'un ministère serbe était considérée comme un succès ou un échec diplomatique pour l'un ou l'autre des deux grands empires. Comme chacun de ceux-ci faisait partie d'un des camps qui se partageaient l'Europe, ces épisodes, minimes en soi, agitaient les grands parlements, provoquaient des échanges de notes, semblaient mettre en péril la paix du continent. La Turquie, en général, assistait impassible, désintéressée, à toutes ces révolutions, plus favorable qu'aucune autre puissance à l'autonomie complète de ses anciens raïas, enchantée de leurs révoltes qui la vengeaient, parfois subissant la pression des grandes cours, mais alors intervenant à contre-cœur, consolée de son impuissance à agir sérieusement, presque ravie de n'être point écoutée de ses ci-devant sujets.

L'indépendance nouvelle de la Roumanie et de la Serbie se manifesta par la promotion de leurs princes à un titre supérieur. La première avait une superficie de 127 589 kilomètres carrés et une population de 5 376 000 âmes. Son armée avait paru avec éclat sur les champs de bataille de 1877; son prince s'était montré vaillant capitaine et avisé politique. On s'assura d'abord de l'assentiment éventuel des puissances; puis, le 26 mars 1881, le sénat et la chambre des députés acclamèrent le titre royal de Charles de Hohenzollern. Le 22 mai, il fut, dans la cathédrale de Bucharest, couronné « roi de Roumanie ». La Serbie ne voulut pas rester en arrière, bien qu'elle ne comptât que 48 657 kilomètres carrés et 1 682 452 habitants. Le 6 mars 1882, la *skoupchtina* proclama le prince Milan roi de Serbie. Il fut reconnu en cette qualité par les puissances.

En Bulgarie, le prince Alexandre de Battenberg avait accompli, le 24 mai 1881, une sorte de coup d'Etat : il prononça la dissolution du *sobranié*, s'empara de la dictature, fit procéder à de nouvelles élections sous le régime de l'état de siège, créa un conseil d'Etat pour faire un contrepoids à l'assemblée, installa un ministère *conservateur*, où il fit entrer deux généraux russes : Sobolef à l'intérieur; Krylof, puis Kaulbars à la guerre.

Ces deux ministres, avec le consul général de Russie

Ionine, formèrent une sorte de triumvirat, travaillèrent à affaiblir le parti conservateur, expulsèrent du cabinet le ministre bulgare des affaires étrangères Voulkovitch, s'adjoignirent un troisième ministre russe, le prince Khilkof, avec le portefeuille du commerce et des travaux publics. La Bulgarie tendait à devenir une simple province de l'empire des tsars. Les ministres russes se tournèrent bientôt contre le prince, firent alliance avec les *libéraux* ou *radicaux*, comme Zankof, qui voulaient réduire les pouvoirs du prince et revenir à la constitution de Tirnovo. Ionine adressa au prince un ultimatum, lui donnant six mois pour convoquer une nouvelle assemblée. Le prince céda (4 septembre 1883); mais alors les libéraux, qui n'avaient pas voulu de sa dictature, mais qui n'entendaient pas subir celle de la Russie, revinrent à lui, ainsi que les conservateurs et les nationaux. Tous les partis se trouvèrent unis pour résister aux empiétements des Russes. La nouvelle assemblée manifesta son complet accord avec le prince. Alors les ministres russes lui offrirent leur démission, qu'il s'empressa d'accepter (19 septembre). Le général Sobolef lui aurait dit : « Altesse, ceci est votre dernier triomphe, le dernier mauvais procédé que le tsar laissera peut-être impuni ».

Le prince forma un cabinet composé en partie de libéraux, en partie de conservateurs. Zankof en fut le président. Les libéraux exilés sous le régime précédent, Karavélof, Slavéikof, furent rappelés. Le renvoi des ministres russes fut le premier grief d'Alexandre III contre le prince, un de ceux qu'il ne devait jamais lui pardonner. Vainement Battenberg nomma ensuite ministre de la guerre l'aide de camp du tsar, Léssovoï : celui-ci reçut de Pétersbourg l'ordre d'avoir à quitter Sofia. Le ministère de la guerre fut alors confié à un Bulgare, le major Kotelnikof. Les officiers russes qui étaient restés dans l'armée bulgare furent congédiés; les officiers bulgares qui servaient en Russie furent rappelés. Ce fut le deuxième grief d'Alexandre III. Puis une réconciliation s'opéra (fin 1883); le tsar consentit à rendre à l'armée bulgare une partie de ses officiers russes et envoya le prince Cantacuzène dont Battenberg fit son ministre de

la guerre. La nouvelle constitution, votée par l'assemblée nationale, partagea le parlement en deux chambres : 45 sénateurs et 100 députés (octobre 1883).

Dans l'autre Bulgarie, dite Roumélie Orientale, la Porte avait nommé un gouverneur, qui fit son entrée dans Philippopolis, le 28 mai 1879. Il était Bulgare et chrétien ; il portait deux noms : prince Vogoridès et Aléko-Pacha. Aussitôt commencèrent les discussions sur la coiffure qu'il devait porter dans les cérémonies publiques : serait-ce le fez ottoman ou le kolpak bulgare? Cette question en impliquait une plus grave qui ne trouverait pas de sitôt une solution : serait-il Aléko-Pacha ou le prince Vogoridès, c'est-à-dire serait-il surtout un fonctionnaire turc ou un chef national? Nous avons vu que, dès 1880, les Rouméliotes faisaient parvenir au prince de Battenberg une adresse où ils demandaient la réunion des deux Bulgaries. D'autres questions surgirent. La Roumélie Orientale avait trop souffert pour pouvoir s'acquitter envers la Porte du tribut stipulé par les traités : le sultan consentit à une réduction. Auprès d'Aléko-Pacha résidait un consul général de Russie, Krebel ; il prétendit jouer un rôle analogue à celui de résident britannique auprès d'un rajah indou : le gouverneur obtint son rappel. Le 22 octobre 1883, Aléko-Pacha ouvrait solennellement l'assemblée « provinciale ».

En Roumanie, le roi Charles avait d'abord paru vouloir suivre une politique plutôt hostile à l'Autriche. En 1883, le royaume avait refusé de prendre part à la conférence du Danube, parce que les puissances ne lui accordaient qu'une voix consultative. Charles avait manifesté une vive irritation contre l'Autriche, qui, dans les questions de commerce danubien, sacrifiait aux siens les intérêts économiques de la Roumanie. Le 19 juin, lors de l'inauguration du monument d'Étienne le Grand à Iassy (œuvre du statuaire français Frémiet), le roi prit la parole pour glorifier les victoires du héros moldave. Au banquet qui suivit, le président de la chambre porta un toast à Charles comme « roi des Roumains ». Le sénateur Gradisteanu s'écria : « A la couronne de Votre Majesté il manque encore quelques perles :

le Banat, la Bukovine, la Transylvanie, mais, espérons-le, pas pour toujours ». Et le roi serra la main de l'orateur. Comme personne ne parla de cette autre perle roumaine, la Bessarabie, la manifestation était tout entière dirigée contre l'Autriche. Mais bientôt on vit le roi entreprendre le voyage de Vienne, y défendre avec succès les intérêts économiques de son royaume, se rapprocher du Habsbourg. C'est dans la direction de Vienne que fut désormais orientée la politique de la Roumanie; les divers ministères présidés par Bratiano ne sortirent pas de cette voie. La Roumanie se montrait d'ailleurs sage et modérée, s'abstenant de tout éclat; le régime parlementaire y fonctionnait avec plus de régularité que dans n'importe quel autre État de la péninsule; le pays prospérait et s'enrichissait; la Russie, ayant moins fait pour lui en 1877-1878, avait moins le droit de le taxer d'ingratitude.

En Serbie, le roi Milan, dès le début, manifesta des sympathies autrichiennes et allemandes. Dans le voyage qu'il fit en 1883, il assistait aux manœuvres prussiennes de Hombourg, signait à Vienne une convention pour le raccord des chemins de fer serbes avec ceux de l'Autriche. Ses sujets marquèrent leur désapprobation : le parti russe et le parti radical triomphèrent aux élections. Le roi prononça en octobre la clôture de la *skoupchtina* et ratifia, tout seul, la convention austro-serbe. Les partis vaincus parlaient de renverser la dynastie Obrénovitch et de rappeler celle des Karageorgévitch. Ils insurgèrent plusieurs cantons près de la frontière bulgare et proclamèrent à Kniajévatz un gouvernement provisoire. Ils furent battus, leurs chefs arrêtés à Belgrade, la *skoupchtina* dissoute (novembre), les électeurs convoqués pour janvier 1884. Ceux-ci donnèrent raison au roi, lui renvoyant une majorité de *progressistes*. Il est à remarquer d'ailleurs que la constitution accordait au prince le droit de nommer 40 députés sur 170 : anomalie qui subsista jusqu'au moment où la constitution de 1869 fut modifiée par celle du 3 janvier 1889.

Il n'y avait dans toute la péninsule qu'un seul Etat qui

donnât de la satisfaction à la Russie. C'était le Monténégro[1]. Ancien domaine des vladikas (évêques), il formait une monarchie absolue, héréditaire, patriarcale[2]. Il se posait en rival du royaume serbe pour le jour où il serait possible de faire, aux dépens de l'Autriche, la Grande Serbie. Aussi son prince, Nicolas Ier Pétrovitch, de la famille Niégoch (né en 1841), ne négligeait-il aucune occasion de manifester les sympathies de son peuple et les siennes pour la Russie. Il avait assisté aux fêtes du couronnement de Moscou et fit, depuis, plusieurs visites au tsar. Il était, dans la main de celui-ci, un stimulant et une menace pour la Serbie et son ingrate dynastie. La menace devint plus précise lorsqu'en 1883 le prince monténégrin maria une de ses filles à un Karageorgévitch : le tsar accorda au jeune couple une dotation annuelle de 200 000 roubles. Une autre fille du prince était mariée au grand-duc de Russie, Pierre Nikolaiévitch ; une autre au duc de Leutchtenberg, cousin du tsar. Le prince de Monténégro fut nommé colonel du 15e régiment de tirailleurs russes. Il acceptait nettement, hautement le patronage d'Alexandre III. Cela ne l'empêcha point, en 1883, de faire visite au sultan. C'était la première fois qu'on voyait dans Stamboul un souverain de la Montagne-Noire.

L'année 1885 amena une crise qui aggrava les griefs d'Alexandre III contre celui qu'il considérait comme le plus ingrat parmi les dynastes de la péninsule.

En Bulgarie les intrigues du parti russe n'avaient pas cessé ; il comptait dans ses rangs beaucoup d'officiers, une notable partie du clergé ; il prenait appui sur les représentants du tsar, Ionine à Sofia, Khitrovo à Bucharest. Le tsar restait opposé à tout projet de réunion, sous Battenberg, des deux Bulgaries. Par une contradiction qu'avaient amenée les circonstances, c'était maintenant la Russie qui combattait la création de cette Grande Bulgarie qu'elle avait

1. 9080 kilomètres carrés et 200 000 habitants.

2. Il n'y a d'autre assemblée qu'un conseil d'État composé de trois membres.

voulue à San-Stephano et dont le traité de Berlin l'avait contrainte de faire le sacrifice à l'Europe. Elle ne se souciait pas que son ancien client, désormais rebelle à ses impulsions, devînt plus puissant. Or, le 31 mars 1884, une grande assemblée populaire s'était tenue à Sofia et avait voté la réunion de la Roumélie Orientale. Après les élections de cette année, le ministère Zankof s'était retiré et avait fait place à un ministère Karavélof, formé de radicaux et de conservateurs; Stamboulof faisait ses débuts dans la haute politique par son élection à la présidence de l'assemblée.

La Roumélie Orientale était encore plus ardente que la Bulgarie propre pour la réunion. Les officiers, l'armée, les milices, y étaient gagnés à la cause nationale. Partout s'organisaient des comités : au-dessus se formait, à Philippopolis, un comité central, dirigé par le médecin Stranski. Le successeur d'Aléko, le pacha Gabriel Kerstovitch, était également un Bulgare; mais, devant l'agitation croissante, il cherchait à prendre appui sur la Russie. Le mouvement éclata le 18 septembre 1885 : en peu d'heures les ponts qui faisaient communiquer la Roumélie avec le territoire ottoman furent rompus, les rails des chemins de fer enlevés, les points stratégiques sur cette frontière occupés par les troupes régulières, les milices, les volontaires. Le même jour, le train amenait de Sofia à Philippopolis 1000 Bulgares de la principauté. Entraînant la population, ils se portèrent au palais du pacha. Les cavaliers et la gendarmerie qui gardaient le palais passèrent aux insurgés. Le pacha fut arrêté, mis en voiture, conduit en lieu sûr, puis autorisé à partir pour la Turquie. La révolution n'avait pas coûté une goutte de sang. On acclama un gouvernement provisoire, avec Stranski comme président. Il reçut l'adhésion empressée de tous les fonctionnaires. Pour parer à toute éventualité, il décréta la levée en masse de dix-huit à quarante ans. Puis une assemblée populaire, réunie au palais, télégraphia au prince Alexandre d'accourir à Philippopolis.

Le prince revenait d'un voyage en Autriche; il y avait assisté aux manœuvres de Pilsen et fait visite, aux eaux de Franzenstadt, à M. de Giers. Avait-il pris, dans cette visite,

l'engagement formel de s'opposer à la réunion des deux Bulgaries? Le fait, c'est que la Russie l'accusa ensuite d'avoir manqué à sa parole. La dépêche de Philippopolis l'atteignit à Varna. Une grave décision s'imposait à lui : repousser l'offre des Rouméliotes, c'était soulever contre lui les deux Bulgaries; l'accepter, c'était créer une situation grosse de périls. Les sentiments de la Russie n'étaient pas douteux, non plus que ceux de la Turquie : restait à savoir quelle serait l'attitude de l'Autriche, de l'Allemagne, de l'Angleterre. Une guerre européenne pouvait sortir de là. Après avoir quelque temps balancé, après un premier refus, Battenberg accepta la proposition des Rouméliotes. Le 20 septembre, il lançait la proclamation de Tirnovo, où il saluait la réunion comme un fait accompli et prenait le titre de « prince de la Bulgarie nord et de la Bulgarie sud »[1]. Le 21 il arrivait à Philippopolis, acclamé par une foule enthousiaste, reçu par le gouvernement provisoire et conduit au palais du pacha.

Il comprenait bien que tout n'était pas fini et qu'il y avait des précautions à prendre. Son premier soin fut de faire rearborer sur le palais et les monuments publics, à côté des couleurs bulgares, le pavillon et les insignes ottomans. Il télégraphia au sultan pour lui expliquer sa décision, déclarant qu'il continuerait à reconnaître sa souveraineté sur les deux provinces, sollicitant sa haute sanction pour les faits accomplis. Une circulaire apologétique fut adressée aux autres puissances.

L'impression avait été vive à Constantinople : dans le premier moment, le parti de la guerre avait triomphé; le sultan avait renvoyé ses ministres, comme coupables de négligence, adressé sa protestation aux puissances, massé des troupes à la frontière de Roumélie. L'Autriche et l'Allemagne réussirent à l'apaiser.

En Russie, la révolution avait d'abord été saluée par les

1. La première a 63 972 kilomètres carrés et avait alors 2 millions (1 998 983) d'habitants; la seconde 35 901 kilomètres carrés et 815 946 habitants.

journaux comme un grand triomphe de la cause slavophile Tout de suite ils se turent devant l'attitude du souverain. Alexandre III rappela de Sofia le prince Cantacuzène et tous les officiers russes. Battenberg lui adressa un télégramme conciliant où il déclarait que, cette mesure lui paraissant dirigée contre sa personne, il était prêt à abdiquer, pourvu que la Russie consentît à reconnaître l'union. Il ne reçut pas de réponse. L'assemblée nationale des deux Bulgaries, en même temps qu'elle décrétait l'armement général, décida de former une députation qui irait trouver le tsar et tâcherait de le fléchir. D'abord il ne voulut pas la recevoir; puis, lorsqu'il la reçut, le 3 octobre, il se borna à répondre qu'il s'efforcerait, de concert avec les autres puissances, de trouver une solution pacifique à la question bulgare. La délégation comprit que le tsar ne ferait rien pour la Bulgarie tant que le prince Alexandre serait sur le trône. Puis un agent russe à Sofia, Kojander, rapporta, inventa peut-être, un propos injurieux que le prince aurait tenu sur les officiers russes. Or le prince était « général-lieutenant à la suite » dans l'armée russe et colonel du 13e tirailleurs : Alexandre III, dans le premier moment d'irritation, le fit rayer des cadres (5 novembre). Katkof dirigea contre le prince un article des plus violents : le tsar en récompensa le journaliste par le Saint-Vladimir de deuxième classe. Bientôt une conférence se réunit à Constantinople (22 octobre). La Russie put constater que le prince Alexandre serait soutenu par les deux empires allemands ; quant à l'Angleterre, Salisbury avait changé d'avis sur la question depuis que la Bulgarie, au lieu de former l'avant-garde de la Russie dans la péninsule, paraissait devoir être le principal obstacle à ses progrès.

La révolution bulgare avait eu un redoutable contre-coup dans toute la péninsule; les Bulgares des provinces restées turques s'agitaient et entraient en lutte avec les populations grecque et musulmane; Monténégrins et Albanais en venaient aux mains pour une question de frontière; la Roumanie renforçait les garnisons dans la Dobrutscha, et son ministre dirigeant, Bratiano, courait demander conseil à

Vienne. A Athènes, les manifestations panhelléniques se multipliaient; des délégués de la Thrace, de la Macédoine, de l'Épire, de la Crète, venaient demander la réunion de leurs pays au royaume; la chambre votait un emprunt de guerre de 100 millions; l'armée grecque était tout à coup portée à 72000 hommes.

Plus vive encore fut l'émotion en Serbie. Le subit agrandissement de la principauté bulgare paraissait aux Serbes le renversement de « l'équilibre balkanique ». D'ailleurs les rapports entre les deux gouvernements, depuis longtemps, étaient tendus; il y avait eu rupture diplomatique, en 1884, parce que la Serbie accusait la Bulgarie d'accueillir trop bien et ne pas surveiller assez les réfugiés serbes de 1883. Alors il avait fallu que les puissances agissent énergiquement à Sofia et à Belgrade pour empêcher la guerre: une guerre impie entre deux peuples de même race: une guerre absurde et presque ridicule entre deux petites nations que guettait l'ambition des grandes. Cette fois, en 1885, tous les efforts des puissances échouèrent contre l'entêtement des Serbes. Le 22 septembre, leur armée fut mobilisée, portée en chemin de fer sur Nisch et la Vieille-Serbie; le discours du trône parla de la grande idée serbe et de l'équilibre balkanique; un emprunt de 25 millions fut voté, la liberté de la presse et de réunion suspendue. Ni à Belgrade, ni à Vienne, on ne doutait de la victoire des Serbes. Ils comptaient environ 60000 hommes et 132 canons; le prince Alexandre disposait de 50000 Bulgares du Nord, plus 25000 Rouméliotes, qui étaient à peine organisés.

Battenberg, abandonné par la Russie, quand son rival était évidemment soutenu par l'Autriche, se tourna vers le sultan. Il lui télégraphia (14 décembre) pour lui rappeler qu'il allait défendre la frontière de l'empire turc en même temps que celle de la principauté, le priant de prendre les mesures nécessaires pour en empêcher la violation. Puis il partit de Philippopolis pour se mettre à la tête de l'armée. Le même jour les Serbes, prenant délibérément le rôle d'agresseurs, avaient passé la frontière en quatre colonnes; celle du nord, sous Leschanine, se portait sur Viddin; les

trois du sud, sous Iovanovitch, se dirigeait par les trois routes de Tsaribrod, Trin et Kiüstendil, sur Sofia. Le roi Milan, comme généralissime, se tenait avec les colonnes de Tsaribrod. D'abord les Serbes enlevèrent toutes les positions bulgares, à Tsaribrod, Trin, Adlié (près Viddin). Ils forcèrent la passe de Dragoman et débouchèrent dans la plaine de Slivnitsa, à 40 kilomètres de Sofia. Là ils trouvèrent le prince Alexandre qui avait rallié ses troupes et occupé une forte position. Le 17, les Serbes l'attaquèrent: ils furent repoussés. Le 18, Alexandre prit l'offensive, et, à son tour, enleva aux Serbes plusieurs positions. Le 19, ayant reçu des renforts, il fit une attaque à fond, battit complètement l'ennemi, le chassa devant lui. Dès le 21, les puissances étaient intervenues, agissant auprès de la Porte, sommant les Serbes d'évacuer la Bulgarie, imposant aux deux partis un armistice. Ces sommations et la médiation de la Porte arrivèrent après la victoire de Slivnitsa. Le prince Alexandre répondit aux puissances qu'il ne signerait l'armistice que sur le territoire serbe et pria la Porte d'ajourner de quelques jours sa médiation. Le 26 novembre, malgré une nouvelle sommation européenne, il franchit la frontière de Serbie. Les 27 et 28, il enleva les hauteurs de Pirot: là on vit combattre sous le drapeau bulgare nombre de volontaires musulmans; le prince montra la plus grande bravoure; ses officiers durent l'empêcher de mener lui-même les colonnes d'assaut. Le chemin de la vallée de la Morava était libre; le roi Milan, dès le 25, s'était réfugié dans Belgrade. Alors, l'Autriche intervint; le comte Khevenhüller, son agent à Belgrade, se rendit au quartier général d'Alexandre et lui déclara que, s'il poussait plus avant, il trouverait devant lui l'armée impériale. Le prince réunit son conseil d'officiers supérieurs: celui-ci jugea qu'il convenait de s'arrêter. La guerre qu'avaient déchaînée les susceptibilités du roi Milan coûta 6 à 8000 hommes aux Serbes et 3000 aux Bulgares.

Quelle fut en Russie l'impression produite par le triomphe des Bulgares? L'opinion était fière des victoires remportées par une nation que la Russie avait appelée à la vie, par

une armée qu'avaient formée et exercée ses officiers. Alexandre III ne fut pas insensible au succès de ses anciens clients, surtout contre le client de l'Autriche. Dans un ordre du jour à son armée, il loua la bravoure des Bulgares et des Rouméliotes; mais le nom du prince n'y fut même pas prononcé ; le tsar faisait honneur du succès aux officiers russes et au ministre russe de la guerre Cantacuzène. De son côté, le prince, dans son ordre du jour du 21 décembre, s'étudiait à rendre justice à la Russie, vantant la constante sollicitude d'Alexandre III pour l'armée bulgare, rappelant que celle-ci devait à ses instructeurs russes ses solides vertus, discipline, bravoure, patriotisme. Il adressait à l'empereur une lettre conçue dans le même esprit. On ignore s'il reçut une réponse. Du moins il obtint une sorte de satisfaction : l'agent russe Kojander fut rappelé. L'Autriche, d'autre part, craignait de s'être aliéné le prince par son intervention menaçante; elle fit savoir que Khevenhüller avait outrepassé ses instructions : il aurait été chargé simplement d'appeler l'attention du prince sur les dangers que pourrait entraîner la prolongation de la guerre.

La victoire de Slivnitsa semblait donc rendre bien plus facile la situation de Battenberg. Il lui restait maintenant à décourager une intervention trop directe de la Turquie et de l'Europe dans ses affaires. Deux commissaires ottomans, Madjid et Chakir, étaient venus à Sofia; une commission européenne se formait pour délimiter les positions occupées par les deux armées belligérantes.

Le 12 février 1886, sur l'initiative de la Russie, les puissances invitèrent la Bulgarie, la Serbie, la Grèce à remettre leurs forces sur le pied de paix. Les deux dernières ayant refusé, le prince Alexandre se trouva excusé de ne pas désarmer.

Presque en même temps le prince négociait à Bucharest, sous la médiation des puissances, pour la paix avec la Serbie ; à Sofia et à Constantinople, pour la fixation de ses rapports avec la Turquie.

Avec celle-ci fut conclu le traité du 2 février 1886 : la Porte nommait le prince de Bulgarie gouverneur général

de sa province de Roumélie, à la condition qu'il s'y montrerait le fidèle vassal du sultan, maintiendrait l'ordre dans la province, veillerait au bien-être du peuple roumeliote. Il était nommé pour cinq ans, et, au terme de ce délai, devait être investi de nouveau par un firman du padischah. Si la Bulgarie ou la Roumélie étaient attaquées par une puissance étrangère, le sultan la secourrait de troupes ottomanes, qui seraient placées sous le commandement suprême du prince; si les autres provinces du sultan étaient attaquées, le prince fournirait un contingent militaire qui serait placé sous les ordres des généraux turcs. Dans un délai de quatre mois, une commission turque-bulgare serait chargée d'examiner et d'amener, s'il y avait lieu, le statut organique de la Roumélie. Ainsi Battenberg serait à la fois, en Bulgarie, prince vassal du sultan et, en Roumélie, son gouverneur général.

La réunion des deux provinces était sanctionnée; mais l'union tenait à la personne même du prince; les deux pays restaient soumis à des régimes un peu différents. Le prince et le peuple bulgares n'hésitèrent pas à accepter cette situation; ils comprenaient que l'union *de facto* devait produire ses conséquences naturelles : une fusion plus intime des deux pays et l'affermissement de l'unité. Le 3 février, une circulaire turque porta les conditions de ce traité à la connaissance de l'Europe. La Russie fut la seule puissance qui fit des objections : elle demandait que la convention militaire fût supprimée; que le gouvernement général de la Roumélie fût attribué non pas au prince de Battenberg, nommément, mais au prince de Bulgarie sans désignation de personne; qu'à l'expiration des cinq années la réinvestiture de cette charge fût conférée non par un simple firman du padischah, mais par toutes les puissances signataires du traité de Berlin. Le prince, dans une note du 15 mars à la Porte, protesta contre les exigences de la Russie : convenait-il que les puissances, consultées tous les cinq ans, eussent à statuer non pas seulement sur le renouvellement des pouvoirs princiers, mais sur le fait même de l'union des deux Bulgaries, qui serait ainsi, tous

les cinq ans, remise en question? Cependant, sur les instances des puissances amies, Battenberg se soumit.

Au congrès de Bucharest, les Bulgares prétendaient exiger de la Serbie, pour son injuste agression, une indemnité de guerre. Cette condition fut écartée par les puissances. Le 3 mars, la paix fut rétablie entre les deux États sur les bases du *statu quo ante*; le 17, les ratifications furent échangées. Depuis cette époque, les relations entre les deux peuples n'ont point cessé d'être pacifiques et quelquefois cordiales.

Le prince de Bulgarie put alors travailler à l'organisation de son État. Il eut soin d'employer des fonctionnaires et militaires rouméliotes dans la Bulgarie propre, et réciproquement. L'union des deux pays fut encore affirmée par les élections à l'assemblée. A l'ouverture du premier *sobranié* commun aux deux Bulgaries (14 juin 1886), Battenberg glorifia l'union nationale, mais prononça quelques phrases courtoises à l'adresse du tsar.

La situation du prince paraissait très forte : sous son nom s'était accomplie l'union désirée par toute la nation; il l'avait consacrée sur le champ de bataille de Slivnitsa et de Pirot; il s'était montré capitaine brave et habile pour la défendre contre les Serbes, diplomate ferme et subtil pour la garantir contre les ingérences de l'Europe, de la Russie, même de la Turquie; on appréciait ses qualités de gouvernant et d'administrateur. Sa popularité était au comble dans les deux pays. C'est à ce moment même qu'il fut précipité par la catastrophe la plus imprévue.

Le parti russe n'avait pas désarmé : à Sofia il était dirigé par l'ancien ministre Zankof, le métropolite Clément, l'attaché militaire russe Zakharof; il comptait beaucoup d'adhérents parmi les officiers mêmes de l'armée bulgare. Comme les régiments victorieux à Slivnitsa et Pirot se trouvaient encore à la frontière, Sofia n'était gardée que par un bataillon du régiment Stranski, qu'avait gagné à la conjuration le major Grouïef, et le 1er régiment d'artillerie, également travaillé par les russophiles. Le 21 août 1886, entre 1 et 2 heures du matin, une bande d'officiers, de cadets et de soldats fit

irruption dans le palais et mit la main sur le prince. Un cadet lui tendit une feuille de papier sur laquelle il devait écrire son abdication, tandis que le capitaine Dmitrief et d'autres lui présentaient leurs revolvers au visage. Le prince leur dit alors de rédiger eux-mêmes cet acte, car vraiment il ne savait sur quelles raisons le fonder. Un des officiers fit la rédaction, informe, illisible, pleine de contradictions et de fautes d'orthographe. Le prince la prit et écrivit au-dessous : « Dieu protège la Bulgarie ! ALEXANDRE ». Le capitaine Dmitrief lui arracha le papier, et, sans même le regarder, le fourra dans sa poche. Puis le prince et son frère, Franz de Battenberg, furent enfermés au ministère de la guerre et gardés à vue, pendant qu'on faisait les préparatifs de l'enlèvement. « On t'emmène en Russie », dit au prince le capitaine Bendéref.

Il fallait se hâter, car le réveil de la capitale eût délivré le prince ou contraint les conjurés à l'assassiner. Le soir même les deux captifs couchaient dans un couvent d'Étropol, au pied des Balkans. Le 22, ils parvinrent à Vratsa ; le 23, sur des nouvelles inquiétantes pour la conjuration qui arrivaient de Sofia, les ravisseurs se demandèrent s'ils ne casseraient pas la tête aux Battenberg. Ils y renoncèrent pour l'instant, se jetèrent dans les bois, arrivèrent à Rakhova, puis au Danube. On embarqua le prince sur un yacht, on descendit le fleuve et l'on aborda, le 24, à la ville russe de Reni. Les conjurés voulaient remettre leurs captifs aux fonctionnaires du tsar. Ceux-ci, qui n'avaient pas d'ordres, télégraphièrent à Saint-Pétersbourg : le prince passa la nuit, étroitement gardé, à bord du yacht. Le 25, au matin, arrivèrent les instructions : le prince devait être remis en liberté ; seulement il ne pouvait débarquer sur la rive roumaine du Danube, mais se rendre en Occident, par le plus court chemin, à travers l'empire ou la Pologne. Battenberg, escorté de gendarmes russes, monta en chemin de fer. Le 26, au soir, il était sur le territoire autrichien, à Lemberg.

Le jour même où les conjurés avaient enlevé le prince, leurs complices, avant que la ville se fût réveillée, occupèrent les maisons qu'habitaient les partisans les plus dévoués

du prince et firent marcher des patrouilles : tout habitant rencontré par elles fut conduit à la cathédrale. Ce fut devant cette singulière assistance que le métropolite Clément, vers cinq heures du matin, célébra une messe d'actions de grâce et félicita la Bulgarie d'être enfin délivrée du prince Alexandre. Puis, au balcon du consulat général de Russie, le gérant du consulat, Bogdanof, se montra au public, ayant à sa droite Clément qui bénissait le peuple, à sa gauche Zankof, derrière lui Grouïef. Un nouveau gouvernement fut aussitôt constitué, avec Clément pour président; Zankof se chargea de l'intérieur; Grouïef prit le commandement des troupes. Une proclamation annonça que le prince avait abdiqué, se rendant compte du péril que son règne faisait courir au peuple bulgare; celui-ci pouvait être assuré que le grand tsar de Russie, son protecteur suprême, ne l'abandonnerait pas.

Le peuple et l'armée bulgares n'acceptèrent pas le coup d'État. De toutes les places fortes et de toutes les garnisons, Viddin, Nicopolis, Silistrie, Varna, Schoumla, arrivèrent des protestations indignées; les milices de Roumélie, sous le colonel Moutkourof, marchèrent sur Sofia. A cette nouvelle, les conjurés évacuèrent la ville et se retirèrent à deux marches de là, sur Radomir. Le 24 août, Moutkourof fit son entrée dans Sofia; là s'installa, au nom du prince, un gouvernement provisoire, composé de Moutkourof, Karavélof et Stamboulof, président du *sobranié*.

Toute la Bulgarie acclama les nouvelles autorités. Leur premier soin fut d'adresser un télégramme au prince Alexandre de Hesse, pour le supplier de décider son fils, le prince Alexandre de Bulgarie, à revenir. De Sofia, de Tirnovo et de Philippopolis des députations se mirent en route. Arrivées le 28 à Lemberg, elles trouvèrent leur prince entouré des membres de sa famille, acclamé par le peuple, comblé d'égards par les autorités autrichiennes.

Le 29, il remettait le pied sur le territoire bulgare, reçu par une foule enthousiaste et par une délégation du gouvernement provisoire, à la tête de laquelle se trouvait Stamboulof. Le 30, à Roustchouk, il adressait une pro-

clamation au peuple, un télégramme à l'empereur de Russie, recevait du roi Milan une dépêche de félicitations. Son voyage par Sistova, Tirnovo, Philippopolis, fut une marche triomphale.

Il comprenait cependant qu'il ne pourrait se maintenir sur son trône reconquis si l'hostilité du tsar continuait à encourager les conspirations. Dans son propre palais de Sofia, il avait pu voir que sa liberté et sa vie même étaient dans le creux de la main d'Alexandre III. Son télégramme du 30 était conçu dans les termes les plus humbles : il y rappelait que le principe monarchique l'avait obligé à rétablir en Bulgarie et Roumélie l'ordre légal; la Russie lui avait donné sa couronne, il était prêt à remettre celle-ci dans les mains du tsar; il demandait que l'empereur, pour prouver à tous qu'il n'approuvait point les actes révolutionnaires du 21 août, envoyât à Sofia, ainsi qu'il en avait été question, le prince Dolgorouki en qualité de ministre plénipotentiaire. La réponse du tsar prouva qu'il restait inflexible : Alexandre III n'approuvait point le retour de Battenberg en Bulgarie, car il en prévoyait pour le pays des « conséquences sinistres » ; la mission du prince Dolgorouki était devenue inopportune ; le tsar se réservait d'apprécier ce que « la mémoire vénérée de son père, l'intérêt de la Russie et la paix de l'Orient » lui commanderaient.

La réponse était humiliante, accablante. Le prince fit, le 3 septembre, son entrée dans Sofia, en grand appareil militaire, parmi l'enthousiasme de la population ; mais, le même jour, il réunit au palais les officiers et les membres du corps diplomatique et leur dit : « Je ne puis rester en Bulgarie, puisque le tsar ne le veut pas ; ma présence en Bulgarie serait contraire à l'intérêt du pays ; je suis forcé de renoncer au trône; l'indépendance de la Bulgarie l'exige; une occupation russe pourrait se produire ». Il modéra la répression contre les conspirateurs du 21 août : Zankof et le métropolite Clément furent remis en liberté. Cependant, comme il fallait une sanction à la discipline militaire outrageusement violée par les conjurés, le régiment Stranski et le 1er d'artillerie furent dissous, leurs drapeaux détruits, les

cadets versés dans les régiments. Aucun des officiers coupables ne fut passé par les armes : l'Autriche et l'Allemagne avaient fait entendre au prince que la Russie ne le tolérerait pas. Le 7, il nomma une régence, composée de Karavélof, Moutkourof et Stamboulof, et lui remit ses pouvoirs. Un nouveau ministère fut constitué, sous la présidence de Radoslavof. Le même jour, le prince adressa au peuple une proclamation annonçant qu'il abdiquait, mais que la Russie (ce qui était vrai) avait donné l'assurance que l'indépendance et l'union des Bulgaries ne couraient aucun danger. Il partit au milieu des manifestations les plus vives de la reconnaissance et des regrets publics.

La situation de la régence n'était point commode. La Russie, tout en lui donnant les assurances dont avait parlé Battenberg, affectait de la regarder comme illégale : sa composition aurait été contraire à certain article de la constitution. Le 13 septembre, Stamboulof ouvrit le petit *sobranié*. On remarqua que le portrait du tsar avait été enlevé de la salle des séances et que celui du prince Alexandre était voilé d'un crêpe : la conduite de la Russie avait laissé dans les cœurs une impression ineffaçable d'amertume et d'irritation. Cependant, le 15, l'assemblée vota une adresse de dévouement à l'empereur; mais le 16 elle acclama un message du gouvernement glorifiant le sacrifice patriotique du prince, flétrissant l'attentat du 21 août, demandant un châtiment sévère des parjures.

Le 25 septembre vint s'installer à Sofia, comme représentant de la Russie, le général Kaulbars, frère de l'ancien ministre de la guerre. Il prit une attitude hostile au gouvernement, qu'il qualifiait de « gouvernement de parti ». Dans une note du 27, il exigeait la levée de l'état de siège, la mise en liberté des conspirateurs, l'ajournement des élections pour le grand *sobranié*. C'eût été amnistier l'attentat du 21 août; de plus il y avait là des ingérences excessives dans les affaires intérieures du pays. Kaulbars convoqua (3 octobre), à Sofia, une grande assemblée populaire, où il parla des bienfaits de la Russie et des bonnes dispositions du tsar. Il fut interrompu par les cris : « Ce n'est

pas vrai! Vive la constitution! Vive l'indépendance bulgare! » Il fit ensuite une « tournée d'étude » dans le pays et ne put que constater la profondeur des ressentiments bulgares. Les élections du 10 octobre, pour le grand *sobranié*, furent l'écrasement du parti russe : 500 *nationalistes* élus sur 572 députés. La question d'une élection princière fut soumise au *sobranié*; le gouvernement mit en avant le nom du prince Waldemar de Danemark, beau-frère du tsar. Il fut élu à l'unanimité (10 novembre). Son père, le roi de Danemark, refusa pour lui. Là encore on crut retrouver la main d'Alexandre III. Les trois régents donnèrent leur démission : mais on n'accepta que celle de Karavélof, qui fut remplacé par Liskof. Stamboulof et Moutkourof furent priés de conserver leurs fonctions. On résolut d'inviter les puissances signataires du traité de Berlin à désigner elles-mêmes un candidat; on nomma une délégation chargée d'aller les consulter. Sur ces entrefaites, deux vaisseaux russes vinrent jeter l'ancre à Varna. Le parti hostile au gouvernement bulgare vit dans cet incident un encouragement. Il fit une émeute, surprit Bourgas, mais fut réprimé de suite, et les meneurs furent mis en jugement. Kaulbars éleva une protestation : on n'en tint compte. Alors, il se retira, emmenant tous les consuls russes, confiant les intérêts de ses nationaux au consulat général de France (30 novembre 1886). La Turquie crut devoir rappeler son envoyé à Sofia, Gabdan-Effendi. Dans l'intervalle, on découvrit un complot formé par quelques officiers ou cadets : il s'agissait d'un coup de main contre les régents et les ministres : les coupables furent arrêtés ou s'enfuirent.

La délégation bulgare chargée d'aller consulter les cabinets faisait son tour d'Europe. En Russie elle ne fut pas reçue par Alexandre III : cependant il lui fut insinué que le tsar verrait avec plaisir l'élection du prince Nicolas de Mingrélie; c'était un simple officier de la garde impériale, et ses ancêtres avaient vendu leur couronne à l'empereur Alexandre Ier. A Vienne, à Berlin, à Londres, à Paris, au Quirinal, la délégation ne fut reçue qu'à *titre privé* (*privatim*). En

général, on lui démontra que la Bulgarie n'avait rien à attendre de l'Europe, ou bien on lui donna le conseil de déférer aux volontés du tsar. Sans doute qu'à Vienne et à Buda-Pest il y eut, encore plus *privatim*, d'autres propos : on dut y parler aux Bulgares du prince Ferdinand, alors officier dans l'armée hongroise, propriétaire à Ebenthal (Moravie), mais alors *persona grata* aux yeux du tsar, au couronnement duquel il avait représenté sa maison. Né en 1861, il était petit-fils d'Ernest II de Saxe-Cobourg-Gotha, et fils du défunt prince Auguste et de la princesse Clémentine d'Orléans. A Constantinople, les efforts de la délégation furent contrecarrés par Zankof et les autres réfugiés bulgares.

Ces échecs de la délégation provoquèrent une nouvelle prise d'armes du parti russe : les réfugiés en Roumanie, Grouïef Bendéref, formèrent le projet de séduire des garnisons et d'enlever des forteresses. Le 28 février, le capitaine Krislef provoqua l'explosion à Silistrie; elle était prématurée, il échoua. Le 3 mars, à Roustchouk, le major Ousounof arrêta le préfet et proclama une nouvelle régence, à la tête de laquelle il plaçait le métropolite Clément; il échoua devant l'attitude des régiments et la résistance armée des bourgeois. On se battit tout un jour dans Roustchouk : les émeutiers, vaincus, furent capturés ou s'enfuirent; Ousounof fut poursuivi et ramené. Le gouvernement de Stamboulof, attaqué si violemment, se défendit avec une énergie impitoyable; sans souci de ce qu'en penserait la Russie, il y eut quinze condamnations à mort, dont neuf exécutions. L'état de siège fut étendu à toute la Bulgarie.

Cependant une telle situation ne pouvait se prolonger : sous peine de périr, il fallait que la Bulgarie eût un prince. Le 9 mars, le ministre des affaires étrangères, Stoïlof, se rendit en Autriche ; il paraît que Kalnoky et Tisza furent d'accord pour conseiller de ne pas précipiter l'élection princière. Y eut-il d'autres paroles, toutes différentes, échangées en secret? Quoi qu'il en soit, le grand *sobranié* se réunissait le 3 juillet à Tirnovo ; le 5, il décidait l'envoi d'une circulaire apologétique aux puissances ; le 7, à l'unanimité, il proclamait le prince Ferdinand de Cobourg. Celui-

ci fit savoir qu'il était prêt à répondre à cet appel, mais qu'il désirait être assuré d'abord de sa confirmation par la Porte. La Porte, touchée de la question, adressa une circulaire consultative aux puissances. Les puissances savaient combien Alexandre III était irrité de ce nouvel incident bulgare. L'Allemagne et même l'Autriche, officiellement, n'avaient garde d'approuver l'élection. Le duc Ernest II pesait sur son petit-fils pour l'y faire renoncer.

Tout à coup on apprit que le prince Ferdinand était entré en Bulgarie; le 10 juillet, sur la rive bulgare du Danube, à sa descente du bateau, il avait été reçu par les officiers, la régence, les ministres; en un tour de main il avait expédié une circulaire aux puissances, une proclamation aux Bulgares, un télégramme de dévouement au sultan. Le 13, il avait fait son entrée à Tirnovo : le métropolite Clément avait célébré l'office d'actions de grâce et prêché la fidélité au nouveau souverain; le *sobranié* reçut le serment du prince, dont la proclamation, lue à l'assemblée par Stoïlof, ne parlait que d'indépendance, d'unité, du « trône glorieux des anciens tsars de Bulgarie ». Stamboulof accepta la présidence du ministère.

Pas une puissance, même l'Autriche, n'osa reconnaître Ferdinand de Cobourg comme prince de Bulgarie : il lui manquait la « confirmation par la Porte ottomane avec l'assentiment des grandes puissances ». Plus irrégulière, s'il se peut, sa situation en Roumélie. Son ministre Stamboulof le fit se résigner à se passer de tout. Dès le 10 août s'élevait la protestation de la Russie : ni ni l'élection n'était valide, ni l'avènement n'était légal. Personne en Europe n'y contredit. Pour l'Allemagne et pour l'Autriche, comme pour la France et l'Italie, dans la correspondance de leurs consuls et consuls généraux, Ferdinand n'est que « le prince de Cobourg ». Quant à la Russie, sans doute elle ne pouvait envahir la Bulgarie, passant sur le corps à la Roumanie, armant contre elle la Triple Alliance; elle cherchait du moins à faire agir la Porte, pesant sur elle de toutes ses forces, l'invitant à occuper la Roumélie et à chasser de Bulgarie le prince Ferdinand. La Turquie déclina cette dan-

gereuse proposition : d'ailleurs, au fond, elle aimait mieux la Bulgarie indépendante, surtout brouillée avec la Russie, que province de la Russie. Elle déclina encore d'autres propositions : par exemple, l'envoi à Sofia d'un commissaire turc et d'un général russe pour y exercer la régence; puis la nomination d'un général russe comme contre-régent en Bulgarie et gouverneur général en Roumélie. Elle se contenta d'adresser à Sofia des sommations, dont Ferdinand ni Stamboulof ne tenaient compte, et de recommander la médiation de l'Allemagne. L'Allemagne répondait : « Que la Russie et la Turquie se mettent préalablement d'accord ». En 1888, la Russie, impatientée de la résistance passive de la Porte, ira jusqu'à la sommer de payer l'indemnité de guerre stipulée en 1878 et à la menacer, pour se couvrir, d'occuper quelques districts d'Asie. La Porte se tirait de la difficulté par ses procédés habituels de dilation.

Ces attaques ne faisaient que confirmer le peuple bulgare dans l'idée qu'on en voulait à son indépendance, et que consolider moralement la situation du prince et de Stamboulof. Les élections, faites d'ailleurs sous une forte pression, envoyèrent au *sobranié* une énorme majorité gouvernementale (227 voix contre 27). Le métropolite Clément, qui recommençait à intriguer, fut déposé (fin 1887). Les nouveaux complots furent réprimés avec une extrême rigueur. Le 4 janvier 1888, un capitaine russe, Nabokof, avec 12 Bulgares et 30 Monténégrins, débarque à Bourgas et essaie de surprendre la ville ; il est repoussé par les gendarmes et tué avec la plupart des siens ; ses papiers furent saisis. Le major bulgare Popof et cinq de ses compagnons étaient condamnés à mort : Stamboulof voulait leur exécution ; le prince commua la peine capitale en un emprisonnement. En 1889, l'empereur d'Autriche se risquait à féliciter le prince Ferdinand sur le rétablissement de l'ordre en Bulgarie. Celui-ci fit alors un voyage à Vienne, à Munich, à Paris. La Porte se montrait bienveillante : elle eût voulu le reconnaître; l'ambassadeur russe Nélidof s'y opposa énergiquement. Stamboulof, qui pendant le voyage

du prince, avait fait fonctions de lieutenant de l'État, prenait chaque jour plus d'importance. Il se montrait plus décidé que jamais dans son attitude à l'égard de la Russie. Il menaçait d'expulsion le prince Dolgoroukof, officier de la garde impériale. Il poussait les armements, commandait en Styrie 100 000 fusils à répétition. Lorsque, dans le *sobranié*, des voix s'élevaient pour recommander la réconciliation avec la Russie, sous la condition que le prince Ferdinand serait maintenu, Stamboulof répondait que son gouvernement avait tout fait pour l'obtenir, cette réconciliation; mais la Russie était restée intraitable. Quelques évêques frondaient, sous prétexte que le prince était catholique-romain : Stamboulof en fit reléguer trois dans leurs diocèses: ceux de Vratsa, Tirnovo et Varna. La Russie ayant fait opposition à l'emprunt bulgare, sous prétexte qu'il était illégal et que les frais d'occupation russe n'avaient pas été réglés, Stamboulof lui signifia que le montant de ces frais, 360 000 roubles, était à sa disposition (20 février 1890). En mars 1890, il sollicitait le grand vizir Kiamil-Pacha de reconnaître le prince; mais, comme il n'était appuyé que par l'Autriche et l'Angleterre, la Turquie n'osait point agir.

En 1891, la Russie ayant fait enlever sur le territoire bulgare un réfugié russe, Stamboulof protesta contre cette violation de la frontière, dénonçant à son tour les menées des réfugiés bulgares en territoire russe. La même année, un attentat ayant eu lieu sur les ministres bulgares (le meurtrier manqua Stamboulof, mais tua Beltchef), Stamboulof réclama l'extradition, vainement, mais énergiquement. Il fit voter par le *sobranié* une pension de 50 000 francs à Battenberg. En 1892, nouvel attentat contre Stamboulof; le résident bulgare à Constantinople est assassiné par un réfugié; Stamboulof adresse à la Serbie et à la Porte des notes énergiques, demandant qu'on surveille les menées de ces rebelles. Sept Russes sont arrêtés à Roustchouk sous la prévention d'avoir tramé un complot à la dynamite. Deux exécutions ont lieu à Sofia pour le meurtre de Voulkovitch. Le procès contre les meurtriers

de Beltchef aboutit à cinq condamnations capitales; le major Panitsa et ses quatre complices sont pendus à Sofia. Un cri de colère s'éleva dans la presse russe; Stamboulof riposta par la publication de papiers saisis, qui compromettent des agents russes. La même année il eut un succès diplomatique: il se rendit à Constantinople, obtint une audience du sultan et reçut une tabatière d'or (13 août). La Turquie se trouva bien embarrassée quand la Russie lui demanda des explications ; elle répondit que la visite incriminée avait été pour elle une surprise ; elle entendait respecter les traités et vivre en amitié avec le puissant voisin.

Ainsi la Russie, qui avait si cruellement châtié Battenberg, se trouvait impuissante contre le prince Ferdinand et Stamboulof, dont l'attitude était bien plus irritante. De jour en jour, elle s'aliénait davantage le peuple bulgare, en invoquant contre lui ce même traité de Berlin qu'elle-même avait détesté, excitant contre lui l'ancien maître musulman dont elle l'avait délivré, le poussant, malgré lui, dans la clientèle anti-russe. Bien des erreurs avaient été commises envers cette nation d'abord si profondément reconnaissante et dévouée. Dès le début, au temps du triumvirat russe à Sofia, on l'avait traitée en mineure, lui imposant une tutelle, salutaire sans doute, mais trop impérieuse; les fautes les plus vénielles étaient relevées avec aigreur; l'élan national, qui portait les Bulgares vers un but que la Russie elle-même leur avait assigné, était flétri comme un attentat au droit des gens; le premier prince des deux Bulgaries avait été humilié, dénoncé comme ayant manqué à sa parole, rayé des cadres de l'armée russe ; quand on l'avait enlevé de son palais, la Russie avait reçu des mains de factieux ce vivant colis; elle s'était montrée inexorable aux délégations du peuple, aux télégrammes suppliants du prince. Assurément le coup d'audace et les tours de passe-passe du prince Ferdinand lui créèrent de plus justes griefs; mais son affectation à invoquer le traité de Berlin ne lui donnait pas le beau rôle aux yeux des Bulgares. Un moment vint où l'aventureux fils de Clémentine d'Orléans leur parut l'unique garantie de leur indépendance. Ils approuvèrent les

sanglantes représailles et les bravades de Stamboulof. L'émancipation morale des Bulgares, qu'avec un peu plus de doigté il eût été si facile à la Russie de diriger, se fit en dehors d'elle et contre elle. Le sentiment national bulgare tendit à se confondre avec le sentiment anti-russe.

Sur d'autres points de la péninsule, où l'ingérence de la Russie avait été limitée par les circonstances, où, n'ayant point eu à agir, elle n'avait point commis de faute, voici que des peuples lui revenaient. Presque au moment où elle achevait de perdre la Bulgarie, elle regagnait la Roumanie et la Serbie.

A Bucharest, la chute du ministère Bratiano (1er avril 1888) fut le signal d'une nouvelle et lente évolution. Le 11 avril 1889, c'était un ministère plutôt sympathique à la Russie qui arrivait au pouvoir avec Lascar Catargi. Renversé la même année, il reparaissait bientôt et triomphait aux élections de février 1892.

Plus accentuée encore fut l'évolution serbe. La Serbie se montrait aussi impatiente de la prépondance autrichienne que la Bulgarie des ingérences russes. Le roi Milan, déjà si dépendant de l'Autriche, avait dû s'en rapprocher encore, après qu'elle l'eut sauvé en 1885. La reine Natalie, fille du colonel russe Pierre Keschko, avait des sympathies opposées. Appuyée sur l'envoyé russe Persiani, elle combattait le ministère Garachanine, qui gouverna la Serbie, sauf une seule interruption, du 18 février 1884 au 13 juin 1887. Dans ce cabinet le ministre de la guerre Horvatovitch faisait tache ; il envoyait les jeunes officiers serbes se perfectionner en Russie. Ses collègues se séparèrent de lui le 17 février 1887. En mai-juin le roi et la reine voyagèrent, mais le roi se rendit à Vienne, la reine, avec le prince royal, à Yalta (Crimée). Le 13 juin, Garachanine tomba et un ministère Ristitch (libéral et plutôt russe) se forma. Les élections de septembre furent un succès relatif pour le parti radical (82 radicaux contre 60 libéraux). Un ministère Grouïtch (radical, plus russe que le précédent) en sortit (1er janvier 1888). De nouvelles élections, provoquées aussitôt, portèrent à 132 le nombre des députés radicaux (sur

155). Le roi, se voyant débordé par eux, congédia le général Grouïtch et forma une sorte de ministère d'affaires avec Christitch (27 avril). Grouïtch, ayant dit à un journaliste étranger que cette espèce de coup d'État avait été suggérée par l'envoyé autrichien, perdit son généralat.

La situation du roi, avec un ministère sans appui dans le pays, en présence d'une *skoupchtina* en totalité radicale, devenait critique. Elle s'aggrava par les discordes dans la famille royale. La reine était alors aux eaux de Wiesbaden avec son fils ; le roi lui fit porter, par l'évêque Démétrius de Nich. une proposition de divorce. Elle refusa le divorce, refusa de rendre son fils. La police allemande de Wiesbaden intervint et lui enleva le jeune prince (13 juillet), qui fut ramené en Serbie. Le roi saisit d'abord le synode, puis le consistoire de sa demande en divorce. La reine lutta énergiquement ; le roi dut faire déposer deux évêques qui la soutenaient. Il obtint un semblant de décision, mais ce fut un grand scandale par tout le pays (24 octobre).

Le roi, se sentant perdu dans l'opinion, essaya de se rapprocher des radicaux victorieux; mais entre eux et lui il n'y avait pas de confiance. Le 6 mars 1889 il annonça l'intention d'abdiquer, invoquant des raisons de santé ; il n'avait que trente-cinq ans et le prince royal, Alexandre, n'en avait que treize. L'empereur d'Autriche, dit-on, avait essayé, mais inutilement, de faire revenir Milan sur sa décision. Avant d'abdiquer, celui-ci constitua un conseil de régence dépositaire des prérogatives royales jusqu'à la majorité de son fils. Les régents étaient au nombre de trois, Ristitch, Protitch, Bélimarkovitch. Tous trois appartenaient au parti libéral. Il leur fallait vivre avec un ministère radical (Grouïtch). Les élections de 1889 amenèrent à la *skoupchtina* 102 radicaux contre 15 libéraux. Cependant l'assemblée vota une adresse de confiance aux régents.

D'une part, une régence libérale; d'autre part, des assemblées et des électeurs radicaux, cela suffit à expliquer le malaise où vécut pendant près de trois années la Serbie. Le 27 juin les sentiments slaves du pays se manifestèrent en une grande fête publique, dans la plaine de

Kossovo, en mémoire de la grande bataille de 1389; les discours qui y furent prononcés, l'affluence des Slaves accourus des provinces austro-hongroises, inquiétèrent le gouvernement autrichien. Le 2 juillet suivant, le roi Alexandre était solennellement oint et couronné, le premier de sa dynastie. Au banquet qui suivit, on remarqua la faveur dont jouissait l'envoyé russe Persiani; un seul toast fut porté par le roi : à l'empereur de Russie. D'autres préoccupations assaillirent bientôt la régence : la reine Natalie, à son retour d'un voyage à Yalta, accourut à Belgrade. Les régents redoutaient cette visite, qui devait provoquer celle du roi Milan. On ne fit à la reine mère aucune réception officielle : la présence des ministres de Russie et Roumanie n'en fut que plus remarquée. On lui refusa la permission de voir son fils, jusqu'à ce qu'elle y eût été autorisée par le roi Milan. On finit par trouver sa présence si encombrante qu'on lui signifia, le 19 mai 1891, un ordre d'expulsion : elle alla porter en Russie ses protestations.

Tous ces incidents ne fortifiaient guère la régence. Entre elle et le corps électoral le conflit était arrivé à l'état aigu. Le legs du roi Milan faussait tous les rouages de la constitution. Les régents ne se maintenaient que par un régime de police extrêmement rigoureux. Les élections de mars 1893, faites sous une pression inouïe même dans la péninsule, leur donnèrent à peine une majorité.

En avril 1893 le roi Alexandre avait seize ans et huit mois; il s'en fallait de seize mois qu'il eût atteint la majorité légale. Le 12 avril, il fit appeler son premier aide de camp, le major Tchiritch, et lui demanda de procéder, le soir même, à l'arrestation des régents et des ministres. Le major promit son concours, mais demanda un délai de vingt-quatre heures pour faire ses préparatifs. Le lendemain, jeudi 13 avril, à huit heures, le jeune roi était à table, ayant à sa droite le régent Ristitch, à sa gauche le régent Bélimarkovitch, en face de lui le major Tchiritch, le président du conseil Avakoumovitch, le ministre de la guerre Bogitchévitch, etc. La conversation était vive et animée, le roi s'entretenant avec les ministres des projets

de loi qu'ils comptaient présenter à la *skoupchtina*. On attendait le rôti : Ristitch parut s'impatienter du retard : le major Tchiritch sortit comme pour aller presser le service. Il revint au bout d'un instant et dit au roi : « Sire, tout est prêt ». Le roi se leva, son verre à la main, et, d'une voix très ferme, se tournant vers Ristitch, il prononça ces mots : « Messieurs, je vous remercie des soins que vous avez pris de moi et de l'État. Mais voyant la constitution trop menacée, je considère que le moment est venu d'en violer un article, celui qui concerne ma majorité, pour sauvegarder les autres et maintenir la constitution en pleine vigueur. J'ai décidé de prendre le pouvoir en main, et c'est déjà fait. Je vous communique ma résolution, en vous suppliant, au nom de votre dévouement à la dynastie et à la patrie, de me faciliter mes premiers pas en me donnant vos démissions ». Comme Ristitch commençait à discuter, le roi ajouta : « Je n'ai plus rien à dire », et se tournant vers Tchiritch : « Major, je vous prie d'exécuter mes ordres ». Puis il se retira. Au même instant on entendit les cris des soldats alignés au dehors : « Hourrah ! Vive le roi ! ». Les régents et les ministres essayèrent de résister, mais le major, ouvrant la porte du vestibule et parlant à l'officier de service : « Capitaine, personne ne doit sortir de cette salle vivant, sans mon ordre ; vous m'avez compris ? — Compris, mon commandant ». Les régents et le ministre de la guerre essayèrent de passer : les baïonnettes croisées contre eux les arrêtèrent. Régents et ministres se résignèrent, et, dès qu'ils eurent signé leur démission, ils recouvrèrent leur liberté [1]. L'évolution vers la Russie, qui avait provoqué l'abdication du roi Milan, parut devoir s'accentuer après le coup d'Etat du roi Alexandre.

**Politique générale en Europe : tension des rapports avec les puissances allemandes ; la flotte française à Cronstadt ; les marins russes à Paris ; l'entente franco-russe.**

Il était nécessaire d'insister sur les événements de la

1. Récit de M. Albert Malet, professeur d'histoire du roi Alexandre et « *dûment autorisé* » à publier ce document (*Figaro* du 25 avril 1893).

péninsule balkanique : ils expliquent en grande partie le changement de front de la politique russe en Europe. C'est parallèlement que se développent les causes de conflit créées : par la rivalité de la Russie et de l'Autriche appuyée sur l'Allemagne ; par les mesures douanières défavorables aux importations allemandes et par la guerre de cote que faisait la Bourse de Berlin au crédit russe ; par la russification des provinces baltiques et les récriminations qu'elle soulevait en Allemagne.

L'empereur Alexandre II, malgré les déceptions que la politique de Bismarck lui avaient préparées au Congrès de Berlin, n'avait point voulu rompre avec l'Allemagne. Au surplus, de quel côté aurait-il pu se tourner ? Du côté de l'Angleterre ? En Europe, elle avait agi en complice des puissances allemandes ; en Asie, elle était, sur tous les points et à tous les instants, l'adversaire toujours en éveil. Du côté de la France ? Waddington, qui avait succédé comme ministre des affaires étrangères au duc Decazes, favorable à une entente avec la Russie, était loin d'attacher le même prix à cette entente ; plus tard, en 1880, il déclarera avoir « toujours été opposé à un traité entre la France et la Russie » ; c'est de ces sentiments qu'il s'était inspiré comme représentant de la France au congrès de Berlin. Le président de la République à cette époque, Jules Grévy, était hostile à toute combinaison de politique étrangère ; il inclinait à la prolongation de notre attitude de recueillement ou d'effacement. Quant au tsar, quelque empressement qu'il eût manifesté en 1875 à prévenir toute attaque contre la France, il ne pouvait éprouver de très vives sympathies pour une République ; ses affinités naturelles, ses sympathies, comme les liens de parenté, le rattachaient plutôt à la cour de Prusse.

Cependant il commençait à voir clair dans le double jeu joué par Bismarck à l'égard de la Russie, qu'il avait engagée dans la guerre d'Orient pour lui enlever ensuite presque tout le bénéfice de ses victoires. Il crut s'apercevoir que dans la commission internationale, siégeant à Novi-Bazar pour la délimitation des frontières turques, toutes les résistances des commissaires ottomans étaient soutenues

par ceux de l'Allemagne. Il s'en plaignit, dans une lettre personnelle, à l'empereur Guillaume, l'invitant à enjoindre aux commissaires allemands d'agir absolument d'accord avec les Russes. Bismarck fit adresser au tsar une réponse évasive. Celui-ci, profondément irrité, aurait répliqué par une dépêche où il faisait de l'incident soulevé par lui la condition *sine qua non* du maintien de la paix entre les deux empires. Bismarck aurait dit à son maître : « Si ces mots se trouvaient dans une pièce officielle russe, il ne me resterait qu'une chose à faire : ce serait de conseiller à votre Majesté de mobiliser les forces allemandes contre la Russie. Je prie, par conséquent, votre Majesté d'engager le tsar à traiter la suite de cette affaire par la voie officielle[1] » Guillaume II, qui portait à son neveu une affection que celui-ci payait de retour, préféra recourir à une autre voie. Il demanda au tsar un rendez-vous et, dans une entrevue qu'il eut avec lui à Alexandrovo, réussit à calmer son irritation.

Bismarck ne se tint pas pour satisfait de la solution. Il comprit que, tôt ou tard, l'alliance germano-russe se romprait ; il prévoyait que, malgré toutes les apparences contraires, un rapprochement finirait par s'opérer entre la France et la Russie. Il voulut resserrer plus étroitement les liens qui unissaient déjà les deux puissances allemandes. Dans une entrevue à Gastein avec Andrassy, chef du gouvernement austro-hongrois, il prépara le traité de Vienne, du 7 octobre 1879, qui ne fut révélé que beaucoup plus tard. Mais presque en même temps il fit accepter au tsar un traité d'alliance entre la Russie et l'Allemagne seules, valable pour dix années (1880-1890) et qui devait rester inconnu de l'Autriche. Il essayait donc de prendre appui sur chacun de ses deux alliés contre l'autre.

Un nouvel incident allait encore retarder le rapprochement, entre la France et la Russie : ce fut l'attitude du gou-

1. Cité par E. Daudet, *Histoire diplomatique de l'alliance franco-russe*. La correspondance confidentielle entre les deux empereurs a été publiée par Moritz Busch, en 1898, dans le t. II de son livre anglais : *Bismarck, some secret pages of his history*.

vernement français dans l'affaire du nihiliste Hartmann ; celui-ci, soupçonné d'avoir préparé la destruction d'un train impérial sur la ligne de Livadia à Moscou (1er décembre 1879), s'était réfugié en France. Il y fut arrêté par la police française ; mais, à la demande d'extradition formulée par le prince Orlof, ambassadeur de Russie, M. de Freycinet répondit en alléguant les exigences de la loi française, l'insuffisance des preuves, et laissa Hartmann s'embarquer pour l'Angleterre. La conséquence fut que le prince Orlof reçut l'ordre de s'absenter de Paris.

Le règne d'Alexandre III, au début, semblait devoir être une continuation de la politique adoptée par son père. Le nouveau tsar avait indiqué cette orientation en préférant M. de Giers, comme successeur de Gortchakof (11 juin 1882), au général comte Ignatief, trop engagé dans la politique panslaviste.

En septembre 1881, Alexandre III avait fait un voyage à Dantzig et s'y était rencontré avec l'empereur Guillaume et Bismarck. Aux fêtes de son couronnement, il avait porté un toast, très remarqué, à l'empereur d'Autriche ; au Palais d'Hiver (8 décembre), dans une fête de l'ordre de Saint-Georges, un toast à l'empereur d'Allemagne, « le doyen des chevaliers » de cet ordre. En novembre, M. de Giers se rendait à Berlin, puis à Varzin, chez Bismarck. Katkof, dans la *Gazette de Moscou* (décembre), se prononçait pour « le maintien des rapports amicaux, fondés sur l'histoire, entre la Russie et l'Allemagne ». Cependant Alexandre III ne pouvait ignorer la convention conclue, à Vienne, le 15 octobre 1879, et par laquelle les deux autres empereurs avaient constitué, au sein de la Triple Alliance, une alliance plus étroite, tournée à l'occasion contre la troisième puissance : ce traité fut renouvelé à la fin de 1882. La Russie devait donc se garder contre toute éventualité : c'est alors que s'opèrent les premiers mouvements de troupes en Pologne, que Tottleben[1] est appelé d'Odessa à Vilna, que s'élèvent les forts détachés de Varsovie.

1. La véritable orthographe est Todleben ; c'est ainsi que signe l'illustre défenseur de Sévastopol.

En 1884, à l'anniversaire du 26 février 1814, jour où le futur empereur Guillaume avait pris part au combat de Bar-sur-Aube avec le régiment russe de Kalouga et reçu d'Alexandre Ier la croix de Saint-Georges, une députation partit pour Berlin, conduite par le grand-duc Michel Nicolaïévitch et le général Gourko, et formée de chevaliers de Saint-Georges, d'officiers et de soldats du régiment de Kalouga ; le grand-duc remit à l'empereur d'Allemagne un bâton de feld-maréchal enrichi de diamants, en prononçant un discours dont les souvenirs de 1814 faisaient les frais. Le 22 mars, banquet à Saint-Pétersbourg pour le quatre-vingt-huitième anniversaire de la naissance de l'empereur Guillaume. En même temps visites répétées de M. de Giers au prince de Bismarck ; le fils de celui-ci nommé conseiller d'ambassade à Pétersbourg ; le prince Orlof transféré de Paris à l'ambassade de Berlin, etc. C'est alors, 7 mars, qu'Alexandre consentit au renouvellement de la Triple Alliance du Nord. Les trois puissances contractantes s'engageaient à observer une neutralité bienveillante dans le cas où l'une d'elles se trouverait en guerre avec une *quatrième puissance*. Bismarck avait même fait accepter à M. de Giers une note additionnelle d'après laquelle cet engagement restait valable même si deux de ces puissances (lisez l'Allemagne et l'Autriche) se trouvaient en guerre avec cette quatrième (toujours la France). Alexandre III refusa d'admettre cette clause, n'entendant pas que la France eût, en cas de conflit, deux adversaires à la fois. C'est avec cette restriction, et pour une durée de trois ans, que le traité fut ratifié le 15 septembre, au château de Skierniewice (Pologne), lors de l'entrevue des trois empereurs, accompagnés de leurs trois chanceliers (Giers, Bismarck, Kalnoky). A la suite de cette transaction, Alexandre III envoya au chancelier allemand son portrait.

Toutefois, dans cette Triple Alliance replâtrée à Skierniewice, se perpétuait l'alliance plus étroite entre l'Allemagne et l'Autriche ; le 26 octobre 1883, le comte Kalnoky avait dit aux délégations hongroises : « Dans le cas d'une attaque par la Russie, l'Autriche-Hongrie ne sera pas

seule ». L'Allemagne soutenait évidemment l'Autriche dans les affaires de la péninsule balkanique, et déjà s'apprêtait, si la Russie se révoltait contre ce mépris de ses intérêts, à reconstituer une Triple Alliance à l'aide de l'Italie. En septembre 1885 éclatait la révolution de Philippopolis; en novembre, la guerre des Serbes contre les Bulgares; en 1886, l'enlèvement et le retour de Battenberg: toutes les « comédies de Sofia ». Le fameux télégramme adressé de la main du tsar à Battenberg fut la première manifestation d'une politique à lui personnelle, d'une action séparée et autonome de la Russie.

Déjà on avait commencé à s'indigner à Saint-Pétersbourg des boutades, des « insolences » de Bismarck. On colportait de lui ce propos: « La Russie n'a rien à faire en Occident; elle n'y peut gagner que le nihilisme et d'autres maladies; sa mission est en Asie; là, elle représente la civilisation ».

La Russie poussait ses armements. En mai 1886, le tsar assistait au lancement sur la mer Noire des cuirassés *Catherine II* et *Tchesmé*. La Russie estimait que dans les affaires de Bulgarie elle avait été trompée, bernée par l'Autriche; malgré toutes les protestations d'amitié de Bismarck, elle comprenait que l'audace de celle-ci lui venait de son entente avec l'Allemagne.

Katkof[1], qui jusqu'alors avait manifesté peu de sympathie pour la France républicaine, publia contre la *politique allemande* un de ses plus virulents articles (juillet 1886): « Nous ignorons si le ministre russe des affaires étrangères croira nécessaire d'aller à Kissingen pour y délibérer — nous avons failli dire pour s'incliner devant l'irascible chancelier de l'empire allemand. En effet, nos pèlerinages chez le prince de Bismarck rappellent un peu trop les anciens voyages à la Horde d'Or.... Est-ce que la position prépondérante de cet empire, sa toute-puissance apparente et les succès répétés du faiseur de tours qui se trouve à la tête de son gouvernement ne sont pas le produit de la servitude volontaire de la Russie? Si l'Al-

1. Mort le 1er août 1887.

lemagne est si haut, n'est-ce point parce qu'elle s'est hissée sur la Russie? Même à présent, il suffirait à la Russie de reprendre sa liberté d'action, de cesser de jouer le rôle d'un marchepied, pour que le fantôme de la toute-puissance allemande s'évanouît.... Nous désirons que des rapports amicaux s'établissent avec les autres nations, et surtout avec la France, qui, quoi qu'on dise, occupe de plus en plus en Europe une situation digne de sa puissance. A propos de quoi irions-nous nous quereller avec elle? Et que nous importent ses affaires intérieures? » Ainsi « liberté d'action », « politique des mains libres » : telles étaient les formules nouvelles qui circulaient dans les cercles russes.

Voyons ce qui se passait du côté de la France. En novembre 1881, le général Chanzy, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, qui s'y était maintenu même lorsque le prince Orlof avait quitté Paris après l'affaire Hartmann, et qui s'y était concilié la sympathie et la confiance du tsar, demanda son rappel. Le comte de Chaudordy, envoyé en Russie par Gambetta, président du conseil, crut devoir démissionner en même temps que celui-ci. Cette double démission était regrettable, car Gambetta avait commencé à comprendre la nécessité d'un rapprochement avec la Russie. Les idées de son successeur aux affaires, M. de Freycinet, étaient moins arrêtées. Le choix qu'il fit de l'amiral Jaurès pour représenter la France à Saint-Pétersbourg, prêtait à la critique : brillant militaire, l'amiral n'avait rien d'un diplomate. Lors du couronnement du tsar à Moscou, en mai 1883, le gouvernement français n'eut pas la main plus heureuse dans la désignation de l'ambassadeur extraordinaire qui, aux côtés de l'amiral Jaurès, devait représenter la France : ce fut notre ancien négociateur et ministre des affaires étrangères lors du Congrès de Berlin. Enfin le 10 novembre 1883, Jaurès ayant demandé son rappel, le président du conseil, Jules Ferry, fit agréer au tsar la nomination du général Appert. Celui-ci ne tarda pas à conquérir toutes les sympathies dont, avant lui, les généraux Le Flô et Chanzy avaient joui auprès des souverains russes. Il arrivait en Russie

avec l'éclat de glorieux services militaires, de quinze campagnes en Afrique, en Crimée et en France. Sa femme était, comme la tsarine, une Danoise et avait de nombreux liens de famille dans le vaillant petit royaume scandinave. En même temps le prince Orlof avait pour successeur à Paris le baron de Mohrenheim, très sympathique à l'idée de rapprochement.

Toutefois les variations du personnel gouvernant en France, les incertitudes et le défaut de suite dans ses vues de politique générale ne rendirent pas la tâche facile aux deux ambassadeurs. Le nouveau président du conseil, M. de Freycinet, toujours enclin à ménager les partis avancés, fit gracier le prince Kropotkine, le célèbre révolutionnaire russe, que le tribunal correctionnel de Lyon avait condamné, en janvier 1883, comme complice des anarchistes français, à cinq ans de prison. Le tsar se montra vivement affecté de cette mesure inopportune, qui avait en outre l'inconvénient de réveiller le souvenir de l'affaire Hartmann. Cependant, il maintint à notre ambassadeur toute sa confiance : dans l'hiver de 1885, avec tous les princes et princesses de la famille impériale, avec toute l'aristocratie et les hauts fonctionnaires, il parut à un bal que donnait le général Appert. C'était la première fois qu'un empereur de Russie franchissait le seuil d'un ambassadeur de la République. Ce fut presque un événement européen. Or, quelques mois après, M. de Freycinet rappelait le général Appert, à un moment où la Russie, après s'être peu à peu dégagée de ses relations avec l'Allemagne, se préparait à accentuer son évolution vers la France. Le tsar fut très froissé de ce rappel. Quand le gouvernement français le fit pressentir sur le nom d'un nouvel ambassadeur, Alexandre III répondit : « Ni celui-là, ni personne ». Le baron de Mohrenheim reçut l'ordre de quitter Paris pour un temps indéterminé. A Paris comme à Saint-Pétersbourg, on n'eut plus que des chargés d'affaires. En Russie, Ternaux-Compans, puis le comte d'Ormesson. Celui-ci réussit à gagner la confiance de M. de Giers, qui finit par obtenir du tsar l'autorisation de le lui présenter. Dans l'automne de 1836,

Alexandre III donnait au baron de Mohrenheim l'ordre de reprendre son poste à Paris et faisait savoir qu'il était prêt à recevoir un ambassadeur de la République. D'accord avec le tsar, Paul de Laboulaye, qui, au temps du général Le Flô, avait été premier secrétaire en Russie, fut nommé et partit aussitôt pour Saint-Pétersbourg. Dès la première audience il parvint à faire revenir l'empereur des fâcheuses impressions que lui avait laissées le décousu de notre politique étrangère; il lui dépeignit une France laborieuse, sage et forte, fidèle à ses traditions, et qu'aucun revers n'avait jamais pu abattre. Le tsar lui dit : « C'est vrai, vous vous êtes toujours relevés ». A Paris, E. Flourens, le 13 décembre 1886, était devenu ministre des affaires étrangères. Quand les délégués bulgares firent leur pèlerinage auprès des divers cabinets européens, il les reçut, mais les informa que c'était avec la Russie qu'ils devraient s'arranger, et le tsar se montra sensible à cette attitude de la France.

Ce rapprochement ne faisait pas le compte de Bismarck. Il calculait que le renouvellement de la Triple Alliance, conclu pour trois ans, signé le 7 mars, mais ratifié seulement le 15 septembre 1884, enchaînait la Russie jusqu'au 7 mars, peut-être jusqu'au 15 septembre 1887. Pour profiter encore de la « neutralité bienveillante » que ce traité imposait au tsar, pour profiter aussi de ce que les armements russes n'étaient que commencés, Bismarck se résolut à précipiter la rupture avec la France. Il voulait que celle-ci, poussée à bout par un redoublement de mauvais procédés, prît le rôle d'agresseur. Comme, d'autre part, il avait à obtenir du Reichstag de nouveaux sacrifices (le *septennat* militaire), son langage prenait à l'égard de la France le ton le plus acerbe : « Si la prochaine guerre nous ramène en vainqueurs dans Paris, nous nous appliquerons à mettre la France, pour trente ans, hors d'état de nous être dangereuse. La guerre de 1870 n'aura été qu'un jeu d'enfants en comparaison de celle de 1890 (ou de celle qui éclatera à toute autre date) dans ses résultats pour la France; car de part et d'autre on n'aura qu'un but : se saigner à blanc » (discours du 11 janvier). Le Reichstag, s'étant refusé aux

sacrifices qu'on exigeait de lui, fut dissous. Pour entraîner les électeurs allemands, puis, même après la réunion du Reichstag, nouvelles excitations contre la France, nouvelles provocations à celle-ci. On viole le traité de Francfort par l'établissement de *permis de séjour* (qui seront en 1888 remplacés par les *passeports*) en Alsace-Lorraine ; on fait peser sur cette province un régime de terreur ; on pratique en France un espionnage éhonté et l'on accuse les Français de le pratiquer. Enfin le 20 avril 1887, éclate sur la frontière de Lorraine, à Pagny, l'incident Schnæbelé. Cette fois Bismarck croyait bien tenir la guerre. Les Français montrèrent plus de sang-froid qu'il ne l'avait pensé. Alexandre III fit remettre directement à l'empereur d'Allemagne une lettre autographe. A la réception de cette lettre, Guillaume Ier, passant outre aux objections de Bismarck, fit remettre Schnæbelé en liberté. L'intervention d'Alexandre III avait été aussi efficace que celle d'Alexandre II en 1875, intervention dont les papiers du général Le Flô, publiés à ce moment même, réveillèrent le souvenir.

Le brusque avènement du prince Ferdinand en Bulgarie (mars 1887) rendit irrémédiable la rupture entre la Russie, d'une part, l'Autriche et l'Allemagne de l'autre. L'alliance de celles-ci avec l'Italie, déjà formée en janvier 1883 (avec Mancini), avait été renouvelée le 13 mars 1887 (avec Depretis). Puis vint la nomination de Francesco Crispi comme président du conseil et ministre des affaires étrangères (en août).

Crispi était aussi habile que Bismarck à créer des complications, à inventer des incidents (comme celui des écoles italiennes à Tunis en 1890). Un de ses premiers actes fut une visite à Bismarck (Friedrichsruhe, octobre 1887). Raisonnant dans l'hypothèse d'une guerre avec la France, Bismarck dit à Crispi : « Il n'y a guère de possibilité pour nous de grosses compensations territoriales. Il ne s'en présentera de réelles et de faciles que pour nos alliés. La disparition de la France comme grande puissance est le gage de longues années de paix pour l'Europe ». C'en était assez pour gagner Crispi, qui, après avoir imposé à l'Italie des

armements au-dessus de ses forces, au point de l'avoir acculée à la ruine économique, ne voyait d'issue à cette situation que dans une guerre générale.

Vers la fin de 1887, grâce aux bons offices de la France, à l'occasion du jubilé sacerdotal du pape Léon XIII, des relations s'établirent entre la cour de Russie et le Saint-Siège : le 1er janvier 1888, le pape, à sa vive satisfaction, reçut du tsar orthodoxe un télégramme de félicitations ; il y répondit, toujours par l'intermédiaire de la France, par une lettre de remerciement. Peu de temps après, un chargé d'affaires de Russie était accrédité auprès du Vatican.

A la *Triple Alliance* du Nord avait succédé la *Triplice* italo-germanique. L'Europe fut dès lors partagée en deux camps : d'un côté la Triplice, de l'autre la France et la Russie ; mais celles-ci n'en étaient même pas encore à l'entente cordiale. L'Angleterre, rivale de l'une en Égypte et en Afrique, de l'autre en Asie, inclinait plutôt vers l'alliance italo-germanique. Les États des Balkans, la Turquie elle-même, oscillaient entre les deux camps. A ce moment la force semblait plutôt du côté de la Triplice. De toute cette situation résultaient en Occident l'insécurité de la France et en Orient celle de la Russie.

A la russification des provinces baltiques répondaient les ruineuses manœuvres de la Bourse de Berlin : le 10 novembre 1886 la Banque de l'empire allemand donnait avis qu'elle n'accepterait plus de valeurs russes en nantissement de ses prêts. Huit jours après, Alexandre III, retournant de Copenhague en Russie, faisait à Berlin une visite dès longtemps annoncée ; l'entrevue fut courtoise mais froide. Bismarck obtint une audience du tsar, pour s'expliquer sur certains documents communiqués à ce prince et qui auraient prouvé la duplicité du chancelier dans les affaires de Bulgarie ; il démontra, assura-t-il ensuite, qu'ils étaient apocryphes ; mais en même temps il dut confirmer à son impérial interlocuteur l'existence des conventions austro-allemandes, si menaçantes pour la Russie.

Comme les mouvements de troupes russes à la frontière occidentale de l'empire ne discontinuaient pas, dans les pre-

miers jours de février 1888 une sorte d'avertissement comminatoire fut donné à la Russie ; presque en même temps les organes officiels de Berlin, Vienne, Buda-Pest publiaient le texte de la première de ces conventions.

Le chancelier allemand appréciait bien la transformation qui s'était opérée dans la politique générale. Le 6 février 1888, il disait au Reichstag : « La Russie n'a aucun dessein de conquérir des territoires prussiens, ni, je crois, des territoires autrichiens. Elle a déjà bien assez de sujets polonais pour désirer en augmenter le nombre. Je suis convaincu que, même si, par quelque explosion à Paris, nous nous trouvions engagés dans une guerre contre la France, la guerre avec la Russie ne s'ensuivrait pas immédiatement, ni surtout nécessairement ; en revanche, si nous étions engagés dans une guerre avec la Russie, la guerre avec la France serait certaine ; aucun gouvernement français ne serait assez fort pour l'empêcher. » Il sentait donc bien que l'entente franco-russe existait virtuellement. Mais il ajoutait : « Nous autres Allemands, nous craignons Dieu et rien autre chose dans le monde ».

Les vues du président Grévy sur la politique étrangère de la France ne s'étaient guère modifiées. Quand Paul de Laboulaye était parti pour Saint-Pétersbourg, il avait demandé au chef du pouvoir exécutif : « N'avez-vous rien à faire dire à l'empereur? — Absolument rien ; nous n'avons rien à en attendre. » Plus tard, on l'entendait dire : « Vous n'aurez pas plus la Russie que vous n'avez eu l'Allemagne. Personne ne veut de nous, ni l'Angleterre, ni l'Italie, ni l'Autriche, et c'est tant mieux, puisque nous n'avons besoin de personne.... Si nous restons tranquillement chez nous, on ne viendra pas nous attaquer. » Le 1er décembre 1887 il donnait sa démission. Le 3, Carnot était élu président. Avec lui une autre orientation put prévaloir à l'Élysée.

Un changement aussi notable allait s'opérer en Allemagne. La mort de Guillaume Ier (6 mars 1888) affaiblit le lien de famille entre les deux dynasties. L'empereur Frédéric était le mari d'une princesse anglaise, Victoria. Celle-ci faillit l'engager dans la plus dangereuse aventure : elle

avait promis la main de sa fille, également appelée Victoria, à Alexandre de Battenberg. Or les griefs qu'avait Alexandre III contre le nouveau prince de Bulgarie ne lui faisaient point oublier ses griefs contre l'ancien. Bismarck ne fut informé que le 31 mars de ce projet matrimonial ; il comprit toute l'étendue du danger : c'était le moment où la polémique des journaux russes ou allemands, à propos de la Bulgarie ou des provinces baltiques, atteignait son paroxysme, où les forces russes s'accumulaient à la frontière de l'Ouest, où se créaient les divisions de réserve, où les régiments du Caucase étaient dirigés sur la Vistule. Bismarck remit à l'empereur Frédéric un mémoire de trente pages, qu'il terminait, pour le cas où la famille impériale persisterait dans son projet, par l'offre de sa démission. Il eut à soutenir une lutte acharnée contre l'impératrice ; l'opinion et la presse appuyèrent le chancelier ; de tous les points de l'Allemagne lui arrivèrent des adresses d'encouragement. A la fin, l'empereur lui donna raison ; les fiançailles furent ajournées, c'est-à-dire rompues (10 avril). Jamais l'Allemagne n'avait été si près d'une guerre avec le redoutable voisin de l'Est. Le 15 juin, Guillaume II succédait à Frédéric ; en juillet il faisait sa visite à Saint-Pétersbourg, visite qui lui était rendue, l'année suivante (octobre), à Berlin. En 1890 il congédiait le tout-puissant chancelier. Même la retraite d'un Bismarck ne pouvait effacer le passé.

Une autre rupture se fit, en 1887, avec l'Allemagne, un autre rapprochement avec la France : la Russie s'affranchit enfin de la dépendance financière de Berlin ; un premier emprunt russe, de 500 millions, lancé en décembre sur le marché de Paris, réussit à souhait. En mars 1889 un autre emprunt, de 700 millions, en mai un troisième emprunt, de 1242 millions, furent couverts plusieurs fois. Celui de 1890 (360 millions, 1er février) eut un succès encore plus grand : Paris seul avait demandé des titres pour 2 milliards et demi et le nombre des souscripteurs français atteignit 173705. Ajoutons les autres emprunts de 1890 et celui d'octobre 1891 : on trouvera que la France, en quatre an

a prêté à la Russie plusieurs milliards. C'est avec de l'argent français que la Russie allait construire ses chemins stratégiques et renouveler son armement.

La nécessité d'une entente cordiale entre la France et la Russie commençait à s'imposer, dans les deux pays, à tous les esprits. Pourtant le gouvernement russe s'abstint en 1889 de toute participation à notre Exposition universelle; son attitude à cet égard fut, en apparence, la même que celle des gouvernements allemand et austro-hongrois. En février 1889 se produisit l'expédition du kosak Achinof, à la tête d'une mission composée de 174 personnes, dont 145 en état de porter les armes; le reste étaient des prêtres, des femmes, des enfants. Achinof prétendait avoir pour but la propagande de la religion orthodoxe et de l'influence russe en Abyssinie. Il vint débarquer sur le territoire de la colonie française d'Obock, s'empara du fort délabré de Sagallo et y arbora le pavillon russe. Cette violation d'un territoire français risquait de compromettre notre neutralité aux yeux de l'Italie, déjà engagée dans ses aventureuses entreprises en Abyssinie. Le gouvernement russe se déclarait étranger à ce coup d'audace et Achinof se donnait pour un « libre cosaque ». Notre situation n'en était pas moins désagréable entre les Russes et les Italiens. Notre ministre des affaires étrangères, René Goblet, manqua de ménagements et de doigté, ou peut-être ses ordres furent-ils mal exécutés. Il enjoignit à l'amiral Olry, qui commandait une escadre dans l'océan Indien, de déloger, fût-ce par la force, la mission russe. L'amiral s'en reposa sur le commandant du *Seignelay*, qui, après avoir adressé à Achinof des sommations réitérées dont celui-ci ne tint compte, fit tirer quelques obus dont les éclats atteignirent une dizaine de personnes. L'émotion fut vive en Russie, l'embarras très grand pour notre ambassadeur, qui, dans un bal de cour, apprit de l'empereur même cette fâcheuse nouvelle. Toutefois la polémique suscitée dans la presse russe, dont une partie blâma la folle équipée « du libre cosaque » et dont l'autre fit campagne contre le gouvernement français, fut arrêtée par une note parue au *Journal officiel* de Saint-

Pétersbourg et qui atténuait la responsabilité du gouvernement[1].

En 1890, une mission d'officiers russes vint en France: elle fut autorisée à faire des commandes de fusils à notre manufacture de Châtellerault; elle fut initiée à la fabrication des nouvelles munitions, à nos procédés de mobilisation et de transport sur les voies ferrées: des conférences furent organisées entre le général de Miribel, chef de l'état-major, et son collaborateur (plus tard successeur) le général de Boisdeffre, d'une part, et le général Freedericksz, attaché militaire de Russie, d'autre part. On agissait comme si les deux armées devaient être appelées prochainement à combattre un adversaire commun.

Jusque dans les plus petites choses, on saisissait un courant nouveau d'idées et de sentiments. En 1890, le théâtre allemand de la cour, à Saint-Pétersbourg, était supprimé. Au contraire, le 15 mai 1891, s'ouvrait à Moscou une exposition des beaux-arts et des produits français. A Paris, en mai 1891, la police mettait la main sur une bande de nihilistes, dont les engins explosifs et les papiers étaient saisis. En Extrême-Orient, le césarévitch Nicolas, au cours de son voyage d'Asie, trouvait à Saïgon, auprès de l'amiral Besnard, une cordiale réception dont il a gardé le meilleur souvenir. Peu de temps après, le tsar faisait remettre au président Carnot la grand-croix de Saint-André, le premier des ordres russes.

En juillet, éclata comme un coup de foudre sur l'Europe diplomatique, la nouvelle de la splendide réception faite, sous Cronstadt, à l'escadre française commandée par l'amiral Gervais. La date choisie pour cette visite fut celle de la fête même de l'impératrice. Arrivée à Cronstadt le 21 juillet, l'escadre française fut saluée par les salves de la flotte russe, par les hourrahs de ses matelots, par les acclamations qui partaient de mille embarcations privées et de tous les rivages. Le 25, l'empereur Alexandre, accompagné des grands-ducs et grandes-duchesses, de la reine de Grèce, rendit visite à

1. Achinof est mort dans une maison de santé, en 1900.

l'amiral Gervais sur le *Marengo*; puis il invita les officie français à un dîner sur la *Derjava* et porta le toast au président Carnot et à la France. Le 28, dîner au grand palais de Péterhof: toute la famille impériale y assistait; les musiques de la garde jouèrent la *Marseillaise* et le tsar écouta debout l'hymne républicain. Des télégrammes de félicitation et de gratitude s'échangèrent entre le président et l'empereur autocrate. Le 4 août, l'amiral et ses officiers allèrent à Moscou; ce fut un voyage triomphal, parmi les drapeaux français et russes entrelacés, le *Bojé tsaria khrani* alternant avec la *Marseillaise*, l'enthousiasme du peuple et de l'armée russes. Au banquet le général Tchernaïef rappela les combats sous Sévastopol, « cette guerre pour l'honneur », et termina ainsi son toast de bienvenue: « Lorsqu'en France on criera: *Formez vos bataillons*, cet appel trouvera en Russie un joyeux écho ».

Les nouvelles de Cronstadt produisirent en France comme un choc électrique. Partout, jusque dans les hameaux les plus reculés, le drapeau à l'aigle bicéphale fut arboré et les fanfares de village firent retentir l'hymne russe. Le 29 juillet, à Cherbourg, accueil enthousiaste à l'escadre impériale; tous les ports de France, de Dunkerque à Alger, dès qu'apparaissait un bateau russe, eurent leur fête de l'alliance. En septembre un député français insérait cette phrase dans un rapport sur le budget: « Nous n'avons rien à craindre de personne.... Nous saluons joyeusement cette aurore qui se lève sur nos destinées prochaines ».

L'effet des manifestations de Cronstadt ne fut pas moins grand en Europe. La reine d'Angleterre voulut, à son retour, recevoir notre escadre et écouta debout, elle aussi, la *Marseillaise*. En Allemagne le régime des passeports alsaciens-lorrains, que Bismarck avait établi comme un outrage permanent et une menace à la France, cultivé comme un *casus belli* toujours prêt, ce régime dont l'Allemagne (encore le 14 mars, par la bouche de Guillaume II) avait refusé aux annexés l'abolition, fut supprimé (quoique avec des restrictions) le 21 septembre. Bientôt l'action désormais

combinée de la France et de la Russie, dans les régions de l'Orient, se faisait sentir : en Roumanie, en Serbie, l'influence germanique déclinait; à Constantinople le sultan reprenait courage, échangeait des notes avec l'Angleterre sur l'évacuation de l'Égypte et reconnaissait les anciens droits de la France sur les Lieux-Saints.

En 1893 (juin) se signa un traité de commerce entre la France et la Russie, dégrevant d'une part les pétroles et les produits naturels de l'empire, d'autre part nos vins, l'article Paris et d'autres branches de nos importations.

Ainsi l'évolution qui dégagea la Russie de l'Alliance du Nord et la ramena vers la France s'est opérée lentement. En 1886, le tsar adoptait résolument la politique des mains libres; de 1887 à 1890, il se résignait à l'isolement; mais un système nouveau était déjà nettement arrêté dans sa pensée. En 1891, le résultat, préparé de longue main par les publicistes des deux nations, mûri dans les méditations d'Alexandre III, éclatait. Beaucoup ne l'ont constaté que quand ont flotté les drapeaux et sonné les fanfares; des hommes d'état et des diplomates, même certains souverains, en ont eu la suprise; mais pour quiconque avait suivi l'enchaînement des faits, Cronstadt n'en fut que la conclusion dès longtemps attendue.

C'est d'ailleurs ce que constatait Caprivi, le nouveau chancelier d'Allemagne, qui savait mieux que personne la part que les violences et les perfidies de son prédécesseur Bismarck avaient eue dans cette évolution : « L'entrevue de Cronstadt a tout simplement rendu visible aux yeux du grand public une situation qui existait depuis longtemps ».

Pendant les fêtes de Cronstadt, des conférences avaient eu lieu à Pétersbourg entre MM. de Giers et de Laboulaye en vue de rechercher sous quelle forme pourrait se préciser l'entente franco-russe et en quelles circonstances l'une des deux nations pourrait invoquer le concours de l'autre. A ces négociations se rattachent le voyage du baron de Mohrenheim à Saint-Pétersbourg, celui de M. de Giers à Paris. En juin

1892, à Nancy, eut lieu l'entrevue du président Carnot et du grand-duc Constantin, qui avait reçu à cet effet l'autorisation formelle d'Alexandre III. Enfin une démarche encore plus significative fut autorisée par le tsar. Le 13 octobre 1893, l'escadre russe de la Méditerranée, composée des cuirassés *Empereur-Nicolas I*er, *Souvenir-de-l'Azof*, *Amiral-Nakhimof*, du croiseur *Rynda* et de la canonnière *Téretz*, entrait en rade de Toulon, sous le commandement de l'amiral Avelane. La ville de Toulon fit aux marins russes une réception enthousiaste.

Le 17 octobre, l'amiral et son état-major arrivèrent à Paris. Le président Carnot, le gouvernement, la municipalité, le monde officiel, Paris entier, partout pavoisé aux couleurs des deux nations, leur offrirent une série de fêtes merveilleuses. Au banquet de l'Hôtel de Ville, Humbert, président du conseil municipal, porta un toast à « la patrie russe, sœur de la patrie française ». Au milieu de ces fêtes survint la mort du maréchal de Mac-Mahon, un des héros de Malakof. Le tsar décida que l'amiral et les officiers russes présents à Paris suivraient en grande tenue le cercueil du maréchal (22 octobre), leur glorieux adversaire de Crimée. Le 24, ils repartirent pour Toulon. Le 27, le président de la République s'y rendit pour passer en revue l'escadre russe et prendre congé d'elle. Pendant ce temps, le tsar, alors à Copenhague, où il se trouvait auprès de la famille de l'impératrice, recevait, sur sa demande, la visite de deux vaisseaux français, l'*Isly* et le *Surcouf*, événement qui d'après un article d'un journal danois, évidemment inspiré par l'empereur, « complétait d'une manière significative les fêtes dont Toulon était à la même heure le théâtre ».

L'entente franco-russe n'était plus seulement une combinaison entre deux gouvernements, elle prenait le caractère d'une alliance entre les deux nations. Les manifestations d'enthousiasme avaient été aussi vives à Moscou et à Saint-Pétersbourg qu'à Toulon et à Paris. A Sévastopol, la population se portait en foule vers les tombes des soldats français tombés en 1854-1855, comme pour sceller sur leurs cendres la réconciliation et l'amitié. Presque chaque

jour les feuilles publiques reproduisaient des télégrammes échangés de régiment russe à régiment français portant le même numéro, d'école à école, de municipalité à municipalité, de chambres de commerce, de corporations.

Au surplus, chez les deux peuples, se dégageait le sentiment que l'entente avait et devait avoir pour objet non l'agression contre une autre nation, mais le maintien de la paix, auquel le peuple français concourrait avec d'autant plus de bonne volonté qu'il ne lui serait plus imposé par la conscience douloureuse de son isolement, mais qu'il y apporterait son libre consentement, confiant en sa propre force et dans celle qu'y ajoutait une « précieuse amitié ». C'est le sentiment qui se fit jour dans toutes les paroles du président Carnot, dans les discours des présidents de la chambre et du sénat, dans les déclarations des ministres, comme dans les acclamations des foules.

A la Russie également le maintien de la paix ne pourrait plus paraître commandé ni par les armements comminatoires des puissances rivales, ni par les boutades menaçantes d'un Bismarck, ni par les manœuvres tendant à ruiner sa situation financière. Si elle restait pacifique, c'était pour la même raison que la France, parce qu'il ne s'agissait plus d'une paix, suivant l'expression du journal le *Nord*, « imposée et pour ainsi dire coercitive ». Et ainsi, comme le disait le président du conseil Ribot, lors de l'inauguration du monument de Faidherbe à Bapaume, l'entente franco-russe apportait « une garantie nécessaire à l'équilibre général ».

Dans ces conditions, Alexandre III, qui avait signé avec la France le traité de commerce de juin 1893, pouvait, après des négociations souvent traversées, signer avec l'Allemagne celui du 10 février 1894, qui mettait fin à une longue « guerre de tarifs ».

Les noms de l'empereur Alexandre III et du président Carnot, bien que les deux chefs d'État ne se fussent pas rencontrés et que leurs mains n'eussent pu se serrer, restaient unis dans la reconnaissance des peuples. Dans chacun des deux pays, les estampes populaires répandirent, jusque

sous les toits les plus humbles, leurs portraits associés. L'un après l'autre, en cette même année 1894, la mort allait frapper ces deux « héros de la paix ». Le 24 juin, Carnot, tombait sous le poignard d'un assassin. Alexandre III fit parvenir à sa veuve, en son nom et au nom de l'impératrice, un télégramme de sympathie « profondément émue ». Le chef élu de la République française avait eu presque la même fin que le père du tsar autocrate !

Depuis le début de l'année 1894 l'empereur Alexandre III souffrait de l'influenza, dont il éprouva plusieurs atteintes graves. En août, une néphrite (inflammation des reins) se déclara. Les médecins prescrivirent le séjour de Livadia; quand le tsar y fut arrivé (3 octobre), ils ordonnèrent un prompt départ pour Corfou. Bientôt il apparut que le malade ne pourrait supporter le voyage. Sentant sa fin prochaine, Alexandre III eût voulu présider au mariage du grand-duc héritier avec la princesse Alix de Hesse-Darmstadt. Celle-ci fut mandée en tout hâte à Livadia. Elle arriva le 22 octobre; mais déjà le tsar était à bout de forces. Le 1er novembre il expira, après un règne de treize ans et neuf mois.

Il était le premier des empereurs issus de Catherine II sous lequel la Russie n'eût jamais été en guerre. La nouvelle de la mort d'Alexandre « le Pacifique » provoqua en France une émotion profonde et comme un deuil national. Le président du conseil Charles Dupuy, dans une lettre aux présidents des deux chambres, témoigna des « regrets unanimes » de la France pour un souverain dont le souvenir resterait « dans la vie des deux grands peuples comme un gage de concorde et d'amitié ». Le président du sénat, Challemel-Lacour, glorifia la vie de ce prince où rien n'était apparu « qui ne fît honneur à sa droiture et à sa justesse de raison, à sa probité, à sa fixité dans ses desseins, à la hauteur d'un esprit dont les vues n'avaient rien de compliqué et se réduisaient à des idées vraiment humaines : la grandeur de la Russie par la paix, le désir ardent et continu de conjurer la guerre ». Le président de la chambre, Burdeau, prononça ces paroles : « La mémoire de l'empe-

reur Alexandre III, associée pour nous à d'inoubliables souvenirs, vivra dans le cœur de la France comme dans celui de la Russie ».

Au service funèbre, qui fut célébré à l'église russe de la rue Daru, assista Casimir-Perier, président de la République, entouré de tous les membres du gouvernement : au sortir de l'église il se rendit au Panthéon, où reposait le président Carnot, comme pour unir dans la même pensée et les mêmes regrets les deux chefs d'État qui avaient présidé au rapprochement, si longtemps désiré, des nations française et russe.

---

# CHAPITRE XL

## NICOLAS II

### LES PREMIÈRES ANNÉES DU RÈGNE.

Nicolas II avant son avènement. — La question de gouvernement : maintien du principe autocratique et politique libérale. — Administration : finances, armée, marine, travaux publics. — Les Polonais, les provinces baltiques, la Finlande. — Politique dans la péninsule des Balkans ; réconciliation avec la Bulgarie. — La Crète ; la guerre turco-hellénique. — Les affaires d'Arménie. — Politique en Asie : le Transsibérien et le réseau transcaucasien ; la guerre sino-japonaise ; acquisitions en Chine ; le Transchinois. — Les confins anglo-indiens ; conventions avec la Perse. — Les Russes en Afrique : l'Abyssinie. — Politique générale en Europe : le tsar à Paris, le président Faure en Russie. — Le rescrit du 24 août 1898 et le « Congrès de la Paix ».

#### Nicolas II avant son avènement.

Nicolas Alexandrovitch, né le 18 mai 1868, montait sur le trône à vingt-six ans. Son éducation avait été très soignée ; Alexandre III en avait tracé lui-même le plan ; n'y laissant aucune part aux langues classiques, il en avait fait une très large aux sciences, à la géographie, à l'histoire, à l'économie politique, aux langues vivantes : le prince

héritier apprit à s'exprimer avec élégance et facilité en français, en anglais, en allemand. Sous la direction du général Danilovitch, son précepteur en chef, se succédèrent deux Français, élèves de l'École normale supérieure, Aron-Duperré et Gustave Lanson. Parmi les autres professeurs, citons Bunge, ancien ministre des finances, pour l'économie politique, et Kapoustine, professeur à l'université de Saint-Pétersbourg, pour le droit. Les exercices du corps et les devoirs militaires tinrent aussi une grande place dans le programme : à treize ans le grand-duc fut nommé ataman de toutes les « armées kosaques ». Mais sa leçon la plus efficace fut sans doute le voyage qu'il accomplit durant les années 1890 et 1891. Embarqué sur le *Souvenir-de-l'Azof*, il visita la Grèce, l'Égypte, l'Indoustan, l'Indo-Chine française, la Chine, le Japon, ne se bornant pas à explorer les côtes, mais pénétrant à l'intérieur jusqu'aux ruines les plus illustres et aux cités les plus populeuses; étudiant de près les races, les religions, les arts, les gouvernements; s'initiant aux données des problèmes orientaux, aux systèmes des colonisations européennes; se montrant aux radjahs de l'Inde, aux mandarins gouverneurs de province, qui lui dédièrent des pièces de vers, aux amiraux et généraux japonais qu'attendaient les lauriers de la guerre prochaine; saisissant les points faibles de l'empire anglo-indien, de l'empire du Milieu, de l'empire du Soleil-Levant; se mêlant aux multitudes grouillantes, courant parfois des dangers réels, comme le jour où un Japonais fanatique, à Otsou (11 mai 1891), le blessa de son sabre et où son cousin, le prince Georges de Grèce, lui sauva la vie. Jamais empereur de Russie, jamais grand-duc héritier n'avait ouvert aussi largement ses yeux et son esprit au spectacle de l'univers. Pierre le Grand, assailli par une tempête sur les côtes de Hollande, disait aux matelots épouvantés : « Avez-vous jamais vu un tsar de Russie se noyer dans une mer allemande? » Le mot dut souvent, parmi les tempêtes de l'océan Indien et du Pacifique, revenir à la pensée du césarévitch Nicolas. Mais qui aurait pu prévoir que jamais un héritier de l'empire de Russie courrait risque

de la vie dans une petite ville du Japon et qu'il verrait le très saint Mikado gravir l'échelle d'un vaisseau russe pour apporter au fils du tsar blanc l'expression de son regret et de sa profonde douleur, « la plus grande douleur de sa vie »? Du Japon, la petite escadre russe cingla sur Vladivostok ; puis, dans son voyage de retour à travers la Mandchourie, la Transbaïkalie, la Sibérie, le césarévitch put voir de près cet empire asiatique de la Russie, que nul de ses ancêtres n'avait jamais visité, et parcourir ces tribus des Bouriates, des Tongouses, des Mandchous, des Mongols, qui avaient obéi au grand Témoudjine et subjugué la Russie.

### La question de gouvernement : maintien du principe autocratique et politique libérale.

Le jour même où mourait Alexandre III, le jeune empereur, dans son manifeste, annonça sa volonté de prendre comme but de son activité « le progrès et la gloire pacifiques de sa chère Russie ». Il ordonna que le serment de fidélité fût partout prêté à lui-même et aussi à son frère, le grand-duc Georges[1]. Celui-ci devait en effet porter le titre de *nasliédnik* (héritier du trône) jusqu'au moment où, du mariage projeté, l'empereur aurait un enfant mâle.

Quand Nicolas II reçut les grands corps de l'État, il affirma l'intention de suivre en tout les traces de son père. Au Saint Synode il promit de consacrer toutes ses forces au service de la patrie et de l'Église orthodoxe. Dans le manifeste qu'il adressa, comme grand-duc, au peuple de Finlande, il déclara « sanctionner et confirmer les lois fondamentales, les droits et privilèges dont chaque ordre du grand-duché et tous les habitants en général ont joui jusqu'à présent, en vertu des constitutions de ce pays ».

Le 13 novembre, le cercueil d'Alexandre III, qui avait

1. Décédé le 10 juillet 1899. Son frère cadet, le grand-duc Michel, devint alors le *nasliédnik*.

traversé la Russie presque entière au milieu du concours des populations en deuil, fut déposé à l'église de la forteresse de Saint-Pétersbourg. Le 2 novembre, la princesse Alix de Hesse-Darmstadt avait fait profession d'orthodoxie et pris le nom d'Alexandra Féodorovna. Le 25 fut célébré le mariage impérial. A l'occasion de ces solennités, des grâces furent accordées à de nombreux condamnés, à des Russes, à des Polonais, à des pasteurs de Livonie emprisonnés pour contraventions aux oukases du précédent empereur; les paysans bénéficièrent de larges remises d'impôt. A l'égard de l'Europe, M. de Giers, dans une circulaire aux représentants de la Russie à l'étranger, affirma l'intention de Nicolas II, fidèle aussi sur ce point aux traditions paternelles, d'entretenir des relations amicales avec toutes les puissances.

La question de gouvernement, c'est-à-dire de la direction à suivre dans la politique intérieure, se posait pour le jeune empereur comme elle s'était posée pour son père en mars 1881, d'une façon moins émouvante cependant; car, si quelques placards révolutionnaires furent saisis par la police, le comité d'action de 1881 avait perdu sa puissance et son redoutable prestige. Il s'agissait pourtant de savoir si le nouveau tsar reviendrait aux idées libérales vers lesquelles, à la fin de sa vie, inclinait son aïeul, ou s'il continuerait la tradition autocratique résolument adoptée par son père. On fut fixé lorsque, le 29 janvier 1895, Nicolas II reçut en grande solennité les 182 délégations qui lui apportaient, à l'occasion de son mariage, les felicitations des corps de noblesse, des villes, des zemstvos, des armées kosaques, des populations caucasiennes. Faisant allusion aux délibérations ébauchées dans quelques zemstvos, tendant à doter ces conseils d'attributions politiques, il qualifia ces espérances de « rêveries déraisonnables », ajoutant : « Qu'on le sache bien, j'entends consacrer toutes mes forces au bonheur de notre chère Russie; mais tout aussi fermement, résolument, à l'exemple de mon inoubliable père, j'entends maintenir l'autocratie. »

Ce discours causa quelque déception dans les classes de

la société qui, plus imprégnées des idées occidentales, n'imaginaient pas qu'avec le principe autocratique aucun progrès fût possible. Mais l'autocratie elle-même subissait l'influence de ces idées d'Occident; elle n'était plus celle de Nicolas Ier; elle pouvait s'accommoder d'une certaine liberté de la presse, d'un certain contrôle de l'opinion publique, accomplir les réformes que l'expérience avait fait reconnaître pratiquement réalisables. Les actes ultérieurs du jeune empereur atténuèrent le ressentiment que le discours du 29 janvier avait laissé dans beaucoup de cœurs; ils le révélèrent prince épris du progrès et sincèrement libéral. Dans le personnel de gouvernement, la politique générale ne devant point être modifiée, il n'y eut que peu de changements. La mort de M. de Giers (26 janvier) fit passer la direction des affaires étrangères au prince Lobanof-Rostovski; le prince Khilkof devint ministre des voies de communication; Gorémykine, de l'intérieur; Yermolof, de l'agriculture. Le général Vannovski, l'amiral Tchikhatchef, Witté, N. V. Mouravief, Délianof, le comte Voronzof-Dachkof conservèrent les portefeuilles de la guerre, de la marine, des finances, de la justice, de l'instruction publique, de la maison de l'empereur. Pobiédonostsef resta procureur général auprès du Saint-Synode. Bunge garda la fonction surtout honorifique de « président du comité des ministres ».

En mai devait avoir lieu à Moscou le couronnement du couple impérial. Le 21, il fit son entrée solennelle dans la ville sainte. Accompagné des deux impératrices, sa mère et sa femme, l'empereur franchit à pied la porte sud du Kremlin, où il fut reçu par le Saint-Synode et le clergé. Parmi les chants religieux, le carillon des cloches, les salves d'artillerie, il visita les églises du Kremlin et se montra au peuple sur l'Escalier Rouge. Le 26 mai, à l'église de l'Assomption, s'accomplirent les cérémonies du couronnement : la profession de foi orthodoxe récitée par l'empereur, le revêtement du manteau d'or et d'hermine parsemé d'aigles d'or, le tsar prenant en main le sceptre et le globe, posant lui-même sur sa tête la couronne d'or, puis couronnant l'impératrice agenouillée devant lui, tandis qu'écla-

taient les chants d'actions de grâce, que sonnaient toutes les cloches de Moscou, et que tonnait la salve de 101 coups de canon. Les fêtes furent attristées par la catastrophe qui se produisit au champ Khodynskoié. Là étaient assemblés 2 ou 300 000 ouvriers ou paysans, avec femmes et enfants, qui, la plupart, y avaient passé la nuit pour ne pas perdre leur place; car à chacun on devait remettre, en souvenir de ce jour, un gobelet aux armes de l'empereur, un mouchoir et un rouble. Un brusque mouvement se produisit dans cette multitude; les derniers rangs poussèrent les premiers, qui furent précipités dans des fossés. Un millier de personnes périrent. Telle est l'immensité de Moscou qu'il se passa plusieurs heures avant que le désastre y fût généralement connu, et, durant ce temps, les réjouissances publiques continuèrent.

### Administration : finances, armée, marine, travaux publics.

Des réformes importantes s'opéraient. Le 13 septembre 1895, un oukaze de l'empereur avait créé une organisation nouvelle pour la construction de maisons ouvrières, la réglementation et la protection du travail. D'importants industriels, comme les Trétiakof, donnèrent l'exemple de fondations destinées à améliorer le sort des ouvriers.

Sur la proposition de Witté, la mise en circulation du papier-monnaie fut restreinte au profit de la circulation des monnaies d'argent et d'or. Au delà de 600 millions de roubles en papier-monnaie, toute émission nouvelle dut être représentée, dans l'encaisse de la Banque, par sa contre-valeur en or. L'étalon d'or est devenu le seul étalon légal. Les pièces d'or furent frappées en assez grand nombre pour devenir d'un usage général. Dès lors, le change du rouble est devenu fixe.

L'Etat s'empara progressivement, province par province, du monopole de l'alcool, dans l'intérêt de la santé publique comme dans celui du Trésor.

L'exposition de Nijni-Novgorod, en juin 1896. témoigna des progrès de l'industrie nationale, stimulée par l'afflux des capitaux de l'Occident, principalement dans les branches minières et métallurgiques. Cette démonstration fut également faite à l'Exposition universelle de Paris (1900), où la Russie compta près de 2500 exposants.

En 1896 furent étendues à la Sibérie les institutions administratives et judiciaires de l'empire russe. Cette immense région restait encore affectée de la tare dont se plaignirent si longtemps les colonies anglaises de l'Australie : elle restait un lieu de déportation et l'on y gardait le souvenir des longs convois de condamnés semant de cadavres les routes de l'exil. Nicolas II désirait effacer pour elle les tristesses du présent et les ombres du passé. Il mit la question à l'étude devant une commission qui se réunit en mai 1899.

L'armée fut maintenue sur un pied imposant. En juin 1898 fut adopté un plan de réorganisation de l'artillerie. La même année, le budget de la marine reçut un accroissement de 90 millions de roubles destiné aux constructions navales. On remit à l'étude le plan d'un canal qui, partant de Riga pour aboutir à Kherson, par la Düna, la Bérésina et le Dniéper, réunirait la Baltique à la mer Noire. Sur les côtes de la mer Glaciale fut créé un nouveau port, Alexandrovsk, à l'inauguration duquel, le 6 juillet 1899, présida le grand-duc Alexis.

En septembre 1898, la statistique des chemins de fer de l'empire (non compris la Finlande) accusait 41 964 kilomètres en exploitation, et près de 12 000 en construction. Le réseau des lignes télégraphiques atteignait près de 35 000 kilomètres.

### Les Polonais, les provinces baltiques, la Finlande.

En Pologne, le changement de règne amena une détente très sensible. Toutefois, il convient de distinguer entre les pays de langue polonaise et la Lithuanie. Dans les premiers,

l'empereur estimait que les Polonais étaient chez eux, et qu'il convenait de respecter leur langue et leur génie national; en Lithuanie, au contraire, la lutte contre le « polonisme » ne pouvait cesser. Nombre de Polonais, emprisonnés à Varsovie ou internés dans l'intérieur de l'empire, furent remis en liberté. Un Polonais fut nommé président de la commission des théâtres à Varsovie. La presse du pays obtint un régime plus libéral. L'empereur autorisa l'érection à Varsovie d'un monument à la mémoire du grand poète Mickiéwicz; par contre, en pays lithuanien, à Vilna, on éleva un monument à Mouravief, le sévère gouverneur de 1863. La population de Varsovie avait fait au couple impérial, le 30 août 1896, un accueil respectueusement sympathique. On comprenait que l'empereur était aussi favorable aux Polonais que le permettait le sentiment dominant en Russie. Il put, dans ses discours à Varsovie, constater la fidélité de ses sujets polonais, et leur en exprimer sa vive satisfaction.

Dans les provinces baltiques, une détente devint également sensible. En 1895, le tsar autorisait son aide de camp général Richter à lui présenter une requête de la noblesse baltique exposant les effets, nuisibles pour le pays, des exigences de l'Église orthodoxe, sollicitant le rétablissement des écoles allemandes, la nomination de fonctionnaires familiers avec la langue allemande, la restitution de son caractère allemand à l'université de Dorpat. L'empereur fit preuve de bonne volonté en promettant de soumettre cette requête à un examen sérieux; les sujets firent preuve de loyalisme en célébrant avec éclat, le 27 juin 1895, le centenaire de la réunion de la Courlande à l'empire. Si la nationalité russe et l'autocratie ne pouvaient abdiquer, du moins le tsar s'appliqua-t-il à faire cesser les maux qu'avait pu produire l'application rigoureuse de ce double principe. En avril 1897, il créa une commission chargée d'examiner les moyens d'aider la noblesse baltique à maintenir sa situation économique et territoriale.

Dans le grand-duché de Finlande, au contraire, la situation tendit à s'aggraver. Nous avons vu les promesses que

l'empereur avait faites au grand-duché. La Finlande s'en autorisait pour défendre contre la langue russe l'enseignement et l'administration, pour maintenir une milice autonome commandée uniquement par des officiers du pays, repousser la monnaie russe et conserver ses douanes du côté de l'empire, ainsi qu'un service postal entièrement séparé. En juin 1898, le grand-duché fut mis en émoi par l'annonce d'une convocation extraordinaire de la diète pour le mois de janvier. Le motif que le gouvernement en donnait, c'était l'aplanissement des difficultés relatives à la loi militaire. Les inquiétudes des Finlandais s'accrurent lorsque le gouverneur général Bobrikof, dans sa réception du 12 octobre, déclara que, si le pouvoir suprême était disposé à maintenir les particularités de l'organisation grand-ducale, sa condescendance ne pouvait s'étendre à celles qui formeraient un obstacle à l'union étroite avec le puissant empire. On apprit que le nouveau ministre de la guerre, le général Kouropatkine, avait élaboré un plan tendant à permettre l'incorporation des recrues finlandaises dans les régiments russes, à porter la durée du service actif de trois à cinq ans, comme en Russie, et la durée totale de cinq à dix-huit ans. Enfin les dispenses de service ne devaient être accordées qu'aux recrues qui témoigneraient savoir parler, lire et écrire en russe. Cette dernière disposition parut constituer une première atteinte à la prépondérance de la langue nationale dans le grand-duché.

Le 24 janvier 1899, la diète de Finlande s'ouvrit par la lecture d'un message de l'empereur grand-duc. Il portait en substance que, la Finlande étant unie indissolublement à l'empire russe, sa loi militaire devait être mise en harmonie avec celle de l'empire; que cependant, comme il y avait lieu de tenir compte des circonstances locales, on avait décidé de soumettre le projet de loi à l'examen de la diète. En outre, le 15 février, une ordonnance du souverain décida que tout projet de loi d'intérêt commun pour le grand-duché et l'empire serait, après avis du gouverneur général, du sénat et de la diète de Finlande, transmis au Conseil de l'Empire qui statuerait définitivement. Cette

décision suscita en Finlande une vive émotion; le directeur du journal officiel refusa de la publier et donna sa démission ; ses typographes cessèrent le travail. Le sénat protesta et demanda que tout au moins les lois statuant sur des matières que la constitution finlandaise réservait à la connaissance de la diète fussent exceptées de la règle nouvelle. En février il reçut communication d'une nouvelle formule de serment pour les recrues : il y vit encore une atteinte à la constitution. Le pays se trouva dès lors engagé dans une voie d'opposition passive mais très ardente. Le 3 mars, jour anniversaire de la confirmation de la constitution par Alexandre II, 10 000 hommes se réunirent autour de la statue de ce prince à Helsingfors, qu'ils chargèrent de couronnes en chantant des hymnes finlandais. La presse prit une attitude militante. Elle conseilla l'envoi d'une députation de 500 personnes à l'empereur Nicolas II; pour les frais du voyage, une souscription de 500 000 marks fut immédiatement souscrite; l'adresse destinée au tsar était revêtue de 522 931 signatures. La députation arriva le 16 mars à Saint-Pétersbourg, mais n'y fut pas reçue par l'empereur. Le 12 avril, le ministre de la guerre faisait savoir que la loi militaire serait élaborée conformément à l'ordonnance du 15 février.

La diète, invitée à formuler l'avis prévu par cette ordonnance, déclara pouvoir admettre que le grand-duché devait contribuer par de plus larges sacrifices à la défense de l'empire, mais que le moyen proposé pour atteindre ce but était illégal; qu'il appartenait à la diète seule de légiférer sur cette matière; elle soumettait donc au gouvernement un contre-projet qui, tout en répondant aux besoins de la commune défense, ne permettait pas de disloquer l'armée finlandaise. Le maréchal de la diète, en prononçant le discours de clôture, affirma que l'intérêt de la Russie ne pouvait consister à troubler la Finlande, qui n'avait jamais donné de soucis au souverain commun. Certains chefs de la résistance finlandaise essayèrent même de provoquer un mouvement en sa faveur dans l'opinion européenne. La question ainsi soulevée paraît assez compliquée. La pré-

tention du gouvernement russe est-elle inconstitutionnelle et illégale, comme le prétendent les Finlandais ? Au contraire, existait-il dans la constitution une lacune que le souci de la défense commune l'autorisait à combler ? On peut regretter, en tout cas, que, pour un résultat qui ajoutera peu de force à l'armée de l'empire, le gouvernement russe ait donné raison ou prétexte à ses sujets finlandais de l'accuser de porter atteinte à leur constitution.

### Politique dans la péninsule des Balkans: réconciliation avec la Bulgarie.

Dans la péninsule des Balkans, le jeune empereur, sans se montrer indifférent aux intrigues qui pouvaient se nouer contre sa légitime influence au profit des empires germaniques, sembla avoir renoncé à s'immiscer, comme l'avait fait son père, dans le détail des luttes de partis, des changements de ministères et même des coups d'État. De plus en plus on se rendait compte à Saint-Pétersbourg que ces petites révolutions ne touchaient guère aux intérêts de la Russie ; que moins elle chercherait à imposer son influence, plus volontiers les peuples et les princes se tourneraient vers elle; que, décidément, le chemin de Stamboul lui était plus fermé que jamais, par la constitution même de ces États chrétiens qu'elle-même avait appelés à la vie. L'histoire des États de la péninsule, sous le règne de Nicolas II, fut donc beaucoup moins mêlée à l'histoire de la Russie que sous Alexandre III. L'entente conclue entre la Russie et l'Autriche-Hongrie, lors du voyage de François-Joseph en avril 1897, témoigna de leur égal désir de maintenir le *statu quo* dans la péninsule des Balkans et de s'immiscer le moins possible dans les affaires intérieures de ses divers États.

Les rapports de la Bulgarie avec le précédent empereur de Russie avaient été difficiles. Il y avait eu, dans les sentiments que celui-ci portait à ce pays, une passion à la fois affectueuse et jalouse, qui, parfois témérairement frois-

sée, s'était à la fin presque tournée en aversion. Les honneurs que rendit le prince Ferdinand, en 1893, à son prédécesseur décédé, le prince de Battenberg, n'étaient guère propres à le réconcilier avec l'empereur Alexandre. La dépouille mortelle du vainqueur de Slivnitsa, ramenée dans la principauté d'où l'avait banni le courroux du tsar, traversa la Bulgarie dans un concours infini de populations qui n'avaient point oublié leur premier souverain ; elle fut saluée par cette artillerie qu'il avait fait parler pour la première fois sur les champs de bataille de Serbie; elle fut déposée dans la cathédrale de Sofia, et le prince régnant prononça l'oraison funèbre de son prédécesseur.

Quelques mois auparavant le prince Ferdinand avait épousé une princesse de la maison de Bourbon, Marie-Louise de Parme. Le 18 juin 1894, naissait un héritier du trône, qui fut appelé Boris, en souvenir d'un tsar du IXe siècle. La Bulgarie entière prit sa part des joies de la famille régnante. Celle-ci s'affermissait de plus en plus dans la principauté. Il subsistait dans la félicité du prince deux points noirs, l'hostilité tenace d'Alexandre III, la tutelle impérieuse de son ministre Stamboulof. C'était Stamboulof surtout que le tsar détestait dans le prince Ferdinand; mais tant que la Russie restait menaçante, Ferdinand était bien forcé de conserver le ministre énergique et sans scrupules qui l'avait fait prince de Bulgarie. Pourtant, dès le 30 mai 1894, Stamboulof, par une sorte de coup d'État, se voyait congédié. Le prince forma un ministère où n'entrèrent que des ennemis de Stamboulof, avec Stoïlof pour président du conseil, puis, le 8 juin, il rappela le métropolite Clément, exilé par Stamboulof. L'amnistie du 15 août fit rentrer encore d'autres ennemis de celui-ci, comme Zankof. C'était tout l'ancien parti russe qui reprenait le haut du pavé. Cependant, tant que vécut Alexandre III, ce grand pas vers la Russie ne fut pas payé de retour. Avec l'avènement de Nicolas II, les relations amicales tendirent à se renouer. En juillet 1895 parut à Saint-Pétersbourg une députation bulgare qui fut accueillie avec enthousiasme au siège de « l'Association de

bienfaisance slave »; elle fut reçue par Nicolas II, qui assura de sa protection le peuple bulgare. La réconciliation était un fait accompli; mais on ne savait pas encore si, personnellement, le prince Ferdinand serait appelé à en bénéficier. Un incident tragique vint révéler la violence des passions politiques dans la principauté. Dans la soirée du 15 juillet, Stamboulof, se promenant avec un de ses amis, fut assailli par trois hommes qui le blessèrent si grièvement qu'on dut l'amputer des deux bras. Trois jours après il succombait à ses atroces blessures. Le prince sentait qu'il fallait donner de nouveaux gages au parti panslaviste: déjà il était intervenu auprès de la Turquie pour obtenir la réouverture des écoles slaves de la Macédoine; le 10 avril, il avait autorisé à Sofia la réunion d'un « congrès macédonien »; le 31 octobre, à l'ouverture du Sobranié, il exprima l'espérance que les « relations avec la nation sœur, à laquelle nous devons notre affranchissement », allaient être prochainement rétablies. Entre le prince et son peuple subsistait encore un nuage: la princesse Marie-Louise avait fait baptiser Boris suivant le rite romain; le Sobranié exprima le vœu qu'il fût rebaptisé suivant le rite orthodoxe. Le prince Ferdinand dut le promettre. Pourtant, quand naquit son second fils Cyrille (10 décembre), la princesse fit encore prévaloir sa volonté, mais, pour le prince Boris, Ferdinand avait pris son parti. Le 21 janvier, il écrivit à Nicolas II pour lui faire part de sa résolution. Le tsar lui répondit par des félicitations et par l'annonce qu'il chargeait le général comte Golénitchef-Koutouzof de le représenter à la cérémonie du baptême. Elle eut lieu le 14 février: le représentant du tsar fut reçu dans Tirnovo avec les honneurs souverains. Ce baptême orthodoxe souleva une vive réprobation à la cour de Vienne et à celle du Vatican; mais il mit le sceau à la réconciliation du prince Ferdinand avec son peuple, son clergé, le Sobranié, la cour de Russie enfin. Le 18 avril, il se rendit à Pétersbourg et trouva auprès du tsar un accueil distingué. C'est comme prince de Bulgarie, enfin reconnu par l'Europe, que, le 25 avril, il fut reçu à Paris par le président de la République française.

Il n'était plus le « régent illégal » que dénonçait autrefois la correspondance des agents russes : il figurait parmi les souverains que l'empereur de Russie avait invités à son couronnement.

En janvier 1897, les officiers bulgares qui avaient autrefois déserté en Russie furent réintégrés dans leurs grades. Même le capitaine Dimitrief qui, en 1887, avait enlevé le prince de Battenberg, se trouvait ainsi gracié. En 1886, le Sobranié votait 300 000 francs pour l'érection d'un monument au tsar Alexandre II. En 1900, le colonel Epantchine, de l'état-major russe, venait faire une inspection minutieuse de l'armée bulgare et rendait de celle-ci à Pétersbourg un témoignage très favorable. Le général Paprikof, ministre de la guerre de Bulgarie, était reçu à la cour de Russie. Les jeunes officiers bulgares recommencèrent à parachever leur éducation militaire dans les écoles et les régiments russes.

### La Crète : la guerre turco-hellénique.

Un autre pays dont le sort eût autrefois passionné l'opinion russe, et au sujet duquel la Russie ne trouvait plus nécessaire d'agir autrement que de concert avec les autres puissances, c'était le royaume de Grèce. Le tsar Nicolas II est apparenté avec la dynastie danoise qui règne à Athènes : le roi Georges est son oncle maternel ; son cousin, le prince cadet Georges, fut un de ses compagnons de voyage en Extrême-Orient. Assurément le tsar n'a pas épargné ses efforts pour venir en aide à cette famille en des circonstances difficiles ; mais il semble obéir plutôt à un intérêt de cœur qu'à un intérêt politique.

Depuis la prise d'armes de 1880, à la suite de laquelle la Grèce avait obtenu une partie de l'Épire (district d'Arta) et la presque totalité de la Thessalie, le royaume hellénique avait, une fois encore, en 1886, lors de la réunion des deux Bulgaries, tenté d'obtenir un agrandissement territorial. L'intervention des puissances réussit à empêcher le conflit. Le royaume avait continué à s'imposer la charge

d'une armée assez considérable. Il y épuisait ses ressources. Ses finances étaient fort en désordre : coup sur coup, en 1893 et en 1896, il avait, à l'encontre de ses créanciers, fait deux opérations financières qu'ils se crurent autorisés à qualifier de banqueroutes. L'administration était paralysée par toutes les misères d'un régime politicien. Cependant ce petit peuple ne renonçait à aucune de ses ambitions, ni à l'acquisition de l'Épire et de la Thessalie septentrionales, ni même à celle de la Macédoine (encore que l'élément hellénique y fût tenu en échec par des éléments valaques et slaves), ni surtout à celle de la Crète.

Cette grande île, depuis le Pacte de Halépa de 1878 et la nomination d'un gouverneur chrétien, avait joui, pendant quelques années, d'un calme relatif. Toutefois, les deux fractions de la population indigène, les chrétiens (environ 200 000) et les musulmans (environ 80 000, pour la plupart anciens chrétiens convertis à l'islamisme), restaient défiantes l'une de l'autre. Les chefs du parti musulman ne se résignaient pas à la perte de leur influence et des richesses que leur assurait autrefois l'exploitation des raïas : ils craignaient de voir les paysans musulmans redevenir chrétiens. Leurs plaintes trouvaient un écho auprès du sultan, plus soucieux des intérêts de l'Islam que de ceux de l'Empire, qui eût gagné beaucoup à être débarrassé de ce poids mort. Abdul-Hamid cassa le Pacte de Halépa, lui substitua le régime du firman du 26 octobre 1889, rendit toute son autorité arbitraire au gouverneur, cessa de confier cette charge à un chrétien et de convoquer l'assemblée nationale. L'agitation recommença. Le *comité musulman* de la Canée, renforcé de fanatiques venus de toutes les provinces de l'empire, poussa aux assassinats de chrétiens. Par contre, dans les montagnes d'Apokorona, l'*Epitropie réformatrice* organisa des bandes. En mai 1896, on se bat, on se massacre, dans la montagne comme dans les villes du littoral. En juin, la France, la Russie, l'Angleterre, l'Autriche exigent du sultan le retour au Pacte de Halépa et la convocation de l'assemblée nationale. L'Allemagne et l'Italie se joignent à elles. Le sultan déclare accorder les conces-

sions demandées, nomme un gouverneur chrétien qui convoquera l'assemblée et proclamera une amnistie. Les ambassadeurs des six puissances s'adressent à l'*Epitropie* pour obtenir d'elle une suspension d'armes. Mais la Porte cherche à ruser avec l'Europe. Le prince Lobanof fait savoir au sultan que, « malgré tous les efforts des puissances pour le soutenir, il est en train de perdre la Crète et de se perdre lui-même, que la patience des puissances finira par se lasser ». Le 23 juillet, les Turcs sont battus à Rétymo, le 6 août à la Canée; le 10, l'*Epitropie* fait place à un *gouvernement provisoire*. Le sultan se décide à céder sur tous les points et le *gouvernement provisoire* consent à accepter les propositions qui lui sont transmises par les puissances (5 septembre). Il est convenu que les paysans musulmans qui se sont refugiés dans les villes regagneront leurs villages et que les chrétiens ne les y inquiéteront pas.

Mais, dès le début de l'année 1897, les hostilités recommencèrent dans l'île : en février, la Canée était en partie incendiée, et les étrangers devaient chercher un refuge sur les navires français et autrichiens qui se trouvaient en rade. Le cabinet d'Athènes envoya dans ces parages deux vaisseaux de guerre, sous prétexte de recueillir également les fugitifs. Leur présence ne fit qu'exciter les comités chrétiens de l'île, qui arborèrent le drapeau hellénique et adressèrent un appel aux « frères » du royaume. Le 7 février, il y eut à Athènes un grand meeting qui proclama la réunion de la Crète à la Hellade. La Turquie ayant menacé d'envoyer dans l'île de nouvelles troupes, le roi décréta l'appel des réservistes ; 12 000 hommes furent concentrés dans le camp de Thèbes ; le 11 février, une flottille de torpilleurs, sous les ordres du prince Georges, fut envoyée dans les eaux crétoises, avec mission de « s'opposer, même par la force, à tout débarquement de troupes ottomanes ». Dans une note adressée aux puissances, le roi déclarait que ses sympathies pour une population de même race et de même religion que ses sujets ne lui permettaient pas d'assister en témoin impassible aux événements de Crète. Le 14 février, un corps de troupes helléniques, sous les ordres du colonel Vassos,

débarquait dans la baie de Kolumbari et adressait de là au peuple crétois une proclamation. Or, la guerre de Crète ne pouvait que s'éterniser si l'île était exposée à recevoir tour à tour des débarquements grecs ou des débarquements turcs ; l'incendie pouvait se propager dans la péninsule des Balkans où les autres Etats, surtout la Bulgarie, la Serbie. le Monténégro, commençaient à faire des armements. Chacune des six puissances avait envoyé une escadre dans les eaux de la Crète. L'empereur d'Allemagne proposait, pour mettre à la raison la cour d'Athènes. de bloquer le Pirée et les côtes de Grèce : les puissances se bornèrent à décider que 500 marins, empruntés aux six escadres, tiendraient garnison à La Canée ; que les forteresses maritimes seraient occupées par des contingents européens ; que tout débarquement de troupes ottomanes ou grecques serait à l'avenir interdit. Les six amiraux formèrent une sorte de conseil de gouvernement et firent sommation au prince Georges d'avoir à éloigner la flotte hellénique, menaçant, en cas de refus, d'employer la force. Le prince consentit à se retirer ; mais le colonel Vassos, établi dans l'intérieur de l'île, résista aux sommations, puis proclama de nouveau la réunion de la Crète. Les insurgés crétois attaquèrent les positions turques près de Halépa, dans la presqu'île Akrotiri (21 février). Les amiraux répondirent à cette bravade en faisant canonner leurs positions.

L'événement ne fit qu'exaspérer les passions nationales dans le royaume hellénique; à un diplomate européen qui lui faisait des représentations le roi Georges déclara qu'il y allait de sa couronne et que d'ailleurs sa patience était à bout. Cependant, en mars, les puissances signifièrent au gouvernement hellénique « que la Crète ne pouvait, en aucun cas, dans les conjonctures actuelles. être annexée à la Grèce », que « l'île serait dotée d'un régime autonome sous la suzeraineté du sultan », et enfin que si, dans un délai de six jours, il n'avait pas rappelé de Crète ses navires et ses troupes, « les puissances étaient irrévocablement déterminées à ne reculer devant aucun moyen de contrainte ». A cet ultimatum la Grèce se contenta de répondre par l'affir-

mation que l'autonomie crétoise ne saurait être une solution. Alors, les puissances déclarèrent en état de blocus les ports de l'île, et toutes les places maritimes furent occupées par des garnisons européennes; à Kissamo, les Autrichiens: à Rétymo, les Russes; à Candie, les Anglais; à Sitia et Spina-Longa, les Français; à La Canée et à Hiérapétra, les Italiens. A Kandano un combat s'engagea entre les insurgés et les troupes européennes. On recourut encore à la force quand ils menacèrent la Canée, attaquèrent le fort Izzedin sur la baie de la Sude, ou essayèrent d'investir le fort de Kissamo (avril).

Déjà l'effort du royaume hellénique, paralysé en Crète par les escadres des puissances, s'était porté sur un autre terrain, du côté de la frontière de la Thessalie. Là cette intervention devenait infiniment plus dangereuse qu'en Crète, car l'entrée des Grecs en Macédoine risquait de mettre en mouvement les armées serbes et bulgares, autrement redoutables que celle du roi Georges. Les grandes puissances s'employèrent à calmer les gouvernements de Bulgarie, de Serbie et de Monténégro. Quant à la Porte ottomane, elle déploya tout à coup une force militaire qu'on n'attendait pas d'elle.

Avant l'ouverture des hostilités elle avait massé, au nord de la frontière thessalienne, près de 94 000 combattants et 204 canons; au nord de la frontière épirote, 26 000 hommes et 48 canons, et en outre 11 000 bachi-bouzouks ou volontaires d'Albanie. Le royaume hellénique ne pouvait leur opposer, en Thessalie, que 43 000 hommes et 96 canons; en Épire, 23 000 hommes et 48 canons. Il faut y ajouter le bataillon garibaldien, fort de 900 hommes, Italiens, Grecs, Roumains, Français, Anglais, etc., et quelques centaines d'aventuriers commandés par Amilcar Cipriani, Berthet, etc. (Ils ne devaient prendre part qu'aux dernières opérations.) Les puissances avaient fait déclarer à Athènes que « les agresseurs porteraient toute la responsabilité » et que, « quelle que fût l'issue de la lutte, elles n'admettraient, en aucun cas, que les agresseurs en retirassent le moindre avantage ». Ce rôle d'agresseur, l'armée royale tint à

l'assumer, car, dans la nuit du 16 au 17 avril, elle commit, sans déclaration de guerre, une éclatante violation de la frontière. C'est seulement le 18 avril que la Turquie publia sa déclaration de guerre.

Le prince héritier Constantin avait le commandement des troupes de terre en Thessalie: le prince Georges, celui de la flotte. Une autre force hellénique devait tenter, par terre et par mer, l'envahissement de l'Epire septentrionale, mais, de ce côté, les opérations n'eurent qu'une importance secondaire.

Le 19 et le 20, les troupes ottomanes enlevaient les défilés de Papa-Livado et de Melana ; les Grecs se retirèrent en grand désordre sur Tyrnavos : presque sans résistance, ils en furent chassés, le 23, ainsi que de Larisse, le 25. La déception qu'éprouvèrent les Athéniens à la nouvelle de ces graves échecs faillit emporter la dynastie. Le roi ne la sauva qu'en se livrant à un ministère radical, présidé par Rhallis. Celui-ci rappela de Crète les troupes du colonel Vassos, essaya de réorganiser l'armée de Thessalie. Mais les Turcs chassaient les forces helléniques de la région du Pélion, de Pharsale (5 mai), s'emparaient de Volo (8 mai), ramassant partout quantité d'approvisionnements et d'armes. Les Grecs n'offrirent de résistance que dans les lignes de Domokos, dont ils furent délogés le 17 mai. Ils cherchaient à se concentrer aux Thermopyles, quand survint l'armistice imposé par les puissances. Dès le 27 avril, le ministère grec avait fait une démarche auprès de la France, de la Russie et de l'Angleterre en vue de l'obtenir. Après la bataille de Domokos, Rhallis se rendit auprès du chargé d'affaires de Russie, lui déclarant que « le gouvernement du roi Georges avait reporté tout son espoir sur la seule Russie, pleinement convaincu qu'un seul mot du tsar serait suffisant pour arrêter l'invasion ottomane ». L'empereur Nicolas II intervint alors par une démarche personnelle auprès du sultan, lui adressant un télégramme (18 mai) où il faisait appel à sa « modération pacifique ». Le sultan répondit qu'il allait donner immédiatement des ordres pour faire arrêter partout les opérations, ajoutant

qu'il désirait une intervention amicale des puissances pour assurer le rétablissement de la paix. Le 20 mai l'armistice était signé[1].

Pour prix de la paix, la Porte exigeait la restitution des territoires thessaliens cédés en 1878 et une indemnité de 230 millions. Les puissances, par la note du 25 mai, déclarèrent à la Porte qu'elles ne pouvaient consentir qu'à une simple rectification de la frontière en Thessalie, et que l'indemnité ne devait pas excéder les forces financières du royaume. La Porte céda sur le premier point ; sur le second elle se réduisit à une indemnité de 92 millions de francs. Pour payer celle-ci, la Grèce n'avait ni argent ni crédit. Les puissances lui ménagèrent un emprunt sous la condition que ses finances seraient soumises au contrôle d'une commission internationale. Telle fut la paix que, le 18 décembre, dut signer la Grèce, après les folles espérances du début. C'est surtout à la France, à la Russie et à l'Angleterre que le pays dut d'avoir échappé à un écrasement total, et le roi Georges d'avoir pu conserver sa couronne.

Toutes ces circonstances avaient désabusé et abattu les Crétois. Le 28 octobre, leur assemblée nationale se déclara prête à accepter le régime d'autonomie et à ne plus insister pour la réunion au royaume hellénique. Les puissances imposèrent à la Turquie, toute victorieuse qu'elle avait été, le retrait des troupes ottomanes cantonnées dans l'île ; puis les amiraux rédigèrent, le 4 novembre, une constitution provisoire. Pour maintenir l'ordre, on chercha à organiser un corps de gendarmerie européenne, recruté surtout chez les nations neutres. C'est à celles-ci qu'il fallait également demander le vice-roi chrétien qui aurait à gouverner l'île, sous la haute suzeraineté de la Porte. La France et la Russie parvinrent à remettre sur pied la candidature du prince Georges qui, au début, avait été écartée par la Porte. Le

1. Au total, dans les opérations de Thessalie et d'Épire, les Turcs avaient eu 1021 tués, 2764 blessés, 151 prisonniers ; les Grecs, 832 tués, 2447 blessés, 247 prisonniers. Si leurs pertes étaient moindres, c'est que presque toujours ils avaient occupé les positions dominantes.

29 novembre, il fut proclamé « haut commissaire de la Porte » pour l'île de Crète.

### Les affaires d'Arménie.

Presque parallèlement aux affaires de Crète s'étaient développées les affaires, beaucoup plus tragiques, d'Arménie. Les Arméniens, longtemps choyés par le sultan comme « la nation fidèle » et les plus utiles de ses sujets, attendaient vainement les réformes qu'il avait promises au congrès de Berlin (article 61), et dont l'Angleterre, par le traité concernant l'île de Chypre, s'était spécialement portée garante (1878). Sous l'action de comités patriotiques qui avaient établi leurs sièges soit en Arménie même, soit à Constantinople, à Athènes, à Tiflis, en Russie, en France, en Suisse, en Angleterre, en Autriche et jusqu'en Amérique, les Arméniens s'étaient abandonnés à des aspirations qui n'étaient guère réalisables, car, répandus dans tout l'Est de l'Asie turque, ils ne forment pas une nation compacte et partout ils cohabitent avec d'autres races[1], la plupart de religion musulmane, dont la plus turbulente est celle des Kurdes. Les excès de ces pillards et les exactions des fonctionnaires réduisirent au désespoir les Arméniens. Les comités et leur organe principal, l'*Hindchak* (la *Cloche*), encouragèrent les actes révolutionnaires, les attentats contre des personnalités arméniennes accusées par eux de trahison. Puis les meneurs essayèrent de recourir à la force ouverte. Ce furent les populations paisibles qui en pâtirent. Dès 1893, les massacres commencèrent.

La France et la Russie s'entendirent pour une action commune auprès du sultan et associèrent leurs efforts à ceux qu'avait déjà tentés l'Angleterre. Le 11 mai 1895, les

1. Dans les huit vilayets d'Adana, Trébizonde, Sivas, Erzeroum, Angora, Van, Diarbékir, Bitlis, où les Arméniens sont le plus nombreux, toute la population chrétienne (y compris 430000 Grecs) n'est que de 1760000 âmes; les musulmans sont 3891000. Dans aucun des douze vilayets où habitent les Arméniens ils n'ont la supériorité numerique.

trois ambassadeurs soumirent à la Porte un programme de réformes, dont la clause principale était la nomination d'un « haut commissaire de la Porte », qui, chrétien ou assisté d'un adjoint chrétien, veillerait à l'exécution des réformes. La Porte, le 16 juin, accepta en principe ; puis, en août, elle présenta aux ambassadeurs une sorte de critique de leurs propositions, sans faire d'autre réponse. Le 30 septembre, à Constantinople même, une manifestation arménienne fut sabrée par la police. Les mêmes faits se reproduisirent les deux jours suivants et prirent le caractère de massacres officiellement organisés. Pendant plusieurs jours, la population arménienne fut cernée et affamée dans les églises où elle avait cherché un asile contre les assommeurs. Les 6 et 8 octobre, ce furent les ambassadeurs des six puissances qui adressèrent à la Porte des représentations. Elle y répondit par le décret du 17 octobre : il accordait des réformes insuffisantes et qui d'ailleurs ne furent pas exécutées. En Arménie même, pendant les mois d'octobre et de novembre 1895, des villages, des cantons entiers furent mis à feu et à sang. Le prosélytisme religieux se mêlait à la fureur d'extermination : les conversions forcées se comptèrent par milliers.

La complicité des autorités ottomanes fut presque partout constatée. Peu à peu les rapports des divers agents consulaires révélèrent à l'Europe toute l'étendue du désastre ; il faisait penser aux vastes massacres ordonnés par les anciens despotes de l'Orient. Quoique le chiffre des victimes ait été, à l'origine, démesurément exagéré, il ne semble pas avoir été inférieur à trente mille. Les Arméniens ne se laissèrent pas égorger partout sans se défendre. A Zeïtoun, dans la Petite-Arménie, ils forcèrent à capituler la garnison musulmane (15 décembre) et restèrent en armes jusqu'au moment où l'intervention des puissances les sauva des représailles. Pendant ce temps, la Porte amusait de notes dilatoires la diplomatie européenne. En novembre 1895 les ambassadeurs obtinrent de leurs gouvernements le renforcement des escadres dans le Levant ; celles-ci vinrent mouiller soit au Pirée, soit sur les côtes de Syrie. Le nombre des

stationnaires affectés aux ambassades dans les eaux de Constantinople fut doublé. La flotte russe de la mer Noire reçut l'ordre de se tenir prête à appareiller au premier signal. Pour ajourner les réformes, la Porte prenait prétexte des mouvements insurrectionnels qui auraient éclaté çà et là dans les pays habités par les Arméniens et qui amenaient de terribles revanches. En juin 1896 eurent lieu de nouveaux massacres à Van : à Constantinople même, les comités révolutionnaires arméniens organisèrent la plus folle provocation, une tentative pour se saisir de la Banque ottomane (26 août). En représailles, la police et la populace assaillirent à coups de couteau et de matraque les Arméniens même inoffensifs. Le 29 août, des Arméniens, à Galata, furent accusés d'avoir lancé des bombes; soixante-dix d'entre eux furent aussitôt fusillés. Les fauteurs d'insurrection n'étaient point assagis par de si rigoureux châtiments; d'officines secrètes sortaient des placards injurieux pour le sultan et menaçants même pour les ambassadeurs. La Porte se trouvait dès lors autorisée à demander aux puissances que, pour lui permettre la réalisation des réformes promises, elles s'employassent d'abord à éteindre les foyers d'agitation établis sur leurs propres territoires. L'ambassadeur de France, Paul Cambon, écrivait à son gouvernement que le moment était venu de peser plus énergiquement sur l'esprit retors du sultan : « Il s'agit aujourd'hui de lui donner l'impression nette et forte de la lassitude de l'Europe.... Il importerait de déclarer d'abord que les six gouvernements se sont entendus pour envoyer chacun un cuirassé à Constantinople en cas de troubles. On donnerait ainsi au sultan la véritable impression d'un concert européen. » (30 septembre 1896). Mais l'état de division où se trouvait l'Europe ne permettait pas de recourir à de tels moyens de coercition. Le gouvernement anglais conseillait une action énergique ; elle trouvait peu d'approbation auprès de la Russie, qui craignait de voir la Grande-Bretagne s'implanter sur le Bosphore ; auprès de l'Allemagne, qui préférait à tout les faveurs lucratives que lui prodiguait le sultan. La majorité des puissances laissait

entendre qu'elles s'opposeraient à tout débarquement de troupes anglaises ; c'est du moins ce qu'affirma lord Salisbury dans un speech du 9 novembre 1896. Seule, la Russie aurait pu agir efficacement dans l'Arménie turque ; mais, là même, son action isolée n'eût pas été sans danger pour la paix générale. D'autre part, ses propres sujets arméniens lui avaient donné des motifs de mécontentement : dès mai 1895, le prince Lobanof s'était déclaré opposé à tout établissement, en Asie, d'une « province arménienne privilégiée », qui pût devenir le noyau d'un futur royaume arménien. Enfin des soucis plus pressants, les troubles de Crète et le conflit turco-hellénique, finirent par absorber entièrement l'attention de l'Europe. De temps à autre, encore en septembre 1896, comme à Eghin, quelques centaines d'Arméniens étaient massacrés. Le sultan continuait à promettre des réparations et des réformes. En décembre 1896 il ratifia l'élection du patriarche des Arméniens grégoriens et promulgua une amnistie. Le silence se fit peu à peu sur ces tristes événements.

**Politique en Asie : le Transsibérien et le réseau transcaucasien : la guerre sino-japonaise; acquisitions en Chine: le Transchinois.**

Dans les affaires de Crète, de Grèce, d'Arménie, nous avons vu la Russie affecter de se confondre dans le concert européen. Elle n'apportait plus la passion d'autrefois dans ses rapports avec les États balkaniques. Il semblait que le voyage accompli par le grand-duc héritier dans les mers de l'Extrême-Orient eût introduit une divergence entre les vues de l'empereur Nicolas II et celles de ses devanciers. Ils avaient fait de grandes guerres pour quelques lambeaux de territoire roumain, pour la domination de mers fermées comme la mer Noire ou la Baltique : il avait cru constater qu'il dépendait de lui, au prix d'efforts moindres, d'annexer à la Russie des provinces grandes comme des royaumes. Dès lors, la classique question

d'Orient passait au second plan : celles d'Extrême-Orient se plaçaient au premier. La véritable expansion russe allait se tenter du côté du golfe Persique, du côté de l'Indoustan, mais surtout du côté de la Chine.

Le prince Oukhtomski, un des compagnons du césarévitch sur le *Souvenir-de-l'Azof* et qui a rédigé son *Voyage en Orient*, a donné dans mainte page de cet ouvrage la formule d'une nouvelle politique de l'empire. La mission qu'il assignait à la Russie, c'était de se consacrer résolument à la rénovation de l'Asie : « Le temps est venu pour les Russes de se faire quelques idées précises sur l'héritage que leur ont laissé les Gengis-Khan et les Tamerlan.... L'Asie ! nous en avons fait partie de tout temps : nous avons vécu de sa vie et de ses intérêts ; notre position géographique nous a fatalement destinés à être à la tête des forces rudimentaires de l'Orient. » Ni l'Anglo-Saxon ni le Français ne peuvent avoir au même degré que les Russes l'intelligence des choses asiatiques : c'est la Russie seule qui, en fin de compte, paraît appelée à étendre sa suprématie sur l'Asie entière. Cette politique tout orientale est d'ailleurs compatible avec la civilisation européenne la plus perfectionnée, et c'est précisément à l'aide des inventions modernes, qui suppriment les distances, que pourra se réaliser d'une façon durable l'œuvre dans laquelle ont échoué les anciens conquérants, d'Alexandre le Grand à Tamerlan. En revanche, cette œuvre n'est possible qu'avec le maintien de l'autocratie. L'autocratie est, à l'égard de l'Europe, la caractéristique et l'originalité de l'État russe ; en Asie, elle est la condition nécessaire de la « mission surnaturelle » qui s'impose à la Russie.

On ne peut dire à quel point ces idées du prince Oukhtomski étaient les idées de l'empereur, ni même si Nicolas II les partageait à un degré quelconque. Elles étaient certainement celles d'une notable fraction de l'opinion russe et ces vastes ambitions asiatiques ont eu leur influence et leur contre-coup sur toutes les conceptions politiques de la Russie européenne.

L'instrument essentiel de l'expansion russe en Asie, ce

fut le Transsibérien. Dès 1866 un plan d'ensemble avait été soumis à l'empereur Alexandre II par le colonel Eugène Bogdanovitch. En 1891 fut inaugurée une ligne qui, franchissant les monts Oural, allait de Zlatooust à Tchéliabinsk. Elle devait aller de Tchéliabinsk à Omsk sur l'Irtych, à Krivochtchékovo et Obi sur l'Obi, à Taïga sur le Tom, à Krasnoïarsk sur l'Iénisséi, à Irkoutsk sur l'Angara; puis, en contournant par le sud le lac Baïkal, toucher à Misovaïa sur la rive orientale du lac, à Striétensk sur la Chilka. Elle eût atteint, par la rive gauche de l'Amour, Khabarovsk au confluent de l'Oussouri; de là, remontant la rive gauche de l'Oussouri, elle eût abouti à Vladivostok. Deux modifications notables ont été apportées au projet primitif. Lorsque la Russie, en 1895, obtint de la Chine le droit de faire passer le railway par la Mandchourie, on abandonna la ligne projetée de Striétensk à Khabarovsk pour lui substituer un tracé beaucoup plus court : par Kaïdalovo, Tsitsihar, Kharbine, à Vladivostok, et l'on réserva pour l'avenir le tracé de Vladivostok à Khabarovsk. On abandonna provisoirement le tronçon contournant le Baïkal : le lac dut être abordé à Listvénitchnoïé sur la rive occidentale d'où, au moyen d'un *ferry-boat* de 100 mètres de long, les trains opèrent une traversée de 60 verstes pour reprendre terre à Misovaïa. Ces modifications ont permis de réaliser une économie de 912 verstes. Au lieu des 7112 verstes du projet primitif, c'était encore une ligne de 6200 verstes, le plus long des chemins de fer alors existants.

Presque toutes les sections en furent commencées en même temps, grâce aux larges fleuves sibériens dont les navires chargés de rails pouvaient, durant l'été, remonter le cours; on put également travailler aux deux extrémités de la ligne par Tchéliabinsk, relié au réseau européen, et par Vladivostok, approvisionné de matériaux par le Pacifique. Bien que la rigueur du climat suspendît le travail au moins pendant six mois de l'année, on poussa la construction avec une rapidité surprenante, à raison de 600 kilomètres par année ou plutôt par campagne.

Dès 1889, les marchands russes de Nijni-Novgorod, dans une adresse à l'empereur Alexandre III, prédisaient en ces termes le brillant avenir du Transsibérien : « Il reliera à l'Europe, à travers l'empire russe, 400 millions de Chinois, 34 millions de Japonais.... On ira d'Europe à Shanghaï par Vladivostok en 20 jours, au lieu de 35 qu'exige la route du Canada, de 45 qu'exige celle de Suez. » C'était une révolution aussi considérable dans le commerce du monde que celle qu'amena au XVI[e] siècle la navigation par le cap Bonne-Espérance, au XIX[e] le percement de l'isthme de Suez. Avec les voies fluviales et les lignes qui devaient s'embrancher tôt ou tard sur la voie principale, c'était l'immensité sibérienne, tout au moins la zone méridionale, la seule qui soit susceptible de culture, pourvue d'un réseau de communications faciles, ouverte à l'afflux de la libre colonisation russe. De 1887 à 1895 l'accroissement de la population sibérienne par l'émigration n'était par an que de 52 000 âmes : ce qui ne donne, pour ces neuf années, qu'un total de 467 000. Une progression énorme se manifesta dans le nouveau flux d'immigration : elle atteignit 200 000 âmes par an. C'était donc toute une Russie nouvelle qui se créait entre l'Oural et l'océan Pacifique.

En même temps se développait le réseau du Turkestan. En 1895, la ligne de Samarcande à Tachkent était amorcée. En 1899, son prolongement de Tachkent à Andidjan dans le Fergana a été inauguré ; avec l'embranchement sur Margelan, c'était un total de 537 kilomètres. Ajoutons-en 156 pour celui de Tachkent à Chevast. On commença la ligne qui, par Aulié-Ata, Vierny, Sémipalatinsk, Barnaoul, devait atteindre le Transsibérien à Krivochtchékovo sur l'Obi. En 1898, les vapeurs russes remontaient l'Oxus jusque dans le Badakchan, au nord de l'Indus.

Les vastes possessions russes de l'Asie centrale furent réorganisées en 1897 : tout ce qui était à l'ouest du lac Baïkal fut concentré sous l'autorité du gouverneur général du Turkestan ; tout ce qui était à l'est du lac, soumis à celle du gouverneur général de l'Amour. La mesure fut com-

plétée en 1899 par la création de deux corps d'armée. afférents à ces deux régions.

Le premier événement *mondial* auquel la Russie fut mêlée fut le conflit sino-japonais de 1894 et 1895, et l'ouverture de la succession de l'empire chinois.

L'empire chinois n'avait encore subi les empiètements de la Russie qu'à travers les solitudes de la Sibérie, de la Mongolie et de la Mandchourie, habitées par des races non chinoises; du côté de l'Europe, il n'avait encore subi que des attaques par mer, comme la guerre anglaise de l'opium, l'expédition anglo-française de 1860, la vigoureuse démonstration de l'amiral Courbet en 1884. Personne ne pensait alors qu'il dût rencontrer ailleurs que dans une puissance européenne le plus audacieux de ses ennemis. C'est ce rôle qu'allait prendre le Japon, transformé par la révolution impériale de 1868. Rapidement initié à la civilisation de l'Europe, à ses institutions militaires comme à ses institutions parlementaires, pourvu d'une armée recrutée, organisée, disciplinée, manœuvrée à l'européenne, d'une flotte construite sur les derniers modèles de l'Occident, le Japon allait apporter, dans le maniement de ce double instrument de guerre et de conquête, le tempérament tout militaire que lui avait légué l'âge féodal des *daïmios*, des *samouraïs* et de *rônines*. Autant la Chine persistait à rester figée dans son vieux système de despotisme patriarcal, qui laissait à peine place à l'idée de patrie, autant le Japon s'était rapidement éveillé à la notion d'un patriotisme ardent et belliqueux. Avec ses 42 millions d'habitants et sa situation d'empire insulaire, ses ambitions conquérantes et son besoin d'expansion industrielle, il reproduisait en Extrême-Orient les traits essentiels des îles Britanniques; il était devenu « la Grande-Bretagne de l'Orient ».

Les deux empires, celui du Milieu et celui du Soleil-Levant, étaient dès longtemps en conflit à propos du royaume de Corée, que la Chine entendait maintenir sous sa suzeraineté, que le Japon prétendait attirer sous son protectorat. Au début de 1894, il s'avisa de présenter à la cour de Séoul une série de revendications : concessions de che-

mins de fer et de lignes télégraphiques à construire, révision des tarifs douaniers, cession de l'île Quelpaërt au sud de la presqu'île. Le roi de Corée, Li-Houi, était sur le point de tout accorder, lorsque l'intervention d'une armée de 20 000 Chinois lui donna le courage de tout refuser et, en outre, de sommer le Japon d'avoir à retirer les 9000 soldats qu'il avait fait débarquer dans la presqu'île. Le Japon, à son tour, exigea la retraite des troupes chinoises. Sur le refus de Li-Houi, les Japonais envahirent son palais et l'y retinrent prisonnier (23 juillet 1894).

Un steamer chinois, escorté de deux vaisseaux de guerre, et portant 1200 soldats à destination de la Corée, fut, le 25 juillet, attaqué par une escadre japonaise, qui détruisit le transport et les deux vaisseaux de guerre. Trois jours après, à Asan, en Corée, les troupes de terre du Japon battirent celles de la Chine. Ce fut seulement le 1er août que les deux empires publièrent leurs déclarations de guerre. En août, le Japon fit encore passer en Corée 20 000 hommes; le maréchal Yamagata en prit le commandement, refoula les troupes chinoises dans le nord de la presqu'île, leur livra, le 15 septembre, la bataille de Ping-Yang, qui leur coûta plusieurs milliers d'hommes. Puis il se porta sur le fleuve Yalou pour envahir le territoire chinois. En face de l'embouchure de ce fleuve, près de l'île Hai-Yang, l'escadre japonaise, commandée par l'amiral Ito, rencontra, le 17 septembre, douze navires célestes, dont cinq furent détruits. Le passage du Yalou par l'armée japonaise ne s'opéra que dans la nuit du 24 au 25 octobre: le 25, le maréchal enleva les hauteurs de Hu-Chan, et le 26, la ville forte de Chin-lien-Cheng. L'armée de terre se partagea en deux grands corps, dont l'un chemina dans la direction de Moukden, capitale de la Mandchourie: l'autre se porta sur la forteresse maritime de Ying-Kou. A la fin d'octobre, un troisième grand corps d'armée, sous le maréchal comte Oyama, débarquait dans la baie de Talien-wan, prenait cette ville et celle de Chin-Chou, enlevait d'assaut la forteresse de Port-Arthur (21 novembre), battait les Célestes à Fou-Chou (10 décembre), et se préparait

à opérer sa jonction, près de Ying-You, avec la grande armée du maréchal Yamagata.

La cour de Pékin, épouvantée de l'invasion imminente, n'espérant plus rien de l'Europe, envoya le directeur des douanes Detring à Tokio, avec mission d'y faire des ouvertures de paix. Le Japon, qui voyait ses trois grands corps d'armée prêts à se réunir autour de Pékin, ne se souciait pas d'une paix si prompte. Déjà ses succès lui avaient valu une sorte de traité de protectorat avec le roi de Corée, un traité de commerce avec les États-Unis, et un autre avec l'Angleterre. Le parlement nouvellement élu du Japon ouvrait ses séances par l'approbation de ces traités et par la déclaration que la guerre serait poussée à outrance jusqu'au moment où « la victoire serait complète, et la gloire du Japon à son comble ».

Le 17 janvier 1895, les deux corps de la première armée japonaise battirent, à Haï-Cheng, une armée de 14 000 Chinois sans avoir eux-mêmes plus de 50 hommes hors de combat. Le Japon consentit alors à un armistice, imposé d'ailleurs par l'extrême rigueur de l'hiver. Plus au sud, l'armée du maréchal Oyama était transportée, par mer, de la presqu'île de Liao-toung dans celle que commande la forteresse de Weï-hai-Weï qui fut emportée après une bataille de quinze heures (31 janvier). D'une flotte chinoise enfermée entre cette forteresse et l'île de Liu-kung, 2 cuirassés, 2 croiseurs, 13 torpilleurs étaient détruits à coups de canon; le reste dut amener son pavillon. Les 17 et 24 février, l'armée chinoise de Mandchourie était encore battue par les Japonais; Niu-tchuang et son port Ying-kou tombaient aux mains des Japonais. La Chine n'avait plus un vaisseau de guerre; à peine s'il lui restait une armée. Li-hung-Tchang, chargé des négociations, obtint, à partir du 30 mars, un armistice, dans lequel les Japonais refusèrent de comprendre les possessions méridionales de la Chine, où ils avaient occupé les îles Pescadores et commencé la conquête de Formose. Le 17 avril fut signée la paix de Shimonosaki : la Chine devait payer une indemnité de 750 millions de francs, céder l'île Formose, la presqu'île de Liao-

toung jusqu'au 40e parallèle, y compris Port-Arthur et Talien-wan, ouvrir au commerce quatre nouveaux ports, plus Pékin, autoriser les Japonais à fonder dans le Céleste Empire des usines et des manufactures et à y jouir des mêmes avantages douaniers que les nations les plus favorisées.

Les événements avaient marché si vite que la Russie, comme les autres puissances européennes, fut surprise par cette soudaine révélation d'une telle puissance militaire et maritime aux mains du mikado. Si le Japon s'implantait en Corée, s'annexait le Liao-toung, s'emparait à Pékin du commerce et de l'influence politique et réduisait le Fils du Ciel, comme il l'avait déjà fait du roi de Corée, au rôle de vassal, il fallait que la Russie renonçât à toute expansion vers les mers libres de glaces. Elle chercha un appui à la fois auprès de la France et de l'Allemagne; la première n'avait que peu d'intérêts dans les régions de la Chine du Nord; la seconde n'en avait encore aucun. Mais pour la France le maintien de l'alliance russe passait avant toute autre considération. Des raisons analogues décidèrent l'Allemagne. Les trois puissances se concertèrent et, le 22 avril, élevèrent une protestation « amicale » contre toute annexion dans les possessions continentales de la Chine. Le Japon, fort épuisé par une année de coûteux efforts et de rudes campagnes, n'espérant aucun appui armé du côté de la Grande-Bretagne, ne se sentit pas en état de résister à cette « Triple alliance d'Extrême-Orient », sur laquelle la Chine pourrait s'appuyer pour se relever de ses défaites. Il comprenait ce qu'avait de sérieux la démonstration de la Russie : par deux fois, le 5 mai et le 8 mai, l'amiral Tyrtof fit appareiller pour se porter à la rencontre de la flotte japonaise. L'empire du Soleil-Levant subissait une pression analogue à celle qui avait pesé, en 1878, sur la Russie victorieuse des Ottomans et lui avait enlevé le plus clair profit de victoires si chèrement achetées. Le Japon dut renoncer au Liao-toung, se contenter de l'indemnité de guerre, des îles Pescadores et de Formose. Toutefois l'occupation japonaise de Weï-hai-Weï ne devait cesser qu'après que la

Chine aurait versé une partie de la contribution de guerre. C'est ainsi que le traité de Tokio (5 mai) modifia profondément celui de Shimonosaki, de même que le traité de Berlin, en 1878, avait modifié celui de San-Stefano.

La Chine récompensa les trois puissances qui l'avaient secourue dans sa détresse : à la France, elle accorda une rectification de frontière du côté du Tonkin et du Siam, la promesse de confier à ses ingénieurs l'exploitation des mines et la construction des railways dans les provinces voisines, des facilités pour son commerce; à l'Allemagne, la concession de quatre kilomètres carrés auprès de Tien-tsin et un établissement commercial à Han-kéou, sur le Yang-tsé-Kiang ; à la Russie, des avantages bien plus considérables. Celle-ci avait intérêt surtout à ce que l'empire du Milieu fut placé dans la dépendance financière de Saint-Pétersbourg et que ses douanes fussent, en conséquence, soumises à la haute surveillance de la Russie. Elle fit donc signer à la Chine la convention de juin 1895, en vertu de laquelle celle-ci contractait auprès de la Russie, par l'intermédiaire de la « Banque russe-chinoise » récemment fondée à Saint-Pétersbourg et dirigée par le prince Oukhtomski, un emprunt de 400 millions de francs, à 4 pour 100, remboursable en trente-six ans. L'initiative hardie de la Russie est ici d'autant plus à noter qu'elle-même n'alimentait ses vastes entreprises que par des emprunts en France.

Dans le royaume et à la cour de Corée, la rivalité russo-japonaise allait se substituer à l'antique rivalité sino-japonaise. Le roi Li-Houi (Yi-Hieung), encouragé par les succès du mikado, avait, dès le 8 janvier 1895, osé se proclamer indépendant de la Chine. C'est de cette indépendance que le tsar blanc et le mikado allaient, chacun de son côté, chercher à tirer profit. Entre eux, ce fut une lutte purement diplomatique, mais où le terrain était âprement disputé. Il y avait à la cour de Séoul un parti Min, l'ancien parti chinois, devenu le parti russe ou conservateur, et un parti japonais, progressiste et réformateur à l'instar du Japon. La reine était à la tête du premier. Le 8 octobre, elle fut assaillie dans son palais et assassinée. Le parti Min

jeta la responsabilité de ce meurtre sur les Japonais et organisa un soulèvement, que la flotte russe, ancrée dans la baie de Kiao-Tchéou, se préparait à soutenir. Le 11 février 1896, le vaisseau russe *Amiral-Kornilof* débarqua quelques troupes de marine qui dispersèrent l'état-major du parti japonais et recueillirent au consulat de Russie le roi Li-Houi, chassé de son palais par l'émeute. La petite armée coréenne fut réorganisée avec des cadres d'officiers russes. Puis la Russie et le Japon en vinrent à un accommodement, signé à Séoul le 14 mai, ratifié à Moscou le 29 juillet, par lequel les deux États s'engageaient également à maintenir l'indépendance de la Corée et à soutenir le roi dans ses efforts pour rétablir l'ordre. Par cette création d'une sorte de condominium russo-japonais en Corée, l'éventualité d'une alliance anglo-japonaise fut encore ajournée. Le 12 octobre, le roi de Corée assuma le titre d'empereur, signe éclatant de son indépendance recouvrée. Ce que valait cette indépendance, c'est ce que montra le traité conclu, le 24 février 1898, entre la Russie et le Japon : les deux contractants se partageaient équitablement l'exploitation de la Corée : ensemble ils garantiraient les emprunts que pourrait faire le roi; ils se réservaient chacun son réseau télégraphique dans la presqu'île et s'engageaient à n'y entretenir, sous le nom de gendarmes, que le même nombre de soldats. Quelques mois après la Russie essaya de rompre à son profit cet équilibre instable d'influences : le 8 octobre elle conclut avec Li-Houi un accord qui confiait à des employés russes toute l'administration financière. Un décret royal ordonna que les lignes de chemin de fer à construire en Corée présenteraient le même écartement de rails que celles de la Sibérie. Pourtant, le 25 avril 1898 le conflit entre les deux empires fut encore écarté par une nouvelle convention dans laquelle ils s'engageaient à respecter également l'entière indépendance de la Corée et « à ne prendre aucune mesure la concernant sans un accord préalable entre eux ». Le 1er août 1899, les trois ports les plus importants du royaume, Kunsan, Massanpo, Song-tching, furent ouverts au commerce de toutes les nations.

D'autre part, le 25 octobre 1896, la Chine avait signé avec la « Banque russe-chinoise » une convention, connue sous le nom de « convention Cassini », du nom du ministre russe à Pékin, et qui devint, le 29 décembre, à Saint-Pétersbourg, un véritable traité entre les deux États. La Chine, « en reconnaissance du loyal appui que la Russie avait prêté à la Chine en lutte avec le Japon » confiait à une « Société du chemin de fer de Chine orientale » la construction d'un railway qui traverserait, comme nous l'avons vu, la Mandchourie chinoise et deviendrait ainsi une section du Transsibérien. La Société obtenait le droit d'exploiter les mines de houille et toutes autres mines, de se livrer à toutes entreprises industrielles. Les actionnaires ne devaient être que des Russes ou des Chinois (donc presque uniquement des Russes). La concession était consentie pour 80 ans. Une clause spéciale autorisait la Russie à entretenir en Mandchourie des troupes à pied et à cheval pour la protection du railway. C'était une annexion déguisée de cette vaste province. En outre, la Chine donnait à bail, pour quinze années, un port dans la province de Chantoung (ce devait être dans la baie de Kiao-tchéou). Elle autorisait la Russie à faire stationner ses navires de guerre dans les ports de la presqu'île de Liao-Toung[1]. Dès le 18 décembre, l'amiral Reunof occupait Port-Arthur, simplement, assurait-il, comme station d'hiver. Le 27 mars 1898, la Chine céda à bail, pour une durée de vingt-cinq ans, Port-Arthur et Talien-wan, avec toutes leurs dépendances et le droit de faire passer par la presqu'île de Liao-Toung le railway de Vladivostok à Port-Arthur. Talien devint si bien une possession russe que Nicolas II changea son nom en celui de Dalny (Port-Lointain), et le déclara port franc. Ainsi la Russie, qui, en invoquant la nécessité de maintenir l'intégrité de la Chine continentale, avait forcé le Japon de

1. Nous croyons utile de rappeler ici les principaux traités conclus entre la Russie et la Chine : Nertchinsk, 1689 ; — Kiakhta, 1727 ; — Kouldja, 1851, traité de commerce ; — Tien-tsin et Aïgoun, 1858 ; — Pékin, 1860, — Saint-Pétersbourg, 1881 (pour l'Illi et le Kouldja) ; — enfin conventions de 1895 et 1898.

renoncer à toute acquisition en terre ferme, s'annexait, sous prétexte de concession à bail, cette même Mandchourie, ce même Liao-Toung, ces mêmes ports, que les Japonais avaient naguère occupés en vainqueurs et rougis de leur sang.

La Russie désirait plus encore. Le Transsibérien, qui allait se prolonger, par Moukden, Niu-tchuang et Talien-wan, jusqu'à Port-Arthur, visait à se compléter par un *Transchinois*. De Pékin, trois autres lignes devaient plonger dans les profondeurs de l'empire, jusqu'à Si-ngan-fou, jusqu'à Sian-Yang, jusqu'à Han-kéou, sur le fleuve Bleu. La Russie n'osa pas revendiquer pour elle-même cette dernière ligne; elle appuya un syndicat franco-russe, avec lequel Li-hung-Tchang fut autorisé par le Fils du Ciel à entrer en négociations (27 juillet 1896). La légation d'Angleterre fit à cette combinaison une très vive opposition. Deux grands personnages chinois, Chang, vice-roi des deux provinces Hou et Cheng, *taotaï* de Shanghaï, présentèrent alors le plan d'un syndicat national. Ils échouèrent faute de capitaux. La Russie mit sur pied un syndicat franco-belge, qui, en acceptant Cheng comme directeur, obtint la concession. De Han-kéou à Canton la ligne fut concédée à un syndicat américain.

En juin 1896, la France avait obtenu que la reconstruction de l'arsenal de Fou-tchéou fût confiée à des Français, que des avantages nouveaux fussent accordés à ses missionnaires. Le 4 février 1897, l'Angleterre exigeait une rectification de frontière du côté de la Birmanie, le reliement des chemins de fer à construire dans le Yunnan avec ceux du réseau birman, l'ouverture du fleuve Si-kiang au commerce britannique. En juin, c'était le tour de la France qui obtenait de prolonger dans le Yunnan et dans le Kouang-si, son futur réseau tonkinois et d'installer un consul à Mong-tsé dans le Yunnan. Cependant, si les puissances se disputaient les faveurs économiques de la Chine, aucune ne portait encore d'atteinte directe à son intégrité territoriale.

Une nouvelle phase s'ouvrit lorsque, le 15 novembre 1897, se produisit le coup de théâtre d'un débarquement allemand

dans la baie de Kia-tchéou, un des points qui, avec Port-Arthur et Weï-haï-Wei, commandent les routes maritimes sur Pékin. Le prétexte mis en avant était de prendre un gage pour obtenir réparation du meurtre de deux missionnaires allemands. Puis l'empereur Guillaume chargea son frère Henri, à la tête de toute une escadre, d'aller consolider l'occupation. Bien que celle-ci ait été ensuite régularisée par un traité de concession à bail pour 99 ans (6 mars 1898), le monde entier eut conscience que c'était le démembrement de l'empire du Milieu qui commençait. L'Angleterre, profondément irritée, exigea une compensation ; elle avait partagé avec l'Allemagne le deuxième emprunt de 400 millions contracté par la Chine ; elle voulut être seule à lui fournir un troisième emprunt de même somme; elle exigeait l'ouverture à son commerce des ports que la Russie convoitait dans le Liao-toung. Celle-ci fit échouer cette combinaison, et aussi le projet d'emprunt. L'Angleterre dut se contenter de se faire reconnaître comme zone d'action la vallée du Yang-tsé-Kiang (et encore avons-nous vu la Russie y avancer la main sur Han-kéou).

Après que les Russes se furent fait attribuer les ports du Liao-Toung, la France obtint de la Chine le traité du 5 avril 1898 : la Chine prenait envers elle l'engagement de ne céder à nulle autre puissance les trois provinces voisines du Tonkin (Yunnan, Kouang-si, Kouang-toung) ainsi que l'île de Haïnan ; elle nous cédait à bail la baie de Kouang-tchéou, renouvelait la concession du chemin de fer du Yunnan, promettait de toujours confier à un Français la direction générale des postes. Le 7 juin, après un massacre de missionnaires, nouvelles concessions, dont la plus importante fut celle du chemin de fer de Pak-koï à Nanning-fou. L'Angleterre, à son tour, exigea des concessions : ce fut Weï-haï-Weï, qu'avaient dû évacuer les Japonais (4 avril 1898), et mille kilomètres carrés dans la péninsule de Kaulung en face de Hong-Kong, avec une quarantaine d'îlots (9 juin 1898).

Les révolutions de palais qui se produisirent à Pékin en septembre 1898 permirent d'apprécier l'influence que la

Russie avait su y conquérir. Le parti conservateur y était représenté par l'impératrice douairière, Tsé-Hy ou Sy-Tay-Héou, et par Li-hung-Tchang[1]; le jeune empereur Kouang-Sou, conseillé par le lettré cantonais Kang-Yéou-Ouéï, essaya de prendre la tête d'un parti réformiste à la japonaise, bouleversa par une série de décrets les vieilles pratiques nationales, osa revêtir un « complet » européen. Kang-Yéou-Ouéï paraît avoir été soutenu par les influences britannique et japonaise (c'est à la légation du Japon, chez le prince Ito, qu'il passa sa dernière nuit de Pékin; c'est sur un navire anglais qu'il réussit à s'évader). La tentative échoua par un coup d'État de la vieille impératrice : l'empereur fut mis aux arrêts dans son palais, contraint de signer un édit qui restituait le pouvoir à la douairière, plus tard obligé d'accepter un héritier du trône désigné par elle. Beaucoup de ses complices furent décapités ou exilés.

Les nations européennes ayant pris pied, en Chine, le Japon s'étant établi dans les îles chinoises et les États-Unis s'étant rapprochés par l'annexion des Hawaï et la conquête des Philippines, la politique européenne devint aussi compliquée dans ces régions qu'elle pouvait l'être en Europe. Mais chacune de ces nations ayant pris conscience de ses véritables intérêts et les ayant assurés par des garanties, l'éventualité d'un partage sembla provisoirement écartée. Comme autrefois pour l'empire turc, il s'était formé parmi elles un groupe de puissances qui tendaient à faire passer en dogme l'intégrité de l'empire chinois. Une des conséquences inattendues des mécomptes éprouvés par le Japon après la paix de Shimonosaki fut qu'il devint un des partisans les plus décidés de cette thèse, précisément parce que le démembrement profiterait plus à la Russie qu'à lui-même. D'autre part, il avait trop de griefs contre la Russie pour ne pas chercher à se rapprocher de l'Angleterre; la Chine, de son côté, qui pensait parfois que la Russie lui avait fait payer chèrement le service rendu en

1. Voir dans la *Revue de Paris*, 1er août 1896 et 1er mai 1900, les études de Louis Coldre sur le vice-roi Li-hung-Tchang et l'impératrice régente Sy-Tay-Héou.

mai 1895, manifestait une tendance à se rapprocher du Japon. La Russie, en août 1899, dut faire opposition à un traité formel entre les deux empires asiatiques.

Or le Japon n'était pas une puissance négligeable. Depuis ses victoires il n'avait cessé de travailler à développer sa force militaire. En septembre 1895, le parlement japonais avait voté 500 millions de francs pour la construction de nouveaux navires de guerre. En 1896, il avait porté de sept à douze le nombre de ses corps d'armée; il l'a porté à quatorze en 1899. L'effectif de son armée permanente s'est élevé de 70 000 à 145 000 hommes; son armée mobilisée, de 268 000 à 520 000 hommes. On pouvait prévoir, dès la fin du siècle, que la Russie ne tarderait pas à se heurter à une force redoutable.

**Les confins anglo-indiens; conventions avec la Perse.**

La rivalité entre la Russie et la Grande-Bretagne, si vive en Extrême-Orient, ne l'était pas moins sur les confins de l'empire anglo-indien.

Cependant le conflit pour l'Afghanistan et le Pamir, si aigu au temps d'Alexandre III, semblait avoir trouvé une solution dans la convention signée en avril 1895 entre l'Angleterre et la Russie. La première revendiquait pour l'émirat de l'Afghanistan le cours de l'Oxus comme frontière septentrionale : ce qui faisait perdre à sa rivale la partie méridionale du khanat de Boukhara avec le Darwaz. Elle prétendait continuer la frontière sur le plateau de Pamir par le Mourghab de cette région (qu'il ne faut pas confondre avec le Mourghab de Merv), réunissant ainsi à l'Afghanistan de petits États qui avaient appartenu au khanat de Khokand. La Russie consentit seulement à l'abandon du Darwaz; mais, sur le Pamir, les petits khanats de Chougnan et de Roschan lui restèrent : elle avait ainsi conquis une des situations maîtresses de l'Asie et, dans ces tribus, de vigoureuses recrues pour son armée asiatique. Dans la zone réduite parfois à 20 kilomètres qui, dans le

Wakhan, séparait ses possessions des possessions anglaises, elle avait obtenu que l'émir de l'Afghanistan ne pût ni entretenir des troupes, ni élever de forteresses. Elle était à une marche seulement des défilés qui s'ouvrent, d'une part, sur le royaume de Kashmir et l'empire indien ; d'autre part, sur les provinces chinoises de Kachgar et Yarkand. Enfin elle ne s'était point éloignée de Hérat, qui se trouve à 120 kilomètres de sa gare de Kouchk, tandis que la station anglaise la plus rapprochée de Hérat, Tchaman, en était à plus de 600 kilomètres.

En Perse et sur le golfe Persique les intérêts russes et anglais se trouvaient également en opposition. Le shah Nasr-ed-Din avait constamment favorisé le progrès des Russes : il leur avait accordé, en 1881, Askhabad et une rectification de frontière dans le Khorassan ; en 1884, Serakhs. Il avait admis qu'il n'y eût sur la Caspienne d'autre marine que celle du tsar. Les agents russes étaient partout, dans le Khorassan comme dans le Mazandéran. Dans le Séistan, au sud-ouest de l'Afghanistan, ils étudiaient les routes qui conduisent au rivage de la mer d'Oman et aux bouches de l'Indus. Après la mort tragique de Nasr-ed-Din (1er mai 1896), son successeur Mozaffer ne fut pas moins docile à l'influence russe. Le tsar obtint, pour l'établissement d'un réseau ferré, une situation prépondérante dans les provinces avoisinant la Caucasie russe et la mer Caspienne ; puis la concession d'un chemin de fer qui, de l'Arménie russe, par Tauris, Téhéran, Ispahan, devait aboutir au golfe Persique. Enfin, en janvier 1900, le shah fit un nouveau pas : il signa une convention en vertu de laquelle la « Banque des prêts de Perse », beaucoup plus russe que persane, était autorisée à lui faire un prêt de 225 000 000 roubles, remboursable en 75 ans et gagé sur toutes les recettes douanières, à l'exception de celles du golfe Persique, déjà aux mains des Anglais. » Il entrait dans la clientèle financière de la Russie.

### La Russie en Afrique : l'Abyssinie

L'insuccès de la folle équipée d'Áchinof (1889) ne mit pas fin aux tentatives de la Russie pour acquérir de l'influence sur l'Abyssinie. Il existait depuis longtemps déjà, dans le clergé russe, comme une tradition d'apostolat en ce pays. Le moine Porphyre Ouspienki, qui consacra cinquante années de sa vie au développement de l'influence religieuse de la Russie en Palestine, en Syrie, en Egypte, au mont Sinaï, et qui s'était trouvé en relations avec les communautés abyssines de Jérusalem, avait, dès 1858, adressé au comte Tolstoï, procureur général auprès du Saint-Synode, tout un plan de pénétration en Éthiopie. Il s'agissait d'accréditer un ambassadeur russe auprès du négus, qui était alors le roi Théodoros; de ramener dans le giron de l'orthodoxie russe l'église de ce pays, inféodée à l'hérésie eutychéenne; de remanier sa hiérarchie en l'affranchissant de l'autorité du patriarche copte d'Alexandrie, pensionnaire des Anglais, pour placer à sa tête des prélats abyssins consacrés en Russie; d'y réorganiser les séminaires; d'y créer partout des écoles; d'aider à la fondation d'établissements de bienfaisance; de chercher en Abyssinie un point d'appui pour évangéliser la Nubie et le Soudan égyptien. Ouspienski mourut en 1885; mais, parmi les compagnons d'Achinof, il y avait des moines et des prêtres héritiers de cette tradition. Après l'affaire de Sagallo, l'idée de l'apostolat d'Abyssinie continuait à rencontrer en Russie de vives sympathies. Il s'y joignait l'idée de fonder la « première colonie russe en Afrique » ou tout au moins d'exercer sur l'Abyssinie une influence politique. De 1889 à 1892, le lieutenant Machkof accomplissait deux voyages auprès de l'empereur Ménélik ; dans le second il était accompagné de deux moines russes. L'*Abouna*, ou primat d'Abyssinie, Pétros, déclarait publiquement que la Russie devait exercer sur les Grecs, les Arméniens, les Coptes et les Abyssins un protectorat analogue à celui que la France a gardé sur les catholiques d'Orient. En 1893, le moine abyssin Christodoulos

venait prêcher à Kief, à Moscou, à Saint-Pétersbourg, la même doctrine. En juillet 1895 apparut dans cette dernière ville une sorte d'ambassade abyssine chargée de remettre au tsar les présents de Ménélik et de consulter le Saint-Synode sur des points intéressant la religion. En 1894, une mission dite « scientifique », dirigée par le capitaine Léontief et le père Ephrem, débarquait à Obock, pénétrait dans le Harrar et le Choa, prenait pied à la cour de Ménélik. L'entente franco-russe développait ses conséquences jusque dans l'antique Éthiopie. L'influence russe s'ajoutait à la nôtre pour contrebalancer à la cour d'Addis-Abbada la politique envahissante de l'Angleterre. Quand le capitaine Marchand, après sa belle traversée de l'Afrique, se fut installé à Fachoda, nous trouvons, à la tête des forces abyssines qui essayèrent de lui donner la main sur le Nil, à côté d'officiers français, le colonel russe Artamonof.

Lors de la crise qui suivit l'incident de Fachoda et qui fut si près d'allumer la guerre entre la France et l'Angleterre, la première trouva auprès de la Russie les plus cordiales sympathies. Mais il était évident que les deux nations n'étaient pas en état d'entrer en lutte avec la Grande-Bretagne : la France, parce qu'elle se trouvait surprise par la brusque imminence d'une guerre à laquelle, uniquement préoccupée depuis vingt-huit ans de sa frontière des Vosges, elle ne s'était point préparée ; la Russie, parce que ses forces disponibles en Asie étaient alors massées sur la frontière nord-est de l'empire chinois. Au surplus, ce n'était pas la Russie qui aurait eu le plus à risquer dans une guerre contre la Grande-Bretagne.

### Politique générale en Europe : l'entente franco-russe : le tsar à Paris, le président Faure en Russie.

Depuis ses déclarations pacifiques du 9 décembre 1894, le tsar Nicolas II n'avait rien négligé pour consolider l'entente avec la France, tout en gardant des relations amicales avec l'Allemagne. Quand l'empereur Guillaume II, à

l'occasion de l'inauguration du canal de Kiel, invita toutes les nations à s'y faire représenter par des navires de guerre, non seulement Nicolas II accepta l'invitation, mais il engagea la France à ne pas s'isoler en la refusant. Pour atténuer les susceptibilités que cette démarche devait provoquer à Paris, l'amiral russe reçut l'ordre de faire jonction avec notre escadre, de céder le pas à notre amiral comme au plus ancien en grade et de faire route de conserve jusqu'à l'entrée dans le port de Kiel (17 juin 1896). Quelques jours auparavant, le tsar avait fait porter au président Félix Faure le grand cordon de Saint-André.

Le 30 août mourait le prince Lobanof. Il fut remplacé aux Affaires étrangères par le conseiller privé Chichkine, « gérant » du ministère. Le tsar, accompagné de la tsarine et de la grande-duchesse Olga, âgée alors de quelques mois, avait commencé la grande tournée dès longtemps projetée dans l'Europe occidentale. A Vienne, les souverains russes reçurent de François-Joseph l'accueil le plus cordial. Ils virent l'empereur Guillaume II, non à Berlin, mais à Breslau et à Gœrlitz. De Kiel, ils s'embarquèrent sur l'*Étoile polaire* pour Copenhague, où ils se retrouvaient dans la famille de la tsarine-mère. Puis l'*Étoile polaire* toucha, en Écosse, à Leith, pour aller visiter au château de Balmoral la reine Victoria. Le 5 octobre, elle apparut enfin dans les eaux de Cherbourg, escortée par notre escadre du Nord. Le tsar et la tsarine furent reçus dans le port par le président de la République, les présidents du Sénat et de la Chambre, M. Méline, président du Conseil, les ministres des Affaires étrangères, de la Guerre et de la Marine. Après un déjeuner intime à la préfecture maritime, Nicolas II passa en revue notre escadre. Au dîner qui fut servi à l'Arsenal, dans le toast que lui porta le président de la République, on remarqua cette phrase : « Demain, à Paris, Votre Majesté sentira battre le cœur du peuple français. »

Quoi qu'en aient dit alors certains écrivains de l'étranger, la réception qui attendait en France Nicolas II ne pouvait se comparer à aucune de celles qui venaient de l'accueillir sur le continent ou en Angleterre. Ce ne fut pas

seulement à cause du prodigieux déploiement de forces militaires destiné à lui faire honneur ou à cause de la magnificence des fêtes : c'est qu'en France le tsar sentit réellement « battre le cœur » d'un peuple qui faisait sienne la politique de l'entente franco-russe et qui, malgré la résistance ou la nonchalance de certains des cabinets précédents, avait fini par l'imposer à ses gouvernants. Parti de Cherbourg, le couple impérial débarqua, dans la matinée du 6 octobre, à la gare du Ranelagh transformée en élégant pavillon. Le tsar eut alors le spectacle des régiments de France et des troupes amenées tout exprès d'Afrique, qui, du Ranelagh à l'ambassade de la rue de Grenelle, à travers les avenues du bois de Boulogne et des Champs-Élysées, formaient deux haies continues. Ce qui dut lui offrir le plus de nouveauté, c'est que, derrière les soldats, se pressait une foule immense; que les arbres, les monuments, les socles des statues et les toits des maisons étaient chargés d'autres spectateurs; que toute cette masse savait s'astreindre à une discipline que toutes les forces de police eussent été impuissantes à lui imposer et qu'elle ne manifestait les sentiments qui l'exaltaient que par des acclamations enthousiastes. Tout Paris était sur pied, et depuis plusieurs jours toutes les lignes de chemin de fer débarquaient dans toutes les gares parisiennes des populations entières. Pas une seule fois, durant le séjour impérial, l'ordre ne fut troublé. Quand Nicolas II eut pris possession de ses appartements à l'ambassade russe, il se rendit à l'Élysée, où le président Faure avait convoqué les sénateurs et les députés, puis chez les présidents des deux Chambres. Une soirée de gala à l'Opéra termina cette journée fatigante pour nos hôtes, qui, la nuit précédente, avaient navigué par une très forte mer. La journée du 7 fut consacrée à la visite de Notre-Dame; de la Sainte-Chapelle, où l'on présenta au tsar le célèbre évangéliaire slavon de Reims, sur lequel les rois de France auraient prêté serment le jour du sacre; du Panthéon, où Nicolas II s'arrêta devant la tombe du président Carnot, sur laquelle il déposa une gerbe de fleurs, que devait remplacer plus tard une palme d'or; des Invalides, où il con-

templa le tombeau de Napoléon. Ensuite il assista, ainsi que l'impératrice, à l'inauguration du nouveau pont auquel un décret présidentiel venait de donner le nom d'Alexandre III. Tous deux visitèrent la Monnaie, où la belle médaille de Chaplain, à leur double effigie, fut frappée par le tsar lui-même; l'Académie française, où ils entendirent une courte discussion sur quelques mots du Dictionnaire; l'Hôtel de Ville, où le président du conseil municipal leur souhaita la bienvenue; enfin, dans la soirée, la Comédie-Française. Le 8, les souverains russes parcoururent une partie du Musée du Louvre, et l'impératrice admira tout particulièrement les salles des Primitifs italiens. En quittant le palais, l'empereur dit au ministre des Beaux-Arts[1] : « C'est la première fois que nous venons ici; ce ne sera certes pas la dernière. » Après une halte à la manufacture de Sèvres, on partit pour Versailles où les grandes eaux déployèrent toutes leurs chatoyantes splendeurs. La visite du palais de Louis XIV et le banquet de la galerie des Batailles marquèrent la fin des fêtes parisiennes. Dans la nuit même eut lieu le départ pour le camp de Châlons. Le peuple de Paris resta profondément impressionné par la jeunesse et la grâce des souverains russes, les attentions qu'ils avaient su dispenser aux petits comme aux grands et la curiosité sympathique qu'ils avaient témoignée pour les choses françaises.

Au matin du 9, dans la plaine du camp de Châlons, en face d'immenses tribunes, étaient rassemblées des troupes empruntées aux 2[e], 6[e], 6[e] *bis* (aujourd'hui 20[e]) et 7[e] corps d'armée. Il y avait là 28 régiments d'infanterie, 20 bataillons de chasseurs à pied, y compris les alpins, 42 batteries montées et 8 à cheval, 9 régiments de cuirassiers, 9 de dragons, 6 de hussards, 4 de chasseurs, sans compter les troupes du génie et les services d'aérostation. On avait tenu à montrer au tsar un régiment de zouaves, un de tirailleurs algériens, 4 bataillons d'infanterie de marine, un escadron mixte de spahis et chasseurs d'Afrique : ils représentaient les forces militaires de la France d'outre-mer. On

1. Alors Alfred Rambaud. (Note de la VI[e] édition.)

avait pris soin d'avertir l'empereur que la plupart des régiments ne présentaient point leur effectif normal, la revue ayant lieu précisément entre le départ de la classe et l'arrivée des recrues. Il n'en avait pas moins sous les yeux une force d'au moins 100 000 hommes.

Nicolas II, qui avait revêtu la tunique rouge d'ataman général des kosaks, passa lentement sur le front des troupes, accompagné du ministre de la Guerre, de l'état-major général, des attachés militaires, escorté de nos cavaliers d'Afrique, tandis que l'impératrice et le président suivaient en landau. Puis il reprit sa place dans la tribune centrale et assista au défilé, saluant les drapeaux des régiments qui marchaient par quatre de front. Alors, de la crête d'une colline placée en face de la tribune, dévalèrent tout à coup comme un torrent, mais dans un ordre merveilleux, 16 000 cavaliers et 300 canons, qui arrêtèrent leur galop, sur la même ligne droite, juste à cent pas des tribunes, tandis que le général Billot, ministre de la Guerre, qui avait pris la tête de la charge, venait saluer de l'épée les souverains et le président. Le cortège, reformé après le déjeuner militaire, prit alors le chemin de la gare de Bouy, entre deux haies que formaient les têtes des régiments et que jalonnaient leurs soixante drapeaux se profilant sur les lueurs du soleil couchant, parmi les reflets des casques, des cuirasses et des baïonnettes[1]. Le soir de cette splendide fête militaire, l'empereur et l'impératrice reprenaient le chemin de fer pour se rendre à Darmstadt, dans la famille de la tsarine.

Au cours de ces solennités plusieurs toasts furent portés par les deux chefs d'État. Les plus caractéristiques furent prononcés au déjeuner du camp de Châlons. Le président, après avoir salué « comme un sourire d'heureux augure le charme de la présence de Sa Majesté l'impératrice », ajoutait : « A Paris, vos Majestés ont été acclamées par la nation tout entière : à Cherbourg et à Châlons, elles ont été reçues par ce qui tient le plus au cœur de la France : son armée et sa marine ». L'empereur répondit : « Les

1. C'est ce tableau qu'a fixé sur la toile Édouard Detaille.

deux pays sont liés par une inaltérable amitié; de même il existe entre nos deux armées un profond sentiment de confraternité d'armes. » C'est sur les « souvenirs inoubliables » attestés par l'empereur que se clôtura la « semaine franco-russe ».

L'année 1897 offrit la contre-partie de la tournée d'Europe accomplie par le tsar en 1896 ; car, en avril, il reçut la visite de l'empereur François-Joseph ; en août, celle de l'empereur Guillaume, qui passa la revue de la flotte russe à Kronstadt et celle de l'armée à Krasnoé-Sélo : à la fin du même mois, celle du président Faure, accompagné du ministre des Affaires étrangères Hanotaux. Si le programme des fêtes militaires (revue navale à Kronstadt, revue des troupes à Krasnoié) données au président reproduisait assez exactement le programme des fêtes données à l'empereur allemand, si celui-ci s'était fait accompagner, comme celui-là, de son ministre des Affaires étrangères, la réception des hôtes français, du premier président de république qu'ait accueilli l'empire des tsars, emprunta à l'enthousiasme manifesté par la nation russe un caractère très particulier. A Saint-Pétersbourg, où Félix Faure posa la première pierre d'un hôpital français et la première pierre du pont Troïtski, les acclamations du peuple égalèrent en intensité celles que le tsar avait entendues à Paris.

Le 22 août, l'empereur et l'impératrice montèrent à bord du *Pothuau* qui avait amené le président. Dans le déjeuner qui fut offert aux souverains russes, les toasts échangés eurent une précision encore plus grande que ceux de Châlons : les mots de *nations amies et alliées*, prononcés par le président, furent répétés par l'empereur. Toute la presse européenne les commenta. Le *Times* en augura même que ces déclarations « mettaient fin à la primauté et pour ainsi dire à la puissance dictatoriale que l'Allemagne, depuis un quart de siècle, veut exercer en Europe ». La plupart des journaux anglais insistèrent sur cette déclaration du tsar, à laquelle ne contredisait point celle du président, que les deux nations « amies et alliées » étaient « également résolues à contribuer par toute leur puissance au main-

tien de la paix du monde dans un esprit de droit et d'équité ». Quant aux journaux allemands, comme la *Gazette de Francfort*, ils tinrent à constater que « auparavant la France était liée à la paix *sans* l'alliance et qu'elle y était liée maintenant *par* l'alliance ». En tout cas, ils ne contestaient plus la réalité de cette alliance.

A l'ambassade russe de Paris, le prince Ouroussof succédait au baron de Mohrenheim : à la direction des Affaires étrangères, la « gérance » du conseiller privé Chichkine prenait fin par la nomination d'un ministre, le comte M. N. Mouravief (décédé en juin 1900). Les relations entre la France et la Russie restèrent aussi cordiales. En juin 1898, les deux stationnaires français de Constantinople étant venus visiter les ports russes de la mer Noire, leur entrée à Sévastopol fut l'occasion d'une brillante manifestation.

### Le rescrit du 24 août 1898 et le « Congrès de la Paix ».

A la fin de l'été l'Europe eut une surprise. Peu de jours après que Nicolas II et Félix Faure avaient échangé les télégrammes commémoratifs de la visite du président en Russie, et au moment où l'empereur inaugurait à Moscou le monument de son aïeul Alexandre II, « le tsar libérateur », le comte Mouravief publia une circulaire datée du 24 août 1898, adressée aux représentants de la Russie à l'étranger. Elle débutait ainsi : « Le maintien de la paix générale et une réduction possible des armements excessifs qui pèsent sur toutes les nations se présentent, dans la situation actuelle du monde, comme l'idéal auquel devraient tendre les efforts de tous les gouvernements. » Elle insistait sur l'excès des charges militaires qui, dans tous les pays, « atteignent la prospérité publique dans sa source » : sur les crises économiques qu'elles provoquent : sur « le danger continuel qui gît dans cet amoncellement du matériel de guerre, transformant la paix armée de nos jours en un fardeau écrasant », et risquant de conduire fatalement à

un cataclysme « dont les horreurs font frémir à l'avance toute pensée humaine ». En conséquence, le gouvernement impérial proposait la réunion d'une conférence qui aurait à s'occuper de ces graves problèmes.

Les Etats neutres firent au rescrit du 24 août un accueil sans réserves, car, restant étrangers à toute mégalomanie, ils étaient cependant obligés, pour faire respecter leur neutralité, de suivre dans une large mesure l'extension ruineuse des armements. Il n'en fut pas de même pour les autres puissances. L'Angleterre n'était point disposée à restreindre ses forces de mer, qu'elle jugeait à peine suffisantes pour maintenir une domination qui s'étend sur toutes les mers et sur tous les continents. La France et l'Allemagne n'entendaient pas se dégarnir du côté de la frontière commune. La question de sécurité se posait avec plus d'acuité encore pour la première; d'autre part, elle ne voulait pas, fût-ce par un désarmement simultané des deux États, paraître consacrer sa renonciation à certaines espérances : l'Alsace-Lorraine restait, entre les deux adversaires de 1870, l'obstacle à la réconciliation. En France on admettait bien que l'alliance franco-russe n'eût pas pour objet la reconquête des provinces perdues; mais l'opinion s'étonnait que l'allié de l'Est parût l'inviter à l'oubli du passé et fournir ainsi à l'Allemagne un prétexte pour nous demander si, oui ou non, nous étions disposés à reconnaître les faits accomplis. La *Gazette de Cologne*, avec une agressive logique, sommait la France de renoncer à une attitude dont l'équivoque n'avait que trop duré : « La manifestation du tsar l'oblige à faire un choix ; son allié russe lui sonde le cœur et les entrailles. » Enfin toutes les puissances militaires se posaient cette question : « Laquelle donnerait l'exemple ? » Bref, l'éloge des intentions du souverain généreux fut unanime en Europe ; mais sur la question d'application de graves réserves se formulèrent.

Le gouvernement français avait été le premier mis au fait de la véritable signification du rescrit et assuré que la conférence proposée ne pouvait amener aucun affaiblissement matériel ou moral pour notre pays. Les intentions du tsar

se précisèrent dans une nouvelle circulaire, du 11 janvier 1899, qui assignait à la conférence la tâche : 1° de rechercher les moyens de mettre un terme à l'accroissement progressif des armements; 2° d'interdire l'emploi de certaines armes, de certains engins ou de certaines substances destructives : 3° d'étendre aux guerres maritimes les stipulations de la convention de Genève (1864); 4° de préciser les déclarations de la conférence de Bruxelles (1874) relativement aux lois et coutumes de la guerre: 5° d'étudier la possibilité de prévenir les conflits armés par les moyens pacifiques dont peut disposer la diplomatie internationale.

La bonne volonté de la France facilita la tâche du gouvernement russe. D'un commun accord il fut décidé que la conférence se réunirait dans un pays neutre, et la ville de La Haye fut désignée à cet effet. Tous les États des deux mondes, à l'exception du Saint-Siège, des républiques sud-africaines et sud-américaines, furent invités à s'y faire représenter. Vingt-six États envoyèrent à La Haye des délégations plus ou moins nombreuses. Celle de la France comprenait trois plénipotentiaires (Léon Bourgeois, Bihourd, ministre de France à La Haye, d'Estournelles de Constant), trois délégués techniques et plusieurs secrétaires d'ambassade. Celle de la Russie comprenait G. de Staal, ambassadeur à Londres, F. de Martens, A. Raffalovitch, le conseiller d'État de Basily, trois délégués militaires et deux jurisconsultes.

La conférence se réunit le 18 mai 1899. Elle débuta par adresser au tsar un télégramme de félicitations et élut pour son président un Russe, G. de Staal. Elle se répartit en trois commissions, ayant pour objet d'étude: 1° les questions de marine et de guerre (limitation des effectifs et des budgets militaires, limitation des moyens de destruction); 2° l'extension des stipulations ou déclarations de Genève et de Bruxelles; 3° l'action diplomatique internationale et la question de l'arbitrage.

La première commission avait la tâche la plus difficile. La délégation russe demandait que, pendant cinq années, il n'y eût aucune augmentation ni des effectifs, ni des bud-

gets militaires. La plus vive opposition vint de l'Allemagne, dont le délégué militaire affirma que « le peuple allemand n'est point écrasé sous le poids des charges et des impôts », et aussi de l'Autriche-Hongrie. On dut se contenter de formuler une déclaration de principe : « La conférence estime que la limitation des charges militaires... est grandement désirable ». La délégation russe aurait voulu réglementer le calibre et la longueur des canons, le calibre des fusils, la vitesse initiale des poudres, l'épaisseur des cuirasses des navires, interdire les torpilleurs sous-marins ou plongeurs, les navires à éperon, les balles explosibles, les projectiles à gaz asphyxiants ou délétères, etc. Sur tous ces points, sauf sur les deux derniers, l'accord ne put se faire. L'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut des ballons fut restreinte à cinq ans.

La deuxième commission fut plus heureuse. Les stipulations de Genève furent étendues à la guerre maritime ; les navires ou chaloupes chargés du sauvetage des blessés ou des naufragés de la bataille furent neutralisés, autorisés à prendre les positions les plus favorables à leur mission, pourvu qu'ils ne gênassent point les mouvements des combattants. Les naufragés, les malades et les blessés, recueillis dans un port neutre, devaient y être internés, de manière à ne pouvoir prendre part aux opérations ultérieures. Par contre, l'Angleterre fit une opposition formelle à ce que la déclaration de Bruxelles, tendant à protéger les villes ouvertes, les propriétés privées et les lignes télégraphiques, fût étendue aux guerres navales. Du moins les déclarations relatives à la qualité de belligérant, au traitement des prisonniers de guerre, à la situation légale des espions militaires, furent plus nettement précisées.

Dans la troisième commission, la délégation russe mit en discussion un projet tendant à faire de l'arbitrage, destiné à prévenir les guerres, une institution internationale et permanente. L'Allemagne fit encore une vive opposition au principe d'une *Cour permanente d'arbitrage*. Pourtant tout le monde finit par tomber d'accord sur les principes suivants : en cas de conflit imminent, une ou plusieurs

puissances ont le droit d'offrir, de leur propre initiative, leurs bons offices ou leur médiation aux États en conflit : l'exercice de ce droit ne pourra être considéré par les intéressés comme un acte « peu amical ». Le choix de La Haye comme siège régulier de la Cour permanente fut unanimement approuvé. On convint que la Cour se composerait de juges choisis sur une liste d'arbitres où chaque Etat aurait ses représentants : qu'un Conseil international composé des représentants accrédités à La Haye par tous les États assurerait l'organisation et le fonctionnement de la Cour : que les sentences de celle-ci seraient motivées ; qu'elles pourraient être soumises à revision : qu'un *bureau* international, établi à La Haye, servirait de greffe à la Cour : que des *commissions internationales d'enquête* pourraient travailler à éclairer la religion de celle-ci et préparer la matière des futures sentences.

Les décisions des trois commissions furent approuvées, le 25 juillet, par la conférence plénière. La clôture des travaux eut lieu le 29. Seize États apposèrent leur signature[1]. Dix[2] apportèrent ensuite leur adhésion avant la clôture des protocoles, fixée au 31 décembre 1899.

Le gain qu'avait pu réaliser la cause de l'humanité dans la « conférence de la paix » n'était pas à négliger. L'emploi de certains projectiles et de certaines substances était prohibé : les bienfaits de la convention de Genève s'étendaient aux guerres navales ; les prescriptions du droit des gens en ce qui concerne les propriétés privées, les habitants paisibles, les combattants non militaires, les blessés, les malades, les prisonniers de guerre, étaient formulées avec plus de précision : le droit pour les neutres d'intervenir dans les conflits par une offre de médiation et de bons offices

1. Belgique, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Grèce, Mexique, Monténégro, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Siam, Suède et Norvège, Bulgarie.

2. Allemagne, Autriche-Hongrie, Chine, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Luxembourg, Serbie, Suisse, Turquie.

L'Angleterre n'a signé que pour l'arbitrage, pour l'extension des stipulations de Genève et pour l'application des principes de Bruxelles, mais restreinte aux guerres de terre.

recevait une nouvelle consécration; le principe de l'arbitrage international passait dans la pratique par l'organisation d'un tribunal permanent. Grâce à l'initiative de l'empereur Nicolas II, « les conventions signées à La Haye ont fait avancer l'heure où, dans les rapports internationaux, la force sera subordonnée à la justice et au droit ».

---

# CHAPITRE XLI

## LA RUSSIE DE 1900 A 1913[1]

*La politique étrangère.* — En Europe : l'accord de Murzteg; en Asie, le conflit avec le Japon (1904-1905). Les premiers échecs; la prise de Port-Arthur : les désastres, Moukden et Tsoushima. La paix de Portsmouth.

*La crise intérieure.* — Les attentats et les troubles de 1904-1905; les ministères Sviatopolk-Mirski, Boulyguine, Witté; le manifeste d'octobre 1905; les nouvelles institutions.

La première Douma; les partis. Le ministère Stolypine. La deuxième et la troisième douma. La réaction administrative et politique.

*La législation et les réformes.* — La question des nationalités; les lois finlandaises, polonaises. La réforme agraire : ses premiers effets. La réorganisation de l'armée et de la marine.

*La politique étrangère des dernières années.* — La question asiatique. La politique européenne; le rapprochement anglo-russe; la question balkanique et les rapports avec l'Autriche; les crises de 1909 et de 1912-1913.

*L'état actuel de la Russie.* — La liberté politique : le développement de l'instruction. Le progrès économique.

Les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle avaient marqué une évolution dans la politique russe; elle avait conservé ses alliances en Europe, mais avec la préoccupation, avant tout, d'y maintenir le *statu quo* qui lui assurait les mains libres en Asie. Cette évolution s'accentua encore dans les

1. Rédigé avec les développements des précédents chapitres, celui-ci aurait eu plusieurs centaines de pages. Nous avons dit déjà pourquoi nous n'avons tracé ici qu'un tableau sommaire. (Note de la VI<sup>e</sup> édition.)

premières années du xx[e] siècle. L'empereur continua bien à visiter ses alliés ou ses voisins : en 1901, on le vit aux manœuvres navales de Dantzig, puis au château de Compiègne; en 1902, il reçut Guillaume II à Revel, le Président Loubet et le roi d'Italie à Saint-Pétersbourg; la Russie n'en restait pas moins résolue à ne pas se laisser entraîner dans les querelles qui, quelque trente ans plus tôt, l'auraient soulevée tout entière.

Depuis leur échec de 1897, les Grecs avaient cessé d'être un souci pour l'Europe, et la question de Crète semblait résolue, du moins provisoirement. En revanche, celle de Macédoine s'aggravait. L'ajournement indéfini des réformes promises par le traité de Berlin et l'indulgence d'Abdul-Hamid pour ses Kourdes d'Europe, les Albanais, y créaient une situation lamentable sur laquelle, peut-être, l'Europe aurait fermé les yeux, si, comme jadis la Grèce pour les Crétois, la Bulgarie n'avait menacé de prendre fait et cause pour les opprimés; le prince Ferdinand informait les puissances qu'il lui deviendrait bientôt impossible de résister à l'ardeur de son peuple. Cette nouvelle crise qui menaçait de troubler l'Orient plus encore que la précédente, la Russie fit tout son possible, de concert avec l'Autriche, pour l'éviter. En 1902, une visite de l'archiduc François-Ferdinand à Saint-Pétersbourg fut suivie du renouvellement des accords conclus, en 1897, en vue du maintien du *statu quo*: une visite à Vienne, au mois de décembre, du ministre des Affaires étrangères, le comte Lamsdorf, les confirma encore. Une pression énergique fut donc exercée à Sofia par les agents russes pour amener la Bulgarie à rester à l'écart de la lutte qui se poursuivait, sur ses frontières, entre Turcs, Albanais et bandes chrétiennes, et d'autre part, à réagir contre les organisations macédoniennes qui s'étaient formées en territoire bulgare : on promettait, d'ailleurs, qu'on agirait à Constantinople pour obtenir des réformes. Le gouvernement bulgare céda; mais, malgré les démarches faites effectivement, en février 1903, près de la Porte, la situation de la Macédoine resta la même, et la diplomatie russe put d'autant plus s'en

convaincre qu'en mars 1903, le consul de Russie à Mitrovitza, Chtcherbina, fut assassiné par un Albanais musulman ; puis, en juillet, ce fut le tour du consul à Monastir, Rostovski, que tua le gendarme Halim. La Russie demanda des réparations ; il y eut des excuses, des destitutions, des exécutions. Quant aux Macédoniens, la première proposition en leur faveur fut celle du Foreign Office ; en septembre, en effet, lord Lansdowne demanda au Sultan la nomination d'un gouverneur chrétien en Macédoine et la formation d'une gendarmerie macédonienne à cadres chrétiens. Ces demandes, la Russie ne pouvait leur être hostile, mais il lui fallait les accorder avec ses engagements envers l'Autriche. Au mois d'octobre, l'empereur Nicolas fut l'hôte, à Murzteg, en Styrie, de l'empereur François-Joseph, et pendant que les deux souverains chassaient, leurs ministres, qui les avaient accompagnés, élaborèrent en hâte un programme de réformes qui pût se substituer à la proposition anglaise. Ce programme reproduisit les demandes que l'on avait déjà présentées à la Porte en février ; on y ajoutait la nomination de deux « commissaires civils », l'un Autrichien, l'autre Russe, qui seraient adjoints à l'inspecteur général Hilmi-Pacha, et la création d'une gendarmerie à cadres mixtes. Enfin, par leur article III, les contractants s'engageaient à demander « une modification territoriale des unités administratives, en vue d'un groupement plus régulier des différentes nationalités », et cette clause qui s'inspirait, sans doute, des meilleures intentions, eut les résultats les plus déplorables. Il arriva, en effet, qu'en prévision de la délimitation de leur territoire, les différentes nationalités chrétiennes commencèrent à « s'éliminer » les unes les autres, par tous les moyens que suggérait la pratique du pays ; à la lutte contre les Turcs et les Albanais s'ajouta celle des *antartes* grecs, dans le sud, contre les *komitadgi* bulgares ; puis, dans le nord, toujours contre ces komitadgi, celle des bandes que, tardivement, pour empêcher l'entière extermination de leurs partisans, les Serbes formèrent aussi. Cependant, à Constantinople, les ambassadeurs négociaient sur l'application du pro-

gramme de Murzteg, et, particulièrement, sur l'élévation des tarifs de douane qui devrait couvrir les frais de la gendarmerie spéciale. Mais, avant qu'un accord complet ne fût obtenu, des soucis plus graves détournèrent les regards de la Russie du Proche-Orient vers l'Extrême-Orient.

### Les affaires d'Asie.

On a vu combien le Japon avait été blessé, dans son orgueil patriotique, par le traité de Shimonosaki, et combien, ensuite, le progrès des Russes en Mandchourie lui avait paru menaçant[1]. Pourtant, en dépit de ses armements fiévreux, le conflit aurait pu tarder longtemps si la crise chinoise de 1900 n'avait amené les Russes à précipiter encore leur marche en avant.

En mai, éclata, à Pékin, l'insurrection des *Boxeurs* (du nom de la société secrète I. Ho. Kouan, l'union de la Justice par le poing), dirigée à la fois contre les étrangers et contre les conseillers plus ou moins européanisés du jeune empereur Kouang-Sin. Peu soucieuse de heurter la passion xénophobe des masses, l'impératrice mère, Tsé-Hi, la vraie détentrice du pouvoir, laissa les troupes régulières prendre part au mouvement, sans toutefois rompre les pourparlers avec les puissances. Maîtres de Pékin, les Boxeurs y assiégèrent le quartier des Légations et la cathédrale catholique de Pétang ; à Tien-Tsin, ils attaquèrent le quartier européen. Les puissances ainsi provoquées firent partir en hâte, de leurs possessions les plus proches, des troupes qui, après avoir débloqué Tien-Tsin, marchèrent sur Pékin, sous le commandement de l'amiral anglais Seymour : entourées d'une nuée d'ennemis, elles durent rétrograder, non sans péril. Les Russes prirent une part honorable à ces premières opérations ; ils en eurent une beaucoup plus grande dans celles qui suivirent ; prise des forts de Takou

1. Voir plus haut, page 86 et suivantes.

(17 juin), marche sur Pékin, combats de Peitsang et de Yangtsoun (5 et 7 août), prise et sac de Pékin où la division russe du général Linévitch pénétra la première, après quatorze heures de combat. Cependant d'autres troupes russes occupaient la tête de ligne du chemin de fer de Pékin, Niou-Tchouang, et, en Mongolie, s'avançaient jusqu'à Ourga.

La lutte terminée, la Chine dut payer les frais de la guerre et se résigner à de nouveaux abandons de territoire. Guillaume II avait donné le signal des extorsions, quand Kiao-Tchéou avait été occupé et le Chan-Toung mis sous le protectorat allemand, et ce fut double profit pour l'Allemagne; elle s'implanta en Extrême-Orient, et son exemple et ses suggestions déterminèrent la Russie à s'y engager encore plus. Port-Arthur solidement occupé, son occupation fut régularisée par la cession à la Russie, sous forme d'un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans, de la péninsule de Liao-Toung. Dès lors, les entreprises russes se multiplièrent; tandis que des fortifications formidables s'élevaient, — trop lentement, — à Port-Arthur, un autre port, *Dalni* (le *Lointain*) fut créé, sur la côte orientale de la péninsule, pour les besoins du commerce; l'exploitation des forêts du Yalou, sur la frontière de Corée, commença; en Corée même, l'infiltration russe battit en brèche l'influence japonaise, pendant qu'à l'autre bout de l'Empire chinois, au Thibet, des bouddhistes de Sibérie, sujets et agents russes, nouaient des relations avec le mystérieux Dalaï-Lama, et le décidaient, au grand émoi du gouvernement de Calcutta, à rechercher la protection du Tsar Blanc.

Or, l'expédition sur Pékin avait fourni aux Japonais l'occasion de constater, non seulement l'excellence de leurs troupes, mais encore l'insuffisance des forces russes d'Extrême-Orient. Plus que jamais, ils étaient décidés, ou à s'associer la Russie, ou à l'arrêter. En novembre 1901, un homme d'État japonais, le marquis Ito, vint en Europe dans l'espoir, semblait-il, de conclure une entente avec la Russie; finalement, il se tourna vers les Anglais. Le ministère de lord Salisbury était effrayé des projets réels ou supposés

des Russes; le vice-roi des Indes, lord Curzon, dénonçait le péril d'un empire russo-chinois. L'accord proposé par le marquis Ito fut donc conclu sur le principe de l'intégrité de l'Empire chinois; l'Angleterre, à vrai dire, ne promettait son concours que pour le cas où une tierce puissance interviendrait dans le conflit, mais cette promesse suffisait à rendre l'hypothèse invraisemblable. En tout cas, le Japon gagnait l'appui de la finance et de l'opinion anglaise.

Ainsi garanti, il réclama de la Russie l'exécution de sa promesse d'évacuer la Mandchourie. Après l'arrivée en Orient, avec le titre de vice-roi, de l'amiral Alexéief (juillet 1903) des négociations s'ouvrirent: elles auraient pu aboutir si la Russie, laissée libre en Mandchourie, avait consenti à se désintéresser de la Corée au profit des Japonais, et peut-être, de marchandage en marchandage, y serait-on arrivé, si le Japon, craignant de voir les Russes se renforcer et la supériorité militaire lui échapper, ne s'était résolu à brusquer les choses. Le 7 février 1904, le ministre du Japon à Pétersbourg, Kourino, reçut l'ordre de quitter son poste; la nuit suivante, dans la rade extérieure de Port-Arthur, l'amiral Togo surprit la flotte russe de l'amiral Stark qui n'était pas prévenue et se gardait mal; ses trois plus beaux cuirassés, le *Retvizan*, le *Pallada* et le *Cesarévitch*, furent atteints par des torpilles et durent s'échouer sous la protection des canons de la place. Le lendemain, ce fut le tour du croiseur *Variag* qui, mouillé dans la rade coréenne de Chémoulpo, fut détruit par des forces supérieures, en même temps que le contre-torpilleur *Koréetz*. La mer appartenait aux Japonais; le seul chef qui pût essayer de la leur reprendre, l'amiral Makharof, périt le 13 avril, peu de jours après son arrivée de Russie, avec le cuirassé *Pétropavlovsk*, sur une des mines flottantes semées devant le goulet de Port-Arthur par les Japonais.

Cependant l'escadrille de croiseurs qui se trouvait à Vladivostok, loin du gros des forces russes, put encore, jusqu'au 13 août, tenter des *raids* audacieux et détruire des transports de Japonais; ceux-ci n'en réussirent pas moins

à effectuer leur débarquement en masse, d'abord en Corée, puis en Mandchourie.

Dès le mois d'avril, leur première armée, commandée par le général Kouroki, marcha sur le Yalou que gardait le corps d'armée du général Zassoulitch ; il en fut débusqué, le 1er mai, après une bataille sanglante. Quelques jours plus tard, la deuxième armée, celle du général Okou, débarqua sur la côte de Liao-Toung, força les lignes de Kin-Tchéou, qui défendaient l'intérieur de la péninsule, occupa Dalni et investit Port-Arthur. Malgré les sommes que, depuis 1902, le gouvernement russe lui avait consacrées, la forteresse était loin d'être prête à soutenir un siège ; du côté de la terre, aucun de ses ouvrages n'était achevé. Par contre, troupes, vivres et munitions s'y trouvaient en abondance ; l'effectif de la garnison et de la flotte montait à 45 000 hommes, que commandait le général Stoessel, assisté de lieutenants, parmi lesquels le général du génie Kondratenko devait être l'âme de la défense. Le siège commença aussitôt ; jusqu'en janvier 1905, il devait retenir la troisième armée japonaise, celle du général Nogi.

Cependant, la masse principale (Ire armée, Kouroki ; IIe, Okou ; IVe, Nodzou) s'avançait, sous le commandement du maréchal Oyama, à la rencontre de l'armée qu'organisait dans le nord, avec des contingents surtout sibériens, l'ex-ministre de la Guerre, le généralissime Kouropatkine. Cette armée aurait dû retarder le plus possible sa rencontre avec les Japonais ; hommes et munitions ne lui arrivaient, en effet, que par l'unique ligne, à voie unique et coupée par le lac Baïkal, qui, selon l'expression de l'Anglais Hamilton, la faisait ressembler à une bulle de savon au bout d'un immense chalumeau. Cependant, les inquiétudes qu'on ressentait à Pétersbourg sur le sort de Port-Arthur, firent donner prématurément l'ordre de marcher en avant ; il en résulta, les 14 et 15 juillet, à Ouafango, la défaite du corps du général Stackelberg ; puis, quelques jours plus tard, à Tachikiaou, un échec encore plus grave (23, 24 juillet). Mais ces succès avaient coûté cher aux Japonais ; un mois entier se passa avant la reprise de leur marche sur

Liao-Yang, où Kouropatkine eut le temps de se préparer au choc qui dura du 20 août au 3 septembre, et se termina par une nouvelle retraite des Russes dans les lignes desquelles la déroute d'une division de réservistes sibériens avait ouvert une brèche, et que hantait, d'ailleurs, la crainte de voir, en arrière d'eux, leur chemin de fer coupé. Après un nouveau mois d'attente, ils reprirent l'offensive au sud de Moukden, en avant du Cha-Ho, furent repoussés, une première fois le 2 octobre, une seconde fois, après un succès passager, au mois de janvier 1905; d'autre part, un *raid* vers le sud de la cavalerie du général Mitchenko resta sans résultat; il n'avait d'ailleurs plus d'objet, car Port-Arthur venait de se rendre.

C'est le 26 juin que les Japonais avaient pris à la baïonnette les ouvrages avancés de Port-Arthur; à la fin de juillet, ils avaient commencé le bombardement de la première ligne de défense, et, profitant de son étendue excessive, ils l'avaient forcée sur plusieurs points. Le 20 août, la flotte russe, dans laquelle les cuirassés torpillés en janvier avaient repris leur place, essaya de forcer le blocus et de gagner Vladivostok; la lutte fut longtemps indécise, mais la mort de l'amiral Vithoeft, tué à son poste de combat, fit passer le commandement au prince Oukhtomski qui donna l'ordre de la retraite, auquel n'obéirent pas, d'ailleurs, plusieurs navires qui réussirent à gagner des ports neutres. Quatre jours plus tard, l'escadrille de Vladivostok, qui avait été prévenue de la sortie de la flotte de Port-Arthur, mais non de sa retraite, se heurta aux forces supérieures de l'amiral Kamimoura et fut à peu près détruite. Ce fut, du moins provisoirement, la fin de la lutte sur mer, et, définitivement, celle de la flotte de Port-Arthur. Ses canons et ses marins servirent du moins à renforcer la défense de la place où les assauts se succédaient sans relâche. En dépit de la résistance tenace des Russes et de leurs contre-attaques, les Japonais avançaient, mais lentement et au prix de pertes énormes. Le 5 décembre seulement, après dix jours de lutte, ils s'emparèrent de la colline de 209 mètres; de là ils purent bombarder et endommager

les derniers vaisseaux russes, ce qui permit à la flotte de Togo d'aller se refaire au Japon. Quelques jours après, le général Kondratenko fut tué, et dès lors la défense mollit; après la chute de divers ouvrages, les 28 et 31 décembre, le 1er janvier 1905, Stoessel demanda à capituler. La garnison obtint les honneurs de la guerre; elle comptait encore près de 40 000 hommes, dont, il est vrai, 16.000 étaient blessés ou malades: 10 000 autres avaient péri dans ce siège de six mois. Quant aux Japonais, leurs pertes par le feu ou la maladie avaient été beaucoup plus élevées; si grandes fussent-elles, le succès les payait d'autant plus amplement que l'armée de Nogi, devenue libre, put rejoindre les armées du nord à la veille de la bataille de Moukden. Ce fut un malheur pour la Russie que Stoessel n'eût pas tenu quinze jours de plus. Deux ans plus tard, ce général médiocre, usé, qu'en Europe on avait cru un héros, devait être mis en jugement et condamné à mort[1]. La bataille décisive fut livrée, sous Moukden, à la fin de février, après que Nogi, avec sa troisième armée, et Kavamura, avec une cinquième armée, eurent rejoint le maréchal Oyama. Les Russes, trop dispersés, menacés sur leur gauche, par Kavamura, puis, sur leur droite, par Nogi, dont leur cavalerie n'avait pas éventé l'approche, se résignèrent à la retraite, après sept jours d'un combat acharné. Ils avaient perdu, dit-on, près de 100 000 hommes tués, blessés ou prisonniers, contre environ 70 000 Japonais. La retraite se fit en désordre, mollement pressée, d'ailleurs, par les Japonais, jusqu'à Ti-Yang, où Linévitch, nommé à la place de Kouropatkine, s'efforça de reconstituer son armée.

Tout était fini, ou paraissait fini, sur terre; c'est à ce moment que se joua, sur mer, le dernier acte de la tragédie.

La flotte de secours de l'amiral Rogestvenski avait quitté la Baltique en octobre 1904; retardée par l'incident de Hull, où, pendant sa traversée de la mer du Nord, elle avait canonné des barques anglaises prises, dans la nuit,

1. Il a d'ailleurs été grâcié.

pour des torpilleurs japonais, ce qui faillit faire éclater un conflit avec l'Angleterre, elle contourna toute l'Afrique, séjourna sur les côtes françaises de Madagascar et d'Annam où elle fut rejointe par l'escadre moins importante de Nébogatof, qui avait traversé le canal de Suez. A ce moment, elle compta 8 cuirassés, dont cinq modernes, 3 garde-côtes, 12 croiseurs, 8 contre-torpilleurs et une dizaine d'autres bâtiments, montés par 9 ou 10000 hommes. Le 21 mai, elle entra dans les mers de Chine ; le 27, se dirigeant droit sur Vladivostok, elle s'engagea dans le détroit qui sépare le Japon de la Corée. Togo l'y attendait avec la flotte japonaise, qui, depuis la chute de Port-Arthur, avait eu le temps de se faire réparer, et réunissait la quadruple supériorité du nombre, de l'instruction, de la vitesse et du tir. Ecrasés sous le feu de l'ennemi dès le début de l'action, les Russes perdirent plusieurs unités, dont le vaisseau amiral, le *Prince Souvorof*, auquel les projectiles ennemis mirent le feu ; transporté sur un contre-torpilleur, Rogestvenski, blessé, tomba aux mains de l'ennemi. Cependant, l'escadre de Nébogatof, que la lenteur de sa marche avait séparée de celle de Rogestvenski, prenait la fuite vers le sud. A quatre heures, la journée était décidée ; les vainqueurs n'eurent plus qu'à poursuivre et à détruire les unités dispersées qui persistaient à ne pas se rendre.

Continuer la lutte sur terre aurait été possible encore, même après tant de désastres : Linévitch avait réorganisé son armée dont les contingents d'Europe, de beaucoup supérieurs aux autres, faisaient maintenant la plus grande part : d'autre part, plus la guerre s'éloignait des côtes, plus elle était difficile pour les Japonais. Mais en Russie la révolution grondait ; de nouveaux échecs dans cette guerre impopulaire auraient pu avoir des contre-coups que le gouvernement n'osait affronter. Il se résigna à accepter les offres de médiation que lui faisait le président Roosevelt ; en août, les négociateurs russes, à la tête desquels se trouvait l'ancien ministre des finances Witté, se rencontrèrent avec les négociateurs japonais dans la petite ville américaine de Ports-

mouth. L'accord s'établit facilement sur la Corée, que les Russes abandonnèrent au protectorat japonais, et sur la Mandchourie, qui fut partagée en deux zones, russe et japonaise, sous la réserve toute théorique des droits de la Chine. Il n'en fut pas de même d'autres exigences des Japonais qui auraient voulu se faire céder la totalité de l'île Sakhaline, limiter les forces russes en Extrême-Orient, se faire livrer les vaisseaux russes réfugiés dans divers ports neutres, recevoir enfin une indemnité de guerre. Sur tous ces points, M. Witté résista énergiquement, et les Japonais durent se contenter de la moitié méridionale de l'île de Sakhaline, et du remboursement des frais d'entretien des prisonniers de guerre. En somme, cette paix n'était, selon l'expression de Witté, ni onéreuse, ni humiliante; la Russie n'en était pas moins obligée de renoncer à son rêve d'extension sur les côtes du Pacifique.

On a longuement discuté sur les causes de ses désastres. Il en est qui sautent aux yeux; l'éloignement du théâtre de la lutte, l'insuffisance des moyens de communications, la difficulté de mouvoir des armées dans un pays peu connu, mais que d'ailleurs les Russes auraient dû et pu connaître — l'hostilité des populations, l'impéritie de certains chefs, des hasards tels que la mort de l'amiral Makharof et de l'amiral Vithoeft, la surprise qu'avait été la déclaration de guerre du Japon, le désarroi causé par son offensive au début, la dispersion des forces russes à ce moment, l'arrivée des renforts par petits paquets. Tout cela cependant n'aurait pas entraîné la défaite, si certains défauts de l'armée n'y avaient contribué; il fallut s'apercevoir de l'organisation insuffisante de l'état-major, de la médiocrité de certains généraux, de leur terreur des responsabilités, de leur manque d'initiative; du peu d'entraînement des troupes surtout sibériennes; des défectuosités de la mobilisation et du matériel, de la routine et des erreurs de méthode que l'influence longtemps prépondérante du général Dragomirof avait enracinées dans l'armée. Les Russes répétaient encore, après lui, « la balle est folle, mais la bayonnette est sage » et le résultat de cet axiome fut que, d'un bout à l'autre de la

guerre, la supériorité des feux appartint aux Japonais. Bref, l'armée russe avait conservé ses qualités d'autrefois ; ses soldats s'étaient montrés héroïques, souvent dans l'attaque, et toujours dans les retraites — mais elle n'avait pas suffisamment profité des leçons des guerres précédentes.

Une cause morale, enfin, dominait toutes les autres. C'est la décadence de l'esprit militaire ; le « pacifisme » des uns, qui ne croyaient plus une guerre possible, le cosmopolitisme et l'humanitarisme des autres qui se consolaient des défaites avec la pensée que l'émancipation du peuple en sortirait. La répercussion de ces tendances dans les masses a fait que le Japon a bénéficié des ferments d'indiscipline et d'anarchie sur lesquels Napoléon avait vainement compté en 1812.

### La Révolution.

L'Empereur Nicolas II avait continué la politique absolutiste de son père, à la grande déception de la classe instruite, l'*intelligence* : aussi l'agitation avait-elle continué, avec les attentats et les répressions qui en étaient la suite obligée. En 1901, après des troubles dans les universités, le ministre de l'Instruction publique, Bogoliépof, fut assassiné : en 1902, ce fut le tour du ministre de l'Intérieur, Sipiaguine. Puis des troubles éclatèrent en Finlande, à propos de la levée des recrues, et de nouveau dans les universités, notamment à Kief et à Odessa. En 1904, alors que la guerre était déjà commencée et que les Russes avaient essuyé leurs premiers échecs, coup sur coup, le général-gouverneur de Finlande, Bobrikof, et l'énergique ministre de l'Intérieur, Plehwe, furent assassinés, l'un à Helsingfors, l'autre à Pétersbourg (16 juin et 15 juillet). Or, aller dans la répression plus loin que Plehwe était difficile ; d'autre part, les sacrifices qu'il fallait exiger de la nation pour la guerre devaient porter le gouvernement à des concessions : la naissance longtemps attendue d'un Tsarévitch (12 août 1904) en fournit l'occasion. Le prince Sviatopolk-Mirski,

dont le libéralisme était connu, fut appelé au ministère, et son premier acte fut d'autoriser une réunion des délégués des assemblées provinciales, des *zemstvo*; leur congrès, réuni à Pétersbourg, en novembre, demanda plus de libertés locales, plus de libertés personnelles, et exprima enfin le vœu « que l'autorité souveraine convoquât des représentants du peuple, librement élus, pour orienter dans une voie nouvelle le régime de la Russie.... » La réponse du gouvernement, ce fut un oukaze, en décembre, qui augmenta, en effet, la compétence des zemstvo, mais resta muet sur la question principale, celle de la réunion d'une assemblée nationale. Cependant, de vastes grèves avaient éclaté à Pétersbourg; en janvier 1905, le jour de *la bénédiction des eaux*, au milieu des salves qui l'annonçaient, un shrapnell vint éclater, par hasard sans doute, dans le Palais d'Hiver; puis le 9/22 janvier, des masses de peuple, conduites par le populaire prêtre Gapone, se mirent en route, de tous les faubourgs de la capitale, pour présenter leurs vœux à l'Empereur; elles se heurtèrent à des troupes qui les fusillèrent à bout portant. Cette sanglante échauffourée amena la retraite du prince Sviatopolk-Mirski que remplaça M. Boulyguine, sans d'ailleurs qu'il s'en suivît un changement de programme. En dépit de l'assassinat du Grand Duc Serge, à Moscou, le 4 février 1905, et malgré les influences réactionnaires qui s'exerçaient sur lui, le 18 février, tout en affirmant de nouveau son autocratie, l'Empereur exprima sa résolution « de convoquer les hommes les plus dignes, élus par le peuple... pour qu'ils participent à l'élaboration et à l'examen des projets de loi ». Il autorisa, en même temps, les institutions publiques ou particulières à exprimer leurs vœux, et cela impliquait la liberté de s'assembler et de discuter. Dès lors, presque chaque mois, on vit les représentants des zemstvo se réunir, réclamer la convocation de l'assemblée promise, discuter sur ses pouvoirs — on la voulait constituante — et sur son mode d'élection; on commença à parler de suffrage universel, égal, direct et secret. Cependant les réformes se succédaient; la tolérance religieuse fut proclamée, puis

l'autonomie rendue aux universités; une loi du 6/19 août institua enfin l'assemblée que la Russie attendait impatiemment; elle devait s'appeler d'un nom qui remontait à l'histoire moscovite, la *Douma* d'Empire, et serait élue par les propriétaires des villes et des campagnes, et par les délégués de paysans; sa tâche serait d'examiner les lois. avant le Conseil de l'Empire, qui statuerait sur ses conclusions. L'Empereur restait, d'ailleurs, libre d'accepter ou d'écarter les textes que lui soumettraient les deux assemblées.

Cette ombre de constitution pouvait d'autant moins satisfaire l'opinion qu'il semblait bien que le pouvoir lui-même n'y vît qu'une ébauche provisoire. « Nous nous réservons, disait l'Empereur, le soin de perfectionner le statut de la Douma d'Empire », et cette phrase, qui pouvait être une promesse, était aussi une menace. Aussi l'agitation prit-elle des formes de plus en plus dangereuses; on vit se succéder pillages et incendies dans les campagnes, grèves dans les districts manufacturiers, *pogroms*, pillages dans les villes à population juive, séditions militaires enfin; l'équipage d'un des cuirassés de la mer Noire, le *Prince-Potemkine*, massacra ses officiers, sortit de Sévastopol, erra le long des côtes sans qu'on osât le poursuivre, menaça Odessa, et finalement, faute de charbon, se rendit aux autorités roumaines de Kostandza. Cependant, à Bakou, la population tatare s'était jetée sur les Arméniens, et là le massacre, à l'orientale, avait accompagné le pillage. Le 24 août, M. Boulyguine démissionna. Son successeur, avec le titre nouveau de président du Conseil, fut M. Witté, qui revenait de Portsmouth avec le prestige de la paix conclue. Les pogroms et les grèves n'en continuèrent pas moins; celle des chemins de fer, en octobre, paralysa toute la Russie et l'on put se croire à la veille d'un soulèvement universel. Le 17/30 octobre, un manifeste impérial rendu sur la proposition de M. Witté, devenu le comte Witté, reprit, précisa, élargit les promesses faites en août. « Les élus du peuple, affirmait-il, seront en mesure de participer, d'une façon effective, au contrôle de la légalité des actes administra-

tifs... aucune loi ne pourra entrer en vigueur sans l'assentiment de la *Douma.* » De plus, le droit de suffrage serait étendu à des catégories d'électeurs qu'ignorait le projet Boulyguine, mais pourtant sans devenir le suffrage universel que rêvaient les chefs du mouvement révolutionnaire. Aussi, après une courte interruption, les grèves reprirent-elles, puis la jacquerie; dans les campagnes, plus de deux mille maisons seigneuriales furent incendiées; des séditions éclatèrent à Kronstadt et à Sévastopol, où le lieutenant Schmidt recommença, dans de plus vastes proportions, l'aventure du *Prince-Potemkine.* Puis ce fut la grève générale pour obtenir, en Finlande, le rappel des lois Bobrikof; à Pétersbourg, l'amnistie des révoltés de Kronstadt et la levée de l'état de siège en Pologne. Cette fois encore, le gouvernement céda, mais il était visible que déjà les ouvriers répondaient moins aux appels des révolutionnaires. En décembre, le comte Witté fit arrêter Khroustalof, le Président du « Comité des députés ouvriers »; il s'ensuivit, à Moscou, une révolte ouverte qui dura du 24 au 31 décembre, non que les révoltés, ouvriers et étudiants, fussent nombreux, mais Moscou est grand; le gouvernement hésitait à employer contre eux les troupes de la garnison; les communications avec celles des autres villes étaient difficiles. Il fallut faire venir de Pétersbourg le régiment Seménovski dont l'intervention fut décisive et rapide. Réprimés à Moscou, les troubles continuèrent ailleurs, notamment dans les provinces baltiques, où les paysans lettes se mirent à massacrer les propriétaires allemands; néanmoins, en janvier 1906, le gouvernement put se considérer comme maître de la situation. D'une part, son succès à Moscou lui rendait le prestige de la force matérielle; de l'autre, le peuple se fatiguait de l'anarchie; l'*intelligence* se divisait de plus en plus, et les lois constitutionnelles, si peu libérales qu'elles parussent à quelques-uns, donnaient satisfaction à l'opinion. La *Douma* allait se réunir; c'était à elle qu'il appartiendrait de dire l'avis de la nation sur ses nouveaux organes législatifs.

Nous avons déjà dit que le projet Boulyguine, qui n'avait

pas été amendé sur ce point, admettait l'existence de deux Chambres : celle qui était destinée à jouer le rôle de Chambre haute, le Conseil de l'Empire, devait comprendre, à côté de ses membres nommés par l'Empereur, autant de membres élus, à savoir : cinquante-six, soit par les assemblées provinciales, soit, dans les provinces encore privées de ces assemblées, par les grands propriétaires ; et quarante-deux autres par le clergé, la noblesse, les universités, les industriels et les commerçants gros censitaires. Le correctif de ce libéralisme, c'est que rien ne garantissait l'inamovibilité des membres nommés par le gouvernement lui-même.

La Chambre basse, la Douma, serait élue, elle, par tous les Russes — ou sujets russes — âgés d'au moins vingt-cinq ans qui pourraient justifier d'un an de domicile fixe, ou tout au moins, de six mois de travail dans une entreprise occupant au moins cinquante ouvriers ; n'étaient exclus du corps électoral que les militaires, les étudiants, les fonctionnaires — dans le district où ils exerçaient leurs fonctions — les personnes en tutelle légale, les condamnés en justice et même, par une disposition qui ouvrait la porte aux abus, les simples accusés. Quoiqu'il en fût de ce détail, le système aurait été fort large, si tous les électeurs avaient dû jouir des mêmes droits. En fait, ils étaient partagés en six classes, deux de propriétaires fonciers, deux de citadins, suivant leur cens, une de paysans, une d'ouvriers, et ces différentes « curies » choisissaient, par un scrutin à un ou plusieurs degrés, les électeurs qui nommeraient les députés au scrutin uninominal, suivant une proportion établie d'avance entre des différentes classes ; il n'y avait, d'ailleurs, aucune correspondance, dans chacune d'entre elles, entre le nombre des électeurs du premier degré et ceux du second. Tout avait été calculé pour favoriser les classes supposées les plus conservatrices, les grands propriétaires et les paysans, et les électeurs des villes auraient été complètement effacés par ceux des campagnes, si des dispositions accessoires n'avaient assuré des élections directes aux villes les plus importantes.

En principe, toute loi devait être votée par l'une et l'autre Chambre, la décision suprême restant à l'Empereur, qui, d'ailleurs, en une foule de matières, était le seul à décider. En mars 1906, en effet, alors que la Douma était déjà élue, des « lois organiques » limitèrent étroitement son pouvoir, et législatif, et budgétaire Politique étrangère, traités internationaux, dette publique, défense nationale, ministère de la Cour, tout cela, « cuirassé » contre les entreprises parlementaires, resta sous l'autorité directe et unique du souverain, et comme il était toujours « autocrate », rien n'assurait que cette limitation ne serait pas la dernière. Cet énorme appareil législatif jouait la constitution, de loin; en réalité, il avait seulement la valeur que lui laisseraient la bonne volonté impériale et la prudence des libéraux.

### La Douma.

La veille de la réunion de la première Douma, le gouvernement changea ; le comte Witté et le Ministre de l'Intérieur qui avait présidé aux dernières répressions, Dournovo, furent remplacés par l'ancien ministre Gorémykine et le gouverneur de province Stolypine. Le lendemain, l'Empereur reçut les députés au Palais d'Hiver et leur adressa une allocution qu'ils accueillirent avec froideur ; il y était, en effet, question d'ordre plus que de liberté. Le même jour, réunis au Palais de Tauride, ils procédèrent à l'élection de leur bureau; avant même que le scrutin fût terminé, le président dont le nom venait de sortir des urnes, le professeur moscovite Mouromtsef, donna la parole au député Petrounkiévitch qui réclama l'amnistie pour toutes les victimes des troubles: c'était, dès le premier jour, entrer en lutte avec le gouvernement.

Les préférences de la nation étaient, en effet, allées aux partis avancés; ce qui dominait dans la masse confuse des nouveaux députés, c'étaient les « constitutionnels-démocrates », ou, comme on les appelait d'après les initiales de

leur double nom, les *cadets* (KD); puis les *travaillistes*, et enfin les représentants des nationalités autres que la russe. Les *cadets* s'inspiraient des tendances radicales de l'*intelligence*, et aussi de ses longues rancunes contre le gouvernement ; les *travaillistes* se séparaient d'eux par leur dédain de la légalité, leur désir d'une révolution plus complète et leur acceptation d'un programme agraire qui touchait au socialisme; quant aux *allogènes*, ils songeaient avant tout à se soustraire à la russification officielle. On a pu dire que, s'il y a eu des conservateurs dans la première Douma, c'était dans la nombreuse députation polonaise, venue non seulement de la Pologne proprement dite, mais encore des provinces russes jadis rattachées à la Pologne.

Dès le début, mieux disciplinés que les autres groupes — le *Kolo* polonais excepté — les cadets prirent la direction de l'assemblée et lui tracèrent, dans l'adresse au trône, un programme qui comprenait l'amnistie, la suppression de la peine de mort et des lois d'exception, l'inviolabilité des personnes, la liberté religieuse, celle de la presse, le droit de réunion, la suppression des inégalités des classes, la décentralisation administrative, l'autonomie de la Pologne, le suffrage universel, la réforme agraire, des lois en faveur des ouvriers, l'instruction obligatoire et gratuite, la responsabilité des ministres devant les Chambres, ou plutôt devant la Chambre, car la suppression du Conseil de l'Empire était aussi réclamée. Quant à la lutte contre les abus administratifs, c'était l'affaire, d'abord, des interpellations; le bureau en inscrivit plusieurs centaines.

Avec un tel programme, la Douma était fort exposée à perdre son temps, même si elle avait eu l'expérience du travail législatif, même si le gouvernement avait été disposé à collaborer avec elle Or, soit à cause de la retraite subite du ministère Witté, soit par parti pris de mauvaise volonté, les seuls projets qu'il eût apportés à la Douma concernaient, dit-on, l'un, l'ouverture de cours privés; l'autre, la reconstruction d'une buanderie à l'Université de Yourief. Force était donc de retomber sur les questions qui devaient rendre le conflit aigu, et tout d'abord sur le programme

de l'adresse au trône. Quand le Président du Conseil vint y faire une réponse qui la contredisait de tous points, il fut blâmé à l'unanimité. Quelques jours après, l'affaire de détenus exécutés à Riga, en dépit des votes de la Douma, souleva une tempête. Ensuite vint l'affaire des pogromes, qui avaient de nouveau dévasté des villes de l'ouest, et notamment Bialystok ; l'opposition y releva des manœuvres de policiers, et le gouvernement fut encore blâmé. Enfin le projet de réforme agraire, au fond l'essentiel du programme de la Douma, vint achever de gâter les choses.

L'acte d'émancipation des paysans, en 1861, leur avait donné, en même temps que la liberté personnelle, une part des terres qu'ils avaient jusqu'alors cultivées pour leurs maîtres, et d'ailleurs sous des conditions onéreuses. Ces terres, parcimonieusement mesurées dès le début, étaient vite devenues insuffisantes pour une population qui grossissait toujours ; le paysan était misérable. Pour remédier à cette misère qu'une série de mauvaises récoltes avaient rendue atroce dans plusieurs gouvernements, le gouvernement avait essayé de palliatifs : la « Banque des paysans », qu'il subventionnait, achetait des domaines nobles pour les transmettre aux paysans, mais ces achats eux-mêmes, en faisant renchérir la terre, aggravaient la crise. Il fallait trouver autre chose, mais quoi ? Pour les cadets et les travaillistes, le remède était la disparition des grands domaines que la générosité des tsars, plus que toute autre cause, avait multipliés en Russie. Pour les faire disparaître, il suffirait de les exproprier : mais là, travaillistes et cadets cessaient d'être d'accord. Les cadets, pour la plupart, n'entendaient exproprier que les *latifundia*, et moyennant indemnité ; les travaillistes, eux, rêvaient de la « nationalisation » de tout le sol russe, et quant à l'indemnité, ils se réservaient, tout au moins, d'examiner chaque cas en particulier. Il était évident, d'ailleurs, que même cette nationalisation totale n'accroîtrait que de fort peu le lot de chaque paysan ; que l'opération financière serait écrasante, s'il y avait indemnité, et que, dans le cas contraire, on éloignerait de la terre, pour longtemps, les initiatives et les capi-

t ux qui lui étaient indispensables. Mais les paysans ne s'en rendaient pas compte, et la Douma, qui avait besoin d'eux contre le gouvernement, ne pouvait avoir leur appui qu'en leur promettant le partage des terres dont ils rêvaient depuis si longtemps.

La discussion des projets agraires commença à la fin du mois de juin et devint tout de suite extrêmement confuse ; plus de cent membres de la Douma étaient inscrits pour parler, presque tous en faveur de l'expropriation ; les orateurs du gouvernement, le ministre de l'agriculture, Stichinski, et l'adjoint au ministre de l'intérieur, Gourko, s'en tenaient, eux, aux vieux procédés : achats et reventes de terres, émigration des paysans les plus nécessiteux en Sibérie et en Asie centrale. La nomination, pour étudier et rapporter tous les projets, d'une grande commission de quatre-vingt-dix membres, ralentit encore la discussion, qui fut d'ailleurs coupée, en juin et en juillet, par une série d'interpellations et de scènes violentes, particulièrement après l'arrivée tardive des députés du Caucase, tous socialistes. Le gouvernement, mis à chaque instant sur la sellette, se défendit plutôt mal ; seul, le ministre de l'intérieur, Stolypine, fit preuve d'énergie et gagna rapidement une grande autorité, non sur la Douma, mais sur les cercles du dehors qui appelaient la fin, fût-ce par la violence, d'une situation dangereuse. Après l'échec, à la fin de juin, d'une sédition du régiment Préobragenski, on put prévoir que c'en était fini de l'espoir de quelques cadets, d'être appelés au ministère ; que la dissolution était prochaine et que Stolypine en serait chargé. Elle vint, en effet, le 21 juillet, en même temps qu'un oukaze qui enregistrait la retraite de Gorémykine et nommait Stolypine président du Conseil. La résistance fut nulle ; après quelques hésitations, renonçant à se faire disperser « par la force des bayonnettes », les membres de la Douma se décidèrent, sur l'invitation des cadets, à tenir une réunion à Vyborg, qui, à moins d'une heure de Pétersbourg, se trouve en terre finlandaise, hors de l'atteinte de la police ; de là ils engagèrent le peuple à répondre à la dissolution de la Douma par le refus des

impôts et du service militaire. Cette proclamation révolutionnaire n'eut d'autre résultat que de faire ouvrir des poursuites contre ses signataires, et par conséquent — en vertu de l'article de loi qui privait les accusés de leurs droits politiques — d'exclure de la Douma future, déjà convoquée pour février 1907, la plupart des orateurs influents de la Douma qui s'en allait.

En somme, elle finissait comme un club fermé par autorité de police, et le fait est que son activité avait été celle d'un club. « La Douma ne peut légiférer, disait un de ses chefs au journaliste français Recouly, puisqu'elle a besoin pour cela de la collaboration du gouvernement et qu'il la refuse. Mais si son action matérielle est nulle, son action morale est grande ; elle agite pêle-mêle tous les problèmes, elle fait vibrer la Russie tout entière; surtout elle dévoile les abus et les turpitudes de ce régime autocratique. » Or, les paroles violentes lassent vite; on ne peut pas vibrer toujours, et quant aux « turpitudes » du régime, il n'est pas téméraire de dire que l'immense majorité des Russes les ressentait moins que leurs dénonciateurs.

D'ailleurs, si les masses commençaient à être indifférentes, l'activité des terroristes continait. En Finlande et en Russie, il y eut des troubles et des séditions militaires ; à Pétersbourg même, dans la résidence d'été du président du Conseil, à l'île des Apothicaires, une bombe éclata, blessant grièvement deux de ses enfants, et tuant, dans un salon d'attente, une trentaine de solliciteurs. La force d'âme que montra Stolypine en cette occasion accrut son autorité et lui permit de préparer plus tranquillement les élections, à la façon, d'ailleurs, dont les ministres de l'intérieur les « préparent » en tout pays. Il obtint du Sénat des « éclaircissements » de la loi qui diminuèrent le nombre des électeurs dans les classes suspectes, et, de plus, par des mesures administratives, il rendit difficile le travail de propagande des partis avancés, impossible celui des cadets. Le résultat de cette politique fut que les élections tournèrent au profit des partis extrêmes et surtout des socialistes — les masses n'avaient pas oublié le projet de partage des terres — et,

d'ailleurs, à la satisfaction du gouvernement qui comptait bénéficier de toute la force des intérêts menacés.

La nouvelle Douma, qui se réunit le 21 février/5 mars 1906, comptait environ 150 travaillistes et socialistes, seulement une centaine de cadets, à peu près autant de représentants des allogènes que la précédente assemblée, puis — grande nouveauté, — un groupe de modérés et même des droitiers. La majorité était à gauche, et cette fois encore les cadets en prirent la direction. Plus prudents que dans la première Douma, ils s'efforcèrent d'éviter le conflit direct avec le gouvernement. C'est ainsi qu'ils votèrent les crédits militaires, malgré l'opposition de la gauche, et avec l'appui même des Polonais, dont la politique autonomiste, pour réussir, devait se montrer favorable à l'accroissement de la puissance russe, mais toute cette prudence ne servit à rien ; les incartades des socialistes, d'une part, de l'autre la confiance croissante du gouvernement en sa force amenèrent le coup que redoutaient les cadets. A la fin de mai, une demande en autorisation de poursuites contre cinquante-cinq députés d'extrême gauche, accusés de haute trahison, fut déposée à la Douma; la majorité en vota le renvoi à une commission. Le gouvernement prit prétexte de ce retard ; le 3 juin, l'Assemblée fut dissoute, et cette fois, l'acte légal de la dissolution fut accompagné d'un changement de la loi électorale.

Constatant l'impossibilité de la modifier d'accord avec la Douma « dont la composition défectueuse résulte de l'imperfection même de son mode d'élection », l'oukase impérial bouleversait les curies de façon à y accroître la puissance des propriétaires fonciers au détriment de celle de paysans devenus suspects de socialisme; de 24 pour 100, la part des uns monta à 51 pour 100, celle des autres tomba de 43 à 22 pour 100. La représentation des villes fut diminuée, celle de l'Asie centrale supprimée, celle du Caucase réduite des deux tiers, et de même, en dépit de son loyalisme, celle de la Pologne : encore, sur les douze membres qui lui restaient, deux devaient-ils être élus, à part des autres, par les groupes d'électeurs russes de Varsovie et du gouver-

nement de Lublin. Avec un corps électoral ainsi formé, les élections ne pouvaient être que conservatrices ou très modérées, et elles le furent d'autant plus que, dans beaucoup de circonscriptions, les classes sacrifiées s'abstinrent d'y prendre part, de parti pris ou par indifférence ; on cite telle circonscription où, sur 1480 électeurs, cinq seulement se dérangèrent pour voter. Le résultat fut que, les grandes villes exceptées, il ne passa guère que des nobles. La troisième Douma ne compta qu'une centaine de membres de gauche, démocrates-socialistes, travaillistes ou cadets, pour cent cinquante modérés, à peu près autant de droitiers, et une cinquantaine d'allogènes, Polonais ou musulmans, ou de « sans parti ». En somme, elle était partagée entre trois tronçons à peu près égaux, ce qui n'empêcha pourtant pas une majorité assez constante de s'y former autour du groupe dit des *Octobristes* qui, fondant son programme sur les concessions de l'Empereur, en octobre 1905, entendait travailler avec le gouvernement, développer les libertés publiques, s'il se pouvait, et poursuivre la réforme des administrations. Ce programme modeste manquait assurément d'éclat ; entre « le rouge, radieux chevalier de la vérité » et le noir « monstre de tyrannie », il était, pour reprendre les expressions de Gorki, « le gris, monotone et mesquin » au-dessous duquel l'écrivain entrevoyait de hideux crapauds. Les octobristes n'en obtinrent pas moins de précieux résultats. D'abord, ils firent vivre leur Douma quatre ans, jusqu'en septembre 1912, et cela seul, au milieu de la réaction grandissante, fut un succès ; plus les institutions représentatives ont duré, plus un retour à l'absolutisme pur et simple devient difficile. Puis, non contents de vivre, en dépit des agitations du dehors, des scandales « policiers », tels que l'affaire d'Azef, en 1909 ; en dépit des attentats qui, revenant de temps en temps, aboutirent, en 1911, à l'assassinat de Stolypine, tué, sous les yeux mêmes de l'Empereur, en pleine représentation de gala, au théâtre de Kief ; en dépit aussi de l'obstruction bureaucratique, des résistances du Conseil de l'Empire, des obstacles que créaient les Lois Fondamentales, des velléités absolu-

tistes du premier ministre, sur bien des points, ils obtinrent des résultats, souvent incomplets, parfois critiquables, souvent dignes d'éloges. Il serait difficile de passer en revue tous les sujets auxquels a touché la troisième Douma, de la réforme des tribunaux de paysans à la création de nouveaux *Zemstvo* et à l'extension des libertés locales : de l'établissement de la responsabilité des fonctionnaires à la reconnaissance plus complète de la liberté religieuse. Nous n'analyserons ici que les lois, adoptées d'accord avec le gouvernement et parfois sur son initiative, qui concernent, d'abord, la situation, dans l'Empire, des nationalités non russes; ensuite, la condition des terres et celle des paysans; enfin la reconstitution de la puissance russe, l'œuvre budgétaire et l'œuvre militaire.

### La question des nationalités

A côté d'une énorme majorité de Russes ou de « russifiés » (cent à cent dix millions), l'Empire contient des nationalités rebelles à la russification ; six ou sept millions de Juifs qui, très nombreux dans l'ouest, se sont glissés aussi, en dépit des barrières administratives, dans tous les grands centres de l'Empire et jusqu'en Sibérie ; dix ou douze millions de Polonais, compacts dans le royaume proprement dit, mais, dans les gouvernements voisins, propriétaires épars au milieu d'une population russe ; Finlandais enfin, isolés dans leur grand-duché, à l'angle nord-ouest de l'Empire. Ces nationalités avaient été associées à l'œuvre révolutionnaire ; des Juifs avaient pris part à des attentats, et leur influence avait été grande dans la première Douma où le metteur sur pied du projet d'expropriation des terres, Herzenstein, était l'un des leurs. Les Polonais, eux aussi, y avaient tenu, de même que dans la seconde Douma, une grande place; mais ils s'y étaient montrés fort modérés: nous les avons vus faire passer des crédits militaires demandés par le gouvernement. Quant aux Finlandais, restés à l'écart de l'agitation proprement russe, ils en avaient large-

ment profité : en 1905, ils avaient obtenu le rappel des lois centralisatrices, l'extension des pouvoirs de leur Diète, et la nomination d'un gouverneur, Gerhardt, favorable à leurs aspirations autonomistes ; ce qui ne les avait d'ailleurs pas empêchés, en 1906, de donner asile, à Vyborg, à la Douma dissoute. Il était inévitable que la réaction prît une tournure hostile à tous ces bénéficiaires de la Révolution ; si éprouvé qu'il eût été pendant la guerre russo-japonaise, le sentiment national russe l'avait peut-être encore été davantage par le rôle presque dominant qu'avaient pris tout à coup les représentants de races la veille sujettes et parfois méprisées. Une bonne part de l'activité de Stolypine et de la troisième Douma fut donc consacrée aux « allogènes » et particulièrement — la situation légale des Juifs restant la même — aux Finlandais et aux Polonais.

On se rappelle que la Finlande, conquise en 1808 et laissée en possession de privilèges mal définis, avait vécu d'abord, non pas précisément en État dans l'État, mais plutôt en province oubliée par le gouvernement central. Puis cette situation de fait s'était légalisée et développée. En 1869, Alexandre II avait accordé que désormais la Diète serait périodiquement convoquée et qu'elle serait seule compétente en matière finlandaise ; aucune réserve n'avait été faite pour les lois communes à tout l'Empire, probablement parce qu'on ne pensait pas qu'une telle réserve fût nécessaire. En 1886, un nouveau pas fut fait ; l'Empereur s'interdit de modifier les lois votées sur l'initiative de la Diète. Dès lors, le particularisme du pays s'accentua. Tandis qu'en Russie les Finlandais jouissaient de tous les droits des Russes et parfois de faveurs exceptionnelles, les Russes, en Finlande, étaient frappés d'incapacités de tout genre ; aux portes mêmes de Pétersbourg, une ligne de douanes gênait les communications que, d'autre part, les autorités finlandaises s'ingéniaient à rendre rares. La réaction contre cette situation paradoxale avait commencé, seulement en 1899, avec les oukazes rendus sur l'initiative du gouverneur général Bobrikof. Il les paya de sa vie en

1904, et la révolution les emporta en 1905 : mais en 1907, la révolution finie, le mouvement en sens inverse recommença, par suite, sans doute, des rancunes du gouvernement, mais aussi de la situation nouvelle où se trouvait la Russie. Avec le nouveau régime il fallait, de toute nécessité, définir les pouvoirs législatifs, et de ceux-ci et de ceux-là, et d'avance il était sûr que la nation russe y mettrait moins de condescendance que ne l'avait fait jadis l'Empereur Grand-Duc de Finlande.

Dès 1907, le gouverneur général Gerhardt fut rappelé; puis, en 1908, une commission russo-finlandaise fut formée, sous la présidence du sénateur Kharitonof, pour déterminer les lois qui seraient communes à l'Empire et à la Finlande, et les procédés par lesquels on pourrait les voter. Tout de suite l'opposition des points de vue éclata. Les Finlandais proposaient l'institution de Délégations, l'une russe, l'autre finlandaise, siégeant séparément, ne communiquant que par écrit, qui voteraient les mesures d'intérêt général à peu près comme les votent les Délégations austro-hongroises, et ce procédé, qui mettait sur un pied d'égalité un pays de deux millions d'âmes et un autre qui en avait cent soixante millions, les Russes n'en voulaient à aucun prix. D'autre part, quelles étaient ces matières d'intérêt commun? Les Russes voulaient y comprendre tout ce qui concernait : 1° la défense de l'Empire et sa politique étrangère : 2° les droits en Finlande des sujets russes; 3° la langue officielle; 4° les « principaux éléments » de l'administration, de la justice, de l'instruction publique; 5° la législation de la presse; 6° le système monétaire; 7° les postes, les chemins de fer, les communications internationales; 8° les droits des étrangers en Finlande : 9° la navigation maritime et le pilotage sur les côtes de Finlande, etc., etc. Il était clair qu'avec une énumération aussi compréhensive, l'autonomie de la Finlande risquait de n'être qu'un vain mot, en dépit du droit qu'on accordait aux Finlandais d'avoir des représentants, proportionnellement à leur nombre, et au Conseil de l'Empire, et à la Douma. La commission Kharitonof se sépara donc sans avoir rien décidé, ce qui n'empêcha pas les con-

clusions de ses membres russes d'être reprises dans le projet de loi présenté à la Douma en juin 1910. Elles furent votées après une vive discussion, et par une fausse manœuvre de l'opposition de gauche qui ne sut pas soutenir les amendements libéraux des octobristes. Une autre loi conféra aux Russes résidant dans le Grand-Duché tous les droits des indigènes, y compris celui de prendre part aux élections à la Diète; une autre encore remplaça le service militaire des Finlandais par une contribution annuelle du Grand-Duché, contribution qui devait monter graduellement jusqu'à vingt millions de francs, et tout compte fait, le marché n'était pas onéreux pour les Finlandais; le moujik russe et n'importe quel Européen continental supportent de bien autres charges militaires! Un dernier projet enfin visait la réunion à la province de Saint-Pétersbourg de deux paroisses de ce gouvernement de Vyborg qui, jadis conquis par Élisabeth Ire, avait été gracieusement rétrocédé au Grand-Duché par Alexandre Ier; comme l'utilité pratique de cette mesure était nulle, elle ne pouvait s'interpréter que comme la menace de reprises plus étendues.

A toutes ces mesures, les Finlandais opposèrent une résistance passive; ils ignorèrent, autant qu'il était possible — par exemple, en s'abstenant d'envoyer des représentants à la Douma et au Conseil de l'Empire — des oukazes qu'ils considéraient comme illégaux, et qui pouvaient bien l'être, en effet, puisqu'il y en avait eu d'autres, antérieurement, pour reconnaître la compétence exclusive de la Diète en matière finlandaise. Mais, d'autre part, il était facile aux juristes russes de citer des cas où l'Empereur Grand-Duc avait légiféré tout seul, en cette matière, et même à une époque toute récente, sans être taxé d'illégalité par personne. La vérité est que l'effort naturel des Finlandais vers une autonomie complète et la complaisance des Empereurs avaient créé une situation inextricable qu'aucun Etat autre que la Russie n'aurait acceptée; il fallait en sortir par une transaction, et Pétersbourg n'y répugnait pas. Quelque sympathie qu'on ait pour le laborieux peuple finlandais, on doit regretter son obstination à se retrancher derrière des

textes de portée douteuse, sa méconnaissance des liens réels qui l'attachent à la Russie, et aussi certains des moyens de défense qu'ont employés ses amis; l'agitation « pro-finlandaise » qui, de Berlin, s'est propagée à travers l'Europe, a fait beaucoup pour aigrir le conflit.

Une agitation de ce genre, à la supposer utile, eût été plus justifiée en faveur des Polonais; plus que les Finlandais, ils ont eu à souffrir de la réaction « nationaliste », et sans lui avoir donné autant de motifs de s'exercer. Leur part dans la révolution russe avait été secondaire, et nous les avons vus, à la Douma, singulièrement prudents; assurément l'autonomie du royaume leur tenait à cœur, mais ce qu'ils demandaient avant tout, c'était l'abandon du système de russification qui, depuis tant d'années, n'avait jamais donné de résultats. En 1906, on put croire qu'il en serait ainsi: l'école officielle resta russe, mais de nombreuses institutions polonaises purent s'ouvrir, et beaucoup des restrictions mises à l'emploi du polonais disparurent; l'institution d'assemblées provinciales sembla prochaine. Il est difficile de dire pourquoi ce commencement n'a pas eu de suite; on a parlé de suggestions venues de Berlin, de représailles contre les vexations que l'élément russe avait à subir en Gallicie, des craintes que les succès trop grands des Polonais dans les élections de provinces jadis rattachées à la Pologne avaient fait concevoir au gouvernement. Quoi qu'il en soit, depuis 1908, beaucoup d'écoles polonaises ont été fermées; les villes du Royaume n'ont pas encore les municipalités qu'on leur avait promises; sa députation à la Douma a été réduite des deux tiers, et si les provinces dites du *Sud-Ouest* ont fini par recevoir des zemstvo — sauf pourtant celles de Kovno, de Vilna, de Grodno — ce n'a été qu'après d'ingénieuses précautions pour y parquer les Polonais dans une minorité sans influence. Enfin le gouvernement a touché au dernier reste de la Pologne autonome de 1815, sa frontière administrative, en rattachant aux provinces proprement russes une partie de la province polonaise de Lublin, la région de Chelm.

Cette région est, en effet, peuplée surtout de Petits Rus-

siens, les uns catholiques, les autres uniates ramenés à l'orthodoxie russe, dans le cours du XIX^e siècle, par les procédés violents que l'on avait employés, du temps de la Pologne indépendante, pour les en détacher. La liberté religieuse proclamée, en 1905, beaucoup de ces orthodoxes revinrent à l'union; le clergé russe, qui voyait ses fidèles s'égrener, cria à la *polonisation* des Russes, et ses plaintes furent entendues à Pétersbourg. En 1907, Stolypine déposa à la Douma un projet de loi qui formait de cette région de Chelm un gouvernement à part. Après de nombreuses vicissitudes, il fut adopté, mais seulement en juillet 1912, et avec des amendements; tout en étant rattaché, pour les appels en justice, à Kief et non plus à Varsovie, le nouveau gouvernement conserva le Code Napoléon, comme les autres provinces de l'ancien Grand-Duché de Varsovie.

La réaction anti-polonaise s'arrêtera-t-elle là? Une proposition a été déposée à la Douma, en 1912, par cent vingt-deux membres de la droite, tendant à la suppression du « gouvernement général des provinces de la Vistule », et par suite, de tous les vestiges d'une vie particulière de la Pologne. Elle a été écartée, et pour la Russie comme pour la Pologne, il faut espérer qu'elle ne reparaîtra pas. L'intérêt de l'Empire est sans doute dans son unité, mais non pas dans une unité de surface, fictive, qui ne ferait qu'aggraver ses divisions cachées, et cela, justement, sur sa frontière la plus menacée.

**La question agraire.**

Nous avons vu quelle place « la faim de terres » des paysans avait tenu dans les préoccupations de la première Douma, et comment sa rupture définitive avec le gouvernement avait été précipitée par la solution que la majorité entendait donner au problème — l'expropriation des domaines des nobles — alors que le gouvernement s'en tenait, lui, à des remèdes manifestement insuffisants. A vrai dire, il avait une autre solution en réserve, celle qui était prévue,

dans l'acte même du 19 février 1861, par l'article qui conférait à tout paysan le droit d'exiger la transformation de son lot de terre communale en propriété individuelle, dès que ses redevances de rachat auraient été acquittées. Avant même le début de la crise révolutionnaire, on s'était rappelé cet article : en 1903, une commission spéciale avait été chargée d'étudier les moyens d'améliorer la situation des paysans et notamment « de faciliter la transformation en propriété individuelle des lots de terre dont ils avaient été investis lors de leur émancipation », mais ce but, « le principal », suivant l'expression de l'Empereur lui-même, était difficile à atteindre; d'une part, les conservateurs voyaient dans la propriété collective la base même de la vie traditionnelle de la Russie ; et de l'autre, les libéraux, tous plus ou moins teintés de socialisme, la croyaient la circonstance providentielle grâce à laquelle la Russie pourrait entrer de plain-pied dans les temps nouveaux. Le gouvernement ne put donc arriver à sa solution qu'une fois la Douma dissoute : en novembre 1906, en vertu de l'article 87 des Lois fondamentales, qui permettait de légiférer en l'absence des Chambres, une loi fut rendue pour mettre plus de terres à la disposition des paysans, les transformer en propriétaires et remédier en même temps aux inconvénients, nés de la propriété collective, qui rendaient la culture difficile, notamment à l'extrême morcellement des terres. Cette loi fut ensuite présentée à la troisième Douma et longuement discutée. Pour les partis avancés, elle n'apportait à la misère du paysan qu'un remède illusoire; devenu maître du sol qui, la veille, ne suffisait pas à ses besoins, il le vendrait, en boirait le prix, et l'on verrait se former un prolétariat de laboureurs dépossédés, soumis à l'exploitation des usuriers qui ne manqueraient pas d'accaparer les lots disponibles; à quoi le gouvernement répondait que la plupart du temps, le paysan avait assez de terres pour vivre: que, si la production était insuffisante, c'est que la culture l'était aussi et par la faute, d'abord, de la propriété collective: comment le paysan aurait-il cherché à réaliser les mêmes progrès qu'en occident, alors que son champ

pouvait lui être enlevé et que la communauté ne lui permettait de choisir ni le genre ni le temps de ses cultures? Le seul moyen de sortir de l'ornière où se traînait la Russie était donc de rendre la liberté, non pas précisément à la masse qui peut-être en sentait mal le besoin, mais au moins aux hommes entreprenants qui la désiraient; on pouvait d'ailleurs prendre des précautions contre les ventes hâtives et l'accaparement des terres. En définitive, en face des libéraux qui plaidaient pour la continuation du demi-servage des paysans dans la commune, c'était le gouvernement qui, par un étrange renversement des rôles, défendait les principes de liberté et d'émancipation. Il obtint gain de cause; sa loi, complétée sur beaucoup de points de détail, fut votée par les deux Chambres en 1908.

D'après cette loi, dans toutes les communes où, depuis la réforme de 1861, il n'y avait pas eu de partage des terres; où, par conséquent, le collectivisme n'existait plus en fait, il était supprimé de plein droit. Partout ailleurs, le paysan désireux d'en sortir devait se conformer à des conditions variables suivant la date du dernier partage. Ces dispositions ne concernaient, d'ailleurs, que les terres susceptibles de partage; l'*ousadba*, la maison du paysan et l'enclos y attenant, devenait toujours sa propriété; les biens indivisibles de la communauté tels que les forêts, les marécages, etc., ne pourraient être partagés que lorsque tous les membres de cette communauté seraient déjà sortis du collectivisme. Des mesures étaient prises contre le fléau des villages russes, le morcellement des lots qui était résulté de la nécessité de faire à chacun sa part en sols de toute nature; chaque commune était autorisée à réunir, sous la surveillance d'un agent du pouvoir, les parcelles de celui de ses membres qui passait à la propriété individuelle; dans les communes où la propriété collective n'existait déjà plus, il suffirait désormais de la demande des deux tiers des chefs de famille — et non plus, comme précédemment, de l'unanimité — pour obliger à la redistribution de tout le territoire en lots d'un seul tenant. D'autre part, pour éviter la fragmentation prématurée de ces lots, il était établi

que le chef de famille seul, jusqu'à sa mort, en était le propriétaire. Enfin la loi veillait à empêcher l'accaparement des terres; il était interdit d'en acquérir, de quelque façon que ce fût, la valeur de plus de six lots.

Toutes ces mesures concernaient les paysans nantis de terres. Or, il y en avait dont la part était déjà réduite à rien, ou à peu près, et le nombre de ces déshérités devait grandir par le jeu naturel des ventes et des achats; à ceux-là aussi il fallait songer. La Banque des Paysans continua donc, avec des moyens accrus, ses achats de domaines nobles; ces domaines, elle les allottit, y créa les chemins et les installations nécessaires et les mit enfin à la disposition des paysans, à titre onéreux, mais en leur faisant un large crédit. D'autre part, l'émigration en Sibérie, et particulièrement dans le gouvernement général des steppes, fut facilitée; les *khodoki*, les « éclaireurs » envoyés par les futurs émigrants pour reconnaître les terres libres, reçurent des secours en argent et le parcours gratuit. Enfin des efforts furent faits pour aménager, là aussi, les terres de colonisation : il semble, d'ailleurs, que ç'ait été avec beaucoup moins de succès qu'en Russie.

Quels ont été les résultats de toutes ces mesures? Les adversaires de la loi avaient prédit que le paysan russe, collectiviste dans l'âme, se refuserait à passer au régime de la propriété individuelle; or, les statistiques établissent que, pour le faire, il s'en est trouvé, en 1907, 226 679; en 1908, 385 810; en 1909, 711 553; en 1910, 651 000. Au début de 1912, leur nombre total atteignait 2 600 000, représentant quinze à vingt millions d'âmes, et pour les deux tiers d'entre eux l'opération était terminée. D'autre part, l'émigration en Sibérie et au Turkestan a cru dans des proportions formidables; certaines années, même en tenant compte de retours parfois nombreux, elle a atteint le million. Ce mouvement des masses a eu pour corollaire un mouvement encore plus marqué de la production et de la richesse; les statistiques du commerce général de la Russie nous montreront le bond en avant, malgré des années de mauvaise récolte, des exportations agri-

coles[1]. C'est qu'en effet le paysan a usé avec une ardeur qui a dépassé les prévisions les plus optimistes, et de sa liberté nouvelle, et des moyens d'améliorer son travail que mettaient à sa disposition les initiatives intelligentes du ministre de l'Agriculture, Krivochéine ; exploitations modèles, champs d'expériences, cours d'agronomie, expositions et dépôts de machines, envoi d'élèves à l'étranger, notamment dans les écoles d'agriculture du pays tchèque, tout a été largement mis à profit, et c'est un indice caractéristique du progrès accompli que l'emploi plus fréquent des machines agricoles ; en dix ans leur importation, de moins de douze millions. est passée à plus de 172 millions de roubles. Bref, on peut conclure en répétant les paroles d'un récent observateur allemand, le professeur Sering : « un travail colossal que même nos fonctionnaires n'auraient pu accomplir avec tant de rapidité a été accompli en un laps de temps relativement court. Je suis pénétré d'un respect profond et sincère pour la réforme agraire et pour ses artisans. Que d'hommes remarquables il m'a été donné de rencontrer parmi eux ! que de volonté et d'esprit de décision ! Voilà les hommes dont la Russie avait besoin ![2] »

### La renaissance de la puissance russe. L'armée et la marine.

Après la guerre russo-japonaise, la marine n'existait plus et l'armée, qui n'avait pu, malgré son courage, remporter une seule victoire, n'imposait plus au même degré qu'autrefois le respect de la Russie ; on était convaincu, d'ailleurs, notamment en pays allemand, que de longtemps la crainte de la révolution paralyserait les forces russes. Il était donc urgent, une fois la révolution arrêtée, de réorganiser l'armée et de refaire une marine ; cette œuvre de longue haleine a été poursuivie, depuis 1908, par plusieurs

1. V. plus loin, p. 929.
2. Cité par Poléjaief. p. 108 de la traduction française.

ministres, — notamment par le ministre actuel de la Guerre, le général Soukhomlinof, — avec la collaboration et l'appui sans réserve de la troisième Douma. Si parfois des difficultés ont surgi, ç'a été seulement parce qu'avant de mettre à la disposition de tels ou tels bureaux les crédits énormes qu'ils réclamaient, la majorité voulait les savoir corrigés du désordre qui avait si largement contribué aux désastres de la guerre japonaise.

Dans l'armée, les réformes ont porté d'abord sur le recrutement. La durée du service actif a été réduite à quatre ans pour la cavalerie et l'artillerie montée, à trois ans pour l'infanterie; les dispenses, tant pour les soutiens de famille que pour les possesseurs de diplômes universitaires, ont été réduites et subordonnées, dans beaucoup de cas, à l'obtention du grade d'officier: les futurs médecins sont astreints maintenant à passer par l'armée, eux aussi; il est vrai qu'ils y restent seulement quatre mois. Puis le contingent annuel fut augmenté : de 250 000 hommes qu'il était en 1890, il est monté actuellement à 450 000, prélevés sur une classe de 1 200 000 conscrits. La solidité de ce contingent a été accrue par la part plus grande faite aux éléments russes; l'élément « allogène » y entre encore, d'ailleurs, pour près d'un tiers du total.

L'entretien, le couchage et la nourriture des hommes furent améliorés, le nombre des sous-officiers rengagés accru. Puis on songea aux officiers. Depuis longtemps leur nombre réel ne correspondait plus aux prévisions réglementaires; pour assurer son relèvement, la solde fut augmentée dans de larges proportions. La guerre de Mandchourie avait montré l'incapacité de nombre d'officiers supérieurs et l'insuffisante préparation à la guerre de beaucoup de leurs subordonnés. On pratiqua donc des coupes sombres dans les états-majors ; en cinq ans, le tiers des officiers, à partir du grade de colonel, fut admis à la retraite. Pour les nouveaux arrivants, les moyens d'instruction furent perfectionnés ; l'Académie d'état-major devint l'Académie de guerre, son enseignement fut modernisé. De nouvelles écoles furent ouvertes, notamment pour l'ar-

tillerie, et, plus récemment, pour l'aéronautique. On s'efforça d'améliorer l'intendance ; des poursuites furent intentées aux responsables des abus dont avait souffert l'armée de Mandchourie. Enfin l'armement fut renouvelé; toute l'artillerie reçut, outre des batteries d'obusiers, les canons à tir rapide dont quelques corps seulement étaient pourvus en Mandchourie. Mentionnons enfin l'adoption, pour toute l'armée, de nouveaux uniformes, plus variés et plus élégants, pour le temps de paix, et pour la guerre, d'effets de campagne de couleur beige-réséda.

Matériel et personnel refaits, il fallait songer à leur meilleure utilisation. On s'était aperçu, pendant la guerre, des inconvénients de la distribution de l'armée en temps de paix : tandis que les régiments étaient accumulés dans les deux capitales et le long des frontières occidentales, d'immenses régions, dans l'intérieur, restaient sans autres troupes que les « bataillons-cadres » destinés à recevoir, au jour de la mobilisation, le flot trouble des réservistes; ce qu'on risquait avec ces formations hâtives, on l'avait vu en Mandchourie, où la déroute des tirailleurs du général Orlof avait fait perdre la bataille de Liao-Yang. Il fallait assurer un meilleur encadrement des réserves et, pour cela, ramener dans l'intérieur une partie des troupes de l'ouest : d'autant plus que la mobilisation de ces troupes aurait été retardée, en temps de guerre, par l'éloignement de la plupart de leurs réservistes. Deux corps d'armée ont donc été transportés, de Pologne et de Lithuanie, dans le bassin de la Volga; d'autre part, la suppression des bataillons-cadres a permis de constituer de nouveaux corps d'armée.

La coïncidence de ces déplacements vers l'est avec le déclassement, sur les frontières occidentales, d'un certain nombre de forteresses démodées, et notamment de Varsovie, a produit une vive émotion, et en Russie, où l'on a cru, à un moment, que l'abandon de la Pologne entrait dans les plans du gouvernement, et en France, où l'on prévoyait que, de par l'affaiblissement des troupes de la frontière, l'action russe, en temps de guerre, deviendrait plus tardive que par le passé. Que cette crainte ne fût pas justifiée,

on ne peut le dire; il faut noter pourtant que la réduction des unités stationnées dans l'ouest ne semble pas y avoir diminué sensiblement le nombre des hommes et des canons, et que, d'autre part, depuis le temps où les Ve et XVIIe corps ont été éloignés de la frontière, de nouvelles voies ferrées, d'ailleurs encore insuffisantes, ont été créées entre cette frontière et leurs nouvelles garnisons. Somme toute, les armées de l'ouest ont peu perdu; l'armée, dans son ensemble, a gagné.

Ce gain, on peut, jusqu'à un certain point, l'évaluer d'après les accroissements du budget de la défense nationale; de 415 millions de roubles en 1907, il est passé, en 1908, à 468 millions: en 1909, à 497: en 1910, à 514; en 1911, à 521: en 1912, à 597 millions. Reste à savoir si c'est assez pour les nécessités auxquelles la Russie peut être appelée à faire face; la situation créée par la guerre japonaise et la révolution jeune-turque l'ont obligée à augmenter de beaucoup les armées d'Extrême-Orient et du Caucase; enfin, l'Allemagne et l'Autriche ont considérablement renforcé les corps de leur frontière est, et cette augmentation devra avoir, à bref délai, sa contre-partie en Russie.

Pour la marine, le progrès a été moins rapide; il faut, en effet, plus de temps pour reconstruire une flotte que pour créer des unités militaires, et puis, après tous les désastres de la dernière guerre, l'opinion publique était persuadée qu'une flotte ne serait jamais, pour la Russie, qu'un luxe inutile et coûteux, d'abord parce que les Russes ne sont pas nés marins, ensuite parce que le ministère de la Marine était et avait toujours été un nid d'abus. Il était pourtant difficile que la Russie se résignât à abandonner la mer Baltique aux Allemands, la mer Noire aux Turcs : il fallait — même si l'on renonçait aux offensives — assurer la défense des côtes, et c'était difficile sans flotte. Malgré ces bonnes raisons et malgré les initiatives que les lois organiques assuraient à l'empereur en matière de défense nationale, il aurait été impossible d'obtenir tous les crédits nécessaires à la construction de cette flotte, si le ministère

de la Marine n'avait créé la conviction qu'il était désormais animé d'un nouvel esprit. Or, il se passa des années, après la paix de Portsmouth, avant que cette conviction ne s'établît : le passage au ministère des amiraux Dikof et Voiévodski resta sans résultats : ce fut seulement avec l'amiral Grégorovitch, en 1908, qu'un mieux fut sensible, et depuis ce progrès a été continu, en dépit, et des conflits d'attributions constitutionnelles qui ont parfois retardé le vote des crédits, et de la pensée, toujours enracinée dans la Douma, que ces sommes énormes seraient mieux employées à l'armée de terre. Quoi qu'il en soit, l'œuvre est assez avancée aujourd'hui pour qu'on puisse l'envisager dans son ensemble.

D'abord, au ministère même, l'administration centrale a été réorganisée ; comme au ministère de la Guerre, la suppression de divers Comités a remis sous l'autorité du ministre responsable des services qui, jusqu'alors, avaient formé une sorte d'Etat dans l'État. Un contrôle plus rigoureux a été établi sur les agents de l'administration ; de nombreux procès intentés à des concussionnaires ont été suivis de condamnations sévères. Puis les états-majors ont été renouvelés et rajeunis ; pour le reste des officiers, l'enseignement des écoles spéciales a subi la même réforme que, pour l'armée de terre, l'Académie « d'état-major ». Nécessité urgente, la solde des équipages a été augmentée, et leur entretien amélioré. Puis on a songé aux installations des ports ; des travaux ont été entrepris à Nikolaief, Kronstadt et Sébastopol, mais l'effort a porté surtout sur Revel qui reprend maintenant, parmi les ports russes, la place que Alexandre III avait voulu donner à Libau. Enfin, de nombreux bâtiments ont été mis sur chantier, pour la flotte de la mer Noire et surtout pour celle de la Baltique. Les projets ministériels prévoient, pour celle-ci, vingt-quatre dreadnoughts, mais on est encore loin de l'achèvement de ce programme gigantesque : ce qui est certain, c'est que quatre dreadnoughts seront mis en service à la fin de 1914, dans la Baltique, où, dès à présent, la Russie peut armer une escadre respectable. Cette escadre,

placée sous le commandement d'un des officiers qui se sont le plus distingués dans la dernière guerre, l'amiral Essen, alors commandant d'un des croiseurs de Vladivostok, est venue, en 1913, visiter Portsmouth, puis Brest, où les marins français ont été heureux de fêter la renaissance de la marine alliée.

### La politique étrangère (1906-1913)

Les circonstances créées par la guerre russo-japonaise ont eu leur répercussion, d'abord sur le haut personnel de la diplomatie russe. En mai 1906, le comte Lamsdorf a cédé le portefeuille des Affaires étrangères à M. Izvolski : celui-ci a été remplacé, en 1909, par M. Sazonof ; la plupart des grandes ambassades ont reçu de nouveaux titulaires. Enfin les tendances ont changé, ou, plus exactement, on est revenu à des tendances anciennes : l'opinion que nous avons vu devenir « nationaliste » à l'intérieur, l'est devenue aussi en politique étrangère, un peu sous l'influence des congrès « néo-slaves » qui, récemment, à Prague, à Pétersbourg, à Sofia, ont réuni les représentants des peuples slaves[1], et encore plus par réaction contre la politique des conquêtes asiatiques.

Cette politique, on s'est efforcé d'abord d'en liquider les conséquences. Depuis 1907, plusieurs accords avec le Japon et finalement le traité secret de 1912 ont affirmé, non seulement l'acceptation sincère, par la Russie, du nouvel état de l'Extrême-Orient, mais encore la solidarité qui l'unit aux Japonais, à la fois contre certaines intrusions américaines et contre les velléités de reprise de la Chine transformée, ou supposée transformée, par la révolution qui vient d'en faire une république. La Russie s'est inspirée des mêmes tendances conservatrices dans les affaires de Mongolie : ce qu'elle a cherché, ce n'est ni la conquête,

1. En raison de la politique intérieure du gouvernement russe, les Polonais n'ont pas participé à tous ces congrès.

ni le passage sous son influence exclusive de ce pays vassal de la Chine, mais en tout temps autonome; elle s'est appliquée particulièrement à maintenir dans la « Mongolie extérieure », la plus septentrionale, cette autonomie que menaçaient, et l'immigration, en grandes masses, de colons chinois, et la politique centralisatrice du gouvernement chinois; elle y était autorisée, d'ailleurs, et par les traités précédemment conclus avec la Chine, et par les désirs des Mongols eux-mêmes. A plusieurs reprises, les négociations ont semblé mener à une rupture; en 1911, il fallut envoyer un ultimatum à Pékin. La Chine a cédé, et le traité signé en octobre 1913 semble consacrer le triomphe du point de vue russe et garantir que ces lointains intérêts ne détourneront pas l'Empire de sa politique européenne.

A part un changement d'ailleurs important, celle-ci est restée la même. La continuation de l'intimité avec la France a été attestée, d'abord, par les entrevues de l'empereur avec les hommes d'État français. Depuis sa visite à Cherbourg, en 1905, M. Loubet, M. Fallières et M. Poincaré, ce dernier en qualité de président du Conseil, se sont rendus à Pétersbourg. D'autre part, les deux diplomaties n'ont cessé de marcher d'accord; à la conférence d'Algésiras, la Russie a soutenu énergiquement les prétentions de la France sur le Maroc; dans les deux crises balkaniques de 1908-1909 et de 1912-1913, la France a partagé — sauf dans le cas de l'attribution de Kavala à la Grèce — tous les points de vue de la Russie. C'est en France enfin que la Russie a trouvé les milliards nécessaires à la liquidation et de la guerre et de la révolution. (Emprunts de 1905 et de 1909.)

De même, les rapports avec l'Allemagne sont restés ce qu'ils étaient avant la crise. Les circonstances avaient pourtant paru propices à un rapprochement plus intime; les menaces de la révolution pouvaient faire désirer au tsar un rapprochement avec les Etats conservateurs de l'Europe centrale, dont l'attitude correcte, pendant la guerre japonaise, avait permis à la Russie de dégarnir, dans une certaine mesure, ses frontières de l'ouest. On

comptait donc à Berlin que le tsar apprécierait plus les avantages de l'amitié allemande et moins ceux de l'amitié française : on espérait, par surcroît, qu'une rancune durable subsisterait entre l'Angleterre et la Russie. En dépit des visites que n'ont cessé d'échanger les deux empereurs, en dépit de l'accord de Potsdam, par lequel l'empereur Nicolas a concédé la jonction des futurs chemins de fer russo-persans avec le « Bagdad » allemand, les espérances de l'Allemagne ne se sont pas réalisées. Nous avons dit quelle a été l'attitude de la Russie à Algésiras, et quant aux difficultés anglo-russes, la nouveauté du xx^e^ siècle a été justement de les atténuer, sinon de les faire disparaître.

La crainte des Anglais, au XIX^e^ siècle, avait toujours été de voir les Russes marcher, ou sur Constantinople, ou sur les Indes. Or, depuis que la Russie avait elle-même créé dans les Balkans un nouvel État chrétien, de cœur assez indépendant, le péril de Constantinople n'existait plus guère, et quant aux Indes, les Russes avaient assez à faire en Asie, maintenant, avec leur frontière d'Extrême-Orient. D'autre part, en présence du réveil de la race jaune, il eût été déraisonnable aux deux empires européens d'Asie de rester figés dans leur hostilité traditionnelle. Enfin, en Europe même, la politique d'hégémonie de l'Allemagne était inquiétante. Le rapprochement anglo-russe que rendait utile cette situation, Édouard VII le préparait depuis plusieurs années ; en 1907, le moment se trouva favorable à un pas décisif. En août, une convention anglo-russe régla les questions qui, en Asie, pouvaient diviser les deux puissances. Elles s'engagèrent, d'abord, à ne pas entretenir de rapports avec le Thibet ; les Anglais renonçaient donc aux bénéfices de l'expédition victorieuse que lord Curzon y avait envoyée en 1904. De son côté, la Russie reconnut que l'Afghanistan était hors de sa sphère d'intérêt et promit de se servir de l'intermédiaire du gouvernement britannique pour communiquer avec l'émir de Kaboul. Restait la Perse. Le gouvernement russe y reconnut les intérêts spéciaux de l'Angleterre au sud de la ligne qui, venant de la frontière

afghane par Garik et Kherman, aboutissait à Bender-Abbassi. Au delà, la Perse était neutre jusqu'à une autre ligne qui, par Ispahan, Yezd et Kach, finissait à l'intersection des frontières russe, perse, afghane; au nord de cette ligne, l'influence russe était reconnue prépondérante, et l'Angleterre s'engageait à n'y solliciter aucune concession. En somme, c'était le partage de la Perse entre ses voisins du nord et de l'est, partage d'autant plus opportun que, les années suivantes, la Perse tomba en pleine dissolution. Impopulaire, accusé de livrer le pays aux étrangers, le shah Mozaffer-Ed-Dine fut forcé (décembre 1906) d'accorder une Constitution, que sa mort, le mois suivant, le dispensa d'appliquer. Son successeur, Mohammed-Aly, parut d'abord disposé à gouverner de concert avec la nouvelle Assemblée nationale, le *medgiliss*, mais, en juin 1908, une tentative de coup d'État, exécutée avec l'aide de la brigade de « Cosaques persans » du colonel russe Liakhof, amena une guerre civile dont le résultat fut, en septembre, l'abdication de Mohammed-Aly en faveur de son fils âgé de huit ans. L'agitation n'en continua pas moins; cependant les Turcs et les Kurdes empiétaient chaque jour sur la province persane d'Ourmiah. A plusieurs reprises, les troupes russes durent intervenir; en 1909, elles occupèrent Tauris. Puis des difficultés éclatèrent avec le gouvernement persan lui-même, notamment à propos de l'Américain Schuster, qu'il avait chargé de la réorganisation financière de la Perse, et qui dut quitter le pays (1911). En dépit des interpellations, au Parlement de Londres, de russophobes attardés, aucune de ces complications n'entraîna de difficultés avec l'Angleterre, grâce à l'accord de 1907, à la confiance qui s'était établie entre les souverains (entrevues de Revel et de Portsmouth) et surtout à la solidarité que développait, entre Anglais et Russes, la marche des affaires balkaniques.

Nous les avons laissées en 1903, au moment où les puissances négociaient laborieusement avec la Porte les conditions de l'application du programme de Murzteg. Depuis ce temps, la gendarmerie européenne de la Macédoine avait été organisée, et en 1905, à la suite d'une démons-

tration navale à laquelle la seule Allemagne ne prit pas part, le sultan reconnût aux agents des six grandes puissances le droit de contrôler l'exécution des réformes; c'était la fin du contrôle uniquement austro-russe qui avait été imaginé à Murzteg. Tout cela fait, la Macédoine n'en avait pas moins continué à être dévastée par les Turcs, les Albanais, les Komitadji et les antartes. La Russie ne pouvait rester indifférente à cette situation ; le mirage oriental dissipé, elle revint à ses clients slaves, et, tout d'abord, pour accentuer son rapprochement avec la Bulgarie, sans d'ailleurs abandonner l'entente avec l'Autriche. En 1907, une entrevue de M. Izvolski avec le nouveau ministre autrichien des affaires étrangères, le comte Ærenthal, eut encore pour résultat une solennelle confirmation du *statu quo*, et des représentations à la Bulgarie qui faisait mine de vouloir intervenir en Macédoine. Cette politique, qui éternisait les souffrances des populations chrétiennes, fut heureusement rompue par une initiative autrichienne.

En janvier 1908, le comte Ærenthal annonça aux Délégations austro-hongroises qu'il négociait avec la Porte au sujet de la jonction du réseau des chemins de fer bosniaques avec le réseau turc qui s'avançait, en Vieille Serbie, jusqu'à Mitrovitza. Quand ce discours fut connu en Russie, l'émotion y fut grande, non pas peut-être au ministère des affaires étrangères, mais dans la presse et dans les cercles slavophiles ; cette jonction de voies ferrées, n'était-ce pas le premier acte de la descente autrichienne vers Salonique? De la presse, l'émotion passa dans la masse où les préoccupations de politique extérieure, nationale et slavophile, commençaient à prendre le pas sur la politique intérieure. Il fallut négocier, et ces négociations poursuivies, semble-t-il, assez mollement, n'eurent qu'un résultat : celui d'opposer au chemin de fer autrichien un autre chemin de fer, le Danube-Adriatique qui, construit avec des capitaux français, italiens et russes, devait par la Roumanie, la Serbie, la Vieille Serbie, l'Albanie du nord et le hâvre de Saint-Jean-de-Médua, mettre en communication directe l'Europe orientale avec l'Adriatique. A vrai dire, le seul intérêt de ce

chemin de fer était d'ouvrir à la Serbie, vers l'Adriatique, un débouché qui ne fût pas autrichien ; économiquement et politiquement, il ne pouvait être une barrière aux ambitions autrichiennes, auxquelles il ne semble pas non plus que le tronçon projeté par M. d'Ærenthal ouvrît les larges horizons qu'on avait cru. Au surplus, tous ces projets sombrèrent devant les événements qui survinrent peu après.

En juillet, en effet, l'Angleterre et la Russie se mirent d'accord sur un nouveau plan de réformes macédoniennes qui, en prévoyant l'autonomie de la province, semblait prévoir aussi son détachement de la Turquie. Des séditions éclatèrent dans les troupes turques de Macédoine et tournèrent bientôt à la révolution ; en septembre, Abd-ul-Hamid octroyait une constitution et les chefs du mouvement, les « Jeunes Turcs », arrivaient au pouvoir. Il en résulta d'abord l'abandon des réformes macédoniennes ; les Jeunes Turcs proclamant la liberté et l'égalité de toutes les nationalités, il n'était plus utile, semblait-il, d'intervenir en faveur de ces nationalités. Les officiers autrichiens de la gendarmerie internationale furent rappelés les premiers, les Russes suivirent, et bientôt après les officiers des autres puissances ; tout le travail des années précédentes se trouva abandonné. Puis, quelques semaines plus tard, subitement, l'Autriche proclama l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, jusqu'alors en simple dépôt entre ses mains ; tandis que, de son côté, le prince Ferdinand proclamait l'indépendance de la Bulgarie et reprenait le titre de tsar des Siméon et des Boris de la Bulgarie du moyen âge. Il était difficile — à moins d'envahir la Turquie à main armée — de troubler plus brutalement ce *statu quo* auquel la Russie avait sacrifié son rôle traditionnel, difficile aussi de choquer plus vivement le sentiment slave. La Turquie, en effet, n'était pas la seule puissance lésée ; la Serbie et le Monténégro ne l'étaient pas moins, car elles perdaient tout espoir de s'agrandir un jour, du moins pacifiquement, dans les deux provinces serbes de race et de langue, pour lesquelles elles avaient lutté en 1877-1878.

A la vérité, si le Monténégro était un vieux client de la

Russie, il n'en était pas de même de la Serbie que souvent les combinaisons de la politique russe avaient abandonnée à l'Autriche ; les derniers Obrénovitch, le roi Milan et son fils Alexandre, avaient bénéficié de la protection autrichienne, plus, d'ailleurs, pour eux-mêmes que pour leur royaume. Mais, en 1904, cette semi-vassalité avait été interrompue par le meurtre, dans leur palais, du roi Alexandre et de la reine Draga ; le prince Pierre Karagéorgévitch était monté sur le trône, et son avènement avait été accompagnée de l'arrivée au pouvoir du parti populaire, des radicaux toujours plus russophiles que les autres partis serbes. Cette Serbie nouvelle, qui lui était revenue spontanément, la Russie ne pouvait l'abandonner, non plus que le Monténégro, et l'opinion publique prit d'autant plus feu pour ces deux pays qu'elle ignorait que déjà, entre diplomates russes et autrichiens, et notamment à l'entrevue de Buchlau, entre le comte Ærenthal et M. Izvolski, dans cette même année 1908, il avait été question de l'annexion de la Bosnie sans que la Russie y opposât son véto.

Quoi qu'il en fût, et si vivement que l'opinion se prononçât, dans les réunions des comités slaves, dans la presse et même à la Douma, il était impossible d'obtenir la restauration du *statu quo* ; tout ce qu'on devait souhaiter, c'était une compensation pour les pays lésés, mais laquelle? En évacuant le sandjak de Novi-Bazar, les Autrichiens l'avaient livré aux Turcs et aux Albanais ; vouloir le reprendre à ceux-ci, c'était rouvrir toute la question d'Orient. De concession en concession, la diplomatie russe, écartant l'idée de s'acquérir à elle-même une compensation par la revision des traités qui interdisaient à ses vaisseaux de guerre le passage de la mer Noire dans la Méditerranée, se rabattit sur celle d'une conférence européenne, qui sanctionnerait le fait accompli, mais sauvegarderait peut-être les apparences ; quand elle avait voulu déchirer le traité de Paris, en 1870, la Russie s'était résignée à cette formalité. Mais l'Autriche, elle, s'y refusa ; l'hiver se passa en armements, en menaces réciproques, et finalement, en avril 1909, un

ultimatum autrichien somma la Serbie de reconnaître le fait accompli et de désarmer ; en même temps, l'ambassadeur allemand à Pétersbourg informait le gouvernement russe du parti que prendrait l'Allemagne, en cas de guerre. La Russie céda ; la Serbie dut céder aussi. L'Autriche avait tablé sur l'humeur pacifique du tsar, sur la faiblesse de l'armée russe non encore réorganisée, et par-dessus tout, sur les menaces de révolution intérieure ; elle avait gagné, et son succès fut interprété, sinon comme on le dit en Russie, comme « un nouveau Tsoushima », du moins comme une victoire de la Triple Alliance sur la « Triple Entente » de la Russie, de la France et de l'Angleterre, qui s'était montrée impuissante à maintenir, contre une violation des traités, l'autorité de ce qu'on appelait jadis le concert des puissances.

Au surplus, ce recul de la Russie ne pouvait être qu'un épisode dans le duel désormais engagé dans la péninsule. La Russie intervint dans le règlement final de la question en facilitant à la Bulgarie son accord avec la Porte, qui fut indemnisée, sur les arrérages de l'indemnité qu'elle-même devait à la Russie depuis 1878, de la perte du tribut bulgare. C'était reprendre à l'Autriche, autant qu'il était possible, l'alliance du nouveau tsar, et pour la Russie, et pour l'autre puissance slave qui avait souffert de l'entreprise autrichienne, la Serbie. « Nous avons déclaré à la Bulgarie, dit M. Izvolski à la Douma, le 25 décembre 1909, que notre attitude à son égard dépendrait de sa politique dans l'avenir, c'est-à-dire de sa solidarité plus ou moins étroite avec les autres nations slaves de la péninsule des Balkans. » Puis les visites de souverains se succédèrent ; en février 1910, le tsar des Bulgares vint à Pétersbourg ; en mars, ce fut le tour du roi Pierre de Serbie ; à l'automne, accompagné de son nouveau ministre des affaires étrangères, M. Sazonof, l'empereur Nicolas rendit visite au roi Victor-Emmanuel à Racconigi, et le long détour qu'il fit pour éviter le territoire autrichien fut à lui seul un commentaire suffisant de tout ce travail diplomatique.

On en connaît les résultats. Un rapprochement s'opéra

entre la Bulgarie et la Serbie, puis avec le Monténégro et la Grèce. En 1912, alors que la guerre italo-turque se poursuivait à propos de la Tripolitaine, ce rapprochement devint, entre les deux premières de ces puissances, un traité formel d'alliance : les désordres de la Turquie, les révolutions successives faites par les Vieux-Turcs et les Jeunes Turcs, les brigandages persistants des Albanais ne tardèrent pas à fournir aux contractants l'occasion de passer à l'exécution de leur traité. En octobre 1912, le Monténégro d'abord, puis la Bulgarie, la Serbie et la Grèce déclarèrent la guerre aux Turcs; les victoires des Serbes à Koumanovo (23-24 octobre) et des Bulgares à Loulé-Bourgas (29 octobre-2 novembre) marquèrent l'écroulement de la puissance turque, et l'on put croire à l'apparition, en Europe, d'une septième grande puissance, la Confédération balkanique, dont les baïonnettes, désormais, feraient face à l'Autriche. En réalité, entre les vainqueurs, les causes de dissentiment étaient nombreuses et profondes; en dehors même du partage des terres conquises, que le véto de l'Autriche et de l'Italie à l'établissement des Serbes en Albanie rendait particulièrement difficile, une question se posait, celle de savoir si la Bulgarie, le plus puissant des Etats alliés, exercerait désormais dans les Balkans cette hégémonie qu'annonçaient, à Sofia, les cartes postales où l'on voyait, au-dessous d'un gigantesque tsar des Bulgares, trois principicules vassaux, le Grec, le Serbe et le Monténégrin.

Ces difficultés, l'arbitrage russe prévu par le traité serbo-bulgare en 1912 n'aurait pu les résoudre qu'à une condition : c'est qu'elles lui fussent toutes déférées. Or, tandis que la Serbie acceptait, réclamait même, en vertu d'un article du traité, cet arbitrage total, la Bulgarie ne voulait le faire porter, conformément à un autre article, que sur les cantons de la haute Macédoine qui, à l'intérieur de certaines limites, pourraient être attribués à la Serbie. Pendant que les négociations se poursuivaient, l'opinion publique s'échauffait de part et d'autre; les Serbes prenaient leurs précautions en Macédoine : la presse bulgare niait les services rendus par les Grecs et les Serbes à la cause commune, et parlait de

reprises à exercer sur la Serbie, en deçà même des frontières de 1878. Dès que la Turquie eut accepté, en mai, les préliminaires de Londres, l'armée bulgare fut ramenée en face des Grecs et des Serbes; la proposition de ceux-ci de résoudre le débat dans une conférence à quatre, avec les Monténégrins et les Grecs, se heurta à des conditions qui équivalaient à l'abandon de l'objet en litige. Pourtant, tout espoir n'était pas perdu; dans une dépêche au roi Pierre et au tsar Ferdinand, Nicolas II leur rappela, en termes énergiques, la réprobation qui frapperait l'agresseur, la responsabilité qu'il encourrait devant le monde slave, devant la Russie.... Néanmoins, dans la nuit du 17/30 juin, sans qu'aucune déclaration de guerre eût précédé leur action, tout le long de leurs lignes, les troupes bulgares passèrent à l'offensive. Les résultats en furent la défaite des Bulgares d'abord, puis l'entrée en ligne des Roumains et enfin celle des Turcs, les premiers marchant sur Sofia, les autres sur Andrinople. Les traités de Bukharest (août 1913) et de Constantinople (septembre) ont consacré le désastre; la Russie n'y est intervenue que pour tâcher de conserver aux Bulgares le port égéen de Kavala, qui revint aux Grecs.

En définitive, de même qu'en 1908, où les événements avaient réduit à néant les « satisfactions », et de l'Autriche, et de la Russie, de même la crise de 1912-1913 a fini, semble-t-il, par un échec, et de l'une et de l'autre. La Turquie a disparu des Balkans, et c'est une perte pour l'influence germanique; la Serbie s'est implantée en Macédoine, et c'est un échec pour l'Autriche qui a tout fait pour se l'aliéner à jamais; la Roumanie s'est émancipée de la tutelle autrichienne pour intervenir dans les Balkans en faveur des Serbes, et cette intervention la mènera peut-être à un rapprochement avec la Russie. Celle-ci, de son côté, a vu affaiblir la Bulgarie, son enfant longtemps chérie : mais, à vrai dire, comme elle ne pouvait compter avec certitude sur sa reconnaissance, cette perte est peut-être un gain. Le vrai dommage, pour la Russie et la Triple-Entente, c'est la rupture du bloc balkanique dont elles

auraient voulu faire un élément d'équilibre européen : c'est aussi l'affaiblissement des sentiments slaves qui, dans l'Europe orientale, font obstacle aux poussées germaniques. En ce sens, la nuit perfide du 17-30 juin 1913 risque d'avoir des conséquences encore plus vastes que celles qu'annonçait le tsar dans son avertissement suprême aux souverains de Bulgarie et de Serbie.

Presque autant que sur les résultats de cette politique étrangère, il est difficile de conclure sur ceux de la politique intérieure. Certes, le péril révolutionnaire s'est éloigné; les agitations périodiques des Universités, des attentats toujours plus rares, même des séditions militaires, comme celles, en 1912, de Tachkent et de Vladivostok, ont peu d'importance à côté de l'évolution qui éloigne les masses du collectivisme et prépare à la Russie des paysans propriétaires. On ne peut dire pourtant qu'on soit revenu à une situation tout à fait normale. Nous avons vu la Douma fréquemment arrêtée dans ses efforts pour légiférer ou contrôler; les libertés publiques n'ont encore qu'une existence précaire et souvent soumise au bon vouloir de l'administration; l'état de siège, sous ses différentes formes, tend à devenir l'état normal des grandes villes; les confiscations de journaux ne se laissent pas compter, en dépit de la censure préventive, par téléphone, qui devrait les mettre à l'abri des accidents. Nous savons, d'autre part, quelle tournure a pris la difficile question des « allogènes ». Tout cela dit, il serait pourtant injuste de rabaisser le grand progrès accompli en ces quelques années. La liberté de conscience est plus réelle qu'autrefois; la presse a pris une importance qu'on n'aurait pu prévoir; si restreint que soit le corps électoral, si gênées que soient les élections, la Douma exerce, au moins par ses discussions, sinon par ses votes, une influence qu'on ne pourrait ni supprimer ni remplacer. Le Président du Conseil a bien pu s'écrier, à la tribune : « Grâce au ciel, nous n'avons pas de Parlement ! » c'est là une querelle de mots; l'institution existe, et la qua-

trième Douma, qui a été élue à la fin de 1912, pourra, quoique peut-être moins libérale que sa devancière, jouer le même rôle utile. Le seul danger qui puisse la menacer sérieusement, c'est l'indifférence des masses, et même de « l'intelligence », à ce travail modeste.

De la faillite des grandes espérances de 1905 et de 1906, il est résulté, en effet, pour la classe instruite, une période de découragement, d'atonie qui a eu sa répercussion sur les lettres, même sur la moralité. La génération des grands écrivains s'est éteinte, en 1909, avec Tolstoï; de ses successeurs les plus marquants, l'un, Tchékhof, est mort prématurément; d'autres, Andréief et Gorki, n'ont pas tenu toutes les promesses de leur début et, peu à peu, la faveur du public est passée à des écrivains, de talent parfois, mais parfois aussi d'inspiration médiocre; le temps n'est plus où la critique pouvait opposer la hauteur morale de la littérature russe à la frivolité de la littérature française. La baisse du livre a été accompagnée d'une baisse du goût et peut-être des mœurs; les années qui ont suivi immédiatement la révolution ont été, à certains égards, l'équivalent de ce qu'a été chez nous l'époque du Directoire; les suicides et les meurtres se multipliaient dans la classe instruite, les attentats à la propriété dans les masses, et la consommation de l'alcool faisait un bond formidable en avant. Il semble aujourd'hui que ces mauvaises années soient finies, et que, même sans s'illusionner sur la valeur morale de l'école, on puisse attendre beaucoup de l'effort du gouvernement et de la troisième Douma en faveur de l'instruction publique.

De cet effort, c'est jusqu'à présent l'enseignement supérieur qui a le moins profité, malgré la création, à Saratof, d'une université nouvelle et, dans diverses villes, de plusieurs Écoles Polytechniques; le nombre des étudiants est le triple de ce qu'il était en 1904. L'enseignement secondaire, plus favorisé, a vu ses crédits augmentés de 29 millions de roubles. Mais c'est surtout l'enseignement primaire qui a gagné; son budget, de 14 millions de roubles en 1906, a quadruplé, et le nombre de ses élèves a augmenté

dans la même proportion, tant dans les écoles de l'État que dans celles du *zemstvo* et du clergé.

Le résultat de ce travail ne se fera sentir que dans quelques années. Ce qui est acquis, dès à présent, c'est l'accroissement de la puissance économique de la Russie. On peut le mesurer, d'abord, aux budgets de l'État. Certes celui des dépenses est devenu plus lourd — en cinq ans, il a monté d'environ 620 millions de roubles, soit 1700 millions de francs — mais celui des recettes a crû encore plus vite, en dépit de la disparition de certains revenus. Les redevances dues par les paysans, pour le rachat de leurs terres, qui montaient à près de 100 millions de roubles, ont été supprimées; mais, par contre, tous les impôts maintenus produisent beaucoup plus qu'avant la crise. Les contributions directes, en 1906, donnaient 163 millions de roubles; elles en ont donné 224 en 1912. De 494 millions, les contributions indirectes sont passées à 631 : le rendement des Domaines, de 603 à 814; celui des monopoles de l'État, de 505 à 620, en 1911. Comme le plus important de ces monopoles est celui de l'alcool, il n'y a pas lieu de se féliciter entièrement de ce dernier progrès : il faut pourtant noter que, d'après les statistiques, la consommation de l'alcool est, en Russie, par tête et annuellement, de deux litres et demi, tandis qu'en France elle atteindrait quatre litres. En additionnant toutes les recettes, on constate qu'en dix ans elles se sont accrues d'environ 1200 millions de roubles, soit de 3200 millions de francs. En 1912, elles ont atteint 2900 millions de roubles; les dépenses, 2852 millions. En trente ans, les unes et les autres ont quadruplé, sans que les impôts aient été accrus[1].

Cette augmentation des ressources s'explique par celle de la production du pays et de ses exportations. Malgré de mauvaises années, comme 1911, par exemple, qui a fait 25 millions d'affamés, la vente au dehors des produits du sol russe a rapporté, en 1910, 901 millions de roubles au lieu de 382 en 1900, soit une augmentation de 136 pour

1. Il y aurait pourtant quelques exceptions à faire. Le prix de l'eau-de-vie a été relevé; de même, celui du tabac.

100, qui a porté, non seulement sur le blé, autrefois l'article essentiel, mais encore et surtout sur des articles jadis inconnus dans les statistiques, par exemple, sur les œufs : 3 à 5 millions de roubles en 1882, 80 millions en 1912; sur le beurre, 2 millions de roubles en 1888, 70 millions en 1910, etc. La production métallurgique a suivi la même marche; de 600 000 pouds en 1906, celle du cuivre est passée, en 1910, à 1 363 000; celle de l'or, de 2200 à 3276; celle du fer et de l'acier, de 139 millions de pouds, en 1901, à 184 millions en 1910. Même progression pour les industries textiles et les industries de tout genre; le nombre et l'importance des usines ont doublé en quelques années, grâce à l'augmentation des capitaux russes et, pour une part plus grande, à l'importation de capitaux étrangers, la plupart anglais. Même progression encore pour les voies de communication; si ces dernières années n'ont pas eu d'œuvres directement comparables à celles de la période précédente, Transcaspien et Transsibérien, du moins ont-elles achevé l'une d'elles, le Transcaspien, en le prolongeant de Tachkent à Orenbourg. De plus, on a amélioré les voies existantes et surtout leur exploitation; de 1907 à 1912, leur rendement a augmenté d'environ 200 millions de roubles. Bref, pour en finir avec ce défilé de millions, de 1900 à 1910, l'exportation russe a doublé, alors que l'importation augmentait d'environ 73 pour 100.

Que cette augmentation soit dans la nature des choses, puisque la population grandit d'environ deux millions et demi d'âmes chaque année, et qu'elle ait commencé déjà au dernier siècle, on ne peut le contester; c'est à tort qu'on en ferait honneur entièrement au mouvement déterminé par les dernières réformes. Il est certain, pourtant, qu'il y contribue et qu'on doit attendre beaucoup de la transformation — une des plus grandes qu'ait jamais subies la Russie — des modes de propriété du sol. De toute façon, malgré sa double crise, sa puissance a grandi.

---

# OBSERVATIONS

Je me suis efforcé de ramener l'orthographe des noms russes à l'orthographe rationnelle dont Schnitzler a donné le premier l'exemple. Ainsi on a transcrit par *K* la lettre *k* russe (le *kappa* des Grecs), par *Kh* la lettre *x* (*k* aspiré, le *khi* des Grecs) et par *Ch* la lettre *ш*. On a réservé la lettre française *Y* pour le *ы* ou *i* sourd, et la lettre *I* pour les autres *i* russes. Il a bien fallu conserver les lettres *tch* et *chtch* pour exprimer le *tchèrve* et le *chtcha*. On a traduit par la diphthongue française *ou*, non par l'*u* allemand, la voyelle *y* des Russes qui se prononce *ou*.

On a cherché à débarrasser les noms russes de ces *s* parasites (les Allemands emploient sept lettres, *schtsch*, à exprimer le seul *chtcha* des Russes), de ces *ff*, de ces *w* redoublés qui leur donnent un aspect rébarbatif. Dans certains noms seulement consacrés par l'usage, on s'est conformé à l'ancienne orthographe : au lieu de *Chouvalof*, *Schouvalof* qui est consacré par la diplomatie; au lieu de *Chakovskoï*, *Schakovskoï* consacré par la littérature.

De même, on a écrit *Moscou* et la *Moskova*, au lieu de *Moskva*, désignation à la fois de la ville et de la rivière.

Je me suis appliqué à reproduire l'orthographe des mots russes, mais non leur prononciation, qui est encore plus fantasque qu'en anglais. Nous imprimons *Orel*, *Potemkine*, mais il est entendu qu'on prononce *Ariol*, *Patiômkine*, etc.

Les terminaisons en *vitch*, en *vna*, indiquent la filiation : *Pierre Alexiévitch*, Pierre, fils d'Alexis; *Elisabeth Pétrovna*, Élisabeth, fille de Pierre.

On devrait renoncer au mot *czar*, mot qui n'est pas russe et

que d'ailleurs il faudrait prononcer *tchar*; le mot russe est *tsar*, avec ses dérivés *tsarine*, *tsarévitch*, *tsarévna*, *tsarat*, *tsarien*.

Comme il y a deux Dvina parmi les fleuves russes, nous avons, pour éviter toute confusion, constamment appelé *Düna* la Dvina méridionale; de même nous appelons toujours *Bug* la rivière que se jette dans la Vistule pour la distinguer du *Boug*, fleuve qui se jette dans la mer Noire, bien qu'en russe ils se prononcent et s'écrivent de même.

Rappelons que la *verste* vaut 1 kilomètre 66 mètres 8 décimètres; le *rouble* a une valeur nominale de 4 francs mais sa valeur réelle dépend du change; il a pu varier en deux ans de 3 fr. 49 à 2 fr. 43; il comprend 100 *kopeks*. Nous avons vu que la réforme monétaire de Nicolas II a fixé le change pour le rouble : aujourd'hui 100 roubles valent exactement 266 francs 66 centimes; un rouble vaut donc 2 fr. 666.

Le calendrier russe n'a pas admis la réforme grégorienne; aussi est-il en retard sur le nôtre et faut-il, pour chaque date, indiquer si c'est d'après l'*ancien style* ou d'après le *nouveau style*. Pour les dates importantes de l'histoire intérieure, nous donnons les deux *styles*. Mais quand nous ne donnons qu'une date, c'est d'après le nouveau style. Au XVIIIe siècle, l'année russe retardait de onze jours sur la nôtre; au XIXe siècle, elle retarde de douze jours; depuis 1900, c'est de treize. Donc, nous avons donné ainsi la date de la mort de Catherine II : 6-17 novembre : différence de 11 jours, puisque l'événement se passe au XVIIIe siècle. Mais on dit : la révolution du 14-26 décembre 1825 : différence de 12 jours, puisqu'il s'agit du XIXe siècle.

---

# NOTE BIBLIOGRAPHIQUE[1]

## I

Parmi les ouvrages russes non traduits en français, je citerai au moins les plus importants :

Histoires générales. — Serge Solovief, *Hist. de Russie depuis les temps les plus anciens* (29 volumes parus. s'arrêtant à 1780), Moscou. 1851-1879. — Bestoujef-Rioumine, *Histoire russe* (premier volume jusqu'à Ivan III), S.-P., 1872. et un fasc. du second volume. comprenant Ivan IV, 1885. — Polévoï. *Histoire de la nation russe*. 6 vol.. Moscou. 1829-1833. — Kostomarof. *Histoire russe par les biographies des principaux personnages*, 4 vol. S.-P.. 1873-1877. — Du même. *Monographies et recherches hist.*, 11 vol.. S.-P.. 1868. — Ilovaïski. *Histoire russe* (4 vol., y compris le XVIe siècle). Moscou. 1876-1890. — Serge Platonof. *Leçons d'histoire russe*, S.-P.. 1904.

Périodes anciennes. — *Chronique* (de Nestor et ses continuateurs). éditée par Miklosich. Vienne. 1860. dans les *Monumenta historica Poloniæ* de Biélowski. Lemberg. 1869 : et par la Commission archéologique. S.-P., 1872. d'après le ms Laurentien. — Harkavi. *Relations des écrivains musulmans sur les Slaves et les Russes*. 2 vol., S.-P.. 1870. et *Relations des écrivains juifs sur les Khazars et le royaume de Khazarie*, 2 vol., S.-P., 1974. — S. Schpilévski. *Anciennes villes et autres monuments bulgaro-tatars du gouvernement de Kazan*. Kazan, 1877. — Du même. *Les pouvoirs familiaux chez les anciens Slaves et Germains*. Kazan. 1869. — Samokvassof. *Anciennes villes et gorodichtché de la Russie*. Moscou. 1874. — Dorn. *La Caspienne*. S.-P.. 1875. — Gédéonof. *Varègues et Russes*. 2 vol.. S.-P., 1876. Ilovaïski. *Recherches sur les origines de la*

1. A cette bibliographie de la 5e édition, nous avons ajouté quelques ouvrages russes récents, un plus grand nombre d'ouvrages étrangers et surtout français. Ceux qui concernent les années postérieures à 1900 sont indiqués à la suite du travail d'Alfred Rambaud.

*Russie*. Moscou. 1876 : tous deux sont contraires à la théorie des Varègues-Normands. — Pogodine. *Histoire ancienne russe jusqu'au joug mongol*. Moscou. 1871, 2 vol.. avec un précieux atlas d'estampes. anciennes cartes et anciennes miniatures. — Biélaef. *Récits de l'histoire russe* (Novgorod), Moscou, 1866. — V. Sergiévitch. *la Vetché et le Prince, organisation politique et adm. de la Russie sous les Rourikovitchs*, Moscou. 1867. — Kloutchévski. *La Douma des boïars dans l'ancienne Russie*. Moscou, 1883. — Zabiéline. *Hist. de la vie russe depuis les temps les plus anciens*. 2 vol.. Moscou, 1876-1880. — Bérejkof. *Du commerce de la Russie avec la Hanse, jusqu'à la fin du* XV[e] *siècle*. S.-P., 1879. — V. Ikonnikof. *Essai sur l'influence de Byzance dans l'histoire russe*, Kief. 1869. — Dachkiévitch. *Remarques sur l'histoire de l'État russe-lithuanien*. Kief. 1885.

ÉPOQUE D'IVAN LE TERRIBLE. — *Récits du prince Kourbski*, publiés par Oustriélof. 3[e] édition. S.-P.. 1868. — *Vie et rôle historique du prince Kourbski*. par S. Gorski, Kazan, 1858. — Hamel. *Les Anglais en Russie* (XVI[e] et XVII[e] s.), S.-P., 1865. — *Russie et Angleterre* (1552-1593). par Iouri Tolstoï, S.-P., 1875. — Kaptéref. *Caractère des rapports de la Russie avec l'Orient orthodoxe* (XVI[e] et XVII[e] s.), Moscou, 1885. — *Vie privée des tsarines* et *Vie privée des tsars russes*, par Zabiéline. Moscou. 1869 et 1872. — *Le Domostroï*, édité par Iakovlef, S.-P.. 1869, et Zabiéline, Moscou, 1882. — Nékrassof, *Essai de recherches historico-littéraires sur le Domostroï*. Moscou, 1878. — *Le Stoglaf*, édit. Kojantchikof, S.-P.. 1868. — *Lois du grand-prince Ivan III Vassiliévitch et du tsar Ivan IV Vassiliévitch*, éditées par Kalaïdovitch et Stroèf. Moscou. 1819. — *Lois d'Ivan III et d'Ivan IV*. Moscou. 1878. — Diakonof. *Du pouvoir des tsars moscovites*. S.-P., 1890. — Sergiévitch. *Antiquités juridiques de la Russie*, S.-P.. 1890. — N. Popof. *Le prikaz des rangs*, S.-P., 1890. — N. Zagoskine. *Oustavnyia gramoty* (chartes aux villes et cantons) *des* XIV[e] *et* XVI[e] *siècles*. Kazan, 1875-1876. — Zagoskine, *Hist. du droit public russe* (le prince, les états généraux). Kazan, 1877. — N. Tchétchouline. *Les villes de l'empire de Moscou au* XVI[e] *siècle* (*Mém. de l'Université de S.-P.*, t. XXII). — *Chants recueillis par Kiriéérski*, Ivan le Terrible.

XVI[e] et XVII[e] SIÈCLES. — G. Karpof. *Hist. de la lutte entre l'empire de Moscou et l'empire pol.-lithuanien*, Moscou, 1867. — Kraévski. *Le tsar Boris Godounof*. S.-P.. 1836. — Ikon-

nikof, *Nouvelles rech. sur le temps des troubles*. Kief, 1889. — Zabiéline. *Minine et Pojarski*. Moscou. 1883. — S. Platonof. *Anciens récits et légendes russes sur le temps des troubles*. S.-P., 1888. — Bantych-Kamenski. *Hist. de la Petite-Russie*. Moscou. 1822. — Kostomarof. *Bogdan Khmelnitski*. 1884. — P. Boutsinski. *Bogdan Khmelnitski*. Kharkof. 1882. — Koulich. *Hist. de la réunion de la Rouss*. 3 vol., S.-P. et Moscou. 1874-1877. — Du même. *Mémoires sur la Russie méridionale*. S.-P., 1856-1857. — S. Goloubef, *Le métropolite Pierre Mohila*, Kief. 1883. — G. Pérétiajkovitch, *Le pays de la Volga au* XVII^e^ *siècle*. Odessa. 1882. — Zabiéline. *Essai d'étude des antiquités russes*, 2 vol., Moscou. 1872-1873. — Nil Popof. *Recueil pour l'histoire du raskol*. Moscou. 1864. — N. Hübbenett. *Rech. hist. sur l'affaire du patriarche Nicon*. S.-P.. 2 vol.. 1882-1884. — *L'Empire russe au milieu du* XVII^e^ *siècle*, de Krijanitch. édité par Bezsonof. 2 vol., Moscou. 1860. — Gr. Kotochikine. autre contemporain, édit. S.-P.. 1841 et 1859. — Ikonnikof. *Ordine-Nachtchokine* (*Rousskaïa Starina*, 1883). — Séméyski. *La tsarine Prascovia* (belle-sœur de Pierre le Grand; très curieuse étude du gynécée russe). S.-P.. 1883. — Aristof. *Troubles de Moscou sous la régence de Sophie Alexiévna*. Varsovie. 1871. — Léchkof. *Le peuple et l'État russes, histoire du droit public russe jusqu'au* XVIII^e^ *siècle*. Moscou, 1858. — Tchitchérine. *Institutions provinciales de la Russie au* XVII^e^ *siècle*. Moscou. 1856. — A. N. Popof. *Matériaux pour l'hist. de la révolte de Stenko Razine*. Moscou. 1847. — Bronevski, *Hist. de l'armée du Don*. S.-P.. 1844. — Oustriélof. *Les Strogonof*. S.-P.. 1842. — Nébolsine. *Conquête de la Sibérie*, S.-P., 1849. — Boutsiski. *La colonisation de la Sibérie et les premiers colons*. Kharkof. 1889.

PIERRE LE GRAND. — I. Golikof, *Actions de Pierre le Grand* (pas de critique; très dépassé). 30 vol., Moscou. 1788-1798: 2^e^ édition, 15 vol.. S.-P., 1837. — Oustriélof. *Hist. du règne de Pierre le Grand*, 6 vol.. S.-P.. 1853-1863. — Grote, *Pierre le Grand*. S.-P.. 1872. — Solovief, *Lectures publiques sur P. le G.*, Moscou, 1872. — Zabiéline. *L'enfance de P. le G.*. Moscou. 1872. — Pogodine. *Les dix-sept premières années de la vie de P. le G.*. Moscou. 1875. — *Le procès de F. Chaklovity*, publié par la commission archéographique, 2 vol.. S.-P., 1884-1885. — V. Guerrier. *Le dernier des Varègues* (Charles XII), dans *la Russie anc. et nouvelle*, 1876. — D. Maslovski. *La guerre du Nord, documents de 1705 à 1708*. S.-P.. 1892. — P. Pétrof.

*Histoire de Saint-Pétersbourg*, S.-P., 1885. — P. Milioukof, *L'administration de l'empire et la réforme de P. le G.*, S.-P., 1892. — Séméyski, *Slovo i Diélo, la Chancellerie secrète sous P. le G.*, S.-P., 1885. — Kostomarof, *Mazeppa*, Moscou, 1883. — Bytchkof, *Lettres de P. le G.*, S.-P., 1872. — Le gouvernement publie les *Lettres et papiers de P. le G.*, S.-P., depuis 1887. *Les Rapports et décisions du Sénat sous P. le G.* sont publiés par N. Doubrovine sous les auspices de l'Académie. — Consulter aussi l'*Archive* du prince Th. Kourakine, en cours de publication depuis 1890, Saratof. — Vénévitinof, *Les Russes en Hollande; la grande ambassade de* 1697, Moscou, 1897. — Pékarski, *La science et la littérature sous P. le G.* — E. Barsof, *P. le G. dans les traditions populaires du pays du Nord*, Moscou, 1872. — *Chants recueillis par Kiriéévski*, Pierre le Grand.

Successeurs de Pierre le Grand. — Andréef, *Représentants de la puissance souveraine après Pierre I*[er], S.-P., 1871. — Séméyski, *Catherine I*[re], S.-P., 1884. — D. Korsakof, *L'avènement d'Anna Ioannovna*, Kazan, 1880. — V. Guerrier, *La guerre de la succ. de Pologne*, Moscou, 1862. — D. Maslovski, *L'attaque de Dantzig par Munich*, Moscou, 1888. — Du même, *La campagne de Stavoutchany* (1739), *documents*, S.-P., 1892. — Pékarski, *Le marquis de la Chétardie en Russie* (1740-1742), S.-P., 1862. — Weidemayer, *Revue des principaux événements*, etc., et *Règne d'Élisabeth Pétrovna*, S.-P., 1835 et 1849. — D. Maslovski, *L'armée russe pend. la guerre de Sept Ans*, 3 vol., S.-P., 1886-1891. — Chtchébalski, *Système politique de Pierre III*, Moscou, 1870. — Bolotof, *Mémoires*, édités par la *Rousskaïa Starina*, 4 vol., S.-P., 1871-1875, et *Souvenirs des temps écoulés*, Moscou, 1875. — Choubinski, *Esquisses et récits historiques*, S.-P., 1869. — *La vie intérieure de la Russie en* 1740-1741, public. du Minist. de la justice, Moscou, 1886. — Bestoujef-Rioumine, sur Tatichtchef, dans *la Russie ancienne et nouvelle*. — D. Korsakof, *Biren* (*ibid.*), et *Les personnages du* XVIII[e] *siècle* (Dolgorouki, les Galitsyne, Volynski, etc.), Kazan, 1891. — *Journaux des aides de camp généraux* sous Élisabeth, S.-P., 1898. — De nombreux papiers et correspondances publiques ou privées, relatifs à cette période, dans la *Coll. de la Soc. imp. d'hist. de Russie*, les *Archives Voronzof*, l'*Archive russe*, l'*Antiquité russe* : à consulter aussi pour les périodes suivantes.

Catherine II. — Bilbassof, *Hist. de Catherine II*, S.-P.,

1890 (le tome I a paru en russe; le tome II, interdit par la censure en Russie, a paru en allemand. Berlin, 1892; au total il y aura 12 vol., dont 3 de documents et 1 de bibliographie.). Tratchévski, *Le Fürstenbund et la politique allemande de Catherine II*, S.-P., 1877. — Solovief, *Hist. de la chute de la Pologne*, Moscou, 1863. — Kostomarof, *Dernières années de la pospolite polonaise*, S.-P., 1870 — Ilovaïski, *La diète de Grodno*. Moscou, 1870. — Le colonel A. Pétrof, *La seconde guerre de Turquie sous Catherine II*. 2 vol., S.-P., 1880. — D. Maslovski, *Hist. de l'art militaire en Russie, règne de Cath. II.*, S.-P., 1894. — N. Doubrovine, *Réunion de la Crimée à la Russie*, 4 vol., S.-P., 1886-1889. — *Journal de Krapovitski*, édité par Barsoukof, S.-P., 1874. — *Mémoires de G. R. Derjavine*. édités par la *Rousskaïa Bésiéda*, Moscou, 1860. — *Mémoires sur la vie et les services d'Alexandre Bibikof*, édités par son fils, Moscou, 1865. — Melnikof, *La princesse Tarakanof*, S.-P., 1868. — Doubrovine, *Pougatchef et ses complices*. 3 vol., S.-P., 1884. — A. Brückner, *Potemkine*, S.-P., 1891. — Soukhomlinof, *Radichtchef*, S.-P., 1883. — E. Choumigorski, *L'Impératrice publiciste*, S.-P., 1887. — Longhinof, *Le théâtre de Cath. II*, Moscou, 1857. — J. Ditiatine, *Organisation et administration des villes russes au* XVIII^e^ *siècle*, S.-P., 1875. — D. Tolstoï, *Les écoles des villes sous Catherine II*. S. P., 1886. — Papiers relatifs à la *Grande commission législative*, publiés, avec une préface, par Poliénof, dans la *Coll. de la Soc. imp. d'Hist. de Russie*; ils y forment 7 volumes, S.-P., 1869-1889. — V. Latkine, *La grande commission législative*, S.-P., 1887. — La *Correspondance diplomatique* et les *Papiers* de Catherine II forment deux séries dans la même collection. — Anoutchine, *Coup d'œil historique sur le développement des institutions adm. et de police depuis 1775*, S.-P., 1882. — Soukhomlinof, *Hist. de l'Académie russe*, S. P., 1874 et suiv. 6 volumes.

Paul I^er^. — D. Kobéko, *Le césarevitch Pierre Pétrovitch*, S.-P., 1882. — Le général Milioutine, *Hist. de la guerre de la Russie avec la France en 1799*, 5 vol., S.-P., 1852-1853. — Polévoï, *Hist. du prince d'Italie Souvorof-Rymnikski*, Moscou, 1811. — *Récits d'un vieux soldat sur Souvorof*, publiés par *le Moscovite*, Moscou, 1847. — *Mémoires de L. N. Engelhardt*, publiés par l'*Archive russe*. Moscou, 1868. — A. Pétrouchevski, *Le généralissime prince Souvorof*, 3 vol., S.-P., 1884. — Le général Batorski, *Projets d'expédition dans l'Indoustan*,

*sous Napoléon, Paul Ier et Alexandre Ier*. S.-P., 1886. — Doubrovine, *Georges XIII, dernier tsar de Géorgie, et la réunion de ce pays avec la Russie*, S.-P., 1897. — Bantych-Kamenski, *Aperçu des relations extérieures de la Russie jusqu'à* 1800, S.-P., 1896.

Alexandre Ier. — Bogdanovitch, *Hist. de la guerre patriotique*, 3 vol., et *Hist. du règne d'Alexandre Ier*, 6 vol., S.-P., 1869-1871. — N. Schilder, *L'emp. Alexandre Ier*, très luxueuse édition de Souvorine, 4 vol. in-4, S.-P., 1897-1899. — S. Solovief, *Alexandre Ier, politique et diplomatie*, S.-P., 1877. — Znamenski, *L'Église russe sous Alexandre Ier*, Kazan, 1885. — Pypine, *Mouvement des idées sous Alexandre Ier*, S.-P., 1885. — Chtchéglof, *Le Conseil de l'empire sous Alexandre Ier*. Iaroslavl, 1895. — Korff, *Vie du comte Spéranski*, 2 vol., S.-P., 1871. — Vaguine, *Données historiques sur l'activité du comte Spéranski en Sibérie*, 2 vol., S.-P., 1872. — Romanovitch-Slavatinski, *Rôle politique du comte Spéranski*, Kief, 1863. — Ikonnikof, *Le comte Mordvinof*, S.-P., 1873. — Mikhaïlovski-Danilevski, *Description de la première guerre contre Napoléon*, S.-P., 1844, et toutes les guerres d'Alexandre Ier. — A. Pétrof, *La guerre russo-turque de* 1806-1812, 2 vol., S.-P., 1885. — Alexandre Popof, *Moscou en* 1812; *les Français à Moscou*, Moscou, 1875 et 1876; *Relations de la Russie avec les gouvernements européens avant la guerre de 1812*, S.-P., 1876. — N. Doubrovine, *La guerre patriotique dans les lettres des contemporains* (1812-1815), tome XLIII des *Mémoires* de l'Acad. des Sc., 1882. — T. Tolytchéva, *Récits de témoins oculaires sur l'année 1812*, Moscou, 1872 et 1873. — V. Nadler, *Metternich et la réaction européenne*, Kharkof, 1882, et *L'empereur Alexandre Ier et l'idée de la Sainte-Alliance*. Riga, 2 vol., 1886.

Nicolas Ier. — Nombreux mémoires des *décembristes* dans la *Rousskaïa Starina* (*Antiquité Russe*). — S. Tatichtchef, *La politique extérieure de l'empereur Nicolas Ier*, S.-P., 1887, et *L'empereur Nicolas et les cours étrangères*, S.-P., 1889. — A. Brückner, *Matériaux pour la biographie du comte N. P. Panine* (1770-1837), 2 vol., S.-P., 1888-1890. — Le général Schtcherbatof, *Le feld-maréchal Paskiévitch*, 4 vol., S.-P., 1888. — Bogdanovitch, *Hist. de la guerre d'Orient*, 5 vol., 1876-1877. — *Collection de manuscrits sur la défense de Sébastopol*, publiée sous les auspices du grand-duc héritier, 3 vol., S.-P., 1872-1873. — Kovalévski, *Guerre avec la Turquie et rupture*

*avec les gouvernements européens en 1853 et 1854*, S.-P., 1871. — N. Mouravief. *La guerre du Caucase en 1855*, 2 vol., S.-P., 1877. — Zissermann, *Le feld-maréchal Bariatinski* (1815-1879), Moscou, 1891.

Général Pouzyrevski, *La guerre russo-polonaise de 1831* (avec le rapport inédit du chef d'état-major polonais Prondzynski, en français), 2 vol., S.-P., 1890. — Kropotof. *Vie du comte M. N. Mouravief*, S.-P., 1874. — Likhoutine, *Mémoires sur la campagne de Hongrie en* 1849, Moscou, 1875. — Oréus, *La guerre de Hongrie en 1849*, S.-P., 1880. — Alabine, *Souvenirs de campagnes* (entre autres, Hongrie), Samara, 1888. — Nil Popof, *Russie et Serbie*, 2 vol., Moscou, 1869. — N. Schilder, *Tottleben, sa vie et son rôle*, 2 vol., S.-P., 1885-1886. — Zablotski-Dessiatovski, *Le comte Kisselef et son temps*, 4 vol., S.-P., 1882.

Alexandre II. — Berg, *Mémoires sur les conjurations et insurrections polonaises*, Moscou, 1873. — Nil Popof, *La Serbie après le traité de Paris*, Moscou, 1871. — P. Matvéef, *La Bulgarie depuis le congrès de Berlin*, S.-P., 1887. — P. Heissmann, *La guerre slave-turque de 1877-1878*, S.-P., 1886-1889. — Kouropatkine, *Skobélef à Lovtcha et à Plévna*, S.-P., 1885. — Chakovskoï, *Deux campagnes au delà des Balkans* (1877-1878), Moscou, 1878. — Epantchine, *Esquisse des opérations de Gourko*, S.-P., 1892.

Golovatchef, *Dix ans de réformes, 1861-1871*, S.-P., 1872. — Dianchévo, *L'époque des grandes réformes*, Moscou, 1893. — Mordovtsof, *Dix années de zemstvo russe*, S.-P., 1877. — N. Séménof, *L'affranchissement des paysans sous Alexandre II*, S.-P., 3 vol., 1888-1891. — I. Ivaniouchkof, *Abolition du servage en Russie*, S.-P., 1882. — *La constitution du comte Loris-Mélikof* (anon.), Londres, 1893. — De Cyon, *Nihilistes et nihilisme*, Moscou, 1881. — N. Lioubimof. *Katkof*, S.-P., 1889.

Les Conquêtes en Asie. — Makchéef, *Coup d'œil historique sur le Turkestan et l'expansion progressive des Russes dans ce pays*, S.-P., 1890. — Mouchkétof, *Le Turkestan*, S.-P., 1886. — Kouropatkine, *Le Turkestan et les Turcomans* (il en existe une trad. anglaise). — N. Grodékof. *L'expédition de Khiva en 1873*, S.-P., 1883. — Oudiélof, même sujet, S.-P., 1874. — Grodékof, *La campagne de Skobélef* (dans le Turkestan, 1880-1881), 4 vol., S.-P., 1884. — V. Niémirovitch-Dantchenko. *Skobélef, souvenirs personnels*, S.-P., 1882.

Alexandre III et Nicolas II. — *La politique extérieure de la Russie et la situation des autres gouvernements*, S.-P., 1897. — Sur ces deux règnes, les livres sont rares; ceux qui sont intéressants ont été presque tous traduits et on les trouvera indiqués plus loin. Les vraies sources russes, pour les événements de ces dernières années, ce sont les journaux et les revues.

Renseignements divers. — Consulter : l'*Archive Voronzof*, publiée par Barténief, périodique, Moscou, depuis 1878. — La *Collection de la Soc. imp. d'Hist. de Russie*, 105 vol., S.-P., depuis 1867. — De nombreux articles dans l'*Archive russe* de Barténief (Moscou; depuis 1862). — Le *Dix-huitième siècle*, 4 vol., et le *Dix-neuvième siècle*, 2 vol., du même. — *La Rousskaïa Starina* ou *l'Antiquité russe*, S.-P., depuis 1870, 4 vol. par an. — *La Russie ancienne et moderne*, S.-P., de 1875 à 1881. — Immense collection des *Tchténia* ou *Lectures*, etc. — Sur toutes les périodes, pour les mémoires et sources russes, consulter les bibliographies, très développées, afférentes aux chapitres d'histoire russe ou polonaise dans l'*Histoire générale* publiée par E. Lavisse et A. Rambaud.

Bantych-Kamenski a laissé un dictionnaire biographique des personnages russes, 4 vol., Moscou, 1836. — Il y en a un autre dans les tomes LX et LXII de la *Collection de la Soc. imp. d'Hist. de Russie*. — Un autre, qui pourra former 30 ou 40 volumes, a été entrepris par Alex. Polovtsof, président de cette société.

L'archéologie, l'ethnographie, la géographie, l'histoire particulière des provinces baltiques, de la Petite-Russie, de l'ancien royaume de Kazan, la littérature *populaire*, la littérature *lettrée*, donneraient lieu à des bibliographies particulières et très étendues. — Polévoï a publié une *Hist. de la littérature russe*. — De même Porphirief, 2 vol., Kazan, 1876, et Pypine, 4 vol., S.-P., 1898. — Bouslaïef, *Littérature et art populaires*, 2 vol., S.-P., 1861. — Pour l'art, *Antiquités de l'empire de Russie*, magnifique recueil de planches coloriées (monuments, armures, vêtements, œuvres d'art) avec un volume de texte, publié par ordre de Nicolas Ier, Moscou, 1849.

Pour la géographie, consulter le *Dictionnaire géographique-statistique de l'empire russe*, par Séménof, S.-P., 1863-1883; l'*Essai d'atlas statistique de l'empire russe*, par le colonel Iline, S.-P., 1874; l'*Atlas historique de la Russie*, par Pavlichtchef, S.-P., 1873.

II

Il sera sans doute plus utile, pour la plupart des lecteurs, de leur indiquer les livres (originaux ou traductions) en français, anglais ou allemand.

Histoire générale. — On consultera toujours avec profit : Karamzine, *Hist. de l'empire de Russie* (jusqu'au xvii^e siècle), traduite par Saint-Thomas et Jauffret, 11 vol., Paris, 1819-1826. — Lévesque, *Hist. de Russie et des principales nations de l'empire russe*, continuée par Malte-Brun et Depping, 8 vol., P., 1812. — Esneaux et Chennechot, *Hist. philosophique et politique de Russie*, 5 vol., P., 1830. — Choppin, *Russie*, dans *l'Univers pittoresque*, 2 vol., 1838-1846. — A. Geffroy, *Histoire des Etats scandinaves* (collection Duruy), P., 1851. — Lélével, *Hist. de Pologne*, 2 vol., P., 1844. — De la Jonquière, *Hist. de l'empire ottoman* (Coll. Duruy), P., 1881. — Beaucoup de correspondances diplomatiques (ambassadeurs et autres envoyés de France, d'Angleterre, d'Allemagne) sont publiées en français, en anglais ou en allemand, dans la *Coll. de la Soc. imp. d'his. de Russie*. — Le ministère des affaires étrangères de France publie le *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France* : dans cette collection sont surtout intéressants pour l'histoire russe : Russie, par A. Rambaud, 2 vol., 1890 ; Suède, par A. Geffroy, 1886 ; Pologne, par L. Farges, 2 vol., 1888. — E. de Martens, *Recueil des traités et conventions conclues par la Russie* (nombreux volumes parus : Autriche, Allemagne, Angleterre), S.-P., 1874-1892.

*Geschichte des russischen Staates*, par Strahl et Hermann, 7 vol., Hambourg et Gotha, 1832-1866. — Schiemann, *Russland, Polen und Livland bis im XVII Jahrh.*, Coll. Oncken, Berlin, 1885. — *History of Russia*, Klioutchevski, trad. Hogarth, 2 vol., L. 1911.

Institutions, société, etc. — Le baron de Haxthausen, *Études sur la situation intérieure, la vie nationale et les institutions nationales de la Russie*, 3 vol., Hanovre, 1847-1853. — Schnitzler, *L'empire des tsars*, 4 vol., P. et Strasbourg, 1862-1869. — Anatole Leroy-Beaulieu, *L'empire des tsars et les Russes*, P., 1881-1882. — E. Haumant, *La culture française en Russie*, Paris, 1910. — Mackenzie Wallace, *La Russie*, trad. de

l'anglais par Henri Bellenger, 2 vol., P., 1877. — De Molinari, *Lettres sur la Russie*, P., 1877. — Anonyme, *La Société russe par un Russe*, traduit de l'allemand, 2 vol., P., 1877.

Géographie. Voyages modernes. — Marquis de Custine, *La Russie en 1839*, 4 vol., P., 1846. — Théophile Gautier, *Voyage en Russie*, 2 vol., P., 1836. — Herbert Barry. *La Russie contemporaine*. trad. de l'anglais, P., 1873. — Dixon. *La Russie libre*, trad. de l'anglais, P., 1872. — Léouzon le Duc. *Études sur la Russie et le nord de l'Europe*, *la Baltique*, *La Russie contemporaine*. — X. Marmier. *Lettres sur la Russie, la Finlande et la Pologne*. — Anatole Demidof, *La Crimée*. — Le prince Galitsyne, *La Finlande*. — Louis Leger, *Le Monde slave* : *Études slaves* ; *Nouvelles études slaves* ; *Russes et Slaves*, etc. P., de 1873 à 1890. — Legrelle, *Le Volga*, P., 1877. — J. Legras, *Au pays russe*, P., 1895. — Élisée Reclus, *l'Europe scandinave et russe* et *l'Asie russe* dans sa *Géographie universelle*.

Périodes anciennes. — Bergmann, *Les Scythes, les ancêtres des peuples germaniques et slaves*, Halle, 1660. — Georges Perrot. *Le commerce des céréales en Attique au* IV*e* *siècle avant notre ère* (*Revue historique* de mai 1877). — *La Chronique de Nestor*, traduite en français par Louis Paris, 2 vol., P., 1834. — L. Leger, *De Nestore rerum russicarum scriptore*, P., 1868. — Du même, traduction de la *Chronique* de Nestor, 1884. — Du même, *Cyrille et Méthode*, *Étude hist. sur la conversion des Slaves au christianisme*, P., 1868. — A. Rambaud, *L'empire grec au* xe *siècle*, P., 1870. — Ralston, *Early russian History*, Londres, 1874. — Thomsen, *Der Ursprung des russischen Staates*, Gotha, 1889. — Kounik, *Rens. sur la première invasion des Tatars en Russie* dans *Mélanges asiatiques* (en français), S.-P., 1856. — H. Howorth, *History of the Mongols* (IX-XIXe s.), Londres, 1876. — Wolff, *Gesch. der Mongolen oder Tataren*, Berlin, 1872. — Hammer-Purgstall, *Gesch. der Goldenen Horde*, Pesth, 1889. — Léon Cahun. *Introd. à l'histoire de l'Asie. Turcs et Mongols*, P., 1896. — Bunge, *Der Orden der Schwertbruder*. Leipzig, 1875. — A. Winckler, *Die Deutsche Hanse in Russland*, Berlin, 1886. — Le *Domostroi* (ménagier russe du XVIe siècle), trad. franc. de E. Duchesne, Paris, 1910.

Du XIVe au XVIIe siècle, — Voir dans *l'Histoire générale* de Lavisse et Rambaud, t. V, p. 795, une liste des voyageurs européens en Russie, aux XVIe et XVIIe siècles. — Dans la *Bibliothèque russe-polonaise* de Vieweg : Mayerberg, *Voyage en*

*Moscovie*; Fletcher, *La Russie au* XVI^e *siècle*; *Journal du voyage du boïar Chérémétief : une ambassade russe à la Cour de Louis XIV*, etc. — K. H. V. Busse, *Herzog Magnus, Kœnig von Livland*, Leipzig, 1871. — Le R. P. Pierling : *La Russie et l'Orient* (mariage d'Ivan III), 1891 ; *Rome et Démétrius*, 1878 ; *Antonii Possevini missio moscovitica*, 1882 : *Un nonce du pape en Moscovie*, 1884 ; *Le Saint-Siège, La Pologne et Moscou*, 1885 ; *Bathory et Possevino*, 1887 ; *Papes et Tsars* (1547-1847) 1890 ; *La Russie et le Saint-Siège*, 5 vol., Paris, 1896-1912. — Le marq. de Noailles, *Henry de Valois et la Pologne*, P., 1867. — A. Rambaud : *Les Tsarines de Moscou et la Société russe* ; *Ivan le Terrible et les Anglais* (*Revue des Deux-Mondes*, 1873 et 1876). — K. Waliszewski, *Ivan le Terrible*, 1904. — *La crise révolutionnaire* (1584-1614), 1906. — *Les premiers Romanof*, 1909. — *The first Romanovs*, Nisbet Bain, L., 1905.

Prince Emmanuel Galitsyne, *La Russie au* XVII^e *siècle, récit du voyage du Prince Potemkine*, P., 1855. — Prosper Mérimée, *Les faux Démétrius*, 1852. — *Histoire des guerres de Moscovie* (1601-1611), par Isaac Massa de Harlem, Bruxelles, 1876. — E. Haumant, *La guerre du Nord* (1655-1660), P., 1893.

Pierre le Grand. — Sur les mémoires, consulter *Histoire générale*, p. 719 et 819, et Mintzlof, *Pierre le Grand dans la littérature étrangère*, S.-P., 1872. — Korb, *Récit de la révolte des Strélitz* (bibl. russe-pol.) — Aug. Galitsyne, *La Russie au* XVIII^e *siècle*. — Serge Galitsyne, *La régence de la tsarevna Sophia*, trad. du russe de Chtchébalski, Carlsruhe, 1857. — *Mémoires du prince Pierre Dolgoroukof*, 2 vol., Genève, 1867-1871.

Voltaire, l'*Histoire de Charles XII* et l'*Histoire de Russie sous Pierre le Grand*. — Le chanoine Nordberg, *Hist. de Charles XII*, trad. fr. par Warmholtz, La Haye, 1742. — Stanislas Poniatowski (père du futur roi), *Remarques sur le Charles XII de Voltaire*. — La Moitraye, *id.*, 1732. — A. Geffroy, *Le Charles XII de Voltaire et le Charles XII de l'histoire*, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 1869. — Christian von Sarauw, *Die Feldzüge Karl's XII*, Leipzig, 1881. — F. F. Carlson, *Hist. de Suède*, trad. all. dans la coll. Heeren et Uckert, t. VI et VII, Gotha, 1887. — G. Syveton, *Louis XIV et Charles XII : au camp d'Altranstadt*, P., 1900. — Johann Gotthilf, Vockerodt et Otto Pleyer, *Russland unter Peter dem Grossen*, publié par Hermann, Leipzig, 1872. — M. de Vogüé, *Le fils de Pierre le Grand*, P., 1884. — Herr-

mann. *P. d. G. und der Tsarevitch Alexei*, Leipzig. 1880. — Posselt, *Der General und Admiral Franz Lefort*, 2 vol., Francfort, 1866. — Brückner, *Peter der Grosse*, cellection Oncken. — Waliszewski., *Pierre le Grand*, P., 1897. — Pierling, *La Sorbonne et la Russie*, P., 1882. — D'Haussonville, *La visite du czar en* 1717, Institut, 1896. — V. Ordega. *Die Gewerbepolitik Russlands von Peter I bis Katarina II*, Tübingen, 1885. — Bachoutski. *Panorama de Saint-Pétersbourg*, trad. du russe, S.-P., 1831-1834.

Catherine Ire, Pierre II, Anna. Élisabeth. — E. Haumant. *La Russie au* xviiie *siècle*, P., 1904. — Waliszewski, *L'héritage de Pierre le Grand* (de 1725 à 1741), Paris, 1900. — Du même, *La dernière des Romanof*, P. 1905. — Weber, *Moritz von Sachsen* Leipzig, 1863. — Saint-René Taillandier, *Maurice de Saxe*. P., 1870. — *Mémoires* de Manstein, bibl. russe-polonaise. — A. Rambaud, *Recueil d'instructions*, Russie. P., 1890. — Boutaric, *Corresp. secrète de Louis XV*, 2 vol., P., 1866. — Le duc de Broglie, *Le secret du Roi*, 2 vol., 1879; *Frédéric II et Marie-Thérèse*, 1883; *La paix d'Aix-la-Chapelle*, 1893. — Rathery, *Le Comte de Plélo*, P., 1876. — Vandal, *Louis XV et Élisabeth de Russie*, P., 1882. et *Une ambassade française en Orient* (le marquis de Villeneuve et la paix de Belgrade), P., 1887. — A. Rambaud, *Russes et Prussiens, la guerre de Sept Ans*, P., 1895.

Catherine II et Paul Ier. — Rulhière, *Hist. et anecdotes sur la révolution de Russie en 1762*. P., 1797. — Tooke, *Hist. de l'empire de Russie sous le règne de Catherine II*, trad. de l'anglais, 6 vol., P., 1801. — Jauffret. *Catherine II et son règne*. 2 vol., P., 1860. — Brückner, *Catherine II*, collection Oncken. — Augustin Galitsyne. *Le faux Pierre III*, trad. de Pouchkine, P., 1858. — *Mémoires* de la princesse Dachkof, bibl. russe-polonaise. — *Mémoires* du comte de Ségur ; *Mémoires secrets* du major Masson ; *Histoire de Catherine II*, par Castéra, etc. — *Mémoires de l'impératrice Catherine II*, publiés par Herzen, Londres, 1857. — Sabatier de Cabre, *Catherine II, sa cour et la Russie*, Berlin, 1869. — *La cour de Russie il y a cent ans, extraits des dépêches des ambassadeurs anglais et français*, Leipzig et Paris. 1860. — Waliszewski, *Le roman d'une impératrice* (Catherine II). P., 1893; et *Autour d'un trône*. 1894. — M. de Vogüé. *La révolte de Pougatchef* (*Revue des Deux-Mondes*, 1879) et *La mort de Catherine II* (*ibid.*, 1883. — A. Rambaud, *Cath. II dans sa famille : Catherine II et*

*ses correspondants français* (*ibid.*, 1er février 1874, 15 février, 1er mars 1877). — *Un diplomate français à la Cour de Catherine II. Journal du chevalier de Corberon*. P., 1901. — Saint-Priest, *Études diplomatiques*, t. I : *Partage de la Pologne*, P., 1850. — Fr. de Smitt. *Frédéric II, Cath. II et le partage de la Pologne*, P., 1861 ; *Suworow und Polens Untergang*, 2 vol., Leipzig, 1858. — Rulhière. *Hist. de l'anarchie de Pologne*. 1808. — Ferrand. *Les trois partages de la Pologne*. 4 vol., P., 1865. — E. v. Bruggen. *Polens Auflœsung*, Leipzig, 1878. — Beer. *Die erste Theilung Polens*, Vienne, 1873. — Sur la *Neutralité armée*, C. Bergbohm. Berlin. 1884 ; Doniol. *Participation de la France dans la guerre de l'indépendance américaine*, P., Imprimerie nationale. — P. Fauchille. *La diplomatie française et la Ligue des neutres*. P., 1893. — A. Geffroy. *La Russie et la Suède contre la Révolution française* (*Revue d'histoire diplomatique*, 2e année). — A. Sorel. *La question d'Orient au* XVIIIe *siècle*, 2e édit., 1889 ; et *L'Europe et la Révolution française* (déjà 4 vol.). 1887-1891. — Sur les guerres de Turquie : Resmi Ahmed Effendi: *Wesentliche Betrachtungen*, trad. Diez. Halle et Berlin, 1813. — Vassif-Effendi. trad. fr., C. de Perceval, P., 1822. — L. Benneville de Marsangy. *Le comte de Vergennes à S.-P.*, 2 vol., P., 1894. — A. Geffroy, *Gustave III et la cour de France*. 2 vol., P. 1867. — *Mémoires* ou *Récits* de Smith. Fuchs. Laverne. Anthing. Guillaumanches, sur Souvorof. — Chodsko. *Hist. des légions polonaises*. 2 vol., 1829. — A. Rambaud. *Souvorof* (Conférences de Saint-Cyr, 1889). — F. Golovkine (mémoires), *La Cour et le règne de Paul Ier*, P., 1905. — E. Daudet. *L'émigration, les Bourbons et la Russie*, P., 1886. — *La France et la Russie au* XVIIIe *siècle*, Ch. de Larivière. P., 1909. — P. Morane, *Paul Ier de Russie avant l'avènement*, P., 1907. — N. Schilder. *Paul Ier intime*. trad. fr., Benkendorf. P., 1910. — Edwards (H. S.). *Russian projects against India*, Londres. 1885. — Le Grand-Duc Nicolas Mikhaïlovitch. *Le Comte Paul Stroganov*, S.-P., 3 vol. 1905. — K. Waliszewski, *Le fils de la Grande Catherine, Paul Ier*, P., 1912.

Alexandre Ier. — Outre l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, de Thiers. l'*Histoire de France depuis le 18 brumaire*, de Bignon. *La guerre nationale de 1812*, traduction du capitaine Casalis, 5 vol., Paris, 1910-1912, d'innombrables mémoires sur les campagnes et notamment sur celle de 1812 (dont j'ai indiqué, p. 587, les plus importants), consulter sur-

tout : *Mémoires* de Savary, duc de Rovigo. — *Mémoires et Histoire* du général Philippe de Ségur, 6 vol., P., 1873. — *Souvenirs militaires de* 1804 *à* 1874, par le duc de Fezensac, P., 1870. — *Mémoires* du général de Marbot, 3 vol., 1891. — *Souvenirs d'un officier polonais* (Brandt), publiés par Ernouf, 1877. — G. Bertin, *La campagne de 1812* (extraits des *Mémoires contemp.*), P. (Flammarion), sans date. — Schnitzler, *La Russie en* 1812, *Rostoptchine et Koutouzof*, P., 1863. — A. de Ségur, *Vie du comte Rostoptchine*, P., 1872. — *Mémoires* d'Oginski, 4 vol., P., 1833. — Bignon, *Souvenirs d'un diplomate: La Pologne*, 1864. — Jacques Rambaud, *Le colonel Pierre-Louis Roederer* (*Revue de Paris*, janvier 1912). — *Mémoires et correspondance* du prince Adam Czartoryski, 2 vol., 1887. — P. V. Gœtze, *Fürst A. N. Galitsin und seine Zeit*, Leipzig, 1882. — Albert Sorel, *Hist. du traité de Paris*, P., 1873. — Tratchévski a publié dans la *Collection de la Soc. imp. d'Hist. de Russie*, pour la plupart en français, de très importants documents sur les rapports de la France avec les tsars Paul et Alexandre. — Le Grand-Duc Nicolas Mikhaïlovitch, *Les rapports diplomatiques de la France et de la Russie*, 1808-1812, S.-P., 1907, 5 vol. — Du même, *Les rapports diplomatiques de Lebzeltern* (1816-1826), S.-P., 1913. — Du même, *L'Empereur Alexandre Ier*, S.-P., 1912. — S. Tatichtchef, *Alexandre Ier et Napoléon*, 1891. — A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, 2 vol., 1891-1893. — Ch. Pozzo di Borgo, *Correspondance diplomatique du comte Pozzo di Borgo*, 1891. — A. Maggiolo, *Pozzo di Borgo*, 1891. — *Un tsar idéologue, Alexandre Ier*, Rain, P., 1913. — A. Rambaud, *Rostoptchine* (*Revue des Deux-Mondes*, 1876 et 1878) et *Le duc de Richelieu en Russie et en France* (*ibid.*, 1888). — Th. v. Bernhardi, *Gesch. Russlands u. der Europ. Politik* (1814-1831), 3 vol., Leipzig, 1863-1877. — Soltyk, *Napoléon en 1812*, P., 1833. — Sur les sources polonaises de cette histoire, consulter *Histoire générale*, t. IX, p. 543; et t. X, p. 162.

Nicolas Ier. — Schnitzler, *Histoire intime de la Russie*, 2 vol., P., 1847. — Nic. Tourguénief, *La Russie et les Russes*, 3 vol., P., 1874. — Korff, *Avènement au trône de l'empereur Nicolas*, trad. du russe, P., 1857. — Prince Lubomirski, *Mémoires d'un page de Nicolas*, 1890. — N. Poggenpohl, *L'empereur Nicolas Ier*. Bruxelles, 1855. — Schliemann, *Russland unter Nikolaus Ier*, 3 vol., Berlin, 1904-1908-1913. — Pierre Dolgoroukof, *La Vérité sur la Russie*, P., 1860. — Lacroix

(bibliophile Jacob), *Histoire de Nicolas Ier*, P., années 1864 et suivantes. — Un résident anglais, trad. Noblet, *Révélations sur la Russie, l'empereur Nicolas*, P., 1845. — Le marquis de Custine, *La Russie en 1839*, P., 1846.

Gervinus, *Insurrection et régénération de la Grèce* (trad. Minnsen), P., 1888. — F. de Hénault, *Dix ans d'alliance franco-russe* (1818-1830), 1892. — E. Haumant, *L'empereur Nicolas Ier et la France* (*Revue de Paris*, 1902). — Thureau-Dangin, *Hist. de la monarchie de juillet*, passim, 6 vol., dep. 1884. — A. Debidour, *Hist. diplomatique de l'Europe*, 2 vol., 1891.

Alexandre II. — Arnaudo, *Le nihilisme et les nihilistes*, trad. de l'italien par M. Bellenger, P., s. d. — Anonyme, *Von Nicolas I zu Alexandre III* et *Russische Wandlungen*, Leipzig, 1882. — Léouzon le Duc, *L'empereur Alexandre II, Souvenirs personnels*, P., 1859. — A. de Cardonne, *L'empereur Alexandre II*, 1883. — Laferté, *Alexandre II, détails inédits*, P. et Genève, 1882. — A. Leroy-Beaulieu, *Un homme d'État russe* (Nicolas Milioutine), 1884. — Engelmann, *Die Leibeigenschaft in Russland*, Leipzig, 1884. — A. Herzen, *Le monde russe et la Révolution* (mémoires), Paris, 1862.

En résumé, pas d'histoire définitive sur ces deux règnes.

Insurrections polonaises. — *Documents servant à éclaircir l'histoire des provinces occidentales de la Russie* (en français et en russe), S.-P., 1865. — E. Knorr, *Die polnische Aufstände seit 1830*, Berlin, 1880. — Von Schmitt, *Gesch. des polnischen Aufstandes 1831*, S.-P., 1863-1864. — Kunz, *Polnisch-russische Krieg*, 1891. — *Mémoires* (1764-1830) de Françoise Trembicka, P., 1841. — *Mémoires* de Dembinski, Mieroslawski, Brzozowski, Pikkiewicz, etc., d'autres, qui ne sont pas traduits), sur 1831. — Von Schmitt, *Feldherrn Stimmen*, 1858, a traduit d'importantes relations de généraux russes et polonais. — Voir ci-dessus, bibliographie russe, pour le rapport Prondzynski. — Lisicki, *Le marquis Wiélépolski et son temps*, 2 vol., Vienne, 1880. — Prince Lubomirski, *L'Italie et la Pologne* (1860-1864), 1892.

Guerre de Crimée. — Aux écrits de l'historiographe Bazancourt, aux travaux spéciaux des Niel et des Tottleben, aux récits des témoins oculaires de la première heure sont venus s'ajouter : Jomini, *Étude diplomatique sur la guerre de Crimée*, 1874. — Camille Rousset, *Histoire de la guerre de Crimée*, 2 vol., P., 1877. — J. de la Gravière, *La Marine d'aujourd'hui*,

P., 1872. — Un ancien diplomate, *Hist. diplom. de la guerre de Crimée*, 2 vol., S.-P., 1878. — F. de Martens, *Étude historique sur la politique russe dans la question d'Orient* (sous Nicolas), Gand, 1877. — Geffcken, *Zur Geschichte des Orientalischen Krieges* (1853-1856), Berlin, 1881. — L. Thouvenel, *Nicolas Ier et Napoléon III*, 1891. — G. Rothan, *La Prusse et son roi pendant la guerre de Crimée*. — G. Maréchal, *La guerre de Crimée*, 1889. — A. Rambaud, *Français et Russes, Moscou et Sévastopol*, P., 1892. — Le général Fay, *Souvenirs de la guerre de Crimée*, 1889. — Général Trochu, *Notes sur la guerre de Crimée* (*Revue de Paris*, 1903). — Le général Herbé, *Français et Russes en Crimée*, 1892. — E. Perret, *Récits de Crimée*, etc., 1877. — Duc de Morny, *Une ambassade en Russie* (1856), 1892.

Politique russe pendant et depuis la guerre franco-allemande; Guerre d'Orient. — En première ligne, l'excellent livre d'Albert Sorel, *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, 2 vol., P., 1875. — Marquis de Gabriac, *Souvenirs diplom. de Russie et d'Allemagne* (1870-1872). — J. Klaczko, *Études de diplomatie contemporaine* (1861-1864), 1866; et *Deux chanceliers* (Gortchakof et Bismarck), 1877. — L. Favre, *Hist. de la guerre entre la Russie et la Turquie*, Niort, 1879. — *La guerre d'Orient en 1877-1878*, par un tacticien, P., 1880. — Mme Adam, *Le général Skobélef*, P., 1886. — Spalaïkovitch, *La Bosnie et l'Herzégovine*, P., 1899. — Cap. Lamouche, *La Bulgarie*, P., 1892. — R. Léonof, *Documents secrets de la politique russe en Orient* (1888-1890), Berlin, 1893. — A. d'Avril, *Négociations relatives au traité de Berlin et aux arrangements qui ont suivi*, P., 1886.

Alexandre III. — E. Flourens, *Alexandre III*, 1894. — A. Rambaud, *Alexandre III* et *L'armée du tsar Alexandre III*, dans la *Revue Bleue*, 7 oct. 1893 et 10 nov. 1894. — L. Viniarski, *Les finances russes* (1867-1894), Genève, 1894. — Max Kovalewski, *Le régime économique*, P., 1896; *L'agriculture en Russie*, P., 1897. — Combes de Lestrade, *La Russie économique et sociale*, 1896. — W. Müller, *Politische Geschichte der Gegenwart*, Berlin, 1881 à 1894. — H. V. Samson-Himmelstierna, *Russland unter Alexandre III*, Leipzig, 1891. — Le comte Vassili, *La Sainte Russie*, P., 1890. — E. de Cyon, *La Russie et la France* (*Nouvelle Revue*, avril 1890); *La Russie contemporaine*, 1891; *Nihilisme et anarchie*, 1892. — Prince Kropotkine, *Autour d'une vie*, Paris, 1902. — Léo Deutsch, *Seize*

*ans en Sibérie*, trad. franc., Paris, 1904. — S. Skalkovski, trad. par P. Nevski), *Les ministres des finances de la Russie* (1802-1890), P., 1891. — M. de Vogüé, *Spectacles contemporains* (Loris-Mélikof: lettres d'Asie : le Transcaspien), 1891. — *Les Juifs de Russie*, Recueil d'articles, etc., P., 1891. — A. Leroy-Beaulieu, *Israël chez les nations*, P., 1893. — Anonyme, *Bismarck und Russland*, Berlin, 1887. — Moritz Busch, *Bismarck, some secret pages of his history*, Londres, 1898. — E. Simon, *L'Allemagne et la Russie*, P., 1893. — C. Drandar, *Cinq ans de règne: le prince A. de Battenberg*, P., 1884. — A. v. Huhn, *Aus bulgarischer Sturmzeit*. — Spiridion Gopčevic, *Bulgarien und Ostrumelien* (1878-1886), Leipzig, 1886. — L. Leger, *La crise bulgare* (*Revue Bleue*, 3 oct. 1885). — A. Leroy-Beaulieu, *La Bulgarie* (*ibid.*, 5 déc. 1885). — E. Daudet, *Hist. diplom. de l'alliance franco-russe*, P., 1894. — G. Cadoux, *Relation officielle des fêtes* (données par la ville de Paris aux marins russes), 1896.

Nicolas II. — Le prince Oukhtomski, *Voyage en Orient de S. A. I. le Césarévitch*, trad. et préface par L. Leger, luxueuse édition par Delagrave, 2 vol. in-folio, 1893-1898. — R. O. Besthorn, *Alexandre III et Nicolas II*, trad. du danois, par E. Marcussen, Paris et Copenhague, 1895. — M. Leudet, *Nicolas II intime*, P., 1900. — F. Arnheim, *Der ausserordentliche finländische Landtag*, P., Leipzig, 1900. — Nombreuses publications à l'occasion de la diète finlandaise : *La constitution du grand-duché de Finlande*, Paris, 1900; *Das Recht Finnlands und seine Wehrpflichtfrage*, etc., Leipzig, 1900. — P. Morane, *Finlande et Caucase*, P., 1900.

Victor Bérard, *La Macédoine*; *La Turquie et l'hellénisme contemporain*; *Les affaires de Crète*; *La politique du sultan*, P., de 1893 à 1900. — Le capitaine Douchy, *La guerre turco-grecque de* 1897, P., 1898. — Des Coursons, *La rébellion arménienne, son origine, son but*, P., 1895. — Le R. P. Charmetant, *Martyrologe arménien, tableau officiel des massacres*, P., 1897. — Sur les affaires de Crète et d'Arménie, *les Livres jaunes* français et *bleus* anglais. — Notovitch, *La Pacification et Nicolas II* (nombreux extraits de la presse européenne), P., 1899. — *Livre jaune* français sur le Congrès de La Haye. — Observations de A. Raffalovitch et A. Desjardins, dans les *Séances et travaux* de l'Académie des sciences morales, 1899.

Progrès des Russes en Asie. — H. Vambéry, *Russlands*

*Machtstellung in Asien*, Leipzig. 1891. — Hugo Stumm, *Khiva*. rapports trad. de l'allemand, P., 1874. — *The conquest of Caucasus*, Baddeley, Londres, 1908. — Articles dans la *Revue des Deux-Mondes*, notamment de Cucheval-Clarigny (15 mai 1877). — *Annuaires* de cette même revue, etc. — Sir Henry Rawlinson. *Geographic and politic condition of the Central Asia*, Londres, 1875. — Lord Curzon. *Russia in Central Asia*, Londres, 1886.

Colonel (depuis général et ministre) Kouropatkine, *Les confins anglo-russes*. trad. G. Le Marchand. P., 1879. — P. Lessar, *La Russie et l'Angleterre dans l'Asie centrale*. P., 1886. — Krahmer. *Russland in Asien* (Transcaspie, Asie centrale, Sibérie, Asie orientale), 4 vol., Leipzig, 1897-1899. — Alexis Krausse. *Russia in Asia* (1558-1899), Londres, 1899. — Comte York de Wartenburg. *Das Vordringen der Russischen Macht in Asien*, Berlin, 1900. — Albrecht, *Russische central Asien*, Hambourg, 1896. — E. Boulangier. *Voyage à Merv*, P., 1888. — Bonvalot. *De Moscou en Bactriane*, P., 1894. — H. Mozer, *A travers l'Asie centrale*, P., 1885. — Skobélef, *Rapports* sur les campagnes de 1879-1881, trad. anglaise, Londres, 1881. — Robert Michell a traduit en anglais *Le Turkestan et les Turcomans* de Kouropatkine. — Marvin, *Russian campaign among the Tekke-Turcomans*, Londres. — Legras, *La Sibérie*, P., 1899. — E. Boulangier, *Notes de voyage en Sibérie. Le Transsibérien et la Chine*, P., 1891. — *Le grand Transsibérien*, public. offic. russe, en français, à l'occasion de l'Exposition universelle de 1900. — Anonyme, *La Chine : expansion des grandes puissances en Extrême-Orient* (1895-1898), P., 1899. — René Pichon et Jean de Marcillac, *La Chine qui s'ouvre*, P., 1900. — Pierre Leroy-Beaulieu. *La rénovation de l'Asie* (Sibérie, Chine, Japon), P., 1900. — Vladimir, *The China-Japan War, compiled from japanese, chinese and foreign sources*, Londres, 1896. — Amiral Ch. Beresford, *The Break-up of China*, Londres, 1897. — A. R. Colqhoun, *China in transformation*. L. et N.-Y., 1898. — S. W. et F. W. Williams, *A history of China* (surtout contemporaine), L., 1897. — Boulger, *History of China*, t. III (période contemporaine), L., 1884. — Villetard de la Guérie, *La Corée indépendante, russe ou japonaise*, P., 1898. — Lord Curzon. *Persia and the Persian question*, Londres, 1892.

Littérature, etc. — Courrière, *Hist. de la litt. contemporaine en Russie*, P., 1875. — Waliszewski, *Littérature russe*

P., 1900. — A. Rambaud, *La Russie épique*. P., 1876. — Ralston. *The songs of the Russian People*. Londres, 1872 : et *Contes du peuple russe*, trad. de l'anglais. P., 1876. — E. Haumant, *Pouchkine*. P., 1911. — O. Kramaréva. *Alexandre Griboïédof*. P., 1907. — L. Duchesne. *Michel Lermontof*. P., 1910. — L. Leger. *Nicolas Gogol*. P., 1913. — A. Lirondelle. *Le poète Alexis Tolstoï*. P., 1913. — E. Haumant. *Ivan Tourguénief*. P., 1906. — J. Mazon. *Gontcharof*. P., 1914. — R. Rolland. *Vie de Tolstoï*. P., 1911. — J. Patouillet. *Ostrovski et le théâtre de mœurs russes*. P., 1913. — Ivan Strannik. *La pensée russe contemporaine*, P., 1903. — De nombreuses traductions de Pouchkine et d'Ivan Tourguénef, par Louis Viardot ; de Gogol, par Ernest Charrière ; de Gontcharof (*Oblomof*), par Charles Deulin : d'Alexis Tolstoï (*Le prince Sérébrannyi* ou Ivan le Terrible), par le prince Augustin Galitsyne ; de Léon Tolstoï, par Bollinat, Halpérine-Kaminski, etc. : *La guerre et la paix* par « une Russe » : de Krestovski, Pisemski, Dostoïevski, par Dérély : d'Ostrovski, par Durand-Gréville, etc., etc.

Pour les beaux-arts, Viollet-le-Duc, *L'art russe*. P., 1877. — Louis Réau, *Saint-Pétersbourg*, P., 1913.

Pour le droit, Lehr. *Eléments de droit civil russe*. P., 1877. — Jean Kapnist. *Code d'organisation judiciaire russe*, publié par le Ministère de la justice de France, 1893.

Pour l'histoire ecclésiastique, l'archevêque de Tchernigof, Philarète. *Hist. de l'Église russe* (trad. en all., par Blumenthal). 2 vol., Francfort, 1872.

Les premières années du xxe siècle. — Peu de livres encore : sur l'ensemble des faits, on ne peut citer que l'ouvrage de Martof, Maslof et Potresof, *Le mouvement social au début du XXe siècle*, 3 vol., S.-P., 1910. Tous les autres concernent, soit la politique extérieure, soit la crise intérieure et ses suites.

Pour la guerre du Japon, sa préparation, ses suites, on peut consulter Bérard dans la *Revue de Paris*, Chéradame dans le *Correspondant*. Dans la *Revue de Paris*, 15 juillet 1905, *Les origines exactes de la guerre russo-japonaise*, non signé. — *La guerre russo-japonaise*, traduct. de la relation de l'Etat-major russe. S.-P., 1910. — Kouropatkine. *Mémoires*, traduits en allemand. Berlin, 1909. — *Considérations sur la campagne de Mandchourie*, général Silvestre. P., 1910. — Jan Hamilton. *Journal de route*, trad. franc., P., 1909. — Ashmead

Bartlett, *Port Arthur, the siege and the capitulation*, Edimbourg, 1906. — Colonel Gädke, *Kriegsbriefe aus der Mandschurei*, Berlin, 1904-1905. — Du même, *Japans Krieg und Briefe*, Berlin. 1906. — Georges de la Salle, *En Mandchourie*. P., 1905. — Compario. *Al campo russo in Manciuria*, Milan. — Colonel Bujac. *La guerre russo-japonaise*, P., 1905. — Baring. *With the Russians in Manchuria*. Londres. — Semenof. *Le prix du sang* (la guerre navale en 1904-1905) et *l'Expiation*, P.. 1909. — Bérard, *Revue de Paris* 1904, *L'incident anglo-russe*. — Bouteiller, *Avec la flotte russe en Extrême-Orient* (*Revue de Paris*, 1908). — *La bataille de Tsoushima*. non signé (*Revue des Deux-Mondes*. 1905). — Bérard, *Paix permanente* (la paix de Portsmouth) (*Revue de Paris*, 1905). — Chéradame. *Le monde et la guerre russo-japonaise*, P., 1906.

La crise révolutionnaire. — Kulczicki, *Geschichte der russischen Révolution*. 3 vol.. Gotha (1910-1911) — *Mémoires de Gapone*, trad. franc.. P., 1906. — *La Révolution russe*. Ular. P.. 1905. — Bourdon. *La Russie libre*, P., 1905. — *La Russie devant la première Douma*, A. Leroy-Beaulieu (*Revue des Deux-Mondes*, 1907). — *Les partis politiques en Russie*, M. Kovalevski (*Revue de Paris*. 1906). — *Le Tsar et la Douma*, Recouly. P., 1905. — Milioukof, *La crise russe*. P., 1907. — Lauwick, *La crise politique et sociale en Russie*. P., 1905.

Le travail législatif et les réformes depuis 1906. — Pierre Chasles, *Le Parlement russe*, P., 1910. — Poléjaef, adapté par Gaston Dru, *Six années. La Russie de* 1906 *à* 1912, P., 1912. — *Les grands problèmes de la politique intérieure russe*, René Marchand, P., 1912. — Grégoire Alexinski, *La Russie moderne*, P., 1912. — A. Leroy-Beaulieu. *La Russie nouvelle et la liberté religieuse* (*Revue des Deux-Mondes*. 1910). — Baron Wolff von der Osten Sacken, *Die staatsrechtliche Stellung des Grossfurstenthums Finland im russischen Reiche*, Tubingen, 1912. — Pierre Chasles, *L'empire russe et la conscience nationale finlandaise* (*Revue des Sciences politiques*, 1912). — Caspar, *La résistance légale en Finlande*, P. 1913. — Dmowski. *La question polonaise*, trad. franc., P., 1909. — Waliszewski, *Russes et Polonais* (*Revue de Paris*, 1906). — Alfassa, *La crise agraire en Russie : quarante ans de propriété collective*, P., 1903.

L'armée et la marine. — Général Martynof. *Quelques leçons*

*de la triste expérience de la guerre russo-japonaise*, trad. franc., P., 1907. — *L'armée russe*, non signé (*Revue de Paris*, 1909, 1910). — Commandant Davin, *La marine russe depuis Tsoushima* (*Revue politique et parlementaire*, 10 avril 1912). — *A propos de la convention navale franco-russe* (*Revue de Paris*, 1912). — *Correspondant*, 25 décembre 1913. Si la guerre éclatait demain?

La politique de la Russie depuis 1906. — Driault, *La question d'Extrême-Orient*, P., 1908. — Les articles de Rouire dans la *Revue des Deux-Mondes* : de Bérard, d'Aubert, de Gaulis, de Gauvain, dans la *Revue de Paris*, sur les questions asiatiques : de Bérard et de Gauvain, sur les questions balkaniques.

Le développement économique de la Russie. — M. W. de Kowalewski, *La Russie à la fin du XIXe siècle*, P., 1900. — Machat, *Le développement économique de la Russie*, P., 1902. — D'Avenel, *La fortune de la Russie* (*Revue des Deux-Mondes*, 1908). — *L'évolution de la propriété foncière en Russie*, P. Leroy-Beaulieu (*Économiste Français*, 1909). — Bouchery, *Les finances russes* (*Économiste Européen*, 1912). — G. Blondel, *Le développement économique de la Russie* (*Monde Économique*, décembre 1912). — L'ouvrage de Poléjaief, *Six années* (1906-1912), déjà cité.

# TABLE DES MATIERES.

## LES ORIGINES.


CHAPITRE PREMIER. — Géographie de la Russie.

Contraste de l'Europe orientale avec l'Europe occidentale : mers, montagnes, climat. — Les quatre zones. — Les fleuves russes et l'histoire : unité géographique de la Russie.................. 1

CHAPITRE II. — Ethnographie de la Russie.

Les colonies grecques et la Scythie d'Hérodote. — Les Slaves russes de Nestor; peuplades lithuaniennes, finnoises, turques au neuvième siècle. — Division des Russes actuels en trois branches : comment s'est faite la colonisation russe.................. 15

CHAPITRE III. — La Russie primitive : les Slaves.

Religion des Slaves : funérailles; — Mœurs domestiques et politiques : la famille, le *mir* ou commune, le *volost* ou canton, la peuplade. — Cités, industrie, agriculture.................... 30

CHAPITRE IV. — Les Varègues : formation de la Russie; premières expéditions contre Constantinople (862-972).

Les Normands de Russie : origine et mœurs des Varègues. — Les premiers princes russes : Rourik, Oleg, Igor; expéditions contre Constantinople. — Olga : le christianisme en Russie. — Sviatoslaf : le Danube disputé entre les Russes et les Grecs....... 39

## LA RUSSIE PRINCIÈRE.

CHAPITRE V. — Le Clovis et le Charlemagne des Russes : Saint Vladimir et Iaroslaf le Grand (972-1054).

Vladimir (972-1015) : conversion des Russes au christianisme. — Iaroslaf le Grand (1015-1054) : union de la Russie, splendeur de Kief. — La société varègue-russe à l'époque de Iaroslaf. — Progrès du christianisme : conséquences sociales, politiques, littéraires, artistiques.......................... 55

CHAPITRE VI. — La Russie divisée en principautés : suprématie, puis chute de Kief (1055-1169).

Distribution de la Russie en principautés : l'unité dans la division. — Les successeurs de Iaroslaf le Grand : guerres pour le droit d'aînesse et le trône de Kief : Vladimir Monomaque. — Guerres entre les héritiers de Vladimir Monomaque : chute de Kief...... 74

CHAPITRE VII. — La Russie après la chute de Kief : puissance de la Sousdalie et de la Gallicie.

André Bogolioubski de Sousdalie (1157-1174) et le premier essai d'autocratie. — Georges II (1212-1238) : guerres contre Novgorod, bataille de Lipetsk (1216), fondation de Nijni-Novgorod (1220). — Roman (1188-1205) et son fils Daniel (1205-1264) en Gallicie.......................................... 90

CHAPITRE VIII. — Les républiques russes : Novgorod, Pskof et Viatka (jusqu'en 1224).

Novgorod la Grande : luttes contre les princes. — Institutions novgorodiennes, commerce, église nationale, littérature. — Pskof et Viatka.......................................... 103

## LES INVASIONS DU XII$^{e}$ AU XIV$^{e}$ SIÈCLE.

CHAPITRE IX. — Les Porte-Glaive : conquête des provinces baltiques par les Allemands.......................................... 119

CHAPITRE X. — Les Tatars-Mongols : asservissement de la Russie.

Origine et mœurs des Mongols. — Batailles de la Kalka, de Riazan, de Kolomna, de la Sita : conquête de la Russie. —

Alexandre Nevski. — Le joug mongol : influence des Tatars sur le développement russe........ 123

CHAPITRE XI. — LES LITHUANIENS : conquête de la Russie occidentale.

Les Lithuaniens : conquêtes de Mindvog (1240-1263), de Gédimine (1315-1340) et d'Olgerd (1345-1377). — Jagellon : union de la Lithuanie avec la Pologne (1386). — Le grand-prince Vitovt (1392-1430) : batailles de la Vorskla (1399) et de Tannenberg (1410)........ 147

## LA RUSSIE MOSCOVITE.

CHAPITRE XII. — LES GRANDS-PRINCES DE MOSCOU : organisation de la Russie orientale (1303-1462).

Origines de Moscou : Daniel. — Georges Danilovitch (1303-1325) et Ivan Kalita (1328-1340) : lutte contre la maison de Tver. — Siméon le Superbe (1340-1353) et Ivan le Débonnaire (1353-1359). — Dmitri Donskoï (1363-1389) : bataille de Koulikovo (1380). — Vassili Dmitriévitch et Vassili l'Aveugle (1389-1462)........ 157

CHAPITRE XIII. — IVAN LE GRAND, le rassembleur de la terre russe (1462-1505).

Soumission de Novgorod, réunion des principautés de Tver, Rostof, Iaroslavl. — Guerres contre la Grande Horde et contre Kazan : fin du joug tatar.— Guerres contre la Lithuanie : la Russie occidentale reconquise jusqu'à la Soja. — Mariage avec Sophie Paléologue : les Grecs et les Italiens à la cour de Moscou..... 186

CHAPITRE XIV. — VASSILI IVANOVITCH (1505-1533).

Réunion de Pskof, Riazan et Novgorod-Séverski. Guerres contre la Lithuanie : acquisition de Smolensk. — Guerres contre les Tatars ; relations diplomatiques avec l'Europe........ 204

CHAPITRE XV — IVAN LE TERRIBLE (1533-1584).

Minorité d'Ivan IV : il prend le titre de tsar (1547). — Conquête de Kazan (1552) et d'Astrakhan (1554). — Lutte contre l'ordre livonien, la Pologne, les Tatars, la Suède et l'aristocratie russe. — Les Anglais en Russie : conquête de la Sibérie........ 212

CHAPITRE XVI. — LA RUSSIE MOSCOVITE ET LA RENAISSANCE.

Gouvernement moscovite : les *proches* et les *gens* du tsar, les *prikazes*. — Classes rurales, bourgeoisie des villes, commerce. — Esclavage domestique, réclusion des femmes.— La Renaissance : littérature, chants populaires, cathédrales. Moscou au XVIe siècle. 243

CHAPITRE XVII. — LES SUCCESSEURS D'IVAN LE TERRIBLE Feodor Ivanovitch et Boris Godounof (1584-1605).

Feodor Ivanovitch (1584-1598) : le paysan attaché à la glèbe, le patriarcat. — Boris Godounof (1598-1605) : apparition de Demétrius. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 271

CHAPITRE XVIII. — LE TEMPS DES TROUBLES (1605-1613).

Meurtre de Démétrius. Vassili Chouïski. Le brigand de Touchino. —Vladislas de Pologne : les Polonais au Kremlin.—Soulèvement national. Minine et Pojarski. Élection de Michel Romanof....... 284

CHAPITRE XIX. — LES ROMANOF. — Michel Feodorovitch et le patriarche Philarète (1613-1645).

Mesures réparatrices : fin de la guerre polonaise. — Relations avec l'Europe. États-généraux................................ 299

CHAPITRE XX. — LA RUSSIE OCCIDENTALE AU XVIIe SIÈCLE.

L'union de Lublin (1569) et l'*union* religieuse (1595). — Plaintes de la Russie Blanche ; soulèvements de la Petite-Russie........ 308

CHAPITRE XXI. — ALEXIS MIKHAÏLOVITCH (1645-1676) et son fils Feodor.

Premières années d'Alexis : séditions. — Khmelnitski. Acquisition de l'Ukraine orientale et de Smolensk. Stenko Razine. — Réforme ecclésiastique de Nicon ; les précurseurs de Pierre le Grand. — Règne de Feodor Alexiévitch (1676-1682).................... 319

## PIERRE LE GRAND.

CHAPITRE XXII.— PIERRE LE GRAND.— Premières années (1682-1700).

Régence de Sophie (1682-1689). Pierre Ier. — Expéditions d'Azof (1695-1696), premier voyage en Occident (1697). — Révolte et destruction des streltsi. — Lutte contre les kosaks : révolte du Don (1706). Mazeppa (1709)........................ 341

CHAPITRE XXIII. — PIERRE LE GRAND, lutte contre Charles XII (1700-1709).

Narva (1700); conquête des provinces baltiques. — Charles XII envahit la Russie. Poltava (1709)........................ 365

CHAPITRE XXIV. — PIERRE LE GRAND. — Les réformes.

Caractères généraux des réformes, les collaborateurs de Pierre le Grand. — Réformes sociales, le *tchin*, émancipation des femmes. — Réformes administratives, militaires, ecclésiastiques. — Réformes économiques, manufactures.— Caractère utilitaire des établissements d'instruction. — Fondation de Saint-Pétersbourg (1703)........................ 380

CHAPITRE XXV.— PIERRE LE GRAND.— Dernières années (1709-1725).

Guerre contre la Turquie : traité du Pruth (1711). — Voyage à Paris (1717). Paix de Nystad (1721). Conquêtes sur la Caspienne. — Affaires de famille : Eudoxie, procès d'Alexis (1718), Catherine........................ 403

## LES IMPÉRATRICES DU XVIIIe SIÈCLE.

CHAPITRE XXVI. — LA VEUVE ET LE PETIT-FILS DE PIERRE LE GRAND.

Catherine Ire (1725-1727) et Pierre II (1727-1730). L'œuvre de Pierre le Grand maintenue par Catherine. — Menchikof et les Dolgorouki. — Maurice de Saxe en Courlande........................ 418

CHAPITRE XXVII. — LES DEUX ANNA. — Règne d'Anna Ivanovna et régence d'Anna Léopoldovna (1730-1741).

Tentative de constitution aristocratique (1730). La *Bironovch-*

*tchina.* — Succession de Pologne (1733-1735) et guerre de Turquie (1735-1739). — Ivan VI : régences de Biren et d'Anna. Révolution de 1741 ........................................ 423

CHAPITRE XXVIII. — ÉLISABETH PÉTROVNA (1741-1762).

Réaction contre les Allemands; guerre de Suède (1741-1743). — Succession d'Autriche; guerre contre Frédéric II (1756-1762). — Réformes sous Élisabeth. Influence française .................. 439

CHAPITRE XXIX. — PIERRE III et la Révolution de 1762.

Gouvernement de Pierre III; alliance avec Frédéric II. — Révolution de 1762. Catherine II ................................ 451

CHAPITRE XXX. — CATHERINE II, premières années (1762-1780).

Fin de la guerre de Sept ans. Intervention en Pologne. — Première guerre de Turquie. Premier partage de la Pologne (1772). Révolution suédoise de 1772. — Peste de Moscou. Pougatchef... 458

CHAPITRE XXXI. — CATHERINE II, gouvernement et réformes.

Les collaborateurs de Catherine II, la grande Commission législative (1766-1768). — Administration et justice, colonisation. — Instruction publique, lettres et arts, les philosophes français.... 475

CHAPITRE XXXII. — CATHERINE II, dernières années (1780-1796).

Neutralité armée (1780), réunion de la Crimée (1784), médiation franco-russe à Teschen (1785). — Deuxième guerre de Turquie (1787-1792) et guerre de Suède (1788-1790). — Deuxième partage de la Pologne : diète de Grodno. Troisième partage : Kosciuszko. — Catherine II et la Révolution française. Guerre de Perse..... 489

LES EMPEREURS.

CHAPITRE XXXIII. — PAUL Ier (17 novembre 1796-24 mars 1801).

Politique de paix, puis accession à la deuxième coalition. — Campagnes des îles Ioniennes, d'Italie, d'Helvétie, de Hollande, de Naples. — Alliance avec Bonaparte : la ligue des neutres et le grand projet contre l'Inde ................................ 511

CHAPITRE XXXIV. — ALEXANDRE Ier, extérieur (1801-1825).

Première guerre avec Napoléon : Austerlitz, Eylau, Friedland. Traité de Tilsit. — Entrevue d'Erfurt. Guerres avec l'Angleterre, la Suède, l'Autriche, la Turquie, la Perse. — Grand-duché de Varsovie. Causes de la deuxième guerre avec Napoléon. — La *guerre patriotique :* bataille de Borodino, incendie de Moscou, destruction de la grande-armée. — Campagnes d'Allemagne et de France. Traités de Paris et de Vienne. — Royaume de Pologne. Les congrès : Aix-la-Chapelle, Carlsbad, Laybach, Vérone...... 528

CHAPITRE XXXV. — ALEXANDRE Ier, histoire intérieure (1801-1825).

Premières années : le *triumvirat.* Mesures libérales. Les ministères. Instruction publique. — Spéranski : Conseil d'empire, projet de code civil, idées de réformes sociales. — Araktchéef : réaction politique et universitaire, colonies militaires. — Les sociétés secrètes, la Pologne. — Mouvement littéraire et scientifique. 619

CHAPITRE XXXVI. — NICOLAS Ier (1825-1855).

L'insurrection de décembre; administration et réformes; l'instruction publique et la littérature. — Guerre de Perse (1826-1828). Première guerre de Turquie : affranchissement de la Grèce. Les Russes et les Anglais en Asie. — Insurrection polonaise (1831). — Hostilité contre la France : question d'Orient. Révolution de 1848 : intervention en Hongrie. — Deuxième guerre de Turquie : les alliés en Crimée. Réveil de l'opinion russe.. ............... 635

CHAPITRE XXXVII. — ALEXANDRE II (1855-1881).

Fin de la guerre de Crimée : traité de Paris (1856). — L'acte du 19 février 1861. Réformes judiciaires, self-gouvernement local. — Insurrection polonaise. — Mouvement des esprits, progrès matériel, loi militaire. — Conquêtes en Asie. — Politique en Europe jusqu'à 1877,.......... ........................... 671

CHAPITRE XXXVIII. — ALEXANDRE II, LA GUERRE D'ORIENT ET LES NIHILISTES.

Les slavophiles et l'Europe orientale. — Insurrection des Slaves de Turquie : guerre de Serbie et de Monténégro. — Guerre entre

la Russie et la Turquie : traité de San-Stefano. — Intervention de l'Europe : traité de Berlin. — La politique russe en Orient depuis la guerre. — Le nihilisme et les partis révolutionnaires : mort d'Alexandre II........................................ 716

CHAPITRE XXXIX. — ALEXANDRE III (1881-1894).

Premières années d'Alexandre III. — Gouvernement et administration : instruction publique, armée et marine. — Russification : Pologne, juifs, provinces baltiques. Finlande. — Politique en Asie : Merv. le Pamir . le Transcaucasien, le Transsibérien. — Politique dans la péninsule des Balkans : Roumanie, Serbie, Monténégro. Bulgarie et Roumélie. — Politique générale en Europe : tension des rapports avec les puissances allemandes ; la flotte française à Cronstadt : les marins russes à Paris ; l'entente franco-russe.................................... 756

CHAPITRE XL. — LES PREMIÈRES ANNÉES DU RÈGNE DE NICOLAS II.

Nicolas II avant son avènement. — La question de gouvernement ; maintien du principe autocratique et politique libérale. — Administration : finances, armée, marine, travaux publics. — Les Polonais, les provinces baltiques, la Finlande. — Politique dans la péninsule des Balkans ; réconciliation avec la Bulgarie. — La Crète : la guerre turco-hellénique. — Les affaires d'Arménie. — Politique en Asie ; le Transsibérien et le réseau transcaucasien : la guerre sino-japonaise ; acquisitions en Chine : le Transchinois. — Les confins anglo-indiens ; conventions avec la Perse. — Les Russes en Afrique : l'Abyssinie. — Politique générale en Europe : l'entente franco-russe ; le tsar à Paris, le président Faure en Russie. — Le rescrit du 24 août 1898 et le « Congrès de la Paix »...................... 829

CHAPITRE XLI. — LA RUSSIE DE 1900 A 1913.

*La politique étrangère.* — En Europe : l'accord de Murzteg ; en Asie, le conflit avec le Japon (1904-1905). Les premiers échecs : la prise de Port-Arthur ; les désastres ; Moukden et Tsoushima. La paix de Portsmouth.

*La crise intérieure.* — Les attentats et les troubles de 1904-1905 : les ministères Sviatopolk-Mirski. Boulyguine. Witte : le manifeste d'octobre 1905 : les nouvelles institutions.

La première Douma ; les partis. Le ministère Stolypine. La deuxième et la troisième Douma. La réaction administrative et politique.

*La législation et les réformes.* — La question des nationalités : les lois finlandaises, polonaises. La réforme agraire : ses premiers effets. La réorganisation de l'armée et de la marine.
*La politique étrangère des dernières années.* — La question asiatique. La politique européenne : le rapprochement anglo-russe : la question balkanique et les rapports avec l'Autriche ; les crises de 1909 et de 1912-1913.
*L'état actuel de la Russie.* — La liberté politique ; la crise de la culture et le développement de l'instruction publique. Le progrès économique ........ 880

Observations ........ 931

Note bibliographique :

Ouvrages en langue russe ........ 933
Ouvrages en langues d'Occident ........ 941

7 180. — Imprimerie Lahure, 9, rue de Fleurus, à Paris.



